

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 19/07/2019

N° : 2019/143

# **SOMMAIRE**

## **↳ Bureau de la Métropole**

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 31
Emploi, formation professionnelle, Insertion	page 74
Transports, déplacements et accessibilité	page 87
Urbanisme et aménagement	page 141
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 200
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 225
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 252
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur Des espaces maritimes et naturels	page 331
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 332
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 414

## **↳ Conseil de la Métropole**

Finances et administration générale	page 443
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 571
Emploi, formation professionnelle, Insertion	page 588
Transports, déplacements et accessibilité	page 593
Urbanisme et aménagement	page 629
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 741
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 766
Mer, littoral et ports, protection et mise en valeur Des espaces maritimes et naturels	page 801
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 804
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 813

**LES DELIBERATIONS**  
**BUREAU DU 20 JUIN 2019**

---

## METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

### Bureau de la Métropole

20 JUIN 2019

---

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Métropole-Provence et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 24 juin 2019 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Nicolas ISNARD - Maryse JOISSAINS MASINI - Didier KHELFA - Richard MALLIÉ - Xavier MERY - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Martine CESARI représentée par Danièle GARCIA - Roland GIBERTI représenté par Roland MOUREN.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Eric LE DISSÈS.

\*\*\*\*\*

### ***Commission "Finances et Administration Générale"***

\*\*\*\*\*

FAG 001-6019/19/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt au Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis pour le financement de l'opération de construction d'un nouveau bâtiment et de restructuration des services de soins dans le cadre de l'Opération "Copermo" située Avenue des Tamaris à Aix-en-Provence**

**MET 19/11109/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer l'opération de construction d'un nouveau bâtiment et de restructuration des services de soins dans le cadre de l'opération « Copermo » située Avenue des Tamaris à Aix-en-Provence.

Portée par le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis, cette opération d'un montant total de 71,5 millions d'euros est financée par les participations financières de l'Etat de 15 millions d'euros et de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 29,4 millions d'euros. Le solde, soit 27,1 millions d'euros reste à la charge de l'établissement, et nécessite le recours à un emprunt pour un montant de 24 millions d'euros, dont 15 millions d'euros d'emprunt obligataire et 9 millions d'euros par consultation bancaire. L'obtention de l'emprunt de 9 millions d'euros est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 4,95 millions d'euros. Cet emprunt de 9 millions d'euros bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville d'Aix-en-Provence.

L'analyse financière du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 139 022 972,89 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 81 900 956,59 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 57 122 016,30 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est déficitaire de - 10 867 820,93 euros.

L'analyse financière établie par l'Agence Régionale de Santé, dans son rapport du 27 février 2019, fait état d'une situation financière dégradée du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis, avec un résultat net comptable 2017 déficitaire de -10,9 millions d'euros. Cependant, l'établissement s'est engagé dans un processus de retour à l'équilibre au travers d'un Contrat de Retour à l'Equilibre Financier 2019-2023, élaboré en lien étroit avec les services de l'Agence Régionale de Santé, et avec l'objectif d'un retour à l'équilibre budgétaire et financier dans les 5 années à venir.

De même, l'Agence Régionale de Santé, après avis de la Direction Régionale des Finances Publiques, a autorisé le recours à l'emprunt pour les 24 millions d'euros, étant entendu que ce programme d'investissement et de restructuration immobilière est nécessaire pour permettre un déroulement favorable du Contrat de Retour à l'Equilibre Financier 2019-2023.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis envisage de contracter cinq prêts d'un montant total de 9 millions d'euros pour financer l'opération de construction d'un nouveau bâtiment et de restructuration des services de soins dans le cadre de l'opération « Copermo » située Avenue des Tamaris à Aix-en-Provence.

- Que le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de favoriser le développement économique et l'offre de soin sur son territoire.
- La situation comptable du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis.
- L'avis de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur du 27 février 2019.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement des cinq prêts d'un montant total de 9 millions d'euros à souscrire par le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis auprès :

- de la Caisse d'Epargne pour 1,2 million d'euros pour le « Financement Copermo »,
- de la Caisse d'Epargne pour 2,8 millions d'euros pour le « Financement Programme d'Investissement »,
- d'Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels pour 1,2 million d'euros pour le « Financement Copermo »,
- d'Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels pour 0,8 million d'euros pour le « Financement parking »,
- du Crédit Agricole pour 3 millions d'euros pour le « Financement Programme d'Investissement ».

Ces prêts sont destinés à financer l'opération de construction du nouveau bâtiment et de restructuration des services de soins dans le cadre de l'opération « Copermo », située Avenue des tamaris à Aix-en-Provence.

#### **Article 2 :**

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

- **Prêts Caisse d'Epargne**

Objet	Copermo	Programme d'investissement
Montant	1 200 000 euros	2 800 000 euros
Durée maximale	30 ans	8 ans
Taux du prêt	Taux du Livret A + marge de 0.85 %	Taux du Livret A + marge de 0.80 %

	l'an (soit à titre indicatif un taux à ce jour de 1.6% l'an)	l'an (soit à titre indicatif un taux à ce jour de 1.55% l'an)
<b>Taux de rémunération du Livret A</b>	Le taux de rémunération du Livret A est publié au Journal Officiel en application du règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière du 24 juillet 2003. Il est applicable au premier jour de la quinzaine qui suit sa publication.	
<b>Révision du taux d'intérêt du prêt</b>	La constatation du taux de rémunération du Livret A applicable est réalisée le deuxième jour ouvré précédant le commencement de chaque période d'intérêts.	
<b>Durée</b>	30 ans	8 ans
<b>Amortissement du capital</b>	Linéaire	Linéaire
<b>Différé d'amortissement partiel</b>	Sans objet	Sans objet
<b>Périodicité des échéances</b>	Annuelle	Annuelle
<b>Base de calcul des intérêts</b>	Exact/360	Exact/360
<b>Frais de dossier</b>	1 200 euros	2 800 euros
<b>Remboursement anticipé du capital (total ou partiel)</b>	Indemnité de 3% du montant remboursé par anticipation (hors en cas de passage du prêt à taux fixe)	
<b>Type de garantie</b>	45 % Ville d'Aix-en-Provence et 55 % Métropole Aix-Marseille-Provence	
<b>Frais de garanties (estimés)</b>	Aucune	
<b>Conditions préalables</b>	Accord ARS sur Emprunt/obtention des garanties	

#### Prêts Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels

<b>Objet</b>	<b>Copermo</b>	<b>Parking</b>
<b>Montant</b>	<b>1 200 000 euros</b>	<b>800 000 euros</b>
<b>Durée</b>	30 ans	30 ans
<b>Périodicité</b>	Annuelle	Annuelle
<b>Amortissement</b>	Linéaire	Linéaire
<b>Conditions financières</b>	Taux fixe : 2.08 %	Taux fixe : 2.08 %
<b>Base de calcul des intérêts</b>	30/360	30/360
<b>Remboursement anticipé</b>	Indemnité actuarielle	
<b>Type de garantie</b>	45 % Ville d'Aix-en-Provence et 55 % Métropole Aix-Marseille-Provence	

#### Prêt Crédit Agricole Alpes Provence

<b>Objet</b>	<b>Programme d'investissement</b>
<b>Montant</b>	<b>3 000 000 euros</b>
<b>Durée</b>	8 ans
<b>Périodicité</b>	Mensuelle ou trimestrielle
<b>Amortissement</b>	Progressif ou constant
<b>Taux</b>	Fixe : 0.89 %
<b>Base de calcul</b>	30/360
<b>Frais de dossier</b>	2 000 €
<b>Commission de non utilisation</b>	Néant
<b>Condition suspensive</b>	Participation des autres établissements financiers sur la totalité du besoin de financement soit 9 millions d'euros.
<b>Gestion Administrative</b>	Contrat et avis d'échéances adressés par courrier au Centre Hospitalier et prélèvement de l'échéance sur votre compte ouvert dans les livres du Crédit agricole Alpes Provence
<b>Pénalités en cas de remboursement anticipé</b>	Semi Actuarielles

### **Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par lui aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière du Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée des organismes bancaires, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou le Vice-Président au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, les contrats de prêt qui seront conclus entre le Centre Hospitalier Intercommunal Aix-Pertuis et la Caisse d'Epargne, Arkéa Banque Entreprises et Institutionnels et le Crédit Agricole Alpes Provence, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 002-6020/19/BM**

■ **Réitération d'une garantie d'emprunt à l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix dans le cadre d'un refinancement de la dette souscrite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'opération "Rachat des bâtiments" située Rue Albert Einstein à Aix-en-Provence**  
**MET 19/11355/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix a racheté en 2005 les bâtiments, d'une capacité de 200 chambres que l'association occupe dans le

cadre de ses activités pour l'accueil une population jeune âgée de 16 à 30 ans nécessitant une assistance en matière d'hébergement et d'accompagnement pour une meilleure socialisation et intégration dans le monde du travail. L'association permet ainsi, depuis 1972, l'accès à un habitat transitoire à moindre coût dans un contexte immobilier difficile, et d'un accompagnement grâce à un réseau de partenaires actifs ayant pour objectif l'insertion socio-professionnelle de cette population.

Cette opération de rachat nécessitait alors un emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations de 978 724 euros, amortissable sur 25 ans. Cet emprunt a bénéficié d'une garantie accordée par le Conseil Communautaire de la CPA, à hauteur de 100 %, quotité en vigueur en 2004, par délibération n° 2004\_A348 du 17 décembre 2004.

Un premier réaménagement, consistant en une prolongation de la durée du prêt de 2 ans a été acté par délibération n° 2015\_B660 du 17 décembre 2015.

L'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix a sollicité auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté, un deuxième réaménagement consistant en un allongement de la durée d'amortissement de 5 années supplémentaires avec une échéance à 2036.

Ce rééchelonnement permet à l'association d'ajuster l'amortissement financier des bâtiments sur l'amortissement technique. En effet, les travaux de réhabilitation entrepris en 2016 et 2017 et la mobilisation des logements mis en travaux ont eu pour conséquence une diminution du résultat d'exploitation. De même, les réformes économiques et fiscales du gouvernement de 2018, au travers de la réforme des contrats aidés, ont engendré une baisse de ses recettes au travers de la diminution des subventions accordées par l'Etat à l'association.

Le montant du prêt réaménagé, relatif à cette opération, s'élève au 1er juin 2019 à 652 655,62 euros.

Le Caisse des Dépôts et Consignations subordonne son concours à la condition que le remboursement en capital, augmenté des intérêts, intérêts de retard, indemnité de remboursement anticipé, tous autres frais et autres accessoires de l'emprunt d'un montant de 652 655,62 euros soit garanti par la Métropole Aix-Marseille-Provence à concurrence de 100 % des sommes dues par l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix.

L'analyse financière de l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix, effectuée à partir de son bilan 2018, met en évidence un actif comptable égal à 5 400 984 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 1 995 882 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 3 405 102 euros. Bien que le résultat net 2018 soit positif à 24 092 euros, le

report à nouveau de – 606 745 euros traduit un cumul de pertes dans le passé jusqu'en 2015. En 2018, le résultat d'exploitation reste déficitaire à – 105 473 euros. C'est l'impact de la reprise de l'amortissement annuel de subvention d'investissement qui contribue au résultat net positif. Fin 2018, la situation nette reste négative à – 585 652 euros, mais elle poursuit un redressement à un rythme modéré. Le niveau d'emprunt reste élevé, mais il continue à diminuer en passant à 13% en 2016.

En conséquence, la Métropole est appelée à délibérer en vue d'adopter la garantie d'emprunt accordée initialement pour le remboursement dudit prêt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération 2004\_A348 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2004 approuvant la garantie d'emprunt à l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix pour le financement de l'opération de rachat des bâtiments du Foyer des Jeunes travailleurs des Milles ;
- La délibération 2015\_B660 du Bureau Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la garantie d'emprunt à l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix pour le réaménagement d'un prêt d'un montant de 676 317,79 euros ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix a contracté un prêt n° 1042908 / 1277810 d'un montant de 978 724 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de rachat de bâtiments.
- Que ce prêt a fait l'objet d'une garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de réitérer la garantie d'emprunt dans les nouvelles conditions issues du réaménagement consenties par la Caisse des dépôts et Consignations.
- Qu'il convient dès lors de conclure une nouvelle convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence réitère sa garantie solidaire pour le remboursement d'une ligne du prêt réaménagée, initialement contractée par l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe « Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des Dépôts et Consignations ». Ce réaménagement proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations concerne la ligne du prêt n°1277810 pour un montant total de 652 655,62 euros.

La garantie est accordée pour la ligne du prêt réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires que l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix aurait encourus au titre du prêt réaménagé.

## **Article 2 :**

Les nouvelles caractéristiques financières de la ligne du prêt réaménagée sont indiquées, à l'annexe «Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des Dépôts et Consignations» qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant la ligne du prêt réaménagée à taux révisibles indexée sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué à ladite ligne du prêt réaménagée sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne du prêt réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 17 avril 2019 est de 0,75 %.

Les commissions, frais et accessoires liés à cet avenant sont à la charge de l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix.

## **Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale de chaque ligne du prêt réaménagée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer à l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

## **Article 4 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

## **Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix.

## **Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer l'avenant au contrat de prêt établi

entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Association pour le Logement des Jeunes en Pays d'Aix, la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 003-6021/19/BM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux "Les Jardins de Saint-Cannat" située Chemin des Fumades à Saint-Cannat**  
**MET 19/11108/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux dénommée - Les Jardins de Saint-Cannat - située Chemin des Fumades à Saint-Cannat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré le 18 octobre 2018 pour l'approbation de la garantie d'emprunt. Cependant, le co-garant prévu à l'origine, la ville de Saint-Cannat, n'a pas délibéré sur cette opération. Le contrat initial étant caduc, il est nécessaire de délibérer sur l'opération sur la base d'un nouveau contrat émis par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Portée par la SA HLM Néolia, cette opération d'un montant total de 780 520 euros est financée par un emprunt de 288 180 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par le Département des Bouches-du-Rhône.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 158 499 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Néolia, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 741 847 848 euros et un passif réel (dettes) correspondant à 1 271 742 417 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 470 105 431 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 18 911 176 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 032-4488/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant la garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements « Les Jardins de Saint-Cannat » située Chemin des Fumades à Saint-Cannat ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N°92560 en annexe signé entre la SA HLM Néolia et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA HLM Néolia a contracté un prêt d'un montant total de 288 180 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux à Saint-Cannat.
- Que la SA HLM Néolia a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Néolia.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Néolia.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est abrogée la délibération FAG 032-4488/18/CM du 18 octobre 2018.

**Article 2 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 288 180 euros souscrit par la SA HLM Néolia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92560.

Ce prêt, constitué de 4 lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements dénommée « Les jardins de Saint-Cannat » située Chemin des Fumades à Saint-Cannat.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 3 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Néolia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Néolia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Néolia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Néolia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 4 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt

#### **Article 5 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Néolia.

#### **Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 004-6022/19/BM**

#### **■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Logirem pour le financement de l'opération de réhabilitation de 40 logements sociaux dénommée "La Prouvenque" située Avenue du Raplaous à Pélissanne MET 19/11160/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 40 logements sociaux dénommée « La Prouvenque » située Avenue du Raplaous à Pélissanne.

Portée par la SA d'HLM Logement et Gestion Immobilière pour la Région Méditerranéenne (Logirem), cette opération d'un montant total de 1 099 013 euros est financée par un emprunt de 989 112 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45% par la ville de Pélissanne.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 544 011,60 euros.

L'analyse financière de la SA Logirem, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 214 698 135 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 696 001 663 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 518 696 472 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 27 271 542 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 93384 en annexe signé entre la SA Logirem, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA d'HLM Logirem a contracté un prêt d'un montant total de 989 112 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 40 logements sociaux située Avenue du Raplaous à Pélissanne ;
- Que la SA d'HLM Logirem a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA d'HLM Logirem ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA d'HLM Logirem ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 989 112 euros souscrit par la SA d'HLM Logirem, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 93384. Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 40 logements dénommée « La Prouvenque » située avenue du Raplaous à Pélissanne.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

#### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA d'HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA d'HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

#### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA d'HLM Logirem.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.



**FAG 005-6023/19/BM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Logirem pour le financement de l'opération de réhabilitation de 310 logements sociaux dénommée "Les Canourgues" située rue de Tirana à Salon-de-Provence  
MET 19/11162/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 310 logements sociaux dénommée « Les Canourgues » située Rue de Tirana à Salon-de-Provence.

Portée par la SA d'HLM Logement et Gestion Immobilière pour la Région Méditerranéenne (Logirem), cette opération d'un montant total de 11 794 038 euros est financée par un emprunt de 7 836 563 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55% par la ville de Salon-de-Provence.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 3 526 453,35 euros.

L'analyse financière de la SA Logirem, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 1 214 698 135 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 696 001 663 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 518 696 472 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 27 271 542 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de Prêt N° 87777 en annexe signé entre la SA d'HLM Logirem, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SA d'HLM Logirem a contracté un prêt d'un montant total de 7 836 536 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 310 logements sociaux située Rue de Tirana à Salon-de-Provence ;
- Que la SA d'HLM Logirem a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA d'HLM Logirem ;

- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA d'HLM Logirem ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 7 836 563 euros souscrit par la SA Logirem, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 87777.

Ce prêt, constitué de 2 lignes, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 310 logements dénommée « Les Canourgues » située Rue de Tirana à Salon-de-Provence.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA d'HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA d'HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA d'HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatorze logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA d'HLM Logirem.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 006-6024/19/BM**

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 34 logements sociaux dénommée "Résidence Canopia" située Chemin Raymond Retor - Allée Bernadette Cattaneo à La Penne-sur-Huveaune  
MET 19/11382/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 34 logements sociaux dénommée « Résidence Canopia » située au Chemin Raymond Retor - Allée Bernadette Cattaneo à La Penne-sur-Huveaune.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 4 995 548 euros est financée par un emprunt de 3 731 385 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de La Penne-sur-Huveaune.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% soit 2 052 261,75 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 404 066 748 euros

et un passif réel (dettes) correspondant à 266 171 606 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 137 895 142 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3 157 711 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure simplifiée pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du Conseil de Métropole du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de prêt N° 92340 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 3 731 385 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 34 logements sociaux située Chemin Raymond Retor - Allée Bernadette Cattaneo à La Penne-sur-Huveaune ;
- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Famille et Provence ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

##### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 731 385 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 92340. Ce prêt, constitué de 4 lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition de 34 logements dénommée « Résidence Canopia » située Chemin Raymond Retor - Allée Bernadette Cattaneo à La Penne-sur-Huveaune. Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

##### **Article 2 :**

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs

délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

### **Article 3 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 4 logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 007-6025/19/BM**

#### **■ Approbation du transfert des garanties d'emprunts accordées initialement à la SA d'HLM Néolia vers la SA d'HLM Immobilière Méditerranée dans le cadre d'une cession de patrimoine MET 19/11166/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la Loi Evolution du Logement et Aménagement Numérique (dite Loi ELAN), le Groupe Action Logement a entrepris une redéfinition du maillage territorial de ses entités afin, dans un premier temps de tendre vers plus d'efficacité et d'efficience, et dans un deuxième temps d'éviter une concurrence stérile entre les sociétés du Groupe.

Ainsi, les Conseils d'Administration de la SA d'HLM Néolia et de la Société Immobilière 3F, sous gouvernance Action Logement, ont acté le principe d'une cession du patrimoine situé en région Provence-Alpes-Côte d'Azur de la SA d'HLM Néolia, le Cédant, vers la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, le Repreneur, elle-même filiale de la Société Immobilière 3F.

Cette cession est réalisée à la Valeur Nette Comptable des actifs sans plus-value, sur un principe de neutralité financière et comptable pour le Cédant, avec prise en jouissance par le Repreneur au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Par délibération FAG 014-5313/19/BM du 28 février 2019, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà approuvé le transfert des garanties d'emprunts pour douze opérations situées sur le Territoire du Pays d'Aix. La Caisse des Dépôts et Consignations avait alors omis d'intégrer trois opérations de logement social situées sur le Territoire du Pays Salonais. Il est donc nécessaire pour la Métropole de délibérer sur ces trois nouvelles opérations transférées de la SA d'HLM Néolia vers la SA d'HLM Immobilière Méditerranée.

Le financement de ces trois opérations a donné lieu à l'établissement de 12 prêts octroyés par la Caisse des Dépôts et Consignations et garantis par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En raison de cette vente des biens immobiliers du Cédant au Repreneur, le Cédant a sollicité la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté, le transfert desdits prêts.

En conséquence, la Métropole est appelée à délibérer en vue de maintenir les garanties d'emprunts relatives aux prêts transférés au profit du Repreneur, selon le tableau joint en annexe de la présente.

L'analyse financière de la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, effectuée à partir de son bilan 2017, met en évidence un actif comptable égal à 599,946 millions d'euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 494,603 millions d'euros. L'actif net comptable s'élève donc à 120,157 millions d'euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 3,574 millions d'euros. Cette analyse fait apparaître également un endettement particulièrement élevé, compte tenu qu'il est plus de 10 fois supérieur à la situation nette. Par ailleurs, le taux d'autofinancement net du remboursement des emprunts locatifs a diminué de presque de moitié en 2017 par rapport à 2016 passant de 10.5% à 5.6 %.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de maintien de garantie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°173/11 du 26 septembre 2011 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Néolia pour l'acquisition de 10 logements « L'Oliveraie » à La Fare Les Oliviers ;
- La délibération n°207/11 du 12 décembre 2011 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Néolia pour la construction de 20 logements « Le Domaine de Sénas » à Sénas ;
- La délibération n°208/12 du 8 octobre 2012 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Néolia pour la construction de 28 logements « Les Résidences de la Glacière » à Alleins ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019 ;

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Caisse des Dépôts et Consignations a consenti au cédant 12 prêts relatifs à 3 opérations de logement social sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'en raison de la cession du patrimoine de la SA d'HLM Néolia à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée, le repreneur a sollicité de la Caisse des Dépôts et Consignations, qui a accepté, le transfert desdits prêts ;
- Qu'il est demandé au Bureau de la Métropole de bien vouloir se prononcer sur le maintien de la garantie relative aux prêts transférés au profit du repreneur.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont maintenues les garanties d'emprunts conjointes de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le remboursement des 12 prêts d'un montant total initial de 2 345 580,05 euros consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations au Cédant, et transférés au Repreneur.

**Article 2 :**

Un tableau récapitulatif précisant les caractéristiques financières des prêts transférés « Etat de la dette par garant au 01/01/2019 – Région PACA » est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

**Article 3 :**

La garantie conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée résiduelle des prêts, jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Repreneur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à se substituer au Repreneur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 4 :**

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée résiduelle des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

## **Article 5 :**

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficie du maintien des logements réservés initialement consentis par le Cédant concernant lesdites opérations.

## **Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances, est autorisé à signer les avenants aux contrats de prêts établis entre la Caisse des Dépôts et Consignations et le Repreneur, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 008-6026/19/BM**

#### **■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence. MET 19/11217/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du 28 mai 2019, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité des 12 demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification du Port-Vieux La Ciotat et de la Place Jean Jaurès à la limite des 1<sup>ers</sup>, 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup> arrondissements de Marseille ainsi que pour les travaux de réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) l'AIXPRESS à Aix-en-Provence :

**Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :**

- BHNS-2019/03/6-2 : OPTIQUE RICHARD du 01/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/09 : SNACK O PALOMA du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/10 : LA TABLE DE JEANNE du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/11 : LE SLOOP du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/12 : BEST OF du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/13 : OFFICE'IN du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/14 : LES TOILES DU LARGE du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/15 : RED SEA du 01/10/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/16 : SUTRIM du 01/10/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/17 : L'ATELIER GOURMAND du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PV La Ciotat-2019/05/18 : LE NAPOLEON du 03/09/2018 au 31/05/2019,
- PJJ La Plaine-2019/04/01 : MILLE ANS DE SAVEURS du 12/10/2018 au 31/05/2019.

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs à la réalisation d'une ligne à haut niveau de service (BHNS) l'AIXPRESS à Aix-en-Provence et de la requalification du Port-Vieux de La Ciotat auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

**BHNS L'AIXPRESS**

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
AIX-2018/08/02	LEONARD PARLI	35 Avenue Victor HUGO 13100 Aix-en-Provence	10/01/18 au 31/10/18	72 474,00 €	43 484,00 €	475,00 €	43 959,00 €
AIX-2019/01/09	LE TAJ NOOR	34 Avenue Robert SCHUMAN 13090 Aix-en-Provence	08/11/17 au 31/12/17	39 006,00 €	23 404,00 €	1 500,00 €	24 904,00 €
<b>TOTAL</b>				<b>111 480,00€</b>	<b>68 888,00€</b>	<b>1 975,00€</b>	<b>68 863,00€</b>

<b>Montant des indemnisations déjà accordées</b>	<b>207 035,67€</b>
<b>Total général BHNS L'AIXPRESS</b>	<b>275 898,67 €</b>

**PORT-VIEUX LA CIOTAT**

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CIO-2019/03/08	LA GROTTTE	15 Quai Ganteaume 13600 La Ciotat	03/09/18 au 03/03/19	84 556,00 €	50 734,00 €	850,00 €	51 584,00 €
<b>TOTAL</b>				<b>84 556,00 €</b>	<b>50 734,00 €</b>	<b>850,00 €</b>	<b>51 584,00 €</b>

<b>Montant des indemnisations déjà accordées</b>	<b>0,00€</b>
<b>Total général PORT-VIEUX LA CIOTAT</b>	<b>51 584,00 €</b>

Par conséquent, il est proposé de suivre l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 12 demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 03 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

## Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mai 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

## Considérant

- Que les travaux de réalisation d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) L'AIXPRESS du Pays d'Aix-en-Provence ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la promenade du Port-Vieux de la Ciotat ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux d'aménagement sur la place Jean Jaurès située à la limite des 1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> arrondissements de Marseille ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

## Délibère

### Article 1 :

Est suivi l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 12 dossiers de demande d'indemnisation précités.

### Article 2 :

Est suivi l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'indemnisation des 3 dossiers précités pour un montant total de 120 447,00 euros.

### Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels afférents.

### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 009-6027/19/BM**

### **■ Attribution d'une subvention d'équipement au Service d'Incendie et de Secours - SDIS des Bouches du Rhône MET 19/11543/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme d'investissement portant sur la rénovation et l'amélioration de son patrimoine et de ses équipements, le SDIS a saisi la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de subvention d'équipement.

Le programme que souhaite mettre en œuvre le SDIS doit permettre, sur le territoire métropolitain, la réalisation de travaux relatifs à la rénovation et l'aménagement des bâtiments et VRD associées. L'enveloppe prévisionnelle des travaux est d'1,5 millions d'euros.

Les principaux objectifs poursuivis par le SDIS visent à :

- Réaliser des aménagements en faveur du plan



- de « féminisation » ;
- Garantir de meilleures conditions d'hygiène et de sécurité des personnels au sein des casernements ;
- Développer les écoles de JSP ;
- Sécuriser les casernements pour garantir la continuité de service pour les appels d'urgence de proximité, et renforcer la sûreté des sites (vidéosurveillance, accessibilité, automatisation des systèmes d'ouvertures...) ;
- S'engager sur un axe de développement durable pour les économies d'énergie.

Il est dans ce cadre rappelé qu'en vertu des dispositions des articles L5217-22 et L5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en lieu et place de ses communes membres, la compétence « Service d'Incendie et de Secours » et qu'à ce titre elle contribue au budget du SDIS.

Si aucune disposition législative ou réglementaire ne permet au SDIS d'exiger des collectivités une participation directe à ses opérations d'investissement, rien n'interdit en revanche à un EPCI compétent en matière de « service d'incendie et de secours » d'apporter un financement supplémentaire au SDIS sous forme de subventions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'équipement au profit du Service Départemental d'Incendie et de Secours

des Bouches-du-Rhône d'un montant maximum d'1 million d'euros.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention relative au versement de la subvention d'équipement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal métropolitain chapitre opération 2019-00-42-00.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 010-6028/19/BM**

#### **■ Attribution d'une contribution financière complémentaire pour l'année 2019 au profit de la Régie de Halle d'Athlétisme de Miramas MET 19/11551/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de développement du territoire et de renforcement de son attractivité, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé un stade d'athlétisme couvert, homologué pour les compétitions internationales. Cet équipement exceptionnel de 15 000 m<sup>2</sup> couvert est le seul existant dans le sud de la France et permet l'organisation de compétitions, la formation et l'entraînement des sportifs de haut niveau en athlétisme, mais aussi dans d'autres sports collectifs ou individuels.

Cet équipement peut également accueillir des scolaires, des formations aux métiers du sport, des pôles espoirs et, est un lieu dédié à la recherche sur les techniques et technologie du sport.

Par délibération n° CSGE 007-3401/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé la création d'une régie personnalisée à caractère administratif ainsi que ses statuts dénommée « Régie de la Halle d'Athlétisme de Miramas » afin de gérer cet équipement.

Cette régie a pour objet d'assurer le développement d'activités sportives et d'animation dans la halle et les équipements qui lui sont attachés. Plus précisément, elle a vocation à mettre en œuvre ces missions pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence

dans le respect et conditions prévues par les statuts de la régie.

Ainsi, la régie doit respecter les principes suivants :

- organiser, seule ou en association avec les collectivités publiques et les opérateurs publics ou privés le cas échéant, et notamment la Fédération Française d'Athlétisme, la compétition, la formation et l'entraînement des sportifs de haut niveau en athlétisme mais aussi dans d'autres sports collectifs ou individuels,
- organiser des événements et des animations,
- assurer le développement de l'accueil des publics scolaires, ainsi que des formations aux métiers du sport et des pôles espoirs,
- s'associer à la recherche sur les techniques et technologie du sport en lien avec les établissements scolaires ou universitaires.

La régie est habilitée à mettre à disposition ses moyens, à titre onéreux et dans le respect le cas échéant du droit de la concurrence, à tous opérateurs publics ou privés qui la solliciteraient à cet effet, dans la mesure où cela ne porte pas préjudice à ses missions statutaires.

Le budget de la régie comprend notamment la contribution de la Métropole. A ce titre, par la délibération FAG 003/4707/18/BM du 13 décembre 2018, le Bureau de la Métropole a approuvé une contribution financière au profit de la régie d'un montant de 750 000 euros au titre de l'exercice 2019. Toutefois, afin de permettre le fonctionnement de la régie, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution d'une contribution financière complémentaire d'un montant de 450 000 euros (quatre cent cinquante mille euros) au titre de l'exercice 2019.

Il est précisé que l'attribution de cette contribution financière est conditionnée par l'approbation du budget supplémentaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 007-3401/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre

2017 portant création de la régie personnalisée à caractère administratif dénommée « Régie de la Halle d'Athlétisme de Miramas » ;

- La délibération n° FAG 003/4707/18/BM du Bureau de la Métropole relative à l'attribution d'une contribution financière au profit de la Régie de la Halle d'Athlétisme ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que dans le cadre de sa politique de développement du territoire et de renforcement de son attractivité, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé un stade d'athlétisme couvert homologué pour les compétitions internationales ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création d'une régie personnalisée à caractère administratif ayant pour objet de gérer l'équipement et d'assurer, pour le compte de la Métropole le développement d'activités sportives et d'animation dans celui-ci ainsi que les équipements qui lui sont associés ;
- Que pour permettre à la régie d'assurer ses missions statutaires, la Métropole entend contribuer financièrement au fonctionnement de la régie et que pour l'exercice 2019 une première contribution de 750 000 euros a été approuvée par le Bureau de la Métropole ;
- Que pour l'exercice 2019, afin de permettre le fonctionnement de la régie, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution d'une contribution financière complémentaire d'un montant de 450 000 euros (quatre cent cinquante mille euros).

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la contribution financière complémentaire au profit de la « Régie de la Halle d'Athlétisme de Miramas » d'un montant de 450 000 € (quatre cent cinquante mille euros) au titre de l'exercice 2019.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2019, chapitre 65, nature 657363.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 011-6029/19/BM**

#### **■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels**

#### **MET 19/11492/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Cinq dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 9 526.01 euros (Neuf mille cinq cent vingt-six euros et un centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- EDEN INNOVATION – sinistre du 13 juin 2018 – montant : 2 004.72 euros,
- M. Christophe MACE - sinistre du 7 octobre 2018 – montant : 1 110.88 euros,
- Mme Marie-Hélène BOISSEAU – sinistre du 10 novembre 2018 – montant : 504.36 euros,
- M. Philippe PECHON – sinistre du 02 janvier 2019 – montant : 4 893.25 euros,
- M. Yves CHENEVARD – sinistre du 9 février 2019 – montant : 1 012.80 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences ;
- Que le contrat d'assurance responsabilité civile souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence n'assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels que lorsque le coût est supérieur à 30 000 euros ;
- Qu'il convient donc d'approuver les indemnisations les dommages d'un montant individuel inférieur à 30 000 euros ;

**Délibère**

## **Article 1 :**

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-annexé, à hauteur de la somme globale de 9 526.01 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- 3 619,96 euros pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 65888.
- 5 906,05 euros pour le budget des Ports de plaisance, sous politique A 160 article 6718

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 012-6030/19/BM**

### **■ Réforme de véhicules légers et de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues - Abrogation de la délibération FAG 043-5818/19/BM du 16 mai 2019 MET 19/11344/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc de véhicules légers, de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues lui permettant d'exercer ses compétences.

Compte tenu de l'ancienneté (au-delà de 7 ans) ou du kilométrage (+ 100 000 km) ou de la faible utilisation de certains véhicules, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire et de procéder à leur réforme.

- Pour le territoire de Marseille Provence :

Trente de ces véhicules feront l'objet d'une vente aux Domaines. Ces véhicules seront vendus en l'état et sans contrôle technique. De ce fait, l'achat sera réservé aux professionnels.

Par ailleurs, un véhicule compte tenu de son état sera repris à la tonne par un ferrailleur, un scooter sera repris par le prestataire actuel, Caldentey, dans le cadre du marché (prix argus), trois véhicules et un scooter seront cédés à la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban (ex SIBAM) et un véhicule reconnu économiquement irréparable, après expertise, sera repris par l'assureur actuel, SMACL, (valeur résiduelle du véhicule).

- Pour le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

Quatorze véhicules feront l'objet d'une vente aux Domaines. Ces véhicules seront vendus en l'état et sans contrôle technique. De ce fait l'achat sera réservé aux professionnels.

- Pour le territoire d'Istres Ouest Provence :

Cinq véhicules compte tenu de leur état seront repris à la tonne par un ferrailleur.

La délibération du Bureau de la Métropole n° FAG 043-5818/19/BM portant Réforme de véhicules légers et de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues - Abrogation de la délibération FAG 043-5818/19/BM du 16 mai 2019 adoptée le 16 mai 2019 était incomplète, il convient en conséquence de l'abroger au bénéfice des présentes dispositions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 Mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des véhicules légers, véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et des véhicules deux roues dont la liste est jointe, compte tenu de leur ancienneté, et/ou de leur kilométrage et/ou de leur état d'épave et/ou de leur faible utilisation ;
- Qu'il convient d'abroger la délibération n° FAG 043-5818/19/BM portant Réforme de véhicules légers et de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues - Abrogation de la délibération FAG 043-5818/19/BM du 16 mai 2019 du 16 mai 2019 incomplète.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération du Bureau de la Métropole n° FAG 043-5818/19/BM portant Réforme de véhicules légers et de véhicules utilitaires de poids inférieur à 3,5 tonnes et de véhicules deux roues - Abrogation de la délibération FAG 043-5818/19/BM du 16 mai 2019 du 16 mai 2019.

#### **Article 2 :**

Les véhicules figurant dans les tableaux ci-annexés sont retirés de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Les recettes correspondantes à ces ventes seront constatées au budget principal de la Métropole Aix-

Marseille Provence : sous politique A 110, Fonction 020, chapitre 11, Nature 7788, 6 DPL.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 013-6031/19/BM**

#### **■ Renouveau de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Coordination Nationale des Conseils de Développement et paiement de la cotisation 2019 MET 19/11406/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créé le 15 décembre 2016 par délibération du Conseil de la Métropole, le Conseil de Développement métropolitain est mis en place conformément à l'article L5218-10 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est l'organe consultatif représentant la société civile du territoire métropolitain.

Il est consulté sur le projet métropolitain, les principales orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les schémas d'ensemble, les documents de prospective et de planification, la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du territoire. Il peut s'autosaisir. Il établit chaque année un rapport annuel d'activité qui est examiné par le Conseil de la Métropole.

Afin d'améliorer sa visibilité et le portage au niveau national de ses travaux et préoccupations et de bénéficier des expériences de ses pairs des autres métropoles, la délibération de création de ce Conseil de Développement a prévu l'adhésion à la Coordination Nationale des Conseils de Développement, prolongeant ainsi l'engagement des Conseils de Développement des intercommunalités fusionnées. Le Conseil de Développement métropolitain participe depuis sa mise en place en avril 2017 à ce réseau de la concertation afin de peser plus fortement dans la réflexion et la structuration des mécanismes de démocratie participative.

Créée le 22 août 2012 sous forme associative, la Coordination Nationale des Conseils de Développement a pour principaux objectifs :

- de promouvoir la démocratie participative ;
- de faciliter les échanges et mutualiser les expériences ;
- de travailler sur des préoccupations partagées ;
- d'améliorer la représentativité des Conseils de Développement au niveau national de manière à mieux faire entendre leurs préoccupations communes.

Depuis deux ans que le Conseil de Développement adhère à cette association, les membres du Conseil de Développement ainsi que des techniciens de la

Métropole ont régulièrement participé à des réunions de la Coordination Nationale des Conseils de Développement.

En 2019, la Coordination Nationale des Conseils de Développement assure l'organisation d'un colloque pour les 20 ans de la création des Conseils de Développement, colloque auquel participeront des membres du Conseil de Développement et des techniciens de la Métropole.

Pour assurer ses dépenses de fonctionnement, l'association prévoit dans ses statuts, une participation financière annuelle des collectivités supports de Conseils de Développement adhérents de l'ordre de 0,01 euro par habitant. Ainsi, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, ladite cotisation s'élève à 18 989,50 euros pour l'année 2019.

Le Conseil de Développement Métropolitain ne disposant pas de la personnalité juridique, il revient à la Métropole d'en valider la décision.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire portant modification de la loi n°95-115 du 4 février 1995 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 005-1285/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 concernant les modalités de création du Conseil de Développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 007-1741/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 concernant l'approbation de l'adhésion du Conseil de Développement métropolitain à la Coordination Nationale des Conseils de Développement et le paiement de la cotisation 2017 ;

- La délibération n° FAG 005-3883/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole à la Coordination Nationale des Conseils de Développement et paiement de la cotisation 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être représenté lors des débats et rencontres nationales organisés dans le cadre de la Coordination Nationale des Conseils de Développement ;
- L'intérêt d'un partage d'expériences entre Conseils de Développement et la nécessité d'un lobbying pour une meilleure reconnaissance des Conseils de Développement et de leur rôle auprès des intercommunalités ;
- Que le Conseil de Développement métropolitain ne disposant pas de la personnalité juridique, c'est à la Métropole qu'il revient de prendre la décision d'adhérer à cette association.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Coordination Nationale des Conseils de Développement pour l'exercice 2019 ainsi que le paiement de la cotisation de 18 989,50 euros.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires, sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous-politique B310 – Nature 6281 - Fonction 32

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 014-6032/19/BM**

**■ Demande de subvention auprès de l'Etat dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2019 et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution aux opérations portées par la Métropole Aix-Marseille-Provence**  
**MET 19/11412/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2016, le gouvernement a créé une dotation exceptionnelle de soutien aux opérations d'investissement pour les communes et les établissements de coopération intercommunale.

Reconduite en 2017, elle devient en 2018 une véritable dotation pérennisée et codifiée au Code Général des Collectivités Territoriales à l'article L 2334-42, afin d'accompagner et de favoriser la transformation des territoires. L'objectif de ce dispositif est double : soutenir l'investissement des collectivités territoriales et l'orienter vers les grandes priorités nationales en matière d'équipements des territoires, notamment celles inscrites au Grand plan d'investissement (GPI) présenté par le premier ministre le 25 septembre 2017.

Ce fonds a vocation à accompagner le financement de projets structurants au niveau local inscrits notamment dans les priorités d'investissement suivantes :

- rénovation thermique, transition énergétique, développement des énergies renouvelables,
- mise aux normes et sécurisation des équipements publics,
- développement des infrastructures en faveur de la mobilité, ou de la construction de logements,
- développement du numérique et de la téléphonie mobile,
- création, transformation et rénovation des bâtiments scolaires,
- réalisation d'hébergements et d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement d'habitants.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi identifié des opérations, inscrites dans l'Agenda Mobilité ou relatives à la transition énergétique ou au développement du numérique, suffisamment mûres pour bénéficier de ce financement de l'Etat.

Ces opérations, dont les aides financières permettront leur réalisation, sont détaillées en annexe.

A cet égard, la présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de l'Etat et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer les demandes y afférentes.

Le plan de financement prévisionnel de chaque opération est présenté en annexe ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi de finances 2018 et notamment son article 157 ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité de la Métropole ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des opérations relatives à l'Agenda Mobilité, à la transition énergétique et au développement du numérique, objet de la délibération, éligibles à la Dotation de Soutien à l'Investissement Local.
- Qu'il convient d'approuver la demande de subvention auprès de nos partenaires institutionnels.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière auprès de l'État pour le financement de ces opérations dans le cadre du dispositif « Dotation de soutien à l'investissement local » ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation des opérations listées en annexe.

#### **Article 2 :**

Les recettes seront constatées au budget 2019 et suivants de la Métropole Nature :1311-1312-1313-1317

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 015-6033/19/BM**

**■ Approbation d'une Convention Industrielle de Formation par la Recherche pour l'accueil d'un doctorant en partenariat avec le Laboratoire de recherche de l'Institut de Recherche en Sciences de l'Information et de la Communication (IRSIC) de l'Université Aix-Marseille**  
**MET 19/11455/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage le recrutement d'un doctorant dont le projet de thèse vise à concevoir et mettre en place un protocole de formation auprès de groupes tests d'agents de la Métropole afin de modifier les comportements des citoyens pour améliorer l'atteinte des objectifs des politiques environnementales. Sur la base des résultats obtenus, une modélisation sera proposée pour des actions de sensibilisation et du passage à l'action des citoyens en faveur de la protection de l'environnement.

Ce dispositif, très favorable pour l'image de collectivité, permettra une collaboration avec des institutions d'excellence locales pour l'enseignement supérieur.

La CIFRE constituera un apport méthodologique et sociologique important pour le développement et la consolidation de la mission métropolitaine de la stratégie environnementale.

Cet objectif s'articule autour de trois axes :

La réalisation d'un état de l'art dans le domaine de l'information et de la communication environnementale, la communication engageante et l'intelligence collective.

La création d'un protocole permettant de déterminer les profils cognitifs et comportementalistes applicables aux groupes tests prédéterminés. Création des formations dans le domaine du développement durable adaptées aux différents profils.

L'analyse des résultats de la mise en œuvre des protocoles pour créer une modélisation.

Le projet étant positionné à l'échelle d'une Métropole regroupant, au sein de ses services, 7500 agents actuellement et 10000 à moyen terme, il permettra d'étudier les possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). En effet le territoire métropolitain doit évoluer dans sa culture et accéder à une véritable mutualisation de l'information au sein d'un processus d'intelligence territoriale.

Ce projet est intéressant pour le fonctionnement de la Métropole, les politiques menées, les orientations et programmes de nature à améliorer la situation dans le domaine du développement durable et les politiques environnementales.

Sous réserve de la validation de la demande de CIFRE par l'ANRT (Association Nationale de Recherche

Technologique), la Métropole Aix-Marseille-Provence confiera à ce doctorant une mission de recherche stratégique pour son développement socio-économique via un contrat de 3 ans, sur la base de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984, dont la rémunération sera établie par référence à la grille des attachés territoriaux.

L'IRSIC (Laboratoire de recherche de l'Institut de recherche en sciences de l'information et de la communication) sera son responsable scientifique. Cette collaboration fera l'objet d'une convention.

Le dispositif CIFRE permet à l'établissement public de bénéficier d'une aide financière d'un montant annuel de 14.000€ par convention versé par l'ANRT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté du 25 mai 2016 du ministre de l'éducation nationale fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat du ministre de l'Education nationale ;
- L'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 7 août 2006 relatif à la formation doctorale ;
- L'arrêté du 29 août 2016 du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche fixant le montant de la rémunération du doctorant contractuel ;
- La délibération FCT 014-504/12/BC du 26 octobre 2012 relative à l'approbation de la mise en place d'un dispositif de Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) ;
- La délibération FCT 016-799/13/CC du 13 décembre 2013 relative à l'élargissement du dispositif de convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) ;
- La délibération FCT 017-1253/15/CC du 25 septembre 2015 relative à l'élargissement du dispositif de la convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) ;
- La délibération FAG 031-5330/19/BM portant création d'emplois permanents, définition d'emplois permanents et création d'emplois

non permanents pour accroissement temporaire d'activité en date du 28 février 2019 ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrit dans une démarche de mise en œuvre d'une politique en faveur de la stratégie environnementale,
- Que l'accueil d'un doctorant en CIFRE en contribue activement à la réalisation de cette mission.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le principe d'accueil d'un doctorant en CIFRE.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole-Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT), le contrat de collaboration avec le laboratoire de recherche, ainsi que tous documents afférents à ce dispositif.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique A 510 – Chapitre 012 – Fonction 020 – Nature 64111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 016-6034/19/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention conclue avec la commune de Martigues relative à la fixation des équivalents temps pleins nécessaires pour assurer diverses missions  
MET 19/11458/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions des articles L.5211-4-1 II et III du Code Général des Collectivités Territoriales,



et dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, l'ex Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu le 7 novembre 2014, une convention de mise à disposition de services entre celle-ci et la commune de Martigues.

Pour un motif lié à la bonne organisation des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Commune, le Bureau de la Métropole a approuvé la résiliation de cette convention entre ces deux entités par délibération FAG 010-2860/17/BM du 14 décembre 2017.

En effet, selon cette disposition, applicable aux métropoles en vertu du I de l'article L.5217-7 du même Code, la Métropole Aix-Marseille-Provence

*« peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public. »*

*Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la [Métropole] la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions. »*

Dans ce cadre, la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence, compte tenu des moyens techniques et en personnel dont chacune d'elles disposent, se sont concertées afin que certaines missions soient réalisées par des agents communaux ou des agents métropolitains.

Par délibération FAG 016-4720/18/BM le Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvait deux conventions

- Une première entre la Métropole et la commune (n°19/0055) ;
- Puis celle entre la Commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence (n°19/0054) relative à la fixation des Equivalents Temps Pleins (ETP) pour assurer, en application des dispositions du I de l'article L.5217-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, les missions suivantes :
  - Gestion technique de bâtiments Métropolitains (gestion Conseil de Territoire du Pays de Martigues) 1,65 ETP ;
  - Direction Energie : 0,8 ETP ;
  - Direction des Services Informatiques – accompagnement en ingénierie : 0,7 ETP ;
  - Gestion du courrier, reprographie : 1,86 ETP ;
  - Travaux entretien zones d'activité : 0.5 ETP.

Par la présente délibération, pour tenir compte des besoins des services, il est envisagé de compléter la convention n°19/0054 entre la Commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 29 janvier 2019 en rajoutant la mission animation et coordination du Conseil Intercommunal de Sécurité Prévention de la Délinquance équivalent à 2 ETP à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

La Métropole Aix-Marseille-Provence remboursera à la Commune de Martigues les coûts des ETP, sur la base de la valeur d'un ETP moyen fixé par accord des parties à 44 547 € annuel, pour les missions exercées dans le cadre de la convention.

Les dépenses seront imputées sur le même budget, chapitre 012 (dépense), nature 6217 - Personnel affecté par la commune membre du GFP.

Il est précisé par ailleurs que la convention n°19/0055, quant à elle est résiliée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 dans la mesure où les services métropolitains n'assurent plus aucune prestation au profit de la commune de Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole d'approuver l'avenant n°1 de la convention entre la Commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence n°19/0054 qui modifie 2 l'article de ladite convention à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 011-2861/17 du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant les deux conventions entre la Métropole-Aix-Marseille-Provence et la Commune de Martigues relatives à la fixation des Equivalents Temps Pleins (ETP) nécessaires pour assurer diverses missions ;
- La délibération FAG 016-4720/18/BM le Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant deux conventions entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Martigues relatives à la fixation

des Equivalents Temps Pleins (ETP) pour assurer diverses missions,

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention n° 19/0054 du 17 janvier 2019 entre la Commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention n° 19/0055 du 17 janvier 2019 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention n° 19/0054 entre la commune de Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence du 29 janvier 2019 qui modifie l'article 2 de ladite convention, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019, en rajoutant la mission suivante :

- mission animation et coordination du Conseil Intercommunal de Sécurité Prévention de la Délinquance : 2 ETP

**Article 2 :**

Est approuvée la résiliation de la convention n°19/055 du 17 janvier 2019 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Martigues

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°1.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 017-6035/19/BM**

**■ Régime des astreintes et permanences de la Métropole : actualisation de la délibération FAG 010-5536/19/BM du 28 mars 2019  
MET 19/11462/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 010-5536/19/BM du 28 mars 2019, le bureau de la Métropole a approuvé le cadre juridique des astreintes en définissant les cas dans lesquels la Métropole peut recourir à des astreintes, les emplois concernés ainsi que les modalités de leur organisation

Le transfert de l'activité des aires d'accueil des gens du voyage de Saint-Menet et de Mazargues-Eyraud en application de l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1<sup>er</sup> avril 2019, nécessite pour son fonctionnement de mettre en place des astreintes.

A cet effet, il convient donc de modifier l'annexe 1 de la délibération FAG 010-5536/19/BM du 28 mars 2019 en la complétant par cette nouvelle astreinte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et notamment son article 7-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale ;
- Le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- Le décret n°2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur ;
- Le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de rémunération et de compensation des astreintes et permanences dans la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 précisant que l'indemnisation des astreintes ou leur compensation et la rémunération des interventions sont fixées par arrêtés ;
- L'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement (applicable à la filière technique territoriale) ;
- L'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de

compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur (applicable à la fonction publique territoriale, hors filière technique) ;

- L'arrêté du 14 avril 2015 fixant les conditions de compensation horaire des heures supplémentaires aux ministères chargés du développement durable et du logement ;
- La délibération n° FAG 010-5536/19/BM du 28 mars 2019 fixant le cadre juridique des astreintes ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Abrogation de la délibération n° FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 ;
- L'avis du comité technique ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient, de modifier l'annexe 1 de la délibération FAG 010-5536/19/BM du 28 mars 2019 fixant le cadre juridique des astreintes.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la modification de l'annexe 1 de la délibération FAG 010-5536/19/BM du 28 mars 2019 précitée jointe à la présente délibération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Economie,  
Nouvelles Technologies,  
Enseignement Supérieur"***  
\*\*\*\*\*

**ECO 001-6036/19/BM**

■ **Approbation d'une convention cadre de partenariat destinée à structurer le pilotage du French Smart Port in Med et définir les modalités de collaboration entre les partenaires  
MET 19/11128/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Smart Port résulte de la convergence des thématiques associées à la Smart City d'une part et à l'interface ville-port d'autre part (city-port). A l'image de la Smart City, le Smart Port promeut un transport intelligent vert et intégré. Il vise l'efficacité et la compétitivité tout en recherchant l'efficacité énergétique. Le Smart Port place le système portuaire et logistique comme un poumon économique et social pour son territoire, économe en ressources, respectueux de l'environnement, sûr et harmonieux au bénéfice des habitants et des entreprises. Développer l'intégration du système portuaire logistique métropolitain revient à concrétiser le Smart Port méditerranéen, à penser le Port de demain.

La démarche de French Smart Port in Med Métropolitain a été initiée par le Grand Port Maritime de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, Aix-Marseille Université, membres fondateurs.

Le French Smart Port in Med a pour ambition :

- D'améliorer la performance économique et environnementale de l'écosystème portuaire et logistique,
- De créer de nouvelles sources de valeur et d'emploi,
- De renforcer les relations et les interactions entre le Port et les territoires métropolitain et régional,
- De promouvoir la place portuaire et contribuer à la différenciation du Port.

Six modalités d'intervention complémentaires sont identifiées :

- Le référencement, la labellisation et le déploiement d'actions concrètes et de projets pilotes permettant de rendre immédiatement lisible et concrète l'initiative Smart Port.
- L'organisation d'un dispositif d'Open Innovation basé sur un "Challenge d'Innovation ouverte" permettant d'afficher le Port et la Métropole comme des terrains d'expérimentation de nouveaux usages, applications, dispositifs et démonstrateurs.

- L'animation d'une "Brain Port Community" avec les acteurs de la formation, de la recherche et du développement pour favoriser la mise en place de formations, de programmes de recherche, de démarches de coopération autour des activités du Port et de la logistique afin de définir les perspectives de moyen et de long terme du Smart Port et de mener une réflexion prospective sur l'emploi.
- La structuration d'une démarche coordonnée et volontariste autour de la production et le partage, dans des modalités qu'il conviendra de préciser, des données concernant le Smart Port permettant à l'ensemble des acteurs voulant développer un projet de recherche, d'innovation ou d'activité sur la thématique du Smart Port d'accéder à des jeux de données variés et spécifiques.
- La mise en place d'une politique de communication et de promotion de l'initiative Smart Port au niveau local, régional, national, européen et international.
- Le déploiement d'un programme d'investissements en infrastructures et en capacités d'accueil des activités favorisant le Smart Port : innovation énergétique, logistique et numérique.

Les partenaires, personnes morales de droit public ou privé, souhaitent s'engager collectivement dans la mise en œuvre de ce grand projet structurant du territoire. En mobilisant l'ensemble des écosystèmes portuaires et d'innovation, les acteurs institutionnels, économiques et académiques, il s'agit de faire de la métropole un territoire de projet et d'expérimentation pour construire le Port de demain.

Pour favoriser la constitution et le déploiement du Smart Port, les partenaires fondateurs, Grand Port Maritime de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, Aix-Marseille Université; proposent une coopération qui permet un engagement de chacun des partenaires dans une logique centrée sur l'innovation et pour le déploiement de projets communs et collaboratifs capables de valoriser les potentiels métropolitains.

Cette nouvelle stratégie de développement se traduit par la structuration d'un pilotage spécifique dédié au projet Smart Port et mettant en réseau les principaux acteurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de structurer une démarche collaborative autour du French Smart Port in Med et d'être associé à son pilotage.
- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'être membre associé de la démarche.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée définissant les modalités de collaboration entre les partenaires ainsi que leurs engagements mutuels.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 002-6037/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence pour l'organisation des Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie du Technopôle Marseille Provence - Approbation d'une convention  
MET 19/10392/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lieu emblématique de l'innovation technologique sur le territoire, le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert accueille chaque année les Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie organisées par la CCI Marseille Provence. Ces événements (format d'une demi-journée ou d'une journée) sont destinés aux chefs d'entreprises et acteurs

économiques locaux avec pour objectif de faire le point sur un savoir-faire, les évolutions du marché en lien avec une filière économique, une technologie spécifique ou sur une problématique liée à l'entreprise.

Les thématiques des Rendez-vous de l'Industrie sont définies par un Comité de Pilotage mixte Métropole AMP / CCIMP en lien avec les orientations définies par l'Agenda du Développement Economique de la Métropole Aix-Marseille Provence.

#### Les objectifs spécifiques du Rendez-vous de l'Innovation et de l'Industrie 2019 :

##### **Rencontre Emploi-Industrie - Format Forum sur une journée complète (9h-17h)**

En 2019, le format des Rendez-Vous de l'Innovation et de l'Industrie sera concentré sur une seule journée afin d'adresser de manière approfondie un problème structurel récurrent rencontré par de nombreuses entreprises technologiques du territoire, ayant exprimé leurs difficultés à couvrir leurs besoins en compétences. Selon une étude Bpi France / Coe-Rexecode publiée en mai dernier, ces difficultés de recrutement constitueraient le principal frein à la croissance pour les PME.

#### Objectifs :

- Permettre aux entreprises visées de recruter les profils nécessaires à leur croissance et à leur développement économique,
- Aider les entreprises ciblées à se rendre plus attractives vis à vis des futurs candidats,
- Permettre aux dirigeants de bénéficier du regard expert des professionnels des RH et bénéficier d'un retour d'expérience : les caractéristiques du recrutement des emplois technologiques, les techniques de recrutement, les dispositifs de recrutement, etc,
- Favoriser le maillage entre les dirigeants et les acteurs du monde académique, de la recherche et de l'enseignement.

Cette rencontre d'une journée se déclinera en 3 temps :

- Conférences alternant interventions de professionnels et experts des RH : cabinets de recrutement, chasseurs de tête, DRH, etc. et témoignages de dirigeants ou « talents »,
- Pitch de présentation d'entreprises industrielles & services à l'industrie, ayant des besoins de recrutements (emplois technologiques, ingénieurs, etc.)
- Rencontres (speed dating) entre entreprises (pitch) et candidats potentiels

Ces trois temps seront construits selon la méthodologie suivante :

- Constitution d'un groupe projet associant un noyau de dirigeants d'entreprises du Technopole de Château Gombert (pour affiner les attentes),
- Elaboration du programme de la rencontre de la journée (co-construction avec les partenaires)
- Mobilisation des grandes écoles du territoire : écoles d'ingénieurs, de management, etc. et partenaires institutionnels, groupements d'entreprises, etc.
- Ciblage et détection de 15 entreprises industrielles candidates aux pitches,
- Mobilisation des participants à la journée : (cible - 150 invités) Entreprises Industrielles et Services à l'Industrie multi-filières, Grandes Ecoles, futurs diplômés, Fédérations professionnelles, Professionnels de l'emploi, Institutionnels...),
- Communication et promotion de la rencontre.

Le budget total prévisionnel pour l'organisation de cet événement « Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie » en 2019 s'élève à 34 030 euros.

#### Budget prévisionnel simplifié

- Organisation de la Rencontre Emploi-Industrie 2019 – Format Forum journée complète

<b>CHARGES</b>	<b>Montant de l'action € HT</b>	<b>PRODUITS</b>	<b>Montant par partenaire en €</b>
<b>Sous-traitance</b> (Nettoyage, Gardiennage, Hôtesse, location Matériel, prestations de transport, ...)	3 500,00 €	CCIMP	9 015 ,00 €
<b>Honoraires</b> (animation...)	1 500,00 €	MAMP	8 000,00 €
Déplacement / Missions	400,00 €	CD13	17 015,00
Réceptif	4 000,00 €		
Accompagnement technique et logistique de la CCIMP : Experts, Assistants, Matériel informatique, Matériel réseaux, imprimantes, ...	24 630,00 €		
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>34 030,00 €</b>	<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>34 030,00 €</b>

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approuver la délibération relative au soutien de la CCI Marseille-Provence pour l'organisation en 2019 de cet événement « Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie » sur le Technopôle de Château-Gombert pour un montant de 8 000 euros, soit 23,5% du montant global.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La convention cadre de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence votée le 9 février 2017 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de soutenir les Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie et de l'Innovation comme action d'animation structurante pour l'écosystème industriel métropolitain.
- La pertinence de répondre à un besoin structurel et récurrent des entreprises technologiques du territoire métropolitain, lié à l'emploi et à la croissance des PME/TPE.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 8 000 euros pour le soutien à la CCI Marseille-Provence pour l'organisation en décembre 2019 d'un événement « Rencontres de l'Innovation et de l'Industrie » au Technopôle Marseille-Provence à Château-Gombert.

## **Article 2 :**

Est approuvée la convention financière, ci-annexée, relative à l'attribution d'une subvention à la CCI Marseille-Provence.

## **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

## **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B320 – Fonction 61 - chapitre 65 – Nature 657381.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 003-6038/19/BM**

**■ Clôture de la convention de mandat n°12/1178 pour la construction du pôle de création d'entreprises de la Cabucelle à Marseille - 15ème arrondissement. Quitus de la mission confiée à la SPL SOLEAM et reddition des comptes MET 19/11155/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence – Territoire Marseille Provence a souhaité réaliser en Zone Franche Urbaine, un pôle de création d'entreprises afin de soutenir les porteurs de projets issus des territoires prioritaires (ZFU, ZUS, CUCS), par la mise en place d'un lieu lisible et de proximité dédié à la création d'entreprise.

Ce projet vient coordonner, animer et renforcer les actions existantes sur ces territoires en permettant d'apporter des réponses adaptées aux porteurs de projet par la mise à disposition, dans un ensemble immobilier de 1 800 m<sup>2</sup>, de services et de locaux à des conditions compétitives.

Le terrain dit « Smac Aceroid » d'une superficie de 7 937 m<sup>2</sup> et situé chemin de la Madrague ville (Cabucelle – ZFU 14<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> Sud) est apparu comme le site le plus pertinent pour accueillir un tel projet dans des conditions optimales.

En effet, inscrit en secteur UEb dans le PLU de Marseille, sous maîtrise foncière publique et situé en plein cœur de la ZFU 14<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> Sud et à proximité du futur pôle d'échange, ce site s'avère également en capacité d'accueillir un pôle d'activités à destination des PME et artisans du territoire (2 500 m<sup>2</sup> de locaux d'activité et bureau associés dont la réalisation a été confiée à un opérateur privé).

De part leur cohérence et leur compatibilité, la réalisation de ces deux ensembles immobiliers a ainsi permis une valorisation très satisfaisante de cette friche industrielle en présentant de très forts enjeux de développement économique et d'emploi d'une part et d'aménagement urbain d'autre part.

Cette opération est partenariale.

Le plan de financement a ainsi été arrêté :

• FEDER 2 630 000 euros dans le cadre du PO FEDER Axe 4.1),	
• Etat 416 667 euros dans le cadre du PLR,	
• Région 200 000 euros,	
• Département 200 000 euros,	
• MPM 2 782 355 euros,	
	-----
	6 229 022 euros,
Soit :	7 450 000 euros TTC,

Par ailleurs, cette opération a bénéficié de la cession gratuite du terrain par la Ville de Marseille (d'une valeur de 650 000 euros).

A ces subventions s'ajouteront les recettes issues des loyers perçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire Marseille Provence - émanant du gestionnaire du pôle de création d'entreprises et de la revente d'une partie du foncier aménagé à un opérateur privé dans le cadre d'une consultation pour la réalisation du pôle artisanal.

Par délibération DEV 002 304/12/CC du 26 mars 2012, la Métropole Aix-Marseille Provence - Territoire Marseille Provence a approuvé une autorisation de programme d'un montant de 6 250 00 euros T.T.C et le lancement de l'opération, confiée par mandat n° 12/1178 à la SOLEAM.

Dans ce cadre, le 4 mai 2012, la Métropole Aix Marseille Provence – Territoire Marseille Provence a notifié à la SPL SOLEAM, une convention de mandat pour la réalisation d'un pôle de création d'entreprises à la Cabucelle.

La mission étant terminée, la SPL SOLEAM sollicite donc le quitus de l'opération. Conformément à l'article 10 de la convention de mandat, le quitus sera délivré après exécution complète des missions suivantes. Ainsi, l'ouvrage a fait l'objet d'une réception avec réserves en date du 31 mars 2016. Les dernières réserves ont été levées le 30 avril 2016 pour le lot 2, le 13 septembre 2016 pour le lot 3, le 31 mars 2017 pour le lot 1 et le 6 juin 2017 pour le lot 4.

La SPL SOLEAM a remis à la Métropole la totalité des dossiers comportant tous les documents contractuels, comptables, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages ainsi que le bilan général et définitif qui a fait l'objet d'une acceptation du maître de l'ouvrage de l'opération.

Le bilan de la clôture de la convention, en date du 31 décembre 2018, ci-joint, laisse apparaître un montant global de dépenses de 6 858 264,76 euros TTC comprenant :

- les dépenses d'ordre et pour compte : 6 201 613,40 euros TTC
  - la rémunération de la SPL SOLEAM : 353 994,25
- TOTAL :

D'autre part, le montant total des recettes s'élève à 212 020,89 euros TTC se ventilant comme suit :

- versement de la Métropole - Territoire Marseille Provence : 7 211 818,57 euros TTC
- Produits financiers : 202,32 euros TTC

TOTAL 7 212 020,89 euros TTC

Il apparaît donc un solde en faveur de la Métropole – Territoire Marseille Provence - s'élevant à 353 756,13 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code des Marchés Publics ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-28/03/19 CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération ECO 002-181/08/CC du 8 février 2008 portant sur la création d'une autorisation de programme pour la réalisation d'un pôle de création d'entreprises en ZFU ;
- La délibération DEV 004-1974/10/CC du 25 mars 2010 portant sur la revalorisation de cette autorisation de programme ;
- La délibération DEV 001-260/11/CC du 28 mars 2011 portant sur l'affectation de cette autorisation de programme ;

- La délibération FCT 015-424/11/CC du 8 juillet 2011 approuvant la participation de MPM au capital de la Soleam ;
- La délibération DEV 003-717/11/CC du 21 octobre 2011 portant sur la revalorisation et l'affectation de l'autorisation de programme ;
- La délibération DEV 002-304/12/CC du 26 mars 2012 approuvant la revalorisation et l'affectation de l'autorisation de programme relative à la réalisation d'un pôle de création d'entreprises en Zone Franche Urbaine et approbation d'une convention de mandat avec la Soleam ;
- La délibération DEV 001-702/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant l'augmentation et l'affectation de l'autorisation de programme relative à la réalisation d'un pôle de création d'entreprises en Zone Franche Urbaine et l'avenant à la convention de mandat ;
- La délibération DEV 001-928/13/CC du 13 décembre 2013 approuvant le projet de pôle de création d'entreprises issues de territoires prioritaires – Marseille 15<sup>ème</sup> arrondissement et demande de subventions auprès du FEDER ;
- La délibération DEV 004-587/14/CC du 19 décembre 2014 relative à l'approbation du plan de financement et sollicitation des aides financières pour le pôle de création d'entreprises de la Cabucelle ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence en date du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la mission confiée à la SPL SOLEAM est terminée.
- Qu'il y a lieu de lui donner quitus pour sa mission et d'approuver la reddition des comptes.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est donné quitus à la SPL SOLEAM dans le cadre de la convention de mandat n°12/1178 pour la construction du pôle de création à la Cabucelle.



## **Article 2 :**

Est approuvée la reddition des comptes de l'opération ci-annexée, laissant apparaître un solde en faveur de la Métropole – Territoire Marseille-Provence, s'élevant à 353 756,13 euros TTC.

## **Article 3 :**

La recette sera constatée au budget EST du territoire de Marseille Provence – Opération 2008115700 – Sous politique B320 – Service 5DDEAI – Nature 7588 – Fonction 515

## **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte relatif à ce quitus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 004-6039/19/BM**

**■ Approbation d'une convention d'études avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation d'un schéma d'accessibilité au pôle d'activités d'Aix-en-Provence et au secteur de l'ARENA  
MET 19/11418/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le pôle d'activités d'Aix-en-Provence, est l'un des secteurs d'activités le plus attractif de la région avec ses 426 hectares et plus de 26 000 emplois. Il est situé sur le secteur des Milles sur la commune d'Aix-en-Provence, entre la RD9 et l'A51 qui représentent ses deux accès principaux.

Les conditions d'accès à ce pôle ne sont pas toujours aisées et les difficultés qui peuvent être rencontrées ne font que s'agrandir avec le développement et la densification du secteur.

L'entrée Est qui relie l'A51 au pôle d'activités d'Aix-en-Provence, fait l'objet depuis plusieurs années de beaucoup d'attention et d'investissement de la part de l'ensemble des gestionnaires concernés que sont la Métropole, la ville d'Aix-en-Provence, le Conseil Départemental ainsi que l'État.

Dans ce même périmètre, a été implanté en 2017 l'ARENA du Pays d'Aix, qui aujourd'hui augmente l'attractivité du secteur et génère de nouveaux besoins.

Face aux difficultés rencontrées, il est aujourd'hui proposé de réfléchir à un schéma d'accessibilité à ce secteur allant des 3 Pigeons à la ZAC de Lenfant.

La SPLA Pays d'Aix Territoires connaît bien les problématiques de la zones pour avoir récemment

réalisé l'aménagement de l'ARENA ainsi que l'aménagement de la ZAC de Lenfant. Il est donc aujourd'hui proposé de lui confier une convention d'études afin de répondre à cette problématique.

L'objectif de cette étude est :

- d'une part de faire un diagnostic de la situation actuelle : avec les nouveaux usages, les conditions de circulations, les possibilités en termes d'aménagement au vu des documents d'urbanismes, l'état des lieux en terme de fonciers disponibles...
- d'autre part de faire des propositions d'aménagements viaires, (pour VL et TC) ainsi que l'identification de zones de stationnement pour les événements de l'ARENA.

La proposition de convention s'élève à 80 000 € HT y compris rémunération de la SPLA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 validant l'AP d' « études et petits travaux – Toutes communes » pour un montant de 1M€ ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'améliorer l'accessibilité du pôle d'activités d'Aix en Provence et du secteur de l'ARENA.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'études avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ci-annexée, pour un montant de 80 000 euros HT comprenant la rémunération de la SPLA.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette étude.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 331, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI331AP « Études et Petits travaux - Toutes communes ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 005-6040/19/BM**

### **■ Instauration d'un périmètre d'étude pour la création d'une liaison entre la rue Victor Baltard et la Rue Georges Claude sur le pôle d'activités d'Aix-en-Provence MET 19/10983/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le pôle d'activités d'Aix-en-Provence, fort de ses 1460 entreprises est une zone très attractive qui connaît des difficultés en termes de trafic.

Les études circulatoires réalisées dans le secteur ont montré que la création d'une liaison routière entre la rue Georges Claude et la Rue Victor Baltard aiderait à alléger la circulation sur le Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, saturé en entrées aux heures de pointes. Cela permettrait de créer une nouvelle voie de circulation parallèle qui permettrait également de traverser le pôle d'Est en Ouest.

L'instauration d'un périmètre d'étude permettrait de maîtriser l'utilisation du droit des sols dans le secteur concerné par le projet.

En effet, l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme permet de surseoir à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, des

constructions ou des installations à réaliser lorsque ceux-ci sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics, dès lors que la mise à l'étude d'un projet a été prise en considération et les terrains affectés par ce projet ont été délimités.

Cette décision de prise en considération est valable 10 ans à compter de son entrée en vigueur.

Ainsi un sursis à statuer peut-être prononcé à chaque demande d'autorisation comprise dans le périmètre défini. Chaque décision doit être motivée et ne peut excéder deux ans. A l'expiration de ce délai l'autorité compétente rend sa décision. Si cette dernière aboutit à un refus d'autorisation de construire ou d'utiliser le sol, les propriétaires peuvent mettre en demeure la Métropole de procéder à l'acquisition de leur terrain.

Conformément à l'article R424-24 du Code de l'Urbanisme, la décision de prise en considération produit ses effets juridiques après exécution des mesures de publicités. En application des dispositions de l'article R151-52, le périmètre est à annexer au PLU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Les délibérations n°2006\_A002 du Conseil Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 3 février 2006 et 2007\_A085 du Conseil Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 12 avril 2007 déclarant les voiries du pôle d'activités d'Aix-en-Provence d'intérêt communautaire ;
- La délibération n° DL 2015-349 du 23 juillet 2015 du Conseil municipal de la commune d'Aix-en-Provence approuvant son Plan local d'Urbanisme ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il peut être sursis à statuer sur la demande de permis ou, en cas d'opposition ou de prescriptions, sur la déclaration préalable lorsque des travaux, des constructions ou des installations sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics, dès lors que la mise à l'étude d'un projet de travaux publics a été prise en considération par l'autorité compétente et que les terrains affectés par ce projet ont été délimités.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est prise en considération la mise à l'étude du projet de liaison routière entre la Rue Victor Baltard et la rue Georges Claude sur le pôle d'activités d'Aix-en-Provence.

**Article 2 :**

Les parcelles affectées par ce projet sont délimitées conformément au document joint à la présente délibération.

**Article 3 :**

La décision de prise en considération de la mise à l'étude sera affichée au siège de la Métropole et en Mairie d'Aix-en-Provence. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le lieu où le dossier pourra être consulté.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toute mesure pour la réalisation et la mise en œuvre de ce projet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 006-6041/19/BM**

**■ Approbation d'une convention relative à la rénovation du pavillon BELTRAM sur le Technopôle de l'Environnement de l'Arbois**

**MET 19/11050/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

A la demande d'Aix-Marseille Université, deux projets structurants ont été retenus dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 et vont être implantés sur le site du Technopôle de l'Arbois (ZAC du Petit Arbois) à Aix-en-Provence :

- La construction d'une halle technologique qui accueillera le « Centre d'Innovation et de Recherche en Environnement et en Écotechnologies » (CIRENE) qui vise à analyser le cycle de vie des nanoparticules et nanomatériaux ;
- La rénovation et le réaménagement du bâtiment BELTRAM en vue d'accueillir les locaux nécessaires aux étudiants et enseignants du Master « Sciences de l'Environnement Terrestre (SET) ».

Ces projets permettront de renforcer l'expertise scientifique dans les géosciences de l'environnement tout en favorisant les collaborations et le partage de connaissances entre chercheurs, entreprises et étudiants. Ils s'inscrivent dans l'enveloppe budgétaire allouée par l'État et les collectivités (Région, Département, Métropole) dans le cadre du Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020. La maîtrise d'ouvrage est assurée par la Métropole Aix-Marseille Provence.

Concernant la rénovation du pavillon « BELTRAM », le coût est estimé à 1,198 M€ TTC, dont 918 000 euros TTC de travaux. Une participation de l'État, à hauteur de 100 000 euros, a notamment été accordée pour le « BELTRAM » afin de financer les équipements intérieurs du bâtiment. A la demande de l'État, cette subvention sera versée directement à Aix-Marseille Université.

Certains de ces équipements (paillasse, sorbonne, agencement, etc...) seront installés dans le même temps que les travaux que va réaliser cette année la Métropole, car ils sont liés au bâti. La Métropole prendra donc en charge l'achat et l'installation de ces équipements.

Dès lors, il convient qu'Aix-Marseille Université en assure le financement et reverse à la Métropole le montant réglé dans le cadre du marché de travaux qui a été passé par ses soins.

Dans le cadre de cette opération, Aix Marseille Université s'engage donc à reverser une subvention de 44 197,00 euros TTC à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Afin de préciser les conditions de reversement à la Métropole d'une partie de l'aide financière de l'État, il est nécessaire de passer une convention avec Aix-Marseille Université.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 005-1009/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'une convention spécifique d'application – Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;
- La délibération n°ECO 010-1784/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de la maîtrise d'ouvrage des opérations Beltram et Cirene sur le Technopôle de l'Arbois - CPER 2015-2020 ;
- La délibération n°ECO 013-2448/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 portant approbation d'une convention de financement et d'une convention de maîtrise d'ouvrage avec l'État ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Les engagements de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du CPER 2015-2020 et l'intérêt que présente la construction de la halle « CIRENE » et la rénovation du pavillon « BELTRAM » sur le site du Technopôle de l'Arbois au profit d'Aix-Marseille Université.
- Qu'il convient de préciser, pour la rénovation du pavillon « BELTRAM », les conditions de reversement à la Métropole de la participation financière de l'État à travers une convention avec Aix-Marseille-Université.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université, définissant la participation financière pour la rénovation du pavillon « BELTRAM » sur le site du Technopôle de l'Arbois à Aix-en-Provence.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer avec Aix-Marseille Université cette convention, et tous documents afférents.

#### **Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain 01, en section d'Investissement : opération budgétaire ESRARBOI, nature 1326, fonction 61, autorisation de programme n°DI9051AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 007-6042/19/BM**

#### **■ Réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne - Acquisition d'une parcelle sur la commune des Pennes-Mirabeau pour la création d'une voirie nouvelle MET 19/10982/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans la mise à double sens du chemin des Rigons passant sous l'autoroute A51 et la voie ferrée, au Sud-Est de la zone (action n°8 du schéma directeur d'aménagement de Plan de Campagne). Il s'agit de créer un nouveau passage inférieur sous l'autoroute et la voie ferrée, au nord des ouvrages actuels, pour accueillir une nouvelle voie de circulation à double sens ouverte aux véhicules légers, aux bus et aux véhicules de secours. En effet, à ce jour, il n'existe pas de voie pour sortir de la zone sur ce secteur ; seul le sens entrant est possible.

L'objectif de cet aménagement est triple :

- améliorer l'accessibilité des usagers et de la zone,
- améliorer la rapidité d'intervention des services de secours sur la zone, ainsi que l'évacuation de la zone (plan ORSEC de l'Etat),

- rendre possible la mise en place d'une voie de bus à haut niveau de service (BHNS) jusqu'au futur pôle d'échanges.

Ainsi, le programme de l'opération, voté en 2015 et réévalué en 2018, comprend :

- la création d'un pont sous l'autoroute A51,
- la création d'un pont-rail sous la voie ferrée,
- l'aménagement d'une voirie nouvelle sous ces nouveaux ouvrages d'art, entre la RD543 et l'avenue du Barreau Nord-Sud, avec deux voies de circulation pour véhicules légers et une voie centrale réservée aux transports en commun et aux services de secours,
- la reprise de la voie existante pour la dédier exclusivement aux modes doux,
- la modification du bassin de rétention de l'A51,
- la reprise des réseaux, y compris l'implantation du collecteur pluvial prescrit par arrêté préfectoral du 11 avril 2011 (phase 4).

A l'issue des études qui ont été menées, la réalisation de la future voie nécessite l'acquisition de surlargeurs impactant plusieurs parcelles privées. En 2016, la Commune des Pennes-Mirabeau, étant alors compétente en matière de foncier, s'est rapprochée des différents propriétaires pour obtenir leur accord sur la cession des emprises nécessaires au projet. Plusieurs prises de possession anticipée ont déjà été signées.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la zone d'activités a été transférée à la Métropole. L'acquisition du foncier ne relève donc plus de la Commune, mais de la Métropole.

Aujourd'hui, plusieurs accords restent à finaliser, notamment sur la parcelle cadastrée AM179. En effet, une emprise de 919 m<sup>2</sup> est à détacher de la parcelle AM179 propriété de Monsieur Alain PORSIN et de Monsieur Rémi FOURNIER.

La Commune avait en 2016 sollicité le Service des Domaines qui avait évalué la valeur de cette parcelle à 23 € / m<sup>2</sup>.

En 2019, la Métropole a relancé ces propriétaires qui ont donné leur accord pour céder ce terrain au montant alors estimé par le Service des Domaines, à savoir 21 137 € pour l'emprise de 919 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle AM179 (soit 23 € / m<sup>2</sup>).

Cette acquisition sera financée sur l'AP n°2018-1 dans le cadre du PUP des Rigons.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 030-4079/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant l'ouverture de l'autorisation de programme pour l'opération « Les Pennes-Mirabeau / PUP Les Rigons Plan de Campagne » (DI343AP4/BPMF) pour un montant de 13,7 M€ ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une surface de 919 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée section AM n°179, propriété de Monsieur Alain Porsin et de Monsieur Rémi Fournier et sise aux Pennes-Mirabeau, pour un montant de 21 137 euros HT.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition.

**Article 3 :**

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section d'investissement : opération budgétaire 343, nature 2111, fonction 61, autorisation de programme n°2018-1 « Les Pennes-Mirabeau / PUP Les Rigons Plan de Campagne » (DI343AP4).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 008-6043/19/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole et la Commune de Vitrolles pour la réhabilitation de la rue d'Espagne et de la ZA de l'Anjoly MET 19/10985/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière de « création, aménagement et de gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires et aéroportuaires », à la date de la création de la Métropole, ce n'est donc qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires

à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2019, la Commune de Vitrolles souhaite engager la réhabilitation de la rue d'Espagne.

La vétusté de cette voirie ne permet plus aujourd'hui une desserte dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Par ailleurs, la voirie ne dispose pas de caractéristiques permettant le déplacement des modes doux (piétons, vélos).

Une étude de faisabilité a été réalisée par la commune qui souhaite aujourd'hui passer en phase opérationnelle.

Le programme des travaux de la rue d'Espagne est le suivant :

La réhabilitation complète de la voie comprend :

- Décapage complet de la voirie
- Reprise en chaussée lourde de la voirie en conservant une emprise de 6m de large
- Création d'un trottoir réglementaire et sécurisé (intégration d'une protection avec une bordure haute)
- Reprise de l'éclairage public
- Signalisation verticale et horizontale

La section du projet est une voie en impasse où l'on constate très peu de déplacements en vélo et qui ne dispose pas des emprises foncières nécessaires pour intégrer un cheminement dédié. Il est proposé de classer l'axe en zone 30 et de prévoir une voirie partagée.

Le coût des travaux est estimé à 380 000 euros T.T.C auxquels il faut ajouter 20 000 euros T.T.C d'études.

Ces aménagements sont à engager pour un montant global de 400 000 euros T.T.C.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée initiale au bénéfice de la Commune de Vitrolles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°FAG 030-4079/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant l'ouverture de l'autorisation de programme pour l'opération « Travaux ZAE toutes communes » (DI336AP) pour un montant de 500 000 euros ;
- La délibération FAG105-4546/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 validant l'avenant N°1 à la convention de gestion N° 17/1207 avec la commune de Vitrolles ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la commune d'Aix-en-Provence.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le programme de réhabilitation de la rue d'Espagne sur la ZA de l'Anjoly pour un montant de 400 000 euros TTC.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux de la rue d'Espagne sur la commune de Vitrolles pour un montant de 400 000 euros TTC.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 331, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI331AP « Etudes et Petits travaux - Toutes communes ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 009-6044/19/BM**

#### **■ Cession à titre onéreux de deux terrains sur l'extension du Parc d'Activité de la Gandonne à Salon-de-Provence à l'entreprise Nocika MET 19/11320/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'entreprise Nocika a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition des lots n°12 et 13 d'une surface totale de 13 188 m<sup>2</sup> (lot 12 : 3828 m<sup>2</sup> / lot 13 : 9360 m<sup>2</sup>), constitués par les parcelles cadastrales CW N°1324 et 1325 sur l'extension du Parc d'activité de la Gandonne à Salon de Provence.

L'entreprise Nocika est une société dont l'activité principale est la distribution d'articles de sport dédiés aux loisirs nautiques. Spécialisée dans la vente sur internet, Nocika exploite deux sites internet leaders dans leurs domaines : [www.flysurf.com](http://www.flysurf.com) et [www.nautigames.com](http://www.nautigames.com). En parallèle, cette entreprise développe un réseau de revendeurs BtoB pour des articles qu'elle importe ou fabrique et distribue (kayak, canoë, paddle...).

Actuellement installée à Grans, Nocika est en forte extension et afin de poursuivre son développement, l'entreprise souhaite acquérir ces deux terrains pour y installer son siège.

Son projet consiste en la construction d'un bâtiment HQE d'environ 3 500 m<sup>2</sup> qui sera le reflet des valeurs de l'entreprise : sport, technologie et proximité avec la nature. Il accueillera la plateforme commerciale, le service marketing, les services généraux, et le service logistique. L'entreprise envisage d'intégrer au projet un « surf shop » de 300 m<sup>2</sup> qui sera l'un des plus importants de France.

Ce développement devrait permettre à Nocika d'embaucher 7 collaborateurs supplémentaires dès la première année et de créer une vingtaine d'emplois supplémentaires d'ici 5 ans. L'entreprise compte actuellement 25 salariés.

France Domaine a été consulté concernant la valeur des parcelles concernées. Par avis du 26 février 2019,

les lots 12 et 13 ont été respectivement évalués à 306 240 euros HT et 673 920 euros HT.

Ceci exposé, il est proposé de vendre le terrain comprenant les lots n°12 et 13 d'une surface totale de 13 188 m<sup>2</sup> à l'entreprise Nocika au prix de 1 186 920 euros HT, soit 90 euros/m<sup>2</sup>.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la vente de deux terrains de 3828 m<sup>2</sup> et 9360 m<sup>2</sup> comprenant les lots n°12 et 13 sur l'extension du Parc d'Activité de la Gandonne à Salon de Provence à l'entreprise Nocika ou à toute autre société pouvant s'y substituer au prix de 1 186 920 euros hors taxes.

#### **Article 2 :**

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente sous forme d'avance non remboursable.

#### **Article 3 :**

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 30 avril 2020 et l'acte de vente signé au plus tard le 30 novembre 2020 à défaut de quoi la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par l'entreprise Nocika sont irrecevables.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi du dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

#### **Article 5 :**

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

#### **Article 6 :**

Les recettes résultant de cette vente seront constatées au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 010-6045/19/BM**

**■ Demande de subvention auprès du Département des Bouches du Rhône, relative aux travaux de la liaison sud est ZA la Gandonne à Salon de Provence  
MET 19/11424/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la mise en œuvre de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Au titre de ses compétences, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit en lieu et places des communes la conduite d'actions d'intérêt communautaire, sur la compétence « Développement Economique ».

Celle-ci se définit notamment par la « création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale,



touristique, portuaire ou aéroportuaire qui sont d'intérêt communautaire ». A ce titre, elle a procédé à des travaux d'extension de la zone d'activités de la Gandonne. Elle envisage maintenant la création d'une voie de liaison entre la Gandonne existante et son extension, au sud de la zone d'activités afin de faciliter les déplacements qu'ils soient motorisés ou doux.

Le montant de l'opération de travaux est de 430 248,45 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel proposé est le suivant :

CONSEIL DEPARTEMENTAL 13	70%	301 173,92
Métropole Aix Marseille Provence (CT3)	30%	129 074,53
Total	100%	<b>430 248,45</b>

La réalisation d'opérations d'aménagements doit être considérée comme un acte relevant du domaine privé de la Métropole Aix Marseille Provence, et de fait, être obligatoirement décrites dans une comptabilité de stocks spécifique, dans le cadre d'un budget annexe, de manière à retracer la phase production (réalisation de travaux et stockage) et phase commercialisation (déstockage). Ces phases relèvent de la section de fonctionnement comme prévue par la M57, dans ce cas précis, pour être ensuite retracées dans la section d'investissement afin d'en constater le stock foncier (gestion de stock intermittent, écritures d'ordre)

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- Le budget annexe « Opérations d'Aménagement du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence » géré selon la méthode de stocks intermittents.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires aux travaux de liaisons sont inscrits au Budget Annexe « Opérations d'Aménagement du Pays Salonais » 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Gestionnaire : ZA la Gandonne. Nature : 6045.

La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe « Opérations d'Aménagement du Pays Salonais » 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Gestionnaire : ZA la Gandonne - Nature 7473.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 011-6046/19/BM**

**■ Renouveau de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association RETIS (le Réseau Français des Technopôles, Pépinières et Incubateurs) pour les Technopôles Marseille Provence à Château-Gombert et le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée et paiement des cotisations 2019**

**MET 19/11083/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert et le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée sont des membres fondateurs du réseau "RETIS", qui regroupe depuis plus de 20 ans l'ensemble des acteurs français composant la chaîne de valeur de l'innovation : 32 Incubateurs, 28 Centres Européens d'Entreprises et d'Innovation, 5 Pôles de compétitivité et 43 Technopôles.

Les objectifs du réseau RETIS, matérialisés au travers de l'association loi 1901 éponyme, sont :

- D'accompagner et mobiliser ses membres au profit du partage des bonnes pratiques en matière d'accompagnement des entreprises innovantes.
- D'être force de proposition auprès des Ministères pour faire valoir les attentes des acteurs des politiques locales d'innovation et de développement économique.
- De professionnaliser les membres du réseau, par le biais de formation de leurs équipes d'accompagnants.
- De mobiliser l'expertise des ses membres et de ses salariés pour répondre à des missions d'accompagnement des politiques publiques locales.
- De porter le label "Technopôle" en France et de procéder à leur certification sur les territoires.

Suite à la dissolution du Syndicat Mixte Européen Méditerranée de l'Arbois, le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée a été rattaché au 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais pilote du développement stratégique du Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert et du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée, dans leur dimension entrepreneuriale et technopolitaine, bénéficie, en tant que membre adhérent de l'association RETIS, d'un réseau d'experts sur les politiques publiques de soutien à l'innovation et d'un soutien au rayonnement du territoire métropolitain et de ses initiatives au niveau national.

Compte tenu de l'objet et des objectifs de l'association RETIS, la Métropole Aix-Marseille-Provence a donc décidé d'adhérer à cette association par délibération n°ECO 002-843/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 et de renouveler son adhésion pour les années 2017 et 2018.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé de renouveler cette adhésion pour 2019 et d'approuver le paiement de la cotisation afférente, d'un montant de 2 200 euros par Technopôle, soit 4 400 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 002-843/16/CM du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association RETIS-le Réseau Français des Technopôles, Pépinières et incubateurs et paiement de la cotisation 2016 ;
- La délibération n° ECO 022-1919/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association RETIS (le Réseau Français des Technopôles, Pépinières et Incubateurs) et paiement de la cotisation 2017 ;
- La délibération n°ECO 012-3896/17/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 portant renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association RETIS et paiement de la cotisation 2018 ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'association RETIS, réseau d'experts sur les politiques publiques de soutien à l'innovation, constitue un soutien au rayonnement du territoire métropolitain et de ses initiatives au niveau national ;
- Que compte tenu de l'intérêt que présente l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour ses 2 Technopôles (Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert et le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée), il convient de renouveler cette adhésion pour l'année 2019 et d'approuver le montant de la cotisation correspondant ;

## Délibère

### Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association RETIS, au titre du Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert et du Technopôle de l'environnement Arbois Méditerranée, ainsi que le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 4 400 euros, soit 2 200 euros pour le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert et 2 200 euros pour le Technopôle Arbois Méditerranée.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence – Sous Politique B320 – Chapitre 011 - Nature 6281 – Fonction 61 (pour le Technopôle Marseille Provence à Château-Gombert), et au budget du Conseil de territoire du Pays d'Aix Chapitre 011 – Fonction 61 – Nature 6281 (pour le Technopôle de l'environnement Arbois Méditerranée).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 012-6047/19/BM**

### **■ Approbation d'un avenant à la convention d'application relative au partenariat avec la BPI France autorisant le versement d'une avance remboursable à la SAS Aroma Therapeutics MET 19/10966/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de son partenariat avec la Banque Publique d'Investissement (BPI) France, l'ex-Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA) soutenait depuis 2008 les entreprises de son territoire porteuses d'un projet technologique innovant, en abondant l'aide octroyée initialement par BPI France. Jusqu'en 2011, ces aides étaient versées sous la

forme de subventions, elles ont été ensuite transformées en avances remboursables.

Bénéficiaire de ce dispositif, la société Aroma Therapeutics, fondée en 2012 et basée à Meyreuil est spécialisée dans l'élaboration de solutions non-médicamenteuses et naturelles à base de plantes et d'huiles essentielles. Elle conçoit et commercialise l'Aromacare, un diffuseur basé sur l'aromathérapie clinique, dont elle a vendu 5.000 exemplaires depuis sa conception en 2017. Ses marchés principaux sont la vente aux particuliers et aux réseaux médicaux, ainsi qu'aux Etablissements d'Hébergements pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD). Une deuxième version de l'Aromacare, basée sur la chronobiologie, est actuellement en cours de prototypage. Par ailleurs, la PME a établi un partenariat avec le secteur recherche et innovation de l'Assistance publique-hôpitaux de Marseille (AP-HM). Des essais pilotes sont notamment réalisés dans ce cadre dans le service de néo-natalité (prématurité). Aroma Therapeutics travaille également avec l'institut Paoli-Calmettes à Marseille et est actuellement dans une phase de prospection pour exporter son produit à l'international, essentiellement en Chine et en Asie. Elle emploie 5 personnes.

Afin de pouvoir développer son activité, la société avait obtenu de la BPI un soutien financier d'un montant de 50.000 euros.

Dans le cadre de son partenariat avec la BPI, l'ex CPA a décidé d'abonder cette aide en accordant à la société Aroma Therapeutics une avance remboursable de 15 000 euros

Pour ce faire, l'ex-CPA a conclu, le 1<sup>er</sup> juin 2015, une convention avec la société Aroma Therapeutics définissant le cadre de l'avance attribuée, son versement et ses modalités remboursement.

En application de cette convention, la société Aroma Therapeutics bénéficiait ainsi d'un échéancier de remboursement qui devait démarrer 24 mois après le mandatement de l'avance remboursable.

L'avance remboursable ayant été versée à la société Aroma Therapeutics le 3 juillet 2015, son échéancier de remboursement aurait dû débuter en juillet 2017.

Cependant, soumise à des difficultés financières liées à la commercialisation de l'AromaCare, la société en a informé les services de la Métropole qui ont donc suspendu l'émission des titres de recette afférents aux échéances de remboursements et ce dans l'attente notamment de la décision de la BPI.

En effet, parallèlement, la société Aroma Therapeutics a sollicité auprès de la BPI le 8 septembre 2017 une renégociation de son échéancier de remboursement. Elle a ainsi obtenu l'accord de la BPI le 19 juillet 2018 pour un redémarrage des remboursements à compter du 31 mars 2019.

Aussi, compte tenu des difficultés rencontrées par la société Aroma Therapeutics et eu égard à la décision de la BPI, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose, dans le cadre de son partenariat avec le BPI, de revoir également les modalités de remboursement de l'aide versée à la Société Aroma Therapeutics en lui accordant un nouvel échéancier de remboursement.

Compte-tenu des délais de traitement administratif de ce dossier au niveau de la BPI et de l'information donnée en mars 2019 par la société à la Métropole quant au nouvel échéancier établi par la BPI, la Métropole ne pourra fixer le démarrage de l'échéancier qu'au 1<sup>er</sup> juillet 2019. Ce nouvel échéancier sera le suivant :

1 <sup>ère</sup> échéance	2 <sup>ème</sup> échéance	3 <sup>ème</sup> échéance	4 <sup>ème</sup> échéance	5 <sup>ème</sup> échéance	6 <sup>ème</sup> échéance	7 <sup>ème</sup> échéance	8 <sup>ème</sup> échéance
Juillet 2019	Octobre 2019	Janvier 2020	Avril 2020	Juillet 2020	Octobre 2020	Janvier 2021	Avril 2021
1.250€	1.250€	1.250€	1.250€	2.500€	2.500€	2.500€	2.500€
<b>TOTAL A REMBOURSER</b>						<b>15.000€</b>	

Aussi, pour tenir compte du nouvel échéancier ainsi accordé à la société Aroma Therapeutics, il est convient d'approuver l'avenant, joint en annexe, à la convention d'application relative au partenariat avec la BPI France autorisant le versement d'une avance remboursable à la SAS Aroma Therapeutics.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après:

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2007\_A441 du Conseil Communautaire de la CPA du 14 décembre 2007, prévoyant l'octroi d'aides aux entreprises du Pays d'Aix impliquées dans des projets de R&D et la signature à cet effet d'un partenariat avec OSEO devenu BPI France ;
- Les modifications apportées par la délibération n°2011\_A146 du Conseil Communautaire de la CPA le 03 novembre 2011 transformant la nature de l'aide qui devient ainsi une avance remboursable complétant l'aide octroyée par BPI France Financement dans le cadre d'un soutien à une entreprise pour la réalisation d'un programme innovant ;
- La délibération n°2015\_B035 du Bureau Communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 portant renouvellement de la

convention de partenariat avec BPI France Financement ;

- La délibération n°2015\_B147 du Bureau Communautaire de LA CPA du 09 avril 2015 entérinant le soutien financier à trois entreprises du Pays d'Aix, dont la société Aroma Therapeutics ;
- La convention bilatérale d'application signée le 1er juin 2015 entre la société Aroma Therapeutics et la Communauté du Pays d'Aix ;
- Le courrier d'acceptation de la BPI du report d'échéancier du 19 juillet 2018, et l'avenant correspondant DA14002U00/12 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que dans le cadre de son partenariat avec la Banque Publique d'Investissement (BPI) France, l'ex-Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a attribué à la société Aroma Therapeutics une aide de 15 000€, sous la forme d'une avance remboursable, et ce en complément de l'aide attribuée par la BPI ;
- Que le versement de cette aide et les modalités de son remboursement ont fait l'objet d'une convention conclue le 1er juin 2015 entre l'ex-CPA et la société bénéficiaire ;
- Que compte tenu des difficultés rencontrées par la société Aroma Therapeutics, la BPI lui a accordé un nouvel échéancier pour le remboursement de l'aide perçue ;

- Que dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose de revoir également les modalités de remboursement de l'aide versée à la Société Aroma Therapeutics en lui accordant un nouvel échéancier de remboursement ;
- Que pour ce faire, il convient d'approuver un avenant à la convention précitée conclue le 1er juin 2015.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé, à la convention d'application relative au partenariat avec la BPI France autorisant le versement d'une avance remboursable à la SAS Aroma Therapeutics.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

### Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain, en section d'Investissement : Nature 2745 - Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## ECO 013-6048/19/BM

■ **Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'animation de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique - Approbation d'une convention**  
MET 19/11169/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le tissu économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence est essentiellement composé de TPE et de PME. Par ailleurs, les taux de créations et de reprises d'entreprises sont parmi les plus élevés de France, tout comme le taux de disparition. Des causes ont été identifiées à ces défaillances telles que la sous-capitalisation, l'isolement, le manque de conseils, d'accompagnement, ou de formation ou encore la mauvaise évaluation des risques et des délais.

L'ADIE propose donc un accompagnement technique et financier aux porteurs d'un projet d'emploi, indépendant ou salarié n'ayant pas accès au crédit bancaire pour pouvoir le réaliser (notamment les demandeurs d'emploi et les allocataires des minimas sociaux).

La mission de l'ADIE est donc d'offrir la possibilité à un public en situation de précarité sociale et financière de créer ou de développer une entreprise grâce au microcrédit pour l'emploi indépendant ; ou bien de trouver ou se maintenir en emploi par le biais du microcrédit pour l'emploi salarié.

L'ADIE a financé sur le territoire de la Métropole, au 31 décembre 2018, 440 personnes ; dont 330 personnes pour un projet d'entreprise et 110 pour un projet d'emploi salarié.

Les résultats sont ainsi ventilés par Conseil de Territoire (CT) :

	CT Marseille Provence	CT Pays d'Aix	CT Pays d'Aubagne et de l'Etoile	CT Pays Salonnais	CT Istres Ouest Provence	CT Pays de Martigues	Total
Nombre total de personnes financées	315	41	27	22	14	21	440
Pour un projet d'entreprise	242	31	16	16	8	17	325
Pour un projet d'emploi salarié	73	10	11	6	6	4	117

L'implication de l'ADIE dans les projets de création ou de développement d'entreprises se fait par :

- Le microcrédit professionnel (pouvant être complété par un prêt d'honneur pour atteindre un plafond de financement à 10 000 €)

- L'accompagnement avant, pendant et après la création de l'entreprise
- Le dispositif « Je deviens Entrepreneur » qui remplace la formation Créajeunes (ce nouveau dispositif est sans limitation d'âge et est destiné à tous porteurs d'un projet d'entreprise éligible à un microcrédit et qui

- nécessite d'approfondir le projet avant le démarrage de l'activité)
- La micro-assurance

L'implication de l'ADIE auprès des personnes recherchant un emploi salarié ou souhaitant s'y maintenir se fait par :

- Le microcrédit personnel pour l'emploi (jusqu'à 5 000 €)
- Une offre de micro-assurance spécifique pour les véhicules achetés ou réparés grâce au microcrédit

Pour lui permettre de continuer ses missions en faveur du développement économique et de l'inclusion professionnelle mais aussi de bénéficier d'une couverture à l'échelle métropolitaine, il est proposé au Bureau de la Métropole d'octroyer une aide financière à l'association ADIE au titre de l'année 2019.

Il est proposé une subvention de 123 000 € répartie comme suit :

- Métropole Aix-Marseille-Provence : 70 000 €
- Territoire du Pays d'Aix : 40 000 €
- Territoire Pays Salonais : 2 000 €
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 6 000 €
- Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019 ;

- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 19 juin 2019 ;
- L'avis de la commission de cohérence et suivi des subventions aux associations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt de soutenir la création d'entreprises et l'inclusion professionnelle par un dispositif de soutien efficace sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement pour l'animation de l'association ADIE pour un montant de 123 000 € au titre de l'année 2019 répartie ainsi :

- Métropole Aix-Marseille-Provence : 70 000 euros
- Territoire du Pays d'Aix : 40 000 euros
- Territoire Pays Salonais : 2 000 euros
- Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 6 000 euros
- Territoire Istres Ouest Provence : 5 000 euros

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association ADIE.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 au Budget Principal de la Métropole – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320 et sur les Etats Spéciaux du Territoire chapitre 65 – article 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 014-6049/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association  
Métierama-Adime au titre de l'exercice 2019  
MET 19/11253/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière d'insertion qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

L'association, régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, qui prend le nom de « Association pour le développement de l'information sur les métiers et les emplois » et sous le sigle « Métierama-Adime » a pour but, en liaison avec les services publics compétents, d'une manière générale :

- D'ouvrir l'horizon des Jeunes sur le monde des métiers et des formations,
- D'aider les Jeunes, encore scolarisés ou sortis du système scolaire, à orienter leur choix d'un devenir adapté à leurs centres d'intérêts, à leurs talents et à l'emploi.
- De créer les conditions d'un dialogue entre les Jeunes en recherche et les professionnels, entreprises et formateurs
- De servir de médiateur entre le monde de la formation et le monde des professions pour une meilleure information réciproque.

De manière plus précise, l'association met en place chaque année, une grande manifestation, dénommée « Métierama – Rencontres Métiers-Formations » destinées à l'ensemble des Jeunes de 14 à 25 ans, à leur famille et éventuellement à tout public en recherche d'insertion. Y sont présentées :

- Une large palette des métiers ainsi que les voies de formation permettant d'accéder à ces métiers.
- Un programme d'actions et d'informations au plus près des établissements scolaires et des structures d'insertion prenant la forme de « carrefours de métiers », tables rondes, conférences, visites d'entreprises...
- Des actions permettant des rencontres et du dialogue avec le monde professionnel.

L'association Métierama-Adime qui a bénéficié au titre de l'année 2018 d'une subvention de 10.000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence, souhaite poursuivre son objectif et sollicite en conséquence l'attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2019.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, les modalités de versement de la subvention se feront comme suit :

- un acompte dans la limite de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste l'utiliser conformément à son affectation.

- le solde (soit 20%) sera versé sur production, au plus tard le 30 juin N+1, des comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer à l'association Métierama-Adime une subvention de fonctionnement global d'un montant de 10.000 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

## Considérant

- L'intérêt de soutenir les actions en faveur de l'insertion et l'orientation professionnelle des jeunes.

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association Métierama-Adime d'un montant de 10.000 euros au titre de l'exercice 2019.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 au Budget Principal de la Métropole – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ECO 015-6050/19/BM**

### **■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association d'entreprises Cap Au Nord Entreprendre - Approbation d'une convention MET 19/11430/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En cohérence avec l'agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence affirme sa volonté de faciliter le développement des entreprises et de leur permettre une relation simplifiée, fluide et efficace avec les services métropolitains pour améliorer leur cadre de travail et celui de leurs salariés, une stratégie de soutien métropolitain aux Associations de zones d'activité (dont Cap Au Nord Entreprendre) est mise en place pour l'année 2019.

De plus, dans le cadre de la mise en œuvre des orientations stratégiques de ses politiques d'inclusion auprès de publics en situation d'exclusion professionnelle, elle accompagne des projets qui facilitent le recrutement et la promotion de profils de personnes en difficulté. En effet, la mise en adéquation entre la demande d'emploi et les entreprises sur les territoires est un objectif que la Métropole se doit de mettre en œuvre pour favoriser l'employabilité des personnes qui en sont éloignées.

Enfin, elle s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à travers la mise en œuvre de son Agenda de la mobilité métropolitaine. Autorité organisatrice de la Mobilité, la Métropole agit et coordonne les actions ses partenaires, au premier

rang desquels figurent les acteurs économiques. Les Plans de déplacements inter-entreprises sont par exemple un des moyens de développer les actions en faveur des alternatives à la voiture individuelle (transports en commun, vélo, marche à pied, covoiturage...)

Dans ce cadre la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité favoriser par la mise en place d'un soutien financier le regroupement des entreprises qui s'associent pour réaliser un PDIE (Plan de Déplacement Inter-entreprises). Ce soutien permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

### Présentation générale de l'association

L'association Cap Au Nord Entreprendre (CANE), créée en 2009 et issue de la fusion entre les deux associations fondatrices « Arnavant » et EZF (Entreprendre en Zone Franche), est l'association d'entreprises de Marseille Nord. Elle fédère aujourd'hui 300 entreprises sur le territoire, qu'il s'agisse de TPE, de Start up, d'ETI, de PME ou de grands comptes comme Haribo ou Pernod Ricard. Elle a pour missions :

- le renforcement et le développement des réseaux d'entreprises existants sur le territoire économique Marseille Nord, soit les 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> arrondissements
- la promotion de l'activité économique dans les quartiers Nord de Marseille : actions et services auprès des entreprises (et acteurs du territoire) ; aider au développement, et à la mise en place de projets, favoriser la création d'emplois
- de faciliter la mise en lien entre entreprises, institutions et organisations
- l'influence et le Lobbying : être force de propositions auprès des grands décideurs économiques, et, pro-actif dans les besoins du territoire.
- La création de groupe de travail sur des thématiques spécifiques : RSE, transport et mobilité des salariés, emploi et RH, culture et patrimoine du territoire
- Enfin, plus généralement réaliser toute opération ou étude concourant à l'exécution des missions définies ci-dessus

### Les liens avec la Métropole Aix-Marseille Provence

De 2010 à 2013, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (dans le cadre de sa politique de Développement Economique) avait accompagné la démarche de fusion des deux associations historiques



vers une seule association Cap Au Nord Entreprendre, par le biais notamment de subventions (20 000 euros en 2013 et 20 000 euros en 2014).

Depuis 2015, l'association est financée tant au titre de compétence Mobilité sur une action spécifique intitulée « Nord We Go », que de la compétence Politique de la Ville sur une action liée à l'emploi. En 2017, la réalisation d'une étude avait été financée permettant de connaître les besoins des entreprises envers une association de Zone d'Activités.

Aujourd'hui, l'enjeu du Conseil de Territoire en terme de Développement Economique est de renforcer la

mise en réseau des entreprises sur les arrondissements du Nord de Marseille au travers de Cap Au Nord Entreprendre, seule association d'entreprises du territoire Nord de Marseille. L'ambition de l'association est de favoriser la création d'emplois sur son territoire ; promouvoir l'activité économique dans les quartiers du nord de Marseille et favoriser l'intégration des entreprises au cœur de ces quartiers.

#### **Budget 2019 de l'association Cap au Nord Entreprendre**

DEPENSES		RECETTES	
achats	14 500€	Vente de produits finis	17 575€
Services extérieurs	40 500€	Subventions :	
		ADEMA-CEM	39 000 €
		Conseil Régional	15 000€
		Conseil Départemental	47 000€
		AMP	100 000€
		VDM	10 000€
		Pol Ville	30 000€
Autres services extérieurs	90 460€	Autres produits de gestion courante	78 500€
Impôts et taxes	3 500€		
Charges de personnel	188 115€		
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>337 075€</b>	<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>337 075€</b>

Le Budget prévisionnel global de l'association est de 337 075 euros, dont 241 000 euros de subventions publiques. Une subvention de 100 000 euros qui concerne plusieurs compétences (Mobilité, Propreté/Cadre de vie, Emploi, Développement Economique) est demandée à la Métropole, soit 30% du budget global de l'association. Cette demande porte sur les actions suivantes :

- Action 1 : Mobilité Nord We Go (30 000 euros)
- Action 2 : Développement Economique - Amélioration du cadre de vie / Tous Responsables (40 000 euros)
- Action 3 : Développement Economique - Implantation, mutualisation pour un foncier plus accessible (20 000 euros)

- Action 4 : Emploi - Renforcer les liens entre entreprises d'insertion et entreprises du territoire pour favoriser l'emploi local (10 000 euros).

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'association Cap Au Nord Entreprendre de 60 000 euros pour l'exercice 2019, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de fonctionnement spécifique de 30 000 euros afin de contribuer à la réalisation de l'action « Nord We Go » pour la mise en œuvre d'un plan de déplacements inter-entreprises, dans le cadre de la compétence Mobilité.

- Une subvention de fonctionnement spécifique de 10 000 euros afin de contribuer à la réalisation de l'action « Rencontres-nous » dans le cadre de la compétence Emploi et Insertion.
- une subvention de fonctionnement spécifique de 20 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la thématique Développement Economique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 18 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui

privilégie les économies productives et de la connaissance ;

- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les associations d'entreprises de son territoire ;
- l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le territoire de Marseille Provence, en leur proposant des services adaptés.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant total de 60 000 euros pour 2019 à l'association Cap Au Nord Entreprendre, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de fonctionnement spécifique de 30 000 euros afin de contribuer à la réalisation de l'action « Nord We Go » pour la mise en œuvre d'un plan de déplacements inter-entreprises, dans le cadre de la compétence Mobilité.
- Une subvention de fonctionnement spécifique de 10 000 euros afin de contribuer à la réalisation de l'action « Rencontres-nous » dans le cadre de la compétence Emploi et Insertion.
- une subvention de fonctionnement spécifique de 20 000 euros sur le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence dans le cadre des actions menées au titre de la thématique Développement Economique.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019 :

- A hauteur de 30 000 euros au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique A710 nature 6574.
- A hauteur de 20 000 euros au Budget principal - Etat Spécial du Territoire du

Conseil de Territoire Marseille-Provence – chapitre 65 – article 65748 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » fonction 61 - Sous Politique B320

- A hauteur de 10 000 euros au Budget principal de la Métropole, fonction 65, nature 65748

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 016-6051/19/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association d'entreprises Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée (LEHV) pour 2019 Approbation d'une convention MET 19/11389/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En cohérence avec la stratégie de requalification et d'extension des fonciers économiques, la Métropole a entrepris une politique de soutien aux associations de zones d'activités visant à accompagner ces acteurs indispensables à l'animation de l'écosystème économique du territoire de Marseille Provence.

L'association de loi 1901, créée en 2009, les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée dit « LEHV » est un réseau d'entrepreneurs ayant pour objet de représenter et fédérer les entreprises des zones d'activité du Sud et de l'Est marseillais.

Premier relai d'information et de mise en relation sur ce vaste territoire économique, LEHV apporte des solutions concrètes aux problématiques des décideurs et chefs d'entreprise.

Le territoire Est constitue un périmètre d'intervention vaste et hétérogène. Il concentre plus de 4000 entreprises avec au moins un salarié soit 28% des emplois de la Ville de Marseille.

Chiffres Clés 2018 :

- 137 adhérents (100 en 2017) directs représentant 300 entreprises
- 15 membres du CA
- 3 commissions composées de dirigeants d'entreprises
- 2 permanents (1 supplémentaire)

Missions :

L'association a pour but :

- d'accueillir, informer, coordonner et mettre en réseau ses entreprises adhérentes,
- de promouvoir l'image des zones d'activités et des

entreprises occupantes,

- de représenter les intérêts des entreprises des ZA auprès des collectivités, administrations, services publics et autres interlocuteurs représentatifs de la vie économique,
- de contribuer à mener à bien des actions visant à améliorer le développement économique des entreprises et le cadre de vie des salariés (emploi, services aux salariés...)
- de réaliser ou faire réaliser toute opération ou étude concourant à l'exécution des missions définies ci-dessus.

Ces objectifs se traduisent dans les faits par un ambitieux programme d'animation qui se concentre sur 4 axes principaux : la mobilité, l'emploi, le marketing territorial et la recherche de synergies interentreprises.

Résultats 2018 :

- Actions en faveur du réseau inter-entreprises

*L'audit réalisé durant l'année pour cibler les besoins des entreprises, a permis de mettre en place les événements suivants :*

- Petits déjeuners
- After-work
- Déjeuner Instant Formation & Recrutement
- Bizness Snackin' ( co-construites avec l'association de zones d'activités Pôle Alpha d'Aubagne)

*Création d'une nouvelle commission :*

Dans une volonté d'ouverture sur son territoire, LEHV s'est investie particulièrement sur la zone de La Capelette à travers « la Commission Capelette ». L'association a ainsi initié une vraie synergie en fédérant les entreprises présentes pour partager des enjeux communs.

*Développement Durable :*

LEHV porte le projet d'écologie territoriale, METSIE, qui repose sur une logique d'économie circulaire et de mutualisation, dans laquelle les équipements, compétences ou services peuvent être partagés, revalorisés, voire utilisés en boucle par les entreprises du territoire.

- Actions en faveur de la mobilité

Un Plan de déplacement Inter-Entreprises PDIE est en cours de réalisation pour le territoire Est.

A cet effet, en 2018, la DGA Mobilité a accordé une subvention de 20 000 € (délibérée le 18/05/2018).

L'association a obtenu le 2<sup>e</sup> prix « Solu-mob » appel à projets lancé par la Métropole.

Cette subvention de 94 750 € va contribuer à :

- La création d'une plateforme de co-voiturage
- La mise en place de navettes desservant les entreprises du territoire
- La création d'événements incitant les salariés à ne pas utiliser leurs voitures ou encore la

mise à disposition de modes de transports alternatifs à la voiture (comme le vélo).

- Actions en faveur de l'emploi

Concernant la thématique de l'emploi, l'association a participé activement aux forums de l'emploi organisés par la Mairie du 9/10 et la Mairie du 11/12. Ainsi qu'au forum emploi Vallée de l'Huveaune, rendez-vous incontournable du territoire (61 entreprises, 800 offres et 1100 demandeurs d'emplois).

Cette année encore le dispositif Master Class a permis le recrutement ciblé dans la filière industrie de 11 personnes sur 12 candidats. Les industriels de la zone (Heineken, Arkema ...) se sont coordonnés et mobilisés pour répondre aux besoins de ce secteur.

L'ensemble de ces actions ont contribué à augmenter de + 37% leur nombre d'adhérents en 2018.

Programme d'actions 2019 :

L'association LEHV a recruté un deuxième permanent par l'intermédiaire du dispositif Ardan, afin de renforcer l'animation et la promotion du réseau.

Le programme d'animations impulsé par la nouvelle équipe aura pour vertu de dynamiser le territoire en multipliant :

- les rencontres entre les entreprises
- d'impliquer leurs adhérents
- d'attirer de nouvelles entreprises (objectifs : +40 adhésions supplémentaires pour 2019).

*Au total 50 événements sont programmés sur 2019 :*

- 10 Déjeuners business mensuels pour développer les réseaux.
- 2 Grands rendez-vous : L'Assemblée Générale annuelle et Les Vœux sont les deux événements incontournables des acteurs économiques.
- 25 rencontres thématiques : groupes de travail par filière d'activité, « Commission Industrie », « Commission Commerce » « Commission Santé » et « Commission Capelette ».
- 10 After-Work et Petit-Déj'.
- 2 événements interzone « Job Boost » et « Business Buzz » facilitent la mise en relation des réseaux d'entreprises de l'Est Métropolitain (T2R).
- 1 événement VIP, le « Club Partenaires » un événement haut de gamme, réunissant les représentants des plus grandes entreprises du territoire.

- 1 événement sportif : course pédestre la Nocturne « Lions Club Marseille Doyen ».

Actions en faveur de l'emploi

Outre son implication aux forums de l'emploi organisés par la Mairie du 9/10, la Mairie du 11/12 et au forum « Vallée de l'Huveaune », l'association souhaite mettre en place un dispositif qui permettrait de déposer des CV sur leur site internet. Le but est de simplifier le recrutement des entreprises adhérentes et de dynamiser l'emploi sur le territoire.

Marketing territorial

L'association envisage de se doter :

- d'un nouveau site internet ([www.lehv.fr](http://www.lehv.fr))
- d'une revue économique (biannuelle) : visibilité sur les projets de l'association, découvrir/s'inscrire aux événements et de promouvoir les adhérents et partenaires

Actions en faveur de la mobilité

Déploiement du plan de déplacements inter-entreprises de la Vallée de l'Huveaune.

Le budget prévisionnel 2019 de l'association de 86 000 euros est en hausse de 5% par rapport à l'exercice 2018.

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence de participer au titre de l'année 2019, en apportant une subvention à hauteur de 20 000 euros pour le Développement Economique et 10 000 euros pour la Mobilité à l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- la stratégie de développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui privilégie les économies productives et de la connaissance, le soutien aux associations d'entreprises du territoire représente un enjeu majeur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de développement économique et d'emplois ;
- l'enjeu majeur, en termes de développement économique et d'emplois, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir les entreprises de son territoire ;
- l'intérêt de soutenir la création et le développement des entreprises situées sur le périmètre du territoire Marseille-Provence, secteur de l'Huveaune-vallée, en leur proposant des services adaptés.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 20.000 euros pour le développement économique et de 10.000 euros pour la mobilité au titre de l'année 2019 à l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée décomposée.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention avec l'association Les Entrepreneurs de l'Huveaune Vallée ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2019

- à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Chapitre 65 – Article 65748 « subventions de fonctionnement aux autres personnes de droit privé » Fonction 61 – Sous-Politique B320.

- à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Budget annexe Transports – Chapitre 011 - nature 6574. Sous-politique A710.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 017-6052/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association COSENS pour l'incubateur de commerces "Marseillez-moi" - Approbation d'une convention**

**MET 19/10905/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat d'une part et, soutenir l'activité économique de proximité en facilitant la vie des entreprises d'autre part, sont des orientations stratégiques phares de l'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, voté le 30 mars 2017 en Conseil Métropolitain.

Le commerce de proximité et l'artisanat contribuent en effet à améliorer le cadre de vie et constituent un facteur d'animation, un vecteur de lien social et de proximité. Cependant, certains territoires métropolitains voient ce tissu économique se fragiliser et perdre en dynamisme.

C'est le cas aujourd'hui du cœur de ville de Marseille qui ne joue plus totalement son rôle de centralité et qui peine à être attractif. Ainsi, par délibération du 28 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé, en complément des actions déjà mises en œuvre pour renforcer le rayonnement et l'attractivité du centre-ville de Marseille (requalification des espaces publics, plan de lutte contre l'habitat indigne, réalisation d'équipements structurants etc...) de participer à la redynamisation de l'hyper centre-ville de Marseille et au développement d'une offre commerciale qualitative en luttant contre la vacance commerciale. Pour ce faire, elle a opté dans un premier temps pour la mise en œuvre d'un dispositif incitatif encourageant la rénovation des locaux privés vacants et l'implantation de nouveaux entrepreneurs sur trois secteurs stratégiques : Opéra, Canebière et rue de Rome.

L'incubateur de commerces « Marseillez-moi » aujourd'hui implanté sur 2 sites dans l'hyper centre de Marseille et porté par l'association COSENS apparaît répondre pleinement aux ambitions métropolitaines en proposant un accompagnement spécifique et un ensemble de services adaptés à des porteurs de projets de commerce. Il s'agit en effet d'une action innovante proposant un accompagnement renforcé et sur-mesure et un parcours « immobilier » aux porteurs

de création de commerces, en lien avec l'écosystème et les initiatives et actions développées par les partenaires publics et privés (couveuse d'entreprise, showroom mutualisé, boutiques à l'essai/boutiques test en baux précaires, boutiques en co-location etc.....).

Dans ce contexte et à titre expérimental, il est proposé au Conseil de la Métropole de conclure une convention d'objectifs au titre de l'année 2019 avec l'association COSENS dans le cadre de l'incubateur de commerces « Marseille-moi » pour la mise en œuvre des 3 grands axes suivants :

**- Communication / recrutement :**

Recrutement d'une cohorte de 10/12 porteurs de projets via une campagne de communication spécifique : réseaux sociaux, réseau Pôle Emploi, Chambres Consulaires, Cités des métiers, autres réseaux Associatifs (Terres de Commerce, fédération Marseille Centre), réseaux bancaires etc....

**- Lancement du programme d'incubation :**

- Un suivi individualisé de chaque porteur de projets.
- Des workshops techniques : des apports théoriques et pratiques pour permettre de mieux aux entrepreneurs de mieux construire leurs projets.
- Des Master classes : des rencontres inspirantes avec ceux qui font le commerce de centre-ville (commerçants, décideurs, designers).
- Des mises en pratique immersives dans l'espace #Marseille-Moi! La possibilité de s'appuyer sur l'espace #Marseille-Moi dans le cadre de certains workshops.

**- Fixation des projets sur le territoire :**

Accompagnement à l'implantation et au développement des projets en proposant aux créateurs un parcours immobilier varié, évolutif et adapté à chaque projet et à chaque entrepreneur (de la possibilité de tester le produit dans un point de vente mutualisé à la « co-boutique » ou à la boutique à l'essai ou boutique « test » ; en propre ou en couveuse etc.....).

Pour la mise en œuvre de ces actions spécifiques, la Métropole versera à l'association COSENS une participation financière d'un montant de 30 000euros correspondant à 25 % du programme. Des cofinancements seront également apportés par la Ville de Marseille et la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur.

Un rapport présentant le bilan des actions menées et leurs impacts devra être établi par l'association COSENS au terme de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ECO 013-5556/19/BM du 28 mars 2019 approuvant le versement d'un soutien à l'association.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de soutenir le commerce de proximité, facteur d'attractivité des centres villes ;
- La contribution de cette initiative à la vitalité et au dynamisme commercial de l'hyper centre de Marseille ;
- L'intérêt d'un travail en synergie entre la Métropole et l'écosystème existant afin d'œuvrer ensemble au soutien et au développement de l'économie de proximité.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 30 000 euros au titre de l'année 2019 à l'association COSENS pour son incubateur de commerces « Marseille-moi ».

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019 ci-annexée.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole d'engagement et tout document y afférent.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 de la Métropole – Sous Politique B370 – Chapitre 65 – Nature 65748 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 018-6053/19/BM**

#### **■ Attribution de subventions au titre de deux projets immobiliers portés par des entreprises du Pays d'Aix - Approbation de conventions MET 19/10958/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération ECO 002-16/05/19 CM du 16 mai 2019 le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier d'entreprises et son règlement d'attribution. Le dispositif d'aide à l'investissement immobilier vise à favoriser le développement des entreprises issues des principales filières d'excellence du territoire. Il consiste en effet à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

La présente délibération a donc pour objet d'approuver l'attribution de deux subventions au titre de deux projets immobiliers portés par des entreprises du Pays d'Aix.

La première opération proposée concerne la société STid à Gréasque :

- Présentation de l'entreprise : La société STid a été fondée à Gréasque en 1996. Elle est spécialisée dans la conception de solutions d'identification sans contact développées sur les technologies RFID, NFC, Bluetooth® et sur l'Internet des Objets (IoT). Elle fournit des solutions intelligentes destinées à sécuriser les accès et à assurer la traçabilité des actifs en environnements contraignants comme l'aéronautique, l'énergie ou la défense. Ses activités se déploient sur deux marchés principaux : l'industrie et la sûreté. Sur le volet industrie, elle assure la traçabilité, la gestion et la maintenance des stocks et flux logistique. Sur le volet sécurité, elle propose des solutions d'authentification : envoi de codes à distance pour reconnaître momentanément des personnes. Stid a rencontré ces trois dernières années une

accélération de sa croissance, elle affiche actuellement un chiffre d'affaires d'un peu moins de 10 millions d'euros et emploie 41 personnes sur son site de Gréasque et 4 personnes en région parisienne. Elle se développe également à l'international, avec deux implantations aux États-Unis et en Angleterre.

Le projet immobilier : Le projet immobilier de la société s'insère dans un plan de croissance et d'investissement plus général déployé jusqu'en 2023, la société ayant pour ambition de quadrupler son chiffre d'affaires actuel, de doubler ses effectifs (recrutement de 24 personnes) et de devenir en 5 ans le premier fabricant européen de lecteurs de contrôle d'accès « Haute Sécurité » et de solutions de traçabilité d'objets en conditions extrêmes. Ainsi, sur la période 2019-2023, STid a évalué son besoin cumulé en termes de ressources humaines à 12,3 M€ (renforcement sur la partie sécurité et sur la partie support technique). Les investissements matériels et immatériels représenteront 6.4 M€ et la disponibilité des produits nécessitera une trésorerie mobilisée de 4.2 M€.

Ce projet d'investissement à 5 ans de la société s'adosse à un projet de développement immobilier afin de créer un siège social en adéquation avec ses ambitions. STid est actuellement située dans un bâtiment de 1136 m² lui appartenant, sur un terrain de 6.000 m². Elle souhaite d'une part réorganiser le site existant et construire en parallèle sur son terrain un nouveau bâtiment de 1.200 m² qui sera relié à l'actuel par une passerelle. Afin d'attirer de nouveaux talents, STid souhaite équiper ce nouveau bâtiment de services de crèches, de conciergerie et d'équipements sportifs. Le montant total du projet s'élève à 2.218.956 €, distribués comme suit : 1.842.440 € dévolus à la construction du nouveau bâtiment et 376.516 € dévolus à la réorganisation du bâtiment existant. La durée de travaux est fixée à 1 an et la demande de permis de construire a été déposée à la mairie de Gréasque en février 2019. La société souhaite inaugurer le nouveau bâtiment en septembre 2020.

L'assiette éligible est chiffrée à 2.218.956 € HT. L'opération se fera dans le cadre d'un crédit-bail contracté par STid auprès de la société Sogefimur, filiale de la Société Générale (offre de financement signée en février 2019).

Sur cette base, il est proposé d'accorder à la Société Sogefimur une subvention de 150.000€ (soit 6,75 % de l'assiette éligible) qui sera répercutée dans le tableau d'amortissement.

La seconde opération proposée concerne la société SOLUTECH à Rousset :

- Présentation de la société : Créée en 2007 et installée avenue Olivier Perroy à Rousset depuis 2013, la société SOLUTECH est spécialisée dans le thermolaquage (peinture poudre cuite au four). Elle réalise également des travaux de décapage et de

traitement de surface. Basée sur le site du groupe MGP (Métal Laser, Métal Tube, Métal Oxy et Métal Pliage), SOLUTECH procède au traitement d'un grand nombre de pièces fabriquées sur site, tout en travaillant avec des clients externes. Son enseigne commerciale s'appelle d'ailleurs « Métal peinture ».

Connaissant un développement régulier, la société génère aujourd'hui un chiffre d'affaires de 1,3 M€ et emploie une quinzaine de salariés. Au vu du plan de charges, quatre embauches supplémentaires sont prévues en 2019. Dans ce contexte, la société SOLUTECH a programmé une extension de ses locaux.

-Le projet immobilier :La SAS SOLUTECH occupe aujourd'hui plus de la moitié d'un bâtiment industriel construit en 2012 par la SCI ATOVI (liée à SOLUTECH) et la SCI Chaîne Sainte Victoire, sous le régime de la copropriété. La société SOLUTECH est ainsi locataire auprès de la SCI ATOVI, mais elle loue également une surface de 266 m<sup>2</sup> à la SCI Chaîne Sainte Victoire. A la suite d'une cessation d'activité de la société d'exploitation, Eurotex, la SCI chaîne Sainte-Victoire a mis en vente la seconde partie du bâtiment. Compte-tenu du projet de développement de la SAS SOLUTECH, la SCI ATOVI s'est positionnée sur ces locaux. Un compromis de vente a été signé en décembre 2018, l'acte de vente devrait être signé fin mars 2019.

Dans le cadre de cette opération, SOLUTECH devra récupérer 700 m<sup>2</sup> d'ateliers (y compris la partie qu'elle loue à ce jour) ainsi que 140 m<sup>2</sup> de bureaux sur deux niveaux. Ceux-ci vont être transformés en vestiaires, douches et salle de repos, ce qui permet de libérer les parties communes à l'avant du bâtiment et d'aménager des bureaux supplémentaires.

La vente du bâtiment est chiffrée à 1.000.000 € HT, auxquels s'ajoute un montant de 159.000 € HT pour les travaux d'aménagement. L'opération sera financée principalement par un prêt bancaire de la Banque Populaire.

Ces investissements s'inscrivent dans un souci d'amélioration des conditions de travail. Dans cette même logique, SOLUTECH va investir également dans une une grenailleuse automatique (250.000 €).

Cette opération d'investissement augmentera de manière significative la capacité de production de SOLUTECH, permettant à la société de se positionner plus facilement sur les marchés de grandes séries du bâtiment (garde-corps, menuiserie, séparatif...).

Sur cette base, il est proposé de soutenir cette opération d'investissement immobilier à hauteur de 90.000 € soit 7,76 % d'une assiette financière éligible de 1.159.000 €. La subvention sera versée à la SCI ATOVI qui la répercutera sur les loyers à régler par la SAS SOLUTECH.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2009\_1717 du 30 septembre 2009 relatif aux aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- Le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux aides à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014 – 2020 ;
- Le décret n°2016-733 du 2 juin 2016 actualisant le régime des aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 ;
- La délibération n° HN021 – 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n°ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° ECO 002-16/05/19 CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 approuvant le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;



- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées :

- une subvention d'aide à l'immobilier de 150.000 euros au bénéfice de la société STid basée à Gréasque (subvention versée à la société Sogefimur, Crédit-bailleur) ;
- une subvention d'aide à l'immobilier de 100.000 euros au bénéfice de la S.A.S. SOLUTECH (subvention versée à la S.C.I.ATOVI).

**Article 2 :**

Sont approuvées les conventions tripartites correspondantes, ci-annexées.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06, en section d'Investissement : opération budgétaire 378, nature 20421, fonction 61 , autorisation de programme DI378AP – n°2018/8.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 019-654/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association Les Entrepreneuriales en PACA  
MET 19/11290/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

**Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.**

A ce titre, elle accompagne l'action de l'association Les Entrepreneuriales en PACA qui depuis six ans met en œuvre un programme d'accompagnement à

l'entrepreneuriat innovant, gratuit, pédagogique, ouvert à tous les étudiants de l'université et des écoles d'ingénieurs et écoles privées de la Métropole. En 2018, grâce à ce dispositif, 96 étudiants issus de 19 filières universitaires ont pu expérimenter, gratuitement, hors les murs de l'école, dans le cadre d'une « formation terrain » les étapes de la création et le fonctionnement d'une entreprise.

Les bénéfices attendus pour les étudiants sont les suivants :

- Mieux connaître l'univers de l'entreprise, se découvrir des aptitudes entrepreneuriales
- Pour ceux qui ont déjà un projet, bénéficier d'un accompagnement gratuit, afin d'enrichir leur projet, le tester et le valider avec d'autres étudiants
- Gérer un projet en équipe pluridisciplinaire
- Se constituer un premier réseau professionnel
- Acquérir un bagage pour l'avenir
- Améliorer leur niveau d'employabilité
- Obtenir potentiellement un Certificat professionnel reconnu.

Pendant 5 mois, les étudiants entrepreneurs réunis en équipes pluridisciplinaires (car venant d'horizons divers de l'enseignement supérieur) de 3 à 5 personnes sont accompagnés par des professionnels pendant toutes les étapes de la création pour comprendre toutes les clés du fonctionnement d'une entreprise (étude de marché, BM Canvas, stratégie commerciale et marketing, chiffre d'affaires et compte de résultat, plan de financement...). A la fin du parcours, ils doivent rendre un business plan et un pitch vidéo de 30 secondes pour présenter leur projet.

Cette année, un volet supplémentaire sera dédié à l'innovation technologique, baptisé « Entrep digital » sur lequel porte la présente demande de subvention. Tout projet ayant pour nature une innovation technologique sera accompagné par des experts et professionnels d'entreprises régionales du secteur micro-électronique, électronique et applications IoT, dont les professionnels du Pôle SCS et d'ARCSIS constituent un vivier important et incontournable qui va contribuer à aider les futurs ingénieurs et entrepreneurs à la mise en place d'un nouvel écosystème «économique plus innovant, pertinent, jeune et créatif ».

L'objectif de l'association pour l'année en cours est d'accompagner de 25 à 30 équipes sur le campus Aix Marseille, dont 10 à 15 équipes sur le digital (soit une cinquantaine d'étudiants des territoires d'Aix et Marseille).

Chaque équipe aura pour coach un professionnel provenant du secteur digital qui va les accompagner tout au long de son projet, développer l'idée vers le projet et ensuite à la création d'entreprise.

Les entreprises régionales seront donc les principales bénéficiaires, car elles pourront recruter des salariés beaucoup plus formés, capables de travailler en équipe avec des compétences différentes et ayant déjà des connaissances sur le fonctionnement d'une

entreprise qui contribueront ainsi à renforcer le dynamisme économique de la filière sur la région.

Concrètement, le programme d'accompagnement se déroulera sur l'année scolaire (2019-2020) et comme suit :

1) Interventions dans les universités et écoles pour recruter les futurs candidats à l'entrepreneuriat en septembre 2019.

2) Speed-dating en octobre réunissant de 150 à 250 étudiants intéressés par le programme au cours duquel chaque porteur de projet sélectionné constituera son équipe.

3) Soirée de lancement en novembre au cours de laquelle les étudiants rencontreront leur coach qui les accompagnera jusqu'en mars 2020.

L'accompagnement sera réalisé par le coach à raison d'une fois par mois minimum et par des experts qui, au cours de 7 soirées Tool, interviendront sur différents sujets liés à la création d'entreprise : business model, business model persona, études de marché, stratégie commerciale et marketing, compte de résultat et chiffre d'affaires, business plan, plan de financement, propriété industrielle et statuts juridiques.

4) En mars 2020, lors de la soirée de clôture, chaque équipe devra passer devant un jury qui évaluera son niveau d'acquisition de la démarche de création d'entreprise. Chaque étudiant recevra une attestation de participation au programme reconnaissant son potentiel pour entreprendre demain.

De plus, depuis deux ans, l'association a mis en place un processus de certification permettant aux étudiants de valider six domaines de compétence, après leur participation au programme.

Pour les actions menées par l'association dans le cadre de ce programme d'accompagnement, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 20.000 euros, représentant 23 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 84.500 euros.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 10.000 euros seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- 10.000 euros seront pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée à l'association Les Entrepreneuriales en PACA une subvention de 20.000 euros au titre de l'année 2019. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 10.000 euros par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- 10.000 euros par le Territoire du Pays d'Aix.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget principal de la Métropole sous-politique B320/61/65748.

- l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 020-6055/19/BM**

**■ Attribution de subventions à la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation d'événements scientifiques et de colloques - Approbation d'une convention MET 19/11054/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le CNRS et la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) partenaires d'une stratégie scientifique, concourent à la valorisation et au transfert des recherches en sciences. L'objectif étant de renforcer la visibilité et le rayonnement international de la recherche en consolidant ses secteurs d'excellence et en créant les conditions favorables à l'émergence de nouvelles thématiques.

Les grands domaines d'excellence de ce partenariat sont l'énergie, les sciences de l'environnement et de l'univers, les sciences de la vie et de la santé, les sciences et technologies avancées et les sciences humaines et sociales.

Dans ce cadre, il est proposé de poursuivre l'action de soutien de la Métropole à ces événements.

Les plans de financement des quatre événements se présentent de la façon suivante:

- « Writing words workshop » du 27 au 29 juin 2019

Cet événement organisé par le Laboratoire de Neurosciences Cognitives (LNC, UMR 7291) regroupe l'ensemble des thématiques de recherche : neuropsychologie cognitive, psycholinguistique, neurosciences cognitive autour de la production d'écriture. L'objectif est de regrouper différents spécialistes de ces thématiques autour du processus cognitif mis en jeu dans la production de l'écriture et de favoriser les échanges et collaborations. Par ailleurs, cet événement international met en lumière le pôle de Neurosciences Cognitives représenté par les différents laboratoires présents sur Marseille et Aix en Provence.

- « Journées d'hommage à Jean Pierre Bocquet Appel » du 02 au 03 juillet 2019

Cet événement organisé par le Laboratoire Méditerranéen de Préhistoire Europe – Afrique (LAMPEA UMR 7269) propose deux journées en hommage au directeur de recherche émérite Jean Pierre Bocquet Appel, père fondateur de la paléodémographie en France. Ces deux journées exposent les travaux de recherche sur l'anthropologie biologique en France et dans le monde.

- « Fluid turbulence Applications in both Industrial and Environmental topics » du 09 au 11 juillet 2019

Cet événement organisé par l'Institut de Recherche sur les Phénomènes Hors Equilibre (IRPHE UMR 7342) permet le regroupement d'équipes de recherche sur l'étude des phénomènes de turbulence et le couplage avec des problématiques environnementales.

- « METBIO 2 Techniques physico-chimiques pour l'étude des métaux en biologie ; de la molécule à la cellule » du 06 au 10 octobre 2019

Cet événement organisé par l'Institut des Sciences Moléculaires de Marseille (ISM2) et le Groupe Français de Chimie Bio-Inorganique (FrenchBIC). La chimie bio-inorganique concerne l'étude des métaux en biologie et vise à la compréhension de leur rôle dans les mécanismes du vivant. Le rôle des métaux peut amener de nouvelles applications comme la production et le stockage d'énergie, la conception de nouveaux médicaments, la mise au point d'agents d'imagerie.

Cette école sur 4 jours doit permettre des approches pluridisciplinaires nécessaires à l'étude des systèmes bio-inorganiques en alternant cours théoriques et travaux pratiques.

- « Writing words workshop » du 27 au 29 juin 2019 :

• Département	3 800€
• Ville de Marseille	1 200€
• Métropole Aix-Marseille-Provence	1 900€
Total	6 900€

- « Journées d'hommage à Jean Pierre Bocquet Appel » du 02 au 03 juillet 2019

• Subventions université, BQR	900€
• Conseil Départemental 13	4 000€
• CNRS	5 000€
• Métropole d'Aix-Marseille-Provence	4 000€
Total	13 900€

- « Fluid turbulence Applications in both Industrial and Environmental topics » du 09 au 11 juillet 2019

• Droits d'inscriptions	500€
• Ressources propres	1 000€
• IRPHE	1 000€
• LABEX MEC	1 500€
• AFM	500€
• AMU	1 500€
• CNRS	1 000€
• ERCOFTAC	2 000€
• IRSTEA	2 000€
• Ecole Centrale	1 500€
• DANTEC Dynamics	1 000€
• IRSN Cadarache	500€
• Conseil Départemental 13	1 000€
• Ville de Marseille	2 000€
• Métropole d'Aix-Marseille-Provence	1 500€
Total	18 500€

- « METBIO 2 Techniques physico-chimiques pour l'étude des métaux en biologie : de la molécule à la cellule » du 06 au 10 octobre 2019

• Droits d'inscriptions	9 700€
• CNRS	13 000€
• Ressources French BIC	2 000€
• Fédération de Chimie	800€
• Dons sponsors	5 000€
• Conseil Départemental 13	1 500€
• Ville de Marseille	1 500€
• Métropole d'Aix-Marseille-Provence	1 500€
Total	35 000€

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'un montant de 8 900 euros à la Délégation Provence Corse du Centre National de la

Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation de ces événements par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

« Writing words workshop » du 27 au 29 juin 2019	1 900€	27,5% du budget prévisionnel
« Journées d'hommage à Jean Pierre Bocquet Appel »	4 000€	28,8% du budget prévisionnel
« Fluid turbulence Applications in both Industrial and Environmental topics »	1 500€	8,1% du budget prévisionnel
« METBIO 2 Techniques physico-chimiques pour l'étude des métaux en biologie ; de la molécule à la cellule » du 6 au 10 octobre	1 500€	4,3% du budget prévisionnel

Il est également demandé au Bureau Métropolitain d'approuver la convention y afférente.

- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- « Writing words workshop » du 27 au 29 juin 2019
- « Journées d'hommage à Jean Pierre Bocquet Appel » du 2 au 3 juillet 2019
- « Fluid turbulence Applications in both Industrial and Environmental topics » du 9 au 11 juillet 2019
- « METBIO 2 Techniques physico-chimiques pour l'étude des métaux en biologie ; de la molécule à la cellule » du 6 au 10 octobre 2019

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt des projets et des colloques portés par la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) en matière de promotion de l'activité et de la culture scientifiques et de valorisation des travaux de recherche.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant total de 8 900 euros à la Délégation Provence Corse Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour l'organisation des colloques scientifiques suivants :

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sous politique B360 – chapitre 65 – nature 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 021-6056/19/BM**

■ Attribution d'une subvention à l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-etienne, campus Georges CHARPAK de Gardanne, pour le projet ID-Fab (Innovation, Design-Fabrication) dans le cadre du contrat du Plan Etat Région 2015-2020 - Approbation d'une convention  
**MET 19/11055/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Etienne, site Georges Charpak Provence à Gardanne, fait partie des grandes écoles d'ingénieurs implantées sur le territoire métropolitain qui de par sa présence, l'enseignement dispensé, les événements organisés et son rôle en tant qu'incubateur technologique, participe à l'attractivité de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) sur notre territoire.

Le Campus Georges Charpak, ouvert en 2008 dans le cadre de la reconversion du bassin minier de Gardanne a une mission particulière dans l'accompagnement et l'innovation pour l'industrie régionale.

Il regroupe quatre composantes :

- La recherche : le Centre de Microélectronique de Provence qui développe ses activités autour de 4 thématiques – la bioélectronique, l'électronique sur support flexible, la sécurité des circuits et systèmes, les sciences de la fabrication et de la logistique.
- Le dispositif TEAM@Mines Saint-Etienne, accompagnement à la création d'entreprises sur le campus.

- Les formations d'Ingénieurs
- La Plateforme technologique CIMPACA-Micro – PackS portée par le pôle de compétitivité Solutions Communicantes Sécurisées (SCS).

Au sein de ce campus, le projet ID-Fab a pour objectif de compléter l'écosystème d'innovation en apportant une dimension d'intégration et prototypage d'objets électroniques communicants fortement appuyée sur les compétences en recherche en électronique flexible, bio-électronique et sécurisation des objets.

Orienté vers les objets connectés et en particulier l'internet des objets, ce lieu permettra une réalisation rapide des prototypes à même d'accélérer de nouvelles activités économique propices au développement de startups innovantes.

ID-Fab comprend un programme de réaménagement d'une partie des locaux de l'Ecole et l'acquisition d'équipements scientifiques.

Ce programme est constitué de 3 volets :

- Un volet recherche : renforcer du positionnement du campus comme pôle scientifique, technologique et d'innovation de référence.
- Un volet pédagogique : développer de nouvelles pratiques pédagogiques pour les formations d'ingénieurs et de masters.
- Un volet accompagnement : favoriser l'interdisciplinarité et la mise en relation des acteurs régionaux de l'innovation (étudiants, chercheurs, industriels, créateurs d'entreprises...).

La présente opération s'inscrit dans le cadre de la participation de la Métropole au financement des opérations inscrites au volet Enseignement Supérieur et Recherche du CPER 2015-2020, au titre des projets au titre de la mesure II-1-2 « Recherche ».

Le financement de la Métropole porte sur le volet recherche et le volet pédagogique :

DEPENSES (€)		RECETTES (€)	
-Recherche	1 964 221 €	Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	700 000 €
-Pédagogie	646 114 €	ETAT	160 000 €
		<b>Métropole AMP</b>	<b>250 000 €</b>
		Conseil Départemental 13	250 000 €
		Autofinancement Mines Saint-Etienne	375 257 €
		FEDER	875 078 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 610 335 €</b>		<b>2 610 335 €</b>

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, la Métropole a acté sa participation à ce projet à hauteur de 250 000 euros pour cette opération dont le montant global retenu est de 2 610 335 euros

L'aide financière totale de la Métropole Aix-Marseille-Provence représente 9.58 % du coût global de l'opération de construction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Contrat de Plan Etat - Région.2015 – 2020 Provence-Alpes-Côte d'Azur modifié.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne pour l'opération ID-Fab, inscrite au CPER 2015-2020.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 250 000 euros au profit de l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne pour la réalisation du projet ID-Fab.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 799, nature 4581, fonction 23, autorisation de programme DI7992AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 022-6057/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention d'investissement relative à l'achat d'outils d'analyses isotopiques pour l'accélérateur de particules Astérisques du Cnrs Délégation Provence et Corse / Cerege - Approbation d'une convention MET 19/11119/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique d'actions en matière de nouvelles technologies, enseignement supérieur, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend favoriser la mise en valeur de l'équipement du CEREGE : ASTERisques au travers du CNRS, tutelle porteuse du projet.

A l'origine de la création du Technopôle de l'Arbois, le CEREGE (Centre Européen de Recherche et d'Enseignement des géosciences de l'environnement) est une Unité Mixte de recherche qui fédère 5 tutelles : Aix-Marseille Université, le CNRS, l'IRD, le Collège de France et l'INRA. Il regroupe environ 240 chercheurs et ingénieurs qui travaillent sur 4 axes : climat, environnement durable, terre et planètes, ressources réservoirs hydrosystèmes.

La reconnaissance d'ASTERisques se manifeste non seulement par les demandes toujours plus nombreuses de collaborations émanant d'équipes de recherche distribuées sur toute la planète (Europe, USA, Asie), mais également par la venue pendant plusieurs mois au CEREGE de chercheurs et ingénieurs étrangers (Brésil, USA, Chine, Russie, Slovaquie, Allemagne,...) venant se former aux pratiques et techniques qui y sont élaborées et mises en œuvre.

ASTERisques est un équipement de référence mondiale dans la mesure des radionucléides cosmogéniques. Scientifiquement, ces techniques et cette technologie permettent de dater des événements qui ont eu lieu il y a des millions d'années. Ceci s'avère primordial pour des applications géochronologiques liées à l'évolution des hominidés et à leur dispersion, à la quantification de processus complexes contrôlant l'évolution de la surface terrestre et à la paléoclimatologie.

En 2017 une découverte technologique dans le monde des « accélérateurs de particules » a démontré la possibilité d'obtenir des données significativement plus précises que celles qui pouvaient être obtenues jusqu'à maintenant par ASTERisques.

Ainsi, afin que les études, sciences, développement technologique et enseignements développés à travers ASTERisques puissent être maintenus au niveau d'excellence qui était le sien et même d'amplifier le rayonnement et la notoriété du CEREGE, il est nécessaire de faire l'acquisition d'une nouvelle ligne d'analyse.

Incluant un aimant rempli de gaz (GFM), cette ligne d'analyse dédiée aux mesures du nucléide cosmogénique « Aluminium 26 » permettra de renforcer le positionnement du CEREGE aux meilleurs niveaux standards internationaux de ce domaine.

Le budget de cette acquisition est de 407 900 euros. Il se répartit comme suit :

- CNRS (INSU) 184 000 euros HT
- IRD 16 000 euros HT
- Région SUD 98 000 euros HT
- Ressources propres du CEREGE 29 900 euros HT

Aussi, compte tenu de ce qui précède et afin de permettre le financement de ce projet, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence octroie une subvention d'investissement d'un montant de 80 000 euros au CNRS, tutelle porteuse du projet pour le CEREGE (N° guichet unique 2019\_01225) et d'approuver la convention afférente.

Grâce à ce montage financier, l'acquisition et la livraison du matériel pourra s'envisager entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir le projet d'achat d'outils d'analyses isotopiques pour l'accélérateur de particules ASTERisques du CEREGE.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'investissement au profit du CNRS pour financer l'achat d'outils d'analyses isotopiques pour l'accélérateur de particules ASTERisques pour un montant de 80 000 euros.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention relative à l'octroi d'une subvention d'investissement au CNRS ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement opération budgétaire 4581162905



nature 4581 fonction 61 autorisation de programme DI9052AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 023-6058/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention d'investissement relative à l'achat d'outils d'analyse du carbone 14 du projet DAT'CARB d'Aix-Marseille Université/CEREGE- Approbation d'une convention  
MET 19/11122/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Fédérant Aix-Marseille Université, le CNRS, l'IRD, le Collège de France et l'INRA, le CEREGE (Centre Européen de Recherche et d'Enseignement des géosciences de l'environnement), implanté sur le technopôle de l'Arbois, est une Unité Mixte de recherche de 240 chercheurs et ingénieurs qui travaillent sur 4 axes : climat, environnement durable, terre et planètes, ressources réservoirs hydrosystèmes.

Reconnues mondialement pour la qualité de ses recherches, les équipes du CEREGE développent de nombreuses collaborations avec les industriels soucieux de réduire l'impact de leur activité sur l'environnement.

C'est le cas du Groupe TOTAL, qui collabore depuis 2014 avec le CEREGE autour d'un outil de datation (la méthode uranium-plomb) appliqué à des carbonates diagénétiques dans différents types de réservoirs géologiques.

Ces analyses sont généralement assurées sur des phases carbonatées de tailles sub-centimétriques.

Les études et techniques développées par le CEREGE permettraient de dater des objets d'échelle micro-métrique, ce qui aurait pour conséquence de réduire la quantité de matière nécessaire pour assurer les analyses et de ne plus être destructeur pour les milieux.

La mise au point de cette nouvelle méthode de datation absolue des carbonates permettrait de résoudre nombre de questions encore en suspens, principalement dans 4 champs d'activité :

- ☐ La paléoclimatologie: datation absolue d'archives carbonatées (stalagmites, récifs coralliens) à des fins de reconstitutions de la variabilité climatique et des fluctuations du niveau marin.
- ☐ La paléontologie: datation de site à hominidés en milieu karstique (exemple de "Little Foot" et du "Craddle of humankind", d'Afrique du Sud).

- La tectonique: datation absolue des événements tectoniques par datation des carbonates secondaires précipités dans les remplissages de fracture, fente de tension... Un des axes d'applications dans ce domaine est la reconstitution de l'histoire des chaînes alpines (Alpes, Himalaya).
- ☐ La géologie des réservoirs sédimentaires: reconstitution des histoires tectoniques, diagénétiques et des circulations fluides. Les applications sont multiples: depuis le stockage des déchets radioactifs ultimes et à vie longue en formation géologique, l'évolution des grands systèmes aquifères, la séquestration géologique du CO<sub>2</sub> et l'exploitation des ressources pétrolières.

Pour répondre à ces enjeux écologiques, Aix-Marseille Université, agissant au nom et pour le compte du CEREGE, souhaite mettre au point et faire l'acquisition d'une plateforme de datation in situ couplant un spectromètre à source plasma, haute résolution à une ablation Laser (LA-ICPMS-HR).

Le budget pour cet équipement est de 110 000 euros HT. Il se répartit comme suit :

-Métropole Aix-Marseille-Provence : 80 000 euros HT

-Financements privés : 30 000 euros HT

Afin de permettre le financement de ce projet, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence octroie une subvention d'investissement d'un montant de 80 000 euros à Aix-Marseille Université, tutelle porteur du projet pour le CEREGE et d'approuver la convention afférente. (N° Guichet Unique 2019-01232)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du

Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'Aix-Marseille Université, agissant au nom et pour le compte du CEREGE, sollicite la Métropole pour l'acquisition d'une plateforme de datation in situ couplant un spectromètre à source plasma, haute résolution à une ablation Laser (LA-ICPMS-HR) ;
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande et approuver une convention pour l'attribution d'une subvention d'investissement relative à l'achat d'outils d'analyse du carbone 14 du projet DAT'CARB d'Aix-Marseille Université/CEREGE.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'investissement au profit d'Aix-Marseille Université pour financer l'achat d'une plateforme de datation in situ pour un montant de 80 000 euros.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure avec Aix-Marseille Université.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement opération budgétaire 4581162905 nature 4581 fonction 61 autorisation de programme DI9052AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 024-6059/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention dans le cadre de la création d'une Ecole du numérique à l'association "La Plateforme Marseille"- Approbation d'une convention  
MET 19/11219/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial.

Toutefois, l'étude du marché de l'emploi local montre une carence de compétences numériques, constat confirmé par le club TOP 20, association qui fédère les grandes entreprises de la métropole Aix-Marseille Provence, réalisant chacune plus de 100 millions d'euros de chiffre d'affaires. En outre, le taux de chômage de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et plus particulièrement de certains Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) de Marseille et de la population féminine, demeurent très élevés.

Lancé en 2017 par l'Etat, le Plan d'investissement dans les compétences (PIC) vise à permettre de former, d'accompagner des demandeurs d'emploi et des jeunes peu qualifiés et éloignés du marché du travail, qui résident notamment en QPV, à travers le financement de parcours de formation. Dans ce cadre, le lancement du programme #10Knum « 10 000 formations au numérique » initié dans le cadre du PIC et avec le soutien du ministère du Travail, la Grande École du Numérique a permis le labelliser des projets « Label GEN » (Grande Ecole du Numérique).

En décembre 2018, plusieurs projets de la Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur ont été labellisés. Parmi les lauréats, l'association « Ecole de la Métropole AMP » rebaptisée fin mai 2019 « La Plateforme Marseille », propose en un lieu unique différentes formations d'excellence aux métiers du numérique. Cette école, située au 8 rue Hozier dans le 2<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille, dans un bâtiment mis à disposition du Conseil Départemental 13, permet de répondre aux enjeux suivants :

- Constituer un vivier de compétences disponibles pour les entreprises
- Accroître la visibilité des écoles et formations déjà existantes
- Augmenter le nombre de personnes formées tout en constituant un levier d'inclusion sociale pour des populations peu ou pas qualifiées

Pour répondre à ces enjeux, cette école propose en fonction du public visé 3 types de formations :

1. La « Coding school » s'adresse à tous ceux qui souhaitent s'ouvrir les portes des métiers du numérique, sans préjugés de niveau ou de ressources. Avec ou sans bac, sans limite d'âge,

totalelement gratuite, la Coding School offre leur chance à ceux qui veulent faire du numérique leur avenir. Son modèle pédagogique unique s'adapte aux besoins de chacun. Cette formation délivre un titre homologué par l'Etat (Répertoire National des Certifications Professionnelles de niveau 3) de développeur web dès la première année, suivi d'une spécialité en web mobile et d'un stage la seconde année.

L'intégration professionnelle est réalisée au travers d'un projet professionnel tutoré, porté par des entreprises partenaires et réalisé dès la première année. Un stage de 4 à 6 mois en fin de seconde année conclut le parcours. La Coding School développe aussi une pédagogie unique, centrée sur l'apprenant et orientée projet, dans un lieu dédié construit spécifiquement pour catalyser l'apprentissage.

2. Le Centrale Digital Lab, diplôme post-graduate en partenariat avec l'Ecole Centrale Marseille forme à l'une des spécialités du numérique les plus recherchées : l'Intelligence Artificielle (IA). Une formation de haut niveau, ouverte aux étudiants diplômés d'un BAC+5, ou en césure, ayant l'ambition de faire une carrière professionnelle dans le domaine de l'IA. Les projets de terrain, portés par les entreprises partenaires, sont les moteurs de l'apprentissage pour comprendre et découvrir les enjeux du domaine. Chaque étudiant participera à la réalisation de projets réels, mis en œuvre à l'aide d'une pédagogie spécifique. Le cursus s'articule autour de trois périodes, réparties sur un an :
  - a. 4 semaines de mise à niveau intensive en IA ;
  - b. 2 à 4 projets, de 6 semaines chacun, portés par des entreprises ;
  - c. Un stage de 6 mois à l'international dans des entreprises partenaires.
3. « Executive Education » une offre de formation dans le cadre de la formation continue des cadres de haut niveau au sein des entreprises. Avec cette formation, ils seront formés aux nouvelles technologies et plus particulièrement l'IA ce qui constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour rester concurrentiel dans un environnement en

mutation continue. Les formations s'articulent autour de formules de 2 jours ou d'une semaine avec 4 sessions de rappel de 2 jours chaque trimestre.

La première promotion d'élève est attendue pour septembre 2019.

La mise en place de cette école et de ses formations requiert un budget prévisionnel pour l'année 2019 qui est le suivant :

## BUDGET CONSOLIDE

CHARGES		PRODUITS	
<b>ACHATS DE FONCTIONNEMENT</b>	105 000	<b>DROIT DE SCOLARITE/FORMATION CONTINUE</b>	130 000
Matériel informatique LDD/leasing	90 000	<b>SUBVENTIONS PUBLIQUES</b>	550 000
Autres fournitures	15 000	Subvention Grande Ecole du Numérique	250 000
<b>COUTS DE STRUCTURE</b>	400 000	REGION subvention spécifique	250 000
Locations immobilières et mobilières	0	Metropole	50 000
Entretien et réparation	30 000		
Assurance	40 000		
Achat de documentation	25 000		
Eau et energie	16 000		
Honoraires comptables et juridiques	30 000		
Site web et RP	30 000		
Publicité/recrutement (salons, presse)	115 000		
Frais (déplacement/représentation)	25 000		
Frais postaux/communication	10 000		
Frais bancaires	1 000		
Frais Hebergement	78 000		
<b>CORPS PEDAGOGIQUE</b>	671 150		
Simplon	19 500		
Equipe pedagogique permanente	311 650		
Intervenants	268 000		
Partenaires extérieurs formation continue	72 000		
<b>EQUIPE DE GESTION/DEVELOPPEMENT COMMERCIAL</b>	340 480		
Direction, comptabilité, secrétariat, accueil (5 p)	143 500	<b>MECENAT</b>	836 630
Equipe développement/entreprises, formation continue, étudiants (2p)	132 300		
1 assistant social (1p)	35 280		
1 agent d'entretien (1p )	29 400		
<b>TOTAL</b>	<b>1 516 630</b>	<b>TOTAL</b>	<b>1 516 630</b>

Le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera à 50 000 euros, représentant 3,3 % du budget prévisionnel 2019 d'un montant de 1 516 630 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille Provence de soutenir la création d'une Ecole du Numérique sur Marseille.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée à l'association « La Plateforme Marseille » une subvention totale de 50 000 euros au titre des frais de fonctionnement pour l'année 2019.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention financière à conclure avec l'association « La Plateforme Marseille ».

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée et tous les documents y afférant.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires de 50 000 euros seront pris en charge sur le budget centralisé métropolitain. La dépense en résultant sera imputée sur le budget centralisé métropolitain, sur la ligne sous-politique B370 chapitre 65 - nature 65748 - fonction 61 qui présente les disponibilités nécessaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 025-6060/19/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention à l'Ecole Centrale de Marseille pour l'organisation d'un événement scientifique - Approbation d'une convention MET 19/11305/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage du développement et de l'aménagement du Technopole de Château-Gombert, l'une des têtes de ponts de la recherche et de l'innovation sur le territoire métropolitain, 1er pôle français de recherche en mécanique-énergétique après Paris, qui rassemble 8 laboratoires de recherche, plus de 600 chercheurs, 2600 étudiants, 170 entreprises (Cybernétix, Traxens, CMR, ERAS...) 4000 salariés et un écosystème complet de soutien à l'innovation (Incubateur, pépinières, pôles de compétitivité).

L'Ecole Centrale de Marseille héberge notamment le Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique (LMA) référence internationale dans le domaine de la mécanique et de l'acoustique. Dans ce cadre, l'Ecole Centrale de Marseille organise du 1 au 4 juillet 2019 dans les locaux du LMA l'évènement : « 7th international Conference on Nonlinear vibrations, Localization and Energy transfer ».

Cet événement vise à réunir des scientifiques du monde entier afin de promouvoir les échanges et les discussions sur les dernières avancées en matière de recherche dans le domaine des vibrations non linéaires. Il s'agit de la septième conférence de la série et fait suite à six conférences réussies tenues à Fréjus en 2004; Samos, 2006; Roma, 2009; Haïfa, 2012; Istanbul, 2014; Liège, 2016.

Le plan de financement de l'évènement est le suivant

:

• Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique (LMA)	3 000€
• Subvention BQR ECM	
• Partenaires industriels	1 500€
• Fédération de Mécanique de Fabri de Peiresc	1 000€
• Droits d'inscription	1 000€
• Aix-Marseille Université Labex Mécanique et Complexité	18 500€
• Ville de Marseille	
	2 000€
	2 000€
• Métropole Aix-Marseille-Provence	2 000€
<b>Total</b>	<b>31 000€</b>

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention d'un montant de 2 000 euros soit 6,45% du budget prévisionnel, à l'Ecole Centrale de Marseille pour l'organisation de cet événement et d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de cette manifestation d'envergure internationale portée par l'Ecole Centrale de Marseille en matière de promotion de l'activité et de la culture scientifiques et de valorisation des travaux de recherche.

#### Délibère

##### Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 2 000 euros à l'Ecole Centrale de Marseille pour l'organisation du colloque international « 7th international Conference on Nonlinear vibrations, Localization and Energy transfer » qui aura lieu du 1 au 4 juillet 2019.

##### Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec l'Ecole Centrale de Marseille.

##### Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

##### Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique B360 – chapitre 65 – nature 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

### ***Commission "Emploi, Formation professionnelle, Insertion"***

\*\*\*\*\*

EMP 001-6061/19/BM

■ Approbation de l'avenant 3 à la convention d'aménagement confiée à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires pour la construction du Centre de Formation des Apprentis du Pays d'Aix  
MET 19/11074/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a confié à la SPLA « Pays d'Aix Territoires », par Convention notifiée le 3 juillet 2015, une opération d'aménagement comprenant la construction d'un Centre de Formation des Apprentis (CFA), développant 6 700 m<sup>2</sup> de surface de plancher ; ce nouvel établissement devant accueillir l'actuel CFA existant dans le quartier du Jas de Bouffan, à Aix-en-Provence.

Un premier avenant avait modifié l'article 9.4 relatif à la fréquence des demandes d'acomptes.

Un deuxième avenant numéro 2 proposait, à la demande du Trésor Public, d'ajuster les modalités des avances semestrielles, au vu des décomptes et de l'échéancier prévisionnel des dépenses, ajustées à chaque semestre.

Le présent avenant porte sur la prise en compte d'une prolongation de délai et sur une augmentation du coût de l'opération.

L'article 3, délai d'exécution, de la convention précise que les travaux devront être achevés le 31 janvier 2019. Or de nombreux ralentissements dans le déroulé de l'opération sont intervenus à la demande de la Métropole.

Il convient donc de modifier la date d'achèvement des travaux dans l'article 3, délai d'exécution, de la convention en la portant au 31 janvier 2020.

Le coût de l'opération est fixé, à l'article 9.1 de la convention, à 25 520 000 euros T.T.C.

Le délai supplémentaire, non imputable à la SPLA, survenu entre la date de notification du marché de conception/réalisation et l'Ordre de Service de démarrage des travaux, a généré un montant d'actualisation du coût des travaux, qui s'élève à 323 000 euros T.T.C.

Par ailleurs, des travaux modificatifs nécessaires à la finalisation de l'équipement ont été validés par la Métropole en Comités de Pilotage de l'opération, des 5 décembre 2017 et 26 mars 2019 pour un montant total de 127 000 euros T.T.C.

Il convient donc d'augmenter le coût de l'opération de (323 000 plus 127 000 euros T.T.C, soit 450 000 euros TTC) et de modifier l'article 9.1, coût de l'opération, en conséquence, en le portant à 25 970 000 euros T.T.C. montant compatible avec l'autorisation de programme votée.

Tel est l'objet du présent avenant n° 3.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°2009\_A153 du Conseil de Communauté du 23 octobre 2009, approuvant la création de la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) dénommé « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2015\_B250 du Bureau Communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant la convention, avec la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix territoires » afin de réaliser l'opération d'implantation du CFA (Centre de Formation des Apprentis) sur le site de Plan d'Aillane à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°2015\_A309 du Conseil Communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant le Programme Général de construction du CFA sur le site de Plan d'Aillane à Aix-en-Provence et décidant du principe de confier l'opération à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2015\_B\_630 du Bureau Communautaire de la CPA du 26 novembre 2015, approuvant l'avenant n°1 à la Convention ;
- La délibération n° EMP\_005\_367\_16\_BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016, approuvant l'avenant n°2 à la Convention ;
- La délibération n° FAG 021 du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de poursuivre l'opération de construction du Centre de Formation des Apprentis du Pays d'Aix ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant numéro 3 ci-annexé à la convention d'aménagement confiée à la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour la construction du Centre de Formation des Apprentis du Pays d'Aix.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019. Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Budget Est 06, Opération DI4161 AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **EMP 002-6062/19/BM**

■ **Approbation d'une convention d'organisation du Brevet de Maîtrise Esthétique Cosmétique avec la Confédération Nationale Artisanale des Instituts de Beauté de Provence et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**

### **MET 19/11006/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence, situé au 7 rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence. Le CFA du Pays d'Aix accueille à la rentrée 2018-2019 plus de 950 apprentis qui suivent des cours par alternance dans 12 métiers des secteurs du goût, de l'automobile et du service, pour des qualifications du niveau 3 au niveau 5 (CAP à Bac+2).

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA (CMAR) assure la représentation et le développement des métiers et de l'artisanat au plan régional. Elle fédère parmi ses élus l'ensemble des organisations patronales d'artisans.

La Confédération Nationale Artisanale des Instituts de Beauté (CNAIB) est l'organisation représentative des professionnels d'esthétique cosmétique présents sur l'ensemble du territoire national. Elle est représentée dans le département par la CNAIB de Provence et présidée par Nathalie Pistolesi.

Le CFA du Pays d'Aix assure les formations par apprentissage en esthétique cosmétique (CAP et BP) depuis plus de 25 ans. Son implantation est confirmée par la régularité des effectifs en formation (entre 83 et

87 apprenants par an dans la filière depuis 2013) et la régularité des taux de réussite aux examens (taux de réussite moyen en BP de 84%). Son aire de recrutement va, depuis longtemps, bien au-delà du Bassin ou du département, avec des apprentis venant des départements limitrophes (04, 05, parfois 06, 83, 84), et pour des entreprises fidélisées de longue date.

La CMAR et la CNAIB de Provence ont sollicité la Métropole Aix Marseille Provence et son CFA du Pays d'Aix pour ouvrir le Brevet de Maîtrise Esthétique Cosmétique, diplôme de niveau Bac+2, à la rentrée 2019. Les Chambres de Métiers et de l'Artisanat, détentrices de la certification, sont seules habilitées à organiser ces Titres.

Le Conseil de Perfectionnement du CFA du Pays d'Aix en date du 22 mars 2018 a voté à l'unanimité en faveur de cette ouverture, qui permettra à l'établissement de proposer un cycle complet de formation dans l'esthétique cosmétique, du niveau 3 au niveau 5, et de répondre ainsi à une forte demande de la part des apprentis comme des entreprises de la Métropole.

La CNAIB estime en effet que cette ouverture répondrait aux besoins des 2.500 entreprises locales et aux souhaits des chefs d'entreprises de recruter un plus grand nombre de collaborateurs hautement qualifiés. Les apprentis titulaires de ce diplôme constitueraient également un gisement important de repreneurs d'entreprises ou de directeurs d'établissements d'esthétique du territoire, au regard des compétences et des qualifications acquises lors de leur formation.

Pour ce BM Esthétique Cosmétique, ce partenariat entre le CFA du Pays d'Aix et la CMAR favorisera les économies d'échelle sur les coûts de fonctionnement du CFA (locaux, équipements, formateurs...) et permettra d'optimiser les effectifs :

- mutualisation des effectifs apprentis du BM Esthétique Cosmétique et du BM Fleuriste (déjà assuré par le CFA pour la 4<sup>ème</sup> année) pour les modules généraux.
- regroupement des publics en apprentissage et professionnalisation et des publics en formation continue (gérés par la CMAR pour les modules transversaux) pour les modules professionnels du BM Esthétique Cosmétique, permettant un financement supplémentaire pour cette section.

Cette synergie entre la CMAR et le CFA est un élément essentiel de la dynamique de projet, puisqu'elle s'applique à la fois aux modalités de la formation et à la gestion réciproque des flux de personnes en formation, tout en mutualisant l'effort de communication auprès des entreprises et des publics concernés.

L'ouverture du Brevet de Maîtrise Esthétique Cosmétique vient compléter et consolider l'offre existante et confirmer l'adéquation du dispositif de formation proposé avec les besoins des entreprises de la filière, sur des objectifs d'excellence.



La formation concernera :

- des apprentis dont la prise en charge est conforme à la loi du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel ».
- des stagiaires en formation continue, salariés et chefs d'entreprise dont le financement indiqué à

l'article 6 de la convention est établi à 3.855 euros pour 257 heures d'enseignement, soit un taux horaire de 15 euros.

### 1 – Etablissements potentiels de recrutement des apprentis

Etablissements (Noms et localisations)	Sections	Nombre de jeunes
CFA du Pays d'Aix	BP esthétique	20/28 apprentis
Groupe Peyrefitte (privé) Aix	BP, BAC Pro/BTS Esthétique	20/25 apprentis
Lycée Professionnel Leau Marseille	BP/BAC Pro/BTS Esthétique	20/25 apprentis
Ecole Saglio (privé) Marseille	BAC Pro/BTS Esthétique	10/15 apprentis
Total : 4 établissements	7 Sections	

### 2 – Organisation pédagogique

Le Brevet de Maîtrise niveau 5 est organisé en :

- 6 modules d'enseignements généraux de 329 heures en formation continue et 497 heures en formation initiale.
- 1 module d'enseignement professionnel de 257 heures en formation continue et 385 heures en formation initiale, nécessitant un plateau technique.

L'organisation en modules sur les deux années, et donc l'inégale répartition des coûts engendrés (statut et niveau de salaire des intervenants, volumes horaires, quantités de matières d'œuvre...) entre la 1ère et la 2ème année conduisent à présenter le budget détaillé sur un cycle complet, (1ère et 2ème année simultanément). Les coûts détaillés correspondent donc à des coûts de fonctionnement annuels de la formation à compter de la 2ème année.

### 3 – Budget prévisionnel de la formation

CHARGES		RESSOURCES	
Fournitures pédagogiques	8 202,50	Taxe d'apprentissage	7 018,58
Entretien	1 748,36	Régie recettes	877,32
Electricité- Eau - Gaz	1 908,35	Amortissements	2 386,32
Fournitures administratives	394,00	Participation de l'organisme gestionnaire	10 000
Frais postaux	778,28	Subvention Région	52 007,66
Missions déplacements	323,59	Participation CMAR	15 442,35
Petits équipements	2 534,54		
Locations	350,90		
Documentation	268,08		
Assurances	143,29		
Etudes et recherches	53,03		
Visites en entreprises	219,95		
Formation	5,19		
Transport	177,60		
Autres charges	3 018,79		
Amortissements	2 389,44		
Carburants	51,45		
TOTAL 1	22 565,34		
TOTAL 2 (salaires)	65 166,89		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>87 732,23</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>87 732,23</b>

Coûts évalués à compter de la 2ème année, sur un cycle complet (coexistence des groupes de 1ère et

2ème année)

Poste	Statut	EQTP lié au projet	Coût
Enseignement	permanent	1,14	57 589,35
Coordination suivi	permanent	0,14	7 072,37
Encadrement	permanent	0,01	505,17
<b>TOTAL SALAIRES</b>		<b>1,29</b>	<b>65 166,89</b>

Soit un coût annuel moyen prévisionnel de 43 866,115 € et un coût annuel apprenti prévisionnel de 3 655,50 € sur la base d'un effectif de 12 apprentis.

Pour préserver l'équilibre financier des organismes partenaires de cette formation, il est précisé que ce Brevet de Maîtrise sera dispensé à la condition de compter un seuil minimal de 8 apprentis.

Les éléments d'analyse prévisionnelle présentés ne prennent en compte que le public apprenti, au prorata des heures et effectifs en formation dans le cas d'un éventuel cumul apprentis / contrats de professionnalisation / formation continue.

Les publics hors apprentissage feront l'objet d'une facturation spécifique à la CMAR, prévue dans la convention.

Le présent rapport a pour objet de présenter la convention d'organisation du *Brevet de Maîtrise Esthétique Cosmétique* entre le CFA du Pays d'Aix, la CMAR et la CNAIB de Provence.

Pour que le CFA puisse ouvrir ce diplôme en septembre 2019, il convient d'approuver cette convention d'organisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
- Le décret n°2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention d'organisation du Brevet de Maîtrise Esthétique Cosmétique entre le CFA du Pays d'Aix, la CMAR et la CNAIB de Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention d'organisation du Brevet de Maîtrise Esthétique Cosmétique entre la Métropole et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de PACA, ainsi que la Confédération Nationale Artisanale des Instituts de Beauté de Provence ci-annexée.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

## **Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de Fonctionnement au chapitre 70 – fonction 26 – nature 70688.

### **EMP 003-6063/19/BM**

#### **■ Demande de subventions pour le financement d'équipements dans le cadre de la création d'une ressourcerie sur le territoire du Pays de Martigues MET 19/11448/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La prévention des déchets est l'un des quatre axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 octobre 2017 par délibération n°DEA 018-2836/17/CM et transmis à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de l'établissement du Schéma Régional de Gestion des Déchets.

Cet axe relatif à la prévention des déchets s'inscrit dans l'objectif réglementaire de réduction des quantités de déchets ménagers collectés. Il identifie quatre niveaux d'intervention dont le développement du réemploi, de la réparation et de la réutilisation, en particulier en créant un maillage de solutions dans nos territoires.

Dans ce cadre, le territoire du Pays de Martigues a un projet de création d'une ressourcerie. Une ressourcerie est un centre de récupération et de valorisation des objets recyclables. Au quotidien, elle donne la priorité à la réduction, à la réutilisation et au réemploi puis au recyclage des déchets en sensibilisant le public à l'acquisition de comportements respectueux de l'environnement. Acteur essentiel dans la gestion et la prévention des déchets, la ressourcerie s'appuie sur quatre principes opérationnels :

- La collecte des Déchets d'Eléments d'Ameublement et autres déchets facilement valorisables tels que les vêtements, qui doit être réalisée en préservant leur état afin de les valoriser par une réutilisation. Cette collecte s'effectue principalement en déchetteries mais aussi par des dépôts à la ressourcerie et des collectes chez les particuliers ;
- Le tri, le contrôle, le nettoyage et la réparation de ces objets afin de les revaloriser, le démontage des autres objets non réutilisables afin de les traiter ou les recycler via les filières de recyclage matière adéquates ;
- La revente des objets qui constitue la plus-value économique et assure une partie importante des ressources propres du projet nécessaire à l'équilibre budgétaire ;
- L'éducation à l'environnement, auprès des usagers, des clients et adhérents de la ressourcerie, des jeunes générations mais aussi en direction de l'ensemble de la population en créant des outils pédagogiques adaptés.

Ce projet a bénéficié de l'appui financier de l'ADEME et de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'étude de faisabilité préalable. Cette étude a permis de confirmer la faisabilité d'une ressourcerie sur le Pays de Martigues, de dimensionner au plan technique et économique l'équipement et d'identifier un opérateur, l'association les Chantiers du Pays de Martigues. La création de la ressourcerie s'inscrit en effet dans une logique d'emploi et d'insertion, avec une dizaine d'équivalents temps plein induits, destinés au public en insertion.

Un site d'accueil de la ressourcerie a été identifié sur la commune de Martigues, à proximité immédiate de la déchetterie de Croix-Sainte. Son acquisition a été approuvée par délibération n°URB 013-2183/17/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 juillet 2017, les travaux de réhabilitation et d'aménagement étant en cours.

L'opération de création d'une ressourcerie a fait l'objet d'une autorisation de programme n° 2016611700 d'un montant de 3 440 000 euros TTC, approuvée par la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération n°FAG 065-3084/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017. Ce montant recouvre des études, acquisitions foncières, travaux, équipements.

Afin de réaliser les missions de transport, de réparation des déchets collectés et de vente, il est nécessaire d'acquérir des équipements, de l'outillage, du matériel informatique et un véhicule pour cette activité.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 80 000 euros HT.

opération est le suivant :

Le plan de financement prévisionnel de cette

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie ADEME	25 %	20 000 euros
Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur	30 %	24 000 euros
Département des Bouches-du-Rhône	15 %	12 000 euros
Territoire du pays de Martigues	30%	24 000 euros

#### Considérant

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil de la Métropole DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets ;
- La délibération n°FAG 065-3084/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la mise en autorisation programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays de Martigues au budget principal ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : acquisition d'équipement nécessaire au fonctionnement de la ressourcerie du Pays de Martigues ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône, la Région Sud Provence Alpes Côte-d'Azur et l'ADEME.

#### Délibère

#### Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et de signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

#### Article 2 :

Les recettes seront constatées dans le Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous -Politique E120 - Nature 7472, 7473, 74788 - Fonction 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**EMP 004-6064/19/BM**

■ Attribution d'une subvention à l'association Cité des Métiers de Marseille et de Provence-Alpes-Côte d'Azur pour son projet ACTE'INOV 2019-2021- Approbation d'une convention  
MET 19/11402/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est forte d'atouts pour devenir une des Métropoles les plus compétitives, notamment au regard des potentiels en matière d'emploi. Dans ce contexte, la Métropole ambitionne un développement économique destiné à faciliter l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale notamment des populations les plus fragiles, et de soutenir les initiatives et les acteurs favorisant cet objectif d'équilibre territorial.

La situation de l'emploi sur le territoire métropolitain est un des sujets majeurs qui doit marquer le rôle important que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend jouer dans le développement économique et social des territoires qui la composent, en prenant appui sur l'expertise des différents acteurs publics et privés du territoire. La politique soutenue dans le domaine de l'emploi et de l'insertion s'inscrit dans des processus de concertation avec les partenaires socio-économiques ayant pour objet la mise en cohérence des interventions publiques pour un public ciblé, afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

Ces démarches partenariales sont destinées à coordonner, dynamiser et renforcer, sur le territoire métropolitain, la mobilisation des moyens de chacun, afin de permettre l'accès ou le retour à l'emploi des femmes et des hommes confrontés à une exclusion du marché du travail.

Le champ de la lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale se caractérise donc par un spectre particulièrement étendu d'acteurs mobilisés, de natures diverses, avec des modes d'organisation et de gouvernance qui leur sont propres. L'enjeu majeur est bien l'articulation des acteurs locaux et la complémentarité des actions mises en œuvre en faveur de l'usager.

À ce titre, notre établissement a pour compétence la mise en œuvre des orientations stratégiques dans le cadre des politiques d'inclusion auprès de publics en grande fragilité et en situation d'exclusion professionnelle.

Pour ce faire, la métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter son soutien au projet « ACTE'INOV » porté par la Cité des Métiers. Il consiste à traduire concrètement et opérationnellement les ambitions et les engagements de la Cité des Métiers à pérenniser sa démarche en intégrant l'égalité professionnelle et la diversité dans toutes les composantes de son activité en mettant l'accent sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, la lutte contre les stéréotypes et la discrimination, tout en intégrant les principes du développement durable.

En synthèse, ce futur projet pluriannuel « ACTE'INOV : 2019-2021 » (Projet régional par une Approche des Compétences via des Techniques et des Expériences Immersives et Novatrices pour s'Orienter tout au long de la Vie) aura pour ambition de conduire 6 actions annuelles avec un déploiement ces 3 prochaines années (2019-2021) :

- 1) Concevoir et Proposer un lieu immersif et numérique,
- 2) Proposer 1 temps fort partenarial annuel pour co-construire des actions autour de 3 sujets (fiches sectorielles, Orientation par le jeu, Parcours d'orientation),
- 3) Construire une série de vidéos sectorielles « JOB'IN ACTION » avec un montage innovant de type « Youtubeur » pour valoriser les métiers et briser les stéréotypes des secteurs de notre économie locale,
- 4) Proposer aux publics des Immersions dans des Mondes Sectoriels via la Réalité Virtuelle :
  - Dans un 1<sup>er</sup> temps, identifier les secteurs ayant déjà l'outil pour en bénéficier et l'intégrer dans de futurs casques en réalité virtuelle.
  - Dans un second temps, développer des environnements où des secteurs d'activités – des métiers et des gestes professionnels seront mis à l'honneur afin que des publics puissent découvrir les métiers via des expériences immersives. Une fois les environnements développés – ils seront mis gratuitement à disposition des publics et des partenaires souhaitant en bénéficier.
- 5) Réinterroger le modèle événementiel en construisant un nouveau format : le mois sectoriel à la Cité, afin de mettre en lumière les secteurs en tension du territoire et les filières d'excellence régionale,
- 6) Enfin, amorcer la 1<sup>ère</sup> brique des réflexions autour de la construction d'un robot basé sur l'Intelligence Artificielle (IA) qui apporterait des solutions pour identifier les compétences, les aptitudes et les talents naturels des publics souhaitant avancer dans leur projet de vie.

Il est aujourd'hui proposé d'attribuer à l'association Cité des Métiers de Marseille et de Provence-Alpes-Côte d'Azur une subvention d'un montant de 20 000€ pour la réalisation de ces actions en 2019 menées dans le cadre du programme régional d'Approche des Compétences via des Techniques et des Expériences Immersives et Novatrices pour s'Orienter tout au long de la Vie (ACTE'INOV).

Ce projet est cofinancé, entre autre, par le Fonds Social Européen, la Ville de Marseille et la Région Sud – Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Il est précisé que le concept de Cité des Métiers, né en 1993, émane de celui de la Cité des Sciences et de l'Industrie, avec pour vocation de rendre accessible à tous et à toutes l'information sur l'évolution des professions, des métiers, de la vie professionnelle.

Organisée autour de pôles, chaque Cité accueille le public de façon anonyme et gratuite, avec des espaces de conseil, de documentation et de cyber-info.

Le Label Cité des Métiers définit le cadre d'intervention et les missions d'une Cité des Métiers : un espace œuvrant dans l'esprit du service public ; des services centrés sur les besoins des usagers ; une autonomisation de l'usager, acteur de sa vie professionnelle ; l'interaction du conseil et d'espaces ressources ; un rôle de plate-forme et de mise en réseau des acteurs de l'emploi sur le territoire. La Cité des Métiers de Marseille et de PACA a obtenu en 2005 le Label « fonctionnement » Cité des Métiers, certifiant la conformité du système existant et la qualité des prestations fournies (après avoir obtenu le Label « projet » en 2002).

Pour réaliser ses missions, la Cité des Métiers s'appuie sur une alliance de compétences et de ressources apportées par des partenaires aux vocations complémentaires. Ceux-ci conjuguent ainsi leurs efforts pour accueillir le public, l'informer et l'aider à construire leur parcours professionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association Cité des Métiers de Marseille et de Provence-Alpes-Côte d'Azur d'un montant de 20 000 euros pour l'année 2019 pour son projet ACTE'INOV.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Cité des Métiers de Marseille et de Provence-Alpes-Côte d'Azur relative à l'octroi d'une subvention pour l'exercice 2019.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement 2019 de la Métropole, fonction 65, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **EMP 005-6065/19/BM**

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Europlie et paiement de la cotisation 2019**  
**MET 19/11114/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est forte d'atouts pour devenir une des Métropoles les plus compétitives, notamment au regard des potentiels en matière d'emploi. Dans ce contexte, la Métropole ambitionne un développement économique destiné à faciliter l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale notamment des populations les plus fragiles, et de soutenir les initiatives et les acteurs favorisant cet objectif d'équilibre territorial.

La situation de l'emploi sur le territoire métropolitain est un des sujets majeurs qui doit marquer le rôle important que la Métropole Aix-Marseille-Provence entend jouer dans le développement économique et social des territoires qui la composent, en prenant appui sur l'expertise des différents acteurs publics et privés du territoire. La politique soutenue dans le domaine de l'emploi et de l'insertion s'inscrit dans des processus de concertation avec les partenaires socio-

économiques ayant pour objet la mise en cohérence des interventions publiques pour un public ciblé, afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

Ces démarches partenariales sont destinées à coordonner, dynamiser et renforcer, sur le territoire métropolitain, la mobilisation des moyens de chacun, afin de permettre l'accès ou le retour à l'emploi des femmes et des hommes confrontés à une exclusion du marché du travail.

Le champ de la lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale se caractérise donc par un spectre particulièrement étendu d'acteurs mobilisés, de natures diverses, avec des modes d'organisation et de gouvernance qui leur sont propres. L'enjeu majeur est bien l'articulation des acteurs locaux et la complémentarité des actions mises en œuvre en faveur de l'usager.

À ce titre, notre établissement a pour compétence la mise en œuvre des orientations stratégiques dans le cadre des politiques d'inclusion auprès de publics en grande fragilité et en situation d'exclusion professionnelle.

Pour ce faire, l'adhésion au sein d'organismes dont la vocation est de mettre en réseau différents acteurs œuvrant dans notre champ de compétences et destinée, notamment, à faciliter la saisine des différentes sources de financements publics et privés, est essentielle.

L'association Europlie, créée en 1997, est un réseau d'acteurs de terrain intervenant sur les champs de l'emploi, de l'insertion professionnelle et des ressources humaines en direction des citoyens fragilisés. Ce réseau permet, à partir des expertises opérationnelles des territoires, de proposer des évolutions dans la mise en œuvre des interventions des collectivités et d'éclairer les élus et décideurs sur des pratiques professionnelles pertinentes développées par certains territoires. Il s'agit d'une association chargée de mettre en réseau les élus et les techniciens en charge, notamment, de la gestion et de l'animation d'un PLIE, représentant les différentes réalités territoriales en tant que point d'appui stratégique pour alimenter le lien entre le national et le local.

Europlie, c'est à la fois un centre de ressources avec des outils au service des adhérents et des partenaires et un espace d'information, de réflexion et de production de connaissance, en proposant aux professionnels et aux élus des actions d'information et de conseil.

Par ailleurs, Interlocuteur privilégié avec les services de l'État, Europlie joue un rôle important dans les négociations sur les fonds européens au service de ses adhérents, représentant des enjeux notamment

sur les modes d'organisation susceptibles de rentabiliser au mieux la captation des fonds européens et des échanges d'expériences.

L'association se compose de trois collèges de membres :

- le collège n°1 « personnes morales porteuses de l'animation du PLIE » qui réunit les personnes morales, structures porteuses de l'animation du PLIE représentées par l' élu(e) délégué(e) au PLIE ;
- le collège n°2 « personnes physiques directeurs (trices) des structures d'animation des PLIE ou responsable en charge de l'animation du PLIE » qui réunit les personnes physiques, directeurs (trices) de PLIE ou responsable en charge de l'animation du PLIE.
- et le collège n°3 « membres associés » qui réunit les personnes physiques et morales en lien avec l'activité des PLIE.

Aussi, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association Europlie, la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui est la structure porteuse de l'animation des PLIE du Pays d'Aix et du Pays de Martigues, souhaite adhérer à cette association.

Cette adhésion se fera au titre des collèges de membres 1 et 2, étant précisé que, conformément aux statuts de l'association, cette participation à ces deux collèges n'entraînera le paiement que d'une seule cotisation.

Le montant de la cotisation pour l'année 2019 est ainsi fixé à 1 400 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Que l'association Europlie est un réseau d'acteurs intervenant dans les champs de l'emploi, de l'insertion professionnelle et des ressources humaines en direction des citoyens fragilisés qui permet, à partir des expertises opérationnelles des territoires, de proposer des évolutions dans la mise en œuvre des interventions des collectivités et d'éclairer les élus et décideurs sur des pratiques professionnelles pertinentes développées par certains territoires ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pour compétence la mise en œuvre des orientations stratégiques dans le cadre des politiques d'inclusion auprès de publics en grande fragilité et en situation d'exclusion professionnelle ;
- Que dans ce cadre, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association Europlie, la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui est la structure porteuse de l'animation des PLIE du Pays d'Aix et du Pays de Martigues, souhaite adhérer à cette association ;
- Qu'il convient d'approuver le montant de la cotisation annuelle, d'un montant de 1 400 euros, pour l'adhésion de la Métropole à cette association.

## Délibère

### Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Europlie et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 1 400 euros.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **EMP 006-6066/19/BM**

### **■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Summer Festival/Job - Approbation d'une convention. MET 19/11661/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est forte d'atouts pour devenir une des métropoles les plus compétitives, notamment au regard des potentiels en matière d'emploi. A ce jour la Métropole Aix-Marseille-

Provence compte environ 60 000 emplois de moins que d'autres métropoles similaires et le nombre de chômeurs y demeure supérieur à la moyenne nationale. Grace aux actions entreprises, le nombre d'emplois créés depuis dix ans augmente mais reste néanmoins insuffisant.

La Métropole Aix-Marseille-Provence soutient et accélère le développement des filières d'excellence historiques et émergentes pour réduire le déficit d'emplois. Le dynamisme de l'économie métropolitaine repose en grande partie sur la présence de six filières à fort potentiel : aéronautique-mécanique, maritime et logistique, santé, industries numériques et créatives, énergie-environnement, art de vivre et tourisme. Des études estiment que ces six filières représentent un potentiel de 20 000 créations d'emplois d'ici 2030.

Afin de rapprocher la demande et l'offre d'emploi, l'organisation de forums dédiés est un axe d'intervention important du Schéma Directeur Métropolitain de l'Emploi, l'Insertion et l'Economie Sociale et Solidaire. Afin de permettre cette mise en relation directe entre les entreprises en recherche de compétences et les demandeurs d'emploi la Métropole soutient les projets qui concourent à cet objectif.

La deuxième édition du Summer Festival/Job, aura lieu le 29 juin prochain au Palais de la Bourse pour le forum emploi et sur l'Esplanade du Mucem pour le Festival, deux lieux emblématiques connus par les entreprises et les habitants du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Pour cette nouvelle édition, des conférences auront lieu sur le monde du digital, le leadership, les femmes engagées...

Cet évènement a un triple intérêt culturel, emploi et économique car il permet :

- aux entreprises du territoire de la Métropole de recruter de futurs collaborateurs et ainsi contribuer activement à lutter contre la 1ère cause nationale « le chômage ».
- aux demandeurs d'emploi de trouver un job
- aux demandeurs d'emploi, à leurs futurs employeurs et aux habitants métropolitains de fêter l'arrivée de l'été avec un festival de musique électro connu à l'échelle européenne.

La première édition s'était tenue le 30 juin 2018, sur le site exceptionnel de l'Orange Vélodrome, évènement unique et atypique en France mixant culture, emploi et économie. Il avait réuni 75 entreprises offrant plus de 10000 offres d'emplois, 7000 candidats se sont présentés sur les stands et 22000 festivaliers



passionnés de musique électro se sont retrouvés sur la pelouse du stade.

Grâce à ce succès, le Summer Festival a été nommé parmi les 5 meilleurs festivals d'Europe dans la catégorie « Meilleur festival de musiques électroniques ».

Fort de son succès, le 29 juin 2019, le « Summer Festival/Job » revient à Marseille.

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention globale de fonctionnement à l'association « Avenir Prod » à hauteur de 60 000 euros pour l'édition 2019

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement à hauteur de 60 000 euros à l'association « Avenir Prod » pour la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Summer Festival/Job 2019.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget supplémentaire 2019 de la Métropole, fonction 65, nature 65748 sous politique E120.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **EMP 007-6067/19/BM**

**■ Candidature de la Métropole auprès du Ministère du Travail afin de répondre à l'appel à projet « 100% inclusion la fabrique de la remobilisation »**

#### **EMP 007-20/06/19 BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La remobilisation des jeunes notamment ceux non accompagnés par le service public de l'emploi et des demandeurs d'emploi vulnérables, en difficulté d'insertion professionnelle, et particulièrement les personnes peu qualifiées, en situation d'exclusion numérique, habitant les quartiers de la politique de la ville, constitue un enjeu majeur pour les collectivités.

Le Plan d'investissement dans les compétences lancé par le Gouvernement entend répondre à cette ambition et se traduit par deux objectifs majeurs :

- repérer, accompagner et faire monter en compétence un million de jeunes peu qualifiés et un million de demandeurs d'emplois de longue durée faiblement qualifiés ;

- accélérer la transformation du système de formation professionnelle, de l'analyse du besoin de compétences à la réingénierie pédagogique des acteurs.

C'est dans ce cadre que l'appel à projets « 100% inclusion, la fabrique de la remobilisation » a été lancé par le Ministère du Travail pour former un million de jeunes et un million de demandeurs d'emploi peu qualifiés, transformer en profondeur le système et permettre aux acteurs d'expérimenter dans les champs de formation professionnelle et de l'accès à l'emploi ou l'activité durable.

Cet appel à projet s'inscrit dans une logique de recherche et développement. Il se définit comme un champ d'expérimentation et d'évaluation de parcours d'accès à l'emploi visant à œuvrer à la résolution des problèmes, à susciter de nouvelles réponses et à les tester, à les évaluer et à les réguler par itérations successives afin de permettre le passage à des pratiques prometteuses.

A ce titre, l'évaluation du projet est l'un des facteurs les plus importants en vue de son adaptation permanente au fil de la mise en œuvre durant toute la durée du projet soit trois années et in fine d'aboutir à un modèle type reproductible et adaptable quel que soit le contexte territorial (zone urbaine, périurbaine ou rurale,...). De ce fait, il est indispensable de s'attacher les services d'experts indépendants chargé de cette évaluation, le CNRS à travers le laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail apparaît comme le partenaire adapté pour cette évaluation. Cette collaboration fera l'objet d'une convention ultérieure dans l'hypothèse où la candidature serait retenue.

Une logique partenariale est vivement encouragée par le Ministère du Travail pour répondre à cet appel à projet.

Il est donc envisagé de créer un consortium d'acteurs constitué de partenaires publics, privés et associatifs composé comme suit :

- la Métropole Aix Marseille Provence en qualité de porteuse du projet,
- la Maison de l'Emploi Ouest Provence en qualité de coordonnateur,
- l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie,
- le Groupement Employeurs pour l'Insertion et la Qualification Industrie,
- l'OPCO 2i
- France Chimie Méditerranée,
- Réussir Provence le PLIE Istres-Ouest Provence,
- la Mission locales Istres-Ouest Provence,
- le Groupe ADDAP 13.

Le projet de candidature porté par la Métropole Aix-Marseille Provence consiste à :

-s'appuyer sur des relais de confiance en vue du repérage des publics,

-apporter une connaissance des métiers, une valorisation et une montée en compétences en vue de permettre un choix professionnel éclairé pour 400 bénéficiaires de niveau infra V issus essentiellement des quartiers prioritaires de la ville,

-mettre en oeuvre un accompagnement innovant (coaching) porté par les partenaires de l'emploi (Réussir Provence PLIE, Pôle Emploi, Mission Locale, Cap Emploi)

-former les ressources humaines des organismes de formation à des méthodes pédagogiques s'appuyant sur les neurosciences et facilitant l'apprentissage,

-assurer le placement emploi auprès des entreprises du territoire en menant une démarche offensive et dynamique et en s'appuyant sur le label Empli'tude et le plan 10 000 entreprises.

Dans l'hypothèse où le projet de la Métropole Aix-Marseille Provence serait retenu, son expérimentation se déroulera sur le territoire Istres Ouest Provence en

2020. Le Ministère du Travail contribuera alors au financement du projet évalué, à ce stade, à 3 290 000 euros, à minima à 60% et jusqu'à 80% dans le cas de projets innovants ;

Aussi, il convient d'autoriser par la présente délibération la Métropole Aix-Marseille Provence à participer à l'appel à projet du Ministère du Travail dénommé « 100% inclusion, la fabrique de la remobilisation ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence 19 juin 2019.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que la Métropole est compétente en matière d'Emploi et d'Insertion ;
- Que la Métropole souhaite remobiliser et accompagner à l'accès à l'emploi durable des jeunes et des demandeurs d'emploi faiblement qualifiés et/ou en difficultés d'insertion professionnelle, notamment ceux des quartiers de la politique de la ville;
- Que l'appel à projet « 100% inclusion la fabrique de la remobilisation » permet d'organiser à titre expérimental une réponse évolutive à cet objectif ;
- Que les lauréats bénéficieront d'un financement par l'Etat à hauteur de 60% du projet, voire 80% en cas de projet innovant ;
- Que l'organisation d'un consortium est encouragé dans le cadre de l'appel à projet 100% inclusion ;

- Qu'il convient d'organiser un consortium d'acteurs composés de la Métropole Aix-Marseille Provence, la Maison de l'emploi Ouest Provence, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le Groupement Employeurs pour l'Insertion et la Qualification Industrie, l'OPCO 2i, France Chimie Méditerranée, Réussir Provence le PLIE Istres-Ouest Provence, la Mission locale Istres-Ouest Provence, le Groupe ADDAP 13.
- Qu'il convient dès lors d'autoriser la Métropole à répondre à l'appel à projet en tant que porteur du projet mobilisant ledit consortium d'acteurs afin de l'expérimenter sur le territoire d'Istres-Ouest Provence.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le consortium composé de la Métropole Aix-Marseille Provence, porteuse du projet, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le Groupement Employeurs pour l'Insertion et la Qualification Industrie, l'OPCO 2i, France Chimie Méditerranée, Réussir Provence le PLIE Istres-Ouest Provence, la Mission locale Istres-Ouest Provence, la Maison de l'emploi Ouest Provence, le Groupe ADDAP 13.

### **Article 2 :**

Est approuvé le principe de répondre à l'appel à projets du Ministère du travail « 100% inclusion la fabrique de la remobilisation » en qualité de porteur de projet mobilisant un consortium d'acteurs publics, privés et associatifs.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer le dossier de candidature répondant à l'appel à projets « 100% inclusion la fabrique de la remobilisation » ainsi que tous les actes nécessaires à sa constitution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## ***Commission "Transports, Déplacements et Accessibilité"***

\*\*\*\*\*

## **TRA 001-6068/19/BM**

### **■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société SPIE - industrie et tertiaire relatif aux travaux sur équipements et systèmes du Bus à Haut Niveau de Service entre le Métro Bougainville et Saint Antoine à Marseille MET 19/11096/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) a souhaité renforcer son réseau de bus existant en créant trois nouvelles lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), dont la ligne B2 entre le métro Bougainville et Saint Antoine (vallon des Tuves).

Cette opération a fait l'objet d'une déclaration de projet en 2012. Elle a eu pour objectif l'amélioration de la desserte en transports en commun du secteur Nord de Marseille, en substituant à l'ancienne ligne de bus n°26, une ligne de BHNS de sorte à garantir un service performant de transport en commun qui réponde à l'attente des usagers : fréquence élevée, régularité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Ainsi, dans un premier temps, MPM a attribué un marché de maîtrise d'œuvre au groupement EGIS France / Atelier Villes & Paysages.

L'opération d'aménagement de la ligne BHNS entre la station de métro Bougainville et Saint Antoine (vallon des Tuves) a ensuite fait l'objet au niveau des prestations de travaux de l'allotissement technique et géographique suivant :

Marché de travaux VRD :

- LOT 1 : section Bougainville – Helia
- LOT2 : section Helia – Saint Antoine

Marché d'équipements :

- LOT 1 : Eclairage public
- LOT 2 : Espaces verts
- LOT 3 : Signalisation lumineuse tricolore
- LOT 4 : Equipements et systèmes

Marchés transverses aux trois lignes de BHNS :

- Système de priorité aux feux
- Systèmes d'information voyageurs (SIV)

Les prestations d'équipements et systèmes (LOT 4) ont donc fait l'objet du marché n°13-087 attribué à l'entreprise SPIE SUD EST pour un montant de 877 199,80 euros HT.

Ce marché a été notifié le 13 mai 2013.

L'objet du marché portait :

- D'une part, sur le réseau lié aux systèmes d'information voyageurs : mise en œuvre d'armoires équipées au niveau des quais bus servant au fonctionnement des totems d'information voyageurs (fournis par un des marchés transverses), mise en œuvre d'équipements au point d'entrée sur le réseau

RTM et tirage de fibres optiques sur tout le linéaire de l'aménagement.

- D'autre part, sur le réseau lié aux équipements de gestion du trafic : mise en œuvre d'équipements dans les contrôleurs de feux, fourniture, pose et mise en fonctionnement de caméras de surveillance des carrefours et tirage de fibres optiques sur tout le linéaire de l'aménagement.

Le marché comprenait également l'installation de logiciels de supervision pour les deux réseaux et la formation à l'utilisation de ces logiciels.

Un avenant n°1 au marché a été conclu et notifié au titulaire le 11 février 2015.

Cet avenant a entériné la création du bordereau de prix supplémentaire n°1 et une augmentation du montant du marché de 159 801,30 euros HT. Ainsi le montant contractuel du marché a été porté à 1 037 001,10 euros HT.

A l'issue des opérations préalables à la réception et après levée des réserves, le titulaire a établi son Projet de Décompte Final qui comprenait une demande de rémunération complémentaire à la date du 01 juillet 2015 et l'a transmis au Maître d'œuvre le 06 juillet 2015. Le montant total de ce Projet de Décompte Final s'élève à 1 610 974,82 euros HT.

Celui-ci a été corrigé par le Maître d'œuvre le 9 juillet 2015. Le Maître d'œuvre a établi le Projet de Décompte Général à cette même date et l'a transmis au Maître d'Ouvrage sur la base du montant de 1 037 001,10 euros HT. Dès lors, la demande de rémunération complémentaire n'a pas été retenue.

Après signature par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, le Décompte Général a été notifié au titulaire le 8 septembre 2015.

Le titulaire a signé le Décompte Général avec réserve et a joint son mémoire en réclamation reprenant sa demande de rémunération complémentaire. Ainsi le montant de la réclamation s'élevait à 573 973,72 euros HT.

Ce mémoire a été reçu par le Maître d'Ouvrage le 24 septembre 2015, soit dans le respect du délai de 45 jours prévu à l'article 50.1.1 du CCAG – Travaux.

Aucune décision motivée n'ayant été transmise au titulaire quant à la position du Maître d'Ouvrage sur son mémoire en réclamation dans un délai de 45 jours à compter de la réception du mémoire (soit jusqu'au 3 novembre 2015), la demande du titulaire a donc été considérée tacitement rejetée, conformément à l'article 50.1.3 du CCAG – Travaux.

Considérant ce rejet tacite de la part de la Maîtrise d'ouvrage, le titulaire a saisi le CCIRAL par courrier recommandé en date du 14 décembre 2015 reçu le 18 décembre 2015.

Par courrier en date du 19 janvier 2016 reçu le 25 janvier 2016, le CCIRAL a transmis à la Métropole d'Aix-Marseille Provence, le mémoire en réclamation du titulaire.

Le Maître d'ouvrage a produit ses observations en défense dans un mémoire en réponse reçu par le Comité le 30 juin 2016.

Conformément aux dispositions prévues par décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics et suite à sa séance de conciliation du 25 janvier 2019, le CCIRAL de Marseille a rendu un avis notifié aux parties, aux termes duquel il considère que le litige entre la société SPIE SUD EST et la Métropole Aix-Marseille-Provence trouverait une solution équitable par l'octroi à ladite société d'une indemnité de 41 008, 00 euros HT dont la décomposition figure en Annexe 1 du protocole transactionnel : Décomposition forfaitaire de l'indemnité transactionnelle.

Il est précisé que SPIE SUD-Est a changé de dénomination sociale pour devenir SPIE Industrie & Tertiaire. Ce changement est effectif depuis le 30 avril 2018, et les autres mentions légales de la société demeurent inchangées.

Par conséquent, dans la perspective de concessions réciproques et sur la base de l'avis rendu par le CCIRAL, le titulaire accepte, en contrepartie des prestations qu'il a effectuées au profit du Maître d'Ouvrage et sur la base du service fait certifié, le versement d'une indemnité par la voie du présent protocole transactionnel, pour un montant de 41 008 euros HT (49 209,60 euros TTC).

Le protocole transactionnel établi au vu de cet avis et joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation et permet de ramener la réclamation par la voie transactionnelle de 573 973,62 euros HT (688 768,34 euros TTC) à 41 008 euros HT (49 209,60 euros TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret N°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- Le marché n° 13/087 relatif aux travaux sur équipements et systèmes du bus à haut niveau de service entre le métro Bougainville et Saint-Antoine ;
- La réclamation présentée par la société SPIE SUD EST le 24 septembre 2015, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 25 janvier 2019 portant sur la réclamation de la société susvisée sur le marché N°13-087 passé avec la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1er janvier 2016 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 Juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°13-087, et entraîne que la société de travaux renonce à toute instance et action future devant ledit Comité et les tribunaux, sur le fondement du même litige.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec la société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE, afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n°13-087.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une rémunération complémentaire de 41 008 euros HT soit 49 209,60 euros TTC, au titulaire du marché susvisé.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature : 2315 - Numéro d'opération : 2012100201 - Sous politique : C 311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 002-6069/19/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 au protocole transactionnel avec le groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Public Région France / Soletanche Bachy SAS concernant le marché - Infrastructures, génie civil, voie ferrée et mobilier urbain dans le cadre du prolongement du réseau de tramway Canebière-Rome-Castellane MET 19/11511/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En date du 27 août 2013, le marché de travaux n° 13/139 portant sur les travaux d'Infrastructure, Génie Civil, Voie Ferrée et Mobilier Urbain (dit M4) dans le cadre de l'opération de prolongement du réseau de tramway de Marseille depuis la Canebière jusqu'à la place Castellane en empruntant la rue de Rome, a été notifié au groupement d'entreprises solidaires constitué des sociétés Colas Midi Méditerranée (Mandataire) / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Public Région France / Soletanche Bachy SAS.

Le mandataire du groupement M4 a transmis le 26 Juillet 2016 au maître d'œuvre un mémoire intitulé « Demande de rémunération complémentaire des surcoûts et des préjudices subis et liés aux modifications dans les conditions d'exécution du contrat » pour un montant de 9 345 619.86 euros HT (y compris demande de remboursement des retenues et pénalités).

Après analyse de la réclamation, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage évaluaient respectivement le complément de rémunération à verser au Groupement à hauteur de 1 485 656.09 euros HT (Maître d'œuvre) et 644 014.21 euros HT (Maître d'ouvrage).

Compte tenu de ce désaccord, les Parties ont soumis leur différend au CCIRAL de Marseille, dans le cadre de l'affaire enregistrée sous le n° 2017-28, en produisant des mémoires développant l'argumentaire

justifiant leurs conclusions respectives, en vue d'obtenir son avis.

Après instruction et séance en date du 23/11/2018, le CCIRAL de Marseille notifiait un avis au terme duquel il préconisait aux Parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement d'une indemnité transactionnelle intégrant les concessions réciproques des parties, à hauteur de 2 400 000 euros HT.

Les Parties se sont rapprochées, en vue de mettre un terme définitif et amiable à leur différend, via la signature d'un protocole transactionnel qui a été approuvé par délibération TRA 001-5362/19/BM du 28 février 2019.

Ce protocole n°19/0200, signé par les parties et rendu exécutoire le 15 mars 2019 a été mis en paiement auprès de la Trésorerie Principale. Il a donné lieu à observation de la Trésorerie constatant la nécessité de différencier le paiement pour les rubriques relevant du budget de fonctionnement (non assujetties à la TVA), de celles relevant du budget d'investissement (assujetties à la TVA).

Ceci rend nécessaire la passation d'un avenant dudit protocole pour prendre en compte cette observation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Le décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics ;
- La délibération FAG21-5718/19/ CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le marché n° 13/139 relatif aux infrastructures, génie civil, voie ferrée et mobilier urbain passé dans le cadre du prolongement du réseau de tramway Canebière-Rome-Castellane.

- La réclamation présentée par le groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 23 novembre 2018 concernant l'affaire n° 2017-28, relative à la réclamation du groupement susvisé, portant sur le marché de travaux n° 13/139 passé avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;
- La délibération n° TRA 001-5362/19/BM du 28 février 2019, portant approbation du protocole transactionnel portant sur le marché de travaux n° 13/139, susvisé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il y a lieu de prendre en compte, par voie d'avenant au protocole se rapportant au marché n° 13/139, l'observation se rapportant à la nécessité de différencier le paiement pour les rubriques relevant du budget de fonctionnement (et non assujetties à la TVA), de celles relevant du budget d'investissement, (assujetties à cette TVA).
- Que cette modification n'a pas d'incidence sur le montant hors taxe de l'indemnité de transaction.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé, au protocole transactionnel portant sur une indemnisation forfaitaire de 2 400 000 euros HT (soit, 2 712 563.80 euros TTC), au groupement Colas Midi Méditerranée (Mandataire) / Colas Rail SA / Bouygues Travaux Publics Région France / Soletanche Bachy SAS, titulaire du marché susvisé.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°1.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Montant non assujetti à TVA : 837 181 euros - Nature 6711- Chapitre 011 sur la section de fonctionnement.

Montant HT : 1 562 819 euros - Nature 2031 - Numéro d'opération 2009190700 - Sous-politique C230 sur la section investissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 003-6070/19/BM**

#### **■ Approbation d'un accord avant dire droit relatif aux travaux de réparation des désordres d'étanchéités identifiés par expertise judiciaire MET 19/11703/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Métropole Aix-Marseille-Provence, a lancé le projet de prolongement de la ligne 2 du métro de Marseille de Bougainville vers le boulevard capitaine Gèze et la création d'un pôle d'échanges multimodal (PEM) à proximité.

Un marché de maîtrise d'œuvre a été conclu par la Métropole AMP avec un groupement de maîtrise d'œuvre conjoint composé des sociétés ARTELIA VT / SYSTRA / ARTELIA BI / CARTA & Associés / STOA ARCHITECTURE / ATELIER BARANI. Le mandataire, la société ARTELIA Ville et Transport, est solidaire des entreprises groupées conjointes pour l'exécution du marché.

Un marché comprenant une mission de contrôle technique et d'OQA a été notifié au groupement solidaire APAVE (mandataire) / CERTIFER. La mission Coordination Sécurité Protection de Santé a été confiée à la société Présents.

Le principal marché de travaux ayant pour objet la réalisation du gros œuvre et fondations, Etanchéités et revêtements du pôle bus, aménagements extérieurs, assainissements, charpentes métalliques, serrurerie, aménagements intérieurs et façades, peinture et signalétique (ci-après, le « marché BAT 1 ») a été confié au groupement solidaire Les Travaux du Midi (mandataire) / GTM Sud. Les travaux d'étanchéité sur diverses zones du pôle d'échanges ont été sous-traités à la société Etandex.

Les travaux relatifs au gros œuvre et second œuvre se sont terminés fin 2015. Le 9 février 2016, le Maître

d'ouvrage a prononcé la réception dudit marché avec réserves avec effet au 31 décembre 2015. Ces réserves ont été levées par décision du 19 mai 2017.

Courant 2016, le maître d'œuvre a identifié des infiltrations d'eau dans le PEM. Les Parties ne parvenant pas à s'accorder sur les causes précises de ces infiltrations, la Métropole a sollicité auprès du Tribunal administratif de Marseille la désignation d'un expert judiciaire. Par ordonnance de référé du 8 novembre 2018, Monsieur REIX a été désigné à cet effet.

Les réunions, constats et investigations de l'expert se sont déroulées entre le 14 décembre 2018 et le 18 mars 2019. Dans sa note de synthèse du 16 mai 2019, l'expert a caractérisé les désordres identifiés et donné un avis sur les imputabilités techniques.

La Métropole AMP a demandé à ARTELIA de l'accompagner pour la définition et le chiffrage des travaux réparatoires des désordres identifiés par l'expert. L'expert a par ailleurs confirmé que ses constats étaient terminés et, par suite, que les travaux réparatoires pouvaient être engagés.

C'est en cet état de fait (absence de souscription d'assurance dommage-ouvrage) et de procédure que les Parties ont décidé de se rapprocher pour organiser, dans le cadre du présent accord avant-dire droit, les modalités de réalisation et de préfinancement des travaux de réparation selon les modalités techniques convenues. Cet accord a notamment pour objectif la réparation immédiate des désordres sur l'ouvrage et de permettre la mise en service du PEM.

Il permettra d'éviter des surcoûts d'exploitation et autres préjudices qu'engendrerait un retard de traitement, l'objectif étant de réceptionner les travaux au plus tard le 31 août 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil, article 1134 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole

Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence en sa séance du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les travaux de réparation des désordres d'étanchéité constatés sur le PEM et ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire doivent être menés sans délai ;
- Que la procédure d'accord avant dire droit est apparue comme étant la plus adaptée pour procéder rapidement au traitement des désordres ;
- Que les premières conclusions de l'expert désigné ont permis de caractériser les désordres identifiés et leurs imputabilités techniques.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le recours à la procédure d'accord avant dire droit, fondé sur l'article 1134 du Code civil, avec la société Travaux du Midi et La société GTM Sud (groupement solidaire), la société Etandex, la société ARTELIA Ville et Transport, la société APAVE SUD EUROPE, la société PRESENTS, la société CARTA ASSOCIES afin de définir les conditions et modalités selon lesquelles les Parties acceptent de réaliser et préfinancer, pour le compte de qui il appartiendra, les travaux de réparation des désordres d'étanchéité identifiés par expertise judiciaire sans aucune reconnaissance de responsabilité.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'accord avant dire ci-annexé ainsi que ses annexes.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet accord avant dire droit.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 004-6071/19/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement avec l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône, relative aux études d'aménagement de voies réservées aux transports en commun et à l'élaboration d'un schéma directeur des stations équipées en Gaz Naturel pour véhicules**

#### **MET 19/11374/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA 013-4329/18/BM du 18 octobre 2018, une convention de cofinancement portant sur 3 études :

- Etude niveau AVP (Avant-projet) portant sur la mise en place d'aménagements relatifs à une VRTC : cette étude d'avant-projet concerne la création d'une VRTC sur la section autoroutière située entre le convergent A7/A51 et l'échangeur St-Antoine dans les deux sens.
- Etude niveau AVP (Avant-projet) et PROJET portant sur la mise en place d'aménagements relatifs à une VRTC (terminaison de l'A50 entre l'échangeur Florian et l'entrée sur Marseille)
- Etude visant à élaborer un Schéma Directeur Métropolitain des stations GNV à destination des véhicules circulant sur VRTC

Considérant l'évolution des réflexions sur les deux premières études listées ci-dessus il convient d'envisager une adaptation de celles-ci dans leur périmètre et leur niveau de précision.

- Sur l'étude d'Avant-projet sur le convergent A7/A51, compte tenu de la complexité de certains points singuliers, il y a lieu de renforcer le niveau d'étude amont par une étude de faisabilité.
- Sur l'étude de niveau Avant-Projet et Projet d'une voie réservée aux Transports en Commun sur l'A50 entre l'entrée d'Aubagne et l'échangeur de Florian, il s'agit d'engager préalablement à l'étude Avant-projet et Projet, une étude de faisabilité intégrant une



voie réservée aux Transport en Commun et au covoiturage.

Le montant global prévisionnel de ces deux études reste inchangé ainsi que la répartition financière entre les financeurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n°TRA002-3240/17/CM du Conseil de la Métropole, du 14 décembre 2017, portant sur la Transition énergétique du parc de bus et cars de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de revoir la définition des deux études portant sur l'aménagement de voies réservées aux transports en commun sur les sections d'autoroute A7/A51 et terminaison A50,

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de financement conclu entre l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux études d'aménagement de voies réservées aux transports en commun (convergent A7/A51, terminaison de l'A50) et à l'élaboration d'un schéma directeur des stations équipées en Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) pour

avitailler les bus et cars des voies dédiées sur autoroutes sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexé.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

#### **Article 3:**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget principal AMP sur EST CT2 2019 et suivants Opération Di556AP(686) – chapitre 20 – nature 204113.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 005-6072/19/BM**

**■ Approbation d'une convention de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et la Régie des Transports pour le financement de l'opération d'acquisition de 50 autocars alimentés en Gaz Naturel pour Véhicules par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/11314/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA 001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine. Cet agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports en commun locaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements, traduisant les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Au titre de l'environnement, il existe un Agenda Environnemental commun au Département des Bouches-du-Rhône et à la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoyant la conversion au Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) du dépôt de la Régie Des Transports (RDT) d'Aubagne-Gémenos ainsi que la mise en service de 50 autocars alimentés en Gaz Naturel pour Véhicules (GNV).

Dans le cadre de la politique de transition énergétique menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et de l'ensemble des dispositions en vigueur concernant l'évolution et la transformation des modes de transports collectifs, la RDT a initié depuis 2016 une réflexion sur ce thème. Ainsi, il est programmé de transformer le dépôt d'Aubagne-Gémenos et de l'adapter aux énergies nouvelles.

A cet égard, il est prévu de mettre en exploitation 50 autocars alimentés en GNV (lignes régulières interurbaines métropolitaines, notamment sur le corridor Aubagne-Marseille et secteur de la Ciotat et Aix-en-Provence) à partir du 1er janvier 2020.

La présente délibération vise à approuver la convention de cofinancement visant à déterminer les modalités de versement de la subvention dédiée à cette opération.

La présente convention d'application prend effet à la date de sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la réalisation des ouvrages et opérations qu'elle définit.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° TRA 002-3240/17/CM du 14 décembre 2017 relative à la transition énergétique du parc de bus et cars de la Métropole ;
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération n° ENV 001-5209/18/CM du Conseil de la Métropole relative à la présentation de l'Agenda Environnemental de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération du Département des Bouches-du-Rhône, du 14 décembre 2018, adoptant l'Agenda Départemental commun à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° TRA 009-5856/19/BM du 18 mai 2019 relative à la demande de subvention d'investissement relative à l'achat de 50 autocars alimentés en gaz naturel (GNV) par la Régie Des Transports (RDT 13) pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole et le Département ont prévu dans leur agenda environnemental commun la conversion au Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) du dépôt de la Régie des Transports (RDT) d'Aubagne-Gémenos ainsi que la mise en service de 50 autocars alimentés au GNV ;
- Qu'il convient dès lors d'approuver une convention de financement avec le Département des Bouches-du-Rhône et la Régie des Transports (RDT) pour le financement de l'opération d'acquisition de 50 autocars alimentés en Gaz Naturel pour Véhicules (GNV) par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre le département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports (RDT) relative aux modalités de versement de la subvention octroyée.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 006-6073/19/BM**

■ **Approbation de l'accord de subvention (Grant agreement) avec l'INEA et 22 autres partenaires dans le cadre du projet européen InDiD pour développer et expérimenter des solutions innovantes en matière de systèmes de transports intelligents coopératifs (C-ITS).**

**MET 19/11568/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Agence exécutive « Innovation et réseaux » (Innovation and Networks Executive Agency INEA) gère les programmes de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'énergie et des télécommunications. La Commission européenne poursuit plusieurs objectifs dont la suppression des véhicules à carburant traditionnel dans les villes, l'augmentation de la part du transport de marchandises sur longue distance par rail ou par voie d'eau, et des trajets sur des distances moyennes par le rail, etc...

Dans ce contexte, le Ministère des Transports a lancé un projet, baptisé « InDID », se situant dans le prolongement du projet SCOOP. Ce dernier rassemblant de nombreux partenaires publics et privés autour de l'Etat, des collectivités locales, des gestionnaires routiers, les constructeurs automobiles, des universités et des centres de recherche était un projet de déploiement pilote de systèmes de transport intelligents coopératifs.

Le projet InDID regroupe sur le territoire national vingt-quatre acteurs publics et privés, pour un budget de plus de 21 millions d'euros. Il a pour ambition d'expérimenter des technologies de communication entre véhicules et entre véhicules et infrastructures (routières et urbaines) en vue d'améliorer la sécurité routière, de développer l'information des usagers et de créer les conditions d'autonomisation croissante des véhicules.

A l'instar du projet SCOOP, l'objectif du partenariat consiste à s'intégrer dans un consortium d'acteurs publics et privés français, sous l'égide du ministère des transports, qui sollicite les financements de l'INEA afin de mener à bien ces expérimentations en milieu interurbain mais aussi urbain.

Dans cette perspective, plusieurs pilotes ont été identifiés en France, dont la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la zone Méditerranée. La Métropole accepte de faire partie des sites d'expérimentation et d'apporter sa contribution à l'implantation des unités fixes situées en bordure des voies circulées et à les interconnecter avec ses systèmes de gestion du trafic. Le projet est axé sur l'expérimentation en milieu urbain à forte densité. Il associe différents partenaires (Métropole Aix Marseille Provence, DIR Méditerranée, CEREMA, ESCOTA).

Les actions se dérouleront dans l'aire métropolitaine marseillaise sur les voiries de compétence étatique et métropolitaine. Les intersections reliées au réseau autoroutier feront l'objet d'une attention particulière, notamment celle située à proximité de l'agglomération d'Aix-en-Provence.

Le périmètre comprend un réseau d'autoroutes urbaines de 100 km, dont 7 km de tunnels, et permet de transporter un million de personnes par jour. Le trafic sur les principaux segments de ce réseau atteint 140 000 véhicules / jour. L'importance de cette infrastructure pour l'économie de la région métropolitaine a conduit à la mise en place d'un système avancé de gestion du trafic. La vitesse et le débit sont mesurés sur 120 emplacements. 100 caméras permettent aux opérateurs du centre de contrôle d'examiner visuellement la situation des sections de route les plus sensibles.

Les infrastructures sont équipées de nombreux types de capteurs (tels que des feux de signalisation) avec détection automatique des incidents pour alerter le centre de contrôle de la circulation et gérer les encombrements et les événements.

Le but est de mettre à niveau le système d'information existant vers les capacités C-ITS.

L'INEA s'est fixé pour objectif de signer l'ensemble des Grant agreements des nouveaux projets retenus lors du congrès ITS de Eindhoven en juin.

La Présidente, par le biais d'une lettre d'intention adressée à l'INEA le mois dernier, a d'ores et déjà donné son accord pour engager la Métropole Aix-Marseille-Provence dans ce projet, sous réserve du vote du Conseil métropolitain.

L'ensemble des partenaires s'engage dans le cadre du présent accord à mobiliser un certain nombre de moyens humains et financiers pour mener à bien l'expérimentation.

L'estimation prévisionnelle des dépenses pour la Métropole Aix-Marseille-Provence est de 400.000 euros HT, subventionnées à 50% par l'INEA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°ECO 007-5083/18/CM du 13/12/2018, qui autorise la Métropole à participer à des projets issus du programme européen MIE (Mécanisme d'interconnexion en Europe)

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a la volonté de développer et expérimenter des solutions innovantes en matière de systèmes de transports intelligents coopératifs (C-ITS)

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat et de subvention du projet InDID ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents, avec les 23 partenaires engagés :

1. Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES)
2. Association des Sociétés Françaises d'Autoroutes (ASFA)
3. Département de l'Isère (Ddl)
4. Institut Polytechnique de Bordeaux (Bordeaux INP)
5. Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA)
6. EURECOM (EURECOM)
7. Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux (IFSTTAR)
8. Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)
9. Institut Mines - Télécom (IMT)
10. Université Clermont Auvergne (UCA)
11. Université de Reims Champagne Ardenne (URCA)
12. Université Polytechnique Hauts-de-France (UPHF)
13. IEED VEDECOM (VEDECOM)
14. Green Communications (GC)
15. KEYNECTIS (KEYNECTIS)
16. Transdev Group (TDG)
17. Valeo Comfort and Driving Assistance (Valeo CDA)
18. TomTom Global Content B.V. (TTGC)
19. Ville de Paris (VdP)
20. ATC France (ATC France)
21. GIE RE PSA RENAULT (GIE RE PSA RENAULT-LAB)

22. Syndicat Mixte des Transports en Commun (SMTC) de l'agglomération grenobloise (SMTC) - 23. Grenoble-Alpes Métropole (METRO)  
23. Innovation and Networks Executive Agency (INEA)

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires et les recettes afférentes seront inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement- Budget EST du CT1- Sous politique C360- n° AP 2014103300.

L'échéancier des crédits est le suivant :

CP 2019 : 60. 000 € HT

CP 2020 : 80. 000 € HT

CP 2021 : 130. 000 € HT

CP 2022 : 130. 000 € HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 007-6074/19/BM**

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Ville de Marseille et la RTM relative à la sécurisation du Métro de Marseille  
MET 19/11478/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application des articles L.2241-1 du Code des transports et L511-1 du Code de la Sécurité Intérieure, les agents de police municipale affectés par le Maire à des missions de maintien de bon ordre au sein des transports publics de voyageurs peuvent constater les infractions aux règlements relatifs à la police ou à la sûreté du transport et à la sécurité de l'exploitation des systèmes de transport ferroviaire ou guidé.

La Police Municipale de Marseille apporte régulièrement son appui aux équipes de la RTM lors des opérations de contrôle de la fraude sur le réseau de surface bus et tramway. Il est proposé d'étendre ce partenariat opérationnel au réseau du Métro de Marseille dans le cadre d'une mission de sécurisation, en appui aux équipes de la RTM.

En effet, bien que la délinquance y ait diminué significativement durant ces dix dernières années, le sentiment d'insécurité reste prégnant chez les usagers en raison de facteurs anxiogènes liés notamment à la configuration propre du Métro (stations en sous-sol, ambiance, isolement...), en particulier en soirée et la nuit.

Des améliorations ont déjà été apportées (musique d'ambiance, ...) et des aménagements techniques sont en cours, mais le renforcement de la présence humaine s'avère un élément essentiel.

La sécurisation assurée par la Police Municipale s'exerce dans le respect des prérogatives des forces de sécurité de l'Etat et du code de procédure pénale, et en coordination avec la Police Nationale.

C'est pourquoi, deux patrouilles de la police municipale de Marseille interviendront 7 jours sur 7 à raison d'un équipage par ligne de Métro sur la plage horaire 19h00 – 1h00 ou au-delà en fonction des circonstances particulières d'exploitation du métro. La Police Municipale pourra intervenir en journée exceptionnellement, en cas d'incident majeur ou d'évènement particulier.

La présente convention précise les modalités opérationnelles et techniques de ce partenariat. Elle est sans incidence financière pour la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- Le Code de la Sécurité Intérieure ;
- Le Code de Procédure Pénale ;
- Le décret n°2016-541 du 3 mai 2016 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;
- La loi n°2016-339 du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs ;
- La loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;
- La loi n°2018-703 du 03 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'en application des articles L.2241-1 du Code des Transports et L511-1 du Code de la Sécurité Intérieure, les agents de police municipale affectés par le Maire à des missions de maintien de bon ordre au sein des transports publics de voyageurs peuvent constater les infractions aux règlements relatifs à la police ou à la sûreté du transport et à la sécurité de l'exploitation des systèmes de transport ferroviaire ou guidé
- Que cette convention n'a pas d'incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Ville de Marseille et la RTM relative à la sécurisation du Métro de Marseille ci-annexée.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 008-6075/19/BM**

**■ Approbation d'une convention de financement avec l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône, relative aux études opérationnelles et travaux d'aménagement de voies réservées aux transports en commun sur les Axes autoroutiers A7, A51, A50, A502**

**MET 19/11381/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans la continuité du programme d'aménagement de voies réservées aux Transports en Commun sur les corridors autoroutiers (VRTC), préalable nécessaire au déploiement du REM (Réseau Express Métropolitain), pour une efficacité optimale de ce réseau en terme de fiabilité et gain en temps de parcours, il y a lieu de poursuivre le programme des études et des travaux sur 2019/2020, avec les opérations suivantes:

Le programme des études et travaux proposé dans cette période est le suivant :

Pour des études opérationnelles:

- Études sur l'A7 de l'aval du convergent A7/A51 jusqu'aux Arnavaux (dans les 2 sens de circulation).
- Études sur l'A50 entre l'échangeur de Florian et la terminaison de l'A50 (A502) (dans les 2 sens de circulation).

Pour des études opérationnelles suivies des travaux:

- Études et travaux sur l'A51 (sens vers Marseille) en prolongement amont des

aménagements actuels de Plan de Campagne.

- Études et travaux sur l'A7 (sens vers Marseille), depuis la sortie A7/A517 jusqu'à l'aval du convergent A7/A51.
- Études et travaux sur l'A502 (sens vers Aubagne) entre l'accès depuis l'A50 et la terminaison de l'A502 (vers la zone d'activité des Paluds).
- Travaux sur l'A7 entre St-Charles et les Arnavaux (dans les 2 sens de circulation).

La convention ci annexée définit les modalités de la participation financière de l'Etat, de la Région sud Provence Alpes Côte d'Azur, du département des Bouches-du-Rhône et de la Métropole, ces dépenses s'inscrivant dans le budget alloué au CPER 2015/2020 pour un montant total de 30M d'euros.

Le montant estimé des études et des travaux s'élèvent à 6 090 000 €, se décomposant en 250 000 € pour les études et 5 840 000 € pour les travaux, suivant la clé de répartition suivante:

Financeurs	Etude Convergent A7/A51 Arnavaux	Etude A50 Florian A50	Etude et Travaux A51 Plan de Campagne	Etude et travaux A7/A517 Convergent	Etude et Travaux A502	Etudes et Travaux A7 entrée de Marseille	Total	Part
État	37 500 €	25 000 €	110 000 €	520 000 €	80 000. €	750 000 €	1 522 500. €	25 %
Région	37 500 €	25 000 €	110 000 €	520 000 €	80 000. €	750 000 €	1 522 500. €	25 %
Département	37 500 €	25 000 €	110 000 €	520 000 €	80 000. €	750 000 €	1 522 500. €	25 %
Métropole	37 500 €	25 000 €	110 000 €	520 000 €	80 000. €	750 000 €	1 522 500. €	25 %
<b>Total</b>	<b>150 000 €</b>	<b>100 000 €</b>	<b>440 000 €</b>	<b>2 080 000 €</b>	<b>320 000. €</b>	<b>3 000 000 €</b>	<b>6 090 000. €</b>	<b>100%</b>

Les études et travaux seront finalisés courant 2020. Le comité de pilotage des voies réservées aux Transport en Commun, présidé par le Préfet de Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur est le garant de la mise en oeuvre de la présente convention. Ce comité se réunit au moins une fois par an à l'initiative du préfet et a pour tâche principale de veiller au planning général de l'opération et à la situation financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de financement ci-jointe conclue entre l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux études opérationnelles et travaux d'aménagement de voies réservées aux transports en commun, pour un montant global prévisionnel de 6 090 000 euros, dont 1 522 500 euros à charge de la Métropole.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 3:**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence opération n° 2019002400 rattachée au Programme 07 code AP 190073BP Sous politique A420 – Chapitre 45 – Nature 4581.

Les recettes seront constatées au budget principal de la métropole Aix Marseille Provence Nature : 1311 – 1312 – 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 009-6076/19/BM**

#### **■ Approbation d'une convention relative à l'hébergement par le Département des Bouches-du-Rhône du système d'Information transports MET 19/11443/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») ont organisé une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant eu pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- à la Métropole Aix-Marseille-Provence, au 1<sup>er</sup> janvier 2017 :

- Pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole ;

- Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du Code des Transports ;

- à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

- Au 1<sup>er</sup> janvier 2017, pour les services de transport routier non urbains non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Au 1<sup>er</sup> septembre 2017, pour le transport scolaire non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le système d'information transport départemental, devait donc être transféré non seulement à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais aussi aux Communautés d'agglomération, Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence, également Autorités Organisatrices de la Mobilité sur leur ressort territorial.

Cependant, compte tenu de l'imbrication entre les systèmes d'information départementaux centraux et ceux dédiés aux transports, il n'était pas techniquement possible de procéder au transfert physique des systèmes.

Aussi, par délibération n°TRA 007-1382/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, a été approuvée une convention de délégation de coopération et de délégation avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Provence Alpes Côte-d'Azur, Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence relative à l'exploitation du système d'Information transports départemental.

Cette convention n° 17-044, avenantée à trois reprises par la suite, a ainsi permis de maintenir la continuité du système d'information transports départemental pendant une phase transitoire.

A ce titre, la convention définissait l'organisation technique de l'exploitation du système d'Information transports (modalités de mise en œuvre du système, de mise à jour et d'échanges de données, missions du Département, missions des autres partenaires...), ainsi que les mesures contribuant au transfert et à l'interopérabilité du système d'information existant.

Cette convention, conclue jusqu'au 31 décembre 2018, prévoyait notamment que, pendant cette phase transitoire d'organisation du transfert, le Département devait assurer l'hébergement physique des machines du système d'Information transports. Concernant les sites distants non migrés au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole devait prendre en charge cette opération ; la bascule vers les nouvelles DSL commandées par la Métropole devant intervenir au plus tard au 31 juillet 2019.

Cependant, malgré une forte implication de tous les acteurs au sein de l'ensemble des collectivités et établissements publics concernés, tous les transferts du système n'ont pu encore être effectués.

Il est donc nécessaire que le Département poursuive sa participation au transfert des systèmes billettiques.

Il est néanmoins précisé que ce besoin ne concerne aujourd'hui plus que la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc proposé d'approuver une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône relative à l'hébergement par le Département du système d'Information transports.

Cette convention organise les relations techniques et de responsabilité entre la Métropole et le Département. L'hébergement des serveurs au sein des locaux du Département sera pris en charge par celui-ci.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° TRA 007-1382/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la convention n° 17/0244 ;
- La délibération n° TRA 015-3253/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant l'avenant 1 à la convention n° 17/0244 ;
- La délibération n° TRA 015-3954/18/BM du 28 juin 2018 approuvant l'avenant 2 à la convention n° 17/0244 ;
- La délibération n° TRA 016-4331/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant 3 à la convention n° 17/0244 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire que le Département poursuive sa participation au transfert des systèmes billettiques.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône relative à l'hébergement par le Département du système d'information transports.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 010-6077/19/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°3 à la convention de délégation de compétence avec la région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur pour les services de transport routier non urbains et scolaires  
MET 19/11510/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône.

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur a délégué sa compétence à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les services de transports routiers non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole et exploités par la RDT en décembre 2016. Cette convention est arrivée à échéance le 31août 2019.

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur souhaite prolonger la délégation de sa compétence jusqu'au 31 décembre 2022.



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 006-1381/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération TRA 013-3952/18/BM du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de délégation de compétence avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence et exploités par la Régie Des Transports (RDT) ;
- La délibération TRA 003-4744/18/BM du 13 décembre 2018 approuvant l'avenant n° 2 à la convention de délégation de compétence avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence et exploités par la Régie Des Transports (RDT) ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prolonger la délégation de compétence de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur jusqu'au 31 décembre 2022.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 3 à la convention de délégation de compétence des services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence entre la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence et exploités par la RDT.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur rembourse à l'euro l'euro, l'ensemble des charges financières assumées par la Métropole.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole : Section de fonctionnement - Nature 611 – Sous-Politique C260

Les recettes sont inscrites au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole : Section de fonctionnement- Nature 7472 – Sous-Politique C260

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 011-6078/19/BM**

**■ Approbation de l'avenant 2 à la convention relative à l'organisation des transports scolaires avec la Communauté d'Agglomération Terre de Provence pour les services exploités par la RDT  
MET 19/11445/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille Provence.

La Communauté d'Agglomération Terre de Provence est compétente en matière de transports scolaires sur le fondement de l'article L3111-7 du Code des Transports.

La Communauté d'Agglomération Terre de Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont

rapprochées et ont convenu d'une convention relative à l'organisation des transports scolaires sur le fondement de l'article L.3111-9 du Code de Transports approuvé au Conseil Métropolitain du 15 décembre 2016, selon les conditions et modalités suivantes.

La Métropole exerce la compétence déléguée au nom et pour le compte de Terre de Provence.

Ainsi, la Métropole est responsable de l'organisation et du fonctionnement des services de transport pour lesquels Terre de Provence lui délègue sa compétence.

A ce titre, la Métropole :

- définit la politique générale des transports relevant de sa compétence déléguée, les orientations et l'organisation de ces transports publics et fixe les grandes orientations, y compris en matière de qualité de service et de sûreté ;
- est seule responsable des relations avec les usagers.

La présente convention n'empêche pas de transfert de compétence au bénéfice de la Métropole. Au terme de la convention, Terre de Provence reprend la responsabilité de la compétence déléguée. Cette convention a une durée de 1 an renouvelée par reconduction expresse.

L'année 2018 a confirmé la bonne gestion de cette délégation par la Métropole et le souhait de la Communauté d'Agglomération Terre de Provence de poursuivre celle-ci.

Il est proposé de reconduire cette convention pour une durée de 2 ans supplémentaires, soit jusqu'au 31 juillet 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1111-8, L. 5217-2 ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L.3111-7, L.3111-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 008-1383/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Communauté d'agglomération Terre de Provence ;
- La délibération TRA 019-3257/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant l'avenant n° 1 à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Communauté d'agglomération Terre de Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de renouveler la convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Communauté d'Agglomération Terre de Provence pour les services exploités par la RDT, à compter du 1<sup>er</sup> août 2019 jusqu'au 31 juillet 2021.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé relatif à la reconduction de la convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Communauté d'Agglomération Terre de Provence pour les services exploités par la RDT, à compter du 1<sup>er</sup> août 2019 et jusqu'au 31 juillet 2021.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 3 :**

La Communauté d'Agglomération Terre de Provence rembourse à l'euro, l'ensemble des charges financières assumées par la Métropole pour l'exécution des services de transport scolaires.

A titre d'information, ces charges se sont élevées à 1 248 000 euros HT sur l'exercice 2018.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 et suivants de la Métropole : Nature 611 – Sous-Politique C260

Les recettes sont constatées au budget annexe des Transports 2019 et suivants de la Métropole : Nature 7474 – Sous-Politique C260.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 012-6079/19/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant l'opération de création d'une aire de stationnement sur le Cours Louis Blanc à Saint-Zacharie**

#### **MET 19/11351/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Saint-Zacharie a souhaité réaliser le réaménagement du Cours Louis Blanc. Le projet consiste à sécuriser la sortie principale de l'Hôtel de Ville en créant un parvis et en aménageant un espace de rencontre sécurisé, à modifier le tracé du chemin départemental et à requalifier l'espace de stationnement.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Aires et Parcs de Stationnement » depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « Aires et Parcs de stationnement », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Zacharie ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations objet de la présente convention afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie de son centre-ville.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations, peut être réglée par une convention distincte, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens du II de l'article 2 de la n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage

publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Cette délibération vise à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage consentie pour la durée de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le Conseil Municipal de la commune de Saint-Zacharie approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'opération d'aménagement du Cours Louis Blanc ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'opération d'aménagement du Cours Louis Blanc pour la compétence « Aires et Parcs de Stationnement » sur la commune de Saint-Zacharie.

## **Article 2 :**

Les crédits sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194016 opération « Aires et Parcs de Stationnement compétences transférées ».

## **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tous actes y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 013-6080/19/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant l'opération de rénovation de l'aire de stationnement Ansaldo à Auriol MET 19/11348/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune d'Auriol a souhaité réaliser la rénovation de l'aire de stationnement Ansaldo. Le projet consiste à purger la structure, réaliser un revêtement en enrobé et reprendre le traçage de la signalisation horizontale.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Aires et Parcs de Stationnement » depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « Aires et Parcs de stationnement », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Auriol ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations objet de la présente convention afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie de son centre-ville.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations, peut être réglée par une convention distincte, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens du II de l'article 2 de la n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage

publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Cette délibération vise à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage consentie pour la durée de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune d'Auriol approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'opération de rénovation de l'aire de stationnement Ansaldo ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

## **Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'opération de rénovation de l'aire de stationnement Ansaldo pour la compétence « Aires et Parcs de Stationnement » sur la commune d'Auriol.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tous actes y afférents.

## **Article 3 :**

Les crédits sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194016 opération « Aires et Parcs de Stationnement compétences transférées ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 014-6081/19/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la ville d'Aubagne pour la réalisation d'une voirie d'accès au pôle d'échanges des transports d'Aubagne MET 19/11464/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération de son Conseil de Métropole n° TRA 031-5121-18-CM du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de réaliser des travaux sur le pôle d'échange des transports d'Aubagne en vue d'améliorer les conditions de circulation pour les transports en commun.

Pour cela, il est nécessaire de créer une voirie à l'est du pôle d'échanges située sur des anciens terrains SNCF acquis par la Métropole. Elle permettra d'améliorer les temps de parcours des lignes du réseau de bus local, notamment pour la ligne 1 desservant les 12 000 salariés des zones industrielles et commerciales situées aux Paluds. L'équipement bénéficiera également aux lignes de cars en direction d'Aix en Provence et La Ciotat, futures lignes du Réseau Express Métropolitain.

Ce nouveau tronçon de voirie créera une liaison directe entre le pôle d'échange et les voiries principales en direction de l'Est et du Nord d'Aubagne. Il sera composé de trois voies de circulation dont une réservée aux lignes de transport en commun, dans le sens sortant du pôle d'échange. La voirie sera raccordée à l'ouest sur la voie bus existante entrante dans le pôle d'échange et sur les voies de circulation automobile. A l'est, un carrefour à feu sera créé à l'intersection de l'avenue Marcel Pagnol et de l'avenue Salengro.

Le programme des travaux est évalué à 1 490 000 euros TTC.

Compte tenu des circonstances rappelées ci-avant, il apparaît que cette opération relève tout à la fois de la Maîtrise d'ouvrage :

- de la Commune d'Aubagne, à raison de sa compétence en matière de création, gestion et entretien de voirie communale,
- et de celle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'organisation de la mobilité durable et, notamment, à l'égard de l'infrastructure de transport que la voirie à créer a vocation à desservir et du réseau de transport pour les besoins duquel celle-ci est aménagée.

Il convient donc d'établir une convention instituant l'exercice d'une maîtrise d'ouvrage unique sur l'opération en cause au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TRA 031-5121/18/CM du Conseil de la Métropole relative à la création et à l'affectation d'une opération d'investissement pour le projet de création d'une voirie d'accès au pôle d'échanges des transports d'Aubagne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la réalisation des travaux de création d'une voirie d'accès dans le prolongement du pôle d'échange des transports d'Aubagne en vue d'améliorer les conditions de circulation des transports en commun.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aubagne et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour réaliser les travaux de création de la voirie d'accès au pôle d'échanges d'Aubagne visant à améliorer le fonctionnement de la gare routière.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement, sur l'AP 190073TP- code opération n° 2019001400 – Nature 2031 – Nature 21728 - Nature 21751 – Nature 21754.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 015-6082/19/BM**

### **■ Approbation d'une convention d'occupation du domaine public ferroviaire non constitutive de droits réels en gare de Salon de Provence**

## **MET 19/10857/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire assure la gestion du pôle d'échange de Salon situé sur du foncier appartenant à SNCF Réseau. Elle s'est substituée à la commune de Salon-de-Provence puis l'Agglopolo Provence, qui était en charge de la gestion de l'équipement depuis le 16 novembre 2015.

Dans ce cadre, une convention d'occupation d'emplacements pour l'exploitation du pôle d'échange a été conclue le 16 novembre 2015 avec SNCF Réseau. Elle définit les parcelles mises à disposition ainsi que le montant de redevance. Cette convention arrivera à échéance le 21 septembre 2019

Marseille Provence Métropole a sollicité SNCF Réseau afin de renouveler cette convention d'occupation.

Les dispositions des articles L 2122-1-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques crée par l'Ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 ne sont pas applicables à la présente convention d'occupation. L'activité exercée sur le bien n'est pas une activité économique

Cette convention porte sur un bien immobilier d'une superficie d'environ **6.137 m²**, comportant :

- 2.744 m² environ de terrain nu correspondant à la gare routière (n° 28832) et (n° 28833)
- 3.393 m² de terrain nu (parcelle AY291) aménagé en aire de contournement et espaces verts (n° 28842), parking gratuit, espaces publics et espaces verts (n° 121330)

Le détail de ces emplacements est énoncé dans la convention jointe et ses annexes.

La convention est consentie pour une durée ferme de huit ans à compter du 22 septembre 2019 et s'achèvera le 21 septembre 2027. Cependant, par dérogation à l'article 22 des conditions générales, la Métropole pourra dénoncer la convention à tout moment en prévenant SNCF Réseau au moins, un an à l'avance, par pli recommandé avec accusé réception.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit s'acquitter d'une redevance d'occupation fixée par SNCF Réseau d'un montant annuel de 16 182,05 euros HT indexé à chaque échéance annuelle sur la variation de l'indice des loyers des activités tertiaires publié par l'INSEE.

Le montant annuel du forfait est fixé à : 1 521,00 euros HT de taxe foncière.

La Métropole paie à SNCF Réseau un montant forfaitaire fixé à 1000 euros HT au titre des frais d'établissement et de gestion du dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code générale de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération 213/15 du 16 novembre 2015 de l'Agglopolo Provence du 16 novembre 2015 ayant pour objet l'approbation d'une convention avec SNCF RESEAU relative à la location d'emplacements pour l'exploitation du pôle d'échange de Salon de Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la convention d'occupation du domaine public ferroviaire non constitutive de droits réels relative à la gare de Salon de Provence, conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et SNCF Réseau arrivera à échéance le 21 septembre 2019 ;
- Qu'il convient de renouveler la convention et de redéfinir les modalités d'occupation temporaire par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention d'occupation temporaire et ses annexes concernant l'exploitation du pôle d'échange de Salon de Provence, établie entre la Métropole Aix Marseille Provence et SNCF Réseau conclue pour une durée de huit ans.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole : Sous-Politique C240 – Nature 6137 – 63512 – 6288.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 016-6083/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour le financement des travaux relatifs à l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille au Nord jusqu'au boulevard capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye - Phase 1  
MET 19/11384/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de lancer la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Au Sud, le prolongement du tramway s'étend entre la Place Castellane (6ème arrondissement) et le Boulevard Urbain Sud, au niveau de la traverse de La Gaye (9ème arrondissement), sur un linéaire de 4,4 km. Le réseau de tramway, associé à un parc relais au niveau de la traverse de la Gaye, sera alors en interconnexion avec ce futur axe routier structurant. Est également prévue la réalisation d'un bâtiment qui devra accueillir la maintenance et le remisage du matériel roulant, ainsi qu'un parc relais sur le site de Dromel-Montfuron.

Depuis la Place Castellane, le tracé emprunte l'avenue Jules Cantini jusqu'à la place du Général Ferrié, puis le boulevard Schloesing jusqu'à la station de métro Sainte-Marguerite Dromel. Il emprunte ensuite la rue Augustin Aubert puis l'avenue Viton jusqu'au rond-point avec l'avenue de La Gaye. Au total, 9 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Au Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km. Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 3 stations sont envisagées sur cette partie du tracé. Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

Ce projet d'extension du tramway Nord-Sud présente les caractéristiques suivantes :

- Travaux préparatoires ;
- Travaux relatifs au parking relais ;
- Travaux d'infrastructures ;
- Travaux du site de maintenance.

#### Calendrier prévisionnel de l'opération :

- Premier Trimestre 2019 : Phase d'études d'Avant-Projet (AVP) achevée. Lancement de la phase d'études projet (PRO) dans la continuité ;

- Deuxième Trimestre 2019 : Lancement de la concertation inter-administration sur le dossier DUP pour une enquête publique conjointe DUP/DLE/MECDU envisagée novembre 2019 (DUP : déclaration utilité publique, DLE : dossier loi sur l'eau et MECDU : mise en compatibilité des documents d'urbanisme) ;
- Mi 2020 à Mi 2021 : travaux de dévoiements des réseaux et travaux préparatoires ;
- Mi 2021 à mi 2023 : travaux d'infrastructures, systèmes, voiries ;
- Mi 2020 : début des travaux sur le dépôt à DROMEL ;
- Fin 2022 : livraison de la première rame au dépôt ;
- Mise en service : fin 2023.

Le coût prévisionnel du projet subventionnable a été estimé à 244.000.000 d'euros HT. Ce coût inclut l'ensemble des postes travaux, étant entendu que les montants définitifs seront fixés en fonction du coût réel des prestations exécutées.

Le Plan de financement prévisionnel est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône	36,00 %	87.840.000 euros HT
Etat Grenelle 3	12,45 %	29.870.000 euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	51,55 %	126.290.000 euros HT
<b>TOTAL</b>	<b>100,00 %</b>	<b>244.000.000 euros HT</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Communauté DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;

- La délibération du Conseil de Communauté DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La délibération n°TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°TRA021-4336/18/BM du Bureau de la Métropole, du 18 octobre 2018, portant Demande de subvention d'investissement auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour le financement des travaux relatifs à l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille au Nord jusqu'au boulevard capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye - Phase 1 ;
- La délibération n°TRA 021-4616/18/CM du Conseil de la Métropole, du 18 octobre 2018,



portant approbation de la révision de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille première phase et de son affectation ;

- La délibération du Bureau de la Métropole, du 28 février 2019, portant autorisation de dépôt du dossier d'enquête publique en Préfecture pour la première phase de l'extension Nord-Sud du réseau ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de solliciter une aide financière auprès du Conseil Départemental pour procéder au financement des travaux de l'opération d'extension du réseau de tramway de Marseille au Nord jusqu'au boulevard capitaine Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye (Phase 1).

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération numéro 2015110600 rattachée au programme 43 Code AP 151431TP

Les recettes seront constatées au Budget Annexe Transport 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Section Investissements - Nature : 1311-1312-1313-1314-1317-1318 - Sous Politique C240

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 017-6084/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération d'amélioration de 10 lignes dites « structurantes » du réseau de la Régie des Transports Métropolitains (Phase Etudes)  
MET 19/11327/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération n° TRA 001-1376 du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Il décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française et se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Au niveau métropolitain, le développement de l'intermodalité passe par la mise en œuvre de lignes locales de transport collectif efficaces et coordonnées avec les modes lourds comme les TER ainsi que les lignes Métroexpress.

C'est dans cette logique, afin de compléter la chaîne de déplacements, que s'inscrit l'opération d'amélioration de la vitesse commerciale de 10 lignes dites « structurantes » du réseau de la Régie des Transports Métropolitains.

Afin d'améliorer cette offre de transport en la rendant plus attractive, des études, puis des travaux d'aménagement, seront engagés, sur les prochaines années, sur ces 10 lignes les plus fréquentées du réseau : 15 - 18 - 19 - 25 - 31 - 32 - 70 - 72 - 89 - 81. Elles transportent quotidiennement environ 132 000 personnes soit le tiers de la fréquentation du réseau de bus marseillais.

Le projet vise à :

- Modifier des trames circulatoires dans les secteurs congestionnés pour restituer

- l'espace aux piétons, aux vélos et aux transports en commun ;
- Améliorer des sections courantes, pour faciliter la circulation des bus ;
- Prioriser les bus sur toutes les installations de feux tricolores (carrefours à feux et passages piétons gérés par feux) ;
- Améliorer les carrefours et intersections et créer des sections de couloirs de bus pour fluidifier la circulation et faciliter le passage des bus ;
- Modifier ou déplacer des points d'arrêt pour faciliter l'accès aux bus et améliorer la circulation des véhicules ;
- Modifier ou améliorer les zones de stationnement et les points de dépose minute, notamment aux abords des établissements publics et des lieux de vie ;
- Modifier les terminus pour faciliter la manœuvre des véhicules ;
- Mettre en accessibilité des points d'arrêt en suivant la chronologie décrite dans l'agenda de mise en accessibilité des transports (Ad'Ap).

Le traitement de ces lignes représente un investissement de moindre importance au regard des opérations connexes de développement des transports sur ce territoire: prolongation du métro, nouvelles lignes de tramway, création de lignes de BHNS. Cependant cet investissement est crucial afin d'apporter une réponse à une part plus importante de la population en maillant plus largement le territoire de la ville et rendre le réseau plus efficace, au-delà de ses lignes majeures.

La démarche engagée a pour finalité de :

- Favoriser l'usage des transports en commun et l'inter-modalité ;

- Améliorer la desserte de secteurs non directement desservis par le métro ou le tramway ;
- Optimiser le coût du transport, notamment en augmentant la vitesse commerciale des bus.

L'amélioration de l'attractivité de ces lignes favorisera le report modal. Et l'amélioration de la vitesse commerciale permettra de gagner en productivité. Elle augmentera en moyenne de 2km/heure, ce qui induira un gain de parcours de 5 à 10 minutes selon les lignes.

Les moyens dégagés pourront être redéployés pour renforcer l'offre actuelle ou développer de nouveaux services.

#### **Calendrier prévisionnel de réalisation :**

Le calendrier prévisionnel des études est calé entre 2018 et 2020. Les études concernent prioritairement les lignes : 15 - 18 - 19.

Le calendrier prévisionnel des travaux est fixé entre 2019 et 2025.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

#### **Coût prévisionnel :**

Le coût total prévisionnel des études de cette opération est évalué à 1.565.000 € HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Etat DSIL	35,14 %	550.000 € HT
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	19,17 %	300.000 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	45,69 %	715.000 € HT
<b>TOTAL</b>	<b>100.00 %</b>	<b>1.565.000 € HT</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole .

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération d'amélioration de lignes dites « structurantes » du réseau de la Régie des Transports Métropolitains (Phase Etudes) ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Etat et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur .

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération numéro 2018103600 rattachée au programme 07 Code AP 181073TP

Les recettes seront constatées dans le budget Annexe Transport 2019 et suivants. Nature : 1311 – 1312 – 1314 – 1317 – 1318.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 018-6085/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération de renouvellement et automatisation des rames et des systèmes d'exploitation des lignes M1 et M2 du métro de Marseille (NEOMMA)  
MET 19/11339/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les

politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil Métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Le métro de Marseille a été mis en service en 1977 avec 21 rames de 3 voitures et a été depuis étendu. Il comporte aujourd'hui 36 rames de quatre voitures pour les deux lignes M1 et M2.

L'opération de renouvellement des rames de métro a été décidée le 31 octobre 2013 par délibération du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole pour les raisons suivantes :

- Répondre au vieillissement et à l'obsolescence des rames actuelles,
- Répondre aux évolutions du trafic et du réseau,
- Répondre aux attentes des clients et augmenter l'attractivité de ce mode de transport en site propre.

L'opération consiste à renouveler les rames et les systèmes d'exploitation, sans interruption d'exploitation, en poursuivant les objectifs suivants :

- Augmenter l'attractivité de ce mode de transport particulièrement en termes de sécurité, accessibilité, fiabilité, rapidité, confort et sentiment de sécurité,
- S'adapter aux besoins des futurs prolongements,
- Maîtriser et d'optimiser les coûts pour la Métropole.

La complexité de ce type d'opération, comme celle de tout projet de modernisation, réside dans la contrainte de minimiser l'impact sur l'exploitation compte tenu de l'évolution des possibilités technologiques des nouveaux matériels et des contraintes liées au renouvellement des systèmes en exploitation. Les études et les travaux nécessaires à la réalisation de cette opération couvrent divers domaines relevant de maîtrises d'ouvrage distinctes.

Parce que l'obsolescence des équipements compromet la garantie de maintien du service (disparition progressive chez les constructeurs d'origine des pièces de rechange et des compétences

techniques), tous les réseaux ayant des matériels de cette génération ont déjà entamé des renouvellements identiques (Paris, Lyon, Lille).

Cette opération de renouvellement porte sur la totalité des rames et des systèmes d'exploitation. Il est rendu indispensable par l'obsolescence des équipements dont le 40ème anniversaire a été fêté en 2017. Le parc actuel marseillais, dimensionné en 1983 ne permet pas de faire face aux futures extensions.

Le renouvellement, par un métro automatique sans conducteur, sera l'opportunité de disposer d'un métro, moderne, climatisé, accessible aux personnes à mobilité réduite depuis le quai et bénéficiant des technologies de pointe améliorant la souplesse d'exploitation (capacité de réponse immédiate à un besoin de renforcement de l'offre), la qualité de service et le confort du voyageur.

La sécurité des voyageurs sera fortement améliorée car le nouveau métro sera doté de façades de quai automatiques qui supprimeront le risque de chute de voyageurs sur la voie et d'intrusion dans les tunnels (200 incidents par an nécessitent la coupure de l'énergie de traction pour le métro actuel). Les 36 rames actuelles seront remplacées par 38 rames en Tranche Ferme plus 6 Tranches Optionnelles pour les extensions de lignes et les augmentations de fréquentation possibles

Afin d'assurer la bonne coordination des travaux situés dans l'enceinte des infrastructures du métro relevant simultanément de la compétence de la Métropole pour les biens mis à disposition de l'exploitant et de la compétence de la RTM, conformément à l'article 1 de l'avenant 9 au contrat d'obligation de service public qui lie les deux entités, les parties ont souhaité recourir aux modalités de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage organisées par l'article 2-II de la loi n°85- 704 du 12 juillet 1985, modifiée par l'ordonnance n° 2004 566 du 17 juin 2004.

#### Calendrier prévisionnel de l'opération :

La livraison de la première rame à Marseille est prévue en octobre 2022. A la fin d'année 2022, les trois premiers trains auront été livrés. Les essais qui seront réalisés en usine et sur les sites de la RTM (hors exploitation) permettront de fiabiliser la réalisation industrielle de l'ensemble du parc par des tests d'endurance, de fiabilité et de conformité par rapport aux exigences et à la réglementation du cahier des charges.

Cette phase comprend également la maquette à l'échelle 1 prévue pour être livrée dès octobre 2020 qui permettra notamment de travailler le volet accessibilité du train depuis le quai avec les associations représentant les personnes à mobilité réduite ainsi que l'ergonomie du poste de conduite provisoire.

- Décembre 2017 : Approbation du dossier préliminaire de sécurité ;
- Avril 2018 : avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité aux conditions de réalisation de l'opération ;
- Septembre 2018 : réception des offres des constructeurs, en cours de négociation permettant d'attribuer le marché en septembre 2019 ;
- Octobre 2020 : Livraison maquette échelle 1 ;
- Octobre 2022 : Livraison première rame à Marseille ;
- Septembre 2023 : Ligne M2 en conduite semi-automatique ;
- Mars 2025 : Ligne M2 en automatisme intégral ;
- Août 2024 : Ligne M1 en conduite semi-automatique ;
- Mars 2026 : Ligne M1 en automatisme intégral.

#### Coût prévisionnel :

Le coût du projet s'élève à 491.700.000 euros.

Le coût prévisionnel du projet subventionnable a été estimé à 137.000.000 d'euros HT. Ce coût inclut le « matériel roulant et système » correspondant aux études, à la fabrication et équipements des 3 premiers trains dits de pré-série et les équipements d'exploitation associés.

Le Plan de financement prévisionnel est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône	60 %	82.200.000 euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 %	54.800.000 euros HT
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>137.000.000 euros HT</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, en date du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de solliciter une aide financière auprès du Conseil Départemental pour procéder au financement de l'opération de renouvellement et d'automatisation des rames et des systèmes d'exploitation des lignes M1 et M2 du métro de Marseille (NEOMMA)

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération numéro 2013110600 rattachée au programme 13 Code AP 131130TP.

Les recettes seront constatées au Budget Annexe Transport 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Section Investissements - Nature : 1313 - Sous Politique C240.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 019-6086/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement pour l'achat de véhicules électriques de service et approbation d'une convention de financement entre la régie des transports (RDT), la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône**

**MET 19/11651/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Au titre de l'environnement, il existe un Agenda Environnemental commun au Département des Bouches-du-Rhône et à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui préconise nombre de mesures visant à améliorer la qualité de l'air.

Par délibération n° TRA 022-1076/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016, a été approuvé le principe de transfert de la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône (RDT), établissement public à caractère industriel et commercial, du Département des Bouches-du-Rhône vers la Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Ce transfert a donné lieu à l'approbation, par délibération n° TRA 011-1386/16/CM du 15 décembre 2016, d'un contrat d'obligations de service public entre la Métropole et la Régie.

Dans le cadre de la politique de transition énergétique menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et par ses EPIC, la RDT a souhaité renouveler une partie de sa flotte de véhicules légers.

Ainsi elle va acheter 32 véhicules électriques en remplacement de véhicules thermiques qui seront répartis sur ses 6 dépôts entre 2019 et 2020 et sur le dépôt de Port Saint-Louis du Rhône que la RDT exploite dans le cadre d'un contrat avec le Grand Port Maritime de Marseille (GPM).

Ces véhicules seront principalement destinés à des missions liées à l'exploitation du service public de transport, 3 d'entre eux seront affectés au service public de transport scolaire d'élèves handicapés.

- 2019 : Achat de 16 voitures
- 2020 : Achat de 16 voitures

Le coût prévisionnel de l'achat des 32 véhicules électriques est estimé à 800 000 € HT. La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit de solliciter le Département pour une subvention d'un montant de 560 000 € hors taxe soit 70% du coût du projet.

La présente délibération vise à solliciter l'aide financière du Département et à approuver la

Département des Bouches-du-Rhône	70%	560.000 euros HT
RDT agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	240.000 euros HT
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>800.000 euros HT</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TRA 022-1076 du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant le principe de transfert de la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° TRA 011-1386/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le contrat d'obligations de service public avec la RDT ;
- La délibération n° TRA 013-2069/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant l'avenant n°1 au contrat d'obligations de service public avec la RDT ;
- La délibération n° TRA 010-2749/17/CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public de la RDT avec la Métropole ;

convention de financement tripartite conclue entre le Département, la Métropole et la Régie Départementale des Transports définissant les modalités de participation financière du Département à l'opération.

La participation du Département sera versée à la Régie Départementale des Transports en charge de l'opération pour le compte de la Métropole au prorata des dépenses réalisées.

Le plan de financement prévisionnel global est le suivant :

- La délibération du Département des Bouches-du-Rhône, du 14 décembre 2018, adoptant l'Agenda Départemental commun à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- Le rapport N°5 du Conseil d'administration de la RDT en date du 12 décembre 2018 portant sur l'agenda environnemental et dispositif conseil départemental lié à l'aide aux communes ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'achat de véhicules électriques légers par la RDT ;
- Qu'il s'agit d'un projet qui peut être subventionné par le Département dans le cadre de l'agenda environnemental commun au Département et à la Métropole ;
- Que ce projet répond à l'axe 1 de l'agenda environnemental « améliorer la qualité de l'air » ;
- Qu'il s'agit d'une mesure qui participe à l'amélioration de la qualité de l'air ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de financement entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports pour l'achat d'IRVE ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, autorise la RDT à solliciter, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre de l'Agenda environnemental.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de financement entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports pour l'achat d'IRVE.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer la convention annexée au présent rapport et tout document nécessaire à la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 020-6087/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement pour l'achat d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques pour la Régie des Transports et approbation d'une convention de financement  
MET 19/11468/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Au titre de l'environnement, il existe un Agenda Environnemental commun au Département des Bouches-du-Rhône et à la Métropole Aix-Marseille-Provence dont le titre de l'axe 1 est : « améliorer la qualité de l'air ».

Par délibération n° TRA 022-1076/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016, a été approuvé le principe de transfert de la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône (RDT), établissement public à caractère industriel et commercial, du Département des Bouches-du-Rhône vers la Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Ce transfert a donné lieu à l'approbation, par délibération n° TRA 011-1386/16/CM du 15 décembre 2016, d'un contrat d'obligations de service public entre la Métropole et la Régie.

Dans le cadre de la politique de transition énergétique menée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses régies, la RDT souhaite installer sur ses 6 dépôts (Aix-en-Provence, Aubagne-Gémenos, Châteaurenard, Arles, Marnhane, Châteauneuf-les-Martiques) à la fois ferroviaire et routier, 21 Infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE), soit 42 prises de recharge, dont une IRVE sur le dépôt de Port Saint-Louis du Rhône que la RDT exploite dans le cadre d'un contrat avec le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM).

Ces installations permettront d'alimenter à la fois les véhicules de service électrique que la RDT va acquérir mais aussi les véhicules personnels des agents de la RDT et des visiteurs.

Ce projet concerne 21 IRVE qui seront installées pour partie en 2019 et pour partie en 2020.

### **Calendrier prévisionnel de l'opération :**

- 2019 : installation de 10 IRVE
- 2020 : installation de 11 IRVE

Le coût prévisionnel de l'achat des 21 IRVE est estimé à 315 000 € HT. La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit de solliciter le Département pour une subvention d'un montant de 220 500 € hors taxe soit 70% du coût du projet.

La présente délibération vise à solliciter l'aide financière du Département et à approuver la convention de financement tripartite conclue entre le Département, la Métropole et la Régie Départementale des Transports définissant les modalités de participation financière du Département à l'opération.

La participation du Département sera versée à la Régie Départementale des Transports en charge de l'opération pour le compte de la Métropole au prorata des dépenses réalisées.

Le plan de financement prévisionnel global est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du-Rhône	70 %	220 500 euros HT
RDT agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	94 500 euros HT
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	315 000 euros HT

Dans ce cadre, une convention de financement doit être conclue entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TRA 022-1076 du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant le principe de transfert de la Régie Départementale des Transports des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° TRA 011-1386/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le contrat d'obligations de service public avec la RDT ;
- La délibération n° TRA 013-2069/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant l'avenant n°1 au contrat d'obligations de service public avec la RDT ;
- La délibération n° TRA 010-2749/17/CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public de la RDT avec la Métropole ;
- La délibération du Département des Bouches-du-Rhône, du 14 décembre 2018, adoptant l'Agenda Départemental commun à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- Le rapport N°5 du Conseil d'administration de la RDT du 12 décembre 2018 portant sur

l'agenda environnemental et dispositif conseil départemental lié à l'aide aux communes.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'achat et à l'installation de 21 infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) par la RDT, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui agit en qualité d'opérateur interne et pour le compte de son autorité organisatrice ;
- Qu'il s'agit d'une mesure qui participe à l'amélioration de la qualité de l'air ;
- Qu'il s'agit d'un projet qui peut être subventionné par le Département dans le cadre de l'agenda environnemental commun au Département et à la Métropole ;
- Que ce projet répond à l'axe 1 de l'agenda environnemental « améliorer la qualité de l'air »
- Qu'il convient d'approuver la convention de financement entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports pour l'achat d'IRVE ;

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, autorise la RDT à solliciter, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du l'agenda environnemental.

##### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de financement entre le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie Départementale des Transports pour l'achat d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques.



### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

#### **TRA 021-6088/19/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'acquisition de 10 bus GNV Hybrides par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le réseau des Lignes de l'Agglo MET 19/11363/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération du Conseil de la Métropole n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine. Cet Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports en commun locaux.

L'article 37 de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte dispose :

« L'Etat, ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements, le Syndicat des transports d'Ile-de-France et la métropole de Lyon, lorsqu'ils gèrent directement ou indirectement un parc de plus de vingt autobus et autocars pour assurer des services de transport public de personnes réguliers ou à la demande, acquièrent ou utilisent lors du renouvellement du parc, dans la proportion minimale de 50 % de ce renouvellement à partir du 1er janvier 2020 puis en totalité à partir du 1er janvier 2025, des autobus et des autocars à faibles émissions définis en référence à des critères fixés par décret selon les usages desdits véhicules, les territoires dans lesquels ils circulent et les capacités locales d'approvisionnement en sources d'énergie ».

Par délibération n°TRA 002-3240/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a donc retenu deux énergies

pour la transition énergétique du parc bus et cars de son territoire :

- l'électricité, en priorité pour les zones urbaines les plus denses,
- le GNV (Gaz Naturel pour Véhicule).

Ces énergies permettent :

- une baisse des émissions de gaz polluants,
- une amélioration du confort et du bruit pour les usagers, les conducteurs, les riverains, les passants.

Dans ce contexte, la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage une transition énergétique échelonnée du réseau de transport urbain « Les Lignes de l'Agglo, une marque de la Métropole Mobilité ». Ainsi, les 54 véhicules circulant sur les lignes régulières seront progressivement remplacés par des véhicules GNV. Le choix de la technologie GNV est cohérent avec le programme porté par la RDT13 d'équiper le dépôt de Gémenos avec une station d'avitaillement.

L'opération consiste à acquérir 10 véhicules au GNV hybride dans le cadre de la loi sur la transition énergétique. Ces véhicules remplaceront des véhicules diesel en circulation sur le réseau des lignes de l'Agglo de la Métropole Mobilité. Ces véhicules standards de 12 mètres seront utilisés sur la ligne 1 du réseau qui deviendra à terme la future ligne de BHNS, et sur les lignes 7 et 8.

Les véhicules seront mis à disposition de l'exploitant (groupement SPL Façonéo/ RTM) dans le cadre du contrat d'Obligation de Service Public, qui se chargera de les exploiter et de les maintenir. Ces véhicules circuleront sur la ligne 1 qui dessert la zone industrielle des Paluds, au départ de la gare d'Aubagne et qui a vocation à devenir la future ligne « Chronobus », et sur les lignes « Gémenos – Aubagne » et « Saint Zacharie - Auriol – Aubagne ».

#### **Calendrier prévisionnel du programme d'acquisition par la Métropole :**

- 2019 : Acquisition des premiers bus GNV hybride
- 2020 : Fin d'acquisition des bus GNV hybride

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

#### **Coût prévisionnel du programme d'acquisition :**

Le coût prévisionnel de ce programme d'acquisition est évalué à 3 250 000 € HT. Ce matériel, d'une durée de vie de 10 ans, sera rentabilisé au bout de 6 ans.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône	40 %	1.300.000 euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	60 %	1.950.000 euros HT
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>3.250.000 euros HT</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° TRA 002-3240/17/CM du Conseil de la Métropole du 4 décembre 2017 relative à la transition énergétique du parc de bus et cars de la Métropole ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération du Département des Bouches-du-Rhône, du 14 décembre 2018, adoptant l'Agenda Départemental commun à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : acquisition de 10 bus GNV Hybrides par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le réseau des Lignes de l'Agglo ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération numéro 2019003200 rattachée au programme 07 Code AP 190070TP.

Les recettes seront constatées au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille Provence – section Investissement – Sous Politique C 210 – Nature 1313

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 022-6089/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "création d'une aire de stationnement sur le cours Louis Blanc à Saint-Zacharie"**

**MET 19/11350/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Commune de Saint-Zacharie a souhaité réaliser le réaménagement du Cours Louis Blanc. Le projet

consiste à sécuriser la sortie principale de l'Hôtel de Ville en créant un parvis et en aménageant un espace de rencontre sécurisé, à modifier le tracé du chemin départemental et à requalifier l'espace de stationnement.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Aires et Parcs de Stationnement » depuis le 1er janvier 2018. Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « Aires et Parcs de stationnement », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Zacharie ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des

prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations objet de la présente convention afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie de son centre-ville.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 462 371 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Départemental du Var « Autre équipement : voirie, bâtiment,... »	70 %	323 659 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	138 712 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République .
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 créant l'Autorisation de Programme n° 20194011 relative à l'opération « création d'une aire de stationnement sur le Cours Louis Blanc à Saint-Zacharie ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « création d'une aire de stationnement sur le Cours Louis Blanc à Saint-Zacharie.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, le Conseil Départemental du Var, le Conseil Départemental du Vaucluse, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Supplémentaire de 2019 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne été de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence Opération : 20194016 « Aires et parcs de stationnement – compétences transférées »- Nature : 4581194016 - Fonction : 518– Sous politique : A455.

La recette correspondante sera inscrite dans la prochaine Décision Modificative de la Métropole-Aix-Marseille Provence au budget principal métropolitain en section d'investissement - Nature 1313 – Fonction 518 – Sous politique A455 –Code opération n° : 20194016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 023-6090/19/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération Pôle d'échanges multimodal de transport de Plan-de-Campagne aux Pennes-Mirabeau (Phase Etudes et Travaux)**

#### **MET 19/11499/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Dans le cadre de sa politique de développement de l'intermodalité, la Métropole souhaite conduire la réalisation du pôle d'échanges multimodal (PEM) de Plan-de-Campagne.

Ce pôle d'échanges multimodal vise à créer une véritable polarité de transports en commun regroupant sur le site différentes liaisons métropolitaines et renforçant l'attractivité du transport ferroviaire. Il est inscrit dans la Directive Territoriale de 2007, en tant que point essentiel « d'articulation et d'accès au réseau de transports collectifs, signalé comme priorité dans le Plan de Déplacements Urbains de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix en 2015,

confirmé par l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine en 2016.

Le projet de Pôle d'Echanges Multimodal est composé :

- D'une gare routière au droit de la halte ferroviaire équipée de 6 quais (services urbains et interurbains), d'un point billetterie et services
- De deux parkings en surface de part et d'autre des voies ferrées de respectivement 100 et 300 places
- Parvis, cheminements piétons et stationnement deux roues sécurisé.

Le tracé de l'extension du Bus à Haut Niveau de Service Zenibus, a été modifié afin que son terminus rejoigne ce PEM de Plan-de-Campagne.

#### **Calendrier prévisionnel de réalisation :**

- Déroulement des études : 2019 ;
- Acquisition du foncier : 2019 ;
- Fin des travaux des quais de la halte ferrée : Octobre 2021
- Mise en service du pôle d'échanges (parkings et gare routière) : Dernier trimestre 2022 ;
- Mise en service du BHNS (Extension Zenibus) : Mi 2023.

#### **Coût prévisionnel de l'opération :**

Le coût total prévisionnel de l'opération est évalué à 7.350.000 euros HT financés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La participation du Département des Bouches-du-Rhône est appelée, sur les volets études et travaux engagés à compter de 2019, à hauteur de 25,40%, sur une assiette subventionnable de 6.300.000 euros HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône	21,77 %	1.600.000 euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	78,23 %	5.750.000 euros HT
<b>TOTAL</b>	<b>100,00 %</b>	<b>7.350.000 euros HT</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 038-5128/18/CM du 13 décembre 2018 portant création et affectation d'une Autorisation de Programme pour l'opération d'investissement du Pôle d'échanges de Plan de Campagne.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération Pôle d'échanges multimodal de transport de Plan-de-Campagne aux Pennes-Mirabeau (Phase Etudes et Travaux)

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution à signer tout document, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération numéro 2019001600. rattachée au programme 54 Pôle d'échange multimodal Code AP 198540TP.

Les recettes seront constatées dans le budget Annexe Transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous Politique C240 Natures : 1311 – 1312 – 1313 – 1314 – 1317 – 1318.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 024-6092/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'aménagement du pôle d'échanges de la gare SNCF de Meyrargues MET 19/11319/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, par délibération n°TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Dans le cadre de sa politique de développement de l'intermodalité, la Métropole souhaite réaliser un pôle d'échanges de la gare SNCF de Meyrargues.

En effet, la fréquentation de la gare est en très forte progression depuis 10 ans (15 000 à 70 000 montées-descentes par an ces dernière années), et on note une demande importante de stationnement et de liaison avec les transports en commun.

Ce futur pôle d'échanges sera situé au niveau de la gare SNCF de Meyrargues en bordure de la route départementale 96. Le site est actuellement desservi par 3 lignes interurbaines du réseau Pays d'Aix mobilité (120 – 150 - 152) et par une ligne régionale (Pays d'Aigues - Aix en Provence).

Ce projet de pôle d'échanges s'inscrit dans le cadre d'un projet global de travaux sur la gare de Meyrargues porté par la SNCF et Gares et Connexions sous le contrôle de la Région (projet d'allongement et de mise en accessibilité des quais, projet de rénovation du bâtiment voyageur) ainsi que d'un projet de développement de la zone artisanale voisine incluant la réhabilitation du Chemin des Bouches-du-Rhône.

Cette opération a été approuvée par la délibération n°2013\_A065 du 6 juin 2013 portant approbation de programme de travaux par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix et d'une convention de délégation de Maîtrise d'ouvrage avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » approuvée par délibération n°2015\_B583 du 26 novembre 2015.

Le programme du pôle d'échanges est le suivant :

- 4-5 quais bus au plus proche du bâtiment voyageur ;
- Réalisation d'un parking de 100 à 110 places en conservant une nouée plantée au milieu ;
- Aménagement d'un dépose minute à proximité du bâtiment voyageur ;
- Aménagement du carrefour d'accès sur la RD 96 avec un carrefour à feux, et de la voie d'accès au Pôle d'échanges depuis la RD 96 ;
- Aménagement d'une piste cyclable ;
- Gestion des eaux pluviales et création des volumes de rétention nécessaires.

#### **Calendrier prévisionnel de réalisation :**

- Lancement procédure DUP : septembre 2018
- Reprise de l'AVP : octobre-novembre 2018
- PRO – ACT : 2019
- Travaux : 2020-2021
- Mise en service : 2021

Département des Bouches-du-Rhône	50 %	970.000 euros HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	970.000 euros HT
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>1.940.000 euros HT</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2013\_A065 du Conseil communautaire du Pays d'Aix du 6 juin 2013 approuvant le programme général de travaux d'aménagement d'un pôle d'échanges à la gare SNCF de Meyrargues ;

#### **Réalisation des travaux en 2 phases :**

1ère phase : 2020

- Réalisation du réseau d'eaux pluviales du pôle d'échanges et du bassin de rétention nécessaire à toute l'opération sur des terrains communaux et appartenant à SNCF (Acquisition foncière à faire par la Métropole) ;
- Aménagement du carrefour sur la RD96 ;
- Aménagement du pôle d'échanges avec un phasage de travaux complexe pour conserver un maximum de places de stationnement aux abords de la gare pendant les travaux (environ 80 voitures garées actuellement). Ces travaux impliquent que SNCF Réseaux ait réalisé préalablement les travaux nécessaires pour raccourcir la voie de service n°11.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

#### **Coût prévisionnel :**

Le coût total prévisionnel de l'opération est évalué à 1.940.000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

- La délibération n°2015\_B583 du Bureau communautaire du Pays d'Aix du 26 novembre 2015 approuvant la convention tripartite entre la Communauté du Pays d'Aix, la commune de Meyrargues et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour l'aménagement du pôle d'échanges multimodal de Meyrargues ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération d'aménagement du pôle d'échanges de la gare SNCF de Meyrargues
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

## Délibère

### Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération numéro 2017269000 rattachée au programme 54 Code AP 172540TP.

Les recettes seront constatées dans le budget Annexe Transport 2019 et suivant Sous Politique C240 Natures : 1311 – 1312 – 1313 – 1314 – 1317 – 1318.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 025-6092/19/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) de Istres MET 19/11477/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence par la délibération n° TRA 001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre

les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Il décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française et se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Au niveau métropolitain, le développement de l'intermodalité passe par la mise en œuvre de lignes locales de transport collectif efficaces et coordonnées avec les modes lourds comme les Trains Express Régionaux (TER) ainsi que les lignes du Réseau Express Métropolitain (REM). C'est dans cette logique, afin de compléter la chaîne de déplacements, que s'inscrit le projet de ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS).

La ligne de BHNS dessert les quartiers ouest d'Istres où doit se localiser l'essentiel du développement urbain et économique de la commune au cours des prochaines années.

A travers une bonne adéquation entre le projet de ligne de BHNS et ceux du développement urbain, la Métropole Aix-Marseille-Provence ambitionne d'inverser la tendance à l'accroissement de la mobilité en modes mécanisés individuels sur le territoire.

Par ailleurs, de nombreux quartiers des Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) sont desservis par les lignes de BHNS directement ou à moins de 500 mètres : 86% des habitants du CUCS d'Istres. Enfin, cette ligne assurera la desserte de plusieurs grands équipements ou générateurs de déplacements :

- Le centre-ville d'Istres aux fonctions plurielles (habitat, commerces, loisirs, équipements...) ;
- La zone d'activités du Tubé et la base aérienne ;
- Le secteur commercial des Cognets ;
- Le Centre Educatif et Culturel des Heures Claires, les lycées, des collèges...

Le projet de BHNS d'Istres concerne l'une des trois lignes structurantes du réseau de transport Ulysse de l'ouest de l'étang de Berre (L6) et a été retenu dans le cadre de l'appel à projet « transports en commun et mobilité durable » (Grenelle 3).

Le projet de BHNS présente les caractéristiques suivantes :

- 9 kilomètres de longueur de ligne ;
- 20 stations desservies ;
- Une vitesse commerciale de 20 kilomètres/heure ;
- Une fréquence de 10 minutes en heures de pointe et 20 minutes en heures creuses ;
- Une amplitude horaire proposée de 6 heures à 21 heures.

Le projet de BHNS est empreint d'un grand pragmatisme qui se traduit par :

- Des aménagements de sites propres ouverts à l'ensemble des lignes de bus et ciblés sur les sections où la perte de temps des bus est la plus forte, principalement en amont des carrefours ;
- La mise en place de dispositifs de priorité à tous les carrefours à feux des itinéraires et l'implantation de feux tricolores équipés de dispositifs de priorité sur les carrefours giratoires les plus stratégiques ;
- La réalisation systématique d'aménagements cyclables sur les voies où sont réalisés des travaux en faveur des transports en commun ;
- L'aménagement de stations accessibles et équipées d'information voyageurs ;
- La réalisation ou le renforcement des pôles d'échanges visant à développer l'intermodalité entre les différents modes de transport.

Le calendrier prévisionnel des travaux s'établit comme

Etat - Grenelle 3	18.06 %	1.150.000 € HT
Département des Bouches-du-Rhône	47.10 %	3.000.000 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	34.84 %	2.219.000 € HT
<b>TOTAL</b>	<b>100.00 %</b>	<b>6.369.000 € HT</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

suit : 2017/2018 : Désignation de l'Assistance à Maitrise d'Ouvrage et études de faisabilité , 2019 : Désignation du Maitre d'œuvre et démarrage des études de conception, 2020 : Finalisation des études de conception et désignation des entreprises de travaux, 2021/2022 : Travaux

Le coût total prévisionnel de l'opération est évalué à 6.369.000 € HT financé par la Métropole Aix-Marseille-Provence avec la participation de l'Etat, dans le cadre du Grenelle 3, sur l'assiette globale de l'opération et la participation du Département des Bouches-du-Rhône, à hauteur de 50%, sur une assiette subventionnable de 6.000.000 € HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel global de cette opération est le suivant :

### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service de Istres
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier auprès du Département des Bouches-du-Rhône ;

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.



## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération numéro 2013700100 rattachée au programme 49 code AP 137490TP

Les recettes seront constatées au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix Marseille Provence, Sous Politique C240, Natures 1311-1312-1313-1314-1317-1318

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 026-6093/19/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative au financement de l'opération de ligne de Bus à Haut Niveau de Service de Martigues/Port de Bouc MET 19/11324/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération n° TRA 001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Il décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française et se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Au niveau métropolitain, le développement de l'intermodalité passe par la mise en œuvre de lignes locales de transport collectif efficaces et coordonnées avec les modes lourds comme les TER ainsi que les lignes Métroexpress et les futures navettes maritimes. C'est dans cette logique, afin de compléter la chaîne de déplacements, qu'est inscrite la ligne de Bus à Haut Niveau de Services (BHNS) Martigues/Port de Bouc.

Elle desservira directement ou à moins de 500 mètres : 68% des habitants du Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) de Martigues et 67% des habitants du CUCS de Port de Bouc.

La ligne de BHNS dessert :

- Les centres villes de Martigues et Port-de-Bouc aux fonctions plurielles (habitat, commerces, loisir, équipements...)
- Des secteurs commerciaux : C. Mille à Port de Bouc, Canto-Perdrix à Martigues
- Des grands générateurs ponctuels de déplacements : l'hôpital de Martigues, des lycées, des collèges....

Le projet de BHNS présente les caractéristiques suivantes :

- 15 kilomètres de longueur de ligne
- Longueur des sites propres unidirectionnels : 2.600 mètres
- Longueur des sites propres bidirectionnels : 1.100 mètres
- 38 stations intermédiaires desservies
- Longueur des sites propres unidirectionnels : 3.250 mètres et 4.500 mètres avec vélos
- Longueur des sites propres bidirectionnels : 6.500 mètres
- Utilisation de bus standard

Le projet de BHNS est empreint d'un grand pragmatisme qui se traduit par :

- Des aménagements de sites propres ouverts à l'ensemble des lignes de bus et ciblés sur les sections où la perte de temps des bus est la plus forte, principalement en amont des carrefours ;
- La mise en place de dispositifs de priorité à tous les carrefours à feux des itinéraires ;
- L'implantation de feux tricolores équipés de dispositifs de priorité sur les carrefours giratoires les plus stratégiques ;
- La réalisation systématique d'aménagements cyclables sur les voies où sont réalisés des travaux en faveur des transports en commun ;
- La réalisation ou le renforcement des pôles d'échanges visant à développer l'intermodalité entre les BHNS, les TER, les lignes express interurbaines, les bus de desserte locale et la future navette maritime projetée sur l'Etang de Berre.

Un projet de prolongement vers la zone d'activité des Etangs sur la commune de Saint-Mitre-les Remparts est à l'étude.

### **Calendrier prévisionnel :**

- 2017/2018 : Désignation de l'Assistance à Maitrise d'Ouvrage et études de faisabilité
- 2019 : Désignation du Maître d'œuvre et démarrage des études de conception
- 2020 : Finalisation des études de conception

- et désignation des entreprises de travaux
- 2021/2022 : Travaux

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

#### **Coût prévisionnel :**

Le coût total prévisionnel de l'opération (études et travaux) est évalué à 15.600.000 € HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Etat Grenelle	18.14 %	2.830.000 € HT
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	5.19 %	810.000 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	76.67 %	11.960.000 € HT
<b>TOTAL</b>	<b>100.00 %</b>	<b>15.600.000 € HT</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service de Martigues/Port-de-Bouc ;
- Que dans ce cadre il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Etat et la Région Provence Alpes Côte d'Azur ;

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et de signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération numéro 2013700100 rattachée au programme 49 Code AP 137490TP

Les recettes seront constatées dans le budget Annexe Transport 2019 et suivants. Opération n°2013700100 Nature : 1311 – 1312 – 1314 – 1317 – 1318.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 027-6094/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à la réalisation de l'enquête ménages déplacements de la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 19/11332/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Les enquêtes mobilités permettent de quantifier et qualifier tous les déplacements des habitants d'un territoire, en obéissant à des règles strictes d'organisation de collecte, de structuration des questionnaires et d'analyse des résultats, selon une démarche définie au niveau national. Ces enquêtes permettent ainsi de garantir la comparaison des résultats dans le temps et de comparer des résultats avec ceux des autres agglomérations françaises.

Les enquêtes mobilité présentent donc un intérêt majeur pour le territoire métropolitain, puisqu'elles permettent :

- De suivre précisément l'évolution des pratiques de déplacements de nos concitoyens, selon leurs catégories socio-démographiques, leurs localisations géographiques, leurs habitudes de déplacements, ... ;
- D'orienter des politiques à venir dans le domaine des transports et de l'aménagement du territoire ;
- D'évaluer des politiques engagées et d'anticiper sur les évolutions sociétales futures.

Dans le contexte de construction de la Métropole, l'enquête mobilité constitue la source d'informations disponibles la plus précise et la plus fiable pour analyser les pratiques de mobilité de toutes les catégories de personnes selon les modes de transport aux différentes échelles d'un territoire. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda de la Mobilité, du Plan de Déplacements Urbains (PDU) et du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), l'enquête mobilité permettra de disposer d'une connaissance précise des conditions de déplacements actuelles et de pouvoir ensuite évaluer les effets des projets en matière de transports collectifs, de circulation et de stationnement en cohérence avec les politiques d'aménagement du territoire.

Les enquêtes ménages sont réalisées tous les 10 ans environ. La dernière, en 2009, a été effectuée, sous

maîtrise d'ouvrage de la Région à l'échelle du département des Bouches du Rhône, occasionnant un partenariat important entre les différentes collectivités. C'est dans ce contexte et pour ces raisons que la Métropole a décidé, par délibération TRA 001-4742/18/BM du 13 décembre 2018, d'engager la réalisation d'une enquête ménage certifiée CEREMA en 2019.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assurera la maîtrise d'ouvrage de l'enquête globale de déplacements et à ce titre sera chargée de procéder, dans le respect des règles prévues par le code des marchés publics, à l'organisation de l'ensemble des opérations d'attribution des marchés nécessaires pour la réalisation de cette opération. Elle veillera à la coordination de l'ensemble du programme et à son bon déroulement. Elle sera assistée par le CEREMA Méditerranée, centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement. Le périmètre sera strictement identique à celui de 2009, celui-ci correspondant au bassin de vie de la métropole et permettant toutes les comparaisons entre les deux enquêtes, ce qui constitue un atout majeur d'analyse.

L'enquête se déroulera sur une durée évaluée à 18 mois qui se décomposent comme suit :

- Préparation de l'enquête (6 mois)
- Enquête auprès des habitants (6 mois)
- Traitement des résultats (6 mois)

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel total pour cette opération est estimé à 1 660 000 euros hors taxe.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Etat	20%	332 000 € HT
Département des Bouches-du-Rhône	20%	332 000 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	60%	996 000 € HT
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>1 660 000 € HT</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 001-4742/18/BM du 13 décembre 2018 portant sur le lancement d'une enquête de mobilité et approbation d'une convention de partenariat avec l'Etat ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'enquête ménage pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Etat et Département des Bouches du Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de l'Etat et le Département des Bouches-du-Rhône à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport sur l'AP n° 2019001700, rattachée au Programme 07 – code AP 181073TP - nature 2031, sous-politique A420.

**Article 3 :**

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 028-6095/19/BM**

**■ Vente d'une parcelle d'espaces verts située à l'arrière du parc relais Malacrida et acquisition d'un local de 100m2 à destination de salle d'attente voyageurs à proximité du parc relais Malacrida à Aix-en-Provence  
MET 19/10471/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a réalisé et mis en exploitation le parc relais Malacrida, situé avenue Malacrida à Aix en Provence en 2014. Cet ouvrage comprend 242 places de stationnement, 11 places

vélo, 5 places PMR et 6 places avec bornes de recharge électrique.

Lors de sa réalisation, la CPA a acquis les parcelles cadastrées BP142 et BP146. La parcelle BP142 est grevée d'une servitude de passage sur l'arrière au profit des parcelles BP144 et BP143. La Métropole souhaite développer les services de transport au départ de ce site stratégique, et y organiser le transfert de services scolaires sur le réseau urbain Aix en bus. Pour cela il convient de pouvoir proposer de bonnes conditions d'attente aux usagers.

La Métropole, bénéficiaire d'un emplacement réservé (n°104) sur les parcelles BP143 et BP144 a approché les propriétaires en 2016, en vue de négocier l'achat de leurs parcelles. Le résultat de l'estimation foncière s'est révélé extrêmement couteux au regard du projet de hub bus projeté à cet endroit. En effet, la parcelle BP144 était estimée à 966 000 euros, et la parcelle BP143 à 2 599 000 euros.

Par courrier du 6 septembre 2018, la Métropole renonçait à son emplacement réservé, suite à la mise en demeure par les propriétaires d'acquiescer.



Ceux-ci sont vendeurs de leurs biens à un promoteur, M. Mathey qui souhaite édifier sur les deux parcelles, un immeuble d'activités et de bureaux. Pour ce faire, il souhaite pouvoir racheter l'arrière de la parcelle BP142 à la Métropole, de façon à aménager un accès au parking souterrain de son immeuble projeté. Il a également besoin de cette acquisition pour se prévaloir de suffisamment de surface d'espaces verts en vue de l'obtention de son permis.



La Métropole y voit l'opportunité de bénéficier à l'intérieur de l'immeuble à construire par M. Mathey, d'un local de 100m<sup>2</sup> en vue de s'en servir comme salle d'attente de voyageurs en correspondance entre le parc relais/le réseau urbain/ le réseau scolaire/ le réseau interurbain. (voir annexe 1)

Une évaluation de la parcelle à détacher a été réalisée réalisée par les services du Domaine et transmise à la Métropole en date du 24 avril 2019. Cette parcelle, d'une contenance de 1327m<sup>2</sup> (sur la parcelle cadastrée BP 142 est estimée à 765 000 € HT.



Le local que la Métropole souhaiterait acquérir à destination de salle d'attente de voyageurs, d'une superficie de 100m<sup>2</sup>, est estimé par avis des services du Domaine, transmis à la Métropole le 23 mai 2019, à 305 000€ HT.

Ainsi il est proposé d'approuver l'acquisition d'un local de 100m<sup>2</sup>, sis à l'angle de l'avenue Malacrida et de l'avenue Mauriat, en rez de chaussée d'un immeuble à construire, et la vente d'une parcelle de 1327m<sup>2</sup> située à l'arrière de la parcelle BP142. L'acquisition du

local se fera au prix de 305 000 euros, et la vente de la parcelle détachée au prix de 765 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les articles L.1311-11 et L.5211-37 du CGCT
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole
- Le rapport de la société Aixpertise consulting du 24 janvier 2019,
- Les avis du Domaine du 24 avril 2019 et du 23 mai 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la transaction foncière proposée permet à la Métropole de poursuivre le projet de réalisation d'un hub bus près du parking Malacrida à Aix en Provence,

**Délibère**

**Article 1 :**

Est décidée l'acquisition d'un local de 100m<sup>2</sup> par un contrat de VEFA conclu avec M. Philippe Mathey, auquel pourra se substituer la société civile de construction vente qui sera constituée pour la réalisation de ce projet, à l'angle des avenues Mauriat et Malacrida à Aix-en-Provence, en rez-de-chaussée pour un montant de 305 000 euros HT (366 000 euros TTC).

## **Article 2 :**

Est décidée la vente par la Métropole d'une parcelle de 1327m2, détachée à l'arrière de la parcelle BP142 lui appartenant au prix de 765 000 euros HT (918 000€ TTC) au profit de M Philippe Mathey, auquel pourra se substituer la société civile de construction vente qui sera constituée pour la réalisation de ce projet.

## **Article 3 :**

Le promoteur prendra en charge les frais d'actes (vente et acquisition).

## **Article 4 :**

Les recettes provenant de la vente de la parcelle seront inscrites au Budget Principal de la Métropole Aix Marseille Provence section d'investissement – Sous Politique C350 – Chapitre 77 - Nature 775.

## **Article 5 :**

Les dépenses nécessaires à l'acquisition seront inscrites au Budget Annexe Transports de la Métropole Aix Marseille Provence section Investissement – opération n° 2017264200 – Parc Relais Malacrida - N° inventaire 1942 - Sous Politique C350 Chapitre 21 – Nature 2131 et 2135.

## **Article 6 :**

Madame La Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 029-6096/19/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention pour l'année 2019 à l'association Approvel MET 19/10822/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association APROVEL a pour objet de promouvoir et de protéger la pratique du vélo comme moyen de déplacement à part entière en complémentarité avec d'autres modes de transports alternatif à la voiture (TC, Piétons...), ainsi que d'œuvrer à la réalisation du Schéma Régional de Véloroutes et Voies Vertes et à la création d'itinéraires cyclables dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.  
Son siège social est situé à Salon de Provence.

Les activités de l'association sont :

- La participation aux réunions pour le

développement et la structuration des véloroutes et voies vertes sur le territoire.

- L'organisation de randonnées à vélo.
- La participation aux événements locaux et territoriaux dont la fête du vélo.
- Des rencontres avec le réseau associatif local et la remontée de problématiques vélos.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine affiche des objectifs forts en faveur des modes actifs. La marche et le vélo sont ainsi placés au cœur des actions de l'agenda en termes d'intermodalité avec les transports en commun. Il s'agit de déployer leurs usages afin d'en faire des outils de déplacements concurrentiels de la voiture individuelle sur certains trajets domicile-travail et domicile-étude.

Au vu des objectifs de l'association APROVEL et de leur cohérence avec les objectifs de la Métropole, il est proposé de soutenir cette association selon la demande de subvention transmise en fonctionnement global.

Il est ainsi proposé d'accorder une aide d'un montant de 958 euros à cette association, sous la forme d'une subvention pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information des Conseils de Territoire ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Que l'objet de l'association APROVEL s'inscrit dans les objectifs de l'Agenda de la Mobilité métropolitaine en faveur du développement des modes actifs,

## Délibère

### Article 1 :

Est attribuée une subvention de 958 euros à l'association APROVEL

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique G610 nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 030-6097/19/BM**

### **■ Attribution d'une subvention à l'association Wimoov pour 2019 - Approbation d'une convention MET 19/11280/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives. Les questions d'accessibilité aux zones d'activités et de desserte en transports en commun, contribuent en grande partie à l'attractivité de ces zones d'emploi.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les démarches visant à faciliter toutes les formes de mobilité permettant l'accès à l'emploi, par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables, ainsi que l'insertion et l'accès à l'emploi.

L'association WIMO OV, créée en 1998 pour promouvoir et initier le développement de nouvelles pratiques de mobilité durable, est chargée depuis 2007, de la mise en œuvre de la plateforme de mobilité "Bougez vers l'emploi" dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de La Ciotat. Ses dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi s'étend également

sur Aubagne. Depuis 2017 sur le secteur d'Aix-en-Provence l'association participe s'inscrit dans les actions de création et maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix.

La plateforme d'éco mobilité inclusive Wimoov est un dispositif d'accueil et d'accompagnement, qui propose une offre de mobilité adaptées aux besoins de tous les publics en situation de fragilité.

De par son implantation locale et sa modularité, la plateforme d'éco mobilité inclusive est un guichet unique pour l'ensemble des acteurs de l'insertion socioprofessionnelle et joue un véritable rôle d'interface entre les acteurs de la mobilité des territoires, dont elle vient compléter les dispositifs existants.

Elle est un acteur de proximité auprès des publics pour :

- La mobilité inclusive – accompagner les publics dans leur mobilité et son management pour favoriser l'accès et maintien en emploi ou formation
- La mobilité durable et responsable – accompagner les publics fragiles, au changement de pratiques de déplacements en vue d'une mobilité plus douce et respectueuse de l'environnement, en prenant en compte les enjeux sanitaires.

L'association WIMO OV s'engage à réaliser en 2019 dans le cadre de cet outil, un programme d'actions autour de six axes :

- Des actions de sensibilisation et promotion de la mobilité durable sur l'ensemble des quartiers prioritaires
- Des actions « mobilité durable et découverte des territoires » en partenariat avec les acteurs de proximité (centre social, mission locale...)
- La mise en place d'une action en partenariat avec le centre des monuments nationaux (CMN) axée sur un usage direct, intergénérationnel et inclusif des moyens de mobilité urbains et interurbains dont le support est l'objectif d'une visite
- Des actions participatives de découverte des modes doux en partenariat avec Utoplab
- Des actions de développement d'une culture mobilité durable pour les publics jeunes
- Des animations de mobilité responsable

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées de la Mobilité et de l'Insertion vers l'Emploi au sein du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite continuer à soutenir l'association WIMO OV en lui attribuant une subvention globale de 50 000 euros au titre de l'année 2019, qui se répartit ainsi :

- Une subvention de 35 000 euros est accordée sur le budget annexe Transports au titre de l'action menée par l'association en faveur de la mobilité ;
- Une subvention de 15 000 euros est accordée sur le budget EST du Conseil de Territoire du Pays d'Aix au titre de l'action menée par l'association en faveur de l'insertion ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants
- Les actions de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur de l'insertion par l'emploi sur son territoire

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le programme d'actions de l'association Wimoov pour ses actions en faveur des Mobilités durables et responsables dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

#### **Article 2 :**

Est attribuée une subvention de 50 000 euros à l'association Wimoov pour son plan d'actions et son offre de services qui se répartit ainsi :

- Une subvention de 35 000 euros est accordée sur le budget annexe Transports au titre de l'action menée par l'association en faveur de la mobilité ;
- Une subvention de 15 000 euros est accordée sur le budget EST du Conseil de Territoire du Pays d'Aix au titre de l'action menée par l'association en faveur de l'insertion ;

#### **Article 3 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec Wimoov.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- au budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574 pour 35 000 euros,
- sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 61, pour 15 000 euros
- 

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 031-6098/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association Diambars Med - Insertion des jeunes issus de milieux défavorisés  
MET 19/10989/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :



L'association DIAMBARS Med est portée par les étudiants de KEDGE Business School. Elle a pour mission d'aider, professionnaliser et développer l'insertion des jeunes issus de milieux défavorisés à mieux connaître Marseille et ses nombreuses opportunités.

L'association a organisé l'opération « Stade Sup » qui a permis le déplacement gratuit de jeunes sur le réseau Régie des Transports Métropolitains du 8 au 12 avril 2019. Celle-ci a acheté les titres auprès de la Régie.

Dans ce contexte, l'association a demandé une subvention à la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'occasion de cet événement.

Au vu des objectifs de l'action proposée par l'association DIAMBARS Med et de la promotion de la politique métropolitaine de mobilité, il est proposé de soutenir cette dernière pour la réalisation de cette action.

Il est donc proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence rembourse, sous la forme d'une subvention de fonctionnement, l'association Diambars, de l'achat des titres de transport effectués (30 Pass 7j Grand Compte et 40 aller/retour pour l'archipel du Frioul) pour un montant de 1 072 € TTC, sur présentation des factures.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Territoire de Marseille Provence ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'action proposée par l'association DIAMBARS Med s'inscrit dans la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir cette action ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 1 072 euros TTC à l'association Diambars Med pour une action spécifique portant sur l'organisation de l'opération « Stade Sup ».

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etat Spécial du CT1 - sous politique C210, nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 032-6099/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association La Maison de l'Emploi de Marseille pour 2019 - Approbation d'une convention  
MET 19/11298/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives.

Les questions d'accès à l'emploi en transports en commun, les services de Conseil en Mobilité spécifiques que requièrent les publics en recherche d'emploi ou en démarche d'insertion, ainsi que les préoccupations des employeurs quant à l'attractivité des bassins dans lesquels ils pourvoient de l'emploi, constituent des enjeux stratégiques de la mobilité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser la promotion de toutes les mobilités vers l'emploi, ainsi que le conseil et l'accompagnement nécessaires aux publics en recherche ou en insertion, par la mise en place d'un soutien financier.

L'association La Maison de l'Emploi (MDE) créée en 2006, a pour objectif l'accompagnement vers l'emploi et l'insertion professionnelle. Dans le cadre de ses objectifs, elle porte depuis 2010 un ensemble d'actions tournées vers la mobilité durable, visant à promouvoir les mobilités à destination d'un public en recherche d'emploi ou d'insertion professionnelle, en se rapprochant des employeurs potentiels notamment par des démarches spécifiques à des filières ouvertes aux actions d'insertion de la MDE.

L'association assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à l'usage de toutes les mobilités adaptées à son public, en pratiquant également un travail de cohésion entre différents acteurs et leurs services en matière de mobilité inclusive.

Conscients de l'intérêt d'aborder ces questions de manière globale et multi partenariale, les actions de l'association soutenues au titre de la compétence Mobilité et Transports par la Métropole Aix-Marseille-Provence se répartissent et définissent comme suit :

- Mobilité et intelligence collective (*ou Action 1*)  
Animation d'événements répondant aux enjeux de sensibilisation à l'offre de services de mobilités alternatives, valorisation des actions favorisant les solutions de mobilité durable des partenaires et associations, fédération des acteurs et opérateurs de mobilité de la Métropole autour de réflexions thématiques.
- Petits déjeuners mobilité (*ou Action 2*)  
Impulser des actions de mobilité durable favorisant l'insertion sociale et professionnelle, à partir d'un temps d'échange thématique permettant la consultation des acteurs et la livraison de travaux thématiques auprès d'entreprises, de services de l'emploi, de formation et insertion.
- Trophée Entreprises (*ou Action 3*)  
Impulser des initiatives dans le domaine de la mobilité au sein des entreprises en fédérant des salariés autour d'un événement commun.
- Accompagnement « mobilité » à la politique de recrutement (*ou Action 4*)  
Visant à accompagner des recruteurs dans la prise en compte et l'intégration des problématiques liées à la mobilité des futurs salariés, publics en recherche d'emploi ou en insertion professionnelle, dans leurs plans de recrutement.
- Accompagnement à la mobilité des habitants de St Mauront/Parc Bellevue (*ou Action 5*) et des habitants de La Castellane/La Bricarde (*ou Action 6*)  
Favoriser la mobilité alternative des QPV (quartiers politique de la ville) en accompagnant les populations fragiles par la recherche de solutions de mobilité et la sensibilisation à la mobilité durable, accompagner les projets de territoire sur la

thématique de la mobilité, optimiser les aides de droit commun en garantissant une sortie de dispositif rapide et des solutions pérennes de mobilité liées à l'insertion et à l'emploi.

- Centrale de mobilité dédiée aux publics en insertion et aux salariés précaires (*ou Action 7*)

Valoriser les solutions de mobilité durable et mieux orienter les publics spécifiques de la Maison de l'Emploi par la mise à disposition d'un espace d'échanges, de formation et de dispositifs de levée des freins à la mobilité dans le cadre de parcours d'insertion de salariés précaires.

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées du développement des mobilités durables, afin de consolider et poursuivre le déploiement du plan d'actions en faveur de l'accès à l'emploi et d'une meilleure mobilité pour l'insertion professionnelle, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 100 000 euros à l'association sous la forme d'une subvention par le biais d'une convention annuelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission de suivi et cohérence des subventions aux associations ;
- L'information des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le programme d'actions Mobilité de l'association Maison de l'Emploi.

**Article 2 :**

Est attribuée une subvention de 100 000 euros à l'association Maison de l'Emploi.

**Article 3 :**

Est approuvée la convention d'objectifs relative à l'exercice 2019 avec l'association Maison de l'Emploi, ci-annexée.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention d'objectifs et tout document y afférent.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 033-6100/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association Atelier de l'environnement CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) du Pays d'Aix pour 2019 - Approbation d'une convention  
MET 19/11297/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives,

Les questions de protection de l'atmosphère et de la qualité de l'air, constituent un des enjeux de la compétence Mobilité, Déplacements et Accessibilité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser les actions en faveur des mobilités durables, par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la mise en place d'outils de conseil et d'orientation favorisant le report modal sous l'angle de la protection environnementale, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » pour développer ou promouvoir les mobilités durables.

L'association Atelier de l'Environnement – labellisée CPIE (Centre permanent d'initiatives pour l'environnement) du Pays d'Aix -, créée en 1997 a pour objectif d'initier et développer des projets contribuant à la préservation de l'environnement, à l'aménagement et au développement durable du territoire sur le périmètre du précédent Territoire du Pays d'Aix qui l'entoure,

L'association assure entre autres :

- L'élaboration et coordination de programmes pédagogiques, ainsi que l'animation en milieu scolaire, para et extrascolaire.
- Des opérations de sensibilisation et formation à l'environnement et aux écogestes.
- La conception et réalisation d'outils pédagogiques et d'événements, ainsi que l'assistance à la réalisation de projets pédagogiques.
- L'initiation et accompagnement de projets de développement durable, de communication environnementale, d'écomobilité, de biodiversité, d'aménagement du territoire...

Dans le cadre de son objet, la promotion des activités liées à la protection de l'environnement et du cadre de vie, l'Association prévoit en 2019 de programmer une action spécifique dans le domaine de la Mobilité : la conception d'une « boîte à outils Mobilité Durable », dont les objectifs sont :

- Offrir aux acteurs plusieurs supports de conseil et d'orientation Mobilité
- Créer un outil interactif et modulable pour sensibiliser à la mobilité et aux comportements citoyens
- Apporter de la connaissance, une aide à la décision et recherche de solutions adaptées
- Développer et tester la boîte à outils dans le cadre de PDES (Plans de Déplacements d'Établissements Scolaires).

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées du développement et de la promotion des mobilités durables, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 10.000 euros à l'association sous la forme d'une subvention de fonctionnement par le biais d'une convention annuelle, pour la réalisation de cette action

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole
- L'information des Conseils de Territoire ;
- L'avis favorable de la commission de suivi et cohérence des subventions.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur de l'amélioration de l'environnement de ses habitants et de la promotion des mobilités durables

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement spécifique de 10 000 euros à l'association Atelier de l'Environnement CPIE du Pays d'Aix.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Association Atelier de l'environnement CPIE du Pays d'Aix.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention d'objectifs.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits à la section fonctionnement du budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 034-6101/19/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention pour l'année 2019 à l'association Action Velo Aubagne MET 19/10868/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Action Vélo, AV, a pour objet la promotion de la pratique du vélo. Son siège social est situé à Aubagne.

Les activités de l'association sont :

- L'organisation d'ateliers participatifs pour apprendre à entretenir son vélo ;
- L'organisation de balades à vélo ;
- La récupération, la réparation et la vente de vieux vélos ;
- La participation aux événements locaux ;
- Des rencontres avec le réseau associatif local et la remontée de problématiques vélos.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine affiche des objectifs forts en faveur des modes actifs. La marche et le vélo sont ainsi placés au cœur des actions de l'Agenda en termes d'intermodalité avec les transports en commun. Il s'agit de déployer leurs usages afin d'en faire des outils de déplacements concurrentiels de la voiture individuelle sur certains trajets domicile-travail et domicile-étude.

Au vu des objectifs de l'association Action Vélo et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine, il est proposé de soutenir cette association pour son fonctionnement global.

Il est ainsi proposé d'accorder une aide d'un montant de 1500 euros à cette association, sous la forme d'une subvention pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'objet de l'association ACTION VELO s'inscrit dans les objectifs de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine en faveur du développement des modes actifs.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 1500 euros à l'association ACTION VELO en fonctionnement global.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique G610 nature budgétaire 6574.

**TRA 035-6102/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association Etincelle 2000  
MET 19/11512/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Etincelle 2000, reconnue d'intérêt général en mars 2013, sollicite une participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de pérenniser les actions en faveur des personnes en situation de handicap pour faciliter leur insertion sociale : aides administratives, service d'aide à la mobilité, sensibilisation au handicap.

La Métropole a conforté son soutien à cette association en lui attribuant une subvention de 6 000 euros en 2016, de 7 000 euros en 2017 et de 8 000 euros en 2018.

Pour l'année 2019, l'association sollicite une participation financière de la Métropole pour lui permettre à la fois de pérenniser et développer ses actions en faveur de la mobilité pour tous :

- une aide de 10 000 euros pour ses actions en faveur de la mobilité ;
- une aide de 2 500 euros pour l'équipement d'un véhicule aménagé pour les Personnes à Mobilité Réduite.

Au vu des actions menées par l'association pour favoriser la mobilité inclusive des personnes en situation de handicap, Il est proposé d'attribuer une subvention de 10 000 euros pour l'année 2019. Le versement d'une subvention d'investissement ne peut quant à lui être retenu.

L'association Etincelle 2000, association de type loi 1901 basée à Gardanne, existe depuis décembre 1999. Elle compte 197 adhérents, sur l'ensemble des communes du Territoire du Pays d'Aix et plutôt sur le bassin minier de Provence ; elle intervient sur le périmètre du département des Bouches du Rhône.

Cette association propose aux personnes titulaires de la carte d'invalidité à 80 % résidant sur le Territoire du Pays d'Aix et adhérent de l'association, les services suivants :

- Aide administrative et aide de financement : 114 personnes ont pu bénéficier de ce service en 2018 ;

- Sortie à thème et ateliers : 6 sorties à thème avec 27 personnes qui y ont participé et 23 ateliers ont été organisés en 2018 avec 10 adhérents qui y ont participé.

- Sensibilisation au handicap (non voyant et fauteuil) avec atelier adapté selon les publics : notamment, 15 interventions en milieu scolaire ainsi que des interventions grand public ont eu lieu en 2018.

- Service d'aide à la mobilité : ce service fonctionne 7 jours sur 7 et est assuré par 4 chauffeurs accompagnateurs. Il assure des transports liés aux activités de loisirs, professionnelles et aux démarches administratives (hors scolaire et médical) sur Gardanne et sur le bassin minier et par extension en direction de l'ensemble du territoire du Pays d'Aix, voire départemental : 46 adhérents ont bénéficié du service d'accompagnement en 2018 et les déplacements professionnels quotidiens de 8 travailleurs handicapés ont pu être assurés. 3 032 accompagnements dont 317 le week-end ont été effectués en 2018 et 49 267 kms parcourus.

L'association Etincelle 2000 fonctionne sur la base du bénévolat (en dehors des conducteurs accompagnateurs salariés). Elle emploie également 6 salariés (dont 5 CDI et un contrat aidé répartis comme suit : 3 chauffeurs accompagnateurs, 1 secrétaire comptable, un directeur).

L'association est en contact avec d'autres associations comme le réseau PARCOURS et l'APAF (Association Provençale d'Aide Familiale) qui orientent vers elle les personnes handicapées pour faciliter leur socialisation.

Au titre de l'année 2019, l'association a sollicité un montant total de financement de 133 165 euros (budget prévisionnel 2019) :

- la Métropole AMP  
10 000 euros
- les communes  
15 000 euros
- le Département 13  
85 000 euros
- Agence de services et de paiement  
5 652 euros
- Organismes sociaux  
7 000 euros
- Autres établissements publics  
10 513 euros

La demande de subvention auprès de la Métropole représente 7,5 % du budget prévisionnel 2018.

Il est proposé de soutenir l'association Etincelle 2000 au titre de ses actions menées en faveur de la mobilité dite « inclusive » auprès des personnes en situation de handicap, à hauteur de 10 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'objet de l'association Etincelle 2000, au travers de ses actions en faveur de la mobilité inclusive, s'inscrit dans les objectifs de développement de la mobilité portés par la Métropole

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 10 000 euros à l'association Etincelle 2000 pour le soutien de ses actions en faveur de la mobilité et de l'insertion des personnes en situation de handicap.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section de fonctionnement du Budget annexe transport 2019 - sous politique C210- chapitre 65 - nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 036-6103/19/BM**

**■ Adhésion à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité et paiement de la cotisation 2019  
MET 19/11480/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité (l'IDRRIM) fédère l'ensemble des acteurs publics et privés de la communauté des infrastructures de transport. Plateforme d'échanges, l'IDRRIM a vocation à répondre aux problématiques de ses adhérents, à concevoir des documents de référence et promouvoir le savoir-faire français à l'international.

L'IDRRIM créé en 2010 (association loi de 1901), propose un espace de réflexion et d'actions pour co-produire et partager un référentiel commun constitué de normes, de bonnes pratiques et règles de l'art, d'outils méthodologiques.

Lieu de convergence et d'échanges, l'Institut a pour objectif de répondre de manière homogène à des problématiques techniques ou stratégiques et de faire évoluer les patrimoines d'infrastructures et d'espaces publics vers une conception et une gestion durables ainsi qu'une plus grande optimisation de leur utilisation.

L'IDRRIM représente aujourd'hui un véritable label de confiance et de fiabilité pour tous ses partenaires. Rejoindre l'IDRRIM c'est participer à une réflexion collective sur les besoins de chacun et les enjeux économiques, technologiques et sociétaux. C'est aussi bénéficier d'opportunités d'échanges, accéder à un réseau privilégié d'informations validées par la communauté technique, anticiper les évolutions futures pour accompagner décideurs, entreprises et ingénieurs.

L'IDRRIM accueille aujourd'hui des membres représentatifs des organisations publiques et privées du domaine des infrastructures de mobilité et espaces urbains, et des membres adhérents à titre individuel. 50 membres représentatifs répartis en 5 collèges  
65 membres adhérents à titre individuel (collectivités dont 9 métropoles et 36 Conseils Départementaux, entreprises, sociétés d'ingénierie et ingénieurs)

Les missions de l'IDRRIM sont multiples elles consistent notamment à :

1. Fédérer et mobiliser les acteurs de la profession, par l'engagement collectif sur lequel il repose, à contribuer au rapprochement de l'ensemble des acteurs privés et publics qui œuvrent dans le domaine des infrastructures de transport et de l'espace urbain. Sa mission est de fédérer cette communauté au-delà des objectifs de chacun de ses membres, pour construire un espace de travail commun et progresser ensemble. L'IDRRIM a ainsi pour vocation de répondre, de manière homogène, aux problématiques techniques et stratégiques en matière de conception, réalisation, maintenance, exploitation et gestion d'infrastructures de transport ainsi que d'espaces publics urbains ;

2. Intégrer dans ses travaux les mutations technologiques et économiques à l'œuvre, ainsi que les enjeux de la transition écologique, de l'accessibilité des territoires et du développement des services liés à la mobilité des personnes et des biens. L'adaptation des compétences collectives est essentielle pour accompagner ces multiples mutations ;

3. Soutenir l'innovation en participant à l'expression des besoins en matière de recherche, d'études et de développement. Il incite également au montage de travaux partenariaux en facilitant la mise en relation des acteurs, et accompagne la valorisation des résultats. Enfin, il contribue à promouvoir l'innovation par une meilleure appropriation des outils juridiques et programmes opérationnels permettant son expérimentation ;

L'idrrim met à disposition de ses adhérents, un référentiel commun. Dans cette perspective, l'IDRRIM propose des documents de référence, participe à la formation continue des professionnels (organisation de séminaires, mise à disposition de guides et ouvrages techniques...) et établit des niveaux de qualité opérationnels, qui trouvent leur traduction au travers notamment d'agréments, d'avis techniques, de réalisation de campagnes d'essais croisés.

Aussi, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par L'IDRRIM, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, souhaite adhérer à cet institut.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2019 s'élève à 750 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que l'IDRRIM permet de participer à une réflexion collective sur les besoins en matière de mobilité, de bénéficier d'opportunités d'échanges, d'accéder à un réseau privilégié d'informations validées par la communauté technique, d'anticiper les évolutions futures pour accompagner décideurs, entreprises et ingénieurs dans le domaine des infrastructures de transports.
- Que compte tenu de l'objet de, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire et en tant que gestionnaire de voirie, souhaite adhérer à cet institut ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 750 € HT pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cet institut pour l'année 2019 ;

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures pour la Mobilité L'IDRRIM et le paiement d'une cotisation de 750 euros TTC pour l'année 2019

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole : Nature 6281 – Sous-Politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 037-6104/19/BM**

#### **■ Adhésion à l'Association Fabrique des mobilités et paiement de la cotisation 2019**

#### **MET 19/11495/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association la fabrique des mobilités a pour objet de réunir toute personne souhaitant mettre en commun ses connaissances ou son activité dans un but autre que de partager des bénéfices financiers, afin de favoriser l'émergence et l'adoption opérationnelle de communs (ressources ouvertes et mutualisées) pour construire des mobilités durables, efficaces, inclusives pour toutes les parties prenantes de l'écosystème :

industrie, laboratoires, collectivités, école, startups usagers,ect

L'association la fabrique des mobilités est une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901. Elle a notamment pour mission de :

1°) Contribuer à faire évoluer les pratiques de mobilité à grande échelle au travers des modèles ouverts ;

2°) Fédérer les acteurs publics et privés du secteur des mobilités dans une culture commune d'innovation ouverte ;

3°) Favoriser l'émergence de ressources ouvertes et pérennes dans le domaine de la mobilité ;

4°) d'animer des programmes de formation en matière de mobilité durable en France comme à l'étranger

L'association la fabrique des mobilités est composée à ce jour divers partenaires dont des

des industriels (SYSTRA, BLABLACAR , CITIWAY...), des territoires (Département de l'Isère ...)des incubateurs (the camp...), des clusters(FNTV...), des laboratoires et écoles (IFPschool ...), des agences et ministères (CEREMA)

L'Association offre à tous ses acteurs les conditions pour être les créateurs des futures mobilités et la possibilité de développer une culture commune de l'innovation. La raison d'être de cette association est de créer les conditions de cette diversité et de cette fertilité pour accompagner ces changements.

Pour se faire, la Fabrique fera vivre et mettra à disposition des ressources et contributions collectives dans des « communs ». Ceux-ci étant considérés comme des richesses essentielles de cet écosystème lui permettant de capitaliser mutualiser et innover.

Aussi, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association la fabrique des mobilités, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, souhaite adhérer à cette association.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2019 s'élève à 2 500 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**



- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'objet de l'association la fabrique des mobilités plus généralement a pour objectif de mettre en oeuvre toute activité ou opération se rapportant à la mobilité ;
- Que compte tenu de l'objet de l'association la fabrique des mobilités la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, souhaite adhérer à cette association ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 2 500 € HT, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2019 ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association la fabrique des mobilités et le paiement d'une cotisation de 2 500 euros HHT pour l'année 2019

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2019 de la Métropole : Nature 6281 – Sous-Politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

***Commission "Urbanisme et  
Aménagement"***

\*\*\*\*\*

**URB 001-6106/19/BM**

**■ Approbation de l'avenant 1 à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise, relative à l'attribution d'une subvention complémentaire pour l'année 2019**

**MET 19/10536/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article L121-3 du Code de l'Urbanisme pose le principe du partenariat de l'Etat avec les collectivités territoriales au sein des agences d'urbanisme dans la mesure où ces structures ont pour vocation de permettre la conduite en commun des politiques publiques dans un but d'intérêt général. Les agences fournissent un cadre commun pour la réalisation d'études et la conduite de certaines missions par les collectivités compétentes :

- l'observation et l'analyse des évolutions urbaines,
- la contribution à la définition des politiques d'aménagement et de développement,
- la préparation des projets d'agglomération, métropolitains et territoriaux
- la définition des politiques d'aménagement et de développement, ainsi que l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les Schémas de Cohérence Territoriale et les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

Pour ce faire, elles établissent un programme partenarial élaboré en associant l'ensemble des membres qui peuvent en utiliser les résultats. Ce programme répond à des enjeux intéressants directement ou indirectement l'ensemble des adhérents et à des besoins de connaissances partagées. Il peut être élaboré pour une durée de trois ans et peut s'intégrer dans un projet d'agence. Les missions conduites en commun, noyau dur de l'activité de l'agence, justifient l'octroi de subventions de la part de l'Etat en accompagnement de celles accordées par chacune des autres collectivités et organismes publics membres.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etat et la Ville de Marseille, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une Association loi 1901, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun, dans l'esprit de l'article L.110 du Code de l'Urbanisme qui dit notamment :

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). Les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

En effet, il est apparu indispensable pour l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de suivre les évolutions urbaines et de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement du territoire métropolitain.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme règlementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Par délibération URB 024-4779/18/BM, le Bureau de la Métropole a approuvé une aide de 3 658 147 euros à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise sous la forme d'une subvention de fonctionnement par le biais d'une convention couvrant l'année 2019.

Au -delà des fiches de travail stabilisées en début d'année et qui correspondaient aux enveloppes financières délibérées en décembre 2018, des interventions complémentaires à l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence et du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne sont attendues de l'AGAM sur un certain nombre de domaines.

En ce qui concerne le Conseil de Territoire Marseille Provence :

- la préparation de l'évolution du Plan Local d'Urbanisme intercommunal à travers des prochaines modifications et/ou révision :

Au regard des enseignements tirés lors de la finalisation du PLUi et donc en complément de ce qui était prévu initialement dans le programme de travail, le Territoire de Marseille Provence demande à l'AGAM d'engager dès le second semestre 2019 un certain nombre d'études sur les thèmes suivants : emplacements réservés et schéma voirie, espace boisé classé, 5<sup>e</sup> façade, prise en compte des risques, réponses aux préoccupations énergétiques, poursuite des réflexions sur les orientations d'aménagement et de programmation, détermination et argumentaire sur de futures opérations d'aménagement, anticipation sur les incidences de textes législatifs comme la loi LOM sur le contenu du document d'urbanisme.

- le dossier de synthèse du PPA centre- ville :

L'AGAM est également sollicitée pour apporter son appui et prendre en charge la présentation du PLAN PARTENARIAL D'AMENAGEMENT créé par la récente loi Elan et qui associera l'Etat, AMP et la ville de Marseille et qui concernera le grand centre-ville de Marseille. Le travail de l'AGAM portera à la fois sur le fond du dossier et sur la forme. Il aura notamment comme nature un travail de synthèse important entre toutes les démarches et les stratégies en cours ou en préparation sur ce territoire stratégique portées par différents acteurs publics.

- la réalisation d'une étude sur l'évolution du foncier hospitalier :

La dimension économique de la filière santé est importante et elle place Marseille dans une situation d'attractivité intéressante qu'il convient néanmoins de renforcer. Les réflexions portées par l'AP HM sur la rationalisation de ses sites d'implantation ont conduit le Conseil de Territoire Marseille Provence à envisager d'implanter sur le site de Sainte Marguerite des activités économiques liées au biomédical notamment qui ne trouvent pas l'espace nécessaire sur Luminy. Cette consolidation économique s'articulera par ailleurs très bien avec le projet d'extension du tramway sud vers la Gaye. L'AGAM est chargée de réaliser une étude d'organisation spatiale et d'insertion de cette nouvelle offre économique en lien avec les établissements déjà présents et à venir sur le site.

- un appui à la démarche espaces publics :

le Conseil de Territoire Marseille Provence demande à l'AGAM d'assurer la coordination entre les réflexions menées sur l'échelle de l'hyper-centre de Marseille et qui se traduit d'ores et déjà par l'engagement de travaux importants en 2019 et celles engagées par l'AGAM sur des périmètres extérieurs qui sont eux aussi appelés à être requalifiés.

- des études préalables au réaménagement de la passerelle de Plombières et du Boulevard Baille :

L'AGAM a déjà conduit ce type de réflexion sur le BUS, le Jarret et le cours Lieutaud. Elles avaient permis de proposer au maître d'ouvrage différents scénarios, de traiter de l'insertion urbaine des voiries et elles avaient donc contribué à mieux orienter et préparer les cahiers de consultations de MO lancées par la maîtrise d'ouvrage sur ces axes importants.

Dans la continuité, le Conseil de Territoire Marseille Provence demande à l'AGAM de s'inscrire dans cette même logique pour étudier l'évolution de Plombières à la fois au plan formel et fonctionnel mais aussi le bd Baille, artère principale du sud est du grand centre-ville articulé entre le cours Lieutaud et le Jarret qui font déjà l'objet d'une profonde requalification.

- des réflexions sur un certain nombre de parking relais à la fois pour regarder leur insertion urbaine et leur capacité à être un levier de développement urbain mais aussi dans une logique d'optimisation de l'offre en lien avec le développement des transports en commun : c'est le cas notamment de la Fourragère

dont les capacités doivent être augmentées en intégrant une forte dimension urbaine mais aussi l'offre nouvelle de transports en commun sur la rocade L2 récemment mise en service.

L'ensemble de ces éléments conduit à augmenter de 300 000 euros la part de la subvention versée par le Conseil de Territoire Marseille Provence à l'AGAM pour l'année 2019 et donc de la porter à 1 055 147 euros.

En ce qui concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne :

- des travaux graphiques en vue de la concertation publique :

L'AGAM est sollicitée pour la réalisation des outils graphiques adaptables sur différents formats, en s'appuyant fortement sur la ligne graphique existante de la métropole, validée par la DGA communication métropolitaine.

Cela consistera en :

- La création d'un logo PLUi du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La mise en forme de panneaux de concertation grand public et impressions (pour les treize lieux de concertation), création d'un modèle de diaporama de réunion publique et brochure de concertation et impressions ;

- des études urbaines préalables à des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielles :

Après la phase d'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (octobre 2019), l'AGAM est sollicitée pour amorcer des études préalables à l'élaboration des futures OAP du PLUi.

Trois sites ont été choisis pour ces études. Il s'agit de secteurs à effet « vitrine » du Territoire, en termes de multiplicité des enjeux et de diversité d'approche de développement.

Ces sites sont en cours de premières études par l'AGAM dans le cadre de la définition des schémas de développement "Sud Huveaune" et "Etoile-Merlançon".

Il s'agit plus précisément des secteurs suivants :

➤ La Bouilladisse / La Destrousse :

Véritable secteur de développement et d'enjeux du PLUi, ce site dispose d'une capacité de structuration et de mutation urbaine forte à plusieurs enjeux :

- Cohérence urbanisme-transport, insertion du Valtram ;
- Émergence et définition d'une vraie centralité : travaux sur les espaces publics, liaison à l'opération métropolitaine de la ZAC de la Chapelle, intégration

des opérations immobilières en cours, reconfiguration d'un centre-ville de bassin ;

- Volonté de création de nouvelles zones d'activités économiques : en lien avec le terminus Valtram, valorisation d'une façade économique entre l'autoroute et l'espace habité ;

- Equipements : intégration et accès au projet de lycée et de piscine métropolitaine, réflexions sur la reconfiguration de l'offre scolaire et culturelle ;

- Réseau viaire : réflexions sur la reconfiguration des flux avec la création d'un nouvel échangeur autoroutier, maillage des zones d'activités et connexion à la centralité de La Bouilladisse ;

➤ Lascours (Roquevaire) :

- Hameau de grande qualité patrimoniale reconnu : extension du hameau, principe de construction dans la pente, opérations paysagères exemplaires ;

- Approche architecturale patrimoniale pour les futures opérations ;

- Création d'espaces publics et de stationnement.

➤ Le Charrel (Aubagne) :

- Cohérence urbanisme-transport, valorisation du terminus du tramway ;

- Intégration d'un secteur d'habitat social au fonctionnement urbain ;

- Réflexions paysagères, choix des formes urbaines, constructions dans la pente ;

- enfin, il est question d'une mission d'assistante à maîtrise d'ouvrage environnementale sur la définition des prestations à confier à de futurs prestataires

L'expérience de l'AGAM sur les questions d'analyse et de critique de production des évaluations environnementales, des documents d'urbanisme, permettra d'apporter une expertise au territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sur la définition des missions à confier et leur pilotage.

L'ensemble de ces éléments conduit à augmenter de 60 000 euros la part de la subvention versée par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne à l'AGAM pour l'année 2019 et donc de la porter à 310 000 euros.

Le montant total de la subvention versée à l'AGAM pour l'année 2019 est ainsi porté à 4 018 147 euros.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n°HN- 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser l'augmentation de la subvention proposée par paiements échelonnés avant le 31 décembre 2019 eu égard à son objet particulier.

Il convient d'approuver l'avenant n°1 à la convention ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté Urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération URB 6/567/CC du 10 octobre 2003, approuvant la modification des statuts de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération URB 024-4779/18/BM du 13 décembre 2018 approuvant la convention entre Marseille Provence Métropole et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) pour l'année 2019 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Qu'il convient d'acter, dans le cadre d'un avenant à la convention initiale, l'augmentation de la subvention 2019 ;

### **Délibère**

### **Article 1 :**

La subvention accordée à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), est portée à 4 018 147 euros au titre de l'exercice 2019.

### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé, à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) qui précise les nouvelles modalités de financement pour l'exercice 2019.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

### **Article 4 :**

Par dérogation au Règlement budgétaire et financier, la Métropole Aix-Marseille Provence procédera au versement de l'augmentation de la subvention initiale, par paiements échelonnés jusqu'au 31 décembre 2019

### **Article 5 :**

Les crédits complémentaires nécessaires sont prévus au Budget Supplémentaire 2019 de la Métropole Aix Marseille Provence, sur les Etats Spéciaux de Territoires correspondants, et positionnés sur les lignes budgétaires suivantes :

EST CT1 : 300 000 euros - Nature 65748

EST CT4 : 60 000 euros - Nature 617

Les crédits initialement votés pour l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, à hauteur de 250 000 euros, prévus en nature budgétaire 65748 sont imputés en nature budgétaire 617 de cet EST.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 002-6107/19/BM**

■ **Approbation de l'avenant n°1 à la convention relative à l'attribution d'une subvention complémentaire à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix - Durance pour l'exercice 2019**

### **MET 19/10661/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, l'État et la ville d'Aix-en-Provence, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une association loi de 1901, l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans

l'intérêt de chacun, dans l'esprit de l'article L110 du Code de l'Urbanisme qui dispose notamment : « le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

Par délibération n°URB 025-4780/18/BM du 13 décembre 2018, le Bureau de la Métropole a approuvé le programme de travail de l'AUPA pour l'année 2019 et le montant de la subvention correspondante.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confiées à l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance et inscrites dans la convention portent notamment sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Il convient de compléter les missions confiées à l'AUPA pour 2019 en fonction de l'avancée du projet. Concernant le PLUi du Territoire du Pays d'Aix : Depuis 2016, l'AUPA a accompagné le Territoire du Pays d'Aix dans des travaux préparatoires à l'élaboration du PLUi ce qui a permis d'identifier les objectifs qui guideront son élaboration et qui ont été définis dans la délibération de prescription prise lors du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018.

Dans le cadre de l'élaboration du dossier de PLUi, les travaux suivants ont été confiés à l'AUPA :

- l'élaboration du diagnostic territorial qui sera alimenté par des études complémentaires notamment sur les thèmes agriculture, environnement et risques
- l'accompagnement sur l'écriture du PADD
- la réalisation d'une analyse typomorphologique support pour la définition du zonage et du règlement
- l'élaboration d'une partie des OAP

Au regard de l'avancement des travaux, des missions complémentaires doivent être prises en charge :

- le complément du diagnostic agricole notamment sur la commune de Pertuis, la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône n'ayant pas eu accès aux informations de celle de Vaucluse
- la déclinaison territoriale de la méthodologie d'identification du potentiel foncier.

Concernant la gestion des PLU communaux : Sur les 35 communes du territoire du Pays d'Aix en dehors de la ville d'Aix-en-Provence, ce sont 42 procédures d'évolution des documents d'urbanisme qui sont en cours et environ 20 procédures de mise à jour des servitudes d'utilité publique par trimestre. Les effectifs des services du territoire n'étant pas en capacité d'absorber cette charge de travail, les travaux suivants seront confiés à l'AUPA :

- définir le besoin avec la commune concernée et assurer le lien avec les services du territoire notamment dans le cadre de l'élaboration du PLUi
- analyse de la procédure à mettre en œuvre
- suivi technique de la procédure d'évolution des documents d'urbanisme communaux

Ces nouvelles missions représentent une charge de travail supplémentaire, il convient de réajuster la subvention versée à l'AUPA sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2019 à hauteur de 80 000 euros.

Concernant la prise en compte dans la CLECT définitive des transferts de charges des communes adhérentes à l'AUPA : Le transfert de la compétence Urbanisme a été effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour les communes de Gardanne, Pertuis et Aix-en-Provence. Il convient de compléter le programme de travail de l'AUPA pour l'année 2019 en prenant en compte les études en cours et contractualisées sur la compétences PLU par les communes adhérentes.

Le montant de la subvention correspondant à ces études a été consolidé dans la CLECT définitive et transféré sur l'État Spécial du Territoire du Conseil de Territoire sur le Budget Principal 2019.

Il correspond à 134.449 euros identifié sur le chapitre 65.

Le présent avenant a donc pour objet de :

- compléter le programme de travail pour l'année 2019
- réajuster la subvention accordée en fonction des nouvelles missions confiées à l'AUPA
- rectifier l'erreur de non prise en compte de la CLECT définitive

L'avenant s'élève à 214 449 euros, pour une subvention totale de 1 769 449 euros dont 969 449 euros sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 27 juillet 1994 relative à l'adhésion de la Communauté de Communes du Pays d'Aix à l'AUPA ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 025-4780/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance pour l'année 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les missions confiées à l'AUPA contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les missions complémentaires confiées à l'AUPA dans le cadre de l'élaboration du PLUi du Territoire du Pays d'Aix et de la gestion des PLU communaux décrits ci-dessus.

#### **Article 2 :**

Est attribuée une subvention complémentaire de 214 449 euros pour l'année 2019.

#### **Article 3 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'AUPA qui précise les missions confiées à l'agence et les modalités de financement pour 2019 ci-annexé.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 à la convention et tout document y afférent.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162719, nature 4581, fonction 515, autorisation de programme DI719AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 003-6108/19/BM**

**■ Institution d'un périmètre de Projet Urbain Partenarial dit "Bleu Capelette" - 13010 Marseille - Approbation de la convention financière prévoyant les modalités de financement du groupe scolaire et approbation d'une convention de projet urbain Partenarial avec la SCI Marseille Capelette 10, la ville de Marseille et la SOLEAM MET 19/11101/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Un ensemble d'opérations de requalification urbaine autour du projet « Marseille Grand Est » qui s'étend de la ZAC du Rouet jusqu'à la ZAC de Vallon Régny ont été menées à l'Est du centre-ville de Marseille ces dernières années et contribuent à engager le renouvellement urbain d'un secteur anciennement constitué d'activités industrielles.

Ainsi, dans le cadre de la convention de concession d'aménagement de la Capelette confiée à SOLEAM dès 1996, l'opération Cap Est et la réalisation du Palais Omnisports Marseille Grand Est ont permis de créer une mixité des fonctions et de raccrocher ce territoire d'entrée de ville au centre-ville.

Dans cette dynamique, les emprises foncières situées entre le Palais Omnisport Marseille Grand Est et le boulevard Rabatau ont, ces dernières années, fait l'objet d'une intention de projet pour la réalisation d'un centre commercial baptisé « Bleu Capelette » et porté par la SCI Cap Est loisirs. Ce projet n'a pas été mis en œuvre.

En cohérence avec la poursuite du renouvellement urbain de ce territoire, le constructeur s'est rapproché de la collectivité pour substituer à son projet initial la réalisation d'une opération mixte sur ce site. Le nouveau projet développerait sur une emprise de 19 936 m<sup>2</sup> de foncier un nouveau quartier composé en surface de plancher d'environ 38 000 m<sup>2</sup> de logements (environ 600 logements et une résidence senior gérée), environ 10 000 m<sup>2</sup> de commerces, 23

000 m<sup>2</sup> affectés à de l'activité (bureaux, hôtel,...), pour une surface totale estimée à environ 71 000 m<sup>2</sup>.

Au regard de son importance, l'opération nécessite de créer ou adapter différents équipements publics afin de répondre aux besoins des futurs habitants et usagers.

En application des articles L 332.11-3 et 332.11-4 et R 332.25-1 et R.332.25-3 du Code de l'Urbanisme, la SCI Marseille Capelette 10 et la Métropole, compétente en la matière, se sont rapprochées afin de définir les conditions de mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) permettant d'adapter le calendrier et les modalités de financement des travaux d'équipements publics nécessaires au projet. En effet, le PUP, convention signée entre un ou plusieurs acteurs privés et une collectivité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, permet de définir les modalités de participations financières des constructeurs à la réalisation des équipements publics rendus nécessaires par l'opération.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'instituer un périmètre de PUP dénommé « Bleu Capelette », lequel porte sur les parcelles cadastrées n°210855 R0076, 210855 R0081, 210855 R0082 pour une emprise de 19 936m<sup>2</sup>. Ce périmètre figure en annexe 1 de la convention jointe.

La mise en œuvre de cette opération est prévue en plusieurs phases avec différents opérateurs et fera l'objet de demandes d'autorisations d'urbanisme distinctes. Dès lors, les projets de construction compris dans le périmètre du « PUP Bleu Capelette » donneront lieu à plusieurs conventions de Projet Urbain Partenarial qui seront conclues avec les opérateurs portant un projet dans cette zone.

Conformément aux dispositions de l'article L 332-11-4 du Code de l'Urbanisme, il est proposé de fixer à dix ans la durée pendant laquelle les constructeurs signataires de chaque convention de PUP seront exonérés de de part intercommunale de taxe d'aménagement pour les constructions à établir au sein du périmètre de PUP en cause. Le point de départ de cette durée d'exonération s'entend de la date d'entrée en vigueur de la convention de PUP à laquelle la ou les constructions ou les aménagements en cause se rattachent.

Les équipements publics nécessaires au développement des opérations situées dans le périmètre du PUP sont constitués par :

- la réalisation d'un groupe scolaire dont l'implantation est prévue à proximité dans le périmètre de la ZAC de la Capelette sur les îlots 11 et 12,
- la reprise du projet de voie à l'ouest des parcelles, afin de desservir le nouveau projet urbain au gabarit adapté
- le réaménagement de la voirie au nord (fin de l'axe boulevard Rabatau)

- les connexions piétonnes entre le projet du constructeur et le boulevard Rabatau

La localisation de ces équipements est jointe en annexes 2 et 2 bis.

Le coût prévisionnel du programme des équipements publics financés au moyen du PUP qu'il est proposé d'instituer est estimé à 18 900 000 euros HT, dont un montant prévisionnel de 4 780 000 euros, soit 25,3% (en moyenne) sera financé par les participations des constructeurs prévues par les différentes conventions de PUP à conclure dans le périmètre institué, selon détail présenté en annexe 3,4 et 5.

Au titre du présent rapport, il est proposé d'approuver la conclusion d'une première convention PUP avec la SCI Marseille Capelette 10, jointe en annexe 6, portant sur la tranche 1 de l'opération « Bleu Capelette », relative à l'édification de constructions développant 22 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher sur une partie du périmètre de PUP.

Compte tenu du fait que la convention de PUP à conclure avec la SCI Marseille Capelette 10 emporte participation au financement d'un groupe scolaire, équipement de compétence communale, la Ville de Marseille percevra les participations assises sur le coût total de cet équipement. Le montant de cette participation des constructeurs au groupe scolaire est fixé à 15% du coût prévisionnel de réalisation de l'équipement, à ce jour arrêté à 15 800 000 euros HT.

En effet, en application du dernier alinéa de l'article L 332-11-3 du Code de l'Urbanisme, la convention de PUP peut prévoir que la contribution financière qu'elle institue est versée directement à la personne publique assurant la maîtrise d'ouvrage des équipements publics auxquels il est contribué.

C'est la raison pour laquelle la Ville de Marseille, bien que non compétente pour la conclusion d'une convention de Projet Urbain Partenarial, est partie à cette convention et est amenée à délibérer sur l'approbation des termes de celle-ci.

En outre, dans la mesure où le groupe scolaire en cause est inscrit au programme des équipements publics de la ZAC de la Capelette, celui-ci sera réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la SOLEAM, concessionnaire de cette opération d'aménagement.

Dès lors, en application des dispositions de l'article R 311-7 a du Code de l'Urbanisme, il convient donc de soumettre concomitamment à l'approbation du Conseil de la Métropole l'approbation d'une convention financière entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (autorité concédante), la SOLEAM (concessionnaire) et la Ville de Marseille fixant le montant global, incluant la participation des constructeurs issue du PUP, et l'échéancier de versement par la Ville de Marseille des sommes

destinées à la prise en charge des coûts de réalisation du groupe scolaire

La convention de Projet Urbain Partenarial fera l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R.332-25-2 du Code de l'Urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2019 approuvant le programme des équipements publics du Projet Urbain Partenarial Bleu Capelette ainsi que la convention financière prévoyant les modalités de financement du groupe scolaire ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que les emprises foncières situées entre le Palais Omnisport Marseille Grand Est et le boulevard Rabatau, 13010 Marseille font l'objet d'un projet global mixte qui sera décliné en plusieurs opérations
- Que ce projet nécessite la réalisation d'équipements publics

##### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le périmètre du PUP dit « Bleu Capelette », institué conformément à l'article L 332-11-3 II du Code de l'Urbanisme, tel qu'il figure en annexe 1, pour une durée de quinze ans.

#### **Article 2 :**

La durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement pour les constructions ou aménagement à édifier au sein du périmètre du PUP « Bleu Capelette » est fixée à 10 ans. Cette durée est à décompter à partir de l'entrée en vigueur de chacune des conventions de PUP conclues dans ce périmètre, pour les constructions ou aménagements sur lesquels elles portent respectivement.

#### **Article 3 :**

Est approuvée la répartition des coûts entre les collectivités et les opérations du PUP jointe en annexe 2.

#### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de Projet Urbain Partenarial à conclure avec la SCI Marseille Capelette 10 jointe en annexe 3.

#### **Article 5 :**

Est approuvée la convention financière entre la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SOLEAM prévoyant les modalités de financement du groupe scolaire jointe en annexe 4.

#### **Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces convention et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 004-6109/19/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°2 au mandat d'études avec la SOLEAM pour la modification du périmètre et des missions sur le secteur Billard-Bricard sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe  
MET 19/10940/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique. Dans ce contexte, la



mobilisation d'une offre foncière et immobilière, au profit du développement d'activités et du soutien à l'emploi est un objectif majeur de la politique économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Afin de poursuivre les initiatives de développement économique sur le territoire nord-ouest, la Métropole Aix-Marseille-Provence a choisi d'étudier la possibilité de création d'une zone d'activités sur secteur Billard-Bricard, commune de Gignac-la-Nerthe, à proximité de la ZAC des Florides. Situé en bordure de la RD 368 et desservi par l'autoroute A55, ce site qui accueille déjà plusieurs entreprises, est classé au PLU de la commune en zone AU2 (à urbaniser, non règlementée, à vocation d'activités économiques).

Par délibération du 3 juillet 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a déclaré d'intérêt communautaire l'aménagement du secteur Billard-Bricard et a approuvé un mandat avec la SOLEAM en vue de conduire les études préalables à la création d'une ZAC à vocation économique. Dans le cadre de ce mandat, des études pré-opérationnelles et de positionnement économique ont permis de définir les premiers éléments de programmation urbaine et fonctionnelle ainsi que de proposer un périmètre d'aménagement sur une surface de 20 hectares environs.

L'opération est depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 de compétence métropolitaine.

A ce titre de ces études, des investigations sur un site de stockage de terres situé au cœur du périmètre de projet ont été menées, mettant en évidence la présence de terres polluées provenant de déchets de matériaux du BTP comprenant notamment des fibres d'amiante.

Un premier avenant à la convention de mandat approuvé le 18 octobre 2018 au Bureau de la Métropole (URB 029-4375/18/BM), a permis de faire évoluer les missions d'études mandatées à la SOLEAM suite à la découverte du site pollué. Cet avenant a notamment permis de supprimer les études préalables à un dossier de création de ZAC et d'intégrer la réalisation d'études de pollution et de sécurisation du site.

Le périmètre d'étude initial Billard-Bricard est limitrophe à une zone économique située le long de la RD 368, sur laquelle des mutations s'opèrent actuellement. Il convient donc d'intégrer à la réflexion globale, le périmètre de ce site économique situé à l'articulation entre le secteur Billard-Bricard et la ZAC des Florides aménagée sur la commune de Marignane.

Pour permettre à la Métropole de disposer d'une vision d'ensemble sur les conditions d'aménagement de ce secteur, le présent avenant a pour objet d'élargir le périmètre d'être initial, en incluant deux nouveaux périmètres répartis entre deux communes, Gignac-la-Nerthe et Marignane (cf. plan des périmètres d'études en annexe 1), à savoir :

- Le périmètre P2 (17ha), correspondant à la zone UEb au PLU de la commune de Gignac-la-Nerthe, situé de part et d'autre de l'axe structurant de la RD 368.
- Le périmètre P3 (27ha), correspondant à une zone d'urbanisation future au PLU de la commune de Marignane qui se trouve en continuité de la ZAC des Florides.

De façon inhérente à l'élargissement du périmètre d'études, les missions suivantes doivent s'ajouter au mandat existant :

- Élaboration d'un schéma global d'organisation des trois périmètres (P1-P2-P3),
- Analyse foncière globale avec fiches d'immeubles selon les duretés foncières (principalement sur P2 et P3),
- Étude Pollution G1,
- Étude de faisabilité de calibrage pour un giratoire sur la RD 368,
- Reprise de l'étude de composition urbaine (P1) en intégrant la zone polluée et en intégrant P2,
- Étude d'une variante sur la prise en compte de la pollution : Lancement de consultation pour implanter une société de valorisation des déchets sur ce secteur pour valoriser le site pollué en ilot d'activité.

Un tableau de synthèse en annexe 2 résume les missions déjà confiées et celles nouvellement attribuées.

Sur la base des éléments exposés ci-dessus, un avenant n°2 est proposé ayant pour objet de :

- Redéfinir les missions,
- Ajuster le délai d'exécution du mandat,
- Réévaluer l'enveloppe prévisionnelle,
- Réévaluer la rémunération du mandataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015

prenant acte des transferts des opérations d'aménagements ;

- La délibération URB 3/564/CC du 10 octobre 2003 approuvant les principes directeurs d'aménagement d'un pôle d'activités situés sur le secteur Nord-Ouest ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique ;
- Que le secteur Billard-Bricard fait partie des derniers espaces aménageables du territoire ;
- Qu'il est nécessaire d'adapter les études confiées par mandat à la SOLEAM sur le secteur Billard-Bricard.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 au mandat d'études ci-annexé conclu avec la SOLEAM pour l'élargissement du périmètre des études à conduire sur ce site, en intégrant la réhabilitation du site pollué dans le cadre du projet d'Aménagement du secteur Billard-Bricard.

**Article 2 :**

La nouvelle enveloppe financière des dépenses d'études à mener dans le cadre de l'avenant n°2, est évaluée à 526 898,00 euros HT, soit 374 420,00 euros HT de plus que l'enveloppe budgétaire prévisionnelle allouée dans le précédent avenant.

**Article 3 :**

La rémunération de La SOLEAM est modifiée et s'élève à 71 851,00 euros HT, soit 86 221,20 euros TTC.

**Article 4 :**

La durée d'exécution des études au vu des nouvelles missions confiées du fait de l'extension du périmètre est prolongée de 6 mois, soit une fin prévisionnelle le 23 janvier 2021.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

**Article 6 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence - Sous Politique : C140 - Nature : 617 - Fonction : 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 005-6110/19/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération d'aménagement du Centre Ancien de Trets**

**MET 19/10981/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement du Centre Ancien de Trets, concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis décembre 2013, poursuit le programme de réhabilitation de logements et d'espaces publics engagé dans le cadre d'opérations d'aménagement antérieures.

Deux avenants ont déjà été signés sur cette concession. En effet, en 2015, l'avenant n°1 a modifié la participation du concédant afin de l'ajuster à la modification de programme et aux travaux à réaliser. En 2017, la durée de la concession a été prolongée de deux années supplémentaires jusqu'à fin 2019, sans augmenter la participation du concédant. Il est nécessaire aujourd'hui de prolonger une nouvelle fois la concession. En effet, des travaux d'aménagement restent à engager et les périodes de garantie de parfait achèvement courent encore. Par ailleurs, la cession du stock foncier n'a pas encore pu aboutir. Cinq immeubles sont sous compromis de vente et le montage financier pour la cession de la Maison Seigneuriale n'est pas finalisé. La rénovation de ce bâtiment et sa transformation en logement est coûteuse puisqu'il faut conserver les salles voûtées et la façade inscrites au registre du Patrimoine. La Maison Seigneuriale a toutefois été retenue dans le

cadre du « loto du patrimoine » et les subventions ainsi mobilisées permettront à un acquéreur de financer son projet.

Afin de s'assurer de la poursuite des missions de la SPLA sur les travaux, sur la cession du stock foncier et sur la gestion et la vente de la Maison Seigneuriale, il est nécessaire de proroger la durée de la concession de deux ans, la portant ainsi à huit ans.

Il s'agit donc de modifier :

- Les articles 7 et 36, afin de porter la durée de la concession de 73 mois à 97 mois
- L'article 35 portant la rémunération du concessionnaire à 1 281 407 euros, au lieu de 1 246 407 euros, afin de tenir compte de l'allongement de la durée de la concession. Cette augmentation est absorbée par l'ajustement et l'optimisation des postes de dépenses, et n'a donc aucun impact financier sur le bilan de l'opération

Les autres articles du traité sont inchangés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_A168 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération Centre Ancien de Trets ;
- La délibération n°2013\_A169 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 concédant l'opération Centre Ancien à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_B351 du Bureau Communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 qui modifie la participation financière du concédant ;
- La délibération n°DEVT007-2603/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération Centre Ancien de Trets ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les missions restant à réaliser sur l'opération Centre Ancien à Trets

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3, ci-annexé, au traité de concession de l'opération Centre Ancien à Trets.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 006-6111/19/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement avec le Syndicat Durance Lubéron et la commune de Pertuis pour les travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eaux potables et d'assainissement pour la Zone d'Aménagement Concertée du Jas de Beaumont à Pertuis**

#### **MET 19/10994/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC du Jas de Beaumont située sur la commune de Pertuis a été créée par le Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016.

Ce projet de 14 hectares est situé sur un site plus important de 42 hectares déclaré d'intérêt communautaire par la Communauté du Pays d'Aix en 2014 et classé en ZAD au titre de l'accueil du projet Iter depuis 2007. A ce titre, il a fait l'objet d'une intervention foncière de l'EPF PACA par le biais de

convention pour la constitution de réserves foncières. L'urbanisation du secteur dans sa totalité sera phasée dans le temps ; la première ZAC porte sur la réalisation d'un Eco Quartier d'environ 400 logements dont 40 % de logements locatifs sociaux, un parc urbain, des commerces et services de proximité.

Pour mener à bien ce projet et assurer le bon fonctionnement des réseaux d'eau potable et d'assainissement, au vu des autres projets envisagés notamment par la commune de Pertuis dans le secteur (collège, EPHAD, groupe scolaire etc.), d'importants travaux structurants des réseaux sont exigés par le fonctionnement du service eau et assainissement. Le SIVOM Durance Luberon est

compétent de part ses statuts sur la commune de Pertuis pour la maîtrise d'ouvrage de ces travaux.

Le coût de ces opérations a été estimé en 2017 durant les études de faisabilité, et représente un investissement que le SIVOM Durance Luberon ne peut supporter intégralement sans engendrer une hausse excessive des tarifs pour les usagers. Le Bureau de la Métropole a donc approuvé le 15 février 2018 la signature d'une convention de financement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, le SIVOM Durance Luberon et la commune de Pertuis.

Pour rappel, les coûts estimés étaient les suivants :

	Assainissement	Eau potable
Études	160 000 €HT	230 755 €HT
Travaux	690 000 €HT	2 295 070 €HT
<b>TOTAL</b>	<b>850 000 €HT</b>	<b>2 525 825 €HT</b>

Les infrastructures d'eau potable et d'assainissement à l'intérieur des périmètres des différentes opérations d'aménagement et d'équipements seront réalisées et financées par les aménageurs concernés sous le contrôle du SIVOM Durance Luberon. Ce dernier prend en charge les travaux de renforcement sur les

infrastructures eau potable et assainissement nécessitant un renouvellement de réseaux.

Le reste des travaux sera supporté par la Métropole et la commune au titre de leurs projets respectifs sur le secteur au prorata des équivalents habitants, sur la base des estimations réalisées en 2017 durant les études de faisabilité :

	Assainissement		Eau potable		TOTAL
	Participation	Montant	Participation	Montant	
SIVOM	34,72 %	295 159 €HT	47,84 %	1 208 340 €HT	<b>1 503 499 €HT</b>
MAMP	62,17 %	528 420 €HT	49,55 %	1 251 611 €HT	<b>1 780 031 €HT</b>
Commune	3,11 %	26 421 €HT	2,61 %	65 874 €HT	<b>92 295 €HT</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>850 000 €HT</b>	<b>100 %</b>	<b>2 525 825 €HT</b>	<b>3 375 825 €HT</b>

Ainsi, la participation initiale de la Métropole s'élève à 1 780 031 €HT.

Les marchés de travaux, attribués par le SIVOM Durance Luberon fin 2018, ont fait apparaître des écarts par rapport aux estimations, notamment sur les travaux portant sur le réseau d'eau potable. Ainsi, le

surcoût des travaux d'eau potable s'élève à 841 860,05 €HT, déduction faite des dépenses rattachées à des renouvellement de réseaux (pris en charge par le SIVOM Durance Luberon).

Afin d'ajuster au mieux l'articulation entre les travaux actuellement réalisés sur les réseaux et l'aménagement de la ZAC du Jas de Beaumont, il a été convenu que le maillage des réseaux d'eau

potable, nécessaire pour le bon fonctionnement des réseaux et devant passer dans le périmètre de l'opération, sera réalisé ultérieurement par l'aménageur. Ainsi, ces travaux représentant un coût de 133 182,50 €HT ne seront pas réalisés, ramenant le surcoût à 708 677,55 €HT, qu'il convient de ventiler entre les parties signataires de la convention de financement selon la clé de répartition notée ci dessus.

En parallèle, il a été étudié la révision à la baisse des participations aux frais d'études sur les opérations d'eau potable et d'assainissement, notamment car le marché de maîtrise d'œuvre attribué début 2018 présente des économies sur les dépenses envisagées.

Les coûts actualisés sont donc les suivants :

	Assainissement	Eau potable
Études	75 000 €HT	195 000 €HT
Travaux	684 138 €HT	3 003 747 €HT
<b>TOTAL</b>	<b>759 138 €HT</b>	<b>3 198 747 €HT</b>

Les participations sont donc révisées selon le prorata initial :

	Assainissement		Eau potable		TOTAL	Augmentation
	Participation	Montant	Participation	Montant		
SIVOM	34,72 %	263 573 €HT	47,84 %	1 530 281 €HT	<b>1 793 854 €HT</b>	<b>290 354 €HT</b>
MAMP	62,17 %	471 956 €HT	49,55 %	1 584 979 €HT	<b>2 056 935 €HT</b>	<b>276 904 €HT</b>
Commune	3,11 %	23 609 €HT	2,61 %	83 487 €HT	<b>107 096 €HT</b>	<b>14 801 €HT</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>759 138 €HT</b>	<b>100 %</b>	<b>3 198 747 €HT</b>	<b>3 957 885 €HT</b>	<b>582 059 €HT</b>

Ainsi, la participation globale de la Métropole aux dépenses augmentera de 276 904 €HT, s'élevant donc à 2 056 935 €HT au lieu de 1 780 031 €HT, soit une augmentation de 15,56 %.

Enfin, il est aussi proposé de réviser l'échéancier des paiements. Pour rappel, les conditions de versement initiales étaient les suivantes :

- 10 % du montant au démarrage de la mission de maîtrise d'œuvre
- 40 % du montant à la notification du marché de travaux
- un appel de fonds de 25 %, 6 mois après le début des travaux, sur présentation des bordereaux de mandats
- le solde (25 %) à l'achèvement des travaux sur présentation du Décompte Général Définitif des travaux

La Métropole a déjà versé les 50 % de sa participation correspondant aux deux premiers versements. Il est proposé :

- de prévoir un appel de fonds de 35 %, 6 mois après le début des travaux,
- de verser le solde (15 %) à l'achèvement des travaux,
- d'intégrer le montant de la révision de la participation portant sur les deux premiers versements, lors du troisième versement.

La commune de Pertuis et le SIVOM Durance Luberon présenteront pour approbation cet avenant respectivement lors du prochain Conseil Municipal et du prochain Comité Syndical.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 031-1111/16/CM du Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016 approuvant le dossier de création et créant la

Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont ;

- La délibération n°URB 028-3469/18/BM du Bureau de la Métropole le 15 février 2018 approuvant la convention de financement entre le SIVOM Durance Luberon, la commune de Pertuis et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement nécessaires au développement des quartiers Ouest de Pertuis ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de réaliser des travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement pour la mise en oeuvre de la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de financement entre le SIVOM Durance Luberon, la commune de Pertuis et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement nécessaires au développement des quartiers Ouest de Pertuis.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 (Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix), en section d'investissement : opération budgétaire 4581162612, nature 4581, fonction 515, autorisation de programme DI6124AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 007-6112/19/BM**

#### **■ Approbation de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique pour constitution d'une réserve foncière menée par l'EPF PACA dans le cadre de l'extension de la Zone d'Activités de Pertuis MET 19/11029/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet d'extension de la zone d'activités de Pertuis est identifié dans le SCOT du Pays d'Aix comme espace de développement prioritaire à rayonnement métropolitain. Dans cette logique, le projet a été déclaré d'intérêt communautaire en décembre 2013 et la commune de Pertuis a inscrit dans son PLU une zone à urbaniser d'environ 90 hectares à vocation économique, sous réserve de l'obtention par les services de l'État d'une autorisation d'endiguement des ouvrages de protection contre les crues de la Durance.

Ce potentiel foncier situé de part et d'autre du parc d'activités existant représente un maillon essentiel de la stratégie de développement économique de la Métropole pour répondre aux besoins des entreprises industrielles appartenant à la sphère de l'économie productive notamment en lien avec les énergies renouvelables et celles liées au projet Iter.

Dans ce contexte de pénurie foncière pour des terrains d'activités, les collectivités ont engagé un travail partenarial avec l'EPF PACA afin de mettre en œuvre une politique d'anticipation foncière. Ainsi, en mars 2014, la ville de Pertuis et le Pays d'Aix ont signé avec l'EPF PACA une convention d'intervention foncière sur le secteur d'extension de la zone d'activités sur un périmètre d'environ 100 hectares. Dans le même temps, les trois partenaires ont déposé un dossier de demande de création de ZAD en Préfecture. Le 31 juillet 2014, le Préfet de Vaucluse a arrêté un périmètre de ZAD (Zone d'Aménagement Différée) de 99 ha aux franges Ouest et Est du parc d'activités existant.

La création de la ZAD a permis d'engager une veille foncière le plus en amont possible afin de maîtriser les prix du foncier et de proposer à terme aux industriels des terrains d'activités de grande taille à des coûts acceptables.

Parallèlement, les travaux de renforcement des digues existantes sur la Durance et de construction de

nouveaux ouvrages, commencés en 2015, ont été réalisés et sont achevés ; le dossier d'autorisation d'endiguement a été déposé auprès de la DREAL PACA pour instruction. Des compléments ont été apportés dans le courant de l'année 2018. Cette autorisation est aujourd'hui sur le point d'être délivrée par les services de l'État.

Au regard du temps nécessaire à l'acquisition des terrains, le Conseil Communautaire de la CPA en accord avec la commune de Pertuis avait délibéré en 2015 sur le principe de lancement d'une Déclaration d'Utilité Publique réserve foncière sur la base du périmètre de la ZAD, dont la mise en œuvre était confiée à l'EPF PACA. Puis en 2018, la Métropole a approuvé le périmètre de la DUP d'une surface de 86,5 ha.

Il s'agit aujourd'hui d'approuver le dossier de DUP réserve foncière et d'autoriser l'EPF PACA à engager, en son nom et pour son compte, auprès du préfet de Vaucluse, une demande d'enquête conjointe préalable d'utilité publique (DUP) et parcellaire en vue de la constitution d'une réserve foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 321-1 et suivants ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment l'article R 112-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropole ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010\_A188 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 relative au soutien à la demande d'extension de la ZA de Pertuis au regard des critères des Espaces Stratégiques en Mutation au sens de la doctrine Rhône ;
- La délibération n°2013\_A264 du Conseil Communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération d'extension de la zone d'activités de Pertuis ;
- La délibération n°2013\_A263 du Conseil Communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant la convention d'intervention foncière entre la Communauté du Pays d'Aix,

la Commune de Pertuis et l'EPF PACA relative à la zone d'activités de Pertuis ;

- La convention d'intervention foncière signée le 12 mars 2014 entre l'EPF PACA, la commune et la CPA ;
- La délibération n°2015\_A333 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le principe de lancement d'une DUP pour réserve foncière par l'EPF PACA et approuvant l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière ;
- La délibération n°URB 032-3590/18/CM du Conseil de Métropole du 15 février 2018 approuvant le périmètre de la DUP réserve foncière mise en œuvre par l'EPF PACA ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique pour réserve foncière ci-joint ;
- Le dossier d'enquête parcellaire ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que seule la constitution d'une réserve foncière est de nature à assurer une maîtrise foncière des terrains concernés pour la création d'un espace d'activités économique visant à accueillir des entreprises industrielles à un horizon de moyen terme.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le dossier d'enquête conjointe préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et parcellaire.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole autorise l'EPF PACA à solliciter du Préfet du Département de Vaucluse l'ouverture d'une enquête publique conjointe, préalable à la déclaration d'utilité publique et à l'arrêté de cessibilité, prononcés au bénéfice de l'EPF PACA.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 008-6113/19/BM**

#### **■ Approbation d'une convention d'intervention foncière avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la Commune de Peyrolles-en-Provence - Secteur de la zone d'activités du Val de Durance MET 19/10938/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Val de Durance est un territoire à enjeux en raison de sa situation charnière entre l'aire métropolitaine d'Aix-Marseille et les Alpes, de la présence du CEA de Cadarache, de l'installation du projet ITER et de la Cité des Energies.

La zone d'activités économiques de Peyrolles-en-Provence déclarée d'intérêt communautaire par délibération du 22 octobre 2004, d'une superficie de 11,2 hectares, est entièrement commercialisée et ne permet plus d'accueillir des entreprises liées au développement de la filière énergie alors même que des demandes sont enregistrées.

Pour pallier le manque de foncier d'activités, la requalification de la zone d'activités existante et son projet d'extension sur un périmètre de 8,5 hectares ont été déclarés d'intérêt communautaire par délibération du 17 décembre 2015. Pour mener à bien ce projet, une procédure de zone d'aménagement concerté a été engagée par délibération du 18 octobre 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui s'est substituée de plein droit à la Communauté du Pays d'Aix.

Sur le plan foncier, le secteur de la zone d'activités existante se caractérise par des espaces urbanisés mités par de l'habitat avec cependant de larges espaces non occupés. Le périmètre en extension recouvre un parcellaire très morcelé et non-maîtrisé.

Ainsi, au regard de l'ensemble des éléments précités et des enjeux importants de développement économique du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Peyrolles et l'Etablissement Public Foncier PACA ont convenu de s'associer pour assurer la maîtrise foncière du secteur, au travers de la conclusion d'une convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation. Cette dernière porterait sur un périmètre d'environ 20 hectares, incluant d'une part la zone d'activités existante afin d'optimiser le foncier et d'autre part, son projet d'extension.

S'agissant des principales modalités juridiques et financières, la convention prendra effet à compter de sa signature et prendra fin au 31 décembre 2024. La garantie de rachat est fixée dans la présente convention à 6 millions d'euros. Elle correspond au montant prévisionnel nécessaire pour réaliser l'ensemble de la maîtrise foncière du site.

Dès lors, il convient au Bureau de la Métropole d'approuver la convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Peyrolles et l'Etablissement Public Foncier PACA - Secteur de la zone d'activités du Val de Durance

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015\_A332 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'extension de la zone d'activités du Val de Durance ;
- La délibération n° URB 027-4645/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant le lancement de la procédure de zone d'aménagement concerté dans le cadre du projet d'extension de la zone d'activités du Val de Durance ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le projet d'intérêt métropolitain de requalification et d'extension de la zone d'activités du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence ;
- La nécessité d'assurer la maîtrise et le portage du foncier pour la mise en œuvre du projet au travers de la conclusion d'une convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Commune de Peyrolles et l'Etablissement Public Foncier PACA.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'EPF PACA et la Commune de Peyrolles-en-Provence.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 009-6114/19/BM**

##### **■ Approbation de l'avenant n° 5 de prolongation de la convention publique d'aménagement de la Zone d'Activités Concertées des Cognets Sud à Istres MET 19/11362/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 326/02 du 30 juillet 2002, le Comité Syndical du SAN a décidé, en application des dispositions de l'article L.300-4 et R.311-6 du Code l'urbanisme, de confier à l'EPAD la poursuite de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des Cognets Sud sur la commune d'Istres, et d'approuver les termes de la Convention Publique d'Aménagement correspondante, notifiée le 4 novembre 2002.

Par délibération n° 884/08 du 17 décembre 2008, le Comité Syndical du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 1 à la convention afin de préciser les montants forfaitaires annuels de rémunération de l'EPAD.



Par délibération n° 324/12 du 27 avril 2012, le SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 2 à la convention afin d'en proroger la durée de 6 ans.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Par délibération n° URB 025-2195/17/CM du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant n° 3 à la Convention Publique d'Aménagement afin d'augmenter le montant maximum d'emprunt autorisé à l'aménageur, fixant la limite d'encours global à 500 000 euros.

Par délibération n° URB 047-4393/18/BM du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant n° 4 à la Convention Publique d'Aménagement afin d'en proroger la durée d'un an.

A ce jour, un ensemble de travaux reste à réaliser ou finaliser, au titre de l'article 2 de la Convention Publique d'Aménagement initiale.

Dans ce contexte, il convient en conséquence de conclure un nouvel avenant afin de proroger de 24 mois supplémentaires les délais d'exécution de la Convention Publique d'Aménagement, pour permettre d'arrêter le projet de la ZAC, ce qui porte à 228 mois la durée totale de la convention, soit 19 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 5, ci-annexé, à la Convention Publique d'Aménagement pour proroger de 24 mois la Convention Publique d'Aménagement initiale.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 010-6115/19/BM**

**■ Approbation de l'avenant n° 8 de prolongation de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Cours de la Rousse à Miramas**

**MET 19/11365/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 168/09 du 3 avril 2009, le Comité Syndical du SAN a approuvé la concession d'aménagement entre le SAN Ouest Provence et l'EPAD Ouest Provence pour la réalisation d'une opération d'urbanisme sur le quartier de la Maille II dans le périmètre de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du cours de la Rousse, conformément au schéma d'aménagement retenu dans le cadre du Projet de Renovation Urbaine, et ce en application des articles L.300-1, L.300-5-2 et R.311-6 du Code de l'urbanisme.

Par décision n° 539/09 du 13 novembre 2009, un avenant n° 1 a été approuvé, précisant d'une part, l'état des lieux parcellaires, le périmètre concerné et les modalités de cession et d'autre part, les conséquences sur le bilan financier et le plan de trésorerie, compte tenu de l'avancement du projet.

Par décision n° 108/11 du 4 février 2011, un avenant n° 2 a été approuvé pour préciser le périmètre de la concession d'aménagement afin de prendre en compte le tracé définitif de la liaison routière entre le quartier de la Maille II et l'avenue du 8 mai 1945.

Par délibération n° 358/12 du 8 octobre 2012 un avenant n° 3 a été approuvé précisant les modalités de réalisation du carrefour sur la RN 1569 entre les PR3+1627 et PR5+217, et ajustant le périmètre de la concession d'aménagement de la Maille II, afin d'y inclure l'assiette du futur carrefour, notamment.

Par délibération n° 15/14 du 13 février 2014, un avenant n° 4 a été approuvé prorogeant de 3 ans la durée de la concession d'aménagement portant sa durée globale à 8 ans.

Par décision n° 946/14 du 8 octobre 2014, un avenant n° 5 a été approuvé modifiant le bilan prévisionnel de la ZAC et par conséquent le montant des participations publiques.

Par délibération n° URB 041-656/16/CM du 30 juin 2016, un avenant n° 6 a été approuvé prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2018, portant sa durée globale à 9 années, 7 mois et 24 jours.

Par délibération n° URB 033-4379/18/BM du 18 octobre 2018, un avenant n° 7 a été approuvé prorogeant la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2019, portant sa durée globale à 10 années, 7 mois et 24 jours.

La concession d'aménagement s'achève en décembre 2019, alors même que la commercialisation et les promesses de vente n'ont pas toutes abouties.

Dans ce contexte, il convient de conclure un nouvel avenant afin de proroger jusqu'au 31 décembre 2021 le délai de la concession d'aménagement pour permettre le bon déroulement de la commercialisation des lots.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 8 à la concession d'aménagement de la Maille II de la ZAC du Cours de la Rousse sur la commune de Miramas portant sa durée jusqu'au 31 décembre 2021.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant correspondant à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 011-6116/19/BM**

#### **■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière avec la commune d'Istres et l'Etablissement Public Foncier PACA sur le secteur AREVA, connexe au pôle gare de Miramas MET 19/11531/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n° URB 005-1675/17/BM du 30 mars 2017, une convention d'intervention foncière, en phase d'anticipation-impulsion, avec la commune d'Istres et l'Etablissement Public Foncier (EPF) PACA, dans le cadre du projet de requalification de la zone AREVA.

Cette convention d'intervention foncière a été signée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune d'Istres et l'EPF PACA, le 7 juillet 2017 et doit prendre fin le 31 décembre 2022. Elle a pour but de conduire, sur le long terme, une politique foncière visant à accompagner la mise en oeuvre de projets de reconversion ou de restructuration de sites d'activités économiques identifiés comme secteurs privilégiés.

Depuis, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le lancement de la concertation préalable à la mise à l'étude d'un projet d'aménagement urbain et économique du secteur Gare de Miramas et du secteur Areva d'Istres, dans le but de connecter entre eux les quartiers existants au Sud et au Nord du faisceau ferré de Miramas et de gommer la coupure urbaine qu'il constitue par la création d'un ouvrage public de franchissement.

Aussi, pour mener à bien l'ensemble des acquisitions foncières nécessaires au projet suivant les éléments précités, il est nécessaire d'augmenter le montant de la convention de 2 millions d'euros portant

l'engagement global à 7 millions d'euros, d'une part, et d'intégrer les recettes locatives dans les modalités de cession, d'autre part.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 005-1675/17/BM du 30 mars 2017 portant approbation d'une convention d'intervention foncière en phase d'anticipation-impulsion avec la commune d'Istres et l'Etablissement Public Foncier PACA dans le cadre du projet de requalification de la zone AREVA ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant à la convention d'intervention foncière ci-annexé sur le secteur Areva, connexe au pôle gare de Miramas sur la commune d'Istres, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune d'Istres et l'EPF PACA, prévoyant l'augmentation du montant de la convention de 2 millions d'euros portant l'engagement global à 7 millions d'euros, d'une part, et l'intégration des recettes locatives dans les modalités de cession, d'autre part. Les autres termes de ladite convention d'intervention foncière demeurant inchangés.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer

tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 012-6117/19/BM**

**■ Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires de la Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence  
MET 19/10971/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC de Lenfant à Aix-en-Provence est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis janvier 2010 pour son aménagement et sa commercialisation. Pour rappel, la ZAC de Lenfant est une opération de 36ha au total qui a permis de viabiliser 13ha de surfaces cessibles.

Dans ce cadre, le traité de concession prévoit que le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni une fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage et d'agrément qui s'est également réuni une fois en 2018.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus

tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 10 avril 2019 présente le CRAC 2018.

### **Compte rendu de l'année 2018**

Durant l'année 2018, les actions suivantes ont été menées :

- Reprise de certains ouvrages de la seconde tranche suite à des actes de vandalisme
- Réalisation et réception des espaces verts
- Achèvement de la commercialisation de la première tranche
- Achèvement de la commercialisation de la seconde tranche

Les dépenses 2018 sont inférieures à celles prévues. En effet, le montant total des charges s'élève à 285 578 euros HT, pour un prévisionnel de 592 225 euros HT. Cet écart provient notamment de la diminution du montant des travaux et donc des honoraires associés.

Les recettes sont également inférieures aux prévisions, le montant total des recettes s'élevant à 2 458 499 euros HT au lieu des 5 216 462 euros HT prévus. Cela s'explique par le décalage en 2019 de la perception d'une partie des recettes foncières prévues en 2018.

### **Evolution du bilan**

Le nouveau bilan prévisionnel de l'opération a évolué par rapport au CRAC 2017, avec une baisse prévisionnelle des dépenses de 370 608 euros HT, liée principalement à la diminution du montant des travaux et donc des honoraires associés. En effet, les travaux de viabilisation de la première et seconde tranche étant terminés, ce poste a été ajusté en fonction de la réalité de l'ensemble des marchés de travaux.

Le montant général des recettes n'a quasiment pas évolué malgré une baisse des participations prévues. En effet, les projets situés sur des terrains privés non commercialisés par la SPLA et donc soumis aux participations pourraient être de moindre envergure qu'envisagé, ce qui entraîne mécaniquement une baisse de ces dernières.

Le résultat d'exploitation a augmenté de 378 371 euros HT pour atteindre 6 698 045 euros.

### **Perspectives 2019**

En 2019, les travaux de reprises des espaces verts seront achevés et la deuxième tranche de la ZAC remise à la Métropole.

Sont joints les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2018, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivant ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations du Conseil Communautaire de la CPA n°2001\_A046 du 20 juillet 2001 déclarant d'intérêt communautaire l'aménagement du Quartier de l'Enfant à Aix-en-Provence et n°2006\_A167 du 22 juin 2006 décidant le lancement de la procédure de ZAC ;
- La délibération n°2009\_A221 du Conseil Communautaire de la CPA du 11 décembre 2009 créant la ZAC ;

- La délibération n°2010\_A012 du Conseil Communautaire de la CPA du 25 février 2010 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et son programme des équipements publics ;
- La délibération n°2010\_B026 du Bureau Communautaire de la CPA du 4 février 2010 concédant la réalisation de la ZAC du Quartier de l'Enfant à la SPLA ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de la ZAC du Quartier de Lenfant ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 10 avril 2019 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2018 de la ZAC du Quartier de Lenfant.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2018) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 013-6118/19/BM**

**■ Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires de la Zone d'Aménagement Concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson  
MET 19/10972/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La réalisation de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires par le biais d'une concession d'aménagement notifiée en novembre 2013. Il s'agit de la création d'une zone d'activités économiques de 6 hectares qui permettra la commercialisation d'environ 19 lots allant de 1 400 à 4000 m² pour un programme d'environ 27 000m² de surface de plancher.

Les travaux d'aménagement et de viabilisation ont commencé en juin 2017 et sont terminés depuis juillet 2018. La commercialisation des terrains a commencé en 2018.

La SPLA s'est engagée aux côtés de la commune et de la Métropole dans la mise en œuvre d'une démarche HQE-Aménagement. Cette labellisation inscrit l'opération dans une démarche d'exemplarité sur le plan environnemental, de sa conception à la réalisation des travaux d'aménagement et surtout en phase d'exploitation.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC des Vergeras, le concessionnaire est chargé :

- d'assurer la gestion et l'entretien des biens,
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération,
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni deux fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage qui s'est réuni également deux fois en 2018. L'opération étant en phase travaux depuis juin 2017 jusqu'au 26 juillet 2018, chaque semaine des réunions de chantier ont eu lieu.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,

- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 10 avril 2019 a présenté le CRAC 2018.

### **La démarche HQE – Aménagement :**

La ZAC des Vergeras est inscrite depuis 2015 dans la démarche « HQE- Aménagement », démarche certifiée par Certivéa. Cette certification garantit une intégration optimale de l'environnement dans les principes d'aménagement de l'opération. Un travail de définition des thématiques de développement durable à retenir pour l'opération a été réalisé dès la conception du projet. La traduction technique et opérationnelle de ces cibles fait l'objet d'un suivi par l'organisme certificateur de la démarche, qui contrôle la mise en œuvre réelle jusqu'à la réalisation de l'opération et également après son achèvement.

Depuis 2015, chaque année, un audit de suivi a lieu. Le 7 décembre 2018, cet audit a renouvelé la certification sur les phases 1 à 5 de la démarche qui compte 6 phases. La dernière étape consistera en un audit de clôture en phase d'exploitation de la ZAC lorsque plus de 50 % des terrains seront commercialisés.

Les principales cibles retenues traduites sous forme d'objectifs de développement durable dans la ZAC des Vergeras sont les suivantes :

- Maîtriser l'équilibre des déblais-remblais sur ce secteur en pente,
- Assurer une continuité entre la ZAC des Vergeras et le tissu urbain à proximité, en intégrant l'histoire paysagère du site et la

topographie au cœur de la conception du projet,

- Prise en charge par le maître d'ouvrage du pré verdissement des lots,
- Proposer une mixité programmatique des lots pour renforcer l'offre proposée aux entreprises,
- Intégrer une gestion alternative des eaux pluviales sur l'opération, en déclinant cet objectif sur les espaces publics et les lots privatifs, et utiliser l'eau brute du canal de Peyrolles pour l'arrosage des espaces verts,
- Intégrer des principes de sobriété énergétique afin de réduire les besoins et les consommations d'énergie fossile sur les lots privatifs et les espaces publics,
- Encadrer la gestion des déchets en phase chantier par une charte de chantier vert pour l'aménagement des espaces publics de la ZAC,
- Proposer des espaces publics agréables et confortables pour les usagers.

### **Compte rendu de l'année 2018**

Durant l'année 2018, les actions suivantes ont été menées :

Au niveau administratif :

- Elaboration du livret de sensibilisation à l'attention des futurs usagers sur les bonnes pratiques en matière d'aménagement durable sur diverses thématiques : aménagements des lots (espaces verts, stationnement), performance énergétique des bâtiments, gestion des déchets d'activités, gestion des eaux pluviales, mobilité et déplacements des salariés...,
- Constitution du dossier pour la démarche « HQE- Aménagement » avec l'assistance du bureau d'étude EODD Environnement et organisation le 7 décembre 2018 d'un audit de suivi pour la labellisation des phases 1 à 5 de la démarche sous l'égide de Certivéa.

Au niveau technique :

- La SPLA et son maître d'œuvre ont suivi les travaux de viabilisation réalisés par le lot 1 attribué à l'entreprise COLAS Midi Méditerranée ; ainsi que le lot 2 espaces verts attribués à Calvière,
- Un avenant a été signé le 18 juillet 2018 augmentant le montant des travaux du lot 1 de 59 803,72:euros mais l'enveloppe prévisionnelle pour les travaux a été respectée,
- Les travaux ont été réceptionnés le 26 juillet 2018 avec les levées de réserves en cours.

Au niveau commercialisation :

- 5 entreprises ont été agréées en Comité de pilotage puis présentées en Conseil de Territoire. Sur ces 5 sociétés, deux se sont désistées pour défaut de financement.
- Le Comité de pilotage du 17 avril 2018 a validé le principe de lancer un appel à projets promoteurs sur le lot n° 1 (2 337 m²).

Le montant prévisionnel des dépenses pour 2018 s'élevait à 1 409 879 euros dans le CRAC 2017, le montant réalisé est de 1 333 455 euros.

Les recettes réalisées sont conformes au prévisionnel, et sont constituées de la participation du concédant à l'opération soit 40 000 euros. Les recettes issues des cessions des lots devraient commencer à être perçues en 2019.

### **Evolution du bilan**

Le bilan 2018 est quasiment inchangé par rapport au bilan approuvé au CRAC 2017 et s'élève en dépenses à 2,74 M d'euros HT et en recettes à 2,79 M d' euros HT.

### **Perspectives 2019**

- Poursuite de la commercialisation des terrains et signature des premiers compromis,
- Lancement de l'appel à projets sur le lot n° 1 (2 357 m²) pour une opération de promotion immobilière de qualité en priorisant l'implantation d'artisans et de PME/TPE.

Sont joints les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2018, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération du Conseil communautaire de la CPA n°2000-A164 du 18 décembre 2000 déclarant d'intérêt communautaire le projet de ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson ;
- La délibération n°2005\_A073 du Conseil communautaire de la CPA du 25 mars 2005 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2013\_B406 du Bureau Communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_B354 du Bureau Communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n° 1 au traité de concession avec la SPLA ;
- La délibération n°ECO 008-935/16/BM du Bureau de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA ;
- La délibération n°ECO 007-1191/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n° 3 au traité de concession avec la SPLA ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de la ZAC des Vergeras ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès verbal du Conseil d'administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 10 avril 2019 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de la ZAC des Vergeras.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte-rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2018) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC des Vergeras à St Estève-Janson.

## **Article 2 :**

Le montant de la participation de la Métropole pour l'année 2019 s'élève à 40 000 euros, et sera versé après l'approbation du présent CRAC 2018.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix (06), en section investissement : opération budgétaire 4581162320, nature 4581, fonction 515, AP DI3203AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 014-6119/19/BM**

#### **■ Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires de la Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets MET 19/10973/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la fin de l'année 2013, la SPLA est concessionnaire de la totalité de la ZAC de la Burlière. Il s'agit de la création d'une zone d'activités économiques en prolongement de la zone commerciale existante. L'opération s'étend sur 23 ha et permet la commercialisation de 12,5 ha de terrains. Sa vocation est en partie commerciale, en renforcement de l'offre déjà existante, et en partie industrielle et artisanale. Ces terrains offrent également une solution aux entreprises locales implantées en centre ville et qui souhaitent déplacer leur activité sur un site plus adapté.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC de la Burlière, le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

Il est également demandé au concessionnaire de mettre en œuvre une démarche de qualité environnementale sur l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de

l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni 3 fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage, réuni 3 fois, aux mois de février, juillet et novembre.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 10 avril 2019 présente le CRAC 2018.

#### **Compte rendu de l'année 2018**

Durant l'année 2018, les actions suivantes ont été menées :

- Réalisation des dernières tranches de fouilles archéologiques ;
- Réalisation de la première tranche de travaux, réceptionnée en février 2018, et qui a permis la création de 29 lots. Les travaux de la deuxième tranche ont démarré pour la viabilisation de 7 lots ;
- Réalisation de l'étude de maîtrise d'œuvre pour la viabilisation de la 3ème tranche (6 lots) ;
- Commercialisation de la zone avec la signature de 14 promesses de vente et 5 actes authentiques.



Les dépenses 2018, qui s'élèvent à 660 000 euros, sont inférieures aux prévisions évaluées à 2 millions euros. Cet écart provient essentiellement du décalage des travaux de la phase 3, programmés initialement en 2018 et reportés en 2019.

Les recettes sont également inférieures aux prévisions avec un réalisé de 1,8 millions euros pour une prévision de 3,6 millions euros. Il s'agit notamment d'un décalage de cessions foncières prévues en 2018, dont des grands lots tels que les 2 ha sous compromis avec Carrefour, et qui ont dû être reportés à 2019.

#### **Evolution du bilan :**

Le bilan de l'opération de la ZAC de la Burlière a notablement évolué et s'est amélioré, puisqu'on constate une baisse des dépenses de près de 900 000 euros et une augmentation des recettes de 663 244 euros. Ces évolutions proviennent essentiellement d'ajustements réalisés en phase chantier.

En effet, en ce qui concerne les dépenses, les travaux de viabilisation des 2 premières tranches sont chiffrés aux dépenses réelles, ainsi que les honoraires de maîtrise d'œuvre et d'ingénierie.

L'augmentation des recettes s'explique principalement par l'optimisation de la 3ème tranche qui va permettre de créer du foncier cessible supplémentaire et donc d'augmenter les recettes de cession.

Le bilan sera ajusté en 2019, à l'issue des travaux d'aménagement de la 3ème tranche.

Ainsi, la participation d'équilibre du concédant pour l'année 2019 reste inchangée et s'élève à 300 000 euros. Elle sera versée à la SPLA après l'approbation du présent CRAC.

#### **Perspectives 2019 :**

En 2019, la 2ème tranche de travaux sera réceptionnée et la viabilisation de la 3ème tranche sera engagée.

L'objectif est de poursuivre la commercialisation de la zone en assurant notamment le suivi des permis de construire déposés par les acquéreurs et de permettre ainsi la signature d'actes authentiques.

Enfin, l'acquisition du dernier terrain nécessaire à la réalisation d'une voie de connexion entre la zone commerciale et la ZAC devrait aboutir.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004\_A180 du Conseil Communautaire de la CPA du 25 juin 2004 déclarant d'intérêt communautaire la création d'une zone d'activité économique à Trets et l'extension de la Burlière ;
- La délibération n°2009\_A106 du Conseil Communautaire de la CPA du 26 juin 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n° 2010\_B432 du Bureau Communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 concédant l'aménagement de la première tranche de la ZAC de la Burlière à la SPLA ;
- La délibération n°2013\_A265 du Conseil Communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le Dossier de Réalisation de la ZAC et le Programme des Équipements publics ;
- La délibération n°2013\_B532 du Bureau Communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 qui étend le périmètre de concession au périmètre de la ZAC ;
- La délibération n°2015\_B353 du Bureau Communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 qui modifie la participation financière du concédant ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité 2018 de la ZAC de la Burlière ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 10 avril 2019 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2018 de la ZAC de la Burlière.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC 2018) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC de la Burlière à Trets.

### **Article 2 :**

Le montant de la participation de la Métropole pour l'année 2019 s'élève à 300 000 euros, et sera versé après l'approbation du CRAC 2018.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix (06), en section d'investissement : opération budgétaire 4581162334, nature 4581, fonction 515, Autorisation de Programme DI334AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 015-6120/19/BM**

### **■ Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires de la Zone d'Aménagement Concerté de Bertoire 2 à Lambesc MET 19/10974/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à Lambesc est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis janvier 2011 pour son aménagement et sa commercialisation. Il s'agit d'une opération de 17ha au total, dont la première tranche a permis de viabiliser 20 lots, soit 5 ha de surfaces cessibles. Elle vise à accueillir notamment des entreprises artisanales et de la petite industrie.

Dans ce cadre, le traité de concession prévoit que le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique,
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements

publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;

- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : Il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni deux fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage et d'agrément qui s'est également réuni deux fois en 2018.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

## **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 10 avril 2018 présente le CRAC 2018.

### **Compte rendu de l'année 2018**

Durant l'année 2018, les actions suivantes ont été menées :

- Signature de l'avenant n°3 au contrat de concession permettant de prolonger sa durée

- de 3 ans pour tenir compte du rythme de la commercialisation
- Création d'une nouvelle entrée sur les lots 13 et 13bis afin de les rendre plus accessible
- Fin des travaux de reprise des armoires techniques qui avaient été vandalisées
- Poursuite de la commercialisation de la zone avec la signature de trois promesses de vente supplémentaires

Les dépenses 2018 sont en deçà des prévisions. En effet, les travaux de reprise prévus et honoraires liés ont été engagés en 2018 et ne seront soldés qu'en 2019. Aussi, le montant total des charges s'élève à 85 982 euros HT, pour un prévisionnel de 137 220 euros HT.

Les recettes sont également moins importantes que planifiées. En effet, des cessions ont été décalées et une partie des recettes prévues en 2018 liées à la vente des terrains est reportée en 2019. Le montant total des recettes s'élève pour 2018 à 136 152 euros HT au lieu des 543 860 euros HT prévus.

### **Evolution du bilan**

Le bilan présenté reste inchangé par rapport aux prévisions du CRAC 2017.

La participation d'équilibre du concédant pour l'année 2019 s'élève à 34 500 euros. Elle sera versée à la SPLA après l'approbation du présent CRAC.

### **Perspectives 2019**

En 2019, la commercialisation de la première tranche se poursuivra avec la signature d'actes authentiques et certaines reprises d'ouvrages dégradés à cause du vandalisme devront être complétées.

Sont joints les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2018, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005\_A320 du Conseil Communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de la Bertoire à Lambesc ;
- La délibération n°2006\_A296 du Conseil Communautaire de la CPA du 20 octobre 2006 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2008\_A077 du Conseil Communautaire de la CPA du 26 juin 2008 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n° 2011\_B010 du Bureau Communautaire de la CPA du 21 janvier 2011 concédant l'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA ;
- La délibération n°2013\_B466 du Bureau Communautaire de la CPA du 7 novembre 2013 approuvant l'avenant n°1 au traité de concession ;
- La délibération n°ECO 006-1512/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°URB 027-3989/18/BM du Bureau de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant l'avenant n°3 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de la ZAC Bertoire 2 ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 10 avril 2019 présentant le compte rendu annuel à la

Collectivité 2018 de la ZAC de Bertoire 2 à Lambesc.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC 2018) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC de Bertoire 2 à Lambesc.

### **Article 2 :**

Le montant de la participation de la Métropole pour l'année 2019 s'élève à 34 500 euros, et sera versé après l'approbation du présent CRAC 2018.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 Etat spécial de Territoire du Pays d'Aix (06) en section d'investissement : opération budgétaire 4581162322, nature 4581, fonction 515, Autorisation de Programme Di322AP2

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 016-6121/19/BM**

### **■ Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération de rénovation du coeur de ville de Pertuis MET 19/10979/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Pays d'Aix accompagne et soutient la ville de Pertuis depuis 2003 dans la rénovation de son cœur de ville. Une convention publique d'aménagement s'est achevée le 31 décembre 2010, elle a permis de réhabiliter des immeubles anciens, d'améliorer le fonctionnement urbain et la qualité de l'espace public, mais aussi de préparer, grâce aux acquisitions foncières réalisées, le traitement futur des îlots très dégradés situés dans le périmètre de la convention.

L'action engagée dans le centre historique de Pertuis se poursuit sous la forme d'une nouvelle opération d'aménagement, dénommée « concession d'aménagement pour l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis » depuis 2011.

Cette opération a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour une durée initiale de quatre ans, prorogée jusqu'au 31 décembre 2020, puis à nouveau prorogée de trois années jusqu'en 2023 par un troisième avenant au traité.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Assurer la maîtrise foncière et la libération des terrains inclus dans le périmètre opérationnel et nécessaires à la réalisation de l'opération,
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la commercialisation,
- Assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération et mobiliser les financements appropriés.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni une fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage qui s'est réuni deux fois en 2018.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

## **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 10 avril 2019 présente le CRAC 2018.

### **Compte rendu de l'année 2018**

Un avenant n°3 au traité de concession a été adopté lors du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018 ; il porte sur des modifications du programme de la concession, une augmentation de 3 années de la durée de l'opération et l'augmentation de la participation de la Métropole de 150 000 euros pour rémunérer l'aménageur sur les trois années supplémentaires (2020 à 2023).

Il est en effet apparu nécessaire de reconsidérer le programme de la concession suite à l'ouverture de la Médiathèque des Carmes et à la réalisation d'une étude urbaine sur le fonctionnement et la mise en valeur de l'ensemble de ce secteur du centre-ville. L'aménagement des espaces situés autour de la médiathèque doivent être reconfigurés pour faciliter son fonctionnement et son accessibilité (démolition de bâtiments, création d'axes de circulations piétons...) et les places de la Diane et Parmentier situées dans le prolongement de la médiathèque seront entièrement reconfigurées avec la démolition de l'îlot Murette.

L'essentiel des dépenses de l'opération en 2018 a concerné l'acquisition à l'amiable de l'immeuble 36 rue Murette, les travaux d'aménagement des rues François Morel et Colbert, les honoraires pour ces travaux, des frais divers et la rémunération de l'aménageur.

Le montant prévisionnel des dépenses pour 2018 s'élevait à 2 495 759 euros pour un montant réalisé de 979 336 euros, ce différentiel s'explique par le report de l'acquisition et des frais d'éviction du local commercial situé dans l'îlot Murette pour 401 043 euros et par le décalage des travaux des rues, places et esplanade des Escourts pour un montant de 1 115 086 euros (travaux et honoraires).

Le montant prévisionnel des recettes s'élevait à 1 718 600 euros pour un montant perçu de 1 517 332 euros, ce qui s'explique par le report des cessions de l'îlot de l'Ange (locatif intermédiaire et accession) et du 53 rue Notre-Dame pour un montant de 219 300 euros, diminué des produits financiers (18 492 euros).

### **Evolution du bilan**

Le nouveau bilan prévisionnel est stable par rapport au bilan approuvé dans le CRAC 2017 (18,4 millions).

Néanmoins, si l'on reste dans la même enveloppe financière, la reconfiguration du programme de la concession amènera le Comité de Pilotage à procéder à des choix dans les aménagements prévus après 2021.

La participation d'équilibre du concédant pour l'année 2019 s'élève à 1 393 300 euros et sera versée à la SPLA après l'adoption du présent CRAC.

### **Perspectives 2019**

Conformément au bilan présenté, en 2019 les actions suivantes se poursuivront :

- Finalisation de la commercialisation des immeubles,
- Poursuite de la procédure de DUP avec expropriation du local commercial de l'îlot Murette afin de réaliser l'aménagement d'une esplanade dans le prolongement de la médiathèque,
- Etudes techniques sur l'îlot Durance en vue de la création de logements locatifs très sociaux,
- Poursuite des études techniques pour l'aménagement de la Butte du Barry, de la place Mirabeau et lancement des études pour les aménagements autour de la médiathèque,
- Travaux d'aménagement des rues Danton, place des Barres et la mise en valeur des remparts au niveau de l'îlot des Escourts et de l'esplanade de la Dévalade.

Sont joints les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2018, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010\_A194 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 déclarant d'intérêt communautaire la convention de concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis ;
- La délibération n°2013\_A284 du Conseil Communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant l'avenant n°2 à la

concession, apportant des modifications au programme, au périmètre et à la durée de l'opération,

- La délibération n°DEVT 001-4663/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°3 au traité de concession,
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis ci-joint ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 10 avril 2019 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de la concession de l'opération rénovation du cœur de ville de Pertuis.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2018) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis.

**Article 2 :**

Le montant de la participation de la Métropole pour l'année 2019 s'élève à 1 393 300 euros, et sera versé après l'approbation du présent CRAC 2018.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix (06), en section investissement : opération budgétaire 4581162716, nature 4581, fonction 515, Autorisation de Programme DI716AP2.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 017-6122/19/BM**

**■ Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la Concession**

**d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération d'aménagement du centre ancien de Trets  
MET 19/10980/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement du Centre Ancien de Trets, concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis décembre 2013, poursuit le programme de réhabilitation de logements et d'espaces publics engagé dans le cadre d'opération d'aménagement antérieure.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération ;
- de la réalisation des études ;
- de la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements prévus dans le programme ;
- de la commercialisation du stock foncier ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage qui s'est réuni une fois durant l'exercice écoulé.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 31 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées

pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte- rendu d'utilisation des subventions perçues,

- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption etc.).

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 17 avril 2019 présente le CRAC 2018.

#### **Compte rendu de l'année 2018**

Durant l'année 2018, les travaux de requalification des Rues Bert et Grande Pujade ont été réalisés. Le marché pour la création d'un passage vers le jardin des remparts, sous l'immeuble Borde, a été attribué. Il s'agit des derniers travaux d'aménagement de cette concession.

Cinq des derniers immeubles du stock ont fait l'objet de la signature de promesses de vente avec Grand Delta Habitat pour la réalisation de logements sociaux.

Le dernier immeuble du stock foncier est la Maison Seigneuriale, dont la cession n'a pour l'instant pu aboutir. En effet, sa réhabilitation demeure coûteuse, car le bâtiment est inscrit au registre des monuments historiques qui impose la préservation des salles voûtées et de la façade. Toutefois, le projet de réhabilitation et de création de logements dans la Maison Seigneuriale a été retenu dans le cadre du « loto du patrimoine ». La subvention mobilisée dans ce cadre devrait permettre à un acquéreur d'assurer le financement de l'opération.

Les dépenses réalisées en 2018 sont inférieures aux prévisions. L'écart d'environ 200 000 euros correspond au décalage des travaux du passage sous l'immeuble Borde.

Les recettes perçues en 2018 sont très inférieures aux prévisions de plus de 600 000 euros. Il s'agit essentiellement du décalage de la cession du stock foncier. En effet, aucune cession n'a pu aboutir sur l'année 2018 ; elles ont été reportées en 2019.

#### **Evolution du bilan**

Le nouveau bilan prévisionnel est stable par rapport au bilan approuvé du CRAC 2017. Les dépenses (4,5 millions d'euros) évoluent pour environ 40 000 euros, ce qui correspond essentiellement à l'augmentation des assurances et des taxes foncières.

Cette concession doit se clôturer fin 2019. Toutefois, afin de procéder aux derniers travaux, d'assurer la période de garantie de parfait achèvement, et d'aboutir sur les dernières cessions dont la Maison

Seigneuriale, il est proposé de prolonger la concession de deux années, soit jusqu'en 2021.

L'augmentation de la durée de la concession engendre une rémunération supplémentaire du concessionnaire sur 2 ans à hauteur de 35 000 euros. L'optimisation des postes de dépenses de l'opération permet d'absorber la totalité de cette rémunération.

Cette prolongation fonctionne donc à budget constant et ne nécessite pas d'augmentation de la participation du concédant (opération D1716AP3). Cette prolongation fera l'objet d'un avenant n°3.

#### **Perspectives 2019**

En 2019, l'objectif est de finaliser la cession des cinq immeubles à Grand Delta habitat. Il s'agira également de finaliser le montage financier pour la cession de la Maison Seigneuriale.

Il est également prévu de terminer les travaux pour le passage sous l'immeuble 10 rue Borde.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2018, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_A168 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération Centre Ancien de Trets ;
- La délibération n°2013\_A169 du Conseil Communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 concédant l'opération Centre Ancien à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_B351 du Bureau Communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 qui modifie la participation financière du concédant ;
- La délibération n°DEVT 007-2603/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017

approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de l'opération Centre Ancien de Trets ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de l'opération du Centre Ancien de Trets ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 10 avril 2019 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de la concession de l'opération du Centre Ancien de Trets.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le Compte-rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2018) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération du Centre Ancien de Trets.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 018-6123/19/BM**

**■ Approbation du compte-rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires de la Zone d'Aménagement Concerté de Cap Horizon à Vitrolles  
MET 19/11013/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement « Vitrolles Cap Horizon », d'un périmètre total de 80 ha dont 52 ha en ZAC, est destinée à créer une offre de locaux d'activités, d'industrie et de bureaux, au sein d'un véritable nouveau quartier de ville. Par le traitement des espaces publics, le développement des transports en

commun et des modes de déplacement doux, cet espace central actuellement sous-utilisé sera dynamique et attractif à l'échelle métropolitaine.

La mise en œuvre du projet, qui a été déclaré d'intérêt communautaire en juillet 2013, a été divisée en deux secteurs :

- Les secteurs sud de Couperigne, la Cuesta, la gare VAMP et le secteur Nord des Estroublans, nécessitant d'importants travaux d'aménagement et de réalisation d'équipements publics, dans le cadre d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) qui a été approuvée le 17 décembre 2015 et dont la mise en œuvre a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en juin 2015.
- Le secteur de Couperigne, hors ZAC, pour lequel les aménagements ont été également confiés à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC Vitrolles Cap Horizon, le concessionnaire est chargé de :

- Constituer le dossier de réalisation de ZAC.
- Acquérir à l'amiable auprès de l'EPF PACA les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération selon les termes de la convention tripartite CPA /EPF/commune de Vitrolles.
- Assurer la gestion et l'entretien des biens.
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération.
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération.
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération.
- Assurer la commercialisation et la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.
- Mettre en place et animer les instances de suivi de la concession.
- Mettre en œuvre une démarche de qualité environnementale sur l'opération.
- Proposer, préparer et assurer la mise en œuvre de tous contrats et conventions avec des tiers publics ou privés nécessaires à la réalisation de l'opération
- D'une façon générale, assurer la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à l'exécution de ces obligations, dont la gestion et la coordination sont indispensables pour assurer la bonne fin de l'opération.
- Solliciter les subventions auxquelles l'opération peut être éligible, et fournir les pièces justificatives nécessaires au versement des subventions.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en



place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni 3 fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage et d'agrément qui s'est également réuni 4 fois en 2018.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte rendu annuel conforme à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi l'article 32 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, qui ont vocation à être transmis au concédant au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et dans les dispositions prévues aux articles précédents, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant notamment :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé, conformément au protocole passé entre l'EPF PACA, la CPA et la Ville de Vitrolles,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir, relatant l'état d'avancement des différentes missions confiées au concessionnaire et leurs conditions de mise en œuvre, les procédures nécessaires à l'opération engagées et leur état d'avancement, les incidents éventuels,
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé, distinguant la partie mobilité et la partie économique.

### **Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité**

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 10 avril 2019 a présenté le CRAC 2018.

### **Compte rendu de l'année 2018**

#### ***Foncier***

Pour mémoire, depuis 2016, la SPLA a acquis auprès de l'EPF PACA un total de 126 260 m<sup>2</sup> pour un montant de 11 783 064 € HT (hors frais notariés).

#### ***Acquisitions :***

- en ZAC : aucune acquisition réalisée. Les cessions foncières de l'EPF à la SPLA ont été différées, suite au retard pris dans la libération du foncier et de la procédure de DUP en cours.
- hors ZAC : aucune acquisition réalisée.

Par ailleurs, la mission foncière de l'EPF PACA se poursuit avec l'acquisition à l'amiable des parcelles identifiées comme nécessaires au projet et le lancement de l'enquête publique qui s'est déroulée du 12 juin au 13 juillet 2018, avec un avis favorable du commissaire enquêteur. L'arrêté préfectoral est attendu pour février 2019.

#### ***Concernant la libération du foncier :***

- parcelle CI80 (les Bus de l'Etang - les Estroublans), cette parcelle a été acquise par l'aménageur en juillet 2016 et la libération annoncée en décembre 2017 n'est pas effective. Le site de l'Anjoly qui doit accueillir le futur dépôt de bus ne serait opérationnel qu'en 2021. Cette parcelle n'est donc pas disponible pour la mise en œuvre du projet.
- parcelle CI32, difficulté de départ aussi pour l'occupant, son congé lui a été signifié pour septembre 2019, la détermination de l'indemnité d'éviction reste conflictuelle.
- parcelle CI 81, acquise en novembre 2017 avec un droit de jouissance jusqu'à fin 2018. L'entreprise occupe toujours les lieux car son déménagement sur son nouveau site de Gardanne n'est toujours pas possible.

*Cessions* : aucune cession n'a été réalisée.

### ***Commercialisation hors ZAC (Appels à projets EPF PACA sur Couperigne)***

Lot A : le promoteur REDMAN a obtenu un premier permis de construire pour un programme hôtelier le 20 Décembre 2017 et un second pour un programme de bureaux le 19 Février 2018. Ces deux permis ont fait l'objet d'une demande en annulation auprès du Tribunal Administratif en Mars 2018. La procédure va se poursuivre en 2019.

Lot B : le promoteur GICRAM a obtenu son permis de construire le 12 Décembre 2016 pour un programme mixte bureaux et activités de 6 100 m<sup>2</sup>. Les travaux sont en cours, avec une livraison prévue en juillet 2019.

Lot C : le promoteur NEXITY NEXIMMO a obtenu un permis de construire le 21 Novembre 2016 pour un programme mixte bureaux et activités de 15 000 m<sup>2</sup>.

Les travaux sont en cours, avec une livraison prévue en juin 2019.

### **Travaux de requalification de Couperigne (hors ZAC)**

L'année 2018 a permis l'avancement des travaux de requalification des voiries et de création des bassins de rétention sur l'ensemble du secteur de Couperigne :

- Finition des voiries avec revêtement des chaussées et des trottoirs, ainsi que la remise en circulation de la Draille des Tribales.

- Traitement des espaces verts par la préparation des jardinières avec la mise en place des réseaux d'arrosage.

Les travaux ont subis des aléas et des reports de calendrier suite à la découverte de réseaux existants non identifiés ne permettant pas le passage de canalisation à poser jusqu'à l'exutoire. Des investigations complémentaires ont été nécessaires pour proposer un nouveau tracé pour cette canalisation.

La fin des travaux interviendra au 1er semestre 2019.

### **Mise en œuvre de la ZAC**

En 2017, la Maîtrise d'Œuvre Urbaine a finalisé l'AVP VRD de la ZAC, dossier validé en Août 2017 (hors gare routière les échanges devant se poursuivre avec les services Métropole Transports), et le Cahier des Charges de Cession de Terrain applicable à l'ensemble de la ZAC, validé en Conseil de Territoire.

Le CCCT du lot n°1 a été signé le 20 octobre 2017.

En avril 2018, la mission PRO Secteur « Esplanade publique » et « Gare routière », ainsi que la mission PRO « Secteur Nord Gare VAMP » ont été notifiées.

A l'issue de l'AVP, un groupe de travail s'est mis en place en vue de la conception d'une partie du pôle d'échanges multi-modal (gare routière + articulation avec le futur P+R).

Le travail, débuté en 2017, s'est poursuivi en 2018 .

En parallèle, les missions d'études complémentaires nécessaires ont été engagées (Missions de géomètre, de géotechnicien, etc.).

Afin de suivre et piloter l'avancement de l'opération, se sont également tenus durant l'année 2018 trois comités techniques (Juin, Novembre, Décembre) et quatre comités de pilotage (Février, Mai, Juin, Novembre).

### **Commercialisation en ZAC**

Le lot n°1 a fait l'objet de l'agrément d'un binôme Promoteur AKERA + Occupant ASSYSTEM France (sous-traitant d'AIRBUS) lors du comité de Pilotage du 25 avril 2017 pour la construction d'un programme immobilier de bureaux de 4010 m<sup>2</sup> de SDP au prix de 220 € HT/m<sup>2</sup>. Le Permis de Construire a été obtenu le 27 octobre 2017. Les travaux de construction ont démarré pour une livraison prévue en mai 2019.

Un permis de construire modificatif a été sollicité en Décembre 2018, mais le dossier n'a pas été jugé satisfaisant au regard des recommandations urbanistiques de ZAC. Une nouvelle demande sera présentée début 2019 sur la base d'un projet corrigé.

### **Travaux en ZAC**

La démolition du bâtiment industriel présent sur le lot n°1 s'est achevée en Janvier 2018, préalable nécessaire à la libération et à la cession du terrain à AKERA.

Une convention d'occupation temporaire et d'autorisation de passage a été conclue en Novembre 2018 entre la SPLA Pays d'Aix Territoires et SNCF Réseau pour permettre la réalisation du chantier d'allongement des quais de la gare VAMP qui devrait se terminer au Printemps 2019.

### **Volet mobilité & transports de l'opération**

Un groupe de travail Mobilité co-piloté la Métropole et la Région a été créé en juillet 2017, il a ainsi permis :

- L'établissement d'un pré-programme fonctionnel de la plate-forme multimodale positionnée sur le plateau des Estroublans.

- La proposition de plusieurs scénarios d'aménagement des accès à la gare et à la gare routière (liaison haut/bas) à travers la Cuesta.

La dernière réunion de ce groupe de travail s'est tenue le 22 Mars 2018, lors de laquelle « Gares & Connexions » a exposé ses conclusions, avec notamment des propositions de positionnement d'une station de transport par câble sur la ZAC Cap Horizon.

Une réunion du comité de pilotage « Henri Fabre » s'est tenue en sous-préfecture d'Istres le 12 Avril 2018.

En Septembre 2018, une réflexion a été lancée par la Métropole (direction des transports) avec désignation du bureau d'études DCSA pour la réalisation d'une « étude de faisabilité d'une liaison par câble entre l'aéroport Marseille Provence, la Gare VAMP et le futur PEM de la ZAC Cap Horizon ». Plusieurs réunions de travail se sont tenues durant le 2ème semestre 2018. Dans l'hypothèse de la réalisation d'une liaison par câble, la future station proposée sur Cap Horizon a été positionnée à l'ouest de la gare

SNCF (hors Cuesta et hors plateau des Estroublans), sur une emprise de 1500 m<sup>2</sup> située dans le lot n°5.

### **Mesures environnementales**

Afin de mettre en œuvre les mesures compensatoires au titre de la préservation des espèces protégées, le bureau d'études ECOTONIA intervient depuis Juillet 2016.

Sa mission a permis :

- L'intégration des recommandations nécessaires au sein des dossiers de consultation des entreprises relatifs aux travaux engagés par l'aménageur (requalification des voiries et de création des bassins de rétention de Couperigne, démolition du bâtiment industriel présent sur le lot 1 en ZAC).

- La transmission aux constructeurs d'ores et déjà identifiés, en ZAC et hors ZAC, des cahiers des charges de prescriptions environnementales et l'engagement des missions de suivi lors des études et travaux.

Une visite sur site des représentants de la DREAL et de la Police de l'Environnement s'est effectuée le 13 Novembre 2018.

### **Subventions**

La SPLA Pays d'Aix Territoires a sollicité une subvention FEDER au titre de l'Appel à propositions 2016 relatif à la requalification des voies de Couperigne (Programme opérationnel Régional FEDER 2014-2020).

Un dossier a été mis en œuvre et déposé le 21 Avril 2016. La notification de l'accord pour un montant de 854 370 € sur une période de 3 ans (2018/2019/2020) est intervenue le 20 Novembre 2017 avec un premier versement en Novembre 2018.

En complément, la Métropole a également mobilisé les financements suivants, directement perçus :

- Une subvention d'un montant de 2 420 000 € dans le cadre du 3ème Appel à projet AFITF & ETAT « Transports collectifs et mobilité durable » lancé en 2016 par l'État.

- Dans le cadre du Contrat Régional d'Équilibre Territorial (CRET), la Région a accordé une aide d'un montant de 7 923 703 €.

### **Evolution du bilan :**

Le bilan global de l'opération CAP Horizon est resté stable entre 2017 et 2018, avec un maintien des dépenses / Recettes à 77 499 913 € HT, les modifications concernent les équilibres internes du fait de l'avancement des travaux et de la concrétisation des acquisitions foncières.

Les dépenses 2018, qui s'élèvent à 1,343 M€, sont inférieures aux prévisions évaluées à 5,945 M€.

Les recettes sont par contre supérieures aux prévisions avec un réalisé de 4,980 M€ pour une prévision de 4,546 M€.

*En ce qui concerne les dépenses, il a été constaté :*

- Un report des acquisitions foncières prévues. Cela concerne la parcelle occupée par l'entreprise COLAS sur le plateau des Estroublans (report du déménagement de l'entreprise sur Gardanne), le terrain de la Région assise du bassin de rétention situé à côté de la gare VAMP (La Région n'a pas encore arrêté ses bases de cession) et l'esplanade RD20 (Maîtrise foncière non finalisée par l'EPF).

- Une minoration des dépenses, principalement de travaux et d'honoraires, essentiellement dû à la poursuite des études de projet (PRO) de la Maîtrise d'œuvre (CITADIA + EGIS) qui n'a pas encore pu aboutir à une validation (Secteur Nord Gare et Esplanade, gare routière), au report des travaux de démolition et enfin, dans une moindre mesure, aux difficultés rencontrées dans la conduite du chantier de Couperigne (requalification des voiries et création de bassins de rétention) avec une fin des travaux aujourd'hui inscrite sur 2019.

*En ce qui concerne les recettes :*

- Perception des financements du FEDER en poste Subvention (Couperigne Mobilité) non prévus au prévisionnel 2018, sollicitée par la SPLA Pays d'Aix Territoires et perçue directement par l'aménageur.

- Le total général des participations (hors apport en nature de la Ville de Vitrolles) + subvention FEDER est maintenu à 38 404 413 € (Mobilité + Aménagement).

### **Perspectives 2019 :**

*Acquisitions foncières prévisionnelles :*

- En ZAC, libération de la parcelle COLAS sur les Estroublans et acquisition de la partie Nord de la parcelle de la Région (assise du bassin de rétention actuel).
- Cas particulier de l'apport en nature de la Ville de Vitrolles, identifié en acquisition et neutralisé sur le poste « Aléas Honoraires ».
- Poursuite des acquisitions foncières suivant l'aboutissement de négociations et des procédures engagées par l'EPF, suivant une prise de possession des biens qui pourrait intervenir mi-2020.

- Intégration de l'apport en nature de la Ville de Vitrolles (sous forme de cession de foncier) en participation sur 2019.

#### *Travaux prévisionnels :*

- Fin du chantier de Couperigne, engagement de la libération des emprises de COLAS (travaux de démolition et de dépollution), aménagement des abords du lot n°1 en ZAC, livraison du programme immobilier d'AKERA.

En fonction de ces éléments, les participations du budget général de l'aménagement et du budget annexe des transports pour 2019 seront respectivement de 131 307 € et 1 670 000 €.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2018, le prévisionnel, pour les années à venir et le nouveau bilan actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Au regard des éléments présentés, il est donc proposé d'adopter le présent compte rendu à la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°2012\_A024 du Conseil Communautaire de la CPA du 15 mars 2012 déclarant d'intérêt communautaire le périmètre opérationnel à enjeux des secteurs des Aymards/Couperigne/Estroublans à Vitrolles et n°2013\_A114 du 18 juillet 2013 approuvant les conditions de mise en œuvre du projet ;
- La délibération n°2015\_A076 du Conseil Communautaire de la CPA du 21 mai 2015 approuvant le dossier de création de la ZAC ;
- La délibération n°2015\_A318 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;

- La délibération n°2015\_B235 du Bureau Communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_B590 du Bureau Communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015\_A321 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2018 de l'opération Vitrolles Cap Horizon ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA « Pays d'Aix Territoires » du 10 avril 2019 présentant le compte rendu annuel à la Collectivité 2018 de l'opération Vitrolles Cap Horizon.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité (CRAC 2018) de la SPLA « Pays d'Aix Territoires » relatif à l'opération d'aménagement Vitrolles Cap Horizon.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette délibération.

#### **Article 3 :**

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'aménagement pour l'année 2019 s'élève à 131 307 euros, et sera versé après l'approbation du CRAC 2018.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement, opération budgétaire 4581162364, nature 4581, fonction 515, Autorisation de Programme DI364AP.

#### **Article 4 :**

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la mobilité pour l'année 2019 s'élève à 1 670 000 euros, et sera versée après l'approbation du CRAC 2018.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe des transports, en section d'Investissement : opération budgétaire n°2017269300, nature 238.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 019-6124/19/BM**

#### **■ Approbation des Comptes Rendus d'Activités Concédées établis par la Société Publique Locale Sens Urbain au 31 décembre 2018 MET 19/11349/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Pour mémoire, le Comité Syndical de Ouest Provence a approuvé les délibérations n° 272/02 du 26 juin 2002 et n° 264/03 du 25 avril 2003 relatives à la passation des Conventions Publiques d'Aménagement avec l'Epad pour les opérations d'aménagement des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) de Lavalduc et du Mazet II sur la commune de Fos-sur-Mer.

Par délibérations du Comité Syndical, Ouest Provence avait décidé, en application des dispositions des articles L. 300-4 et R. 311-6 du Code de l'urbanisme, de confier à l'Epad la réalisation d'opérations d'aménagement, notamment sous forme de ZAC.

Par délibération du Comité Syndical n° 448/15 du 22 octobre 2015, Ouest Provence a approuvé la création d'une société publique locale dénommée «Aménagement Développement Ouest Provence» (SPL ADOP).

Par délibération du Comité Syndical n° 584/15 du 17 décembre 2015, Ouest Provence a approuvé, par avenant n° 3, le transfert de ces conventions publiques d'aménagement à la SPL ADOP.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit au six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Par conseil d'administration du 25 juin 2018, la SPL ADOP change de dénomination et devient SPL Sens Urbain.

Pour chacune de ces opérations, l'article 15 ou 16 des conventions respectives prévoit que la SPL Sens Urbain fournisse annuellement avant le 30 juin, un compte rendu d'activités, conformément à l'article L 300-5 du Code de l'Urbanisme, comportant :

- un bilan prévisionnel actualisé des activités, objet de la convention,
- un plan de trésorerie actualisé,
- un état des cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et aux prévisions de l'année à venir.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

#### **Article unique :**

Est pris connaissance des Comptes Rendus d'Activités Concédées établis par la SPL Sens Urbain et en est validé le contenu.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 020-6125/19/BM**

**■ Approbation des Comptes Rendus d'Activités  
Concédées établis par l'Epad au 31 décembre  
2018**

**MET 19/11354/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit au six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Par délibérations du Comité Syndical, Ouest Provence avait décidé, en application des dispositions des articles L. 300-4 et R. 311-6 du Code de l'urbanisme, de confier à l'Epad la réalisation d'opérations d'aménagement, notamment sous forme de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC).

Le tableau ci-dessous rappelle les opérations concernées ainsi que les références des délibérations correspondantes :

**OPERATIONS**

<b>DATES DES ACTES ACTES</b>	<b>N°</b>	<b>DES</b>
----------------------------------	-----------	------------

Aménagement du secteur Marronède Fos-sur-Mer 14/04/06	192/06	
ZAC des Cognets à Istres 30/07/02	326/02	
ZAC des Craux à Istres 25/04/03	265/03	
ZAC de Trigance à Istres 26/06/02	271/02	
ZAC du Tubé à Istres 26/06/02	270/02	
ZAC du Cours de la Rousse (Maille II) à Miramas 03/04/09	168/09	
ZAC des Molières à Miramas 05/11/02	490/02	
ZAC de la Péronne à Miramas 22/03/12	93/12	
ZAC de la Plate-forme CLESUD 22/03/02	SME 08/02	

Pour rappel, par délibération n° 8/02 du 22 mars 2002, le Comité Syndical du Syndicat Mixte Euro-Alpilles a décidé, en application des dispositions de l'article L. 300-4 du Code de l'Urbanisme, de confier à l'Epad la réalisation de la ZAC de la Plate-Forme CLESUD sur les communes de Grans et Miramas, par la conclusion d'une convention publique d'aménagement.

Par arrêté préfectoral du 21 juillet 2016, il a été mis fin à l'exercice des compétences du SME Euro-Alpilles à compter du 31 août 2016, et l'ensemble des biens, droits et obligations du SME Euro-Alpilles a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Pour chacune de ces opérations, l'article 15 ou 16 des conventions respectives prévoit que l'EPAD fournisse annuellement avant le 30 juin, un compte rendu d'activités, conformément à l'article L. 300-5 du Code de l'Urbanisme, comportant :

- un bilan prévisionnel actualisé des activités, objet de la convention,
- un plan de trésorerie actualisé,
- un état des cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et aux prévisions de l'année à venir.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris connaissance des Comptes Rendus d'Activités Concédées établis par l'Epad et en est validé le contenu.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 021-6126/19/BM**

### **■ Renonciation à l'incorporation d'un bien sans maître sur la commune de Jouques dans le domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/10937/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) prévoit que « sont considérés comme n'ayant pas de maître les biens qui n'ont pas de propriétaire connu et pour lesquels depuis plus de trois ans les taxes foncières n'ont pas été acquittées ».

L'immeuble sis 3 rue Grande à Jouques, cadastré section I n°82 entre dans le champ d'application de cet article.

Ces biens sans maître appartiennent à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés (article 713 du Code Civil). Le Conseil Municipal doit prendre une délibération autorisant l'incorporation du bien dans le domaine de la commune. Mais la commune peut également renoncer à exercer ses droits au profit de l'EPCI à fiscalité propre dont elle est membre. Le bien sans maître est alors réputé appartenir à l'EPCI. Si à son tour l'EPCI à fiscalité propre renonce à exercer ses droits, la propriété est transférée de plein droit à l'État.

Par arrêté n°26-2005 du 17 mars 2005, le Maire de Jouques a constaté que le bien sis 3 rue Grande à Jouques, cadastré section I n°82 n'avait plus de propriétaire et que les contributions foncières n'avaient pas été acquittées depuis plus de 3 ans.

Par délibération n° 095-2019 du 1<sup>er</sup> avril 2019 rendue exécutoire le 4 avril 2019, la commune de Jouques a renoncé à exercer ses droits sur cette parcelle au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La parcelle I 82 est en conséquence réputée appartenir à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette dernière souhaitant également renoncer à exercer ses droits sur ce bien, il est proposé au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article 1123-1 ;

- Le Code Civil et notamment l'article 713 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 095-2019 du Conseil Municipal de la Commune de Jouques du 1<sup>er</sup> avril 2019 rendue exécutoire le 4 avril 2019 renonçant à l'incorporation du bien sans-maître ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est décidé de renoncer à l'incorporation de la parcelle I 82 sise sur la commune de Jouques dans le domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 022-6127/19/BM**

### **■ Approbation d'un avenant au protocole foncier de cession du lot D1 au profit de la SCCV ADP dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté Empallières à Saint Victoret MET 19/10926/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations des 22 mai 2006 et 8 octobre 2007, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé respectivement la reconnaissance de l'intérêt communautaire et la mise en œuvre d'une opération d'aménagement destinée à la réalisation d'une ZAC sur le site d'Empallières à Saint-Victoret et la création de ladite ZAC.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille-Provence-Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire

et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opération d'aménagement destinées au développement de l'action économique. Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion, poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre le lot n° D1 issu des parcelles cadastrées section AI n°111, 113, 121, 125, 128, 151, 187 et AH n°480, 481 d'une surface totale d'environ 13 962 m<sup>2</sup> à la SCCV ADP ST VICTORET, pour un montant global de 1 048 350 euros HT. La surface de plancher envisagée par l'acquéreur étant d'environ 6 554 m<sup>2</sup> pour l'édification d'un village d'entreprises.

La délibération n° URB 021-3462/18/BM de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 février 2018 a approuvé le protocole foncier formalisant cet accord pour un montant de 1 048 350 euros HT. Dès lors, la SCCV ADP ST VICTORET a obtenu un permis de construire devenu définitif. Afin que la SCCV ADP ST VICTORET puisse finaliser la commercialisation du lot D1, il convient de proroger par avenant le protocole foncier du lot D1 d'un mois et demi supplémentaire,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la cession du lot n° D1 dans la ZAC Empallières à Saint Victoret doit permettre à la SCCV ADP ST VICTORET de réaliser un village d'entreprises d'une surface de plancher d'environ 6 500m<sup>2</sup>.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 1 au protocole foncier par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder au plus tard le 30 septembre 2019 à la SCCV ADP ST VICTORET le lot n° D1 à détacher des parcelles AI n° 1 – 2 – 5 -13 - 96 et AH n° 266 au prix de 1 048 350 euros H.T., conformément à l'avis de France Domaine.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette cession.

##### **Article 3 :**

Le remboursement par la SCCV ADP ST VICTORET à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera conformément aux dispositions contenues dans l'article 2-13 impôts et charges au protocole foncier.

##### **Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2018 et suivants – Opération d'aménagement 444 444 – Nature 7015 – Sous Politique C140 – Fonction 90.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 023-6128/19/BM**

**■ Cession à titre onéreux du lot n° 42 à bâtir dans la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V sur la commune de la Ciotat à la SARL Identy Sign MET 19/10933/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 1er octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.



Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille-Provence-Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opération d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire, sur la commune de La Ciotat, un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La future Zone d'Aménagement Concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au Nord de la commune de La Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion, poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre le lot n° 42 issu de la parcelle cadastrée section CE n° 954 à La Ciotat, d'une surface totale d'environ 3 944 m<sup>2</sup> à la SARL IDENTITY SIGN, pour un montant global de 280 024 euros HT.

La surface de plancher envisagée par l'acquéreur étant d'environ 1 575 m<sup>2</sup> pour l'édification d'un programme immobilier à usage de bureaux et entrepôt spécialisé dans la fabrication et l'installation d'enseignes lumineuses et mobilier de magasin.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau concernant les missions foncières ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la cession du lot n° 42 dans la ZAC Athélia V à La Ciotat doit permettre à la SARL IDENTITY SIGN de réaliser un programme immobilier à usage de bureaux et entrepôt spécialisé dans la fabrication et l'installation d'enseignes lumineuses et mobilier de magasin.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder à la Société IDENTITY SIGN, le lot n° 42 issu de la parcelle cadastrée section CE n° 954, au prix de 280 024 euros H.T, conformément à l'avis de France Domaine.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette cession.

#### **Article 3 :**

Le remboursement par la Société IDENTITY SIGN à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera conformément aux dispositions contenues dans l'article 2-13 impôts et charges du protocole foncier.

#### **Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2018 et suivants – Opération d'aménagement 555 555 – Nature 7015 – Sous Politique C140 – Fonction 90.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 024-6129/19/BM**

**■ Cession du lot n°3 Nord à titre onéreux sur la Zone d'Aménagement Concerté de la Roque d'Anthéron 2**

**MET 19/10997/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation sont en cours s'étend sur 13ha et permettra de créer 10ha de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités dont l'entreprise « Les Ateliers de Sylvacane » qui souhaite construire son siège social et ses ateliers. Il s'agit d'une entreprise spécialisée dans la fabrication, la fourniture, la pose de charpente, de couverture et ossature bois et de divers éléments de construction en bois.

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le comité d'agrément du 1er mars 2019 a donné un avis favorable à cette implantation.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il est proposé de céder à la société « Les Ateliers de Sylvacane » le lot 3 Nord, d'une surface totale de 1000m<sup>2</sup>, au prix de 60€HT/m<sup>2</sup>.

Toutefois, la grille tarifaire validée par le comité de pilotage du 9 mars 2017 prévoit un prix de vente de 55€HT/m<sup>2</sup> pour les terrains supérieurs à 1ha et de 60€HT/m<sup>2</sup> pour les autres lots. Ce prix de cession a été annoncé aux entreprises dès le début de la commercialisation. Les services de France Domaine ont rendu un avis conforme à cette tarification pour les précédentes ventes. Cependant, des cessions récentes à proximité à des prix plus élevés les conduisent à réévaluer leurs avis faisant apparaître pour le lot 3N une différence de prix de +16,67 % environ (avis n°2019-084V0544 en date du 8 mars 2019). Néanmoins, il a été proposé de conserver les prix annoncés aux entreprises et de maintenir la grille de commercialisation de la ZAC, les recettes issues de cette tarification permettant de couvrir la totalité des dépenses engagées.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier du 18 décembre 2018, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

Il est donc proposé d'établir une promesse de vente accompagnée de conditions suspensives relatives notamment à l'obtention du Permis de Construire purgé de tous recours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_A051 du Conseil Communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n°ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La décision du comité d'agrément du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- L'avis de France Domaine n°2019-084V0544 du 08 mars 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Que le projet de la société « Les Ateliers de Sylvacane » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 1<sup>er</sup> mars 2019.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la cession du lot 3N d'une superficie de 1 000m<sup>2</sup> situé sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 60 000 euros HT, soit 72 000 euros TTC, à l'entreprise « Les Ateliers de Sylvacane » ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession.

### Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61,

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 025-6130/19/BM**

### **■ Cession du lot n°22 à titre onéreux sur la Zone d'Aménagement Concerté de la Roque d'Anthéron 2**

## **MET 19/11010/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation sont en cours s'étend sur 13ha et permettra de créer 10ha de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités dont l'entreprise MABP qui souhaite construire son siège social et ses ateliers. Il s'agit d'une entreprise familiale spécialisée dans la fabrication, la fourniture et la pose de menuiseries bois et aluminium.

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le comité d'agrément du 1<sup>er</sup> mars 2019 a donné un avis favorable à cette implantation.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il est proposé de céder à la société MABP le lot 22, d'une surface totale de 1301m<sup>2</sup>, au prix de 60€HT/m<sup>2</sup>.

Toutefois, la grille tarifaire validée par le comité de pilotage du 09 mars 2017 prévoit un prix de vente de 55€HT/m<sup>2</sup> pour les terrains supérieurs à 1ha et de 60€HT/m<sup>2</sup> pour les autres lots. Ce prix de cession a été annoncé aux entreprises dès le début de la commercialisation. Les services de France Domaine ont rendu un avis conforme à cette tarification pour les précédentes ventes. Cependant, des cessions récentes à proximité à des prix plus élevés les conduisent à réévaluer leurs avis faisant apparaître pour le lot 22 une différence de prix de +8,9% environ (avis n° 2019-084V0541 en date du 08 mars 2019). Néanmoins, il a été proposé de conserver les prix annoncés aux entreprises et de maintenir la grille de commercialisation de la ZAC, les recettes issues de cette tarification permettant de couvrir la totalité des dépenses engagées.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

Il est donc proposé d'établir une promesse de vente accompagnée de conditions suspensives relatives notamment à l'obtention du Permis de Construire purgé de tous recours.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

## **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014\_A051 du Conseil Communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;

- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La décision du comité d'agrément du 1<sup>er</sup> mars 2019 ;
- L'avis de France Domaine n°2019-084V0541 du 08 mars 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet de la société MABP entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 1<sup>er</sup> mars 2019.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la cession du lot 22 d'une superficie de 1 301m<sup>2</sup> situé sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 78 060 euros HT, soit 93 672 euros TTC, à l'entreprise MABP ou à toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession.

**Article 3 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du

Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61,

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 026-6131/19/BM**

**■ Abrogation de la délibération n° 71/14 du Bureau Syndical du SAN Ouest Provence du 13 mars 2014, relative à la cession des parcelles de terrain cadastrées section BO n° 17, 18, 19 sises Avenue Saint Exupéry sur la commune d'Istres au profit de la SARL LVA Promotion Méditerranée  
MET 19/11359/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Il est précisé en préambule que la société SARL LVA Promotion Méditerranée avait accepté sous réserve d'obtention d'un permis d'aménager et d'un permis valant division parcellaire, par courrier en date du 22 février 2014 la proposition de vente faite par le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence relative au tènement immobilier cadastré section BO sous les n° 17, 18, 19 situé Avenue Saint Exupéry à Istres.

En conséquence le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a approuvé, par délibération n° 71/14 du 13 mars 2014, la cession de trois parcelles de terrain cadastrées section BO n° 17, 18, 19, d'une contenance d'environ 7 195 m<sup>2</sup>, situées Avenue Saint Exupéry à Istres, au profit de SARL LVA Promotion Méditerranée, pour un prix de 860 800,00 € H.T. (huit cent soixante mille huit cents euros hors taxes).

La SARL LVA Promotion Méditerranée n'a pas obtenu de permis d'aménager.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée auxdites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs ainsi que dans leurs droits et obligations au regard du patrimoine transféré lors de sa création.

Par ailleurs, la commune d'Istres dans le cadre de l'aménagement urbain du quartier, projetait de revoir le schéma de circulation du secteur concerné.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc par courrier en date du 4 décembre 2017 proposé à la

SARL LVA Promotion l'acquisition d'une superficie moindre dudit tènement (environ 6245 m<sup>2</sup>) moyennant le prix de huit cent mille euros (800 000 €). Aucune réponse positive n'ayant été communiquée sur cette proposition, la Métropole Aix-Marseille-Provence a informé la SARL LVA Promotion Méditerranée de la clôture de ce dossier, par lettre recommandée avec accusé de réception n° 2C 125 071 0630 7 en date du 15 octobre 2018.

En conséquence la Métropole Aix-Marseille-Provence intervient pour abroger la délibération n° 71/14 du Bureau Syndical du SAN Ouest Provence du 13 mars 2014.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° 71/14 du Bureau Syndical du SAN Ouest Provence du 13 mars 2014 relative à la cession des parcelles de terrain cadastrées section BO sous les n° 17, 18, 19, sises Avenue Saint Exupéry à Istres, au profit de la SARL LVA Promotion Méditerranée, d'une contenance d'environ 7 195 m<sup>2</sup>, pour un prix de 860 800,00 € H.T. (huit cent soixante mille huit cents euros hors taxes) ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest du 19 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération n° 71/14 du Bureau Syndical du SAN Ouest Provence du 13 mars 2014, relative à la cession des parcelles de terrain cadastrées section BO sous les n° 17, 18, 19, sises Avenue Saint Exupéry à Istres, au profit de la SARL LVA Promotion Méditerranée, d'une contenance d'environ 7 195 m<sup>2</sup>, pour un prix de 860 800,00 euros H.T.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 027-6132/19/BM**

**■ Cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle non bâtie cadastrée section DE n° 63p, sise chemin de la pinède, ZAC du Ranquet à Istres, au bénéfice de Monsieur Bruno Flament propriétaire du lot n° 116, dans le cadre d'un projet d'agrandissement de sa propriété  
MET 19/11361/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle non bâtie cadastrée section DE n° 63p d'une contenance 305 m<sup>2</sup>, sise chemin de la pinède, ZAC du Ranquet à Istres.

Monsieur Bruno Flament propriétaire du lot n° 116 a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, d'une partie de ladite parcelle pour une superficie d'environ 114 m<sup>2</sup> dans le cadre d'un agrandissement de terrain.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de cette emprise foncière à 150 €/m<sup>2</sup>.

L'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de Monsieur Bruno Flament.

Monsieur Bruno Flament a donné son accord sur les modalités de ladite transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 021-5218/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la cession d'une partie à détacher de la parcelle non bâtie cadastrée section DE n° 63p d'une contenance d'environ 114 m<sup>2</sup>, sise chemin de la pinède, ZAC du Ranquet à Istres, au numéro d'inventaire 3005, au profit de Monsieur Bruno Flament propriétaire du lot n° 116, pour un montant de 17 100 € H.T (dix-sept mille cents euros Hors Taxes).

**Article 2 :**

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

**Article 3 :**

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Monsieur Bruno Flament.

**Article 4 :**

La recette correspondante est inscrite au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 028-6133/19/BM**

**■ Cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle non bâtie cadastrée section DE n° 63p, sise chemin de la pinède, ZAC du Ranquet à Istres, au bénéfice de Madame Elodie Petit propriétaire du lot n° 113, dans le cadre d'un projet d'agrandissement de sa propriété.**

**MET 19/11364/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle non bâtie cadastrée section DE n° 63 d'une contenance 305 m<sup>2</sup>, sise chemin de la pinède, ZAC du Ranquet à Istres.

Madame Elodie Petit propriétaire du lot n° 113 a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, d'une partie de ladite parcelle pour une superficie d'environ 114 m<sup>2</sup> dans le cadre d'un agrandissement de terrain.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de cette emprise foncière à 150 €/m<sup>2</sup>.

L'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de Madame Elodie Petit.

Madame Elodie Petit a donné son accord sur les modalités de ladite transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;

- La délibération n° FAG 021-5218/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la cession d'une partie à détacher de la parcelle non bâtie cadastrée section DE n° 63p d'une contenance d'environ 114 m², sise chemin de la pinède, ZAC du Ranquet à Istres, au numéro d'inventaire 3005, au profit de Madame Elodie Petit propriétaire du lot n° 113, pour un montant de 17 100 euros H.T.

**Article 2 :**

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

**Article 3 :**

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Madame Elodie Petit.

**Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 029-6134/19/BM**

**■ Cession à titre onéreux de la parcelle cadastrée section DE n° 18, située Impasse des Arcades à Istres, au profit de Madame Alice Girones, propriétaire du lot 251  
MET 19/11530/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle non bâtie cadastrée section DE n° 18 d'une contenance d'environ 26 m², sise Impasse des Arcades, ZAC du Ranquet à Istres.

Madame Alice Girones a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, de ladite parcelle en vue de parfaire son unité foncière voisine.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de la parcelle DE n° 18 à 4 300 € H.T (quatre mille trois cents euros Hors Taxes).

L'ensemble des frais lié à cette transaction foncière est à la charge de Madame Alice Girones.

Madame Alice Girones a donné son accord sur les modalités de ladite transaction foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 021-5218/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la cession de la parcelle non bâtie cadastrée section DE n° 18 d'une contenance d'environ 26 m², sise Impasse des Arcades, ZAC du Ranquet à Istres, au numéro d'inventaire 3005, au profit de Madame Alice Girones, au prix de 4 300 euros HT.

#### **Article 2 :**

Maître Roland Ceaglio, notaire à Istres, est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

#### **Article 3 :**

L'ensemble des frais lié à la présente procédure est à la charge de Madame Alice Girones.

#### **Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer la présente délibération, l'acte authentique et tous les documents découlant de la présente délibération.

#### **URB 030-6135/19/BM**

#### **■ Cession à titre onéreux d'une parcelle de terrain constituant le lot N°7 du Parc des Etangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts à la SCI L'Arche MET 19/11570/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la zone d'activités du Parc des Étangs sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, la Métropole Aix-Marseille-Provence vend le lot N°7 à la SCI L'ARCHE représentée par Monsieur FRILLOUX Maxime cadastrée AO 281, d'une superficie totale de 1 973 m² pour un montant de 163 364.40 euros TTC soit 69 euros HT/m² selon l'avis domanial N° 2019 -098V1187 du 20 mai 2019.

La SCI L'ARCHE a versé une indemnité d'immobilisation de 6 806.80 euros qui lui sera reversée à la signature de l'acte.

Cette cession du lot N°7 dans le Parc des Étangs doit permettre à la SCI L'ARCHE de créer une activité de laboratoire industriel environnemental pour l'analyse de l'eau et produits pétroliers.

La concrétisation de l'acte de vente devra intervenir au plus tard avant le 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-28/03/19 CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues de juin 2019 ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Que la cession du lot N°7 dans le Parc des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts doit permettre à la SCI L'ARCHE de créer une activité de laboratoire industriel environnemental pour l'analyse de l'eau et produits pétroliers,

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la cession à la SCI L'ARCHE représentée par Monsieur Friloux Maxime cadastrée AO 281, d'une superficie totale de 1 973 m² au prix de 163 364.40 euros TTC soit 69 euros HT/m² selon l'avis domanial N° 2019 -098V1187 du 20 mai 2019.

#### **Article 2 :**

Le délai de validité du compromis est fixé au 31 décembre 2019.



### **Article 3 :**

Maître Durand-Guériot en l'office notarial de Martigues et le notaire du choix de l'acquéreur sont désignés pour rédiger l'acte authentique en résultant.

### **Article 4 :**

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure est à la charge de la SCI L'ARCHE.

### **Article 5 :**

Les recettes seront inscrites au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous/pol B 420 – Nature 7075 - Fonction 632 gestionnaire DSF Pays de Martigues

### **Article 6 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 031-6136/19/BM**

■ **Acquisition à l'euro symbolique auprès de l'Office Public de l'Habitat Marseille Provence Métropole d'une parcelle de terrain située Résidence les Oliviers à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement, nécessaire à la réalisation d'un mur de soutènement dans le cadre du projet Rocade L2 et constitution d'une servitude en tréfonds**

### **MET 19/10931/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de création de voirie.

La rocade L2 Nord, projet déclaré d'utilité publique, a vocation à relier le giratoire de Saint-Jérôme à l'Autoroute A7. En service depuis le 25 octobre 2018, elle longe en contrebas plusieurs groupes de logements locatifs sociaux d'HMP AMPM, dont les Oliviers B sis rue du Péras à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.

Dans le cadre des travaux de parachèvement de la dite rocade, un mur de soutènement des terres du groupe Les Oliviers B sera réalisé au premier semestre 2019 par le Gie L2 (Société à qui la Société de la Rocade L2 de Marseille (SLR2) a donné mandat

par contrat de conception-construction pour procéder aux travaux nécessaires à l'exécution du projet de la rocade).

La propriété de ce mur sera transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant qu'accessoire de la future voirie à réaliser par la Collectivité (rue Mérimée Prolongé, entre la L2 et la propriété d'HMP AMPM Les Oliviers B).

Afin de pouvoir réaliser via le GIE L2 et ensuite entretenir la partie du mur de soutènement située actuellement sur la propriété d'HMP AMPM, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de l'organisme HLM pour obtenir la cession d'une bande de terrain de 38 m<sup>2</sup> environ à extraire de la parcelle cadastrée 881 section A N°225, assiette du groupe Les Oliviers B et la constitution d'une servitude d'empiètement en tréfonds pour permettre l'accès à la semelle du mur de soutènement.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'acquisition auprès de l'Office Public Habitat Marseille Provence Aix Marseille Provence Métropole d'une emprise foncière de 38 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 881 A 0225 permettra la réalisation d'un mur de soutènement dans le cadre du projet Rocade L2 à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement
- Que la constitution d'une servitude en tréfonds permettra l'accès à la semelle du mur de soutènement

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel l'Office Public Habitat Marseille Provence Aix Marseille Provence Métropole représentée par son Directeur Général Monsieur Christian GIL s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 38 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 881 A 0225 sise résidence les Oliviers à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement, à l'euro symbolique.

### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l'ancien propriétaire au prorata de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera sur production de justificatif.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférent.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 032-6137/19/BM**

**■ Acquisition à l'euro symbolique de parcelles de terrain auprès de la Société European Homes, situées chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues, en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain  
MET 19/10924/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Société European Homes représentée par son Directeur, Monsieur Fabien Fontaine est propriétaire d'un ensemble de parcelles cadastrées BE 378 – 377 – 429 – 430 – 431 situées chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues destinées à être intégrées au Domaine Public au titre des travaux d'aménagement du chemin de la Bastide Neuve.

En conséquence, les parties sont convenues de régulariser un protocole entérinant les accords. Le présent protocole a pour objet d'en préciser les charges et conditions.

Cette acquisition est consentie moyennant la somme de un euro.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

## **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- Que l'acquisition de l'ensemble des parcelles cadastrées BE 376 – 377 – 429 – 430 – 431 sises chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues permettra leur intégration dans le domaine public routier métropolitain.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Société EUROPEAN HOMES s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence un ensemble de parcelles cadastrées BE 376 – 377 – 429 – 430 – 431 sises chemin de la Bastide Neuve à Châteauneuf-les-Martigues à l'euro symbolique.

### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l'ancien propriétaire au prorata de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera sur production de justificatif.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires à cette acquisition.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C130 – Opération 2015 110 400 – Chapitre 458119 1007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 033-6138/19/BM**

**■ Acquisition à titre onéreux auprès de la SARL Reb Projects France d'une emprise foncière nécessaire à la création des voies nouvelles U236 et U299 à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement dans le cadre du projet de Rénovation Urbaine Saint-Joseph**  
**MET 19/11429/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Joseph-Vieux Moulin à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création des voies nouvelles dénommées U236 et U299 et l'aménagement de la traverse du Vieux-moulin afin de permettre le désenclavement du quartier conformément à l'emplacement réservé n°14-750 au Plan Local d'Urbanisme en vigueur de la Ville de Marseille.

Le projet de création des voies nouvelles U236 et U299 a été déclaré d'utilité publique par un arrêté de Monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité

Sud, Préfet des Bouches du Rhône n° 2018-47 en date du 5 novembre 2018.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SARL REB PROJECTS France d'une emprise foncière de 6 780 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 C0070 sise traverse du vieux moulin 13014 Marseille d'une contenance cadastrale totale de 44 481 m<sup>2</sup>.

Au terme des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les parties ont trouvé un accord pour l'acquisition par voie amiable par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SARL REB PROJECTS France du terrain objet des présentes moyennant le prix de 523 060 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le code général des collectivités territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que l'acquisition auprès de la SARL REB PROJECTS France d'une emprise foncière d'une superficie de 6 780 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section

895 C n°70 permettra de réaliser les voies nouvelles U236 et U299 dans le cadre du projet de rénovation urbaine du quartier Saint-Joseph Vieux Moulin à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la SARL REB PROJECTS France s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 6 780 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 895 C n°70 au prix de 523 060 euros se décomposant en une indemnité principale de 474 600 euros et une indemnité de remploi de 48 460 euros en vue de réaliser les voies nouvelles U236 et U299 à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement.

### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de taxe foncière de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera sur production de justificatif.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires à cette acquisition.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 034-6139/19/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant aux consorts Bueno, nécessaire à l'aménagement de la rue Chabaud, à Gignac La Nerthe**

## **MET 19/10927/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de la rue de Chabaud à Gignac-la-Nerthe, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une parcelle d'une superficie de 32 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée AV n°458.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence les Consorts BUONO acceptent de céder la parcelle moyennant la somme de 1 056 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

## **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- Que les travaux d'élargissement de la rue des Chabauds sur la commune de Gignac-la-Nerthe seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec les Consorts BUONO afin de permettre la réalisation des travaux d'élargissement.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel les Consorts Bueno cèdent à la Métropole Aix-Marseille-Provence la parcelle d'une superficie de 32 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée AV n° 458

située rue Chabaud à Gignac-la-Nerthe, au prix de 1 056 euros.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l'ancien propriétaire au prorata de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera sur production de justificatif.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires et prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 035-6140/19/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à Madame Billon épouse Cadalen Nathalie, nécessaire à l'aménagement de l'avenue Logos à Marignane**  
**MET 19/10928/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élargissement de l'avenue Logos à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une parcelle d'une superficie de 69 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée BB 279, propriété de Madame Billon épouse Cadalen Nathalie.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence Madame Billon épouse Cadalen Nathalie accepte de céder la parcelle moyennant la somme de 1 725 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les travaux d'élargissement de l'avenue Logos sur la commune de Marignane seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec Madame Billon épouse Cadalen Nathalie afin de permettre la réalisation des travaux d'élargissement.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel Madame Billon épouse Cadalen Nathalie, cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence la parcelle d'une superficie de 69 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée BB 279 située avenue Logos à Marignane, au prix de 1 725 euros.

**Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l'ancien propriétaire au prorata de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera sur production de justificatif.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires à cette acquisition.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 036-6141/19/BM**

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à la SCI Eugene et Sylvie nécessaire à l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane**

### **MET 19/10930/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élargissement du chemin des Beugons à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une emprise de 32 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée CP 20.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence la SCI Eugène et Sylvie accepte de céder l'emprise moyennant la somme de 5 120 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les travaux d'élargissement du chemin des Beugons sur la commune de Marignane seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une parcelle de terrain auprès de la SCI Eugène et Sylvie.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la SCI Eugène et Sylvie représentée par Monsieur Eugène Schembri et Madame Sylvie Garnier, cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui l'accepte l'emprise de 32 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée CP 20 située avenue des Beugons à Marignane, au prix de 5 120 euros.

### **Article 2 :**

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la taxe foncière à l'ancien propriétaire au prorata de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant, se fera sur production de justificatif.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents y afférent.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581191007

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 037-6142/19/BM**

### **■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle sur la commune de Belcodène en vue de la construction du poste de relevage MET 19/11057/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Un poste de relevage a été édifié sur la parcelle cadastrée numéro C n° 482 d'une surface de 204 m<sup>2</sup>, sise Lieudit La Pomme, en bordure de la RN 96, à Belcodène, propriété de la Société des Autoroutes Estérel Côte d'Azur, Provence Alpes (ESCOTA).

Dans ce cadre, des conventions de mise à disposition temporaires relatives à l'implantation dudit poste de relevage et à l'occupation du Domaine Public Autoroutier Concédé (DPAC), ont été signées les 26 avril 2012 sous le n°2011-0432 et 28 mars 2012 sous le n° 2011-013, entre la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et la société ESCOTA.

Aussi, l'avenant n°0392-2013 à la promesse d'achat n°2012-0463, du 18 juillet 2013 engageait la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à acquérir ladite parcelle dans le cadre de l'extension du réseau d'assainissement.

La redéfinition des domaines de compétences territoriales n'ont pas permis de finaliser la cession par un acte notarié, à la date initialement prévue. La société ESCOTA a donc opté au préalable pour l'établissement d'un nouvel avenant à la promesse d'achat numérotée n°2019-055, valable jusqu'au 28 juin 2019, ainsi que la prorogation de la convention référencée n°2011-0432;

En conséquence, la convention arrivant à échéance le 28 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser cette situation et acquérir la parcelle cadastrée C n°482 sur la commune de Belcodène pour un montant total de 1500 euros hors taxes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- L'évaluation de France Domaine référencée LIDO: 2018-04V1413 en date du 9 juillet 2018 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de régulariser par un acte notarié, l'ouvrage souterrain d'eaux usées situé sur la commune de Belcodène ;
- Qu'un nouvel avenant à la promesse d'achat désigné sous le numéro n°2019-055 a été signé avec la société ESCOTA ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence se substitue à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition de la parcelle C n°482 d'une surface de 204 m<sup>2</sup> sise sur la commune de Belcodène pour un montant total de 1500 euros hors taxes, dans l'objectif de régulariser la construction du poste de relevage. Les frais d'acte de transfert entre l'Etat et Escota, ainsi que ceux du notaire, sont à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte et tout document s'y rapportant.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement au budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au chapitre 21 nature 2111, opération : 2018400400

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 038-6143/19/BM**

**■ Acquisition à titre gratuit d'un terrain propriété du Département des Bouches-du-Rhône pour la construction d'une déchèterie professionnelle sur la commune de Bouc-Bel-Air  
MET 19/11085/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La déchèterie de Bouc-Bel-Air est l'une des plus fréquentées du Pays d'Aix, tout particulièrement par des professionnels, du fait notamment d'interdictions d'accès sur les sites du territoire marseillais, sa plate-forme haute est étroite avec une entrée-sortie commune, provoquant parfois de longues files d'attente pouvant perturber la circulation sur la route départementale.

Cette déchèterie est aujourd'hui complètement saturée et ne permet plus d'accueillir les usagers dans des conditions satisfaisantes. Elle ne peut pas non plus bénéficier de travaux d'extension permettant de régler de façon pérenne ce problème de saturation.

À défaut de pouvoir effectuer des travaux d'extension permettant de régler de façon pérenne ce problème de saturation, le Territoire a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt pour l'implantation d'un projet privé de déchèterie destinée aux professionnels par un contrat de bail emphytéotique administratif à consentir sur les parcelles CD 306, 307 et 310 sises dans le quartier des Chabauds. Cette nouvelle déchèterie sera dédiée aux professionnels, et offrira un exutoire en adéquation avec leurs besoins (rapidité de dépotage, traçabilité,...). L'ouverture de ce site devra s'accompagner de la fermeture aux apporteurs professionnels des déchèteries publiques avoisinantes (Bouc-Bel-Air, Les Pennes-Mirabeau et Gardanne) et permettra au Pays d'Aix de se recentrer sur ses missions de bases et de dédier les déchèteries publiques à leurs missions premières à savoir le service aux particuliers.

Dans le cadre des démarches entreprises dans l'Appel à Manifestation d'intérêt, la question de la réalisation de l'accès au site projeté ont mises en avant l'opportunité pour la Métropole d'acquérir les parcelles voisines.

En effet, ces terrains, propriétés du Département des Bouches-du-Rhône, avaient été identifiés pour la réalisation d'un Parc Relais au moment de l'initiation du projet. Toutefois, l'ensemble de la compétence mobilité ayant été transférée à la Métropole, et compte tenu de la synergie entre les projets il est proposé de procéder à l'acquisition à titre gratuit d'un terrain de 16.621 m<sup>2</sup> cadastré section CD n°305, 308 et 309 sur la commune de Bouc-Bel-Air, propriété du Département des Bouches-du-Rhône.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'acquérir à titre gratuit un terrain de 16.621m<sup>2</sup> appartenant au Département des Bouches-du-Rhône cadastré section CD n°305, 308 et 309 pour la construction de la déchèterie de la Commune de Bouc-Bel-Air.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition à titre gratuit d'un terrain de 16.621 m<sup>2</sup>, par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, cadastré section CD n°305,308 et 309 pour l'implantation d'un projet privé de déchèterie destinée aux professionnels la Commune de Bouc-Bel-Air.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les actes relatifs à cette acquisition.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 21, nature 2111, fonction 7213.



Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### URB 039-6144/19/BM

#### ■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération du secteur des bords de l'Étang - Quartier Lion à Vitrolles MET 19/11529/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La société « SNC COGEDIM PROVENCE » assure le portage et la réalisation d'une opération immobilière privée sur le secteur des Bords de l'Étang - Quartier du Lion, à Vitrolles. Ce terrain de 74.500 m<sup>2</sup> était anciennement occupé par des hangars constituant les anciens entrepôts de l'aéroport. Dans le respect des principes programmatiques de l'OAP du PLU de la commune, cette opération d'aménagement prévoit la réalisation d'un programme de construction comprenant environ 500 logements collectifs, une

résidence pour seniors, des commerces et des bureaux.

Pour accompagner ce programme de construction privé, un programme des équipements publics a été défini. Il prévoit notamment :

- Des travaux liés à l'aménagement de voirie
  - Aménagement du carrefour d'accès sur la RD 20
  - Création d'une voie de desserte primaire de 492ml
  - Création d'une promenade belvédère de 745ml
  - Création d'espaces verts sur la promenade
  - Création d'une placette
  - Extension voie primaire pour raccordement sur chemin des oiseaux 110ml
- Des travaux liés à la desserte en réseau : eau potable, eaux usées, assainissement, ERDF, gaz.

L'opération d'aménagement a été déclarée d'intérêt métropolitain en octobre 2017 ce qui confère à la Métropole la maîtrise d'ouvrage des travaux de VRD et d'aménagement des espaces publics à l'intérieur du périmètre.

Le montant prévisionnel de ces dépenses est estimé à 4 997 000 euros HT, soit 5 996 400 euros TTC, et est réparti de la manière suivante :

	Dépenses HT
1 - Travaux VRD et aménagement des espaces publics + Aléas	4 380 500 €
2 – Études et honoraires techniques (MOE, CSPS, BC...)	310 000 €
3 – Frais divers (Maîtrise d'ouvrage déléguée, Frais financiers, ...)	306 500 €
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4 997 000 €</b>

La maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de ces travaux a été déléguée à la SPLA «Pays d'Aix Territoires».

Par ailleurs, pour financer les équipements publics nécessaires à la mise en œuvre du projet, un Projet Urbain Partenarial (PUP) a été mis en place sur le périmètre concerné et une convention de PUP a été

signée avec le promoteur. Ainsi, compte tenu des recettes prévisionnelles liées à cette opération, le reste à charge prévisionnel pour la Métropole s'élève à 2 105 893 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Organismes sollicités	Taux sollicités	Montants sollicités HT
Département 13 (plan partenarial métropolitain)	22 %	1 106 493 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	999 400 €
Recettes PUP	58 %	2 891 107 €
<b>Montant total HT :</b>	<b>100 %</b>	<b>4 997 000 €</b>

L'opération est présentée au titre des financements du Département des Bouches-du-Rhône prévus dans le cadre du Partenariat Métropolitain, elle peut bénéficier à ce titre d'une subvention de 1 106 493 euros (soit 22 % des dépenses).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des

Bouches-du-Rhône et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 028-4187/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant approbation des conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain "Projet Urbain Partenarial du Secteur des Bords de l'Étang-Quartier du Lion" sur la commune de Vitrolles ;
- La délibération n° FAG 030-4079/18/CM du 28 juin 2018 qui a ouvert l'AP relative à l'opération « Vitrolles / PUP les Bords de l'Étang » ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération du secteur des Bords de l'Étang - Quartier Lion à Vitrolles, et de solliciter les subventions nécessaires auprès notamment du Conseil Départemental.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 312, nature 238, fonction 61, autorisation de programme DI312AP.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 61, autorisation de programme RI312AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 040-6145/19/BM**

**■ Demande de subvention auprès du Département des Bouches-Du-Rhône pour le financement de l'opération "Confortement des Berges du Ranquet-travaux" sur la commune d'Istres  
MET 19/11504/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre des aménagements prévus dans le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté quartier du Ranquet (créée en 1985) sur le territoire Istres-Ouest Provence commune d'Istres, des travaux de confortement des berges zones Sud A et Nord B vont être réalisés.

Ces travaux ont pour but de :

- protéger les habitations et mettre en sécurité les personnes,
- réduire l'érosion du rivage de l'Etang de Berre,
- supprimer les impacts dommageables pour les écosystèmes et intégrer les ouvrages dans le paysage.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre du dispositif « Partenariat Métropolitain » pour le financement des travaux de « Confortement des Berges du Ranquet » et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel est estimé à 561 200,00 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Département Métropolitain»	13 «Partenariat	70 %	392 840 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence		30 %	168 360 euros
<b>TOTAL</b>		<b>100 %</b>	<b>561 200 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI 015-5283/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la révision de l'opération 2018500300 rattachée au programme n°175140 BP ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats Spéciaux de Territoires ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Confortement des berges du ranquet – Travaux » sur la commune d'Istres.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter l'aide financière auprès du Département des Bouches-

du-Rhône, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2019 et suivants, chapitre 4581185003, nature 4581185003, code opération 2018500300.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, nature 1323, code opération 2018500300.

#### **URB 041-6146/19/BM**

**■ Demande de subvention auprès du Département des Bouches-Du-Rhône pour le financement de l'opération "Réalisation de l'école supérieure de design et d'art appliqué" sur la commune d'Istres MET 19/11505/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité parfaire l'offre de formation Post-Bac sur le territoire Istres-Ouest Provence en s'appuyant sur le constat déficitaire en termes de formations et de diplômes sur son bassin géographique.

Ce projet vient en complément du Centre de Formation des Apprentis de l'Industrie (CFAI) et l'union des métiers de la métallurgie. Cette école proposera des formations diplômantes telles que Licence, Master, etc.  
Un espace de 400 m<sup>2</sup> pourra accueillir jusqu'à 140 élèves.

La réhabilitation des locaux prévoit des travaux de mise en accessibilité PMR, la mise en place de

câblage informatique, des travaux de rénovation, la redistribution des espaces, etc.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre du dispositif « Partenariat Métropolitain » pour le financement des travaux de

« Réhabilitation de locaux pour l'école supérieure de design et d'art appliqué » et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel est estimé à 311 397,36 euros H.T.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Département 13 «Partenariat Métropolitain»	70 %	217 978,16 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	93 419,20 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>311 397,36 euros</b>

#### **Délibère**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 036-2694/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la révision de l'opération 2017500900 rattachée au programme n° 175151 BP ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats Spéciaux de Territoires ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Réalisation de l'école supérieure de design et d'art appliqué » sur la commune d'Istres.

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter l'aide financière auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence 2019, chapitre 4581175009, nature 4581175009, code opération 2017500900.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, nature 1323, code opération 2017500900.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Développement  
territorial, logement, centres  
anciens, contrat de ville"***  
\*\*\*\*\*

#### **DEVT 001-6147/19/BM**

■ **Approbation de six conventions relatives à des subventions pour le financement de travaux d'urgence pour les syndicats de copropriété du Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement  
MET 19/10559/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Parc Corot est un ensemble immobilier comprenant 376 logements, localisé dans le quartier prioritaire « Malpassé-Corot », 130 avenue Corot, dans le 13<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille.

Cet ensemble est constitué de 7 bâtiments d'habitation, gérés par 1 syndicat principal et 7

syndicats secondaires, les immeubles A, C, D, E, F, G et H. L'emprise foncière de la résidence inclut également un petit centre commercial et des garages.

Le 22 janvier 2016, Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône a pris un arrêté « portant création du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété du Parc Corot », dont la 1ère commission d'élaboration s'est tenue en novembre 2016.

Le 21 décembre 2017 a été signé par la Métropole le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), qui prévoit des interventions sur le Parc Corot dans le cadre du plan de sauvegarde (PDS).

Par délibération n° DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017, la Métropole a approuvé la signature d'un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels. Ce protocole recense notamment le Parc Corot comme une des copropriétés à enjeu dont le traitement est prioritaire.

Par délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017, la Métropole a approuvé le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022, permettant notamment de saisir le Juge en vue de la désignation d'un administrateur judiciaire pour la gestion du Parc Corot.

Le 13 janvier 2017, par jugement du Tribunal de Grande Instance de Marseille, Vincent Gillibert de la SCCP Gillibert et associés, a été désigné administrateur judiciaire sur le syndicat principal et sur les syndicats secondaires des bâtiments C,D,E,F,G et H.

Le 30 août 2018, le Cabinet AJA a été désigné administrateur judiciaire sur le syndicat principal et sur les bâtiments C,D,E,F,G et H en remplacement de la SCCP Gillibert, démissionnaire. Par ordonnances du 19 février 2019 et du 7 mars 2019, les pouvoirs de l'administrateur provisoire ont été élargis à tous les pouvoirs de l'Assemblée Générale des copropriétaires à l'exception de ceux prévus aux a) et b) de l'article 26, et du conseil syndical, conformément aux dispositions de l'article 29-1 alinéa 2 de la loi du 10 juillet 1965.

Le Parc Corot est un des 14 sites bénéficiant d'un suivi national dans le cadre du plan « Initiative Copropriétés » engagé par l'Etat fin 2018 en fonction de l'urgence de leur situation. Dans ce contexte ils font l'objet d'un suivi particulier de la part de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU). Ce plan a fait l'objet d'une délibération du Conseil d'administration de l'ANAH du 28 novembre 2018, qui en a validé les modalités de

mise en œuvre, notamment la majoration du taux des subventions pour les travaux urgents.

Suite au diagnostic technique élaboré par Citémétrie pour le compte du GIP Marseille Rénovation Urbaine, et compte tenu de l'état de dégradation des parties communes, il est nécessaire de prévoir un programme de travaux d'urgence sur l'ensemble du Parc Corot à l'exception de l'immeuble « A » frappé d'un arrêté d'insécurité imminente des équipements communs en date du 23 novembre 2018 qui a entraîné son évacuation et sa neutralisation. Ces travaux à mener d'urgence ont pour objectif de répondre aux désordres les plus criants en matière de protection de la santé et de la sécurité des habitants.

Par délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole a approuvé la création d'une opération d'aménagement, au sens de l'article L-300-1 du Code de l'Urbanisme, afin d'intervenir pour remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot.

L'atteinte des objectifs s'organise en deux temps :

- Tout d'abord, l'engagement de travaux d'urgence permettant d'assurer la sécurité des parties communes et des équipements communs des différents immeubles constitués en syndicats secondaires, ainsi que des travaux sur les parties communes générales gérées par le syndicat général, et ce, sur une durée de 18 à 30 mois. La Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde réunie sous l'égide de Madame la Préfète à l'Egalité des Chances en date du 19 mars 2019 a validé ce programme de travaux, son estimation financière et son mode de financement.

Ces travaux et leur financement font l'objet de chacune des conventions jointes en annexes, portant sur les bâtiments C, E, F, G et H, à conclure avec les syndicats concernés. L'administrateur provisoire a adopté le programme de travaux, son enveloppe financière et son mode de financement.

- Ensuite, une opération d'aménagement portée par la Métropole sera mise en place pour permettre la mise en œuvre :
  - o d'une part, des travaux de conservation et de fonctionnement des équipements des parties communes, ainsi que la réalisation des travaux en parties privatives dans les immeubles qui peuvent être conservés sous le régime de la copropriété ;
  - o et, d'autre part d'assurer le recyclage des immeubles les plus dégradés.

Enfin, les travaux urgents relatifs au bâtiment D, géré par un syndic professionnel, seront proposés dans le cadre d'une prochaine délibération, après leur approbation par une Assemblée générale de copropriété.

Le montant des aides apportées par la Métropole en complément des subventions de l

'Anah sont définies dans le tableau ci-après :

	Bât C	Bât E	Bât F	Bât G	Bât H	Synd. Princ.	TOTAL en euros
ANAH	389 700	124 600	212 600	490 800	184 300	26 600	<b>1 428 600</b>
MAMP	64 500	21 400	36 400	82 900	31 800	6 000	<b>243 000</b>
<b>TOTAL en euros</b>	<b>454 200</b>	<b>146 000</b>	<b>249 000</b>	<b>573 700</b>	<b>216 100</b>	<b>32 600</b>	<b>1 671 600</b>

Dans le cadre du plan « Initiative copropriétés », les travaux d'urgence pour le Parc Corot sont financés par l'ANAH à hauteur de 100 % du montant hors taxes des travaux et des honoraires techniques.

La participation de la Métropole complète le financement de l'ANAH en prenant en compte le coût total des travaux toutes taxes comprises, les honoraires techniques et l'assurance dommage ouvrage, à l'exception des honoraires de syndic.

Il convient de conclure six conventions entre la Métropole et les Syndicats des copropriétaires du « Parc Corot » bâtiments C, E, F, G, H, d'une part, et, d'autre part, avec le syndicat principal. Ces conventions ont pour objet le financement des travaux d'urgence sur les parties communes de ces bâtiments ainsi que des parties communes générales du Parc Corot.

Les modalités de ces versements sont définies dans les conventions de financement citées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 22 janvier 2016, « portant création du plan de sauvegarde (PDS) sur la copropriété du Parc Corot » ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU), signé le 21 décembre 2017 par la Métropole ;
- La délibération DEVT 004-1839/17/CM du 30 mars 2017, relatif à l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille avec les collectivités territoriales, l'État, l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et les partenaires institutionnels ;
- La délibération n° DEVT 001-2082/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le troisième protocole pour la mise en œuvre d'un plan de lutte contre l'habitat indigne à Marseille 2017-2022,
- Les ordonnances des 13 janvier 2017, du 30 août 2018, et du 16 février 2019, par jugement du Tribunal de Grande Instance de Marseille, désignant AJA, administrateur judiciaire des bâtiments A, C, D, E, F, G et H du Parc Corot en remplacement de la SCCP Gillibert, démissionnaire ;
- La délibération n° DEVT 004-4210/18/CM du 28 juin 2018, approuvant la création d'une opération d'aménagement pour remédier aux graves difficultés de la copropriété du Parc Corot ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre d'un accord partenarial pour aider au redressement des copropriétés dégradées ;
- Que la résidence du « Parc Corot » est identifiée dans l'accord partenarial sur les copropriétés comme appartenant au premier cercle par ordre de priorité d'intervention ;
- Que la Commission d'élaboration du Plan de Sauvegarde a validé le programme de travaux sur le parc Corot, son estimation financière et son mode de financement en date du 19 mars 2019 ;
- Que l'administrateur provisoire a adopté le programme de travaux, son enveloppe financière et son mode de financement ;
- Que l'administrateur provisoire a sollicité l'aide financière de la Métropole pour la réalisation des travaux d'urgence sur les bâtiments C, E, F, G, H et les parties communes générales du Parc Corot.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les subventions pour la réalisation des travaux d'urgence pour la résidence du Parc Corot à Marseille 13ème arrondissement, sur les bâtiments C, E, F, G, H et les parties communes générales du Parc Corot respectivement à hauteur de :

- |                |                                     |
|----------------|-------------------------------------|
| - 64 500 euros | pour le bâtiment C                  |
| - 21 400 euros | pour le bâtiment E                  |
| - 36 400 euros | pour le bâtiment F                  |
| - 82 900 euros | pour le bâtiment G                  |
| - 31 800 euros | pour le bâtiment H                  |
| - 6 000 euros  | pour les parties communes générales |

#### **Article 2 :**

Sont approuvées les six conventions de financement ci-annexées précisant les modalités de versement des aides de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tous les documents y afférents.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole – Opération 2016103800 – Sous-politique E110 – Fonction 52 – Nature 4581194007.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 002-6148/19/BM**

**■ Approbation d'une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées "OPAH RU II Centre ancien de Marignane" avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marignane. Approbation d'une convention financière avec la Région MET 19/10942/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis sa création le 1er janvier 2016, les compétences de la Communauté Urbaine MPM.

#### **Contexte :**

La commune de Marignane s'est engagée depuis 2011 dans une restructuration majeure de son centre-ville, qui connaissait une dévalorisation importante de l'état des logements, une désaffectation des commerces et services. L'habitat ancien devenait un parc social de fait avec des poches d'indignité, ce qui soulignait une perte d'attractivité continue depuis 20 ans.

Le projet de Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD) engagé en 2012 est le projet structurant du centre historique : il permet un renouvellement des logements et des espaces publics. Cela concentre des financements publics exceptionnels de l'Etat, de l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU), de l'Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat, du Département et de la Région.

Cette restructuration prend son impulsion à partir d'un important parc immobilier communal dans le cœur historique. Des projets de réhabilitation réalisés par 13 Habitat, un équipement public majeur, le Centre des Arts, ainsi que la réhabilitation et la reconstruction de près de 200 logements devraient raviver la fréquentation du centre de Marignane. Un programme général de requalification des espaces publics du centre historique est réalisé par la Métropole, sur l'ensemble des voiries et la création d'une grande place : la place de l'Olivier.

Les projets du PNRQAD s'accompagnent d'une OPAH RU traitant l'habitat privé d'avant 1949, et d'un quartier labellisé Politique de la Ville, qui couvre les quartiers d'habitat collectif du centre. En effet, avec près de 6000 habitants, le centre-ville concentre une part importante de ménages pauvres, et une forte proportion de jeunes (40% de la population est en dessous du seuil de pauvreté, et 36% a moins de 25 ans).

Le centre ancien de Marignane comporte 1 362 logements et 2200 habitants. Les logements sont

privés à 88%. Une grande majorité d'entre eux (532 logements) se trouvent dans le secteur sud de Jaurès, cible prioritaire de l'OPAH RU. Les tendances observées sont une désertion des propriétaires occupants, qui ne seraient plus que 150 sur l'ensemble du périmètre de l'OPAH.

Le type d'habitat dans le centre ancien est composé d'immeubles d'environ 2 étages maximum, avec une part importante de maisons de ville, qui peuvent devenir un moteur du renouveau, une fois réhabilitées, voire restructurées.

Une première OPAH RU a été menée de 2011 à 2016. Elle visait la réhabilitation de 235 logements. 129 logements ont été financés, dont 85 avec une aide de l'ANAH. L'activité s'est concentrée sur les 2 dernières années de l'OPAH puisque 55% des dossiers ont été déposés entre 2015 et 2016. Une hausse des ventes s'est révélée en 2016, avec des prix de 30% au-dessous des prix moyens de la commune. Les loyers du centre ancien à 11€/m², sont équivalents à ceux des logements plus récents, du fait d'une forte demande. Les locations comme les ventes dans le centre-ville se font par le bouche à oreilles, et échappent encore aux circuits des professionnels.

En 2019, l'effet répulsif du centre-ville a disparu, et la dynamique engagée en 2012 commence à être visible. Des enseignements ont été tirés de cette première OPAH RU, suite à l'évaluation réalisée par la SOLIHA en 2017 :

- La prise de conscience de l'importance de l'habitat indigne et des marchands de sommeil a entraîné une organisation des services de la Ville sur ce sujet. Un protocole de Lutte contre l'Habitat Indigne (LHI) est en cours de signature.
- L'importance de l'action en direction des propriétaires occupants a été réaffirmée, tout en maintenant une action pour améliorer la qualité des logements locatifs.
- Associer une action coercitive à une action incitative, s'est révélée nécessaire, en veillant à séparer les équipes qui se chargent de l'une et de l'autre.
- 

#### Orientations stratégiques

L'objectif de cette « OPAH RU II Centre ancien de Marignane » pour les 5 ans à venir est de donner aux propriétaires du centre-ville la confiance, les moyens et l'envie de rénover leur patrimoine avec 3 enjeux :

l'accession pour 15 logements.

1. Rendre plus efficace la lutte contre l'habitat indigne
2. Maintenir les propriétaires occupants présents et favoriser l'installation de nouveaux accédants en centre-ville
3. Encourager des réhabilitations de qualité par immeuble avec les propriétaires, occupants ou bailleurs

Les objectifs sont de :

- Mettre un terme à la « banalisation de l'habitat indigne » qui entraîne des conséquences graves sur la santé, le cadre de vie des habitants et l'attractivité du centre-ville
- Viser l'efficacité énergétique et lutter contre la précarité énergétique
- Promouvoir la modération des loyers et les dispositifs fiscaux pour sécuriser de nouveaux investisseurs
- Valoriser le patrimoine architectural et urbain du centre-ville
- Identifier les copropriétés non organisées et les accompagner dans leur mise en copropriétés
- Réhabiliter les parties communes des propriétaires bailleurs en mono-propriété
- Adapter les logements aux personnes en situation de perte d'autonomie

#### Objectifs quantitatifs

Les objectifs quantitatifs ont été estimés en regard de l'évaluation de la précédente OPAH RU, et de l'évaluation réalisée en 2017 par la SOLIHA. Les objectifs étaient de traiter un maximum de 200 logements financés par l'ANAH avec 150 logements locatifs et 50 logements occupés par leur propriétaire.

Les propositions ajustées en 2019 sont d'intervenir avec des fonds ANAH et les autres partenaires, sur 227 logements répartis comme suit :

- 72 logements occupés par leur propriétaire
- 114 logements appartenant à des bailleurs privés
- 11 copropriétés

Par ailleurs, la Ville, La Métropole, le Département et la Région pourront élargir l'action jusqu'à 300 logements, par le biais de « primes » pour la rénovation énergétique, la rénovation de façades, l'adaptation des logements, la remise en location de logements vacants. Enfin, plusieurs aides inciteront à



## Objectifs par partenaires pour 5 ans

	ANAH	METROPOLE	VILLE	DEPARTEMENT	REGION
<b>Propriétaires Occupants</b>	72	78	72	110	39
<b>Propriétaires Bailleurs</b>	114	68	156	136	80
<b>Copropriété</b>	11	11	51		4
<b>Accession</b>		15			15
<b>Bail à réhabilitation (pm)</b>	10	10		10	10

La priorité d'intervention concerne les propriétaires occupants, dont le cumul des aides se situent le plus souvent entre 60% et 80%. 72 seront éligibles aux aides de l'ANAH et près de 150 seront aidés par des primes attribuées par la Métropole, le Département et la Région, notamment sur la transition énergétique.

L'objectif est en effet de maintenir les propriétaires occupants présents dans le centre-ville, en leur permettant d'améliorer leur habitat. Une action pour solvabiliser au mieux ces propriétaires sera engagée avec les SACICAP locales. Il est également recherché de favoriser l'implantation de nouveaux propriétaires occupants, notamment en mobilisant les maisons de ville, importantes dans le centre-ville, qui peuvent accueillir un garage en rez-de-chaussée.

La seconde priorité concerne les propriétaires bailleurs, qui selon les situations pourront obtenir entre 25% et 60% d'aides publiques, tous partenaires confondus. 114 seront éligibles aux aides de l'ANAH et près de 280 seront aidés pour améliorer les logements, voire les conventionner.

L'enjeu est d'obtenir des réhabilitations de qualité, et d'encourager à conventionner les logements réhabilités, pour améliorer les conditions d'habitat des locataires et maîtriser les prix des locations.

La Ville de Marignane mettra en place les procédures nécessaires pour lutter contre les logements indignes, et pourra poursuivre les marchands de sommeil. La

Métropole pourra mettre en place des procédures plus coercitives à travers un périmètre de restauration immobilières pour obliger certains propriétaires à faire des travaux. Des secteurs d'aménagement sont également envisagés.

Enfin, dans la durée de l'OPAH, il pourra être envisagée la mise en place d'un permis de louer.

Enfin, l'intervention sur les copropriétés se compose d'une aide aux travaux pour 11 copropriétés dégradées ou concernées par une procédure spécifique (péril, insalubrité...) et d'une aide à la constitution des copropriétés qui sera mise en place par la Ville.

Action Logement dont l'objectif premier est de faciliter l'accès au logement des salariés sera signataire de la convention afin de mieux faire valoir ses aides, constituées par des prêts pour des travaux et de diversifier son offre locative en construisant une solution d'offre sociale privée, en complément de l'offre de logements conventionnés proposée par les bailleurs sociaux.

Par ailleurs, en dehors de la maquette financière de l'OPAH RU II, les partenaires signataires de l'OPAH pourront être sollicités pour les opérations de Bail à Réhabilitation, intéressantes pour aider les propriétaires qui ne peuvent pas investir à lisser les coûts de la réhabilitation, ou pour la mise en location de biens réhabilités par la Ville.

Le volume d'aide aux travaux prévu pour 5 ans est de 5 725 625 Euros. La Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage de l'OPAH, et la Ville de Marignane assurera le suivi des dossiers en proximité.

La Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage du marché de l'équipe d'animation et engagera la totalité de la somme du marché, en recherchant une aide auprès de l'ANAH.

De même, la Métropole réalisera les avances de subvention de travaux pour le compte du Département

et de la Région, ce qui donne lieu à une convention financière avec cette dernière.

Enfin, le Département donnera un accord de principe sur la totalité de la somme, mais ne s'engagera que sur les sommes des deux premières années de l'OPAH. D'autres partenaires seront sollicités comme Action Logement ou la SACICAP pour abonder cette action.

	ANAH	METROPOLE	VILLE	DEPARTEMENT	REGION	TOTAL
<b>Total 5 ans _Aide aux travaux</b>	3 285 275 €	651 500 €	1 080 150 €	464 850 €	243 850 €	<b>5 725 625 €</b>
Moyenne annuelle	657 055 €	130 300 €	216 030 €	92 970 €	48 770 €	<b>1 145 125 €</b>
<b>Total Ingénierie</b>	500 000 €	500 000 €				<b>1 000 000 €</b>
<b>TOTAL PAR PARTENAIRE</b>	<b>3 785 275 €</b>	<b>1 151 500 €</b>	<b>1 080 150 €</b>	<b>464 850 €</b>	<b>243 850 €</b>	<b>6 725 625 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les dispositions du règlement général de l'Agence nationale de l'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et la délibération de son Conseil d'Administration déterminant les règles de financement ;
- La délibération n°2015-43 du Conseil d'Administration de l'ANAH du 25 novembre 2015 – Généralisation du financement d'une Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH-RU) ;
- La délibération n° VU 05-015/19/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 26 février 2019 ;
- La délibération n°17-1108 du 15 décembre 2017 du Conseil Régional, approuvant les termes du Contrat régional d'équilibre territorial de la métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Que l'évaluation de l'OPAH RU n°1 réalisée en 2017 préconisait l'intervention sur environ 200 logements
- La nécessité de contractualiser les engagements des partenaires de l'OPAH de renouvellement urbain dans une convention ;
- Que l'approbation de cette convention est inscrite à l'ordre du jour du prochain conseil Municipal de la Ville de Marignane
- La nécessité d'approuver une convention financière qui fixe les modalités juridiques et financières de versement, par la Métropole de l'aide régionale relative à la requalification du parc privé et les conditions de leur remboursement par la Région

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Rénovation Urbaine à volet copropriétés dégradées, « OPAH RU II Centre ancien de Marignane » en application de l'article L303-1 du Code de la Construction et de l'habitation, dont la Métropole Aix-Marseille Provence assurera la maîtrise d'ouvrage.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée « OPAH RU II Centre ancien de Marignane », établissant les conditions du partenariat financier avec l'ANAH, la Ville de Marignane, le Conseil Départemental, le conseil Régional.

#### **Article 3 :**

Est pris acte des aides ingénierie de l'ANAH pour la mission de suivi animation représentant 50% du coût HT plafonné à 250 000 euros par an que la Métropole affecte par délégation de l'ANAH.

Est pris acte de la subvention que l'ANAH affectera sur 5 ans à l'équipe opérationnelle d'un montant maximum de 500 000 euros, soit 100 000 euros par an. Cette subvention sera imputée sur le chapitre 13.

#### **Article 4 :**

Est approuvée l'enveloppe financière prévisionnelle globale de 1 000 000 euros sur 5 ans pour la mission de suivi-animation dont la Métropole assurera la maîtrise d'ouvrage.

#### **Article 5 :**

Est approuvée l'enveloppe financière globale d'aide aux travaux sur fonds propres d'un montant de 651 500 euros pour 5 ans. Les dépenses à charge de la Métropole seront confirmées annuellement par délibération du Conseil de la Métropole et seront inscrites dans les différents budgets métropolitains conformément à la règle de l'annualité budgétaire.

Afin de simplifier les procédures d'octroi et de versement des subventions, la Métropole fera également l'avance pour le Département suivant les conditions précisées dans le projet de convention d'OPAH RU du centre ancien de Marignane à l'article 5.4 et son annexe 2 et pour la Région suivant la convention financière bipartite jointe en annexe 4 de la convention.

#### **Article 6 :**

Est approuvée la convention financière ci-annexée qui précise les modalités d'avance de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Région.

#### **Article 7 :**

L'enveloppe prévisionnelle globale de 2 405 200 euros est inscrite à l'opération pluriannuelle 2018107000 – Amélioration de l'Habitat Ancien. Les crédits nécessaires seront inscrits annuellement au budget d'investissement de la Métropole.

#### **Article 8 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention « OPAH RU II Centre ancien de Marignane », la convention financière avec la Région, et tous les documents nécessaires à leur mise en œuvre, ainsi qu'à solliciter toute aide financière auprès des partenaires.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 003-6149/19/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention à l'Association de Soutien à la Médiation et aux Antennes Juridiques pour l'année 2019 - Approbation d'une convention MET 19/11323/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Association de Soutien à la Médiation et aux Antennes Juridiques (ASMAJ), est une association créée en 1991 et régie par la Loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est basé au 120 rue de Rome, 13006 Marseille.

Cette association a pour objet de :

- Permettre l'accès au droit et à la médiation des publics en difficultés,
- Développer l'articulation entre accès au droit et médiation
- Organiser et promouvoir le recours à la médiation à la demande des personnes et des institutions en particulier de la justice civile et pénale,
- Contribuer au développement de la médiation dans le cadre d'une politique locale de prévention et règlement des conflits,
- Contribuer au développement des modes alternatifs de résolution des conflits,
- Proposer et réaliser des actions de sensibilisation et de formation liées à l'accès au droit et à la médiation

En outre, l'association a été soutenue dès l'origine par la Direction Politique de la Ville du Territoire Marseille-Provence, dans l'objectif de favoriser l'accès aux Droits des personnes fragilisées et des habitants des quartiers prioritaires.

Pour autant, suite aux évènements tragiques du 5 novembre 2018, l'ASMAJ nous a proposé par courrier en date du 2 avril 2019, d'accompagner la Métropole au sein de l'Espace Accompagnement Habitat sur les deux champs suivants :

Une Permanence Premier Accueil Médiation en vue d'accompagner tous les administrés se présentant à l'Espace Accompagnement Habitat pour connaître leurs droits. Cette permanence pourrait se tenir une fois par semaine et elle serait assurée par un relais d'accès au droit et un médiateur

Une permanence d'accompagnement des locataires dans le cadre de procédures juridiques et judiciaires. Elle serait assurée par un juriste à une fréquence hebdomadaire

Par ailleurs, des médiations se tiendraient à l'ASMAJ et seraient assurées par un binôme de médiateur et d'avocat pour gérer les conflits entre propriétaires et locataires mais également entre propriétaires et services bancaires ou d'assurance. Elles s'organiseraient en fonction des besoins identifiés par les intervenants de la permanence.

Pour ce plan d'actions qui débiterait au 1er juillet 2019, la participation de la Métropole est de 32 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité d'accompagner les propriétaires et les locataires dans la résolution de conflits,

- La dynamique enclenchée sur le territoire en direction de l'habitat privé ancien et des copropriétés privées
- La capacité de l'ASMAJ à gérer les conflits, mener la médiation, accompagner les procédures juridiques et judiciaires

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 32 000 euros à l'Association de Soutien à la Médiation et aux Antennes Juridiques (ASMAJ), pour l'année 2019.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention, ci-annexée, avec l'Association de Soutien à la Médiation et aux Antennes Juridiques (ASMAJ), pour l'année 2019.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole : Fonctionnement : 32 000 euros - sous-politique D110 – Nature 65748 – Fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 004-6150/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association HandiToit Provence - Approbation d'une convention  
MET 19/11038/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association HandiToit Provence créée en 2002 a pour objet de promouvoir le droit au logement des personnes handicapées, en facilitant le libre choix du logement pour la personne handicapée de vivre seule ou en famille dans un logement ordinaire adapté à son besoin et favorisant l'autonomie. Elle agit en favorisant la concertation entre les différents organismes pour la conception, la mise en œuvre et l'attribution de logements adaptés.

HandiToit Provence a développé, sur les territoires de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Plateforme Régionale du Logement Adapté, qui constitue une interface entre l'offre et la demande de logements des personnes en situation de handicap moteur. Cette démarche vise à répondre aux difficultés des

personnes handicapées moteur d'accéder à un logement adapté.

Depuis plusieurs années, dans le cadre de conventions de partenariat et de financement spécifiques, l'association intervient plus particulièrement sur les Conseils de Territoire de Marseille Provence et du Pays d'Aix.

Concernant le Conseil de Territoire de Marseille Provence : la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a signé dès 2010 une convention de partenariat et de financement avec l'association Handitoit Provence.

Dans son Programme Local de l'Habitat 2012-2018, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole entendait répondre aux besoins en logements et en structures d'accueil pour les personnes handicapées en favorisant une politique d'amélioration et de création de logements adaptés dans le secteur public et privé. Le partenariat engagé avec l'association Handitoit Provence a été un des leviers identifiés à cet effet.

Concernant le Conseil de Territoire du pays d'Aix : depuis 2002, la Communauté du Pays d'Aix a pris l'engagement d'une prise en compte globale de l'intégration des personnes à mobilité réduite pour mettre en œuvre une politique volontaire en faveur des personnes à mobilité réduite et des personnes handicapées. Dans sa délibération du 15 juillet 2002, la Communauté du Pays d'Aix indique que « les collectivités locales jouent un rôle essentiel pour garantir l'accès à ces droits fondamentaux. L'accessibilité du cadre de vie est une condition indispensable pour permettre l'autonomie des personnes handicapées en vue de leur intégration sociale et professionnelle. Les collectivités qui participent à l'aménagement de l'environnement doivent tout mettre en œuvre pour assurer à l'ensemble des citoyens et donc aux personnes handicapées, la possibilité de circuler librement et d'utiliser les services ouverts au public».

Dans la continuité de ces actions, par délibération du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la Charte Régionale d'engagement pour le logement des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie liée à l'âge en région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, qui vise notamment à développer l'offre de logements adaptés et à accompagner la prise en compte des besoins en logements des personnes en situation de handicap et de perte d'autonomie dans leur politique locales de l'habitat, de l'aménagement et du handicap.

En 2018 le Conseil de Territoire Marseille Provence et le Conseil de Territoire du Pays d'Aix ont contribué respectivement à hauteur de 10 000 euros et 8 000 euros à l'action d'Handitoit Provence.

Handitoit a poursuivi le partenariat avec les bailleurs sociaux et a aujourd'hui signé des conventions avec 31 bailleurs présents sur le territoire de la Métropole, avec pour objectif de développer des logements accessibles et adaptés et garantir la bonne adéquation entre la demande et l'offre produite.

Au vu de la demande de l'association pour l'année 2019, et de l'enjeu d'assurer la continuité du partenariat engagé avec les Conseils de Territoire de Marseille Provence et du Pays d'Aix, tout en accompagnant le développement de l'action d'Handitoit à l'échelle métropolitaine afin de mieux répondre aux besoins de logements accessibles et adaptés des personnes en situation de handicap ainsi que des personnes vieillissantes en perte d'autonomie, il est proposé au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'accorder une subvention de 37 000 euros à l'association Handitoit Provence pour la conduite de son action de « plateforme régionale du logement adapté », et la signature d'une convention d'objectifs pour l'année 2019.

La subvention est répartie de la manière suivante :

- 10 000 euros pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence
- 8 000 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- 19 000 euros pour l'ensemble du territoire métropolitain

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial de chaque territoire concerné et sur le budget de la Métropole qui présente les disponibilités nécessaires.

La mise en œuvre des activités de la plate-forme du logement adapté consiste à :

- Encourager la production de logements adaptés à forte qualité d'usage aux personnes handicapées et vieillissantes dans le neuf comme dans la réhabilitation,
- Organiser le recueil et le repérage des besoins et des demandes des personnes à mobilité réduite :
- Participer au recensement de l'offre de logements adaptables, adaptés ou accessibles et assurer leur traçabilité,
- Organiser la mise en relation entre l'offre et la demande :
- Orienter les demandes d'adaptation vers les opérateurs des Programmes d'Intérêt Général et autres dispositifs programmés mis en place par la Métropole et les Conseils de Territoire afin de favoriser l'adéquation entre la demande et l'offre de logement du parc privé conventionné.
- Développer le partenariat en direction des collectivités qui ont en charge les questions sur l'habitat, l'accessibilité et les politiques sociales en faveur des personnes

handicapées, notamment dans le cadre de la Charte Régionale d'engagement en faveur du logement adapté.

Pour sa part, la Métropole en lien avec les Conseils de Territoire s'engage à :

- Soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs et des activités de la plate-forme du logement adapté pour l'année 2019.
- Participer à la mise en œuvre des objectifs de la Charte Régionale d'engagement en faveur du logement adapté dont elle est signataire.
- Poursuivre le soutien au développement de l'offre de logements sociaux sur son territoire et en particulier le développement de logements adaptés, conformément aux objectifs qui seront validés dans le PLH.
- Sensibiliser les bailleurs et les communes à l'enjeu de produire du logement adapté et les informer de la possibilité de prendre appui sur l'action d'Handitoit Provence telle que précisée dans la présente convention.
- Porter à la connaissance d'Handitoit les demandes de logements adaptés qu'elle aura identifiés sur son territoire.

Sur le territoire du Pays d'Aix, plus spécifiquement, dans la continuité des actions engagées dans le cadre de la précédente convention :

- Développer une production de logements adaptés avec un accompagnement minimum afin de favoriser l'autonomie des personnes dépendantes liées à l'âge ou au handicap.
- Inciter les constructeurs et gestionnaires spécialisés à s'orienter vers des produits moins coûteux avec moins de services obligatoires et mieux intégrés.
- Poursuivre l'effort de mise en accessibilité du parc social existant par des incitations financières en direction des bailleurs et des communes.
- Négocier une réservation de logements adaptés dans les programmes neufs qu'elle finance.
- Faciliter les mises en relation avec les partenaires : communes, État, Aatiko...

Cette subvention sera attribuée après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales de l'association, et fait l'objet de la répartition suivante :

GU N°	Domaines d'activités	Subvention n-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée
2019_00404	Développement de la plateforme du logement adapté sur le territoire du Pays d'Aix pour favoriser l'accès au logement des personnes en situation de handicap	8 000,00 euros,	459 000 euros	8 000,00 euros	8 000,00 euros
2019_00403	Plateforme du logement adapté Loger les personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie liée à l'âge	10 000 euros		10 000,00 euros	10 000,00 euros
2019_01216	Plateforme du logement adapté Loger les personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie liée à l'âge			19 000,00 euros	19 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000,
- La loi n°2005-102 du 11 février 2005 modifiée pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- La délibération FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,

- La délibération n°2002\_A122 du Conseil Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 15 juillet 2015 relative à la prise en compte globale de l'intégration des personnes à mobilité réduite ;
- La délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence DEVT 011-2971/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de la charte régionale d'engagement pour le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie ;
- La délibération VU 031-149/18/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 mai 2018 relative à l'attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations ;
- La lettre de saisine de la Présidente du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'action engagée par l'association Handitoit Provence permet de contribuer aux objectifs de la politique de l'habitat conduite par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de mieux répondre aux besoins de logements accessibles et adaptés des personnes en situation de handicap ainsi que des personnes vieillissantes en perte d'autonomie.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant total de 37 000 euros au titre de l'année 2019 à l'association Handitoit Provence pour son action de plateforme régionale du logement adapté, se répartissant comme suit :

- 10 000 euros sur l'Etat Spécial de Territoire de Marseille Provence.
- 8 000 euros sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.
- 19 000 euros sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **Article 2:**

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Handitoit Provence pour l'année 2019.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'Etat Spécial de Territoire 2019 du Territoire Marseille-Provence nature 65748 fonction 552 sous-politique D110
- l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix chapitre 65, nature 65748, fonction 50
- Le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 65748 fonction 552 sous-politique D110

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 005-6151/19/BM**

**■ Approbation d'un avenant à la convention de partenariat avec le Groupement d'Intérêt Public Centre de Ressources pour la Politique de la Ville en Provence-Alpes-Côte d'Azur  
MET 19/11036/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Le GIP CRPV PACA est au service de l'ensemble des acteurs qui œuvrent pour l'amélioration de la situation des territoires prioritaires de la Politique de la Ville.

Pour accompagner la montée en compétence des acteurs locaux, le Groupement d'Intérêt Public CRPV PACA a pour objet de venir en appui aux acteurs de la

politique de la ville que sont notamment les élus, les agents de l'Etat et des collectivités territoriales, les personnes morales publiques et privées, les conseillers citoyens, les personnes de la société civile, les chercheurs et les étudiants.

A ce titre, une convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence a été approuvée par délibération du Conseil Métropolitain, du 19 octobre 2017.

Cette dernière prévoit l'organisation de l'évaluation à mi-parcours des six Contrats de Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence en distinguant trois phases de réalisation :

- Une première phase répondant à l'évaluation intermédiaire des Contrats de Ville 2015-2020
- Une deuxième phase d'exploitation du référentiel d'évaluation
- Une troisième phase d'évaluation finale et de prospective

Conformément à la délibération initiale DEVT 013-2609/17/BM, la détermination des étapes de travail de la phase 3 ainsi que son plan de financement doivent faire l'objet d'un avenant à la convention précitée.

Appliqué à la Métropole Aix Marseille Provence, l'exercice de cette prospective permet d'explorer les évolutions possibles de ses quartiers prioritaires dans une logique d'anticipation, en prenant en compte l'ensemble des processus en cours à l'échelle de l'aire urbaine.

Cet outil permettra de renforcer les capacités des acteurs de la politique de la ville à anticiper les changements sociaux et urbains majeurs afin de ne pas les subir.

Et à terme, d'élaborer une stratégie de développement social et urbain, claire, partagée et territorialisée à moyen et long terme en approfondissant les réflexions autour du devenir des quartiers prioritaires de la métropole pour les Conseils de Territoire et Communes qui le souhaitent.

Cet outil sera déployé sur les territoires qui le souhaitent avec une première phase expérimentale dès 2019.

Le plan de financement de cette troisième phase est évalué à 75 000 euros T.T.C

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau Métropolitain d'approuver cet avenant à la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP CRPV PACA pour la réalisation de cette prospective

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La signature des six contrats de ville entre les conseils de territoires et l'ensemble des partenaires ;
- La convention constitutive du groupement d'intérêt public CRPV approuvée par arrêté du ministre délégué à la ville et de la secrétaire d'Etat au budget en date du 25 février 2002 ;
- La délibération n°DEVT013-2609/17/BM relative l'approbation d'une convention de partenariat avec le GIP du Centre de Ressources pour la Politique de la Ville PACA pour la réalisation de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville 2015-2020 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'approbation d'un avenant à la convention de partenariat de la métropole Aix-Marseille-Provence avec le GIP CRPV PACA doit être formalisée par une délibération du Bureau métropolitain.
- Que la prospective est un outil au service des territoires qui permet ainsi d'accompagner les Conseils de Territoire et Communes qui le souhaitent à construire, réorienter, préciser ou actualiser leurs projets



de territoire à l'échelle des Quartiers Prioritaires Politique de la Ville ;

- Que celle-ci sera réalisée sur les territoires qui le souhaitent à titre expérimental dès 2019.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant de la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GIP CRPV PACA ci-annexé.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant à la convention.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de la Métropole, Sous-Politique E 110 – Nature 657382 – Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEVT 006-6152/19/BM**

### **■ Approbation de l'engagement partenarial régional en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la charte y afférent**

#### **MET 19/11039/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 79<sup>ème</sup> congrès HLM s'est réuni à Marseille du 9 au 11 octobre 2018.

Dans ce cadre, un certain nombre de partenaires, acteurs du logement et du foncier ont souhaité réaffirmer leur engagement en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en signant une charte déclinant 6 objectifs majeurs :

- Construire une vision stratégique du territoire
- Soutenir une production de logements adaptés aux besoins
- Agir sur le parc existant et le renouvellement urbain
- Faciliter les parcours résidentiels et la mise en œuvre du Plan Logement d'Abord
- Poursuivre la mobilisation de tous au service du logement et du foncier
- Valoriser les savoir-faire de notre région et promouvoir l'innovation

Cette signature a eu lieu le 18 octobre 2018, sous le haut patronage du Secrétaire d'État auprès du

Ministre de la Cohésion des territoires, Monsieur Julien Denormandie, et a réuni aux côtés du Préfet de région représentant l'État, la Banque des Territoires, l'Agence nationale de l'habitat, l'Association Régionale HLM Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse, l'Établissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ce nouvel engagement fait suite à la « Charte d'engagement pour le Logement et de mobilisation du foncier en Provence-Alpes-Côte d'Azur » initié en 2014 par les partenaires ci-dessus énoncés.

Au vu des résultats opérationnels positifs obtenus sur la période 2014-2017, il a été jugé opportun de poursuivre et amplifier cette dynamique régionale vertueuse en y associant les acteurs majeurs à l'échelle de la Politique de l'Habitat, au rang desquels la Métropole Aix-Marseille-Provence, en charge de la compétence habitat à l'échelle des 92 communes et des 6 territoires qui la composent.

Cette sollicitation a été formellement exprimée par un courrier du Préfet de Région, Monsieur Pierre Dartout aux membres du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement le 15 novembre 2018.

Depuis cette date, 16 autres partenaires ont accepté de signer l'engagement partenarial.

Ainsi, il est proposé à la Métropole de se prononcer sur l'engagement partenarial régional en faveur du logement et d'une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette charte fait état du soutien à nombre de chantiers déjà engagés par la Métropole Aix-Marseille-Provence aux côtés d'autres partenaires et collectivités, et notamment :

- Le soutien au développement du logement social et très social
- Le soutien au logement des jeunes et en direction des publics fragiles
- L'action sur le parc existant et le renouvellement urbain
- la mise en place de la Conférence Intercommunale du Logement
- la déclinaison du Plan Logement d'abord à l'échelle intercommunale
- l'action sur les copropriétés dégradées

Tous ces axes sont d'ores et déjà mis en œuvre ou inscrits dans le « Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain de Marseille Provence », « l'accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées » signé le 21 décembre 2017 par la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence et les travaux engagés pour l'élaboration du Programme Local de l'Habitat à l'échelle métropolitaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur ;
- L’engagement de la Métropole dans le Plan « Initiative Copropriétés » du 10 octobre 2018, faisant suite à l’accord partenarial pour une stratégie d’intervention sur les copropriétés dégradées signé le 21 décembre 2017 par la ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L’engagement de la Métropole dans l’élaboration de son Programme Local de l’Habitat ;
- Les travaux de la Conférence Intercommunale du Logement officiellement installée le 3 juillet 2017 sous la double présidence du Président de la Métropole et du Préfet des Bouches du Rhône ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019 ;
- L’avis du Conseil de Territoire du Pays d’Aix du 13 juin 2019 ;
- L’avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019 ;
- L’avis du Conseil de Territoire du Pays d’Aubagne et de l’Etoile du 17 juin 2019 ;
- L’avis du Conseil de Territoire d’Istres Ouest Provence du 19 juin 2019 ;
- L’avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu’un certain nombre de partenaires, acteurs du logement et foncier ont souhaité réaffirmer leur engagement en faveur du

logement et d’une attractivité durable des territoires en Région PACA, en signant une charte déclinant six objectifs majeurs ;

- Que la signature de la charte portant engagement partenarial régional en faveur du logement et d’une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d’Azur par la Métropole est conforme aux objectifs de la politique de l’habitat conduite par celle-ci à travers le Programme Local de l’Habitat 2020-2025, la lutte contre les copropriétés dégradées dont six bénéficient d’un suivi national dans le cadre du « Plan Initiative Copropriétés » mis en place le 18 octobre 2018, le pilotage du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain sur 21 quartiers de la Métropole, ainsi que les travaux engagés dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement mise en place le 3 juillet 2017 ;
- Qu’il convient d’approuver l’engagement partenarial régional en faveur du logement et d’une attractivité durable des territoires en Région Provence-Alpes-Côte d’Azur et la charte y afférent.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé l’engagement partenarial régional en faveur du logement et d’une attractivité durable des territoires en région Provence-Alpes-Côte d’Azur.

##### **Article 2:**

Est approuvée la charte détaillant les 6 axes de l’engagement partenarial, ci-annexée.

##### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la charte ci-annexée ainsi que tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 007-6153/19/BM**

**■ Approbation de la convention Etat-Métropole relative aux conditions et modalités de mise en œuvre du système d’enregistrement national des demandes de logement locatif social  
MET 19/11045/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière d’habitat – logement, la Métropole doit, en plus de définir son

Programme Local de l'Habitat (PLH), mettre en œuvre la réforme de la gestion de la demande de logement social imposée par la loi ALUR.

Pour ce faire, elle co-préside, avec l'Etat, la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) et élabore un Plan Partenarial de Gestion et d'Information et des Demandeurs de logement social (PPGDID) et une Convention Intercommunale d'Attributions (CIA). La CIL s'est déjà réunie à 3 reprises et la démarche d'élaboration de ces deux documents est également engagée.

De plus, certains conseils de territoires, dans le prolongement des actions menées par les anciens EPCI, sont un service enregistreur au sens du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH). Ces services sont basés dans des lieux bien définis, accueillant et accompagnant les demandeurs de logement locatif social dans leur recherche.

Aussi, pour élaborer le PPGDID et la CIA et afin de pouvoir poursuivre et mener les missions de service enregistreur, la Métropole doit avoir accès au système national d'enregistrement des demandes de logement locatif social pour accéder aux données liées aux demandes et attributions de logements locatifs sociaux.

La Métropole s'engage à respecter les procédures liées à la saisie et l'enregistrement des informations, ce qui facilitera le partage de la connaissance de la demande et des attributions sur le territoire.

Pour ce faire, une convention doit être conclue entre l'Etat et la Métropole, en vertu de l'article R.441-2-5 du CCH, afin de fixer les conditions et les modalités de mise en œuvre du système d'enregistrement des demandes de logement locatif social dans le département des Bouches-du-Rhône.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

**Ouï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole est compétente en matière d'habitat – Logement ;
- Que dans le cadre de l'exercice de ses compétences, la Métropole doit élaborer du Plan Partenarial de Gestion et d'Information et des Demandeurs de logement social (PPGDID) et une Convention Intercommunale d'Attributions (CIA)
- Que par ailleurs, la Métropole, dans le prolongement des actions menées par les anciens EPCI, est un service enregistreur au sens du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Que pour poursuivre les missions d'accueil et d'accompagnement des demandeurs de logement locatif social exercées sur certains sites particuliers et pour élaborer les documents réglementaires, l'accès au système national d'enregistrement est indispensable ;
- Que pour accéder au système national d'enregistrement, il convient de conclure une convention avec l'Etat conformément au Code de la Construction et de l'Habitation.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre l'Etat et la Métropole relative aux conditions et modalités de mise en œuvre du système d'enregistrement national des demandes de logement locatif social.

## **Article 2 :**

La convention est conclue pour une durée d'un an, tacitement renouvelable, sans toutefois pouvoir excéder une durée maximale de six ans.

## **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEVT 008-6154/19/BM**

#### **■ Approbation d'une convention annuelle d'objectifs avec l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) 13 MET 19/11102/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis l'adoption en 2005 de textes communautaires relatifs aux aides d'Etat, les règles encadrant les relations financières entre les pouvoirs publics et les associations ont évolué. La réglementation actuelle en vigueur a été adoptée par décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011, dit « paquet Almunia », par le Règlement (UE) de la Commission du 25 avril 2012 relatif aux aides de minimis et le Règlement (UE) de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.

Ainsi, au sens du droit communautaire, certaines activités exercées par les associations sont considérées comme étant de nature économique et relèvent du régime juridique des aides d'État imposant par conséquent un nouveau mode de conventionnement entre les collectivités et les associations.

Les textes européens indiquent qu'une association recevant plus de 200 000 euros de soutiens publics sur une période de 3 ans ou 500 000 euros sur une période de trois ans dès lors qu'elle exerce un service d'intérêt économique général (qui correspond à une compensation d'obligations de service public), ne relève pas du régime juridique des aides d'État conformément à la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations.

Dans le cadre de sa politique de l'habitat, la Métropole Aix-Marseille-Provence a construit un partenariat avec l'agence départementale d'information sur le logement des Bouches du Rhône (ADIL13) dans le prolongement des relations avec les six

intercommunalités fusionnées, par la conclusion de deux chartes de partenariat en 2017 :

- l'une relative aux missions dites « socles » de l'ADIL 13 et correspondant aux missions dévolues aux associations d'information sur le logement par le code de la construction et de l'habitation ;
- et l'une relative aux missions spécifiques que l'ADIL 13 devait conduire sur le territoire de la Métropole.

Conformément à l'article L 366-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'ADIL des Bouches-du-Rhône a en effet pour mission d'informer gratuitement les usagers sur leurs droits et obligations, sur les solutions de logement qui leur sont adaptées, notamment sur les conditions d'accès au parc locatif et sur les aspects juridiques et financiers de leur projet d'accession à la propriété, ceci à l'exclusion de tout acte administratif, contentieux ou commercial.

Pour accomplir sa mission, l'ADIL 13 conduit trois types d'actions :

- Informer et conseiller gratuitement les habitants dans la conduite de leur projet liée au logement (accès au parc locatif privé et social, accession à la propriété, investissement locatif...) et dans la résolution de leurs difficultés liées au logement (habitat indigne, impayés de loyer, copropriétés fragiles et dégradées...). Cette mission d'information est assurée à partir du siège de l'ADIL sise 15, avenue Robert Schuman, 13002 Marseille et via un réseau de 36 permanences situées sur le territoire métropolitain;
- Observer le fonctionnement des marchés du logement et de l'habitat, les pratiques des professionnels et le comportement des ménages ;
- D'informer et d'apporter une expertise aux acteurs de l'habitat des secteurs publics et privés.

Dans le cadre de sa compétence en matière d'habitat, la Métropole a décidé d'adhérer à l'ADIL 13.

Aussi, et afin d'aller plus loin sur le plan opérationnel, il convient désormais d'approuver une convention annuelle d'objectifs incluant un programme d'actions qui sera mis en œuvre par l'ADIL 13 sur la Métropole.

Il convient en outre au regard des seuils de soutien, d'adapter le formalisme conventionnel des relations avec cette association.

Aussi, d'un commun accord, l'ADIL 13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence décident de mettre un terme aux chartes de partenariat qui les lient depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Il appartient en conséquence au Bureau de la Métropole d'approuver la convention venant prendre le relais de ces chartes de partenariat ainsi que le montant du soutien à octroyer à l'ADIL 13 pour l'année 2019

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment son article L366-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- La loi n°2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 relative à l'orientation et la programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;
- La loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n°DEVT 012-2393/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant la charte de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'ADIL 13 ;
- Le courrier de l'association ADIL approuvant la résiliation d'un commun accord de la charte ;
- L'avis de la commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019 ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'afin de pouvoir mener ses missions en matière d'habitat, la Métropole souhaite s'appuyer sur l'expertise de l'ADIL 13 qui constitue un acteur incontournable dans ce domaine et qui a développé différentes actions tant à destination des habitants que des acteurs de l'habitat.

**Délibère**

**Article 1 :**

En accord avec l'association ADIL 13, est résiliée, à compter de la date de prise d'effet de la convention ci-annexée, la convention « charte de partenariat » déclinée en deux conventions subséquentes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et approuvée par délibération n°DEVT 012-2393/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017.

**Article 2 :**

Est approuvée l'attribution d'une subvention à l'association ADIL des Bouches du Rhône d'un montant de 530 000 euros au titre de l'exercice 2019.

**Article 3 :**

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, entre l'association ADIL 13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'octroi d'une subvention pour l'exercice 2019.

**Article 4 :**

Sont qualifiées les activités de l'association ADIL 13 de service d'intérêt général et est affirmé ainsi son caractère d'intérêt général face à la nécessité de satisfaire le besoin de résolution des difficultés liées au logement de tout public sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Article 5 :**

Est défini le périmètre du service d'intérêt général de l'association ADIL 13 dans le territoire de compétence en référence aux activités pour lesquelles l'association sollicite la subvention.

#### **Article 6 :**

Est assignée aux activités de l'association ADIL 13 une mission d'intérêt général définie en référence à la réalisation des objectifs spécifiques.

#### **Article 7 :**

Sont établies des obligations de service public visant à garantir le bon accomplissement de la mission d'intérêt général du service concerné ainsi défini dans le respect des principes communs aux services d'intérêt général défini par le protocole sur les services d'intérêt général du Traité de Lisbonne, à savoir :

- Accès universel : par l'obligation d'accueillir l'ensemble des utilisateurs éligibles et de leur apporter une réponse adaptée à leur besoin, de garantir la liberté de choix, l'égalité d'accès à des services de qualité quels que soient les statuts, les situations socio-économiques et territoriales des utilisateurs,
- Continuité : par l'obligation d'assurer une continuité du service en direction des utilisateurs éligibles et de présence dans les territoires prioritaires d'intervention,
- Qualité : par l'obligation de garantir un haut niveau de qualité des services et d'évaluer les résultats obtenus en termes de satisfaction effective des besoins des utilisateurs,
- Accessibilité tarifaire : par l'obligation de respecter une tarification spécifique des services fournis afin de garantir un accès universel pour les utilisateurs,
- Protection des utilisateurs : par l'obligation de soumettre les activités en question à des contrôles réguliers visant à garantir la qualité du service, la consultation des utilisateurs et de définir des voies de recours en cas de non satisfaction des utilisateurs.

#### **Article 8 :**

Sont établies des conditions économiques et financières garantes du bon accomplissement de cette mission d'intérêt général en octroyant à l'association ADIL 13 ainsi mandatée une compensation de service public visant à couvrir toute ou partie des coûts de mise en œuvre de ce service d'intérêt général et des obligations de service public qui en découlent. Les critères de calcul de la compensation de service public seront précisés dans la convention avec l'association.

#### **Article 9 :**

Est octroyé à l'association ADIL 13 un droit spécial sur le territoire de compétence justifié par l'accomplissement de la mission d'intérêt général.

#### **Article 10 :**

Il sera procédé à des contrôles réguliers visant à garantir le respect des exigences communautaires de juste compensation de ces coûts et de transparence des relations financières.

#### **Article 11 :**

Les crédits nécessaires, à hauteur de 530 000 euros, sont inscrits au Budget 2019 sur :

- Budget Métropole - Sous-Politique D110 – Nature 65748 – Fonction 552 : 460 000 euros
- Etat Spécial du territoire Marseille Provence – Sous-Politique D110 – Nature 617 – Fonction 552 : 30 000 euros
- Etat Spécial du territoire Pays Salonais chapitre 011 – Nature 617 : 30 000 euros
- Etat Spécial du Pays d'Aubagne et de l'Etoile chapitre 65 – Nature 65748 : 10 000 euros

#### **Article 12 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 009-6155/19/BM**

■ **Approbation d'une convention avec la mission locale de Marseille pour les aides attribuées au titre du fonds d'aide aux jeunes (FAJ) de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/11048/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 a créé dans chaque département un Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) qui est destiné aux jeunes âgés de 18 à 25 ans, français ou étrangers, en situation de séjour régulier en France, qui connaissent de graves difficultés d'insertion sociale et professionnelle et qui ont besoin d'une aide financière assortie, ou non, d'un accompagnement social. La priorité doit être donnée à ceux qui cumulent les handicaps (notamment ceux qui n'ont aucun soutien familial) et à ceux ne pouvant être pris à courte échéance dans le cadre de dispositifs d'insertion de droit commun.

Par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il a été approuvé le principe et le contenu des transferts de compétences départementales prévues par les lois n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

Le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) est un dispositif dont l'objectif est de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté en leur accordant des aides financières ponctuelles et subsidiaires. Il est géré par le Fonds de Solidarité et de Promotion du mouvement associatif (FSPMA) qui :

- Saisit les dossiers accordés, assure le traitement, contrôle la conformité des dossiers avec le règlement intérieur du Fonds d'Aide aux Jeunes et paye ;
- Assure le suivi budgétaire ;
- Établit des statistiques spécifiques.

Le FSPMA est assisté dans sa mission par des associations locales, chargées de l'instruction des dossiers de demande, qui assurent le secrétariat de la Commission Locale d'Attribution du FAJ.

Sur le territoire de Marseille, il s'agit de l'association Mission Locale de Marseille

Cette association intervient dans le cadre d'une convention précisant les missions qui lui sont confiées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, et qu'il convient d'instruire pour l'année 2019.

Dans le cadre des frais de gestion, la dotation annuelle comprendra d'une part : 8 000 € au titre des frais incompressibles et, d'autre part, la somme de 12 € pour chaque dossier accepté et chaque dossier ajourné en Commission Locale d'Attribution. Le nombre de dossiers traités et accordés sera plafonné à 880 par an et par secrétariat FAJ. Ces frais sont pris en charge directement par le FSPMA.

Ses principales missions telles que définies dans la convention visent à assurer l'instruction des dossiers FAJ et la gestion des procédures d'urgence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques, notamment l'article 10 ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 013-1181/16/BM du 15 décembre 2016 du bureau de la Métropole relative à l'approbation d'une subvention au Fonds de Solidarité et de Promotion du Mouvement Associatif et à l'approbation de la convention type relative aux secrétariats

extérieurs de la Commission Locale d'Attribution du FAJ des Bouches du Rhône.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le principe de la mise en œuvre du dispositif Fonds d'aide aux Jeunes (FAJ) sur le territoire métropolitain et notamment sur la commune de Marseille.
- La nécessité pour l'année 2019 d'établir la convention relative aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'attribution du FAJ de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec la Mission Locale de Marseille.
- Le montant attribué sera défini comme suit : une dotation annuelle forfaitaire pour frais de gestion qui comprendra d'une part : 8 000€ au titre des frais incompressibles et, d'autre part, la somme de 12 € pour chaque dossier accepté et chaque dossier ajourné en Commission Locale d'Attribution.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée relative aux secrétariats extérieurs de la Commission Locale d'attribution du FAJ de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexée conclue avec l'association Mission Locale de Marseille sur le territoire de Marseille.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 010-6156/19/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement pluriannuelle d'attribution de subvention à la fondation des Apprentis d'Auteuil pour le projet Impact Jeunes  
MET 19/11254/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Contrat de ville de Marseille Provence Métropole signé le 17 juillet 2015 par la Communauté urbaine et ses partenaires, porte dans ses orientations prioritaires « l'enfance et la jeunesse ». La jeunesse est un enjeu déterminant de l'avenir de Marseille et de sa métropole alors que tous les indicateurs notamment sur l'emploi attestent de grandes difficultés dont l'aggravation frappe prioritairement les jeunes de 13 à 30 ans au sein des quartiers prioritaires de Marseille. Il convient donc de faire de l'investissement sur la jeunesse des territoires de la politique de la ville « une priorité absolue de son action dans les années à venir ».

En mai 2016, la Fondation des Apprentis d'Auteuil, en partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Préfecture de Région, le Conseil Départemental, le Conseil Régional, la CAF, et l'UPE 13, a répondu à l'Appel à projet de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) lancé en février 2015 dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) « Projets innovants en faveur de la jeunesse » destiné à favoriser l'émergence de politiques de jeunesse globales et intégrées sur un territoire donné.

L'objectif de ce projet sur 3 ans intitulé « Impact Jeunes » vise à créer une dynamique collective (public jeune-associations-monde économique) sur trois territoires pilotes, dont deux sur la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et un sur la commune de Tarascon, en rompant avec l'empilement des dispositifs et des politiques publiques sectorielles, en recherchant des synergies, et ce, afin de mieux coordonner les interventions à l'échelle d'un territoire et d'y associer pleinement les jeunes.

Le choix de ces territoires pilotes s'est effectué sur l'évaluation de plusieurs critères : un taux de jeunes important, de réelles difficultés sociales pour les jeunes, une masse critique d'acteurs associatifs et publics et une certaine densité d'acteurs économiques.

En juillet 2016, le Commissariat Général à l'Investissement a retenu le projet Impact Jeunes et une convention pluriannuelle entre l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Fondation D'Auteuil a été signée le 7 novembre 2016.

Par délibération n° DEVT 001-1686/17/BM du 30 mars 2017, le Bureau de la Métropole a accordé une participation totale prévisionnelle au projet Impact Jeunes de 300 000 euros répartie sur 2017, 2018 et 2019 et a approuvé la convention pluriannuelle afférente.

La convention pluriannuelle de financement signée avec la Fondation d'Auteuil a pris effet le 1<sup>er</sup> juin 2017. Cette convention soumet l'octroi des subventions 2018 et 2019 au vote des budgets afférents par la Métropole et, de fait, à une délibération annuelle validant les engagements financiers prévisionnels.

En 2018, en l'absence de délibération de la Métropole validant ses engagements financiers, les versements n'ont pu être effectués.

Au regard de la réalisation du projet sur l'année 2018 et des résultats présentés lors du Comité de pilotage de l'action du 11 janvier 2019, il convient donc, par avenant, de régulariser la situation sans remettre en question l'engagement financier prévisionnel de la Métropole fixé à 300 00 euros pour ce projet.

L'avenant a pour objet de :

- Modifier la répartition annuelle de la subvention totale de 300 000 euros en fixant la participation annuelle 2019 à hauteur de 200 000 euros,
- Modifier les modalités de versement de la subvention de l'année 2019 au regard des crédits inscrits sur l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;\*
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine de Marseille-Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- Le Contrat de Ville de Marseille-Provence Métropole signé le 17 juillet 2015 ;
- La délibération N° DEVT 001-1686/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 portant sur l'approbation d'une convention pluriannuelle pour le projet Impact Jeunes dans le cadre du Programme Investissements Avenir
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire-Marseille Provence du 18 juin 2019.



Où le rapport ci-dessus,

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- L'intérêt d'aider les jeunes de 13 à 30 ans des quartiers de la politique de la ville et de les amener vers une insertion sociale et professionnelle réussie, impliquant la levée des freins empêchant l'accès durable à l'emploi ;
- La nécessité d'affirmer la priorité donnée à une action globale et coordonnée à l'intention de la jeunesse ;
- L'obligation d'associer l'ensemble des acteurs économiques à une démarche d'insertion et ainsi de rapprocher et mieux connecter les jeunes et les entreprises ;
- La nécessité de maintenir les engagements financiers globaux de la Métropole sur le projet Impact Jeunes tels que définis à la convention pluriannuelle d'objectif n°17/0344 du 1<sup>er</sup> juin 2017.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle ci-annexé entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Fondation des Apprentis d'Auteuil fixant les objectifs, les nouvelles conditions et modalités de financement du projet Impact Jeunes.

#### **Article 2 :**

Est accordée une participation de 200 000 euros pour l'année 2019 pour la mise en œuvre du Projet Impact Jeunes.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires pour 2019, soit 200 000 euros TTC, sont inscrits au budget de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence - Sous-politique E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 011-6157/19/BM**

■ **Approbation de la convention pluriannuelle du projet de Renouvellement Urbain cofinancé par**

## **l'ANRU dans le cadre du NPNRU Maille I Mercure à Miramas MET 19/11653/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La présente convention porte sur le quartier Maille 1 Mercure identifié parmi les quartiers d'intérêt national dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain : La Maille, QP013063, Miramas, Bouches-du-Rhône.

Ce projet de renouvellement urbain vise à réintégrer le quartier Maille 1 Mercure à la ville et à son territoire en lui rendant son attractivité résidentielle et urbaine. L'objectif principal est de le ramener dans le champ des politiques de droit commun. Une intervention lourde sur les bâtiments, les équipements et les espaces publics est nécessaire pour atteindre cet objectif.

Pour mémoire, la Maille 1 Mercure est un quartier de taille moyenne, équipé de services et de commerces permettant un développement endogène. Il a pour vocation dans les 15 années à venir à affirmer sa fonction résidentielle tout en développant à partir du potentiel existant l'attractivité de ses activités à l'échelle des quartiers environnants : Maille III, Maille II, Les Molières et les quartiers autour du lac St-Suspy. L'enjeu n'est pas de le transformer en pôle structurant à l'échelle de toute la commune. L'amélioration du cadre de vie, le confortement des équipements, services et commerces et le renforcement des liaisons vers le centre-ville, les quartiers adjacents et les zones d'emploi représentent donc les orientations essentielles du projet de renouvellement urbain.

Ce projet a été co-construit et validé par les habitants, techniciens, acteurs locaux, partenaires et élus. Il se décline en 4 grands objectifs :

**Valoriser l'activité commerciale et économique et développer une économie adaptée au quartier**

**Désenclaver le quartier en le reliant à la ville par des espaces publics qualitatifs et écologiques**

**Diversifier et améliorer l'offre résidentielle en faveur de la mixité sociale et de parcours résidentiels positifs**

**Requalifier les équipements pour répondre aux besoins des habitants du quartier et du territoire**

**L'efficience environnementale**, tant dans la mise en œuvre que dans la nature même des opérations qui répondent à ces 4 orientations stratégiques, constitue naturellement un objectif transversal du projet de renouvellement urbain.

Les objectifs urbains d'envergure métropolitaine sont définis dans la convention-cadre de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils inscrivent le projet de renouvellement urbain dans des objectifs stratégiques intégrés et complémentaires aux politiques de droit commun notamment en matière d'habitat.

La présente convention pluriannuelle s'appuie, sur le dossier, élaboré à la suite du protocole de préfiguration de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Miramas n° 321 cofiancé par l'Anru, conformément au dossier-type prévu à l'annexe II du RGA, relatif au NPNRU, examiné par le comité d'engagement du 31 mars 2016. La présente convention pluriannuelle, sur lesquelles s'engagent les parties prenantes, en reprend les caractéristiques.

La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 14 646 022,17 euros soit 14,1 % du coût total de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) traduit une ambition politique : la transformation profonde des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) concentrant les difficultés sociales et présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants, en matière d'enclavement, de dégradation du bâti et des espaces publics, de trames urbaines et foncières inadaptées, de déficit d'offre commerciale et de services, de difficultés d'accès aux activités économiques ;
- Qu'il vise à concentrer des moyens et ressources pour soutenir les investissements et les dépenses permettant d'aboutir à une mutation des quartiers et favoriser la mixité sociale et fonctionnelle en développant la diversité de l'habitat (statuts, typologie des bâtiments et des logements) et des fonctions (équipements, commerces, activités économiques) ;
- Que cette ambition, exprimée par le législateur dans la loi du 21 février 2014, guide les principes d'action de ce nouveau programme ;
- Que conformément à l'article 6 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014, Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en matière de politique de la ville est en charge de l'élaboration et de la coordination du contrat de ville ;
- Qu'à ce titre, elle est le porteur de la stratégie globale et de sa déclinaison dans chaque projet de renouvellement urbain ;
- Que sur le territoire de sa commune, Monsieur le Maire de Miramas est chargé dans le cadre de ses compétences de la mise en œuvre du contrat de ville et du projet de renouvellement urbain ;
- Que Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Maire de Miramas portent conjointement le projet de renouvellement urbain.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention pluriannuelle du projet de Renouvellement Urbain cofinancé par l'ANRU dans le cadre du NPNRU Maille I Mercure à Miramas ci-annexée.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole, chapitre 2018500100, natures 2031 et 231, code opération 2018500100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 012-6158/19/BM**

#### **■ Approbation d'une convention du projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence MET 19/11000/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2014, les anciens-EPCI et depuis 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrit dans l'ambition de ce nouveau projet de renouvellement urbain avec 21 quartiers en renouvellement urbain, dont 11 qualifiés d'intérêt national et 10 d'intérêt régional.

La contractualisation de ces opérations s'appuie sur la signature avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) de protocoles de préfiguration. Le protocole de préfiguration des opérations de Renouvellement Urbain du Pays d'Aix a été signé en décembre 2015 et concerne les quartiers prioritaires d'Encagnane à Aix-en-Provence et le secteur Centre à Vitrolles qui ont été retenus au titre des Projets de Renouvellement Urbain, deuxième génération et les financements de ces projets sont inscrits au titre des Quartiers d'Intérêt Régionaux, au sein du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

La prise en compte des enjeux de développement de quartiers fragilisés du Territoire du Pays d'Aix relève d'une volonté ancienne de certaines communes confrontées à l'existence de phénomène de concentrations de populations précarisées. L'inscription de 8 quartiers du Territoire du Pays d'Aix dans la nouvelle géographie prioritaire vient confirmer l'acuité de certaines inégalités de développement territorial au sein d'une agglomération dynamique et disposant d'un niveau de vie élevé.

Dans le cadre du Contrat de Ville, la définition des projets urbains à l'échelle des quartiers vise à assurer directement la pleine inscription des quartiers Politique de la Ville dans les perspectives d'aménagement de l'agglomération. En cela, le socle des projets urbains pour l'ensemble des QPV se doit de correspondre aux orientations territoriales déterminées dans le cadre du SCOT, du Programme Local de l'Habitat (PLH), du Plan Départemental de l'Urbanisme (PDU) et des mesures de droit commun engagées pour favoriser la réduction des inégalités territoriales, promouvoir la mixité sociale et les stratégies de peuplement et le développement

d'équipements. Quatre dimensions fondamentales seront ainsi à respecter dans le cadre des projets urbains pouvant être déployés sur les communes du Contrat de Ville et les quartiers Politique de la Ville.

- Une meilleure inscription dans une armature territoriale de développement économique, commercial fondée sur une plus forte interconnexion des polarités
- La promotion d'un cadre de vie de qualité, fondé sur la limitation des nuisances environnementales et l'accompagnement de la transition énergétique
- La production et la gestion d'une offre de logements adaptés, diversifiés, favorisant la réalisation des parcours résidentiels et la mixité sociale à différentes échelles
- La valorisation d'un espace de vie sécurisé, entretenu et organisé autour de centralités et équipements

Le Territoire du Pays d'Aix accompagne les projets de rénovation urbaine depuis 2003, à travers les études pré-opérationnelles conduites sur les quartiers de Beisson/Corsy à Aix-en-Provence et des Pins à Vitrolles et par son soutien financier dans le cadre des deux conventions ANRU élaborées sur ces quartiers.

Le quartier d'Encagnane représente un enjeu fort pour le développement de la Ville d'Aix-en-Provence et la réalisation des objectifs de transformation du territoire.

Dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme de la commune, ce quartier apparaît comme une centralité de proximité à conforter et se trouve en perspective classé comme zone urbaine d'intensification maîtrisée. A ce titre, ce quartier doit contribuer fortement à l'atteinte des objectifs fixés par le PLH et le SCOT, tant au niveau de la production et de la diversification de l'offre d'habitat, que du développement de l'activité économique et commerciale de proximité, en interconnexion avec les grands projets d'infrastructure (déploiement des axes de transport (Bus à haut niveau de service, évolution de l'échangeur A8/A51), liaison avec le projet de la Constance, programmation d'équipements (SMAC, pôle numérique...). Les interventions sur le patrimoine existant sont en cela fondamentales, concernant d'une part les logements sociaux dont une partie ne correspond plus aux normes en vigueur en matière de performance énergétique, d'isolation acoustique ou d'accessibilité, et d'autre part les copropriétés les plus dégradées (dont la copropriété des Facultés).

Le schéma d'aménagement global du quartier fait apparaître une partie Nord du quartier centrée sur des problématiques d'intégration à la ville, de restructuration des espaces de centralité et de connexion, perméabilité avec le futur BHNS.

Dans la partie Sud, apparaissent plutôt des enjeux de requalification de l'espace, en lien avec l'émergence d'un nouveau quartier : projet majeur du

renouvellement urbain : *Phares et Balises* incarne le renouveau d'Encagnane autour duquel viendront se greffer des opérations qualitatives d'aménagement de l'espace (espace boulodrome – jardins partagés et pôle éducatif). Ce traitement qualitatif des espaces publics constituera le support à une dynamique résidentielle renouvelée (vers un retour des classes moyennes).

Enfin, le trait d'union entre ces deux parties se fera via le cours d'Encagnane dont l'objectif est d'améliorer la connexion Nord-Sud, dans une logique des modes doux (piétons/vélos).

Le renouvellement urbain du quartier d'Encagnane est structuré autour de 7 grands projets :

- **Le Boulodrome** dont l'objectif est de créer un véritable espace de convivialité pour les habitants « le poumon vert du quartier » *en s'appuyant sur les usages existants* et en réaménageant l'espace et le jardin partagé engagé par le bailleur Famille et Provence. *De recomposer et valoriser cet espace en intégrant le jardin d'enfant de la résidence « Les lavandes », de proposer de nouveaux usages : pôle fitness, jeux d'eau, jeux pour enfants, espace détente, de déplacer et restructurer le local du boulodrome en le divisant en deux parties : un espace dédié à l'utilisation du boulodrome et un espace de restauration rapide.*
- **L'avenue du 8 Mai** dont l'objectif est de proposer un nouveau visage à cette avenue dénaturée par l'automobile en diminuant les flux de transit voiture, au profit des transports en commun et des modes doux, de créer une « colonne vertébrale » apaisée et l'inscrire comme trait d'union entre le secteur de *Phares et Balises* et le centre dynamique autour de la centralité de la place Romée de Villeneuve. De sécuriser cette artère traversante et restructurer certains espaces attenants tels que le square Martin Luther King et les espaces délaissés ou peu valorisés. Composer des espaces intermédiaires (espaces de respiration) accueillants et agréables, venant rythmer le cheminement le long de l'avenue du 8 mai. Et de créer un véritable accompagnement paysager en valorisant les éléments présents sur le site et à proximité.
- **La Place Romée de Villeneuve** dont l'objectif est de renforcer le statut de centralité et de cœur de vie du quartier, de maintenir et de mettre en valeur le marché. D'articuler et d'être en cohérence avec les aménagements (revêtement et mobilier urbain) liés au BHNS et à la requalification de l'avenue de l'Europe.
- **Les Centralités de proximité** dont l'objectif est de rendre lisible et accessible les centralités de proximité pour renforcer l'animation et la vie du quartier et de mettre

en place un stationnement de courte durée autour des commerces, services et équipements (ex : 1 heure gratuite), de réaménager ces espaces afin de valoriser les commerces et services et de sécuriser les accès.

- **Le Pôle éducatif** dont l'objectif est de regrouper les équipements scolaires au sein d'un pôle éducatif, d'optimiser l'utilisation des équipements sportifs (gymnase et city stades), de répondre aux besoins des familles avec des enfants de 3 mois à 11 ans, de protéger la maternelle Giono et la crèche Pom'Happy de la pollution liée l'autoroute et de recomposer des espaces publics en lien avec le projet de Phares et Balises et le boulodrome.

- **Phares et Balises** dont l'enjeu est d'imaginer un nouveau « morceau de ville » pour redynamiser l'Ouest du quartier d'Encagnane. L'objectif est de diversifier l'offre d'habitat en proposant des logements en accession à la propriété à coût maîtrisé et la construction d'une résidence sénior, de désenclaver physiquement ce secteur, d'attirer et innover, de prendre en compte la pollution et le bruit, de construire un équipement rayonnant et d'ouvrir le quartier d'Encagnane vers la Constance et Vasarely par un traitement qualitatif et ambitieux des cheminements piétons et de la passerelle.

- **La résidence les Facultés** dont l'objectif est de changer l'image de la copropriété des Facultés stigmatisée en la réhabilitant (Plan de Sauvegarde) pour une nouvelle dynamique, de mettre en valeur les façades des logements, de privatiser et sécuriser le cœur d'îlot, de végétaliser et de mettre en valeur afin de favoriser son réinvestissement et son appropriation. De poursuivre l'acquisition des logements (préemption sociale) et engager des travaux de restructuration et de réhabilitation en s'appuyant sur une politique inter-bailleurs, d'affirmer « la priorité au piéton » dans l'espace public dessiné et structuré, de fermer le cœur d'îlot ainsi que la traverse des coquelicots à la circulation (réservée uniquement aux livraisons) et de supprimer des places de stationnement et d'organiser et répartir les fonctions (commerces, bureaux, logements).

Cette convention pluriannuelle a pour objectif de fixer les engagements contractuels des différentes parties prenantes (ANRU, porteur de projet, maître d'ouvrage,...) pour la durée de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain. Cette convention se décline en plusieurs articles dont le premier décrit le quartier d'Encagnane, un second décrit le projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane, un troisième définit les concours financiers du NPRU aux opérations programmées dans la convention, en 4

sont décrits les évolutions et le suivi du projet de renouvellement urbain et intègre des dispositions divers en son article 5 et une table des annexes.

Le projet de renouvellement urbain d'Encagnane s'élève à 175 881 227 euros TTC, il se décline dans la maquette financière jointe à la convention par opérations et intègre les participations financières de l'ensemble des partenaires signataires.  
La participation de la Métropole à cette opération s'élève à 31 384 750 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que cette convention est essentielle à la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention du projet de renouvellement du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence ci-annexée.  
La participation de la Métropole s'élève à 31 384 750 euros.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

Section d'investissement : chapitre 4581162714, nature 4581, fonction 52 sur l'autorisation de programme DI714AP2 et sur le chapitre 45811822735, nature 4581, fonction 50 sur l'autorisation de programme DI735AP et sur chapitre 4581162732, nature 4581, fonction 52, sur l'autorisation de programme 201722.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

### ***Commission "Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêt"***

\*\*\*\*\*

**ENV 001-6159/19/BM**

**■ Demandes de subventions pour le plan  
paysage  
MET 19/11400/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Paysage a été reconnu comme un axe structurant dans la constitution de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le territoire est aux trois-quarts naturel et agricole.

Conformément aux compétences dont elle s'est dotée et aux actions engagées, la Métropole établit un Projet de Paysage qui incarne les ressorts d'équilibre du Projet métropolitain.

Un diagnostic a été réalisé en 2018. Focalisé sur les paysages anthropisés, il constitue une base pour la mise en œuvre de la politique paysagère de la Métropole. Celle-ci doit maintenant se munir d'un « Plan de Paysage », phase d'actions de la démarche paysagère, dont l'objectif est de faire réfléchir ensemble habitants, usagers et aménageurs pour élaborer des stratégies d'adaptation qualitatives, choisies et partagées.

Le Plan de paysage est un outil de prise en compte du paysage, de sa protection, de sa gestion, ou de son aménagement, dans les politiques sectorielles d'aménagement du territoire : urbanisme, transports, infrastructures, environnement, énergies renouvelables, forêts, agriculture.

Le Plan de Paysage a vocation d'accompagnement au changement et d'expérimentation qui permet de mobiliser l'initiative et la créativité des territoires, au

service de leur transformation et de leur transition vers un modèle résolument soutenable.

Aux volets paysager et concertation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'ajouter un Observatoire Photographique des Paysages, support de la concertation et complément au dispositif d'évaluation des actions qui devra rendre compte de l'efficacité des mesures opérationnelles de qualification et valorisation des paysages, qui seront établies et réalisées dans le cadre du Plan de Paysage.

L'élaboration d'un Plan de Paysage est susceptible de bénéficier d'une aide du Conseil Régional dans le cadre de financements européens (FEADER ou FEDER). En outre, le Plan de Paysage ayant une dimension gestion raisonnée de l'Eau affirmée ainsi qu'une dimension transition énergétique, la Métropole peut solliciter une aide spécifique respectivement auprès de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse et de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME).

Descriptif de l'opération concernée :

<b>Plan de Paysage Métropolitain</b>						
<b>Localisation</b>	<b>Désignation Mission</b>			<b>Durée</b>	<b>Montant HT (euros)</b>	<b>Montant TTC (euros)</b>
AMP	Paysage	Concertation Animation Co-Construction	Observatoire Photo du Paysage	3 ans	200 000	240 000
	estimation : 110 000 HT 132 000 TTC	estimation : 50 000 HT 60 000 TTC	estimation : 40 000 HT 48 000 TTC		<b>200 000 HT</b>	<b>240 000 TTC</b>

Le coût prévisionnel de cette opération de 2019 à 2021 est estimé à 200 000 euros HT (240 000 euros TTC).

La présente délibération vise ainsi à approuver les demandes de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Union Européenne, la Région Provence – Alpes – Côte d'Azur, l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération ENV 007-3306/17/CM du 14 décembre 2017 définissant les modalités d'exercice de la compétence « valorisation

des paysages » pour l'ensemble du territoire métropolitain ;

- La délibération FAG 021-5718/19CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit la réalisation, sur son territoire, d'un Plan de Paysage métropolitain ;
- Qu'il convient dès lors d'autoriser la sollicitation d'une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Union Européenne, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'ADEME.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé, à solliciter une aide financière auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier l'Union Européenne, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME).

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section fonctionnement sur le Budget primitif 2019 et suivants, de la Métropole Aix-Marseille-Provence, fonction 6312, chapitre 011, compte 611 sous politique G812. Les recettes correspondantes seront constatées au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux articles 74772 pour l'Europe, pour l'État, 74718 pour la Région 7472.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ENV 002-6160/19/BM**

### **■ Campagne annuelle de lutte contre les moustiques MET 19/11127/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté préfectoral, une campagne de démoustication se déroule chaque année sur une vingtaine de communes du département des Bouches-du-Rhône comprise dans toute la zone territoriale d'action de l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication du Littoral Méditerranéen (E.I.D).

Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône mandate l'EID, opérateur public environnemental en zones humides, participe au financement des travaux de démoustication et fait notamment l'avance des participations communales. Les communes doivent reverser 25% du montant des dépenses de démoustication au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Depuis plusieurs années, les communes de Berre l'Etang, Rognac, Salon de Provence et Saint-Chamas du Territoire du Pays Salonais et les communes de Fos-sur-Mer et Port Saint-Louis du Rhône du Territoire Istres-Ouest Provence sont intégrées dans la zone de lutte contre les moustiques.

Il est rappelé que par délibérations du Conseil de la Métropole n° ENV 003-881/16/CM du 19 septembre 2016 et n° ENV 003-2810/17/CM du 19 octobre 2017,

et par délibérations du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence n°24/18 du 14 février 2018 et n°27/19 du 27 février 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a participé au financement des campagnes de démoustication réalisées par l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication du Littoral Méditerranéen sur les communes de Berre l'Etang, Rognac, Salon de Provence, Saint-Chamas, Fos-sur-Mer et Port Saint-Louis du Rhône.

Pour l'année 2018, la participation prévisionnelle s'élève à 125 000,00 € pour le Territoire du Pays Salonais et 81 000,00 € pour le Territoire Istres-Ouest Provence. Le montant définitif sera établi en fonction des traitements réalisés par commune et sera connu au dernier trimestre de l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral n°13-2018-02-02-002 du 2 février 2018 définissant la campagne de lutte de contrôle de la nuisance liée aux moustiques dans le département des Bouches-du-Rhône pour l'année 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

## **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la participation au financement de la campagne annuelle de démoustication réalisée par l'Entente Interdépartementale pour la Démoustication du Littoral Méditerranéen (E.I.D), dont le montant est estimé à 125 000 euros pour le Territoire du Pays Salonais et 81 000 euros pour le Territoire Istres-Ouest Provence pour l'année 2018.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section de fonctionnement, chapitre 65 compte 65733 du Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

### **ENV 003-6161/19/BM**

■ **Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage en faveur de la commune de Beurecueil en vue de la "valorisation paysagère du carrefour de Beurecueil D17/D46"**

**MET 19/11071/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La vallée de l'Arc constitue la première ceinture paysagère du versant sud de Sainte-Victoire. Contrairement au site classé, les piémonts ne bénéficient pas d'actions spécifiques de protection ou de mise en valeur du paysage alors qu'ils sont au

	Coûts estimatifs (H.T.)	%
Travaux	160.000 €	92,75
Maîtrise d'œuvre	12.500 €	7,25
Total HT	172.500 €	100,00

Ces travaux sont portés en direct par la commune de Beurecueil.

Les éléments indissociables de cette opération de travaux relèvent à la fois de la compétence communale, compte tenu de leur intervention sur des emprises qui constituent des propriétés communales, et de l'exercice de la compétence métropolitaine « actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ». Il s'en infère une situation de co-maîtrise d'ouvrage qui justifie le transfert temporaire par la Métropole de sa maîtrise d'ouvrage et sa participation au financement des dépenses de l'opération supportées par la Commune en qualité de maître d'ouvrage unique.

contact direct de la poussée urbaine et des activités économiques. Ils sont même les plus sujets aux mutations et processus de banalisation paysagère.

Pour répondre aux enjeux paysagers et environnementaux, les communes de Beurecueil, Tholonet, Châteauneuf-le-Rouge, Rousset, Puyloubier et le Conseil de Territoire du Pays d'Aix ont donc confié une étude diagnostic et conseil au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement des Bouches-du-Rhône.

Cette étude menée en 2016 a notamment permis d'identifier des points noirs paysagers.

Sur la commune de Beurecueil, le carrefour de la D17 dite « Route Cézanne » et la D46 reliant Beurecueil à Châteauneuf-le-Rouge constituent un de ces points noirs paysagers mais offre paradoxalement une vue exceptionnelle sur la montagne Sainte-Victoire depuis la « Route Cézanne ».

Une étude Avant Projet a donc été confiée au CAUE en 2018 afin de requalifier ce carrefour. Elle a été présentée et a reçu la validation du maire de Beurecueil Cette étude a permis d'aboutir à un projet global comprenant :

- la reprise des abords des deux voies à la suite de l'enfouissement des lignes aériennes (et enlèvement des poteaux) ;
- la fermeture du délaissé routier situé à proximité qui favorise les stationnements temporaires, peu organisés et dangereux,
- et la réhabilitation des constructions patrimoniales situées à proximité telles la fontaine et les restanques, éléments paysagers non négligeables.

L'évaluation financière de ce projet est la suivante :

Coûts estimatifs (H.T.)	%
160.000 €	92,75
12.500 €	7,25
172.500 €	100,00

Il est donc proposé de valider cette convention qui fixe les modalités de réalisation de cet aménagement.

La commune de Beurecueil assure la maîtrise d'ouvrage de la totalité de l'opération, pour son compte et pour le compte de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;



- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 004-1135/16 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- La nécessité de poursuivre, avec la commune de Beaufort, commune du Grand Site Sainte-Victoire - Grand Site de France, le programme de suppression des points noirs paysagers du territoire conformément aux objectifs définis dans le cadre du renouvellement de la labellisation portée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La nécessité d'approuver le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage en faveur de la commune de Beaufort afin de coordonner et regrouper la passation de marchés publics en vue de la valorisation paysagère du carrefour de Beaufort RD17/RD46,

- La nécessité d'approuver la convention permettant de définir les modalités du transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage en faveur de la commune de Beaufort afin de coordonner et regrouper la passation de marchés publics en vue de la valorisation paysagère du carrefour de Beaufort RD17/RD46.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage en faveur de la commune de Beaufort fixant le rôle de chacune des parties et leur implication financière dans le projet de re-qualification du carrefour D17/D46 (192.000 euros TTC à la charge de la commune de Beaufort et 15.000 euros TTC à la charge de la Métropole).

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que toutes les pièces afférentes.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2471AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **ENV 004-6162/19/BM**

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var et paiement de la cotisation 2019  
MET 19/11012/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La forêt de la Métropole Aix Marseille Provence s'étend sur 152 000 hectares, soit plus de 50 % de la surface métropolitaine. Disposant d'un caractère très méditerranéen, elle se compose en grande partie de peuplements résineux (pin d'Alep essentiellement), de feuillus (chêne vert essentiellement), de peuplements mélangés et de Landes, et est propice aux incendies, aux aléas climatiques et aux maladies phytosanitaires.

Cette superficie considérable s'étend sur plusieurs types de propriétés, privées à 70 % et publiques à 30 %, qui ne disposent pas toutes d'outils de gestion permettant de mettre en œuvre des dynamiques sylvicoles nécessaires à la valorisation économique et à la préservation de ces espaces (Plan Simple de gestion pour les propriétés privées et Plan d'Aménagement pour les forêts publiques).

Pourtant, en raison de la spécificité de ses peuplements, de son potentiel, du réchauffement climatique, des risques et des besoins locaux en bois (bois énergie, bois de construction, bois industrie), la structuration de la filière forêt apparaît nécessaire et répond totalement aux trois fonctions de la forêt, à la fois économique, environnementale et sociétale.

Le réseau des Communes forestières constitue un outil de représentation et de lobbying pour défendre les intérêts des communes et intercommunalités propriétaires de forêts. Présentes dans la plupart des régions françaises, elles se distinguent par l'importance de la superficie boisée de leur territoire. Elles sont confrontées par conséquent à des problématiques particulières d'aménagement, de sécurité, de valorisation de ce patrimoine, qui nécessitent une représentation à plusieurs niveaux :

- Auprès des pouvoirs publics, Départements, Région, Ministères et administrations,
- Dans les diverses instances traitant de la forêt,
- Parmi les différents partenaires de la filière forêt bois.

Interlocuteurs incontournables des pouvoirs publics, les Communes forestières concourent à la définition de politiques forestières ajustées aux besoins des territoires ruraux. Elles proposent aux maires des communes et présidents d'EPCI propriétaires de forêts des conseils et retours d'expériences sur des démarches cohérentes de valorisation des forêts communales sur les territoires.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, elles promeuvent et accompagnent le développement des territoires autour de projets forestiers, et sont à l'origine du Réseau régional des chartes forestières de territoires qu'elles animent en partenariat avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Intégrées dans un réseau national, les Communes forestières Provence-Alpes-Côte d'Azur accompagnent les exécutifs locaux dans l'exercice de leurs responsabilités de propriétaires de forêts communales, d'aménageurs du territoire, de maîtres d'ouvrage de bâtiments et de responsables de la sécurité, pour tous leurs projets liés à la forêt et au bois.

Elles interviennent à travers plusieurs actions :

- Information / Formation des élus,
- aux projets forestiers territoriaux pilotés par les intercommunalités ou les Pays (ex. : Charte forestière de territoire),
- Accompagnement de l'idée à la mise en place et appui pour le fonctionnement des chaufferies bois énergie,
- Appui à l'engagement dans la certification de la gestion durable des forêts PEFC,
- Accompagnement pour l'exercice des responsabilités en lien avec la prévention des incendies (particulièrement pour le débroussaillage),
- Appui personnalisé sur toutes les questions forêt bois.

Par leur nature d'organisation d'élus et leur mission d'accompagnement, les Communes forestières participent et suscitent la mise en place de partenariats avec :

- Les collectivités territoriales (Départements et Région) et l'Etat, dans le cadre de la définition et de la mise en œuvre de leurs politiques en matière de forêt et de valorisation du bois local,
- L'Office National des Forêts, pour la mise en œuvre du régime forestier, qui confie la gestion des forêts communales à l'opérateur ONF,
- Les membres de la filière, dans le cadre de son développement et de la structuration interprofessionnelle régionale,
- D'autres organismes (associations d'élus, ADEME, ...), dans le cadre de projets et pour le développement de la filière forêt-bois.

Enfin, dans le cadre du partenariat étroit qui les lie à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Communes forestières développent et co-animent l'Observatoire régional de la forêt méditerranéenne (OFME), dispositif de recensement, d'analyse et de diffusion de l'information forêt-bois, et outil d'aide à la décision au bénéfice des élus locaux.

Afin de partager les expériences, les compétences et les réseaux nécessaires à la valorisation des forêts, et en particulier des forêts communales souvent en manque d'exploitation et de connaissance de la gestion des espaces forestiers, l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations départementales des Communes Forestières intervenant sur son territoire est apparue essentielle.

Dans ce cadre, la commune de Saint Zacharie étant située à la fois sur le territoire de la Métropole Aix Marseille Provence et sur le département du Var, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var (COFOR 83) par délibération n° ENV 005-4670/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018.

Aussi, et afin de continuer à bénéficier des actions mises en œuvre par l'Association COFOR 83, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2019.

Le renouvellement de cette adhésion permettra notamment de donner de la cohérence aux gestions communales et métropolitaines menées dans les forêts publiques situées sur le territoire de la commune de Saint Zacharie.

Compte tenu du barème de cotisations voté par l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var (COFOR 83), le coût de cette adhésion pour 2019 est de 750 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, • Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n° ENV 001-2808/17/CM du 19 octobre 2017 portant sur la généralisation de l'exercice de la compétence « Milieux Forestiers » à l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La délibération n° ENV 005-4670/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les actions de l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix Marseille Provence en matière de préservation et de valorisation de la forêt,
- Qu'à ce titre, et compte tenu des objectifs poursuivis par l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var (COFOR 83), la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association en 2018,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite renouveler son adhésion à cette association pour l'année 2019,
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2019,

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association des Communes Forestières du Var - Agence des politiques énergétiques du Var et le paiement de la cotisation 2019 pour un montant de 750 euros.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section de Fonctionnement Nature 6281, Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 005-6163/19/BM**

##### **■ Attribution d'une subvention à la Ligue de Protection des Oiseaux Provence-Alpes-Côte d'Azur au titre de l'exercice 2019 - Approbation d'une convention MET 19/10839/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Avec près de 60 % de son territoire couvert par des espaces naturels, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit la mise en œuvre d'actions de valorisation de ce patrimoine naturel et paysager. Elle porte dans son projet l'engagement de développer une politique de préservation de la biodiversité et des espaces naturels en s'engageant à trouver « un juste équilibre entre protection, gestion, valorisation et animation ».

L'association locale de la Ligue pour la Protection des Oiseaux en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (LPO PACA) est une association à but non lucratif qui a pour but d'agir pour les oiseaux, la faune sauvage, la

nature et l'homme, et lutter contre le déclin de la biodiversité, par la connaissance, la protection, l'éducation et la mobilisation.

Dans ce contexte et conformément à sa mission d'expertise et d'appui aux politiques publiques, la LPO PACA propose une action de sensibilisation de la biodiversité et d'amélioration des connaissances auprès des publics. Cette action repose sur l'organisation de campagnes de prospections de la faune et de la flore à destination du grand public sur le territoire métropolitain.

Elle répond à plusieurs enjeux métropolitains :

- d'améliorer la connaissance faunistique et floristique sur des groupes d'espèces ou espèces ciblées (espèces patrimoniales, espèces bio-indicatrices.....) ;
  - d'animer la réalisation d'inventaires participatifs permettant la mobilisation des observateurs et de des populations locaux dans un objectif de favoriser une « culture métropolitaine de la biodiversité » ;
  - de mettre en œuvre des suivis naturalistes dans le cadre d'évaluation de mesures de gestion.
- Le budget prévisionnel global de l'action pour 2019 est de 40 000 euros. La Métropole Aix-Marseille-Provence propose le financement de cette opération à hauteur de 30 000 euros. (Budget Principal / DGA Agriculture, Forêts, Paysages, Espaces naturels) (dossier DGA\_AGR N°2019\_1174) ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de disposer d'une connaissance la plus précise possible de sa richesse écologique ;
- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de sensibiliser les habitants de son territoire aux enjeux de préservation de son patrimoine naturel en favorisant leur participation à différentes actions (inventaire, communication, sorties naturalistes, etc.).

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 30 000 euros à la Ligue de Protection des Oiseaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'année 2019.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019 ci-annexée définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le budget de la DGA Agriculture, Forêts, Paysages, Espaces naturels (Direction Sites et Espaces Naturels) – sous-politique G811 - Chapitre 65 - Fonction 6312 – Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-6164/19/BM

**■ Demande de subvention de fonctionnement pour le Chantier d'élimination et de limitation des espèces végétales exotiques envahissantes du Programme de Développement Rural de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de l'opération 7.6.4 Contrat Natura 2000 MET 19/11419/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la mise en œuvre de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la gestion des espaces naturels, la Métropole Aix-Marseille-Provence porte la démarche Natura 2000 sur plusieurs sites inscrits au réseau européen sur son territoire.

Le Pays de Martigues porte la démarche du site Natura 2000 « Région des Étangs de Saint-Blaise » (FR9312015) depuis 2009. Le Document d'Objectifs (DOCOB), approuvé par arrêté préfectoral en date du 29 août 2012, préconise la mise en œuvre d'actions de gestion en faveur des espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site. La phase d'animation consiste en la mise en œuvre du DOCOB.

Pour répondre aux objectifs de conservation du site, tout propriétaire, mandataire ou gestionnaire peut entreprendre des mesures de gestion en signant des Contrats Natura 2000 sur les parcelles incluses dans le site Natura 2000. A ce titre, le Conservatoire du

Littoral, en tant que propriétaire de plus de 230 hectares dans le site Natura 2000 des « Étangs entre Istres et Fos » répartis autour des étangs du Citis et du Pourra, souhaite œuvrer dans la lutte contre les espèces végétales envahissantes. Cette action est prioritaire car celles-ci dégradent l'état, le fonctionnement et la dynamique des habitats d'espèces d'oiseaux d'eau visés par la Directive Oiseaux.

Les signataires de contrat Natura 2000 peuvent bénéficier de subventions. Le taux de financement de l'État est variable en fonction des priorités régionales, et de l'implication financière des collectivités et partenaires. Il peut atteindre le taux global de 100% du montant des dépenses éligibles. Le FEADER interviendra à hauteur de 53 % de la dépense retenue comme éligible.

Conformément à l'article L. 322-10 du Code de l'Environnement, le Conservatoire du Littoral a délégué la maîtrise d'ouvrage de l'opération au Conseil de Territoire du Pays de Martigues conformément à la convention d'occupation de site des propriétés du Conservatoire du Littoral du site naturel protégé Citis-Pourra, signée par délibération n°2017-032 du 28 juin 2017.

Par cette même délibération, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues a approuvé le projet de contrat Natura 2000 non agricole non forestier suivant :  
Nature : N20P et R (A32320P et R) - Lutte contre les espèces végétales envahissantes (référence du DOCOB : action GEH9)

Secteur : Citis-Pourra (carte)  
Surface concernée : 10 ha (environ)

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 10 175 euros HT, soit 12 210 euros TTC, sur 5 ans sur la base de devis.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES		TAUX SOLLICITES
	HT	TTC	
État	2 747,25 euros	3 296,70 euros	27 %
Union Européenne	5 392,75 euros	6 471,30 euros	53 %
Conservatoire du Littoral	2 035,00 euros	2 442,00 euros	20 %

La somme des travaux est avancée par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, en tant que structure porteuse du contrat Natura 2000. Le Conservatoire du Littoral se libérera des sommes dues au bénéficiaire du contrat à la fin d'achèvement des travaux.

En cas de non obtention du contrat Natura 2000 par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, la convention d'occupation du site Citis-Pourra sera automatiquement résiliée.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de l'État et l'Union Européenne et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-28/03/19 CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2011-139 du Conseil Communautaire du 12 décembre 2011 approuvant la convention de gestion entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et le Conservatoire du Littoral ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays de Martigues n°2017-132 du 28 juin 2017 approuvant la convention d'occupation de site du conservatoire du littoral dans le cadre d'un Contrat Natura 2000 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 juin 2019.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que le Conservatoire du Littoral a délégué dans le cadre d'une convention d'occupation la maîtrise d'ouvrage au Conseil de Territoire du Pays de Martigues de l'opération suivante : Contrat Natura 2000 Lutte contre les espèces végétales envahissantes sur le site Étangs entre Istres et Fos — Chantier d'élimination et de limitation des espèces végétales indésirables du Programme de Développement Rural de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat et du conservatoire du Littoral.

### **Délibère**

### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'État, et du Conservatoire du Littoral et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues Sous/Politique G510 - Fonction 76 Chapitre 65 - Nature 61521 - Gestionnaire DADCT6 .

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous/Politique G510 - Fonction 76 - Chapitre 74 - Natures : 74718 et 74778 - Gestionnaire DSFCT6

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ENV 007-6165/19/BM**

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Développement de la signalétique et des équipements de plein air liés à l'accueil du public" sur les communes du territoire du Grand Site Sainte-Victoire**  
**MET 19/11491/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Grand Site Sainte-Victoire est un espace naturel connu pour ses paysages. Avec près d'un million de visiteurs par an, la fréquentation de Sainte-Victoire induit des politiques d'accueil, de gestion des flux et d'aménagement du territoire.

Afin de répondre à sa mission de gestion de la fréquentation et d'accueil du public, le Grand Site Sainte-Victoire développe depuis quelques années une signalétique d'information touristique autour du massif Sainte-Victoire par la pose de mobiliers bois et des équipements de plein air sur les aires de stationnement constituant un lieu identifié de départ de randonnée.

En 15 ans de développement de la signalétique, et plus particulièrement du mobilier bois d'information du

public, plusieurs vagues de mobiliers ont été mises en place. Il ressortait de ces différentes vagues d'implantations, un mobilier assez hétérogène sur le terrain.

Par ailleurs lors du renouvellement du label en septembre 2010, le Ministère et les Commissions des Sites avaient attiré l'attention sur la nécessité de réfléchir à la question du mobilier.

Pour répondre à ce besoin d'homogénéité, le Grand Site Sainte-Victoire et le Département des Bouches-du-Rhône propriétaire d'espaces naturels sur le périmètre se sont dotés d'un cahier des normes techniques commun pour les mobiliers situés en site classé.

Ce cahier des normes techniques des mobiliers bois, adopté conjointement par le Département des Bouches du Rhône et le Grand Site Sainte-Victoire, a reçu un avis favorable de la Commission Départementale de la Nature, des Sites et des Paysages (CDNPS) en novembre 2016.

Le projet de remplacement de l'ancien mobilier concerne ainsi une partie des panneaux informatifs aux départs de randonnée, des Relais d'Informations et Services (RIS) et quelques équipements thématiques spécifiques, soit un signalétique terrain composé de 20 mobiliers bois sur les 60 que compte le Grand Site.

Le cadre de la gestion de la fréquentation, une des mesures phare du projet de territoire, pour le renouvellement du Label Grand Site de France, vise la mise en place de cette signalétique et de ces équipements qui faciliteront la lecture du territoire par les usagers grâce à une meilleure visualisation des départs de sentiers et apporteront les informations utiles pour la pratique de la randonnée ainsi que la protection du site.

L'opération porte le numéro 4581162247 ; les dépenses sont inscrites au budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement nature 4581 fonction 76.

Date prévisionnelle des travaux : premier semestre 2019

Fin prévisionnelle des travaux : dernier semestre 2019

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 45 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches du Rhône <b>Plan partenarial métropolitain</b>	80 %	36 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	9 000,00 euros
TOTAL HT		45 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 201 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération DI2471AP ;
- La délibération n°ENV-004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016

relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;

- La délibération n°ENV-001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire et modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Développement de la signalétique et des équipements de plein air liés à l'accueil du public sur les communes du territoire du Grand Site Sainte-Victoire ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

## Délibère

### Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'État, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération n°4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2471AP.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323 - fonction 76 (réf. Interne RI2471).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ENV 008-6166/19/BM**

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Aménagement d'un itinéraire de valorisation patrimoniale de l'aqueduc de la Traconnade sur la commune de Meyrargues"**

### **MET 19/11494/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La commune de Meyrargues, en collaboration avec la Direction du Grand Site Sainte-Victoire et les services compétents, a fait réaliser en 2013 une étude sur la protection et la valorisation de l'aqueduc du Pas de l'Etrouit et sur le tracé du canal romain aux abords du village.

Parmi les axes dégagés par l'étude, figure la création d'un « itinéraire de valorisation patrimoniale » entre l'aqueduc du Pas de l'Etrouit et la pile de Réclavier classée au titre des monuments historiques.

Une étude préalable réalisée en 2015 pour la mise en œuvre de cet itinéraire de valorisation a permis d'identifier huit ouvrages d'intérêt particulier à réhabiliter le long de l'itinéraire. Une signalétique patrimoniale viendra par ailleurs ponctuer l'interprétation de ce patrimoine.

Le montant total de l'opération s'élève à 200 000 euros HT :

- 22 500 euros HT pour la maîtrise d'œuvre,
- 105 000 euros HT pour la réhabilitation des ouvrages de l'aqueduc : confortement d'ouvrages archéologiques d'intérêt particulier afin de mettre fin aux pathologies et dégradations constatées sur ces vestiges,
- 72 500 euros HT pour l'aménagement d'un itinéraire de valorisation le long de ces vestiges, accompagné de la conception et du déploiement de la signalétique d'interprétation afférente.

Le projet est suivi par un comité de pilotage constitué de la commune de Meyrargues, de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), des Services Territoriaux de l'Architecture et du Patrimoine (STAP13), de la Direction du Grand Site Sainte-Victoire et Espaces Naturels, services Patrimoine et Accueil du Public.

Outre la sauvegarde et la valorisation d'un patrimoine remarquable, l'aménagement de l'itinéraire viendra compléter l'offre de randonnée sur la partie nord du territoire.

Sainte-Victoire accueillant près 1,5 millions de visiteurs par an, dans le cadre du dossier de renouvellement du label 'Grand Site de France' (délibération n°ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018), les élus locaux ont unanimement déclaré vouloir une maîtrise durable de la fréquentation avec un nécessaire rééquilibrage entre le Nord et le Sud.

L'opération porte le numéro 4581162247 ; les dépenses sont inscrites au budget 06 de l'Etat Spécial



de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement nature 4581 fonction 76.

Le démarrage prévisionnel de la maîtrise d'œuvre est prévu en 2019. (22 500 € HT)

La 1<sup>ère</sup> tranche des travaux de réhabilitation des ouvrages est prévue en 2020. (50 000€ HT)

La 2<sup>ème</sup> tranche des travaux de réhabilitation des ouvrages est prévue en 2020-2021. (55 000€ HT)

Le démarrage des travaux sur sentier et de la signalétique est prévu en 2021. (72 500€ HT)

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 200 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Plan partenarial métropolitain	70 %	140 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	60 000 euros
TOTAL HT		200 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération DI2471 ;
- La délibération n°ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire et modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder la réalisation de l'opération suivante : aménagement d'un itinéraire de valorisation patrimoniale de l'aqueduc de la Traconnade sur la commune de Meyrargues ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération n°4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2471AP.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323 - fonction 76 (réf. Interne RI2471).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 009-6167/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Mise en œuvre d'un plan de sauvegarde archéologique et de valorisation de l'ancien aqueduc romain de Traconnade"**  
**MET 19/11496/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'aqueduc de la Traconnade est le plus important aqueduc romain de la ville antique d'Aquae Sextiae. Il amenait les eaux depuis la source de Traconnade, située sur la commune de Jouques, jusqu'à Aix en Provence, soit un ouvrage de 31 kilomètres traversant plusieurs communes, parmi lesquelles Meyrargues et Peyrolles.

Une mission d'assistance archéologique a été confiée au bureau d'étude spécialisé Architecture et Héritage pour l'élaboration d'un programme de protection et de mise en valeur sur la longueur totale de l'aqueduc.

Les actions prioritaires retenues portent sur :

- la géolocalisation précise des parties enfouies potentiellement menacées ;
- la mise en place d'une protection administrative notamment au travers des documents d'urbanisme (PLUi) ;
- la réalisation de chantiers de sauvegarde et de mise en sécurité des vestiges.

Une première intervention est prévue en 2019, sur les vestiges considérés comme les plus urgents de par leur intérêt patrimonial et leur état sanitaire.

Le démarrage prévisionnel des travaux est prévu au second semestre 2019 et devrait se terminer au dernier semestre 2020.

L'opération porte le numéro 4581162247 ; les dépenses sont inscrites au budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement nature 4581 fonction 76.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 30 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 Plan partenarial métropolitain	80 %	24 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	6 000 euros
TOTAL HT		30 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

- La délibération n°ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à la dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire et modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FAG 062-3081/14/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 pour l'ouverture, l'affectation et la modification d'autorisations de programmes du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde archéologique et de valorisation de l'ancien aqueduc romain de Traconnade

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération n°4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2471AP.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323 - fonction 76 (réf. Interne RI2471).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 010-6168/19/BM**

**■ Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour son adhésion à l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et versement d'un dépôt correspondant à la cotisation 2019 – Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Comité français de l'UICN et paiement de la cotisation 2019  
MET 19/11707/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature est l'une des principales organisations non gouvernementales mondiales consacrées à la conservation de la nature. Les objectifs de l'UICN sont d'influencer, d'encourager et d'assister les sociétés du monde entier, dans la conservation de l'intégrité de la biodiversité, de la nature, ainsi que de s'assurer que l'utilisation des ressources naturelles est faite de façon équitable et durable.

Pour atteindre ces objectifs, l'UICN :

- mobilise ses Membres, composantes et partenaires pour forger des alliances pour la conservation de la nature ;
- renforce la capacité institutionnelle de ses Membres de conserver la diversité biologique et de sauvegarder les processus écologiques entretenant la vie aux niveaux mondial, régional, national et local ;
- favorise une coopération accrue entre ses Membres gouvernementaux et non gouvernementaux pour renforcer les capacités de ses Membres et partenaires ;
- encourage la recherche scientifique sur la conservation de la nature et de ses ressources et diffuse des informations sur cette recherche ;
- sert de forum pour discuter des questions de conservation, y compris de leurs dimensions scientifiques, pédagogiques, juridiques, économiques, sociales et politiques, aux niveaux mondial, régional, national et local ;
- met sur pied des réseaux d'experts et des systèmes d'information pour apporter un appui à ses Membres et à ses composantes ;
- prépare et diffuse des déclarations sur la conservation de la nature, en tirant parti des compétences de ses Membres et de ses composantes ;
- influe sur les instruments juridiques et administratifs nationaux et internationaux afin que les sociétés puissent profiter des avantages d'une utilisation durable de la nature et de ses ressources ;
- intervient auprès des gouvernements et des organismes internationaux afin d'influer sur les politiques de l'environnement ;
- aide à la création de mécanismes permettant de discuter et de résoudre les problèmes internationaux de l'environnement ;
- contribue à la préparation d'accords internationaux relatifs à la conservation de la nature et de ses ressources et encourage les États à adhérer à ces accords ;
- prend toute autre mesure appropriée susceptible de promouvoir la conservation de la nature et de ses ressources ;

La Métropole Aix-Marseille-Provence se caractérise par un patrimoine naturel méditerranéen d'une valeur exceptionnelle, certainement l'un des plus importants de toutes les métropoles françaises. La composition de son territoire exprime sa singularité avec un

recouvrement de 75 % d'espaces ruraux (50% d'espaces naturels et 25% d'espaces agricoles) avec un parc national en son sein et 4 parc naturel régionaux à ses portes et 25% de son territoire engagé dans une démarche Natura 2000. Le caractère méditerranéen de ces espaces naturels leur confère une richesse écologique d'importance présente sur l'ensemble du territoire, avec plus de 5 000 espèces animales et végétales observées dont près de 50% de la flore vasculaire. A l'échelle mondiale, la Méditerranée est identifiée comme l'un des 34 points chauds de la biodiversité.

Aussi la Métropole dispose d'une responsabilité majeure en matière de biodiversité à l'image de l'ensemble des collectivités territoriales qui contribuent à préserver, restaurer et valoriser la biodiversité du fait de leur compétence croissante dans ce domaine.

Par là même, l'importance des compétences portées par la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment en matière d'aménagement de l'espace, de protection et mise en valeur de l'environnement et de politique de cadre de vie, viennent confirmer sa capacité à être l'acteur incontournable, avec ses 92 communes, de la transition écologique du territoire.

En rejoignant l'UICN, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de la crédibilité scientifique de l'association internationale notamment pour appuyer les projets développés et portés par la Métropole tel que l'Atlas Métropolitain de la Biodiversité. Devenir membre de l'UICN permet à la fois de renforcer l'action commune en vue de dépasser les obstacles et de faire avancer la transition écologique du territoire métropolitain pour créer un avenir durable.

De plus, l'UICN organise à Marseille le Congrès Mondial de la Nature 2020 du 11 au 19 juin 2020

Aussi, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère à l'UICN.

Pour ce faire, les statuts de l'UICN prévoient une procédure d'admission des nouveaux membres par le Conseil de l'UICN. Selon cette procédure, les candidats à l'adhésion doivent déposer un dossier de candidature et verser à l'UICN, au moment de la soumission de leur demande d'admission, une somme correspondant au montant intégral de la cotisation pour l'année en cours.

En cas d'admission, la cotisation pour l'année en cours est calculée au prorata de la cotisation annuelle totale, à compter du mois suivant l'admission. Si le solde entre le dépôt initial et la cotisation au prorata de la première année est positif, le compte du membre est crédité l'année suivante. Si la demande d'admission à l'UICN est rejetée, le dépôt de cotisation est alors remboursé intégralement.

Il est donc proposé de déposer un dossier de candidature pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant que membre affilié, à l'UICN dont les statuts et le règlement sont annexés à la présente délibération, et d'autoriser le paiement à l'UICN d'une somme de 2 384 euros, correspondant au montant intégral de la cotisation pour l'année 2019.

En outre, le Comité Français de l'UICN a pour but de contribuer à la conservation de la biodiversité et à une utilisation durable et équitable des ressources naturelles, conformément à la mission de l'UICN définie au niveau mondial.

Pour ce faire, il vise notamment à regrouper les membres et experts français de l'UICN, développer entre eux la plus large concertation possible, mobiliser leurs compétences scientifiques et professionnelles en vue d'encourager, d'initier, de développer et de soutenir des actions contribuant à la mission de l'UICN.

Son action s'organise autour de 7 programmes : politiques de la biodiversité – aires protégées – espèces – écosystèmes – éducation et communication – outre-mer – coopération internationale.

Les statuts du Comité français de l'UICN prévoient que sont membres de droit du Comité, à leur demande expresse, les personnes morales de droit public ou de droit privé français, membres de l'UICN.

Aussi, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par le Comité français de l'UICN, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite, en cas d'admission de sa candidature en qualité de membre du l'UICN, adhérer à ce Comité.

Le montant de la cotisation pour l'année 2019 est de 305 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les missions de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et le Comité français de l'UICN représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de conservation et valorisation de la biodiversité ;
- Que dans le cadre de l'exercice de la compétence « Actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager » la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite affirmer et poursuivre sa mobilisation en matière de protection de l'environnement en adhérant à l'UICN et au Comité français de l'UICN.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le principe de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN).

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à déposer un dossier de candidature pour l'adhésion de la Métropole, en tant que membre affilié, à l'UICN dont les statuts et le règlement sont annexés à la présente délibération et à signer tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

Dans le cadre de cette candidature, est approuvé le versement à l'UICN d'un dépôt d'un montant de 2 384 euros, correspondant au montant intégral de la cotisation 2019.

En cas de non admission de la candidature de la Métropole, ce dépôt sera intégralement remboursé à la Métropole par l'UICN.

#### **Article 4 :**

Sous réserve de l'admission de la Métropole en qualité de membre de l'UICN, sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Comité français de l'UICN et le paiement de la cotisation 2019 d'un montant de 305 euros.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour le budget de la DGA Agriculture, Forêts, Paysages, Espaces Naturels en section de fonctionnement – Sous-politique G811 - Chapitre 011 - Fonction 6312 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 011-6169/19/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de mise à disposition de véhicule entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cornillon-Confoux**

#### **MET 19/11728/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que le Syndicat Mixte du massif de Pont de Rhaid a été dissous et ses compétences ont été intégrées à celles de la Métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la demande des services de l'Etat.

Cependant, pour assurer une poursuite de la « gouvernance locale » en matière de programmation et de suivi des travaux de protection des forêts contre le feu, la Métropole a décidé d'installer un Comité de gestion par massif (délibération n° ENV 001-2808/17CM du 19 octobre 2017)

Ce comité est composé d'élus locaux connaisseurs des questions de Défense des forêts contre l'incendie (DFCI), des forêts, de l'histoire et de la géographie locales.

Aujourd'hui dans la continuité de cette décision permettant aux élus locaux d'être impliqués dans la mise en œuvre des opérations, il est proposé de mettre à disposition de la Commune de Cornillon-Confoux dont le maire préside le comité de gestion, l'ancien véhicule du syndicat qui avait été intégré au parc mobilité de la Métropole.

Cela afin d'assurer un suivi régulier des travaux et les rencontres avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la préservation des espaces naturels.

Une convention précisant les conditions de cette mise à disposition de ce véhicule auprès de la Commune de Cornillon-Confoux est proposée en annexe de la décision.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19 CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de mise à disposition, à titre gracieux de véhicule entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Cornillon-Confoux ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 012-6170/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention au Centre d'Etudes Techniques Agricoles d'Aubagne - Approbation d'une convention  
MET 19/11026/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 1992, la commune d'Aubagne, puis le pays d'Aubagne et de l'Etoile, ont engagé une politique publique pour le maintien et le développement d'une agriculture périurbaine locale. Activité économique à part entière, l'agriculture périurbaine permet le développement des circuits courts répondant aux attentes et aux besoins des habitants, de l'emploi, de la qualité de vie et la protection contre les risques majeurs (incendie, érosion..)

Association loi 1901 fédérant plus d'une soixantaine d'agriculteurs dynamiques et engagés dans la démarche, le CETA est un des partenaires majeurs de la collectivité.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

- le conseil et l'accompagnement technique auprès de chaque adhérent,
- l'animation et le suivi de la démarche qualité/produits de la marque collective « Les Jardins du Pays d'Aubagne » et sa promotion,
- L'animation de l'Espace producteurs du marché d'Aubagne,
- L'animation du magasin de producteurs « Chez les Producteurs »,
- La réalisation et le développement de projets collectifs, dont celui en cours d'un « atelier de transformation des producteurs » (ventes produits hors saison, écoulement des surplus, lutte contre le gaspillage)

Il est en outre précisé que le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile soutient également l'association au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 26 février 2019 ;
- La délibération du conseil de la Métropole FAG 021-5118/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit soutenir le Centre d'Etudes Techniques Agricoles d'Aubagne (CETA) afin de remplir son rôle pour le maintien et le développement de l'agriculture périurbaine locale de circuits courts ;
- Que ce soutien entre pleinement dans le Projet Alimentaire Territorial (PAT) et de la Charte pour une agriculture durable en Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 8 750 euros au Centre d'Etudes Techniques Agricoles d'Aubagne.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs 2019 ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2019, Chapitre 65 – Nature 65 748 – Fonction 6312 - Sous Politique G710

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 013-6171/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention d'investissement à l'ASAMIA - Association Syndicale Autorisée de Modernisation des Irrigations d'Aubagne pour le projet de réhabilitation des ouvrages hydrauliques agricoles - Approbation d'une convention  
MET 19/11034/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique agricole, la Métropole est amenée à conduire des études et des travaux dans le champ de l'hydraulique agricole.

Le projet hydraulique de l'ASAMIA consiste à améliorer les rendements hydrauliques du réseau d'irrigation en vue de réaliser des économies d'eau.

Le coût total du projet s'élève à 50 000 euros.

Le plan de financement prévisionnel se présente de la façon suivante :

Métropole Aix-Marseille Provence 40 000 €

ASAMIA 10 000 €

Par conséquent, il appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'attribution, à l'ASAMIA, d'une subvention d'investissement de 40 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le projet d'amélioration d'irrigation de l'ASAMIA sur Aubagne constitue un enjeu majeur pour le développement agricole de la plaine agricole
- Que la subvention d'investissement aura pour objectif de financer des travaux d'irrigation présentant un intérêt métropolitain
- Que cette action entre pleinement dans les objectifs du Projet Alimentaire Territorial

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'investissement à l'ASAMIA d'un montant de 40 000 euros liés aux travaux d'amélioration hydraulique agricole en vue d'économie d'eau sur le réseau hydraulique agricole.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention relative aux modalités d'attribution de cette subvention d'investissement ci-annexée.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération : n° 2019004000 – Nature 20423 – Fonction 6312 - Sous-politique G710.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ENV 014-6172/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) et au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) pour la transition énergétique dans le cadre du PCAEM - Approbation de conventions  
MET 19/11105/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie Métropolitain, outil de la transition énergétique à l'échelle du territoire suivant la loi, la Métropole s'est entourée de partenaires spécialisés sur ces sujets. En effet, la Métropole a en charge l'animation de ce Plan Climat et se doit de mobiliser l'ensemble des acteurs de son territoire.

Parmi ces partenaires, les associations en charge du service public de la performance énergétique de l'habitat, tel que précisé dans la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte n° 2015-992 du 17 août 2015, sont porteuses d'actions de conseil, d'information et d'ingénierie auprès des particuliers et des acteurs territoriaux. Elles proposent aussi la mise en place d'opérations à l'échelle métropolitaine :

Dans le cadre de la transition énergétique

Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Pays d'Aix - Maison de l'Énergie, de l'Habitat et du Climat (MEHC) – Conseil

en Énergie Partagé - Maîtrise de la demande en énergie

Le CPIE propose, pour 2019, le développement d'une mission de Conseil en Énergie Partagé à l'échelle de la Métropole à l'attention des communes du territoire métropolitain.

Ce service s'est avéré très intéressant pour les communes qui en bénéficient : en moyenne nationale 5 % du budget d'une collectivité est alloué à l'énergie (70% pour le fonctionnement des bâtiments, 22 % pour l'éclairage et 10 % pour le parc automobile). On estime à 10% les économies réalisables avec un très faible investissement et à 45 % si des investissements sont réalisés dans le domaine de la maîtrise de l'énergie. Les collectivités se doivent d'être exemplaires sur la gestion de l'énergie de leurs équipements et leur patrimoine, le Conseil en Énergie Partagé (CEP) est une réponse opérationnelle.

Les tâches du Conseiller en Énergie Partagé auprès des communes sont les suivantes :

- Réaliser des audits des abonnements et des consommables :
  - Énergies : électricité, fioul, gaz naturel, propane, bois, réseau de chaleur, carburants...
  - Éclairage public
  - Eau
- Élaborer des préconisations dans l'optique d'une réduction des consommations de flux et d'une diminution parallèle des dépenses correspondantes tout en maintenant un confort égal d'utilisation des équipements.

En 2018, le CPIE a proposé un dispositif adapté aux communes du territoire métropolitain et calibré en fonction de leurs besoins et de leurs capacités.

En 2019, une phase de prospection devra permettre aux communes volontaires de prendre connaissance et d'adhérer au dispositif au travers des outils existants ou à créer, comme les Ateliers métropolitains de la Transition énergétique, des présentations au cours des groupes de travail de la Conférence des Maires, des questionnaires en ligne ...

La recherche de financements complémentaires sera également réalisée.

Un objectif de 10 communes (hors Pays d'Aix, où le dispositif est déjà bien implanté) sera recherché.

### **L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) Marseille Provence**

#### **1- Elaboration d'un programme de rénovation énergétique des équipements communaux**

L'ALEC de Marseille Provence propose de travailler à l'élaboration d'un programme de rénovation



énergétique des bâtiments publics, par le développement de commandes groupées, en agissant conjointement sur les multiples paramètres de ce projet qui ont été précisés en 2018.

En 2019, l'ALEC propose de formaliser une offre complète aux communes de la Métropole allant du pré-diagnostic du bâtiment jusqu'à la réalisation des travaux d'isolation, complété par un plan de financement.

Cette opération est en lien étroit avec le dispositif de Conseil en Énergie Partagé, qui représente la première étape du dispositif.

## 2- Organisations de manifestations

L'ALEC, au cours de cette année 2019, envisage la poursuite des ateliers intercommunaux de sensibilisation à destination des élus et techniciens des collectivités du territoire sur diverses thématiques : rénovation des bâtiments, éclairage public, gestion de l'eau...

L'ALEC de Marseille participe aussi à la conduite d'une manifestation sur le sujet de la réhabilitation énergétique pour les acteurs du territoire : Les Rendez-vous régionaux de la Rénovation Énergétique.

Manifestation Action	Associatio n	Guichet Unique N°	Subventio n N-1	Budget global de l'action	Subventio n sollicitée	Subvention proposée	Conventio n d'objectifs oui/non
Mission CEP métropolitain , sensibilisation interne	CPIE	2019_0016 1	35 000€	38.000 €	30.000 €	15 000 €	oui
Rénovation bâtiments publics, animation des acteurs + organisation de manifestations	ALEC	2019_0072 3	35 000€	59.100 €	30.000 €	30.000 €	oui
				TOTAL	60.000 €	45.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan Climat-Air-Énergie territorial ;
- L'arrêté du 4 août 2016, relatif au Plan Climat-Air-Énergie territorial ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 001-1132/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 fixant les modalités et les principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie métropolitain ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les éléments exprimés ci-dessus.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont attribuées deux subventions pour un montant total de 45 000 euros :

- Une subvention à l'Association CPIE du Pays d'Aix - Atelier de l'Environnement d'un montant total de 15 000 euros pour le déploiement de la mission de Conseiller en Énergie Partagé sur les communes de la Métropole.

- Une subvention à l'Association Agence Locale Énergie Climat de Marseille-Métropole d'un montant total de 30.000 euros pour la mise en place d'un dispositif de rénovation des bâtiments publics, et l'organisation de manifestations.

#### **Article 2 :**

Sont approuvées les conventions à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le CPIE du Pays d'Aix et la convention avec l'association ALEC Marseille Provence ci-annexée.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain 2019, section de fonctionnement, chapitre 65, Nature 65748, Fonction 74.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 015-6173/19/BM**

#### **■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au CYPRES et paiement de la cotisation 2019 MET 19/10967/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 011-1453/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, la Métropole a décidé d'adhérer à plusieurs associations en matière d'Environnement présentant un intérêt soit en termes d'information, d'analyse, d'expertise, de dialogue et d'échanges avec les acteurs locaux (représentants d'entreprises, de syndicats, d'associations ...) ou avec d'autres collectivités sur le plan national ou international et notamment le Centre d'Information pour la Prévention des Risques Majeurs (CYPRES). La Métropole a renouvelé par délibérations n° ENV 008-2218/17/BM du 13 juillet 2017 et n° ENV 002-3739/18/BM du 18 mai 2018 son adhésion au CYPRES pour les années 2017 et 2018.

Un travail a été réalisé avec chacune de ces associations afin de préciser les services fournis par celles-ci au titre de l'adhésion, le périmètre d'intervention et le programme de travail sur l'année, les montants de cotisation, la place que prendra la Métropole au sein de sa gouvernance.

Ainsi, CYPRES est une association Loi 1901 créée en 1991, agréée pour la protection de l'environnement en région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il a pour objet principal d'assurer l'information du public sur la prévention des risques industriels et la protection de l'environnement.

Plus précisément, à la demande de ses adhérents, il est chargé d'étudier et de coordonner des actions nouvelles d'information du public en y apportant, à la fois, une vision de conseil et d'expertise, notamment à l'occasion d'exercices de gestion de crise ainsi que sur le retour d'expérience sur ces actions, très utiles pour tester les organisations et les préparer à ces situations.

Il met à disposition des collectivités locales et territoriales et des entreprises adhérentes, des éléments d'information objectifs, notamment en cas de survenance d'un événement majeur. Il accompagne l'interlocuteur compétent (maire, élu intercommunal, préfet, chef d'entreprise), en lui apportant une analyse et des réponses aux questions concernant les risques majeurs et la préservation de l'environnement.

Il est bien précisé, qu'à l'occasion d'un événement majeur, l'association n'a pas pour objet de se substituer à l'industriel, au Maire, ou au Préfet, seuls habilités dans le cadre des dispositions réglementaires à définir le contenu de l'information à diffuser.

Plus généralement, le CYPRES participe à des échanges d'informations avec les organismes français et étrangers spécialisés sur ces questions.

Son implantation sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence (Martigues) permet à toutes les communes de bénéficier d'une expertise, à proximité, sur ces questions de Risques Majeurs.

En ce qui concerne le programme de travail 2019 de l'association, il est prévu :

- l'animation d'au moins un exercice cadre sur une commune de chaque territoire de la Métropole dans le domaine des risques majeurs afin de tester leur Plan Communal de Sauvegarde (PCS) et un exercice à l'échelle métropolitaine impliquant plusieurs communes. Ainsi, les élus municipaux seront mis dans des conditions optimales pour s'entraîner à la gestion des risques auxquels sont soumis leurs territoires,

- une veille liée à la réglementation en matière de prévention et de gestion des risques majeurs ainsi qu'un retour d'expérience sur tous les événements exceptionnels d'origine naturelle ou technologique qui impacteraient le territoire métropolitain, en premier, mais aussi d'autres événements sur d'autres territoires de la région.

- l'organisation de séances d'information destinées aux élus et aux fonctionnaires sur les risques majeurs sous format de « petits-déjeuners ».

En conséquence, et au regard des partenariats engagés depuis plusieurs années avec cet organisme, il est proposé de renouveler l'adhésion en 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de l'association CYPRES, et d'approuver le montant de la cotisation afférente, d'un montant de 30.000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 011-1453/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative à l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'environnement et paiement de leurs cotisations 2016 ;
- La délibération n° ENV 001-2085/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 relative à la définition d'une politique métropolitaine de prévention et de gestion des risques ;
- La délibération n° ENV 008-2218/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 relative au renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'environnement et paiement de leurs cotisations 2017 ;
- La délibération n° ENV 002-3739/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 relative au renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au CYPRES et paiement de la cotisation 2018 ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Que les actions de cette association représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement, de prévention des risques industriels et de protection de l'environnement.
- Qu'il convient dès lors de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de l'association CYPRES.
- Qu'il convient d'autoriser le règlement de la cotisation au titre de l'exercice 2019.

## Délibère

### Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Centre d'Information pour la Prévention des Risques Majeurs (CYPRES) pour 2019 ainsi que le règlement de la cotisation d'un montant de 30 000 euros.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain 01 en section de fonctionnement, chapitre 011 - Fonction 74 - Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## ENV 016-6174/19/BM

### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Création d'une centrale photovoltaïque en autoproduction autoconsommation collective à Frais Vallon" (Marseille 13<sup>ème</sup>) MET 19/11041/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

En 2015, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, fusionnée au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 a remporté un Appel à Manifestations d'Intérêt (AMI) appelé « Villes et Territoires Durables » lancé par le Secrétariat Général Pour l'Investissement via l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).

L'objectif de l'AMI est de promouvoir la transition énergétique dans les Quartiers Prioritaires de la politique de la Ville (QPV).

Le projet proposé par la Métropole s'appelle SIRIUS (pour Système d'Innovation par les Réseaux d'Intelligence Urbaine et de Services) et le partenaire principal est le bailleur social Habitat Marseille Provence (HMP).

Ce projet porte exclusivement sur des actions innovantes permettant à terme *un gain de 500€/an pour chaque logement du quartier*.

Il est élaboré en complément d'une opération plus vaste de renouvellement urbain financée par l'ANRU et pilotée par le GIP Marseille Rénovation Urbaine pour le compte de la Métropole.

Il a pour objectif d'améliorer le « reste pour vivre » des habitants en utilisant des montages opérationnels innovants : coopérative, participation des habitants, etc.

SIRIUS est également lauréat du programme régional FLEXGRID qui a pour objectif de mobiliser des moyens et des acteurs autour de projets de Smart Grids.

La première action de ce programme est la création d'une centrale photovoltaïque (PV) en autoproduction autoconsommation collective qui concernerait les logements sociaux mais aussi les écoles du quartier Frais Vallon, Marseille (13<sup>e</sup>), et le collège.

L'autoproduction autoconsommation veut dire que l'on consomme soi-même l'énergie que l'on a produit soi-même.

Pour ce projet, cela veut dire que l'électricité produite sur les toitures des logements, des écoles et du collège sera consommée par ce même quartier, par les habitants des logements.

Une première étude technique menée en 2018 a permis de définir les chiffres suivants :  
Puissance installée : 900 kW (5 600 m<sup>2</sup> de panneaux)  
Taux d'autoconsommation : 90 % (kWh solaire PV autoconsommée / kWh solaire PV total)  
Taux d'autoproduction : 25 % (kWh solaire PV autoconsommée / kWh total)

Selon cette même étude, le coût de l'électron qui sera produit par cette centrale PV et qui viendra donc alimenter les 1 350 logements du quartier sera de **7,6 cts€/kWh HT** alors que le coût de ce même électron aujourd'hui issu du réseau est de **18 cts€/kWh HT**.

Alors que l'Etat a confirmé il y a quelques semaines une nouvelle augmentation de 5,9 % du prix de l'électricité en juin, la création de cette centrale PV à Frais Vallon permettra, elle, de faire économiser 15€/an pour chaque logement.

A la suite de cette étude technique, une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) à la création de la centrale PV va être lancée par la Métropole à l'été 2019.

Le prestataire, AMO auprès de la Métropole, aura pour missions principales :

1. Rédaction de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) qui permettra de sélectionner l'opérateur PV qui réalisera la centrale,
2. Rédaction des principaux documents constitutifs de la Coopérative.

La création d'une structure juridique est une obligation légale pour des projets de cette nature.

Elle doit regrouper les producteurs et les consommateurs de l'électricité produite. C'est cette structure qui portera l'investissement et qui assurera l'exploitation de la centrale. Elle pourra également

porter des missions annexes de sensibilisation ou de services énergie auprès des habitants.

3. Lancement de l'AMI et analyse des offres des opérateurs PV.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région SUD PACA et de de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière.

Le coût prévisionnel de l'étude est de 100 000 euros.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur	70 %	70 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	30 000 euros
Total financement	100 %	100 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération ENV001-3648/18/CM du 22/03/2018 portant l'organisation de la compétence Energie ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ENV 001-2396/17/CM du 13 juillet 2017 portant création de l'opération relative à la centrale photovoltaïque en autoproduction autoconsommation collective à Frais Vallon ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération « Création d'une centrale photovoltaïque en autoproduction autoconsommation collective à Frais Vallon (Marseille 13<sup>ème</sup>) » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, la Région Sud Provence Alpes-Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'ADEME ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette étude puis de l'opération d'investissement.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Primitif 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Opération 2017107000 : Sous politique : G610 - Nature : 4581171070

La recette correspondante sera inscrite au Budget Primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – section d'investissement – Sous-Politique G610- Opération 2017107000 – Nature 1312 – Fonction 74.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ENV 017-6175/19/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention à l'association Les Amis d'Enercoop Paca - Approbation d'une convention**

#### **MET 19/11028/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée en 2017, l'association « Les Amis d'Enercoop Paca » a pour objectif de soutenir le développement de projets de production d'énergie renouvelable en région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans lesquels les citoyens et les collectivités sont au cœur de la démarche.

Pour cela, l'association accompagne l'émergence et la réalisation de projets participatifs de production d'énergie renouvelable sur le territoire régional en travaillant en partenariat avec différents acteurs : experts de l'énergie, collectivités territoriales, acteurs de l'énergie citoyenne, spécialistes du financement. En particulier, l'association est intervenue sur le territoire métropolitain lors d'un 1<sup>er</sup> premier projet réalisé en 2017-2018 avec l'appui financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de l'ADEME.

#### **Le développement de la production d'énergie renouvelable : un objectif métropolitain**

Le développement des énergies renouvelables est inscrit dans la loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte du 18 août 2015 qui prévoit de porter la part des énergies renouvelables à plus de 30% de la consommation énergétique française d'ici 2030. Cette loi encourage notamment le financement participatif dans les sociétés de projet de production d'énergie renouvelable, dans ses articles 109 et 111.

La Région SUD a décliné cet objectif au sein du SRCAE avec un objectif de production électrique d'énergies renouvelables de 14,6 TWh pour 2020 et 20,6 TWh d'ici 2030. Concernant la filière photovoltaïque, la production en 2016 a été de 1355 GWh/an et la Région vise un objectif de 2760 GWh/an

à horizon 2020, soit le doublement de la production sous 3 ans.

La Métropole, riche d'un très fort potentiel de production d'énergie renouvelable, notamment photovoltaïque, se doit de contribuer largement à cet objectif et cela constitue l'un des volets du Plan Climat Air Énergie Métropolitain en construction.

Cependant, la massification de la production d'énergie renouvelable ne saurait être portée uniquement par la Métropole. C'est un foisonnement de projets qui permettra d'atteindre cet objectif, reposant sur une diversité d'acteurs : opérateurs privés, communes, collectifs citoyens, associations, etc. Les projets participatifs constituent un levier, parmi d'autres, pour contribuer aux objectifs métropolitains.

#### **Les projets citoyens de production d'énergie renouvelable : pourquoi ?**

Les projets photovoltaïques peuvent se distinguer en 3 catégories (hors installation individuelle des particuliers) :

- Les grands projets : Centrales au sol d'une puissance de plusieurs méga Watts (MW) ;
- Les projets de taille moyenne : grandes toitures industrielleS et ombrières de parking (de 500 kW à quelques MW) ;
- Les petits projets : toitures tertiaires ou d'habitation (100 à 500 kW)

Les grands projets présentent généralement un équilibre économique suffisant pour que ce secteur d'activité soit principalement occupé par des opérateurs privés. Si les taux de rentabilité ont largement diminué, ils permettent de couvrir les frais de développement importants inhérents à ce type de projet.

Certains projets de tailles moyennes (par effet de seuil lié aux appels d'offre de la Commission de Régulation de l'Énergie par exemple) et les petits projets pour leur part, trouvent plus difficilement un modèle économique viable sans une part de développement bénévole ou l'acceptation d'une rentabilité plus faible.

Dans un contexte où les centrales au sol posent un certain nombre de questions et où il existe un consensus pour mettre l'effort sur les sites anthropisés, en premier lieu les toitures et ombrières, il convient d'accompagner l'émergence de ces projets dont le portage citoyen peut être une réponse appropriée à l'équilibre économique.

De plus en plus, en France, des habitants, collectivités et acteurs locaux se rassemblent pour produire ensemble une énergie renouvelable locale, plus respectueuse des personnes et de l'environnement. Tournés vers l'intérêt général avant tout, ils ouvrent le financement et la gouvernance des projets aux citoyens qui souhaitent s'y investir : ce sont les projets citoyens.

Dans ces projets, les acteurs locaux (habitants, collectivités, entreprises...) sont impliqués dès le début du projet, ils en sont les principaux partenaires. Concernant le capital, il est détenu en majorité par des particuliers, des collectivités et des entreprises locales. Si cela permet un équilibre économique des projets cela en garantie également une meilleure maîtrise locale.

Les avantages et retombées locales de tels projets sont multiples :

- Produire localement et consommer « sa propre énergie »
- Partager collectivement les bénéfices d'une ressource commune, appartenant à tous et maintenir les richesses dans les territoires
- Mobiliser l'épargne pour un développement local
- Maîtriser de façon démocratique les décisions en faveur de l'intérêt collectif local
- Impliquer chacun dans la transition énergétique et faciliter la compréhension des enjeux.

Avec ce modèle, il est possible d'avoir 100% des retombées économiques dans les territoires, pour des projets qui ne verraient pas le jour autrement.

En complément à ces avantages, ces projets constituent pour la collectivité une opportunité :

- de valoriser son patrimoine ;
- de faciliter l'acceptation locale des projets d'énergies renouvelables ;
- d'associer et d'impliquer le tissu local.

### **Le projet présenté par l'association**

Le projet présenté par l'association consiste à faire émerger des projets de moyennes puissances et accompagner les démarches citoyennes en parallèle de l'identification de site potentiel pour porter ces projets.

Les projets citoyens d'énergies renouvelables concernent en grande majorité des installations de puissance limitée, quelques centaines de kW. L'association « Les Amis d'Enercoop PACA » a pour objectif d'accompagner les citoyens au développement de projets citoyens sur le segment des moyennes puissances à fort potentiel mais délaissé par les grands opérateurs.

Pour cela l'association propose les actions suivantes :

- L'identification et l'analyse de sites potentiels identifiés en partenariat avec la Métropole et les collectivités locales.
- Accompagner l'émergence de structure citoyenne en capacité de se positionner comme porteur des projets identifiés

- Proposer un soutien à l'ingénierie des structures ainsi créer pour la concrétisation d'opération dès 2020.

Pour toutes ces raisons et dans la continuité du travail effectué en 2017 et 2018 (identification d'une grappe potentielle [Venelles] et de groupe citoyen volontaire [Marseille, La Ciotat], il apparaît intéressant d'encourager la continuité de l'action portée par une association locale sur notre territoire, en coordination avec la Région Sud et l'ADEME.

Dans cet objectif, il a été décidé d'établir une convention avec Les Amis d'Enercoop Paca, destinée à soutenir financièrement son projet de promotion des projets citoyens de production d'énergie photovoltaïque sur le territoire métropolitain.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver cette convention et d'accorder à l'association Les Amis d'Enercoop Paca une subvention de 9 984 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération ENV001-3648/18/CM du 22 mars 2018 portant l'organisation de la compétence Energie ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que les projets citoyens constituent un levier intéressant pour le développement de la production locale d'énergie renouvelable sur le territoire, dans l'optique d'une transition énergétique bénéfique à l'économie locale

- Que le territoire manque de structures associatives d'animation et d'accompagnement de tels projets et que cette nouvelle association est née de la volonté des acteurs de référence dans le domaine des énergies citoyennes
- Que la démarche de l'association Les Amis d'Enercoop Paca est soutenue par la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur et l'ADEME

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est attribuée à l'association Les Amis d'Enercoop Paca une subvention de 9 984 euros au titre de l'exercice 2019.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs 2019 établie entre la Métropole et l'association Les Amis d'Enercoop Paca, ci-annexée.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget métropolitain 2019, sous-politique G910, nature 65748, fonction 758.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## ***Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"***

\*\*\*\*\*

DEA 001-6176/19/BM

■ **Approbation de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le chemin du Chalet Suisse, la suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat et l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le secteur de la Grande Bastide sur la commune de Fuveau**  
**MET 19/11064/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune de Fuveau au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à



l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 002-3665/18/BM, une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée pour trois opérations :

- l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin du Chalet Suisse,
- la suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat,
- l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le secteur de Grande Bastide.

Cette convention portait sur une enveloppe globale initiale de travaux de :

- 279.398,00€ HT pour la compétence eau potable,
- 890.610,00€ HT pour la compétence assainissement.

Par délibération n°FAG 018-4722/18/BM, le Bureau de la Métropole a approuvé un premier avenant à cette convention afin de prendre en compte les prestations complémentaires rendues nécessaires par le déroulement des chantiers, ainsi que d'ajuster la répartition entre les compétences eau potable et assainissement en fonction des travaux à réaliser. Ce premier avenant portait l'enveloppe globale des travaux à :

- 224.073€ HT pour la compétence eau potable,
- 963.966,29€ HT pour la compétence assainissement.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant n°2 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la Commune de Fuveau.

En effet, et concernant l'opération de suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat, des travaux supplémentaires ont été rendus nécessaires pour s'adapter aux aléas de chantier et pour satisfaire aux prescriptions techniques du délégataire et du maître d'ouvrage.

D'autre part, l'opération d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement chemin du Chalet Suisse avait été engagée avant le transfert des compétences eau et assainissement. Il convient d'ajuster les montants de la convention aux dépenses réellement constatées par la commune et soumises au remboursement de la Métropole. En effet, s'agissant d'une opération engagée avant le transfert des compétences eau et assainissement, les dépenses effectuées avant le transfert des compétences ne donnent pas lieu à remboursement.

L'enveloppe globale de la convention de base est ainsi portée de 1.170.008,00€HT, soit 1.404.009,60€ TTC à

980.450,49 € HT, soit 1.176.540,59€ TTC, soit une baisse globale de 16,2%, répartis comme suit :

- Pour la compétence eau potable, 130 897,60 € HT, soit 157 077,12€ TTC, soit une baisse de 41,6% par rapport à l'avenant 1 et une baisse de 53,2% par rapport à la convention initiale
- Pour la compétence assainissement, 849 552,89€ HT, soit 1 019 463,47€ TTC, soit une baisse de 11,9% par rapport à l'avenant 1 et une baisse de 4,6% par rapport à la convention initiale

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 portant approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 018-4722/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée relative à l'opération Grande Bastide, opération du Chalet Suisse, opération du Grand Vallat sur la commune de Fuveau ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant n°2 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) n°18/0376 avec la commune de Fuveau pour l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le chemin du Chalet Suisse, la suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat et l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le secteur de la Grande Bastide.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) n°18/0376 avec la commune de Fuveau pour l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le chemin du Chalet Suisse, la suppression du réseau d'eaux usées dans le Grand Vallat et l'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le secteur de la Grande Bastide.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 002-6177/19/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°18/228 pour l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches et pour l'opération de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et construction d'un bassin d'orage sur la commune de Bouc-Bel-Air  
MET 19/11065/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit

aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune de Bouc-Bel-Air au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé par délibération n° FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018, une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) avec la commune de Bouc-Bel-Air, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, portant sur deux opérations :

- reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches,
- démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et construction d'un bassin d'orage.

Cette convention portait sur une enveloppe globale initiale de travaux de :

- 2.314.617,50€ HT pour la compétence eau potable,
- 263.000,00€ HT pour la compétence assainissement.

Par délibération n°FAG 012-4267/18/BM du 18 octobre 2018, le Bureau de la Métropole a approuvé un premier avenant à cette convention afin de prendre en compte les surcoûts liés au désamiantage de l'unité à démanteler. Ce premier avenant portait l'enveloppe affectée à la compétence eau potable à 2.516.881€ HT et n'affectait pas l'enveloppe de la compétence assainissement.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un nouvel avenant à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée au bénéfice de la commune de Bouc-Bel-Air.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour objet de modifier l'annexe financière à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée conclue avec la commune de Bouc-Bel-Air et, plus précisément, le plan de financement de l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches.

En effet, concernant l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches, le plan de financement initial ne comprenait pas la réalisation des essais de garantie permettant de vérifier la bonne atteinte des performances par la nouvelle unité. De plus, certaines prestations indispensables à la bonne réalisation de l'opération n'avaient pas été prises en compte dans l'enveloppe financière : contrôle technique, SPS, etc. ; ces prestations donnant lieu à remboursement de la Métropole, il convient de les intégrer dans l'enveloppe de la convention. Enfin, il convient d'intégrer les surcoûts liés au retard de déplacement du pont de livraison d'électricité par ENEDIS qui ont entraîné une modification substantielle du planning d'exécution. Corrélativement, s'agissant d'une opération qui avait été engagée avant le transfert des compétences eau et assainissement, il convient d'ajuster l'enveloppe financière des sommes qui avaient été payées avant le transfert de compétences

L'ensemble de ces éléments porte ainsi l'enveloppe de l'opération de 2.516.880,83€ HT, soit 3.020.257,00€ TTC à 2.574.261,00€ HT, soit 3.089.113,20€ TTC, imputée uniquement sur le budget de l'eau potable.

Concernant l'opération de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et de construction d'un bassin d'orage, il s'agit d'intégrer les coûts supplémentaires liés à des modifications en cours de chantier afin d'améliorer et de sécuriser l'exploitation des ouvrages. Le coût de ces travaux supplémentaires porte le montant de l'opération de 263.000,00€HT, soit 315.600,00€TTC à 276.650,00€HT, soit 331.980,00€TTC, imputé sur le budget de l'assainissement.

L'enveloppe globale de la convention est ainsi portée de 2.779.880,83€ HT, soit 3.335.857,00€TTC à 2.853.827,00€ HT, soit 3.424.592,40€ TTC, soit une augmentation globale de 2,7%, répartis comme suit :

- Pour la compétence eau potable, 2.574.261,00€ HT, soit 3.089.113,20€ TTC, soit une augmentation de 2,3% par rapport à l'avenant 1 ;
- Pour la compétence assainissement, 279.566,00€ HT, soit 335.479,20€ TTC, soit une augmentation de 6,3% par rapport à l'avenant 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018 portant approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien

- et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération n°FAG 012-4267/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative aux opérations de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches, de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et de construction d'un bassin d'orage sur la commune de Bouc-Bel-Air.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un nouvel avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°18/228 pour l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches et pour l'opération de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et construction d'un bassin d'orage sur la commune de Bouc-Bel-Air.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n°18/228 pour l'opération de reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches et pour l'opération de démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et construction d'un bassin d'orage sur la commune de Bouc-Bel-Air.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21311
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 2138

Les recettes afférentes seront constatées sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 003-6178/19/BM**

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la reprise du réseau d'eau potable dans le cadre du réaménagement de l'avenue Frédéric Mistral à Coudoux**

**MET 19/11063/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune de Coudoux au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives

aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Depuis février 2019, la Commune de Coudoux s'est engagée dans le réaménagement de la portion effondrée de l'avenue Frédéric Mistral. En effet, cette voie a subi des dommages dont les conséquences empêchent une circulation normale sur cet axe.

La mise en œuvre de ces travaux nécessite, préalablement, le renouvellement du réseau d'eau potable existant et vétuste.

La part des travaux incombant à la Métropole est estimée à 60.602,00€HT, soit 72.722,40€TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la reprise du réseau d'eau potable dans le cadre du réaménagement de l'avenue Frédéric Mistral à Coudoux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

- Qu'il convient d'établir une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la reprise du réseau d'eau potable dans le cadre du réaménagement de l'avenue Frédéric Mistral à Coudoux.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la reprise du réseau d'eau potable dans le cadre du réaménagement de l'avenue Frédéric Mistral à Coudoux.

##### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

##### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 004-6179/19/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'opération de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau  
MET 19/11066/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération

intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1er janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune des Pennes Mirabeau au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n° FAG 017-3020/17/BM, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage portant sur diverses opérations de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 1.611.146,69€HT, soit 1.633.376,03€TTC sans précision sur la répartition entre les différentes compétences.

Par délibération n°FAG 022-4726/18/BM, le Bureau de la Métropole a approuvé un premier avenant à cette convention afin de mettre à jour les opérations réellement concernées par le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ainsi que d'établir la répartition des dépenses entre les compétences : Eau potable, Assainissement et Pluvial. Ce premier avenant portait l'enveloppe globale des travaux à :

- 64.535€HT, soit 77.442,00€TTC pour la compétence eau potable,
- 612.804,00€HT, soit 735.364,80€TTC pour la compétence assainissement,
- 144.502,00€HT, soit 173.402,40€TTC pour la compétence eaux pluviales.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un nouvel avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation d'opération de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau.

En effet, une erreur matérielle a été identifiée sur l'opération n° 3 portant sur les extensions des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur la RD368 : le montant indiqué à la convention au titre de la compétence assainissement est inférieur aux sommes déjà remboursées par la Métropole. Afin de permettre aux parties de clôturer cette opération et de mettre en œuvre les derniers remboursements, il convient de corriger cette erreur.

L'enveloppe globale de la convention est ainsi portée de 821.841,00€HT, soit 986.209,20€TTC à 867.865,00€HT, soit 1.041.438,00€TTC, soit une augmentation globale de 5,6%, impactant uniquement l'enveloppe de la compétence assainissement :

- le montant affecté à la compétence assainissement est porté de 612.804,00€HT, soit 735.364,80€TTC à 658.828,00€HT, soit 790.593,60€TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 portant approbation des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 022-4726/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'opérations de travaux dans le domaine de l'eau et l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant n°2 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0062 pour la réalisation d'opération de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 ci annexé à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0062 pour la réalisation d'opération de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 005-6180/19/BM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage n°18/0375 pour la réalisation des réseaux d'eau potable, d'assainissement et de pluvial au niveau de l'entrée de ville de Belcodène sur la commune de Fuveau**

#### **MET 19/11084/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et

assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune de Fuveau au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole a approuvé, par délibération n°FAG 002-3665/18/BM, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage portant sur l'opération de réalisation des réseaux d'eau potable, d'assainissement et de pluvial au niveau de l'entrée de ville de Belcodène sur la commune de Fuveau. Cette convention portait sur une enveloppe globale de travaux de 143.009,00€HT, soit 171.610,80€TTC répartis comme suit :

- pour la compétence eau potable, 22.352,00€HT, soit 26.822,40€TTC,
- pour la compétence assainissement, 35.607,00€HT, soit 42.728,40€TTC,
- pour la compétence eaux pluviales, 85.050,00€HT, soit 102.060,00€TTC.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage initiale au bénéfice de la Commune de Fuveau.

En effet, au cours de l'exécution du chantier, la commune a été amenée à constater des plus-values et des moins-values par rapport aux quantités initialement estimées. De plus, des travaux

supplémentaires ont été rendus nécessaires pour satisfaire aux prescriptions techniques du délégataire et du maître d'ouvrage.

Enfin, cet avenant permet aussi de corriger une erreur matérielle d'affectation des montants concernant la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI).

L'enveloppe globale de la convention est ainsi portée de 143.009€HT à 163.555€HT, soit une augmentation globale de 14,4%, répartis comme suit :

- une augmentation de 27,1% pour la compétence eau potable, portée à 28.400€HT, soit 34.080€TTC,
- une augmentation de 14,1% pour la compétence assainissement, portée à 40.615€HT, soit 48.738€TTC,
- une augmentation de 5,8% pour la compétence eaux pluviales, portée à 89.975€HT, soit 107.970€TTC,
- une enveloppe portée à 4.565€HT, soit 5.478€TTC pour la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 002-3665/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 portant approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**



**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0375 avec la commune de Fuveau pour la réalisation des réseaux d'eau potable, d'assainissement et de pluvial au niveau de l'entrée de ville de Belcodène.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage n°18/0375 avec la commune de Fuveau pour la réalisation des réseaux d'eau potable, d'assainissement et de pluvial au niveau de l'entrée de ville de Belcodène.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- le Budget de État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909,
- le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182908, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI908,

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 006-6181/19/BM**

**■ Approbation d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la reprise des réseaux humides dans le cadre du réaménagement de la Route du Plan à Peyrolles-en-Provence**

**MET 19/11087/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

L'exercice de cette compétence était, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018, réalisé par la commune de Peyrolles-en-Provence au moyen d'un contrat de délégation de service public. Depuis cette date, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe, assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée ou de Transfert Temporaire de Maîtrise

d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

En 2018, la commune de Peyrolles-en-Provence a engagé des études en vue du réaménagement de la route du Plan. Cette opération concerne la réfection de la voirie, les aménagements urbains et paysagers, la sécurité, par réduction de la vitesse, et la qualité de l'espace public, par amélioration de l'accessibilité et piétonisation. La mise en œuvre de ces aménagements nécessite, préalablement, le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement existants, mais aussi l'amélioration du réseau pluvial afin de gérer les flux rencontrés.

Ces travaux sont estimés à :

- 38.478,00€HT, soit 46.173,60€TTC pour l'eau potable,
- 55.067,00€HT, soit 66.080,40€TTC pour l'assainissement,
- 166.415,00€HT, soit 199.698,60€TTC pour le pluvial.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la reprise des réseaux humides dans le cadre du réaménagement de la route du Plan à Peyrolles-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la reprise des réseaux humides dans le cadre du réaménagement de la route du Plan à Peyrolles-en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la nouvelle convention, ci-annexée, de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour la reprise des réseaux humides dans le cadre du réaménagement de la route du Plan à Peyrolles-en-Provence.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout autre document y afférent.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- le budget annexe de l'Eau - Territoire du Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21531,
- le budget annexe de l'Assainissement - Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 10, nature 21532,
- le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909,

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 007-6182/19/BM**

**■ Approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée et d'avenants relatifs à la réalisation par les communes d'équipements relevant de la compétence Assainissement des Eaux Pluviales**  
**MET 19/11142/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine

naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Eau Pluviale » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement des eaux pluviales, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L

2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de 4 nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguées, de 3 nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, de 6 avenants concernant 9 communes du Territoire du Pays Salonais et 17 opérations au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales.

Les conventions et avenants sont présentés dans les tableaux récapitulatifs joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la conclusion de quatre nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguées, de 3 nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, de 6 avenants concernant 9 communes du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, ci-annexée, avec la commune de Lamanon, portant sur l'opération suivante :

- Requalification de la « Grand'Rue » :

L'opération consiste en l'aménagement et la mise aux normes de la « Grand'Rue » comprenant la création d'un réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des études et des travaux s'élèvent pour la part pluviale à : 33 468,00 euros TTC

### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage N°18/0583, ci-annexé, avec la commune de Lamanon, portant sur l'opération suivante :

- Requalification de la RD72f :

Le présent avenant a pour objet de modifier le plan de financement prévisionnel et le planning de réalisation des travaux initialement programmés en 2018.

Le coût final des travaux s'élevant pour la part pluviale à la somme de 14 920.50 euros TTC au lieu de 38 120.04 euros TTC initialement prévu.

### **Article 3 :**

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, ci-annexée, avec la commune de Sénas, portant sur l'opération suivante :

- Aménagement du centre-ville :

L'opération consiste à la requalification du centre-ville comprenant l'aménagement du réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des études et des travaux s'élèvent pour la part pluviale de cette opération à : 47 573,00 euros TTC.

### **Article 4 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune de Rognac, portant sur les opérations suivantes :

- Boulevard du Vallat de la Chapelle :

Les travaux concernent la réparation du réseau pluvial du Boulevard du Vallat de la Chapelle sur 20 mètres linéaires.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 17 072.46 euros TTC

- Montée du Belvédère :

Les travaux concernent la création du réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 94 543,29 euros TTC

### **Article 5 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage N°18/0810, ci-annexé avec la commune de Rognac, portant sur l'opération suivante :

- Dans le cadre de l'aménagement du réseau pluvial situé sur le Boulevard Frédéric Mistral à Rognac, il est apparu nécessaire de valoriser le montant des travaux de 3 937,76 euros TTC.

Le coût final des travaux s'élevant pour le part pluvial à la somme de 99 937,76 €/TTC.

### **Article 6 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage N°18/0816, ci-annexé, à conclure avec la Commune de Velaux, portant sur les opérations suivantes :

- Dans le cadre de l'aménagement du réseau pluvial situé sur les avenues Andraud et République, sur la commune de Velaux, il est apparu nécessaire de réajuster le plan de financement prévisionnel et le planning des travaux.

Les montants des travaux et le phasage des demandes de remboursement sont réajustés sur les années 2019 et 2020, comme suit :

- 59 661,00 euros TTC pour l'année 2019
- 49 054,58 euros TTC pour l'année 2020

Soit un total de 108 715,58 euros TTC.

### **Article 7 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée avec la commune de La Fare les Oliviers, portant sur les opérations suivantes :

- Moulin du Pont :

Les travaux concernent la réfection du fossé du Moulin du Pont.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 11 374,00 euros TTC

- Décanteur lamellaire – bassin de rétention St Exupéry :

Les travaux concernent la réhabilitation du décanteur lamellaire et du bassin de rétention de St Exupéry.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 75 600,00 euros TTC

- Chemin des Ferrages :  
Les travaux concernent la création du réseau pluvial

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 6 948,00 euros TTC

#### **Article 8 :**

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, ci-annexée avec la commune de Mallemort, portant sur l'opération suivante :  
- Rue Joliot Curie :  
Les travaux concernent la réfection complète de la voirie.

Le montant prévisionnel des travaux pour la partie pluviale s'élève pour cette opération à : 180 000,00 euros

#### **Article 9 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune de Lançon-Provence, portant sur les opérations suivantes :  
- RD19 Av de la 1ère armée :  
L'opération consiste en la création d'un réseau pluvial pour neutraliser l'inondation d'un riverain;

Le montant prévisionnel s'élève pour cette opération à : 26 436,00 euros TTC

- Boulevard des Oliviers (Val de Sibourg):  
L'opération consiste à redimensionner des réseaux pluviaux;

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour cette opération à : 20 803,20 euros TTC

#### **Article 10 :**

Est approuvé l'avenant N°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage N°19/023, ci-annexé avec la commune de Lançon-Provence, portant sur les opérations suivantes :

- Chemin des Pinèdes :

Dans le cadre de l'aménagement de l'extension du réseau pluvial situé sur le chemin des Pinèdes, sur la commune de Lançon-Provence, il est apparu nécessaire de réajuster le plan de financement prévisionnel ainsi que le planning de réalisation des travaux.

Les montants des études, des travaux et le phasage des demandes de remboursement sont réajustés, comme suit :

- Pour la Maîtrise d'œuvre : 1 706,40 euros TTC
- Pour les travaux : 63 602,40 euros TTC

Soit un total de 65 308,80 euros TTC

#### **Article 11 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune de Pélissanne, portant sur l'opération suivante :

- Rue Puits de Roubion:

L'opération consiste en la création d'un réseau pluvial;

Le montant prévisionnel s'élève pour cette opération à : 34 999,00 euros TTC

#### **Article 12 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée N°19/0056, ci-annexé avec la commune de Pélissanne, portant sur les opérations suivantes :

- Dans le cadre de l'aménagement du réseau pluvial situé sur la rue Eugène Pelletan, sur la commune de Pélissanne, il est apparu nécessaire de réajuster le plan de financement prévisionnel et le planning de réalisation des travaux.

Le phasage des demandes de remboursement est réajusté comme suit :

- 33 155 euros TTC pour l'année 2019
- 68 154 euros TTC pour 2020
- 8 875 euros TTC pour 2021

Soit un total de 110 184,00 euros TTC.

#### **Article 13 :**

Est approuvé l'avenant N°1 à la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage N°18/0901, ci-annexé avec la commune de Berre l'Etang, portant sur l'opération suivante :

- Dans le cadre de la rénovation et la création du réseau pluvial situé au Hameau de Mauran, sur la commune de Berre l'Etang, il est apparu nécessaire de réajuster le plan de financement prévisionnel et le planning de réalisation des travaux.

Le phasage des demandes de remboursement est réajusté sur les années 2019 à 2023, comme suit :

- 94 752,00 euros TTC pour les années 2019 à 2022
- 72 492,00 euros TTC pour l'année 2023

Soit un total de 451 500,00 euros TTC.

#### **Article 14 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions et les avenants susmentionnés et ci-annexés.

#### **Article 15 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 16 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2019 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Opération n° 2018301500 - Nature 21538 - Fonction 734.

La recette correspondante sera constatée au Budget BPMF 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 008-6183/19/BM**

■ **Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune d'Auriol d'équipements relatifs à la compétence "Eau Pluviale"**

#### **MET 19/11310/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune d'Auriol a souhaité engager des opérations de création, d'extension et de renouvellement sur le réseau et les ouvrages pluviaux afin d'accompagner ses travaux d'aménagement de voirie et de requalification des espaces publics.

Ces opérations nouvelles consistent en :

1. Travaux de rénovation du réseau pluvial – RD560 pont de Joux,
2. Travaux d'amélioration du réseau pluvial – Chemin de l'Horloge, de Gannerre, ...

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » incluant l'Eau Pluviale depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « Eau Pluviale », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Auriol ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise

d'ouvrage afférentes aux opérations, objet de la présente convention, afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations peut être réglée par une convention distincte de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens du II de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 27 547 € T.T.C.

Cette délibération vise à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage consentie pour la durée des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune d'Auriol approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations « Eau Pluviale » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu' il convient d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune d'Auriol.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est d'approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune d'Auriol ci-annexée.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous actes y afférents.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194018 opération « Pluvial compétences transférées ». Les crédits sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194018 opération « Pluvial compétences transférées » pour un montant global relatif à la compétence transférée eau pluviale de 572 696 euros qui relève de la part métropolitaine.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 27 547 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 009-6184/19/BM**

■ **Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Peypin d'équipements relatifs à la compétence "Eau Pluviale"**

#### **MET 19/11311/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Peypin a souhaité engager des opérations de création, d'extension et de

renouvellement sur le réseau et les ouvrages pluviaux afin d'accompagner ses travaux d'aménagement de voirie et de requalification des espaces publics.

Ces opérations nouvelles consistent en :

3. Travaux de rénovation du réseau pluvial – Avenue des Marquis,
4. Travaux d'amélioration du réseau pluvial.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » incluant l'Eau Pluviale depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « Eau Pluviale », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peypin ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations, objet de la présente convention, afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations, peut être réglée par une convention distincte, de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens du II de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 92 488 € T.T.C.

Cette délibération vise à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage consentie pour la durée des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;



- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Peypin approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations « Eau Pluviale » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune de Peypin.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune de Peypin ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous actes y afférents.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194018 opération « Pluvial

compétences transférées » pour un montant global relatif à la compétence transférée eau pluviale de 572 696 euros qui relève de la part métropolitaine.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 92 488 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 010-6185/19/BM**

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Roquevaire d'équipements relatifs à la compétence "Eau Pluviale"**

**MET 19/11312/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de Roquevaire a souhaité engager des opérations de création, d'extension et de renouvellement sur le réseau et les ouvrages pluviaux afin d'accompagner ses travaux d'aménagement de voirie et de requalification des espaces publics.

Ces opérations nouvelles consistent aux travaux d'amélioration du réseau pluvial.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » incluant l'Eau Pluviale depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « Eau Pluviale », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Roquevaire ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations, objet de la présente convention, afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations peut être réglée par une convention distincte de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens du II de l'article 2 de la loi n° 85-

704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune. Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 50 000 euros T.T.C.

Cette délibération vise à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage consentie pour la durée des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Roquevaire approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations « Eau Pluviale » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune de Roquevaire.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune de Roquevaire ci-annexée.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous actes y afférents.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194018 opération « Pluvial compétences transférées » pour un montant global relatif à la compétence transférée eau pluviale de 572 696 euros qui relève de la part métropolitaine.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 50 000 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 011-6186/19/BM**

■ **Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune d'Aubagne d'équipements relatifs à la compétence "Eau Pluviale"**

#### **MET 19/11313/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune d'Aubagne a souhaité engager des opérations de création, d'extension et de renouvellement sur le réseau et les ouvrages pluviaux afin d'accompagner ses travaux d'aménagement de voirie et de requalification des espaces publics.

Ces opérations nouvelles consistent en :

5. Travaux de rénovation du réseau pluvial – Avenue de Verdun,
6. Travaux d'amélioration du réseau pluvial dans les quartiers,
7. Reprise du collecteur – Montée St Rose,
8. Mise en conformité des pompes de relevage.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » incluant l'Eau Pluviale depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « Eau Pluviale », la Métropole Aix Marseille Provence et la ville d'Aubagne ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations, objet de la présente convention, afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations peut être réglée par une convention distincte de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens du II de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 223 349 € T.T.C.

Cette délibération vise à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage consentie pour la durée des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune d'Aubagne en date du 22 mai 2019 approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations « Eau Pluviale » ;

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune d'Aubagne.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune d'Aubagne ci-annexée.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous actes y afférents.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194018 opération « Pluvial compétences transférées » pour un montant global relatif à la compétence transférée eau pluviale de 572 696 euros qui relève de la part métropolitaine.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 223 349 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 012-6187/19/BM**

**■ Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Saint-Zacharie d'équipements relatifs à la compétence "Eau Pluviale"**

**MET 19/11315/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de Saint-Zacharie a souhaité engager des opérations de création, d'extension et de renouvellement sur le réseau et les ouvrages pluviaux afin d'accompagner ses travaux d'aménagement de voirie et de requalification des espaces publics.

Ces opérations nouvelles consistent aux travaux d'amélioration du réseau pluvial – Chemin du Déguier.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » incluant l'Eau Pluviale depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « Eau Pluviale », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Zacharie ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations, objet de la présente convention, afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations peut être réglée par une convention distincte de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens du II de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 24 803 euros T.T.C.

Cette délibération vise à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage consentie pour la durée des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Zacharie approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations « Eau Pluviale » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune de Saint-Zacharie.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune de Saint-Zacharie ci-annexée.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous actes y afférents.

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194018 opération « Pluvial compétences transférées » pour un montant global relatif à la compétence transférée eau pluviale de 572 696 euros qui relève de la part métropolitaine.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 24 803 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 013-6188/19/BM**

■ **Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Cuges-les-Pins d'équipements relatifs à la compétence "Eau Pluviale"**

**MET 19/11316/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de Cuges-les-Pins a souhaité engager des opérations de création, d'extension et de renouvellement sur le réseau et les ouvrages pluviaux afin d'accompagner ses travaux d'aménagement de voirie et de requalification des espaces publics.

Ces opérations nouvelles consistent aux travaux d'amélioration du réseau pluvial.

En application des dispositions de l'article L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » incluant l'Eau Pluviale depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « Eau Pluviale », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cuges-les-Pins ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations objet de

la présente convention afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations peut être réglée par une convention distincte de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens du II de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 10 927 € T.T.C.

Cette délibération vise à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage consentie pour la durée des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Cuges-les-Pins approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations « Eau Pluviale » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune de Cuges-les-Pins.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune de Cuges-les-Pins ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous actes y afférents.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194018 opération « Pluvial compétences transférées » pour un montant global relatif à la compétence transférée eau pluviale de 572 696 euros qui relève de la part métropolitaine.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 10 927 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 014-6189/19/BM**

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de La Penne-sur-Huveaune d'équipements relatifs à la compétence "Eau Pluviale"**  
**MET 19/11317/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de La Penne-sur-Huveaune a souhaité engager des opérations de création, d'extension et de renouvellement sur le réseau et les ouvrages pluviaux afin d'accompagner ses travaux d'aménagement de voirie et de requalification des espaces publics.

Ces opérations nouvelles consistent aux travaux d'amélioration du réseau pluvial.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » incluant l'Eau Pluviale depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « Eau Pluviale », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Penne-sur-Huveaune ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations, objet de la présente convention, afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations peut être réglée par une convention distincte de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens du II de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 30 551 € T.T.C.

Cette délibération vise à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage consentie pour la durée des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de La Penne-sur-Huveaune approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations « Eau Pluviale » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune de La Penne-sur-Huveaune.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune de La Penne-sur-Huveaune ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous actes y afférents.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194018 opération « Pluvial compétences transférées » pour un montant global relatif à la compétence transférée eau pluviale de 572 696 euros qui relève de la part métropolitaine.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 30 551 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 015-6190/19/BM**

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Saint-Savournin d'équipements relatifs à la compétence "Eau Pluviale"**

**MET 19/11318/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de Saint-Savournin a souhaité engager des opérations de création, d'extension et de renouvellement sur le réseau et les ouvrages pluviaux afin d'accompagner ses travaux d'aménagement de voirie et de requalification des espaces publics.

Ces opérations nouvelles consistent aux travaux d'amélioration du réseau pluvial.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » incluant l'Eau Pluviale depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « Eau Pluviale », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint Savournin ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations, objet de la présente convention, afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations peut être réglée par une convention distincte de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens du II de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune est de 15 979 € T.T.C pour un montant « clecté » de 10 052 € T.T.C. La différence étant abondée par la section d'investissement de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Cette délibération vise à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage consentie pour la durée des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Savournin approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations « Eau Pluviale » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune de Saint Savournin.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages d' « Eau Pluviale » sur la commune de Saint Savournin ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous actes y afférents.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194018 opération « Pluvial compétences transférées » pour un montant global relatif à la compétence transférée eau pluviale de 572 696 euros qui relève de la part métropolitaine.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune est de 15 979 euros T.T.C pour un montant « clecté » de 10 052 euros T.T.C. La différence étant abondée par la section d'investissement de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 016-6191/19/BM**

**■ Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, de renouvellement ou de mise en conformité du réseau et des poteaux d'incendie sur la commune d'Auriol  
MET 19/11326/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune d'Auriol a souhaité engager des opérations de création et de mise en conformité de ses installations de DECI afin de maintenir le patrimoine des poteaux d'incendie fonctionnel et à disposition des services de secours.

Les travaux concernent :

- La réalisation de branchements et de canalisation en antenne sur le réseau d'Adduction d'Eau Potable ainsi que la fourniture et pose de poteaux ou bouches d'incendie. Les travaux s'inscrivent dans le maillage du territoire en collaboration avec les SDIS et permettent de répondre aux



- nouvelles demandes liées aux permis de construire ;
- La rénovation ou le renouvellement d'équipement dont le dysfonctionnement a été repéré lors des campagnes de contrôle des équipements ou lors de dégradations (accident, vandalisme...).

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » incluant la DECI depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « DECI », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Auriol ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations objet de la présente convention afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations peut être réglée par une convention distincte de maîtrise d'ouvrage déléguée au sens du II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 17 492 € T.T.C.

Cette délibération vise à approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée consentie pour la durée des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985, et notamment ses articles 3 à 5, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune d'Auriol approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations « DECI » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages de « DECI » sur la commune d'Auriol.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages de « DECI » sur la commune d'Auriol.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tous actes y afférents.

**Article 3 :**

Les crédits sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194017 opération « DECI compétences transférées » pour un montant global relatif à la compétence transférée (DECI) de 70 000 euros T.T.C qui relève de la part métropolitaine.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 17 492 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 017-6192/19/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, de renouvellement ou de mise en conformité du réseau et des poteaux d'incendie sur la commune de Saint-Zacharie MET 19/11328/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Saint-Zacharie a souhaité engager des opérations de création et de mise en conformité de ses installations de DECI afin de maintenir le patrimoine des poteaux d'incendie fonctionnel et à disposition des services de secours.

Les travaux concernent :

- La création de poteaux d'incendie et de son branchement sur la canalisation principale pour permettre de répondre aux nouvelles demandes liées aux permis de construire ;
- La rénovation ou la mise en conformité d'équipement dont le dysfonctionnement a été repéré lors des campagnes de contrôle des équipements ou lors de dégradations (accident, vandalisme,...).

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » incluant la DECI depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « DECI », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Zacharie ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations, objets de la présente convention, afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an

par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations peut être réglée par une convention distincte de maîtrise d'ouvrage déléguée au sens du II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune est de 29 100 € T.T.C pour un montant « clecté » de 8 638 € T.T.C. La différence étant abondée par la section d'investissement de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Cette délibération vise à approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée consentie pour la durée des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985, et notamment ses articles 3 à 5, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Zacharie approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations « DECI » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages de « DECI » sur la commune de Saint-Zacharie.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages de « DECI » sur la commune de Saint-Zacharie ci-annexée.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous actes y afférents.

### Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194017 opération « DECI compétences transférées » pour un montant global relatif à la compétence transférée (DECI) de 70 000 euros T.T.C qui relève de la part métropolitaine.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune est de 29 100 euros T.T.C pour un montant « clecté » de 8 638 euros T.T.C. La différence étant abondée par la section d'investissement de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## DEA 018-6193/19/BM

### **■ Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, de renouvellement ou de mise en conformité du réseau et des poteaux d'incendie sur la commune de Roquevaire MET 19/11331/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de Roquevaire a souhaité engager des opérations de création et de mise en conformité de ses installations de DECI afin de maintenir le patrimoine des poteaux d'incendie fonctionnel et à disposition des services de secours.

Les travaux concernent :

- La création de poteaux d'incendie et de son branchement sur la canalisation principale pour permettre de répondre aux nouvelles demandes liées aux permis de construire ;
- La rénovation ou la mise en conformité d'équipement dont le dysfonctionnement a été repéré lors des campagnes de contrôle des équipements ou lors de dégradations (accident, vandalisme,...).

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » incluant la DECI depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « DECI », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Roquevaire ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations, objet de la présente convention, afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations peut être réglée par une convention distincte de maîtrise d'ouvrage déléguée au sens du II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 11 897 € T.T.C.

Cette délibération vise à approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée consentie pour la durée des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985, et notamment ses articles de 3 à 5, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Roquevaire en approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations « DECI » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages de « DECI » sur la commune de Roquevaire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages de « DECI » sur la commune de Roquevaire ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous actes y afférents.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et

de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194017 opération « DECI compétences transférées » pour un montant global relatif à la compétence transférée (DECI) de 70 000 euros T.T.C qui relève de la part métropolitaine.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 11 897 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 019-6194/19/BM**

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, de renouvellement ou de mise en conformité du réseau et des poteaux d'incendie sur la commune d'Aubagne  
MET 19/11333/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune d'Aubagne a souhaité engager des opérations de création et de mise en conformité de ses installations de DECI afin de maintenir le patrimoine des poteaux d'incendie fonctionnel et à disposition des services de secours.

Les travaux concernent :

- la réalisation de branchements et de canalisation en antenne sur le réseau d'Adduction d'Eau Potable ainsi que la fourniture et pose de poteaux ou bouches d'incendie. Les travaux s'inscrivent dans le maillage du territoire en collaboration avec les SDIS et permettent de répondre aux nouvelles demandes liées aux permis de construire ;
- La rénovation ou le renouvellement d'équipement dont le dysfonctionnement a été repéré lors des campagnes de contrôle des équipements ou lors de dégradations (accident, vandalisme,...).

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » incluant la DECI depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « DECI », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aubagne ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la

continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations objet de la présente convention afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations peut être régie par une convention distincte de maîtrise d'ouvrage déléguée au sens du II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 99 627 € T.T.C

Cette délibération vise à approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée consentie pour la durée des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985, et notamment de ses articles 3 à 5, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune d'Aubagne en date du 22 mai 2019 approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations « DECI » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages de « DECI » sur la commune d'Aubagne.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages de « DECI » sur la commune d'Aubagne.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous actes y afférents.

#### **Article 3 :**

Les crédits sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194017 opération « DECI compétences transférées » pour un montant global relatif à la compétence transférée (DECI) de 70 000 euros T.T.C qui relève de la part métropolitaine.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 99 627 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 020-6195/19/BM**

**■ Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, de renouvellement ou de mise en conformité du réseau et des poteaux d'incendie sur la commune de La Penne-sur-Huveaune  
MET 19/11334/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de La Penne-sur-Huveaune a souhaité engager des opérations de création et de mise en conformité de ses installations de DECI afin de

maintenir le patrimoine des poteaux d'incendie fonctionnel et à disposition des services de secours.

Les travaux concernent :

- La création de poteaux d'incendie et de son branchement sur la canalisation principale pour permettre de répondre aux nouvelles demandes liées aux permis de construire ;
- La rénovation ou la mise en conformité d'équipement dont le dysfonctionnement a été repéré lors des campagnes de contrôle des équipements ou lors de dégradations (accident, vandalisme,...).

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » incluant la DECI depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « DECI », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Penne-sur-Huveaune ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations objet de la présente convention afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations peut être réglée par une convention distincte de maîtrise d'ouvrage déléguée au sens du II de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 10 549 € T.T.C.

Cette délibération vise à approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée consentie pour la durée des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de La Penne-sur-Huveaune approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations « DECI » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages de « DECI » sur la commune de La Penne-sur-Huveaune.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages de « DECI » sur la commune de La Penne-sur-Huveaune ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous actes y afférents.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194017 opération « DECI compétences transférées » pour un montant global relatif à la compétence transférée (DECI) de 70 000 euros T.T.C qui relève de la part métropolitaine.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 10 549 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 021-6196/19/BM**

#### **■ Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, de renouvellement ou de mise en conformité du réseau et des poteaux d'incendie sur la commune de Cuges-les-Pins MET 19/11335/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de Cuges-les-Pins a souhaité engager des opérations de création et de mise en conformité de ses installations de DECI afin de maintenir le patrimoine des poteaux d'incendie fonctionnel et à disposition des services de secours.

Les travaux concernent :

- La création de poteaux d'incendie et de son branchement sur la canalisation principale pour permettre de répondre aux nouvelles demandes liées aux permis de construire ;
- La rénovation ou la mise en conformité d'équipement dont le dysfonctionnement a été repéré lors des campagnes de contrôle des équipements ou lors de dégradations (accident, vandalisme,...).

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » incluant la DECI depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « DECI », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Cuges-les-Pins ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte

de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations, objet de la présente convention, afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations peut être réglée par une convention distincte de maîtrise d'ouvrage déléguée au sens du II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 7 619 € T.T.C.

Cette délibération vise à approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée consentie pour la durée des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985, et notamment ses articles 3 à 5, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Cuges-les-Pins approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations « DECI » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages de « DECI » sur la commune de Cuges-les-Pins.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages de « DECI » sur la commune de Cuges-les-Pins ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous actes y afférents.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194017 opération « DECI compétences transférées » pour un montant global relatif à la compétence transférée (DECI) de 70 000 euros T.T.C qui relève de la part métropolitaine.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 7 619 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 022-6197/19/BM**

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, de renouvellement ou de mise en conformité du réseau et des poteaux d'incendie sur la commune de Peypin  
MET 19/11336/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune de Peypin a souhaité engager des opérations de création et de mise en conformité de ses installations de DECI afin de maintenir le patrimoine des poteaux d'incendie fonctionnel et à disposition des services de secours.

Les travaux concernent :

- La création de poteaux d'incendie et de son branchement sur la canalisation principale pour permettre de répondre aux nouvelles demandes liées aux permis de construire ;
- La rénovation ou la mise en conformité d'équipement dont le dysfonctionnement a été repéré lors des campagnes de contrôle des équipements ou lors de dégradations (accident, vandalisme,...).

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière d' « Eau et Assainissement » incluant la DECI depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Toutefois, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence « DECI », la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peypin ont signé une convention de gestion autorisant cette dernière à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations, objet de la présente convention, afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie en centre-ville et dans les quartiers concernés.

Dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1er janvier 2018, et pendant la période de validité de la présente convention qui a été prolongée d'un an par avenant, la prise en charge par la commune de ces opérations peut être réglée par une convention distincte de maîtrise d'ouvrage déléguée au sens du II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la commune.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 9 921 € T.T.C.

Cette délibération vise à approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée consentie pour la durée des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**



- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985, et notamment ses articles 3 à 5, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Peypin approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations « DECI » ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages de « DECI » sur la commune de Peypin.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour les opérations de création, d'extension et de renouvellement du réseau et des ouvrages de « DECI » sur la commune de Peypin ci-annexée.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous actes y afférents.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre

45 nature 4581194017 opération « DECI compétences transférées » pour un montant global relatif à la compétence transférée (DECI) de 70 000 euros T.T.C qui relève de la part métropolitaine.

Le montant prévisionnel de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la commune correspond au montant « clecté » de 9 921 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 023-6198/19/BM**

**■ Approbation de conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les communes de Rognac, La Fare les Oliviers et Salon-de-Provence d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie MET 19/11132/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habiliter les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Délégée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habiliter les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de 3 nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant 3 Communes (La Fare les Oliviers, Rognac et Salon-de-Provence) du Territoire du Pays Salonais et 3 opérations au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la conclusion de 3 nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguées, concernant trois communes du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence défense extérieure contre l'incendie.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée, ci-annexée avec la commune de Rognac, portant sur l'opération suivante :

- Sur l'ensemble de la commune : Travaux sur hydrants

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 35 400,17 euros TTC.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée, ci-annexée avec la commune de La Fare les Oliviers, portant sur les opérations suivantes :

- Bornes Incendie N° 46 et 94 : Remplacement
- Poteau Incendie N° 90 : Remplacement

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à : 10 128,86 euros TTC.

**Article 3 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée, ci-annexée avec la commune de Salon-de-Provence, portant sur les opérations suivantes :

- Chemin des Cabans : renouvellement poteau incendie n° 224 suite à dégradation
- Rue Calandro : renouvellement poteau incendie n° 183 suite à dégradation
- Chemin de la Grand'Carraire/Chapelle : Installation d'un poteau incendie
- Chemin de la Grand'Carraire/Chante Alouette : Installation d'un poteau incendie
- Chemin de la Grand'Carraire/Batignolle : Installation d'une bouche incendie

- Route de Grans : Installation d'un poteau incendie
- Ensemble de la Commune : Installation prévisionnelle de 4 poteaux incendie

Le montant prévisionnel des travaux pour ces opérations s'élève à : 61 373,10 euros TTC.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et à prendre toutes dispositions y concourant.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2019 du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Autorisation de Programme 183180BP - Opération n° 2018301600 - Nature 2156 - Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 024-6199/19/BM**

#### **■ Approbation d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune d'Alleins d'équipements relevant de la compétence Assainissement des Eaux Pluviales MET 19/11553/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1<sup>er</sup> à 3<sup>e</sup> du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du Code de l'Environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Eau Pluviale » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement des eaux pluviales, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, concernant 1 commune du Territoire du Pays Salonais et 2 opérations au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales.

La convention est présentée dans le tableau récapitulatif joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, concernant une commune du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune d'Alleins, portant sur les opérations suivantes :

- Requalification des espaces publics du centre historique (Rues de l'Egalité, et Place de la République)
- Requalification des espaces publics du centre historique (Rues Victor Hugo et du 04 Septembre)

Les opérations consistent en l'aménagement et la mise aux normes des rues de l'Egalité, Victor Hugo, du 4 septembre et de la place de la République, comprenant la création et la réhabilitation de réseaux pluviales.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour la part pluviale à : 112 191,86 euros TTC

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2019 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Opération n° 2018301500 - Nature 21538 - Fonction 734.

La recette correspondante sera inscrite au Budget BPMF 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 025-6200/19/BM**

**■ Approbation d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Charleval d'équipements relevant de la compétence Assainissement des Eaux Pluviales  
MET 19/11554/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du Code de l'Environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Eau Pluviale » conclue avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement des eaux pluviales, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, concernant 1 commune du Territoire du Pays Salonais et 1 opération au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales.

La convention est présentée dans le tableau récapitulatif joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, concernant 1 commune du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Charleval, portant sur l'opération suivante :

- Tranche 1 : l'aménagement de la traversée d'agglomération

L'opération consiste en l'aménagement de l'Avenue Gaston Roux, de la Traverse du lavoir à l'Avenue de la libération et du carrefour du Rouompidou, comprenant la création d'un réseau pluvial.

Le montant prévisionnel des travaux s'élève pour la part pluviale à : 100 887,76 euros TTC.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2019 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Opération n° 2018301500 - Nature 21538 - Fonction 734.

La recette correspondante sera inscrite au Budget BPMF 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 026-6201/19/BM**

### **■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille pour la mise en place de points d'eau incendie MET 19/11598/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 des conventions de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclues avec les communes au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques habilitant les communes à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO), fondées sur les dispositions des articles L 2422-1 du Code de la Commande Publique. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et de la compétence



« voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) fondées sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique. Cette forme est celle retenue pour habiliter les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Ville de Marseille pour la mise en place de 16 points d'eau incendie au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (décrits au sein de l'annexe 1).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, avec la Ville de Marseille pour la mise en place de 16 points d'eau incendie au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la Ville de Marseille, portant sur l'installation de 16 nouveaux hydrants sur l'ensemble de la commune.

Le montant prévisionnel de cette opération s'élève à : 127 655.87 € TTC euros TTC, conformément au plan de financement en annexe 1 de la convention.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et à prendre toutes dispositions y concourant.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2019 et suivants du Conseil de Territoire de Marseille Provence - Autorisation de Programme 191183BP - Opération n° 2019103200 – Nature 4581 - Fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 027-6202/19/BM**

#### **■ Approbation d'une convention avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône relative au point de captage de la Fontaine Mary-Rose de Grans**

#### **MET 19/11238/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par arrêté préfectoral du 12 décembre 2011, autorisant le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, à prélever, traiter et distribuer les eaux provenant du captage de la fontaine Mary-Rose situé sur la commune de Grans et déclarant d'utilité publique les travaux de prélèvement d'eau et les périmètres de protection de captage au titre des articles L.214-4 et suivants du Code de l'environnement et au titre des

articles L.1321-2 et suivants du Code de la santé publique, est prescrite une concertation entre la Métropole et la Chambre d'agriculture en raison de leurs compétences respectives en matière de protection de la ressource en eau potable.

Plus précisément, l'épandage de fumier et d'engrais organiques dans un rayon de 200 mètres situés au-delà du périmètre de protection immédiate, l'utilisation d'engrais chimiques et de tous produits phytosanitaires doit se faire en concertation avec la Chambre d'agriculture. De même, à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, l'épandage de produits chimiques et de tous produits phytosanitaires destinés à la fertilisation des sols et à la lutte contre les ennemis des cultures devra se faire selon les préconisations de la Chambre d'Agriculture.

Il semble nécessaire de rappeler ici que les périmètres de protection de captage sont établis autour des sites de captage d'eau destinée à la consommation humaine, en vue d'assurer la préservation de la ressource. L'objectif est donc de réduire les risques de pollutions ponctuelles et accidentelles de la ressource sur ces points précis.

Cette protection, mise en œuvre par les Agences régionales de santé (ARS), instituée par arrêté préfectoral, comporte trois niveaux établis à partir d'études réalisées par des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique :

- le périmètre de protection immédiate : toutes les activités y sont interdites hormis celles relatives à l'exploitation et à l'entretien de

l'ouvrage de prélèvement de l'eau et au périmètre lui-même ;

- le périmètre de protection rapprochée : secteur plus vaste pour lequel toute activité susceptible de provoquer une pollution est soumise à prescription particulière. Son objectif est de prévenir la migration des polluants vers l'ouvrage de captage ;
- le périmètre de protection éloignée : ce périmètre peut être défini de façon facultative, si certaines activités sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes au niveau du bassin versant.

La concertation entre la Métropole et la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône prend la forme, sur le fondement de l'article L.514-2, I, alinéa 2 du Code Rural et de la Pêche Maritime et de l'arrêté préfectoral précité, de la présente convention.

Sa mise en œuvre se déroulera en trois temps :

- Présentation et adhésion des agriculteurs à l'outil en ligne Mes Parcelles®
- Synthèse annuelle de l'utilisation des produits phytosanitaires agricole dans le Périmètre de Protection Rapprochée
- Réalisation et diffusion d'une plaquette de sensibilisation

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 9 350,00 € H.T, les crédits correspondants ont été inscrits au budget primitif 2019.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Agence Régionale de santé	50,00 %	4 675,00
Département des Bouches-du-Rhône	20,00 %	1 870,00
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	1 870,00
Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône	10,00 %	935,00
TOTAL	100,00 %	9 350,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral 87-2010-EA/CS du 12 décembre 2011, autorisant le prélèvement, le traitement et la distribution des eaux provenant du captage de Mary-Rose.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est responsable de l'alimentation en eau potable du captage de la Fontaine Mary-Rose, à Grans ;
- Que des prescriptions techniques, liées à l'utilisation de produits phytosanitaires, sont dictées par l'arrêté préfectoral d'autorisation de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine de la Fontaine Mary-Rose à Grans ;
- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à la réalisation de cette opération.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône relative au point de captage de la Fontaine Mary-Rose à Grans, ci-annexée.

**Article 2 :**

La présente convention s'achèvera le 31 décembre 2019.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe eau potable du Territoire Istres-Ouest Provence, en fonctionnement, chapitre 011, nature 617.

Les recettes seront constatées au budget annexe eau potable du Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 74, nature 748.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence Régionale de santé, de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu' auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 028-6203/19/BM**

**■ Approbation d'une convention de groupement de commandes relative à l'opération de requalification des espaces publics du centre historique sur la commune d'Alleins  
MET 19/11145/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'une constitution de groupements de commandes par des collectivités territoriales et des établissements publics locaux en application du Code de la commande publique.

Dans le cadre d'une opération de travaux liés à la requalification des espaces publics du centre historique de la commune d'Alleins, celle-ci souhaite procéder à des travaux de réhabilitation du réseau d'eaux pluviales, d'enfouissement des réseaux secs, ainsi que de requalification des voiries et des espaces verts intégrant une réhabilitation des réseaux d'eaux usées.

Les travaux sur les réseaux d'eaux usées, réalisés dans le cadre de ce programme, sont de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais. Il convient dans ce cadre de conclure une convention constitutive de groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Alleins.

La commune d'Alleins est désignée coordonnateur de ce groupement. La Commission d'Appel d'Offres compétente sera celle de la commune.

En application de l'article L2113-7 du Code de la Commande Publique, le coordonnateur sera chargé de signer les différents marchés, de les notifier et de les exécuter au nom de l'ensemble des membres du groupement. La totalité des prestations (hors le marché de maîtrise d'œuvre déjà attribué par la commune) concernant cette opération doit donc être partagée entre la commune d'Alleins et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La convention annexée précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en

fixe les termes, afin de traiter globalement l'opération, de compétence mixte : Commune / Métropole.

Les travaux relatifs à la compétence Pluvial pour cette opération ne font pas parties de la convention de groupement de commande proposée dans le cadre de cette délibération. En application de la convention de gestion n°17/1214 signée entre la Métropole et la commune d'Alleins, exécutoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et son avenant de prolongation pour l'année 2019, une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage sera établie entre la commune et la Métropole pour encadrer la réalisation de ces travaux et les modalités financières.

Le coût global de l'opération s'élève à 2 060 064,20 euros HT. La répartition financière prévisionnelle est définie comme suit :

- part communale 1 643 626,20 euros HT.
- part de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre des Eaux Usées : 198 714,00 euros HT, montant plafond.
- La part de la Métropole Aix-Marseille-Provence est estimée à 217 724,00 euros HT pour la part Eaux Pluviales ; montant non définitif.

Le règlement des dépenses de travaux réalisés au titre des eaux usées et plafonnés au montant ci-dessus par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la commune s'effectuera toutes taxes comprises.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de groupement de commandes relative à l'opération de requalification des espaces publics du centre historique sur la commune d'Alleins.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée de groupement de commandes avec la commune d'Alleins pour l'opération de travaux liés à la requalification des espaces publics du centre historique.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais 2019 et suivants - Section Investissement, opération 2017 3 011 01.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 029-6204/19/BM**

**■ Demande de subventions de fonctionnement auprès du Département des Bouches-du-Rhône et de la Région Sud Provence-Alpes-Côtes d'Azur pour la gestion du site de l'Étang de Bolmon - Exercice 2019 au titre de la convention tripartite Conseil Départemental 13 - Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur - Conservatoire du littoral**

#### **MET 19/11269/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a créé la compétence de GEstion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations, dite « GEMAPI ». Cette compétence est attribuée aux communes, mais exercée en lieu et place de façon automatique par les EPCI FP depuis le 1er janvier 2018. Les intercommunalités peuvent ensuite déléguer ou transférer tout ou partie de cette compétence à des syndicats mixtes.

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas 1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

A ce titre, le Syndicat Intercommunal du Bolmon-Jaï (SIBOJAÏ), dont le périmètre était entièrement inclus dans le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a été dissous par arrêté préfectoral au 1<sup>er</sup> janvier 2018. La Métropole s'est donc substituée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour la GEMAPI aux communes de Châteauneuf-les-Martigues et Marignane, membres du syndicat et est depuis, en lieu et place du SIBOJAÏ, gestionnaire du site de l'Étang de Bolmon, propriété du Conservatoire du littoral.

Dans le cadre de la Convention tripartite entre le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (CD13), le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur (CR PACA) et le Conservatoire du littoral portant sur la gestion des propriétés du Conservatoire du littoral, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vu attribuer pour l'exercice 2018, conjointement par le CD13 et le CR PACA, une aide de 28 000 euros, pour la mise en œuvre des actions prioritaires du Plan de Gestion du Bolmon (subvention en fonctionnement).

Cette subvention était répartie de la manière suivante :

- aide de 14 000 euros du Département des Bouches-du-Rhône
- aide de 14 000 euros du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur

Ces aides sont reconduites pour les prochaines années.

Il est ainsi proposé de solliciter pour l'exercice 2019 l'aide du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, sur la base du programme d'actions prévisionnel proposé lors du Comité Départemental de gestion des sites du Conservatoire du littoral (Bouches-du-Rhône) le 20 décembre 2018, soit 14 000 euros auprès du Département et 14 000 euros auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur pour le fonctionnement du site du Conservatoire du Littoral du Bolmon/Jaï, dont la Métropole a, à ce jour, la gestion.

La présente délibération vise donc à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département 13  «Convention tripartite Conseil Départemental 13 – Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur – Conservatoire du littoral »	14 000 euros
Région SUD  «Convention tripartite Conseil Départemental 13 – Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur – Conservatoire du littoral »	14 000 euros
TOTAL HT	28 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° MER 008-1502/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération n° DEA 014-2832/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération n° DEA 052-3360/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain;
- La délibération n° DEA 011-4230/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ;
- La délibération n° FAG 019-4068/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des

inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 ;

- Le programme prévisionnel d'actions proposé par la Métropole Aix-Marseille-Provence lors du Comité Départemental de gestion des sites du Conservatoire du littoral (Bouches-du-Rhône) le 20 décembre 2018 ;
- La convention de gestion du site « Étang de Bolmon », signée entre le SIBOJAÏ et le Conservatoire du littoral le 18 novembre 2014, portant sur la période 2014-2020 ;
- La convention tripartite 2018-2020 signée le 17 avril 2018 entre le CD13, le CR PACA et le Conservatoire du littoral portant sur l'aide financière apportée aux structures gestionnaires des propriétés du Conservatoire du littoral ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole doit s'engager à réaliser le programme d'actions prévisionnel proposé lors du Comité Départemental de gestion des sites du Conservatoire du littoral (Bouches-du-Rhône) le 20 décembre 2018 ;
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : gestion du site de l'étang de Bolmon ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône et la Région SUD Provence-Alpes-Côte d'Azur;

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation du programme d'actions prévisionnel proposé lors du Comité Départemental de gestion des sites du Conservatoire du littoral (Bouches-du-Rhône) le 20 décembre 2018.

## **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées en section fonctionnement au Budget Annexe GEMAPI 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature : 7472 et 7473 - Fonction : 735 - Sous politique : A468.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 030-6205/19/BM**

■ **Demande de subvention pour la réfection des réseaux de la commune de Puyloubier dans le cadre du contrat départemental de développement et d'aménagement pour la tranche 2018 et abrogation de la délibération n°2018\_CT2\_195 du 15 mai 2018**

**MET 19/11285/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Puyloubier, après avoir engagé un vaste programme visant au renouvellement des canalisations d'adduction d'eau potable et d'assainissement vétustes dans le centre ancien, réalise une mise en conformité du réservoir du village.

Pour répondre au besoin de la défense incendie et faire face au problème structurel du réservoir existant, un réservoir d'une capacité de 1.000m3 est créé en lieu et place du réservoir existant.

Les travaux relatifs à cette opération ont fait l'objet d'une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée entre la commune de Puyloubier et la Métropole.

Le coût global de l'opération est estimé à 1.147.554€HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Organismes</b>	<b>Montant €HT</b>
Conseil Départemental CDDA Tranche 2016	117.000
Conseil Départemental Equipement rural 2016	52.000
Conseil Départemental CDDA Tranche 2017	309.357
Conseil Départemental CDDA Tranche 2018	159.750
Métropole	509.447
Total HT	1.147.554

**Vu**

Dans le cadre du transfert des compétences eau potable et assainissement, la commission permanente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône du 9 février 2018 a approuvé la réaffectation d'une aide financière totale de 469.107€HT, sur une dépense subventionnable de 1.042.459€HT, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La commission a décidé d'allouer une subvention d'un montant de 309.357€HT pour la tranche 2017, pour un montant de travaux subventionnable de 687.459€HT.

Pour la tranche 2018, une subvention de 159.750€HT est sollicitée pour un montant de travaux subventionnable estimé à 355.000€HT.

De plus, dans le cadre de cette délibération, la délibération n°2018\_CT2\_195 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 doit être abrogée suite à une erreur matérielle. En effet, les montants des subventions de la tranche 2017 et de la tranche 2018 ne correspondaient pas aux montants notifiés par la commission permanente du 9 février 2018 du Conseil Départemental.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de solliciter la subvention de la tranche 2018 du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2015-2019 attribuée initialement à la commune de

Puylobier puis transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert de compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

- Qu'il convient d'abroger la précédente délibération n°2018\_CT2\_195 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération n°2018\_CT2\_195 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018.

### **Article 2 :**

Est approuvé le plan de financement tel que figurant dans le rapport ci-dessus, soit un montant total de subvention départementale pour la tranche 2018 de 159.750 euros HT.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter la subvention de la tranche 2018 du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2015-2019 pour la réfection des réseaux Eau et Assainissement et à signer tout acte et document relatifs au contrat pluriannuel.

### **Article 4 :**

La recette correspondante sera constatée sur le budget Annexe de l'Eau - Pays d'Aix et d'Aubagne, en section d'Investissement : opération budgétaire RI 10, nature 1313, pour l'opération « Rénovation d'un réservoir d'eau potable de la station de filtration », commune de Puylobier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 031-6206/19/BM**

### **■ Approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération "station d'épuration d'eaux usées sur la commune de La Bouilladisse"**

#### **MET 19/11353/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite lancer les études nécessaires pour engager les travaux portant sur la création d'une station d'épuration des eaux usées et à son raccordement associés au lieu-dit du Hameau du Pigeonnier sis La Bouilladisse qui est inclus dans le schéma directeur de la commune.

La Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la compétence Assainissement.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Il s'agit de l'opération n° 2017407400 « Extension réseau assainissement hameau pigeonnier la Bouilladisse ».

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 666 667 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 « Partenariat métropolitain »	65 %	1 083 333 euros
Agence de l'Eau	15%	250 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	333 334 euros

## **Vu**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;



- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 créant l'Autorisation de Programme n° 2017407400 relative à l'opération Approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération "station d'épuration d'eaux usées sur la commune de La Bouilladisse" ;
- La délibération FAG 21-5718/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'Approbation d'une demande de subvention d'investissement relative à l'opération "station d'épuration d'eaux usées sur la commune de La Bouilladisse"

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 du budget annexe assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile au chapitre 21 nature 21532.

La recette correspondante sera inscrite dans la prochaine Décision Modificative du budget annexe assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section d'investissement - Natures 1313

(Département), 13111 (Agence de l'Eau), 1312 (Région), 13118 (Autres) - Opération n° 2017407400 « Extension réseau assainissement hameau pigeonnier la Bouilladisse »

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 032-6207/19/BM**

**■ Renouvellement de la demande de subvention d'investissement relative à la sécurisation de l'alimentation en eau d'Eyguières par interconnexion avec le réseau d'eau potable de Lamanon**

**MET 19/11147/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses actions au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La gestion et l'adaptation des réseaux d'eau et d'assainissement est une priorité pour le Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'assurer la continuité des services publics, et répondre aux besoins de la population. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son action et a entrepris un programme de travaux de sécurisation de l'alimentation en eau de la commune d'Eyguières par la création d'une interconnexion entre le réseau d'Eyguières et celui de Lamanon.

L'objectif poursuivi est de sécuriser la continuité du service public d'alimentation en eau potable et répondre aux obligations et dispositions définies par l'arrêté préfectoral du 19 août 2003 autorisant l'exploitation des forages d'eau potable d'Eyguières et notamment l'Article XIII, demandant la recherche et la mise en œuvre d'une solution de secours.

Ces travaux ont consisté en la création d'une interconnexion entre Lamanon et Eyguières par une canalisation d'eau potable de 2 300 m de long environ en fonte DN 200 mm.

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à 800 000 € HT.

Afin de permettre la réalisation de ces travaux, le Bureau de la Métropole par délibération DEA 014-3002/17/BM du 14 décembre 2017 a sollicité les aides financières auprès des partenaires financiers.

A la demande du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, qui a clôturé son exercice budgétaire 2018, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite à nouveau l'aide

financière du Département selon le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

DEPARTEMENT Travaux de sécurisation de l'approvisionnement en Eau Potable	800 000 €	60 %	480 000 €
METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE Territoire du Pays Salonais	800 000 €	40 %	320 000 €

#### Considérant

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'interconnexion entre les réseaux d'eau potable de Lamanon et Eyguières,

#### Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

#### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Bureau de la Métropole DEA 014-3002/17/BM du 14 décembre 2017 portant demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône en 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n°12 Eau 173120EA Eau Potable relative à l'opération 2017301201 Réseaux et infrastructures alimentation en eau potable ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Délibère

#### Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### Article 2 :

La recette correspondante en relation avec l'opération 2017 3 012 01 - Compte : 2315 sera constatée au Budget primitif 2019 et suivants du budget Annexe « Eau potable » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement - Nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### DEA 033-6208/19/BM

■ **Renouvellement de la demande de subvention d'investissement relative aux travaux d'extension et de renforcement de la performance épuratoire de la station d'épuration de Sénas**  
**MET 19/11150/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses actions au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines

peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La station d'épuration actuelle de Sénas, située au nord de la commune a été construite en 1977. En 1998, une extension a permis de faire passer sa capacité de 3000 à 6000 EH. La station de type boues activées est autorisée par arrêté du 26 mars 2004, son exutoire est un canal d'irrigation, le Canal des Alpines. Cette réutilisation des eaux usées contribue à l'équilibre quantitatif de la gestion de l'eau par un principe de réutilisation.

Les performances de rejet de la station sont conformes à l'arrêté préfectoral, toutefois, ses réserves de capacité sont très limitées, moins de 450 équivalent habitant à fin 2016. Par ailleurs, la qualité du rejet actuel ne répond pas complètement à la qualité sanitaire requise pour une réutilisation en irrigation ou arrosage.

Suite à l'analyse de l'évolution de la population et des projets sur la commune soumis à une forte pression de création de logements sociaux, la Métropole Aix-

Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais souhaite réaliser une extension de cette station portant sa capacité à 9 500 EH tout en améliorant et fiabilisant la performance épuratoire de la station.

L'estimation du coût prévisionnel pour cette opération s'élève à 3 000 000 € HT.

Ces travaux sont rattachés à l'opération 2017 3 011 03 – STEP, créée le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Les études de maîtrise d'œuvre sont en cours.

Afin de permettre la réalisation de ces travaux, le Bureau de la Métropole par délibération DEA 010-2634/17/BM du 19 octobre 2017 a sollicité les aides financières auprès des partenaires financiers.

A la demande du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui a clôturé son exercice budgétaire 2018, il est nécessaire que la Métropole-Aix-Marseille-Provence sollicite à nouveau l'aide financière du Département selon le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

DEPARTEMENT 13 «Fiche 26 – Aide à la gestion de l'eau / Optimiser le traitement des eaux usées»	3 000 000 €	60 %	1 800 000 €
AGENCE DE L'EAU RMC «Equilibre quantitatif de la ressource en eau – réduire les prélèvements –réutilisation de l'eau usée traitée »	3 000 000 €	20 %	600 000 €
METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE Territoire du Pays Salonais	3 000 000 €	20 %	600 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Bureau de la Métropole DEA 010-2634/17/BM du 19 octobre 2017

portant demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône en 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n°12 Eau 173120EA Eau Potable relative à l'opération 2017301201 Réseaux et infrastructures alimentation en eau potable ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des travaux de travaux d'extension et de renforcement de la performance épuratoire de la Station d'Épuration de Sénas.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants du budget Annexe « assainissement » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais. Opération : 2017 3 011 03 - Nature : 2031 et 2315.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2019 et suivants du budget Annexe « assainissement » de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement - Nature 1313 et 13111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 034-6209/19/BM**

**■ Renouvellement de la demande de subvention d'investissement relative à l'extension du réseau d'alimentation en eau potable de secours pour l'Usine de Production d'Eau Potable de Salon-de-Provence par le forage de la Crau  
MET 19/11152/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses actions au sein de ses territoires. Certains des investissements qui

traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La gestion et l'adaptation des réseaux d'eau et d'assainissement est une priorité pour le Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'assurer la continuité des services publics, et répondre aux besoins de la population. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son action et entreprendre un programme de travaux d'extension du réseau d'alimentation en eau potable avec un maillage depuis le forage de la Crau afin de desservir en eau de secours l'Usine de Production d'Eau Potable des Aubes à Salon-de-Provence.

L'objectif poursuivi est de sécuriser la continuité du service public d'alimentation en eau potable et répondre aux obligations et dispositions définies par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2016 et notamment l'Article XVI, autorisant le traitement et la distribution d'eau à partir de la Station de Production d'eau des Aubes à Salon de Provence alimentée par le Canal de Craonne.

Ces travaux consistent en une extension du réseau d'eau potable de 5 575 m de long environ, par une canalisation porteuse en fonte DN 400 mm.

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à 5 575 000 € HT.

Ces travaux sont rattachés à l'opération 2017301201 Réseaux et infrastructures alimentation en eau potable, créée le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Afin de permettre la réalisation de ces travaux, le Bureau de la Métropole, par délibération 007-2225/17/BM du 13 juillet 2017, a sollicité les aides financières auprès des partenaires financiers. Une partie des travaux a été réalisée en 2018 et 2019.

A la demande du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui a clôturé son exercice budgétaire 2018, il est nécessaire que la Métropole-Aix-Marseille Provence sollicite à nouveau l'aide financière du Département selon le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Le Département 13 « Partenariat Métropolitain »	30 %	1 672 500 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire Pays Salonais	70 %	3 902 500 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Bureau de la Métropole DEA 007-2225/17/BM du 13 juillet 2017 portant demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône en 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n°12 Eau 173120EA Eau Potable relative à l'opération 2017301201 Réseaux et infrastructures alimentation en eau potable ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des travaux de protection et sécurisation des sites sensibles de production, traitement et stockage de l'eau potable du Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence non encore équipés.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Régional Sud Provence Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2018 et suivants du budget Annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais Eau potable - Opération : 2017 3 012 01 – Nature 21531.

Les recettes correspondantes seront inscrites au Budget primitif 2019 et suivants du budget Annexe Eau potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement – Nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 035-6210/19/BM**

**■ Renouvellement de la demande de subvention d'investissement relative à des travaux de vidéo-protection et anti-intrusion des sites de production et stockage de l'eau potable  
MET 19/11154/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses actions au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de sa politique en faveur de la prévention des risques, de la protection et sécurisation des installations de production et de stockage d'eau potable, la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire Pays Salonais a décidé de compléter ses dispositifs de surveillance afin de supprimer les risques de malveillance sur certains ouvrages de traitement ou de distribution d'eau potable.

Cette démarche s'inscrit dans la mise en conformité des périmètres de protection de captage, le renfort de protection des sites de production et stockage de l'eau potable et dans la sécurisation de l'alimentation en eau potable des habitants. Les travaux ont été lancés sur l'année 2017 sur certains sites.

Le programme de travaux présenté ci-dessous répond à ce besoin de mise en conformité et sécurisation, en accord avec les prescriptions réglementaires, et notamment les consignes de l'Agence Régionale de Santé de décembre 2015 relatives à l'application du niveau renforcé du plan Vigipirate pour les réseaux desservant plus de 5 000 habitants.

Les travaux consistent en l'installation d'un système complet de protection et de contrôle d'accès sur 14 sites sensibles de captage, production, traitement et stockage, de l'eau potable non encore complètement équipés du Territoire du Pays Salonais.

Les sites concernés sont :

COMMUNES	SITES CONCERNES
ALLEINS	Forage de la Barlatière
BERRE L'ETANG	Prise d'eau sur le canal de Marseille pour la Station de filtration de BERRE l'Etang situé sur l'emprise communale de COUDOUX
EYGUIERES	Réservoir du Défend
	Forage (F1), Route de Salon
	Forage (F2), Route de Salon
	Forage (F3), Route de Salon
LA FARE LES OLIVIERS	Station de Filtration
ROGNAC	Surpresseur des Barjaquets Local Chlore – Station de filtration Réservoir d'Eau Traitée
MALLEMORT	Réservoir du Village
	Station de Pompage
SENAS	Forage de la Cabre
VELAUX	Station de filtration

Afin de permettre la réalisation de ces travaux, le Bureau de la Métropole par délibération DEA 013-1713/17/BM du 30 mars 2017 a sollicité les aides financières auprès des partenaires financiers.

A la demande du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône qui a clôturé son exercice budgétaire 2018, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite à nouveau l'aide financière du Département selon le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

L'estimation du coût prévisionnel pour cette opération s'élève à 97 000 € HT.

Ces travaux sont rattachés à l'opération 2017301201 Réseaux et infrastructures alimentation en eau potable, créée le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Une partie des travaux a été réalisée.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant ( travaux réalisées inclus ) :

Département 13 « Partenariat Métropolitain »	30 %	29 100 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire Pays Salonais	70 %	67 900 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Bureau de la Métropole DEA 013-1713/17/BM du 30 mars 2017 portant demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône en 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 12 Eau 173120EA Eau Potable relative aux opérations 2017301201 Réseaux et infrastructures alimentation en eau potable et 2017301202 Sécurisation de l'alimentation en eau potable ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation des travaux de protection et sécurisation des sites sensibles de production, traitement et stockage de l'eau potable du territoire du Pays Salonais de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence non encore équipés.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants du budget Annexe de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais Eau potable - Opération : 2017 3 012 01 – Nature 2315/2317

Les recettes correspondantes seront inscrites au Budget primitif 2019 et suivants du budget Annexe Eau potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement – Nature 1313.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 036-6211/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention pour l'année 2019 à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence - Approbation d'une convention  
MET 19/11047/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de ses différents documents stratégiques, la Métropole Aix-Marseille-Provence a clairement établi la filière de l'eau, et ses acteurs, comme étant une priorité.

Ainsi, dans l'Agenda économique métropolitain adopté en mars 2017, figure parmi les six filières stratégiques du territoire la filière Environnement/Energie/Eau. Cette filière est également portée par l'Agenda Environnemental commun à la Métropole Aix-Marseille-Provence et au Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, adopté en octobre 2018, qui consacre l'importance de cet enjeu sur notre territoire.

De même, au sein du Livre Bleu adopté par le Conseil de Métropole en juin 2018, l'eau est clairement identifiée comme une ressource et un écosystème à forte valeur pour notre territoire, constituant un levier de développement pour la Métropole.

Enfin, les transferts de compétences ont doté, en janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une compétence pleine et entière en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et de la Protection contre les Inondations (GEMAPI).

En parallèle, la Métropole a souhaité positionner la CCI Marseille-Provence, à travers la convention-cadre adoptée en janvier 2017 et différentes conventions opérationnelles, en agence de développement économique sur notre territoire, travaillant à la mise en œuvre opérationnelle et concrète d'enjeux stratégiques tels : la mise en relation entre donneurs d'ordre et startups/PME de notre territoire (convention Pacte PME adoptée en Conseil de Métropole en avril 2018), et l'appui à la structuration des six filières prioritaires de l'Agenda économique (convention Filières adoptée en Conseil de Métropole en octobre 2018) dont la filière Environnement/Energie/Eau.

C'est dans l'optique de cette structuration de la filière Eau, ses acteurs, et de la mise en relations entre donneurs d'ordre, startups et PME, que la CCI Marseille-Provence organise, depuis 2017, un événement dédié à ces objectifs, sous le nom d'Hydro Business Meeting.

Rassemblant les acteurs du territoire liés aux différents enjeux de l'eau (Métropole, délégataires comme la SEMM et la SERAM, etc.), la CCI Marseille-Provence leur permet de présenter leurs programmations de développement des activités et leurs besoins en matière d'innovations de procédés et de technologies. Face à ces acteurs, des startups et PME du territoire, pouvant mieux connaître les besoins des donneurs d'ordre, pour ainsi participer aux différents marchés publics et appels d'offres, mais aussi réfléchir leurs solutions innovantes pour les calibrer et accompagner la modernisation des donneurs d'ordre.

De cette mise en relation des acteurs, c'est l'emploi local, dans les startups et PME, et la qualité de services, au sein des délégataires, que nous favorisons.

Chaque année, Hydro Business Meeting identifie une thématique clé, mise à l'honneur par un prix spécial d'innovation remise par un des partenaires de l'opération. Au regard du transfert récent de la compétence GEMAPI à la Métropole, et des forts enjeux de développement de ce secteur GEMAPI (diagnostic, études et modernisation des édifices hydrauliques et systèmes d'endiguement, maintenance, capteurs de sécurité, gestion des sites inondables, etc.), la CCI Marseille-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont souhaité, pour cette édition 2019, mettre en lumière cette thématique GEMAPI.

La présente convention concerne spécifiquement le soutien financier que la Métropole apportera à cette édition 2019 de Hydro Business Meeting pour son focus axé sur la thématique GEMAPI.

Cette action portée par la CCI Marseille-Provence mobilisera notamment les délégataires (SEMM et SERAM) ainsi que les services métropolitains de la Direction de la Mer, du Littoral, des Milieux Aquatiques, des Ports et de l'Energie, et de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement.

Dans cet objectif, il a été décidé d'établir une convention avec la CCI Marseille-Provence, destinée à soutenir financièrement son projet d'animation territoriale et de structuration de la filière eau autour de la compétence GEMAPI.

Aussi, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver cette convention et d'accorder à la CCI Marseille-Provence une subvention de 8000 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement dans son ensemble, notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels ») ;
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagements national pour l'environnement ;



- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la CCI Marseille-Provence accompagne le territoire depuis plusieurs années sur des thématiques en lien avec le soutien à l'emploi et aux entreprises, à l'innovation et à l'environnement, et a fait la preuve de sa capacité.
- Que la compétence GEMAPI, nouvellement transférée, apporte de nombreux défis à la Métropole et que des solutions innovantes nous seront nécessaires.
- Que la thématique GEMAPI et l'accessibilité des grands donneurs d'ordre souffrent d'un déficit de visibilité et d'information au sein des startups et PME locales.
- Que les acteurs locaux, institutionnels et professionnels, sont en demande d'une animation territoriale autour de la question de l'eau et de la GEMAPI, pour mieux faire connaître le secteur, ses besoins et ses évolutions rapides.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée à la CCI Marseille-Provence une subvention de 8000 euros au titre de l'exercice 2019, pour une action relevant de la compétence GEMAPI.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs 2019 établie entre la Métropole et la CCI Marseille-Provence, ci-annexée.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et prendre toutes dispositions y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 037-6212/19/BM**

**■ Attribution des subventions dans le cadre de l'appel à projets "loi Oudin- Santini" 2018/2019 - Mise en oeuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement - Approbation des conventions MET 19/11263/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article 51.2 du contrat de délégation de service public de l'eau, il est prévu que la Société Eau de Marseille Métropole verse une contribution de 0,5 % des recettes HT de vente d'eau au titre d'un «Programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement».

Grâce à ce fonds, la Métropole et son délégataire de l'eau, la Société Eau de Marseille Métropole, souhaitent mener des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement. Par délibération n°DEA 013-5233/18/CM, la Métropole a lancé le 13 décembre 2018 un appel à projets relatif à la mise en œuvre d'un programme de solidarité et de coopération internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini répondant aux objectifs suivants :

- Permettre l'accès à l'eau potable des populations en stress hydrique ;
- Améliorer l'assainissement et la sécurité sanitaire ;
- Agir sur le territoire d'intervention de la Métropole Aix-Marseille-Provence défini à l'article 3.2 du dossier de consultation ;
- Favoriser l'émergence de nouveaux acteurs et proposer des modalités originales de gestion, permettant de protéger la ressource en eau potable.

Fortement impliquée dans le développement de la coopération internationale, en particulier via le dispositif Oudin-Santini, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a décidé de s'engager aux côtés de la Métropole AMP et de son délégataire.

Ainsi, il a été décidé de créer un « Guichet Unique » permettant aux structures de solidarité internationale de déposer leurs demandes de financement.

Vingt et un dossiers ont été déposés avant la date limite des offres qui était fixée au 15 février 2019. Le montant total des projets s'élève à 4 864 902,48 € et le montant total des subventions demandées s'élève à 2 358 158,04 €.

Le jury, composé de dix membres (trois représentants des élus, quatre représentants de l'administration, deux représentants de la SEMM et un représentant de l'Agence de l'Eau) s'est réuni le 29 mai 2019. 11 dossiers ont été retenus par le jury et le montant total des subventions proposées s'élève à 493 379,43 €, soit 22,39 % du montant total de ces projets.

Par ailleurs, l'Agence de l'Eau attribuera à chacune des associations retenues par le jury une subvention qu'elle versera directement aux associations conformément aux conventions qui seront conclues entre les deux parties.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'attribution de subventions aux associations retenues dans le cadre de l'appel à projets et les conventions de partenariat afférentes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2007-147 du 2 février 2007 dite loi Thiollière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération 10/5331/CC du 1er octobre 2010 portant sur la coopération décentralisée de l'accès à l'eau des populations en stress hydrique ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEA 013-701/16/CM du 30 juin 2016 qui approuve le lancement de l'appel à projets relatif à la mise en oeuvre d'un programme de Solidarité et de Coopération Internationale pour l'eau et l'assainissement dans le cadre de la loi Oudin-Santini ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La décision du jury du 29 mai 2019 ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite par cet appel à projets soutenir, sous la forme de subventions, des actions de coopération décentralisée permettant d'améliorer l'accès à l'eau dans les pays en développement.
- Que les projets retenus répondent aux objectifs fixés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont attribuées des subventions aux associations retenues conformément au tableau ci-joint pour une enveloppe globale de 493 379,43 euros.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les conventions qui seront conclues avec les associations retenues.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'eau Sous Politique F170 – Nature 6743 – 3DEAE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 038-6213/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement concernant une étude de faisabilité de création d'une unité de méthanisation pour la station d'épuration de Salon de Provence  
MET 19/11134/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses actions au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La station d'épuration actuelle de Salon-de-Provence a une capacité de 65 000 équivalents habitants. Compte tenu des projets d'urbanisation prévus dans les Plan Locaux d'Urbanisme des communes appartenant au bassin d'assainissement des eaux usées de cette station (Salon-de-Provence,

Pélissanne, La Barben et Aurons), il est envisagé une extension de la capacité de l'ouvrage.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite étudier la mise en place d'un processus de valorisation des boues par méthanisation qui permettrait la transformation de la matière organique en biogaz ; ce biogaz pouvant être ensuite injecté dans le réseau de distribution de gaz.

Ainsi, une étude de faisabilité est nécessaire préalablement à toute démarche. Cette étude permettra de vérifier la faisabilité de construire une telle installation, de quantifier et de qualifier la nature des boues qui détermineront le type de méthaniseur à mettre en place en précisant notamment son dimensionnement et les coûts financiers induits.

L'estimation du coût pour cette étude de faisabilité s'élève à 15 000 euros HT.

Afin de permettre la réalisation de cette étude, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite les aides financières auprès des partenaires financiers.

Le plan de financement prévisionnel de cette étude est le suivant :

Agence de l'Eau RMC « Sauvons l'eau – Assainissement : traitement des eaux usées, réseaux d'assainissement, pluvial »	50 %	7 500,00 euros
Région Sud Provence-Alpes-Côte D'Azur	30 %	4 500,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais	20 %	3 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole DEA 030-3338/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° Opération STEP de Salon : 2017 3 011 04 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/18/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'étude de faisabilité pour la création d'une unité de méthanisation pour la station d'épuration de Salon-de-Provence.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes-Côte d'Azur, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants du Budget Annexe Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais. Opération STEP de Salon : 2017 3 011 04 – Compte : 2031.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2019 et suivants du Budget Annexe Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement - Nature 1312 et 13111.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 039-6214/19/BM**

### **■ Demande de subventions pour les actions 2019 menées dans le cadre du plan de prévention des déchets MET 19/11062/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses actions au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, le Territoire du Pays d'Aix a maintenu sa volonté d'agir en matière de réduction des déchets en poursuivant son Programme de Prévention. Celui-ci regroupant les actions menées au niveau du Territoire sera intégré au Plan Métropolitain de Prévention des Déchets Ménagers Assimilés (PMPDMA).

Ce rapport présente le budget associé aux actions détaillées en annexe (ayant fait l'objet d'une délibération du Conseil de Territoire du 21 mars 2019) et les plans de financement correspondants, permettant de solliciter des subventions auprès des partenaires financiers.

Le détail des dépenses prévisionnelles liées aux actions envisagées en 2019 et décrites au sein de l'annexe à cette délibération a été classé par nature : Investissement et Fonctionnement.

**Dépenses d'investissement :**

<b>Actions d'investissement 2019</b>	DÉPENSES	<b>RECETTES</b> <b>Propositions financières 2019</b> <b>Financement maximal*</b>		
	Montant En € HT	Financeurs	%	Montant en €HT
Acquisition de composteurs individuels	77 500	ADEME REGION PACA CD13 LIFE (Europe)	80%	100 984 €
Distribution des composteurs individuels	5 000			
Acquisition de lombricomposteurs individuels	15 000			
Acquisition de composteurs pédagogiques	250			
Acquisition de composteurs collectifs pour résidences	580			
Acquisition de panneaux pour le compostage collectif	10 400			
Acquisition d'un caisson de réemploi, caisson « donnerie » et de panneaux	13 300	Métropole AMP – Pays d'Aix	20%	25 246 €
Acquisition de panneaux d'information pour les déchèteries	4 200			
<b>TOTAL 2019</b>	<b>126 230 €</b>			<b>126 230 €</b>

\* La part d'autofinancement étant au minimum de 20 %, le solde de financement doit être réparti sur les 4 partenaires financiers en tenant compte des subventions déjà accordées (projet LIFE IP Smart Waste PACA/ LIFE16IPEFR005 notamment, et des réponses aux appels à projets... ).

## Dépenses de fonctionnement :

Actions de Fonctionnement 2019	DÉPENSES		RECETTES Propositions financières 2019		
	Nature fonctionnement	Montant (€ HT)	Financeurs	%	Montant (€ HT)
<b>Dépenses non subventionnables</b>	<b>Sous total</b>	<b>132 400 €</b>	<b>Sous total</b>		<b>132 400</b>
Subvention aux Foyers Ruraux des Bouches du Rhône	65748	7 000	Métropole AMP – Pays d'Aix		
Subvention à la Ressourcerie Elan de Jouques	65748	5 800			
Subvention à la Ressourcerie Evolio	65748	7 000			
Subvention à la Ressourcerie Emmaus	65748	10 000			
Subvention à la Ressourcerie Valtri – Histoire sans fin	65748	32 000			
Subvention à la Ressourcerie De fil en aiguilles	65748	23 000			
Subvention Unicité	65748	3 500			
Subvention La Nouvelle Mine	65748	15 000			
Animation et accompagnement compostage individuel et lombricompostage	611	10 000			
Supports de communication compostage individuel, actions de prévention et achat eco responsable	62 36	8 300			
Impression supports de communication compostage individuel, lombricompostage et eco mobilier	6236	10 000			
Acquisition d'objets promotionnels (set de jardinage)	60631	800			
<b>Dépenses subventionnées</b>	<b>Sous total</b>	<b>68 400 €</b>	<b>Sous total</b>		<b>68 400</b>
Accompagnement des porteurs de projet dans la lutte contre le gaspillage alimentaire	617	50 000	ADEME	17%	11 430
Animations dans la grande distribution « Mieux consommer, moins jeter »	611	11 300			
Conception de supports de communication « Mieux consommer, moins jeter »	6236	4 200	REGION PACA	39%	26 546
Impression supports de communication « Mieux consommer, moins jeter »	6236	2 100	Métropole AMP – Pays d'Aix	44%	30 424
Impression guide du don alimentaire	6236	800			
<b>Dépenses subventionnables</b>	<b>Sous total</b>	<b>182 400 €</b>	<b>Sous total</b>		<b>182 400</b>
Accompagnement du projet DAE : Conception de supports de communication	6236	4 200	DRAAF		
Impression supports de communication DAE	6236	3 000			
Distribution supports DAE	611	16 600	ADEME		
Acquisition de cabas réutilisables	60632	13 000			
Acquisition d'autocollants stop pub	60632	2 000	REGION PACA	80%	145 920 €
Éducation à l'environnement (Prévention)	611	75 000			
Impression supports de communication et kits pédagogiques prévention	6236	5 000	CD 13 LIFE (Europe)		
Impression supports de communication compostage collectif	6236	1 600			
Développement et suivi du compostage collectif	611	62 000	Métropole AMP – Pays d'Aix	20%	36 480 €
<b>TOTAL 2019</b>		<b>383 200 €</b>			<b>383 200 €</b>

Les demandes de subvention, objets du présent rapport ne portent que sur la dernière partie du tableau de détail ci-dessus (soit 182.400€ de dépenses). Les autres actions étant soit déjà subventionnées par ailleurs soit retenues par les partenaires financiers.

\* La part d'autofinancement étant au minimum de 20 %, le solde de financement doit être réparti sur les 4 partenaires financiers en tenant compte des subventions déjà accordées (projet LIFE intégré notamment, et des réponses aux appels à projets...).

Selon les lois NOTRe et MAPTAM, les opérations liées à l'acquisition d'équipements destinés à la gestion et au traitement des déchets ont été qualifiées en « Compétence Exclusive ». Dans cette configuration, l'autofinancement requis est au minimum de 20 %.

Sur la base du budget prévisionnel 2019, et compte-tenu du fait qu'il existe des dépenses de fonctionnement et d'investissement, les plans de financement prévisionnels suivants sont proposés (par type de recettes)

Plan de financement prévisionnel:

<b>Programme de prévention des déchets 2019</b>		
<b>Dépenses d'investissement</b>		
Département 13, Life (Europe), Région, Ademe, DRAAF	80%	100 984 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	25 246 euros

<b>Programme de prévention des déchets 2019</b>		
<b>Dépenses de fonctionnement</b>		
Département 13, Life (Europe), Région, Ademe, DRAAF	80%	145 920 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	36 480 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- La délibération n°2019\_CT2\_139 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 portant sur le programme de prévention des déchets-Bilan 2018 et perspectives 2019 ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Programme de

prévention des déchets pour le Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2019

- Que dans le cadre de ce programme, la Métropole sollicite l'aide financière auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les recettes de fonctionnement correspondantes seront constatées sur Budget annexe Service Public d'Élimination de Déchets du Territoire du Pays d'Aix – chapitre :74 Nature : 74788 Fonction : 7212.

Les recettes d'investissement correspondantes seront constatées sur Budget annexe Service Public d'Élimination de Déchets du Territoire du Pays d'Aix– Nature : 1328 ; 1323 et 1322 Fonction : 7212 et 7213.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 040-6215/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération : acquisition de cinq véhicules pour la collecte des ordures ménagères et du tri sélectif  
MET 19/11137/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de l'optimisation et de la rationalisation des outils de collecte des déchets, pour maintenir l'état du parc de véhicule et pour prendre en compte l'extension de la collecte sélective en porte à porte, le Conseil de Territoire du Pays Salonais de la Métropole

Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir de nouvelles bennes à ordures ménagères : 1 mini-benne d'une capacité de 8 m<sup>3</sup>, 2 bennes de 21 m<sup>3</sup> et 2 bennes à ordures ménagères électriques.

Cette acquisition s'inscrit également dans le cadre du renouvellement du matériel vieillissant.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 836 604 euros HT. Les acquisitions seront réparties sur les années 2019, 2020 et 2021.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13	836 604 euros	80 %	669 283 euros
Partenariat métropolitain			
Métropole Aix-Marseille-Provence	836 604 euros	20 %	167 321 euros
TOTAL			836 604 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'autorisation de programme n° 2017300300 relative à l'opération équipements et installations pour la collecte ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : acquisition de cinq véhicules pour la collecte des ordures ménagères et du tri sélectif
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa



contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe Collecte et Traitement des déchets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, opération : « Equipements et installations pour la Collecte » 2019302100 – Chapitre : 2019302100 – Nature : 2158 – Fonction : 7212.

Les recettes seront constatées au budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais, section d'investissement – Chapitre 13 – Compte 1313 – Fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 041-6216/19/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Réaménagement de la déchèterie de Château-Gombert"**

#### **MET 19/11487/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses actions au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence compte 17 déchèteries dont celle

de Château-Gombert sise à Marseille dans le 13<sup>e</sup> arrondissement.

Cette déchèterie, très fréquentée, présente des difficultés d'exploitation liées à l'implantation des quais de déchargement et un plan de circulation inadapté rendant son usage difficile pour les usagers. De plus, son système de collecte et de traitement des eaux de ruissellement doit être impérativement modernisé.

Aussi une première délibération a été approuvée en date du 11 mai 2009 pour son réaménagement d'un montant de 1 012 000 €.

Cette opération n'ayant pu être menée à bien pour des raisons techniques, une nouvelle délibération en date du 14 décembre 2016 n° PGD 003-406/16/CT a été approuvée par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la revalorisation de l'opération « Réaménagement de la déchèterie de Château-Gombert ».

Le réaménagement de cette déchèterie sera possible du fait d'une zone mitoyenne annexée permettant la création de cinq quais de déchargement supplémentaires, une circulation élargie à sens unique ainsi que de nouveaux locaux plus fonctionnels pour les agents d'accueil.

Le coût total prévisionnel de cette opération est estimé à 1 964 231,13 € HT (un million neuf cent soixante-quatre mille deux cent trente et un euros et treize centimes HT ) soit 2 357 077,35 € TTC (deux millions trois cent cinquante-sept mille soixante-dix-sept euros et trente-cinq centimes TTC).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 « Plan partenarial métropolitain »	67,10 %	1 318 000,00 euros
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse « 11 <sup>ème</sup> programme 2019-2024 »	2,88 %	56 600,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30,02 %	589 631,13 euros
TOTAL HT		1 964 231,13 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° 16/15040 CT du 14/12/2016 créant l'Autorisation de Programme relative à l'opération 2016104002.
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Réaménagement de la déchèterie de Château-Gombert »

**Délibère**

#### **Article 1:**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2:**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Annexe « Collecte et traitement des déchets » 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération 2016104002.

La recette correspondante sera constatée en section investissement sur le Budget Annexe « Collecte et traitement des déchets » 2019 et suivants de la

Métropole Aix-Marseille-Provence,- Nature 1323 pour le Conseil Départemental et Nature 1321 pour Agence de l'Eau- Fonction 7213 – Sous politique G110 - Code opération n° 2016104002.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 042-6217/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Centre de collecte Agavon" par le Conseil de Territoire Pays d'Aix pour la commune des Pennes Mirabeau  
MET 19/11565/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'augmentation progressive des effectifs du pôle administratif nécessite l'agrandissement des locaux et l'amélioration des conditions de travail du personnel. De plus, la réhabilitation des locaux répond également au besoin de faciliter le stationnement des véhicules légers dans le hangar existant pour les protéger contre les vols récurrents.

Travaux d'extension et de réaménagement des locaux administratifs du Centre Opérationnel de Collecte des Ordures Ménagères de l'Agavon aux Pennes Mirabeau.

Réalisation des travaux : Juin 2019 à octobre 2019.

En outre, un renforcement de la protection des locaux contre les risques d'incendie va être apporté.

L'ensemble de ces aménagements consiste, entre autres, en la réhabilitation des vestiaires et douches et l'installation d'une mezzanine, créant une surface permettant l'aménagement de deux bureaux pour trois postes de travail, d'un espace reprographie, de deux locaux de rangement destinés aux EPI, d'un espace détente pour le personnel déjeunant sur site et d'un sanitaire.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 550 000.00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 Plan Partenarial Métropolitain	80 %	440 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	110 000 euros
TOTAL HT		550 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG063-3082/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération DI181 ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Centre de collecte Agavon.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout

autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe SPED du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement. Opération budgétaire 181, nature (21351,2031), fonction 7212, autorisation de programme DI181.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Annexe SPED du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement. Nature 1313, fonction 7212, (Réf. Interne RI181).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 043-6218/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération : études et travaux de réhabilitation de la déchèterie de La Fare-Les-Oliviers**

**MET 19/11139/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre du dispositif d'amélioration du réseau des sept déchèteries existantes sur le Territoire du Pays Salonais, il est nécessaire de réhabiliter la déchèterie de La-Fare-les-Oliviers. Ces travaux doivent améliorer les conditions d'exploitation du site et répondre d'une part aux difficultés relevées lors de l'exploitation (vieillesse des installations) et d'autre part permettre l'augmentation du volume de déchets apportés dû à l'accroissement de la population des communes concernées. Ces travaux

doivent tenir compte de la réglementation en vigueur et notamment celle relative aux Installations Classées pour la Protection de l'environnement et assurer une sécurité optimale des usagers notamment en dissociant la circulation des apporteurs et des exploitants.

Le coût prévisionnel total pour cette opération est estimé à 765 600 euros HT. Il est prévu de lancer le marché de maîtrise d'œuvre en 2019 et de réaliser les travaux en 2020.

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Le dossier initial de 2017 a été clôturé par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et doit être redéposé au titre de 2019.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13	765 600 euros	80 %	612 480 euros
Partenariat Métropolitain			
Métropole	765 600 euros	20 %	153 120 euros
Aix-Marseille-Provence			
TOTAL			765 600 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n° DEA 018-1718/7/BM du 30 mars 2017 de demande de subvention d'investissement relative aux études et travaux de réhabilitation de la déchèterie de La Fare-les-Oliviers ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017300400 relative à l'Opération Optimisation réseau déchèteries ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : études et travaux de réhabilitation de la déchèterie de La Fare-Les-Oliviers ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section investissement du Budget Annexe Collecte et Traitement des déchets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Conseil de Territoire du Pays Salonais, opération : « Optimisation réseaux déchèteries » 2019302200 Nature Compte: 23158 – Fonction : 7213.

Les recettes seront constatées à la section investissement du Budget Annexe Collecte et Traitement des déchets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Conseil de Territoire du Pays Salonais opération : « Optimisation réseaux déchèteries » 2019302200 – Chapitre : 13 – Nature : 1323 – Fonction : 7213.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 044-6219/19/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération : études et travaux de réhabilitation de la déchèterie de Rognac MET 19/11135/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires

institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre du dispositif d'amélioration du réseau des sept déchèteries existantes sur le Territoire du Pays Salonais, il est nécessaire de réhabiliter la déchèterie de Rognac. En effet, l'aménagement de la déchèterie actuelle et les installations vieillissantes montrent un certain nombre de limites dans le fonctionnement du site. Il est donc nécessaire d'améliorer les conditions d'exploitation du site (agrandissement des zones de dépôts pour des déchets verts et gravas notamment) et le service offert aux usagers, de mettre aux normes l'existant et de créer de nouvelles installations pour améliorer les conditions de travail des gardiens de la déchèterie et des prestataires chargés de l'évacuation des déchets.

Le coût prévisionnel total pour cette opération est estimé à 815 600 euros HT. Il est prévu de lancer le marché de maîtrise d'œuvre en 2019 et de réaliser les travaux en 2021 (notification du marché travaux fin 2020).

Ce type de projet peut être subventionné dans le cadre du dispositif de Fonds Départemental de Gestion Durable des Déchets Non Dangereux du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 « Partenariat Métropolitain »	815 600 euros	80 %	652 480 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais	815 600 euros	20 %	163 120 euros
TOTAL			815 600 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 064-3083/17/CM du 14 décembre 2017 créant l'Autorisation de Programme n° 2017300400 relative à l'Opération Optimisation réseau déchèteries
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : études et travaux de réhabilitation de la déchèterie de Rognac ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Collecte et Traitement des déchets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Conseil de Territoire du Pays Salonais, opération : «Optimisation réseaux déchèteries » 2019302200 —Fonction : 7213.

Les recettes seront constatées à la section investissement du Budget Annexe Traitement des déchets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Conseil de Territoire du Pays Salonais – Chapitre : 13 – Compte : 1323 – Fonction : 7213.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 045-6220/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'acquisition de fourniture de bennes métalliques pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues  
MET 19/11546/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de l'opération d'investissement n°2016610100 approuvée par la délibération N°FAG 065-3984/17/CM du 14 décembre 2017, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite acquérir des bennes métalliques ouvertes et fermées pour le transport des déchets issus des déchèteries et autres sites. Le Conseil de Territoire gère en régie la collecte et le traitement des déchets, cette fourniture est un renouvellement et extension de parc existant permettant d'optimiser l'exploitation de nos différents sites (centre de transfert des déchets, déchèteries et Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND)).

Cet investissement est prévu pour le deuxième semestre 2019.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 40 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13	80%	32 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	8 000 euros
TOTAL HT	100%	40 000 euros

financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 065-3084/17/CM 14 décembre 2017 portant approbation de la mise en autorisation programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays de Martigues au budget principal relative à l'opération 2016610100.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération n°2016610100 : Acquisition de matériel pour le traitement et la collecte des déchets
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution

**Délibère**

**Article 1:**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2:**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget 2019 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature : 2188 - Fonction : 7213– Sous politique : G110 - Opération : 2016610100.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement au Budget principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature : 1323 - Fonction : 7213– Sous politique : G110.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 046-6221/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'acquisition de conteneurs semi-enterrés par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues  
MET 19/11547/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de l'opération d'investissement n°2016610100 approuvée par la délibération N°FAG 065-3984/17/CM du 14 décembre 2017 et en vue d'homogénéiser et d'optimiser la gestion des déchets, le Conseil de territoire du Pays de Martigues souhaite installer des colonnes d'apport volontaire semi-enterrées de grandes capacités destinées aux différents flux sur le quartier St Roch à Martigues. Les conteneurs sont destinés à la collecte des déchets issus des producteurs suivants : particuliers,

établissements artisanaux, industriels et commerciaux, administrations de l'Etat et des Collectivités, établissements publics et privés.

Cet investissement est prévu pour le deuxième semestre 2019, avec une date de livraison estimée en 2020.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 390 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13	30%	117 000 euros
Life Pi Prévention et Gestion des déchets 2017-2024	30%	117 000 euros
Autres : bailleurs	20%	78 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	78 000 euros
TOTAL	100%	390 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 065-3084/17/CM en date du 14 décembre 2017 portant approbation de la mise en autorisation programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays de Martigues au budget principal relative à l'opération 2017610100.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**



- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération n°2016610100 : Acquisition de matériel pour la collecte des déchets ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget 2019 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature : 2188 - Fonction : 7213– Sous politique : G110 - Opération : 2016610100.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement au Budget principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature : 1323 - Fonction : 7213– Sous politique : G110.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 047-6222/19/BM**

### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'acquisition d'un engin de compactage pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues MET 19/11549/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite acquérir pour son Centre de Traitement des Déchets de Croix-Sainte un engin de compactage. Celui-ci permettra d'optimiser l'exploitation pour les transports et les rotations de caisses de déchèterie. Cet investissement est prévu pour le deuxième semestre 2019.

La date de création de l'opération portant le numéro 2016610100 est le 14 décembre 2017 par délibération FAG 065-3084/17/CM.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 110 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13	80%	88 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20%	22 000 euros
TOTAL HT	100%	110 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 065-3084/17/CM du 14 décembre 2017 portant approbation de la mise en autorisation programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays de Martigues au budget principal relative à l'opération 2016610100.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Acquisition de matériel pour le traitement et la collecte des déchets
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2:**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget 2019 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature : 2188 - Fonction : 7213– Sous politique : G110 - Opération : 2016610100.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement au Budget principal 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature : 1323 - Fonction : 7213– Sous politique : G110.

#### **DEA 048-6223/19/BM**

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " CT1-Acquisition de véhicules et d'engins électriques pour la propreté "**

#### **MET 19/11368/BM**

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, sur proposition du Commissaire Rapporteur, soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses actions au sein de ses territoires. Certains des investissements, qui traduisent les politiques publiques métropolitaines, peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'objectif de ce projet est l'achat de véhicules électriques de collecte d'encombrants et de corbeilles, d'engins électriques comme des aspirateurs de trottoirs, et d'un robot nettoyeur pour le plan d'eau du Vieux-Port, silencieux, sans émission, efficaces et adaptés au cœur de ville. Ils permettront de réduire les nuisances visuelles et les pollutions.

L'opération 201509400 «Acquisition de matériels et engins pour la propreté de la Communauté Urbaine Marseille 2015-2019» a été validée lors du Conseil Communautaire du 19 février 2015 par délibération n° PEDD 010-694/15/CC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 422 360,67 € HT soit 506 832,80 € TTC.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	58,62 %	247 600,00 euros
Etat « Aides à des véhicules peu polluants »	11,37 %	48 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30,01 %	126 760,67 euros
TOTAL HT		422 360,67 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du conseil communautaire n° PEDD 010-694/15/CC du 19 février 2015 créant l'Autorisation de Programme relative à l'opération 201509400.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " CT1-Acquisition de véhicules et d'engins électriques pour la propreté "

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Etat Spécial du Territoire 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 201509400.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le Budget principal 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 1323 pour le Conseil Départemental et Nature 1321 pour l'Etat – Fonction 813 – Sous politique G120 –Code opération n° 201509400.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 049-6224/19/BM**

**■ Ventes aux enchères et sorties d'inventaire de véhicules de Collecte du Conseil de Territoire du Pays de Martigues  
MET 19/11584/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a approuvé par délibération n°2012-194 du 20 décembre 2012, la mise en place par la Société « AGORA Store » d'une plateforme de vente aux enchères en ligne de biens mobiliers et matériels devenus obsolètes.

Ainsi, quatre véhicules ont été mis en vente sur le site internet **www.paysdemartigues.fr**

Le montant final de ces ventes aux enchères a dépassé le seuil de 4 600 euros par vente, montant au-dessus duquel l'accord préalable du Bureau de la Métropole est obligatoire conformément à la délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole en date du 28 mars 2019.

Il appartient donc au Conseil de la Métropole d'autoriser les ventes des véhicules suivants :

Désignation véhicule	Référence	Année d'acquisition	Compteur kilométrique	Mise à prix	Vente fin d'enchères
Mini Benne Ordures Ménagères Renault	CN 998 GD	27/11/2012	136 000 km	1 000,00 euros TTC	9 500,00 euros TTC
Benne Ordures Ménagères Renault Dalby	EP 518 VP	06/10/2005	336 000 km	15 000,00 euros TTC	27 300,00 euros TTC
Benne Ordures Ménagères Mercedes GE	CZ 620 YD	07/10/2008	144 179 km	4 000,00 euros TTC	10 944,00 euros TTC
Benne Ordures Ménagère Renault Semat	AF 488 BB	10/11/2009	168 900 km	4 000,00 euros TTC	28 875,00 euros TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'avoir l'accord du Bureau de la Métropole pour la vente des quatre véhicules désignés ci-dessous

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées :

- la vente de la Mini Benne Ordures Ménagères Renault Immatriculée CN 998 GD pour un montant de 9 500,00 euros TTC (7 916,67 euros HT) à la Société Monsieur BOUSADAKAT Mustapha – Corse Dépannage Service (20137 Porto-Vecchio).

- la vente de la Benne Ordures Ménagères Renault Dalby Immatriculée EP 518 VP pour un montant de 27 300,00 euros TTC (22 750 euros HT) à la Société ALEX & PITT Transport Terrassement (54480 KIRSCHNAUMEN).

- la vente de la Benne Ordures Ménagères Mercedes GE Immatriculée CZ 620 YD pour un montant de 10 944,00 euros TTC (9 120,00 euros HT) à la Société Nouvelle West Indies Environnement (97139 LES ABYMES).

- la vente de la Benne Ordures Ménagères Renault Semat Immatriculée AF 488 BB pour un montant de 28 875,00 euros TTC (24 062,50 euros HT) à la Société Nouvelle West Indies Environnement (97139 LES ABYMES).

Désignation véhicule	Référence	Année d'acquisition	Compteur kilométrique	Mise à prix	Vente fin d'enchères
Mini Benne Ordures Ménagères Renault	CN 998 GD	27/11/2012	136 000 km	1 000,00 euros TTC	9 500,00 euros TTC
Benne Ordures Ménagères Renault Dalby	EP 518 VP	06/10/2005	336 000 km	15 000,00 euros TTC	27 300,00 euros TTC
Benne Ordures Ménagères Mercedes GE	CZ 620 YD	07/10/2008	144 179 km	4 000,00 euros TTC	10 944,00 euros TTC
Benne Ordures Ménagère Renault Semat	AF 488 BB	10/11/2009	168 900 km	4 000,00 euros TTC	28 875,00 euros TTC

## **Article 2 :**

Les recettes seront constatées au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature : 75888 – Fonction : 7212 – Sous politique : G130.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 050-6225/19/BM**

■ **Approbation d'une convention de partenariat avec la Ville de Marseille relative au respect de la réglementation de la présentation et la collecte des déchets ménagers et assimilés**

### **MET 19/11573/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole est compétente en matière de réglementation de la présentation et de collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Marseille. Pour améliorer la qualité du service rendu, il est nécessaire de cartographier les zones dites « points noirs » où la réglementation de la présentation et de la remise des déchets ménagers n'est pas respectée.

En effet, si des politiques de prévention et de sensibilisation ont été mises en place, leur efficacité est conditionnée par une bonne appréhension et connaissance des « points noirs » de la carte de la propreté.

Pour répondre à cet objectif de meilleure connaissance du terrain, le dispositif de vidéo protection de la Ville de Marseille est un outil efficace d'observation pour mieux appréhender la réalité de la propreté.

C'est dans ce contexte qu'une convention est nécessaire pour définir le partenariat entre la ville de Marseille et la Métropole en fixant les conditions d'accès de la Métropole au dispositif de vidéo-protection de la ville de Marseille.

La présente délibération a donc pour objet d'approuver la convention de partenariat afférente et notamment d'en préciser les modalités et conditions (Annexe n°1).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations du Conseil Municipal approuvant la mise en œuvre de la vidéo protection ;
- Les autorisations préfectorales en vigueur ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative au respect de la réglementation de la présentation et la collecte des déchets ménagers et assimilés.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, conclue entre la Ville de Marseille et Métropole Aix-Marseille-Provence relative au respect de la réglementation de la présentation et la collecte des déchets ménagers et assimilés.

### Article 2

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## DEA 051-6226/19/BM

### ■ Réformes d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipement de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/11237/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...  
Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et équipements il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de Métropole Aix-Marseille-Provence.  
Il est donc proposé de procéder à la réforme des véhicules, engins et équipements.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

### Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du 28/03/2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

### Où le rapport ci-dessus,

## Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements dont la liste est ci-dessous, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important.

## Délibère

### Article 1 :

Sont approuvés la réforme et le retrait des véhicules et équipements, indiqués dans le tableau ci-dessous, de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

N° symbolique	Immatriculation	N° de série	Type	Marque	Libellé véhicule	Date mise en circulation
<b>Matériel de propreté et divers</b>						
AR0165		1703169	2000	SCHMIDT	ARVL HYDROSTATIQUE 2000L SCHMIDT	03/08/2010
AR0185		NL5M3B0013	LA5000	MATIS	ARVL MATIS COMPACT 5000L	13/09/2011
BA0175	EG-099-KN	VF644AGD000000429	44AGD3C C30	RENAULT	BAPL EUROVOIRIE 5m3 + MIDLUM 220.12	17/08/2007
BA0223		NA4M3A0132	EURO IV	MATIS	BAVL MATIS COMPACT	21/06/2010

					MILLENIU Am3	
BA0225		NA4M3B0163	EURO IV	MATIS	BAVL MATIS COMPACT MILLENIU Am3	27/07/2011
VU0122	EG-254-GW	VF1FDB2H6374365 65	FDG2H6	RENAUL T	VUFG RENAULT MASTER	02/04/2007
RM0150	9864 VS 13	000ORIGIN0779853 A	ORIGINAL	ACMAR	REMORQUE ACMAR	03/11/1998
<b>Matériel de collecte</b>						
BO0630	EF-055-XN	VF644ACA0000123 17	44ACA6	RENAUL T	EUROVOIRIE 12m3 + MIDLUM 220.16	28/10/2005
BO0674	EF-114-XN	VF644AHL0000005 97	44AHL7	RENAUL T	FAUN 12m3 + MIDLUM 240.16	31/07/2007

## **Article 2 :**

Est confiée la procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules et équipements au Commissariat aux Ventes des Domaines.

La recette sera constatée au Budget :

- Budget principal - Nature 75888
- Budget Collecte et Traitement des Déchets - Nature 75888.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## **Commission "Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels"**

\*\*\*\*\*

**MER 001-6227/19/BM**

■ **Approbation d'une convention de partenariat avec la Société F50 League France pour l'organisation de la finale de la SailGP 2019**  
**MET 19/11007/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Du 20 au 22 septembre 2019, se déroulera à Marseille, la finale de la SailGP 2019.

La SailGP est un nouveau circuit international de course à la voile réunissant les meilleurs navigateurs du monde qui s'affronteront sur des catamarans à foils appelés F50. Les F50 sont une version améliorée des AC50, les bateaux révolutionnaires utilisés pour la 35ème coupe de l'America aux Bermudes en 2017 conçus pour atteindre des vitesses incroyables de plus de 50 nœuds (près de 100 km/h).

Les organisateurs ont pour objectif de créer une ligue internationale. Pour cette première édition, six nations s'affronteront : France, USA, Australie, Grande Bretagne, Chine et Japon.

C'est une véritable opportunité pour le territoire d'accueillir la finale d'un événement international de cette ampleur après les étapes de Sydney (Australie) les 15 et 16 février, San Francisco (Etats-Unis) les 4 et 5 mai, New York (Etats-Unis) les 21 et 22 juin et Cowes (Grande-Bretagne) les 10 et 11 août. L'équipage vainqueur de la course recevra un million de dollars.

La compétition aura lieu en rade nord de Marseille, au plus près de la digue du large (Grand Port Maritime de Marseille) qui sera spécialement aménagée pour permettre aux spectateurs et « VIP » d'assister depuis des tribunes aux évolutions des bateaux. Le grand public pourra venir gratuitement profiter du « village animation » installé sur l'esplanade du J4

En perspective des Jeux Olympiques 2024, cet événement est également un vecteur privilégié pour amener le public du territoire vers la mer et les régates.

Aussi, compte tenu des retombées d'un tel événement pour le territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite s'associer à son organisation dans le cadre d'un partenariat avec la société organisatrice, la Société F50 League France.

La contribution de la Métropole sera logistique et se traduira par la mise à disposition de barrières, de moyens destinés à assurer la propreté des sites, de moyens de communication (panneaux d'affichages) et par la mise à disposition du domaine public maritime notamment pour l'accueil d'une partie du « village animation ».

Pour sa part, l'organisateur s'engage à offrir à la Métropole une visibilité internationale sur les supports de communication de l'événement, à organiser une manifestation éco-responsable et à réserver à la Métropole un espace qui lui sera dédié au sein du « village animation » lui permettant de réaliser des opérations de relations publiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société F50 League France, jointe en annexe, relative à l'organisation de la finale de la SailGP 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la finale de la SailGP 2019 prévue du 20 au 22 septembre 2019 à Marseille contribuera au rayonnement international de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite s'associer à l'organisation de cet événement international en apportant une contribution logistique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société F50 League Fance, jointe en annexe, relative à l'organisation de la finale de la SailGP 2019.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Voirie, Espaces  
Publics et Grands équipements  
métropolitains"***  
\*\*\*\*\*

**VOI 001-6228/19/BM**

■ **Déclassement du domaine public routier métropolitain de 5 emprises de voirie. Renovation de l'ensemble d'habitations Saint Barthélémy-Picon-Busserine à Marseille - 14ème arrondissement  
MET 19/10827/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le secteur Saint-Barthélemy-Picon-Busserine fait l'objet d'un vaste programme de travaux pour améliorer l'habitat, la voirie et les équipements publics. Ce projet de rénovation urbaine s'inscrit dans le cadre d'une convention, signée le 10 octobre 2011, entre l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), l'Etat, les bailleurs sociaux (LOGIREM) et les collectivités locales.

La revalorisation projetée de l'espace urbain a conduit à des aménagements importants de la trame viaire comprenant la requalification de voies existantes.

Le statut et l'usage des espaces publics ayant été modifiés par les aménagements, notamment par la création de nouvelles voies ou la modification d'emprises des voies existantes, il y a lieu de procéder à la régularisation foncière des espaces relevant du domaine public routier métropolitain.

Les parcelles ou portion de parcelles concernées sont :

- 1-) Les parcelles 181 p2, 181 p4 et 181 p3 :

Le Projet de Rénovation Urbaine a permis la requalification de la rue de la Busserine (élargissement, création de pistes cyclables....) par la Métropole et la création de parkings résidentiels entre la voirie et les bâtiments par les bailleurs. Cette requalification a nécessité de modifier le tracé initial de la voirie et conduit donc à des échanges foncier entre la Métropole et les bailleurs. Les parcelles identifiées ci-dessus sont ainsi cédées, dans le cadre de ces échanges foncier, aux bailleurs Logirem et Habitat Marseille Provence pour la réalisation de leurs parkings résidentiels.

Cette cession nécessite un déclassement du domaine public des parcelles 181 p2, 181 p4 et 181 p3, pour des superficies respectives de 277 m<sup>2</sup>, 81 m<sup>2</sup> et 27. m<sup>2</sup>

-2-) Les parcelles 136 p3 et 136 p4 :



Le PRU et le projet L2 permettent la création d'une rue nouvelle à l'intérieur du quartier Picon que va réaliser la Métropole sur du foncier Logirem. Les échanges fonciers entre Logirem et la Métropole pour la réalisation des voiries nouvelles et la résidentialisation des espaces en pied d'immeuble porte notamment sur les parcelles ci-dessus. Il est donc nécessaire d'opérer un déclassement du domaine public routier des 136 p3 et 136 p4 pour des superficies respectives de 11 m<sup>2</sup> et 4 m<sup>2</sup> avant échange.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain les emprises sises en pied d'immeubles, affectées au fonctionnement du bâti et qui ne sont plus accessibles à la circulation générale.

La superficie totale à déclasser est de 400 m<sup>2</sup> environ, portée sur les plans de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les besoins de la Logirem et d'Habitat Marseille Provence pour l'aménagement d'espaces résidentiels en pied d'immeubles.
- Le Projet de Rénovation Urbaine

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont constatées les affectations résidentielles de cinq superficies issues de l'ancienne trame circulaire de l'ensemble d'habitations Picon-Busserine - à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement.

**Article 2 :**

Est approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain de 5 superficies de 277 m<sup>2</sup>, 81m<sup>2</sup>, 27 m<sup>2</sup>, 11 m<sup>2</sup> et 4 m<sup>2</sup> dans le 14<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille.

**Article 3 :**

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 002-6229/19/BM**

**■ Instauration d'un périmètre d'étude pour la création de la 2ème bretelle autoroutière entre l'A8 et l'A51  
MET 19/10986/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole s'engageait dans le financement de la 2ème bretelle autoroutière du projet de liaison entre l'A8 Ouest et l'A51 nord.

La parution du Décret du Plan d'Investissement Autoroutier du 8 novembre 2018, entérinait le lancement de cette opération.

Une convention de financement est proposée au Conseil du 13 juin 2019 afin de permettre à la société ASF de démarrer cette opération.

Un premier COPIL a été organisé par le sous préfet le 28 mars 2019 afin d'amorcer le démarrage de ce projet.

Il s'avère que les terrains concernés par le projet sont aujourd'hui constructibles et il serait préjudiciable que des demandes au titre du droit des sols soient

déposées sur des terrains qui sont susceptibles d'accueillir le projet de bretelle.

C'est pourquoi, en attendant le lancement des procédures réglementaires sur cette opération et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, il est aujourd'hui nécessaire d'inscrire un périmètre d'étude pour pouvoir exercer un sursis à statuer sur les éventuelles autorisations de construire qui pourraient se présenter.

En effet, l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme permet de surseoir à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou des installations à réaliser lorsque ceux-ci sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics, dès lors que la mise à l'étude d'un projet a été prise en considération et les terrains affectés par ce projet ont été délimités.

Cette décision de prise en considération est valable 10 ans à compter de son entrée en vigueur. En conséquence, durant cette période, les demandes d'autorisations situées dans le périmètre d'étude sont soumises à l'avis conforme de la Métropole.

Ainsi un sursis à statuer peut-être prononcé à chaque demande d'autorisation comprise dans le périmètre défini. Chaque décision doit être motivée et ne peut excéder deux ans. A l'expiration de ce délai l'autorité compétente rend sa décision. Si cette dernière aboutit à un refus d'autorisation de construire ou d'utiliser le sol, les propriétaires peuvent mettre en demeure la Métropole de procéder à l'acquisition de leur terrain.

Conformément à l'article R424-24 du Code de l'Urbanisme, la décision de prise en considération produit ses effets juridiques après exécution des mesures de publicités. En application des dispositions de l'article R151-52, le périmètre est à annexer au PLU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération n°2015\_A234 du Conseil Communautaire de la communauté du Pays d'Aix du 12 novembre 2015 validant le montant de l'AP 2017-3 « échangeur A8/A51 » pour un montant de 23 M d'euros ;
- La délibération n°TRA 013-1801/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 d'engagement dans la Métropole à participer financièrement à la deuxième bretelle pour un montant de 4,8M d'euros ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de contrôler les autorisations du droit des sols dans le périmètre d'étude du projet de Liaison A8 Ouest vers A51 Nord.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est prise en considération la mise à l'étude du projet de liaison autoroutière entre l'A8 Ouest et l'A51 Nord sur la commune d'Aix-en-Provence.

#### **Article 2 :**

Les parcelles affectées par ce projet sont délimitées conformément au document joint à la présente délibération.

#### **Article 3 :**

La décision de prise en considération de la mise à l'étude, sans incidence financière, sera affichée au siège de la Métropole et en Mairie d'Aix-en-Provence. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le lieu où le dossier pourra être consulté.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre toutes mesures

utiles pour la réalisation et la mise en œuvre de ce projet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 003-6230/19/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de financement avec l'Etat, le Département, la ville d'Aix-en-Provence relative à la création de la 2ème bretelle autoroutière entre l'A8 et l'A51**

**MET 19/10987/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Pays d'Aix est traversé par l'autoroute A51 dans le sens Nord-Sud et par l'A8 dans le sens Est-Ouest. Ces deux autoroutes se croisent au cœur de la ville d'Aix-en-Provence mais l'échangeur entre ces deux autoroutes n'est pas complet.

Depuis de nombreuses années, la ville d'Aix-en-Provence et la Communauté du Pays d'Aix ont sollicité l'État pour travailler sur le complément d'échangeur et particulièrement la liaison A8 Ouest avec l'A51 Nord.

Les études portées par l'Etat ont permis d'aboutir en 2011 à une estimation des travaux nécessaire à ce complément avec :

- la 1<sup>ère</sup> bretelle ( sens A51Nord vers A8 ouest ) évaluée à 13 millions d'euros HT

- la 2<sup>ème</sup> bretelle ( sens A8 ouest vers A51Nord ) évaluée à 50 millions d'euros HT

Face aux difficultés pour engager cette opération, la Communauté du Pays d'Aix a souhaité afficher son ambition de voir aboutir ce projet en participant financièrement. Ainsi lors du conseil communautaire du 15 janvier 2014, la CPA approuvait le financement complet de la première bretelle.

Cette 1ère bretelle est aujourd'hui en cours de travaux et devrait être mise en service au deuxième semestre 2020.

En 2016, dès le démarrage des discussions concernant le Plan d'Investissement Autoroutier, la Métropole a affiché son souhait de voir inscrire la 2ème bretelle de liaison entre l'A8 Ouest et l'A51Nord.

Les collectivités ont été sollicitées pour formaliser leurs engagements financiers sur cette opération.

Ainsi, par délibération n° TRA 013-1801/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la métropole s'engageait dans le financement de la 2ème bretelle autoroutière du projet de liaison entre l'A8 Ouest et l'A51 nord pour un montant de 4,8 millions d'euros HT.

Les collectivités locales ont chacune délibéré pour la participation suivante :

- le Conseil Départemental, à hauteur de 6 millions d'euros

- la Métropole, à hauteur de 4,8 millions d'euros

- la ville d'Aix-en-Provence, à hauteur de 1,2 million d'euros

La parution du Décret du Plan d'Investissement Autoroutier du 8 novembre 2018, entérinait le lancement de cette opération.

Un premier COPIL a été organisé par le sous préfet d'Aix-en-Provence le 28 mars 2019 afin d'amorcer le démarrage de ce projet.

Il est donc aujourd'hui proposé de valider la convention de financement jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A234 du Conseil Communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 validant le montant de l'AP 2017-3 « échangeur A8/A51 » pour un montant de 23 millions d'euros ;
- La délibération n° TRA 013-1801/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 d'engagement dans la Métropole à participer financièrement à la deuxième bretelle pour un montant de 4,8M€ ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de financement pour la 2ème bretelle autoroutière du projet de liaison entre l'A8 Ouest et l'A51 nord telle que présentée en annexe.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents nécessaires au suivi de ce dossier.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 551, nature 4581, fonction 844 autorisation de programme 2017-3 « Échangeur A8/A51 » (DI551AP).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 004-6231/19/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "bretelle de liaison autoroutière entre l'A51 nord et l'A8 Ouest" MET 19/11515/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le

cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Pays d'Aix est traversé par l'autoroute A51 dans le sens Nord-Sud et par l'A8 dans le sens Est-Ouest. Ces deux autoroutes se croisent au cœur de la ville d'Aix-en-Provence mais l'échangeur entre ces deux autoroutes n'est pas complet. Pour réaliser ces deux autoroutes il est aujourd'hui nécessaire de transiter par la RD64, dite route de Galice, qui traverse le quartier du Jas de Bouffan.

Par délibération n°2014\_A047 du 15 janvier 2014, la Communauté du Pays d'Aix décidait de s'engager dans le financement de la bretelle autoroutière entre l'A51 Nord et l'A8 Ouest pour un montant de 13M€. Cette opération correspond à la première phase du complément d'échangeur entre l'A8 et l'A51.

Par délibération n°2015-A322 du 17 décembre 2015, le bureau communautaire du Pays d'Aix validait la convention de financement avec les ASF pour un montant de 12,55M€HT, et par délibération n°VOI 003-2238\_17\_BM du 13 juillet 2017 le bureau de la Métropole validait l'avenant n°1 à la convention avec les ASF portant ainsi le financement à 13,43M€HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 13,43 M€ euros HT (valeur 2011).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	67 %	8 998 100 euros
Commune d'Aix-en-Provence	3,7 %	507 000€ euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	29,3 %	3 934 990 euros
TOTAL HT		13 430 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015\_A234 du Conseil Communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 validant le montant de l'AP DI551AP « échangeur A8/A51 » pour un montant de 23 M€ ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : bretelle de liaison autoroutière entre l'A51 nord et l'A8 Ouest.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération : 4581162551, nature 4581, fonction 844, autorisation de programme DI551AP.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323,13241, Fonction 844 (Réf. Interne RI551).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 005-6232/19/BM**

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Egis Aménagement (devenue EGIS Villes et Transports) - SMM - André Mascarelli - ILEX - Paysage Urbanisme relatif à la maîtrise d'oeuvre pour la conception du Boulevard Urbain Sud à Marseille  
MET 19/11214/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) à Marseille est un axe routier structurant qui relie le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A 50 et à la future rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian. Une première section comprise entre la traverse Parangon et l'avenue De Lattre de Tassigny (3,1 km) avait fait l'objet en 2004/2005 d'études de détail (AVP et PRO), par le biais de deux marchés de maîtrise d'œuvre spécifiques.

Afin de disposer d'un niveau d'études équivalent sur la section comprise entre l'avenue De Lattre de Tassigny et l'échangeur de Florian (4,8 km), le groupement EGIS AMENAGEMENT / SMM / MASCARELLI ARCHITECTE / ILEX PAYSAGE URBANISME a été désigné attributaire du marché de maîtrise d'œuvre, lors de la commission d'appel d'offres du 24 mars 2010.

Le marché n°10/051 a été notifié le 19 mai 2010, pour un montant global de 2 410 000 €HT, trois tranches confondues.

Après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, un avenant n° 1 a été notifié au groupement de maîtrise d'œuvre en date du 24 juin 2013, ayant pour objet de rémunérer des prestations d'études complémentaires et d'augmenter le délai d'affermissement de la tranche conditionnelle n° 1, portant le montant global du marché à 2 618 206 €HT.

Après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres, un avenant n° 2, a été notifié au groupement de maîtrise d'œuvre en date du 4 août 2014, ayant pour objet de rémunérer des prestations d'études environnementales complémentaires, portant le montant global du marché à 2 799 181 €HT.

A l'issue des études d'AVP, le coût prévisionnel définitif des travaux a été déterminé, ainsi que le forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre, conformément aux dispositions de l'article 19 III du Code des Marchés Publics et au décret n°93-1268 du 29 novembre 1993. Après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres le forfait définitif de rémunération a été arrêté par avenant n°3 notifié le 11 juin 2015 au montant de 3 289 491 € HT.

Par courrier en date 06 août 2018, le groupement de maîtrise d'œuvre a adressé au Maître d'Ouvrage une demande de rémunération complémentaire, pour des prestations complémentaires et des reprises d'études réalisées depuis l'avenant n°3, jusqu'au 31 décembre 2017.

Le montant total de la réclamation présentée par le groupement s'élève à 119 393,40 €HT, dont 9 713,33 €HT de révisions de prix.

Après analyse de la demande, le maître d'ouvrage a proposé au groupement, dans un courrier en date du 26 avril 2019, de ramener ce montant à 99 180,37 €HT, dont 7 862,60 €HT de révisions de prix.

Le groupement ayant accepté cette proposition par courrier en date du 29 avril 2019. Les parties ont convenu de mettre fin dans le cadre d'un protocole transactionnel aux termes duquel le montant de la demande d'indemnisation initiale de 119 393,40 €HT est ramenée à 99 180,37 €HT.

Il est précisé qu'Egis Aménagement a changé de dénomination sociale pour devenir EGIS VILLES ET TRANSPORTS. Ce changement est effectif depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2019, et les autres mentions légales de la Société restent inchangées.

Ce protocole transactionnel est joint en annexe et soumis à l'approbation du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- Le marché n° 10-051 relatif à la maîtrise d'oeuvre du Boulevard Urbain Sud à Marseille ;
- La demande de rémunération complémentaire présentée par le groupement EGIS AMENAGEMENT / SMM / ANDRE MASCARELLI / ILEX PAYSAGE URBANISME le 06 août 2018, concernant le marché susvisé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né de l'exécution du marché n°10-051, et entraîne que le groupement de maîtrise d'oeuvre renonce à toute instance et action future devant les tribunaux, sur le fondement du même litige.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec le groupement EGIS AMENAGEMENT(devenue EGIS Villes et Transports)/SMM/ANDRE MASCARELLI /ILEX PAYSAGE URBANISME afin de régler les sommes restant dues au titre du marché n°10-051.

**Article 2 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une rémunération complémentaire de 99 180,37 euros HT soit 119 016,44 euros TTC, au titulaire du marché susvisé.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature : 458119102 - Fonction : 851 -Numéro d'opération : 2003112800 - Sous politique : C311

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 006-6233/19/BM**

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec Monsieur Gilbert Secchia concernant l'emprise irrégulière de sa parcelle située sur la commune de Saint-Victoret  
MET 19/11479/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

M. Gilbert Secchia est propriétaire depuis 1977 de la parcelle cadastrée section AB n°206, située au n° 57 du Boulevard Ferrisse, sur le territoire de la

commune de Saint-Victoret (Bouches-du-Rhône), sur laquelle est édifée une maison à usage d'habitation.

En mai 2014, un parc public de stationnement a été réalisé par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (CUMPM) sur la parcelle cadastrée section AB n°353 contiguë de la propriété de M. Secchia.

Ce parc de stationnement étant partiellement implanté sur un passage intégré à la parcelle AB n°206 conduisant à son habitation, par une requête enregistrée le 27 juillet 2015, sous le n°1505750 devant le tribunal administratif de Marseille, Monsieur Gilbert Secchia a sollicité l'annulation de la décision implicite de rejet de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole suite à sa demande datée du 16 avril 2015 tendant, d'une part, au retrait de la signalisation horizontale implantée sur sa parcelle et, d'autre part, au bornage de sa propriété au droit du parking public contigu.

Par un jugement du 30 décembre 2017, le Tribunal a jugé que M. Secchia justifiait de sa qualité de propriétaire de la bande de terrain d'une largeur d'environ 1,40 mètres, reliant le boulevard Robert Ferrisse à sa maison d'habitation, sur laquelle ont été implantées irrégulièrement des places de stationnement ; ce dernier était *"fondé à soutenir que le parc de stationnement en litige et sa signalisation sont constitutifs d'une emprise irrégulière sur sa propriété ; qu'il est également fondé à demander l'annulation de la décision implicite de rejet née du silence gardé par la MAMP sur sa demande du 16 avril 2015, en tant que cette décision refuse de reconnaître le caractère irrégulier de l'emprise"*.

Les juges du fond ont par ailleurs enjoint à la Métropole, qui s'est subrogée aux droits de la Communauté urbaine, de régulariser l'emprise dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent jugement, sous astreinte de 100 euros par jour de retard à compter de l'expiration de ce délai.

Le jugement est devenu définitif.

C'est dans ces circonstances que M. Secchia et la Métropole se sont rapprochés, par l'intermédiaire de leurs avocats, afin de rechercher une solution transactionnelle permettant de mettre fin à l'intégralité des points de leur contentieux.

Dans cette perspective, Monsieur Secchia renonce notamment à faire liquider la totalité de l'astreinte ordonnée par le jugement précité, s'élevant à 36 500 €.

En contrepartie, la Métropole s'engage notamment à supprimer le marquage des 11 places de parking situées sur la parcelle AB 206 de Monsieur Secchia et à verser une indemnité de 22 000 € au titre de l'exécution tardive du jugement.

Le protocole transactionnel établi, joint en annexe, est soumis au Bureau de la Métropole pour approbation et permet de mettre définitivement fin au litige opposant les parties et de ramener la liquidation de l'astreinte par la voie transactionnelle de 36 500 € à 22 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le jugement n°1505750 rendu par le Tribunal Administratif de Marseille le 30 décembre 2017
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la stricte application du protocole transactionnel permet de clore définitivement le différend né du retard dans l'exécution du jugement rendu le 30 décembre 2017 par le Tribunal Administratif, et entraîne que Monsieur Secchia renonce à toute instance et action future devant les tribunaux, sur le fondement du même litige.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec Monsieur Secchia, afin de régler la définitivement le litige l'opposant à la Métropole.

**Article 2 :**

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur le paiement de la somme de 22 000 euros au titre de l'exécution tardive du

jugement rendu par le Tribunal Administratif du 30 décembre 2017.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 2016129010 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 007-6234/19/BM**

#### **■ Approbation d'une convention de mandat avec la Soleam concernant les études et les travaux d'élargissement et de requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille**

#### **MET 19/11401/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence envisage de requalifier et élargir la rue Caravelle et la rue Edouard Crémieux dans le quartier Saint Mauront, 3<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille.

Plusieurs projets à desservir par la rue Caravelle et la rue Edouard Crémieux sont en cours dans le quartier, le long de l'axe objet de cette opération :

- poursuite du programme Euroméditerranée,
- programme Nexity Docks Libres,
- groupe scolaire et parc Bougainville,
- école Ruffi.

La réalisation de ces projets d'intérêt général à l'horizon 2020-2022 impose de requalifier dès à présent l'axe Caravelle-Crémieux décrit précédemment pour :

- mettre à niveau la desserte inter et intra-quartier, en assurant notamment la continuité végétale du parc Bougainville jusqu'à la mer par la rue d'Anthoine,
- sortir la copropriété Bellevue de sa position d'oppidum,
- permettre la desserte correcte des programmes décrits précédemment.

Cette démarche de requalification est prévue au plan guide de l'extension d'Euroméditerranée. A cet effet, un emplacement réservé au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille Provence a été instauré au PLU. Une DUP doit être lancée pour permettre cette

requalification.

La rue Caravelle et la rue Edouard Crémieux constituent la limite Sud du programme Euroméditerranée. L'opération ne fait donc pas partie du périmètre d'intervention de celle-ci. Toutefois, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille souhaitent mettre en évidence leur volonté de poursuivre cette démarche de reconquête et de revalorisation urbaine au-delà du seul programme porté par Euroméditerranée.

La résidence Parc Bellevue est aujourd'hui en situation d'oppidum, avec un seul accès majeur par la rue Félix Pyat. Cette opération, conformément aux recommandations de l'ANRU, vise à sortir la résidence de cette situation en créant ce nouvel accès valorisé par la rue Caravelle requalifiée.

Cette opération de requalification des espaces doit amener une plus-value tangible pour le quartier afin de jouer son rôle de rénovation urbaine.

Cette plus-value est conçue autour de 3 axes principaux :

- désenclaver et valoriser l'accès aux programmes en cours et à la résidence Parc Bellevue, dans le prolongement du parc Bougainville donc en accordant une large part aux modes de déplacements doux (piétons et cycles)
- réaliser des espaces publics de qualité cohérents avec les opérations en cours dans le quartier motivées elles aussi par l'objectif de rénovation urbaine
- réaliser des espaces publics conformes aux réglementations en vigueur à l'échelle nationale et métropolitaine (circulations des piétons, cycles et véhicules, gestion des eaux pluviales, défense incendie)

Le montant prévisionnel des dépenses est établi de la manière suivante :

- Marchés de services :  
370 000,00 € HT
- Marchés de travaux :  
4 360 000,00 € HT
- Divers :  
110 000,00 € HT

En raison des procédures d'acquisitions foncières, du dossier de DUP, et des coordinations nécessaires avec Euroméditerranée, le programme Nexity Docks Libres, le parc Bougainville et l'Ecole Ruffi, il est envisagé par la présente convention, de confier au Mandataire, la SOLEAM, le soin de réaliser cette opération au nom et pour le compte de la Métropole.

A ce titre, le Mandataire sera tenu à une obligation de moyens dans l'exercice de sa mission. Il n'est tenu envers la Métropole que de la bonne exécution des attributions dont il a personnellement été chargé par



celui-ci.

La convention de mandat annexée détaille les missions de la SOLEAM ainsi que les modalités de règlement des sommes dues au titre de l'exécution de l'opération d'élargissement et de requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille (13003).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est confié à la SOLEAM, dans le cadre d'une convention de mandat, le soin de réaliser au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'opération d'élargissement et de requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille (13003).
- Que la SOLEAM, en sa qualité de société publique locale, est la mieux à même d'assurer cette mission ;
- Que la définition des missions de la SOLEAM ainsi que les modalités de financement sont précisées dans le cadre de la convention de mandat soumise à approbation

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de mandat ci-annexée conclue avec la SOLEAM, fixant notamment les missions du mandataire et les modalités de rémunération, afin de réaliser les études et les travaux nécessaires à l'élargissement et à la requalification de la rue Caravelle et de la rue Edouard Crémieux à Marseille (13003).

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Opération 2018106500 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Opération 2018106500 - Programme 14 - Nature 4582 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 008-6235/19/BM**

**■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de remboursement avec la Ville de Marseille pour la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille - 1ère phase**  
**MET 19/11095/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans la continuité des aménagements réalisés depuis 2012 (Vieux-Port, rue Saint-Ferréol, rue de Rome, partie basse de la rue Paradis...), la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de poursuivre la requalification du centre-ville de Marseille. La redynamisation du cœur de ville représente l'une des clefs de la stratégie d'aménagement durable portée par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il s'agit d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer à court terme, un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le programme synthétique de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Les objectifs de la requalification sont les suivants :

- Améliorer le fonctionnement urbain dans une perspective de centre-ville apaisé en réorganisant le dispositif des transports en commun et en assurant une continuité piétonne,
- Poursuivre la requalification des espaces publics du cœur historique de Marseille,
- S'inscrire dans une démarche de développement durable,
- Définir une cohérence de traitement des espaces publics avec l'élaboration d'une charte de qualité urbaine du centre-ville de Marseille.

Ce projet se développe autour de 4 axes forts :

- Un meilleur partage de l'espace public au profit des piétons et des modes doux de déplacement ;
- La transformation de la Canebière, avec sa piétonisation ;
- La végétalisation et le développement de la nature en ville avec l'ambition de planter de 300 à 500 arbres ;
- L'harmonisation des espaces publics et la valorisation du patrimoine architectural.

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée depuis février 2018 par le groupement INGEROP Conseil et Ingénierie/Michel DESVIGNE Paysagiste/TANGRAM architectes.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Commune, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Ainsi, la Métropole réalisera, pour le compte de la Ville de Marseille, les équipements qui relèvent d'une compétence communale : mobilier urbain (bancs), et Vidéoprotection, soit une participation financière de la Ville de Marseille estimée à 549 204 euros TTC.

Il convient par conséquent de conclure une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de remboursement entre la Ville de Marseille et la Métropole afin de fixer les modalités de réalisation et de remboursement des travaux pour la première phase de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 004-3373/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole approuvant l'affectation de l'opération d'investissement relative à la requalification du Cours Lieutaud à Marseille et le programme synthétique de cette requalification ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019, relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'en raison de l'imbrication des compétences de la Ville et de la Métropole au sein d'une opération unique, la mise en œuvre d'une maîtrise d'ouvrage unique s'avère opportune ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante avec la Ville de Marseille.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée portant maîtrise d'ouvrage unique et remboursement conclue avec la Ville de Marseille pour la première phase de l'opération de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération : 2018102100 - Nature : 4581181021 - Fonction : 851 - Sous-Politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 009-6236/19/BM**

■ **Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, d'entretien et d'exploitation partiels du domaine routier départemental et de financement par fonds de concours pour la réalisation de l'aménagement du carrefour des Lagets sur la commune d'Auriol relatif à la compétence "Zone d'Activité" MET 19/11343/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune d'Auriol et le Département souhaitent moderniser la RD560 entre la sortie d'Auriol et l'entrée de Saint-Zacharie. Cet aménagement débutera par la création d'un carrefour giratoire au débouché du chemin des Lagets compris entre le PR 3+900 et le PR 4+550 sur la RD560.

Cet aménagement nouveau a pour objectif de sécuriser le carrefour formé par la RD560 et le chemin des Lagets et d'améliorer la desserte de la Zone d'Activité Commerciale du Pujol et notamment la caserne du SDIS.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière de « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale touristique, portuaire ou aéroportuaire » depuis le 1er janvier 2018.

L'aménagement du carrefour des Lagets se développe sur le domaine public départemental et communal. Pour faciliter les travaux, il est nécessaire de les confier à un maître d'ouvrage unique.

En application de l'article 2 §II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée modifiée par ordonnance N°2004-566 du 17 juin 2004, la commune et la Métropole décident de transférer de manière temporaire sa qualité de maître de l'ouvrage au Département pour la réalisation des travaux cités à l'article 2 qui concernent le domaine public communal.

Le Département sera seul compétent pour mener l'ensemble des procédures nécessaires à la réalisation de l'opération, y compris celles nécessaires aux acquisitions foncières.

En conséquence, le Département aura seul la qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble des travaux désignés ci-dessus.

Le Département sera exclusivement compétent pour la passation et l'exécution des marchés de travaux en vue de la réalisation de l'ouvrage.

La Commission d'appel d'offres du Département sera exclusivement compétente pour attribuer ces marchés.

Les projets seront soumis pour approbation à la commune et à la Métropole avant le lancement des procédures correspondantes par le Département.

Cette délibération vise à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au profit du Département des Bouches-du-Rhône consentie pour la durée de l'opération et de valider la répartition des charges financières du projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune d'Auriol approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour cette opération d'aménagement du carrefour des Lagets ;
- La délibération du Conseil Départemental approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour cette opération d'aménagement du carrefour des Lagets ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, d'entretien et d'exploitation partiels du domaine routier départemental et de financement par fonds de concours pour la réalisation de l'aménagement du carrefour des Lagets sur la commune d'Auriol relatif à la compétence « Zone d'Activité ».

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous actes y afférents.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581194008 opération « TTMO Auriol desserte ZAC Pujol carrefour des Lagets ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 010-6237/19/BM**

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) et paiement de la cotisation annuelle 2019  
MET 19/11004/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) a été créée en 2010 selon les statuts d'une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901.

Elle résulte de la fusion de l'Union des Professionnels du Pôle Funéraire Public (UPFP) et de la Fédération Nationale des Services Funéraires Publics (FNSFP).

L'Union du Pôle Funéraire Public qui regroupe la plupart des responsables de services funéraires publics, occupe une position privilégiée pour veiller au respect déontologique dans l'exercice de la mission funéraire.

Ses objectifs sont les suivants :

- mettre en commun l'expérience et le savoir-faire de ses adhérents pour une gestion optimisée des services,
- faire valoir l'éthique du service public funéraire,
- défendre les intérêts de ses adhérents auprès des pouvoirs publics et de la profession, tant au niveau national qu'europpéen,
- organiser la promotion et la représentativité de ses adhérents,
- assurer une veille juridique.

Reconnue comme interlocuteur essentiel auprès des pouvoirs publics et de la profession, l'Union du Pôle Funéraire Public s'affirme, depuis sa création, comme un partenaire fédérateur et dynamique basant ses actions sur le partage des savoir-faire et des expertises intégrées au réseau.

Dans ce cadre, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'Union du Pôle Funéraire Public, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de gestion des crématoriums, a décidé d'adhérer à cette association par délibération n°VOI 010-2417/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017, et a ensuite renouvelé son adhésion au titre de l'année 2018.

Aussi, pour permettre aux services de la Métropole de continuer à bénéficier des savoir-faire et des expertises partagés au sein de ce réseau, la Métropole souhaite renouveler son adhésion à cette association au titre de l'année 2019.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2019 est de 554.17 euros HT soit 665 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 005-3668/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 portant renouvellement de l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public pour l'année 2018 ;
- La délibération N°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'Union du Pôle Funéraire Public, interlocuteur essentiel auprès des pouvoirs publics et de la profession, constitue un partenaire fédérateur et dynamique basant ses actions sur le partage des savoir-faire et des expertises intégrées au réseau ;
- Que compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'Union du Pôle Funéraire Public, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de gestion des crématoriums, a décidé d'adhérer à cette association ;
- Qu'il est utile pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de continuer à bénéficier des actions et du partage des savoir-faire et expertises proposés par ce réseau, en renouvelant son adhésion au titre de l'année 2019;
- Qu'il convient d'approuver le règlement de la cotisation correspondante ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) et le paiement de la cotisation d'un montant de 554.17 euros HT soit 665 euros TTC pour l'année 2019.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe du Crématorium Saint-Pierre – Nature 6281 – Sous Politique F220.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 011-6238/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Aménagement de la place Maletterre"**  
**MET 19/11585/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement de la place Maletterre », la Métropole réalise la rénovation et la requalification de manière qualitative de la place Maletterre avec une organisation des circulations, des stationnements et des cheminements piétonniers.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 500 000 euros HT.

L'opération visée n°2018100900, a été créée pour un montant initial de 450 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 013-3382/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 14 décembre 2017. Par délibération n°VOI 005-5273/18/CM en date du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a porté cette autorisation de programme à 500 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	350 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	150 000,00 euros
TOTAL HT		500 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 013-3382/17/CM du 14 décembre 2017, qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la place Malette ».
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 005-5273/18/CM du 13 décembre 2018, qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la place Malette ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille - Aménagement de la place Malette » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisée à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération 2018100900– Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2018100900- Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 012-6239/19/BM**

#### **■ Demande de subvention relative à la 1ère phase de requalification des espaces publics du Centre-Ville de Marseille MET 19/11292/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés.

Parmi ces réalisations, la Métropole envisage de requalifier les espaces publics du centre-ville de Marseille dans la dynamique initiée par le projet Vieux-Port mis en œuvre à partir de 2012. Plusieurs axes commerciaux majeurs de l'hypercentre ont fait l'objet d'une profonde requalification : rue Saint-Ferréol, rue de Rome avec la mise en service de la ligne 3 du tramway, rue Francis Davso et la partie basse de la rue Paradis entre la Canebière et la Place Estrangin.

Dans la continuité des aménagements ainsi réalisés, l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-Ville » vise à poursuivre la requalification du

centre-ville de Marseille, afin d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

Une partie des travaux à réaliser relevant de la compétence de la Commune, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de mettre en place une convention de maîtrise d'ouvrage unique

pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité qui sera approuvée par le Bureau de la Métropole concomitamment à la présente délibération.

Ainsi, cette convention de maîtrise d'ouvrage unique permet d'estimer le montant de la première phase de travaux à 32 154 166,66 € HT et d'établir le plan de financement suivant pour la première phase :

Département des Bouches-du-Rhône	67,20 %	21 607 600 € HT
Ville de Marseille	1,42 %	457 670 € HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	31,38 %	10 088 896,66 € HT
TOTAL	100 %	32 154 166,66 € HT

Dans le cadre de cette opération importante et afin de partager l'ambition du cœur de Métropole, un partenariat ambitieux avec le Département des Bouches-du-Rhône est mis en place. Aussi, la présente délibération vise ainsi à approuver une demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 004-3373/17/CM affectant l'opération n°2018102100 relative à la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que dans la continuité des aménagements déjà réalisés, l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-Ville » vise à poursuivre la requalification du centre-ville de Marseille, afin d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation ;
- Qu'il convient de procéder à la 1<sup>ère</sup> phase de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- Que pour la réalisation de cette 1<sup>ère</sup> phase de requalification, la Métropole souhaite solliciter une subvention du Département des Bouches-du-Rhône et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Département des Bouches du Rhône, les communes

membres de la Métropole AMP, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement en dépense sur l'état spécial de Territoire sur le Budget 2019 et suivants de la Métropole Aix Marseille Opération : Requalification du Centre-ville de Marseille - Nature : 4581181021 - Fonction : 851 - Opération : 2018102100 – Sous-politique : C311.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement au budget 2019 suivant de la Métropole Aix Marseille Provence au chapitre 13, nature 1322 - Fonction : 851 - Sous-politique : C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **VOI 013-6240/19/BM**

### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Aménagement des abords du Centre Bourse au Cours Belsunce" MET 19/11587/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement des abords du Centre Bourse au Cours Belsunce », la Métropole réalise l'aménagement des abords du Centre Bourse – Belsunce à Marseille (13001).

Cet aménagement s'étend sur une surface de 23 600m<sup>2</sup>, comprenant 7500 m<sup>2</sup> pour les abords des tours Labourdette et toute la périphérie de l'ilot Centre Bourse : Belsunce - Labourdette, Fr Mireur, Neuve St Martin, Henri Barbusse, Bir Hakeim, Fiocca, Beausset .

L'aménagement consistera à un décapage des revêtements existants avec une réfection des bandes structurantes en pierre. Une mise en place d'un revêtement en résine colorée, avec zones de dalles en pierres et mobiliers urbains est en outre prévu.

Cette opération vise à restaurer la qualité de cet aménagement urbain qui jouxte des espaces réaménagés récemment dans le cadre du tramway (Rue de la République, La Canebière, Cours Belsunce et rue Sadi Carnot) afin de le rendre plus fonctionnel, attrayant et convivial.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 2 800 000 euros HT.

L'opération visée n°2015116200, a été créée pour un montant initial de 3 000 000,00 TTC par délibération n°VOI 002-1669/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence en date du 21 décembre 2015. Suite à la délibération du Conseil de la Métropole n°VOI 001-3370/17/CM en date du 14 décembre 2017, une révision a eu lieu portant son montant à 6 000 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	1 960 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	840 000,00 euros
TOTAL HT		2 800 000,00 euros

**Vu**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;



- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence n° VOI 002-1669/15/CC du 21 décembre 2015 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement des abords du Centre Bourse au Cours Belsunce ».
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 001-3370/17/CM du 14 décembre 2017 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement des abords du Centre Bourse au Cours Belsunce ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille - Aménagement des abords du Centre Bourse au Cours Belsunce » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée

Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération 2015116200 - Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2015116200 - Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 014-6241/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille Quartier Noailles Rue Halles Charles Delacroix"  
MET 19/11590/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille Quartier Noailles Rue Halles Charles Delacroix », la Métropole envisage la reprise des revêtements de chaussée et de trottoirs sur l'îlot des feuillants, à Marseille (13001).

Cet îlot, datant du 19<sup>ème</sup> siècle, était à l'abandon depuis plusieurs années. Il est bordé par la rue des feuillants et la rue Longue des Capucins. Cette situation en fait un élément « phare » dans le renouveau souhaité de ce quartier.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 300 000 euros HT.

L'opération visée n°2011108700, a été créée pour un montant initial de 830 000,00 TTC par délibération n°VOI 008-246/11/CC du Conseil de la Communauté

urbaine Marseille Provence en date du 28 mars 2011. Suite à la délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n°VOI 001-3370/17/CM en date du 14 décembre 2017, une révision a eu lieu portant son montant à 930 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	210 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	90 000,00 euros
TOTAL HT		300 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence n°VOI 008-246/11/CC du 28 mars 2011 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille Quartier Noailles Rue Halles Charles Delacroix ».
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 001-3370/17/CM du 14 décembre 2017 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille Quartier Noailles Rue Halles Charles Delacroix ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille Quartier Noailles Rue Halles Charles Delacroix » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération 2011108700- Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2011108700- Programme 14 – Chapitre 13  
– Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 015-6242/19/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Aménagement des rues du Panier" MET 19/11601/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement des rues du Panier », la Métropole

envisage de rénover le quartier du Panier avec des matériaux de qualité, conformément à la charte du Panier.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 900 000 euros HT.

L'opération visée n°2011106800, a été créée pour un montant initial de 220 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 008-246/11/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 28 mars 2011. Elle a été révisée à hauteur de 300 000,00 euros TTC dans le cadre de la délibération n°VOI 003-154/12/CC du Conseil de la Communauté urbaine en date du 13 février 2012. Elle a été portée à 400 000,00 euros TTC par délibération n°FCT 014-104/14/CC du Conseil de la Communauté urbaine en date du 23 mai 2014. Par délibération n°VOI 003-1670/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine en date du 21 décembre 2015, l'Autorisation de Programme a été révisée à hauteur de 1 000 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	630 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	270 000,00 euros
TOTAL HT		900 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 008-246/11/CC du 28 mars 2011 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement des rues du Panier ».
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 003-154/12/CC du 13 février 2012 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement des rues du Panier ».

- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° FCT 014-104/14/CC du 23 mai 2014 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement des rues du Panier ».
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 003-1670/15/CC du 21 décembre 2015 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement des rues du Panier ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille - Aménagement des rues du Panier » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Opération 2011106800- Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2011106800- Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 016-6243/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Aménagement du boulevard de la Blancarde"**

**MET 19/11582/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement du boulevard de la Blancarde », la Métropole réalise la requalification du boulevard de la Blancarde, tronçon compris entre le boulevard Rougier et l'Avenue de Saint Barnabé.

La surface à requalifier est de 6 000m<sup>2</sup>, comprenant notamment : un recalibrage de la chaussée sur deux voies de 3,15m, un élargissement des trottoirs et la protection par du mobilier urbain, la modification des carrefours rue Jeanne de Chantal et boulevard Botinelly, la remise aux normes PMR pour les arrêts de bus, une meilleure organisation du stationnement, et enfin une zone 30 avec plateaux surélevés.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 400 000 euros HT.

L'opération visée n°2015107900, a été créée pour un montant initial de 1 300 000,00 TTC par délibération n°VOI 008-776/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence en date du 19 décembre 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	980 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	420 000,00 euros
TOTAL HT		1 400 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence n°VOI 008-776/15/CC du 19 décembre 2015 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement du boulevard de la Blancarde ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille - Aménagement du boulevard de la Blancarde » ;

- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération 2015107900– Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants :

Opération 2015107900- Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 017-6244/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Etude de stationnement Avenue des Chutes Lavie du n°1 jusqu'à Guigou"**  
**MET 19/11407/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération «Marseille – Etude de stationnement avenue des Chutes Lavie du n°1 jusqu'à Guigou», la Métropole a validé la requalification de l'avenue des Chutes-Lavie sur une surface de 10 000 m<sup>2</sup>, en deux tronçons : Au Nord de Flemming à Guigou et au Sud de Guigou à Camille Flammarion - à Marseille 13004.

Le but de cet aménagement est la réorganisation des stationnements, des cheminements piétons et la création de pistes cyclable de part et d'autre de l'avenue afin de sécuriser les usagers du site.

Le noyau villageois (partie Nord de Flemming à Guigou) recevra un aménagement plus qualitatif, mais réglementé en zone 30. L'Aménagement prévoit :

- Le repositionnement de l'axe de la chaussée
- La pose de bordures et contre- bordures basses
- La réalisation des caniveaux en béton

- La réfection des corps de chaussées et des revêtements
- Avec trottoirs en enrobé rouge et pistes cyclable en enrobé noir
- La confection des trottoirs en béton désactivé et avec bordures pierre dans le noyau villageois
- La création d'un plateau traversant au droit de l'église
- La mise en place de mobiliers urbains.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 197 000,00 euros HT.

L'opération visée est la n°2012113400, qui a été créée pour un montant initial de 30 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, n°VOI 002-153/12/CC du 13 février 2012. Elle fut revalorisée à hauteur de 2 000 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°VOI 003-1670/15/CC du 21 décembre 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône		
Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	23 %	270 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	77 %	927 000,00 euros
TOTAL HT		1 197 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 002-153/12/CC du 13 février 2012 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille – Etude de stationnement avenue des Chutes Lavie du n°1 jusqu'à Guigou ».
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 003-1670/15/CC du 21 décembre 2015 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille – Etude de stationnement avenue des Chutes Lavie du n°1 jusqu'à Guigou ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille – Etude de stationnement avenue des Chutes Lavie du n°1 jusqu'à Guigou » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2:**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 2012113400 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants : Opération 2012113400 - Programme 14 – Chapitre 13 - Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée

**VOI 018-6245/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Aménagement Cours Gouffé"**

**MET 19/11597/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement Cours Gouffé », la Métropole envisage l'aménagement du Cours Gouffé avec une organisation des circulations, des stationnements et des cheminements de piétons, et ce dans le cadre d'une sécurité accrue des usagers.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 650 000 euros HT.

L'opération visée n°2018100800, a été créée pour un montant initial de 2 000 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 006-3375/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 14 décembre 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif :</b> « Partenariat métropolitain » <b>Type d'aide :</b>	70 %	1 155 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	495 000,00 euros
TOTAL HT		1 650 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 006-3375/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement Cours Gouffé ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille - Aménagement Cours Gouffé » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Opération 2018100800- Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2018100800- Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 019-6246/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Aménagement de la rue des Catalans"**

**MET 19/11586/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération «Marseille - Aménagement de la rue des Catalans », la Métropole réalise l'aménagement de la portion de voie située entre les carrefours du boulevard Charles Livon et de l'avenue de la Corse. Il implique la création d'une piste cyclable bidirectionnelle, la réorganisation des stationnements avec élargissement des trottoirs. Il est prévu d'aménager en complément, les rues de Suez, Papety, Aleman, Girardin et Charas (entre le boulevard Charles Livon et l'avenue de la Corse), avec un traitement très qualitatif de l'espace viaire.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 2 800 000 euros HT.

L'opération visée n°2018106400, a été créée pour un montant initial de 1 150 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 004-4244/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 14 décembre 2017. Par délibération n°VOI 005-5273/18/CM en date du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole, celle-ci a été révisée à hauteur de 2 800 000,00 euros TTC. Enfin, la délibération n°VOI 004-5458/19/BM en date du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole est intervenue pour portée cette autorisation de programme à 4 000 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.



Le Plan de financement prévisionnel de cette

opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	1 960 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	840 000,00 euros
TOTAL HT		2 800 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 004-4244/18/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la rue des Catalans ».
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 005-5273/18/CM du 13 décembre 2018 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la rue des Catalans ».
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 004-5458/19/BM du 28 février 2019 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la rue des Catalans ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille - Aménagement de la rue des Catalans » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération 2018106400– Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2018106400- Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 020-6247/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille 13008 - Aménagement parking Bonne Brise" MET 19/11600/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille 13008 - Aménagement parking Bonne Brise », la Métropole envisage l'aménagement d'un parking public d'une

contenance de 100 places environ sur un terrain d'une superficie de 4 600 m².

Compte tenu de la localisation de ce site, l'aménagement nécessitera notamment la réalisation de murs de soutènement, de rampes d'accès, ainsi que d'un bassin de rétention enterré pour 4 600 m² de surfaces imperméabilisées en bordure de mer.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 100 000 euros HT.

L'opération visée n°2018100100, a été créée pour un montant initial de 1 300 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 007-3376/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 14 décembre 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	770 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	330 000,00 euros
TOTAL HT		1 100 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence n° VOI 007-3376/17/CM du 14 décembre 2017, qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille 13008 - Aménagement parking Bonne Brise ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille 13008 - Aménagement parking Bonne Brise » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme

susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

## Délibère

### Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Opération 2018100100 - Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2018100100 - Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 021-6248/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre"**  
**MET 19/11592/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre », la Métropole réalise l'aménagement d'un carrefour à l'entrée du lycée : Tiboulen-Parangon-Corail.

L'aménagement consiste à améliorer les accès au lycée, réorganiser les voies de circulation piétonnes et véhicules, et à rassembler les poches de stationnements

La surface concerné est de 6 500m<sup>2</sup>.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 420 000 euros HT.

L'opération visée n°2015118400, a été créée pour un montant initial de 850 000,00 TTC par délibération n°VOI 002-1669/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence en date du 21 décembre 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	294 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	126 000,00 euros
TOTAL HT		300 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence n° VOI 002-1669/15/CC du 21 décembre 2015, qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille - Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute

convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération 2015118400- Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2015118400- Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 022-6249/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Aménagement de la Place Engalière"**  
**MET 19/11593/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement de la Place Engalière », la Métropole réalise une rénovation d'une place, sur une surface totale de 2000m<sup>2</sup>. Cette place est située au droit de l'église de la Madrague de Montredon - Grotte Rolland. La surface du parvis, de 800m<sup>2</sup>, et les deux voies au droit de l'emprise de ce parvis seront traitées avec des bordures calcaires. Le parvis et les trottoirs seront en dallage de porphyre et de calcaire.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 625 000 euros HT.

L'opération visée n°2015116500, a été créée pour un montant initial de 750 000,00 TTC par délibération n°VOI 002-1669/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence en date du 21 décembre 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible

d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	437 500,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	187 500,00 euros
TOTAL HT		625 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence n° VOI 002-1669/15/CC du 21 décembre 2015, qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la Place Engalière ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille - Aménagement de la Place Engalière » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération 2015116500- Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2015116500- Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 023-6250/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Aménagement de la Place Bavarel à Saint Anne et réorganisation du stationnement"**

**MET 19/11605/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Aménagement de la Place Bavarel à Saint Anne et

réorganisation du stationnement », la Métropole envisage d'aménager cette place dont le revêtement en carreaux de grès terre-cuite est dégradé nécessite un traitement urbain qualitatif.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 340 000 euros HT.

L'opération visée n°2015108000, a été créée pour un montant initial de 400 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 009-777/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 19 février 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	238 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	102 000,00 euros
TOTAL HT		340 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération VOI 009-777/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 19 février 2015 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Aménagement de la Place Bavarel à Saint Anne et réorganisation du stationnement ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille - Aménagement de la Place Bavarel à Saint Anne et réorganisation du stationnement » ;

**Délibère**

## **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole :

Opération 2015108000 - Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront inscrites en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Opération 2015108000 - Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 024-6251/19/BM**

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille 13009 - Aménagement du parking du Fangas, boulevard du Redon"**

**MET 19/11606/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille 13009 - Aménagement du parking du Fangas, boulevard du Redon », la Métropole envisage la réalisation du parking du Fangas, au boulevard de Redon dans le 9ème arrondissement de la Ville de Marseille.

Le périmètre de l'opération comprend une superficie de 1 000m<sup>2</sup> à aménager. Actuellement sur site, existe un parking sauvage non réglementé. Le projet de voirie envisagé, consiste à aménager un parking de 49 places au coeur du noyau villageois du Redon (13009).

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 170 000 euros HT.

L'opération visée n°2017101700, a été créée pour un montant initial de 200 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 006-5460/19/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 28 février 2019.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	119 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	51 000,00 euros
<b>TOTAL HT</b>		<b>170 000,00 euros</b>

**Vu**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération VOI 006-5460/19/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 28 février 2019 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille 13009 - Aménagement du parking du Fangas, boulevard du Redon ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille 13009 - Aménagement du parking du Fangas, boulevard du Redon ».

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole: Opération 2017101700 - Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront inscrites en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Opération 2017101700 - Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 025-6252/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Aménagement de la Place Guy Durand"**  
**MET 19/11595/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille – Aménagement de la place Guy Durand », la Métropole réalise le réaménagement du parvis de l'église de Saint Loup, dénommée Place Guy Durand. Le périmètre comprend le parvis ( 830m<sup>2</sup>) et le trottoir et la chaussée du boulevard de Saint Loup au droit de la place et jusqu'à la rue Doize.

L'opération permettra de rénover et moderniser cet espace public avec un aménagement urbain de qualité, qui contribuera à redynamiser le quartier, sécuriser la circulation des usagers, et à augmenter et réorganiser les stationnements

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 850 000 euros HT.

L'opération visée n°2014104300, a été créée pour un montant initial de 620 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 003-602/14/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 19 décembre 2014. Par délibération n°VOI 001-3370/17/CM en date du 14 décembre 2017 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, celle-ci a été révisée à hauteur de 1 020 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :



<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	595 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	255 000,00 euros
<b>TOTAL HT</b>		<b>850 000,00 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 003-602/14/CC du 19 décembre 2014, qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille – Aménagement de la place Guy Durand ».
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 001-3370/17/CM du 14 décembre 2017 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille – Aménagement de la place Guy Durand ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille – Aménagement de la place Guy Durand » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Opération 2014104300 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants: Opération 2014104300- Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 026-6253/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Réfection du trottoir côté impair des boulevards de la Barasse et de la Milière, tronçon de la rue Léon Bancal au boulevard de la Solitude "**  
**MET 19/11416/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération «Réfection du trottoir côté impair des boulevard de la Barasse et de la Milière, tronçon de la rue Léon Bancal au boulevard de la Solitude » la Métropole a validé l'aménagement du boulevard de la Barasse.

Cet aménagement comprend une surface à traiter de 8 000m<sup>2</sup> pour une longueur de 1 000m visant une réfection de tronçons des revêtements de trottoir côté impair. Cet aménagement comprendra la rénovation des cheminements piétons, l'organisation des stationnements et la création de piste cyclable

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 895 000,00 euros HT.

L'opération visée est la n°2012114400, qui a été créée pour un montant initial de 700 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, n°VOI 002-153/12/CC du 13 février 2012. Elle a été révisé à hauteur de 1 400 000 euros TTC par délibération du Conseil de la Communauté urbaine n°VOI 003-1670/15/CC en date du 21 décembre 2015. Enfin, par délibération n°VOI 005-5273/18CM, le Conseil de Métropole a validé une augmentation de l'autorisation de programme à hauteur de 1 461 000 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône		
Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	50,30 %	450 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	49,70 %	445 000,00 euros
TOTAL HT		895 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Bureau de la Métropole, n°VOI 008-5462/19/BM du 28 février 2019

qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille 13011 – Boulevard de la Barasse ».

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Réfection du trottoir côté impair des boulevards de la Barasse et de la Milière, tronçon de la rue Léon Bancal au boulevard de la Solitude » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution

financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

## Délibère

### Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence -Opération 2012114400– Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants : Opération 2012114400 - Programme 14 – Chapitre 13 - Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### VOI 027-6254/19/BM

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Aménagement de l'avenue de la Fourragère (13012)"**  
**MET 19/11435/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines

peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille – Aménagement de l'avenue de la Fourragère (13012) », la Métropole a validé une requalification l'avenue de la Fourragère, tronçon des Borromées jusqu'à l'avenue St Jean du Désert.

En effet les chaussées actuelles sont trop larges, favorisant les vitesses élevées et les stationnements illicites. La voie est très dégradée.

La surface de voie à aménager est de 12 500m<sup>2</sup>. Cet aménagement comprend un recalibrage de la chaussée, la réalisation de pistes cyclables, le rescindement partiel des trottoirs et la mise en place de mobilier urbain. Les quais de bus seront repris aux normes PMR, un ilot central sera créé et le stationnement sera matérialisé.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 520 000,00 euros HT.

L'opération visée est la n°2012114700, qui a été créée pour un montant initial de 250 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, n°VOI 002-153/12/CC du 13 février 2012. Elle fut revalorisée par deux fois, la première à hauteur de 1 100 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°FCT 014-104/14/CC du 23 mai 2014 et la seconde fois à hauteur de 1 700 000 euros TTC par délibération du Conseil de la Métropole n°VOI 005-5273/18/CM du 13 décembre 2018.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône  Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	19 %	292 500,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	81 %	1 227 500,00 euros
TOTAL HT		1 520 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 002-153/12/CC du 13 février 2012 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille – Aménagement de l'avenue de la Fourragère (13012) ».
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° FCT 014-104/14/CC du 23 mai 2014 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille – Aménagement de l'avenue de la Fourragère (13012) ».
- La délibération du Conseil de la Métropole n° VOI 005-5273/18/CM du 13 décembre 2018 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille – Aménagement de l'avenue de la Fourragère (13012) ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille – Aménagement de l'avenue de la Fourragère (13012) » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2:**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Opération 2012114700- Programme 14 - Nature 4581 - Fonction 844 - Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants : Opération 2012114700- Programme 14 - Chapitre 13 - Nature 1323 - Fonction 844 - Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 028-6255/19/BM**

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille 13012 - Requalification de la rue Montaigne et de la Place de l'Eglise"**  
**MET 19/11580/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille 13012 - Requalification de la rue Montaigne et de la Place de l'Eglise », la Métropole réalise l'aménagement d'une voie comprise entre le carrefour de la Croix de Saint Barnabé et le boulevard Gassendi. Il inclut la place Caire et la rue Meisserel.

Les travaux sont réalisés sur une surface de 7 100m<sup>2</sup>, comprenant :

- la rue Meisserel : reprise des revêtements de surface en enrobé et report de stationnements ;

- la rue Montaigne : remplacement des bordures de trottoirs existantes par des bordures en pierres calcaires, avec reprise des revêtements de trottoirs en béton désactivé et chaussée en enrobé ;
- le remplacement du revêtement en pavés de la chaussée de la place de l'Eglise de Saint Barnabé par de l'enrobé scintillant.
- le remplacement du revêtement en pavés grès abîmés de la place de l'Eglise de Saint Barnabé par des pavés en calcaires

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 2 000 000,00 euros HT.

L'opération visée n°2019103500, a été créée par délibération n°VOI 010-5278/18/CM en date du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, pour un montant de 2 000 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	1 400 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	600 000,00 euros
<b>TOTAL HT</b>		<b>2 000 000,00 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 010-5278/18/CM du 13 décembre 2018 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille 13012 - Requalification de la rue Montaigne et de la Place de l'Eglise ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille 13012 - Requalification de la rue Montaigne et de la Place de l'Eglise » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Opération 2019103500 - Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants: Opération 2019103500 - Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 . Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 029-6256/19/BM**

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille - Création d'une voie de liaison entre le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret à Château-Gombert"**  
**MET 19/11602/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou

privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille - Création d'une voie de liaison entre le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret à Château-Gombert », la Métropole envisage d'aménager une voie de liaison entre le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret.

L'aménagement s'étend sur une surface de 3400m<sup>2</sup>, avec création d'une voie ayant une emprise de 10 m avec trottoirs de chaque côté et, reprise du boulevard Bara et de l'avenue Paul Dalbret au droit des raccordements.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 590 000 euros HT.

L'opération visée n°2010105300, a été créée pour un montant initial de 350 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 012-1897/10/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 25 mars 2010.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	413 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	177 000,00 euros
<b>TOTAL HT</b>		<b>590 000,00 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 012-1897/10/CC du 25 mars 2010 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille - Création d'une voie de liaison entre le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret à Château-Gombert ».

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille - Création d'une voie de liaison entre le boulevard Bara et l'avenue Paul Dalbret à Château-Gombert » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération 2010105300- Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2010105300- Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 030-6257/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille 13013 - Aménagement parking Lafferage" MET 19/11594/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille 13013 - Aménagement parking Lafferage », la Métropole réalise l'aménagement d'un parking sur un délaissé de terrain du groupe scolaire se trouvant à proximité. La surface à traiter est de 1 830m<sup>2</sup>. Le parking aura une capacité de 57 places dont 3 pour les Personnes à Mobilité Réduite, avec une aire de stationnement pour les deux roues.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 375 000 euros HT.

L'opération visée n°2018100600, a été créée pour un montant initial de 450 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 011-3380/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 14 décembre 2017. Par délibération n°VOI 004-5458/19/BM en date du 28 février 2019 du Bureau de la Métropole, celle-ci a été révisée à hauteur de 690 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	262 500,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	112 500,00 euros
TOTAL HT		375 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 011-3380/17/CM du 14 décembre 2017, qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille 13013 - Aménagement parking Lafferage ».
- La délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 004-5458/19/BM du 28 février 2019 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille 13013 - Aménagement parking Lafferage ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille 13013 - Aménagement parking Lafferage » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Opération 2010105300- Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2010105300- Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 031-6258/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Marseille 13015 - Aménagement du chemin du Cap Janet" MET 19/11583/BM**



Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Marseille 13015 - Aménagement du chemin du Cap Janet », la Métropole réalise l'aménagement de la voie de liaison entre l'autoroute A55 et le chemin de la Madrague Ville, dans le 15ème arrondissement de Marseille.

Cette voie présente un enjeu de desserte important puisqu'elle permet l'accès notamment à plusieurs équipements scolaires ainsi qu'à l'IRFSS (Institut

Régional de Formation Sanitaire et Sociale) Houphouët Boigny.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 150 000 euros HT.

L'opération visée n°2018100300, a été créée pour un montant initial de 850 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 008-3377/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 14 décembre 2017. Elle a été révisée à hauteur de 1 150 000,00 euros TTC dans le cadre de la délibération n°VOI 005-5273/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 13 décembre 2018.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	805 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	345 000,00 euros
TOTAL HT		1 150 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 008-

3377/17/CM du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Marseille 13015 - Aménagement du chemin du Cap Janet ».

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 005-5273/18/CM du 13 décembre 2018 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Marseille 13015 - Aménagement du chemin du Cap Janet ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Marseille 13015 - Aménagement du chemin du Cap Janet » ;

- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

## Délibère

### Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Opération 2018100300 - Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants: Opération 2018100300 - Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 032-6259/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Allauch - Aménagement accès du lycée Enco De Botte"**  
**MET 19/11567/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Allauch – Aménagement accès du lycée Enco De Botte » la Métropole envisage de sécuriser les déplacements des piétons et des vélos sur l'avenue de Provence entre les giratoires des Aubagnens et celui d'Enco de Botte. Il convient d'aménager à l'entrée Nord du lycée un tourne à gauche pour accéder à la contre-allée du lycée, du parking professeurs et des livraisons. Un aménagement du giratoire à l'entrée sud du lycée pour accéder au parking élèves et pour sortir de la contre-allée est projeté avec création de deux arrêts de bus.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 500 000 euros HT.

L'opération visée n°2017106800, a été créée pour un montant initial de 50 000,00 TTC par délibération n°VOI 001-154/13/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence en date du 22 mars 2013. Elle a été affectée par délibération n°VOI 003-1880/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, en date du 30 mars 2017 pour un montant de 3 500 000,00 euros TTC. Suite à la délibération du Bureau de la Métropole n°VOI 004-5458/19/BM en date du 28 février 2019, une révision a eu lieu portant son montant à 5 000 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	1 050 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	450 000,00 euros
<b>TOTAL HT</b>		<b>1 500 000,00 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 001-154/13/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence du 22 mars 2013 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Allauch – Aménagement accès du lycée Enco De Botte ».
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 003-1880/17/CM du 30 mars 2017 qui a affecté le volume d'AP relative à l'opération « Allauch – Aménagement accès du lycée Enco De Botte ».
- La délibération du Bureau de la Métropole n°VOI 004-5458/19/BM du 28 février 2019 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Allauch – Aménagement accès du lycée Enco De Botte ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Allauch – Aménagement accès du lycée Enco De Botte » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution

financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Opération 2017106800– Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants:

Opération 2017106800- Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C3100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 033-6260/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Cassis - Aménagement de l'avenue Jules Ferry"**  
**MET 19/11596/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Cassis - Aménagement de l'avenue Jules Ferry », la Métropole envisage la requalification de l'avenue Jules Ferry à Cassis.

L'aménagement s'étend sur un linéaire de 350m et comprend la création de trottoirs aux normes PMR, et la rénovation d'une voie en sens unique en zone 30.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 2 000 000 euros HT.

L'opération visée n°2017101100, a été affectée pour un montant initial de 2 000 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 001-5772/19/CM du Conseil de la

Métropole Aix-Marseille Provence en date du 28 mars 2019.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	1 400 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	600 000,00 euros
TOTAL HT		2 000 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence n° VOI 001-5772/19/CM du 28 mars 2019, qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Cassis - Aménagement de l'avenue Jules Ferry ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Cassis - Aménagement de l'avenue Jules Ferry » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Opération 2017101100– Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants: Opération 2017101100- Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 034-6261/19/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Création d'une voie de liaison entre avenue Pasteur et rue de la République à Plan-De-Cuques"**  
**MET 19/11603/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Création d'une voie de liaison entre avenue Pasteur et rue de la

République à Plan-De-Cuques », la Métropole envisage de créer une chaussée en 2x1 voie, avec intégration de deux pistes cyclables et de deux trottoirs. Des espaces verts seront intégrés dans les surlargeurs disponibles. Le linéaire à traiter est d'environ 650 ml.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 850 000 euros HT. L'opération visée n°2019101300, a été créée pour un montant initial de 6 000 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 018-5286/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 13 décembre 2018.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	595 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	255 000,00 euros
TOTAL HT		850 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° VOI 018-5286/18/CM du 13 décembre 2018 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération

« Création d'une voie de liaison entre avenue Pasteur et rue de la République à Plan-de-Cuques ».

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Création d'une voie de liaison entre avenue Pasteur et rue de la République à Plan-De-Cuques » ;

**Délibère**

### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole- Opération 2019101300 - Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront inscrites en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants: Opération 2019101300 - Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 035-6262/19/BM**

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Aménagement parking Baillet à Plan-de-Cuques"**  
**MET 19/11604/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Aménagement parking Baillet à Plan-de-Cuques », la Métropole envisage la création d'un parc public de stationnement de véhicules au droit du futur parc urbain communal de Plan-de-Cuques.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 500 000 euros HT.

L'opération visée n°2019100700, a été créée pour un montant initial de 500 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 017-5285/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 13 décembre 2018.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif :</b> « Partenariat métropolitain » <b>Type d'aide :</b>	70 %	350 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	150 000,00 euros
<b>TOTAL HT</b>		<b>500 000,00 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° VOI 017-5285/18/CM en date du 13 décembre 2018 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Aménagement parking Baillet à Plan-de-Cuques ».

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Aménagement parking Baillet à Plan-de-Cuques » ;

**Délibère**

**Article 1:**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2:**

Les crédits nécessaires seront inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole - Opération 2019100700 - Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront inscrites en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Opération 2019100700 - Programme 14 – chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 036-6263/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Gémenos - Aménagement du parking de surface des Granges" MET 19/11579/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Gémenos - Aménagement du parking de surface des Granges » et d'une opération de requalification complète du bâtiment « Les Granges », la Métropole réalise un parking public au dessus d'un parking privé sous-terrain.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 300 000 euros HT.

L'opération visée n°2015115000, a été créée pour un montant initial de 300 000,00 TTC par délibération n°VOI 002-1669/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence en date du 21 décembre 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	210 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	90 000,00 euros
<b>TOTAL HT</b>		<b>300 000,00 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 002-1669/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence du 21 décembre 2015 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Gémenos - Aménagement du parking de surface des Granges ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Gémenos - Aménagement du parking de surface des Granges » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-

Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 2015115000- Programme 14 - Nature 4581 - Fonction 844 - Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants - Opération 2015115000- Programme 14 - Chapitre 13 - Nature 1323 - Fonction 844 - Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 037-6264/19/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Ensuès-La-Redonne - Aménagement des voies du PAE Des Coullins" MET 19/11576/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Ensues-La-Redonne - Aménagement des voies du PAE Des Coullins » la Métropole réalise l'aménagement des voies de desserte d'un programme de logement qui est mis en œuvre sur le secteur des Coullins et dont l'accès se fera depuis la RD5. Cet aménagement est réalisé en 2 tranches :

#### **Tranche 1 :**

- Aménagement d'une voie de desserte du groupe scolaire.
- Aménagement d'une zone de stationnement pour les bus, et d'un double abris bus.
- Création de trottoirs et d'une aire de retournement bus.
- Murs de soutènement.



#### Tranche 2 :

- Création d'un parking paysager et requalification des voies attenantes.
- Mise en valeur du parvis du gymnase.
- Raccordement à la voie d'accès au programme de logements du lotissement "Les Coullins".

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 170 000 euros HT.

L'opération visée n°2012111700, a été créée pour un montant initial de 3 000 000,00 TTC par délibération n°VOI 002-153/12/CC du Conseil de la Communauté

urbaine Marseille Provence en date du 13 février 2012. Suite à la délibération du Conseil de la Communauté urbaine n°VOI 001-769/15/CC en date du 19 février 2015, une révision a eu lieu portant son montant à 3 050 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	119 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	51 000,00 euros
TOTAL HT		170 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 002-153/12/CC du 13 février 2012 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Ensûes-La-Redonne - Aménagement des voies du PAE Des Coullins » ;
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 001-769/15/CC du 19 février 2015 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération

« Ensûes-La-Redonne - Aménagement des voies du PAE Des Coullins ».

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Ensûes-La-Redonne - Aménagement des voies du PAE Des Coullins » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à

signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 2012111700- Programme 14 - Nature 4581 - Fonction 844 - Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants - Opération 2012111700- Programme 14 - Chapitre 13 - Nature 1323 - Fonction 844 - Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 038-6265/19/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Ensuès - voie liaison salle des fêtes/école" MET 19/11441/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération «Ensuès – voie liaison salle des fêtes/école » la Métropole a validé l'aménagement de la voie de liaison salle des fêtes-école implantée sur le chemin du Stade s'étend sur un linéaire d'environ 350 ml.

Les travaux concernent :

- La création de places de stationnement,
- La création d'une piste cyclable,
- L'aménagement des trottoirs,
- La mise en sens unique de la voie en direction du giratoire,
- L'aménagement d'un parking paysager en bordure Sud.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 516 000,00 euros HT.

L'opération visée est la n°2013100400, qui a été créée pour un montant initial de 50 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 001-154/13/CC, en date du 22 mars 2013. Elle fut revalorisée une première fois, à hauteur de 80 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°FCT 014-104/14/CC en date du 23 mai 2014. Elle a été revalorisée une seconde fois, à hauteur de 550 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°VOI 001-769/15/CC, le 19 février 2015. Enfin, une dernière révision a eu lieu à hauteur de 960 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de la Métropole n°VOI 001-3370/17/CM, en date du 14 décembre 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	28 %	144 375,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	72 %	371 625,00 euros
TOTAL HT		516 000,00 euros

**Vu**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 001-154/13/CC du 22 mars 2013 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Ensues – voie liaison salle des fêtes/école ».
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° FCT 014-104/14/CC du 23 mai 2014 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Ensues – voie liaison salle des fêtes/école ».
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 001-769/15/CC du 19 février 2015 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Ensues – voie liaison salle des fêtes/école ».
- La délibération du Conseil de la Métropole n° VOI 001-3370/17/CM du 14 décembre 2017 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Ensues – voie liaison salle des fêtes/école ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Ensues – voie liaison salle des fêtes/école » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des

Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2:**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence - Opération 2013100400 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants : Opération 2013100400 - Programme 14 – Chapitre 13 -Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 039-6266/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Gignac - Avenue Jean Jaurès"**  
**MET 19/11444/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Gignac – Avenue Jean Jaurès » la Métropole a validé l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès, depuis la RD48C jusqu'à l'avenue Charles de Gaulle sur la commune de Gignac-La-Nerthe. Les travaux comprennent également le réaménagement des deux traverses encadrant le groupe scolaire Célestin Arigon.

Les objectifs de cet aménagement sont les suivants :

- Requalifier l'avenue en valorisant les espaces,
- Créer un cheminement cyclable,
- Organiser et sécuriser les itinéraires pour piétons, notamment au droit du groupe scolaire Célestin Arigon,
- Apaiser la circulation automobile par la réalisation des plateaux surélevés,

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 200 000,00 euros HT.

L'opération visée est la n°2009119500, qui a été créée pour un montant initial de 700 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 001-1240/09/CC, en date du 26 mars 2009. Elle fut revalorisée une première fois, à hauteur de 1 950 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°VOI 009-247/11/CC en date du 28 mars 2011. Elle a été revalorisée une seconde fois, à hauteur de 2 300 000,00 euros TTC

par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°001-769/15/CC, le 19 février 2015.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône		
Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	29 %	350 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	71 %	850 000,00 euros
TOTAL HT		1 200 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 001-1240/09/CC du 26 mars 2009 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Gignac – Avenue Jean Jaurès ».
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 009-247/11/CC du 28 mars 2011 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Gignac – Avenue Jean Jaurès ».
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° 001-769/15/CC du 19 février 2015 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Gignac – Avenue Jean Jaurès ».

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : «Gignac – Avenue Jean Jaurès » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Département des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

## **Article 2:**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 2009119500- Programme 14 - Nature 4581 - Fonction 844 - Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants : Opération 2009119500 - Programme 14 - Chapitre 13 - Nature 1323 - Fonction 844 - Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 040-6267/19/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Sausset-les-Pins - Aménagement Avenue Matraja" MET 19/11446/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Sausset-les-Pins – Aménagement Avenue Matraja », la Métropole a validé l'aménagement de l'avenue Pierre Matraja sur la commune de Sausset-les-Pins, sur une longueur de 1000m environ.

Les objectifs de cet aménagement sont les suivants :

- Créer des cheminements piétons accessibles à tous,
- Sécuriser les déplacements des cyclistes en créant des bandes ou pistes cyclables,
- Rénover une chaussée vieillissante,
- Apaiser la circulation avec la création de plateaux aux principales traversées piétonnes.
- Organiser le stationnement.
- Améliorer et optimiser le réseau de collecte des eaux pluviales.
- Rénover l'éclairage public
- Améliorer le cadre de vie en aménageant des zones de plantation sur îlots ou en alignement.
- Participation à la mise en discrétion des réseaux aériens par la réalisation du génie civil.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 1 430 000,00 euros HT.

L'opération visée est la n°2013101200, qui a été créée pour un montant initial de 50 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°001-154/13/CC, en date du 22 mars 2013. Elle fut revalorisée une première fois, à hauteur de 1 500 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°VOI 001-769/15/CC en date du 19 février 2015. Elle a été revalorisée une seconde fois, à hauteur de 2 300 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°VOI 003-1670/15/CC, le 21 décembre 2015. Enfin, une troisième fois, son montant a été porté à 2 900 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Métropole n°VOI 032-741/16/CM en date du 30 juin 2016.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône		
Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	32 %	457 500,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	68 %	972 500,00 euros
TOTAL HT		1 430 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° 001-154/13/CC du 22 mars 2013 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Sausset-les-Pins – Aménagement Avenue Matraja ».
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 001-769/15/CC du 19 février 2015 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Sausset-les-Pins – Aménagement Avenue Matraja ».
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 003-1670/15/CC du 21 décembre 2015 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Sausset-les-Pins – Aménagement Avenue Matraja ».
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° 032-741/16/CM du 30 juin 2016 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Sausset-les-Pins – Aménagement Avenue Matraja ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Sausset-les-Pins – Aménagement Avenue Matraja » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution

financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2:**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 2013101200- Programme 14 - Nature 4581 - Fonction 844 - Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants : Opération 2013101200- Programme 14 - Chapitre 13 - Nature 1323 - Fonction 844 - Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 041-6268/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Carry-le-Rouet - Aménagement avenue et impasse Bocoumajour" MET 19/11454/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Carry-le-Rouet – Aménagement avenue et impasse Bocoumajour », la Métropole a validé l'aménagement de l'avenue Bocoumajour, l'impasse Bocoumajour et l'avenue de la Plaine (sur 610ml environ).

Les objectifs de cet aménagement sont notamment les suivants :

- créer des cheminements piétons sécurisés et accessibles à tous (réglementation PMR),

- sécuriser le déplacement des cyclistes en créant une piste cyclable unidirectionnelle dans le sens carrefour de la Tuilière - avenue Bocoumajour - avenue de la Plaine,
- apaiser la circulation avec la mise en sens unique de la voie et la création de deux plateaux traversant et la mise en place de coussins lyonnais,
- rénover la chaussée vieillissante,
- créer des places de stationnement afin de rationaliser l'utilisation de l'espace,
- dilater et prolonger le réseau pluvial.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 720 000,00 euros HT.

L'opération visée est la n°2009114000, qui a été créée pour un montant initial de 200 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de Communauté

urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 001-1240/09/CC, en date du 26 mars 2009. Elle fut revalorisée une première fois, à hauteur de 850 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de la Métropole n°VOI-3370/17/CM en date du 14 décembre 2017. Par délibération n°VOI 005-5273/18/CM en date du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a porté son montant désormais à 2 300 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	14 %	101 250,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	86 %	618 750,00euros
TOTAL HT		720 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 001-1240/09/CC du 26 mars 2009 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Carry-le-Rouet – Aménagement avenue et impasse Bocoumajour ».

- La délibération du Conseil de la Métropole n° VOI-3370/17/CM du 28 mars 2011 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Carry-le-Rouet – Aménagement avenue et impasse Bocoumajour ».
- La délibération du Conseil de la Métropole n°VOI 005-5273/18/CM du 13 décembre 2018 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Carry-le-Rouet – Aménagement avenue et impasse Bocoumajour ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Carry-le-Rouet – Aménagement avenue et impasse Bocoumajour » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme

susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône

## Délibère

### Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### Article 2:

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence -Opération 2009114000– Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants : Opération 2009114000 - Programme 14 – Chapitre 13 - Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 042-6269/19/BM**

■ **Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Châteauneuf-Les-Martigues - Aménagement du Chemin de la Bastide Neuve de l'avenue Maréchal Leclerc à l'avenue des Anciens Combattants"**  
**MET 19/11572/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Châteauneuf-les-Martigues - Aménagement du Chemin de la Bastide Neuve de l'avenue Maréchal Leclerc à l'avenue des Anciens Combattants », la Métropole envisage d'aménager le chemin de la Bastide Neuve (520ml représentant 5 800m<sup>2</sup> de voirie)

L'aménagement consiste notamment à reprendre le trottoir sur une largeur de 1,50m, la chaussée sur 5,50m, et à créer une piste cyclable unilatérale sur trottoir de 1,50m. Il s'agira en outre de réaliser 3 plateaux traversants, de prévoir des places de stationnement lorsque l'emprise s'élargit, et d'enfourer les réseaux existants.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 105 000,00 euros HT.

L'opération visée n°2015115900, a été créée par délibération n°VOI 002-1669/15/CC en date du 21 décembre 2015 du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, pour un montant de 1 500 000,00 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	73 500,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	31 500,00 euros
TOTAL HT		105 000,00 euros

**Vu**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;



- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 002-1669/15/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence du 21 décembre 2015 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Châteauneuf-les-Martigues - Aménagement du Chemin de la Bastide Neuve de l'avenue Maréchal Leclerc à l'avenue des Anciens Combattants ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Châteauneuf-les-Martigues - Aménagement du Chemin de la Bastide Neuve de l'avenue Maréchal Leclerc à l'avenue des Anciens Combattants » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 2015115900- Programme 14 - Nature 4581 - Fonction 844 - Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants-  
Opération 2015115900- Programme 14 - Chapitre 13 : Nature 1323 - Fonction 844 - Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 043-6270/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Châteauneuf-Les-Martigues - Aménagement des boulevards Henri D'Attilio et du Château Moustier"**  
**MET 19/11574/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération « Châteauneuf-les-Martigues - Aménagement des boulevards Henri D'Attilio et du Château Moustier », la Métropole envisage de créer une piste cyclable en continuité de l'aménagement qui sera réalisé sur les boulevards Attilio/Moustier pour rejoindre les équipements sportifs situés au-delà de la RD568.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 420 000 euros HT.

L'opération visée n°2011102500, a été créée pour un montant de 50 000,00 euros TTC par délibération n°VOI 008-246/11/CC du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 28 mars 2011. Elle a été révisée à hauteur de 90 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de Communauté urbaine n°FCT 014-104/14/CC en date du 23 mai 2014 Par délibération n°VOI 011-2418/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, l'autorisation de programme a été portée à 3 000 000,00 euros TTC, le 13 juillet 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>Département des Bouches-du-Rhône</b> <b>Dispositif : « Partenariat métropolitain »</b> <b>Type d'aide :</b>	70 %	294 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	126 000,00 euros
<b>TOTAL HT</b>		<b>420 000,00 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 008-246/11/CC du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence du 28 mars 2011 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Châteauneuf-les-Martigues - Aménagement des boulevards Henri D'Attilio et du Château Moustier ».
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° FCT 014-104/14/CC en date du 23 mai 2014 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Châteauneuf-les-Martigues - Aménagement des boulevards Henri D'Attilio et du Château Moustier ».
- La délibération du Conseil de la Métropole n° VOI 011-2418/17/CM en date du 13 juillet 2017 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Châteauneuf-les-Martigues -

Aménagement des boulevards Henri D'Attilio et du Château Moustier ».

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Châteauneuf-les-Martigues - Aménagement des boulevards Henri D'Attilio et du Château Moustier » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération

2011102500– Programme 14 - Nature 4581 –  
Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants - Opération 2011102500- Programme 14 – Chapitre 13 – Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 044-6271/19/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Ceyreste - Création d'un cheminement modes doux piétons - vélos le long du chemin des Peupliers" MET 19/11438/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Ainsi dans le cadre de l'opération «Ceyreste – Création d'un cheminement modes doux piétons / vélos le long du chemin des Peupliers », la Métropole a validé la réalisation d'un aménagement mode doux sécuritaire pour les usagers piétons et cycles

Le Chemin des Peupliers est situé au sud-ouest du centre-ville de Ceyreste, entre l'Impasse Chantemerle et le Chemin du Réservoir sur la commune de Ceyreste. Le Chemin des Peupliers surplombe l'autoroute A50 et constitue une route péri-urbaine supportant un important transit entre la ville de Ceyreste et la Zone Athélia ainsi que l'échangeur routier.

Cet aménagement s'inscrit dans le schéma directeur des « modes doux » de la ville de Ceyreste. L'objectif est de raccorder le quartier du Chemin du réservoir, nouvellement créé, au centre-ville. En effet, la voie actuelle est composée d'une chaussée de 5,5 m dépourvue de trottoir ne permettant pas un cheminement sécurisée des piétons et des vélos.

Le linéaire d'application est d'environ 600 ml. Le projet d'aménagement consiste à créer une voie douce piétons / vélos de 4 m de largeur côté Ouest en mortier bitumineux coloré ocre. Le tronçon Est consiste à créer une voie piétonne de 2 m de largeur en mortier bitumineux noir.

Les enjeux généraux affichés sont de :

- créer un cheminement piétons / vélos entre le chemin du réservoir et l'impasse Chantemerle,
- créer deux quais bus,
- sécuriser le carrefour routier chemin de Val Tendre / chemin des Peupliers,
- réaliser les aménagements nécessaires pour les eaux pluviales,
- réaliser le génie civil pour l'éclairage public.

Le coût du projet pouvant être subventionné s'élève à 500 000,00 euros HT

L'opération visée est la n°2015118300 qui a été créée pour un montant initial de 685 000,00 euros TTC, par la délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, n°VOI 002-1669/15/CC du 21 décembre 2015. Elle fut revalorisée à hauteur de 1 000 000,00 euros TTC par délibération du Conseil de la Métropole n°VOI 003-4699/18/CM du 18 octobre 2018.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département des Bouches-du-Rhône Dispositif : « Partenariat métropolitain » Type d'aide : Fonds départemental pour la mise en œuvre du plan « Energie-climat »	70 %	350 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	150 000,00 euros
TOTAL HT		500 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°VOI 002-1669/15/CC du 21 décembre 2015 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération « Ceyreste – Création d'un cheminement modes doux piétons / vélos le long du chemin des Peupliers ».
- La délibération du Conseil de la Métropole n° VOI 003-4699/18/CM du 18 octobre 2018 qui a révisé le volume d'AP relative à l'opération « Ceyreste – Création d'un cheminement modes doux piétons / vélos le long du chemin des Peupliers ».
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Ceyreste – Création d'un cheminement modes doux piétons / vélos le long du chemin des Peupliers » ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2:**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section investissement aux budgets 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Opération 2015118300 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées en section investissement aux budgets métropolitains 2019 et suivants : Opération 2015118300 - Programme 14 – Chapitre 13 -Nature 1323 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 045-6272/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville d'Eguilles - Rue d'Aix  
MET 19/11518/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le projet est situé au Sud de la commune d'Eguilles et s'étend sur le chemin des Lampis, sur la traverse des Jasses et sur la rue d'Aix.

Cette entrée de ville a pour objet de ralentir la circulation automobile et d'y établir une liaison piétonne et cycliste avec le centre ville.

Le programme du projet se caractérise comme suit :

- l'adaptation et la requalification de la chaussée ;
- la modification du carrefour de la rue des Lampis/traverse des Jasses/rue d'Aix ;

- la création d'une esplanade piétonne et de murs de soutènement de talus instables ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- la création de trottoirs sur l'ensemble du projet ;
- la création de places de stationnement ;
- le traitement du réseau pluvial de la voie ;
- la requalification paysagère des espaces non imperméabilisés ;
- l'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation horizontale et verticale.

Par délibération n°2015\_B505, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 29 octobre 2015

décidait d'approuver, d'une part, le programme de l'opération pour un montant global de 1,2 M €HT, et d'autre part, le transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage de l'entrée de ville à la commune d'Eguilles.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 1,2 M €HT (valeur 2015).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	840 000 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	360 000 €HT
TOTAL HT		1 200 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégations de compétence du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2015\_B505 du Bureau Communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 validant le programme de l'opération d'entrée de ville d'Eguilles - Rue d'Aix pour un montant global de 1,2 M d'euros HT, et approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté du Pays d'Aix et la Commune d'Eguilles ;

- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M d'euros ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée d'Eguilles - Rue d'Aix.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le

Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 046-6273/19/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville d'Aix-en-Provence - Les 3 Sautets " MET 19/11516/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'aménagement projeté est situé au sud-est de la commune d'Aix-en-Provence sur l'avenue Malacrida et s'étend du pont des Trois Sautets jusqu'au carrefour giratoire de la route du Cagnard.

Le fort accroissement de la commune d'Aix-en-Provence, caractérisé par le développement programmé du secteur des Trois Sautets en termes de logements, de commerces ou de stationnements, générera une augmentation significative du trafic automobile, cycliste et piétonnier. Il a été jugé nécessaire d'anticiper et d'adapter les équipements existants afin de sécuriser les usagers.

Il a donc été arrêté le programme ci-après :

- Le réaménagement des carrefours à feux sur l'emprise du projet avec réduction, adaptation et remise en état de la voirie ;

- La requalification architecturale et qualitative au niveau de l'oratoire existant et du futur cœur du quartier (place publique) avec création d'une zone 30 ;
- Le traitement des accès privés à la voie publique ;
- Le réaménagement des arrêts de bus ;
- L'aménagement de trottoirs et de bandes cyclables normalisés de part et d'autre de la RD7n avec mise en place d'ouvrage de soutènement lorsque nécessaire ;
- Le traitement paysager du terre-plein central du carrefour giratoire de la RD7n et la route du Cagnard (Renault Truck) ;
- La végétalisation des accotements et plantation d'arbres d'alignement le long de la RD7n ;
- La mise en discrétion des réseaux aériens ;
- L'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière.

Par délibération n°2013\_B485, le Bureau Communautaire de la CPA du 07 novembre 2013 décidait d'approuver le programme de l'opération pour un montant de 1,4 M €HT de travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1,4 M €HT de travaux (valeur 2013).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	980 000 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	420 000 €HT
TOTAL HT		1 400 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2013\_B485 du Bureau Communautaire de la CPA du 07 novembre 2013 validant le programme de l'opération d'entrée de ville d'Aix-en-Provence – Les 3 Sautets pour un montant de 1,4 M d'euros HT de travaux ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M d'euros ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée de ville d'Aix-en-Provence - Les 3 Sautets.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 047-6274/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "liaison RD9 RD65 avec pont sur l'Arc sur la commune d'Aix-en-Provence" MET 19/11517/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de

partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Bureau communautaire du 15 janvier 2014 déclarait la voirie nouvelle de contournement sud d'Aix-en-Provence d'intérêt communautaire.

Ce contournement comprend trois sections :

- La voirie de l'ensoleillée, reliant le giratoire Vasarely au giratoire Georges Noel sur la RD65
- La liaison entre la RD65 et la RD9 qui induit la réalisation d'un pont de franchissement de la rivière de l'ARC
- La liaison entre la RD9 et la RD8n au secteur de la Félicité

La voirie de l'ensoleillée est réalisée depuis 2016.

La liaison entre la RD9 et la RD8n a fait l'objet d'une convention de Transfert temporaire de maîtrise

d'ouvrage avec la ville d'Aix-en-Provence, elle est à ce jour à l'étude.

Enfin, concernant la liaison entre la RD9 et la RD65, le Bureau communautaire du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 validait le programme de l'opération pour un montant de 9 855 600€HT.

Les travaux ont été confiés à la SPLA Pays d'Aix territoires et ont démarré depuis le début de l'année 2019. La voie nouvelle devrait être livrée en avril 2020.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 9 855 600 € euros HT (valeur 2015).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	6 898 920 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	2 956 680 euros
TOTAL HT		9 855 600 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 de validant le montant de l'AP DI5521AP « Contournement sud d'Aix-en-Provence » pour un montant de 21 M€ ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : liaison RD9 RD65 avec pont sur l'Arc sur la commune d'Aix-en-Provence.

**Délibère**



### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération budgétaire 4581162552, nature 4581, fonction 844, autorisation de programme DI5521AP.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 844 (Réf. Interne RI5521)

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 048-6275/19/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville de Vitrolles - Le Griffon "**

### **MET 19/11525/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'aménagement projeté est situé au sud-est de la commune de Vitrolles sur environ 450mètres au niveau de l'échangeur du Griffon.

Actuellement le site de l'échangeur du Griffon est une source de danger pour l'ensemble des usagers. En effet, le manque d'équipements ad hoc génère une forte insécurité pour les piétons, les cycles et les automobilistes. Aussi, l'intervention programmée sur ce secteur a pour objectifs, une cohérence avec le

développement projeté de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) du SMITEEB sur son territoire et notamment sur la commune de Vitrolles, de sécuriser les nombreux sectionnements de voie et d'intégrer les différents modes de déplacement

Il a donc été arrêté le programme ci-après :

- Le réaménagement des différentes intersections ;
- La modification du tracé de la voie;
- Le traitement des accès privés à la voie publique ;
- Le réaménagement de l'arrêt de bus pleine voie ;
- L'aménagement d'une aire de stationnement ;
- La création de cheminements piétons et de pistes cyclables normalisés sur l'ensemble du projet ;
- Le traitement paysager des espaces résiduels ;
- Les fourreaux en réservation du Très Haut Débit ;
- L'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière.

Par délibération n°2013\_B361, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 18 juillet 2013 décidait d'approuver le programme de l'opération pour un montant de 625 000 €HT de travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 624 000 €HT de travaux (valeur 2019).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	436 800 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	187 200 €HT
TOTAL HT		624 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2013\_B361 du Bureau Communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 validant le programme de l'opération d'entrée de ville de Vitrolles – Le Griffon pour un montant de 625 000 € HT de travaux ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€ ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée de ville de Vitrolles – Le Griffon ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 049-6276/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville de Fuveau - RD46 - Avenue du 8 mai 1945" MET 19/11519/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'aménagement projeté est situé à l'Ouest de la commune de Fuveau sur un tronçon de 310 mètres de l'avenue du 8 mai 1945 (RD46). Il est situé entre le carrefour giratoire de l'avenue célestin Barthélémy, et le carrefour giratoire de la rue Chanoine Moisan.

Actuellement, cette section de la RD46 en agglomération se caractérise par une large voie rectiligne propice à la vitesse des véhicules. Celle-ci est bordée de talus, de fossés et ne présente aucun aménagement pour les piétons et les cycles. La requalification de l'entrée de ville Ouest de Fuveau est un enjeu important pour la commune et ses habitants. A terme, cet équipement adapté, normalisé et dédié à l'ensemble des usagers permettra de relier le Nord et le Sud de la ville.

Il a donc été arrêté le programme ci-après :

- La réduction et la requalification de la voie ;
- Le traitement des accès privés à la voie publique ;
- La création d'une promenade paysagère, de trottoirs et de pistes cyclables ;

- Le réaménagement des arrêts de bus pleine voie ;
- La sécurisation des traversées piétonnes ;
- La création de stationnements longitudinaux normalisés ;
- La création de bandes et pistes cyclables sur l'ensemble du projet ;
- La requalification paysagère des espaces résiduels ;
- L'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière ;

Par délibération n°2013\_B221, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 16 mai 2013 décidait d'approuver le programme de l'opération pour un montant de 625 000 € HT de travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût global prévisionnel de cette opération est estimé à 600 000 € HT de travaux (valeur 2019) dont 50 000 € HT de participation du département au titre des travaux de réfection de structure de chaussée ;

Le coût global de l'opération d'entrée de ville (hors travaux pour tiers) est donc de 550 000 €HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	385 000 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	165 000 €HT
TOTAL HT		550 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2014\_B465 du Bureau communautaire de la CPA du 28 novembre 2014 validant le programme de l'opération d'entrée de ville de Fuveau – RD46 – Avenue du 8 mai 1945 pour un montant de 625 000 €HT de travaux ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€ ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée de ville de Fuveau – RD46 – Avenue du 8 mai 1945.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille- Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 050-6277/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville de Gardanne - Avenue d'Armenie - Phase II" MET 19/11520/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui

traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La seconde phase du projet est située à l'Ouest de la commune de Gardanne sur l'avenue d'Arménie. Elle s'étend de la ZA Bompertuis jusqu'à l'avenue Raoul Décoppet.

Le projet prévoit l'intégration d'un cheminement piétons et cycles sur l'ensemble du linéaire, et tend à améliorer la qualité de cette entrée de ville située dans une zone en plein essor urbain avec l'aménagement d'un rond-point et de chicanes pour gérer les carrefours.

Le programme de cette seconde phase comprend :

- la création de chicanes ;
- la modification et la mise en cohérence du tracé de la voie ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- la création de trottoirs aux normes de pistes cyclable ;
- le traitement du réseau pluvial de la voie ;
- la création d'espaces paysagers ;
- l'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation horizontale et verticale.

Par délibération n°2015\_A207, le Conseil de la Communauté du Pays d'Aix du 08 octobre 2015 décidait d'approuver, d'une part, le programme de la phase II de l'opération pour un montant global de 1,5 M €HT, et d'autre part, le transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage de l'entrée de ville à la commune de Gardanne.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 1,5 M €HT (valeur 2015).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	1 050 000 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	450 000 €HT
TOTAL HT		1 500 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_A207 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 validant le programme de la Phase II de l'opération d'entrée de ville de Gardanne – Avenue d'Arménie - ZA Bompertuis/Avenue Raoul Décoppet pour un montant global de 1,5 M €HT et approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté du Pays d'Aix et la Commune de Gardanne ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€ ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée de ville de Gardanne - Avenue d'Arménie - Phase II ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône;
- 

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 051-6278/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville de Greasque - RD46a - Route de Gardanne "**  
**MET 19/11521/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui

traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'aménagement projeté est situé au Nord-Ouest de la commune de Gréasque sur la RD46a. Il s'étend sur environ 800 mètres depuis le carrefour giratoire de la route du puits Hely d'Oissel jusqu'au panneau d'agglomération.

L'aménagement prévu sur cette portion de route en forte déclivité située en et hors agglomération est multiple. Le premier objectif est la réduction des vitesses des nombreux véhicules empruntant cette voie et, le second est de prendre en compte les modes de déplacements doux, de mettre en valeur l'entrée du village et sécuriser les accès des lotissements riverains.

Il a donc été arrêté le programme ci-après :

- Le recalibrage de la chaussée à 6,50 m ;
- La création d'un tourne à gauche ;
- Le traitement des accès privés à la voie publique
- L'aménagement de cheminements piétons normalisés sur trottoir
- La création de bandes et pistes cyclables sur l'ensemble du projet ;
- Le traitement du réseau pluvial de la voie ;
- La requalification paysagère des espaces non imperméabilisés ;

- L'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière ;

Par délibération n°2014\_B465, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 28 novembre 2014 décidait d'approuver le programme de l'opération pour un montant de 1 210 000 €HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût global prévisionnel de cette opération est estimé à 1 100 000 €HT (valeur 2019) auquel il faut ajouter 180 000 €HT de travaux hors programme répartis de la façon suivante:

- 105 000 €HT de participation du département au titre des travaux de réfection de structure de chaussée ;
- 75 000 €HT à la charge de la commune via une convention de maîtrise d'ouvrage unique au titre de la réalisation de travaux de génie civil pour l'enfouissement de réseaux secs hors éclairage public ;

Le coût global de l'opération d'entrée de ville (hors travaux pour tiers) est donc de 1 100 000 € HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	770 000 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	330 000 €HT
TOTAL HT		1 100 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2014\_B465 du Bureau de la Communautaire de la CPA du 28 novembre 2014 validant le programme de l'opération d'entrée de ville de Gréasque – RD46a – Route de Gardanne pour un montant de 1 100 000 € HT de travaux ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€ ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée de ville de Gréasque – RD46a – route de Gardanne ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 052-6279/19/BM**

#### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville du Tholonet - RD17 Est "** **MET 19/11522/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein

de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le projet est situé à l'Est de la commune du Tholonet sur la RD17. Il s'étend depuis l'intersection des RD17 et RD64e jusqu'au Moulin de Cézanne, à l'Est.

L'aménagement programmé sur cette voirie départementale à forte déclivité vise à la fois la mise en valeur qualitative de l'entrée de ville et du patrimoine alentours, et l'intégration des modes de déplacements doux (bus et piétons).

Le programme du projet se caractérise comme suit :

- l'adaptation et requalification de la chaussée ;
- la modification du carrefour de la RD17 et de la RD64e ;
- le traitement des accès privés à la voie publique ;
- la création de trottoirs aux normes sur l'ensemble du projet ;
- la mise en œuvre d'un arrêt de bus conforme ;
- le traitement du réseau pluvial de la voie ;
- la requalification paysagère des espaces non imperméabilisés ;
- l'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation horizontale et verticale.

Par délibération n°2015\_B019, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 29 janvier 2015 décidait d'approuver le programme de l'opération pour un montant global de 1,2 M €HT.

Par délibération n°2015\_B237, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 11 juin 2015 décidait également d'approuver le transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage de l'entrée de ville à la commune du Tholonet.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel global de cette opération est estimé à 1,2 M €HT (valeur 2015).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	840 000 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	360 000 €HT
TOTAL HT		1 200 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2015\_B019 du Bureau Communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 validant le programme de l'opération d'entrée de ville du Tholonet – RD17 Est pour un montant global de 1,2 M€HT.
- La délibération n°2015\_B237 du Bureau Communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté du Pays d'Aix et la Commune du Tholonet ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€ ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée du Tholonet – RD17 ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 053-6280/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville des Pennes-Mirabeau - RD113 - La Gavotte Sud "**  
**MET 19/11523/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui



traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'aménagement projeté est situé au sud-est de la commune des Pennes Mirabeau sur la RD113. Il se déploie sur environ 300 mètres depuis l'intersection de la RD113 et de la traverse Collet vers le cœur du village.

L'objectif de l'aménagement projeté est d'apporter des solutions adaptées et normalisées aux défauts de l'entrée de ville actuelle, tant au niveau de la valorisation de l'espace public que de l'intégration des modes de déplacement doux (piétons et cycles).

Il a donc été arrêté le programme ci-après :

- La réduction, adaptation et remise en état de la chaussée ;
- La création d'un plateau traversant sécurisé ;
- Le traitement des accès privés à la voie publique

- L'aménagement de cheminements piétons normalisés et d'une piste cyclable le long de la voie ;
- Le réaménagement de l'arrêt de bus ;
- La requalification paysagère des espaces résiduels ;
- Le réaménagement du réseau pluvial de la voie ;
- L'adaptation de l'éclairage public et de la signalisation routière ;

Par délibération n°2013\_B485, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 7 novembre 2013 décidait d'approuver le programme de l'opération pour un montant de 600 000 €HT de travaux.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 400 000 €HT de travaux (valeur 2019).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	280 000 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	120 000 €HT
TOTAL HT		400 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013\_B485 du Bureau Communautaire de la CPA du 7 novembre 2013 validant le programme de l'opération d'entrée de ville des Pennes Mirabeau – RD113 – La Gavotte Sud pour un montant de 600 000 €HT de travaux ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre

2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€ ;

- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée de ville des

Pennes-Mirabeau – RD113 – La Gavotte Sud ;

- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône.

## Délibère

### Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **VOI 054-6281/19/BM**

### **■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Entrée de ville de Saint-Esteve-Janson - Place des anciens Combattants" MET 19/11524/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Département 13 « Plan Partenarial Métropolitain »	70 %	322 000 €HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	138 000 €HT
TOTAL HT		460 000 €HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'aménagement projeté est situé au nord de la commune de Saint Estève Janson sur une superficie d'environ 2000m<sup>2</sup> de voies et espaces communaux.

Les objectifs de cet aménagement sont l'embellissement et la sécurisation du principal axe d'accès au cœur du village.

Il a donc été arrêté le programme ci-après :

- Le réaménagement du carrefour giratoire en carrefour à croix muni de « stops » ;
- La création d'aires de stationnement pour les cars de la Communauté du Pays d'Aix ;
- La création d'une esplanade villageoise plantée d'arbres ;
- La mise en discrétion des conteneurs de tri sélectif ;

Par délibération n°2015\_B703, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 décidait d'approuver le programme de l'opération pour un montant global de 515 000 €HT.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût global prévisionnel de cette opération est estimé à 460 000 €HT (valeur 2019).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015\_B703 du Bureau Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 validant le programme de l'opération d'entrée de ville de Saint-Estève-Janson – Place des anciens combattants pour un montant global de 515 000 €HT, dont 467 083 €HT de travaux ;
- La délibération n°2015\_A280 du Conseil Communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant la révision de l'autorisation de programmes 50 AP GLOBALE pour la porter à un montant de 76 M€ ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Entrée de ville de Saint Estève Janson – Place des anciens combattants ;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent,

notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 458116250, nature 4581 ; fonction 515, autorisation de programme DI50AP12.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : nature 1323, fonction 515 (réf. Interne RI50-12).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 055-6282/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Carrefour des Lagets - Aménagement d'un carrefour giratoire RD560 - Zac du Pujol à Auriol "**  
**MET 19/11342/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le département des Bouches-du-Rhône souhaite réaliser un projet d'aménagement du carrefour des Lagets, à l'intersection de la RD560 et du chemin communal des Lagets. Ce giratoire viendra moderniser la route, sécuriser le carrefour et améliorer la desserte de la ZAC du Pujol et de la caserne du SDIS 13.

Pour faciliter les travaux, qui devraient démarrer en juin 2019, une convention tripartite entre le Département des Bouches-du-Rhône, la commune d'Auriol et la Métropole Aix-Marseille-Provence a été conclue. Une enveloppe supplémentaire est positionnée par le Territoire afin de réaliser la continuité de l'éclairage et du cheminement piéton de la ZAC du Pujol sur la nouvelle voie créée par le Département.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 216 667 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 « Partenariat métropolitain »	70 %	151 666 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	65 001 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 créant l'Autorisation de Programme n° 20194008 relative à l'opération - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Carrefour des Lagets - Aménagement d'un carrefour giratoire RD560 - Zac du Pujol à Auriol " ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Demande de subvention d'investissement relative à l'opération " Carrefour des Lagets - Aménagement d'un carrefour giratoire RD560 - Zac du Pujol à Auriol " .

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur la Décision Modificative n°1 de 2019 du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne été de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence Opération : 2019400800 - Nature : 4581194008 - Fonction : 518 – Sous politique : C360.

La recette correspondante sera inscrite dans la prochaine Décision Modificative de la Métropole Aix-Marseille-Provence section d'investissement - Nature 1313 – Fonction 518 – Sous politique C360 –Code opération n° : 2019400800.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 056-6283/19/BM**

**■ Demande de subvention auprès du Département pour le financement de l'opération "Requalification de l'entrée Ouest de la commune de Miramas pour la desserte du village des Marques" - Tranche 2018 - Chemin de Calameau MET 19/11099/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le

cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La commune de Miramas est concernée par plusieurs projets structurants dont le contournement routier de la ville par l'ouest et le projet de création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) quartier de la Péronne.

La création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Péronne a été approuvée par délibération n° 93/12 du 22 mars 2012 du SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Cette ZAC vise à développer sur le territoire intercommunal une offre qualitative de foncier aménagé, permettant l'accueil d'activités économiques autres qu'industrielles, favorisant ainsi le développement et l'attractivité du territoire, ainsi que l'emploi local. Cette ZAC accueillera à terme une activité économique diversifiée (tertiaire, commerce, artisanat...).

Par délibération n° 356/12 du 8 octobre 2012, le SAN Ouest Provence a confié à l'EPAD Ouest Provence la réalisation de la ZAC de la Péronne et a approuvé les termes de la concession d'aménagement correspondante notifiée le 21 décembre 2012.

Pour développer l'accessibilité de ce secteur et assurer le bon fonctionnement du Village de Marques, des travaux de requalification de l'entrée ouest de la ville ont été identifiés. Ces travaux concernent l'entrée de ville n° 1, l'entrée de ville n° 2 et voie nord/sud, le boulevard Aubanel et le chemin de Calameau.

Le 11 décembre 2015, la Commission Permanente du Département des Bouches-du-Rhône a accordé au

SAN Ouest Provence une subvention d'un montant de 250 000 euros pour le financement des travaux de l'entrée de ville n°1 dans le cadre du dispositif « Aide aux équipements structurants – Aide exceptionnelle – Tranche 2015 ».

Le 16 décembre 2016, la Commission Permanente du Département des Bouches-du-Rhône a accordé à la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention d'un montant de 1 800 000 euros pour le financement des travaux de l'entrée de ville n° 2 et la voie nord-sud dans le cadre du dispositif « Aide aux équipements structurants – Aide exceptionnelle – Tranche 2016 ».

Le 15 septembre 2017, la Commission Permanente du Département des Bouches-du-Rhône a accordé à la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention d'un montant de 2 000 000 euros pour le financement des travaux d'aménagement du Boulevard Aubanel dans le cadre du dispositif « Aide aux équipements structurants – Aide exceptionnelle – Tranche 2017 ».

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre du dispositif « Aide aux équipements structurants – Aide exceptionnelle – Tranche 2018 » pour le financement des travaux du chemin de Calameau dans le cadre de la « Requalification de l'entrée ouest de la commune de Miramas pour la desserte du Village de Marques » et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette tranche est estimé à 1 900 000 euros hors taxes.

Le plan de financement prévisionnel pour la tranche 2018 est le suivant :

Conseil Départemental 13 « Aide aux équipements structurants – Aide exceptionnelle – Tranche 2018 – Chemin de Calameau »	50 %	950 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	950 000,00 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>1 900 000,00 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° URB 026-5157/18/ CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la révision de l'opération 201751500 rattachée au programme n°175060BP ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats Spéciaux de Territoire ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Requalification de l'entrée Ouest de la commune de Miramas pour la desserte du Village des Marques » Tranche 2018 – Chemin de Calameau;
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter l'aide financière auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 2017501500, nature 204182, code opération 2017501500.

La recette correspondante sera inscrite au Budget primitif 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, nature 1323, code opération 2017501500.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 057-6284/19/BM**

**■ Demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour le financement de l'opération "Mise en place d'éclairage public et vidéosurveillance montée de la Glacière et avenue Mas Felipe Delavouet" sur la commune de Grans MET 19/11502/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre des travaux d'enfouissement des réseaux secs (BT et Telecom) liés au SMED (Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône), la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage la remise à niveau de l'éclairage public de l'avenue Mas Felipe Delavouet et montée de la Glacière sur la commune de Grans située sur le territoire Istres-Ouest Provence.

L'élaboration d'un projet lumière pour ce secteur est à envisager avec l'évolution du quartier de l'aire des pauvres. En effet, cette aire située à l'entrée de la ville se caractérise sous la forme d'un grand carrefour, avec zone de stationnement et arrêts de bus. La mise en sécurité de cette aire sera renforcée par un niveau d'éclairage uniforme et conforme au schéma directeur de la ville.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre du dispositif « Partenariat Métropolitain » pour le financement des travaux de mise en éclairage public et vidéo surveillance montée de la Glacière et avenue Felipe Delavouet sur la commune de Grans territoire Istres-Ouest Provence et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel est estimé à 191 063,00 euros H.T..

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Département Métropolitain»	13 «Partenariat	70 %	133 744,10 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence		30 %	57 318,90 euros
<b>TOTAL</b>		<b>100 %</b>	<b>191 063,00 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI 015-5283/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la révision de l'opération 2018500300 rattachée au programme n° 175140 BP ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats spéciaux de territoires ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Mise en place d'éclairage public et vidéo surveillance montée de la Glaçière et avenue Mas Felipe Delavouet » sur la commune de Grans.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter l'aide financière auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement à l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2019, chapitre 4581185003, nature 4581185003, code opération 2018500300.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, nature 1323, code opération 2018500300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 058-6285/19/BM**

**■ Demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour le financement de l'opération " Réhabilitation de la rue des Lauriers - phase 1 " sur la commune de Miramas  
MET 19/11498/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La commune de Miramas, territoire stratégique du fait de son positionnement géographique est concernée par plusieurs grands projets structurants dont la création du Stadium Métropole Miramas dans la Zone Industrielle des Molières.

Les travaux de requalification des chaussées aux abords du stadium s'inscrivent dans la continuité du projet car l'aménagement des chaussées contribuera à rendre plus accessible ce secteur de la ville.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre du dispositif « Partenariat Métropolitain » pour le financement des travaux de réhabilitation de la rue des Lauriers située sur la commune de Miramas et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel est estimé à 805 636,27 euros H.T..

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Département 13 «Partenariat Métropolitain»	70 %	563 945,39 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	241 690,88 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>805 636,27 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI 015-5283/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la révision de l'opération 2018500300 rattachée au programme n° 175140 BP ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats spéciaux de territoires ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Réhabilitation de la rue des Lauriers - Phase 1 » sur la commune de Miramas.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter l'aide financière auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement à l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2019, chapitre 4581185003, nature 4581185003, code opération 2018500300.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, nature 1323, code opération 2018500300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 059-6286/19/BM**

**■ Demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour le financement de l'opération "Relanternage pour embellissement du village et économie d'énergie" sur la commune de Cornillon-Confoux  
MET 19/11500/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de son programme de modernisation de l'éclairage public, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité réaliser une prestation de relanternage dans le centre du village de Cornillon-Confoux situé sur le territoire Istres-Ouest Provence. Les ampoules énergivores de vieille génération en sodium seront remplacées progressivement par des leds dont la puissance d'énergie est diminuée de moitié.

Le remplacement des luminaires existants par des ampoules basse consommation concerne :

- la rue du Baou,
- la rue de l'horloge,
- la place du lavoir,
- la rue des Ferrages,
- la montée des aires,
- la route départementale 70 route de pont de Rhaud.

Le programme de travaux prévoit le remplacement de 38 lanternes et 26 mâts.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre du dispositif « Partenariat



Métropolitain » pour le financement des travaux de relanternage sur la commune de Cornillon-Confoux et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel est estimé à 49 728,00 euros H.T..

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Département 13 «Partenariat Métropolitain»	70 %	34 809,60 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	14 918,40 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>49 728,00 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 152-13/12/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 015-5283/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la révision de l'opération 2018500300 rattachée au programme n° 175140 BP ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats spéciaux de territoires ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Relanternage pour embellissement du village et économie d'énergie » sur la commune de Cornillon-Confoux.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter l'aide financière auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement à l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2019, chapitre 4581185003, nature 4581185003, code opération 2018500300.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, nature 1323, code opération 2018500300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **VOI 060-6287/19/BM**

**■ Demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour le financement de l'opération "Requalification de l'avenue du Port" sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône  
MET 19/11501/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de l'aménagement de son territoire la Métropole Aix-Marseille-Provence - Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence souhaite procéder à la réfection complète de l'avenue du Port à Port-Saint-

Louis-du-Rhône. Cette réfection concerne l'ensemble de la voirie et des réseaux, humides et secs.

Pour le réaménagement de cette voie, qui constitue la porte d'entrée du cœur de ville, il convient d'engager une réflexion échelonnée permettant d'adapter les aménagements aux différentes séquences urbaines traversées : entrée de ville, d'accès au port, cœur de ville, quartiers périphériques.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre du dispositif « Partenariat Métropolitain » pour le financement des travaux de requalification de l'avenue du Port sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône et à signer tous les documents y afférents.  
Le coût prévisionnel est estimé à 3 512 240,00 euros H.T..

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Département13 Métropolitain»	«Partenariat	70 %	2 458 568 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence		30 %	1 053 672 euros
<b>TOTAL</b>		<b>100 %</b>	<b>3 512 240 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI 015-5283/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la révision de l'opération 2018500300 rattachée au programme n° 175140 BP ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats spéciaux de territoires ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Requalification de

l'avenue du Port » sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter l'aide financière auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement à l'État spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2019, chapitre 4581185003, nature 4581185003, code opération 2018500300.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, nature 1323, code opération 2018500300.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

**Commission "Culture et sport,  
grands évènements  
métropolitains"**

\*\*\*\*\*

**CSGE 001-6288/19/BM**

■ Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Lagardère Aréna 13 relatif à l'exploitation de l'Aréna du Pays d'Aix dans le cadre de sa gestion en délégation de service public  
**MET 19/11666/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°CSGE 001-2103/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017, La Métropole Aix-Marseille-Provence (le délégant) a accordé la gestion de l'Aréna du Pays d'Aix à la société Lagardère Aréna 13 (LA 13) (le délégataire) au travers d'un contrat de délégation de service public (DSP).

Le 5 décembre 2018, la société LA13 a transmis à la Métropole Aix-Marseille-Provence, 11 réclamations portant demande d'indemnisation de préjudices présentés comme subis dans le cadre de l'exploitation de l'ouvrage. Ces problématiques ont impacté le fonctionnement de l'ouvrage et ont engendré des coûts financiers pour le délégataire, coûts non prévisibles lorsque le candidat à la DSP a remis son offre finale.

Il est à préciser que ces réclamations sont pour la plupart en lien avec des défauts ayant, de manière imprévisible mais usuelle, affecté cet équipement de grande ampleur récemment mis en service dans sa première année d'exploitation. Ces défauts sont désormais corrigés ou en passe de l'être.

Ces réclamations peuvent être synthétisées comme suit :

- Surcoût généré pour LA 13 par la mise en œuvre d'un système provisoire permettant la couverture WIFI de l'Aréna du fait du retard d'installation du système devant être mis à dispositions par l'autorité délégante selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR1. Montant réclamé : 37 851 euros HT

- Coûts de mise en œuvre d'un système global de contrôle d'accès selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR2. Montant réclamé : 24 500 euros HT

- Frais de gardiennage destiné à pallier à une difficulté de fermeture d'une porte ayant fait l'objet d'une réserve lors de la réception du marché de conception/réalisation de l'Aréna selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR3. Montant réclamé : 18 855, 17 euros HT

- Coûts de réparation d'une fuite intervenu dans le faux plafond de la zone artiste constatée le 3 octobre 2018 selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR4. Montant réclamé : 600 euros HT

- Coûts de réparation du monte-charge suite à un dommage causé par une surtension électrique selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR5. Montant réclamé : 947, 20 euros HT

- Coût de remplacement des vitres cassées depuis la mise en exploitation de l'Aréna selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR6. Montant réclamé : 13 793, 53 euros HT

- Coûts de la mise en œuvre d'un dispositif d'extinction des lumières (« Noir Salle ») sans

temporisation selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR7. Montant réclamé : 8 245 euros HT

- Coûts d'installation d'une signalétique d'accès complémentaire intérieure et extérieure selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR8. Montant réclamé 41 230 euros HT.

- Coûts de fourniture et de pose d'un nouveau revêtement de sol pour la pratique du handball, permettant un délai de montage-démontage optimisé selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR9. Montant réclamé : 131 781 euros HT.

- Surcoûts de consommation de fluides au regard des prévisions issues des données de la consultation préalable à l'attribution de la DSP selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR10 et fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR10bis. Montant réclamé : 164 801 euros HT initialement, ramenés à 50 000 euros HT.

- Préjudice issu de l'absence de conclusion d'un accord avec un partenaire privé prévoyant l'apposition de son logo et de sa dénomination sur les bâtiments et espaces de l'Aréna (hors Naming) selon fiche de réclamation 2018\_11\_28\_MR11. Montant réclamé : 400 000 euros HT.

Le montant total des réclamations formées par LA 13 s'élevait à 842 549, 90 euros HT.

Après analyse de celle-ci par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et après un échange contradictoire de négociation, les parties ont convenu, moyennant des concessions réciproques, du traitement à réserver aux 11 demandes et de conclure à cette fin un protocole transactionnel.

La conclusion de cet accord implique le versement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la société LA 13 d'un montant global d'indemnité ramené à 140 354,42 euros.

Par ailleurs, il est convenu entre les parties que la question des surconsommations de fluides, ainsi que de tout contrat de partenariat conclus par LA13 avec un tiers seront discutés ultérieurement et, le cas échéant, formalisés par voie d'avenant à la DSP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégataire de Service Public Local;
- La délibération n°CSGE 001-2103/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 relative au choix du délégataire ;
- Le contrat de concession signé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Lagardère Aréna 13 notifié le 5 juillet 2017 ;
- La délibération n°2018\_CT2\_458 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 relative à la DSP de l'Aréna du Pays d'Aix – Examen du rapport annuel du délégataire pour l'exercice 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le protocole transactionnel annexé à conclure avec la SAS Lagardère Aréna 13 qui prévoit le règlement par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une indemnité d'un montant de 140 354,42 euros.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole transactionnel et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2019.

- en section d'investissement, Opération Budgétaire 4581162476 – Nature 4581 – Fonction 325 – Nature d'opération DI 476 AP2 pour 116 919,58€ ;
- en section de fonctionnement, Chapitre 65 – Nature 6583 – Fonction 321 pour 23 434,84euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 002-6289/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention au profit de la Fédération Française des Sports Populaires pour l'organisation des 16èmes Olympiades du sport populaire - Approbation d'une convention  
MET 19/11043/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive est « de favoriser l'émergence du sport pour tous et du sport nature » par l'accueil et le soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international ».

La Fédération Française des Sports Populaires (F.F.S.P), affiliée à la Fédération Internationale des Sports Populaires (F.I.S.P) ou Internationaler Volkssportverband (I.V.V), a pour but de contribuer au maintien ou à l'amélioration de la santé de tous les citoyens. La F.I.S.P programme tous les deux ans des Olympiades, manifestation internationale permettant au plus grand nombre la pratique sportive, la découverte du patrimoine et de la culture et en a confié l'organisation à la F.F.S.P.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée par la F.F.S.P afin de soutenir les 16<sup>èmes</sup> Olympiades du sport populaire qui auront lieu du 15 au 19 juin 2019 sur le territoire métropolitain.

Durant 4 journées, pour les 10 000 participants attendus, des activités comme la marche, le marathon, la randonnée à bicyclette et VTT, la natation et le géocaching sont proposées et adaptées pour les personnes en situation de handicap. Ces activités se déroulent sur une grande partie du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Réparties sur 8 sites, situés sur les territoires du pays de Salon, d'Istres-Ouest Provence, de Marseille-Provence et d'Aix.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, les médias spécialisés de même que la communication des sites des offices de tourisme des lieux de l'événement assureront une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole, avec la co-participation du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, du Conseil Régional PACA et de la commune d'Aix-en-Provence, souhaite soutenir l'accueil et l'organisation des 16<sup>èmes</sup> Olympiades du sport populaire sur le territoire métropolitain.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Métropole se propose d'octroyer une subvention comme défini dans le tableau ci-dessous :

N°GU	Association	Action subventionnée	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs OUI/NON
2019_008 96	Fédération Française des Sports Populaires	16 <sup>ème</sup> Olympiades des sports populaires	0€	462 400€	50 000 €	50 000 €	OUI
TOTAL						50 000 €	

Il convient d'établir une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le bénéficiaire qui doit permettre de verser l'aide financière.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte de 80% dès la signature de la convention d'objectifs ci-jointe
- le solde de 20% sur production, avant le 1<sup>er</sup> novembre 2019, du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir l'association Fédération Française des Sports Populaires pour l'organisation des 16<sup>èmes</sup> Olympiades du sport populaire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 50 000 euros à l'association Fédération Française des Sports Populaires afin de soutenir l'organisation des 16<sup>èmes</sup> Olympiades du sport populaire.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019, ci-annexée.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain (01) 2019, en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **CSGE 003-6290/19/BM**

### **■ Attribution d'une subvention au profit de l'AMC Boxing pour l'organisation de l'Aix Fight Aréna - Approbation d'une convention MET 19/11610/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a permis d'intégrer une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

- L'un des objectifs de cette politique sportive est « de favoriser l'émergence du sport pour tous et du sport nature » par l'accueil et le soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international ».

- Concernant les grands événements internationaux qui se déroulent au sein de l'Aréna du Pays d'Aix, un comité de programmation a notamment pour objet de retenir les manifestations sportives contribuant à ce rayonnement tout en nécessitant un soutien financier de la Métropole.

L'association AMC Boxing a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de soutenir l'accueil et l'organisation de sa manifestation « l'Aix Fight Aréna » qui se déroulera le 8 juin 2019 au sein de l'Aréna du Pays d'Aix.

Le comité de programmation de l'Aréna n'ayant pas pu se réunir depuis cette demande de l'AMC Boxing et compte tenu de l'intérêt de cet événement mondial pour le Territoire du Pays d'Aix, il est proposé, à titre exceptionnel, que le Territoire du Pays d'Aix prenne en charge financièrement cette contribution pour cet événement avec la co-participation, sollicitée par l'organisateur, du Conseil Régional Sud Provence Alpes Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de la commune d'Aix-en-Provence.

Cet événement mondial de Kickboxing et de Muay Thaï proposera un show unique en France.

Pas moins de 9 combats de haut niveau, avec pour la première édition, 7 ceintures de rang mondial à décrocher dans 7 catégories de poids différentes.

Des grands champions comme Tayfun OZCAN, Artur KYSHENKO, Jimmy VIENOT, Samy SANA et bien

d'autres viendront s'affronter sur le territoire aixois pour le grand plaisir de tous les spectateurs.

Les champions locaux seront également mis à l'honneur, Cédric CASTAGNA, Tristan BENARD, Wilson VARELA, Djany FIORENTI.

La couverture médiatique par les réseaux sociaux, les sites et les médias spécialisés dans ces disciplines, assurera une visibilité à l'international de la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus particulièrement du Territoire du Pays d'Aix.

Compte tenu de ce qui précède et sous réserve du respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, il est proposé d'octroyer une subvention de 26.000 € à l'AMC Boxing pour l'organisation de l'Aix Fight Aréna dont le budget prévisionnel s'élève à 444.700 € (GU n°2019/00462).

Il convient de rappeler que l'association AMC Boxing a déjà bénéficié en 2019 (Conseil de Territoire du 21 mars 2019) d'une subvention de 6.000 € de la direction des Sports du Territoire du Pays d'Aix dans le cadre du dispositif Prodas pour des actions en pied d'immeuble dont le budget prévisionnel s'élève à 13.600 € (GU n°2019/00460), ce qui porte la totalité des subventions attribuées en 2019 à 32.000 €.

Une convention d'objectifs annuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix et le bénéficiaire permettra de verser cette aide financière.

Il est précisé qu'il convient de déroger à l'article 12.2 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, et d'attribuer cette subvention après la réalisation de la manifestation. Le versement de la subvention se fera en une seule fois sous réserve de production avant le 1<sup>er</sup> novembre 2019 du compte-rendu financier de l'action spécifique signé du Président et du Trésorier de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine.
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de soutenir l'association AMC Boxing pour l'organisation de l'Aix Fight Aréna au sein de l'Aréna du Pays d'Aix.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de 26 000 euros à l'association AMC Boxing afin de soutenir l'organisation de l'Aix Fight Aréna.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs pour l'année 2019, ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 - Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 004-6291/19/BM**

**■ Demande de subvention d'investissement  
relative à l'opération "Piscine de Gardanne"  
MET 19/11564/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la mise en conformité PMR des bâtiments recevant du public, il s'est avéré nécessaire de rendre accessible l'ensemble de la piscine de Gardanne.

A ces obligations réglementaires s'ajoutent des travaux d'aménagement, afin de répondre à un besoin d'amélioration des conditions d'hygiène dans les vestiaires, de l'accueil du public et des conditions de travail du personnel.

L'ensemble de ces aménagements consistent entre autre à réaménager le hall d'accueil billetterie, créer une zone de déchaussage, réhabiliter les douches et sanitaires du public, à créer une salle de réunion et un espace détente pour le personnel déjeunant sur site.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 550 000.00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 Plan Partenarial Métropolitain	80 %	440 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	110 000 euros
TOTAL HT		550 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération DI46025A.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Piscine de Gardanne
- Que dans ce cadre, il convient de solliciter une subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière à cette opération, et en particulier le Département des Bouches-du-Rhône

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Opération budgétaire : 4581162460, nature : 4581, fonction 323, autorisation de programme DI46025A.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain Fractionné du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : Nature 1323, Fonction 323, (Réf. interne RI46025).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 005-6292/19/BM**

**■ Demande de subvention auprès du Département pour le financement de l'opération "Augmentation de la capacité de la Halle des Sports Parsemain" sur la commune de Fos-sur-Mer  
MET 19/11506/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Une étude de faisabilité qui portait sur l'augmentation de la capacité et la modernisation de la Halle des sports Parsemain à Fos-sur-Mer a été réalisée. Suite à cette étude, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite procéder à la réalisation des travaux suivants :

- installation de sièges dans les tribunes hautes et les tribunes derrière le panier Est, au niveau du parquet derrière les arbitres,
- création de tribunes derrière le panier Ouest et des gradins suspendus aux angles Ouest,
- création de places debout sur les mezzanines,
- mise aux normes du Système de Sécurité Incendie.

Par ailleurs, afin de moderniser la salle d'autres travaux sont envisagés :

- mise aux normes de l'éclairage de la Halle par l'installation d'un éclairage « tout led » accouplé à un système DMX permettant des jeux de lumière,
- réalisation d'un sol sportif dans la salle polyvalente permettant de sécuriser la pratique sportive.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre du dispositif « Partenariat Métropolitain » pour le financement des travaux



d'augmentation de la capacité et de modernisation de la halle des sports Parsemain située sur le territoire Istres-Ouest Provence, commune de Fos-sur-Mer et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel est estimé à 339 400,50 euros H.T..

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Département 13 «Partenariat Métropolitain»	80 %	271 520,40 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	67 880,10 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>339 400,50 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 003-5290/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant la révision de l'opération 2017501000 rattachée au programme n° 175152 BP ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats spéciaux de territoires ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Augmentation de la capacité et modernisation de la Halle des Sports Parsemain » sur la commune de Fos-sur-Mer.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter l'aide financière auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement à l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2019, chapitre 4581175010, nature 4581175010, code opération 2017501000.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, nature 1323, code opération 2017501000.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **CSGE 006-6293/19/BM**

**■ Demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour le financement de l'opération "Mise aux normes accessibilité PMR du cinéma le Comoedia et du théâtre la Colonne" sur la commune de Miramas  
MET 19/11508/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a imposé que les établissements recevant du public soient

rendus accessibles aux personnes à mobilité réduite avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

L'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, prévoit la mise en place d'un outil, l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'Ap), donnant la possibilité de prolonger, au-delà de 2015, le délai permettant d'effectuer les travaux de mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a mis en place un AD'AP (agenda d'accessibilité programmée) sur le territoire Istres-Ouest Provence, afin de mettre aux normes l'accessibilité des établissements recevant du public. Des travaux de mise aux normes du cinéma le Comoedia et du théâtre de la Colonne sur le territoire Istres-Ouest Provence commune de Miramas vont être réalisés.

Les principales actions à mener sur ces 2 bâtiments sont les suivantes :

- aménagement extérieur (matérialisation au sol du cheminement jusqu'à l'entrée du bâtiment),
- aménagement intérieur (installation de bandes de vigilance, création d'emplacements réservés, mise en conformité des escaliers, etc.),
- mise en place d'un ascenseur,
- modification des vestiaires et sanitaires.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre du dispositif « Partenariat Métropolitain » pour le financement des travaux de « Mise aux normes accessibilité PMR du cinéma le Comoedia et du théâtre de la Colonne » sur la commune de Miramas et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel est estimé à 462 000,00 euros H.T..

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Département 13 « Partenariat Métropolitain »	70 %	323 400 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	138 600 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>462 000 euros</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 036-2694/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la révision de l'opération 2017500900 rattachée au programme n° 175151 BP ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats spéciaux de territoires ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Mise aux normes accessibilité PMR au théâtre de la Colonne et au cinéma le Comoedia » sur la commune de Miramas.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter l'aide financière auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement à l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2019 et suivants, chapitre 4581175009, nature 4581175009, code opération 2017500900.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, nature 1323, code opération 2017500900.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **CSGE 007-6294/19/BM**

#### **■ Demande de subvention auprès du Département des Bouches-du-Rhône pour le financement de l'opération "Aménagement d'un centre d'art contemporain" sur la commune d'Istres MET 19/11503/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le

cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'actuel centre d'art contemporain est installé dans un bâtiment vétuste qui ne répond plus aux normes d'accessibilité imposé aux établissements recevant du public.

L'objectif de ce projet est d'aménager le nouveau centre au sein du futur Forum des Carmes situé au cœur du centre-ville de la commune d'Istres sur le territoire Istres-Ouest Provence.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône au titre du dispositif « Partenariat Métropolitain » pour le financement des travaux « d'aménagement d'un centre d'art contemporain » sur la commune d'Istres et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel est estimé à 1 400 000.00 euros H.T.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

Département 13 «Partenariat Métropolitain»	70 %	980 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	420 000 euros
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>1 400 000 euros</b>

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 036-2694/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la révision de l'opération 2017500900 rattachée au programme n° 175151 BP ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats spéciaux de territoires ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Aménagement d'un centre d'art contemporain » sur la commune d'Istres.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter l'aide financière auprès du Département des Bouches-du-Rhône et à signer tout document y afférent.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2019, chapitre 4581175009, nature 4581175009, code opération 2017500900.

La recette correspondante sera inscrite au Budget primitif 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, nature 1323, code opération 2017500900.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **CSGE 008-6295/19/BM**

■ **Demande de subvention auprès du Département pour le financement de l'opération "Construction d'une nouvelle médiathèque sur la commune d'Istres"**  
**MET 19/11241/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La médiathèque intercommunale d'Istres ne permet plus de proposer une réponse adéquate aux besoins en terme de services ni pour ses usagers ni dans le cadre de la structuration du réseau de lecture public métropolitain. Elle est en effet sous normée, ce dont conviennent parfaitement les services de l'Etat

disposés à s'engager dans ce projet de construction avec les partenaires financiers compétents que sont le Département et la Région.

La maîtrise d'ouvrage est confiée à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'agissant d'un équipement à vocation métropolitaine par sa dimension, sa thématique « Territoires numériques » et l'étendue du réseau des Médiathèques Istres-Ouest Provence.

La nouvelle Médiathèque consolidera ainsi le réseau intercommunal des médiathèques le plus vieux de France (40 ans) et permettra à ce dernier de répondre aux nouveaux usages des administrés tout en structurant le réseau de lecture publique métropolitain. Les orientations majeures du projet scientifique et culturel s'appuieront sur une transversalité de la proposition culturelle et des savoirs. La nouvelle médiathèque prendra toutes les caractéristiques des bibliothèques/médiathèques dites « Troisième lieu » qui, tout en assumant leur rôle fondamental en matière de lecture publique, sont des équipements où l'innovation est au cœur de l'action culturelle proposée (Fablab, Coworking, Multimédias...).

Ainsi, elle sera un véritable centre de ressources numériques en terme de pratiques comme de préservation pour l'ensemble du bassin de vie mais également dans et pour le réseau métropolitain. Elle jouera un rôle majeur dans la configuration d'un réseau et d'un portail documentaire métropolitain.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération hors Radio-identification (RFID) est estimé à 19 475 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Département 13 « Aide Exceptionnelle »	15,00 %	3 000 000,00 €
Conseil Régional Contrat d'équilibre Territorial	11,00 %	2 100 000,00 €
Direction Régionale des affaires Culturelles	31,00 %	6 037 250,00 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	43,00 %	8 337 750,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>100,00 %</b>	<b>19 475 000,00 €</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 002-3616/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018

créant l'opération 2018500400 rattachée au programme n° 175151 BP ;

- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Construction d'une nouvelle médiathèque sur la commune d'Istres.

**Délibère**

**Article 1 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération 2018500400, chapitre 4581185009.

La recette correspondante sera inscrite au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section investissement – nature 1323, opération 2018500400.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 009-6296/19/BM**

**■ Adhésion à l'association "Graine de Troc" et paiement de la cotisation 2019  
MET 19/11300/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association « Graines de Troc » a pour objet la préservation et la diffusion des semences reproductibles et libres de droits dans la perspective générale de défendre l'environnement, la sécurité alimentaire et la biodiversité cultivée.

Pour atteindre ses objectifs, l'association propose notamment :

- de développer et promouvoir le troc comme moyen d'échange des semences reproductibles,
- de diffuser et transmettre des savoir-faire liés au jardinage et en particulier à l'auto-production des semences,
- d'informer le public sur les thématiques environnementales et alimentaires liées aux semences, à la biodiversité cultivée et au système agro-alimentaire en général,
- d'organiser et promouvoir les événements publics liés aux semences et à la biodiversité,
- de soutenir sous formes diverses les initiatives qui œuvrent aux mêmes objectifs que ceux de l'association.

Il est rappelé que la médiathèque intercommunale, située sur le territoire Istres-Ouest Provence, est chargée de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population.

Elle contribue à la construction et au développement, sur le territoire Istres-Ouest Provence, d'une politique active, dynamique et vivante en matière culturelle.

Dans ce cadre, la médiathèque intercommunale du territoire Istres-Ouest Provence a récemment mis en place un nouveau service, la grainothèque.

La grainothèque est un espace où il est possible de déposer et d'échanger librement des graines de fleurs, de fruits et de légumes.

Véritable lieu d'échanges et d'information, ce nouveau service tend à promouvoir le jardinage pour tous et à rendre compte des différents enjeux en matière d'environnement (lutte contre le gaspillage, autoconsommation, qualité nutritionnelle).

A ce titre, l'association « Graines de Troc », qui fournit également à ses membres diverses ressources, telles que des manuels techniques, des produits de communication, et met à leur disposition une « foire aux questions » sur ces thématiques, constitue une ressource importante et indispensable permettant la coordination et la mise en valeur du service grainothèque de la médiathèque intercommunale.

Aussi, pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association « Graines de Troc », la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à cette association au titre de l'année 2019.

Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 25 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'association « Graines de Troc » a pour objet la préservation et la diffusion des semences reproductibles et libres de droits dans la perspective générale de défendre l'environnement, la sécurité alimentaire et la biodiversité cultivée ;
- Que la médiathèque intercommunale située sur le Territoire Istres-Ouest Provence a récemment mis en place un service de grainothèque, espace où il est possible de déposer et d'échanger librement des graines de fleurs, de fruits et de légumes ;
- Qu'à ce titre et pour permettre à la médiathèque intercommunale du Territoire Istres-Ouest Provence de bénéficier des actions mises en œuvre par l'association « Graines de Troc » dans le cadre de son nouveau service de grainothèque, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite adhérer à cette association au titre de l'année 2019 ;
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 25 euros, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association « Graines de

Troc » pour l'année 2019 et le paiement de la cotisation correspondante, d'un montant de 25 euros.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le Budget Principal - chapitre 011 - nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **CSGE 010-6297/19/BM**

#### **■ Attribution de subventions en investissement à des associations culturelles du Pays d'Aix - Approbation de conventions MET 19/10999/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°2001-A101 du conseil de communauté du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération 2003-A080). La politique culturelle de la CPA confirme les objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Elle adjoint dans sa politique culturelle spécifique les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, devenant un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Un dispositif de soutien aux associations pour l'investissement (acquisition de matériel ou travaux liés à leur objet social) complète le fonds d'intervention en fonctionnement.

Les versements de la Métropole à l'« association » interviendront selon les modalités suivantes :

- versement d'un premier acompte représentant 50% du montant accordé sur production des devis signés par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention pour les acquisitions ou les travaux
- versement du solde, après réalisation des acquisitions ou des travaux sur production des pièces

suivantes : un décompte général des acquisitions ou des travaux certifié conforme et signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention, accompagné des factures correspondantes

L'aide de la Métropole en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé à l'article 2 de la convention d'investissement.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée est recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le pourcentage que la subvention de la Métropole représente dans le financement des acquisitions. ((Article 11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021- 049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il s'agit ici, de procéder à l'attribution de 3 subventions en investissement aux opérateurs suivants :

- Le Centre International des Arts en Mouvements pour l'acquisition d'équipements artistiques et techniques: 5 000 €
- La Fondation Vasarely pour la restauration du portail de la Fondation Vasarely : 5 000 €
- le Théâtre Antoine Vitez pour l'acquisition d'équipements scéniques : 8 000 €

A titre d'information, pour l'exercice 2019, la Fondation Vasarely a déposé un autre dossier de demande de subventions d'investissement pour un montant de 50 000 € portant sur un programme de restaurations d'œuvres monumentales.

Il est donc aujourd'hui proposé sur la base du tableau annexé, de procéder à l'attribution de 3 subventions en investissement pour un montant total de 18 000,00 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver les trois conventions respectives annexées :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence-Territoire du Pays d'Aix un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont attribuées des subventions en investissement pour un montant total de 18 000 euros aux associations culturelles, telles que présentées ci-dessus.

**Article 2 :**

Sont approuvées les trois conventions à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les associations ci-annexées.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 06 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 4581162445, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI445AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 011-6298/19/BM**

**■ Attribution de subventions d'investissement au titre de la restauration du patrimoine privé classé monuments historiques - Approbation d'une convention  
MET 19/11001/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En matière de mise en valeur du territoire, l'attention portée à la conservation des paysages et des monuments historiques est un axe important du développement durable du Territoire du Pays d'Aix. Il s'agit de maintenir et dynamiser la conservation de ces édifices et sites qui ont souvent marqué le paysage actuel du territoire. Ils sont par ailleurs particulièrement précieux pour l'identification du territoire par ses habitants, la valorisation d'un tourisme responsable et, de fait, son développement.

Ces enjeux ont conduit le Territoire du Pays d'Aix à mettre en œuvre en 2010 une politique nouvelle pour aider la rénovation du patrimoine public qu'il soit mobilier ou immobilier, protégé ou non, appartenant aux 34 communes qui la composent. Cependant, force est de constater que 60% des monuments protégés appartiennent à des propriétaires privés. Il semble donc opportun d'étendre ces aides à ces sites et monuments privés.

Par délibération n° 2014\_B069 du Bureau Communautaire du 15 janvier 2014, la Communauté du Pays d'Aix avait approuvé une aide de 70 075 € à la S.C.I « les Jardins d'Albertas » au titre des travaux de restauration du Portail, du Grand Canal et des margelles du bassin octogonal des jardins d'Albertas à Bouc-Bel-Air (13320). Cette aide s'adossait sur une convention entre l'État et la Communauté du Pays d'Aix pour la restauration du patrimoine privé au titre des monuments historiques. Cette première phase de travaux est soldée.

Dans le cadre de la continuité des travaux déjà aidés, il s'agit aujourd'hui d'apporter une aide

supplémentaire au titre de la restauration des abords du bassin en forme de lyre et à la gestion des eaux pluviales aux abords de la grotte (tranche1), le traitement des allées en surplomb nord et sud et de la terrasse boisée (tranche2).

Les modalités de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence demeurent identiques et sont plafonnées à 20% du montant TTC des travaux.

La demande de subvention est présentée aux instances délibératives de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la condition expresse de la production de l'arrêté de subvention signée entre le propriétaire et l'État au titre de l'opération concernée.

Elle donne lieu à la signature d'une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le propriétaire privé.

Cette convention précise en particulier les objets du financement, le plan de financement de l'opération, les délais d'exécution et les modalités de paiement ainsi que les clauses d'ouverture au public de ce monument.

La présente convention est conclue pour une durée de 2 ans, à compter de sa signature et pourra être prolongée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à verser au propriétaire, la S.C.I « les Jardins d'Albertas » sous forme de subvention, une aide financière de 91 028,85 €, soit 20% du montant TTC des travaux qui vont se dérouler en deux tranches successives, pour un montant total de 455 144,26 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

État, Ministère de la Culture	50%	227 572,13 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	<b>20%</b>	<b>91 028,85 €</b>
Département 13	15%	68 271,64 €
Fonds propres	15%	68 271,64 €
Montant total des travaux TTC		455 144,26 €



Le propriétaire s'engage à ce que les travaux soient achevés au plus tard dans les deux ans qui suivent la signature de la convention.

Les modalités de paiement de cette subvention sont les suivantes:

- 50% d'acompte sur production d'un plan de financement global et des coûts prévisionnels de projet, signés par le représentant légal bénéficiaire de la subvention, à la signature de la convention.
- Versement du solde, après réalisation des travaux sur production des pièces suivantes:

Un décompte général des travaux réalisés certifié conforme et signé par le représentant légal bénéficiaire de la subvention.

La présente convention est conclue pour une durée de 2 ans, à compter de sa signature et pourra être prolongée par voie d'avenant.

L'aide de la Métropole en investissement n'est pas actualisable et ne saura, en aucun cas, excéder le montant fixé par la convention d'investissement.

Si le montant des travaux varie à la baisse, le montant de l'aide versée est recalculé au prorata des dépenses effectivement réalisées, selon le pourcentage que la subvention de la Métropole représente dans le financement des acquisitions. (Article 11.4.4 du Règlement Budgétaire et Financier approuvé par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole-Aix-Marseille-Provence souhaite aider la conservation, la rénovation et la valorisation du Patrimoine sur son territoire
- Que la demande de subvention est présentée aux instances délibératives de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la condition expresse de la production de l'arrêté de subvention signé entre le propriétaire et l'État au titre de l'opération concernée ainsi que les clauses d'ouverture au public de ces monuments

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'investissement de 91 028,85 euros à la S.C.I « Les Jardins d'Albertas »

**Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la S.C.I « Les Jardins d'Albertas ».

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 06 État Spécial du Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 4581162485, nature 4581, fonction 311, autorisation de programme DI485AP

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 012-6299/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'Agence Régionale du Livre (ARL) - Abrogation de la délibération CSGE 002-5473 19 BM du 28 février 2019**

**MET 19/11097/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération de politique culturelle votée le 14 décembre 2017 par le Conseil de la Métropole, qui fixe comme priorité d'action dans ce domaine la lecture publique sous toutes ses formes, et comme cadre d'intervention, des critères de liens avec les communes du territoire et de rayonnement régional voire international, la Métropole soutien des acteurs culturels territoriaux.

L'association Agence régionale du livre (ARL), forte d'une expérience de 16 ans, est la seule structure

associative du territoire à exercer des actions transversales en direction des professionnels du livre (auteurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires, organisateurs de manifestations et résidences) et au service des politiques publiques du livre, autour de plusieurs missions fondamentales :

- Information (veille dynamique) et observation (Chiffres clés, enquêtes ciblées, Financements publics du livre)
- Formation professionnelle et accompagnement (expertise auprès des collectivités et des professionnels, conseil juridique, en gestion & analyse financière, en stratégie numérique, recherche de ressources via le financement participatif, le mécénat...)
- Projets collectifs et/ou innovants (conservation partagée jeunesse, biblioMix, bibliographies numériques partagées, expositions...)
- Développement de la lecture : Prix littéraire des lycéens et apprentis de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, "Histoires vraies de la Méditerranée" en milieu carcéral

Les grands axes qui guident l'ARL sont : adaptation au numérique & innovation, aide à la mutualisation et à la mise en réseau, développement de la lecture par la mise en œuvre et le pilotage de projets favorisant la rencontre entre des publics très divers et la création culturelle et artistique.

L'ARL a créé des relations bien établies tant avec les bibliothèques qu'avec les organisateurs de manifestations littéraires du territoire de la Métropole. Elle dispose d'un savoir-faire reconnu en termes de mise en réseau, pilotage, compétences en termes de contenus littéraires et de création d'événements culturels.

En 2017 et en 2018, l'ARL, dans le cadre de ses missions, a accompagné la Métropole tant au niveau du développement de sa politique culturelle en faveur de la lecture publique que de la mise en réseau des équipements dont la première action a été l'événement "La Lecture par Nature". Ce partenariat a fait l'objet d'une évaluation par les services qui ont établi un bilan largement positif, constructif, adapté à la situation de construction de l'intervention métropolitaine en faveur de la Culture.

En 2018, la Métropole a soutenu l'ARL dans ses actions en direction des scolaires notamment autour de l'événement La Lecture par Nature. 500 à 1 000 jeunes ont ainsi été associés à la manifestation.

En 2019, l'ARL propose les projets suivants sur le territoire métropolitain :

1. L'accompagnement des médiathèques et bibliothèques dans le cadre de l'organisation de l'événement Lecture par Nature
2. L'accompagnement des communes dans le cadre de l'opération « ouvrir plus ouvrir

mieux » concernant l'extension des horaires d'ouverture des médiathèques, dans le cadre du Contrat Territoire Lecture approuvé en juin 2018 par le Conseil de la Métropole, opération qui se déroulera en 2019 et 2020

Le Budget prévisionnel 2019 de l'action est 1 167 000 €

Pour réaliser ces missions l'association sollicite la Métropole à hauteur de 215 000 € en 2019 (n°GU 2019\_00618), la Métropole propose un financement à hauteur de 215 000 €, comprenant 95 000 € au titre de l'accompagnement des médiathèques et bibliothèques dans le cadre de l'organisation de l'événement Lecture par Nature et 120 000 € au titre de l'accompagnement des communes concernant l'extension des horaires d'ouverture, dans le cadre du Contrat Territoire Lecture.

Une première délibération a été présentée au bureau métropolitain le 28 février 2019. La mise en place du contrat territoire lecture conclu entre la Métropole et l'Etat a amplifié les volumes des projets 2019 concernant l'extension des horaires d'ouverture, ci-dessus détaillés. Afin de clarifier la procédure, il est proposé d'abroger la délibération CSGE 002 5473/19/BM et de prendre une nouvelle délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°MET 17/5681/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n°MET 18/7333/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant le Contrat Territoire Lecture ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est abrogée la délibération CSGE 002 5473/19/BM du 28 février 2019.

#### **Article 2 :**

Est attribuée une subvention de 215 000 euros à l'Agence Régionale du Livre.

#### **Article 3 :**

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2019 annexée à la présente délibération.

#### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous document y afférent.

#### **Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, nature budgétaire 65 748, fonction 30, chapitre 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **CSGE 013-6300/19/BM**

#### **■ Attribution d'une subvention à l'association Delta France Associations pour la Semaine Européenne de la Jeunesse du Delta Festival - Approbation d'une convention MET 19/11117/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à la Métropole de devenir un acteur public en faveur de la Culture et de la Lecture publique en particulier dans le paysage national.

A ce titre, la Métropole peut porter, valoriser et mettre en avant l'intervention publique de la collectivité en faveur de la Culture notamment au travers du soutien à des initiatives culturelles répondant pleinement à ses exigences en matière artistique et à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

L'Association Delta France Associations porte le Delta Festival qui s'est construit sur l'engagement

de près de 300 associations et 1 800 bénévoles et organisateurs avec la volonté de faire du territoire métropolitain la première destination des 18-35 ans en Europe.

Cette dynamique de circulation du public jeune est au cœur du projet, festival sur 5 jours et dans des capitales de la Métropole Aix-Marseille. Volonté de mettre en avant auprès de 60 000 festivaliers attendus l'engagement étudiant, entrepreneurial, artistique, sportif et durable des jeunes. Animations culturelles et sportives, scène tremplin étudiant, grand appel à projet métropolitain : événement sport et musique à Istres et événement autour des femmes à Aubagne.

Le Delta Festival investira les Plages du Prado à Marseille lors d'un week-end d'animations artistiques, culturelles, sportives, ludiques, économiques et de développement durable ainsi que la mise en place d'une scène musicale.

Cette année, le Festival aura lieu du 3 au 7 juillet 2019.

Le budget prévisionnel 2019 de l'association est de 2 032 658 euros.

Pour réaliser le Festival et l'ensemble des activités proposées sur le territoire métropolitain, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 50 000 euros en 2019 (n° GU 2019-00728), la Métropole propose un financement à hauteur de 15 000 euros de subvention pour la réalisation d'une série d'animations culturelles et sportives bénéficiant la jeunesse sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;

- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association Delta France Associations d'un montant de 15 000 euros pour la Semaine Européenne de la Jeunesse du Delta Festival sur le territoire métropolitain.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2019 ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, nature budgétaire 65 748, fonction 30, chapitre 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 014-6301/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association Vue sur les Docs pour le Festival FID et les actions en faveur des lycéens - Approbation d'une convention  
MET 19/11120/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à la Métropole de devenir un acteur public en faveur de la Culture et de la Lecture publique en particulier dans le paysage national.

A ce titre, la Métropole peut porter, valoriser et mettre en avant l'intervention publique de la collectivité en faveur de la Culture notamment au travers du soutien à des initiatives culturelles répondant pleinement à ses exigences en matière artistique et à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

L'association Vue sur les Docs porte le festival de cinéma, FID Marseille, propose une programmation de plus de 150 films de 35 pays, plus de 80 réalisateurs invités dans plus d'une quinzaine de lieux de la Ville dont 7 lieux de projection et des galeries d'art associées au festival. Le Festival décerne plusieurs prix avec un jury national pour les créations/premières françaises et un jury international.

Ce Festival de plus en plus renommé, professionnel, travaille dans tous les axes des grands événements culturels du XXI<sup>ème</sup> siècle : création, diffusion mixte de films grand public et de films d'auteurs, éducation artistique et culturelle en partenariat avec Fotokino, soutien à la création audiovisuelle locale, partenariats avec des structures culturelles du territoire métropolitain.

Les actions avec les lycéens se déroulent dans plusieurs villes du territoire métropolitain. De plus, des collaborations avec des structures culturelles ont lieu dans les villes d'Aix-en-Provence (Institut de l'Image), de Cassis (Fondation Camargo) et d'Aubagne (AMU).

Cette année, le Festival aura lieu du 9 au 15 juillet 2019.

Le budget prévisionnel 2019 de l'association est de 971 500 €.

Pour réaliser le Festival et l'ensemble des activités proposées sur le territoire métropolitain, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 20 000 € en 2019 (n° GU 2019-01083), la Métropole propose un financement à hauteur de 10 000 € de subvention pour la réalisation d'une série d'actions avec des lycéens sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association Vue sur les Docs à hauteur de 10 000 euros pour le Festival FID Marseille et les actions en faveur des lycéens sur le territoire métropolitain.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2019 ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, nature budgétaire 65 748, fonction 30, chapitre 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 015-6302/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association AGCD -Théâtre Massalia pour le Festival En Ribambelle - Approbation d'une convention MET 19/11140/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à la Métropole de devenir un acteur public en faveur de la Culture et de la Lecture publique en particulier dans le paysage national.

A ce titre, la Métropole peut porter, valoriser et mettre en avant l'intervention publique de la

collectivité en faveur de la Culture notamment au travers du soutien à des initiatives culturelles répondant pleinement à ses exigences en matière artistique et à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

L'association AC GD – Théâtre Massalia bénéficie du Label ministère de la Culture « Scène conventionnée Art, Enfance et Jeunesse », elle a pris depuis quelques années une orientation métropolitaine et répond précisément aux principes et critères formulés ci-dessus.

ACGD – Théâtre Massalia propose en lien avec la Criée – Théâtre national de Marseille « En Ribambelle », un festival des arts de la marionnette et de l'objet pour tous à partir d'un an. Ce temps fort existe depuis 2014.

Le Festival « En Ribambelle » présente sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence une programmation de spectacles issus des arts de la marionnette et de l'objet, en particulier des créations dans leur premier temps d'exploitation. Ce festival a pour objectif de soutenir les artistes du territoire métropolitain à trouver leur premier public et à permettre aux œuvres d'être vues et prêtes à tourner dans le monde entier.

Il s'agit aussi bien entendu de faire découvrir les arts de la marionnette et de l'objet à un large public de la Métropole.

Une programmation d'une douzaine de spectacles est proposée dans quatre lieux à Marseille, trois lieux de Scènes et Cinés (Miramas, Istres, Fos-sur-Mer), le théâtre Comoedia à Aubagne, le théâtre de Fontblanche à Vitrolles, le Forum de Berre l'Étang et l'espace François Mitterrand à Allauch. Des programmations cinématographiques sont associées dans les cinémas des communes concernées. Des ateliers de pratiques artistiques et expositions sont proposés dans certains lieux. La communication et la billetterie sont mises en œuvre en mutualisant les forces des structures partenaires.

En 2018, le festival a touché 5 728 personnes dont 1 717 enfants en scolaires de 3 à 10 ans. Les tarifs sont de 3 à 10 € pour les familles et de 3 à 6 € pour les scolaires.

Le total du budget prévisionnel de la diffusion métropolitaine du festival En ribambelle en 2019 est de 77 000 €, ce document est joint à la présente convention.

Pour réaliser le Festival et l'ensemble des activités proposées sur le territoire métropolitain, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 26 000 € en 2019 (n° GU 2019-00988), la Métropole propose un financement à hauteur de 18 400 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association ACGD – Théâtre Massalia à hauteur de 18 400 euros pour le Festival en Ribambelle sur le territoire métropolitain.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2019 ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, nature budgétaire 65 748, fonction 30, chapitre 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 016-6303/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association Félibrige pour l'organisation du projet Santo Estello - Festival du Félibrige - Approbation d'une convention  
MET 19/11161/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à la Métropole de devenir un acteur public en faveur de la Culture et de la Lecture publique en particulier dans le paysage national.

A ce titre, la Métropole peut porter, valoriser et mettre en avant l'intervention publique de la collectivité en faveur de la Culture notamment au travers du soutien à des initiatives culturelles répondant pleinement à ses exigences en matière artistique et à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

L'association Félibrige dont l'objet social est de promouvoir, défendre, maintenir la langue et l'identité du pays d'oc porte l'organisation de la Santo Estello – Festival du Félibrige existant depuis 1876 et se tenant chaque année depuis sa première édition dans une ville différente des pays d'Oc.

La Santo Estello est l'occasion pour les félibres de se prononcer sur les futures orientations du mouvement : mettre en valeur et à l'honneur le patrimoine linguistique, culturel, littéraire, artistique, traditionnel d'un territoire. Un événement culturel donnant lieu à d'importantes manifestations publiques au cours desquelles la culture des pays d'OC s'exprime sous toutes ses formes.

En 2019 les organisateurs ont pris le parti de créer un événement populaire, ouvert à toutes les générations et en phase avec la modernité, l'organisation implique le tissu économique et associatif et prend en considération les problématiques de développement durable et l'économie solidaire.

Cette année, le Festival aura lieu du 7 au 11 juin 2019 à Pertuis.

Le budget prévisionnel 2019 de l'association est de 78 100 €.

Pour réaliser le Festival et l'ensemble des activités proposées sur le territoire métropolitain, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 10 000 € en 2019 (n° GU 2019-00972), la Métropole propose un financement à hauteur de 5 000 € de subvention pour la réalisation d'une série d'actions avec des lycéens sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association Félibrige à hauteur de 5 000 euros pour l'organisation de Santo Estello - Festival du Félibrige sur le territoire métropolitain.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2019 ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, nature budgétaire 65 748, fonction 30, chapitre 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 017-6304/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association Fondation Vasarely pour la partie développement des publics - Approbation d'une convention  
MET 19/11164/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à la Métropole de devenir un acteur public en faveur de la Culture et de la Lecture publique en particulier dans le paysage national.

A ce titre, la Métropole peut porter, valoriser et mettre en avant l'intervention publique de la collectivité en faveur de la Culture notamment au travers du soutien à des initiatives culturelles répondant pleinement à ses exigences en matière artistique et à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

La Fondation Vasarely expose au public principalement l'œuvre rétrospective de Victor Vasarely et met en place des actions de médiation culturelle auprès de différents publics : scolaires, enfants pendant les vacances scolaires, public diversifié, dans la perspective d'une ouverture maximum du lieu. Elle crée des expositions thématiques temporaires et participe activement à la nuit des musées et aux journées du patrimoine.

La demande de subvention concerne particulièrement le développement des publics. Il s'agit de proposer de nouvelles formules artistiques et pédagogiques innovantes dans et hors les murs de la Fondation afin de renforcer et développer le service aux publics.

Le budget prévisionnel 2019 de l'action est de 143 163 euros.

Afin de développer ses publics mais également l'ensemble des activités proposées sur le territoire métropolitain, l'association a sollicité la Métropole, il est proposé un financement à hauteur de 5 000 euros de subvention pour le développement des publics.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 021-5718/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association Fondation Vasarely à hauteur de 5 000 euros pour le développement des publics.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, nature budgétaire 65 748, fonction 30, chapitre 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 018-6305/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association Fonds Régional d'Art Contemporain pour le projet itinérant inédit de sensibilisation à l'art contemporain à l'échelle métropolitaine - Approbation d'une convention MET 19/11173/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à la Métropole de devenir un acteur public en faveur de la Culture et de la Lecture publique en particulier dans le paysage national.

A ce titre, la Métropole peut porter, valoriser et mettre en avant l'intervention publique de la collectivité en faveur de la Culture notamment au travers du soutien à des initiatives culturelles répondant pleinement à ses exigences en matière artistique et à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

Le FRAC (Fonds Régional d'Art Contemporain), a proposé à la Métropole, afin de s'inscrire dans l'action culturelle d'AMP en direction de tous les publics de son territoire, à l'organisation d'une tournée artistique, *Parcours métropolitain d'art contemporain*, destinée à faire découvrir l'art contemporain, de manière accessible et pédagogique, à nos concitoyens de la métropole.

Créés au début des années 80 dans les 23 régions françaises, les Fonds régionaux d'art contemporain ont l'ambition, depuis maintenant plus de 35 ans, de prôner des valeurs de soutien à la jeune création en constituant des collections d'art contemporain en région, de les diffuser auprès du plus grand nombre et d'en assurer la médiation auprès de tous les publics, dans une démarche d'aménagement culturel du territoire.

La création des FRAC s'est opérée dans le cadre des premières lois relatives à la décentralisation, avec l'objectif de doter chaque région de ressources culturelles propres et de constituer des collections d'art contemporain qui permettent en proximité de découvrir l'art de notre époque sans devoir absolument se rendre à Paris.

L'objectif des Frac depuis 1982 est de favoriser la rencontre entre des créateurs, majoritairement de notre territoire régional, et les publics, par la mise en place d'expositions et d'actions pédagogiques permettant de découvrir l'univers d'un artiste, de mieux comprendre les fondamentaux de sa recherche artistique et de nouer un dialogue fructueux avec le public.

Le FRAC diffuse entre 800 et 1000 œuvres chaque année sur l'ensemble du territoire régional et plus particulièrement dans ces zones géographiques éloignées de toute offre culturelle que l'on qualifie aujourd'hui de « zones blanches ».

Il conserve plus de 1200 œuvres dans sa collection (plus de 500 artistes représentés), couvrant tous les mediums et supports des XXème et XXIème siècles (peintures, dessins, photographies, vidéos, sculptures, etc.).

Le projet itinérant inédit de sensibilisation à l'art contemporain à l'échelle métropolitaine s'intitule



Parcours métropolitain d'art contemporain et se décline en trois expositions :

- 1- Une exposition monographique de l'artiste Françoise Pétrovitch, figure montante de la scène artistique française, invitée en 2019 à investir le Louvre-Lens, présentant des œuvres sur papier et des huiles sur toiles, avec vernissage et visite guidée par l'artiste
- 2- Une exposition collective axée sur le paysage et la gastronomie, présentant des œuvres d'artistes travaillant sur le territoire de la Métropole (comme Raphaëlle Paupert-Borne, ancienne pensionnaire de la Villa Médicis, ou Ymane Fakhir, dont les vidéos sur le thème de la cuisine traditionnelle ont été très remarquées) ou ailleurs (Yvan Salomone, aquarelliste malouin)
- 3- Une exposition thématique placée sous la figure emblématique de César, *L'art de détourner les objets*, offrant un vaste panorama de démarches d'artistes utilisant, détournant et métamorphosant les objets du quotidien

La tournée sera accompagnée d'une véritable ambition en matière de médiation culturelle, d'éducation artistique, notamment en direction des scolaires, à travers des visites guidées, des ateliers, ou des rencontres avec les artistes par exemple. Il est prévu que chacune des trois expositions tournent dans 7 communes différentes, autant que possible une par « bassin de lecture » lesquels se rapprochent des bassins de mobilité, de manière à irriguer au maximum le territoire métropolitain, avec une volonté délibérée de favoriser des communes de petite taille, souvent moins à même de proposer à leurs habitants une découverte de l'art contemporain.

De plus, afin de donner une résonnance métropolitaine supplémentaire à Marseille-Provence Gastronomie 2019 (MPG 2019), en dehors de la présence d'Imane Fakir dans la deuxième exposition, plusieurs performances, avec Patrick van Caeckenbergh (organisation d'un banquet populaire dans une commune rurale), Jean-Daniel Berclaz (projet Pic Nic) et le collectif d'artistes plasticiens Safi (randonnées gastronomiques).

Les 18 communes d'accueil, étroitement associées par le FRAC à l'organisation de cette tournée, choisies sur la base du volontariat, dans un esprit d'équilibre territorial et en tenant compte de leurs possibilités matérielles (lieux d'exposition, sécurité etc.), sont les suivantes :

- Allauch, Lambesc et Cornillon-Confoux du 7 juillet au 4 août
- Lançon-de-Provence, Pertuis et Vauvenargues du 10 août au 8 septembre
- Alleins, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Saint-Mitre-les-Remparts et Saint-Zacharie (format réduit), du 14 septembre au 13 octobre

- Eyguières, Meyrargues, Fuveau (format réduit) et Sénas, du 19 octobre au 17 novembre
- Carry-le-Rouet, Sausset-les-Pins (format réduit), Cuges-les-Pins et Ventabren, du 23 novembre au 22 décembre

Le budget prévisionnel 2019 de cette action est de 135 180 euros.

Pour réaliser ce projet sur le territoire métropolitain, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 94 600 euros en 2019 (n° GU 2019-01197), la Métropole propose un financement à hauteur de 94 600 euros de subvention pour la réalisation de ce projet itinérant inédit d'art contemporain sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC) à hauteur de 94 600 euros pour le projet itinérant inédit de sensibilisation à l'art contemporain à l'échelle métropolitaine.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2019 ci-annexée.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, nature budgétaire 65 748, fonction 30, chapitre 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **CSGE 019-6306/19/BM**

##### **■ Attribution d'une subvention à l'association Zinc pour le développement de ses activités - Approbation d'une convention MET 19/11177/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à la Métropole de devenir un acteur public en faveur de la Culture et de la Lecture publique en particulier dans le paysage national.

A ce titre, la Métropole peut porter, valoriser et mettre en avant l'intervention publique de la collectivité en faveur de la Culture notamment au travers du soutien à des initiatives culturelles répondant pleinement à ses exigences en matière artistique et à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

L'association ZINC œuvre depuis 20 ans au développement des pratiques culturelles numériques et au soutien à la création artistique numérique sur le territoire marseillais et métropolitain. En 2018, ZINC avec Seconde Nature à Aix (et une quarantaine de partenaires) ont produit Chroniques biennale des Imaginaires Numériques. Un mois et demi d'événements construits autour d'une grande exposition, entre Aix et Marseille. Cet événement, inédit en France, a proposé la première grande exposition arts et technologies internationale produite localement.

L'association ZINC démontre ainsi son savoir-faire de producteurs en investissant les espaces d'exposition de la Friche la Belle de Mai, du FRAC, du 3bisF, de galeries marseillaises, mais aussi l'espace public avec « Noël à Marseille » et les Allées provençales à Aix-en-Provence, et enfin d'espaces non dédiés avec le parcours à Aix-en-Provence, les journées professionnelles à The Camp, ou encore les bibliothèques/médiathèques dans le cadre d'une tournée métropolitaine. Cette capacité à amener l'art là où se trouve tous les publics s'accompagne de dispositifs de médiation culturelle et numérique afin d'en proposer aussi la compréhension et l'appropriation.

Le budget prévisionnel 2019 de l'association est de 375 354 euros.

Pour réaliser le Festival et l'ensemble des activités proposées sur le territoire métropolitain, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 20 000 euros en 2019 (n° GU 2019-00704), la Métropole propose un financement à hauteur de 10 000 euros de subvention pour la réalisation d'une série d'actions avec des lycéens sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Oùï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association ZINC d'un montant de 10 000 euros pour le développement de ses activités.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2019 ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, nature budgétaire 65 748, fonction 30, chapitre 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 020-6307/19/BM**

**■ Attribution d'une subvention à l'association Marseille Expos pour le fonctionnement général de la structure - Approbation d'une convention MET 19/11185/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à la Métropole de devenir un acteur public en faveur de la Culture et de la Lecture publique en particulier dans le paysage national.

A ce titre, la Métropole peut porter, valoriser et mettre en avant l'intervention publique de la collectivité en faveur de la Culture notamment au travers du soutien à des initiatives culturelles répondant pleinement à ses exigences en matière artistique et à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

Marseille Expos est un réseau qui rassemble 53 organisations représentant la filière des arts visuels sur le territoire métropolitain. Marseille Expos s'engage dans une politique d'accès à l'art contemporain plus volontariste. Au-delà des circuits mensuels, qui ont fait la preuve de leur succès et seront donc reconduits, le réseau propose une déclinaison de plusieurs formats de visites et découvertes, adaptés à divers types de publics et de pratiques de la culture.

Le principe général consiste à éprouver ces formats innovants, et, lorsqu'ils sont opérationnels, mobiliser les membres pour les adapter à leur programmation, et se les approprier.

Le budget prévisionnel 2019 de l'action est de 168 500 €.

Pour le fonctionnement général de la structure, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 2 000 € en 2019, la Métropole propose un financement à hauteur de 2 000 € de subvention pour le développement des publics.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération n°FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention à l'association Marseille Expos à hauteur de 2 000 euros pour le développement des publics.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2019 ci-annexée.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous documents y afférents.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, nature budgétaire 65 748, fonction 30, chapitre 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**LES DELIBERATIONS**  
**CONSEIL DU 20 JUIN 2019**

---

## METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

### Conseil de la Métropole

20 JUIN 2019

---

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 24 juin 2019 et ce, pour une durée de deux mois.



#### Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Serge ANDREONI - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - André BERTERO - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Odile BONTHOUX - Patrick BORÉ - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Frédéric BOUSQUET - Valérie BOYER - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Philippe CHARRIN - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Georges CRISTIANI - Sandra DALBIN - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY-OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY-VLASTO - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Marie-Madeleine GEIER-GHIO - Patrick GHIGONETTO - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Jean-Marie LEONARDIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Bernard MARANDAT - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI

- Régis MARTIN - Bernard MARTY - Florence MASSE - Roger MEI - Danielle MENET - Patrick MENNUCCI - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Michel MILLE - Danielle MILON - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAIN - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Henri PONS - Roland POVINELLI - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Bernard RAMOND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Jean ROATTA - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Florian SALAZAR-MARTIN - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - David YTIER - Kheira ZENAFI.

#### Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Guy BARRET représenté par Olivier GUIROU - Jean-Pierre BAUMANN représenté par Sandra DUGUET - Moussa BENKACI représenté par Philippe DE SAINTDO - François BERNARDINI représenté par Eric CASADO - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Gérard CHENOZ - Gérard BRAMOULLÉ représenté par Mireille JOUVE - Henri CAMBESSEDES représenté par Roger MEI - Christine CAPDEVILLE représentée par Luc TALASSINOS - Martine CESARI représentée par Danièle GARCIA - Bruno CHAIX représenté par Jean MONTAGNAC - Gaby CHARROUX représenté par Florian SALAZAR-MARTIN - Jean-David CIOT représenté par Gaëlle LENFANT - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Monique CORDIER - Frédéric COLLART représenté par Solange BIAGGI - Auguste COLOMB représenté par Philippe GINOUX - Pierre COULOMB représenté par Régis MARTIN - Robert DAGORNE représenté par Maurice CHAZEAU - Sylvaine DI CARO représentée par Guy ALBERT - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI représentée par Marc POGGIALE - Olivier FREGEAC représenté par Joël MANCEL - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par Yves WIGT - Jacky GERARD représenté par Jean-Louis CANAL - Roland GIBERTI représenté par Roland MOUREN - Jean-Pascal GOURNES représenté par Georges CRISTIANI - Jean HETSCH représenté par Loïc GACHON - Michel ILLAC représenté par André MOLINO - Eliane ISIDORE représentée par Georges ROSSO - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Alexandre GALLESE - Nicole JOULIA représentée par Gilbert FERRARI - Nathalie LAINE représentée par Patrick BORÉ - Stéphane LE RUDULIER représenté par Nicolas ISNARD - Laurence LUCCIONI représentée

par Julien RAVIER - Christophe MASSE représenté  
par Florence MASSE - Marcel MAUNIER représenté  
par Jocelyne TRANI - Georges MAURY représenté  
par Yves BEAUVAL - Yves MESNARD représenté par  
Christian PELLICANI - Marie-Claude MICHEL  
représentée par Jean-Claude MONDOLINI - Virginie  
MONNET-CORTI représentée par Marie-France  
DROPY-OURET - Stéphane PAOLI représenté par  
Irène MALAUZAT - Stéphane PICHON représenté par  
Isabelle SAVON - Patrick PIN représenté par André  
JULLIEN - Roger PIZOT représenté par Guy ALBERT  
- Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY -  
Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par  
Maxime TOMMASINI - Maryse RODDE représentée  
par Frédéric VIGOUROUX - Emmanuelle SINOPOLI  
représentée par René BACCINO - Jules SUSINI  
représenté par Francis TAULAN - Josette VENTRE  
représentée par Monique DAUBET-GRUNDLER -  
Patrick VILORIA représenté par Laure-Agnès  
CARADEC - Didier ZANINI représenté par Kheira  
ZENAFI - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par  
Jacques BOUDON.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :  
Sabine BERNASCONI - Jean-Louis BONAN - Nadia  
BOULAINSEUR - Michel CATANEO - Laurent  
COMAS - Claude FILIPPI - Samia GHALI - Bruno  
GILLES - Michel LAN - Eric LE DISSÈS - Jean-Pierre  
MAGGI - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI -  
Serge PEROTTINO - Elisabeth PHILIPPE - Nathalie  
PIGAMO - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane  
RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Roger RUZE -  
Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Philippe VERAN  
- Karim ZERIBI.

Etaient présents et représentés en cours de séance  
Messieurs :  
Patrick MENNUCCI représenté à 16h00 par Eric  
SCOTTO - Richard MIRON représenté à 16h00 par  
Michèle EMERY.

Etaient présents et excusés en cours de séance  
Mesdames et Messieurs :  
Francis TAULAN à 14h40 - Bernard MARANDAT à  
14h40 - Marie-Louise LOTA à 15h15 - Chrystiane  
PAUL à 15h15 - Sandra DALBIN à 15h15 - Sophie  
DEGIOANNI à 15h15 - Albert GUIGUI à 15h15 -  
André BERTERO à 15h26 - Patrick APPARICIO à  
15h26 - Isabelle SAVON à 15h30 - Jean-Claude  
FERAUD à 15h30 - Frédéric VIGOUROUX à 15h35 -  
Georges ROSSO à 15h36 - André MOLINO à 15h36 -  
Kheira ZENAFI à 15h36 - Monique CORDIER à 15h36  
- Frédéric DOURNAYAN à 15h37 - Jean-Louis  
CANAL à 15h40 - Patrick PADOVANI à 15h40 -  
Antoine MAGGIO à 15h41 - Odile BONTHOUX à  
15h48 - Maxime TOMMASINI à 15h55 - David YTIER  
à 15h55 - Jean ROATTA à 15h55 - Didier PARAKIAN  
à 15h58 - Philippe CHARRIN à 15h55 - Sylvia  
BARTHELEMY à 15h55 - Olivier GUIROU à 15h57 -  
Frédéric BOUSQUET à 15h57 - Eric CASADO à  
16h00 - Danielle MILON à 16h00 - Pierre DJIANE à  
16h00 - Dominique FLEURY-VLASTO à 16h00 - Henri  
PONS à 16h07.

\*\*\*\*\*  
**Commission "Finances et  
Administration Générale"**  
\*\*\*\*\*

**FAG 001-6308/19/CM**

■ **Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-  
Provence - Adoption du Compte de Gestion de  
l'exercice 2018 et des Etats Spéciaux des  
territoires**

**MET 19/11195/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-  
Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur  
soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-  
Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le  
Compte de Gestion de l'exercice 2018 du Budget  
Principal et des Etats Spéciaux de Territoire.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les  
décisions modificatives de l'exercice considéré, les  
titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des  
dépenses effectuées et celui des mandats délivrés,  
les bordereaux de mandats, le compte de gestion  
dressé par le Receveur accompagné des états de  
développement des comptes de tiers, ainsi que l'état  
de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,  
Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses  
écritures le montant de tous les titres de recettes émis  
et celui de tous les mandats de paiement  
ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les  
opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer  
dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du  
1er janvier 2018 au 31 décembre 2018,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018  
en ce qui concerne les différentes sections  
budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au  
Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-  
après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-  
Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités  
Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de  
modernisation de l'action publique territoriale  
et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Les résultats de clôture de l'exercice 2018 des Comptes de Gestion des Etats Spéciaux de Territoire sont les suivants :

EST du Territoire Marseille Provence :  
En recettes 228 076 747,59 euros  
En dépenses 228 076 747,59 euros

**Résultat 0,00 euros**

EST du Territoire du Pays d'Aix :  
En recettes 169 717 408,12 euros  
En dépenses 169 717 408,12 euros  
**Résultat 0,00 euros**

EST du Territoire du Pays Salonais :  
En recettes 19 632 977,32 euros  
En dépenses 19 632 977,32 euros

**Résultat 0,00 euros**

EST du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :  
En recettes 30 689 384,22 euros  
En dépenses 30 689 384,22 euros

**Résultat 0,00 euros**

EST du Territoire d'Istres-Ouest Provence :  
En recettes 47 960 251,44 euros  
En dépenses 47 960 251,44 euros

**Résultat 0,00 euros**

EST du Territoire du Pays de Martigues :  
En recettes 13 582 312,61 euros  
En dépenses 13 582 312,61 euros

**Résultat 0,00 euros**

#### **Article 2 :**

Le résultat de clôture de l'exercice 2018 du Compte de Gestion du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le suivant :

Section d'Investissement - 61 393 115,72 euros  
Section de Fonctionnement 125 653 811,78 euros

Reste à réaliser Section Investissement

8 217 791,42 euros

**Résultat 72 478 487,48 euros**

#### **Article 3 :**

Est adopté et déclare que le Compte de Gestion du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Etats Spéciaux de Territoire dressé par le Receveur pour l'exercice 2018, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 002-6309/19/CM**

#### **■ Budgets annexes de la Métropole Aix Marseille Provence – Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2018 du Territoire Marseille Provence MET 19/11199/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2018 des budgets annexes du Territoire Marseille-Provence est constitué par un vote du Conseil de la Métropole, avant le 30 juin 2019, sur le Compte Administratif de chacun de ces budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire Marseille-Provence suivants :

- Budget annexe Eau ;
- Budget annexe Assainissement ;
- Budget annexe Ports de Plaisance ;
- Budget annexe Crématorium ;
- Budget annexe Collecte et Traitement des Déchets ;



- et Budget annexe Opérations d'Aménagement.

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 Juin 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire Marseille-Provence,
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Les résultats de clôture de l'exercice 2018 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire Marseille-Provence sont les suivants :

#### **BUDGET annexe Eau**

Section d'investissement 17 954 172,26 euros  
Section de fonctionnement 3 763 817,86 euros

**Solde 21 717 990,12 euros**

#### **BUDGET annexe Assainissement**

Section d'investissement - 6 167 545,52 euros  
Section de fonctionnement 17 786 387,59 euros

**Solde 11 618 842,07 euros**

#### **BUDGET annexe Ports de Plaisance**

Section d'investissement 585 923,35 euros  
Section de fonctionnement 66 430,55 euros

**Solde 652 353,90 euros**

#### **BUDGET annexe Crématorium**

Section d'investissement 1 299 649,84 euros  
Section de fonctionnement 2 646 569,22 euros

**Solde 3 946 219,06 euros**

#### **BUDGET annexe Collecte et Traitement des Déchets**

Section d'investissement - 3 724 331,51 euros  
Section de fonctionnement 535 324,03 euros

**Solde - 3 189 007,48 euros**

#### **BUDGET annexe Opérations d'aménagement**

Section d'investissement 1 038 765,71 euros  
Section de fonctionnement - 262 604,25 euros

**Solde 776 161,46 euros**

### **Article 2 :**

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes de l'Eau, de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du Marché d'Intérêt National, du Crématorium, de la Collecte et du Traitement des

Déchets et des Opérations d'Aménagement du Territoire Marseille-Provence dressés par le Receveur pour l'exercice 2018, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

### **Article 3 :**

Sont approuvés ces Comptes de Gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 003-6310/19/CM**

#### **■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion 2018 du Territoire du Pays d'Aix MET 19/11165/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix est constitué par un vote du Conseil de la Métropole, avant le 30 juin 2019, sur le Compte Administratif de chacun de ces budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix suivants :

- Aménagement du Territoire,
- Assainissement Non Collectif,
- Elimination des Déchets,
- Assainissement en Régie,
- Eau en Délégation,
- Eau en Régie,
- et Assainissement en Délégation.

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix.
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires.
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

#### **Délibère**

### Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2018 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix sont les suivants :

#### BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Section d'investissement	513 057.12 euros
Section de fonctionnement	394 592.95 euros
<b>Solde</b>	<b>907 650.07 euros</b>

#### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Section de fonctionnement	13 107.40 euros
<b>Solde</b>	<b>13 107.40 euros</b>

#### BUDGET ANNEXE ELIMINATION DES DECHETS

Section d'investissement	1 154 534.77 euros
Section de fonctionnement	11 364 567.43 euros
<b>Solde</b>	<b>12 519 102.20 euros</b>

#### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT EN REGIE

Section d'investissement	2 807 988.05 euros
Section de fonctionnement	1 310 905.47 euros
<b>Solde</b>	<b>4 118 893.52 euros</b>

#### BUDGET ANNEXE EAU EN DELEGATION

Section d'investissement	- 1 793 423.45 euros
Section de fonctionnement	2 477 466.82 euros
<b>Solde</b>	<b>684 043.37 euros</b>

#### BUDGET ANNEXE EAU EN REGIE

Section d'investissement	3 135 313.49 euros
Section de fonctionnement	1 414 954.47 euros
<b>Solde</b>	<b>4 550 267.96 euros</b>

#### BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT EN DELEGATION

Section d'investissement	- 2 629 298.65 euros
Section de fonctionnement	3 875 736.73 euros
<b>Solde</b>	<b>1 246 438.08 euros</b>

Il est à noter que l'intégration des résultats par opération d'ordre non budgétaire des syndicats dissouts au 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour un montant cumulé de 1 051 479.21 euros fera l'objet d'une reprise dans le cadre du budget supplémentaire 2019.

### Article 2 :

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes de l'Aménagement du Territoire, de l'Assainissement Non Collectif, de l'Elimination des

Déchets, de l'Assainissement en Régie, de l'Eau en Délégation, de l'Eau en Régie, et de l'Assainissement en Délégation du Territoire du Pays d'Aix dressés par le Receveur pour l'exercice 2018, visés et certifiés conforme par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

### Article 3 :

Sont approuvés ces Comptes de Gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 004-6311/19/CM**

#### **■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2018 du Territoire du Pays Salonais MET 19/11178/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais est constitué par un vote du Conseil de la Métropole, avant le 30 juin 2019, sur le Compte de Gestion de chacun de ces budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais suivants :

- Assainissement
- Eau Potable
- Opérations d'Aménagement

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais,
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

**Délibère**

**Article 1 :**

Les résultats de clôture de l'exercice 2018 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais sont les suivants :

**BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT**

Section d'investissement 1 215 619.80 euros  
 Section de fonctionnement 5 622 798.74 euros  
**Solde 6 838 418.54 euros**

**BUDGET ANNEXE EAU POTABLE**

Section d'investissement - 1 227 265.81 euros  
 Section de fonctionnement 7 584 856.67 euros  
**Solde 6 357 590.86 euros**

**BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT**

Section d'investissement - 2 651 495.20 euros  
 Section de fonctionnement 0 euros  
**Solde - 2 651 495.20 euros**

**Article 2 :**

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes de l'Assainissement, de l'Eau Potable et des Opérations d'Aménagement du Territoire du Pays Salonais dressés par le Receveur pour l'exercice 2018, visés et certifiés conforme par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

**Article 3 :**

Sont approuvés ces Comptes de Gestion

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 005-6312/19/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2018 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile  
 MET 19/11278/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est constitué par un vote du Conseil de la Métropole, avant le 30 juin 2019, sur le Compte Administratif de chacun de ces budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L.5217-10-10 de ce même code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les

Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile suivants :

- Budget annexe Assainissement
- Budget annexe Régie de traitement des ordures ménagères
- Budget annexe Opérations d'Aménagement
- Budget annexe Réseau de chaleur Métropolitain

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il

lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018 ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Les résultats de clôture de l'exercice 2018 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sont les suivants :

#### **BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT**

Section d'investissement 3 136 350,27 euros  
Section de fonctionnement 3 716 781,07 euros  
**Solde 6 853 131,34 euros**

#### **BUDGET ANNEXE RÉGIE DE TRAITEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES**

Section d'investissement -217 149,91 euros  
Section de fonctionnement 743 859,91 euros  
**Solde 526 710,00 euros**

#### **BUDGET ANNEXE OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT**

Section d'investissement 608 060,24 euros  
Section de fonctionnement 7 210,66 euros  
**Solde 615 270,90 euros**

#### **BUDGET ANNEXE RÉSEAU DE CHALEUR MÉTROPOLITAIN**

Section d'investissement 54 082,00 euros  
Section de fonctionnement -13 010,73 euros  
**Solde 41 071,27 euros**

#### **Article 2 :**

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes de l'Assainissement, de la Régie de traitement des ordures ménagères, des Opérations d'Aménagement et du Réseau de chaleur Métropolitain du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dressés par le Receveur pour l'exercice 2018, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

#### **Article 3 :**

Sont approuvés ces Comptes de Gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

## **FAG 006-6313/19/CM**

### **■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2018 du territoire Istres-Ouest Provence. MET 19/11242/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence Eau Potable, Assainissement, Entreprises, Régie Action Sociale et Traitements des déchets.

Après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer ;

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018 ;

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Les résultats de clôture de l'exercice 2018 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence sont les suivants :

#### **BUDGET ANNEXE EAU POTABLE**

Section d'investissement : -1 925 115,05 euros  
Section de fonctionnement : 1 978 996,43 euros  
Solde : 53 881,38 euros

#### **BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT**

Section d'investissement : -1 723 131,07 euros  
Section de fonctionnement : 5 653 035,40 euros  
Solde : 3 929 904,33 euros

#### **BUDGET ANNEXE ENTREPRISES**

Section d'investissement : -542 218,18 euros  
Section de fonctionnement : 2 170 903,16 euros  
Solde : 1 628 684,98 euros

#### **BUDGET REGIE ACTION SOCIALE**

Section d'investissement : 11 676,21 euros  
Section de fonctionnement : NUL  
Solde : 11 676,21 euros

#### **BUDGET TRAITEMENT DES DECHETS**

Section d'investissement : 712 301,85 euros  
Section de fonctionnement : NUL  
Solde : 712 301,85 euros

#### **Article 2 :**

Déclare que les comptes de gestion des budgets annexes du territoire Istres-Ouest Provence : Eau Potable, Assainissement, Entreprises, Régie Action Sociale et Traitements des déchets, dressés par le Receveur pour l'exercice 2018, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

#### **Article 3 :**

Sont approuvés ces Comptes de Gestions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 007-6314/19/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix Marseille Provence – Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2018 - Budgets annexes de l'eau et de l'assainissement -Territoire du Pays de Martigues MET 19/11383/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2018 des budgets annexes de la Régie des Eaux et d'Assainissement du Territoire du Pays de Martigues est constitué par un vote du Conseil de la Métropole, avant le 30 juin 2019, sur le Compte Administratif de chacun de ces budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes de la Régie des Eaux et d'Assainissement du Territoire du Pays de Martigues suivants :

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives

**Délibère**

**Article 1 :**

Les résultats de clôture de l'exercice 2018 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues sont les suivants :

**BUDGET ANNEXE DE L'EAU**

Section d'investissement 1 904 767,95 euros  
Section de fonctionnement 3 672 576,86 euros  
**Solde 5 577 344,81 euros**

**BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT**

Section d'investissement 1 932 470,45 euros  
Section de fonctionnement 254 959,42 euros  
**Solde 2 187 429,87 euros**

## **Article 2 :**

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes de la Régie des Eaux et d'Assainissement du Territoire du Pays de Martigues dressés par le Receveur pour l'exercice 2018, visés et certifiés conforme par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

## **Article 3 :**

Sont approuvés ces Comptes de Gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 008-6315/19/CM**

#### **■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2018 du Budget annexe des Transports Métropolitains MET 19/11197/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains est constitué par un vote du Conseil de la Métropole, avant le 30 juin 2019, sur le Compte Administratif de ce budget annexe présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion du budget annexe des Transports Métropolitains.

Les identités de valeur entre ce Compte de Gestion et le Compte Administratif de ce budget annexe ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer du budget annexe des Transports Métropolitains,
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

**Délibère**

## **Article 1 :**

Les résultats de clôture de l'exercice 2018 du Compte de Gestion du budget annexe des Transports Métropolitains sont les suivants :

Section d'investissement	- 9 631 077.78 euros
Section de fonctionnement	19 390 992.99 euros
<b>Solde</b>	<b>9 759 915.21 euros</b>



## **Article 2 :**

Déclare que le Compte de Gestion du budget annexe des Transports Métropolitains dressé par le Receveur pour l'exercice 2018, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

## **Article 3 :**

Est approuvé le Compte de Gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 009-6316/19/CM**

#### **■ Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence – Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2018 des budgets annexes Crématorium Métropole, Ports Ouest Territoires, Parkings Métropole - compétences transférées à partir de l'exercice 2018 et du budget annexe Marché d'Intérêt National MET 19/11198/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2018 des budgets annexes d'exercice métropolitain est constitué par un vote du Conseil de la Métropole, avant le 30 juin 2019, sur le Compte Administratif de chacun de ces budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L5217-10-10 de ce même code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes d'exercice métropolitain suivants :

- Budget annexe « Parkings Métropole » ;
- Budget annexe « Crématorium Métropole » ;
- Budget annexe « Ports Ouest Territoires » ;
- Budget annexe « Marché d'Intérêt National ».

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes d'exercice métropolitain,
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2018 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

**Délibère**

### Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2018 des Comptes de Gestion des budgets annexes d'exercice métropolitain sont les suivants :

#### BUDGET ANNEXE « PARKINGS METROPOLE »

Section d'investissement 416 361,75 euros  
Section d'exploitation 0,00 euros  
**Solde 416 361,75 euros**

#### BUDGET ANNEXE « CREMATORIUM METROPOLE »

Section d'investissement 73 011,12 euros  
Section d'exploitation -60,30 euros  
**Solde 72 950,82 euros**

#### BUDGET ANNEXE « PORTS OUEST TERRITOIRES »

Section d'investissement 287 553,92 euros  
Section d'exploitation 0,00 euros  
**Solde 287 553,92 euros**

#### BUDGET ANNEXE « MIN »

Section d'investissement 78 219,15 euros  
Section d'exploitation -1 122 151,78 euros  
**Solde -1 043 932,63 euros**

### Article 2 :

Est déclaré que les Comptes de Gestion des budgets annexes « Parkings Métropole », « Crématorium Métropole », « Ports Ouest Territoires » et « MIN » dressés par le Receveur pour l'exercice 2018, visés et certifiés conforme par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

### Article 3 :

Sont approuvés les Comptes de Gestion.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 010-6317/19/CM**

■ **Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Compte Administratif de l'exercice 2018 et des Etats Spéciaux des Territoires**

#### **MET 19/11200/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L.5218-8-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque Conseil de Territoire s'est prononcé pour avis sur l'exécution de son Etat Spécial de Territoire au titre de l'exercice 2018.

Les résultats de l'exercice 2018 du budget Principal de la Métropole, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif.

De plus, il convient d'approuver l'annexe au Compte Administratif relative à l'utilisation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères intitulée « Etat spécial relatif à la compétence gestion des déchets ménagers et assimilés » prévue dans l'instruction budgétaire M57 qui permet de donner une information analytique complémentaire sur les crédits exécutés au titre de cette compétence. En effet, pour des raisons techniques liées à la structuration particulière du budget métropolitain, cette annexe ne peut être correctement établie dans le cadre de l'édition de la maquette budgétaire du Compte Administratif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2018 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2018 produits par Monsieur le Receveur des Finances.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

### Article 1 :

Les Etats Spéciaux de territoire sont arrêtés aux montants exécutés suivants :

Etat Spécial du Territoire Marseille Provence :

En recettes 228 076 747,59 euros  
En dépenses 228 076 747,59 euros  
**Résultat 0,00 euros**

Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix :

En recettes 169 717 408,12 euros  
En dépenses 169 717 408,12 euros  
**Résultat 0,00 euros**

Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais :

En recettes 19 632 977,32 euros  
En dépenses 19 632 977,32 euros  
**Résultat 0,00 euros**

Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

En recettes 30 689 384,22 euros  
En dépenses 30 689 384,22 euros  
**Résultat 0,00 euros**

Etat Spécial du Territoire d'Istres-Ouest Provence :

En recettes 47 960 251,44 euros  
En dépenses 47 960 251,44 euros  
**Résultat 0,00 euros**

Etat Spécial du Territoire de Martigues :

En recettes 13 582 312,61 euros  
En dépenses 13 582 312,61 euros  
**Résultat 0,00 euros**

#### **Article 2 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 3 077 814 110,64 euros  
Reprise des résultats antérieurs - 84 556 095,01 euros  
En dépenses de 2 928 920 796,35 euros  
Solde avant reste à réaliser 64 337 219,28 euros

Reste à réaliser en section d'investissement 8 217 791,42 euros

**Solde 72 555 010,70 euros**

#### **Article 3 :**

Est constaté une discordance dans la reprise des résultats du syndicat d'aménagement de la Cadière dissous en 2018 au budget principal avec ceux

intégrés dans la gestion du Receveur des Finances et approuve les bons résultats de clôture 2018 par section conformément à ceux inscrits dans le Compte de Gestion :

Déficit de clôture d'investissement 2018 :

- 61 393 115,72 euros

Excédent de clôture de fonctionnement 2018 :

125 653 811,78 euros

Solde 64 260 696,06 euros

#### **Article 4 :**

Est donné acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2018, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs du budget Principal et des Etats Spéciaux de Territoire

#### **Article 5 :**

Est reconnue la sincérité des restes à réaliser en recettes d'investissement d'un montant de 8 217 791,42 euros.

#### **Article 6 :**

Est approuvé l'état annexe au Compte administratif relatif à la compétence gestion des déchets et assimilés joint en annexe.

#### **Article 7 :**

Est adopté le présent rapport et déclare tenues pour lues les annexes au compte administratif du budget susvisé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 011-6318/19/CM**

■ **Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence – Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 du Territoire Marseille Provence.**

#### **MET 19/11203/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame la Présidente de la Métropole soumet au Conseil de la Métropole pour approbation les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes du Territoire Marseille-Provence suivants :

- Budget annexe Eau ;
- Budget annexe Assainissement ;
- Budget annexe Ports de Plaisance ;
- Budget annexe Crématorium ;

- Budget annexe Collecte et Traitement des Déchets ;
- Budget annexe Opérations d'Aménagement.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 pour ces budgets annexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2018 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2018 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 Juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est arrêté, pour chacun des budgets annexes du Territoire Marseille-Provence, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2018 dont les montants sont retranscrits ci-après :

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU**

**SOLDE CREDITEUR : + 21 717 990,12 euros**

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	16 781 413,96		1 172 758,30	17 954 172,26
FONCTIONNEMENT	2 112 917,63		1 650 900,23	3 763 817,86
TOTAL	18 894 331,59	0,00	2 823 658,53	21 717 990,12

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT**

**SOLDE CREDITEUR : + 11 618 842,07 euros**

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	747 167,22		-6 914 712,74	-6 167 545,52

FONCTIONNEMENT	5 253 526,88		12 532 860,71	17 786 387,59
TOTAL	6 000 694,10	0,00	5 618 147,97	11 618 842,07

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DES PORTS DE PLAISANCE

SOLDE CREDITEUR : + 652 353,90 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	725 543,27		-139 619,92	585 923,35
FONCTIONNEMENT	60 559,30		5 871,25	66 430,55
TOTAL	786 102,57	0,00	-133 748,67	652 353,90

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM

SOLDE CREDITEUR : + 3 946 219,06 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	1 206 263,96		93 385,88	1 299 649,84
FONCTIONNEMENT	2 449 991,28		196 577,94	2 646 569,22
TOTAL	3 656 255,24	0,00	289 963,82	3 946 219,06

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

SOLDE DEBITEUR : - 3 189 007,48 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	-221 011,80		-3 503 319,71	-3 724 331,51
FONCTIONNEMENT	41 233,78	41 233,78	535 324,03	535 324,03

TOTAL	-179 778,02	41 233,78	-2 967 995,68	-3 189 007,48
-------	-------------	-----------	---------------	---------------

# TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

SOLDE CREDITEUR : + 776 161,46 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	468 124,17		570 641,54	1 038 765,71
FONCTIONNEMENT	-1 286 609,97		1 024 005,72	-262 604,25
TOTAL	-818 485,80	0,00	1 594 647,26	776 161,46

**Solde 652 353,90 euros**

## **Article 2 :**

Est donné acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes du Territoire Marseille Provence listés ci-avant.

## **Article 3 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Eau, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 38 275 734,36 euros  
Reprise des résultats antérieurs 18 894 331,59 euros  
En dépenses de 35 452 075,83 euros  
**Solde 21 717 990,12 euros**

## **Article 4 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 62 371 296,59 euros  
Reprise des résultats antérieurs 6 000 694,10 euros  
En dépenses de 56 753 148,62 euros  
**Solde 11 618 842,07 euros**

## **Article 5 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Ports de Plaisance, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 13 987 288,48 euros  
Reprise des résultats antérieurs 786 102,57 euros  
En dépenses de 14 121 037,15 euros

## **Article 6 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Crématorium, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 2 119 016,11 euros  
Reprise des résultats antérieurs 3 656 255,24 euros  
En dépenses de 1 829 052,29 euros  
**Solde 3 946 219,06 euros**

## **Article 7 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 253 559 987,18 euros  
Reprise des résultats antérieurs - 221 011,80 euros  
En dépenses de 256 527 982,86 euros  
**Solde - 3 189 007,48 euros**

## **Article 8 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Opérations d'Aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 114 907 858,94 euros  
Reprise des résultats antérieurs - 818 485,80 euros  
En dépenses de 113 313 211,68 euros  
**Solde 776 161,46 euros**

### **Article 9 :**

Est reconnu l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2018 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2018.

### **Article 10 :**

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 012-6319/19/CM**

#### **■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des comptes administratifs de l'exercice 2018 du Territoire du Pays d'Aix MET 19/11184/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame la Présidente de la Métropole soumet au Conseil de la Métropole pour approbation les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix suivants :

- Budget annexe Aménagement ;
- Budget annexe Assainissement Non Collectif ;
- Budget annexe Elimination des Déchets ;
- Budget annexe Assainissement en Régie ;
- Budget annexe Eau en Délégation ;
- Budget annexe Eau en Régie ;
- Budget annexe Assainissement en Délégation ;

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2018 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2018 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont arrêtés pour chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2018 dont les montants sont retranscrits ci-après :

## TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT

SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 907 650.07 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	415 335.81	0.00	97 721.31	513 057.12
FONCTIONNEMENT	- 12 847.52	0.00	407 440.47	394 592.95
TOTAL	402 488.29	0.00	505 161.78	907 650.07

## TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 13 107.40 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	0.00		0.00	0.00
FONCTIONNEMENT	69 461.60	0.00	-56 354.20	13 107.40
TOTAL	69 461.60	0.00	-56 354.20	13 107.40

## TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ELIMINATION DES DECHETS

SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 12 519 102.20 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	-1 004 526.22		2 159 060.99	1 154 534.77
FONCTIONNEMENT	7 654 892.87	2 223 000.00	5 932 674.56	11 364 567.43
TOTAL	6 650 366.65	2 223 000.00	8 091 735.55	12 519 102.20



TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT EN REGIE

SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 4 118 893.52 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	0.00		2 807 988.05	2 807 988.05
FONCTIONNEMENT	0.00	0.00	1 310 905.47	1 310 905.47
TOTAL	0.00	0.00	4 118 893.52	4 118 893.52

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE EAU EN DELEGATION

SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 684 043.37 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	0.00		-1 793 423.45	- 1 793 423.45
FONCTIONNEMENT	0.00	0.00	2 477 466.82	2 477 466.82
TOTAL	0.00	0.00	684 043.37	684 043.37

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE EAU EN REGIE

SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 4 550 297.96 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	0.00		3 135 313.49	3 135 313.49

FONCTIONNEMENT	0.00	0.00	1 414 954.47	1 414 954.47
TOTAL	0.00	0.00	4 550 267.96	4 550 267.96

#### TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT EN DELEGATION

SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 1 246 438.08 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	0.00		-2 629 298.65	-2 629 298.65
FONCTIONNEMENT	0.00	0.00	3 875 736.73	3 875 736.73
TOTAL	0.00	0.00	1 246 438.08	1 246 438.08

#### Article 2 :

Donne acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix listés ci-avant.

#### Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Aménagement du Territoire, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 3 568 884.63 euros  
Reprise des résultats antérieurs 402 488.29 euros  
En dépenses de 3 063 722.85 euros  
**Solde 907 650.07 euros**

#### Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Assainissement Non Collectif, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 610 530.20 euros  
Reprise des résultats antérieurs 69 461.60 euros  
En dépenses de 666 884.40 euros  
**Solde 13 107.40 euros**

#### Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Elimination des Déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 72 047 388.20 euros  
Reprise des résultats antérieurs 4 427 366.65 euros  
En dépenses de 63 955 652.65 euros  
**Solde 12 519 102.20 euros**

#### Article 6 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Assainissement en Régie, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 24 301 971.04 euros  
Reprise des résultats antérieurs 0.00 euros  
En dépenses de 20 183 077.52 euros  
**Solde 4 118 893.52 euros**

#### Article 7 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Eau en Délégation, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 10 837 887.84 euros  
Reprise des résultats antérieurs 0.00 euros  
En dépenses de 10 153 844.47 euros  
**Solde 684 043.37 euros**

#### **Article 8 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Eau en Régie, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 26 798 740.72 euros  
Reprise des résultats antérieurs 0.00 euros  
En dépenses de 22 248 472.76 euros  
**Solde 4 550 267.96 euros**

#### **Article 9 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Assainissement en Délégation, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 11 043 996.81 euros  
Reprise des résultats antérieurs 0.00 euros  
En dépenses de 9 797 558.73 euros  
**Solde 1 246 438.08 euros**

**Il est à noter que l'intégration des résultats par opération d'ordre non budgétaire des syndicats dissouts au 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour un montant cumulé de 1 051 479.21 euros fera l'objet d'une reprise dans le cadre du budget supplémentaire 2019.**

#### **Article 10 :**

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2018 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2018.

#### **Article 11 :**

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 013-6320/19/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 du Territoire du Pays Salonais MET 19/11179/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il est soumis au Conseil de la Métropole pour approbation les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais suivants :

- Budget annexe de l'Assainissement
- Budget annexe de l'Eau Potable
- Budget annexe des Opérations d'Aménagement

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2018 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2018 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont arrêtés pour chacun des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2018 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT  
SOLDE CREDITEUR : 6 838 418.54 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	1 532 034.52		-297 414.72	1 215 619.80
EXPLOITATION	4 439 081.12	724 713.43	1 908 431.05	5 622 798.74
TOTAL	5 952 115.64	724 713.43	1 611 016.33	6 838 418.54

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE EAU POTABLE  
SOLDE CREDITEUR : 6 357 590.86 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	146 586.52		- 1373 852.33	- 1 227 265.81
EXPLOITATION	5 071 423.44	658 247.93	3 171 681.16	7 584 856.67
TOTAL	5 218 009.96	658 247.93	1 797 828.83	6 357 590.86

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENTS  
SOLDE DEBITEUR : -2 651 495.20 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	- 3 185 499.29		534 004.09	- 2 651 495.20
FONCTIONNEMENT	0		0	0
TOTAL	- 3 185 499.29		534 004.09	-2 651 495.20

## **Article 2 :**

Est donné acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays Salonais listés ci-avant.

## **Article 3 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 8 041 643.44 euros  
Reprise des résultats antérieurs 5 227 402,21 euros  
En dépenses de 6 430 627.11 euros  
**Solde 6 838 418.54 euros**

## **Article 4 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'Eau Potable, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 8 333 250.66 euros  
Reprise des résultats antérieurs 4 559 762,03 euros  
En dépenses de 6 535 421.83 euros  
**Solde 6 357 590,86 euros**

## **Article 5 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe des Opérations d'Aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 2 107 935.02 euros  
Reprise des résultats antérieurs - 3 185 499.29 euros  
En dépenses de 1 573 930.93 euros  
**Solde - 2 651 495.20 euros**

## **Article 6 :**

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2018 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2018.

## **Article 7 :**

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 014-6321/19/CM**

### **■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 19/11279/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame la Présidente de la Métropole soumet au Conseil de la Métropole pour approbation les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile suivants :

- Budget annexe Assainissement
- Budget annexe Régie de Traitement des ordures ménagères
- Budget annexe Opérations d'Aménagement
- Budget annexe Réseau de chaleur Métropolitain.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2018 relatifs à ces budgets annexes ;

- Les Comptes de Gestion 2018 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

**Article 1 :**

Arrête, pour chacun des budgets annexes du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2018 dont les montants sont retranscrits ci-après :

**Où le rapport ci-dessus,**

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT**

**SOLDE CREDITEUR : + 6 853 131,34 euros**

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	+ 2 938 867,20 €	0,00 €	+ 197 483,07 €	+ 3 136 350,27 €
FONCTIONNEMENT	+ 3 204 635,61 €	0,00 €	+ 512 145,46 €	+ 3 716 781,07 €
TOTAL	+ 6 143 502,81 €	0,00 €	+ 709 628,53 €	+ 6 853 131,34 €

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE RÉGIE DE TRAITEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES**

**SOLDE CREDITEUR : + 526 710,00 euros**

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	- 192 581,85 €		- 24 568,06 €	- 217 149,91 €
FONCTIONNEMENT	+ 891 584,82 €	- 192 581.85 €	+ 44 856,94 €	+ 743 859,91 €
TOTAL	+ 699 002,97 €	- 192 581,85 €	+ 20 288,88 €	+ 526 710,00 €

# TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT

SOLDE CREDITEUR : + 615 270,90 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	+ 328 776,77 €	0,00 €	+ 279 283,47 €	+ 608 060,24 €
FONCTIONNEMENT	+ 7 210,66 €	0,00 €	0,00 €	+ 7 210,66 €
TOTAL	+ 335 987,43 €	0,00 €	+ 279 283,47 €	+ 615 270,90 €

# TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE RÉSEAU DE CHALEUR MÉTROPOLITAIN

SOLDE CREDITEUR : + 41 071,27 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	- 174 034,83 €	0,00 €	+ 228 116,83 €	+ 54 082,00 €
FONCTIONNEMENT	- 45 351,90 €	0,00 €	+ 32 341,17 €	- 13 010,73 €
TOTAL	- 219 386,73 €	0,00 €	+ 260 458,00 €	+ 41 071,27 €

## **Article 4 :**

### **Article 2 :**

Donne acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile listés ci-avant.

### **Article 3 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 3 647 835,83 euros  
Reprise des résultats antérieurs 143 502,81 euros  
En dépenses de 2 938 207,30 euros  
**Solde 6 853 131,34 euros**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Régie de traitement des ordures ménagères, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 446 318,75 euros  
Reprise des résultats antérieurs 506 421,12 euros  
En dépenses de 426 029,87 euros  
**Solde 526 710,00 euros**

## **Article 5 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Opérations d'Aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 279 283,47 euros  
Reprise des résultats antérieurs 335 987,43 euros  
En dépenses de 0,00 euros

**Solde 615 270,90 euros**

**Article 6 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Réseau de Chaleur Métropolitain, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 907 478,92 euros  
Reprise des résultats antérieurs - 219 386,73 euros  
En dépenses de 647 020,92 euros  
**Solde 41 071,27 euros**

**Article 7 :**

Reconnait l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2018 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2018.

**Article 8 :**

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 015-6322/19/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 du territoire Istres-Ouest Provence.  
MET 19/11262/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole, pour approbation, les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes du territoire Istres-Ouest Provence Eau Potable, Assainissement, Entreprises, Régie Action Sociale et Traitements des déchets.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2018 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes

Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le Budget Primitif, les décisions modificatives, le Budget Supplémentaire relatifs à l'exercice 2018.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres Ouest Provence du 19 juin 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont arrêtés, pour chacun des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans les Comptes Administratifs 2018 dont les montants sont retranscrits ci-après :



**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE EAU POTABLE**

SOLDE CREDITEUR : 53 881,38 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEME NT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	-2 540 014,07		614 899,02	-1 925 115,05
FONCTIONNEMENT	2 845 141,54	2 540 015,00	1 673 869,89	1 978 996,43
TOTAL	305 127,47	2 540 015,00	2 288 768,91	53 881,38

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT**

SOLDE CREDITEUR : 3 929 904,33 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEME NT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	-3 492 116,92		1 768 985,85	-1 723 131,07
FONCTIONNEMENT	5 886 094,01	3 493 000,00	3 259 941,39	5 653 035,40
TOTAL	2 393 977,09	3 493 300,00	5 028 927,24	3 929 904,33

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE ENTREPRISES**

SOLDE CREDITEUR : 1 628 684,98 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEME NT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	198 587,76		-740 805,94	-542 218,18
FONCTIONNEMENT	821 857,07		1 349 046,09	2 170 903,16
TOTAL	1 020 444,83		608 240,15	1 628 684,98

## TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE REGIE ACTION SOCIALE

SOLDE CREDITEUR 11 676,21 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	20 781,28		-9 105,07	11 676,21
FONCTIONNEMENT	7 458,59		-7 458,59	0,00
TOTAL	28 239,87		-16 563,66	11 676,21

## TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE TRAITEMENT DES DECHETS

SOLDE CREDITEUR : 712 301,85 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	336 539,84	0,00	375 762,01	712 301,85
FONCTIONNEMENT	1 121,12		-1 121,12	0,00
TOTAL	337 660,96		374 640,89	712 301,85

### Article 2 :

Donne acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2018, documents annexés à la présente délibération des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence listés ci-avant.

### Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Eau potable, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes : 11 518 441,45 euros  
Reprise des résultats antérieurs : 305 127,47 euros  
Part affectée à l'investissement : 2 540 015,00 euros  
En dépenses : 9 229 672,54 euros  
**Solde : 53 881,38 euros**

### Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes : 16 372 733,69 euros  
Reprise des résultats antérieurs : 2 393 977,09 euros  
Part affectée à l'investissement : 3 493 000,00 euros  
En dépenses : 11 343 806,45 euros  
**Solde : 3 929 904,33 euros**

### Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Entreprises, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes : 7 429 232,99 euros  
Reprise des résultats antérieurs : 1 020 444,83 euros  
En dépenses : 6 820 992,84 euros  
**Solde : 1 628 684,98 euros**

#### **Article 6 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Régie Action Sociale, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes : 1 499 502,60 euros

Reprise des résultats antérieurs : 28 239,87 euros

En dépenses : 1 516 066,26 euros

**Solde : 11 676,21 euros**

#### **Article 7 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du budget annexe Traitement des déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes : 19 801 012,37 euros

Reprise des résultats antérieurs : 337 660,96 euros

En dépenses : 19 426 371,48 euros

**Solde : 712 301,85 euros**

#### **Article 8 :**

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2018 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2018.

#### **Article 9 :**

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des Budgets Annexes suscités.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 016-6323/19/CM**

#### **■ Budgets annexes de la Métropole Aix Marseille Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 du Territoire du Pays de Martigues**

**MET 19/11388/CM**

Madame la Présidente de la Métropole soumet au Conseil de la Métropole pour approbation les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues suivants :

- Budget annexe de l'eau
- Budget annexe de l'assainissement

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après.

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2018 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2018 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont arrêtés, pour chacun des budgets annexes du Territoire du Pays de Martigues, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2018 dont les montants sont retranscrits ci-après :

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'EAU****SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 5 577 344,81 euros**

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	2 149 783,70		-245 015,75	1 904 767,95
FONCTIONNEMENT	1 686 248,79	0,00	1 986 328,07	3 672 576,86
TOTAL	3 836 032,49	0,00	1 741 312,32	5 577 344,81

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT****SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : + 2 187 429,87euros**

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	2 094 713,80		-162 243,35	1 932 470,45
FONCTIONNEMENT	187 372,78	0,00	67 586,64	254 959,42
TOTAL	2 282 086,58	0,00	-94 656,71	2 187 429,87

En dépenses de 7 710 072,71 euros

**Solde 2 187 429,87 euros****Article 2 :**

Est donné acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes de l'Eau et de l'Assainissement du Territoire du Pays de Martigues listés ci-avant.

**Article 3 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'Eau, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 11 912 296,16 euros

Reprise des résultats antérieurs 3 836 032,49 euros

En dépenses de 10 170 983,84 euros

**Solde 5 577 344,81 euros****Article 4 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 7 615 416,00 euros

Reprise des résultats antérieurs 2 282 086,58 euros

**Article 5 :**

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2018 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2018.

**Article 6 :**

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 017-6324/19/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Adoption du Compte Administratif de l'exercice 2018 du Budget annexe des Transports Métropolitains  
MET 19/11201/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame la Présidente de la Métropole soumet au Conseil de la Métropole pour approbation le Compte Administratif de l'exercice 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2018 pour ce budget annexe.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2018 relatifs à ce budget annexe ;
- Le Compte de Gestion 2018 produit par Monsieur le Receveur des Finances.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est arrêté, pour le budget annexe des Transports Métropolitains, le résultat de clôture de l'exercice inscrit dans le Compte Administratif 2018 dont les montants sont retranscrits ci-après :

TABEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS METROPOLITAINS

SOLDE CREDITEUR : 9 759 915,21 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017 (Budget transports et Régie Ulysse)	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	-12 693 341,53		3 062 263,75	-9 631 077,78
FONCTIONNEMENT	13 663 670,77	6 645 363,35	12 372 685,57	19 390 992,99
TOTAL	970 329,24	6 645 363,35	15 434 949,32	9 759 915,21

**Article 2 :**

Est donné acte à Madame la Présidente de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains.

**Article 3 :**

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe des Transports métropolitains, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 791 631 622,46 euros  
Reprise des résultats antérieurs -5 675 034,11 euros  
En dépenses de 776 196 673,14 euros  
**Solde 9 759 915,21 euros**

**Article 4 :**

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion 2018 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans le Compte Administratif 2018.

**Article 5 :**

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes au Compte Administratif du budget annexe des Transports Métropolitains.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 018-6325/19/CM****■ Budgets Annexes de la Métropole Aix Marseille Provence – Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes Crématorium Métropole, Ports Ouest Territoires, Parkings Métropole - Compétences transférées à partir de l'exercice 2018 et du budget annexe Marché d'Intérêt National  
MET 19/11202/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame la Présidente soumet au Conseil de la Métropole pour approbation les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes :

- Budget annexe « Parkings Métropole » ;
- Budget annexe « Crématorium Métropole » ;
- Budget annexe « Ports Ouest Territoires » ;
- Budget annexe « MIN » ;

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances, sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2018 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes

Administratifs précités, de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Arrête, pour chacun des budgets annexes d'exercice métropolitain, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2018 dont les montants sont retranscrits ci-après :

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE « Parkings Métropole »**

**SOLDE CREDITEUR : + 416 361,75 euros**

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	0		416 361,75	416 361,75
EXPLOITATION	0	0	0,00	0,00
TOTAL	0	0	416 361,75	416 361,75

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE « Crématorium Métropole »**

**SOLDE CREDITEUR : + 72 950,82 euros**

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	0		73 011,12	73 011,12
EXPLOITATION	0	0	-60,30	-60,30
TOTAL	0	0	72 950,82	72 950,82

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE « Ports Ouest Territoires »

SOLDE CREDITEUR : + 287 553,92 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	0		287 553,92	287 553,92
EXPLOITATION	0	0	0,00	0,00
TOTAL	0	0	287 553,92	287 553,92

TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE « MIN »

SOLDE DEBITEUR/CREDITEUR : -1 043 932,63 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2017	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2018	RESULTATS DE L'EXERCICE 2018	RESULTATS DE CLOTURE 2018
INVESTISSEMENT	266 718,42		-188 499,27	78 219,15
FONCTIONNEMENT	-914 743,26	0	-207 408,52	-1 122 151,78
TOTAL	- 648 024,84	0	- 395 907,79	-1 043 932,63

**Article 4 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Crématorium Métropole », un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 120 000,00 euros  
Reprise des résultats antérieurs 0 euros  
En dépenses de 47 049,18 euros  
**Solde 72 950,82 euros**

**Article 5 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Ports Ouest Territoires », un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 722 199,82 euros  
Reprise des résultats antérieurs 0 euros

**Article 2 :**

Donne acte à Madame la Présidente de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2018 des budgets annexes d'exercice métropolitain ci-avant.

**Article 3 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « Parkings Métropole », un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 1 654 747,20 euros  
Reprise des résultats antérieurs 0 euros  
En dépenses de 1 238 385,45 euros  
**Solde 416 361,75 euros**

En dépenses de 1 009 753,74 euros  
**Solde 287 553,92 euros**

#### **Article 6 :**

Constate, pour le Compte Administratif du Budget Annexe « MIN », un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2018 :

En recettes de 1 787 794,49 euros  
 Reprise des résultats antérieurs - 648 024,84 euros  
 En dépenses de 2 183 702,28 euros  
**Solde - 1 043 932,63 euros**

#### **Article 7 :**

Reconnaît l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2018 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2018.

#### **Article 8 :**

Est adopté le présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 019-6326/19/CM**

#### **■ Budget Principal Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation du résultat de l'exercice 2018**

#### **MET 19/11204/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille Provence a été approuvé par le vote du Compte Administratif le 20 juin 2019

Budget	Résultat 2018		Résultat de clôture de la section	Résultat de clôture de la section	Reste à réaliser en recettes d'investissement	Déficit d'investissement à couvrir	Solde libre d'affectation
	Fonctionnement	Investissement					
BUDGET PRINCIPAL METROPOLE	94 067 182,67	54 826 131,62	125 653 811,78	-61 393 115,72	8 217 791,42	-53 175 324,30	72 478 487,48

La procédure, mise en place par l'instruction budgétaire et comptable M57, consiste à prévoir dans le budget, le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du

compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être conservé en fonctionnement.

L'affectation de résultat proposée est détaillée dans le tableau ci-dessous et tient compte d'une dotation complémentaire de mise en réserve pour un montant de 72 478 487,48 euros qui participera au financement des équipements de l'exercice 2019 et permettra de réduire l'emprunt :

Résultat cumulé de fonctionnement	Résultat cumulé d'investissement	Reste à réaliser en recettes d'investissement	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
125 653 811,78	-61 393 115,72	8 217 791,42	125 653 811,78	0,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article unique :**

Est approuvée l'affectation de l'excédent de fonctionnement du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 125 653 811,78 euros est destiné à couvrir le déficit de la section d'investissement d'un montant de 61 393 115,72 euros, qui s'établit, après correction des restes à réaliser en recettes de 8 217 791,42 euros à un montant de 53 175 324,30 euros.



Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2019 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 125 653 811,78 euros imputé en recette sur la nature 1068 « Autres Réserves » intégrant une dotation complémentaire de 72 478 487,48 euros qui contribuera au financement des investissements de l'exercice 2019.

La section d'investissement présente un déficit de clôture de 61 393 115,72 euros, qui sera reporté au compte 001 au Budget Supplémentaire 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 020-6327/19/CM**

#### **■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2018 du Territoire de Marseille Provence**

#### **MET 19/11211/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultat 2018		Résultat de clôture de la section fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement	Reste à réaliser en recettes en investissement	Reste à réaliser en dépenses en investissement	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
COLLECTE TRAITEMENT DECHETS	535 324,03	-3 503 319,71	535 324,03	-3 724 331,51	4 000 000,00	0,00		535 324,03
ASSAINISSEMENT	12 532 860,71	-6 914 712,74	17 786 387,59	-6 167 545,52	0,00	0,00	6 167 545,52	11 618 842,07
EAU	1 650 900,23	1 172 758,30	3 763 817,86	17 954 172,26	0,00	0,00	0,00	3 763 817,86
PORTS DE PLAISANCE	5 871,25	-139 619,92	66 430,55	585 923,35	0,00	0,00		66 430,55
CREMATORIUM	196 577,94	93 385,88	2 646 569,22	1 299 649,84	0,00	0,00	0,00	2 646 569,22
OP. AMENAGEMENTS	1 024 005,72	570 641,54	-262 604,25	1 038 765,71	0,00	0,00	0,00	-262 604,25

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 20 juin 2019.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération du Conseil de Métropole du 20 Juin 2019 approuvant le Compte Administratif 2018 des budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence pour le Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe de l'Assainissement comme suit :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 17 786 387,59 euros, est destiné à couvrir le déficit de la section d'investissement d'un montant de 6 167 545,52 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2019 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 6 167 545,52 euros, imputé en recette sur la nature 1068  
« Autres Réserves ».

Le reliquat de la section de fonctionnement de 11 618 842,07 euros, sera reporté au compte 002 en recettes au budget supplémentaire 2019.

**Article 2 :**

Sont approuvés, comme suit, les résultats de l'exercice 2018 pour le Budget annexe de la Collecte et du traitement des Déchets :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 535 524,03 euros qui sera reporté au compte de recette 002 au budget supplémentaire 2019.

La section d'investissement présente un déficit de clôture de 3 724 331,51 euros, qui sera couvert par les restes à réaliser en recettes au budget supplémentaire 2019.

Ce déficit sera reporté au compte 001 en dépenses au budget supplémentaire 2019.

**Article 3 :**

Sont approuvés, comme suit, les résultats de l'exercice 2018 pour le Budget annexe de l'Eau :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 3 763 817,86 euros, qui sera reporté au compte de recette 002 au budget supplémentaire 2019.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 17 954 172,26 euros, qui sera reporté au compte de recette 001 au budget supplémentaire 2019.

**Article 4 :**

Sont approuvés, comme suit, les résultats de l'exercice 2018 pour le Budget annexe des Ports de Plaisance :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 66 430,55 euros, qui sera reporté au compte de recette 002 au budget supplémentaire 2019.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 585 923,35 euros, qui sera reporté au compte de recette 001 au budget supplémentaire 2019.

**Article 5 :**

Sont approuvés, comme suit, les résultats de l'exercice 2018 pour le Budget annexe Crématorium :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 2 646 569,22 euros, qui sera reporté au compte de recette 002 au budget supplémentaire 2019.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 1 299 649,84 euros, qui sera reporté au compte de recette 001 au budget supplémentaire 2019.

**Article 6 :**

Sont approuvés, comme suit, les résultats de l'exercice 2018 pour le Budget annexe Opérations d'Aménagement :

La section de fonctionnement présente un déficit de clôture de 262 604,25 euros, qui sera reporté au compte de dépense 002 au budget supplémentaire 2019.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 1 038 765,71 euros, qui sera reporté au compte de recette 001 au budget supplémentaire 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-6328/19/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation de résultat de fonctionnement de l'exercice 2018 des budgets du Territoire du Pays d'Aix  
MET 19/11190/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

BUDGETS	Résultats 2018		Résultat de clôture de la section de fonctionnement	Résultat de clôture de la section d'investissement	Restes à réaliser en recettes d'investissement	Restes à réaliser en dépenses d'investissement	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter en fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
BRANC	- 56 354,20		13 107,40					13 107,40
AMENAGEMENT	407 440,47	97 721,31	394 592,95	513 057,12			394 592,95	
SPED	5 932 674,56	2 159 060,99	11 364 567,43	1 154 534,77			183 168,23	11 181 399,20
ASSANISSEMENT EN REGIE	1 310 905,47	2 807 988,05	1 310 905,47	2 807 988,05				1 310 905,47
EAU EN DELEGATION	2 477 466,82	-1 793 423,45	2 477 466,82	-1 793 423,45	1 793 423,45			2 477 466,82
EAU EN REGIE	1 414 954,47	3 135 313,49	1 414 954,47	3 135 313,49				1 414 954,47
ASSANISSEMENT EN DELEGATION	3 875 736,73	-2 629 298,65	3 875 736,73	-2 629 298,65	2 629 298,65			3 875 736,73

Conformément aux textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus particulièrement du Territoire du Pays d'Aix a été approuvé par le vote du compte administratif.

Il a permis d'une part de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions.

La procédure mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à effectuer en priorité à couvrir le besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations des résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du conseil du Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe de l'Aménagement comme suit :

Le résultat positif de la section de fonctionnement de 394 592,95 euros est destiné à couvrir le besoin de financement de la section d'investissement.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire 2019 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 394 592,95 euros imputé en recette sur la nature 1068 « autres réserves ».

**Article 2 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe Elimination des déchets comme suit :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 11 364 567,43 euros est destiné à couvrir un besoin de financement de la section d'investissement 183 168,23 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire 2019 à l'émission d'un titre de

recette d'un montant de 183 168,23 euros imputé en recette sur la nature 1068 « autres réserves ».

Le reliquat 11 181 399,20 euros est reporté en section de fonctionnement sur le compte 002 en recettes.

#### **Article 3 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe Eau en Délégation comme suit :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 2 477 466,82 euros sera reporté au compte 002 en recettes au budget supplémentaire 2019.

Le déficit de la section d'investissement de 1 793 423,45 euros est couvert par les restes à réaliser en recettes de 1 793 423,45 euros et sera constaté sur le compte 001 en dépenses.

#### **Article 4 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe Assainissement en Délégation comme suit :

Le résultat de fonctionnement présente un excédent de 3 875 736,73 euros qui sera reporté au compte 002 « excédent reporté » pour un montant 3 952 276,15 euros après l'intégration des résultats des syndicats dissouts détaillés ci-dessous.

Le déficit de la section d'investissement de 2 629 298,65 euros est couvert par les restes à réaliser en recettes de 2 629 298,65 euros et sera constaté sur le compte 001 en dépenses pour un montant de 1 654 358,86 euros après l'intégration des résultats des syndicats dissouts détaillés ci-dessous.

Il est à noter pour ce budget, l'intégration des résultats de clôture des communes Bouc Bel Air, St Marc Jaumegarde, Rives Hautes, Sipa-Sia.

Les résultats des syndicats dissouts feront l'objet d'une reprise dans le cadre du budget supplémentaire 2019 soit :

-	Section de fonctionnement :	76	539
		.42 €	
-	Section	d'investissement :	
		974 939.79 €	

La reprise du résultat de fonctionnement se décompose comme suit :

-	SIPA	241 909.47 €	
-	RIVES HAUTES	-	219 578.84 €
-	SIA	54 208.79 €	
-			

La reprise du résultat d'investissement se décompose comme suit :

SIPA	250 146.18 €
RIVES HAUTES	234 461.79 €
SIA	490 331.82 €

#### **Article 5 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe de l'Assainissement non Collectif :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 13 107,40 euros en l'absence de section d'investissement est inscrit en report à nouveau en section de fonctionnement.

Ce report donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire 2019 à une inscription en recette d'un montant de 13 107,40 euros sur le compte de recette 002 « excédent reporté ».

#### **Article 6 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe de l'Assainissement en Régie :

Le résultat de fonctionnement présente un excédent de 1 310 905,47 euros qui sera reporté au compte de recette 002 « excédent reporté ».

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 2 807 988,05 euros qui sera reporté au compte de recette 001 « excédent reporté » au budget supplémentaire 2019.

#### **Article 7 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe de l'Eau en Régie :

Le résultat de fonctionnement présente un excédent de 1 414 954,47 euros qui sera reporté au compte de recette 002 « excédent reporté ».

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 3 135 313,49 euros qui sera reporté au compte de recette 001 « excédent reporté » au budget supplémentaire 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 022-6329/19/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2018 du Territoire du Pays Salonais  
MET 19/11183/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été approuvé par le vote du compte administratif ce 20 juin 2019.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux

amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu à la section de fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultats de l'exercice 2018		Résultats de clôture Fonctionnement 2018	Résultats de clôture d'Investissement 2018	Restes à Réaliser en Recettes 2018	Résultats cumulés Investissement 2018	Part affectée à l'Investissement 2019	Solde maintenu en section de Fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
<b>ASSAINISSEMENT</b>	1 908 431,05	-297 414,72	5 622 798,74	1 215 619,80	2 186 107,58	3 401 727,38	5 500 000,00	122 798,74
<b>EAU POTABLE</b>	3 171 681,16	-1 373 852,33	7 584 856,67	-1 227 265,81	518 659,55	-708 606,26	7 506 856,67	78 000,00
<b>AMENAGEMENT</b>	0,00	534 004,09	0,00	-2 651 495,20	0,00	-2 651 495,20	0,00	0,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019 approuvant le Compte Administratif 2018 des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement des budgets annexes de l'Assainissement et de l'Eau Potable:

*Assainissement :*

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation de 5 622 798.74 euros, est destiné à couvrir le besoin de financement de la section d'investissement.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en recettes, avec un excédent de 3 401 727.38 euros.

Il est cependant proposé d'affecter 5 500 000 euros prélevée sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 5 622 798.74 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2019 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « *Autres Réserves* ».

Le solde de l'excédent d'exploitation qui, par conséquent, s'élève à 122 798.74 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recette.

Le résultat de clôture de la section d'investissement hors restes à réaliser, quant à lui, de 1 215 619.80

euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2019 en recette.

*Eau Potable :*

Le résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation de 7 584 856.67 euros, est destiné à couvrir le besoin de financement de la section d'investissement.

La section d'investissement clôture, après prise en compte des restes à réaliser en dépenses et en recettes, avec un déficit de 708 606.26 euros.

Il est donc proposé d'affecter 7 506 856.67 euros prélevée sur l'excédent de la section d'exploitation qui s'établit à 7 584 856.67 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2019 à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, « *Autres Réserves* ».

Le solde de l'excédent de fonctionnement qui, par conséquent, s'élève à 78 000 euros est maintenu en section d'exploitation et porté au compte 002 en recette.

Le résultat de clôture de la section d'investissement, hors restes à réaliser, quant à lui, de – 1 227 265.81 euros, est inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2019 en dépenses.

**Article 2 :**

Sont approuvés comme suit, les résultats de l'exercice 2018 pour le budget annexe des Opérations d'aménagement :

*Opérations d'aménagement :*

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture nul.

La section d'investissement présente un résultat déficitaire de clôture de 2 651 495.20 euros qui sera

porté au compte 001 du budget supplémentaire 2019, en dépense.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 023-6330/19/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2018 - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 19/11377/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été approuvé par le vote du compte administratif ce 20 juin 2019.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	2018		Résultat de clôture de la section fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement	Reste à réaliser en recettes	Reste à réaliser en dépenses	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
ASSAINISSEMENT	512 145,46	197 483,07	3 716 781,07	3 136 350,27			0,00	3 716 781,07
TOM	44 856,94	-24 568,06	743 859,91	-217 149,91			217 149,91	526 710,00
AMENAGEMENT	0,00	279 283,47	7 210,66	608 060,24			0,00	7 210,66
RESEAUX DE CHALEUR	32 341,17	228 116,83	-13 010,73	54 082,00			0,00	-13 010,73

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 20 Juin 2019 approuvant le Compte Administratif 2018 des budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe Régie de Traitement des ordures ménagères comme suit :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 743 859,91 euros est destiné à couvrir le déficit de la section d'investissement d'un montant de 217 149,91 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2019 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 217 149,91 euros imputé en recette sur la nature 1068 "Autres Réserves".

Le reliquat de 526 710,00 euros sera reporté en section de fonctionnement au compte 002 en recettes.

#### **Article 2 :**

Sont approuvés les résultats de l'exercice 2018 pour le budget annexe Assainissement comme suit :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 3 716 781,01 euros qui sera reporté au compte 002 en recettes au budget supplémentaire 2019.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 3 136.350,27 euros qui sera reporté au compte 001 en recettes au budget supplémentaire 2019.

#### **Article 3 :**

Sont approuvés les résultats de l'exercice 2018 pour le budget annexe Opérations d'Aménagement comme suit :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 7 210,66 euros.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 608 060,24 euros.

Ce budget étant clôturé après l'adoption du CA 2018 lors du Conseil du 20 juin 2019, les excédents de clôture ci-dessus, seront repris au Budget Supplémentaire 2019 du Budget Principal.

#### **Article 4 :**

Sont approuvés les résultats de l'exercice 2018 pour le budget annexe Réseau de Chaleur Métropolitain comme suit :

La section de fonctionnement présente un déficit de clôture de 13 010,73 euros qui sera reporté en dépenses au compte 002 en dépenses au budget supplémentaire 2019.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 54 082,00 euros qui sera reporté au compte 001 en recettes au budget supplémentaire 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 024-6331/19/CM**

#### **■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats 2018 du territoire Istres-Ouest Provence MET 19/11252/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes des budgets annexes du territoire Istres-Ouest Provence a été approuvé par le vote des comptes administratifs le 20 juin 2019.

Il a permis, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées, consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice puis à le constater lors de l'approbation du compte administratif

et à l'affecter en priorité à couvrir le besoin de financement de l'investissement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultats 2018		Résultat de la clôture de la section de fonctionnement	Résultat de la clôture de la section d'investissement	Restes à réaliser recettes	Restes à réaliser dépenses	Part affectée à l'investissement	Solde reporter au fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
Eau Potable	1 673 869,89	614 899,02	1 978 996,43	- 1 519 415,05	405 700,00		1 519 415,05	459 581,38
Assainissement	3 259 941,39	1 768 985,85	5 653 035,40	- 1 504 674,07	218 457,00		1 504 674,07	4 148 361,33
Entreprises	1 349 046,09	- 740 805,94	2 170 903,16	- 542 218,18			542 218,18	1 628 684,98
Régie Action Sociale	- 7 458,59	- 9 105,07		11 676,21				
Traitement des Déchets	- 1 121,12	375 762,01		712 301,85				

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 juin 2019 approuvant le Compte Administratif 2018 des budgets annexes du territoire Istres-Ouest Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe Eau Potable comme suit :  
Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 1 978 996,43 euros est destiné à couvrir le reliquat de

déficit de la section d'investissement, après prise en compte des restes à réaliser, d'un montant de 1 519 415,05 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2019 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 1 519 415,05 euros imputé en recette sur la nature 1068 « Autres Réserves ».  
Le reliquat de 459 581,38 euros est reporté en section de fonctionnement, au compte 002 en recettes.

**Article 2 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe Assainissement comme suit :  
Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 5 653 035,40 euros est destiné à couvrir le reliquat de déficit de la section d'investissement, après prise en compte des restes à réaliser, d'un montant de 1 504 674,07 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2019 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 1 504 674,07 euros imputé en recette sur la nature 1068 « Autres Réserves ».  
Le reliquat de 4 148 361,33 euros est reporté en section de fonctionnement, au compte 002 en recettes.

**Article 3 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe Entreprises comme suit :  
Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 2 170 903,16 euros est destiné à couvrir le déficit de la section d'investissement d'un montant de 542 218,18 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2019 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 542 218,18 euros imputé en recette sur la nature 1068 « Autres Réserves ».  
Le reliquat de 1 628 684,98 euros est reporté en section de fonctionnement, au compte 002 en recettes.



#### **Article 4 :**

Budget annexe Régie Action Sociale :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture nul.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 11 676,21 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2019 en recettes.

#### **Article 5 :**

Budget annexe Traitement des déchets :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture nul.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 712 301,85 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2019 en recettes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 025-6332/19/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2018 des budgets annexes de l'eau et de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues**

#### **MET 19/11410/CM**

Madame la Présidente du Conseil de Métropole Aix-Marseille Provence, soumet au Conseil de Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif ce 20 juin 2019.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultat 2018		Résultat de clôture de la section fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement	Reste à réaliser en recettes	Reste à réaliser en dépenses	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
<b>Eau</b>	1 986 328,07	-245 015,75	3 672 576,86	1 904 767,95	0,00	0,00	2 325 030,24	1 347 546,62
<b>Assainissement</b>	67 586,64	-162 243,35	254 959,42	1 932 470,45	0,00	0,00	0,00	254 959,42

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 juin 2019.

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil de Métropole du 20 juin 2019 approuvant le Compte Administratif 2018 des budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence pour le Territoire du Pays de Martigues ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe de l'eau du Territoire du Pays de Martigues comme suit :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 3 672 576,86 euros est constitué d'une plus-value nette de cession d'un montant de 2 009 euros.

L'affectation de ce résultat donnera lieu, à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2019, à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 2 009 euros imputé en recette sur la nature 1064 "Réserves réglementées".

Le reliquat de 3 670 567,86 euros sera reporté en section de fonctionnement au compte 002 en recette.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 1 904 767,95 euros qui sera reporté au compte de recettes 001 au budget supplémentaire 2019.

## Article 2:

Est approuvé le résultat de l'exercice 2018 pour le budget annexe de l'assainissement du Territoire du Pays de Martigues comme suit :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 254 959,42 euros qui sera reporté au compte de recette 002 au budget supplémentaire 2019.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 1 932 470,45 euros qui sera reporté au compte de recette 001 au budget supplémentaire 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## FAG 026-6333/19/CM

### ■ Budget annexe des Transports Métropolitains - Affectation des résultats de l'exercice 2018

## MET 19/11206/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes du budget annexe des Transports Métropolitains a été approuvé par le vote du compte administratif ce 20 juin 2019.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être conservé au fonctionnement.

Par ailleurs, sur demande de la Trésorerie, et suite à sa dissolution, il est nécessaire de reprendre et affecter les résultats comptables 2018 du Syndicat Intercommunal de Transports Scolaires de la Basse Vallée de l'Arc (SITS B.V.A), résultats qui viennent s'ajouter au résultat de clôture en investissement et au solde à reporter au fonctionnement (002).

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budget	Résultats 2018		Résultat de clôture de la section fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement (avec reprise du résultat du SITS BVA)	Reste à réaliser en recettes	Reste à réaliser en dépenses	Part affectée à l'investissement (1068)	Solde à reporter au fonctionnement (002) intégrant le résultat du SITS B.V.A
	Fonctionnement	Investissement						
Budget annexe Transports	12 372 685,57	3 062 263,75	19 390 992,99	-9 624 062,07	7 319 007,08		5 000 000,00	14 452 639,28

Budget	Résultats 2018	
	Fonctionnement	Investissement
<b>Budget Syndicat des transports scolaires B.V.A</b>	<b>61 426,29</b>	<b>7 015,71</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 20 Juin 2019 approuvant le Compte Administratif 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- la demande de la Trésorerie de reprendre les résultats du SITS B.V.A au budget annexe des Transports métropolitains.

## Délibère

### Article 1 :

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement 2018 du budget annexe des Transports Métropolitains comme suit :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 19 390 992.99 euros est destiné à couvrir le reliquat de déficit de la section d'investissement d'un montant de 9 631 077.78 euros, auquel il convient de soustraire les restes à réaliser recettes de 7 319 007.08 euros, soit un besoin de financement net de 2 312 070.70 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2019 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 5 000 000 euros imputé en recette sur la nature 1068 "Autres Réserves".

Le reliquat de 14 390 992.99 euros sera reporté en section de fonctionnement au compte 002 en recette.

### Article 2 :

Est approuvée la reprise du résultat de l'exercice 2018 pour le budget annexe des Transports Métropolitains comme suit :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 19 390 992.99 euros auquel est adjoint le résultat (excédent) de fonctionnement du SITS B.V.A pour 61 646.29 euros, soit 19 452 639.28 euros dont 14 452 639.28 euros seront inscrits au compte 002 (recettes) au budget supplémentaire 2019.

La section d'investissement présente un déficit de clôture de 9 631 077.78 euros, auquel il convient d'ajouter l'excédent d'investissement de 7 015.71 euros du SITS B.V.A, soit un résultat global (déficit) de 9 624 062.07 euros qui sera inscrit au compte 001 (dépendances) au budget supplémentaire 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## FAG 027-6334/19/CM

**Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2018 des budgets annexes Crématorium Métropole, Ports Ouest Territoires, Parkings Métropole - Compétences transférées au 1er janvier 2018 et budget annexe Marché d'Intérêt National  
MET 19/11209/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif ce 20 juin 2019.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultat 2018		Résultat de clôture de la section exploitation	Résultat de clôture de la section investissement	Reste à réaliser en recettes	Reste à réaliser en dépenses	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter à la section exploitation
	Exploitation	Investissement						
Parkings Métropole	0,00	416 361,75	0,00	416 361,75	0,00	0,00	0,00	0,00
Crématorium Métropole	-60,30	73 011,12	-60,30	73 011,12	0,00	0,00	0,00	-60,30
Ports Ouest Territoires	0,00	287 553,92	0,00	287 553,92	0,00	0,00	0,00	0,00
MIN	-207 408,52	-188 499,27	-1 122 151,78	78 219,15	0,00	0,00	0,00	-1 122 151,78

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 20 Juin 2019 approuvant le Compte Administratif 2018 des budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la reprise du résultat de l'exercice 2018 pour le budget annexe « Parkings Métropole » comme suit :

**BUDGET ANNEXE PARKINGS METROPOLE**

La section d'exploitation présente un résultat de clôture nul.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 416 361,75 euros qui sera reporté au compte 001 en recette au budget supplémentaire 2019.

**Article 2 :**

Est approuvée la reprise du résultat de l'exercice 2018 pour le budget annexe « Crématorium Métropole » comme suit :

**BUDGET ANNEXE CREMATORIUM METROPOLE**

La section d'exploitation présente un déficit de clôture de 60,30 euros qui sera reporté au compte 002 en dépense au budget supplémentaire 2019.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 73 011,12 euros qui sera reporté au compte 001 en recette au budget supplémentaire 2019.

**Article 3 :**

Est approuvée la reprise du résultat de l'exercice 2018 pour le budget annexe « Ports Ouest Territoire » comme suit :

**BUDGET ANNEXE PORTS OUEST TERRITOIRE**

La section d'exploitation présente un résultat de clôture nul.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 287 553,92 euros qui sera reporté au compte 001 en recette au budget supplémentaire 2019.

**Article 4 :**

Est approuvée la reprise du résultat de l'exercice 2018 pour le budget annexe « MIN » comme suit :

**BUDGET ANNEXE MIN**

La section d'exploitation présente un déficit de clôture de 1 122 151,78 euros qui sera reporté au compte 002 en dépense au budget supplémentaire 2019.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 78 219,15 euros qui sera reporté au compte 001 en recette au budget supplémentaire 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 028-6335/19/CM**

**■ Budget Principal Métropole Aix Marseille Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2019 et des Etats Spéciaux des Territoires MET 19/11205/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour le Budget Principal de la Métropole, il se caractérise principalement par des ajustements de crédits nécessaires à l'exécution de la gestion.

Le résultat de ce projet de Budget Supplémentaire est présenté successivement en balance générale qui regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre, il fait l'objet d'une présentation par fonction également.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'état spécial de chaque territoire (adopté en équilibre réel par le conseil de territoire concerné) est soumis au

vote du conseil de métropole en même temps que le projet de budget supplémentaire de la métropole.

Chaque territoire s'étant prononcé par l'adoption de son état spécial dans les conditions précisées dans l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le conseil de métropole, arrête les états spéciaux de territoire, comme suit :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 095-4911/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le budget primitif 2019 du budget Principal de la Métropole.
- La délibération n° FAG 001-5698/19/CM du 28 mars 2019 approuvant la Décision Modificative n° 1 – 2019 du budget principal de la Métropole.
- L'adoption par les territoires des modifications apportées aux Etats Spéciaux de Territoire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les modifications des dotations de gestion inscrites au Budget Supplémentaire comme suit :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Marseille Provence	0,00	6 514 895,20	6 514 895,20
Pays d'Aix	108 218,00	0,00	108 218,00
Pays Salonais	20 322,00	0,00	20 322,00
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	707 369,00	600 000,00	1 307 369,00
Istres Ouest Provence	0,00	14 000 000,00	14 000 000,00
Pays de Martigues	0,00	0,00	0,00

#### **Article 2 :**

Les états spéciaux de territoires sont arrêtés aux chiffres suivants :

EST du territoire Marseille Provence :

**Section de Fonctionnement 2 033 676,00 euros**  
**Section d'Investissement 7 548 726,60 euros**

EST du territoire du Pays d'Aix :

**Section de Fonctionnement 183 218,00 euros**  
**Section d'Investissement 0,00 euros**

EST du territoire du Pays Salonais :

**Section de Fonctionnement 20 322,00 euros**  
**Section d'Investissement 0,00 euros**

EST du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

**Section de Fonctionnement 707 369,00 euros**  
**Section d'Investissement 600 000,00 euros**

EST du territoire Istres-Ouest Provence :

**Section de Fonctionnement 460 000,00 euros**  
**Section d'Investissement 13 112 657,00 euros**

EST du territoire du Pays de Martigues :

**Section de Fonctionnement 0,00 euros**  
**Section d'Investissement 0,00 euros**

#### **Article 3 :**

Le Budget Supplémentaire de l'exercice 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget principal.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

**Section de Fonctionnement 9 059 308,40 euros**

**Section d'Investissement 185 286 083,66 euros**

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 029-6336/19/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2019 du Territoire de Marseille Provence MET 19/11212/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets et le Budget Annexe Opérations d'Aménagement, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des services de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance et du Crématorium.

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements des crédits. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.

Ces Balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 095-4911/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le budget primitif 2019 des budgets annexes du territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 004-5701/19/CM du 28 mars 2019 approuvant la décision modificative n°1 - 2019 des budgets annexes du territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont intégrés au budget supplémentaire les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats de l'exercice précédent.

**Article 2 :**

Le Budget Supplémentaire 2019 du territoire Marseille Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Collecte et Traitement des déchets, des Ports de Plaisance et des Opérations d'Aménagement.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

**Concernant le Budget Collecte et Traitement des Déchets :**

Section de Fonctionnement	1 840 865,10 euros
Section d'Investissement	4 621 743,51 euros

**Concernant le Budget Ports de Plaisance :**

Section de Fonctionnement	1 064 763,55 euros
Section d'Investissement	186 950,00 euros

**Concernant le Budget Opérations d'Aménagement :**

Section de Fonctionnement	- 9 106 124,49 euros
Section d'Investissement	- 10 724 170,77 euros

**Article 3 :**

La balance générale du budget annexe Eau, du budget annexe Assainissement et du budget annexe Crématorium est votée en excédent pour la section de fonctionnement et la section d'investissement. Elle se présente comme suit :

**Concernant le Budget Eau :**

Dépenses de la Section de Fonctionnement	767 871,00 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement	1 406 513,86 euros

Dépenses de la Section d'Investissement	- 3 447 889,00 euros
Recettes de la Section d'investissement	13 939 445,74 euros

**Concernant le Budget Assainissement :**

Dépenses de la Section de Fonctionnement  
26 729,89 euros  
Recettes de la Section de Fonctionnement  
10 489 319,07 euros

Dépenses de la Section d'Investissement  
5 406 080,79 euros  
Recettes de la Section d'investissement  
5 867 298,52 euros

**Concernant le Budget Crématorium :**

Dépenses de la Section de Fonctionnement  
166 493,00 euros  
Recettes de la Section de Fonctionnement  
2 646 569,22 euros

Dépenses de la Section d'Investissement  
365 000,00 euros  
Recettes de la Section d'investissement  
1 719 142,84 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 030-6337/19/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire de l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aix  
MET 19/11191/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur les Budgets Supplémentaires des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2019. Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon :

- la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour les budgets annexes « Gestion des déchets » et « Opérations d'aménagement » ;
- la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes « Eau », « Assainissement », « Service public d'assainissement non collectif »

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Le Budget Supplémentaire est un budget constatant la reprise des résultats de l'exercice précédent et d'ajustements des crédits.

Les résultats de ces projets de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour chacun des budgets annexes.

Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Les reprises de résultats de l'exercice précédent sont intégrées au Budget Supplémentaire.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Supplémentaires de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

**Concernant le budget annexe « Gestion des déchets » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 11 427 401,94 euros  
Section d'Investissement (dépenses et recettes) 7 315 721,94 euros

**Concernant le budget annexe «Eau » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 2 488 933,09 euros  
Section d'Investissement (dépenses et recettes) 2 587 352,28 euros

**Concernant le budget annexe« Assainissement » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 5 187 179,78 euros  
Section d'Investissement (dépenses et recettes) 1 958 800,67 euros

**Concernant le budget annexe « Service public d'assainissement non collectif » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 12 000,00 euros  
Section d'investissement (dépenses et recettes) pas de mouvements

**Concernant le budget annexe « Opérations d'aménagement »**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) pas de mouvements  
Section d'Investissement (dépenses et recettes) 659 107,07 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,  
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 096-4912/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 des budgets annexes du territoire du Pays d'Aix
- La délibération n° FAG 005-5702/19/CM du 28 mars 2019 approuvant la décision modificative n° 1 de ces mêmes budgets.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont intégrées au Budget Supplémentaire les reprises de résultats de l'exercice précédent.

**Article 2 :**

Sont approuvés les Budgets Supplémentaires 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

	DEPENSES	RECETTES
<b>Section d'Exploitation</b>	<b>124 918.74 €</b>	<b>124 918.74 €</b>

	DEPENSES	RECETTES
<b>Section d'Investissement</b>	<b>4 842 230.38 €</b>	<b>4 842 230.38 €</b>

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 031-6338/19/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des budgets supplémentaires 2019 du Territoire du Pays Salonais  
MET 19/11186/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 57 et M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats dégagés à la clôture de l'exercice précédent, ainsi que les restes à réaliser de la section d'Investissement, constatés au Compte Administratif.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

• **Service Public Local de l'Assainissement :**



Le budget supplémentaire détaillé, figure en annexe.

• **Service Public Local de l'Eau Potable :**

	DEPENSES	RECETTES
<b>Section d'Exploitation</b>	<b>171 460.00 €</b>	<b>171 460.00 €</b>

	DEPENSES	RECETTES
<b>Section d'Investissement</b>	<b>7 633 942.55 €</b>	<b>7 633 942.55 €</b>

Le budget supplémentaire détaillé, figure en annexe.

• **Operations d'Aménagement :**

<b>Section de Fonctionnement</b>	<b>1 241 792.80 €</b>	<b>1 241 792.80 €</b>
	DEPENSES	RECETTES

	DEPENSES	RECETTES
<b>Section d'Investissement</b>	<b>1 946 644.00 €</b>	<b>1 946 644.00 €</b>

Le budget supplémentaire détaillé, figure en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**  
**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération FAG 097-4913/18/CM approuvant le Budget Primitif 2019 des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont intégrés les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats 2018 des Budgets Annexes du Service Public Local d'Assainissement, du Service Public Local d'Eau Potable et des Opérations d'Aménagement du Territoire du Pays Salonais, aux Budgets Supplémentaires.

**Article 2 :**

Est adopté le Budget Supplémentaire 2019 des Budgets Annexes du Service Public Local d'Assainissement, du Service Public Local d'Eau Potable et des Opérations d'Aménagement du Territoire du Pays Salonais, tels que présentés et annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 032-6339/19/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2019 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 19/11376/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les Budgets Supplémentaires des budgets annexes du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'exercice 2019.

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon :

- La nomenclature budgétaire et comptable M49 pour le budget annexe Assainissement ;
- La nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes Réseau de chaleur Métropolitain et Régie de Traitement des Ordures Ménagères.

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Le Budget Supplémentaire est un budget constatant la reprise des résultats de l'exercice précédent et d'ajustements des crédits.

Les résultats de ces projets de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour chacun des budgets annexes.

Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Les reprises de résultats de l'exercice précédent sont intégrées au Budget Supplémentaire.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Supplémentaires de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

Ils sont excédentaires pour les budgets ci-après :

Concernant	le	budget	annexe
<b>« Assainissement » :</b>			
Section de Fonctionnement dépenses			244
785,32 euros			
Section de Fonctionnement			recettes
3 716 781,07 euros			
Section d'Investissement dépenses		16 983,20 euros	
Section d'Investissement recettes		2 173 395,57 euros	

**Concernant le budget annexe « Régie de Traitement des Ordures Ménagères » :**

Section de Fonctionnement	dépenses
233 400,00 euros	
Section de Fonctionnement	recettes
526 710,00 euros	
Section d'Investissement dépenses	217 149,91 euros
Section d'Investissement recettes	217 149,91 euros

**Concernant le budget annexe « Réseau de chaleur Métropolitain » :**

Section de Fonctionnement dépenses	0,00 euros
Section de Fonctionnement recettes	0,00 euros
Section d'Investissement dépenses	-33 000,00 euros
Section d'Investissement recettes	36 071,27 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 098-4914/18/CM du Conseil de Métropole du 13 décembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 des budgets annexes du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n° FAG 006-5703/19/CM du Conseil de Métropole du 28 mars 2019 approuvant la décision modificative n° 1 de ces mêmes budgets ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère**

**Article 1 :**

Sont intégrées au Budget Supplémentaire les reprises de résultats de l'exercice précédent.

**Article 2 :**

Sont approuvés les Budgets Supplémentaires 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 033-6340/19/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Budgets Supplémentaires de l'exercice 2019 du territoire Istres-Ouest Provence  
MET 19/11295/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les Budgets Supplémentaires des budgets annexes du territoire Istres-Ouest Provence pour l'exercice 2019. Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon :

- la nomenclature M57 pour les Budgets Annexes : Régie Action Sociale et Traitement des Déchets
- la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes : Eau potable , Assainissement, Entreprises

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Le Budget Supplémentaire est un budget constatant la reprise des résultats de l'exercice précédent et d'ajustements des crédits.

Les résultats de ces projets de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour chacun des budgets annexes.

Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Les reprises de résultats de l'exercice précédent sont intégrées au Budget Supplémentaire.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Supplémentaires de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

**Concernant le Budget Eau potable :**

Section de Fonctionnement 459 581,38 euros  
Section d'Investissement 1 090 323,38 euros

**Concernant le Budget Assainissement :**

Section de Fonctionnement 4 148 361,33 euros  
Section d'Investissement 1 932 853,24 euros

**Concernant le Budget Entreprises :**

Section de Fonctionnement 1 499 661,98 euros  
Section d'Investissement 1 949 046,54 euros

**Concernant le Budget Régie Action Sociale :**

Section de Fonctionnement 801,00 euros  
Section d'Investissement 14 821,21 euros

**Concernant le Budget Traitement des déchets :**

Section de Fonctionnement -198 573,00 euros  
Section d'Investissement 697 731,85 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération n° FAG 099-4915/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-

Provence du 13 décembre 2018 portant approbation du budget primitif 2019 des budgets annexes du territoire Istres-Ouest Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont intégrées au budget supplémentaire les reprises de résultats de l'exercice précédent.

**Article 2 :**

Sont approuvés les Budgets Supplémentaires 2019 des budgets annexes du territoire Istres-Ouest Provence par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 034-6341/19/CM**

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Budgets Supplémentaires 2019 de l'eau et de l'assainissement du Territoire du Pays de Martigues**

**MET 19/11413/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les Budgets Supplémentaires des budgets annexes de l'eau et de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues pour l'exercice 2019.

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature budgétaire et comptable M4.

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Le Budget Supplémentaire est un budget constatant la reprise des résultats de l'exercice précédent et d'ajustements des crédits.

Les résultats de ces projets de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour chacun des budgets annexes.

Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Les reprises de résultats de l'exercice précédent sont intégrées au Budget Supplémentaire.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Supplémentaires de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

**Concernant le budget annexe « Eau potable » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)  
3 670 567,86 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)  
1 978 798,19 euros

**Concernant le budget annexe « Assainissement » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)  
297 487,76 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)  
0,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 100-4916/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 des budgets annexes de l'eau et de l'assainissement du territoire du Pays de Martigues ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient d'adopter les budgets supplémentaires de l'eau et de l'assainissement du Territoire du Pays de Martigues.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont intégrées au Budget Supplémentaire les reprises de résultats de l'exercice précédent.

### **Article 2 :**

Sont approuvés les Budgets Supplémentaires 2019 des budgets annexes de l'eau et de l'assainissement du Territoire du Pays de Martigues, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 035-6342/19/CM**

### **■ Budget annexe des Transports Métropolitains - Adoption du Budget Supplémentaire 2019**

## **MET 19/11208/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur le Budget Supplémentaire du budget annexe des Transports Métropolitains pour l'exercice 2019, budget établi selon la nomenclature budgétaire et comptable M43.

Il est voté par nature avec présentation fonctionnelle.

Le Budget Supplémentaire est un budget constatant la reprise des résultats de l'exercice précédent et d'ajustements des crédits.

Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes.

Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

La reprise des résultats de l'exercice précédent est intégrée au Budget Supplémentaire.

Est présenté ci-après l'équilibre du Budget Supplémentaire du budget annexe des Transports Métropolitains. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)  
Section d'Investissement (dépenses et recettes)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 8709 du 13 décembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 du budget annexe des Transports ;
- Les délibérations n° FAG 005-5482/19/CM du 28 février 2019 et FAG 002-5699/19/CM du 28 mars 2019 approuvant les décisions modificatives n° 1 et n°2 de ce budget.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est intégrée au Budget Supplémentaire 2019 du budget annexe des Transports Métropolitains la reprise des résultats de l'exercice précédent.

### **Article 2 :**

Est approuvé le Budget Supplémentaire 2019 du budget annexe des Transports Métropolitains, par nature avec présentation fonctionnelle, tel que présenté ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **FAG 036-6343/19/CM**

### **■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire de l'exercice 2019 des budgets MIN, GEMAPI, Crématorium Métropole, Ports Ouest Territoires et Parkings Métropole MET 19/11210/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

14 723 393,28 euros  
7 984 182,07 euros

Le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur les Budgets Supplémentaires des budgets MIN, GEMAPI, Crématorium Métropole, Ports Ouest Territoires et Parkings Métropole pour l'exercice 2019.

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon :

- la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour le budget annexe GEMAPI ;
- la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour les budgets annexes MIN, Crématorium Métropole, Ports Ouest Territoires et Parkings Métropole.

Ils sont votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Le Budget Supplémentaire est un budget constatant la reprise des résultats de l'exercice précédent et d'ajustements des crédits.

Les résultats de ces projets de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour chacun des budgets annexes.

Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Les reprises de résultats de l'exercice précédent sont intégrées au Budget Supplémentaire.

Sont présentés ci-après les équilibres des Budgets Supplémentaires de ces budgets annexes. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que les maquettes budgétaires.

**Concernant le budget annexe « MIN » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 3 572 691,78 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 646 756,15 euros

**Concernant le budget annexe « GEMAPI » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 5 440 000,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 1 637 676,00 euros

**Concernant le budget annexe « Crématorium Métropole » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 893 731,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 289 011,12 euros

**Concernant le budget annexe « Ports Ouest Territoires » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 1 327 132,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 2 487 553,92 euros

**Concernant le budget annexe « Parkings Métropole » :**

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 1 957 393,33 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 1 532 226,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 094-4910/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le Budget Primitif 2019 des budgets MIN, GEMAPI, Crématorium Métropole, Ports Ouest Territoires et Parkings Métropole ;
- La délibération n° FAG 003-5700/19/CM du 28 mars 2019 approuvant la décision modificative n° 1 de du budget GEMAPI.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont intégrées au Budget Supplémentaire les reprises de résultats de l'exercice précédent.

**Article 2 :**

Sont approuvés les Budgets Supplémentaires 2019 des budgets MIN, GEMAPI, Crématorium Métropole, Ports Ouest Territoires et Parkings Métropole, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 037-6344/19/CM**

**■ Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Clôture d'Autorisations de Programme**

## **MET 19/11156/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Suite à des fins ou des fusions d'opérations il convient de clôturer les autorisations de programme suivantes :

### **DI164AP : FDC Stations d'épuration**

Montant de l'AP : 9 553 865 € T.T.C

Mandaté au 31/12/2018 : 9 260 157 € T.T.C.

RAF : 293 708 € T.T.C.

### **DI427BAP : Réhabilitation Piscine Alex Jany Vitrolles**

Montant de l'AP : 564 950 € T.T.C

Mandaté au 31/12/2018 : 0 € T.T.C

RAF : 564 950 € T.T.C.

### **DI428BAP : Construction piscine de Fuveau**

Montant de l'AP : 76 822,81 € T.T.C

Mandaté au 31/12/2018 : 17 576,14 € T.T.C

RAF : 59 246,67 € T.T.C.

### **DI475AP : Réhabilitation patrimoine édilitaire communautaire**

Montant de l'AP : 6 000 000 € T.T.C

Mandaté au 31/12/2018 : 2 911 885,64 € T.T.C

RAF : 3 088 114,36 € T.T.C.

### **DI384AP2 Fonds Unique Interministériel 2009-2011**

Montant de l'AP : 1 289 986 € T.T.C

Mandaté au 31/12/2018 : 919 260 € T.T.C

RAF : 370 726 € T.T.C.

### **DI731 Façades Pertuis**

Montant de l'AP : 90 000€ T.T.C

Mandaté au 31/12/2018 : 29 999,60 € T.T.C

RAF : 60 000,40 € T.T.C.

### **DI550AP3 SCOT suivi communication**

Montant de l'AP : 270 000 € T.T.C

Mandaté au 31/12/2018 : 121 954,94 € T.T.C

RAF : 148 045,06 € T.T.C.

### **DI7322AP Opération de réhabilitation GUP**

Montant de l'AP : 40 000 000 € T.T.C

Mandaté au 31/12/2018 : 7 786 531,33 € T.T.C

RAF : 32 213 468,67 € T.T.C.

- Qu'il convient de procéder à la clôture des autorisations de programme listées ci-dessus.

## **Délibère**

### **Article unique :**

Est approuvée la clôture des autorisations de programme telles que proposées ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant intégration de la situation au 31/12/2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la métropole d'Aix Marseille Provence ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouvertures, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

### **FAG 038-6345/19/CM**

■ Budget Principal Métropole - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la Commune de La Bouilladisse pour exercer les compétences "Défense extérieure contre les incendies", "Aires de stationnement", "Abri de voyageurs" et " Eau pluviale"

### **MET 19/11224/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière de Défense Extérieure Contre les Incendies, Aires de stationnement, Abri de voyageurs et Eau pluviale sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la commune de La Bouilladisse, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Principal de la Métropole du bilan de l'actif tel que décrit en annexes 1, 2, 3 et 4.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif des compétences « Défense Extérieure Contre les Incendies », « Aires de stationnement », « Abri de voyageurs » et « Eau pluviale » de la commune de La Bouilladisse au Budget Principal de la Métropole.

<b>Intégration de l'actif mobilier et immobilier</b>	<b>Valeur Brute</b>	<b>Amortissts</b>	<b>Valeur nette</b>	<b>Subvent° (Valeur Brute)</b>	<b>Reprises sur Subvent°</b>	<b>Subvent° (Valeur nette)</b>	<b>Dettes récupérables</b>
<i>Compétence Défense extérieure contre les incendies</i>	12 924,53	1 334,00	11 590,53	0,00	0,00	0,00	6 996,00
<i>Compétence Aires de stationnement</i>	54 288,60	0,00	54 288,60	0,00	0,00	0,00	14 204,00
<i>Compétence Abri de voyageurs</i>	13 991,71	6 995,00	6 996,71	0,00	0,00	0,00	1 053,00
<i>Compétence Eau pluviale</i>	91 801,25	11 445,00	80 356,25	0,00	0,00	0,00	24 900,00
<b>Montant total du transfert</b>	<b>173 006,09</b>	<b>19 774,00</b>	<b>153 232,09</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>47 153,00</b>

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération FAG 068-4884/18/CM portant approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de La Bouilladisse transférées au 1<sup>er</sup> janvier à la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 ;
- La convention de dette récupérable signée entre la commune de La Bouilladisse et la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 décembre 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**



**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de La Bouilladisse afférent à l'exercice des compétences susvisées.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexes 1, 2, 3 et 4 ci-jointes pour un montant brut global de 173 006,09 euros et une valeur nette comptable globale de 153 232,09 euros et de son financement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 039-6346/19/CM**

**■ Budget Principal Métropole - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Vernegues pour exercer les compétences "Défense extérieure contre les incendies", "Abri de voyageurs" et "Eau pluviale"**  
**MET 19/11225/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe »,

organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière de Défense Extérieure Contre les Incendies, Abri de voyageurs et Eau pluviale sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la commune de Vernegues, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Principal de la Métropole du bilan de l'actif tel que décrit en annexes 1, 2 et 3.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif des compétences « Défense Extérieure Contre les Incendies », « Abri de voyageurs » et « Eau pluviale » de la commune de Vernegues au Budget Principal de la Métropole.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subvent° (Valeur Brute)	Reprises sur Subvent°	Subvent° (Valeur nette)	Dette récupérable
Compétence Défense extérieure contre les incendies	15 076,07	0,00	15 076,07				5 927,00
Compétence Abri de voyageurs	5 332,00	0,00	5 332,00				783,00
Compétence Eau pluviale	405 694,19	0,00	405 694,19				2 721,00
Montant total du transfert	426 102,26	0,00	426 102,26	0,00	0,00	0,00	9 431,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 060-4876/18/CM portant approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Vernègues transférées au 1<sup>er</sup> janvier à la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018
- La convention de dette récupérable signée entre la commune de Vernègues et la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 Décembre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Vernègues afférent à l'exercice des compétences susvisées.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexes 1,2 et 3 ci-jointes pour un montant brut global de 426 102,26 euros et une valeur nette comptable globale de 426 102,26 euros et de son financement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 040-6347/19/CM**

**■ Budget Principal Métropole - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de La Fare-les-Oliviers pour exercer les compétences "Défense extérieure contre les incendies", "Aires de stationnement", "Aire de stationnement" et "Eau pluviale"**

**MET 19/11391/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière de Défense Extérieure Contre les Incendies, Aires de stationnement et Eau pluviale sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de ces compétences ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de LA FARE-LES-OLIVIERS, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Principal de la Métropole du bilan de l'actif tel que décrit en annexes 1, 2 et 3.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif des compétences « Défense Extérieure Contre les Incendies », « Aires de stationnement » et « Eau pluviale » de la commune de LA FARE-LES-OLIVIERS au Budget Principal de la Métropole.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subvent° (Valeur Brute)	Reprises sur Subvent°	Subvent° (Valeur nette)	Dettes récupérables
Compétence Défense extérieure contre les incendies	56 108,19	19 210,22	36 897,97	0,00	0,00	0,00	15 276,00
Compétence Aires de stationnement	221 722,92	82,26	221 640,66	0,00	0,00	0,00	9 384,00
Compétence Eau pluviale	2 895 125,28	46 047,02	2 849 078,26	0,00	0,00	0,00	71 897,00
<b>Montant total du transfert</b>	<b>3 172 956,39</b>	<b>65 339,50</b>	<b>3 107 616,89</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>96 557,00</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 056-4872/18/CM portant approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de La Fare-les-Oliviers transférées au 1<sup>er</sup> janvier à la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018
- La convention de dette récupérable signée entre la commune de La Fare-les-Oliviers et la Métropole Aix-Marseille-Provence le 19 décembre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de La Fare-les-Oliviers afférent à l'exercice des compétences susvisées.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvée l'intégration des actifs listés en annexes 1, 2 et 3 ci-jointes pour un montant brut global de 3 172 956,39 euros et une valeur nette comptable globale de 3 107 616,89 euros et de son financement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 041-6348/19/CM**

**■ Budget Principal Métropole - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Grans pour exercer la compétence "Défense extérieure contre les incendies"**  
**MET 19/11392/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière de Défense Extérieure Contre les Incendies sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de GRANS, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Principal de la Métropole du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts et par une subvention d'équipement référencée en annexe 2.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif des compétences « Défense Extérieure Contre les Incendies » de la commune de GRANS au Budget Principal de la Métropole.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous :

<b>COMPETENCE : Défense extérieure contre les incendies</b>							
<b>Intégration de l'actif mobilier et immobilier</b>	<b>Valeur Brute</b>	<b>Amortissts</b>	<b>Valeur nette</b>	<b>Subvent° (Valeur Brute)</b>	<b>Reprises sur Subvent°</b>	<b>Subvent° (Valeur nette)</b>	<b>Dettes récupérables</b>
<i>Dont Autres constructions</i>	16,93	0,00	16,93	7 720,00	3 088,00	4 632,00	1 312,00
<i>Dont Installations de voirie</i>	1 644,00	0,00	1 644,00				
<i>Dont Autres installations, matériel et outillage techniques</i>	658,53	548,80	109,73				
<i>Dont Autres</i>	12 638,13	4 845,98	7 792,15				
<b>Montant total du transfert</b>	<b>14 957,59</b>	<b>5 394,78</b>	<b>9 562,81</b>	<b>7 720,00</b>	<b>3 088,00</b>	<b>4 632,00</b>	<b>1 312,00</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 076-4892/18/CM portant approbation de la convention de dette récupérable relative aux compétences de la commune de Grans transférées au 1<sup>er</sup> janvier à la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018

- La convention de dette récupérable signée entre la commune de Grans et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de procéder à l'intégration du patrimoine de la commune de Grans afférent à l'exercice de la compétence susvisée.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1, ci-jointe pour un montant brut global de 14 957,59 euros et une valeur nette comptable globale de 9 562,81 euros.

**Article 2 :**

Est approuvée l'intégration de la subvention d'équipement pour un montant global brut de 7 720,00 euros et une valeur nette comptable globale de 4 632,00 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 042-6349/19/CM**

**■ Budget annexe Eau du territoire de Marseille Provence - Approbation de la mise à disposition de l'actif des communes de Gémenos et Plan de Cuques à la Régie des Eaux et Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban  
MET 19/11393/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et Eau ».

A cet effet, par délibération N°DEA 049-3357/17/CM, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » a été créée.

La délibération N° DEA 016-4691/18/CM a étendu le périmètre de la régie aux communes de Plan-de-Cuques et de Gémenos partie villageoise au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Dès lors, afin de procéder à la mise à disposition comptable de l'actif de la compétence Eau des communes de Gémenos et Plan-de-Cuques, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2018, les montants à transférer tels que décrits en Annexe 1.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé de mettre à disposition l'actif de la compétence « Eau » des communes de Gémenos et Plan-de-Cuques à la Régie des Eaux et Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban.

Ces opérations de mise à disposition d'actif hors emprunts sont retracées dans le tableau en Annexe 1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEA 049-3357/17/CM du 14 décembre 2017 portant création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier du Garlaban ;
- La délibération DEA 016-4691/18/CM du 28 juin 2018 portant extension du périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de procéder à la mise à disposition de l'actif de la compétence Eau des communes de Gémenos et Plan-de-Cuques, afférent à l'exercice des compétences susvisées.

## Délibère

### Article unique :

Est approuvée la mise à disposition de l'actif de la compétence « Eau » listée à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 17 086 971,11 euros et une valeur nette comptable globale de 13 085 642,46 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 043-6350/19/CM**

#### **■ Budget annexe Assainissement du territoire de Marseille Provence - Approbation de la mise à disposition de l'actif des communes de Gémenos et Plan de Cuques à la Régie des Eaux et Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban MET 19/11394/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la gestion des services « Assainissement et Eau ».

A cet effet, par délibération N°DEA 049-3357/17/CM, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial dénommée « Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban » a été créée.

La délibération N° DEA 016-4691/18/CM a étendu le périmètre de la régie aux communes de Plan-de-Cuques et de Gémenos partie villageoise au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Dès lors, afin de procéder à la mise à disposition comptable de l'actif de la compétence Assainissement des communes de Gémenos et Plan-de-Cuques, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2018, les montants à transférer tels que décrits en Annexe 1.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé de mettre à disposition l'actif de la compétence « Assainissement » des communes de Gémenos et Plan-de-Cuques à la Régie des Eaux et Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban.

Ces opérations de mise à disposition d'actif hors emprunts sont retracées dans le tableau annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEA 049-3357/17/CM du 14 décembre 2017 portant création d'une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier du Garlaban ;
- La délibération DEA 016-4691/18/CM du 28 juin 2018 portant extension du périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin minier et du Garlaban.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

La nécessité de procéder à la mise à disposition de l'actif de la compétence Assainissement des communes de Gémenos et Plan-de-Cuques, afférent à l'exercice des compétences susvisées.

## Délibère

### Article unique :

Est approuvée la mise à disposition de l'actif de la compétence « Assainissement » listée à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 5 791 922,26 euros et une valeur nette comptable globale de 3 186 787,92 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 044-6351/19/CM**

**■ Budget annexe Eau en régie du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde pour exercer la compétence "Eau"  
MET 19/11226/CM**

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de SAINT-MARC-JAUMEGARDE, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'eau géré en régie du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts et par des subventions d'équipement.

L'emprunt concerné est le suivant :

- N° de contrat 2003281-85 de la Caisse d'Epargne pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 63 963,70 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « eau » de la commune de SAINT-MARC-JAUMEGARDE au Budget Annexe « Eau potable » de la Régie du Pays d'Aix.

<b>Intégration de l'actif mobilier et immobilier</b>	<b>Valeur Brute</b>	<b>Amortissts</b>	<b>Valeur nette</b>	<b>Subventions (Valeur Brute)</b>	<b>Reprises sur Subventions</b>	<b>Subventions (Valeur nette)</b>
<i>Dont frais d'études</i>	12 410,00		12 410,00			
<i>Dont Instal. mat.spéc. d'exploitat°, sce de distribution d'eau</i>	2 115 580,12	443 965,33	1 671 614,79			
<i>Dont Autres</i>	2 102 701,48	1 646 076,98	456 624,50			
<i>Dont Immo.reçues mises à disposition, autres</i>	21 923,99	1 993,74	19 930,25			
<i>Dont Immob.en cours, instal.mat.et outillage techn.</i>	524 796,32		524 796,32			
<b>Montant total du transfert</b>	<b>4 777 411,91</b>	<b>2 092 036,05</b>	<b>2 685 375,86</b>	<b>1 988 343,87</b>	<b>533 049,28</b>	<b>1 455 294,59</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 4 777 411,91 euros et une valeur nette comptable globale de 2 685 375,86 euros.

#### **Article 2 :**

Est approuvée, l'intégration des emprunts pour un montant global de capital restant dû de 63 963,70 euros et des subventions d'équipement pour un montant global brut de 1 988 343,87 euros et une valeur nette comptable globale de 1 455 294,59 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 045-6352/19/CM**

**■ Budget annexe Eau en régie du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Saint-Paul-lez-Durance pour exercer la compétence "Eau"  
MET 19/11227/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :



La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

ont retracées dans le tableau ci-dessous :

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de SAINT-PAUL-LEZ DURANCE, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'Eau gérée en régie du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Eau potable » de la commune de SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE au Budget Annexe « Eau potable » de la Régie du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif s

<b>Intégration de l'actif mobilier et immobilier</b>	<b>Valeur Brute</b>	<b>Amortissts</b>	<b>Valeur nette</b>	<b>Subventions (Valeur Brute)</b>	<b>Reprises sur Subventions</b>	<b>Subventions (Valeur nette)</b>
<i>Dont frais d'études</i>	7 980,00	0,00	7 980,00			
<i>Dont autres constructions</i>	3 920,48	3 920,48	0,00			
<i>Dont matériel spécifique d'exploitation</i>	806 450,58	440 221,62	366 228,96			
<i>Dont autres instal., matériel et outillage techniques</i>	127 405,76	9 496,50	117 909,26			
<i>Dont immob.en cours, instal.mat. Et outillage techniques</i>	13 075,08	0,00	13 075,08			
<b>Montant total du transfert</b>	<b>958 831,90</b>	<b>453 638,60</b>	<b>505 193,30</b>	<b>494 052,18</b>	<b>98 378,31</b>	<b>395 673,87</b>

Vu

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 958 831,90 euros et une valeur nette comptable globale de 505 193,30 euros.

**Article 2 :**

Est approuvée, l'intégration des subventions d'équipement pour un montant global brut de 494 052,18 euros et une valeur nette comptable globale de 395 673,87 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 046-6353/19/CM**

**■ Budgets Annexes Eau et Assainissement en délégation du Pays d'Aix -Transfert des résultats 2017 de la commune de Bouc Bel Air suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018**

Budget Annexe Eau	Résultat d'exploitation à transférer	0.00 €
Budget Annexe Eau	Résultat d'investissement à transférer	1 804 436.00 €

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation à transférer	0.00 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement à transférer	1 020 297.00 €

Une délibération a été prise à cet effet en séance du conseil municipal du 21 janvier 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**MET 19/11194/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les compétences Eau potable et Assainissement ont été transférées des communes à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Celles-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), deux budgets annexes ont été créés par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion en délégation des communes concernées en Pays d'Aix :

- BUDGET ANNEXE EAU en DELEGATION – Pays d'Aix et d'Aubagne ;
- BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT en DELEGATION – Pays d'Aix.

De son côté, ayant transféré les compétences, la commune de Bouc Bel Air a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de ses budgets annexes communaux EAU et ASSAINISSEMENT avec intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de ses budgets annexes, les opérations d'investissement prévues et la volonté de garantir le prix du service à l'usager, la commune de Bouc Bel Air a proposé le transfert partiel à la Métropole des résultats 2017 selon :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant la création des budgets annexes pour les compétences transférées « Eau Potable » et « Assainissement » gérées en Délégation ;
- Le guide pratique de l'Intercommunalité édité par la Direction Générale des Collectivités Locales, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La délibération n°19.01.12 de la commune de Bouc bel Air du 21 janvier 2019 sur le transfert des résultats 2017 des budgets annexes Eau et Assainissement.

Où le rapport ci-dessus,

Budget Annexe Eau	Résultat d'exploitation	0.00 €
Budget Annexe Eau	Résultat d'investissement	1 804 436.00 €

Ces recettes seront affectées au Budget Annexe Eau en délégation – Pays d'Aix et d'Aubagne.

## Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

### Considérant

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les opérations d'investissement prévues sur la commune de Bouc Bel Air doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence.

### Délibère

#### Article 1 :

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe Eau par la commune de Bouc Bel Air selon :

#### Article 2 :

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe Assainissement par la commune de Bouc Bel Air selon :

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation	0.00 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement	1 020 297.00 €

Ces recettes seront affectées au Budget Annexe Assainissement en délégation – Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### FAG 047-6354/19/CM

■ **Budgets Annexes Eau et Assainissement en délégation du Pays d'Aix -Transfert des résultats 2017 de la commune de La Roque-d'Anthéron suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018**  
**MET 19/11223/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les compétences Eau potable et Assainissement ont été transférées des communes à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Celles-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), deux budgets annexes ont été créés par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion en délégation des communes concernées en Pays d'Aix :

- BUDGET ANNEXE EAU en DELEGATION – Pays d'Aix et d'Aubagne ;
- BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT en DELEGATION – Pays d'Aix.

De son côté, ayant transféré les compétences, la commune de LA ROQUE D'ANTHERON a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de ses budgets annexes communaux EAU et ASSAINISSEMENT avec intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de ses budgets

annexes et le plan de financement de l'opération intitulée « liaison sud : Boulevard de la Paix – rue de la Libération » pour la réalisation de réseaux humides, la commune de LA ROQUE D'ANTHERON a proposé le transfert partiel à la Métropole des résultats 2017 selon :

Budget Annexe Eau	Résultat d'exploitation à transférer	0.00 €
Budget Annexe Eau	Résultat d'investissement à transférer	186 896.00 €

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation à transférer	0.00 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement à transférer	8 047.00 €

Une délibération a été prise à cet effet en séance du conseil municipal du 19 février 2019.

le transfert partiel des résultats 2017 des budgets annexes Eau et Assainissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant la création des budgets annexes pour les compétences transférées « Eau Potable » et « Assainissement » gérées en Délégation ;
- Le guide pratique de l'Intercommunalité édité par la Direction Générale des Collectivités Locales, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La délibération n°13/19 de la commune de La Roque d'Antheron du 19 Février 2019 sur

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que l'opération d'investissement prévue sur la commune de La Roque d'Antheron doit s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe Eau par la commune de La Roque d'Antheron selon :

Budget Annexe Eau	Résultat d'exploitation	0.00 €
Budget Annexe Eau	Résultat d'investissement	186 896.00 €

Ces recettes seront affectées au Budget annexe Eau en délégation – Pays d'Aix et d'Aubagne.

## **Article 2 :**

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe Assainissement par la commune de La Roque d'Anthéron selon :

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation	0.00 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement	8 047.00 €

Ces recettes seront affectées au Budget annexe Assainissement en délégation – Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 048-6355/19/CM**

■ **Budgets Annexes Eau et Assainissement en régie du Pays d'Aix -Transfert des résultats 2017 de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018**

### **MET 19/11369/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les compétences Eau potable et Assainissement ont été transférées des communes à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Celles-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), deux budgets annexes ont été créés par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion en régie des communes concernées en Pays d'Aix :

- BUDGET ANNEXE EAU en REGIE – Pays d'Aix et d'Aubagne ;
- BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT en REGIE – Pays d'Aix.

De son côté, ayant transféré les compétences, la commune de SAINT MARC JAUMEGARDE a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de ses budgets annexes communaux EAU et ASSAINISSEMENT avec intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus des budgets annexes, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de ses budgets annexes, les opérations d'investissement prévues et la volonté de garantir le prix du service à l'usager, la commune de SAINT MARC JAUMEGARDE a proposé le transfert à la Métropole des résultats 2017 selon :

Budget Annexe Eau	Résultat d'exploitation à transférer	5 269.19 €
Budget Annexe Eau	Résultat d'investissement à transférer	7 501.21 €

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation à transférer	28 906.54 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement à transférer	-528 527.86 €

Deux délibérations ont été prises à cet effet en séance du conseil municipal du 20 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

## **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant la création des budgets annexes pour les compétences transférées « Eau Potable » et « Assainissement » gérées en Régie ;
- Le Guide pratique de l'Intercommunalité édité par la Direction Générale des Collectivités Locales, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La délibération n°2018-76-DELIB-7-1 de la commune de SAINT MARC JAUMEGARDE du 20 Décembre 2018 sur le transfert des résultats 2017 du budget annexe EAU ;
- La délibération n°2018-75-DELIB-7-1 de la commune de SAINT MARC JAUMEGARDE du 20 Décembre 2018 sur le transfert des résultats 2017 du budget annexe ASSAINISSEMENT.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

Budget Annexe Eau	Résultat d'exploitation	5 269.19 €
Budget Annexe Eau	Résultat d'investissement	7 501.21 €

Ces recettes seront affectées au BUDGET ANNEXE EAU en REGIE – Pays d'Aix et d'Aubagne.

## **Considérant**

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les opérations d'investissement prévues sur la commune de SAINT MARC JAUMEGARDE doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe EAU par la commune de SAINT MARC JAUMEGARDE selon :

### **Article 2 :**

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe ASSAINISSEMENT par la commune de SAINT MARC JAUMEGARDE selon :

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation	28 906.54 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement	-528 527.86 €

Ces recettes seront affectées au BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT en REGIE – Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 049-6356/19/CM**

**■ Budgets Annexes Eau et Assainissement en régie du Pays d'Aix -Transfert des résultats 2017 de la commune de Saint-Paul-lez-Durance suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018**

**MET 19/11370/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les compétences Eau potable et Assainissement ont été transférées des communes à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Celles-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), deux budgets annexes ont été créés par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion en régie des communes concernées en Pays d'Aix :

- BUDGET ANNEXE EAU en REGIE – Pays d'Aix et d'Aubagne ;
- BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT en REGIE – Pays d'Aix.

De son côté, ayant transféré les compétences, la commune de Saint-Paul-lez-Durance a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de son budget annexe communal EAU et ASSAINISSEMENT avec intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du

budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de son budget annexe, les opérations d'investissement prévues et la volonté de garantir le prix du service à l'utilisateur, la commune de Saint-Paul-lez-Durance a proposé le transfert à la Métropole des résultats 2017 selon :

Budget Annexe Eau et Assainissement	Résultat d'exploitation à transférer	11 994.17 €
Budget Annexe Eau et Assainissement	Résultat d'investissement à transférer	-77 134.66 €

2018 sur le transfert des résultats 2017 du budget annexe EAU et ASSAINISSEMENT.

Une délibération a été prise à cet effet en séance du conseil municipal du 18 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant la création des budgets annexes pour les compétences transférées « Eau Potable » et « Assainissement » gérées en Régie ;
- Le guide pratique de l'intercommunalité édité par la Direction Générale des Collectivités Locales, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La délibération n°57/2018 de la commune de Saint-Paul-lez-Durance du 18 Décembre

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les opérations d'investissement prévues sur la commune de Saint-Paul-lez-Durance doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence ;

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe EAU et ASSAINISSEMENT par la commune de Saint-Paul-lez-Durance selon :

Budget Annexe Eau et Assainissement	Résultat d'exploitation	11 994.17 €
Budget Annexe Eau et Assainissement	Résultat d'investissement	-77 134.66 €

Ces recettes seront affectées dans les budgets métropolitains selon :

BUDGET ANNEXE EAU en REGIE – Pays d'Aix et d'Aubagne	Résultat d'exploitation	5 997.00 €
BUDGET ANNEXE EAU en REGIE – Pays d'Aix et d'Aubagne	Résultat d'investissement	-38 567.00 €

BUDGET ASSAINISSEMENT Pays d'Aix	ANNEXE en REGIE	Résultat d'exploitation	5 997.17 €
BUDGET ASSAINISSEMENT Pays d'Aix	ANNEXE en REGIE	Résultat d'investissement	-38 567.66 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 050-6357/19/CM**

**■ Budget annexe Assainissement en régie du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde pour exercer la compétence "Assainissement"**

#### **MET 19/11228/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder techniquement à ces intégrations, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'assainissement géré en régie du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts et par des subventions d'équipement listés à l'annexe 2 ci-jointe.

Les emprunts concernés sont les suivants :

sont retracées dans le tableau ci-dessous :

1. N° de contrat 2003281-85 de la Caisse d'Epargne pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 11 329,14 euros ;
2. N° de contrat A291415L de la Caisse d'Epargne pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 41 339,53 euros ;
3. N° de contrat 1063744 du Crédit Agricole pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 124 302,73 euros ;
4. N° de contrat 00001511155 du Crédit Agricole pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 215 000,00 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Assainissement » de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde au Budget Annexe « Assainissement » de la Régie du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif



<b>Intégration de l'actif mobilier et immobilier</b>	<b>Valeur Brute</b>	<b>Amortissts</b>	<b>Valeur nette</b>	<b>Subventions (Valeur Brute)</b>	<b>Reprises sur Subventions</b>	<b>Subventions (Valeur nette)</b>
<i>Dont agencs et aménagts autres terrains</i>	27 673,74	13 837,85	13 835,89			
<i>Dont instal.sce d'assainissement</i>	542 224,50	76 020,57	466 203,93			
<i>Dont instal. Mat.et outillage techniques autres</i>	1 263 553,64	253 708,59	1 009 845,05			
<i>Dont immo.en cours, instal. matériel outillage techniques</i>	1 049 004,78	0,00	1 049 004,78			
<b>Montant total du transfert</b>	<b>2 882 456,66</b>	<b>343 567,01</b>	<b>2 538 889,65</b>	<b>1 424 759,04</b>	<b>145 820,02</b>	<b>1 278 939,02</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de

2 882 456,66 euros et une valeur nette comptable globale de 2 538 889,65 euros.

**Article 2 :**

Est approuvée, l'intégration des emprunts pour un montant global de capital restant dû de 391 971,40 euros et des subventions d'équipement pour un montant global brut de 1 424 759,04 euros et une valeur nette comptable globale de 1 278 939,02 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 051-6358/19/CM**

**■ Budget annexe Assainissement en régie du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Saint-Paul-lez-Durance pour exercer la compétence "Assainissement" MET 19/11229/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe »,

organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder à l'intégration comptable, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la commune de Saint-Paul Lez Durance il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'assainissement géré en régie par la Régie du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe.

Ces biens figurant à l'actif ont été en partie financé par des subventions d'équipement. Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Assainissement » de la commune de Saint-Paul Lez Durance au Budget Annexe « Assainissement » de la Régie du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous :

<b>Intégration de l'actif mobilier et immobilier</b>	<b>Valeur Brute</b>	<b>Amortissts</b>	<b>Valeur nette</b>	<b>Subventions (Valeur Brute)</b>	<b>Reprises sur Subventions</b>	<b>Subventions (Valeur nette)</b>
<i>Dont Matériel spécifique d'Exploitation</i>	945 808,75	184 164,70	761 644,05			
<i>Dont Autres instal., matériel et outillage techniques</i>	1 013 880,09	84 088,75	929 791,34			
<i>Dont immob.en cours, instal.mat. Et outillage techniques</i>	778 317,73	0,00	778 317,73			
<b>Montant total du transfert</b>	<b>2 738 006,57</b>	<b>268 253,45</b>	<b>2 469 753,12</b>	<b>683 048,62</b>	<b>94 837,28</b>	<b>588 211,34</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il convient que le Conseil de la Métropole acte par la présente délibération les montants de l'actif et du passif de la compétence « Assainissement » de la commune de Saint-Paul Lez Durance au Budget Annexe « Assainissement » de la Régie du Pays d'Aix.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 2 738 006,57 euros et une valeur nette comptable globale de 2 469 753,12 euros.

### **Article 2 :**

Est approuvée, l'intégration des subventions d'équipement pour un montant global brut de 683 048,62 euros et une valeur nette comptable globale de 588 211,34 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 052-6359/19/CM**

#### **■ Budget annexe Assainissement en régie du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Châteauneuf-le-Rouge pour exercer la compétence "Assainissement" MET 19/11230/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2018.

sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder techniquement à ces intégrations, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la commune de Châteauneuf-le-Rouge, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'assainissement géré en régie du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Ces biens figurant à l'actif ont été pour partie financés par emprunts et par des subventions d'équipement.

L'emprunt concerné est le suivant :

- N° de contrat PCTM 070262 du Crédit Agricole pour un capital restant dû inscrit au Compte Administratif arrêté au 31/12/2017 à 1 686 080,00 euros.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Assainissement » de la commune de Châteauneuf-le-Rouge au Budget Annexe « Assainissement » de la Régie du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif

<b>Intégration de l'actif mobilier et immobilier</b>	<b>Valeur Brute</b>	<b>Amortissts</b>	<b>Valeur nette</b>	<b>Subventions (Valeur Brute)</b>	<b>Reprises sur Subventions</b>	<b>Subventions (Valeur nette)</b>
<i>Dont frais d'études</i>	41 370,00	0,00	41 370,00			
<i>Dont terrains nus</i>	10 000,00	0,00	10 000,00			
<i>Dont instal.sce d'assainissement</i>	547 616,49	41 982,54	505 633,95			
<i>Dont instal. Mat.et outillage techniques autres</i>	5 159 170,38	347 290,72	4 811 879,66			

<b>Montant total du transfert</b>	<b>5 758 156,87</b>	<b>389 273,26</b>	<b>5 368 883,61</b>	<b>3 366 346,04</b>	<b>145 879,19</b>	<b>3 220 466,85</b>
-----------------------------------	---------------------	-------------------	---------------------	---------------------	-------------------	---------------------

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 5 758 156,87 euros et une valeur nette comptable globale de 5 368 883,61 euros.

**Article 2 :**

Est approuvée, l'intégration des emprunts pour un montant global de capital restant dû de 1 686 080,00 euros et des subventions d'équipement pour un montant global brut de 3 366 346,04 euros et une valeur nette comptable globale de 3 220 466,85 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 053-6360/19/CM**

**■ Budget annexe "Assainissement en régie" du Territoire du Pays d'Aix - Approbation du transfert de l'actif et du passif de la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon pour exercer la compétence "Assainissement"  
MET 19/11232/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi « MAPTAM » et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », organisent une nouvelle répartition des compétences entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Sur le fondement de ces deux textes, la Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, compétente en matière d'assainissement sur l'intégralité de son territoire.

L'ensemble du patrimoine nécessaire à l'exercice de cette compétence ainsi que les ressources ayant servi à son financement figurant à l'actif et au passif des communes sont par conséquent intégrés de plein droit à l'état de l'actif et du passif de la Métropole.

Afin de procéder techniquement à ces intégrations, il est nécessaire d'arrêter, à la date du 31 décembre 2017, les montants à transférer.

Après vérification de la concordance avec la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon, il convient donc de procéder à l'intégration comptable au Budget Annexe de l'assainissement géré en régie du Pays d'Aix du bilan de l'actif tel que décrit en annexe 1.

Compte-tenu de ces différents éléments, il vous est proposé d'intégrer l'actif et le passif de la compétence « Assainissement » de la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon au Budget Annexe « Assainissement » de la Régie du Pays d'Aix.

Ces opérations de transfert d'actif et de passif sont retracées dans le tableau ci-dessous :

Intégration de l'actif mobilier et immobilier	Valeur Brute	Amortissts	Valeur nette	Subventions (Valeur Brute)	Reprises sur Subventions	Subventions (Valeur nette)
<i>Dont instal.réseaux d'assainissement</i>	144 763,84	3 478,24	141 285,60			
<b>Montant total du transfert</b>	<b>144 763,84</b>	<b>3 478,24</b>	<b>141 285,60</b>	<b>81 320.00</b>	<b>343.37</b>	<b>80 976.63</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée l'intégration des actifs listés à l'annexe 1 ci-jointe pour un montant brut global de 144 763,84 euros et une valeur nette comptable globale de 141 285,60 euros.

**Article 2 :**

Est approuvée, l'intégration des subventions d'équipement pour un montant global brut de 81 320,00 euros et une valeur nette comptable globale de 80 976,63 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 054-6361/19/CM**

**■ Budgets Annexes Eau et Assainissement en délégation du Pays d'Aix -Transfert des résultats**

**2017 de la commune de Meyreuil suite au transfert de compétences à partir de l'exercice 2018  
MET 19/11431/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les compétences Eau potable et Assainissement ont été transférées des communes à la Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Celles-ci relevant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), deux budgets annexes ont été créés par délibération du 14 décembre 2017 pour intégrer la gestion en délégation des communes concernées en Pays d'Aix :

- BUDGET ANNEXE EAU en DELEGATION – Pays d'Aix et d'Aubagne ;
- BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT en DELEGATION – Pays d'Aix.

De son côté, ayant transféré les compétences, la commune de Meyreuil a procédé à la clôture au 31 décembre 2017 de ses budgets annexes communaux Eau et Assainissement avec intégration à son budget principal de l'actif et du passif et donc des résultats 2017.

S'agissant de SPIC, il est possible de transférer en tout ou partie les résultats budgétaires issus du budget annexe, suivant délibération concordante de la commune et de la Métropole.

Considérant les résultats 2017 des sections d'exploitation et d'investissement de ses budgets annexes, les opérations d'investissement prévues et la volonté de garantir le prix du service à l'usager, la commune de Meyreuil a proposé le transfert partiel à la Métropole des résultats 2017 selon :

Budget Annexe Eau	Résultat d'exploitation à transférer	0.00 €
Budget Annexe Eau	Résultat d'investissement à transférer	97 795.70 €

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation à transférer	0.00 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement à transférer	228 461.70 €

Deux délibérations ont été prises à cet effet en séance du conseil municipal du 29 mars 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Délibération n° FAG 200-3219/17/CM du 14 décembre 2017 du Conseil Métropolitain approuvant la création des budgets annexes pour les compétences transférées « Eau Potable » et « Assainissement » gérées en Délégation ;
- Le Guide pratique de l'Intercommunalité édité par la Direction Générale des Collectivités Locales, fiche 316 intitulée : les spécificités des transferts des SPIC ;
- La Délibération n°2019-DGS-DEL-42 de la commune de Meyreuil du 29 Mars 2019 sur le transfert partiel des résultats 2017 du budget annexe Eau ;

- La Délibération n°2019-DGS-DEL-41 de la commune de Meyreuil du 29 Mars 2019 sur le transfert partiel des résultats 2017 du budget annexe Assainissement.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les SPIC sont soumis au principe de l'équilibre financier, posé par les articles L.2224-1 et L.2224-2 du CGCT ;
- Que les opérations d'investissement prévues sur la commune de Meyreuil doivent s'inscrire dans ce principe ;
- Qu'il est admis que les résultats issus du budget distinct communal clôturé, qu'il s'agisse d'excédents ou de déficits, peuvent être transférés en tout ou en partie au budget annexe de l'EPCI exerçant la compétence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe EAU par la commune de Meyreuil selon :

Budget Annexe Eau	Résultat d'exploitation	0.00 €
Budget Annexe Eau	Résultat d'investissement	97 795.70 €

Ces recettes seront affectées au Budget Annexe Eau en délégation– Pays d'Aix et d'Aubagne.

**Article 2 :**

Est approuvé le transfert à la Métropole des résultats 2017 issus du budget annexe assainissement par la commune de Meyreuil selon :

Budget Annexe Assainissement	Résultat d'exploitation	0.00 €
Budget Annexe Assainissement	Résultat d'investissement	228 461.70 €

Ces recettes seront affectées au Budget Annexe Assainissement en délégation – Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 055-6362/19/CM**

**■ Budget Etat Spécial de Territoire - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Aménagement de la zone au Rousselot"**

**MET 19/11379/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les budgets annexes, distincts du budget principal proprement dit, permettent d'établir le coût réel d'un service et de déterminer avec précision le prix à payer par leurs seuls utilisateurs pour équilibrer les comptes.

Le budget annexe « Opérations d'aménagement » avait pour vocation de porter les études et les travaux de voirie relatifs à la mise en œuvre de l'opération Rousselot. L'opération étant achevée, il a été décidé de clôturer le budget à l'issue de l'exercice 2018 et après l'établissement des comptes définitifs de l'année écoulée. De ce fait il n'a pas été prévu de budget sur l'exercice 2019.

Néanmoins, un solde concernant la rémunération du mandataire à la maîtrise d'ouvrage reste à régler.

Dans ce cadre, il est proposé de créer une opération d'investissement inscrite sur l'Etat Spécial de Territoire dénommée « aménagement de la zone au Rousselot ».

Cette opération d'investissement N°2019400100 d'un montant de 11 304.00 euros TTC enregistrée dans l'autorisation de programme 194064BP du programme 06 4 Aménagement du Territoire de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 11 304 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement N°2019400100 « aménagement de la zone au Rousselot », de 11 304.00 euros TTC inscrite sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et enregistrée dans l'autorisation de programme 194064BP du programme 06 4 Aménagement du Territoire de la Métropole.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement au chapitre 45 nature 4581194001. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2019 : 11 304.00 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 056-6363/19/CM**

**■ Rapport annuel sur la dette métropolitaine  
MET 19/11398/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions législatives, le Rapport d'Orientation Budgétaire 2019, présenté du Conseil de la Métropole du 25 octobre 2018, a défini la trajectoire de gestion de l'exercice 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En complément, il est proposé au Conseil de la Métropole de prendre connaissance d'un rapport détaillant plus précisément le niveau d'endettement de la Métropole et l'analyse intrinsèque de la composition de la dette.

Ce document a été rédigé par le cabinet Finance Active afin que le Conseil Métropolitain soit informé dans la plus parfaite transparence sur le niveau d'endettement de la métropole et sur la structuration de sa dette. Ce rapport reprend la dette consolidée pour le budget principal et l'ensemble des budgets annexes, rétrospectivement à la date du 31 décembre 2018, et affine l'analyse de la dette sur ces budgets. Il dresse un état de la structure de la dette consolidée, par type d'emprunt et par banque et précise l'exposition aux risques selon la typologie de la charte Gissler.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit adopter son Compte Administratif 2018 le 20 juin 2019

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport sur la dette métropolitaine de l'année 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 057-6364/19/CM**

**■ Rapport annuel de l'Observatoire fiscal métropolitain de l'année 2018  
MET 19/11092/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le précise le Pacte de gouvernance financier et fiscal, la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un Observatoire fiscal métropolitain. Afin d'apporter une meilleure connaissance fiscale du territoire, un rapport annuel a été produit pour l'année 2018 et a pour objectif :

- de dresser un panorama des ressources fiscales et dotations de la Métropole d'Aix Marseille Provence ;
- de préciser les impacts fiscaux des mesures gouvernementales appliquées ou adoptées en 2018 ;
- d'informer sur les actions menées par le Service Fiscalité et Dotations de la Métropole dans le cadre de l'Observatoire fiscal métropolitain.

Plus particulièrement, le panorama des ressources fiscales et dotations détaille d'une part les recettes fiscales perçues par la Métropole ainsi que la politique fiscale conduite en matière de taux et d'abattement. D'autre part, il présente l'évolution des dotations et de la péréquation. Ce rapport a pour vocation de donner des éléments de comparaison entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'autres métropoles de taille comparable en matière financière et fiscale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;



- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel de l'Observatoire fiscal métropolitain de l'année 2018.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 058-6365/19/CM**

**■ Approbation de la répartition 2019 du Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes  
MET 19/11288/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

<b>FPIC (versement)</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019 (proposition)</b>
Part Métropole	22 311 014	20 794 654	19 746 300
%		-6,8%	-5,0%
Part Communes	24 969 809	26 465 923	27 268 699
%		+6,0%	+3,0%
<b>Total</b>	<b>47 280 823</b>	<b>47 260 577</b>	<b>47 014 999</b>

Pour l'année 2019, l'ensemble intercommunal est à la fois prélevé à hauteur de 5.532.241 € et bénéficiaire de 47.014.999 €. Cette information doit être confirmée par le représentant de l'Etat dans le département dans une notification à l'attention du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Dans les deux mois qui suivront cette notification, le Conseil de la Métropole est appelé à définir les règles de répartition entre la Métropole et ses communes membres.

**La répartition du prélèvement**

L'article L2336-3 du Code Général des Collectivités Territoriales précise les modes de répartition possible du prélèvement. Il y est prévu une règle de répartition de droit commun qui consiste, d'une part, à répartir le FPIC entre l'EPCI et ses communes à proportion du coefficient d'intégration fiscale, et, d'autre part, à effectuer les répartitions entre les communes en

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été créé par l'article 125 de la loi de finances pour 2011, pour une première mise en œuvre en 2012.

Ce fonds consiste en un mécanisme de péréquation horizontale au sein des ensembles intercommunaux, lesquels sont constitués des communes et de leurs établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). En 2019, comme l'année précédente, le montant national du FPIC représente 1 milliards d'euros.

Le FPIC vise à réduire les inégalités entre les ensembles intercommunaux. Ainsi, un prélèvement est effectué sur les ensembles intercommunaux les plus favorisés, sélectionnés d'après leur potentiel financier et le revenu moyen de leurs habitants. Les fonds recueillis sont ensuite reversés aux ensembles intercommunaux appartenant à une liste constituée de 60 % des ensembles intercommunaux, classés sur la base d'un indice synthétique de ressources et de charges (potentiel financier, revenus des habitants, effort fiscal), de façon décroissante.

Depuis 2016, l'ensemble intercommunal constitué de la Métropole et de ses communes membres a été bénéficiaire au titre du FPIC. Le tableau suivant détaille l'évolution du versement du FPIC sur les trois derniers exercices :

fonction du potentiel financier par habitant de ces communes et de leur population.

En outre, il est prévu que l'EPCI assume à la place des communes le prélèvement lorsque celles-ci se situent parmi :

- les 250 (communes de plus de 10.000 habitants) ou 30 (communes de moins de 10.000 habitants) premières communes dans le classement relatif à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale ;
- ou les 2.500 premières communes du classement relatif à la dotation de solidarité rurale.

Il est prévu en outre que les organes délibérants des EPCI peuvent modifier ces règles de droit commun :

- soit par un vote à la majorité des deux tiers : les répartitions peuvent être alors revues sans avoir pour effet de s'écarter de plus de 30 % des répartitions de droit commun. La

répartition entre les communes doit s'effectuer en fonction de leur population, du revenu par habitant et du potentiel fiscal ou financier par habitant ainsi que, à titre complémentaire, d'autres critères de ressources ou de charges ;

- soit par un vote à l'unanimité ou un vote à la majorité des deux tiers approuvé par les conseils municipaux des communes membres : dans ce cas, la répartition peut être effectuée librement.

### **La répartition du versement**

L'article L2336-5 du Code Général des Collectivités Territoriales précise les modes de répartition possible du versement. Il y est prévu une règle de répartition de droit commun qui consiste, d'une part, à répartir le FPIC entre l'EPCI et ses communes à proportion du coefficient d'intégration fiscale, et, d'autre part, à effectuer les répartitions entre les communes en fonction de l'insuffisance de leur potentiel financier par habitant respectif.

Les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur à deux fois le potentiel financier moyen par habitant des communes de l'ensemble intercommunal sont exclues de l'attribution du FPIC.

Il est prévu en outre que les organes délibérants des EPCI peuvent modifier ces règles de droit commun :

- soit par un vote à la majorité des deux tiers : les répartitions peuvent être alors revues sans avoir pour effet de s'écarter de plus de 30 % des répartitions de droit commun. La répartition entre les communes doit s'effectuer en fonction de leur population, du revenu par habitant et de l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant ainsi que, à titre complémentaire, d'autres critères de ressources ou de charges ;
- soit par un vote à l'unanimité ou un vote à la majorité des deux tiers approuvé par les conseils municipaux des communes membres : dans ce cas, la répartition peut être effectuée librement.

En 2018, le coefficient d'intégration fiscale s'est élevé à 34,0%, en baisse par rapport au coefficient d'intégration fiscale dérogatoire de l'année 2017 (47,2%). Afin de stabiliser l'évolution du FPIC en 2018, le Conseil de la Métropole a adopté une répartition du FPIC stable par rapport à l'année 2017 avec l'application d'un coefficient de 44%. En 2019, le coefficient d'intégration fiscale s'établit à 34,2%.

Il est proposé au Conseil de la Métropole de décider par un vote à la majorité qualifiée des deux tiers:

- de préserver la stabilité du FPIC par l'application d'un coefficient de 42% pour la

répartition entre la Métropole et les communes membres ;

- de maintenir l'exclusion du reversement du FPIC pour les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur à deux fois le potentiel financier moyen par habitant des communes de la Métropole ;
- d'opérer la répartition entre les communes membres en fonction de leur population et prenant en compte le revenu par habitant pour 10% et l'insuffisance de potentiel financier par habitant 90%.

Ainsi le reversement du FPIC serait perçu à hauteur de 27,27 M€ par les communes (26,47 en 2018, +3,0%) et de 19,75M€ pour la Métropole (20,79M€ en 2018, -5,0%).

Le tableau ci-annexé précise par commune les montants des reversements au titre du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2336-1 à L.2336-7;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

La répartition du prélèvement au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales est opérée entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et ses communes membres, et entre les communes membres, selon les règles de droit commun fixées à l'article L2336-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### **Article 2 :**

Une répartition dérogatoire de l'attribution du fonds de péréquation des ressources intercommunales et

communales est décidée selon les dispositions du 1° du II de l'article L2336-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La répartition de l'attribution du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales est opérée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses communes membres, de manière dérogatoire avec l'application d'un coefficient fixé à 42%.

Les versements sont opérés en faveur de l'ensemble des communes, à l'exception de celles dont le potentiel financier par habitant est supérieur à deux fois le potentiel financier moyen par habitant des communes de la Métropole

La répartition de l'attribution entre les communes membres s'effectue de manière dérogatoire en fonction de leur population et prenant en compte l'écart entre le revenu par habitant des communes et le revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre pour 10% et de l'insuffisance de potentiel financier par habitant des communes au regard du potentiel financier communal moyen par habitant sur le territoire de la Métropole pour 90%.

Le tableau ci-annexé précise par commune les montants du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 059-6366/19/CM**

#### **■ Rectification d'une erreur matérielle sur le montant de l'attribution de compensation de la commune d'Aubagne pour l'année 2019 MET 19/11093/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les rapports de la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) ont établi des montants définitifs de charges transférées. Pour la commune d'Aubagne, le montant définitif a été évalué à 5 568 206 euros, ce qui a pour conséquence de fixer le montant de l'attribution de compensation à 12 611 320,00 euros.

Or, le Conseil de la Métropole a adopté par délibération n° FAG 115-4932/18/CM du 13 décembre 2018 les montants des attributions de compensation des communes membres pour l'année 2019 en prenant en compte un montant de 5 554 511 euros de charges transférées. Cette erreur a entraîné un écart de 13 695 euros dans le calcul du montant de l'attribution de compensation de la commune d'Aubagne.

Afin de corriger cette erreur matérielle, il est proposé de rectifier le montant de l'attribution de compensation de la Commune d'Aubagne par une réduction de 13 695 euros.

Communes	Attribution de compensation 2019 (Délibération du 13/12/2018)	Erreur matérielle à rectifier	Attribution de compensation de fonctionnement 2019 rectifiée
AUBAGNE	12 625 015,00 euros	-13 695,00 euros	12 611 320,00 euros

La nouvelle attribution de compensation de l'année 2019 de la commune d'Aubagne est donc de 12 611 320,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;
- la délibération n° FAG 115-4932/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant sur les montants des attributions de compensation des communes membres pour l'année 2019 ;
- les rapports adoptés par la commission locale d'évaluation des charges transférées des 20 avril, 25 juin et 26 septembre 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

### **Article 1 :**

Le montant de l'attribution de compensation de la commune d'Aubagne pour l'année 2019 est de 12 611 320 euros.

### **Article 2 :**

L'attribution de compensation est inscrite au budget principal 2019 de la Métropole. Nature 739211 - sous politique A440 - fonction 01 - Chapitre 014.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document permettant de communiquer à la commune l'attribution de compensation qui lui sera versée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 060-6367/19/CM**

#### **■ Clôture d'opérations d'investissement MET 19/11396/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La gestion en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) des dépenses d'investissement a été mise en œuvre dès la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence et reprise comme modèle de gestion dans le règlement financier. Les AP/CP servent de support à la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) de la Métropole.

Il est nécessaire, à intervalles réguliers, d'actualiser la PPI. Cela permet de rationaliser l'encours des investissements et d'afficher, au plus juste dans la gestion, le reste à exécuter des opérations que la Métropole Aix-Marseille-Provence devra financer dans les prochains exercices.

Dans ce cadre, il convient de prendre une délibération qui permet d'actualiser la PPI en conformité avec l'avancement des différentes opérations d'investissement.

Ce rapport a pour objet d'acter la clôture des opérations d'investissement terminées (à hauteur des dépenses effectivement constatées, sachant qu'aucune autre dépense ne sera réalisée) et de sortir de la programmation les projets qui ne se réaliseront pas ou qui font doublon avec une autre opération.

Les opérations d'investissement concernées sont décrites en annexe. Le document est présenté par budget.

Au total, tous budgets confondus, il convient de régulariser :

- **459** opérations. Elles représentent un montant total d'Autorisations de Programme affectées initialement de 1 890 007 892,08 euros et un total mandaté de Crédits de Paiement de 1 767 088 557,33 euros. Le reliquat d'Autorisations de Programme qu'il convient d'annuler s'élève à 122 919 334,75 euros. Il convient de procéder à son annulation. Cette annulation sera constatée au Budget Supplémentaire 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence adoptée le 07 avril 2016.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de procéder à la mise à jour de la programmation pluriannuelle des investissements ;
- Qu'il convient de clôturer les opérations terminées et d'annuler celles n'ayant pas connu de début d'exécution ;

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Est approuvée la clôture des opérations d'investissement figurant en annexe 1. Sont annulés les montants résiduels des opérations d'investissement concernées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 061-6368/19/CM**

**■ Délégation de compétence du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Présidente pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie et pour déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat. Abrogation de la délibération n° HN 013-146/16/CM du 28 avril 2016**

**MET 19/11425/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

A l'instar de toutes les grandes collectivités et établissements publics, la Métropole a souhaité mener une politique de gestion active de la dette et de la trésorerie avec pour objectif de réduire la charge et les risques financiers supportés par la collectivité.

Une telle gestion nécessitant des délais de décision et de réaction compatibles avec la volatilité des marchés, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, lors de sa séance du 28 avril 2016, a délégué certaines compétences en matière de gestion de la dette et de la trésorerie à l'exécutif de la Métropole, permettant ainsi, par la voie de la décision administrative de recourir à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie et de déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat.

Aujourd'hui, il s'agit de compléter cette délégation en y ajoutant des précisions concernant la nature des emprunts susceptibles d'être contractés, les index de référence et les formules d'indexation.

Pour davantage de lisibilité, il est proposé d'abroger la délibération n°013-146/16/CM du 28 avril 2016 et de délibérer à nouveau sur la délégation, à la Présidente, de certaines des compétences du Conseil de la Métropole en matière de gestion de la dette et de la trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Monétaire et Financier et notamment l'article L. 213-3 relatif à l'émission de titres de créances négociables ;

- La loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 dite de séparation et de régulation des activités bancaires ;
- La circulaire NOR/INT/B/02/00115/C du 29 avril 2002 relative aux titres de créances négociables,
- La circulaire NOR/ECO/R/04/60116/C du 22 septembre 2004 concernant les conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat des fonds des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- La circulaire interministérielle n° NOR/IOCB/1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités locales ;
- La délibération n°HN013-146/16/CM du Conseil Métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation d'attribution au Président de la Métropole Aix-Marseille Provence en matière d'emprunt ;
- L'élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence en date du 20 septembre 2018 .

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité pour la Métropole de conduire une gestion active de la dette et de la trésorerie afin d'en réduire la charge et les risques financiers supportés par la collectivité ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est abrogée la délibération n°HN013-146/16/CM du Conseil Métropolitain du 28 avril 2016 portant délégation de compétence à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence en matière d'emprunt, d'instruments de couverture, de crédits de trésorerie et de dérogation à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat.

**Article 2 :**

Par délégation de compétence, en matière d'emprunts bancaires, la Présidente est autorisée à procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, dans la limite du montant inscrit des crédits ouverts (budget voté et décisions modificatives), et passer à cet effet les actes nécessaires.

Ces emprunts pourront être :

- des emprunts bancaires classiques à taux fixe et/ou à taux variable avec option multi-index ;
- des emprunts contractés avec l'Agence France Locale au sein de laquelle la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- des emprunts revolving.

Les index de référence des contrats d'emprunts pourront être :

- le taux fixe ;
- les indices monétaires de la zone Euro (Euribor, Eonia, T4M, TAM, TAG...) ;
- les indices du marché obligataire des pays du G8 (OAT, Bund...) ;
- les CMS (Constant Maturity Swap) ;
- les taux du livret A, du Livret d'Epargne Populaire (LEP) et du Livret de Développement Durable (LDD).

La formule d'indexation des taux variables doit répondre à des critères de simplicité ou de prévisibilité des charges financières. La formule de taux d'intérêt des éventuels emprunts structurés devra prévoir un plafonnement du taux au double du taux d'intérêt le plus bas observé pendant les trois premières années de la vie du contrat.

En aucun cas, le degré de risque des emprunts ne pourra dépasser les niveaux A1 et B1 figurant dans la circulaire de juin 2010, dite la « charte Gissler ».

Ces emprunts pourront comporter une ou plusieurs caractéristiques ci-après :

- la faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable ;
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt ;
- la faculté de procéder à des tirages échelonnés dans le temps avec la possibilité de remboursement anticipé et/ou de consolidation ;
- la faculté de remboursement in fine ou de remboursement linéaire.

Afin de réaliser des opérations financières utiles à la gestion des emprunts et passer à cet effet les actes nécessaires. Au titre de cette délégation, la Présidente pourra :

- Procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité ou de résiliation anticipée selon les termes convenus avec les établissements prêteurs, et contracter éventuellement tout contrat d'emprunt ou avenant de substitution, avec la possibilité d'allonger la durée de l'emprunt pour financer le capital restant dû et, le cas échéant, les indemnités compensatrices ou de résiliation anticipée ;
- Plus généralement, décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts, avec notamment la possibilité de réaliser toutes les opérations de paiement anticipé d'annuités par rapport aux dates d'échéances fixées par le contrat d'emprunt.

Pour ce faire, la Présidente est autorisée à :

- lancer des consultations d'emprunts auprès de plusieurs établissements financiers et à choisir, à l'intérieur de l'enveloppe d'emprunts autorisés, les meilleures offres au regard des conditions proposées ;
- passer les ordres pour effectuer l'opération financière ou le cas échéant les résilier ;
- signer les contrats répondant aux conditions et caractéristiques posées ci-dessus ;
- exercer les options prévues par le contrat et conclure tout avenant y afférent.

### **Article 3 :**

Par délégation de compétence, en matière d'émission obligataire, la Présidente est autorisée à procéder à la réalisation d'émissions obligataires nécessaires à la couverture du besoin de financement des investissements de la Métropole Aix-Marseille Provence dans la limite du montant voté au budget, en passant à cet effet les actes nécessaires.

La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence aura l'autorisation de :

- lancer une ou plusieurs émissions obligataires « Stand Alone » de placement public ou de placement privé ou de titres mutualisés d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques ;
- mettre en place et mettre à jour un programme de titre de créances à long terme « Euro Medium Term Notes » (EMTN) et réaliser des émissions obligataires dans le cadre juridique de ce programme ;
- lancer des emprunts du type « Namensschuldverschreibung » (NSV) ;
- déterminer les conditions de syndication particulières éventuellement retenues.

La Présidente est habilitée à réaliser les emprunts visés, ci-dessus, en fonction des opportunités offertes par les marchés financiers à hauteur des montants inscrits au budget sachant que les emprunts pourront être :

- à moyen ou long terme et, en tout état de cause, en assurant au mieux une correspondance entre la durée d'amortissement de l'investissement financé (actif) et la durée de remboursement du capital qui le finance (passif) libellé en euros ou en devise ;
- avec une possibilité d'un amortissement linéaire, progressif et, le cas échéant, d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts ou d'amortissement in fine ;
- au taux d'intérêt fixe et/ou variable.

Les index de référence des contrats d'emprunts à taux révisable pourront être :

- le T4M
- le TAM
- l'EONIA
- le TMO
- le TME
- l'EURIBOR
- le CMS

- ou tout autre taux parmi ceux couramment utilisés sur les marchés concernés.

De surcroît, la Présidente de la Métropole est autorisée à signer l'ensemble de la documentation juridique et financière ainsi que les actes afférents au programme « Euro Medium Term Notes » (EMTN) et aux émissions obligataires subséquentes, y compris toutes actualisations nécessaires.

La mise en place d'un programme nécessite les opérations suivantes :

- sélectionner la banque arrangeuse du programme, qui organise et valide la rédaction de la documentation, qui assure la mise à jour annuelle du programme et qui conseille l'émetteur sur une stratégie de financement à adopter ;
- sélectionner les banques placeuse dans le cadre du programme EMTN et des émissions obligataires et signer les documents nécessaires ;
- sélectionner un cabinet juridique pour la rédaction de la documentation financière et des documents contractuels dans le cadre des émissions obligataires ;
- établir et faire approuver par l'AMF le prospectus de base ;
- négocier et signer les contrats de placements et de service financier ;

- choisir des agents placeurs qui coordonnent le programme et réalisent les opérations de placement auprès des investisseurs ;
- désigner le ou les agents financiers en vue de gérer le service de la dette ;
- mettre en place, et mettre à jour dès que nécessaire, le programme et/ou le prospectus de base des titres négociables pour des émissions offertes au public et/ou des placements privés.

Pour ce faire, la Présidente est autorisée à :

- lancer des consultations d'émissions obligataires auprès de plusieurs établissements financiers et à choisir, à l'intérieur de l'enveloppe d'emprunts, les meilleures offres au regard des conditions proposées ;
- passer les ordres pour effectuer l'opération, ou le cas échéant les résilier ;
- signer les contrats et conventions répondant aux conditions et caractéristiques posées ci-dessus ;
- exercer les options prévues par le contrat et conclure tout avenant y afférent ;
- prendre toutes mesures nécessaires à la notation financière annuelle de la collectivité et des émissions réalisées et signer les contrats y afférents ;
- signer les conventions et contrats nécessaires à la mise en place des opérations pré-citées.

#### **Article 4 :**

En matière d'opération de couverture, la Présidente est autorisée à procéder à des opérations de couverture de risques de taux, en complément des conventions d'emprunts déjà signées et à résilier ou à modifier, avec ou sans indemnités, les contrats déjà

conclus ou à conclure, en fonction de la fluctuation des taux d'intérêt.

Les opérations de couverture pourront porter sur les contrats constitutifs du stock de la dette ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement inscrits en section d'investissement du budget.

Les index de référence des contrats de couverture pourront être les mêmes que ceux des contrats d'emprunts indiqués ci-avant à l'article 1 et 2.

Les opérations de couverture déjà réalisées pourront faire l'objet d'annulation. Dans ce cas, une soulte de débouclage, calculée en fonction du niveau du marché au moment de l'opération de refinancement, assimilable à une indemnité actuarielle, pourra être perçue ou versée par la Métropole.

Ces opérations comprennent notamment la conclusion de contrats :

- de garantie d'un taux plafond (CAP) ;
- de garantie d'un taux plancher (FLOOR) ;
- de garantie d'un taux plafond couplée à une garantie d'un taux plancher (COLLAR ou TUNNEL) ;
- d'échange de taux d'intérêt (ou SWAP) modifiant ainsi l'exposition du ou des prêts visés ;
- de garantie d'un taux futur, c'est-à-dire, d'un accord de taux futur (FRA) pour une échéance exposée.

Pour ce faire, la Présidente est autorisée à :

- lancer des consultations sur les opérations de couverture auprès de plusieurs établissements financiers et à choisir les meilleures offres au regard des conditions proposées ;
- passer les ordres pour effectuer l'opération ou le cas échéant les résilier ;
- signer les contrats répondant aux conditions et caractéristiques posées ci-dessus ;
- exercer les options prévues par le contrat et conclure tout avenant y afférent.

#### **Article 5 :**

En matière de crédit de trésorerie, la Présidente est autorisée à procéder, et dans les limites définies, ci-dessous, à la souscription d'ouvertures de crédit de trésorerie et passer à cet effet les actes nécessaires. Ces ouvertures de crédit seront d'une durée maximale de douze mois dans la limite d'un montant annuel défini et comporteront un ou plusieurs index parmi les suivants : EONIA, T4M, EURIBOR, TAM, TAG.

Pour ce faire, la Présidente est autorisée à :

- lancer des consultations d'emprunts courts termes auprès de plusieurs établissements financiers et à choisir, à l'intérieur de l'enveloppe d'emprunts, les meilleures offres au regard des conditions proposées ;
- passer les ordres pour effectuer l'opération (notamment réaliser des opérations de tirage/remboursement) ou le cas échéant les résilier ;
- signer les contrats répondant aux conditions et caractéristiques posées ci-dessus ;
- exercer les options prévues par le contrat et conclure tout avenant y afférent.

#### **Article 6 :**

Par délégation, en matière de programme de titres négociables à court terme (TNCT- « NEU CP »), la Présidente est autorisée à procéder à la mise en place d'un programme de billets de trésorerie pour couvrir les besoins de trésorerie de la collectivité et à sélectionner les opérateurs nécessaires :

- Un agent arrangeur qui aura pour charge de mettre en place la documentation, de faire l'interface avec l'AMF et la Banque de France, et d'organiser le dispositif de communication ;
- Des agents placeurs qui détermineront le volume et les caractéristiques de chaque émission ;
- Un ou plusieurs agents domiciliataires qui gèreront le service financier.

A cet effet la Présidente est autorisée à :

- lancer des consultations d'émissions de billets de trésorerie auprès de plusieurs établissements financiers ;
- choisir les meilleures offres au regard des conditions proposées ;
- exercer les options prévues par le contrat et conclure tout avenant y afférent ;
- signer les actes et les décisions nécessaires à la mise en œuvre du programme (document de présentation financière, contrat d'agent placeur, contrat d'agent domiciliataire et tout document à destination de la Banque de France ou tout autres organismes financiers nécessaire aux émissions de billet de trésorerie...) ;
- signer les documents relatifs à l'utilisation du programme d'émission de billet de trésorerie et son actualisation.

#### **Article 7 :**

Madame la Présidente est autorisée à déroger à l'obligation de dépôts auprès de l'Etat pour des fonds provenant de libéralités, de l'aliénation d'un élément du patrimoine, de certaines recettes exceptionnelles ou d'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'établissement.

#### **Article 8 :**

Le Conseil Métropolitain autorise Madame la Présidente à déléguer la signature des décisions concernant les matières visées aux articles 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de cette délibération notamment toper les opérations financières et signer les confirmations et autres documents nécessaires à la réalisation des opérations de financement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 062-6369/19/CM**

#### **■ Approbation de la durée d'amortissement des biens mobiliers et immobiliers des budgets annexes Collecte et Traitement des Déchets de la Métropole Aix-Marseille Provence - Instruction budgétaire M57**

**MET 19/11395/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales fait obligation pour les groupements de communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants d'amortir certaines de leurs immobilisations et de porter en recettes de leur section d'investissement le produit de leurs amortissements.

Il convient de rappeler que la pratique de l'amortissement permet aux collectivités locales de préserver leur potentiel d'action en dégageant annuellement un montant de recettes de fonctionnement destiné à rembourser le capital des emprunts et à financer le renouvellement de leurs immobilisations.

Le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que l'assemblée délibérante fixe les durées d'amortissement pour chaque catégorie de biens mobiliers et immobiliers.

L'activité de la Collecte et Traitement des Déchets est un service public qui nécessite un suivi au sein d'un budget annexe soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57.

La Métropole possède la compétence «Collecte et Traitement des Déchets» gérée sur le plan budgétaire et comptable, au travers de budgets annexes. Dans un objectif d'harmonisation des procédures, notamment en matière de gestion et de suivi du patrimoine métropolitain, il vous est proposé d'adopter des durées unifiées des biens mobiliers et immobiliers des budgets annexes dédiés à la compétence «Collecte et Traitement des Déchets» conformément au tableau joint en annexe.

Les biens immobilisés dont la valeur unitaire est inférieure à 1 500,00 euros TTC seront considérés comme de faible valeur, amortis sur une année et sortis de l'actif dès qu'ils sont intégralement amortis. Ces durées s'appliqueront aux biens acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les durées et tableaux d'amortissement des biens transférés par les communes ne sont pas modifiés.

La dépense correspondante sera inscrite à l'article 6811 de la section de fonctionnement des budgets annexes Collecte et Traitement des Déchets.



Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'instruction budgétaire et comptable M57.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées les durées d'amortissement fixées dans le tableau joint en annexe, applicables pour les biens acquis à partir de l'exercice 2019 pour l'ensemble des budgets « Collecte et Traitement des Déchets » de la Métropole.

**Article 2 :**

Les durées et tableaux d'amortissement des biens transférés par les communes ne sont pas modifiés.

**Article 3 :**

Les dotations aux amortissements seront calculées par application de la méthode linéaire.

**Article 4 :**

Les biens immobilisés dont la valeur unitaire est inférieure à 1 500 euros TTC seront considérés comme de faible valeur, amortis sur une année et sortis de l'actif dès qu'ils sont intégralement amortis.

**Article 5 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section de fonctionnement des budgets annexes Collecte et Traitement des Déchets de la Métropole – Nature 6811.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 063-6370/19/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle 2018-2020 relative aux modalités de versement de la contribution financière de la Métropole au budget du service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône MET 19/11528/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En vertu des dispositions combinées des articles L5217-2 et L5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2018, en lieu et place de ses communes membres, la compétence « service d'incendie et de secours » dans les conditions prévues par les articles L1424-1 à L1424-8 du code susvisé.

A cet effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux communes pour le versement des contributions destinées à financer le SDIS 13.

Il est dans ce cadre rappelé que les modalités de calcul et de répartition des contributions des communes et des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour la gestion des services d'incendie et de secours pour le financement du service départemental d'incendie et de secours sont fixés par le conseil d'administration de celui-ci et que le montant global des contributions des communes et des établissements publics de coopération intercommunale ne peut excéder celui de l'exercice précédent augmenté de l'indice des prix à la consommation.

C'est pour l'ensemble de ces raisons, qu'une convention a été conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le SDIS 13 pour définir le cadre du versement de la contribution métropolitaine.

Depuis, en application de la loi de programmation des finances publiques pour 2018 à 2022, la Métropole s'est inscrite dans un mécanisme de contractualisation avec les services de l'Etat dont l'objectif est de limiter l'évolution de ses dépenses de fonctionnement.

Eu égard aux contraintes nouvelles qui pèsent sur la Métropole Aix-Marseille-Provence, le SDIS 13 souhaite plafonner à 1,2% l'évolution de la contribution demandée à la Métropole.

C'est la raison pour laquelle il est proposé au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle 2018-2020 afin d'y intégrer cette limitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 041-3811/18/CM du 18 mai 2018.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le présent avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 064-6371/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Participation financière au service d'incendie et de secours - SDIS - des Bouches du Rhône"**  
**MET 19/11397/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En vertu des dispositions des articles L5217-22 et L5218-2 du code général des collectivités territoriales, la Métropole exerce, en lieu et place de ses communes membres, la compétence « service d'incendie et de secours » et contribue à ce titre au budget du SDIS.

Si aucune disposition législative ou réglementaire ne permet au SDIS d'exiger des collectivités une participation directe à ses opérations d'investissement, rien n'interdit en revanche à un EPCI compétent en matière de « service d'incendie et de secours » d'apporter un financement supplémentaire au SDIS sous forme de subvention.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme d'investissement portant sur la rénovation et l'amélioration de son patrimoine et de ses équipements, le SDIS a saisi la Métropole d'une demande de subvention d'équipement.

Le programme que souhaite mettre en œuvre le SDIS doit permettre la réalisation de travaux relatifs à la rénovation et l'aménagement des bâtiments et VRD associées.

Les principaux objectifs poursuivis par le SDIS visent à :

- Réaliser des aménagements en faveur du plan de « féminisation ».
- Garantir de meilleures conditions d'hygiène et de sécurité des personnels au sein des casernements.
- Développer les écoles de Jeunes Sapeurs Pompiers.
- Sécuriser les casernements pour garantir la continuité de service pour les appels d'urgence de proximité, et renforcer la sûreté des sites (vidéosurveillance, accessibilité, automatisation des systèmes d'ouvertures...).
- S'engager sur un axe de développement durable pour les économies d'énergie.
- La Métropole a souhaité réserver une suite favorable à cette demande.

L'opération d'investissement 2019004200 « Participation financière au Service d'Incendie et de Secours des Bouches du Rhône » d'un montant de 1.000.000 euros inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme 190182BP du programme 18 2 « Service d'incendie et de secours » de la Métropole doit être créée et affectée

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1.000.000 euros TTC selon le budget de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019004200 « Participation financière au Service d'Incendie et de Secours des Bouches du Rhône » d'un montant de 1.000.000 euros rattachée au programme 18 2 « Service d'incendie et de secours » Code AP 190182BP.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération budgétaire 2019004200.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 065-6372/19/CM**

**■ Participation au financement d'équipements et approbation d'une convention avec la commune d'Istres pour la réalisation de plusieurs opérations MET 19/11249/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté le Règlement Budgétaire et Financier qui prévoit au titre IX la possibilité, pour la Métropole, de participer au

financement d'équipements au profit des communes membres.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L. 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) applicable aux métropoles par renvoi de l'article L. 5217-7 du code précité, constitue une dérogation au principe de spécialité imposé aux établissements publics de coopération intercommunale.

L'article L. 5215-26 dispose : « Qu'afin de financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accord concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés».

Le montant total de la participation au financement d'équipements ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par le Conseil de la Métropole, chaque subvention allouée dans le cadre du fonds de concours doit faire l'objet d'un conventionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune bénéficiaire.

La commune d'Istres a déposé auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un dossier de demande de financement pour les opérations suivantes :

- Construction Multi accueil collectif d'Entressen,
- Rénovation base nautique d'Entressen,
- Rénovation des bâtiments communaux 2019,
- Rénovation des bâtiments sportifs 2019.

Le coût estimé pour l'ensemble des opérations s'élève à 3 822 500 € HT. La participation sollicitée est évaluée à 1 300 450 €, et est entièrement financée dans le cadre de la dotation affectée au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 092-4908/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation du budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence et adoption du budget primitif 2019 et des Etats Spéciaux de Territoires.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la participation au financement d'équipements pour la réalisation de l'ensemble des opérations listées ci-dessus sur la commune d'Istres ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondante.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la participation au financement d'équipements d'un montant de 1 300 450 euros à la commune d'Istres pour l'ensemble des opérations listées ci-dessus ainsi que la convention correspondante entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres précisant les modalités de versement de ladite participation.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section d'investissement, chapitre 2017501800, nature 2041412, code opération 2017501800.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 066-6673/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Réhabilitation 122 La Canebière**  
**MET 19/11239/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'immeuble implanté au 122 La Canebière à Marseille est entré dans le patrimoine métropolitain en 2016.

Suite à une investigation sur le patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le dernier trimestre 2018, ce site a été diagnostiqué comme nécessitant une réhabilitation dans les meilleurs délais en raison de faiblesse dans les structures de plancher.

Afin d'optimiser au mieux le potentiel de ce site, il est proposé :

- de refaire l'ensemble des planchers, assurant ainsi la stabilité du site, mais aussi permettant de garantir les charge d'exploitation admissibles ;
- de reprendre intégralement la cage d'escalier qui présente des déformations anormales ;
- de créer une gaine d'ascenseur pour assurer l'accessibilité du site et répondre aux exigences de l'AD'AP ;
- de réviser intégralement la toiture,
- de réhabiliter intégralement les façades (menuiserie comprises)

Ce programme de travaux a été chiffré à 800 000 euros TTC en coût d'opération.

L'opération d'investissement n°2019104200, « Réhabilitation 122 La Canebière », d'un montant de 800 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 191011BP du programme 01, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 800 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019104200 « Réhabilitation 122 La Canebière » pour un montant de 800 000 euros TTC, rattachée au programme 01 « Gestion de l'administration », code AP 191011BP.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2019 :	300 000 euros TTC
Année 2020 :	500 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 067-6374/19/CM**

**■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération "Travaux de réhabilitation sur le patrimoine bâti métropolitain" MET 19/11294/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du transfert de l'atelier Crillon vers le garage Rivoire & Carret, l'opération s'est déroulée sur deux exercices et a nécessité 600 000 euros de crédits supplémentaires afin de finaliser les travaux.

L'opération d'investissement n°2015110800 « Travaux de réhabilitation sur le patrimoine bâti métropolitain » inscrite au budget pour un montant de 10 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151011BP du programme 01, a été révisée à hauteur de 600 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 10 600 000 euros TTC.

Il convient de procéder à l'affectation de la révision de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FCT 016-19/02/15/CC du 19 février 2015 portant approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour la réalisation de travaux d'entretien et de grosses réparations sur le patrimoine bâti communautaire.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'opération d'investissement n°2015110800, a été révisée à hauteur de 600 000 euros TTC ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 600 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2015110800 « Travaux de réhabilitation sur le patrimoine bâti métropolitain », pour un montant de 600 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 10 600 000 euros TTC, rattachée au programme 01 « Gestion de l'administration », code AP 151011BP.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires ont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 6 372 423.18 euros TTC  
 Année 2019 : 1 840 000 euros TTC  
 Année 2020 : 1 800 000 euros TTC  
 Années suivantes : 587 576.82 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

# **FAG 068-6375/19/CM**

## **■ Approbation des modifications des statuts de la SEMAGORA**

### **MET 19/11589/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SEMAGORA est une société d'économie mixte créée en novembre 1990 dont l'objet est notamment la gestion de tous équipements publics et d'intérêt public sur le territoire de la ville d'Aubagne. Par substitution à la communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile, la Métropole Aix-Marseille-Provence détient aujourd'hui 64,26 % du capital de la SEMAGORA qui assure l'exploitation, la commercialisation et l'organisation du Centre de Congrès Agora dans le cadre d'une délégation de service public.

Suite aux évolutions institutionnelles induites par la loi Notre, la SEM a souhaité procéder à quelques modifications statutaires. Or aux termes de la loi n° 2002-1 du 2 janvier 2002, les modifications portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une SEML doivent faire l'objet d'une délibération des collectivités actionnaires préalablement à l'approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires de la SEML. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été saisie par la SEMAGORA d'un projet de modification de ses statuts sur lequel son conseil d'administration s'est prononcé favorablement par délibération du 18 avril 2019.

Les évolutions statutaires portent sur :

- L'objet social

Métropole Aix-Marseille-Provence	5 sièges
Conseil Départemental 13	1 siège
Ville de Gémenos	1 siège

Conformément à l'article L.1524-1 alinéa 3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'accord des représentants de la Métropole sur la modification portant sur l'objet social d'une société d'économie mixte ne peut intervenir qu'après autorisation, par délibération, du Conseil de la Métropole.

Les statuts actuels limitent l'action de la SEMAGORA à la ville d'Aubagne car lors de la création de la SEMAGORA, la commune était l'actionnaire public majoritaire. L'évolution juridique des Territoires a eu pour conséquence de substituer à cet actionnaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence devenue aujourd'hui actionnaire majoritaire de la SEMAGORA.

Afin de pouvoir exercer ses missions sur l'ensemble du Territoire métropolitain, la SEMAGORA doit donc procéder à la modification de ses statuts. Le conseil d'administration propose ainsi de modifier l'article 3 alinéa 1 des statuts afin de préciser les activités de la SEMAGORA et d'élargir son champ d'intervention sur l'ensemble du territoire métropolitain.

La nouvelle rédaction de l'article 3 alinéa 1 disposerait que « *Outre la gestion du centre de congrès Agora qui est à l'origine de sa création, la Société a pour objet la gestion de tous équipement publics et d'intérêt public tels que : centre de congrès, salle d'expositions, galeries, salle de spectacles (sans que cette liste soit exhaustive) et l'organisation de toutes manifestations à caractère culturel, sportif, économique et d'entreprises, touristique, foires et expositions, sur l'ensemble du Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Département, pour répondre aux besoins de ses actionnaires publics* ».

- La composition du conseil d'administration

Afin de se conformer à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'article 17 du projet des nouveaux statuts est complété par la répartition des sièges occupés par les collectivités territoriales et groupements actionnaires.

L'article serait rédigé comme suit : « *La répartition des 7 sièges occupés par les collectivités territoriales et leur groupement au sein du conseil d'administration est la suivante :*

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les statuts de la SEMAGORA modifiés le 29 juin 2011 ;
- Le procès-verbal du conseil d'administration de la SEMAGORA du 18 avril 2019 relatif à la modification de ses statuts ;
- Le projet de modification des statuts annexé à la présente délibération ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'afin d'adapter les statuts à l'évolution juridique des Territoires et de préciser les activités de la SEMAGORA, son conseil d'administration souhaite procéder à la modification des statuts ;
- Que sous peine de nullité, l'accord des représentants de la Métropole sur la modification portant sur l'objet social d'une société d'économie mixte ne peut intervenir sans une délibération préalable du Conseil de la Métropole approuvant la modification.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le projet de modification des statuts de la SEMAGORA annexé à la présente délibération.

**Article 2 :**

Les représentants de la Métropole au conseil d'administration et aux assemblées générales de la SEMAGORA sont autorisés à voter en faveur des modifications statutaires qui seront proposées à l'assemblée générale extraordinaire de la société.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 069-6376/19/CM**

**■ Création d'une centrale d'achat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône et approbation de la convention constitutive MET 19/11639/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans un cadre budgétaire contraint pour les collectivités locales, il est apparu intéressant de pouvoir proposer des outils de rationalisation de la commande publique. Ainsi le Département et la Métropole ont déjà engagé plusieurs actions dans le domaine des achats :

- la fusion de leurs conventions partenariales UGAP respectives, permettant d'accéder à des taux de marges inférieurs et d'en faire bénéficier l'ensemble des communes du Département et de la Métropole, dont 72 sont aujourd'hui adhérentes ;
- la création en mars 2019 d'un groupement de commandes permanent pour leurs besoins communs d'achats de prestations de services et de fournitures pour leurs directions de la communication respectives.

Il vous est proposé aujourd'hui d'apporter une nouvelle pierre à cette édifice en créant une centrale d'achat portée par les deux entités, afin d'optimiser l'efficacité de leurs achats et d'en faire profiter pleinement les communes et les satellites dans un souci de bonne utilisation des deniers publics.

Les missions de la centrale d'achat seront conformes au Code de la commande publique auquel elle est assujettie, et plus particulièrement :

- a) une activité de centrale d'achat pour le compte de ses membres :
  - ✓ passer et mettre à disposition de ses membres des marchés publics ;
  - ✓ conclure des partenariats, adhérer ou participer à d'autres structures de mutualisation de la commande publique (groupements de commande, centrales d'achat, etc.) ;
- b) des activités d'achats auxiliaires, consistant à fournir une assistance à la passation des marchés, notamment sous les formes suivantes :

- ✓ mise à disposition d'infrastructures techniques pour la conclusion des marchés de travaux, de fournitures ou de services ;
- ✓ conseil sur le choix, l'organisation et le déroulement des procédures de passation de marchés ;
- ✓ préparation et gestion des procédures de passation de marchés au nom de l'acheteur concerné et pour son compte.

Les principaux objectifs de cette centrale sont les suivants :

- ✓ dégager des économies d'échelle (mutualisation des achats) et en faire bénéficier pleinement les adhérents, tout en veillant à préserver le tissu économique local (« massifier avec discernement ») ;
- ✓ faire de l'achat public un véritable levier de développement économique du territoire (politique achat responsable unifiée, développement de l'économie circulaire) ;
- ✓ répondre à la demande de réactivité d'achat des adhérents (mise à disposition de marchés) ;
- ✓ optimiser les coûts de gestion administrative (diminution du nombre de procédures lancées au niveau territorial) pour les adhérents et pour les opérateurs économiques ;
- ✓ proposer une offre de service d'expertise.

Il apparaît après étude des différentes formes juridiques envisageables, que le Groupement d'Intérêt Public (GIP) est le plus adapté aux objectifs visés, notamment parce qu'il garantit une gestion souple facilitant les adhésions et permet d'associer plusieurs catégories de personnes morales.

Le GIP est une personne morale de droit public dotée de l'autonomie administrative et financière. Il est constitué sur convention approuvée par le Préfet.

Par conséquent, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver la constitution d'une centrale d'achat commune entre la Métropole et le Département sous la forme d'un Groupement d'Intérêt Public.

Le fonctionnement de cette centrale d'achat est détaillé dans la « convention constitutive de la centrale d'achat créée entre la Métropole Aix-Marseille

Provence et le Département des Bouches-du-Rhône » annexée à la présente délibération.

La convention constitutive précise notamment les points suivants :

- la durée du GIP, créé pour une durée indéterminée,
- les collèges de membres et leurs droits statutaires respectifs,
- les droits et obligation des membres,
- les conditions d'adhésion et de retrait des membres,
- la contribution des membres,
- les compositions et les compétences respectives de l'assemblée générale et du conseil d'administration,
- les ressources, le budget, et le régime applicable au personnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;
- Le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit ;
- le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux Groupements d'intérêt public ;
- L'arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;



- Le décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- que la présente constitution d'une centrale d'achat entre la Métropole et le Département permet de mutualiser leurs achats et de faire bénéficier les communes et les satellites de leur surface d'achat, ainsi que de leur expertise juridique et achat,
- que ce regroupement permet, dans un cadre budgétaire contraint pour les collectivités locales, de proposer des outils de rationalisation de la commande publique,
- que la forme de Groupement d'Intérêt Public (GIP) semble la plus adaptée à la création de la centrale d'achat.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée par la Métropole, en tant que membre fondateur avec le Département des Bouches-du-Rhône, la création de la centrale d'achat, dont la dénomination juridique est « Centrale d'achat créée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches-du-Rhône ».

**Article 2 :**

Est approuvée la convention constitutive de la centrale d'achat.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé :

- à signer la convention constitutive de la centrale d'achat,
- à présenter le dossier de création de la centrale d'achat en préfecture,
- à procéder à tout acte nécessaire à la constitution de la centrale d'achat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 070-6377/19/CM**

**■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes  
MET 19/11434/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou par délégation, le Bureau de la Métropole, est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient à l'organe délibérant de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs, notamment en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, l'organe délibérant de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes.

Il est donc proposé aujourd'hui au Conseil de la Métropole de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, compte tenu de la fin du mandat d'élue métropolitaine de Madame Carine ROGER, il convient de procéder à son remplacement au sein des différents organismes, ci-après listés, et de modifier sur ce point les délibérations afférentes :

- Le conseil d'administration de la Société du Canal de Provence (SCP) pour lequel Madame Carine ROGER a été désignée en qualité de censeur par l'article 2 de la délibération n°DEA 006-4225/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 ;
- La commission permanente de travail et d'études « Cadre de Vie, Traitement des déchets, Eau et Assainissement » dont la composition a été fixée par la délibération modifiée n° HN 002-135/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 ;

- Le conseil d'administration de la Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban dont la composition a été fixée par l'article 5 de la délibération n°DEA 049-3357/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, et complétée par l'article 3 de la délibération n°DEA 009-4228/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 ;
- Le conseil d'administration de la SPL « L'Eau des Collines » pour lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants par la délibération n°FAG 093-575/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, complétée par la délibération n°DEA 040-5260/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018.

En outre, par délibération n°FAG 100-582/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 modifiée, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné les membres du conseil d'administration de la Régie des Transports Métropolitains (RTM), à savoir dix administrateurs représentant la Métropole (autorité organisatrice des transports), un administrateur choisi en raison de sa compétence, deux administrateurs représentants des clients des transports collectifs, un administrateur sur proposition du Conseil départemental, un administrateur sur proposition de la CCIMP et trois administrateurs représentant le personnel (un représentant le personnel d'exécution, un représentant le personnel de maîtrise et un représentant le personnel cadre). Le mandat des administrateurs, d'une durée de 3 ans, arrivant à échéance le 30 juin 2019, il convient de pourvoir à la désignation des nouveaux membres du conseil d'administration de la RTM.

Cette désignation sera effective à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou par délégation, le Bureau de la Métropole, est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi à l'organe délibérant de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs, notamment en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;
- Que, dans ce cadre, l'organe délibérant de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

#### **Article 2 :**

Sont modifiées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du conseil d'administration de la Société du Canal de Provence (SCP), de la commission permanente de travail et d'études « Cadre de Vie, Traitement des déchets, Eau et Assainissement », du conseil d'administration de la Régie des eaux et de l'assainissement du bassin minier et du Garlaban et du conseil d'administration de la SPL « L'Eau des Collines », telles qu'approuvées par l'article 2 de la délibération n°DEA 006-4225/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, par la délibération modifiée n° HN 002-135/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016, l'article 5 de la délibération n°DEA 049-3357/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 (complétées par l'article 3 de la délibération n°DEA 009-4228/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018) et par la délibération n°FAG 093-575/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 (complétée par la délibération n°DEA 040-5260/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018).

### **Article 3 :**

Est approuvée la désignation des membres du conseil d'administration de la Régie des Transports Métropolitains (RTM) telle qu'elle figure dans le tableau joint à la présente.

Cette désignation sera effective à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 071-6378/19/CM**

#### **■ Approbation de l'avenant n°15 à la convention action sociale pour l'exercice 2019 relatif à la participation financière aux frais de fonctionnement du CAS MET 19/11447/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans l'attente de la mise en place d'une harmonisation des politiques d'actions sociales métropolitaines, une reconduction des dispositifs existants a été approuvée par le conseil métropolitain réuni le 13 décembre 2018.

Dans ce cadre, l'avenant n°14 à la convention N° 05/1005 passée avec la Communauté Urbaine en date du 6 janvier 2005, a été approuvé par délibération N°FAG 162-467918/CM du 13 décembre 2018.

Conformément à l'article 2 de cette convention, la participation financière de la Métropole est fixée à la somme de 320 euros par an et par agent.

Le montant global de la participation financière couvre uniquement l'ensemble des dépenses relatives aux prestations délivrées aux agents métropolitains du Territoire de Marseille-Provence et étendu aux agents transférés et nouvellement recrutés sur des postes définis sur l'organigramme métropolitain.

Compte tenu de l'effectif croissant bénéficiant des prestations d'action sociale, il est proposé de participer financièrement aux frais de fonctionnement du Comité d'Action Sociale.

Ces dépenses de fonctionnement sont évaluées en fonction des dépenses liées aux évolutions réglementaires et des nécessités de sécurisation des outils de gestion mais également des frais de mise à disposition de personnel et de moyens généraux.

Cette participation est fixée à 20% du montant annuel de la participation financière aux prestations délivrées par le Comité d'Action Sociale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 16/861/CC du 17 décembre 2004 relative à l'extension du dispositif d'action sociale avec le Comité d'Action Sociale à l'ensemble du personnel de MPM ;
- La convention n° 05/1005 du 6 janvier 2005 passée avec le Comité d'Action Sociale ;
- La délibération FCT 016-1148/09/CC du 26 mars 2009 relative à la participation de la Communauté Urbaine à l'Association Comité d'Action Sociale ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 CM du 30 juin 2016 portant approbation du pacte de gouvernance financier et fiscal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 162-4979/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant l'avenant n°14 à la convention avec le Comité d'Action Sociale pour le personnel affecté auprès du Territoire Marseille-Provence et étendu aux agents transférés et nouvellement recrutés sur des postes définis sur l'organigramme métropolitain ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité de participer aux frais de fonctionnement du Comité d'Action Sociale

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 15, ci-annexé, à la convention n° 05/1005 du 6 janvier 2005 passée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Comité d'Action Sociale.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires soit 273 792 euros pour l'exercice 2019 sont inscrits au chapitre 012, charges de personnel et frais assimilés, nature 6478 pour le budget principal et le budget collecte et traitement des déchets 2019 et nature 6472 pour les budgets annexes 2019 (port, eau, assainissement, transports, crematorium).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 072-6379/19/CM**

#### **■ Création et définition d'emplois MET 19/11452/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour assurer l'adéquation des postes avec les besoins de fonctionnement de la Collectivité et permettre d'intégrer les compétences professionnelles nécessaires à l'accomplissement des missions métropolitaines, il est proposé de créer et de définir l'ensemble des postes mentionnés ci-après.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 079-18/10/18 CM du 18 octobre 2018 portant définition d'emplois permanents et création d'emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité ;
- La délibération FAG 011-5708/19/CM du 28 mars 2019 portant création et définition d'emplois ;

- La délibération FAG 004-16/05/19 CM du 16 mai 2019 portant créations, définitions et suppressions d'emplois ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

## **Article 1 :**

Afin de tenir compte des évolutions de carrières et de permettre les nominations concours, est approuvée la création d'emploi relevant du grade suivant :

- 2 attachés
- 1 assistant socio-éducatif 1° classe.

## **Article 2 :**

Afin d'ajuster le tableau des emplois aux besoins de la collectivité, sont approuvées les créations d'emplois permanents sur les grades ou les cadres d'emplois suivants :

- 1 technicien.
- 5 rédacteurs.
- 2 éducateurs des activités physiques et sportives.
- 5 adjoints techniques.
- 5 adjoints administratifs.

## **Article 3 :**

Afin de promouvoir les agents inscrits sur les listes d'aptitudes de promotion interne de l'année 2019, sont approuvées les créations de postes, sur emplois permanents à temps complet :

- 4 ingénieurs.
- 6 attachés.
- 4 techniciens.
- 4 rédacteurs.
- 67 agents de maîtrise.

Afin de promouvoir les agents inscrits sur les listes d'aptitudes d'avancement de grade de l'année 2019, sont approuvées les créations de postes, sur emplois permanents à temps complet :

- 1 ingénieur en chef hors classe.
- 1 ingénieur hors classe.
- 5 attachés hors classe.
- 3 professeurs de CFA hors classe.

- 14 ingénieurs principaux.
- 15 attachés principaux.
- 2 assistants socio-éducatifs principaux.
- 4 assistants de conservation principaux de 2° classe.
- 8 éducateurs principaux de 1° classe.
- 4 animateurs principaux de 1° classe.
- 1 technicien principal de 1° classe.
- 12 rédacteurs principaux de 1° classe.
- 12 rédacteurs principaux de 2° classe.
- 1 adjoint animation principal de 1° classe.
- 3 adjoints animation principal de 2° classe.
- 1 adjoint du patrimoine principal de 2° classe.
- 75 agents de maîtrise principaux.
- 150 adjoints techniques principaux de 1° classe.
- 136 adjoints techniques principaux de 2° classe.
- 138 adjoints administratifs principaux de 1° classe.
- 42 adjoints administratifs principaux de 2° classe.

#### **Article 4 :**

Par délibération FAG 011-5708/19/CM du 28 mars 2019, le Conseil Métropolitain a, à l'article 3, approuvé différentes redéfinitions de postes, sur emplois permanents à temps complet.

Pour faire suite à une erreur matérielle, l'emploi de secrétaire général dédié à la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être redéfini comme suit :

- Un Secrétaire Général inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux et des administrateurs territoriaux. Description du poste : Mettre en œuvre les actions décidées par le DGS en étroite collaboration des DGA et DGS de territoires. Etre force de proposition dans l'élaboration de la stratégie à mettre en œuvre au niveau de l'ensemble de l'administration métropolitaine. Assurer un lien permanent entre le cabinet et l'administration notamment dans la gestion des actions relevant des assemblées et du protocole. Profil : Titulaire d'un diplôme BAC +5

#### **Article 5 :**

Par délibération FAG 004-16/05/19 CM du 16 mai 2019, le Conseil Métropolitain a approuvé dans son article 3 plusieurs créations et définitions d'emplois.

Cet article doit être complété de la mention suivante :  
« Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste ».

#### **Article 6 :**

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les créations de postes suivants, sur emploi permanent à temps complet.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements sur ces postes se feront en application de l'article 3-3 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent au grade précisé dans chaque définition de poste.

#### **Sous l'autorité de la Présidente :**

- Deux Inspecteurs à l'Inspection Générale des Services inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Assurer sous la responsabilité de l'IGS, la réalisation de missions d'enquête administrative, de contrôle et d'études. Participer à une fonction d'assurance et de conseil auprès de l'exécutif métropolitain et de la Direction Générale des Services. Profil : Titulaire d'un Bac +3 minimum.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques :**

- Un Conseiller juridique à la Direction Commande Publique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assister et encadrer par sa parfaite maîtrise des mécanismes du droit de la commande publique, la mise en œuvre des procédures de mise concurrence requises par la réglementation nationale et communautaire. Conseiller et assister sur le plan juridique les directions sur le choix du montage contractuel approprié. Profil : Maîtrise de la passation et l'exécution des marchés publics, application de la réglementation des marchés publics, capacité rédactionnelle. Titulaire d'un Bac +3.
- Un Conseiller juridique à la Direction Juridique Schémas, Grands Projets et Contentieux au Service Juridique, Gestion des Services Publics et Concessions inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assurer le conseil et l'assistance juridiques auprès des services opérationnels concernant la gestion des services publics et concessions. Profil : Maîtrise de la passation et l'exécution des

marchés publics, application de la réglementation des marchés publics, capacité rédactionnelle. Titulaire d'un Bac + 5 en droit public.

- Un Acheteur à la Direction Programmation et Performance Achats inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Assurer en tant que référent sur son périmètre d'achat, la définition et l'animation de la stratégie d'achats, le pilotage de la démarche achats en mode projet pour la mise en place des marchés sur le périmètre des segments dont il/elle a la charge, le suivi des achats et le pilotage de la performance. Profil : Mettre en œuvre des actions de gestion de projets, sens de la conviction, de la négociation. Expérience dans les achats publics ou privés. Titulaire d'un Bac +3 minimum.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'information :**

- Un Ingénieur Telecoms en remplacement d'un poste d'Ingénieur réseaux télécom à la Direction des Infrastructures Informatiques et Telecoms, inscrit à la nomenclature au cadre d'emplois des ingénieurs et techniciens territoriaux. Description du poste : Définir l'architecture de télécommunications. Gérer les infrastructures de télécommunication de la collectivité. Garantir le bon fonctionnement et la fiabilité du réseau téléphonique de la collectivité. Assurer la gestion (lancement et exécution) des appels d'offre. Gérer les projets. Profil : Titulaire d'un Bac +2.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Finances et Budget :**

- Un Directeur Budget programmation Prospective à la Direction Budget Programmation Prospective initialement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux et élargi au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux. Description du poste : Organiser le processus budgétaire pour garantir le respect des trajectoires financières définies par la gouvernance métropolitaine. Optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'emploi des ressources. Participer à l'identification et à la gestion des risques financiers inhérents à la collectivité. Coordonner les travaux de programmation prévisionnelle des investissements, de prospective financière et d'anticipation des impacts financiers des grands projets. Profil : Maîtrise des règles liées au budget, aux techniques de programmation dans une logique d'approche

prospective. Encadrer et diriger des équipes. Titulaire d'un Bac +5.

- Un Analyste Financier à la Direction Budget Programmation Prospective - Service Budget inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Construire et suivre des budgets métropolitains en collaboration avec les territoires et les DGA. Analyser de la gestion financière, mettre en place des outils de pilotage sur la préparation et l'exécution budgétaire. Gérer et optimiser les conventions de recettes. Profil : Titulaire d'un Bac +3.
- Un Chef de Service Ingénierie Financière à la Direction Recette et Ingénierie Financière inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : concevoir, auprès du directeur, le cadre d'intervention, les principes méthodologiques, les compétences et les profils de poste à rassembler, qui guideront le développement des missions d'ingénierie financière. Participer à la mise en place de la stratégie financière long-terme de la métropole et déterminer les modes de financements optimaux des projets d'investissement. Elaborer des modélisations financières, des analyses de la structuration des financements des projets d'investissement de la métropole, des modèles détaillés de cash-flows financiers permettant de définir les structures financières les plus adéquates et d'analyser la rentabilité socio-économique et financière des projets d'investissement. Profil : Ecole d'Ingénieur de premier rang ou troisième cycle universitaire avec une spécialisation en Finance/ Mathématiques Financières/ ingénierie financière de projet et avec de bonnes connaissances en gestion de projet d'investissement. Titulaire d'un Bac +3 à 5.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines :**

- Un Chargé de mission paye et ingénierie RH à la Direction Gestion Administrative du Personnel, service Ingénierie expertise, initialement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux et élargi au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Description du poste : Assurer des travaux d'expertise dans les domaines de la paie et de la comptabilité RH (études, pilotage de campagnes, procédures, veille réglementaire), et être en charge de sécuriser les actions du service en collaboration avec le chef de service et son adjoint. Profil : Identifier le besoin au travers

de la demande, connaître le statut de la FPT, la gestion et les outils RH. Maîtriser des méthodes et techniques de rémunération. Titulaire d'un Bac +3.

**Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale :**

- Deux chargés d'actions foncières à la Direction Aménagement et Habitat – Service Actions foncières inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Assurer l'ensemble des actions pour maîtriser le foncier nécessaire à la conduite des projets de lutte contre l'habitat indigne. Assurer le traitement des mises en demeure d'acquiescer et suivre les procédures d'acquisitions foncières amiables, par voie de préemption et par voie d'expropriation. Mettre en œuvre et suivre les cessions foncières. Profil : Titulaire d'un Bac +3.
- Un Chargé d'Opérations Aménagement à la Direction Aménagement et Habitat – Service Aménagement et Habitat Marseille Nord inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et attachés territoriaux. Description du poste : Assurer la conduite des opérations d'aménagement, de renouvellements urbains définis par les politiques publiques. Participer à la définition du mode de réalisation. Mettre en œuvre et conduite d'opérations d'aménagement à l'échelle territoriale en relation avec les concessionnaires. Organiser et coordonner l'action des différents partenaires. Profil : Universitaire et/ou écoles (ingénieurs, architectes...) dans les domaines de l'aménagement, l'urbanisme et le développement local. Titulaire d'un Bac +5
- Un Coordonnateur de Port à la Direction Environnement et Ports de Plaisance – Service Capitaineries inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Gérer et coordonner l'activité et les missions des capitaineries du Frioul, de la Pointe Rouge et du Vieux-Port ainsi que tous les petits ports rattachés. Faire respecter la réglementation applicable sur l'espace portuaire. Profil : Connaissance du langage marin et des bateaux, des principes des engagements comptables, des règles de l'achat public, des techniques de matelotage, encadrement d'une équipe. Titulaire d'un Bac +3.
- Un Chargé de Mission Environnement à la Direction Environnement et Ports de Plaisance – Service Capitaineries inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Elaboration, mise en œuvre et suivi des plans d'actions relevant des compétences environnementales du CT Marseille Provence. Profil : Titulaire d'un Bac +3.
- Un Chef de division énergie renouvelable et de récupération à la Direction Mer, Littoral, Milieux aquatiques, Ports et Energie, initialement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux et élargi aux cadres d'emploi des techniciens et rédacteurs territoriaux. Description du poste : Contribuer à accroître la production d'électricité et de gaz de source renouvelable sur le territoire, à travers le portage métropolitain de projets ainsi que l'accompagnement des projets d'autres acteurs du territoire. Profil : Croisement des données pour produire des analyses globales, connaissance et application des réglementations de la commande publique et des finances, sens de la conviction. Titulaire d'un Bac +3.
- Deux Chargés d'études en urbanisme réglementaire à la Direction de la Planification et Urbanisme, Service Urbanisme Réglementaire inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Coordonner le suivi et l'archivage des procédures d'urbanisme élaborées par les Conseils de Territoires sur l'ensemble du territoire métropolitain. Profil : Titulaire d'un Bac +3.
- Un Chargé d'études Projets Urbains à la Direction de la Planification et Urbanisme, Service Urbanisme Réglementaire inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Assurer l'alimentation au fond des procédures d'évolution des documents d'urbanisme intercommunaux ainsi que des procédures connexes. Assurer l'interface avec les services de la Ville de Marseille, les mairies de secteur et les élus. Profil : Titulaire d'un Bac +3.
- Un Chargé de développement territorial à la Direction de la Politique de la Ville – Service territorial centre et sud inscrit à la nomenclature en référence au cadre

d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : mettre en œuvre le programme d'actions du Contrat de Ville et sa déclinaison territoriale, le projet de territoire, portant sur des thématiques urbaines, sociales et économiques en lien avec les partenaires associatifs et institutionnels et les conseils citoyens.

Profil : Capacité à assurer les phases d'élaboration, de suivi, de mise en œuvre et de bilan de projets, connaissance des règles et procédures applicables au domaine d'activité. Permis B obligatoire. Titulaire d'un Bac +4.

- Un Chef de division à la Direction Habitat et Politique de la Ville – Service territorial nord, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Mettre en œuvre le programme d'actions du Contrat de Ville et sa déclinaison territoriale, le projet de territoire, portant sur des thématiques urbaines, sociales et économiques en lien avec les partenaires associatifs et institutionnels et les conseils citoyens. Profil : Titulaire d'un Bac+3.
- Quatre Coordonnateurs Métropole Ateliers Santé Ville à la Direction Habitat et Politique de la Ville – Service Cohésion sociale inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Définir et mettre en œuvre une politique locale de santé publique, Planifier le volet santé du contrat de ville en lien avec les autres thématiques et animer soutenir et dynamiser le réseau des ASV sur les territoires du Pays d'Aix, d'Istres Ouest Provence et du Pays Salonais. Assurer une veille stratégique sur les nouvelles dynamiques. Profil : Capacité d'aide à la décision, d'analyse d'une situation ou des événements imprévus en proposant des solutions ad hoc, d'alerte sur la hiérarchie en cas de risques. Aptitude à la communication orale et écrite et maîtrise des techniques de formalisation. Titulaire d'un Bac +3.
- Un Chef de Division Gestion Patrimoniale à la Direction Foncier et Patrimoine – Service Action Foncière et Gestion Immobilière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Planifier la réalisation et la gestion d'un inventaire patrimonial dans le cadre de l'instruction budgétaire et comptable M57 dans la perspective d'une stratégie active de gestion de patrimoine (asset-facility-property) à moyen terme. Profil : Titulaire d'un Bac +3.

- Un Chef de Division Outil Foncier à la Direction Foncier et Patrimoine – Service Action Foncière et Gestion Immobilière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Harmoniser les outils fonciers utilisés par les territoires, les procédures afférentes et les délais d'instructions de chaque CT. Proposer une boîte à outils du foncier dans le cadre du projet d'aménagement métropolitain. Piloter les dossiers d'acquisition et cessions complexes et apporter un soutien aux CT en termes d'expertise immobilière : DUP. Profil : Titulaire d'un Bac +3.

• Un Gestionnaire de Contrats à la Direction Foncier et Patrimoine – Service Action Foncière et Gestion Immobilière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assurer la gestion des contrats du service. Profil : Titulaire d'un Bac +3.

• Un Chargé de Mission à la Direction Ressources, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assurer la sécurité juridique des Marchés Publics, des Conventions et des Délégations de Service Public. Mettre en place et assurer le suivi des différents contrats. Profil : Titulaire d'un Bac+3.

- Un Juriste de Droit Public à la Direction Ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emploi des attachés territoriaux. Description du poste : Assister l'équipe et le chef de service dans la gestion des dossiers en particulier en matière de ressources humaines (recrutement, gestion de carrière, formation...). Participer au contrôle des actes et documents divers émis par la DGA et transitant par la Direction Ressources (rapports enrôlés en conseils de Territoire et de la Métropole, décisions, arrêtés, conventions, Profil : Titulaire d'un Bac+3.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Mobilité Transport Espace Public et Voirie :**

Un Conseiller juridique à la Direction Ressources – Service Commande Publique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assister et encadrer par sa parfaite maîtrise des mécanismes du droit de la commande publique, la mise en œuvre des procédures de mise concurrence requises par la réglementation nationale et communautaire. Conseiller et assister sur le



plan juridique les directions sur le choix du montage contractuel approprié. Profil : Maîtrise de la passation et l'exécution des marchés publics, application de la réglementation des marchés publics, capacité rédactionnelle. Titulaire d'un Bac +3.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Eau et Assainissement**

- Un Chargé de contrôle qualité et performance de l'assainissement collectif au Service Gestion Qualité Performance, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Superviser le suivi des engagements en matière de qualité et de performance du service d'assainissement collectif. Evaluer la qualité et la performance des services rendus au titre des contrats de délégation du service public de l'assainissement collectif. Profil : Titulaire d'un Bac +3.

#### **Pour la Direction Générale Adjointe Développement Economique et Attractivité :**

- Un chef de projet industries maritimes et logistiques initialement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et élargi au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : assurer le pilotage de projets complexes et multi partenariaux, assurer le rôle de responsable du suivi technique, budgétaire et calendaire des projets, apporter une vision globale et prospective du volet métropolitain lié aux industries maritime et logistique, développer et entretenir un réseau, rédiger les rapports d'études. Profil : pratique de la conduite de projets complexes, aptitude à la communication orale et écrite, compréhension du monde économique et institutionnel, rigueur, précision, ouverture d'esprit. Titulaire d'un Bac +3.

#### **Pour le Pôle Propreté, Cadre de Vie et Valorisation des Déchets du Territoire, Marseille Provence :**

- Un Chef de service de la Redevance Spéciale et Partenariat au service redevance spéciale et partenariat inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Garantir l'application de la redevance spéciale pour l'ensemble des professionnels y souscrivant. Apporter une expertise dans la gestion des déchets des professionnels. Profil : Titulaire d'un Bac +3.

#### **Pour le Pôle Voirie Espace Public**

- Un Chargé de Programmation à la Direction Ressources et Méthodes – Service Gestion Financière inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Animer l'équipe recettes et piloter l'activité programmation de la direction de pôle. Encadrer et contrôler les agents chargés du suivi des recettes et de la programmation. Projeter et suivre l'exécution du budget (autorisations de programme et crédits de paiement). Gérer les transferts de crédits nécessaires au bon fonctionnement de l'exercice comptable et en assurer un suivi. Profil : Master en finances publiques, comptabilité publique. Titulaire d'un Bac +3.
- Un Responsable de Division Urbanisme et Alignement à la Direction Aménagement Espace Public – Service Gestion Espace Public inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et attachés territoriaux. Description du poste : Assurer l'instruction des demandes d'alignement et des autorisations de construire pour ce qui concerne la voirie. Assurer les procédures et le bon fonctionnement de la division. Profil : Titulaire d'un Bac +3.

#### **Pour le Pôle Déplacements et Espaces Publics**

- Un Chargé d'opérations aménagement Centre initialement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et élargi au grade de techniciens principaux de 1° et 2° classe territoriaux. Description du poste : Assurer la conduite des opérations d'aménagement supérieures à 150 000€ faisant l'objet de passation de marchés ou l'utilisation par marchés subséquents, sur l'ensemble de la zone géographique du Territoire Marseille Provence, spécifiquement sur Marseille. Profil : Titulaire d'un diplôme d'ingénieur (Ingénieur) ou Bac + 3 (technicien).
- Un Chargé d'opérations aménagement Ouest initialement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et élargi au grade de techniciens principaux de 1° et 2° classe territoriaux. Description du poste : Assurer la conduite des opérations d'aménagement supérieures à 150 000€ faisant l'objet de passation de marchés ou l'utilisation par marchés subséquents, sur l'ensemble de la zone géographique du Territoire Marseille Provence, spécifiquement sur les communes de l'Ouest. Profil : Titulaire d'un diplôme

d'ingénieur (Ingénieur) ou Bac + 3 (technicien).

- Un Chargé d'opérations aménagement Marseille Provence initialement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et élargi au grade de techniciens principaux de 1° et 2° classe territoriaux. Description du poste : Assurer la conduite des opérations d'aménagement supérieures à 150 000€ faisant l'objet de passation de marchés subséquents, sur l'ensemble de la zone géographique du conseil de territoire Marseille Provence. Profil : Titulaire d'un diplôme d'ingénieur (Ingénieur) ou Bac + 3 (technicien).
- Un Chargé d'opérations aménagement Est initialement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et élargi au grade de techniciens principaux de 1° et 2° classe territoriaux. Description du poste : Assurer la conduite des opérations d'aménagement supérieures à 150 000€ faisant l'objet de passation de marchés subséquents, sur l'ensemble de la zone géographique du conseil de territoire Marseille Provence, spécifiquement sur les communes de l'Est. Profil : Titulaire d'un diplôme d'ingénieur (Ingénieur) ou Bac + 3 (technicien).
- Un Responsable de division SIG et marchés inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et élargi au grade de techniciens principaux de 1° et 2° classe territoriaux. Description du poste : Exécuter l'ensemble des tâches liées à la mise en œuvre et au développement des données métier voirie dans le SIG. Procéder au contrôle des données métiers voirie et à leur intégration dans le SIG, ainsi que leur exploitation (requête, analyse, mise en place de routines...) notamment pour l'élaboration de programmes d'interventions. Assurer la veille technique en liaison avec les services du SIG et encadrer la Division Gestion des Données SIG et le travail des opérateurs SIG/Données de la Direction. Profil : Titulaire d'un diplôme d'ingénieur (Ingénieur) ou Bac + 3 (technicien).
- Un Responsable de division inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs et techniciens principaux de 1° et 2° classe territoriaux. Description du poste : Participer à l'élaboration des objectifs, des procédures et du plan d'action du service puis en assurer la mise en œuvre opérationnelle. Suivre les travaux et la réalisation des projets. Profil : Titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou Bac + 5.

## **Pour les services du Territoire d'Aix et du Pays d'Aix :**

A la Direction des Risques

- Un chargé de mission projets d'accompagnements aux communes en matière de risques initialement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux et élargi au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Anticiper à l'exécution des tâches opérationnelles et administratives liés au fonctionnement du service : Organiser et mettre en œuvre les orientations et axes validés par la direction. Profil : 3 à 5 ans d'expérience et Bac + 5.

A la Direction Eau et Assainissement

- Un Chef de projets travaux réseaux au Service Travaux réseaux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs. Descriptif du poste : Mettre en œuvre le programme de travaux sur les réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement. Encadrer une équipe de techniciens. Profil : CATEC / AIPR. Titulaire d'un Bac + 3.

Au Pôle Urbanisme et Aménagement

- Un Chargé d'Ingénierie à la Direction Planification Urbanisme inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs, attachés, techniciens et rédacteurs territoriaux. Descriptif du poste : Assurer le suivi technique des procédures d'évolutions des PLU communaux sous la responsabilité du chef de service projets et proximité. Il participera à la réalisation du PLUi. Profil : Titulaire d'un Bac + 3 à 5 en urbanisme et en aménagement du territoire.

## **Pour les services du Territoire du Pays Salonais**

Au pôle Sport

- Un Directeur de la Piscine de Berre l'Etang au Service Piscine inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives. Descriptif du poste : Diriger la piscine Berre l'Etang. Encadrer l'équipe. Profil : Titulaire d'un BEESAN, permis B.

## **Pour les services du Territoire du Pays de Martigues**

A la Direction Emploi, Formation, Insertion

- Un Chargé des relations entreprises et de l'animation des clauses sociales, initialement affecté dans la délibération FAG 004-16/0519 CM du 16 mai 2019 à la Direction Générale Adjointe Emploi Insertion Economique et Sociale est affecté au territoire du Pays de de Martigues. Le poste est inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : développer l'intégration des clauses sociales dans la commande publique et les marchés privés du territoire et d'accompagner les entreprises attributaires à mettre en œuvre les actions d'insertion définies. Profil : Titulaire d'un Bac+3.

#### **Article 7 :**

##### **Recrutement dans le cadre d'accroissements temporaires d'activité**

En raison de l'accroissement de l'activité de certains services, il y a lieu de créer les emplois non permanents ci-dessous dans les conditions prévues à l'article 3 alinéa 1 de la loi n°84-53 (contrat d'une durée maximale de 12 mois compte-tenu des renouvellements pendant une même période de 18 mois consécutifs). Ces emplois non permanents sont créés à temps complet. La rémunération de chacun des emplois sera plafonnée par référence au dernier échelon et au régime indemnitaire afférent du cadre d'emplois précisé pour chaque poste.

Il est proposé de créer les emplois non permanents suivants :

##### **Pour le Territoire de Marseille Provence :**

Le recrutement d'un gestionnaire ressources humaines à la DGA Ressources Humaines – Direction Méthodes et Projets – Service GPEEC en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux qui aura pour mission la saisie et la fiabilité des informations relatives au poste à l'affectation dans le logiciel astre RH.

Le recrutement d'un conseiller juridique à la DGA Mobilité Transport Espace Public et Voirie - Direction Ressources en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assister et encadrer par sa parfaite maîtrise des mécanismes du droit de la commande publique, la mise en œuvre des procédures de mise concurrence requises par la réglementation nationale et communautaire. Profil : Maîtrise de la passation et l'exécution des marchés publics, application de la réglementation des marchés publics, capacité rédactionnelle. Titulaire d'un Bac +3.

##### **Pour le territoire du Pays Salonais**

Le recrutement d'un chargé de mission auprès du Président et des Vice-Présidents du Conseil de Territoire du Pays Salonais (Présidence du Conseil de Territoire Pays Salonais) en référence au cadre

d'emplois des administrateurs territoriaux. Description du poste : participer aux CODIR, aux bureaux et aux conseils de territoire, conseiller le Président et les vice-présidents du Conseil de Territoire du Pays Salonais, notamment dans le domaine de la politique de la ville, participer à l'élaboration des marchés publics rattachés au projet ANRU de la Ville de Salon de Provence. Profil : bonnes connaissances en politique de la ville, bonnes connaissances en finances et en marchés publics, aptitude à la négociation et au travail en équipe.

##### **Pour le territoire d'Aubagne et du Pays de l'Etoile**

Le recrutement d'un gestionnaire technique polyvalent qui aura comme double mission :

- la gestion du domaine de la Font de Mai situé en zone Zapef prévention lutte contre l'incendie.
- la gestion de la salle de spectacle et des festivités sur Auriol afin d'assurer une présence sur site, gérer les entrées et ouverture, gérer l'accueil des prestataires, mise en sécurité du site.

#### **Article 8 :**

##### **Recrutement de vacataires**

Il est proposé de créer les emplois non permanents suivants :

##### **Pour le territoire d'Istres Ouest Provence**

Le recrutement de 2 agents vacataires pour l'animation de conférences portant sur l'évolution de la société et des technologies de la connaissance, représentant un volume horaire total de 10 heures maximum pour les 2 conférences. Pour l'accomplissement de ces missions, la rémunération s'établit sous la forme de vacations fixées au taux horaire brut de 196.50 €, rémunérées au prorata temporis sur la base d'un état de présence après service fait.

#### **Article 9 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 073-6380/19/CM**

##### **■ Approbation du régime indemnitaire RIFSEEP - Additif n°2 MET 19/11457/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé le régime indemnitaire RIFSEEP applicable à l'ensemble des agents de la Métropole.

Par délibération FAG 014-28/03/19 CM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole a procédé à la clarification de certaines règles d'attribution du RIFSEEP et décidé d'augmenter à hauteur de 300 euros la modulation annuelle du régime indemnitaire, dans le respect des plafonds réglementaires.

Compte tenu de la publication au Journal officiel du 28 février 2019 d'un arrêté interministériel prévoyant l'adhésion du corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts au nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, le RIFSEEP peut désormais être transposé au cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux.

Il convient donc de compléter la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 telle que modifiée par celle du 28 mars 2019, pour mise en œuvre du RIFSEEP au bénéfice des ingénieurs en chef territoriaux. A cet effet, l'annexe 1 relative aux montants des plafonds par cadres d'emplois, doit être complétée par l'insertion d'un tableau concernant ce cadre d'emplois.

Il convient également de modifier la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 précitée pour mise en œuvre du RIFSEEP en tant que le décret n° 2017-901 du 9 mai 2017 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs prévoit, dans son article 1<sup>er</sup>, le passage de ce dernier en catégorie A à compter du 1<sup>er</sup> février 2019, dans le cadre du PPCR. L'annexe 1 doit être corrigée pour tenir compte de cette évolution.

Il convient de rectifier l'annexe 2 de la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 qui liste dans des cadres d'emplois de catégorie A+ le cadre d'emplois des psychologues, alors même que ce dernier est un cadre d'emplois de catégorie A. Le groupe fonction des psychologues nécessite donc une nouvelle classification dans le tableau des fonctions.

Enfin, pour tenir compte des observations formulées par la préfecture le 23 avril 2019, il convient d'abroger l'article 5 de la délibération FAG 85-12 du 13 décembre 2018 en tant qu'il prévoit le maintien de l'Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) en cas de congé longue maladie (CLM) ou de congé longue durée (CLD).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87,88, 111 et 136 ;
- Le décret n°50-1253 du 6 octobre 1950 fixant les taux de rémunération des heures supplémentaires d'enseignement effectuées pour les personnels enseignants des établissements d'enseignement du second degré ;
- Le décret n°68-929 du 24 octobre 1968 relatif à l'attribution de primes de service aux personnels des établissements nationaux de bienfaisance, des hôpitaux psychiatriques autonomes et des instituts nationaux de jeunes sourds et de jeunes aveugles ;
- Le décret n° 70-354 du 21 avril 1970 relatif à l'attribution de primes de service et de rendement aux fonctionnaires de certains corps techniques de catégorie A ou B et de certains statuts d'emplois relevant du ministère chargé de l'agriculture ;
- Le décret n°73-964 du 11 octobre 1973 relatif à l'indemnité spéciale allouée aux médecins inspecteurs de santé publique et aux médecins contractuels de santé scolaire et l'arrêté du 30 juillet 2008 ;
- Le décret n°91-657 du 15 juillet 1991 portant attribution d'une indemnité de technicité allouée aux médecins inspecteurs de la santé et l'arrêté du 30 juillet 2008 ;
- Le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves en faveur des personnels enseignants du second degré et l'arrêté du même jour ;
- Le décret n°98-1057 du 16 novembre 1998 relatif au régime indemnitaire de certains personnels paramédicaux civils du ministère de la défense et arrêté des 1er août 1990, 27 mai 2005, 1er août 2006 et 6 octobre 2010 ;
- Le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés et l'arrêté du 12 mai 2014 ;

- Le décret n° 2002-1443 du 9 décembre 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires attribuée aux fonctionnaires des corps de conseillers techniques d'éducation spécialisée et éducateurs spécialisés des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut national des jeunes aveugles et l'arrêté du même jour ;
- Le décret n°2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement et l'arrêté ministériel du même jour ;
- Le décret n°2004-1055 du 1er octobre 2004 portant attribution d'une indemnité de sujétions aux conseillers d'éducation populaire et de jeunesse relevant du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative et arrêté du 30 décembre 2016 ;
- Le décret n°2006-1335 du 3 novembre 2006 relatif à l'indemnité de risques et de sujétions spéciales et l'arrêté ministériel du 11 avril 2013 fixant la liste des bénéficiaires et les montants de l'indemnité de risques et de sujétions spéciales attribuée à certains personnels de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- Le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et de rendement allouée à certains fonctionnaires relevant du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat et l'arrêté ministériel du même jour ;
- Le décret n° 2010-1705 du 30 décembre 2010 relatif à l'indemnité de performance et de fonctions allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et l'arrêté ministériel du même jour ;
- Le décret n° 2012-933 du 1er août 2012 relatif à l'indemnité de fonctions, de responsabilités et de résultats des personnels de direction des établissements d'enseignement ou de formation relevant du ministère chargé de l'éducation nationale
- Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique d'Etat ;
- Le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° 2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions,

des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

- Le décret n° 2017-901 du 9 mai 2017 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs ;
- Les différents arrêtés fixant les plafonds du RIFSEEP applicables aux corps d'emplois de référence à l'Etat pris en application du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 ;
- L'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions,

- des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
- L'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
  - L'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
  - L'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
  - L'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des assistants de service social des administrations de l'Etat rattachés au ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
  - L'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
  - L'arrêté du 22 décembre 2015 portant application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
  - L'arrêté ministériel du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
  - L'arrêté ministériel du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
  - L'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
  - L'arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
  - L'arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques ;
  - L'arrêté du 13 juillet 2018 portant application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
  - L'arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime

indemnitaires tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

- La circulaire NOR RDFF1427139C du 5 décembre 2014 et la circulaire DGCL/DGFIP du 3 avril 2017 précisant les modalités de mise en œuvre du RIFSEEP ;
- La délibération n° FAG 088-3107/17/CM du 14 décembre 2017 relative au régime indemnitaire transitoire applicable aux agents métropolitains accueillis dans le cadre des transferts de compétences ou tout agent affectés sur un poste défini à l'organe métropolitain, recruté en externe ou par voie de mobilité interne ;
- La délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP ;
- La délibération FAG 014-28/03/19 CM du 28 mars 2019, relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP – additif
- L'avis du comité technique ;
- La lettre d'observations du Préfet des Bouches-du-Rhône du 23 avril 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de modifier l'annexe 1 de la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP, d'une part, pour mettre en œuvre le RIFSEEP au bénéfice des ingénieurs en chef territoriaux, et d'autre part, pour modifier les groupes de fonction des assistants socio-éducatifs, positionnés en catégorie A au 1<sup>er</sup> février 2019.
- Qu'il convient de modifier l'annexe 2 qui liste dans des cadres d'emplois de catégorie A+ le cadre d'emplois des psychologues, alors même que ce dernier est un cadre d'emplois de catégorie A.
- Qu'il convient d'abroger l'article 5 de la délibération FAG 85-12 du 13 décembre 2018 en tant qu'il prévoit le maintien de l'Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) en cas de congé longue maladie (CLM) ou de congé longue durée (CLD) ou congés de grave maladie.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées les modifications apportées à l'annexe 1 de la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 modifiée portant approbation du régime indemnitaire RIFSEEP, ci-annexée.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la modification de l'annexe 2 de la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 modifiée portant approbation du régime indemnitaire RIFSEEP, ci-annexée.

#### **Article 3 :**

Est abrogé partiellement l'article 5 de la délibération FAG 154-4971/18 CM du 13 décembre 2018 en tant qu'il prévoit le maintien de l'Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) en cas de congé longue maladie (CLM) ou de congé longue durée (CLD) ou congés de grave maladie.

Sont maintenues les autres dispositions de l'article 5 de cette délibération prévoyant le maintien intégral de l'IFSE dans le cadre d'autres congés (pour maladie professionnelle, accident de service/accident du travail, congés annuels, congés de maternité ou pour adoption, congé paternité, ...).

#### **Article 4 :**

Les autres dispositions de la délibération FAG 154-4971/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation du régime indemnitaire RIFSEEP modifiée demeurent inchangées.

#### **Article 5 :**

Ces mesures seront financées par les crédits figurant à cet effet au chapitre 012 des budgets 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **FAG 074-6381/19/CM**

#### **■ Rapport sur l'emploi des travailleurs handicapés MET 19/11459/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article 33 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et de l'article L. 323-2 du Code du Travail, il convient de présenter un rapport sur l'emploi de travailleurs handicapés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La mise en œuvre de ces dispositions concerne notamment le recrutement, la carrière, le temps de travail, la formation et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, et entraîne

l'obligation, pour les collectivités et établissements publics occupant au moins 20 agents, de justifier de l'emploi, à temps plein ou à temps partiel, de travailleurs handicapés dans la proportion de 6 % de l'effectif total de leurs agents.

Le législateur a entendu renforcer l'obligation d'emploi dans la Fonction Publique en instaurant, à l'instar du secteur privé, une contribution en cas de non-respect du seuil de 6% de l'effectif. Cette contribution est versée auprès du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (F.I.P.H.F.P.), institué par l'article 36 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005.

Et pour accompagner de façon transparente cette obligation, l'article 35 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et les articles L. 323-1 et L. 323-2 du Code du Travail ont institué depuis 2006 l'obligation pour les employeurs publics de présenter chaque année à l'assemblée délibérante, après information du Comité Technique, un rapport concernant l'emploi de travailleurs handicapés, établi au 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédente.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'effectif total de la Métropole Aix-Marseille-Provence à déclarer (hors personnel saisonnier, en disponibilité, placés en congé sans traitement pour raison de santé, en congé parental ou en détachement) était de 7516 agents. La collectivité a donc obligation d'employer 450 personnes en situation de handicap (7516 x 6 %).

Après recensement au sein des services, il est constaté que la collectivité a permis l'emploi ou le réemploi de 412 agents (soit 5,48% de taux d'emploi direct) qui relèvent de la situation précitée, selon la répartition suivante :

- 147 agents recrutés comme travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH, ex COTOREP
- 139 fonctionnaires titulaires d'une allocation temporaire d'invalidité (ATI)
- 113 agents reclassés ou assimilés,
- 6 agents recrutés par voie des emplois réservés (hors CDAPH)
- 7 handicapés CDAPH non compris dans les catégories ci-dessus

Sur 412 agents, on compte 314 hommes et 98 femmes, et la tranche d'âge principalement concernée est celle des 41-55 ans. Enfin, plus de 82 % des agents pris en compte relèvent des métiers de la catégorie C.

Au-delà des agents bénéficiaires de l'obligation d'emploi, il convient de signaler les actions complémentaires mises en œuvre en faveur des travailleurs handicapés par la Collectivité, à savoir :

Des dépenses effectuées auprès d'atelier protégés, pour un montant de 155 137,82 €

L'acquisition d'équipements individuels, pour un montant de 4 513,79 €, ayant pu recevoir un soutien financier du F.I.P.H.F.P. conformément à l'article 3 du décret n° 2006-501 du 3 mai 2006.

4 402,26 € de dépenses d'aménagement des postes de travail pour maintenir dans leur emploi les agents reconnus inaptes dans les conditions réglementaires.

Par conséquent, pour l'année 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a atteint un taux d'emploi de 5,61 % et sera amenée, après évaluation sur le site du F.I.P.H.F.P., à verser une contribution de 169 294,64 euros pour les 28,56 unités manquantes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, transposant la directive européenne n ° 2000-78 du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- L'avis du Comité Technique.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**



## Considérant

- Qu'il convient d'appliquer les dispositions de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

## Délibère

### Article 1 :

Est pris acte du rapport sur l'emploi des travailleurs handicapés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'année 2018.

### Article 2 :

Les crédits nécessaires au paiement de cette contribution sont inscrits au budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous Politique A510 – Chapitre 012 – Fonction 020 – Nature 648

### **FAG 075-6382/19/CM**

■ **Définition, durée et organisation du temps de travail des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Définition des cycles de travail spécifiques pour certains postes au regard des nécessités de service**  
**MET 19/11460/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a harmonisé le temps de travail de l'ensemble des agents métropolitains non soumis à sujétions particulières.

Par délibération n° FAG 155-4972/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole, a recensé les cycles de travail des agents soumis aux 1607 heures annuelles mais disposant d'une organisation de cycle de travail spécifique pour certains postes au regard des nécessités de service ;

Par délibération n° FAG 016-5713/19/CM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole, a complété la délibération n° FAG 155-4972/18/CM du 13 décembre 2018 afin d'apporter des précisions ou des compléments à la situation des agents soumis aux 1607 heures annuelles mais disposant d'une organisation de cycle de travail spécifique pour certains postes au regard des nécessités de service.

L'ensemble des agents métropolitains sont soumis, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, à l'obligation de la durée annuelle légale de travail de 1607 heures, dans ce cadre, la délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018 définit l'organisation des cycles de travail.

Or, certains agents, soumis aux 1607 heures, dépendent de cycles de travail spécifiques en raison de nécessités de service ne leur permettant pas de

bénéficier des plages horaires fixes et variables telles que définies au sein de la délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018. Il est donc nécessaire de compléter la délibération afin de traiter de la situation de ces agents soumis aux 1607 heures annuelles mais disposant d'une organisation de cycle de travail spécifique.

Il est défini pour les postes suivants (classés par territoires) des cycles spécifiques pour lesquels le choix des formules de cycle de travail sera contraint en raison des nécessités de service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;
- Le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;
- Le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;
- Le décret 2001-623 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
- La délibération n° FAG 075-4127/18/CM du 28 juin 2018 portant définition, durée et

organisation du temps de travail des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FAG 155-4972/18/CM du 13 décembre 2018, portant définition des cycles de travail spécifiques pour certains postes au regard des nécessités de service ;
- La délibération n° FAG 016-5713/19/CM du 28 mars 2019 portant éléments complémentaires à la définition des cycles de travail spécifiques pour certains postes au regard des nécessités de service ;
- L'avis du Comité technique du 23 novembre 2018 ;
- L'avis du Comité technique du 4 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de compléter la délibération n° n° FAG 016-5713/19/CM du 28 mars 2019 afin d'apporter des précisions ou des compléments à la situation des agents soumis aux 1607 heures annuelles mais disposant d'une organisation de cycle de travail spécifique pour certains postes au regard des nécessités de service.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les cycles de travail spécifiques définis au sein de la présente délibération et tels qu'ils sont présentés dans l'annexe.

**Article 2 :**

Les cycles de travail ainsi définis entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 076-6383/19/CM**

**■ Approbation du règlement intérieur relatif aux conditions d'utilisation des véhicules de la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 19/11270/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans un contexte d'harmonisation des méthodes d'action et des procédures de la Métropole Aix-Marseille-Provence, des précisions sont à apporter

concernant les moyens mis à disposition des agents (véhicules de service, remisages à domicile).

La gestion de ce parc impose que les utilisateurs soient informés des conditions relatives à son emploi et les respectent. Elles définissent notamment les contraintes juridiques qui s'imposent à la Métropole et à ses agents.

A ce titre, tout utilisateur d'un véhicule de la Métropole doit se conformer à ce présent règlement. Celui-ci suivra toutes les évolutions législatives et réglementaires qui interviendraient postérieurement à son adoption, sans qu'il soit nécessaire de délibérer à nouveau pour le modifier.

Pour ce qui concerne les règles relatives à l'utilisation des véhicules de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la complexité et le nombre de situations différentes nécessitent, pour garantir un traitement équitable pour tous, une base commune réglementaire, objet du règlement annexé à la présente.

Pour ce qui concerne plus précisément la gestion des véhicules de service, le principe retenu est celui de la mutualisation en pool, qui a pour objectif d'obtenir une meilleure exploitation du matériel et une utilisation mieux partagée.

Tous les véhicules de service sont gérés en pool et mis à la disposition de l'ensemble des agents pour leurs déplacements professionnels. Ce suivi s'effectue à l'échelle du service du parc auto et des référents territoriaux fonctionnels pour les véhicules stationnés sur les territoires.

On distingue deux sortes d'Autorisation de Remisages au Domicile :

- Remisage exceptionnel :  
Certains agents pourront être autorisés à remiser de manière exceptionnelle et temporaire, par nécessité absolue de service, leur véhicule administratif à leur domicile, si leur mission doit s'effectuer en dehors des plages horaires habituelles ou en dehors des jours ouvrés.

- Remisage permanent :
  - Attribution relative aux fonctions :  
L'attribution des véhicules de service sera assortie d'une ARD permanente, par nécessité de service, pour : les directeurs généraux adjoints délégués et les secrétaires généraux (échelon territorial : DGS délégués, directeurs de pôles et secrétaires généraux).

Dans ce cadre, il est interdit aux agents de se servir de leur carte accréditive pour le règlement des péages lors de leurs trajets domicile-travail.

Cette autorisation est strictement liée aux fonctions occupées par l'agent. Elle cesse dès que l'agent quitte le service, change de fonctions ou n'est plus en activité.

- Attribution relative aux missions :

L'attribution des véhicules de service sera assortie d'une ARD permanente pour : les agents pouvant être soumis à des nécessités de service, à des contraintes de déplacements fréquents, et à des amplitudes horaires récurrentes, leur imposant des contraintes de travail en dehors des plages horaires applicables à tous.

Dans ce cadre, il est interdit aux agents de se servir de leur carte accréditive pour le règlement des péages lors de leurs trajets domicile-travail.

Cette autorisation est strictement liée aux missions exercées par l'agent. Elle cesse dès que l'agent quitte le service, change de missions ou n'est plus en activité.

En tout état de cause, un comité de suivi, composé d'un représentant de la Direction Générale des Services, d'un de la Direction Générale Adjointe des Ressources Humaines, de deux de la Direction Générale Adjointe Affaires Générales et Moyens Généraux, et le cas échéant d'un expert thématique, se réunira autant que nécessaire, et sera chargé notamment de la validation des demandes d'attribution relatives aux missions.

Pour ce qui concerne les cartes accréditives, l'agent est personnellement responsable de cette dernière, affectée au véhicule qui lui est confié.

Il devra aussi vérifier, avant toute prise de carburant, le quota de litres restant sur la carte. Tout dépassement n'autorisera aucun remboursement de la Métropole, et restera définitivement à la charge de l'agent.

L'usage des cartes accréditives est destiné à l'alimentation en carburant des véhicules de la Métropole, ainsi qu'au paiement des péages et des frais de parkings (sauf règlement des péages lors des trajets domicile-travail, ainsi que du stationnement relatif au remisage), dans le cadre exclusif des missions du service.

Enfin, si un agent bénéficie d'un véhicule de fonction, ou d'un véhicule de service assorti d'un remisage à domicile permanent, cet avantage ne pourra en aucun cas se cumuler avec l'octroi d'une carte transports.

L'entrée en vigueur du présent règlement est prévue au 1er janvier 2020.

Il est à noter que les agents bénéficiant à ce jour d'une autorisation de remisage à domicile, qui se verrait non renouvelée au vu des critères de ce règlement continueraient de bénéficier de cet avantage jusqu'au 31 décembre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le règlement des frais occasionnés par les déplacements des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Comité technique.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la gestion du parc des véhicules de la Métropole Aix-Marseille-Provence impose que les utilisateurs soient informés des conditions relatives à son emploi et les respectent.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le règlement intérieur relatif aux conditions d'utilisation des véhicules de service de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci annexé, et qui s'adaptera à toute nouvelle réglementation en vigueur.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 077-6384/19/CM**

**■ Approbation du règlement intérieur relatif aux conditions d'attribution des places de stationnement dans les parkings utilisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence  
MET 19/11275/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'offre actuelle de stationnement fera l'objet d'une spécialisation de la destination des parkings, en fonction de leur positionnement, notamment vis-à-vis de la Tour La Marseillaise :

- Quai d'Arenç : véhicules de fonction (+ invités),
  - Euromed Center : véhicules de service (deux roues motorisées de service compris),
  - Espercieux : véhicules de service et personnels.
- Places attribuées en fonction des critères définis ci-dessous.

L'offre actuelle des autres parkings, si elle reste inchangée pour l'instant dans sa destination, devra répondre également aux critères définis ci-dessous.

Ces derniers sont orientés principalement en faveur des modes alternatifs à la voiture personnelle pour les déplacements et le stationnement professionnels du personnel de la Métropole.

A ce titre, la Métropole a vocation à privilégier les solutions de transport capables de limiter l'utilisation de la voiture individuelle (transports en commun, mutualisation des voitures de service, co-voiturage, véhicules propres, etc...).

Les véhicules de fonction et de service disposeront prioritairement d'une place de stationnement.

Concernant les véhicules personnels, en fonction d'une liste non exhaustive de critères, une place de stationnement pourra être attribuée par le comité de suivi.

Tout changement de poste, d'affectation, de résidence, et toute modification généralement liée à l'appréciation des critères ci-dessous, entraînera mécaniquement un retrait de l'avantage, et une nouvelle demande à émettre dans le cadre des critères définis.

Ainsi, les critères suivants (liste non exhaustive) pourront être notamment retenus, dans la liste des places disponibles :

- De manière prioritaire, les personnes handicapées pourront se voir attribuer une place de stationnement dans le parking le plus proche de leur site d'affectation.
- Les agents ayant une personne à charge à domicile autre qu'un enfant en bas-âge (accompagnement longue maladie, personne âgée...) pourront disposer d'un droit d'accès au parking sur justificatif (feuille d'imposition ou autre justificatif).
- Au titre des contraintes de trajet, les critères suivants pourront être notamment retenus pour l'attribution d'une place de stationnement :
  - o Covoiturage (3 personnes au minimum, en véhicule personnel) régulier. Une attestation sur l'honneur sera sollicitée pour tous les covoitureurs sollicitant une place de parking à ce titre.
  - o Arrêt en transports en commun (TC) ou parc relais éloigné à pied de plus d'1 km du domicile (et/ou plus de 10 minutes).
  - o Nécessité de plus de deux modes de Transports en Commun différents (sans compter la marche).

- o Enfants en bas-âge (jusqu'à l'école primaire incluse, (80% de droit jusqu'aux 3 ans de l'enfant inclus), impliquant un arrêt en garderie et/ou en milieu extra-scolaire.

- Au titre des contraintes affichées dans les fiches de postes, les critères suivants pourront être notamment retenus pour l'attribution d'une place de stationnement :

- o Travail en 3x8, en équipe, horaires décalés ...

L'attribution d'une place pour les véhicules personnels au sein des parkings obligera préalablement de travailler à plein temps sur le site dudit parking. En deçà, les agents demeurent incités à l'utilisation des transports en commun et/ou au covoiturage.

Cette attribution impliquera enfin une utilisation maximale de la place attribuée, qui ne pourra être inoccupée qu'en cas d'absences légales (congés, RTT, maladies ...).

A cet effet, un comité de suivi sera mis en place pour attribuer les places de stationnement à des véhicules personnels, à partir de dossiers complets, et pour établir les listes d'attente en fonction du nombre de places disponibles.

Le comité de suivi sera enfin compétent pour statuer sur toute proposition (par exemple : perte d'avantage pour sous-utilisation d'une place attribuée).

Les femmes enceintes pourront bénéficier, à la demande, d'un accès temporaire au parking, dans la limite des places disponibles. Cette autorisation débute à partir du 3ème mois de grossesse sur justificatif.

Enfin, si une place de stationnement est attribuée à un véhicule personnel en fonction des critères retenus, celle-ci ne pourra en aucun cas se cumuler avec d'autres avantages, et notamment :

- Une aide financière de la Métropole pour le paiement du trajet domicile-travail en transports en commun.
- La possibilité de se voir affecter, que ce soit au titre des fonctions ou des missions, un véhicule de service assorti d'une autorisation permanente de remisage à domicile, et bénéficiant déjà d'une place de stationnement à ce titre.

L'entrée en vigueur du présent règlement est prévue au 1<sup>er</sup> novembre 2019.

Il est à noter que tout agent bénéficiant à ce jour d'une place de stationnement pour son véhicule personnel et qui ne rentrerait pas dans les critères définis dans ce nouveau règlement continuerait de bénéficier de cet avantage jusqu'au 31 octobre 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le règlement des frais occasionnés par les déplacements des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Comité technique.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de mettre en place une spécialisation des parkings d'une part, et, d'autre part, pour l'attribution des places de stationnement à des véhicules personnels, une liste non exhaustive de critères, qui auront trait notamment aux contraintes de trajets et de missions.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le règlement intérieur relatif aux conditions d'attribution des places de stationnement dans les parkings utilisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ci annexé, et qui s'adaptera à toute nouvelle réglementation en vigueur.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 078-6385/19/CM**

**■ Approbation d'une convention de gestion entre la Ville du Rove et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune du Rove  
MET 19/10876/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2001, les communes membres dont la Ville du Rove avaient délégué à la communauté la compétence relative à «la création, aménagement et entretien de voirie»

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : «la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie»

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la Ville du Rove qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la Ville du Rove qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques,

juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la Ville du Rove sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune du Rove.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la Ville du Rove pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune du Rove.

**Article 2 :**

Dans le cadre de la présente convention de gestion, la Métropole Aix-Marseille Provence sera substituée dans les contrats et marchés relevant de la commande publique nés ou à naître et précédemment instruits ou conclus par la commune.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 079-6386/19/CM**

**■ Approbation d'une convention de gestion entre la commune de Ceyreste et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Ceyreste MET 19/11684/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2001, les communes membres dont la commune de Ceyreste avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais , désormais , cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué ,le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d' éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voire est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la commune de Ceyreste qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Ceyreste qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la commune de Ceyreste sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Ceyreste.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la commune de Ceyreste pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Ceyreste.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 080-6387/19/CM**

**■ Approbation d'une convention de gestion entre la commune de Carnoux et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Carnoux  
MET 19/11685/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2001, les communes membres dont la commune de Carnoux avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public

de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la commune de Carnoux qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Carnoux qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la commune de Carnoux sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Carnoux.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la commune de Carnoux pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Carnoux.

**Article 2 :**

Mme la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 081-6388/19/CM**

**■ Approbation d'une convention de gestion entre la commune de Roquefort la Bédoule et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Roquefort la Bédoule  
MET 19/11714/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2001, les communes membres dont la commune de Roquefort la Bédoule avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »



Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais, désormais, cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la commune de Roquefort la Bédoule qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage public, à la commune de Roquefort la Bédoule qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la commune de Roquefort la Bédoule sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Roquefort la Bédoule.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la commune de Roquefort la Bédoule pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Roquefort la Bédoule.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 082-6389/19/CM**

**■ Approbation d'une convention de gestion entre la commune de Gignac la Nerthe et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Gignac la Nerthe  
MET 19/11713/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la création de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2001, les communes membres dont la commune de Gignac la Nerthe avaient délégué à la communauté la compétence relative à « la création, aménagement et entretien de voirie. »

Toutefois, des interprétations juridiques différentes avaient conduit à ne pas transférer les missions relatives à la gestion de l'éclairage public qui sont donc demeurées dans le giron des communes de la communauté urbaine.

Cette situation a perduré lors de l'intégration de la communauté urbaine dans la Métropole Aix-Marseille Provence.

Mais , désormais , cette organisation doit évoluer, car le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône a indiqué ,le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d' éclairage public de la ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie. »

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

Il convient de prendre acte de cette analyse du représentant de l'Etat, et d'organiser sur les communes du Territoire de Marseille Provence, pour lesquelles la compétence voirie est métropolitaine, cette nouvelle répartition de mission.

La CLECT sera donc saisie pour réaliser le travail d'évaluation nécessaire.

Toutefois, la situation de la commune de Gignac la Nerthe qui n'est plus en capacité de passer les marchés publics indispensables à la mise en œuvre de cette mission, doit faire l'objet d'un traitement spécifique.

Afin d'assurer la continuité de l'action publique, la Métropole, pouvoir adjudicateur déléguera la conduite opérationnelle des actions relatives à l'éclairage

public, à la commune de Gignac la Nerthe qui détient toutes les ressources et toute l'expertise nécessaires.

La convention de gestion, ci annexée, qu'il vous est demandé d'approuver, fixe les modalités techniques, juridiques et financières, de cette délégation qui demeure provisoire, dans l'attente des travaux de la CLECT et dans la perspective d'éventuelles évolutions du cadre institutionnel.

Sur le plan financier, pour ne pas pénaliser la Métropole, le coût de l'exercice de la compétence, fixé dans la convention et versé par la Métropole à la commune de Gignac la Nerthe sera déduit à due concurrence, de l'attribution de compensation de la commune et régularisé à l'achèvement des travaux de la CLECT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les courriers du 28 janvier 2019 et du 14 mars 2019 du Préfet de Région, Préfet des Bouches-du- Rhône.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'assurer la continuité des missions relatives à l'éclairage public sur le territoire de la commune de Gignac la Nerthe.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de gestion, ci-annexée, conclue avec la commune de Gignac la Nerthe pour la gestion de l'éclairage public sur le territoire de la commune de Gignac la Nerthe.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

## **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2019 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **FAG 083-6390/19/CM**

■ **Approbation de la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire " de la commune de Gémenos transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.  
MET 19/10567/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, depuis cette date, la Métropole exerce sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socioéducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi

n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ; b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ; c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ; d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ; e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts sont imputées sur les attributions de compensation ; elles sont établies dans le rapport définitif de la CLECT et font l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole. Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées n'ont pu intervenir au 1er janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, par délibération n° FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017 il était proposé de conclure avec les communes concernées des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Eau et Assainissement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Pluvial
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Afin de régulariser la situation de Gémenos, pour laquelle la convention de gestion n'a pas été établie, il convient de délibérer pour que la commune puisse continuer à assumer la gestion et l'entretien des espaces verts sur le parc d'activité de la Plaine de Jouques.

La convention est proposée en annexe.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune sont exécutées en contrepartie d'une prise

en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Le montant de la compensation correspond aux montants des transferts de charges relatif à la compétence « Création, aménagement et gestion des zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » sur le territoire de la commune ont fait l'objet d'une évaluation par la CLECT. Le remboursement à la Commune des charges liées uniquement aux espaces verts de la ZAE La Plaine de Jouques, interviendra annuellement après justification des sommes dépensées et selon les modalités prévues à la convention, pour un montant maximum de 75 948 euros conformément à l'évaluation de la CLECT.

La convention est conclue pour une durée de deux ans à compter du 1er janvier 2018 et pourra être modifiée dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La convention FAG 123-3142/17/CM du 14 décembre 2017.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la convention de gestion entre la métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune de Gémenos au

titre de la compétence « création aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ».

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gémenos telle qu'annexée à la présente délibération.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document y afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**FAG 085-6392/19/CM**

**■ Reconduction transitoire du GIP MRU et reprise des activités de renouvellement urbain et des agents en charge de ces opérations - Poursuite des opérations de renouvellement urbain et stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La présente délibération a pour objet la reprise, dans le cadre de son intégration dans une organisation métropolitaine, des activités de conduite des opérations de renouvellement urbain actuellement mises en œuvre par le GIP MRU et la dissolution du GIP à l'issue des opérations en cours.

Par délibération du 13 décembre 2018, l'assemblée métropolitaine a arrêté une « *Stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé* ».

Il en ressort, au-delà des mesures immédiates, des objectifs de traitement de la problématique sur une échéance de moyen terme dont il résulte que :

*« Pour traiter en 10 ans les logements privés les plus dégradés sur le territoire métropolitain inscrits comme objectifs conventionnel de renouvellement urbain, il est proposé de resserrer le partenariat avec l'Etat en mettant en place des outils nouveaux dédiés :*

- une première grande opération d'urbanisme (GOU) sur le territoire de Marseille pour assurer la coordination et intervenir en coresponsabilité,

- la création d'une Zone Franche Urbaine (ZFU) sur ce même périmètre pour contribuer à sa revitalisation complète et à la création d'emplois.

- un aménageur spécialisé avec la création d'une Société Publique Locale d'Aménagement d'Intérêt National

- une structure idoine pour produire et gérer ».

...

« Afin de coordonner de manière la plus efficace possible l'intervention intégrée en matière d'habitat et de logement, la Métropole doit se doter d'une équipe pluridisciplinaire, fédérant les services œuvrant en matière de politique et de polices de l'habitat (qualité, confort, hygiène, sécurité, diversité, accessibilité).

Dotées d'effectifs suffisants en nombre et en qualification pour assurer une présence sur le terrain, cette équipe doit travailler en mode projet pour être l'interlocutrice unique des partenaires du renouvellement urbain au sens large ».

Le Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine (GIP-MRU) constitue l'un des opérateurs intervenant dans la conduite de ces politiques.

Ce GIP a été créé dans le cadre d'une convention constitutive par arrêté préfectoral du 17 avril 2003 avec pour objet l'élaboration et la mise en œuvre du Grand projet de Ville de Marseille-Septèmes.

Il associe l'Etat, la Région, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole (venant aux droits de la Communauté urbaine de Marseille initialement adhérente), la Ville de Marseille, la Ville de Septèmes-les-Vallons, l'Association Régionale des Organismes HLM et la Caisse des dépôts.

Sa durée a été ajustée en conformité avec la durée des projets que l'ANRU conventionne et il a été prorogé à diverses reprises et en dernier lieu par un avenant n°7 à la convention constitutive pour une durée courant jusqu'au 31 décembre 2019, avenant approuvé par arrêté préfectoral du 29 décembre 2016.

Il associe l'Etat, la Région, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole (venant aux droits de la Communauté urbaine de Marseille initialement adhérente), la Ville de Marseille, la Ville de Septèmes-les-Vallons, l'Association Régionale des Organismes HLM et la Caisse des dépôts.

Prorogé à diverses reprises et en dernier lieu par un avenant n°7 à la convention constitutive pour une durée courant jusqu'au 31 décembre 2019, avenant approuvé par arrêté préfectoral du 29 décembre 2016.

Son objet s'étend à « l'élaboration et la mise en œuvre de projets de rénovation urbaine » et son territoire d'intervention porte sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Dans ce cadre, le GIP a été chargé de la mise en œuvre des conventions relatives aux projets de renouvellement urbains conclus avec l'ANRU, l'Etat, la Région, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole, la Ville de Marseille, les aménageurs et bailleurs sociaux concernés et la Caisse des dépôts.

Il est engagé également à la réalisation des projets prévus par ces conventions dans le cadre de contrats passés avec la Région, le Département et la Ville de Marseille.

La bonne conduite de ces projets devant être finalisée à l'horizon 2021, le GIP entend solliciter de ses membres et de l'Etat la reconduction de sa convention constitutive pour une nouvelle durée de 3 ans avant d'engager sa dissolution.

Le projet d'intervention intégrée dans une équipe métropolitaine des actions de renouvellement urbain répondant aux objectifs fixés par la délibération du 13 décembre 2018, il est néanmoins opportun que les services du GIP en charge de la conduite opérationnelle de ces projets soient partie prenante de cette équipe métropolitaine.

Il est donc proposé que ces activités de conduite opérationnelle des projets de renouvellement urbain soient prises en charge par la Métropole, ce transfert d'activités étant acté dans le cadre d'un protocole d'accord à établir entre la Métropole et le GIP.

En conséquence de ce transfert d'activités, les agents du GIP en charge, directement ou indirectement, de la conduite de ces projets seraient repris par la Métropole sur le fondement des dispositions de l'article 14 ter de la loi du 13 juillet 1983, introduites par la loi du 3 août 2009, qui prévoient que « Lorsque l'activité d'une personne morale de droit public employant des agents non titulaires de droit public est reprise par une autre personne publique dans le cadre d'un service public administratif, cette personne publique propose à ces agents un contrat de droit public, à durée déterminée ou indéterminée selon la nature du contrat dont ils sont titulaires.

Sauf disposition législative ou réglementaire ou conditions générales de rémunération et d'emploi des agents non titulaires de la personne publique contrares, le contrat qu'elle propose reprend les clauses substantielles du contrat dont les agents sont titulaires, en particulier celles qui concernent la rémunération.

Les services accomplis au sein de la personne publique d'origine sont assimilés à des services accomplis au sein de la personne publique d'accueil.

En cas de refus des agents d'accepter le contrat proposé, leur contrat prend fin de plein droit. La personne publique qui reprend l'activité applique les dispositions relatives aux agents licenciés ».

Parallèlement, les actions dont le GIP restera maître d'ouvrage au titre des conventions relatives aux projets de renouvellement urbain engagés pourront être conduites par celui-ci avec le concours des

services intégrés de la Métropole, dans le cadre de conventions de prestations ou de conventions portant sur l'organisation de la maîtrise d'ouvrage des opérations concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention constitutive du GIP mettant fin à son activité au 31 décembre 2019 ;
- La délibération du 13 décembre 2018 relative au Plan de Lutte contre l'Habitat Indigne.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'engagement de la Métropole en faveur de la résorption de l'habitat indigne et plus largement du renouvellement urbain ;
- La nécessité du maintien du GIP MRU pour la bonne finalisation des opérations de renouvellement urbain en cours ;
- La nécessité d'une reprise par la Métropole des agents du GIP MRU en charge de la conduite des opérations de renouvellement urbain.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le principe de la reprise par la Métropole de l'activité de conduite des opérations de renouvellement menées par le GIP MRU au 1<sup>er</sup> janvier 2020, et la reprise des contrats, agents et moyens assurant la mise en œuvre de ces opérations.

**Article 2 :**

Est approuvé le principe de la reconduction du GIP MRU pour une nouvelle durée de 3 ans à compter du

1<sup>er</sup> janvier 2020, et sa dissolution à la date du 31 décembre 2022.

**Article 3 :**

Est approuvé à cet effet le protocole d'accord joint à la présente

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à engager toutes démarches en vue de l'exécution des opérations prévues aux articles 1 à 3 ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

***Commission "Economie,  
Nouvelles Technologies,  
Enseignement Supérieur"***

\*\*\*\*\*

**ECO 001-6393/19/CM**

**■ Dispositif métropolitain de redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération**

**MET 19/11607/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 l'Agenda du Développement Economique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire.

Pour permettre le développement des activités économiques et assurer une dynamique des projets de développement, la Métropole a souhaité engager un travail d'analyse sur le foncier et l'immobilier d'entreprises de son territoire.

Par délibération n° ECO 001-5077/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole a adopté le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière pour les activités productives pour les quinze prochaines années avec pour objectif de produire 1 450 hectares de foncier pour les entreprises. De façon complémentaire, la Métropole a souhaité analyser les mécanismes du marché de bureaux, déterminer les enjeux et définir les ambitions qui lui permettront d'accroître son attractivité à l'échelle des grands marchés nationaux et internationaux et ainsi contribuer à la croissance de l'emploi tertiaire au

travers d'une étude confiée conjointement à l'AGAM et à l'AUPA.

A l'issue de ces travaux, la Métropole a adopté par délibération n° ECO 001-5977/19/CM du 16 Mai 2019 la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux dont l'un des objectifs est d'atteindre à moyen terme 200 000m<sup>2</sup> de transactions annuelles.

#### **Les enjeux métropolitains sont les suivants :**

- Revoir l'offre neuve de bureaux, en produisant plus (passer de 60 000 m<sup>2</sup> par an en 2017 à 80 000 m<sup>2</sup> par an) en diversifiant la gamme, les prix, la localisation et les surfaces proposées. Il est impératif de produire plus de bureaux neufs notamment sur Marseille et donc en partie sur le centre-ville.
- Accompagner le retour sur le marché d'un parc de centre-ville aujourd'hui en risque d'obsolescence, à Marseille et dans les villes moyennes,
- Prioriser la production dans les zones de bonnes dessertes en transports en commun, pour rendre plus accessible le parc de bureaux,
- Constituer un maillage métropolitain d'espaces partagés et de coworking, dans les villes moyennes et dans les grands centres villes.

Dans la continuité de cette démarche, l'objet du présent rapport est d'envisager un plan d'action opérationnel visant à la mise en œuvre d'un dispositif métropolitain de redynamisation du marché de bureaux à court, moyen et long terme s'inscrivant dans une vision globale sur l'ensemble de la Métropole avec une première mise en œuvre de revitalisation sur le centre-ville de Marseille, territoire d'expérimentation et d'action à très court terme (2019/2021). Il conviendra d'élargir à moyen terme ces actions reproductibles sur l'ensemble de la Métropole.

Il est en effet proposé d'étudier l'opportunité d'un plan de redynamisation tertiaire des centres urbains au sein des polarités secondaires en s'inscrivant en cohérence avec le dispositif « Envie de Ville » entre mi-2019 et mi-2020.

Au-delà de cette présente délibération, la déclinaison des outils opérationnels de ce dispositif de redynamisation sera précisée à l'automne dans une délibération complémentaire.

#### **Constats soulevés par l'analyse de l'immobilier de bureaux sur le centre-ville de Marseille**

Le dynamisme et la fluidité du marché de l'immobilier de bureaux sont essentiels à l'attractivité et au développement économique du territoire métropolitain et notamment du centre-ville de Marseille. La présence d'activités tertiaires dans un tissu urbain mixant activités économiques, commerces,

logements, générant du flux de personnes (employés, clients, fournisseurs, prestataires de services), permet de créer un effet levier supplémentaire sur l'ensemble des aménités constituant le centre-ville.

Malgré les efforts en termes de production neuve et de rattrapage engagés depuis 20 ans, la Métropole Aix-Marseille-Provence, et en particulier Marseille, conserve un niveau annuel de commercialisation de bureaux plus faible que d'autres métropoles françaises comparables.

La vacance du parc tertiaire du centre-ville de Marseille représente 50 000 m<sup>2</sup>. Par ailleurs, le taux d'obsolescence représente un tiers du parc. Le niveau moyen des prix est de 145 euros du HT du m<sup>2</sup> avec un prix de vente moyen à 2200 €/m<sup>2</sup>.

Pour autant, des actions nombreuses ont été mises en œuvre pour renforcer le rayonnement et l'attractivité du centre-ville de Marseille en particulier :

- le plan de lutte contre l'habitat indigne,
  - Le plan d'action « Ambition Centre-Ville »
  - La requalification des espaces publics (réaménagement du cours Lieutaud, piétonisation de 22 ha du centre-ville, dont les deux-tiers de la Canebière),
  - La réalisation d'équipements structurants (Pôle Canebière-Feuillants, cinéma Artplexe...),
  - La stratégie de redynamisation des commerces du centre-ville approuvée par délibération n° ECO 004-5723/19/CM en date du 28 Mars 2019,
  - Une action publique structurante lancée sur un périmètre du centre-ville de Marseille (parties des 1<sup>er</sup> et 6<sup>ème</sup> arrondissements) par le biais de l'engagement d'une Grande Opération d'Urbanisme (GOU) à travers un Projet Partenarial d'Aménagement (PPA).

#### **Mise en œuvre d'un dispositif métropolitain incitatif à la réimplantation d'entreprises au sein de bureaux vacants du centre-ville de Marseille.**

##### **Objectif :**

Au regard des diagnostics et des éléments techniques disponibles concernant la vacance, l'objectif est de concentrer les efforts en faveur de la réimplantation d'entreprises dans les locaux vacants sur le cœur de ville (cf : carte en annexe) et ainsi **favoriser, à court terme, l'occupation de 25% de ces bureaux soit environ 12 500 m<sup>2</sup>.**

La concrétisation de cet objectif devra se faire par la constitution d'une offre compétitive et complémentaire à celles proposées par ailleurs par le marché.

##### **La méthode proposée est la suivante :**

- Etablir un recensement et une cartographie de la vacance de bureaux sur ce périmètre.  
Il s'agit d'identifier sur site, sur la base de données administratives et celles des



commercialisateurs, l'ensemble des bureaux vacants.

- Mettre en valeur et proposer ces opportunités auprès de professionnels de l'immobilier (investisseurs, agences immobilières, promoteurs,) mais aussi d'entreprises de services (utilisatrices de bureaux) en leur présentant également l'ensemble des actions métropolitaines sur ce secteur pour encourager leurs investissements.
- Lancer un appel à manifestation d'intérêt (AMI) auprès des investisseurs / promoteurs / entreprises utilisatrices dès l'automne 2019.
- En parallèle, si nécessaire, activer une politique d'achat métropolitaine ciblée sur ce secteur.

Pour la mise en œuvre de cet échéancier, la Métropole Aix-Marseille-Provence constituera un panel d'outils (services et financements) de façon temporaire pour inciter l'investissement privé sur ces immeubles vacants.

#### **Les outils métropolitains à mobiliser dans cet objectif :**

- Prise à bail et sous location de bureaux vacants par la Métropole :  
Sur une durée de 23 mois renouvelable une fois avec un rabais consenti sur le montant du loyer moyennant un engagement sur une durée minimum et/ou avec une baisse du rabais consenti au fil de la durée.  
Cet outil permettra de constituer une offre « Mon premier bureau » en centre-ville de manière réactive en s'adressant à une cible de jeunes entreprises et en garantissant un loyer modéré et progressif
- Aides à l'investissement immobilier :
- A destination des entreprises souhaitant se porter acquéreurs ou locataires de bureaux vacants avec engagement de s'y implanter durablement. A cette fin et pour les locations notamment, une durée de location minimum sera prévue.
- Aide à la rénovation par les propriétaires bailleurs conditionnée à une prise à bail effective et à la certitude de la réalisation des travaux. A défaut l'aide devra être remboursée.  
Cette aide ne sera pas cumulable aux autres aides proposées dans ce dispositif.

Ces aides seront plafonnées dans le respect des réglementations d'aides aux entreprises.

- La mobilisation des immeubles vacants sous propriété publique

A ce jour, des immeubles sous propriété publique (Ville de Marseille, AMU, Hôpitaux ...) ont été identifiés. Cet inventaire sera complété très prochainement. La démarche proposée comporte les étapes suivantes :

- Acquisition(s) ou location(s) (moyennant la réalisation d'un diagnostic préalable et/ou d'une étude-structure).
- Commercialisation : via des appels à projets auprès d'investisseurs/promoteurs ou location directe à des entreprises après réalisation des travaux avec un engagement de durée de location minimale.
- La Ville de Marseille et la Métropole vont mettre en œuvre un dispositif d'accélération auprès des entreprises et des professionnels de l'immobilier afin de faciliter leurs investissements en mobilisant leurs services concernés et coordonnés pour la réussite des projets identifiés.

Par ailleurs, au-delà des outils, la Métropole Aix-Marseille-Provence examinera les possibilités d'utiliser le permis d'innover et le permis d'expérimenter dans le cadre d'appels à manifestation d'intérêt (AMI) conformément aux orientations et actions dans le périmètre du PPA.

#### **• Le financement de ce dispositif de redynamisation**

Il est proposé d'ouvrir une autorisation de programme d'un montant de 10 000 000 euros HT permettant de financer ces actions tant au profit des investisseurs privés que des investissements publics.

Par ailleurs, la prise à bail de locaux par la Métropole Aix-Marseille-Provence nécessitera la mobilisation de crédits de fonctionnement à hauteur de 100 000 euros pour 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du 18 octobre 2018 relative à l'approbation d'une convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région

Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économique

- La délibération n° ECO n° 001-5977/19/CM du 16 Mai 2019 la stratégie métropolitaine de l'immobilier de bureaux.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'engagement de la Métropole en faveur de la redynamisation des centres-villes métropolitains
- La lutte contre la vacance tertiaire des centres villes métropolitains,
- La nécessité et l'urgence de redynamiser le centre-ville de Marseille,
- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le budget supplémentaire 2019 afin de mettre en œuvre le plan de redynamisation du marché de bureaux

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le principe d'une intervention métropolitaine pour redynamiser le marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille

**Article 2 :**

Est approuvée la mise en place des outils incitatifs suivants :

- Prise à bail et sous location de bureaux vacants par la Métropole
- Aides à l'investissement immobilier
- Mobilisation des immeubles sous propriété publique

**Article 3 :**

Sont approuvées :

- la création et l'affectation d'une opération d'investissement d'un montant de 10 000 000 euros HT en vue de la mise en œuvre du dispositif métropolitain de redynamisation du marché de bureaux dans le centre-ville de Marseille.
- la mobilisation de 100 000 euros en crédits de fonctionnement sera prévue lors de la prochaine décision modificative pour la mise en œuvre du dispositif de prise à bail par la Métropole et sous location de bureaux.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole – Natures 21 111 – 204-22 – 2031 – 2313 - Fonction 515 – Opération n° 2019 106 500.

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2020 : 5 000 000 euros

Année 2021 : 3 000 000 euros

Année 2022 : 2 000 000 euros

La typologie prévisionnelle des dépenses est la suivante :

	Montant budgétaire
Etudes préalables	
Acquisitions foncières	5 000 000,00
AMO et Maîtrise d'oeuvre	400 000,00
Travaux	1 600 000,00
Subv. d'investissement	3 000 000,00
Total	10 000 000,00

**Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter auprès de tout partenaire une participation au dispositif de redynamisation du centre-ville de Marseille mis en place.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 002-6394/19/CM**

**■ Conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation des commerces dans le centre-ville de Marseille  
MET 19/11289/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dès le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son agenda du développement économique, voté en conseil métropolitain. L'une de ses orientations stratégiques consistait à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

A l'échelle métropolitaine, cette orientation se traduit notamment par la mise en œuvre d'un appel à manifestation d'intérêt à destination des communes de la Métropole afin de les accompagner dans une stratégie de redynamisation des commerces et de l'artisanat, en partenariat avec les chambres consulaires.

Sur le territoire de la Ville de Marseille, cette orientation s'est traduite le 28 mars dernier par le souhait de la Métropole d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille en approuvant le principe d'une intervention économique destinée à lutter contre la vacance commerciale.

Cette stratégie s'inscrit dans une démarche globale de redynamisation du cœur de ville marseillais, en complément de la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, du plan de requalification des espaces publics du centre-ville. Au regard de l'obsolescence constatée du parc tertiaire dans le centre-ville marseillais, il est également envisagé d'agir sur les immeubles de bureaux afin de permettre des réimplantations d'entreprises tertiaires et augmenter la masse salariale du centre-ville en baisse ces dernières années.

Par délibération cadre n° ECO 004-5723/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole a ainsi approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale sur les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome. Pour rappel, la totalité des aides métropolitaines est plafonnée à 50 000 euros par local commercial.

Dans ce cadre, et par application des prescriptions de l'article R 1511-4-2 du CGCT, le Conseil de Métropole doit déterminer les conditions d'attribution, de liquidation, de versement, d'annulation et de reversement des aides octroyées. C'est l'objet de la présente délibération.

## **1. Prise à bail de la Métropole de locaux commerciaux vacants.**

Afin de fluidifier le marché, il est proposé de mettre en place un dispositif de location de locaux commerciaux vacants effectuée par la Métropole afin de les sous-louer à un tarif préférentiel (mise à disposition annuelle avec des loyers progressifs) à

des porteurs de projet sélectionnés dans le cadre d'un comité technique. Les locaux commerciaux sous-loués par la Métropole devant obligatoirement répondre aux obligations de conformité, des travaux de mises aux normes sont prévisibles. Afin de répondre à cette obligation, il est proposé d'aider en complément et sous conditions, les propriétaires afin d'effectuer la mise aux normes de leur bien.

En résumé, deux types d'aide dans le cadre d'une prise à bail de la Métropole :

- un rabais sur le montant du loyer consenti par la Métropole à l'opérateur économique sous-occupant, par rapport aux conditions du marché,
- une aide par subventionnement aux propriétaires de locaux commerciaux éligibles.

### **1.1 Rabais sur le montant du loyer effectué par la Métropole à un opérateur économique sous occupant.**

Les locaux pris à bail par la Métropole sont destinés à être sous loués à des opérateurs économiques proposant le développement d'activité commerciales conformes aux orientations définies par la délibération cadre du 28 mars 2019.

L'aide accordée dans le cadre de ce dispositif, qui constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L 1511-3 du CGCT, consistera en un rabais sur le montant du loyer consenti par la Métropole à l'opérateur économique sous-occupant, par rapport aux conditions du marché.

#### Conditions d'attribution de l'aide :

Bénéficiaires de l'aide : les opérateurs économiques proposant l'exercice d'une activité répondant aux objectifs fixés par la délibération cadre du 28 mars 2019.

Sont éligibles à l'aide ci-dessus définie, dans la limite des crédits ouverts par la Métropole au titre de ce type d'interventions, les opérateurs économiques remplissant les conditions suivantes :

- Cohérence du projet avec les objectifs définis par la délibération du 28 mars 2019 : le projet présenté devra être en cohérence avec les objectifs définis par la délibération cadre du 28 mars 2019.
- Crédibilité économique du projet présenté : la crédibilité du projet est appréciée tant au regard des qualités du demandeur à l'octroi de l'aide (compétences en cohérence avec l'activité projetée, références du demandeur) qu'au regard de la viabilité du projet proposé (étude de marché, business plan).

- Régularité de la situation fiscale et sociale du demandeur : conformément aux prescriptions de l'article R 1511-4-2 du CGCT, le bénéfice de l'aide est subordonné à la régularité de la situation de l'entreprise au regard de ses obligations fiscales et sociales.

#### Conditions de liquidation de l'aide :

L'aide métropolitaine est plafonnée à 50 000 euros par projet et par local commercial. Dans cette limite, l'aide est liquidée de la façon suivante :

- Pour les PME créées ou reprises :
  - 1ère année de location : rabais de loyer de 75% par référence aux conditions du marché.
  - 2ème année de location : rabais de loyer de 50% par référence aux conditions du marché.
  - 3ème année de location : rabais de loyer de 25% par référence aux conditions du marché.
- Pour les entreprises existantes occupant moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros : par année de location et au maximum sur 3 ans, rabais de loyer jusqu'à 20% par référence aux conditions du marché.
- Pour les entreprises existantes occupant entre 50 et 250 personnes et dont le chiffre d'affaire annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros : par année de location et au maximum sur 3 ans, rabais de loyer jusqu'à 10% par référence aux conditions du marché.

Pour l'application de la présente délibération :

- la catégorie des micros, petites et moyennes entreprises (PME) est définie conformément à l'annexe 1 du Règlement UE No 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du TFUE.
- la valeur locative de référence fixée au regard des conditions du marché est déterminée soit par le DDFIP, soit par le DRFIP, soit par un expert évaluateur répondant aux conditions définies à l'article R 1511-4 du CGCT.

#### Conditions de versement de l'aide :

Le dispositif d'aide n'entrera en application qu'à compter de la signature de la convention d'octroi conclue entre la Métropole et le bénéficiaire de l'aide. Cette convention écrite revêt un caractère obligatoire et comporte l'ensemble des mentions prévues à l'article R 1511-4-2 du CGCT.

L'aide prenant la forme d'un rabais consenti sur la valeur locative du local, la Métropole appellera à chaque échéance contractuelle de la convention de sous location le montant correspondant au loyer résiduel restant dû après application des abattements prévus à l'article 2.

#### Conditions d'annulation et de reversement de l'aide :

Après mise en œuvre d'une procédure contradictoire conforme aux dispositions des articles L 121-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration, l'aide sera annulée et le cas échéant il sera donné lieu à reversement dans les cas suivants :

- obtention de l'aide par l'effet d'une fraude du bénéficiaire,
- exploitation commerciale non conforme aux stipulations de la convention d'octroi de l'aide,
- non fourniture des attestations semestrielles de régularité de la situation du bénéficiaire de l'aide au regard de ses obligations fiscales et sociales,
- cessation d'activité du bénéficiaire de l'aide.

#### 1.2 Aide à la mise/remise aux normes des locaux commerciaux à destination des propriétaires.

L'aide accordée dans le cadre de ce dispositif, qui constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L 1511-3 du CGCT, consistera en une subvention versée au propriétaire d'un local commercial vacant éligible et pris à bail par la Métropole, affectée à la l'aménagement, la rénovation ou à la mise aux normes dudit local, et en suite destiné à être sous loué par la Métropole à un opérateur économique final.

#### Conditions d'attribution de l'aide :

Bénéficiaires de l'aide : les propriétaires de locaux commerciaux vacants situés dans le centre-ville de Marseille sur les secteurs de l'Opéra, de la Canebière et de la rue de Rome, et correspondant par leurs caractéristiques aux objectifs fixés par la délibération cadre du 28 mars 2019.

Sont éligibles à l'aide ci-dessus définie, dans la limite des crédits ouverts par la Métropole au titre de ce type d'interventions, les propriétaires de locaux commerciaux remplissant les conditions suivantes :

- Cohérence entre les caractéristiques du local commercial faisant l'objet de la demande, et les objectifs définis par la délibération du 28 mars 2019. Les caractéristiques du local devront être en cohérence avec les objectifs définis par la délibération cadre du 28 mars 2019.

- Régularité de la situation fiscale et sociale du demandeur : conformément aux prescriptions de l'article R 1511-4-2 du CGCT, le bénéfice de l'aide est subordonné à la régularité de la situation du demandeur à l'octroi de la subvention au regard de ses obligations fiscales et sociales.

#### Conditions de liquidation de l'aide :

Les couts travaux éligibles à la demande de subvention sont les suivants : mise aux normes du local commercial, hors travaux structurels sur l'immeuble. Les frais et honoraires directement liés aux travaux (bureaux d'étude, cabinets d'architectes) sont exclus.

Dans le cadre et la limite des couts éligibles définis ci-dessus, l'aide est plafonnée à 20 000 euros et liquidée de la façon suivante :

- PME créées ou reprises : 50% maximum du cout total des travaux éligibles,
- Entreprise occupant moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros : 20% maximum du cout total des travaux éligibles
- Entreprises existantes occupant entre 50 et 250 personnes et dont le chiffre d'affaire annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros : 10% maximum du cout total des travaux éligibles.

Pour l'application de ce dispositif, la catégorie des micros, petites et moyennes entreprises (PME) est définie conformément à l'annexe 1 du Règlement UE No 651/2014 de la Commission du

17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du TFUE.

#### Conditions de versement de l'aide :

Le dispositif d'aide n'entrera en application qu'à compter de la signature de la convention d'octroi de la subvention conclue entre la Métropole et le bénéficiaire de l'aide. Cette convention écrite revêt un caractère obligatoire et comporte l'ensemble des mentions prévues à l'article R 1511-4-2 du CGCT.

La subvention octroyée sera libérée de la façon suivante :

- 50% au démarrage des travaux dument attesté, ou constaté par les services de la Métropole,
- 50% à l'achèvement des travaux dument attesté par transmission à la Métropole du procès-verbal de réception des travaux ou tout document équivalent.

#### Conditions d'annulation et de reversement de l'aide :

Après mise en œuvre d'une procédure contradictoire conforme aux dispositions des articles

L 121-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration, l'aide sera annulée et le cas échéant il sera donné lieu à reversement dans les cas suivants :

- obtention de l'aide par l'effet d'une fraude du bénéficiaire,
- comportement fautif du bénéficiaire de la subvention, soit dans le cadre de l'exécution des travaux, soit dans le cadre de l'exécution du bail à conclure avec la Métropole,
- non réalisation de l'intégralité des travaux convenus dans les délais prescrits par la convention d'octroi de la subvention,
- réalisation imparfaite ou incomplète des travaux prescrits par la convention d'octroi de la subvention.
- refus par le bénéficiaire de donner à bail à la Métropole dans les conditions prescrites par la convention d'octroi de la subvention, le local objet des travaux.

## **2. Aide à la rénovation des locaux commerciaux à destination des porteurs de projet.**

L'aide accordée dans le cadre de ce dispositif, qui constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L 1511-3 du CGCT, consistera en une subvention versée aux entreprises preneuses à bail commercial de locaux commerciaux vacants situés sur les secteurs décrits du centre-ville de Marseille.

#### Conditions d'attribution de l'aide :

Bénéficiaires de l'aide : les entreprises preneuses à bail commercial de locaux commerciaux vacants situés dans le centre-ville de Marseille sur les secteurs de l'Opéra, de la Canebière et de la rue de Rome, et correspondant par leurs caractéristiques aux objectifs fixés par la délibération cadre du 28 mars 2019.

Sont éligibles à l'aide ci-dessus définie, dans la limite des crédits ouverts par la Métropole au titre de ce type d'interventions, les entreprises preneuses à bail commercial de locaux commerciaux vacants remplissant les conditions suivantes :

- Cohérence entre les caractéristiques du local commercial faisant l'objet de la demande, et les objectifs définis par la délibération du 28 mars 2019. Les caractéristiques du local devront être en cohérence avec les objectifs définis par la délibération cadre du 28 mars 2019.
- Régularité de la situation fiscale et sociale du demandeur : conformément aux prescriptions de l'article R 1511-4-2 du CGCT, le bénéfice de l'aide

est subordonné à la régularité de la situation du demandeur à l'octroi de la subvention au regard de ses obligations fiscales et sociales.

➤ Absence de demande ou d'octroi d'une aide métropolitaine au titre du dispositif de sous-location par la Métropole de locaux commerciaux : l'entreprise ne doit pas avoir sollicité ou bénéficié d'une aide métropolitaine au titre du dispositif de sous-location, par la Métropole, de locaux commerciaux.

#### Conditions de liquidation de l'aide :

Les couts travaux éligibles à la demande de subvention sont les suivants : aménagement intérieur, rénovation ou mise aux normes du local commercial, en ce compris la devanture commerciale, hors travaux structurels sur l'immeuble. Les frais et honoraires directement liés aux travaux (bureaux d'étude, cabinets d'architectes) sont exclus.

Dans le cadre et la limite des couts éligibles définis ci-dessus, l'aide est plafonnée à 30 000 euros et liquidée de la façon suivante :

- PME créées ou reprises : 50% maximum du cout total des travaux éligibles,
- Entreprises existantes occupant entre 50 et 250 personnes et dont le chiffre d'affaire annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros : 20% maximum du cout total des travaux éligibles
- Entreprises existantes occupant entre 50 et 250 personnes et dont le chiffre d'affaire annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros : 10% maximum du cout total des travaux éligibles.

Pour l'application de la présente délibération la catégorie des micros, petites et moyennes entreprises (PME) est définie conformément à l'annexe 1 du Règlement UE No 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du TFUE.

#### Conditions de versement de l'aide :

Le dispositif d'aide n'entrera en application qu'à compter de la signature de la convention d'octroi de la subvention conclue entre la Métropole et le bénéficiaire de l'aide. Cette convention écrite revêt un caractère obligatoire et comporte l'ensemble des mentions prévues à l'article R 1511-4-2 du CGCT.

La subvention octroyée sera libérée de la façon suivante :

- 50% au démarrage des travaux dument attesté, ou constaté par les services de la Métropole,
- 50% à l'achèvement des travaux dument attesté par transmission à la Métropole du procès-

verbal de réception des travaux ou tout document équivalent.

#### Conditions d'annulation et de reversement de l'aide :

Après la mise en œuvre d'une procédure contradictoire conforme aux dispositions des articles L 121-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration, l'aide sera annulée et le cas échéant il sera donné lieu à reversement dans les cas suivants :

- obtention de l'aide par l'effet d'une fraude du bénéficiaire,
- comportement fautif du bénéficiaire de la subvention,
- non réalisation de l'intégralité des travaux convenus dans les délais prescrits par la convention d'octroi de la subvention,
- réalisation imparfaite ou incomplète des travaux prescrits par la convention d'octroi de la subvention.

D'une manière générale, le reversement des aides annulées donnera lieu à émission de titres de recettes correspondant selon le cas à tout ou partie de l'aide octroyée.

Conformément à la délibération cadre du 28 mars 2019, la totalité des aides métropolitaines ne pourra pas excéder 50 000 euros par local commercial.

Les aides seront accordées en fonction des disponibilités budgétaires fixées annuellement et préalablement dans le cadre du budget de la collectivité.

S'agissant de la présente délibération, les crédits nécessaires à la mise en œuvre des actions seront proposés lors du prochain budget supplémentaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 1511-1 et suivants, R 1511-4 et suivants,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Traité sur le fonctionnement de l'union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

- Le Règlement UE 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, et ses annexes ;
- La délibération n°ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'engagement de la Métropole en faveur du commerce de proximité ;
- La lutte contre la vacance commerciale des centres villes métropolitains ;
- La nécessité et l'urgence de redynamiser le centre-ville de Marseille.

**Délibère**

**Article unique :**

Sont approuvées les conditions d'attribution, de liquidation, de versement, d'annulation et de reversement des aides octroyées par la Métropole dans le cadre du dispositif de lutte contre la vacance commerciale décrit aux motifs de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 003-6395/19/CM**

**■ Fonds de solidarité en faveur des commerces et artisans impactés par les événements de la rue d'Aubagne en partenariat avec la CCIMP - Réévaluation de la participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Approbation de l'avenant n°2 à la convention d'objectif MET 19/11599/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° ECO 015-5297/18/CM du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a mis en place un fonds de solidarité en faveur des commerces et artisans impactés par les événements de la rue d'Aubagne, en partenariat avec la CCIMP, via une convention d'objectif.

En effet, suite aux événements du 5 novembre dernier de la rue d'Aubagne à Marseille, de nombreux commerçants et artisans ont été contraints de cesser

totale ou partiellement leurs activités au regard des arrêtés de péril concernant leurs immeubles et/ ou de la fermeture des voiries pour des raisons de sécurité.

Afin d'accompagner les commerces, artisans et entreprises mis en difficulté par ces événements, un guichet unique avait été immédiatement, piloté par la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP), avec pour objectif de faciliter le traitement des demandes des entreprises et mobiliser toutes les formes d'aides et d'accompagnement possibles en fonction de la situation rencontrée : éventuel étalement des dettes fiscales et sociales, prise en charge au titre de l'activité partielle, indemnisation des assurances, mobilisation exceptionnelle d'aides financières, aide à la recherche de locaux professionnels...

Compte tenu du caractère exceptionnel de la situation ainsi que de l'urgence à intervenir, la Métropole Aix-Marseille-Provence avait donc décidé d'apporter son concours en versant un soutien financier aux commerçants et artisans les plus impactés, par l'intermédiaire de la CCIMP.

Par délibération n° ECO 001-5491/19/CM du 28 février 2019, un avenant n°1 à cette convention a été approuvé afin d'étendre le périmètre géographique de l'aide à l'ensemble du territoire métropolitain et de préciser la deuxième catégorie des bénéficiaires de l'aide.

Il apparaît aujourd'hui, au terme de l'instruction des dossiers d'aides déposés par les bénéficiaires éligibles, que le montant total de la participation de la Métropole au titre du dispositif doit être réévalué à la hausse.

En effet du 1er janvier 2019 au 31 mars 2019, 91 demandes d'aide ont été retenues, ce qui représente un montant total d'aide exceptionnelle de 733 152 euros.

Ainsi, initialement fixé à 700 000 euros maximum (*article 5.1 de la convention*), le montant maximum de cette participation doit être aujourd'hui fixé à 733 152 euros. Il est proposé de modifier l'article 5.1 en ce sens.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 015-5297/18/CM du 13 décembre 2018 portant mise en place d'un fonds de solidarité en faveur des commerces et artisans impactés par les événements de la rue d'Aubagne en partenariat avec la CCIMP ;
- La convention d'objectif se rapportant à la délibération n° ECO 015-5297/18/CM ;
- La délibération n° ECO 001-5491/19/CM du 28 février 2019 portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'objectif ;
- L'avenant n°1 se rapportant à la délibération n° ECO 001-5491/19/CM du 28 février 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La situation exceptionnelle liée aux événements de la rue d'Aubagne ;
- La nécessité et l'urgence d'apporter une aide financière aux commerçants et artisans directement impactés sur l'ensemble du territoire métropolitain ;
- La fin de l'instruction des dossiers de demandes d'aide par la CCIMP ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention d'objectif avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, portant le montant maximum de la participation de la Métropole au titre du dispositif d'aide en faveur des commerces impactés par les événements de la rue d'Aubagne au périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence à 733 152 euros.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°2 avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 004-6396/19/CM**

**■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement, relative aux acquisitions foncières, études et travaux de voirie sur le secteur du Brégadan à Cassis en vue de la réalisation d'une zone d'activité artisanale**  
**MET 19/11058/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et d'aménagement et aux fins de répondre à la demande des artisans et PME/PMI de l'Est du territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire Marseille Provence souhaite réaliser une zone d'activité artisanale, sur le territoire de Cassis, secteur du Brégadan.

La création de la zone artisanale a été confiée à un opérateur privé (REDMAN/NEWTOWN) qui réalise les aménagements (terrassement, viabilisation) du village artisanal et la construction de six bâtiments d'activités, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire Marseille Provence engageant pour sa part les travaux de requalification de la voie communautaire et l'amenée des réseaux.

L'opération d'investissement 2013107500, rattachée au programme 03 « Développement économique », code Autorisation de programme 141031BP, créée en vue de la requalification de la voie communautaire et l'amenée des réseaux nécessaires à la réalisation de la zone artisanale du Brégadan et à l'aménagement d'un carrefour giratoire aux fins de sécurisation du trafic au sud du secteur, inscrite au budget de la Métropole – Territoire Marseille Provence pour un montant de 1 670 000 euros T.T.C., doit être revalorisée.

En effet, l'estimation du coût des travaux, au stade de la phase PRO, se révèle plus importante, du fait de l'absence de structure de chaussée mise à jour par le diagnostic de chaussée qui préconise une reprise de la structure de cette voirie (non prévue initialement).

Aussi et afin d'assurer la poursuite de cette opération, en lien avec l'opérateur de la zone artisanale qui a démarré les travaux de terrassement sur l'emprise de son projet et qui s'est engagé à livrer aux entreprises les bâtiments d'activité fin mars 2020, il convient de revaloriser cette opération pour un montant de 330 000 euros T.T.C.

Cette revalorisation porte ainsi le montant total de l'opération 2013107500 à 2 000 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :



**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°ECO 001-1775/17 du 30 mars 2017, relative à l'approbation de l'Agenda du développement économique Métropolitain ;
- La délibération n°DEV 003-147/13/CC du 22 mars 2013 approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative aux acquisitions foncières, études et travaux sur le secteur du Brégadan à Cassis pour la réalisation d'une zone artisanale ;
- La délibération n°DEV 006-037/14/BC du 21 février 2014 approuvant l'acquisition à titre onéreux auprès de la société Lafarge Granulats Sud de terrains pour la réalisation d'une zone d'activité artisanale à Cassis ;
- La délibération n°DEV 003-1173/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la revalorisation et l'affectation des crédits de l'opération d'investissement relatifs aux acquisitions foncières, études et travaux de voirie sur le secteur du Brégadan à Cassis en vue de la réalisation d'une zone d'activité artisanale ;
- La délibération n°URB 066-2565/17/BM du 19 octobre 2017 approuvant la cession à titre onéreux au profit de la société Redman Newtown d'un terrain nu pour la réalisation de la zone d'activité artisanale du Brégadan à Cassis ;
- La délibération n°ECO 008-3233/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la révision de l'opération d'investissement relative aux acquisitions foncières, études et travaux de voirie sur le secteur du Brégadan à Cassis en vue de la réalisation d'une zone d'activité artisanale et de son affectation ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'engager les travaux de requalification de la voie communautaire et amenée des réseaux dans le cadre de la réalisation du village d'activité artisanale « Horizon Brégadan » et de l'aménagement d'un carrefour giratoire en vue de la sécurisation du trafic au sud du secteur.
- Qu'il est nécessaire de prendre en compte les résultats du diagnostic de chaussée qui préconise une reprise de la structure de cette voirie.
- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation de cette révision pour un montant de 330 000 euros TTC portant ainsi le montant total de l'opération 2013107500 à 2 000 000 euros T.T.C.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2013107500 en vue de la requalification de la voie communautaire et l'amenée des réseaux nécessaires à la réalisation de la zone artisanale du Brégadan à Cassis et à l'aménagement d'un carrefour giratoire aux fins de sécurisation du trafic, pour un montant de 330 0000 euros T.T.C portant le montant total de l'opération à 2 000 000 euros T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires relatifs à cette opération sont inscrits aux budgets 2019 et suivants du Territoire Marseille Provence – Sous politique B320 – Chapitre 4581191001 – Fonction 515 - opération rattachée au programme 03 « Développement économique », code AP 141031BP.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 284 244,43 euros T.T.C  
CP 2019 : 680 000 euros T.T.C  
CP 2020 : 940 000 euros T.T.C  
CP 2021 : 95 755,57 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 005-6397/19/CM**

**■ Inscription de crédits supplémentaires concernant le dispositif métropolitain en faveur de l'investissement immobilier des entreprises pour le Territoire du Pays d'Aix  
MET 19/11060/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° ECO 002-16/05/19 CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, la Métropole a approuvé la mise en place d'un dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement y afférent. Cette décision s'inscrit dans les objectifs de l'Agenda de Développement Economique de la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoyant notamment la constitution d'un système d'aides homogène sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Complémentaire à l'action métropolitaine en matière de foncier, ce dispositif vise à favoriser le développement et l'emploi des entreprises, principalement des Petites et Moyennes Entreprises, en leur permettant d'accéder à des locaux d'activités adaptés à leurs besoins. Sont ciblées notamment les entreprises industrielles et de services à l'industrie, issues prioritairement des six filières d'excellence retenues par la Métropole.

Il est rappelé que quatre types de projets ont été retenus :

- achat d'un terrain et construction,
- acquisition de locaux professionnels,
- extension d'un bâtiment existant,
- réhabilitation d'un bâtiment existant.

Dans le respect des dispositions réglementaires, l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les

Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de plafonner l'aide à 200.000 euros.

Ce dispositif est applicable uniquement dans la limite des crédits disponibles.

Les opérations financées par crédit bancaire font l'objet de deux versements : le versement d'un acompte suite au démarrage du chantier, puis le règlement du solde à la fin de l'opération. En cas de crédit-bail, la totalité de la subvention est versée après achèvement de l'ouvrage.

A ce jour, quatre autres territoires de la Métropole mettent en œuvre ce dispositif métropolitain acté dans la délibération précitée du 16 mai 2019 :

- Territoire Marseille Provence : 200.000 euros
- Territoire du Pays d'Aix : 500.000 euros
- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 150.000 euros
- Territoire Istres-Ouest Provence : 120.000 euros.

Or, compte-tenu de l'ancienneté de cette action sur le Territoire du Pays d'Aix où de nombreuses entreprises ont initié des projets d'investissement, le Territoire du Pays d'Aix est amené à réévaluer à la hausse son inscription budgétaire 2019 pour couvrir les besoins au titre des dossiers déjà votés, en cours ou à voter dans le courant de l'année 2019 :

Nature du besoin	Montant prévisionnel	Dossiers concernés
Acomptes à verser sur des subventions déjà votées (retard dans le démarrage des opérations du Pôle Morandat)	285.000 €	Néowave/Nerys, IP Energy, MECA 13, SIMAGEC
Soldes à verser sur des subventions votées	277.585 €	Caldor, FM Développement/ Connect Sytee, Vermillon, CPI
Acompte à verser sur une subvention présentée au BM de juin	45.000 €	Simagec
Acomptes à verser sur des subventions à voter	140.000 €	4 demandes identifiées (dossiers éligibles en instruction)
<b>TOTAL</b>	<b>747.585 €</b>	

Par conséquent, il est nécessaire d'inscrire pour le Territoire du Pays d'Aix, au titre de l'année 2019, un crédit de paiement de 750.000 euros, conformément aux dispositions du Budget Supplémentaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L1511-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;

- Le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° ECO 002-16/05/19 CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 portant approbation d'un dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que par délibération n° ECO 002-16/05/19 CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, a été approuvé le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- Que compte tenu de l'ancienneté de cette action sur le territoire du Pays d'Aix où de nombreuses entreprises ont initié des projets d'investissement, celui-ci est amené à réévaluer à la hausse son inscription budgétaire 2019 pour couvrir les besoins au titre des dossiers déjà votés, en cours ou à voter dans le courant de l'année 2019 ;
- Que par délibération du 16 mai 2019 précitée, ont été inscrits, au bénéfice du territoire du Pays d'Aix, des crédits à hauteur de 500 000 euros ;
- Qu'il est nécessaire d'inscrire pour le Conseil de territoire du Pays d'Aix des crédits à hauteur de 750 000 euros au total au titre de l'année 2019 ;

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la réévaluation de l'enveloppe budgétaire 2019 dédiée à la mise en œuvre du dispositif d'aide à l'investissement immobilier sur le Pays d'Aix.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, pour 250.000€ en section d'investissement : opération budgétaire 4581162378, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI378AP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 006-6398/19/CM**

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Aides aux entreprises (immobilier, PAT,...)" - Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix  
MET 19/11118/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il s'agit d'apporter un soutien aux projets de développement et de recrutement présentés par des entreprises du territoire, appui à l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire.

L'action du territoire se fait sous la forme de subventions d'investissement au titre d'un projet immobilier porté par une entreprise : acquisition d'un terrain + construction, acquisition de locaux d'activité, extension de locaux existants.

Le tissu économique du territoire est dynamique. Compte-tenu du nombre de demandes actuellement en instruction et susceptibles d'être validées avant fin 2019, il est nécessaire de revoir l'Autorisation de Programme à la hausse.

L'opération d'investissement 378 « Aides aux entreprises (immobilier, PAT, ...) » d'un montant initial de

2 000 000 euros inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI378AP doit être révisée pour un montant de + 300 000 euros T.T.C,

Cette révision porte le montant de l'opération 378 - Aides aux entreprises (immobilier, PAT, ...) autorisation de programme DI378AP de 2 000 0000 euros T.T.C avant révision à 2 300 000 euros T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouvertures, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 300 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI378AP « Aides aux entreprises (immobilier, PAT, ...) » afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 300 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI378AP « Aides aux entreprises (immobilier, PAT, ...) ».
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI378AP « Aides aux entreprises (immobilier, PAT, ...) » pour un montant de 300 000 euros T.T.C portant le montant total de l'opération à 2 300 000 euros T.T.C.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

Déjà financé : 549 531,50 euros T.T.C.  
CP 2019 (BS compris) : 750 000 euros T.T.C.  
CP 2020 : 500 000 euros T.T.C  
CP 2021 : 250 000 euros T.T.C  
CP 2022 : 250 468,50 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **ECO 007-6399/19/CM**

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Pôle d'Activités Aix Entrée Est RD59 (ex rue Berthelot)" - Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix  
MET 19/11136/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation des zones d'activités, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé dans l'aménagement de l'entrée Est du Pôle d'activités d'Aix-en-Provence et particulièrement la section de la RD59 comprise entre le giratoire de Véra et le giratoire De Saboulin. En effet, suite à l'attractivité nouvelle générée notamment par la mise en service de l'ARENA, les flux piétons et vélo sont de plus en plus nombreux.

Cette section de voie est actuellement très routière et dangereuse pour les modes de déplacement doux.

Pour sécuriser en urgence cette section, le territoire avait posé en 2018 des glissières béton provisoires de part et d'autre de la voie. Des études de faisabilité ont été menées afin de définir le programme d'une opération pérenne.

Ainsi il a donc été voté en mars 2019 un programme de travaux permettant de créer un cheminement piéton sécurisé comprenant un balisage lumineux, et protégé de la voie de circulation par une barrière bois. Cette dernière aura également comme fonction d'empêcher le stationnement anarchique sur ce secteur. Le programme de réaménagement comprend également la réalisation d'une troisième voie de circulation qui sera réservée aux Transports en commun dans le sens sortant du Pôle.

Au moment de la création de l'Autorisation de Programme, le programme de l'opération n'était pas connu. Aujourd'hui le programme de travaux voté est de 1,8M d'euros il est donc nécessaire d'augmenter le montant de l'AP et de la passer à 2M d'euros.

L'opération d'investissement DI305A11 Pôle d'activité Aix Entrée Est RD59 (ex Berthelot) d'un montant initial de 1 000 000 euros inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI305A11 doit être révisée pour un montant de + 1 000 000 euros T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération DI305A11 Pôle d'activité Aix Entrée Est RD59 (ex Berthelot) autorisation de programme DI305A11 de 1 000 000 euros T.T.C avant révision à 2 000 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant intégration de la situation au 31/12/2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 1 000 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI305A11 Pôle d'activité Aix Entrée Est RD59 (ex Berthelot) afin de permettre sa réalisation.

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de +1 000 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI305A11 Pôle d'activité Aix Entrée Est RD59 (ex Berthelot).
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI305A11 Pôle d'activité Aix Entrée Est RD59 (ex Berthelot) pour un montant de 1 000 000 euros T.T.C portant le montant total de l'opération à 2 000 000 euros T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Déjà financé : 0 euro T.T.C.

CP 2019 (BS compris) : 30 000 euros T.T.C.

CP 2020 : 800 000 euros T.T.C

CP 2021 : 1 170 000 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ECO 008-6400/19/CM**

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Vitrolles ZA Estroublans Tr3" - Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix**

**MET 19/11138/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La réhabilitation de la ZI des Estroublans sur la Commune de Vitrolles est divisée en 4 tranches de travaux :

1ère tranche de travaux réalisée de 1999 à 2002 = 10 470 198 euros

2ème tranche de travaux réalisée de 2003 à 2009 = 12 400 000 euros

3ème tranche de travaux en cours de réalisation pour un montant voté à ce jour de 14 000 000 euros

4ème tranche de travaux programmée au PPI du CT2 pour un montant prévisionnel de 10 000 000 euros

La poursuite de la troisième tranche de travaux de réhabilitation de la ZI des Estroublans nécessite la réalisation des travaux de réhabilitation de l'avenue de Bruxelles, dernier barreau non encore réhabilité sur le secteur.

Un avenant à la convention SPLA Pays d'Aix Territoires a été proposé au Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 afin de réaliser les travaux de l'avenue de Bruxelles.

L'opération d'investissement DI306AP1 Vitrolles ZA Estroublans Tr 3 d'un montant initial de 14 000 000 euros inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI306AP1 doit être révisée pour un montant de 1 000 000 euros T.T.C.,

Cette révision porte le montant de l'opération DI306AP1 Vitrolles ZA Estroublans Tr 3 autorisation de programme DI306AP1 de 14 000 000 euros T.T.C. avant révision à 15 000 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouvertures, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 1 000 000 euros T.T.C. de

l'opération d'investissement DI306AP1 Vitrolles ZA Estroublans Tr 3 afin de permettre sa réalisation.

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de +1 000 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI306AP1 Vitrolles ZA Estroublans Tr 3.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI306AP1 Vitrolles ZA Estroublans Tr 3 pour un montant de 1 000 000 euros T.T.C. portant le montant total de l'opération à 15 000 000 euros T.T.C.

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

Déjà financé : 4 570 617,02euros T.T.C.  
CP 2019 (BS compris) : 97 207 euros T.T.C.  
CP 2020 : 300 000 euros T.T.C.  
CP 2021 : 2 000 000 euros T.T.C.  
CP 2022 : 2 000 000 euros T.T.C.  
CP 2023 : 2 000 000 euros T.T.C.  
Reste à financer : 4 032 175,98 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ECO 009-6401/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement concernant "un dispositif d'aide métropolitain en faveur de l'investissement immobilier des entreprises"- Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

#### **MET 19/11168/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° ECO 002-16/05/19 CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019, la Métropole a approuvé la mise en place d'un dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement y afférent. Cette décision s'inscrit dans les objectifs de l'Agenda de Développement Economique de la Métropole Aix-Marseille-Provence prévoyant notamment la constitution d'un système d'aides homogène sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Complémentaire à l'action métropolitaine en matière de foncier, ce dispositif vise à favoriser le développement et l'emploi des entreprises, principalement des Petites et Moyennes Entreprises, en leur permettant d'accéder à des locaux d'activités adaptés à leurs besoins. Sont ciblées notamment les entreprises industrielles et de services à l'industrie, issues prioritairement des six filières d'excellence retenues par la Métropole.

Il est rappelé que quatre types de projets ont été retenus :

- achat d'un terrain et construction,
- acquisition de locaux professionnels,
- extension d'un bâtiment existant,
- réhabilitation d'un bâtiment existant.

Dans le respect des dispositions réglementaires, l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut dépasser un taux d'intervention de 20 % pour les Petites entreprises et de 10% pour les Moyennes entreprises. En zone AFR, ces proportions peuvent atteindre 30 % pour les Petites entreprises et 20 % pour les Moyennes entreprises. La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de plafonner l'aide à 200.000 euros.

Ce dispositif sera applicable uniquement dans la limite des crédits disponibles.

Les opérations financées par crédit bancaire font l'objet de deux versements : le versement d'un acompte suite au démarrage du chantier, puis le règlement du solde à la fin de l'opération. En cas de crédit-bail, la totalité de la subvention est versée après achèvement de l'ouvrage.

A ce jour, quatre territoires de la Métropole mettent en œuvre ce dispositif métropolitain comme acté dans la délibération précitée du 16 mai 2019 :

- Territoire Marseille Provence : 200.000 euros
- Territoire du Pays d'Aix : 500.000 euros
- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 150.000 euros
- Territoire Istres-Ouest Provence : 120.000 euros.

Par conséquent, il est nécessaire pour le Pays d'Aubagne et de l'Etoile d'inscrire la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Aide implantation Immo entreprise » pour un montant de 450 000 euros selon l'échéancier suivant :

#### **2019401500 : Aide implantation Immo entreprise**

Montant : 450 000 euros TTC  
CP 2019 : 150 000 euros TTC  
CP 2020 : 150 000 euros TTC  
CP 2021 : 150 000 euros TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L1511-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 ;
- Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 002-1776/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le SRDEII ;
- La délibération n° ECO 002-16/05/19 CM du Conseil de la Métropole du 16 mai 2019 portant approbation d'un dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que par délibération n° ECO 002-16/05/19 CM du Conseil de la Métropole du 16 mai

2019, a été approuvé le dispositif métropolitain d'aide à l'investissement immobilier des entreprises et du règlement d'attribution y afférent ;

- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019401500 « Aide implantation Immo entreprise » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, pour un montant de 450 000 euros ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019401500 « Aide implantation Immo entreprise » du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, pour un montant de 450 000 euros TTC rattachée au programme 03-1 « Développement des entreprises » Code AP 194031BP.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget supplémentaire 2019 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile en dépenses d'investissement au chapitre 45, nature 4581194015. L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 150 000 euros TTC  
CP 2020 : 150 000 euros TTC  
CP 2021 : 150 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## ***Commission "Emploi, Formation professionnelle, Insertion"***

\*\*\*\*\*

**EMP 001-6402/19/CM**

**■ Mise en place d'un dispositif d'aide au financement du permis de conduire pour les apprentis du CFA du Pays d'Aix  
MET 19/11005/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence, situé au 7 rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence. Le CFA du

Pays d'Aix accueille à la rentrée 2018-2019 plus de 900 apprentis qui suivent des cours par alternance dans 12 métiers des secteurs du goût, de l'automobile et du service, pour des qualifications du niveau 3 au niveau 5 (CAP à Bac+2).

L'organisation, le fonctionnement et le financement de l'apprentissage ont fait l'objet d'une réforme en profondeur par la récente loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel ». Parmi les mesures de soutien aux apprentis, l'État a prévu le financement des permis de conduire à hauteur de 500 euros pour les apprentis de plus de dix-huit ans.

Le décret n°2019-1 du 3 janvier 2019 met en œuvre l'application de l'article 36 de la loi n° 2018-771.

Les conditions de bénéfice de l'aide sont les suivantes :

- être âgé d'au moins dix-huit ans
- être titulaire d'un contrat d'apprentissage en cours d'exécution
- être engagé dans la préparation des épreuves du permis de conduire catégorie B

Le montant de l'aide est fixé à 500 euros, quel que soit le montant des frais engagés par l'apprenti. L'aide est attribuée une seule fois pour un même apprenti. Elle est cumulable avec les autres aides, y compris les prestations sociales. Elle est incessible et insaisissable.

L'apprenti souhaitant bénéficier de cette aide transmet son dossier de demande au CFA où il est inscrit. Si les conditions sont réunies, le CFA verse l'aide à l'apprenti ou à l'école de conduite. Le CFA adresse ensuite la demande d'aide à l'Agence de services et de paiement (ASP) pour que celle-ci le rembourse du montant versé, comme le prévoit la loi.

Une convention peut être conclue entre le CFA et l'ASP. Celle-ci est en cours de publication au niveau national.

Elle précisera notamment les modalités de mise à disposition par l'ASP d'un montant de crédit prévisionnel correspondant au montant maximal des aides qui pourraient être attribuées aux apprentis justifiant des conditions d'octroi de l'aide.

Elle précisera également les modalités d'acompte et de solde, ainsi que les pièces justificatives nécessaires afférentes à chacun de ces versements, incluant le cas échéant les demandes d'aide des apprentis. Le CFA doit conserver les pièces justificatives relatives au versement de l'aide et les tenir à disposition de l'ASP.

Le financement de l'aide au permis de conduire est assuré par France compétences. L'ASP verse l'aide au CFA, recouvre les sommes indûment perçues et procède aux contrôles nécessaires. Elle traite les réclamations et recours présentés par le CFA. Une convention est conclue à cet effet entre France



compétences et l'ASP, qui inclut notamment les frais de gestion correspondants.

Le coût du financement de l'aide au permis de conduire pour la Métropole est donc nul. Le CFA sera remboursé de l'intégralité des sommes versées aux apprentis. En revanche le CFA devra supporter les frais de gestion administrative.

Le CFA et l'ASP sont responsables des traitements de données, y compris personnelles, nécessaires à l'attribution, au versement de l'aide et à la gestion des réclamations et des recours. Les informations mentionnées dans le dossier de demande d'aide sont transmises au ministère du travail et à France compétences dans un format anonymisé afin d'assurer le pilotage et l'évaluation de l'aide.

Ces dispositions sont entrées en vigueur le 1er janvier 2019.

Le présent rapport a pour objet de mettre en œuvre ce décret et les modalités d'application. La dépense maximum prévue pour 2019 est estimée à 75.000 euros pour 150 apprentis : ce montant est prévu à l'équilibre en dépenses et en recettes au budget supplémentaire de juin 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;
- Le décret n°2019-1 du 3 janvier 2019 relatif à l'aide au financement du permis de conduire pour les apprentis ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'appliquer le décret n°2019-1 du 3 janvier 2019 qui met en œuvre l'article 36 de la loi n° 2018-771.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la mise en place d'un dispositif d'aide au financement du permis de conduire pour les apprentis du CFA du Pays d'Aix conformément au décret n°2019-1 du 3 janvier 2019.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial du Territoire, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 6518, fonction 26.

La recette correspondante sera constatée sur le budget Etat Spécial du Territoire, en section de Fonctionnement : chapitre 74, nature 74718, fonction 26.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **EMP 002-6403/19/CM**

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement « Projets d'aide à l'implantation de locaux (ex : siège AMS) » - Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix  
MET 19/11121/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : Il s'agit d'assurer un soutien aux structures dans le champ de l'économie sociale et solidaire sur le Territoire du Pays d'Aix.

En fin d'année 2018, un nouvel opérateur a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour une aide en investissement concernant la construction d'un siège

social. Il convient en conséquence d'élargir l'intitulé de l'autorisation de programme.

La participation du Territoire du Pays d'Aix prend la forme d'une subvention d'investissement au titre d'un projet immobilier porté par deux associations : Mise à disposition d'un terrain par la commune permettant la construction de locaux d'activités.

Le coût total de la nouvelle opération s'élève à 200 000.00 euros, ce qui implique une augmentation d'AP à hauteur de 200 000.00 euros portant son montant global à 400 000.00 euros.

L'opération d'investissement DI3481 Projets d'aide à l'implantation de locaux (ex : siège AMS) d'un montant initial de 200 000 euros inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI3481 doit être révisée pour un montant de 200 000 euros T.T.C.,

Cette révision porte le montant de l'opération DI3481 Projets d'aide à l'implantation de locaux (ex : siège AMS) autorisation de programme DI3481 de 200 000 euros T.T.C avant révision à 400 000 euros T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG030-4079/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant ouvertures, modifications et affectations et d'autorisations de programme. Budget principal métropolitain. Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 200 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI3481 Projets d'aide à l'implantation de locaux (ex : siège AMS) afin de permettre sa réalisation
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 200 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI3481 Projets d'aide à l'implantation de locaux (ex : siège AMS)
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI3481 Projets d'aide à l'implantation de locaux (ex : siège AMS) pour un montant de 200 000 euros T.T.C portant le montant total à 400 000 euros

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

Déjà financé : 0 euro T.T.C.

CP 2019 (BS compris) : 200 000 euros T.T.C.

CP 2020 : 200 000 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **EMP 003-6404/19/CM**

**■ Université du Temps Libre - Tarifs inscriptions et activités pour la rentrée 2019/2020 - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile  
MET 19/11372/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Université du Temps Libre (UTL) créée en 1995 par la ville d'Aubagne a intégré ses activités aux compétences du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en juillet 2012.

« Apprendre, stimuler, partager, transmettre » c'est la devise de l'Université du Temps Libre en Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'UTL met à la disposition des adhérents un dispositif leur permettant d'acquérir des compétences, de s'initier à de nouvelles disciplines ou de renforcer des connaissances pour le plaisir d'apprendre. Ouverte à tous sans critère d'âge, l'UTL propose tout au long de l'année un catalogue de plus de 29 activités (ateliers, séminaires, sorties, stages) et un cycle de 70 conférences de septembre à juin. Son offre de formation est toujours renouvelée parmi des activités intellectuelles, artistiques et physiques variées. L'UTL est un lieu d'échanges, de rencontres et de partage dans un esprit d'ouverture et de convivialité.

L'UTL du Pays d'Aubagne et de l'Etoile connaît un succès grandissant avec un record d'inscriptions de 1000 adhérents à la rentrée 2018/2019, soit 1 % de la population du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile (Répartition : 65 % Pays d'Aubagne et de l'Etoile et 35 % hors Territoire & villes partenaires).

Pour procéder aux inscriptions de la rentrée 2019/2020 des « anciens » adhérents au mois de juillet puis des « nouveaux » en septembre, il est nécessaire de délibérer sur les tarifs des inscriptions et activités de l'UTL.

Afin d'étendre son rayonnement autour du Territoire, l'UTL propose à nouveau à la rentrée 2019/2020 aux communes limitrophes hors Pays d'Aubagne et de l'Etoile de devenir «Partenaire» et de faire bénéficier leurs habitants du tarif préférentiel de l'UTL.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les tarifs proposés dans le cadre des inscriptions à ces différentes activités sont fixés annuellement ;
- Que depuis 2012, l'UTL a opté pour une tarification restant inchangée pendant 2 années, la 3<sup>ème</sup> année une augmentation est appliquée à hauteur de 2,5% par an ;
- Que les tarifs restent inchangés à ceux de l'année 2018/2019.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont fixés les barèmes afin de pouvoir procéder aux inscriptions de la rentrée 2019/2020 qui interviendront dès le mois de juillet pour les anciens adhérents et en septembre pour les nouveaux adhérents comme suit :

**1 - ADHESION ANNUELLE**

<b>Tarif « Pays d'Aubagne et de l'Etoile » pour les personnes habitant le territoire et les villes Partenaires de l'UTL</b>	
Cotisation donnant droit à deux activités au choix dans la limite des places disponibles et l'accès à toutes les conférences	199 Euros
<b>Tarif « Hors Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile » pour les personnes habitant les autres communes</b>	
Cotisation donnant droit à deux activités au choix dans la limite des places disponibles et l'accès à toutes les conférences	239 Euros
<b>Possibilité de s'inscrire à des activités supplémentaires « atelier, séminaire, sortie et stage » dans la limite des places disponibles</b>	

Par atelier, séminaire supplémentaire	44 Euros
Par thématique de sortie supplémentaire (archéologie/patrimoine, culture et découvertes, sciences naturelles & randonnées)	44 Euros
Par stage supplémentaire	34 Euros

## 2 CONFERENCES

Pour les personnes non adhérentes et désirant assister aux conférences

Chéquier conférences	20 euros les 5 tickets
Ticket à l'unité	4,50 euros

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en recettes de fonctionnement du budget primitif 2019 de l'Etat Spécial de Territoire au chapitre 70 nature 7062.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **EMP 004-6405/19/CM**

s'initier à de nouvelles disciplines ou de renforcer des connaissances pour le plaisir d'apprendre. Ouverte à tous sans critère d'âge, l'UTL propose tout au long de l'année un catalogue de plus de 29 activités (ateliers, séminaires, sorties, stages) et un cycle de 70 conférences de septembre à juin. Son offre de formation est toujours renouvelée parmi des activités intellectuelles, artistiques et physiques variées. L'UTL est un lieu d'échanges, de rencontres et de partage dans un esprit d'ouverture et de convivialité.

L'UTL du Pays d'Aubagne et de l'Etoile connaît un succès grandissant avec un record d'inscriptions de 1000 adhérents à la rentrée 2018/2019, soit 1 % de la population du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile (Répartition : 65 % Pays d'Aubagne et de l'Etoile et 35

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

### **■ Université du Temps Libre - Tarifs des sorties à la journée période 2019/2020 - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 19/11371/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Université du Temps Libre (UTL) créée en 1995 par la ville d'Aubagne a intégré ses activités aux compétences du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en juillet 2012.

« *Apprendre, stimuler, partager, transmettre* » c'est la devise de l'Université du Temps Libre en Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'UTL met à la disposition des adhérents un dispositif leur permettant d'acquérir des compétences, de

% hors Territoire & villes partenaires).

Il est nécessaire de délibérer, chaque année, les tarifs des sorties à la journée de l'Université du Temps Libre et de fixer les barèmes pour la période 2019/2020.

Plus de 620 adhérents sont inscrits dans les 4 thématiques de sorties proposées à l'UTL : Archéologie/ Patrimoine, Culture & découvertes, Sciences naturelles et Randonnées. Ce sont 11 cars de 25 à 50 personnes qui partent chaque mois en sorties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

- La délibération n° EMP 002-4142/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant les tarifs des sorties à la journée organisée par l'Université du Temps Libre du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour la période 2018-2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de délibérer, chaque année, les tarifs des sorties de l'Université du Temps Libre ;
- Que les tarifs restent identiques à ceux de l'année 2018/2019 , approuvés par

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont fixés les barèmes relatifs aux sorties à la journée, pour la période 2019/2020, comme suit :

<b><i>Transports (dans un rayon de kms)</i></b> <b><i>Sur une base de 31 à 50 participants par bus</i></b>	
Jusqu'à 50 kms	12 euros
De 50 à 150 kms	15 euros
De 150 à 250 kms	17 euros
De 250 à 400 kms	20 euros
<b><i>Transports (dans un rayon de kms)</i></b> <b><i>Sur une base de 25 à 30 participants par bus</i></b>	
Jusqu'à 50 kms	18 euros
De 50 à 150 kms	21 euros
De 150 à 250 kms	24 euros
De 250 à 400 kms	27 euros
<b><i>Dans le cadre de sorties avec découverte de musées, sites, parcs nationaux, fondations etc..., les tarifs suivants viendront s'ajouter aux tarifs transports.</i></b>	
1 <sup>er</sup> tarif	3 euros
2 <sup>ème</sup> tarif	5 euros
3 <sup>ème</sup> tarif	7 euros
4 <sup>ème</sup> tarif	10 euros
5 <sup>ème</sup> tarif	12 euros
6 <sup>ème</sup> tarif	15 euros
7 <sup>ème</sup> tarif	18 euros

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en recettes de fonctionnement du budget primitif 2019 de l'Etat Spécial de Territoire au chapitre 70 nature 7062.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Transports,  
Déplacements et Accessibilité"***  
\*\*\*\*\*

TRA 001-6406/19/CM

■ Approbation du Plan vélo métropolitain 2019-2024

MET 19/9957/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'organisation de la mobilité au sens de l'article L.1231-1 du Code des Transports, doit concourir au développement des modes de déplacement terrestre non motorisés.

Actuellement 39% des déplacements du quotidien de moins de 3 kilomètres - soit 15 minutes en vélo classique et 7 minutes en vélo à assistance électrique- se font actuellement en voiture. La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite inverser la tendance en donnant toute sa place au vélo sur son territoire.

Bénéfique pour la santé individuelle et collective, outil d'attractivité et de qualité de vie, le développement du vélo méritait un plan d'action ambitieux et coordonné entre la Métropole et le Département.

Outil de programmation et feuille de route de la politique métropolitaine sur les cinq années à venir, le plan vélo territorial traduit l'ambition de la Métropole et du Département : doubler la part du vélo dans les modes de déplacements du quotidien et renforcer l'attractivité cyclo-touristique du territoire.

Dotée d'atout climatique certain, d'un patrimoine d'exception et confronté à des problématiques de pollution de l'air et de congestion urbaine, la Métropole Aix-Marseille-Provence réunit atouts et enjeux pour développer l'usage du vélo sur son territoire.

En partenariat avec le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence se propose de consacrer un budget de 60 millions d'euros au sein de ce plan vélo 2019-2024. Premier document cadre consacré au vélo par la Métropole, ce plan est composé des 3 axes suivants :

- Développer l'usage de vélo dans les trajets du quotidien ;
- Favoriser l'accès au vélo au plus grand nombre ;
- Renforcer l'attractivité du territoire et promouvoir l'usage du vélo.

Dans la continuité de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine et du schéma vélo du Département, ce plan décline 15 actions à mener :

- Développer l'usage du vélo pour les trajets du quotidien avec la création d'un réseau Vélo+ dotée d'aménagement cyclable sécurisé en connexion avec les principaux pôles d'attractivité.
- Renforcer les réseaux cyclables de maillage en créant de nouveaux aménagements mais aussi en améliorant l'existant et en traitant les points noirs et discontinuités.
- Déployer une nouvelle offre de stationnement vélo avec plus de 3600 places au sein des pôles d'échanges dont 60% en abris sécurisé.

- Créer des agences du vélo afin de promouvoir l'ensemble des services vélos.
- Développer l'intermodalité avec les transports en commun avec du stationnement à chaque station de transport et l'autorisation de transporter des vélos pliants et trottinettes au sein du réseau de transport métropolitain.
- Favoriser l'accès au vélo au plus grand nombre avec un dispositif d'aide à l'acquisition de vélo à assistance électrique de 25% du prix d'achat plafonné à 400€.
- Permettre l'essai par la mise en place d'un service de vélo en location moyenne et longue durée.
- Proposer une nouvelle offre de vélo en libre-service sur Marseille en intégrant les nouvelles technologies disponibles et étudier l'opportunité de proposer une offre dédiée à l'intermodalité pour les villes moyennes.
- Soutenir les déplacements doux dès le plus jeune âge avec des actions en direction des écoles et des établissements d'enseignement autour de sécurité routière.
- Lutter contre le vol de vélo en développant un plan d'action partenarial dissuasif.
- Renforcer l'attractivité cyclo touristique du territoire en se dotant d'un schéma dédié au cyclotourisme et en soutenant la réalisation des véloroutes et voies vertes.
- Sensibiliser l'ensemble des usagers de l'espace public et encadrer les nouveaux services.
- Promouvoir l'usage du vélo en l'intégrant dans le nouvel outil de navigation transport et en proposant une fonction de GPS dédié.
- Harmoniser les pratiques d'aménagement en dotant la Métropole d'un référentiel technique à destination des différents maîtres d'œuvre.
- Soutenir le tissu associatif et les actions menées pour améliorer la visibilité du vélo notamment la fête du vélo.

Aujourd'hui, plus de 60% des métropolitains considèrent le vélo comme un mode de déplacement d'avenir.

Ce plan donne donc les moyens et la feuille de route afin de faire du vélo et des nouvelles mobilités une solution de déplacement sûre et efficace pour tous les métropolitains : capable de contribuer de façon significative à la diminution de l'usage de la voiture individuelle sur tout le territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- L'information des Conseils de Territoire

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire  
Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'organisation de la mobilité au sens de l'article L.1231-1 du Code des Transports, doit concourir au développement des modes de déplacement terrestre non motorisés ;
- Qu'il convient d'approuver le Plan vélo métropolitain 2019-2024 ;
- Que ce plan vise à promouvoir l'usage du vélo sur les déplacements du quotidien ;
- Que ce budget pour la mise en place de ce plan est estimé à 60 millions d'euros pour la Métropole.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le Plan vélo métropolitain 2019-2024 ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 002-6407/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de  
l'opération d'investissement "Réalisation du  
réseau vélo"  
MET 19/10440/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'organisation de la mobilité au sens de

l'article L.1231-1 du Code des Transports, doit concourir au développement des modes de déplacement terrestre non motorisés.

Actuellement, 39% des déplacements du quotidien de moins de 3 kilomètres - soit 15 minutes en vélo classique et 7 minutes en vélo à assistance électrique- se font actuellement en voiture. La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite inverser la tendance en donnant toute sa place au vélo sur son territoire.

Bénéfique pour la santé individuelle et collective, outil d'attractivité et de qualité de vie, le développement du vélo méritait un plan d'action ambitieux et coordonné entre la Métropole et le Département.

Aussi, par délibération de ce jour, la Métropole a approuvé le Plan vélo métropolitain 2019-2024.

Outil de programmation et feuille de route de la politique métropolitaine sur les cinq années à venir, le plan vélo territorial traduit l'ambition de la Métropole : doubler la part du vélo dans les modes de déplacements du quotidien.

Dans le cadre du plan vélo de la Métropole et du Département des Bouches-du-Rhône, il a ainsi été identifié comme action majeure la réalisation d'un réseau de lignes vélos sécurisées, à l'échelle du territoire métropolitain. Ce réseau comprend 16 lignes soit un réseau de plus de 280 km à l'horizon 2030 et de près de 150 km à 2024. Ce réseau peut aussi comporter la réalisation d'ouvrage d'art et la reprise d'aménagements cyclables existants. Selon les sections concernées, la réalisation de ce réseau imposera également une requalification plus large que le seul aménagement cyclable au vu des enjeux urbains et de l'impact de l'aménagement proposé. En complément, la Métropole et le Département vont également s'engager dans la densification du réseau cyclable secondaire, maillon indispensable pour développer la part modale du vélo dans les déplacements du quotidien.

A ce jour, la Métropole est pleinement compétente sur le périmètre du Territoire de Marseille Provence.

A ce titre, une opération d'investissement 2019103100, « *Réalisation du réseau vélo* », de 36 000 000 euros toute taxe comprise inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme 191180BP du programme 18 environnement et cadre de vie de la Métropole doit être affectée.

Il est précisé que les financeurs suivants vont être sollicités, selon des estimatifs de subventions établis au vu des plafonds de financement de chacun de ces financeurs.

<i>Financeurs</i>	<i>Plafond de financement (en %)</i>	<i>Montant de subvention</i>
Région (V65 - voie verte)	30	7 560 000
Département 2020	70	1 680 000
Etat	50	3 000 000
<i>Total</i>		12 240 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que pour permettre sa réalisation, il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Réalisation du réseau vélo » pour un montant total de 36 000 000 euros TTC ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019103100 « Réalisation du réseau vélo » pour un montant de 36 000 000 euros TTC selon le budget rattaché au programme 18 et intitulé « Environnement et cadre de vie » Code AP 191180BP.

**Article 2 :**

Les recettes attendues seront inscrites au Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence - EST du CT1 - section d'Investissement – opération n° 2019103100 – Natures 1311 – 1312 – 1313.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'EST du CT1 - section d'Investissement – opération n° 2019103100 – Natures 2031 – 21728 - 21753 L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

CP 2019 : 1 400 000 euros T.T.C  
CP 2020 : 2 400 000 euros T.T.C  
CP 2021 : 5 800 000 euros T.T.C  
CP 2022 : 9 600 000 euros T.T.C  
CP 2023 : 9 600 000 euros T.T.C  
CP 2024 : 7 200 000 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 003-6408/19/CM**

**■ Approbation d'une mesure d'urgence transport complémentaire dans le cadre du dispositif préfectoral de gestion des pics de pollution - Ajustement de la grille tarifaire pour le service "LE VELO" à Marseille  
MET 19/11337/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon « Santé Publique France », 48 000 décès prématurés par an étaient directement liés à la pollution atmosphérique en France en 2016 et le coût de la pollution atmosphérique est évalué entre 68 et 97 milliards d'euros selon le rapport du Sénateur Husson de 2015. Les enjeux liés à la qualité de l'air au niveau national et local sont sanitaires, économiques et réglementaires.

La France fait l'objet de deux procédures précontentieuses européennes pour non-respect des valeurs limites de particules (PM10) et azote (NO2) et insuffisance des plans d'actions. L'agglomération Aix-Marseille est visée par ces deux contentieux.



- Les engagements de la Métropole pour lutter contre la pollution chronique liée aux transports routiers :

L'Agenda de la mobilité métropolitaine, voté le 15 décembre 2016 présente une gamme d'initiatives et d'investissements qui convergent vers un seul but : favoriser les déplacements en associant avec fluidité plusieurs modes (autocar sur voie autoroutière dédiée, train, autopartage, vélo par exemple) ; le tout grâce à de nombreux pôles d'échanges dans lesquels le passage d'un mode à un autre s'effectuera simplement. Cet agenda porte un projet ambitieux qui se décline au travers de solutions concrètes et pragmatiques pour simplifier la mobilité métropolitaine : nouvelles lignes de transports en commun urbains et interurbains, accroissement des fréquences de passage, information numérique généralisée, tarifs uniques, innovations environnementales... Toutes les actions de l'Agenda concourent à proposer une alternative crédible et, ainsi, diminuer la pollution et la saturation.

De plus, lors du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée à mener une étude de préfiguration pour évaluer les impacts d'un projet de mise en place d'une Zone à faibles Emissions notamment dans le centre de Marseille. Les zones à faibles émissions sont des territoires dans lesquels, une interdiction d'accès est instaurée, le cas échéant sur des plages horaires déterminées, pour certaines catégories de véhicules qui ne répondent pas à certaines normes d'émissions et donc qui ont un impact nocif sur la santé des résidents de l'ensemble du territoire. Ce type de mesure vise à réduire la pollution chronique et le nombre d'habitats exposés. Les zones à faibles émissions reposent sur le système des vignettes Crit'Air.

Au-delà de ces actions pérennes à long terme, la Métropole a la volonté d'accompagner les mesures d'urgence du dispositif départemental de gestion des pics de pollution dans son champ de compétence pour limiter la durée et le niveau d'exposition à la pollution de l'air des populations (en particulier pour les personnes sensibles et vulnérables). Il s'agit ainsi d'améliorer l'efficacité des mesures d'urgence mises en place par le Préfet tout en limitant leurs impacts sur la vie des habitants de la Métropole et sur l'activité économique du territoire.

- Le dispositif préfectoral en cas de pics de pollution :

Les objectifs du dispositif départemental de gestion des pics de pollution sont de communiquer positivement sur les bonnes pratiques et les comportements à adopter pour améliorer la qualité de l'air et surtout de limiter la durée et le niveau d'exposition à la pollution de l'air des populations (en particulier pour les personnes sensibles et vulnérables).

Ce dispositif préfectoral en cas de pics de pollution de l'air a été renforcé par l'arrêté ministériel du 7 avril 2016 et la publication des arrêtés préfectoraux pour la Région PACA et le département des Bouches du Rhône les 20 et 21 juin 2017.

Les polluants visés par ces procédures sont :

- ✓ le dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) ;
- ✓ l'ozone (O<sub>3</sub>) ;
- ✓ les particules en suspension de diamètre aérodynamique inférieur ou égal à 10 micromètres (PM<sub>10</sub>) ;
- ✓ le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>)

Le dispositif départemental prévoit un seuil d'information-recommandation et deux seuils d'alerte.

Le seuil d'information-recommandation correspond à un niveau de concentration de polluants dans l'atmosphère au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine de groupes particulièrement sensibles au sein de la population et qui rend nécessaire l'émission d'informations immédiates et adéquates à destination de ces groupes et des recommandations pour réduire certaines émissions.

Cette procédure d'information-recommandation est déclenchée pour un polluant sur constat ou prévision du dépassement du seuil d'information et de recommandation relatif à ce polluant par l'association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air, AtmoSud, qui diffuse au plus tard à 13h00 un communiqué d'activation.

La procédure prévoit des actions d'information et de recommandation sanitaires et comportementales vis-à-vis de la population, ainsi que le renforcement des contrôles (contrôle antipollution des véhicules, contrôle des vitesses, contrôle interdiction de brûlage des déchets par les services de l'Etat...)

Le seuil d'alerte correspond à un niveau de concentration de polluants dans l'atmosphère au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé de l'ensemble de la population ou de dégradation de l'environnement, justifiant l'intervention de mesures d'urgence.

L'alerte de niveau N1 est déclenchée dès le deuxième jour consécutif de dépassement du seuil d'information-recommandation ou en cas de dépassement du seuil de pollution d'alerte N1. Le dispositif d'alerte de niveau 2 est déclenchée pour les épisodes longs de pollution d'au moins quatre jours consécutifs ou cas de dépassement du seuil de pollution de niveau alerte 2.

La procédure d'alerte est déclenchée par le préfet de zone sur proposition d'AtmoSud qui diffuse au plus tard à 13h00 le communiqué d'activation des procédures préfectorales d'alerte.

Le dispositif de gestion des épisodes de pollution permet au Préfet, en cas d'alerte, de déclencher des mesures d'urgence pour chacun des secteurs d'activités (transports, résidentiel, agricole, industrie) selon les deux niveaux d'alerte :

- ✓ les mesures d'urgence de niveau N1 qui sont déclenchées de manière systématique en cas d'alerte de niveau N1 et alerte de niveau N2.
- ✓ les mesures d'urgence de niveau N2 plus contraignantes, sont déclenchées au cas par cas par le Préfet départemental en cas d'alerte de niveau N2, après convocation pour avis du «Comité d'exp'AIR» pour les pics de pollution qui associe les services de l'Etat et les collectivités territoriales lors d'épisodes de pollution de grande ampleur. Parmi ces mesures la plus connue est la restriction de circulation des véhicules des plus polluants avec les vignettes «Crit'Air».

- Les mesures d'urgence transport mises en place par la Métropole par délibération n°EN V008-2403/17/CM du 13 juillet 2017 :

Pour accompagner ce dispositif, le Préfet a élaboré pendant 2 ans entre 2017 et 2018 un Plan d'Urgence Transport Métropolitain en concertation avec les services de l'Etat, l'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable et les différentes collectivités territoriales concernées pour répondre de façon proportionnée et adaptée à la durée et à l'intensité des pics de pollution. Il s'agissait d'identifier les mesures incitatives et/ou d'accompagnement relevant des compétences des collectivités territoriales, des autorités organisatrices de la mobilité et des entreprises pour améliorer l'efficacité des mesures d'urgence mises en place par le Préfet tout en limitant leurs impacts sur la vie des habitants de la Métropole et sur l'activité économique du territoire.

Les Elus et les services de la Métropole ont participé activement à l'élaboration de ce Plan d'Urgence Transport Métropolitain. De plus, dès le 13 juillet 2017, la Métropole a approuvé la délibération n°ENV008-2403/17/CM du Conseil de la Métropole pour mettre en place quatre mesures d'urgence transport non cumulatives en cas de déclenchement du dispositif pollution alerte de niveau N2 , et ce afin de réduire le temps d'exposition aux polluants de ses habitants et en les accompagnant dans un mode de déplacement moins polluant.

Les mesures ainsi adoptées sont les suivantes :

- Offrir la gratuité des parkings relais sur Aix-en-Provence (Krypton, Malacrida, Hauts de Brunet, route des Alpes et Plan d'Aillane)
- Renforcer l'offre du Métro et du Tramway de la RTM aux heures de pointe,
- Etendre sur les réseaux d'Aix en Bus, la durée de validité du ticket un voyage à toute la journée (ticket un voyage et solo).
- Etendre sur les réseaux de la RTM, la durée de validité du ticket un voyage à toute la journée (ticket un voyage et solo).

En cas de déclenchement par Monsieur le Préfet du seuil d'alerte de niveau N2 sans restriction de circulation, les mesures d'urgence définies à ci-dessus sont déclenchées au cas par cas sur demande des Représentants de la Métropole du « Comité d'exp'AIR ».

Ces mesures sont en revanche déclenchées systématiquement par la Métropole en cas de mise en œuvre de la restriction de circulation par Monsieur le Préfet.

Il est précisé que ces mesures n'ont jamais été mises en œuvre car depuis le vote de la délibération en juillet 2017, le Préfet n'a jamais déclenché l'alerte pollution de niveau 2, les conditions de mise en place de la mesure de circulation restreinte n'étaient pas définies.

Cette situation devrait évoluer prochainement. En effet, suite au «Comité d'exp'AIR» du 21 mars 2019, le Préfet prévoit de modifier l'arrêté préfectoral du 21 juin 2017 portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône pour ajouter les conditions de mise en place d'une circulation différenciée sur Marseille.

Proposition d'une nouvelle mesure d'urgence transport en cas de pics de pollution alerte de niveau 1 :

Aussi, et afin de renforcer l'action de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de lutte contre la pollution de l'air, il est aujourd'hui proposé d'ajouter une cinquième mesure d'urgence transport favorisant l'accès au service de vélo en libre-service marseillais « Le Vélo ». Il est précisé que ce service est mis à disposition et exploité par la société JC Decaux dans le cadre du marché 06/140.

Il est ainsi proposé la gratuité du ticket 1 à 7 jours. Il s'agit du ticket permettant l'utilisation pendant 7 jours consécutifs de ce service (produit existant dans la gamme tarifaire), normalement vendu à 1 euro (les 30 premières minutes de chaque trajet étant gratuites, et au-delà, le coût du service étant débité du compte bancaire de l'utilisateur).

La mise en œuvre de cette nouvelle mesure entraînera une perte de recettes estimée à environ 400 euros par jour.

En cas de pic de pollution, cette mesure s'appliquera automatiquement dès le déclenchement de l'alerte par le préfet de zone, et ce qu'il s'agisse d'un niveau d'alerte 1 ou 2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 7 avril 2016 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant.
- L'arrêté préfectoral du 20 juin 2017 portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution sur les départements des Régions Occitanie et Provence Alpes Côte d'Azur.
- L'arrêté préfectoral du 21 juin 2017 portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône.
- La délibération ENV008-2403/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 portant sur les Mesures d'urgence transport mises en place dans le cadre du dispositif départemental de gestion des pics de pollution - Ajustement de la grille tarifaire ;
- La délibération TRA 020-4615/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, portant lancement d'une étude de préfiguration d'une zone à faibles émissions dans la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a la volonté d'accompagner les mesures d'urgence du dispositif départemental de gestion des pics de pollution pour limiter la durée et le niveau d'exposition à la pollution de l'air des populations ;
- Que, dans ce cadre, par délibération n°ENV 008-2403/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi adopté la mise en place de quatre mesures d'urgence transport en cas d'alerte de niveau 2 déclenchée par le Préfet ;
- Que la Métropole souhaite proposer des actions complémentaires pour améliorer les déplacements des habitants du territoire en cas de déclenchement du dispositif d'alerte de niveau 1 par le Préfet et ce en favorisant

l'accès au service de vélo en libre-service marseillais « Le Vélo ».

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée une nouvelle mesure d'urgence transport pouvant être mise en œuvre par la Métropole et permettant d'offrir la gratuité de l'abonnement courte durée (ticket 1 à 7 jours) au service de vélo en libre-service à Marseille « Le Vélo » en cas de pics de pollution.

A cet effet, il est proposé de modifier comme suit la gamme tarifaire transport de la Métropole en créant un prix « pic de pollution » pour le service « Le Vélo » à Marseille :

- est ainsi créé un nouveau tarif offrant la gratuité pour le « Ticket 1 à 7 jours pic de pollution » du service « Le Vélo » à Marseille.

**Article 2 :**

La mesure d'urgence concernant le service « Le Vélo » à Marseille définie à l'article 1 s'applique systématiquement par la Métropole dès le premier jour du déclenchement du dispositif d'alerte, de niveau 1 ou 2, par Monsieur le Préfet.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 004-6409/19/CM**

**■ Approbation de la gamme tarifaire métropolitaine des transports en commun  
MET 19/11497/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire.

A ce titre, il lui incombe de définir les tarifs applicables sur ses réseaux de transports publics.

L'archipel du Frioul est un des joyaux du patrimoine marseillais. Il est important que tous les marseillais et les autres habitants de la Métropole puisse le découvrir, tout en respectant l'équilibre économique de sa desserte et sans encourager exagérément la pression sur cet environnement fragile et protégé. L'archipel accueille en effet chaque année déjà plus de 460 000 visiteurs dont la moitié est métropolitaine.

Dans ce but, il est proposé de créer un tarif réduit d'utilisation du service LeBateau pour les détenteurs d'un abonnement annuel ou d'un pass permanent intégral ou d'un abonnement XL ou M ou de leurs déclinaisons en pass annuel mensualisé. Ce tarif réduit sera applicable sur le billet aller-retour, à hauteur de 8,30€ au lieu de 10,80€ pour une île et 12,50€ au lieu de 16,20€ pour le circuit complet.

Pour compenser la perte de recette pour la Métropole engendrée par cette mesure et préserver l'équilibre économique du service, il est proposé d'augmenter les tarifs du ticket A/R pour une île de 10,80 € à 11,10€ et le tarif combiné de 16,20€ à 16,70 € et d'appliquer cette augmentation à l'ensemble des tarifs associés, ces tarifs n'ayant pas augmenté depuis 2007 hors augmentation des taxes nationales (TVA, taxe Barnier).

Ces tarifs s'appliqueront au 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver la présente gamme tarifaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération TRA 001-5725/19/CM du 28 mars 2019 approuvant la gamme tarifaire métropolitaine des transports en commun ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de proposer un tarif préférentiel pour l'accès à l'archipel du Frioul pour les détenteurs de certains abonnements annuels Métropolitains
- Que les tarifs n'ont pas augmenté depuis 2007

#### **Délibère**

##### **Article unique :**

Sont approuvées les modifications de tarifs de la gamme métropolitaine des transports en commun annexés à la présente délibération

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 005-6410/19/CM**

##### **■ Approbation d'une gamme tarifaire événementielle métropolitaine et de la distribution de titres de transport métropolitains à l'occasion d'opérations de promotion de la mobilité MET 19/11465/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire métropolitain est particulièrement attractif. A ce titre de très nombreuses manifestations culturelles, sportives et professionnelles (congrès) de niveau national sont régulièrement organisées sur le territoire.

La Métropole qui est très engagée dans le développement des mobilités alternatives et qui est, par ailleurs, souvent sollicitée par les organisateurs de ces manifestations, souhaite promouvoir ses offres de mobilité à l'occasion de ces événements.

Néanmoins, la Métropole n'est pas actuellement, en mesure de proposer des solutions de mobilité à l'échelle métropolitaine. En effet, il existe bien sur certains bassins de déplacement des produits tarifaires événementiels mais qui sont disparates et limités aux réseaux locaux hérités du passé.

Il est donc proposé d'approuver une gamme tarifaire métropolitaine événementielle jointe en annexe attractive sur la plan financier offrant, à l'occasion de ces événements, aux métropolitains et aux visiteurs la possibilité de découvrir l'ensemble du territoire en utilisant des solutions de mobilité alternatives multimodales.

Cette gamme tarifaire pourra être commercialisée pour répondre à des événements ou des opérations portés par la Métropole ou auxquels elle est associée en qualité de partenaire et retenus par elle comme

pouvant bénéficier du dispositif. Cette gamme sera proposée aux organisateurs des congrès retenus par la Métropole.

La Métropole va tester la première année différents process de commercialisation de cette gamme en tenant compte notamment des niveaux de seuil compatibles avec les contraintes de création et de distribution des titres pour arrêter les solutions les plus pertinentes correspondant à ces types de manifestations avant de les généraliser. Cette méthode s'inscrit bien dans la philosophie de cette gamme tarifaire qui doit permettre à la Métropole de l'agilité pour répondre à ces sollicitations multiples et diverses.

Il convient de préciser que des offres tarifaires spécifiques pourront faire l'objet de délibérations particulières lorsque la Métropole accueille des événements majeurs de niveau international.

Par ailleurs, dans le cadre de la manifestation Marseille Provence Gastronomie 2019 la Métropole souhaite distribuer gratuitement à l'entrée de quelques stations de métro de Marseille des titres de transport le 28 juin prochain à partir de 15h qui seront utilisables jusqu'à la fin de la journée d'exploitation. Le coût de cette opération supporté par la Métropole s'élèvera à 18 000€ (13 000€ pour l'acquisition des titres et 5 000€ pour l'encodage des tickets pris en charge par la RTM).

Enfin, afin de promouvoir l'usage des transports publics sur le périmètre de la Métropole, dans le cadre de sa stratégie de conquête clientèle, cette dernière se donne la possibilité à l'occasion d'actions de marketing promotionnel et de communication, menées à l'initiative des services de la Métropole, de distribuer à titre gratuit des pass INTEGRAL découverte dans la limite de 3500 forfaits par an soit 2000 pass 24h et 1500 pass hebdomadaires. Ces Pass permettent de découvrir l'ensemble des services de mobilité organisés par la Métropole sur son territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés
- L'information des Conseils de Territoire

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le territoire métropolitain est particulièrement attractif ;
- Qu'à ce titre de très nombreuses manifestations culturelles, sportives et professionnelles (congrès) de niveau national et international sont régulièrement organisées sur le territoire ;
- Que la Métropole qui est très engagée dans le développement des mobilités alternatives et qui est, par ailleurs, souvent sollicitée par les organisateurs de ces manifestations souhaite promouvoir ses offres de mobilité à l'occasion de ces événements ;
- Que la Métropole n'est pas actuellement, en mesure de proposer des solutions de mobilité à l'échelle de métropolitaine ;
- Que pour répondre à ces besoins, il est proposé d'approuver une gamme tarifaire attractive offrant, à l'occasion de ces événements, aux métropolitains et aux visiteurs la possibilité de découvrir l'ensemble du territoire en utilisant des solutions de mobilité alternatives multimodales ;
- Qu'également la Métropole souhaite à l'occasion d'opérations de marketing promotionnel et de communication faire découvrir l'offre de mobilité métropolitaine.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la gamme tarifaire événementielle métropolitaine et ses conditions d'utilisation jointes en annexe 1

#### **Article 2 :**

Est approuvée la distribution de titres gratuits permettant de circuler sur le réseau RTM lors de la manifestation Marseille Provence Gastronomie du 28

juin 2019 à partir de 15h jusqu'à la fin de l'exploitation du réseau

### **Article 3 :**

Est approuvée la distribution à titre gratuit de pass INTEGRAL découverte dans la limite de 3500 forfaits par an soit 2000 pass 24h et 1500 pass hebdomadaires à l'occasion d'opération de marketing promotionnel et de communication organisés par la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 006-6411/19/CM**

#### **■ Gratuité de la traversée pour les îles du Frioul pour les auteurs participant à la rencontre littéraire du 6 juillet 2019**

#### **MET 19/11658/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les associations « Les Amis de l'Huveaune » et « Frioul, un nouveau regard » organisent le samedi 6 juillet 2019 sur les îles du Frioul une rencontre littéraire. Cette manifestation culturelle accueillera entre 30 et 40 écrivains ainsi que des ateliers pour les enfants (ramassage des déchets sur les plages de l'île).

Au vu des objectifs de cet événement et de la promotion de la politique métropolitaine en matière de culture et de protection de l'environnement, il est proposé d'offrir la gratuité de la traversée aux auteurs participant à cet événement, soit un montant situé entre 324 € et 432 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que cet événement s'inscrit dans la politique métropolitaine en matière de culture et de protection de l'environnement

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est accordée la gratuité de la traversée pour les îles du Frioul pour les auteurs participant à la rencontre littéraire du 6 juillet 2019

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C210 nature budgétaire 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 007-6412/19/CM**

#### **■ Approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour le renouvellement de l'exploitation du réseau de transport- réseau Bus de l'Etang et Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues**

#### **MET 19/10965/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix Marseille Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes situées sur son territoire, la compétence en matière d'organisation de la Mobilité et est à ce titre Autorité organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

Les transports publics au niveau national sont marqués par une dégradation de leurs conditions de financement C'est également une réalité sur le territoire métropolitain notamment en raison de spécificités telles qu'un périmètre vaste à l'urbanisation discontinue, un étalement périurbain, des recettes commerciales faibles, un fort attachement culturel à la voiture, une politique tarifaire peu dynamique et une forte congestion des réseaux de voirie urbains et périurbains, se traduisant par une vitesse commerciale faible et irrégulière.

La Métropole doit d'agir sur les leviers qui permettent de réduire sensiblement les coûts, retrouver des marges de manœuvre et pouvoir ainsi financer le développement des transports.

La Métropole cherche ainsi à obtenir les meilleurs services au meilleur coût économiquement possible. Il est donc opportun, à chaque échéance de contrat de réfléchir au périmètre le plus pertinent et de mettre en concurrence les services publics qu'elle exerce et de remettre ainsi à plat les coûts de production.

A l'occasion de l'échéance de la délégation de service public des Bus de l'Etang, à l'est de l'étang de Berre, la Métropole a souhaité redéfinir un périmètre plus pertinent et cohérent. Il est ainsi apparu opportun afin de bénéficier d'économies d'échelles de regrouper un certain nombre de « réseaux » permettant de réduire le nombre de procédures et ainsi faciliter la gestion et l'optimisation des coûts de structure mais aussi des coûts de production de l'offre de transport. Ce périmètre élargi permettra aux réseaux de taille plus modeste de bénéficier de la même qualité de service que ceux de plus grande envergure au meilleur coût au vu de la mutualisation des moyens.

En effet, le réseau des Bus de l'Etang est exploité aujourd'hui par la société Autobus de l'Etang du groupe Transdev dans le cadre d'une convention de délégation du service public conclue pour une durée d'exécution de 8 ans à compter du 1er janvier 2012 dont le terme est fixé au 31 décembre 2020

Compte tenu de l'échéance au 31 décembre 2020 de la convention de délégation de service public, il appartient à la Métropole de :

- décider du futur mode de gestion du service public de transport urbain sur le périmètre du réseau des bus de l'Etang, du réseau Libebus du bassin de mobilité de Salon de Provence ainsi que des communes de Carry-le-Rouet, Sausset-Les-Pins, et Châteauneuf-les-Martigues, périmètre élargi de la direction de proximité centre nord-ouest.
- de convoquer et réunir les instances décisionnelles pour que la nouvelle exploitation de ce service soit opérationnelle au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2021,

Le présent rapport reprend les orientations prises pour l'exploitation du service telles qu'elles résultent de la démarche d'analyse des différentes options et scénarii de gestion envisageables pour ce bassin de mobilité. Cette démarche d'analyse s'est appuyée d'une part sur :

- Les études préalables menées
- L'enquête Origine Destination réalisée en 2018.

Et d'autre part sur :

- La démarche de concertation engagée auprès des usagers dans le cadre du Plan de Déplacement Urbain, en parallèle des études de programmation d'un réseau mieux intégré au territoire Métropolitain.

Le présent rapport présente les données suivantes :

- Principales caractéristiques de l'actuel réseau de transport
- Etudes des modalités d'organisation et modes de gestion retenus
- Consistance des services attendus et orientations posées par la Métropole
- Caractéristiques principales du contrat d'exploitation à passer
- Principales modalités de consultation

### **Principales caractéristiques des services de transports concernés**

Les services sont exploités par divers contrats :

- Convention de délégation de service public passée avec la société des Autobus de l'Etang (Groupe Transdev) pour les lignes du bassin de déplacement des Bus de l'Etang décomposées en 16 lignes régulières, 33 circuits scolaires, 5 secteurs de Transport à la demande, 1 service de transport à la demande réservé aux PMR.  
Cette convention de délégation du service public du Réseau des Bus de l'Etang a été signée le 26 décembre 2012 pour une durée d'exécution de 8 ans à compter du 1er janvier 2012, elle prend fin au 31 décembre 2020.
- Accord cadre passé avec la société Car Postal pour les lignes Libebus du bassin de mobilité de Salon de Provence composé de 15 lignes régulières, 3 navettes de centre-ville, 5 doublages scolaires, 3 secteurs de TAD, 1 service de TAD PMR
- Accords cadre passés avec différents opérateurs pour l'exploitation de circuits scolaires du bassin de mobilité de Salon de Provence (clause de réexamen)
- Accord cadre passé avec la société SUMA pour les lignes du secteur de la côte bleue décomposées en 5 lignes régulières, 2 secteurs de TAD

Ces services de transport s'entendent sur 28 communes représentant une superficie de 845 Km<sup>2</sup> et une population de 299 384 habitants. Le nombre de kilomètres effectués sur ces lignes en 2018 est de l'ordre de 6,1 millions pour 5,12 millions de voyages effectués.

Afin d'assurer l'ensemble des services, les exploitants disposent fin 2018 d'un parc de 192 matériels roulants composé de cars, bus moyen et minibus.

A l'échéance de l'actuel contrat de délégation de service public, le patrimoine de la Métropole comptera :

- Un dépôt complet constitué d'une aire de stationnement des bus, d'un atelier de réparation-maintenance, d'une station-service gasoil et de distributeurs charges rapide et lente GNV et des locaux abritant le personnel administratif (Vitrolles)
- 2 pôles d'échanges (Salon de Provence gare et Vitrolles Pierre Plantée)
- 2 agences commerciales « Boutiques mobilité » (Vitrolles, Marignane)
- 1 parc relais (Salon de Provence).

Les objectifs de la politique tarifaire générale menée par la Métropole visent à conquérir une nouvelle clientèle, à fidéliser l'usager des transports en commun, développer l'intermodalité, simplifier la grille tarifaire pour une meilleure lisibilité par les usagers.

A ce jour, la gamme tarifaire du réseau métropolitain est composée de Pass Métropolitains (tout public, scolaire, étudiant, sénior) et d'une gamme et des abonnements différents selon les bassins de mobilité.

La Métropole s'inscrit dans une volonté constante de promouvoir l'intermodalité sur l'ensemble de son ressort territorial, en tenant compte des spécificités de celui-ci, de son organisation et des nouveaux besoins des habitants qu'il dessert ainsi que de l'évolution des équipements et des rythmes de déplacements induits.

La conjugaison et l'organisation des différents modes de déplacement (cars, bus, BHNS, navettes électriques, midi et minibus) permettent d'articuler efficacement ces derniers afin de proposer une alternative au « tout voiture » tout en s'inscrivant, de manière pérenne, au centre de la stratégie de « transition énergétique » de la Métropole.

La gestion des différentes composantes des services décrites doit être regardée en termes de complémentarités nécessaires au bon fonctionnement d'un réseau efficient.

### **Etudes des modalités d'organisation et modes de gestion retenus**

L'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable est libre de décider du mode de gestion qu'elle estime le plus approprié pour la gestion du service public de transports urbains. Le mode de gestion choisi doit permettre d'assurer notamment un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, l'égalité de traitement ainsi que la promotion de l'accès universel et des droits des usagers en matière de services publics

Plusieurs types de modes de gestion peuvent être envisagés :

- **La gestion en régie** qui peut prendre 3 formes :

**La régie directe** n'ayant aucune autonomie financière, ni organe de gestion, ni personnalité

juridique propre, a été écartée puisqu'elle n'est pas possible s'agissant d'un service public industriel et commercial (article L. 2221-4 du CGCT).

**La régie dotée de la seule autonomie financière**, par laquelle la collectivité gère directement le service et au sein de laquelle les personnels sont soumis au droit administratif. Un budget annexe doit être institué ainsi qu'un conseil d'exploitation.

Ce mode de gestion a été écarté, l'avantage de maîtriser le service s'effaçant devant les inconvénients liés au poids d'une gestion entièrement publique et du risque, notamment commercial, exclusivement assumé par l'Autorité Organisatrice.

Cependant, a été examiné ci-après l'avantage que présenterait le recours à une régie dite « personnalisée ».

**La régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière** qui se voit confier tout ou partie des missions de contrôle et/ou d'exploitation du service public (établissement public industriel et commercial, EPIC, juridiquement distinct de l'autorité Organisatrice au sein duquel le personnel à l'exception du directeur et du comptable public sont soumis au droit privé). Bien que soumis au droit privé, l'EPIC a l'obligation de passer des marchés pour ses besoins propres et bien que son budget soit indépendant de celui de la Métropole, il applique les règles de la comptabilité publique.

En principe, la régie à personnalité morale et à autonomie financière impose la création d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), auquel les prérogatives d'autorité organisatrice et le pouvoir décisionnel sont généralement largement transférés y compris en terme de fixation des tarifs.

Il convient de rappeler que le Règlement européen sur les Obligations de Service Public (ROSP 2007 - article 7) encadre les conditions dans lesquelles l'Autorité Organisatrice doit contrôler son opérateur interne.

La Métropole en tant qu'organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial dispose de 2 opérateurs internes, la RTM, opérateur historique sur le périmètre marseillais et la RDT 13 depuis le transfert des compétences transport du Département vers d'autres collectivités ; la Métropole étant devenue l'Autorité de rattachement de la RDT13. Cet EPIC était chargé d'exploiter les services de transport public de personnes du Département des Bouches du Rhône.

Confier la gestion du service public de transport présente des avantages organisationnels et opérationnels une stabilité de gestion car non tributaire des aléas du marché, la souplesse de gestion grâce au lien direct avec la gouvernance de la personne publique et une autonomie juridique et financière déchargeant la Métropole de la gestion de l'activité entièrement tournée vers le service public et l'intérêt général., L'EPIC en qualité d'opérateur interne



réalise ainsi pour le compte de la Métropole toutes les opérations de l'activité de transport tant en recettes qu'en dépenses. Le choix de ce mode de gestion apparaît adapté dans le secteur des transports, où la politique tarifaire incitative de la Métropole est largement en deçà du coût du service.

Pour autant, dans un contexte budgétaire contraint, la Métropole est confrontée à des freins propres à son territoire conséquences d'une urbanisation discontinuée et d'un fort étalement urbain dont le premier impact est un coût élevé du service de transport pour l'autorité organisatrice.

Dans le cas présent, la métropole a souhaité redécouper les périmètres pertinents des bassins de mobilité. Il est ainsi apparu opportun afin de bénéficier d'économies d'échelles de regrouper un certain nombre de contrats permettant d'en faciliter la gestion et d'optimiser les coûts de production.

Le périmètre géographique a donc été redessiné pour permettre une mutualisation des moyens. Les coûts de production de ce périmètre agrégé n'étant pas connus, il apparaît opportun que la métropole consulte largement différents opérateurs afin de pouvoir bénéficier des meilleurs coûts et de la meilleure organisation possible.

C'est dans cet objectif de recherche d'économies et d'optimisation des moyens, qu'ont donc également été examinées les solutions d'externalisation ci-après exposées.

- **La gestion externalisée** qui est un acte statutaire ou contractuel par lequel l'Autorité Organisatrice de la Mobilité confie la gestion du service public.

**Gestion externalisée statutaire :** Il s'agit d'une société à capital majoritairement public (SEML), ou totalement public comme la SPL (Société Publique Locale) dont les interventions respectivement énumérées par les articles L.1521-1 et L. 1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales recouvrent notamment l'exploitation des services publics à caractère industriel et commercial. Enfin la SEMOP (Société d'économie mixte à opération unique, qui est une nouvelle forme de partenariat public-privé créé par la Loi n° 2017-744 du 1er juillet 2014 peut également être créée pour la conclusion et l'exécution d'un contrat dont l'objet est la gestion d'un service public pouvant inclure la construction ou l'acquisition des biens nécessaires au service.

La création d'une SEML qui doit être mise en concurrence ne garantissant par l'obtention du contrat d'exploitation du service public, l'intérêt de recourir à ce type de structure a dans le cas d'espèce été écarté.

La SEMOP a également été écartée compte tenu qu'elle constitue un dispositif nouveau dont la mise en œuvre, est méconnue.

Enfin, la création d'une SPL n'est pas apparue opportune compte tenu des formalités nécessaires à sa création et à l'existence de deux opérateurs internes, la RTM et la RDT13, sur lesquels la Métropole exerce déjà, seule, un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services. De plus, la participation d'une collectivité ou d'un groupement de collectivités à une SPL est conditionnée par l'exercice de l'ensemble des compétences sur lesquelles porte l'objet social de la SPL (CE, 14 novembre 2018, Syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles, n° 405628 405690, B.). Les services de transport concernés sont de la compétence exclusive de la Métropole condamnant ainsi toute création de SPL.

**Gestion externalisée contractuelle :** Il s'agit d'un opérateur privé (autres que les entreprises publiques ci-dessus) qui via la conclusion d'une convention se voit confier la gestion du service de transport. Ce contrat peut prendre la forme d'un marché public de services ou d'un contrat de concession, en l'occurrence d'une convention de délégation de service public.

**Le marché public :** la Métropole peut conclure, avec un ou plusieurs opérateurs économiques, un marché public ayant pour objet l'exécution des prestations du service public de transport. Le titulaire ne tire pas sa rémunération du droit d'exploiter le service mais du versement, par la collectivité, d'un prix, habituellement forfaitaire dans le cadre des marchés publics de transport (coût kilométrique par exemple), qui couvre les charges d'exploitation de l'entreprise sur la base d'une offre de service donnée et ce, sans aucun lien en théorie avec les résultats commerciaux fonction de la fréquentation. Quels que soient les résultats de son activité, le prestataire n'en subira donc pas les conséquences financières et sera rémunéré à hauteur du prix contractuellement défini dans l'acte d'engagement.

Ce mode de gestion a été écarté principalement parce qu'il suppose que la collectivité dispose des finances suffisantes pour assumer intégralement la prise en charge de l'ensemble des frais d'établissement du service et d'acquisition des biens nécessaires à leur exploitation. De même, il fait peser sur l'Autorité Organisatrice, le risque d'exploitation, notamment commercial, du service. A noter que, les conditions de mise en concurrence ne permettent pas la négociation et sont ainsi susceptibles d'induire des « prix agressifs » entraînant de facto une exécution incertaine des prestations quant à la qualité attendue ainsi que l'application des mesures coercitives du contrat, source de différends contractuels qui ne résoudraient pas le défaut de qualité supporté directement sur l'usager.

**La délégation de service public :** le titulaire se voit confier à ses risques et périls l'exploitation du service de transport. Dans le cadre de cette délégation le concessionnaire qui agit pour son compte peut être

chargé ou non de construire un ouvrage et/ou d'acquérir des biens nécessaires au service.

L'article L.1121-1 du Code de la Commande Publique définit le contrat de concession comme un contrat par lequel une ou plusieurs autorités concédantes confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix. La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement théorique ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, qu'il a supportés.

Conformément à l'article L.1121-3 du Code de la Commande Publique, la délégation de service public mentionnée à l'article L. 1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales est une concession de services ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales.

L'exploitation du réseau de transport objet de la présente délibération étant qualifiée de service public par la loi, il convient donc de qualifier le contrat de contrat de délégation de service public.

Le poids financier et les contraintes d'entretien et de maintenance d'un parc de matériels roulants conséquent (192 véhicules), la construction d'un dépôt, la gestion de la transition énergétique, induisent inévitablement des charges importantes que la Métropole souhaite limiter en externalisant à un opérateur privé spécialisé avec lequel s'ouvriront de grandes possibilités de négociation orientées sur des économies d'échelles et un modèle économique fondé sur des coûts d'exploitation réalistes non déconnectés de la réalité économique.

Le nouvel environnement normatif des concessions avec la mise en œuvre de clauses de réexamen précises et non équivoques peut en outre s'avérer un levier efficace à l'avantage du service public dans le cadre des négociations.

En outre, la construction d'un dépôt sur le secteur de Salon de Provence, permettra le transfert à l'opérateur privé d'une mission globale regroupant le financement et la construction de l'ouvrage sous maîtrise d'ouvrage privée, ce qui est un gage de réactivité et de souplesse pour la programmation de l'investissement.

En effet, si en gestion déléguée, le coût du service payé par l'Autorité Déléguée comporte des frais de

structure spécifiques tels que l'assistance technique du groupe ou la politique de rémunération du personnel, ce coût est également construit sur des économies d'échelle et sur du retour sur investissements auxquels l'Autorité Organisatrice ne pourrait accéder seule. De ce point de vue, la mise en concurrence du service à exploiter sur le marché offre à l'Autorité Organisatrice l'opportunité d'accéder via une société dédiée à des coûts de revient avantageux qui peuvent être ceux de grands groupes opérant également à l'International. Ces avantages concernent des charges d'exploitation minorées comme le carburant ou les pneumatiques qui grâce à des effets de seuils obtenus par l'opérateur privé sur ses achats mutualisés bénéficie indirectement à l'Autorité Organisatrice même si le délégataire répercute dans sa rémunération le risque porté par lui dans l'exploitation du réseau qui lui est confiée.

Certains avantages fiscaux tels que les aides à la formation des personnels roulants, des taux de CVAE plus favorables, des mesures fiscales telles que le suramortissement pour l'acquisition de véhicules propres permettent également à l'autorité délégante de bénéficier indirectement d'avantages accordés à l'opérateur privé qui en tant que concessionnaire est exploitant fiscal.

Enfin, concernant les véhicules nécessaires et recherchant les meilleures réponses aux obligations tirées de la Loi de transition énergétique pour la croissance verte qui dès 2020 exigent que le parc en renouvellement présente 50% de matériels à faibles émissions il a été considéré qu'une mise en concurrence suivie d'une négociation devrait permettre d'accéder à un plan pluriannuel d'investissement optimisé.

En matière de contrôle du service délégué les nouvelles dispositions réglementaires sur l'accès aux données d'exploitation dite « open data » sont de nature à limiter l'asymétrie de la relation contractuelle entre délégant et délégataire, neutralisant de fait un des avantages préexistants de l'internalisation.

Au vu des éléments qui précèdent, il est apparu que ce mode de gestion présentait plus d'avantages que d'inconvénients.

Deux modes gestion, ont donc été étudiés à partir de 4 critères : technico-économique, savoir-faire commercial, financier et transfert de risque : la délégation de service public de type concessif d'une part et la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière d'autre part au regard des services publics, objets du présent rapport dont les coûts sont difficiles à anticiper, et nécessitent un savoir-faire technique et commercial important :

- Exploitation d'un réseau commercial
- Participation au projet d'extension du BHNS et son exploitation future
- Mise en œuvre de la transition énergétique à l'ensemble du parc concerné

- Construction d'un dépôt sur le bassin de mobilité de Salon de Provence
- Gestion de pôles d'échanges et de parcs relais
- Mise en place de solutions innovantes

- **Critère technico-économique :**

Eu égard aux objectifs temporels concernant l'attractivité du réseau (les usagers se révèlent très sensibles à l'impact des transports urbains sur leur qualité de vie et attendent que le service soit sans délai à la hauteur du prix payé), la Métropole a recherché dans les modes de gestion pressentis la mise en œuvre de deux leviers :

L'innovation : Des moyens de transport qui permettent aux usagers d'accéder aux dernières innovations est une garantie d'une meilleure qualité de vie grâce à des moyens de déplacement propres. Il est ainsi attendu du nouvel exploitant des innovations pour satisfaire à l'objectif d'accroissement de l'attractivité du réseau.

La maîtrise des aspects techniques de lignes régulières qui demain seront exploitées également avec des matériels à faible émissions (GNV) ou électriques, représente en effet un enjeu qu'il convenait de prendre en considération dans le choix du mode de gestion.

L'anticipation des coûts : La réduction des coûts au kilomètre ne peut se limiter à la seule question du coût d'exploitation, la maintenance notamment peut représenter jusqu'à 50% du roulage, de même l'achat ou le remplacement d'un matériel roulant n'induit pas que des coûts directs. L'organisation du service exploité suppose donc des coûts indirects qu'il convient de limiter, de ce point de vue la délégation de service public sur un périmètre élargi est apparue la plus efficiente, car la contractualisation va permettre à la Métropole de mettre en concurrence et de négocier des coûts de possession (coût d'acquisition, coût énergétique, coût moyen de maintenance préventive) qui en gestion directe sont incompressibles et pèsent sur le coût final du service pour une durée de vie d'un matériel généralement estimée à 12 ans.

La métropole souhaite bénéficier du savoir-faire et de l'ingénierie des groupes opérateurs de transport en matière de construction de l'outil de production à savoir un dépôt sur le bassin de Salon de Provence. Il est en effet envisagé de confier les études et la construction de ce dépôt et que l'outil soit un bien de retour à la métropole. La maîtrise du foncier et le positionnement stratégique des dépôts sont en effet un élément indispensable à la maîtrise des coûts car il permet de limiter les kilomètres improductifs dits hauts le pied mais aussi de ne pas être tributaire d'un opérateur et permettre une meilleure concurrence à l'échéance des contrats.

En conséquence, au regard du critère technico-commercial, il est apparu opportun de confier à un

délégataire mis en concurrence la commercialisation de l'ensemble des lignes.

- **Critère du savoir-faire commercial :**

Gérer un réseau de transport urbain est une activité commerciale tournée au quotidien vers la recherche de nouveaux clients et la satisfaction de leurs besoins. C'est une activité qui s'inscrit dans un vaste mouvement d'ouverture à la concurrence qui dépasse le cadre Métropolitain et qui se faisant touche l'attractivité même du territoire.

L'exercice de cette activité dans le champ concurrentiel ne fait aujourd'hui plus débat, d'autant qu'avec le développement des modes de déplacements alternatifs et les grands chantiers de modernisation des infrastructures l'usager n'est pas captif.

Le savoir-faire commercial est donc primordial. Au-delà d'une exploitation performante des lignes, l'équilibre du service dépendra également de la capacité du gestionnaire à optimiser l'exploitation du réseau ; en effet, plus nombreux sont les usagers empruntant le réseau de transport, plus la charge d'amortissement du réseau est répartie, donc plus faible rapportée à l'usager. Cette activité de commercialisation et de promotion du réseau présente donc pour l'exploitant une part non négligeable d'un risque industriel et commercial que la Métropole ne souhaite pas assumer compte tenu notamment de l'impératif d'efficacité du service public.

En conséquence, au regard du critère relatif au savoir-faire commercial, il est apparu opportun de confier à un délégataire mis en concurrence la commercialisation de l'ensemble des lignes.

- **Critère financier :**

L'objectif poursuivi sur ce périmètre élargi par rapport au périmètre de l'actuelle DSP et des marchés publics en cours est de parvenir à une gestion efficace consistant à produire le meilleur service au moindre coût.

La gestion d'un réseau de transport repose sur deux variables principales nécessaires à la production kilométrique : le personnel de conduite et l'outil de production dont le matériel roulant.

Or, il est à noter que cette seconde variable pourrait peser demain de manière plus importante dans la production kilométrique pour répondre aux exigences de la Loi de transition énergétique qui impose à l'autorité organisatrice, en cas de renouvellement de son parc d'autobus et d'autocars, d'acquiescer ou d'utiliser dans la proportion de 50% du renouvellement en 2020 puis de 100% en 2025, des véhicules à faibles émissions : véhicules électriques ou électriques-hybrides ou roulant au gaz avec 20% de biogaz..

De surcroît, il est à noter que la modernisation des matériels roulants affectés à l'exploitation des services de transport est un élément incitatif majeur pour l'usager des transports en commun.

Au regard du critère financier, la gestion déléguée sous forme concessive est apparue la plus opportune, également parce les opérateurs privés de ce secteur d'activité bénéficient de tarifs de location ou d'acquisition des véhicules auxquels seuls les professionnels du secteur accèdent. L'optimisation de ces charges répercutées ainsi de manière indirecte sur le versement effectué par l'Autorité délégante est apparue comme un avantage qui ne pourrait être obtenu si la Métropole procédait elle-même aux investissements nécessaires à l'exécution du service.

Par ailleurs, les professionnels du secteur ont la capacité de mobilisation pour répondre de manière efficace et rapide à une demande d'augmentation du nombre de véhicules de l'autorité délégante.

De surcroît, une gestion par un contrat permet de préserver de manière suffisante la capacité d'emprunt de la Métropole.

Sur ce critère et notamment sur la base de cette composante essentielle des coûts il est apparu que la gestion déléguée mettant à la charge du délégataire la constitution du parc de matériels roulants et la construction d'un dépôt, était le mode de gestion le plus pertinent pour le futur réseau.

- **Critère du transfert de risque :**

Dans le cadre d'une DSP, le délégataire s'engage sur les coûts d'exploitation (charges) et sur les recettes commerciales. Ainsi, sont délégués à l'exploitant l'intégralité du risque dit industriel sur l'évolution des dépenses de l'exploitation, et le risque commercial sur l'évolution des recettes de l'exploitation.

Le délégataire assure sa rémunération à partir des recettes commerciales de manière substantielle et d'une contribution forfaitaire fixée au début et pour toute la durée du contrat (à offre kilométrique constante et hors révision).

S'agissant des charges, le coût du personnel est un élément important. Sur ce volet social, la métropole reste vigilante quant au respect des obligations légales en matière de gestion du personnel dans le cadre des différentes conventions collectives qui régissent la profession au travers du cahier des charges. Elle choisit cependant de transférer ce risque vers un délégataire plutôt que de le conserver à travers une gestion par un opérateur interne.

Sur la base des éléments qui précèdent et dans un contexte budgétaire contraint, l'objectif Métropolitain de développer les transports publics, impose de jouer sur notamment trois leviers, une politique tarifaire volontariste, des coûts de production compétitifs, et une vitesse commerciale permettant de concurrencer la voiture particulière.

Il s'agit pour la Métropole d'obtenir les meilleurs services au meilleur coût. Il apparaît donc opportun, à l'échéance des contrats susvisés de mettre en

concurrence les opérateurs sur le marché dans les meilleures conditions d'efficacité du service public.

La Métropole fait ainsi le choix de conserver une diversité d'opérateurs de transport et la possibilité d'utiliser chacun d'eux dans son domaine de pertinence, en veillant à pouvoir comparer en toute transparence les avantages des uns et des autres.

Dans le cas présent, le redécoupage des périmètres pertinents des bassins de mobilité du secteur Centre-Nord-ouest est également apparu opportun pour bénéficier d'économies d'échelles et de possibilité de réutilisation des moyens matériels, via le regroupement des contrats.

La Métropole escompte ainsi optimiser le contrôle, le suivi et la gestion des services autant que les coûts de production in fine obtenus, ces derniers n'étant cependant pas connus de manière certaine sur le nouveau périmètre, il est apparu opportun d'en transférer le risque dans le cadre d'une procédure avec négociation que seule la concession dans la forme d'une délégation de service public autorise. L'objectif in fine est un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, d'égalité de traitement ainsi que la promotion de l'accès universel et des droits des usagers en matière de service de transport public de voyageurs sur tout le territoire.

Afin d'agir sur les leviers identifiés ci-avant pour réduire sensiblement les coûts, retrouver des marges de manœuvre et pouvoir ainsi financer le développement des transports publics, la délégation à un opérateur privé est apparue la solution la plus efficace à court et moyen terme.

Au regard des 4 critères développés ci-dessus la Métropole propose de recourir à une délégation de service public qui confie au délégataire la gestion de différents services de transport, la fourniture du parc de véhicules nécessaire à l'exploitation des lignes régulières devant assurer la transition énergétique, la gestion des pôles d'échange et parcs relais ainsi que la construction d'un dépôt pour le bassin de mobilité de Salon de Provence.

Ce choix est apparu après analyse le plus opportun pour assurer notamment un niveau élevé de qualité, de sécurité et d'accessibilité, l'égalité de traitement ainsi que la promotion de l'accès universel et des droits des usagers en matière de service de transport public de voyageurs.

### **Consistance des services attendus et orientations données par la Métropole**

L'objectif de la Métropole en confiant à un délégataire l'exploitation technique et commerciale du service de transport est de proposer aux usagers des transports en commun un service moderne et attractif. L'exploitant répondra au programme de la Métropole dans un objectif d'amélioration constante et

d'harmonisation de la qualité de service avec la garantie de la continuité du service public.

**Objet et description de la mission d'exploitation :**

La mission d'exploitation vise les services de transport urbains sur le périmètre de la Direction de Proximité Centre Nord-Ouest (réseaux des Bus de l'Etang et Libebus) étendu aux communes de Carry le Rouet, Châteauneuf les Martigues et Sausset les pins.

Le délégataire sera responsable de la bonne gestion du service qu'il assure seul. La mission d'exploitation du réseau que lui confie l'Autorité délégente met à la charge de l'exploitant :

- La responsabilité des opérations de transport des voyageurs y compris l'acquisition des véhicules dans le respect des dispositions relatives à la transition énergétique,
- L'entretien et la maintenance du parc relais de Salon de Provence et des pôles d'échange de Salon de Provence et de Vitrolles,
- La gestion du personnel,
- La relation commerciale et contractuelle avec les usagers,
- La gestion et la rémunération des dépositaires du réseau,
- Les obligations dues au titre de l'activité de transport urbain de voyageurs, aux administrations fiscales et sociales, ainsi qu'aux organismes spécialement dédiés aux différents contrôles de cette activité,
- La garde du matériel et la surveillance de l'état des biens mis à disposition par l'autorité délégente
- L'entretien, la maintenance, les travaux de grosses réparations des installations et équipements nécessaires à l'exploitation et mis à disposition par l'autorité délégente à l'exclusion des poteaux d'arrêt et des abribus
- Le déménagement du dépôt des Estroublans à celui de l'Anjoly à Vitrolles
- La construction d'un dépôt sur le bassin de mobilité de Salon de Provence adapté à la transition énergétique et son aménagement
- L'aménagement, l'entretien et la maintenance des dépôts et des bâtiments annexes mis à disposition par l'autorité délégente à l'exception des travaux de grosses réparations et de gros entretien qui permettent de prolonger la durée de vie de ces biens immobiliers relevant du propriétaire,
- La gestion des espaces à usage commercial (boutiques mobilité)

- L'application du plan de maintenance des matériels roulants qu'il est chargé de fournir
- Le conseil technique et toute action de formation pour aider ou parfaire la maîtrise des services confiés,

**Objet et consistance des services attendus**

Dans l'objectif d'amélioration et d'optimisation du service l'Autorité Organisatrice structure son réseau afin de faciliter l'intermodalité aux usagers et d'inciter à l'usage des transports en commun. L'exploitant organise et propose des conditions de mise en œuvre des services de transport pour atteindre ces objectifs.

Les services de transport de voyageurs confiés sont notamment les suivants :

- Exploitation (gestion technique et commerciale), commercialisation et promotion des lignes régulières de transport urbain du réseau, internes au périmètre géographique
- Exploitation, commercialisation et promotion de la prestation de transport des scolaires internes au périmètre géographique du réseau,
- Exploitation, commercialisation et promotion de la prestation de transport à la demande y compris en soirée en fin de semaine, y compris la gestion de la centrale de réservation et des services de transport dédiés aux Personnes à Mobilité Réduite.

Le kilométrage prévisionnel du réseau délégué au démarrage de la convention est estimé environ 6 120 000 km/an en charge tenant compte de l'extension du périmètre géographique mais pas de l'intégration de certains circuits de transport scolaire actuellement exploités au travers d'accords cadre qui font l'objet de clauses de réexamen.

L'autorité organisatrice ambitionne d'adapter progressivement le réseau selon les principes d'organisation suivants :

- Hiérarchisation et optimisation des lignes et circuits scolaires
- Limitation des superpositions de services métropolitains
- Proposition de dessertes plus efficaces : trajets plus directs
- Développement des transports de proximité « innovants et interactifs »
- Proposition d'un transport à la demande plus performant et optimisé pour les secteurs peu denses
- Desserte adaptée vers les zones d'emplois
- Privilégier les lignes régulières pour le transport des scolaires

- Promouvoir un réseau respectueux de l'environnement

Des modifications ultérieures du réseau délégué et leurs conséquences financières et contractuelles seront gérées au travers des clauses de réexamen prévues à cet effet dans le projet de convention.

En tant qu'Autorité Organisatrice, la Métropole privilégie une approche systémique de la mobilité sur son ressort territorial qui repose sur la mutualisation des outils existants comme le SAEIV (Système d'Aide à l'Exploitation et à l'Information Voyageurs) ou le système billettique qu'elle met à disposition du délégataire. Dans ce cadre les missions de ce dernier sont les suivantes :

- Réalisation des opérations d'installation et de câblage des systèmes embarqués mis à disposition,
- Entretien et maintenance de premier niveau des systèmes billettiques, d'exploitation et d'information des voyageurs mis à disposition,
- Contrôle des flux de fréquentation à l'aide du système billettique
- Prise en charge des interfaces nécessaires au transfert de l'ensemble de la topologie du réseau réalisée sur son outil de gestion et d'exploitation propre
- Financement, fourniture, entretien et maintenance des véhicules de transport public et élaboration d'un plan pluriannuel de renouvellement conforme aux dispositions de l'article 37 de la Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et du décret 2017-23 du 11 janvier 2017. Le nombre de véhicules nécessaires à l'exploitation du réseau délégué au démarrage de la concession est estimé à environ 192 véhicules (hors et circuits scolaires du bassin de mobilité de Salon de Provence).

Dans une logique de cohérence technique et fonctionnelle, d'autres prestations concourant à la mobilité des habitants sur le périmètre géographique susvisé sont confiées au délégataire. Elles sont les suivantes :

Gestion, entretien et maintenance (hors gros entretien et remplacement des bâtiments et infrastructures de voirie) des parkings relais et pôles d'échange situés sur le périmètre géographique du réseau défini ci-dessous soit :

- pôles d'échanges de Salon-de-Provence et Vitrolles ;
- parcs relais de Salon.

Et dans le cadre d'une clause de réexamen, cette mission pourra être étendue à des parkings relais supplémentaires dans des conditions financières établies sur le fondement d'un bordereau des coûts unitaires contractuel adapté aux différents types de parkings relais.

Information des voyageurs sur supports numériques (Borne d'information voyageurs et écrans) et physiques (poteaux d'arrêt, abribus et dans les P+R et pôles d'échanges) par la conception et la distribution des supports qui comprend l'information multimodale de tous les réseaux

Le délégataire aura la charge d'animer et rémunérer un réseau de dépositaires ainsi que 3 agences commerciales (boutiques mobilité) mise(s) à disposition par l'autorité délégante.

Dans le cadre d'une clause de réexamen, des services connexes seront présentés par le délégataire afin de répondre aux objectifs multimodaux de l'Autorité Organisatrice. Ces services connexes innovants tels que véhicules en libre-service, co-voiturage organisé, vélo en libre-service, Transport à la demande innovant pourront être développés progressivement selon un plan d'actions proposé.

La clause de réexamen encadrera les conditions financières de la mise en œuvre de ces services connexes sur le fondement de cadres de coûts individualisés pour lesquels toutes les composantes seront déterminées à l'exception des quantités.

La Métropole dans son rôle de facilitateur des déplacements et de promoteur du transport en commun pourra autoriser le délégataire, après accord expresse, à effectuer des activités annexes et accessoires dont notamment : le transport en commun des usagers lors des manifestations et événementiels organisées par les opérateurs publics ou privés en charge de l'animation des pôles culturels, sportifs ou touristiques implantés sur le périmètre géographique du réseau délégué.

D'une manière générale, le délégataire sera tenu d'assurer la continuité du service public de transports urbains, sauf en cas de force majeure. Il contribuera également aux objectifs de développement durable poursuivis par la Métropole.

### **Principales caractéristiques du contrat à passer**

En application de l'article L1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Métropolitain statue sur le choix de la délégation de service public au vu d'un rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

L'objet du contrat vise d'une manière générale l'exploitation des services de transport dans le respect des principes d'égalité de traitement des usagers et

de continuité du service public de transports urbains sur le périmètre géographique visé.

Afin de répondre de manière efficiente aux besoins des usagers, le contrat d'exploitation qui sera passé avec le futur délégataire comporte un objectif d'optimisation du pilotage économique et de l'ajustement du service de transport urbain en continu.

Le contrat permettra de faire progresser les services délégués au fil des besoins et sur la durée du contrat grâce à des clauses de réexamen claires précises et non équivoques décrivant selon les services pressentis l'encadrement de leur rémunération sur le fondement exclusif des coûts définis initialement au contrat.

Pour atteindre les objectifs fixés par le contrat, l'exploitant conservant son autonomie de gestion aura toute latitude pour définir et mettre en œuvre à ses risques et périls les moyens appropriés, il contracte à cet égard une obligation de résultat doublée d'une obligation d'information et d'un devoir d'alerte vis-à-vis de l'Autorité délégante.

Pour contrôler cette obligation de résultat et préserver une relation partenariale, le contrat prévoira un système de mesure factuel de la performance selon des plans d'action établis dans une démarche globale « gagnant-gagnant ».

En particulier, et dans cet esprit, le contrat d'exploitation définira les mécanismes contractuels encadrant la mission du délégataire, les prestations mises à sa charge.

#### Durée du contrat d'exploitation :

La durée, eu égard aux investissements mis à la charge du délégataire est de 9 ans, à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat. Une clause de réexamen spécifique prévoira les conditions dans lesquelles le contrat pourra se poursuivre au-delà de 9 ans dans la limite d'une année complémentaire.

#### Conditions financières et rémunération du délégataire :

Le délégataire se verra transférer le risque lié à l'exploitation du service.

Sa rémunération prendra principalement la forme d'un versement de l'autorité organisatrice :

- Tenant compte des obligations de service public qui lui sont imposées ;
- Basé sur un engagement ab initio de charges qui constituera le risque industriel supporté par le délégataire ;
- Minoré d'un engagement de recettes acquittées par les usagers sur lequel sera basé son risque commercial.

La délégataire s'engagera également sur les recettes annexes (amendes, publicité etc...).

La convention pourra prévoir des modalités de reversement des recettes à l'autorité organisatrice dans le cas où ces dernières dépasseraient les prévisions définies dans la convention, au-dessus d'un seuil et selon un taux définis contractuellement.

Elle pourra également prévoir un mécanisme d'intéressement basé sur la qualité du service, la fréquentation et l'évolution de la fraude.

Les tarifs ainsi que les conditions d'évolution de ces tarifs seront fixés dans le contrat. Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

- Respect du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public,
- Convergence Métropolitaine progressive
- TVA à taux intermédiaire à la mise en service du contrat
- Compensation des tarifs sociaux
- Chambre de compensation qui encadre et définit les mécanismes de répartition des recettes entre la métropole et ses opérateurs de mobilité.

#### • Clauses de réexamen

La convention comprendra plusieurs clauses de réexamen permettant de faire évoluer au cours de la concession les caractéristiques des prestations à assurer ou les conditions d'exécution de la convention.

En première approche, il est prévu des clauses de réexamen portant sur :

- La prolongation d'un an de la durée de la convention
- L'évolution des tarifs dans le cadre de l'harmonisation des tarifs des réseaux de transports gérés par la Métropole non encore définie
- L'évolution du réseau délégué
- L'intégration éventuelle de circuits scolaires
- L'évolution du réseau suite à la mise en œuvre progressive du Réseau Express Métropolitain et l'intégration éventuelle des lignes « Le Car »
- L'évolution de la composition du parc de véhicules, pour permettre l'utilisation de véhicules de type hybride, électrique, fonctionnant au gaz naturel et non affectés au départ dans la délégation ou encore pour répondre à une évolution importante de la fréquentation
- L'exploitation de nouveaux parkings-relais
- La mise en œuvre expérimentale ou pérenne de services connexes et

innovants tels que le covoiturage intégré, l'autopartage, des véhicules et vélos en libre-service et des navettes autonomes

- La modification des conditions d'exploitation du pôle d'échange de Vitrolles dans le cadre d'une éventuelle reconfiguration ;
- L'exploitation de la liaison en site propre entre la gare SNCF de Vitrolles – Airbus hélicoptères et l'Aéroport Marseille Provence en mode routier ou par câble.

Ces clauses seront claires, précises et sans équivoque et seront encadrées financièrement pour permettre leur mise en œuvre effective dans un cadre financier préétabli.

#### Conditions d'exécution du service :

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités dont il a la charge au regard des missions qui lui seront confiées et en produira copie à l'autorité délégante.

L'autorité délégante remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera préalablement communiqué aux candidats puis revu de façon contradictoire avec l'attributaire de la délégation.

Cet inventaire mis à jour annuellement, comportera notamment :

- Le dépôt de Vitrolles ainsi que ses équipements indissociables tels que les équipements lourds de l'atelier de maintenance (ponts élévateurs, station carburant Gazole, station lavage, recyclage, extracteur gaz d'échappement, distributeurs charge rapide GNV et distributeurs et perches équipant les quais pour un rechargement en GNV en charge lente...),
- Le matériel billettique, logiciels et équipements embarqués, terminaux de travail et ordinateur,
- Le SAEIV, logiciels, équipements embarqués et ordinateurs,
- Les sanitaires au terminus des lignes,
- Le parking relais de Salon de Provence et les pôles d'échanges de Salon de Provence et Vitrolles
- Les boutiques mobilité (Marignane, Salon de Provence, Vitrolles).

Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui sont confiées et notamment du matériel roulant. Il devra en outre assurer le

déménagement du dépôt des Estroublans vers le nouveau dépôt situé à l'Anjoly à Vitrolles. Il aura également à sa charge l'aménagement de ce nouveau dépôt.

A l'issue de la construction du dépôt du bassin de mobilité de Salon de Provence, le délégataire prendra aussi à sa charge l'aménagement et assurera le déménagement.

Il devra également faire son affaire du remisage des véhicules, en sus des dépôts mis à sa disposition par l'autorité délégante.

Le délégataire fera son affaire de l'éventuelle reprise du personnel actuellement affecté à l'exploitation des services qui lui sont confiés selon les dispositions légales applicables. Il devra par ailleurs s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui sont confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris du précédent exploitant ou issu de nouveaux recrutements.

#### Relations avec les usagers :

Les relations entre les usagers et le délégataire seront définies dans le règlement de transport urbain métropolitain.

Il sera contractuellement prévu des dispositifs d'information en direction des usagers.

#### Société dédiée :

Afin de permettre le contrôle des comptes de la délégation de service public, le délégataire retenu constituera une société dédiée au service public délégué pour l'exécution du contrat d'exploitation.

#### Rôle de l'autorité délégante :

La Métropole, autorité délégante, en sa qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial au sens des articles L.1231-1, L.1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports et en application de l'article 18 de la NOTRe décide de confier par voie de concession, le service public de transport urbain sur le périmètre de la Direction de Proximité Centre Nord-Ouest – réseaux Bus de l'Etang et Libebus et étendu aux communes de Carry le Rouet, Sausset les Pins et, Châteauneuf les Martigues à un ou des opérateurs privé(s) après publicité et mise en concurrence conformément à l'ordonnance 2016-65 et au décret n° 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 pris pour son application.

La Métropole conservera un droit d'information et de contrôle permanent du service concédé, qui s'exercera notamment au travers du rapport prévu à l'article L.3131-5 du Code de la Commande Publique. Des sanctions (pénalités, résiliation, mise en régie) seront prévues par le contrat pour assurer le respect des obligations du délégataire.



Conformément à l'article L.3131-5 du Code de la Commande Publique, le délégataire produira chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Le contrat de concession à passer prendra toutes dispositions pour que ce rapport permette en outre d'apprécier les conditions d'exécution du service tant en quantité qu'en qualité.

Dans un souci constant de la continuité du service de transports publics de voyageurs, quelles que soient les circonstances (grèves, manifestations, pics de pollution...) la Métropole dans son rôle d'Autorité Organisatrice veillera à ce qu'une offre de transport soit mise en place le cas échéant aux frais et risques de l'exploitant défaillant.

A l'impératif de continuité du service public s'ajoute celui de son efficacité, de son efficience et de sa qualité.

Ainsi, l'autorité délégante s'est dotée des moyens d'assurer un suivi financier et technique lui permettant de procéder à des contrôles directs, grâce auxquels les deniers publics seront mieux gérés et les besoins des usagers satisfaits de manière plus efficiente. L'autorité délégante suivra les indicateurs techniques et financiers, via des agents dûment mandatés par ses soins ou par un organisme tiers.

La délégation de l'exploitation du service de transport public permettra également à la Métropole de développer des démarches répondant aux exigences du développement durable notamment sur la dimension environnementale (limitation des émissions de gaz à effet de serre...).

Pour ce faire, la Métropole sensible aux innovations entend apporter sa contribution notamment au travers d'expérimentations que le contrat à passer prévoira d'opérer, comme à titre d'exemple la desserte du 1<sup>er</sup> ou dernier kilomètre le cas échéant via des véhicules autonomes...

## **5/ Principales modalités de consultation**

La procédure de consultation sera organisée dans le cadre des nouvelles dispositions du code de la commande publique et du Code général des collectivités territoriales.

La procédure retenue sera une procédure ouverte, impliquant que les candidats déposent en même temps leur candidature et leur offre.

Cette consultation fera l'objet de l'insertion d'un avis d'appel public à la candidature dans les publications suivantes :

- Journal officiel de l'Union européenne (JOUE),
- Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP),
- Une revue spécialisée dans les services de transport urbains

Les entreprises intéressées seront invitées à retirer un dossier qui comprendra principalement :

- un règlement de candidature.
- un projet de contrat et ses annexes décrivant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations ainsi que les exigences de la future délégation ;
- un document programme.

Les données de base de la consultation seront celles définies au projet de contrat et, en particulier, les prestations et conditions de tarification qui y seront spécifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique ;
- Le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 6 juin 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le principe de l'exploitation du service de transports urbains « direction de proximité centre nord-ouest réseau Bus de l'Etang – Libebus et desservant les communes de Carry-le-Rouet, Sausset-les-Pins et Châteauneuf-les-Martigues » dans le cadre d'une délégation de service public

#### **Article 2 :**

Est approuvé le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le nouvel exploitant du réseau, telles qu'elles sont définies dans l'exposé du mode de gestion contenu dans le rapport qui précède, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à la Présidente d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales régissant la délégation de service public et L.3124-1 du Code de la Commande Publique.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de mise en concurrence et de passation de la Délégation de Service Public pour l'exploitation du Réseau de transport de la Direction de proximité Centre Nord-Ouest – réseau Bus de l'Etang et Libebus et desservant les communes de Carry le Rouet, Sausset Les Pins et Châteauneuf les Martigues.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 008-6413/19/CM**

##### **■ Approbation de l'avenant n° 5 relatif au Contrat d'Obligation de Service Public (COSP) de la Régie Départementale des Transports (RDT) avec la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 19/10922/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

Lors du Conseil de décembre 2015, le Contrat d'Obligation de Service Public (COSP) de la Régie des Transports a été approuvé.  
Dans le cadre de ce COSP établi en application des dispositions du Règlement CE n°1370/2007 du

Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, la Régie Des Transports, en sa qualité d'opérateur interne, a pour objet de réaliser toute prestation de service pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence relevant de cette réglementation à titre principal, complémentaire ou connexe.

#### **Activité Ferroviaires**

Dans ce cadre la Métropole a souhaité confier à la RDT l'exploitation des Centres de Transfert des déchets Nord (CTN) et Sud (CTS) de Marseille à compter du mois de septembre 2018. La Métropole souhaite étendre le périmètre de responsabilité de la RDT sur le CTS, de lui confier l'entretien des voies dans ce périmètre étendus.

Dans ces centres de transferts, les déchets médicaux sont identifiés, isolés et évacués, il est nécessaire d'intégrer ces actions dans le cadre du COSP pour qu'il n'y ait qu'un seul opérateur responsable sur les sites. Pour cette raison, ces actions sont confiées à la RDT qui contractualisera avec des entreprises spécialisées pour gérer ces déchets.

Dans l'hypothèse où le transport par voie ferrée serait défaillant et nécessiterait la mise en place d'une solution de substitution par voie routière, la rémunération du transport routier des déchets jusqu'au Centre de Traitement Multifilière de Fos sera de 14,49 euros H.T. par tonne en valeur au 1er octobre 2018 à partir du CTN et de 23,03 euros H.T. par tonne en valeur au 1er octobre 2018 à partir du CTS (valeur mai 2017). Cette Rémunération se fera mensuellement sur présentation des justificatifs par la Régie.

#### **Activité Transport Scolaire**

A la demande de la Région, la RDT a modifié le montant des lignes exploitées pour leur compte.

A la demande de l'agglomération de Terre de Provence les lignes de transports scolaires sont modifiées pour prendre en charge l'ouverture du Lycée de Châteaurenard.

#### **Activité Transport Régulier**

La RDT va, à compter du 2 septembre 2019, exploiter le BHNS d'Aix-en-Provence. Il est précisé dans cet avenant les coûts d'exploitation de ce service qui s'élève à 4 millions d'euros.

La Ligne L50 reliant Aix à Marseille bénéficie d'une forte progression de la fréquentation. Pour y faire face, la RDT met en service d'ici l'été 6 nouveaux cars double étage cofinancés par le Département. Il est donc nécessaire de mettre à jour le Compte Prévisionnel d'Exploitation.

De la même manière, la fermeture partielle de la ligne ferroviaire Aix-Marseille durant 4 mois entre le 1<sup>er</sup>

juillet et le 30 octobre nécessite de prévoir des moyens supplémentaires pour faire face à la prise en charge des ex-usagers ferroviaires et d'intégrer ces surcoûts au COSP. Surcoûts entièrement pris en charge par la Région.

#### **Système de versement de la rémunération et des recettes par paiement au douzième**

La rémunération de la RDT est établie en reprenant le montant total de l'année précédente, puis par paiement en douzième. Ainsi en fin d'année, lors de la facture définitive, le réajustement si nécessaire est réglé.

La RDT collecte les recettes pour le compte de la Métropole et reverse ces recettes au réel mensuellement.

#### **Actualisation Annexe 7 : Définition des prix unitaires**

L'annexe 7 nécessite d'être actualisée de sorte à établir des prix unitaires à jour pour l'année 2018. Cette annexe définit en théorie en décembre 2018 les coûts unitaires, en tenant compte de l'indexation, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Ainsi, la facture définitive pourra être établie. Pour l'heure, les coûts délibérés en Décembre 2018 étaient erronés.

#### **Prise en charge des frais de péages métropolitains**

La RDT est soumise à de nouveaux frais de péages métropolitains, notamment en gare de l'Aréna. Il est prévu au contrat que la Métropole prenne en charge ces frais de péages.

#### **Modification des indices INSEE dans la révision annuelle des rémunérations de la RDT**

Des indices de l'INSEE ont disparu. De nouveaux indices seront ainsi appliqués en substitution pour calculer la révision annuelle de rémunération.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver le présent avenant n°5 qui entrera en vigueur dès sa notification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération TRA 011-1386/16/CM du 15 décembre 2016 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Des Transports ;
- La délibération TRA 013-2069/17/CM du 18 mai 2017 relative à l'approbation de l'avenant n°1 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Des Transports ;
- La délibération DTUP 007-883/11/CC du 9 décembre 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°2 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Des Transports ;
- La délibération DTUP 012-3250/17/CC du 14 décembre 2017 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Des Transports ;
- La délibération TRA 030-5120/18/CM du 13 décembre 2018 relative à l'approbation de l'avenant n°4 au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Des Transports ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie Des Transports prévoit que les adaptations d'offres soient incluses dans le contrat via un avenant.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°5 ci-annexé au contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public de la Métropole Aix-

Marseille-Provence et la Régie Des Transports ainsi que ses annexes.

### **Article 2:**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transports 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C 260 - Nature 611 - Chapitre 011.

Les recettes seront constatées au budget annexe transports 2019 – Sous Politique : C260 – Nature 7473

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 009-6414/19/CM**

#### **■ Approbation des modalités de concertation publique pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Aubagne et Gémenos MET 19/11367/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la mobilité durable, a approuvé en décembre 2016, son agenda de la mobilité structuré « autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble. Ces critères Premium sont, et de très loin, les principales conditions posées par les automobilistes pour changer de mode. ».

L'Agenda de la mobilité métropolitaine vise notamment une opération de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) sur le réseau urbain du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le ChronoBus qui constituera une liaison Premium entre le centre d'Aubagne, son pôle d'échanges et la zone industrielle et commerciale des Paluds.

Le projet de BHNS répond à plusieurs enjeux présentés ci-dessous :

- Offrir une meilleure desserte des zones d'activités économiques situées sur les communes d'Aubagne et de Gémenos ;
- Augmenter significativement la part modale des transports en commun des salariés des zones économiques desservies ;
- Apaiser la circulation automobile au sein des zones d'activité ;

- Développer l'accessibilité aux arrêts de bus, l'intermodalité et le confort d'attente des usagers des transports ;
- Favoriser l'écomobilité en limitant les conflits d'usage et en créant des itinéraires pour favoriser les modes doux ;
- Améliorer la qualité de l'air avec une diminution de la part relative de la route dans les transports quotidiens,
- Diminuer les nuisances sonores liées aux trafics routiers ;
- Réaménager et améliorer la qualité de l'espace public traversé, notamment dans la zone d'activité des Paluds ;
- Garantir une forme de gain et une performance pour les utilisateurs ;
- Mutualiser les aménagements réalisés pour plusieurs lignes de transports ;
- Amener une interconnexion en cohérence avec les projets de lignes structurantes métropolitaines.

### **Nature de l'opération**

Le BHNS associe les avantages du bus (légèreté, flexibilité) et ceux des transports en commun en site propre (vitesse, régularité, ponctualité). Circulant en partie ou intégralement en « site propre » sur une voie réservée, avec des aménagements spécifiques pour lui garantir la priorité aux feux rouges et ronds-points, il effectue des trajets plus rapidement que les bus classiques. Il circule à haute fréquence, avec un départ toutes les dix minutes.

Le projet de ChonoBus est destiné à relier la gare d'Aubagne jusqu'au quartier de Jouques à Gémenos. Il desservira sur 6,6 km, 16 arrêts du centre-ville, de la zone d'activité économique Alta Rocca, de la zone commerciale La Martelle, de la zone industrielle Les Paluds et du parc d'activités de Gémenos, soit au total, un secteur fréquenté quotidiennement par 12 500 salariés. Le ChronoBus sera en correspondance avec le tramway, le réseau SNCF, les lignes de cars du Réseau Express Métropolitain en provenance de Marseille et de La Ciotat et la future ligne de tramway reliant La Bouilladisse à Aubagne, le Val' Tram.

Le projet prévoit également des aménagements cyclables permettant de développer l'usage des modes doux.

La mise en service de cette ligne implique l'augmentation de la flotte de matériel roulant afin de maintenir le niveau de service Premium, à savoir un bus toutes les 10 minutes. Les bus qui circuleront sur cette ligne seront des véhicules répondant aux orientations prises par la Métropole en matière de transition énergétique sur le réseau des Lignes de l'Agglo du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, à savoir des bus GNV hybrides. Ces véhicules seront mis en service dès 2020 sur la ligne de bus actuelle.

Compte tenu de la localisation et du montant prévisible de travaux et en référence avec les seuils de l'article R 103-1 du Code l'Urbanisme, l'opération

est soumise à concertation en application du 3° de l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme.

### **Objectifs et modalités de la concertation :**

Conformément aux dispositions de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme et en vue de finaliser le programme de l'opération, il convient d'organiser une concertation publique préalable à la réalisation du ChronoBus.

Les finalités de la concertation sont les suivantes :

- donner au public une information claire et précise sur le projet,
- sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet
- permettre au public de formuler des observations et propositions sur ce dernier.

Les modalités de la concertation proposées pour cette opération sont les suivantes :

- un périmètre limité au territoire des 2 communes traversées Aubagne et Gémenos.
- une information (avis) dans au moins un journal local ainsi que sur les sites internet du Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, de la ville d'Aubagne et de la ville de Gémenos annonçant au public les dates et les modalités de la concertation.
- une mise en ligne des éléments du dossier sur un site internet
- l'édition d'un document présentant les enjeux du projet et les éléments thématiques les plus abordés (offre de transport, matériel roulant, coût de l'opération, etc.). Ce document invitera les populations à s'exprimer sur le projet. Il sera distribué de manière la plus exhaustive possible auprès de la population, notamment en des sites clés : pôle d'échanges des transports, sorties d'autoroute, route départementale de Gémenos, entreprises des zones d'activité. Il fera également référence au site internet.
- la mise en place de lieux d'information dans les communes d'Aubagne et de Gémenos. Les usagers pourront prendre connaissance du projet au travers de supports papier et multimédia. Des permanences seront organisées pour renseigner les usagers.
- la mise à disposition du public pendant le temps de la concertation, de plusieurs registres où seront consignées les observations. Au minimum, un registre dans les mairies d'Aubagne, de Gémenos et au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, avec un présentoir rappelant les principaux éléments du projet.

Cette concertation démarrera à la date qui sera précisée dans l'avis porté à la connaissance du public comme stipulé ci-dessus et se déroulera pendant un mois minimum. A l'issue de cette concertation, un

bilan sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le projet fera l'objet d'un examen, au cas par cas de l'autorité environnementale compétente, pour décider si le projet est soumis à étude d'impact. Le cas échéant une enquête publique sera alors organisée

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°TRA 019-2758-17-CM du 19 octobre 2017 approuvant la revalorisation de l'opération d'investissement pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Aubagne et Gémenos pour un montant de 28 920 000 euros TTC ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 18 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de mettre en œuvre une procédure de concertation préalable concernant la création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service, le ChronoBus, destinée à relier la gare d'Aubagne jusqu'au quartier de Jouques à Gémenos.

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le lancement de la concertation préalable au sens des articles L 300-2 et R 300-1 du Code de l'Urbanisme portant la création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service le ChronoBus destiné à relier la gare d'Aubagne jusqu'au quartier de Jouques à Gémenos.

### **Article 2 :**

Sont approuvées les modalités de concertation préalable précisées dans le présent rapport.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à lancer toutes les procédures administratives nécessaires au bon déroulement de cette concertation

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **TRA 010-6415/19/CM**

#### **■ Autorisation de saisine de la Commission Nationale du Débat Public concernant le projet de prolongement de la ligne 2 du métro de la station Sainte-Marguerite Dromel vers l'Est Marseillais MET 19/9779/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La métropole Aix-Marseille-Provence Métropole envisage de prolonger la ligne 2 du métro de la station Sainte-Marguerite Dromel vers l'Est et de créer un pôle d'échanges supplémentaires pour favoriser l'intermodalité des différents moyens de transports en communs et réduire le nombre de véhicules particuliers accédant au Centre-Ville de Marseille. Ce projet d'extension s'inscrit dans une stratégie plus globale définie par le Schéma de Cohérence Territoriale et repris dans le Plan de Déplacements Urbains en cours de révision et confirmée par l'Agenda Mobilité adopté en décembre 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Cette stratégie prévoit entre autres éléments, le renforcement des axes lourds de transport, l'interconnexion entre les réseaux et le développement des échanges intermodaux.

Le principe d'extension de la ligne 2 du métro vers St-Loup a été adopté par :

- délibération DTUP 001-842/13/CC du Conseil Communautaire de MPM du 13 décembre 2013, dans la mesure où il favorise le développement de l'intermodalité des transports, de façon significative ;
- délibération TRA 017-1392/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 décembre 2016 relative à

l'approbation de la création de l'opération et de l'affectation d'une autorisation de programme concernant les études pour le prolongement de la ligne 2 du métro de Marseille de Sainte Marguerite Dromel vers Saint Loup.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a repris à son compte, comme autorité organisatrice unique des mobilités durables, le projet de prolongement de la ligne 2 du Métro de Marseille.

Les dépenses afférentes sont prévues au budget annexe transport 2019 pour un montant de 38,7 M€HT correspondant aux crédits d'études jusqu'à la phase PRO.

L'opération est inscrite sous le n°2016104400, et a fait l'objet d'une AP votée de 15,33M€HT par délibération TRA 017-1392/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, du 15.12.16.

Le montant de l'opération est estimé à 800 M€HT.

Le projet permettra notamment d'améliorer les liaisons avec le centre-ville, la desserte en transports en commun des projets de développement urbain d'une partie de la Vallée de l'Huveaune, et celle du programme immobilier et commercial d'accompagnement du Stade Vélodrome, de la ZAC de la Capelette, de la ZAC Vallon Régny, et du secteur de Saint Loup faisant l'objet d'un Plan d'Aménagement d'Ensemble (PAE).

Il permettra également d'assurer la desserte en TCSP des pôles administratifs et commerciaux des 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> arrondissements (Mairie de Secteur, Castorama, Auchan) et d'établissements scolaires majeurs (lycées Jean Perrin et Marcel Pagnol).

Ce projet est en interface technique forte avec deux autres projets menés par la Métropole : le renouvellement des rames de métro et le Boulevard Urbain Sud.

Le projet de prolongement Est de la ligne 2 prévoit :

- Le prolongement du métro sur environ 5 km entre la station Sainte-Marguerite Dromel, terminus de la ligne 2 actuelle, et la future station terminus, via un ouvrage de franchissement supérieur de l'Huveaune, une trémie et un tunnel ;
- Il est prévu la création de six stations : La Pauline, Maison Blanche, Saint Tronc Perrin, Saint Loup Village, Saint Loup Pagnol et la station terminus (secteurs Saint Loup, Rivoire et Carret, La Pomme) ;
- La création d'un pôle d'échanges multimodal regroupant à terme, autour de la station de métro terminus, les bus et un parc relais d'environ 1000 places.

Pour la mise en œuvre d'un tel projet, les dispositions combinées des articles L 121-1, R 121-1 à 3 et L 121-8-I du Code de l'environnement, relatives à la saisine de la Commission Nationale du Débat Public (C.N.D.P.) trouvent à s'appliquer :

Aux termes de l'article L 121-1 du Code de l'Environnement :

« La Commission nationale du débat public, autorité administrative indépendante, est chargée de veiller au respect de la participation du public au processus d'élaboration des projets d'aménagement ou d'équipement d'intérêt national de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics et des personnes privées, relevant de catégories de projets mentionnés à l'article L. 121-8 dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat, dès lors qu'ils présentent de forts enjeux socio-économiques ou ont des impacts significatifs sur l'environnement ou l'aménagement du territoire.

...

La Commission nationale du débat public peut décider d'organiser un débat public ou une concertation préalable permettant de débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet ou des objectifs et des principales orientations du plan ou programme, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Ce débat ou cette concertation permet, le cas échéant, de débattre de solutions alternatives, y compris, pour un projet, son absence de mise en œuvre. Ce débat ou cette concertation porte également sur les modalités d'information et de participation du public après sa clôture.

La participation du public est assurée pendant toute la phase d'élaboration d'un projet, plan ou programme, depuis l'engagement des études préliminaires jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique réalisée... »

Cette Commission conseille à leur demande les autorités compétentes et tout maître d'ouvrage sur toute question relative à la concertation avec le public tout au long de l'élaboration d'un projet.

Elle a également pour mission d'émettre tous avis et recommandations à caractère général ou méthodologique de nature à favoriser et développer la concertation avec le public durant tout le déroulement du projet.

Sa saisine est obligatoire pour tout projet d'un montant estimé supérieur à 300 M€ TTC, ce qui est le cas pour le projet de prolongement du métro de la station Sainte-Marguerite Dromel jusqu'à Saint Loup, qui s'accompagne de la création d'un pôle d'échanges.

Conformément à l'article L 121-8 du Code de l'Environnement, la lettre de saisine de la Commission Nationale du Débat Public par un établissement de coopération intercommunale ayant une compétence en matière d'aménagement de l'espace, relative à un

tel projet est accompagnée de la délibération autorisant la saisine et du dossier correspondant.

Le dossier de saisine doit présenter :

- les objectifs et caractéristiques principales du projet,
- les enjeux socio-économiques,
- le coût estimatif,
- l'identification des impacts significatifs du projet sur l'environnement ou l'aménagement du territoire.

Après instruction de la demande et examen du dossier de saisine, la Commission Nationale du Débat Public décidera de la forme qui devra être adoptée pour l'information, la concertation ou le débat public à mettre en place (pas de débat public ; concertation recommandée ; débat public organisé par le Maître d'ouvrage [cette procédure n'est plus utilisée] ou débat public organisé par une Commission Particulière de Débat Public).

Compte tenu des délais importants nécessaires au respect de cette procédure, notamment si la Commission Nationale de Débat Public choisit d'organiser elle-même le débat public, il est indispensable d'adopter au plus tôt le principe du montage d'un dossier de saisine et de se prononcer sur l'autorisation de saisine de la Commission Nationale de Débat Public portant sur le prolongement de la ligne 2 de métro de Sainte Marguerite Dromel vers l'Est et la création d'un pôle d'échanges.

En conséquence le Conseil de la Métropole est sollicité pour se prononcer sur l'autorisation de saisine de la Commission Nationale de Débat Public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de

Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Les dispositions combinées des articles L 121-1, R 121-1 à 3 et L 121-8-I du Code de l'environnement, relatives à la saisine de la Commission Nationale du Débat Public ;
- La délibération n°DTUP 001-842/13/CC du Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 13 décembre 2013, portant approbation du principe d'une extension Nord-Sud de la ligne 2 du métro de Marseille ;
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation de l'agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération n°TRA 017-1392/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation de la création de l'opération et de l'affectation d'une autorisation de programme concernant les études pour le prolongement de la ligne 2 du métro de Marseille de Sainte Marguerite Dromel vers Saint Loup ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du Juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de prolonger la ligne 2 du Métro de Marseille de la station Sainte-Marguerite Dromel vers l'Est et de créer de manière concomitante un pôle d'échanges à la station terminus ;
- Que le montant estimé du projet, est supérieur à 300 M€ TTC ;
- Qu'en conséquence la saisine de la Commission Nationale de Débat Public est obligatoire.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le principe du montage d'un dossier de saisine de la Commission Nationale du Débat Public, concernant l'opération projetée de prolongement de la ligne 2 du Métro de Marseille, de la station Sainte-Marguerite Dromel vers l'Est et la création d'un pôle d'échanges à la station terminus.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à saisir la Commission Nationale du Débat Public.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **TRA 011-6416/19/CM**

**■ Budget annexe transports - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille deuxième phase**

#### **MET 19/10258/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le réseau de tramway marseillais est aujourd'hui constitué de trois lignes : ligne T1 Noailles – Les Caillols de 6,1 km, ligne T2 Blancarde – Arenc de 5,4 km, ligne T3 Castellane – Arenc de 3,6 km.

La ligne T3 Arenc-Le Silo/Castellane forme d'ores et déjà la partie centrale d'un axe stratégique Nord/Sud de desserte de Marseille en transports en commun en site propre.

Une première phase d'extension est programmée comprenant au Nord, un prolongement du réseau de tramway de 1,8 km entre le terminus existant d'Arenc et Gèze et au Sud, un prolongement du réseau de 4,2 km entre Castellane et La Gaye ainsi que la réalisation d'un ouvrage en superstructure sur le site de Dromel-Montfuron accueillant un parking relais et un centre de remisage des tramways.

Il est prévu d'initier la deuxième phase de ce projet d'extension, consistant à prolonger le tramway de Marseille vers le nord et vers le sud sur une longueur de 7,2 km répartis comme suit : 5,9 km dans les 15ème et 16ème arrondissements entre Gèze et La Castellane et 1,3 km dans le 9ème arrondissement entre La Gaye et La Rouvière.

L'extension au Nord s'étend dans les 15ème et 16ème arrondissements de Marseille entre Capitaine Gèze et La Castellane, sur les voies suivantes : rue de Lyon, boulevard de la Méditerranée / traverse Mardirossian, chemin de la Madrague Ville, chemin de St Louis au Rove, chemin du Ruisseau Mirabeau, chemin du Littoral, avenue André Roussin, Boulevard Henri Barnier.

L'extension au Sud traverse le 9ème arrondissement de Marseille entre La Gaye et La Rouvière, sur les voies suivantes : chemin de la Colline St Joseph, boulevard du Redon.



Cet investissement permet ainsi d'achever la ligne de tramway T3 inscrite au PDU 2013-2023 approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole qui reliera La Castellane (16ème arrondissement) à La Rouvière (9ème arrondissement) et inscrite comme un objectif prioritaire à l'horizon 2025 du programme d'investissements en Transports en Commun en Site Propre de l'Agenda Mobilité métropolitain approuvé par le Conseil de la Métropole en décembre 2016.

Cette nouvelle ligne de transport en commun en site propre proposera une liaison efficace entre le centre-ville et des quartiers qui sont aujourd'hui difficilement accessibles en transports en commun.

Il a donc été proposé au budget 2018 la création d'une opération pour la réalisation de l'Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille deuxième phase pour un montant total évalué à 262 000 000 d'euros hors taxes. Cette enveloppe ne prend pas en compte l'acquisition de matériel roulant supplémentaire.

L'opération d'investissement n° 2018104300 relative à l'Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille deuxième phase inscrite au budget annexe Transports enregistrée dans l'autorisation de programme 2018104300 du programme n° 43 de la Métropole doit être affectée.

Cette opération est affectée partiellement à hauteur de 7 500 000 euros hors taxes pour permettre le lancement des études jusqu'à l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique. Ce montant comprend les études de maîtrise d'œuvre au niveau Avant-Projet, les études techniques préalables (sondages, reconnaissances, topographie, études environnementales), les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'assistance des bureaux de contrôle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation partielle pour un montant total de 7 500 000 euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2018104300 - Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille deuxième phase afin de permettre la réalisation des études ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2018104300 - Extension du réseau de tramway Nord-Sud de Marseille deuxième phase pour un montant de 7 500 000 euros hors taxes rattachée au programme n° 43 - autorisation de programme n° 2018104300.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

CP 2019 : 50 000 euros HT  
CP 2020 : 800 000 euros HT  
CP 2021 : 5 000 000 euros HT  
CP 2022 : 1 650 000 euros HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 012-6417/19/CM**

**■ Approbation de la création et affectation d'une opération d'investissement pour l'acquisition de bus GNV hybrides pour le réseau des Lignes de l'Agglo**  
**MET 19/11373/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 37 de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte stipule : « L'Etat, ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements, le Syndicat des transports d'Ile-de-France et la métropole de Lyon, lorsqu'ils gèrent directement ou indirectement un parc de plus de vingt autobus et autocars pour assurer des services de transport public de personnes réguliers ou à la demande, acquièrent ou utilisent lors du renouvellement du parc, dans la proportion minimale de 50 % de ce renouvellement à partir du 1er janvier 2020 puis en totalité à partir du 1er janvier 2025, des

autobus et des autocars à faibles émissions définis en référence à des critères fixés par décret selon les usages desdits véhicules, les territoires dans lesquels ils circulent et les capacités locales d'approvisionnement en sources d'énergie ».

Par délibération n° TRA 002-14/12/17 CM du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a retenu deux énergies pour la transition énergétique des services de transport public de son territoire :

- l'électricité, en priorité pour les zones urbaines les plus denses
- le GNV (Gaz Naturel pour Véhicule)

Ces énergies permettent une baisse des émissions de gaz polluants et une amélioration du confort et du bruit, pour les usagers et les conducteurs, mais également pour les riverains et les passants.

Dans ce contexte, la Métropole envisage une transition énergétique échelonnée du réseau de transport urbain « Les Lignes de l'Agglo, une marque de la Métropole Mobilité ». Ainsi, les 54 véhicules circulant sur les lignes régulières seront progressivement remplacés par des véhicules GNV. Le choix de la technologie GNV est cohérent avec le programme porté par la RDT d'équiper le dépôt de Gémenos avec une station d'avitaillement.

Cette opération consiste en l'achat de 10 premiers bus GNV hybride en 2020 en renouvellement des véhicules standards diesel actuels qui arrivent en fin de vie. Le matériel retenu, des autobus GNV Hybride, c'est à dire avec un moteur électrique d'appoint, est écologique et innovant pour un coût d'investissement à peine supérieur à celui d'un matériel standard diesel et un coût de fonctionnement comparable. Ce type de véhicule sera parmi les premiers mis en service en France, du fait de sa technologie hybride.

Les véhicules seront mis à disposition de la SPL Façonéo dans le cadre du contrat d'Obligation de Service Publique, qui se chargera de les exploiter et de les maintenir. Ces véhicules circuleront sur la ligne 1 qui dessert la zone industrielle des Paluds, au départ de la gare d'Aubagne et qui a vocation à devenir la future ligne « Chronobus », et sur les lignes 7 « Gémenos – Aubagne » et 8 « Saint Zacharie - Auriol – Aubagne ».

Le programme d'acquisition est évalué à 3 990 000 euros TTC.

Conformément aux articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiement. Cette procédure permet à la Métropole de ne pas faire supporter à son budget l'intégralité d'une dépense pluriannuelle, mais seules les dépenses à régler au cours de l'exercice. Elle vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier

mais aussi organisationnel et logistique. Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la lisibilité des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées. Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

Les opérations pouvant faire l'objet d'une procédure d'AP/CP correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la Métropole ou à des subventions versées à des tiers.

Dans le cadre de la préparation du budget supplémentaire 2019 du budget annexe des transports, l'opération d'investissement n° 2019003200 pour le projet d'investissement d'acquisition de 10 bus GNV hybrides pour le réseau des Lignes de l'Agglo d'un montant de 3.990.000,00 euros TTC, enregistrée dans l'autorisation de programme n° 190070TP du programme 07 Transports urbains exploitation, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à

leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° TRA 002-14/12/17 CM du 4 décembre 2017 relative à la transition énergétique du parc de bus et cars de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 3 990 000 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération n°2019003200 pour l'acquisition de 10 bus GNV Hybrides pour le réseau des Lignes de l'Agglo d'un montant de 3 990 000 euros TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires à l'opération n°2019003200 seront inscrits au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence Nature 238 – Nature 2182– Sous politique : C210. Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget Budget Annexe transport.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Année 2019 : 1 197 000.00 euros TTC

Année 2020 : 2 793 000.00 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 013-6418/19/CM**

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux travaux d'aménagement des parkings métropolitains - Budget Annexe Parkings Métropole MET 19/11569/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par convention de gestion approuvée par délibération n° FAG 188-3207/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la commune d'Istres la gestion et l'exploitation des trois parkings en régie : Arnavaux, Victor Hugo et les Carmes pour une durée d'un an, afin de finaliser l'ensemble des actes inhérents au transfert des moyens et des services.

Afin de permettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'ériger une organisation permettant d'assurer l'encadrement de l'équipe en place, la gestion des marchés de prestations pour l'entretien et la maintenance des parkings et la reprise de la régie financière, qui est aujourd'hui mutualisée entre plusieurs services communaux, la présente convention de gestion de gestion a été prolongée d'un an par avenant approuvée par délibération n° FAG 250-5067/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018.

Dans le cadre de cette convention, et conformément aux articles 4 et 5 de cette dernière, la Métropole peut confier à la commune, par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de travaux d'aménagement.

Dans ce contexte, il s'avère nécessaire de réaliser des travaux au sein du parking des Carmes pour des raisons de sécurité. Ceux-ci concernent notamment le transfert du poste de contrôle au niveau -1, du réaménagement des vestiaires, de l'élargissement de la gaine ascenseur et de la pose de ce dernier, de la séparation de la partie privative située au R-2 au reste du parc public, de la mise aux normes électriques, PMR, et sécuritaires.

Le parking en ouvrage enterré Victor Hugo (84 pl), nécessite des travaux de remise à niveau selon les normes PMR, de voirie et de sécurité. Ceux-ci concernent notamment la réfection des systèmes de vidéo-surveillance, de la ventilation, de l'éclairage, des contrôles d'accès, des cages d'escalier de la sortie de secours, l'escalier extérieur...

Enfin les travaux d'adaptation sont nécessaires sur les parkings de Sté Croix et du Verdon à Martigues conformément aux prévisions du marché public d'exploitation.

Par délibération n° TRA 013-4608/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, la Métropole a approuvé la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative aux travaux d'aménagement des parkings métropolitains.

L'opération d'investissement n°2018500600 « Travaux d'aménagement Parkings », de 1 100 000 euros HT inscrite au budget annexe parkings Métropole,

enregistrée dans l'autorisation de programme AP185081PK du programme 08 GEI hors projets spécifiques de la Métropole doit être révisée pour un montant de 220 000 euros HT.

Cette révision porte le montant de l'opération 2018500600 de 1 100 000 euros HT à 1 320 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° TRA 013-4608/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative aux travaux d'aménagement des parkings métropolitains ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 220 000 euros HT de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 220 000 euros HT de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018500600 « Travaux d'aménagement Parkings » rattachée au programme

AP185081PK du programme 08 GEI hors projets spécifiques de la Métropole d'un montant de 220 000 euros HT portant le montant de l'opération à 1 320 000 euros HT.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe parkings Métropoles 2019.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 116 601 euros HT

CP 2019 : 970 000 euros H.T.

CP 2020 : 233 399 euros H.T.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 014-6419/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, "Aires et Parcs de Stationnement Compétences Transférées" MET 19/11346/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la compétence Aires et Parcs de Stationnement, encadrée par une convention de gestion jusqu'au 31 décembre 2019, qui implique :

- La mise en conformité des équipements existants.
- Le renouvellement des infrastructures et du matériel sur les installations existantes.
- La création de nouveaux parkings et aires de stationnement pour accompagner les projets d'aménagement et le développement du commerce de proximité.

Dans l'exercice de ses missions, pour une meilleure transparence et une gestion plus efficiente de la gouvernance des investissements mise en place avec les communes au sein du Territoire, il convient de permettre à cette Autorisation de Programme de se déclinier sur plusieurs Crédits de Paiement pour répondre à une programmation pluriannuelle des investissements.

L'opération « père » d'investissement n°2019401600 « Aires et parcs de stationnement Compétences Transférées », 1 270 026 euros T.T.C inscrite sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et enregistrée dans l'autorisation de programme 194081BP du programme 08 1 Parkings de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Conseil de Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 270 026 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération « père » d'investissement n°2019401800 « Aires et parcs de stationnement Compétences Transférées », 1 270 026 euros T.T.C inscrite sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile enregistrée dans l'autorisation de programme 194081BP du programme 08 1 Parkings de la Métropole.

**Article 2 :**

Sont approuvées les opérations suivantes liées à l'opération « père » crée :

- Travaux d'aménagement aire stationnement avenue Frédéric Mitral à Saint Zacharie,
- TTMO Parking Saint Roch à Roquevaire,

- TTMO travaux d'aménagement aire de stationnement Cours Louis Blanc à Saint-Zacharie,
- TTMO autres communes.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement au chapitre 45 nature 4581194016. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2019 : 1 102 026 euros TTC  
CP 2020 : 84 000 euros TTC  
CP 2021 : 84 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 015-6420/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement concernant la "réalisation d'un parking mutualisé dans la zone des Paluds à Aubagne"**  
**MET 19/11268/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, conformément à l'article L.5218-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la compétence « aires et parcs de stationnement » est exercée par la Métropole et déléguée au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour les communes situées sur son Territoire.

La saturation actuelle du stationnement dans la zone industrielle des Paluds, située à l'Est d'Aubagne, conduit à une occupation généralisée des trottoirs et des giratoires par les véhicules. Ceci pénalise les conditions de circulation et de mobilité particulièrement pour les piétons et les cycles. Les fortes perspectives de croissance des entreprises implantées, notamment celle du groupe Sartorius, imposent la création d'un équipement dédié au stationnement pour décongestionner le site et redonner des possibilités de mobilités aux modes doux en bordure de voie.

De plus, dans le cadre de la Requalification des Nouveaux Paluds, un travail sur la désimperméabilisation et la sécurisation des cheminements, va contraindre et supprimer un nombre de stationnements en surfaces qu'il convient de repositionner dans la ZI des Paluds.

Le programme prévoit pour ce projet une configuration de parking largement ventilé, au sens du « règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP) » et relatif à la transparence hydraulique pour répondre à la nouvelle réglementation imposée par le PPRI pour 600 places environ.

Le choix de l'emplacement sera plébiscité par rapport à la facilité des accès depuis la desserte extérieure, la proximité avec le centre Agora et son pôle restauration et les lignes de transports en commun (navettes et futurs BHNS).

L'opération intégrera les projets à courts et moyens termes prévus dans la zone des Paluds :

- Insertion d'une ligne BHNS,
- Requalification et sécurisation des voies et trottoirs des avenues de Jouques et des Paluds,
- Développement économique de la zone : +15 à 20%.

De plus, il permettra la mutualisation d'étages complets entre les industriels de la zone, les entreprises de proximité, les usagers d'Agora, de l'Université du Temps Libre et de la Poste.

L'inventaire des enjeux que représente le projet est :

- Accès véhicules,
- Accès piétons,
- Navettes entreprises.

À cet effet, l'opération d'investissement n°4581194003 « Parking des Paluds», pour un montant de 1 600 000 euros TTC, inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 194081BP du programme 081 « Parkings » de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,  
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 600 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°4581194003 « Parking des Paluds» du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, pour un montant de 1 600 000 euros TTC rattachée au programme 081 « Parkings » Code AP 194081BP.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile en dépenses d'investissement au chapitre 45 - sous politique C350. L'échéancier prévisionnel des paiements s'établit comme suit :

CP 2019 : 70 000 euros TTC  
CP 2020 : 765 000 euros TTC  
CP 2021 : 765 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**TRA 016-6421/19/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Arvieux et Espercieux**

**MET 19/11436/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération TRA 2/684/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du groupement GagneraudConstruction/Qpark France en tant que délégataire, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage, des parcs de stationnement Espercieux et Arvieux sis à Marseille rue des Docks 13002. Ce contrat a été établi pour une durée de 12 ans. Eu égard aux engagements contractuels, une

société dédiée a été constituée « la Société Marseillaise de Stationnement ».

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence aires et parcs de stationnement. Dans ce cadre elle s'est substituée dans les droits et obligations, à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, notamment pour la gestion du contrat de DSP susvisé.

Les parcs Espercieux et Arvieux ont été construits sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et ont été ouverts au public respectivement le 16 novembre 2007 et le 1<sup>er</sup> mars 2009. Cet état de fait a décalé la fin du contrat du parc Arvieux.

Lors de son passage en date du 7 décembre 2012, la sous-commission départementale de sécurité avait constaté un dysfonctionnement sur le système de désenfumage, entraînant la condamnation de 23 places, afin de revenir aux débits imposés.

Une procédure d'expertise judiciaire a été diligentée par la Métropole à l'encontre des intervenants à l'acte de construire, et du délégataire. Le rapport d'expertise rendu le 11 janvier 2017, n'a pas mis en exergue la responsabilité d'une des parties. L'expert a démontré que la résolution des désordres consistait notamment au déplacement de certains ventilateurs du parc.

Afin de rendre le parc de stationnement Espercieux conforme à la réglementation en vigueur, la Métropole a décidé de confier au Délégataire la réalisation des investissements nécessaires sur le système de désenfumage dans l'ensemble de l'ouvrage, ainsi que tous travaux corrélatifs estimés à un montant maximum de 110 000 euros HT.

Par ailleurs, la Métropole souhaite disposer de places supplémentaires dans le parc de stationnement pour les vélos (10 places) et pour les véhicules de service (100 places).

Sur un autre plan, la mise en service du parc Espercieux est intervenue 15 mois et 15 jours, avant le parking Arvieux décalant ainsi pour ce seul parc, la date d'échéance contractuelle. Pour des raisons économiques et d'équilibre global du contrat, ces deux parcs étant positionnés côte à côte, il apparaît utile de ramener au 1<sup>er</sup> mars 2021, la fin du contrat pour ces deux parcs. Cela permettra à la collectivité de relancer une même procédure de délégation de service public en conservant ce périmètre, tout en réalisant des économies d'échelle profitant tant au futur délégataire qu'à la collectivité, au regard du montant de la redevance qui pourra être versée.

Enfin, la collectivité a adopté lors du Conseil Métropolitain du 28 mars 2019, sa nouvelle politique tarifaire introduisant des tarifs résidents nuit et week-end à 365 euros TTC et 24h/24 à 700 euros TTC. La Métropole souhaite mettre en place ces tarifs à

compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au sein de ces deux parcs en imposant un quota de 10 places résidents au sein de ces deux parkings.

Afin de tenir compte de l'ensemble de ses sujétions de service public et des investissements complémentaires portés par le Délégataire, des 100 places additionnelles attribuées gratuitement au Délégant, il est convenu de baisser forfaitairement la redevance fixe de 60.000 euros HT par an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, et jusqu'à la fin du contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le contrat pour l'exploitation des parcs de stationnement Arvieux, Espercieux n°07/136
- L'avenant n°1 approuvé par délibération DTM 015-1158/15/CC du 3 juillet 2015
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

### **Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que des travaux sur le système de désenfumage doivent être réalisés afin de rendre le parc de stationnement conforme à la réglementation en vigueur ;
- Que la Métropole souhaite disposer à titre gracieux de 10 places supplémentaires pour les vélos et 100 places pour le remisage des véhicules de service ;
- Que la Métropole souhaite instaurer au sein des deux parkings les tarifs résidents nuit et week end et 7jours sur 7 approuvés le 28 mars 2019, assortis d'un quota de 10 places par parc ;
- Qu'il convient, en contrepartie, de diminuer la redevance de 60 000euros HT par an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et jusqu'à la fin de la convention.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention n°07/136, ci-annexé, concernant l'exploitation des parkings Arvieux et Espercieux sis à Marseille.

### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **TRA 017-6422/19/CM**

### **■ Approbation de l'avenant 3 au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation de service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul MET 19/11340/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La délibération POR 001-687/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 a approuvé le choix du groupement Icard Maritime / Méditerranéenne des Services Maritimes pour l'exploitation du service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul.

Indépendamment de cette Délégation de Service Public, la Métropole a confié à la RTM l'exploitation de la desserte maritime de passagers de l'archipel du Frioul, par avenant n° 13 du 28 décembre 2018 au contrat d'Obligation de Service Public.

La reprise de ce service par la RTM a fait apparaître un besoin de clarification des usages entre le service de passagers et le service de transport de fret et de véhicules.

En effet le transport de marchandise de petit volume sur les navettes passagers peut mettre en péril la sécurité des usagers.

L'avenant n°3 à la DSP de transport de fret vise à favoriser l'utilisation de l'écUM pour le transport de véhicules, en proposant des tarifs préférentiels dédiés aux résidents principaux du Frioul, comme c'est le cas pour le transport de passagers. Ces nouveaux tarifs sont décrits dans l'avenant ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération POR 001-687/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 approuvant le choix du groupement Icard Maritime / Méditerranéenne des Services Maritimes pour l'exploitation du service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul ;
- La délibération DPMOD 15/13748/CC du 25 septembre 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation de service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul ;
- La délibération DPMOD 15/13748/CC du 25 septembre 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation de service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul ;
- La délibération TRA 004-5983/19/CM du 16 mai 2019 approuvant l'avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public relatif à l'exploitation de service de transport de véhicules entre Marseille et l'archipel du Frioul ;

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- La nécessité de modifier les tarifs de l'écUM pour favoriser son usage par les résidents principaux du Frioul.

## **Délibère**



## **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé relatif à la création d'une tarification pour le transport de véhicules pour les résidents principaux du Frioul pour l'utilisation de l'ÉCUM

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Urbanisme et  
Aménagement"***  
\*\*\*\*\*

**URB 001-6423/19/CM**

**■ Approbation du Plan Partenarial  
d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille  
MET 19/11612/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le centre-ville de Marseille, un des cœurs majeurs de la Métropole, est confronté à des problèmes socio-urbains lourds, couplés à des problèmes d'aménité et de cadre de vie : une part importante de l'habitat privé ancien connaît des processus de dégradation multiples, remettant en cause les facteurs de cohésion et d'équilibre de la Ville.

Le centre-ville abrite une grande partie de ménages fragilisés et paupérisés, qui trouvent des habitations à des prix abordables, dans des conditions d'habitabilité souvent douteuses tout en bénéficiant des avantages de la centralité.

Pourtant, ce centre-ville a été le lieu de plusieurs décennies d'une politique volontaire de revitalisation urbaine des secteurs centraux. L'investissement engagé a été important en matière de restructuration urbaine, d'équipements publics, d'aménagements d'espaces urbains ainsi que la mise en œuvre de programmes d'actions en matière d'amélioration de l'habitat ont permis d'obtenir une amélioration significative mais encore insuffisante.

Les causes sont profondes et la mobilisation des acteurs et des moyens est donc plus que jamais indispensable. Ces problématiques d'habitat doivent être travaillées concomitamment à la revitalisation des activités commerciales, au renforcement de l'attractivité économique et touristique, à l'amélioration du système viaire, au développement des mobilités, à l'organisation efficace de la gestion urbaine de

proximité, au développement des espaces publics et des espaces verts, à la remise à niveau en équipements publics, en offres de services pour les habitants, tout en préservant les équilibres sociaux existants.

Ainsi, la problématique du développement de ce centre ancien dégradé se présente comme récurrente à des degrés divers et se retrouve à plusieurs endroits du territoire métropolitain. Il constitue assurément un des axes prioritaires d'intervention de la politique de développement urbain projetée et de manière aigüe sur le centre-ville de Marseille. Cinq objectifs lui sont attachés :

- lutter contre l'habitat indigne
- améliorer l'attractivité et la qualité résidentielle
- permettre aux habitants de se maintenir dans leurs quartiers
- restaurer le patrimoine bâti
- redynamiser la fonction économique

Suite au drame de la rue d'Aubagne, un courrier au Ministre Julien Denormandie daté du 27 novembre 2018 a signifié l'importance de consolider un partenariat avec l'Etat sur la politique à engager conjointement sur le centre-ville de Marseille afin que les actions soient renforcées avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'aménagement et d'habitat depuis le 1er janvier 2018.

Le 13 décembre 2018, la Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvait une délibération précisant la stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé à mettre en œuvre.

Tout en sachant que la loi ELAN (loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite Loi ELAN) instaure le « Projet Partenarial d'Aménagement » (PPA) constituant une forme originale de contractualisation entre l'Etat, les collectivités et des partenaires identifiés, le 22 janvier 2019, un protocole de préfiguration du PPA a été signé entre l'Etat, la Métropole, la Ville de Marseille, et l'EPAEM signifiant l'engagement d'un projet commun et partenarial en faveur de la revitalisation du centre-ville de Marseille et notamment de la lutte contre l'habitat indigne.

C'est aujourd'hui l'approbation de ce « PPA Centre-Ville de Marseille » qui est présenté au Conseil Métropolitain.

Au travers de ce projet, il s'agit de proposer un modèle de développement alliant lutte contre l'habitat indigne à des actions en matière de développement économique, d'équipements publics, d'espaces publics ou encore de mobilité. Ciblée sur le grand centre-ville, le contrat de PPA est le cadre qui établit le programme de travail et d'actions et l'accord des

différentes parties prenantes pour le mener à bien de manière partenariale.

Le PPA affirme le projet de développement du centre-ville regroupant des actions déjà engagées comme par exemple Euroméditerranée, le projet urbain Quartiers Libres Saint Charles Belle de Mai, ou encore l'Opération Grand Centre-Ville. Il précise également les actions à mettre en œuvre pour que le dessein du centre-ville prenne tout sa déclinaison.

Celui-ci précise :

- Le périmètre d'intervention : Il s'étend sur plus de 1000 hectares du centre-ville de Marseille, périmètre représentant le secteur d'extension du centre-ville allié aux préoccupations patrimoniales ;
- Les orientations d'aménagement et objectifs de développement ainsi que les déclinaisons opérationnelles existantes ou à mener ;
- 4 premiers îlots opérationnels répartis sur au sein du PPA ;
- Le pilotage et la gouvernance
- Les bilans et estimations financiers du projet avec engagement des parties
- Le calendrier d'exécution et de mise en œuvre opérationnel

#### 1. Le périmètre d'intervention :

Le « PPA Centre-Ville de Marseille » porte sur un périmètre de 1000 hectares, près de 200 000 habitants, représentant le centre-ville de Marseille élargi. Ce périmètre d'intervention inclut les principaux dispositifs préexistants attachés à des objectifs du projet, à savoir :

- Les périmètres de la lutte contre l'habitat dégradé et l'amélioration de la qualité résidentielle des quartiers (OPAH),
- Les périmètres des Quartiers Prioritaires centraux du Contrat de Ville,
- La valorisation du patrimoine bâti, avec le périmètre de l'AVAP.

La première ceinture de contournement du centre-ville, celui de l'OGCV/OPAH-RU et le périmètre de l'AVAP terrestre en définissent les limites, avec au Nord, le Boulevard Lesseps prolongé par le Boulevard Plombières, à l'Est le Boulevard Françoise Duparc et au Sud, le Boulevard Baille, la place Castellane, le cours Puget, puis alternativement l'extérieur des périmètres OGCV/AVAP jusqu'à la plage des Catalans.

#### 2. Les orientations d'aménagement et objectifs de développement :

C'est à l'échelle du PPA qu'est élaborée la stratégie de développement du centre-ville, dans laquelle devront être ménagés les grands équilibres sociaux urbains, en s'articulant avec les objectifs thématiques.

Les premiers constats mettent en évidence plusieurs dynamiques de projet à l'œuvre depuis plusieurs années mais des résultats encore trop insuffisants, notamment en faveur de l'amélioration de l'habitat, du développement économique ou encore de l'amélioration du cadre de vie.

Ces diagnostics impliquent de traiter la question du mal logement de manière intégrée dans une démarche de projet urbain global.

Sa conception et sa gestion stratégique devront veiller aux équilibres, complémentarités et synergies à promouvoir entre les différents secteurs du centre-ville (centre historique, Euroméditerranée, Quartiers Libres, quartiers périphériques, ...), notamment en termes d'attractivité résidentielle, de mobilité, de développement économique et commercial, et à la satisfaction simultanée des besoins des habitants et des grandes fonctions métropolitaines inhérentes au cœur d'une Métropole de 1,8 millions d'habitants.

La stratégie du PPA s'articule autour d'idées fortes permettant de répondre aux grands enjeux du Centre-Ville :

- Un projet global et intégré, intégrateur des politiques publiques,
- Un projet d'aménagement et de développement à toutes les échelles, agissant en rattrapage de situations dégradées et en expérimentation de nouvelles solutions,
- Une gouvernance partagée entre les acteurs du projet et des financements croisés,
- Une concertation permanente des acteurs du territoire, institutions, habitants, entreprises, organismes professionnels, associations...

Après analyse des connaissances existantes, des projets engagés et des orientations choisies, il convient de disposer d'une part de données plus fines du contexte à toutes les échelles du projet et d'autre part d'engager le processus de concertation avec les parties prenantes du territoire.

Un programme d'études complémentaires doit être ainsi engagé rapidement afin d'étayer la déclinaison d'une stratégie opérationnelle et globale coordonnée à l'échelle du Centre-Ville notamment en matière de stratégie foncière, de programmation habitat, d'équilibres résidentiels et de besoins en relogement, d'équipements publics, de commerce, de mobilité et de concertation avec les parties prenantes du projet.

De manière opérationnelle, comme le prévoit la loi ELAN, il sera instauré, sur tout ou partie du périmètre du PPA, une Grande Opération d'Urbanisme (GOU) qui est un nouvel outil d'aménagement dont les dimensions et caractéristiques requièrent un engagement conjoint et spécifique de l'Etat aux côtés des collectivités. La GOU représente l'échelle d'action intermédiaire dans laquelle s'inscrit le projet urbain sectorisé.

### 3. Le choix de 4 îlots opérationnels de première phase

Il a été proposé de définir 4 îlots opérationnels de première phase intégrés au PPA, introduisant la notion de proximité. Ces secteurs doivent tester l'efficacité des actions et politiques publiques pour répondre au mieux aux attentes des habitants. Le choix s'est porté sur des îlots suivants :

- Ilot Noailles-Ventre
- Ilot Noailles-Delacroix
- Ilot Clovis Hugues-Belle de Mai
- Ilot Hoche-Versailles

L'objectif sur ces îlots est d'engager à court terme les études et actions opérationnelles visant le développement global multithématique.

### 4. Le pilotage et la gouvernance

Le « PPA du Centre-Ville de Marseille » doit bénéficier d'un portage politique et technique fort qui garantit la réussite de la mise en œuvre dans la durée de cette opération complexe et étalée sur un temps long. Deux instances sont nécessaires au pilotage et à l'organisation de la mise en œuvre du PPA :

- un comité de pilotage politique, qui est une instance de validation composée des élus métropolitains et communaux, des représentants de l'Etat et des Partenaires signataires du présent protocole. Ce comité de pilotage est coprésidé par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Préfet de Région, Préfet du département des Bouches du Rhône ou leurs représentants et animé par la Métropole.
- un comité technique qui assure la bonne coordination et le suivi de l'ensemble des dispositifs constituant le PPA.

Aux côtés de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les partenaires signataires du PPA sont l'Etat, la Ville de Marseille, l'EPAEM, le Conseil Départemental 13, l'Etablissement Public Foncier PACA (EPF), l'ANAH, l'ANRU, l'ARHLM, la Banque des Territoires chacun prenant des engagements dans le cadre du contrat.

### 5. Les bilans et estimations financiers du projet avec engagement des parties

Les évaluations financières pour engager ces études qui restent à mener sur l'ensemble du périmètre des 1000 hectares du PPA sont estimées à 2 millions d'euros par an.

Les dépenses en investissement destinées à amorcer significativement le renouvellement urbain et la requalification de ces quartiers devront être précisées, dont l'action foncière qui constitue le levier indispensable à la mise en œuvre de la stratégie

inscrite au PPA et des opérations qui y sont attachées.

Celles consacrées aux 4 îlots opérationnels de 1<sup>ère</sup> phase ainsi qu'aux aménagements urbains et équipements publics associés s'élèvent en première estimation à 217 000 000 d'euros.

### 6. Le calendrier d'exécution

Le Projet Partenarial d'Aménagement a pour objectif principal de mettre en œuvre durant 15 ans une stratégie d'intervention coordonnée et intégrée sur les 1000 hectares du Centre-Ville de Marseille, de manière à articuler l'ensemble des réflexions, études et projets et à maximiser leur effet levier aux différentes échelles.

Les opérations devront être conçues et conduites de façon transversale, se coordonner avec l'intervention sociale et être construites avec les habitants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite Loi ELAN ;
- La délibération DEVT 012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 précisant la stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est proposé un Projet Partenarial d'Aménagement sur 1000 hectares du Centre-Ville de Marseille comme une des premières actions de déclinaison du Plan Stratégique.

### **Article 2 :**

Ce contrat est conclu entre l'Etat, la Ville de Marseille, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, le Conseil Départemental, l'Etablissement Public Foncier, l'ANAH, l'ANRU, l'ARHLM, la Caisse des Dépôts et Consignations.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer le Plan Partenarial d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 002-6424/19/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Redynamisation centre ville MET 19/11027/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la séance du 28 mars 2019, une délibération portant sur la « Mise en place d'outils d'intervention métropolitains pour lutter contre la vacance commerciale dans le centre-ville de Marseille. » a été validé par le Conseil de la Métropole.

Pour mémoire, dès le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son agenda du développement économique, voté en conseil métropolitain.

L'une de ses orientations stratégiques consistait à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat.

Dans ce contexte il a été décidé d'accompagner la Ville de Marseille et accélérer la redynamisation commerciale de son centre-ville initiée dans le cadre de son plan « Ambition Centre-Ville ».

Cette démarche s'inscrit dans une démarche globale de redynamisation du cœur de ville marseillais, en complément de la stratégie territoriale de lutte contre l'habitat indigne et dégradé, du plan de requalification des espaces publics du centre-ville.

Au regard de l'obsolescence constaté du parc tertiaire dans le centre-ville marseillais, il est également envisagé d'agir sur les immeubles de bureaux afin de permettre des réimplantations d'entreprises tertiaires et augmenter la masse salariale du centre-ville en baisse ces dernières années.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de mettre en œuvre un dispositif métropolitain incitatif à une remise sur le marché des commerces vacants du centre-ville de Marseille.

Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'agir :

- sur les locaux vacants privés avec un niveau de loyer déconnecté des prix du marché (loyer plus élevé que la valeur moyenne constatée dans le secteur) : prise à bail de la Métropole et sous location à un prix allégé pour une durée limitée,
- sur les locaux vacants publics nécessitant des travaux,
- sur les locaux vacants privés nécessitant des travaux avec une prise à bail métropolitaine.

La méthodologie retenue s'articule autour de deux axes :

- Prise à bail de la Métropole de locaux commerciaux vacants.
- Participation de la Métropole à l'installation : rénovation/mise aux normes des locaux commerciaux.

C'est dans le cadre du second axe sur la rénovation et remise aux normes des locaux commerciaux qu'il est nécessaire de créer et affecter l'opération d'investissement n°2019003100, « Redynamisation centre ville », d'un montant de 750 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 190011BP du programme 01.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 750 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019003100 « Redynamisation centre ville » pour un montant de 750 000 euros TTC, rattachée au programme 01 « Gestion de l'administration », code AP 190011BP.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2019 :	150 000 euros
Année 2020 :	350 000 euros
Années suivantes :	250 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 003-6425/19/CM**

**■ Approbation de l'avenant n° 11 à la convention du 18 décembre 1972 relative à la gestion et à l'extension du Marché d'Intérêt National de Marseille - Reprise en gestion du site de SAUMATY Pêche - 13016 Marseille par la SOMIMAR - Gestion de la déchèterie du site des Arnavaux MET 19/10781/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Marché d'intérêt National (MIN) de Marseille a été créé en 1968 sur le site des Arnavaux et étendu au site de Saumaty par décret n°77-833 du 13 juillet 1977 pour tous les produits de la mer.

La gestion du MIN a quant à elle été confiée à la SOMIMAR par un contrat de concession du 18 décembre 1972 dont l'avenant dit « principal » du 28 juillet 1976 stipulait que la SOMIMAR serait chargée à

la fois de la gestion du site des Arnavaux et du site de Saumaty, cela en ces termes ;

*« Le Marché de Gros de MARSEILLE, classé d'Intérêt National est divisé en sections. Au moment de son ouverture aux ARNAVAUX il ne comportera que la Section des fruits, légumes et champignons frais ; d'autres sections intéressant toute la gamme des autres produits agricoles, horticoles et alimentaires : beurre, œufs et fromages, salaisons, épicerie en gros, viande, etc...pourront être ouvertes ultérieurement. Au moment de son ouverture à SAUMATY il ne comportera que le marché aux poissons, crustacés et mollusques céphalopodes frais ou congelés. »*

Le périmètre de la concession ainsi défini répondait à un principe d'unicité de gestion ultérieurement affirmé par le Comité de Tutelle des MIN dans un courrier du 10 février 1997 faisant état de la position du Conseil d'Etat selon laquelle, compte tenu de la « nécessité de conserver une personne morale compétente pour les problèmes communs à l'ensemble du marché », la gestion du marché « ne pouvait être confiée qu'une seule société gestionnaire ».

C'est ainsi que la SOMIMAR a exploité concomitamment les deux sites des Arnavaux et de Saumaty jusqu'en 2012, date à laquelle la Communauté Urbaine de Marseille, venant aux droits de la Ville de Marseille, a repris la gestion du site de Saumaty en régie, régie aujourd'hui assurée par la Métropole Aix-Marseille Provence.

Cette dualité de gestion se révélant peu appropriée, la Métropole, aujourd'hui compétente sur ces deux sites, et la SOMIMAR, se sont rapprochées afin d'envisager les conditions dans lesquelles la SOMIMAR pourrait reprendre la gestion du site de Saumaty, conformément au principe d'unicité de gestion sus-évoqué et à la situation contractuelle préexistante.

Cette reprise de gestion du site de Saumaty par la SOMIMAR est en outre motivée par la similarité et la complémentarité entre les activités exercées sur le site des Arnavaux et sur le site de Saumaty, les compétences similaires requises en termes de gestion du site, ainsi que par les mutualisations envisageables au regard des activités exercées sur les deux sites, mutualisations que la SOMIMAR sera mieux à même d'opérer que la Métropole.

Ce retour à une gestion unique répond également au souci de la Métropole de retrouver un équilibre financier dans la gestion du site de Saumaty, largement et structurellement déficitaire aujourd'hui. Pour ce faire, la Métropole versera, durant les trois premières années d'exercices, à la SOMIMAR, une subvention d'exploitation annuelle et forfaitaire, dont le montant est fixé comme suit :

- 678 000 € HT (six-cent-soixante-dix-huit mille euros hors taxes) la 1<sup>ère</sup> année à compter de la notification du présent avenant ;

- 376 000 € HT (trois-cent-soixante-seize mille euros hors taxes) la 2ème année à compter de la notification du présent avenant ;
- 308 000 HT (trois-cent-huit mille euros hors taxes) la 3ème année à compter de la notification du présent avenant.

Au Conseil de la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole du 23 octobre 2015, il avait été approuvé la création d'une opération de restructuration du Port Saumaty Pêche et l'affectation d'une autorisation de programme. Sur cette base, la SOMIMAR a également élaboré un plan de transformation du site dont la mise en œuvre implique des engagements réciproques des parties et une contribution financière de la Métropole.

La Métropole versera donc à la SOMIMAR une subvention d'investissement forfaitaire de 10 300 000 € HT (dix-millions-trois-cent-mille euros hors taxes) affectée au financement du programme de travaux prévu dans le Business Plan (annexe 2) et réalisés sous la responsabilité et sous la maîtrise d'ouvrage du Concessionnaire.

Cette subvention d'investissement fera l'objet d'appels de fonds conformément au programme de travaux, et au prorata de l'avancement des travaux engagés. La Métropole versera des acomptes sur justificatifs correspondant aux différentes phases d'avancement des travaux (maîtrise d'œuvre, permis de construire, marchés de travaux...)

Afin de faciliter le suivi et le contrôle de la transformation et de l'exploitation du site de Saumaty et d'isoler comptablement les opérations afférentes et l'utilisation des subventions accordées par la Métropole pour mener à bien ce projet, les parties sont convenues de ce que la SOMIMAR sera autorisée si elle le souhaite à créer une filiale dédiée, dont elle s'engagera à rester unique actionnaire, tout en restant seule responsable de la gestion du site de Saumaty vis-à-vis de la Métropole conformément au principe d'unicité de gestion. Si une telle filiale n'était pas créée, un établissement propre à la SOMIMAR serait créé en vue de la gestion du site de Saumaty, avec une comptabilité analytique propre à ce site.

Par ailleurs, par un avenant n°8 à la convention de concession du 18 décembre 1972, la SOMIMAR s'est vue confier l'exploitation de la déchetterie située dans l'enceinte du site des Arnavaux en contrepartie du droit de percevoir les recettes tirées de cette exploitation, sur la base d'une tarification spécifique relative à l'accueil et au tri des déchets des entreprises utilisatrices de la déchetterie.

L'article 7 du cahier des charges de la concession modifié stipule à cet égard que cette tarification spécifique « doit permettre [au concessionnaire] de couvrir les charges supplémentaires générées par l'exploitation de la déchetterie (...) » et précise que « au cas où l'économie du contrat serait affectée, les

*parties conviendront des mesures afin de maintenir l'équilibre initial du contrat ».*

Il s'avère aujourd'hui que les tarifs en vigueur relatifs à la déchetterie, bien qu'augmentés en 2016, ne permettent pas de couvrir les charges d'exploitation de cette installation. Or, une nouvelle augmentation de ces tarifs ne paraît pas envisageable compte-tenu de ce que la précédente augmentation a déjà entraîné une baisse de recettes et donc de fréquentation du site des Arnavaux de l'ordre de 20% en 2016 et 2017.

En conséquence, les parties se sont également rapprochées afin d'examiner les solutions susceptibles de permettre de poursuivre l'exploitation du MIN, et sont convenues du versement par la Métropole d'une subvention à titre transitoire, dans l'attente de ce que le projet de restructuration des sites soit achevé et permette de retrouver un équilibre financier acceptable.

A cet effet, la Métropole versera à la SOMIMAR une subvention d'exploitation annuelle et forfaitaire d'un montant de 550.000 € HT en compensation de la sujétion de service public que constitue l'exploitation de la déchetterie en contrepartie des tarifs actuellement en vigueur. Le versement de cette subvention interviendra au titre des années 2019, 2020 et 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention n°73.053 du 18 décembre 1972 relative à la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille ;
- L'ordonnance n°67-808 du 22 septembre 1967 ;
- Le décret n° 77-833 du 13 juillet 1977 ;
- L'avenant 8 à la convention n°73.053 du 18 décembre 1972 (conclu par délibération FCT 016-1454/15/CC du 20 novembre 2015) relative à la gestion du Marché d'Intérêt National de Marseille ;
- La délibération de la Communauté Urbaine Marseille Provence DEV 002-1413/15/CC Approbation de la création de l'opération

Restructuration Port Saumaty Pêche et affectation de l'autorisation de programme.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt du service public que constitue le Marché d'Intérêt national de la Métropole Aix Marseille ;
- La nécessité pour le MIN de pouvoir procéder à l'optimisation de la gestion du site de SAUMATY ;
- Le principe de l'unicité du MIN ;
- L'intérêt de la déchèterie du MIN et de son parfait fonctionnement pour l'exécution du service public dont est investi la SOMIMAR ;
- Les contraintes particulières de fonctionnement imposées au service public du MIN.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant 11, ci-annexé, conclu avec la SOMIMAR.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires à la subvention d'exploitation sont inscrits au Budget fonctionnement (budget Annexe) de la Métropole : Sous Politique : AF 330 – Chapitre 65.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires à la subvention d'investissement sont inscrits au Budget principal de la Métropole opération 2015 114 000.

**URB 004-6426/19/CM**

**■ Institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune de Cabriès  
MET 19/10657/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Quand la commune est membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU, la délibération instaurant un régime d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation et des conditions de délivrance, doit être votée par le conseil métropolitain (art. L.631-7-1 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Cette délibération doit permettre de fixer les « conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations [...] au regard des objectifs de mixité sociale, en fonction notamment des caractéristiques des marchés de locaux d'habitation et de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements » (art. L.631-7-1 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Les communes de moins de 200 000 habitants situées dans une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants définie à l'article 232 du Code Général des Impôts et listées en annexe du décret n°2013-392 du 10 mai 2013 relatif au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du Code Général des Impôts, peuvent instaurer une procédure d'autorisation de changement d'usage pour transformer un local d'habitation en une location meublée de courte durée. (art. L.631-9 du Code de la Construction et de l'Habitation). Ces communes sont en zone dite tendue, l'offre de logement est inférieure à la demande. La commune de Cabriès en fait partie.

Au regard de l'intérêt public qui s'attache à préserver la fonction résidentielle dans la commune, ainsi que son équilibre et sa mixité, et compte tenu de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements, il apparaît nécessaire de contrôler ces changements d'usage des locaux d'habitation sur tout le territoire de la commune de Cabriès.

Compte tenu de la situation créée par le développement des locations de meublés de tourisme, il est proposé, sur tout le territoire de la Commune de Cabriès, de soumettre la location d'un local meublé destiné à l'habitation de manière répétée pour de

courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile, à l'octroi préalable d'une autorisation de changement d'usage.

Cette procédure est destinée à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logements d'habitation.

Le loueur devra alors solliciter une autorisation de changement d'usage auprès de la Commune en application des articles L631-7, L631-7-1 et L631-7-1 A du Code de la Construction et de l'Habitation dès la première nuitée.

Les autorisations préalables de changement d'usage seront délivrées sous les conditions du règlement ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9,
- Le Code du Tourisme et notamment ses articles L324-1-1, D.324-1 et D.324-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
- Le décret n°2013-392 du 10 mai 2013 relatif au champ d'application de la taxe annuelle sur les logements vacants instituée par l'article 232 du Code Général des Impôts ;
- La sollicitation de la commune pour l'instauration d'une autorisation préalable au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation du 29 novembre 2018 ;
- Le PLU approuvé de la commune de Cabriès en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La multiplication des locations saisonnières de logements meublés pour des séjours répétés de courte durée, transformant l'usage des locaux à usage d'habitation en meublés de tourisme au détriment de l'offre de logements sur le marché locatif dans la commune Cabriès ;
- La situation de la commune en zone tendue ;
- La nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements, et de préserver la fonction résidentielle dans la commune, ainsi que sa mixité et son équilibre économique et social ;
- Que la procédure d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation est destinée à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logements d'habitation.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est instauré un régime d'autorisation préalable, temporaire, de changement d'usage de locaux d'habitation sur tout le territoire de la commune de Cabriès.

#### **Article 2 :**

Sont approuvés le règlement fixant les conditions de délivrance des autorisations préalables de changement d'usage pour la commune de Cabriès et le formulaire de demande, ci-annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 005-6427/19/CM**

**■ Institution d'une autorisation préalable au changement d'usage de locaux destinés à l'habitation sur la commune de La Roque d'Anthéron  
MET 19/10660/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence,



du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires, dont le territoire du Pays d'Aix.

Quand la commune est membre d'un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU, la délibération instaurant un régime d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation et des conditions de délivrance, doit être votée par le conseil métropolitain (art. L.631-7-1 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Cette délibération doit permettre de fixer les « conditions dans lesquelles sont délivrées les autorisations [...] au regard des objectifs de mixité sociale, en fonction notamment des caractéristiques des marchés de locaux d'habitation et de la nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements » (art. L.631-7-1 du CCH).

Conformément aux dispositions de l'article L. 631-9 du Code de la Construction et de l'Habitation, il appartient aux maires des Communes autres que celles mentionnées au premier alinéa de l'article L.631-7, de solliciter Monsieur le Préfet lui demandant de rendre applicable les dispositions prévues par l'article L.631-7 Code de la Construction et de l'Habitation, à savoir instaurer une autorisation préalable de changement d'usage.

La Roque d'Antheron est une commune bénéficiant d'un fort attrait touristique (Office de tourisme : 14 000 contacts directs/an ; abbaye de Silvacane : 36 000 entrées/an ; labyrinthe : 61 000 entrées/an ; festival international de piano : 75 500 entrées en 2018...) favorise des flux importants de visiteurs. Cette situation a favorisé une transformation des locaux à usage d'habitation principale ou secondaire en offre d'hébergements saisonniers, notamment grâce à la multiplication des plateformes numériques permettant une commercialisation aisée et non encadrée de l'offre. Cette situation génère non seulement une difficulté accrue d'accès au logement pour les habitants en limitant l'offre, en la ciblant sur une période, mais aussi une concurrence envers les acteurs professionnels de l'hébergement de tourisme qui supportent les charges réglementaires, sociales et fiscales.

S'appuyant sur son office de tourisme, la commune a sensibilisé les hébergeurs sur la réglementation, a ouvert une liste de l'offre pouvant être compulsée ; la commune a voté une taxe de séjour spécifique à chaque catégorie, intégrant la taxe additionnelle départementale et les modifications récentes associées à cette taxe.

Dans un contexte où l'intérêt public s'attache à préserver la fonction résidentielle, et où l'offre professionnelle a souvent de la difficulté à assurer un remplissage régulier ; tenant compte d'autre part d'un développement très rapide de la commercialisation sauvage d'hébergements modifiant un usage initial déclaré, il devient nécessaire pour la commune de La Roque d'Anthéron, de pouvoir contrôler les changements d'usage des locaux d'habitation sur tout le territoire de La Roque d'Anthéron. Ainsi, sur sollicitation de la commune, le Préfet a, par arrêté en date du 19 mars 2018, rendu applicables sur son territoire les dispositions des articles L. 631-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.

Compte tenu de la situation créée par le développement des locations de meublés de tourisme, il est proposé, sur tout le territoire de la Commune de La Roque d'Anthéron, de soumettre la location d'un local meublé destiné à l'habitation de manière répétée pour de courtes durées à une clientèle de passage qui n'y élit pas domicile, à l'octroi préalable d'une autorisation de changement d'usage.

Cette procédure est destinée à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logements d'habitation.

Le loueur devra alors solliciter une autorisation préalable de changement d'usage auprès de la Commune en application des articles L631-7, L631-7-1 et L631-7-1 A du Code de la Construction et de l'Habitation dès la première nuitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9,
- Le Code du Tourisme et notamment ses articles L324-1-1, D.324-1 et D.324-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renové ;

- La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;
- L'arrêté préfectoral du 19 mars 2018 portant application à La Roque d'Anthéron des dispositions des articles L631-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Le courrier de la commune de La Roque d'Anthéron du 9 janvier 2018 demandant l'instauration d'une autorisation préalable au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation ;
- Le PLU approuvé de la commune de La Roque d'Anthéron en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La location de meublés de tourisme et chambre d'hôtes pour de courtes durées à une clientèle de passage, connaissant un essor notable, notamment grâce à la multiplication des plateformes numériques permettant une commercialisation aisée et non encadrée de l'offre ;
- Le contexte immobilier tendu où l'intérêt public s'attache à préserver la fonction résidentielle, et où l'offre professionnelle a souvent de la difficulté à assurer un remplissage régulier ;
- La nécessité de ne pas aggraver la pénurie de logements, et de préserver la fonction résidentielle dans la commune, ainsi que sa mixité et son équilibre économique et social ;
- L'arrêté préfectoral du 19 mars 2018 portant application à La Roque d'Anthéron des dispositions des articles L631-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Qu'il convient d'instaurer une procédure d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation destiné à maîtriser l'équilibre entre le parc de logements touristiques et le parc de logement d'habitation ainsi que l'équilibre habitat et activités.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est instauré un régime d'autorisation préalable, temporaire, de changement d'usage de locaux d'habitation sur tout le territoire de la commune de La Roque d'Anthéron.

### **Article 2 :**

Sont approuvés le règlement fixant les conditions de délivrance des autorisations préalables de changement d'usage pour la commune de La Roque d'Anthéron et le formulaire de demande, ci annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 006-6428/19/CM**

#### **■ Avis sur la modification du périmètre de la Zone d'Aménagement Différé Font Trompette sur la commune de Venelles MET 19/10941/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Venelles qui regroupe 8 352 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2015 constitue un pôle structurant du Nord du Pays d'Aix.

Le secteur de Font Trompette situé dans le prolongement Nord du village, bordé par la RD96, à proximité d'un échangeur autoroutier de l'A51 à équidistance des communes d'Aix-en-Provence et de Pertuis, a été identifié depuis plusieurs années comme un espace de développement stratégique afin de répondre aux besoins en logements de la population tout en favorisant une mixité urbaine et sociale dans le contexte de l'implantation du projet ITER mais également d'objectifs de production de logements sociaux fixés par l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain.

Dans ce cadre, pour éviter les difficultés liées à la pression foncière, une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) Font Trompette a été créée par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2007 sur un périmètre de 38 hectares avec pour bénéficiaire la commune. Par arrêté préfectoral du 3 juin 2016, elle a été renouvelée sur son périmètre initial pour une période de 6 ans.

Parallèlement, pour mener à bien les interventions sur le secteur, une première convention d'anticipation foncière entre la commune de Venelles, la Communauté du Pays d'Aix et l'Établissement Public Foncier concernant le site a été validée et signée par les parties le 18 septembre 2007. Cette première convention a permis à l'Établissement Public Foncier de procéder à l'acquisition d'environ 20 hectares.

Dans le prolongement de ce partenariat qui prenait fin le 31 décembre 2017 et afin de conduire les dernières acquisitions foncières sur environ 4 hectares

nécessaires au projet global, la commune de Venelles en lien avec la Métropole a sollicité l'Établissement Public Foncier pour une mission d'intervention en phase réalisation sur ce site signée le 29 décembre 2017.

Les dernières études menées par le Bureau d'études AREP ont stabilisé le périmètre et envisagent la création d'environ 360 à 400 logements, un groupe scolaire ainsi qu'une ferme pédagogique.

Cependant, le périmètre pertinent retenu dans le cadre du projet ne correspond pas au périmètre actuel de la Zone d'Aménagement Différé.

En effet, cette dernière comprend une zone UD3 d'environ 2,67 hectares immédiatement constructible contrairement au reste du périmètre situé en zone 2Aub. Les parcelles concernées à proximité du village sont en partie construites et font l'objet de dépôts de permis de construire.

Afin de mettre en adéquation le périmètre de Zone d'Aménagement Différé avec le périmètre envisagé pour le projet, la commune a décidé de solliciter le Préfet pour le faire évoluer et soustraire du périmètre ZAD les parcelles situées en zone UD3 du PLU en vigueur. Dans ce cadre et conformément à l'article L212-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la Métropole est requis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment l'article L212-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération d'approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Venelles du 11 juillet 2016 ;
- Les délibérations de modification n°1 et 2 du Plan Local d'Urbanisme du 27 juin 2017 ;
- La convention d'intervention foncière en opération d'ensemble sur le site Font Trompette en phase réalisation entre la commune de Venelles, l'Établissement Public Foncier et la Métropole du 29 décembre 2017 ;

- L'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> août 2007 portant création de la Zone d'Aménagement Différé de la commune de Venelles ;
- L'arrêté préfectoral du 3 juin 2016 portant renouvellement de la zone d'aménagement différé de Venelles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La demande de la commune de soustraire du périmètre de la Zone d'Aménagement Différé les parcelles situées en zone UD3 du PLU en vigueur.
- Les études réalisées sur le quartier de Font Trompette excluant lesdites parcelles de la zone de projet.

**Délibère**

**Article unique :**

Est donné un avis favorable à l'évolution du périmètre de Zone d'Aménagement Différé Font-Trompette, tel qu'annexé à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 007-6429/19/CM**

**■ Création d'une Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Peyrolles-en-Provence - Secteur de la zone d'activités du Val de Durance  
MET 19/10939/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Val de Durance est un territoire à enjeux en raison de sa situation charnière entre l'aire métropolitaine d'Aix-Marseille et les Alpes, de la présence du CEA Cadarache, de l'installation du projet ITER et de la Cité des Énergies. Parallèlement à ces grands projets, des besoins intrinsèques existent en Pays d'Aix et notamment dans le Val de Durance : il s'agit principalement de petites et moyennes entreprises de production et de service et des activités artisanales qui sont déjà implantées sur le secteur et qui cherchent à s'agrandir.

La zone d'activités économiques du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence d'une superficie d'environ 11,2 hectares, déclarée d'intérêt communautaire par délibération du 22 octobre 2004, est entièrement commercialisée. Toutefois, des potentialités foncières subsistent : un tiers de la surface des lots est vide et quelques espaces urbanisés sont mités par de l'habitat.

Ainsi, face à la nécessité de poursuivre le développement économique local et conformément aux documents d'orientation et d'urbanisme, l'extension de la zone d'activités de Peyrolles-en-Provence sur un périmètre d'environ 8,5 hectares a été déclarée d'intérêt communautaire par délibération du 21 décembre 2015. La structure foncière du secteur d'extension apparaît contrainte par un parcellaire très morcelé et une typologie en lanières.

Sur le plan opérationnel, la Métropole a engagé en octobre 2018 une procédure de zone d'aménagement concerté s'inscrivant dans une démarche d'aménagement et de requalification globale du secteur de la zone d'activités.

Afin de mobiliser le foncier nécessaire à la mise en œuvre de l'opération d'aménagement, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peyrolles-en-Provence ont confié à l'Etablissement Public Foncier PACA une mission de maîtrise foncière au travers de la mise en place d'une convention d'intervention foncière tripartite portant sur un périmètre d'environ 20 hectares.

Compte-tenu des enjeux fonciers décrits ci-dessus, la création d'une zone d'aménagement différé par la Métropole Aix-Marseille-Provence telle qu'autorisée par les dispositions de l'article L. 212-1 du Code de l'urbanisme, apparaît aujourd'hui comme un outil nécessaire dans la perspective d'acquérir le foncier à un coût maîtrisé, compatible avec les équilibres financiers du projet et avec les capacités financières des entreprises.

En effet, la zone d'aménagement différé ouvre, pour une durée de six ans, un droit de préemption et fixe la nouvelle date de référence pour l'estimation de la valeur vénale des biens à acquérir à la date de création de la zone.

Au terme du délai de six ans, la zone d'aménagement différé pourra être renouvelée par délibération de l'organe délibérant de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 212-1, R.212-2 et L.300-1 ;
- La délibération n° 2015\_A332 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'extension de la zone d'activités du Val de Durance ;
- La délibération n° URB 027-4645/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant le lancement de la procédure de zone d'aménagement concerté dans le cadre du projet d'extension de la zone d'activités du Val de Durance ;
- L'avis favorable de la commune de Peyrolles-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La compatibilité du projet avec les orientations du schéma de cohérence territoriale du Pays d'Aix qui identifie l'extension de la zone d'activités à Peyrolles-en-Provence parmi les espaces d'activités à développer afin de conserver le dynamisme économique du Pays d'Aix et de participer au développement de la filière énergie.
- La déclaration de l'intérêt métropolitain du projet de requalification et l'extension de la zone d'activités du Val de Durance à Peyrolles-en-Provence.
- Le projet de requalification et d'extension de la zone d'activités de Peyrolles-en-Provence entre dans le champs d'application des zones d'aménagement différé aux termes des dispositions des articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'Urbanisme.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, en application de l'article L.5217-2.

- Le périmètre proposé pour la création de la zone d'aménagement différé ci-annexé.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvée la création d'une Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Peyrolles-en-Provence pour une durée de six ans renouvelable, selon le périmètre annexé à la présente délibération.

### **Article 2 :**

L'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur est désigné titulaire du droit de préemption à l'intérieur de la zone d'aménagement différé ainsi créée.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 008-6430/19/CM**

### **■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde - Elaboration partielle de PLU - Engagement et définition des modalités de concertation MET 19/10667/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Marc-Jaumegarde a été approuvé le 21 mars 2017 par délibération n° 2017-108-DELIB-2-1 et le Conseil de Métropole a approuvé sa modification n°1 par délibération n°URB 010-4628/18/CM le 18 octobre 2018.

Enfin, par délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint Marc Jaumegarde n°2017-109-DELIB-2-1 du 11 décembre 2017, la procédure de révision allégée n°1 a été engagée. La Métropole a acté la poursuite de cette procédure par délibération n°URB 013-3571/18/CM du 15 février 2018.

Le Tribunal Administratif de Toulon, par décision en date du 29 janvier 2019, a annulé la délibération du 21 mars 2017 de la commune de Saint Marc Jaumegade, approuvant le Plan Local d'Urbanisme en tant qu'elle approuvait la création des secteurs Udf1p1 et Udf1p2.

Comme l'indique le jugement :

« s'agissant du secteur Udf1p1 :

*Le plan local d'urbanisme en litige crée un secteur Udf1p1, d'une superficie de 1,4 hectares et situé au lieu-dit domaine de Collongue. Selon le règlement, la zone UD recouvre des « secteurs d'habitat individuels diffus dont la situation au regard des contraintes paysagères et/ou environnementales (présence dominante du couvert forestier) justifie le maintien d'un tissu urbain aéré » et, au sein de cette zone, le secteur Udf1p1 correspond « à [un] secteur de projet spécifique localisé à l'Est de la maison de retraite ». Le secteur Udf1p1, qui jouxte effectivement une maison de retraite sur son côté Ouest, comprend le parc de stationnement de cette dernière ainsi qu'un petit bâtiment. Les indications du rapport de présentation selon lequel il est raccordé aux réseaux collectifs d'eau potable et d'assainissement ne sont pas contestées. Toutefois, ce secteur recouvre pour l'essentiel un espace vierge de construction et densément boisé. Il se situe dans le prolongement immédiat d'un vaste massif forestier classé en zone naturelle Nf1, qui le ceinture sur trois côtés au Nord, à l'Est et Sud. Il constitue ainsi un espace naturel et non un espace urbanisé. En outre, il est soumis à un risque de feu de forêt de niveau exceptionnel à très fort, ainsi qu'il résulte de l'application de l'indice « f1 » et de l'avis émis par la DDTM des Bouches-du-Rhône sur le projet de plan arrêté. Le PADD fixe comme objectifs, au titre de l'orientation n° 4 relative à la préservation des espaces naturels, de « contenir l'urbanisation en privilégiant la densification de l'enveloppe urbanisée et équipée existante » et de « maîtriser les risques » notamment les risques d'incendie. Dans ces conditions, la création du secteur Udf1p1 est entachée d'erreur manifeste d'appréciation.*

S'agissant du secteur Udf1p2 :

*La délibération attaquée approuve la création d'un secteur Udf1p2 situé au Sud-Ouest du territoire communal. Ce secteur correspond à un « secteur de projet spécifique » sans que la nature de ce projet soit précisée. S'il est situé le long de la RD 10 et desservi par les réseaux, ce secteur présente une superficie de 8 hectares pour seulement six maisons principales et*

*des annexes, et recouvre pour le reste des espaces non bâtis densément boisés. Il présente ainsi un caractère essentiellement naturel malgré la présence de cet habitat très diffus. Il se rattache directement au massif forestier du Grand Prignon, classé en zone Nf1, lequel s'étire depuis la RD 10 vers le Sud et fait partie de la trame verte communale. Ce secteur, qui a conservé sa dominante naturelle, n'est pas dans la même situation que la zone d'habitat plus dense classée UCf2 qui longe la RD 10 plus au Sud-Ouest. En outre, le secteur litigieux, indicé « f1 », est soumis à un risque d'incendie de niveau exceptionnel à très fort. Ainsi qu'il a été dit, le PADD vise à contenir l'urbanisation dans l'enveloppe existante et à maîtriser le risque d'incendie. Par suite, les auteurs du plan local d'urbanisme ont commis une erreur manifeste d'appréciation en créant le secteur Udf1p2. »*

Au regard de ces éléments, l'objet de la présente procédure consiste donc à remettre à l'étude ces deux secteurs pour envisager un nouveau classement.

Pour ce faire, le recours à la procédure d'élaboration partielle s'impose au regard des dispositions combinées des articles L. 600-12 et L. 174-6 du Code de l'Urbanisme et de la jurisprudence.

En application de ces dispositions, une annulation partielle de PLU a pour effet de remettre en vigueur les dispositions antérieurement applicables à savoir en l'espèce le plan d'occupation des sols de la Commune.

Toutefois, depuis la loi ELAN, il n'est plus possible d'engager une procédure de modification ou de révision allégée pour faire évoluer les dispositions du POS redevenues applicables (article L 174-6 du Code de l'Urbanisme).

Par ailleurs, la mise en œuvre d'une procédure de révision allégée ou de modification sur la base des dispositions du PLU annulées est impossible puisqu'elle amènerait à faire évoluer des dispositions qui n'existent plus à ce jour.

Ainsi, seule une élaboration partielle peut être mise en œuvre pour tirer les conséquences de l'annulation partielle du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

1 – L'objectif poursuivi par l'élaboration partielle du PLU :

L'élaboration partielle du PLU vise à reconsidérer la vocation des deux secteurs Udf1p1 et Udf1p2 concernés par l'annulation juridictionnelle au regard de leur contexte environnemental et paysager.

En effet, en cohérence avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, et principalement son orientation n°4 « Assurer la préservation des espaces naturels, des continuités écologiques et la gestion des risques » ainsi que les objectifs de réduction de

consommation d'espaces naturels ou agricoles, il s'agit de préciser plus finement le parti d'aménagement de ces deux secteurs au regard des éléments de paysage caractéristiques du secteur Prignon Keyrié, de la présence d'un bâti très diffus hérité de l'application du document d'urbanisme antérieur, mais également des risques naturels.

## 2 – Les modalités de concertation

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et dans un journal diffusé dans le département ;  
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, d'un registre destiné à recueillir les observations du public. Ce registre sera mis à disposition pendant une période d'au moins un mois conformément aux dates de mise à disposition définies dans l'avis de concertation ;  
- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public ;  
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, et sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- Le PLU approuvé de la commune de Saint Marc Jaumegarde et ses évolutions successives en vigueur ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Tribunal Administratif de Toulon, par décision en date du 29 janvier 2019, a annulé la délibération du 21 mars 2017 de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde, approuvant le Plan Local d'Urbanisme en tant qu'elle approuvait la création des secteurs UDF1p1 et UDF1p2.
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure l'élaboration partielle du PLU.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est prescrite l'élaboration partielle du PLU du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde.

**Article 2 :**

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés ci-dessus.

**Article 3 :**

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 009-6431/19/CM**

**■ Plan Local d'urbanisme de la commune de Mimet - Révision allégée n°1 - Bilan de la concertation et arrêt du projet MET 19/10970/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopro Provence,

du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de révision allégée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°2017-115 du 13 décembre 2017, la commune de Mimet a prescrit une procédure de révision allégée n°1 ayant pour objectif d'ouvrir à l'urbanisation une fraction de quatre parcelles précédemment classées en zone agricole et naturelle, au bord des routes départementales D8 et D58, afin de les classer en zone urbaine dédiée au commerce et service de proximité et d'équipements publics (UF) pour permettre l'implantation d'entreprises ou d'équipements publics qui créent des emplois et services.

Par délibération n°2017-116 du 13 décembre 2017, la commune a demandé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de poursuivre la procédure qu'elle avait engagée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 15 février 2018, délibération n°URB 010-3568/18/CM afin de poursuivre la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet.

Lors de la délibération de prescription de la révision allégée susmentionnée et conformément à l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme, la commune a défini les modalités de concertation suivantes :

- un registre permettant de recueillir les observations du public sera ouvert aux heures d'ouverture du service urbanisme ;

- les documents graphiques et écrits élaborés seront disponibles aux heures d'ouverture du service urbanisme pendant la durée de la procédure ;

- les délibérations afférentes à cette révision seront affichées sur le site internet de la Municipalité et sur le tableau prévu à cet effet ;

Bilan de la concertation : Aucune contribution n'a été portée sur le registre de concertation.

Ainsi, il convient donc de dresser un bilan favorable de la concertation.

Le Conseil de la Métropole est appelé à arrêter le projet de révision allégée n°1 du PLU, tel qu'il est présenté à l'Assemblée délibérante.

Ce projet arrêté sera, par la suite, soumis à une enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°2017-115 de la commune de Mimet du 13 décembre 2017 prescrivant la procédure de révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme et fixant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;
- La délibération n°2017-116 de la commune de Mimet du 13 décembre 2017, donnant accord à la Métropole Aix -Marseille - Provence afin de poursuivre la procédure engagée ;
- La délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 13 décembre 2017 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet et ses évolutions successives en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le bilan de la concertation ;

- Le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme annexé.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le bilan de la concertation tel que présenté ci-dessus.

**Article 2 :**

Est arrêté le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mimet tel qu'annexé à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 010-6432/19/CM**

**■ Plan Local d'urbanisme de la commune de Ventabren - Bilan de la mise à disposition du projet et approbation de la modification simplifiée n°1**

**MET 19/11264/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le Conseil de la Métropole a défini par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération n°75, du 11 décembre 2017, le Conseil Municipal de la commune du Ventabren a approuvé son PLU.

Par courrier du 3 octobre 2018, le maire de la commune de Ventabren a saisi le Conseil de Territoire du Pays d'Aix afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 de son PLU.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin d'apporter au document d'urbanisme les adaptations suivantes :



- Adapter le règlement écrit et graphique de la zone AU1h spécifique à la Zone d'Aménagement Concerté de « l'Héritière »,
- Rectifier une erreur matérielle dans le secteur de Vignes longues en étendant le périmètre du secteur de mixité sociale n°14,
- Ajuster le tracé de l'emplacement réservé n°V46.

Les pièces du PLU modifiées dans le cadre de cette procédure sont le règlement écrit et graphique.

Ces adaptations, qui ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU, relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Par délibération n°2018\_CT2\_532 du 29 novembre 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter, de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren.

Ainsi, par délibération n°URB 008-5139/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a sollicité de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren.

Par arrêté n°19/091/CM du 4 avril 2019, la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit la procédure de modification simplifiée n°1 PLU de la commune de Ventabren.

Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren ont été définies par délibération n°2019\_CT2\_089 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 21 mars 2019.

La mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren a eu lieu du 29 avril 2019 au 29 mai 2019 inclus.

Le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Ventabren a été notifié aux personnes associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ainsi qu'aux Maires des communes concernées le 21 mars 2019, soit préalablement à la mise à sa disposition du public conformément aux dispositions de l'article L153-40 du même Code.

Aucune observation n'a été formulée par ces personnes publiques associées et consultées.

#### **Bilan de la mise à disposition du public :**

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier comprenant le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs, le registre permettant au public de formuler ses observations et les avis émis des personnes associées mentionnées aux articles L132-7, L132-9 et L132-11 du Code de l'Urbanisme a été mis à disposition pendant 1 mois, du 29 avril 2019 au 29 mai 2019 inclus, au service urbanisme de la commune de Ventabren situé 17 Grand Rue (13 122 VENTABREN) aux jours et heures habituels d'ouverture.

- Le public a également pu consulter ce dossier et consigner ses observations sur le registre dématérialisé en ce rendant sur le site: (<https://www.registre-numerique.fr/ventabren-PLU-MS1-mad>), accessible depuis le site internet du Conseil de Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr>) ;

- de même, les observations sur ce projet de modification simplifiée pouvaient être transmises par voie dématérialisée à l'adresse : [ventabren-PLU-MS1-mad@mail.registre-numerique.fr](mailto:ventabren-PLU-MS1-mad@mail.registre-numerique.fr) ;

- Un avis au public est paru dans la rubrique des annonces légales de l'édition des Bouches-du-Rhône de « La Provence » du 19 avril 2019, et a été publié par voie d'affichage à l'Hôtel de Ventabren et au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aix plus de 8 jours avant le début de la mise à disposition du public.

A l'issue de la mise à disposition :

- aucune observation a été consignée sur le registre ouvert en Mairie de Ventabren ;
- aucune observation a été émise par voie dématérialisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme,
- Le Code de l'Environnement,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE),
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM),

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE),
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs,
- Le courrier de la commune de Ventabren du 3 octobre 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU ;
- Le PLU et ses évolutions successives approuvées de la commune de Ventabren en vigueur ;
- La délibération n°2018\_CT2\_532 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018, sollicitant de la Présidente de la Métropole l'engagement de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren ;
- La délibération n°URB 008-5139/18/CM du 13 décembre 2018 du Conseil de la Métropole sollicitant de la Présidente de la Métropole l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren ;
- L'arrêté n°19/091/CM du 4 avril 2019 de la Présidente de la Métropole prescrivant la procédure de modification simplifiée n°1 PLU de la commune de Ventabren ;
- La délibération n°2019\_CT2\_089 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 mars 2019 définissant les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren,
- La notification du projet de modification simplifiée n°1 aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme et aux Maires des communes concernées conformément aux dispositions de l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme ;
- La décision n°CU-2019-2159 rendue le 10 avril 2019 par la Mission Régionale d'Autorité environnementale après examen au cas par cas confirmant que ce projet n'est pas soumis à évaluation environnementale ;
- L'avis simple du Conseil Municipal de la commune de Ventabren, sur le projet de modification simplifiée n°1 de son PLU ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée.
- Les modifications apportées au dossier de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren pour prendre en compte les résultats de la mise à disposition du public.
- Le dossier de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren, annexé à la présente délibération, prêt à être approuvé conformément aux dispositions de l'article L153-47 du Code de l'Urbanisme.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le bilan de la mise à disposition du public tel que présenté ci-dessus.

**Article 2 :**

Est approuvée la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren, telle qu'annexée à la présente.

**Article 3 :**

Cette délibération fera l'objet des mesures de publicité définies à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme, soit notamment :

- d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en mairie de Ventabren,
- de l'insertion en caractères apparents d'une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 011-6433/19/CM**

**■ Plan local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Engagement de la modification n°2 MET 19/11552/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés

d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération du Conseil Municipal n°75 du 11 décembre 2017, la commune de Ventabren a approuvé son Plan Local de l'Urbanisme.

Plusieurs procédures d'évolution du PLU de la commune de Ventabren sont en cours :

- Par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 005-3844/18/CM du 18 mai 2018, la procédure de modification n°1 a été engagée,
- Par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 008-5139/18/CM du 13 décembre 2018, la procédure de modification simplifiée n°1 a été engagée,
- Par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 004-3843/18/CM du 18 mai 2018, la procédure de révision allégée n°1 a été engagée,
- Par délibération du Conseil de la Métropole n° URB 007-5138/18/CM du 13 décembre 2018, la procédure de révision allégée n°2 a été engagée.

La commune de Ventabren sollicite l'engagement d'une procédure de modification n°2 de son Plan Local d'Urbanisme ayant notamment pour objet des modifications réglementaires et graphiques.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n°75 du Conseil Municipal de la commune de Ventabren du 11 décembre 2017, sollicitant l'engagement de la procédure de modification N°2 de son PLU ;
- Le PLU de la commune de Ventabren approuvé en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la commune de Ventabren sollicite l'engagement d'une procédure de modification n°2 de son PLU pour notamment pour des modifications réglementaires et graphiques.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

**Délibère**

**Article unique :**

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 012-6434/19/CM**

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac - Bilan de la mise à disposition du dossier au public - Approbation de la modification simplifiée n° 1  
MET 19/11021/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

En date du 5 novembre 2018, Monsieur Le Maire de la Commune de Rognac a saisi le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du PLU.

Cette procédure de modification simplifiée a été sollicitée afin de rectifier une erreur matérielle liée à une erreur de retranscription de zonage de la carte de synthèse du SCOT Agglopolo Provence approuvé par l'ancienne Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance sur le plan de zonage général du PLU de la Commune. Ce terrain a été effectivement classé par erreur au sein de la zone NP2 zone où sont présents des espaces naturels remarquables littoraux, alors qu'il s'agit d'une zone naturelle sans protection particulière au titre de la loi Littoral classé NCf1. Il s'agit donc d'inclure ce terrain en zone NCf1. Cette correction permettra de répondre à la demande de la Société du Canal de Provence (SCP). En effet, la SCP a pour projet la réalisation d'une installation photovoltaïque flottante sur la réserve d'eau brute des Barjacquets.

La Commission Technique Départementale des Energies Nouvelles en date du 12 octobre dernier a formulé un avis favorable sur ce projet. Le pétitionnaire a été lauréat de l'Appel d'Offres de la Commission de Régulation de l'Energie 4 Innovation (première période) du mois de février 2018. Le Sous-

Préfet d'Aix-en-Provence a d'ailleurs rappelé le bien-fondé de la démarche de la SCP.

La procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Rognac a pour objectif de classer cette parcelle en zone NCf1 et autorisera ainsi la mise en œuvre de ce projet en accordant la possibilité de réaliser des constructions et installations d'intérêt collectif.

En effet, ce projet ne pouvait pas être réalisé en l'état, son classement actuel au sein du PLU étant en espaces naturels remarquables littoraux (zone NP2 du PLU). Son classement en zone NCf1 permet ainsi la concrétisation de ce projet.

La pièce du PLU qui a fait l'objet de modifications est donc le plan de Zonage Général.

Ainsi, cette adaptation du PLU envisagée et codifiée à l'article L 153-45 du Code de l'Urbanisme remplit les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

De ce fait, par délibération du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac. Par arrêté n°19/003/CM du 14 janvier 2019, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Rognac.

Par arrêté n°01/19 du 15 janvier 2019, le Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais, en sa qualité de Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a précisé les modalités de la mise à disposition du public telles qu'elles avaient été définies par délibération (mise à disposition en commune de Rognac et au sein de la Direction Aménagement du Territoire du Conseil de Territoire du Pays Salonais du dossier du 25 février au 27 mars 2019).

**Bilan de la mise à disposition du public :**

Celle-ci s'est déroulée de la façon suivante :

- Un dossier comprenant une partie administrative (actes officiels et publicité), une note de présentation, le zonage, les avis des Personnes Publiques Associées et un registre d'observations mis à disposition du public sous format papier ;
- Ce même dossier était consultable sur les sites internet de la commune de Rognac et du Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- Un registre était également à disposition sous format numérique sur un site web dédié. Le public a pu consigner également ses observations, propositions et contre-

- propositions sur ce registre dématérialisé ou par email ;
- Un avis de mise à disposition du dossier au public est paru dans les annonces légales de « la Provence » et « la Marseillaise » le 14 février 2019.

A l'issue de la mise à disposition, deux observations ont été portées aux registres :

1. Madame MARCHETTI Meryl, société TECHNIPIPE pour les sociétés TOTAL et GEOSEL rappelle « la présence de pipelines TRANSETHYLENE et GEOSEL sur la commune de Rognac, et le fait que tout travaux doit obligatoirement faire l'objet d'une demande (DICT). »
2. Monsieur ALLOUIN, souhaite que la règle de retrait par rapport aux limites de propriété soit revue.

Les réponses apportées aux deux remarques précédentes sont les suivantes :

1. Les pipelines et leurs périmètres de servitudes ne sont pas impactés par la présente modification simplifiée.

2. Cette remarque n'est pas en lien avec la présente étude.

Le dossier de projet de modification simplifiée du PLU a été adressé aux Personnes Publiques Associées par courrier le 29 janvier 2019. Les avis émis et les réponses qui en sont faites sont synthétisés dans le tableau ci-dessous :

Organisme	Avis / Réponse
Agence Régionale de la Santé	<p>L'ARS se prononce défavorablement à ce projet, « compte tenu de l'absence d'éléments relatifs aux risques sanitaires potentiellement liés au projet », et « en l'état actuel des connaissances et après examen du dossier présenté par la Société du Canal de Provence ».</p> <p>Le projet consiste à rectifier une erreur matérielle liée à une erreur de retranscription de zonage de la carte de synthèse du SCOT Agglopolé Provence approuvé par l'ancienne Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance sur le plan de zonage général du PLU de la Commune. Ce terrain a été effectivement classé par erreur au sein de la zone NP2, zone où sont présents des espaces naturels remarquables littoraux, alors qu'il s'agit d'une zone naturelle sans protection particulière au titre de la loi Littoral classé NCf1. Il s'agit donc d'inclure ce terrain en zone NCf1.</p> <p>La présente modification ne traite que la correction d'une erreur matérielle. Si cette erreur n'est pas rectifiée, la SCP ne pourra pas déposer son étude d'impacts sanitaires. Le dossier d'autorisation d'urbanisme permettra donc d'étudier les éléments relatifs aux risques sanitaires potentiellement liés au projet, notamment concernant la protection des eaux brutes de la réserve de Barjacquets destinées à produire de l'eau potable pour les populations locales.</p>
Chambre d'Agriculture	Avis favorable.
Commune de Berre L'Etang	Avis sans observation.
RTE	Avis favorable sans observation.

SCP	Avis favorable.
Conseil de Territoire du Pays d'Aix	Avis sans observation.
Commune de Velaux	Avis sans observation.
Service Départemental d'Incendie et de Secours	<p>Le SDIS souhaiterait être consulté « lors de la mise en place de ce projet, cette réserve étant régulièrement utilisée, par les hélicoptères bombardiers d'eau (HBE) (...). En effet, ces HBE y effectuent des ravitaillements en eau durant la saison estivale et la lutte contre les feux d'espaces naturels. Cette réserve en eau entre dans le cadre de la protection des personnes, des biens et de l'environnement et son emplacement présente un intérêt particulier pour assurer la défense de ce secteur boisé. Ce projet d'installation de panneaux photovoltaïques risque sérieusement de compromettre l'efficacité (des) actions de lutte contre un incendie et entraîner de graves conséquences. Un aménagement adapté après concertation entre nos deux services permettrait de concilier la réalisation de votre projet et le ravitaillement en eau des HBE. »</p> <p>La réponse à apporter est identique à celle de l'ARS. La présente modification ne traite que la correction d'une erreur matérielle. Le dossier d'autorisation d'urbanisme permettra donc d'étudier les éléments de défense et de lutte contre un incendie potentiellement liés au projet.</p>

Eu égard à la nature des avis des Personnes Publiques Associées qui se sont prononcées sur le dossier, et aux deux observations du public, il peut être tiré un bilan favorable de la mise à disposition du dossier au public.

En conséquence, il n'y a pas lieu de procéder à des adaptations mineures du projet de modification simplifiée du PLU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de Monsieur Le Maire de la Commune de Rognac en date du 5 novembre 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 décembre 2018 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Rognac et

définissant les modalités de la mise à disposition du public ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Rognac ;
- L'arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 14 janvier 2019 engageant la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognac ;
- L'arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais en date du 15 janvier 2019 précisant les modalités de mise à disposition du public telles que définies par délibération du projet de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- Les avis des Personnes Publiques Associées ;
- La délibération du Conseil Municipal n°19040 du 23 avril 2019 donnant un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Rognac ;
- La délibération du Conseil de Territoire donnant un avis favorable sur le projet de délibération présentant le bilan de la mise à disposition du public et d'approbation de la procédure de modification simplifiée n°1 de la commune de Rognac en date du 17 juin 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le présent bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Rognac, telle qu'annexée à la présente.

**Article 2 :**

Est précisé que la délibération approuvant la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Rognac :

- a) sera transmise à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône,
- b) sera notifiée à Monsieur le Maire de la commune de Rognac,
- c) fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R 153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 et suivants de la Métropole. Les dépenses correspondantes sont inscrites au budget Etat Spécial du Territoire au Chapitre 011- compte 6236 – fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 013-6435/19/CM**

**■ Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence - Approbation de la modification n° 2**

**MET 19/11022/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence a fait l'objet des procédures suivantes :

- Approbation du Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2013 ;
- Approbation de la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil Municipal en date du 16 janvier 2014 ;
- Approbation de la révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil Municipal en date du 07 mars 2016 ;
- Approbation de la révision générale n° 1 du Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil Municipal en date du 13 décembre 2017 ;
- Engagement de la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil de la Métropole en date du 18 mai 2018 ;
- Engagement de la procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme, par délibération du Conseil de la Métropole en date du 18 mai 2018.

Cette procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence doit permettre d'apporter les ajustements aux documents constitutifs dudit Plan Local d'Urbanisme en vue d'asseoir et d'accompagner au mieux la réalisation du

projet d'aménagement « Entrée de ville », comprenant notamment la réalisation du collège et du gymnase.

Ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme.

Par décision n° E19000021/13 du 8 février 2019, le Président du Tribunal Administratif de Marseille a désigné Monsieur André Albert Moutte Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées DDE - retraité, en tant que commissaire enquêteur pour l'enquête publique relative à cette modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence.

Par arrêté n° 19/055/CM du 26 février 2019, la Présidente du Conseil de la Métropole a prescrit la procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence.

Par arrêté n° 03/19 du 27 février 2019, Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais en sa qualité de Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit l'organisation de l'enquête publique.

En date du 6 mars 2019, le projet de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme a été transmis aux Personnes Publiques Associées.

Les avis des Personnes Publiques associées sont synthétisés dans le tableau suivant :

PPA	Avis / Réponse
AGENCE REGIONALE DE SANTE (ARS) PACA (courrier du 19/03/2019, reçu le 25/03/2019)	<p>(...) Compte tenu des populations sensibles accueillies sur les sites concernés, l'enjeu sanitaire de ce projet est important. (...) A ce stade du projet et en l'état actuel des connaissances, certains points particuliers du dossier amènent l'ARS à faire les remarques suivantes (...).</p> <p>Avec près de 10 000 véhicules par jour, la RD 15 est classée en route à grande circulation. L'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme imposant un retrait de 75 m pour toute construction ou installation est, entre autres, destiné à protéger les populations riveraines des nuisances sonores et de la pollution atmosphérique générées par cet axe de circulation et ainsi diminuer leur impact sur la santé.</p> <p>La dérogation à cette interdiction de construire dans une bande de 75 m par rapport à la RD 75 constitue donc un risque important d'exposition des populations aux nuisances sonores et à la pollution atmosphérique.</p> <p>L'étude de dérogation à cette disposition de la loi Barnier n'apporte aucun élément quantifié sur l'exposition au bruit (db) et à la pollution (en concentration de polluants, notamment les oxydes d'azote et les particules fines), qui permette de justifier la réduction de la marge de recul de 75 à 40 m.</p> <p>Toutefois, concernant l'exposition au bruit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le classement par arrêté préfectoral du 11 décembre 2000 de la RD 15 en voie bruyante de catégorie 3, impose des prescriptions d'isolement phonique à toute construction nouvelle dans une zone de 75 m de part et d'autre de la chaussée, incluant les bâtiments du collège ;</li> <li>- la cour extérieure, où les élèves seront directement exposés, est implantée au-delà de la zone de 75 m affectée par le bruit ;</li> <li>- les bâtiments du collège constituent de plus une barrière acoustique vis-à-vis de la cour ;</li> <li>- les installations prévues dans la bande affectée par le bruit ne concernent que le stationnement.</li> </ul>



	<p>Concernant la pollution atmosphérique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la cour extérieure est implantée au-delà de la zone de 75 m concernée par la loi Barnier ;</li> <li>- l'implantation projetée d'un carrefour giratoire d'accès va diminuer la vitesse des véhicules au droit des équipements scolaires et sportifs, et ainsi réduire leur impact sur la pollution (et le bruit).</li> </ul> <p>En conclusion, bien que le projet présente les facteurs favorables listés précédemment, le risque sanitaire n'est pas exclu. Par conséquent, pour éviter au maximum les points inhérents à la RD 15 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les immeubles et équipements doivent être implantés au plus loin de l'axe routier ;</li> <li>- un soin particulier doit être apporté à l'isolation phonique des bâtiments du collège ;</li> <li>- des dispositifs anti-bruit additionnels peuvent être envisagés pour protéger les espaces extérieurs ;</li> <li>- les bâtiments du collège doivent être équipés d'un système d'aération-ventilation performant, permettant d'éviter le confinement et la concentration des polluants ;</li> <li>- des mesures de limitation de vitesse doivent être prises sur la RD 15 ;</li> <li>- le terrain de sports prévu en bordure de la RD 15 et du bassin pluvial doit être déplacé en lieu et place du parking des installations sportives prévu à l'arrière, hors de la bande de 75 m ".</li> </ul> <p>Réponse :  <b>L'avis de l'Agence Régionale de Santé sera pris en compte lors de la réalisation du projet de collège et gymnase, mais en l'état, ne nécessite pas de réponse dans le cadre du projet de modification n° 2 dudit Plan Local d'Urbanisme.</b></p>
Commune de BERRE L'ETANG (courrier du 19/03/2019 reçu le 25/03/2019)	Ce projet n'appelle aucune remarque de la part de la Commune.
Commune de PELISSANNE (courrier du 19/03/2019)	La Commune n'émet aucune observation à ce projet de modification.
OFFICE NATIONAL DES FORETS (ONF) (courrier du 19/03/2019, reçu le 29/03/2019)	<p>Suite à votre consultation au titre de l'avis après arrêt concernant le projet de plan local d'urbanisme de la Commune de Lançon-Provence, vous trouverez ci-après les éléments à prendre en compte.</p> <p>La forêt communale de Lançon-Provence (surface totale 1434ha 45a 62ca) relève du régime forestier en application de l'article L.211-1 du Code forestier. A ce titre, l'Office National des Forêts met en œuvre le régime forestier dans cette forêt en application de l'article L.211-2 du Code forestier.</p> <p>Cette forêt a fait l'objet d'un aménagement forestier approuvé par Arrêté du Préfet de Région et pour une durée de 15 ans pour la période 2010/2024. Cet aménagement forestier prévoit que la forêt est affectée à la production ligneuse et écologique tout en assurant sa fonction sociale et de protection physique.</p> <p>Il sera nécessaire de faire apparaître dans le document d'urbanisme le régime spécial de ces terrains relevant du régime forestier. En effet, toute occupation sur ces terrains est soumise obligatoirement à l'avis de l'Office National des Forêts afin de vérifier la compatibilité des installations envisagées avec la gestion des forêts prévue par l'aménagement forestier (Cf, article R.214-19 du code forestier ci-dessous) :</p> <p>"le représentant de la collectivité ou personne morale propriétaire consulte l'Office National des Forêts sur la compatibilité, avec l'aménagement arrêté, des projets de travaux ou d'occupation concernant des terrains relevant du régime forestier".</p> <p>En application de l'article R. 151-53 du Code de l'urbanisme, les limites des forêts publiques relevant du régime forestier doivent donc figurer en annexe des PLU "à titre informatif". Pour ce faire, le périmètre des forêts est disponible sur le site internet de l'ONF à l'adresse suivante : <a href="https://www.onf.fr/onf/sommaire/donnees_publicques/donnees_publicques/">https://www.onf.fr/onf/sommaire/donnees_publicques/donnees_publicques/</a> et sur le serveur cartographique Carmen (Cartographie du ministère</p>

	<p>chargé de l'Environnement).</p> <p>Les forêts, dont celles relevant du régime forestier, sont identifiées comme au sein du SRCE comme des réservoirs de biodiversité, favorables aux espèces liées aux forêts de feuillus, aux forêts de conifères et aux forêts mélangées. D'autres sont identifiées comme corridors, visant à permettre le déplacement des espèces d'un réservoir à l'autre. Ces forêts sont une composante majeure de la fonctionnalité écologique du territoire de la commune. Cette contribution des forêts relevant du régime forestier aux trames vertes doit être identifiée dans le PLU.</p> <p>Ces forêts doivent figurer en zone N ("zone naturelle et forestière") ; le classement de cette zone en EBC est inutile.</p> <p><u>Distance de construction par rapport à la forêt</u> : quand les pourtours de la forêt publique ne sont pas urbanisés, l'Office National des Forêts préconise de créer une contrainte d'urbanisme imposant un recul aux constructions de 30 à 50 m de largeur en limite de la forêt afin d'éviter tout problème lié à la chute d'arbres, de branches ou de feuilles, et de demande d'abattage ultérieure. Il s'agit également d'éviter les impacts défavorables au sein des parcelles forestières des Obligations Légales de Débroussaillage résultant des lisières urbanisées.</p> <p><u>Accès à la forêt</u> : le document d'urbanisme veillera au maintien des accès à la forêt pour des engins d'exploitation de fort tonnage (Cf : Annexe : Préconisations concernant les voies de circulation).</p> <p><u>Réponse</u> :</p> <p><b>Il a été vérifié que les parcelles listées relevant du régime forestier ne font pas partie de l'assiette foncière du projet du collège et gymnase faisant l'objet de la modification n° 2 dudit Plan Local d'Urbanisme.</b></p>
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE (courrier du 01/04/2019, reçu le 08/04/2019)	Pas d'observation à formuler sur ce dossier.
CHAMBRE D'AGRICULTURE DES BOUCHES-DU-RHONE (courrier du 01/04/2019, reçu le 15/04/2019)	Pas d'avis défavorable au projet de modification n° 2 du PLU de Lançon-Provence.
DEPARTEMENT 13 (courrier du 15/04/2019, reçu le 18/04/2019)	<p>(...) Le plan de zonage modifié figurant en page 10 de la note de présentation fait bien apparaître le long de la RD 15 le recul de 40 m au droit du projet de collège. On ne retrouve pas cependant cette mention explicite de 40 m sur les planches 4.2.3 et 4.2.6, et pas davantage en article 3 du règlement de la zone 1AU2, ce qu'il faut regretter puisqu'il s'agit là des documents opposables. Concernant le futur giratoire, situé au nord de la ville, il semblerait là encore qu'il n'y ait pas d'ER correspondant sur les plans. Il conviendrait de faire figurer un ER dont l'objet serait ce giratoire pour la desserte du collège.</p> <p>Par ailleurs, la note de présentation présente une erreur matérielle en page 15, reproduite dans le règlement du 6ème item de l'article B1 en page 25 : il faudrait noter « Article B2 » et non pas « J2 ».....".</p> <p><u>Réponse</u> :</p> <p><b>L'avis du Conseil Départemental préconise l'instauration d'un Emplacement Réservé, mais ce dernier n'est pas nécessaire car le terrain d'assiette concerné par cette modification est propriété communale. L'erreur matérielle a été corrigée sur le dossier de modification soumis à approbation. Les planches graphiques qui composeront le dossier de modification n° 2 soumis à approbation seront établies à une échelle plus adéquate (AO) et la marge de recul imposée par la Loi Barnier, réduite à 40 mètres, sera légendée.</b></p>

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête a été publié, en caractères apparents, en

date des 05 mars 2019 et 21 mars 2019 sur le journal La Provence et en date des 05 mars 2019 et 21 mars 2019 sur le journal La Marseillaise.

Il a été également publié sur les sites Internet du Conseil de Territoire du Pays Salonais et de la Commune de Lançon-Provence aux adresses suivantes :

<https://www.agglopo-le-provence.fr> et  
<http://www.lancon-provence.fr>

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis a également été publié, par voie d'affichage au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais et en Mairie de Lançon-Provence.

L'enquête publique s'est déroulée du mercredi 20 mars 2019 au vendredi 19 avril 2019 inclus aux adresses suivantes :

- Mairie de Lançon-Provence, Service Urbanisme, Place du Champ de Mars, 13680 Lançon-Provence, du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 ;
- Conseil de Territoire du Pays Salonais, Direction de l'Aménagement du Territoire, 190 rue du Commandant Sibour, 13300 Salon de Provence, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00.

Le contenu du dossier d'enquête publique était le suivant :

- Un dossier administratif (actes officiels, mention des textes régissant l'enquête publique, avis des Personnes Publiques Associées, publicités) ;
- Un dossier technique et ses annexes (notamment Etude Loi Barnier) ;
- Deux registres d'enquête publique (un au sein de la Mairie de Lançon-Provence, l'autre au sein de la Direction de l'Aménagement du Territoire du Conseil de Territoire du Pays Salonais).

Le public a pu prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-

propositions, sur deux registres ouverts à cet effet sur les lieux précités.

Un registre a été également mis à disposition sous format numérique sur le site web suivant :

<https://www.registre-numerique.fr/Modification-2-PLU-Lancon-Provence>

Le public a pu également prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur ce registre dématérialisé ou par email à l'adresse suivante :

[Modification-2-PLU-Lancon-Provence@mail.registre-numerique.fr](mailto:Modification-2-PLU-Lancon-Provence@mail.registre-numerique.fr)

Le dossier a été également consultable sur les sites internet de la commune de Lançon-Provence et du Conseil de Territoire du Pays Salonais durant la même période.

Le commissaire enquêteur a assuré des permanences, alternativement en Mairie de Lançon-Provence et au Conseil de Territoire du Pays Salonais, pendant la durée de l'enquête publique, afin de recevoir les observations écrites ou orales du public, aux lieux, dates et heures suivantes :

- ✓ En Mairie de Lançon-Provence :
  - Le mercredi 20 mars 2019, de 09h00 à 12h00,
  - Le mardi 02 avril 2019, de 09h00 à 12h00,
  - Le vendredi 19 avril 2019, de 13h30 à 17h30.
- ✓ Au Conseil de Territoire du Pays Salonais (Direction Aménagement du Territoire) :
  - Le lundi 25 mars 2019, de 08h30 à 12h30,
  - Le jeudi 11 avril 2019, de 13h30 à 17h00.

L'ensemble des observations ou avis émis durant l'enquête ont été répertoriés dans le tableau ci-dessous :

	Nom et adresse	Date et lieu du dépôt	Avis / Réponse
1	Mme GRAILLON – M. STUDER – 330 Allée de Pélissanne – LANÇON-PROVENCE	20/03/2019 – Permanence de LANÇON	Ont souhaité obtenir des précisions sur les règles du PLU applicables après modification en zone UCf2  <u>Réponse :</u> <b>Sans objet</b>
2	M. et Mme BARDE – 29 Clos des Amandiers – LANÇON-PROVENCE	20/03/2019 – Permanence de LANÇON	Questions portant sur le PLU en général  <u>Réponse :</u> <b>Sans objet</b>
3	Mme Nadia KESBI – 303 Rue de l'Horloge – LANÇON-PROVENCE	20/03/2019– Permanence de LANÇON	Questions concernant l'accès au collège et les nuisances futures du trafic des véhicules occasionné, les accès piétons. Les pistes cyclables sont-elles prévues ? Sécurisation de la départementale étroite

		<p><u>Réponse :</u>  Le travail sur l'accessibilité tout mode vers le collège fait partie des entrants de l'étude de Maîtrise d'œuvre menée par le bureau d'étude SERI sur l'aménagement de l'Entrée de ville à partir de la RD 15. Le dossier d'avant-projet met en avant toutes ces circulations et prévoit ainsi la réalisation des accès suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une voie à sens unique dédiée aux bus scolaires permettant à 4 bus de stationner.</li> <li>- Une voie à sens unique de 3.00m dédiée à la « dépose-minute ». 14 stationnements.</li> <li>- Une voie à double sens de 5.50m de large permettant la desserte de 47 stationnements (dont 1 place PMR)</li> <li>- Des cheminements piétons, cycles qui permettent la desserte de l'équipement depuis les voiries existantes jusqu'au parking de stationnement cycles à l'Entrée du collège. Ces cheminements seront accessibles aux PMR.</li> </ul> <p>Cette étude s'appuie sur une analyse de trafic réalisée par le bureau d'études TRANSMOBILITE.</p> <p>Les différentes propositions d'aménagement seront soumises pour validation au Conseil Départemental, maître d'ouvrage sur la RD qui avant de valider le dossier vérifiera la bonne prise en compte de toutes les normes de sécurité.</p> <p>Parallèlement une étude de faisabilité a été mandatée par la Commune au bureau d'étude SETEC pour l'élargissement du chemin de la Croix de Pélissanne, en prévision du trafic supplémentaire généré par les nouveaux projets immobiliers en cours et à venir ainsi que par l'ouverture du collège. Cette étude a été suspendue momentanément dans l'attente de l'avancement des études de maîtrise d'œuvre sur l'Entrée de ville afin de permettre d'avancer de façon itérative sur la jonction des deux débouchés et le traitement des accès doux.</p> <p>Cette étude prévoit l'élargissement du chemin en vue de recevoir une chaussée de 2*1 voie, une piste cyclable et piétonne mixte.</p> <p>En tout état de cause, et en terme de communication sur ce projet en direction du public :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le collège a fait l'objet d'une présentation en réunion publique du 29 mars 2019 et la présentation du projet Entrée de ville a été annoncée au cours de cette réunion pour le mois de Septembre 2019,</li> <li>- Le projet apparaît régulièrement sur</li> </ul>
--	--	--

			<b>les différents supports de communication de la commune.</b>
4	M. et Mme Daniel THEVENIN – Lotissement Les Roquilles – LANÇON-PROVENCE	20/03/2019– Permanence de LANÇON	Précisions sur l'aménagement du chemin de liaison entre les Roquilles et la RD 15 de Pélissanne, dénommée Chemin de la Croix de Pélissanne : élargissement indispensable pour la sécurité des usagers et des riverains  <u>Réponse :</u> <b>Même réponse qu'en n° 3</b>
5	M. et Mme Georges GONZALEZ – 7 Rue de la Poudrière – LANÇON-PROVENCE	20/03/2019– Permanence de LANÇON	Du fait du manque de précisions sur l'aménagement et la teneur du projet envisagé, nous vous faisons part de notre inquiétude concernant les aménagements de la RD 15, ainsi que les nuisances sonores et la multiplicité des véhicules (VL et cars), et surtout la sécurité.  <u>Réponse :</u> <b>Même réponse qu'en n° 3</b>
6	Mme Méryl MARCHETTI – Société TECHNIPIPE (intervenant pour le compte de la société GEOSSEL gestionnaire de la canalisation PSM SUD)	19/04/2019– Permanence de LANÇON	Rappel de la présence de la canalisation PSM SUD sur la Commune, et que tous les travaux prévus à proximité engendrent obligatoirement une demande de travaux. Néanmoins, les projets de collège et de gymnase n'impactent pas la canalisation citée.  <u>Réponse :</u> <b>Sans objet</b>
7	M. le Maire de LANÇON-PROVENCE	19/04/2019– Permanence de LANÇON	Lettre datée du 18/04/2019, remise en mains propres au Commissaire Enquêteur lors de sa permanence du 19/04/2019 Rappel de l'engagement de la modification n° 1 du PLU de LANÇON-PROVENCE en vue de l'adaptation de la prise en compte du risque feux de forêt sur le territoire.  <u>Réponse :</u> <b>Sans objet</b>
8	M. et Mme NEE – 193 Allée de Pélissanne – LANÇON-PROVENCE	19/04/2019– Permanence de LANÇON	Question sur la circulation au niveau du Chemin de la Croix de Pélissanne : quels aménagements sont prévus ?  <u>Réponse :</u> <b>Même réponse qu'en n° 3</b>
9	M. Jean CARTIER – 330 Allée de Pélissanne	19/04/2019 – Registre d'enquête numérique	Sollicitent en ce qui concerne leur terrain situé Quartier des Pinèdes, cadastré BA72-BA 73, la réalisation d'une construction de type habitation résidentielle.  <u>Réponse :</u> <b>Sans objet</b>

La clôture de l'enquête publique a eu lieu à l'issue de la permanence du 19 avril 2019.

Le Commissaire enquêteur a rendu son rapport et ses conclusions le 10 mai 2019.

L'avis formulé est favorable, assorti de recommandations :

- Concernant l'amélioration du dossier à soumettre pour approbation au Conseil de la Métropole
  - Les planches graphiques seront établies à une échelle plus lisible et au format A0, et devront comporter la matérialisation de la bande de 40 mètres,
  - Les erreurs matérielles du règlement soulignées par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône seront modifiées.

*Concernant ce point 1., il est précisé que le dossier annexé à la présente délibération a été modifié pour tenir compte desdites recommandations du commissaire enquêteur.*

2. Concernant le bruit, les nuisances et la sécurité des usagers
  - Les immeubles et équipements devront être implantés au plus loin de l'axe routier,
  - Un soin particulier devra être apporté à l'isolation phonique des bâtiments du collège,
  - Des dispositifs anti-bruit additionnels pourront être envisagés pour protéger les espaces extérieurs,
  - Les bâtiments du collège devront être dotés d'un système de ventilation, permettant d'éviter le confinement et la concentration des polluants,
  - Des mesures de limitation de vitesse devront être prises sur la RD 15.

*Concernant ce point 2., il est précisé que ces recommandations seront communiquées aux différents maîtres d'ouvrage concernés par les opérations prévues sur le site.*

3. Concernant l'aménagement du chemin de la Croix de Péliissanne
  - L'élargissement de cette voie et l'adjonction d'une emprise mixte réservée aux cycles et aux piétons devront se concrétiser lors des travaux d'aménagement de la zone.

*Concernant ce point 3., la principale recommandation a déjà fait l'objet d'une réponse dans le cadre de la synthèse des avis contenus dans les registres d'enquête publique. En tout état de cause, elle sera également communiquée aux différents maîtres d'ouvrage concernés par les opérations prévues sur le site.*

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal du 16 janvier 2014 approuvant la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal 7 mars 2016 approuvant la révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 108-239/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil Municipal du 13 décembre 2017 approuvant la révision générale n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole, n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Lançon-Provence du 30 mars 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole de solliciter l'engagement de la procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 009-3848/18/CM, du 18 mai 2018, sollicitant du Président de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Lançon-Provence ;
- L'arrêté n° 19/055/CM de la Présidente de la Métropole du 26 février 2019 prescrivant la procédure de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence ;
- L'arrêté n° 03/19 du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février

2019 prescrivant l'organisation de l'enquête publique relative à la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence ;

- L'avis des Personnes Publiques Associées ;
- L'avis du Commissaire Enquêteur du 10 mai 2019 portant sur l'enquête publique relative à la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal du 28 mai 2019 donnant un avis favorable sur l'approbation de la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019 donnant un avis favorable sur l'approbation de la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité d'apporter les ajustements aux documents constitutifs du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence en vue d'asseoir et d'accompagner au mieux la réalisation du projet d'aménagement « Entrée de ville » comprenant notamment la réalisation du collège et du gymnase,

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lançon-Provence.

#### **Article 2 :**

Cette délibération :

- Sera transmise à Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône,
- Sera notifiée à Monsieur le Maire de la commune de Lançon-Provence,
- Fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 et suivants de la Métropole. Les dépenses correspondantes sont inscrites au budget Etat Spécial du Territoire au Chapitre 011 – Compte 6236 - fonction 510 – gestionnaire 500 – destinataire 5100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 014-6436/19/CM**

#### **■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare Les Oliviers - Engagement de la procédure de modification n° 8 MET 19/11023/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare Les Oliviers a été approuvé le 24 juin 2010 et a fait l'objet de cinq procédures de modifications validées en Conseil Municipal (23 septembre 2010, 27 janvier 2011, 28 février 2013, 11 septembre 2014, 10 septembre 2015 et une modification simplifiée approuvée en Conseil Métropolitain (28 mars 2019). Elle a également fait l'objet d'une révision simplifiée approuvée au Conseil Municipal du 29 mars 2012. Une procédure est actuellement en cours. Il s'agit de la procédure de modification simplifiée n°7 du PLU qui a été engagée par délibération du Conseil de la Métropole du 28 mars 2018. Elle concerne la réactualisation de la liste des emplacements réservés, la correction d'erreurs matérielles au sein du règlement notamment ainsi que la mise à jour de celui-ci.

Par courrier de la commune de La Fare Les Oliviers en date du 2 avril 2019, par délibération du Conseil Municipal en date du 11 avril 2019, puis par délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais

en date du 17 juin 2019, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter de la Présidente, l'engagement d'une procédure de modification n°8 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de garantir une meilleure sécurité juridique notamment dans le cadre de l'instruction des autorisations du droit des sols, en clarifiant et précisant certaines dispositions du règlement. La liste des emplacements réservés sera réactualisée, de même que les documents graphiques (réimplantation des talwegs notamment). Il s'agira de préciser les prescriptions relatives aux opérations de plusieurs logements pour éviter les abus de la part des aménageurs et limiter le mitage, notamment en réglementant plus précisément les annexes et les extensions.

La procédure de modification n°8 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Fare Les Oliviers va permettre plus précisément de :

- Mettre à jour, modifier et préciser le règlement pour garantir une meilleure sécurité juridique, mieux réglementer les opérations de plusieurs logements, et limiter le mitage, en réglementant notamment l'emprise au sol, les largeurs de voirie, l'implantation des constructions.
- Mettre à jour, modifier et créer des annexes au PLU et notamment la création d'un lexique. Dans ce cadre, de nouvelles planches graphiques matérialisant les servitudes seront établies pour plus de clarté.
- Réactualiser les emplacements réservés par la suppression et la création de nouveaux emplacements.
- Mettre en cohérence les dispositions réglementaires entre les zones et notamment les prescriptions relatives aux places de parkings, aux réseaux, ou aux types de constructions.
- Prendre en compte le Porter à Connaissance Incendie dans le règlement et les documents graphiques du PLU.
- Mettre à jour les emplacements des talwegs.
- Réécrire, modifier et réactualiser l'article 11 du règlement du PLU, notamment pour permettre une architecture plus moderne.
- Modifier le zonage du secteur du Chemin des Têses classé en zone 1AU pour correspondre à la réalité de terrain.

Ainsi, cette adaptation du PLU envisagée remplit les conditions définies par l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE);
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de Monsieur Le Maire de la commune de La Fare Les Oliviers du 2 avril 2019 et la délibération du Conseil Municipal du 11 avril 2019 sollicitant du Conseil de Territoire du Pays Salonais qu'il saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification n°8 du PLU de La Fare Les Oliviers;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification n°8 du PLU de la Commune de La Fare Les Oliviers et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare Les Oliviers en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**



**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la commune de La Fare Les Oliviers a sollicité le Conseil de Territoire par courrier en date du 2 avril 2019 et par délibération du Conseil Municipal du 11 avril 2019 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification n°8 du PLU afin de garantir une meilleure sécurité juridique notamment dans le cadre de l'instruction des autorisations du droit des sols, en clarifiant et précisant certaines dispositions du règlement. La liste des emplacements réservés sera réactualisée, de même que les documents graphiques (réimplantation des talwegs notamment). Il s'agira de préciser les prescriptions relatives aux opérations de plusieurs logements pour éviter les abus de la part des aménageurs et limiter le mitage, notamment en réglementant plus précisément les annexes et les extensions.
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

**Délibère**

**Article 1 :**

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°8 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Fare Les Oliviers.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 et suivants de la Métropole. Les dépenses correspondantes, relatives à l'opération 2018301700 sont inscrites au budget Etat Spécial du Territoire au Chapitre 4581183017 – fonction 510.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 015-6437/19/CM**

**■ Plan Local d'Urbanisme de Saint-Savournin - Complément à l'engagement de la modification n°1 - Justification de l'ouverture à l'urbanisation de la zone AUB au Nord-Est Village de la commune  
MET 19/10991/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents tenant lieu, en application des articles L. 5217-2, I et L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par une délibération du 3 décembre 2018, le Conseil Municipal de la ville de Saint-Savournin a sollicité du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, et du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'engagement d'une modification n° 1 du PLU de Saint-Savournin, afin de permettre l'ouverture à l'urbanisation de la zone AUB au Nord-Est du village de la commune.

En effet, certaines zones à urbaniser du PLU de Saint-Savournin sont strictes et leurs ouvertures à l'urbanisation nécessitent au préalable une modification du document d'urbanisme. Les Conseils de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de Métropole, ont engagé par délibérations respectives en dates des 26 et 28 mars 2019, la procédure de modification n° 1 du PLU de Saint-Savournin, en vue de cette ouverture.

En application de l'article L. 153-38 du Code de l'Urbanisme, « *lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones* ».

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint - Savournin développe sa stratégie autour de trois orientations complémentaires. L'orientation n° 2 a pour vocation la promotion d'un développement raisonné du territoire. A cette fin, l'un des objectifs déclinés est de répondre aux besoins diversifiés en matière de logement dans une logique de développement durable et soutenable.

La nécessité de répondre aux objectifs de développement de logements implique une ouverture à l'urbanisation de ce secteur, les motifs y sont exposés ci-après :

1. Un projet en réponse aux besoins en logements, dans le respect d'un objectif de modération de la consommation foncière et de lutte contre l'étalement urbain :

Lors de la révision du POS et de sa transformation en PLU, les travaux ont mis en évidence et ont traduit une forte diminution des zones constructibles sur la commune. Ces choix en termes d'aménagement et de vocation des espaces, ont répondu aux enjeux de préservation des espaces naturels et agricoles, des corridors écologiques, et ont pris en compte les contraintes de développement au sein de l'enveloppe urbaine.

En effet, la majeure partie des zones bâties présentent une absence du réseau collectif d'assainissement qui empêche pour le moment, l'intensification du tissu urbain existant. Ainsi, seuls 59,85 ha sont urbanisables à court terme, ce qui représente environ 10,1% du territoire communal.

Pour autant, la commune s'est inscrite dans un objectif de croissance démographique et de production de logements en conformité avec les documents supra-communaux (PLH du Pays d'Aubagne et de l'Etoile). Ainsi, le PLU traduit sur sa projection, un objectif de création / réhabilitation de 204 logements, parmi lesquels 35% de logements locatifs sociaux (LLS).

L'un des enjeux de la production de logements réside également dans la diversification de la typologie bâtie (logements individuels purs, groupés et réhabilitation d'appartements) afin de répondre aux besoins de toutes les catégories sociales et sociétales sur la commune.

L'emplacement, les conditions de desserte, la superficie, le potentiel d'aménagement du secteur AUB (en mixité sociale), permettront de répondre à une partie importante de ces objectifs et besoins identifiés pour la commune ;

2. Une stratégie de densification dans des secteurs accessibles et desservis.

La zone AUB qui fait l'objet d'une ouverture à l'urbanisation, est en continuité de l'urbanisation actuelle et du complexe sportif. Elle se situe dans le prolongement est en proximité directe du carrefour RD46 / RD 7, assurant par conséquent une desserte immédiate et calibrée au futur projet d'aménagement. La présence du réseau d'assainissement collectif des eaux usées conforte la faisabilité du projet et son ouverture.

3. Un site en entrée de ville, aux enjeux de qualité urbaine

Il s'agit d'un secteur stratégique d'entrée de ville. L'appui sur un réel projet urbain, permettra l'aménagement et la valorisation de ces espaces à enjeux (apaisement du carrefour, liaisons douces vers

le centre ancien, implantation de services de proximité manquants sur la commune, complémentarité avec les commerces en continuité...).

La topographie du site et son emplacement qualifient une ambition forte en termes d'intégration paysagère du projet et de valorisation patrimoniale de la commune.

Il conviendra à la fois d'assurer la préservation des perspectives visuelles existantes, mais de permettre au projet de devenir support de valorisation patrimoniale du centre-ville.

Afin de répondre à l'ensemble de ces enjeux, la procédure de modification du PLU en vue de l'ouverture à l'urbanisation, nécessitera l'élaboration d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation, réel outil d'un urbanisme de projet, permettant une programmation précise et l'adéquation du projet aux capacités du secteur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local

d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- La délibération du Conseil Municipal de Saint-Savournin du 3 décembre 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 26 mars 2019 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Savournin ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Savournin ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 juin 2019 relatif au rapport du Conseil de la Métropole ayant pour objet la justification d'ouverture à l'urbanisation ;
- Le Plan local d'Urbanisme de la commune de Saint-Savournin en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de la Métropole a engagé une modification n°1 du PLU de Saint-Savournin en date du 28/03/2019 suite à la saisine du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de la commune ;
- Que la modification a principalement pour objet l'ouverture à l'urbanisation d'une zone AUB, secteur de mixité sociale, afin de permettre le développement d'offres de logements sur la commune et notamment l'offre en logements aidés ;
- Qu'il est nécessaire de justifier l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les

zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones ;

- Qu'en dehors des zones à urbaniser, la commune ne dispose pas à ce jour de capacités de densification de son tissu urbain existant ;
- Que cette zone AU se situe en continuité directe du centre-ville, qu'elle est caractérisée par la desserte viaire, des réseaux d'assainissement, et qu'elle permet de répondre aux enjeux et orientations présentées au PLU de la commune.

**Délibère**

**Article unique :**

Est justifiée l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation de la zone AUB prévue dans le cadre de la modification n° 1 du PLU de Saint-Savournin.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 016-6438/19/CM**

**■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive - Engagement de la procédure de modification simplifiée n° 1  
MET 19/10996/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopol Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le Plan Local d'urbanisme (PLU) de la commune de Cadolive, puis l'a abrogé partiellement en date du 13 décembre 2018, suite au déferé préfectoral qui a été formé à son encontre.

La commune de Cadolive a sollicité auprès du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile l'engagement d'une modification simplifiée de son PLU, par une délibération du Conseil Municipal du 25 mars 2019.

Cette modification simplifiée devra permettre de retravailler à la marge le règlement écrit du document d'urbanisme, afin d'assurer une meilleure cohérence dans le développement et la réalisation des projets de la commune.

Entre autre, un travail de définition dans le lexique de « l'emprise au sol » devra être apporté.

La zone UD sera concernée par l'introduction d'une surface plancher maximale dans l'article 9 relatif à l'emprise au sol.

Enfin, il conviendra de corriger des erreurs matérielles portées au document graphiques et de supprimer un emplacement réservé dans l'annexe qui y est relative.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE)
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la

Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- La délibération du Conseil Municipal de Cadolive du 25 mars 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 juin 2019 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Cadolive ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la commune de Cadolive a sollicité le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 25 mars 2019 afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU pour l'adaptation du règlement écrit ;
- Que, conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire, il convient que le Conseil Territoire saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a saisi la Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Cadolive ;
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder via une procédure de modification simplifiée.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Cadolive.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 017-6439/19/CM**

#### **■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Miramas - Engagement de la procédure de modification simplifiée n° 1 MET 19/11399/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Aggloprovenche, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et le SAN Ouest Provence.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par la délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Miramas a été approuvé par délibération du Conseil municipal n° 121/13 du 26 juin 2013 et révisé le 5 juillet 2017 par délibération du Conseil municipal n° 131/17 ; il a fait l'objet d'une modification prescrite par arrêté n° 19/016/CM du 8 février 2019 en cours de procédure et d'une mise à jour approuvée par arrêté n° 2/09 du 26 février 2019.

Par courrier de la commune de Miramas puis par délibération du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, le Conseil de la Métropole est saisi afin de solliciter de la Présidente l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme concerné afin d'autoriser :

- la suppression d'emplacements réservés dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Péronne, l'aménageur de la ZAC ayant acquis les terrains nécessaires à leur aménagement,
- une meilleure figuration du lac de Saint Suspi et une mise en évidence de la délimitation des ZAC, qui manquent de lisibilité,
- le rajout de la planche graphique du zonage d'assainissement des eaux pluviales qui a été omise lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme le 5 juillet 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Miramas en vigueur ;
- Le courrier de la commune de Miramas saisissant le Conseil de Territoire afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement d'une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019 sollicitant le Conseil de la Métropole afin d'engager la procédure de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Miramas ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la commune de Miramas a sollicité le Conseil de Territoire afin qu'il saisisse le Conseil de la Métropole pour l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme pour permettre :
  - la suppression d'emplacements réservés dans la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Péronne, l'aménageur de la ZAC ayant acquis les terrains nécessaires à leur aménagement,
  - une meilleure figuration du lac de Saint Suspi et une mise en évidence de la délimitation des ZAC, qui manquent de lisibilité,
  - le rajout de la planche graphique du zonage d'assainissement des eaux pluviales qui a été omise lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme le 5 juillet 2017.
- Que, conformément à la délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire, il convient que le Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que par délibération du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019, le Conseil de Territoire sollicite le Conseil de la Métropole ;
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

**Délibère**

**Article unique :**

Est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de Miramas.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 018-6440/19/CM**

**■ Approbation de l'avenant n° 11 à la convention d'avance de trésorerie avec la SEM Façonéo pour l'extension de la zone des Paluds à Aubagne  
MET 19/11143/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 16-0302 en date du 20 mars 2002, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a décidé de confier l'aménagement et l'équipement de l'extension de la ZA des Paluds à Aubagne à la SAEMPA, selon les stipulations d'une convention d'aménagement répondant aux conditions définies aux articles L.300-4 et suivants du Code de l'urbanisme. Etant précisé que la SAEMPA se dénomme, aujourd'hui, SEM FAÇONÉO.

Aux termes de cette convention, il est prévu à l'article 17, conformément à l'article L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales, la possibilité du versement d'une avance temporaire de trésorerie effectuée par la Communauté d'agglomération à la SEM FAÇONÉO, au bénéfice de l'opération d'aménagement dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la convention d'aménagement précitée.

Par délibération n°16-1008 en date du 1er octobre 2008, le Conseil communautaire a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 400.000 €, par délibération n°11-1210 en date du 15 décembre 2010, le Conseil communautaire a porté le versement de l'avance de trésorerie à 800.000 € et par délibération n°5-0214 en date du 26 février 2014, le Conseil communautaire a porté le versement de l'avance de trésorerie à 880.000 € afin de contribuer au financement du besoin en trésorerie de l'opération.

Compte tenu de l'avancement de l'opération et en attendant de pouvoir la clôturer, il convient, pour l'exercice 2019, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à signer l'avenant n° 11 à la convention d'avance de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.300-4, L.300-5, L.311-1 et suivants et R. 311-1 ;

- Les articles L.1521-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1523-2 4 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 20 mars 2002 approuvant le projet de convention d'aménagement entre la Communauté d'agglomération et la SAEMPA ;
- L'article 17 de la convention d'aménagement ;
- La délibération n°5-0214 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 26 février 2014 accordant une avance de trésorerie à la SEM Façonéo d'un montant de 880 000 € ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que compte tenu de l'avancement de l'opération et en attendant de pouvoir la clôturer, il convient, pour l'exercice 2019, de reconduire l'avance de trésorerie consentie à la SEM Façonéo.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est reconduite l'avance de trésorerie de 800 000 euros versée à la SEM FAÇONÉO au titre de la convention d'aménagement pour l'extension de la ZA des Paluds pour l'exercice 2019.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n° 11 à la convention d'avance temporaire ci-annexé.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole 2019 en section d'investissement en dépenses au chapitre 27 sur la nature 2745.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 019-6441/19/CM**

#### **■ Approbation de l'avenant n° 11 à la convention d'avance de trésorerie avec la SEM Façonéo pour la Zone d'activités Napollon Baronette à Aubagne MET 19/11149/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 1<sup>er</sup> octobre 2008, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 500.000 € afin de contribuer au financement en besoin de trésorerie de l'opération d'aménagement de la zone d'activités Napollon/Baronnette à Aubagne, conformément aux dispositions de l'article 19 de la convention d'aménagement confiée à la SAEMPA, et à l'article L.1523-2, 4<sup>ème</sup> alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales. Etant précisé que la SAEMPA se dénomme, aujourd'hui, SEM FAÇONÉO

Compte tenu de l'avancement de l'opération, et notamment de la finalisation des cessions foncières en 2018, la SEM a remboursé 450 000 euros d'avance de trésorerie à la Métropole. Dans l'attente de pouvoir clôturer l'opération il convient, pour l'exercice 2019, de reconduire l'avance à hauteur de 50 000 € et, à cet effet, d'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à signer l'avenant n° 11 à la convention d'avance de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les articles L.300-4, L.300-5, L.311-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;

- Les articles L.1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales notamment l'article L.1523-2 et 4 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 24 juin 2003, approuvant le projet de convention d'aménagement entre la communauté d'agglomération et la SAEMPA ;
- L'article 19 de la convention d'aménagement signée le 15 juillet 2003 ;
- La délibération du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 1er octobre 2008 autorisant à la SAEMPA une avance de trésorerie de 500.000 euros et le projet de convention s'y rapportant ;
- Le projet d'avenant n° 11 à la convention d'avance temporaire de trésorerie joint en annexe ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Les cessions foncières ont été finalisés en 2018, et dans l'attente de clôturer l'opération, il convient donc de reconduire l'avance de trésorerie sur l'exercice 2019 pour un montant de 50 000 euros.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est reconduite l'avance de trésorerie d'un montant de 500 000 euros versée à la SEM FAÇONEO au titre de la convention d'aménagement de la ZA Napollon/Baronnette pour l'exercice 2019.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°11 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexé.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole 2019 en section d'investissement en dépenses au chapitre 27 sur la nature 2745.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 020-6442/19/CM**

**■ Approbation de l'avenant n° 4 à la convention d'avance de trésorerie SPL Façonéo pour la concession d'aménagement des Arcades avec la Penne-sur-Huveaune  
MET 19/11144/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 2 mars 2015, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 95.000 € afin de contribuer au financement, du besoin en trésorerie, de l'opération d'aménagement « les Arcades » à La Penne-sur-Huveaune, conformément aux dispositions de l'article 23-1-4 de la concession d'aménagement confiée à la SPL Façonéo, à cet effet, et à l'article L.1523-2, 4ème alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales

Les travaux d'aménagement ont été réalisés, les permis de construire ont été déposés fin 2016, les cessions foncières ont été finalisées courant 2018. L'aménageur doit encore percevoir les produits de la taxe d'aménagement instaurée à 20% sur ce secteur dont le premier versement est prévu en 2019. Compte tenu de l'avancement de l'opération, il convient, pour l'exercice 2019, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à signer l'avenant n° 4 à la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les articles L.300-4, L.300-5, L.311-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;



- Les articles L.1521-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L.1523-2 et 4 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16-0614 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 30 juin 2014, approuvant le projet de traité de concession d'aménagement entre la Communauté d'agglomération et la SPL Façonéo ;
- L'article 23-1-4 du traité de concession d'aménagement signé le 24 juillet 2014 ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 2 mars 2015 autorisant à la SPL Façonéo, une avance de trésorerie de 95.000 euros ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'Etat d'avancement du dossier et notamment que la finalisation des perceptions des recettes relatives à la taxe d'aménagement sont majorées.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est reconduite l'avance de 95 000 euros versée à la SPL FAÇONEO au titre de la concession d'aménagement du projet des Arcades pour l'exercice 2019.

#### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n° 4 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexée.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

#### **Article 4 :**

Les crédits sont inscrits au budget principal de la Métropole 2019 en section d'investissement en dépenses au chapitre 27 sur la nature 2745.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 021-6443/19/CM**

#### **■ Approbation de l'avenant n° 6 à la convention d'avance de trésorerie avec SPL Façonéo pour la Zone d'Aménagement Concertée de La Chapelle à La Bouilladisse MET 19/11146/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°7-0214 du 26 février 2014, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 171.000 euros à la SPL Façonéo afin de contribuer au financement du besoin en trésorerie de la ZAC de La Chapelle à La Bouilladisse conformément aux dispositions de l'article 24.1.4 du traité de concession d'aménagement de la ZAC de la Chapelle, signée avec la SPL Façonéo et à l'article L.1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération n°6-1115 du 30 novembre 2015, le Conseil communautaire a complété l'avance avec un montant de 153 000 euros portant l'avance globale de trésorerie à 324 000 €.

Compte tenu de l'avancement de l'opération et notamment de la nécessité de recourir à une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) pour assurer la maîtrise de l'assiette foncière du projet, il convient, pour l'exercice 2019, de reconduire cette avance de 324 000 €, et, à cet effet, d'autoriser Madame la Présidente ou son représentant à signer l'avenant n° 6 à la convention d'avance temporaire de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les articles L. 300-4, L. 300-5, L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;

- Les articles L. 1521-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1523-2,4°,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 12 décembre 2013 approuvant le projet de traité de concession d'aménagement pour la ZAC de La Chapelle à La Bouilladisse entre la Communauté d'agglomération et la SPL FAÇONÉO ;
- L'article 24.1.4 du traité de concession d'aménagement pour la ZAC de La Chapelle signé le 22 janvier 2014 ;
- La délibération n°6-1115 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 30 novembre 2015 accordant une avance de trésorerie complémentaire à la SPL Façonéo ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'avancement de l'opération et notamment la nécessité de recourir à une procédure de Déclaration d'Utilité Publique pour assurer la maîtrise de l'assiette foncière du projet.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est reconduite l'avance de 324 000 euros versée à la SPL FAÇONÉO au titre de la concession d'aménagement de la ZAC de la Bouilladisse pour l'exercice 2019.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le projet d'avenant n° 6 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexé.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°6.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole 2019 en section d'investissement en dépenses au chapitre 27 sur la nature 2745.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 022-6444/19/CM**

#### **■ Approbation de l'avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie avec la SEM Façonéo pour la Zone d'Aménagement Concerté des Vigneaux à Cuges-les-Pins MET 19/11148/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération en date du 24 mars 2010, le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a autorisé le versement d'une avance de trésorerie de 300.000 € afin de contribuer au financement, du besoin en trésorerie, de la ZAC des Vigneaux à Cuges-les-Pins, conformément aux dispositions de l'article 16 de la concession d'aménagement confiée à la SAEMPA, à cet effet, et à l'article L.1523-2, 4ème alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales. Etant précisé que la SAEMPA se dénomme, aujourd'hui, SEM FAÇONÉO.

Plusieurs éléments ont entraîné un décalage important dans le planning prévisionnel. En effet, la réalisation des travaux d'aménagement a subi un décalage important par rapport au planning prévisionnel, il en est de même pour les dépôts de permis de construire et la cession des lots. Cette situation résulte de la réalisation de fouilles archéologiques (2013), de la nécessaire modification des dossiers de création et de réalisation de la ZAC (2015) pour prendre acte d'une évolution de programme et de l'annulation du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cuges-les-Pins par le Tribunal Administratif (2015) ont induit un décalage dans le déroulement de l'opération.

L'avance de trésorerie a été portée par délibération n° URB 021-1826/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 à 800 000 euros.

Les travaux d'aménagement ont été réalisés et les permis ont été déposés fin 2016. La totalité des cessions foncières n'est pas intervenue à ce jour.

Compte tenu de l'avancement de l'opération, il convient, pour l'exercice 2019, de reconduire cette avance et, à cet effet, d'autoriser Madame la Présidente à signer l'avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les articles L.300-4, L.300-5, L.311-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- Les articles L.1521-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L.1523-2 et 4 ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 3 juin 2009, approuvant le projet de concession d'aménagement entre la Communauté d'agglomération et la SAEMPA (*devenu Façonéo*) ;
- L'article 16 de la concession d'aménagement signée le 22 septembre 2009 ;
- La délibération du 24 mars 2010 autorisant, à la SAEMPA (*devenu Façonéo*), une avance de trésorerie de 300.000 € et le projet de convention s'y rapportant ;
- La délibération n° URB 021-1826/17/CM du 30 mars 2017 porte l'avance à 800 000 € ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le produit des cessions foncières n'est pas à ce jour suffisant pour couvrir les dépenses déjà effectuées.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est reconduite l'avance de 800 000 euros versée à la SEM FAÇONEO au titre de la concession d'aménagement de la ZAC des Vigneaux pour l'exercice 2019.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n° 9 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexé.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole 2019 en section d'investissement en dépenses au chapitre 27 sur la nature 2745.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 023-6445/19/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2018 pour la concession d'aménagement de la ZAC de Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 24 MET 19/10953/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°90/62/U du 2 février 1990, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le schéma d'organisation du site de Saint Just, un programme immobilier prévisionnel, ainsi que la convention de concession d'aménagement n° 90/108 au profit de la Somica, devenue Marseille Aménagement puis Soleam.

Par délibération n°91/481/U du 22 juillet 1991, le Conseil Municipal a approuvé l'extension du périmètre de l'opération d'aménagement, notamment sur les terrains propriétés de la Ville anciennement occupés par le Bataillon de Marins-Pompiers au sud du Boulevard Fleming.

Le Conseil Municipal, par délibération n°94/366/U du

30 mai 1994 a créé la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Just, dont le Plan d'Aménagement de Zone a été approuvé par délibération n°95/55/U du 19 mai 1995.

Par délibération n°98/0575/EUGE du 20 juillet 1998, le Conseil Municipal a approuvé la modification du PAZ ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC sur la base d'un nouveau programme global de constructions de 50 000m² de planchers à usage de logements, bureaux et commerces.

La concession d'aménagement a pour objectif d'aménager les abords des grands équipements que sont le Dôme et l'Hôtel du Département, et assurer au sud du boulevard Fleming une couture urbaine avec le quartier des Chartreux.

Par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012 le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque» sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Le PLU révisé par la délibération de MPM du 28 Juin 2013 a intégré la ZAC de Saint Just.

Les évolutions de la programmation initiale ont conduit à modifier le programme des équipements publics de la ZAC qui a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 13 décembre 2013 puis par délibération du conseil municipal du 28 avril 2014.

La convention d'aménagement a fait l'objet de plusieurs avenants en vue d'adapter la concession sur les dispositions législatives, sur la participation de la Ville au coût de l'opération, sur la durée de la convention et sur le transfert de la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement.

Cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600913CO (ex n°90/108) notifié à la Ville le 3 Juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Les avenants suivants n°21, n°22 et n°23 ont permis de proroger la durée de la concession portant son échéance au 12 Mars 2021, et d'ajuster le montant et

l'échéancier de versement de la participation de la Métropole.

L'objet du présent rapport est de présenter au Bureau de la Métropole le CRAC établi au 31 décembre 2018 et l'avenant n°24 à la concession.

Le CRAC présente un bilan consolidé des opérations de la concession situées dans la ZAC de Saint Just et en dehors de celle-ci (îlot Meyer).

### **Avancement de l'opération :**

L'aménagement de la ZAC a démarré par la réalisation du parvis de la salle de spectacle du Dôme et de l'hôtel du Département, de la gare d'échanges Bus/métro qui sont achevés depuis plusieurs années.

Sur les îlots Sainte Adélaïde et Meyer les travaux de requalification des voies existantes engagés en 2016 sont partiellement différés jusqu'à mi 2019 en lien avec le déroulé des chantiers de constructions. La voie nouvelle d'insertion à la ZAC qui se connecte au boulevard du Maréchal Juin est en service depuis janvier 2017.

### L'activité sur l'exercice 2018

La Soleam a fait réaliser les études préalables aux travaux de confortement du mur de la Poste au 42 avenue de ST Just suite à la démolition de la construction mitoyenne ainsi que les relevés de géomètre liés aux travaux de parachèvement des voiries de la ZAC.

Le programme «la Calanque» à dominante de logements (28 682 m²SDP et 546 logements) de la société AMETIS conçu par l'architecte Jean Nouvel est en cours de construction pour une livraison prévue en 2020.

La construction des programmes de logements « le Patio des Chartreux » (7137m² SDP) de l'architecte André Stern et d'Hôtel « le Décisium » (5430m²SDP) de l'architecte JM. Wilmotte à réaliser par la société PROGEREAL se poursuit pour une livraison prévue en Juin 2019.

### Les perspectives 2019 et suivantes

Suite à l'avis défavorable de la direction départementale de la sûreté publique, la réalisation du cheminement piétonnier pour relier directement le boulevard St Bruno et le métro au travers de la Calanque est suspendue. La liaison piétonne vers le métro sera améliorée par une requalification des cheminements le long des voies existantes.

Les études de maîtrise d'œuvre et les travaux à venir concernent :

- la réalisation d'un parking public sur le terrain sis au

42 avenue de St Just et la requalification des trottoirs rue Ste Adélaïde, et avenue de St Just,

- les travaux de la rue Sainte Adélaïde et de parachèvement du boulevard Meyer et du Boulevard ST Bruno,

- les derniers travaux liés à la zone logistique du Dôme avec la construction d'une salle de restauration et l'aménagement du local acquis par la Ville dans l'opération AMETIS,

- le renforcement du mur du centre de tri de la poste suite à la démolition de la construction mitoyenne.

#### **Le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2018**

##### **Les dépenses :**

• **sur l'exercice écoulé** les dépenses s'élèvent à 117 637 euros TTC en diminution de 57 517 euros par rapport au CRAC précédent, et se répartissent ainsi :

12 480 euros TTC d'études générales, en augmentation de 1 750 euros par rapport au prévisionnel en lien avec les relevés de géomètre et les reconnaissances géotechniques pour les travaux de parachèvement des voies et de confortement d'ouvrages,

77 574 euros TTC pour les travaux et honoraires en diminution de 56 990 euros par rapport au prévisionnel en raison de travaux de salle de restauration du Dôme et de réseaux reportés en 2019,

22 015 euros TTC pour les dépenses annexes en augmentation (+4 607 euros) principalement sur les charges de gestion en raison de dégradations importantes sur la clôture du terrain au 42 avenue de St Just,

5 568 euros TTC de rémunérations en diminution (- 3 274 euros) en lien avec la diminution des dépenses de travaux,

Aucun frais financiers n'a été généré par l'opération, soit une diminution de 3 610 euros sur ce poste, la trésorerie étant devenue positive.

• **Sur l'état d'avancement** cumulé au 31 décembre 2018, les dépenses réalisées (y compris la TVA de 974 817 euros) s'élèvent à 22 446 641 euros TTC, soit 92% du montant total des dépenses prévisionnelles et se répartissent ainsi :

9 789 351 euros TTC pour le foncier soit 100% du budget foncier total prévisionnel,

1 225 097 euros TTC pour les études soit 97,5% du budget études total prévisionnel,

8 022 441 euros TTC pour les travaux soit 79% du budget travaux total prévisionnel,

892 235 euros TTC pour les dépenses annexes soit 96 % du budget dépenses annexes total prévisionnel,

1 423 482 euros TTC de rémunérations soit 90,5 % du budget rémunération total prévisionnel,

119 218 euros TTC pour les frais financiers soit 100% du montant total prévisionnel des frais financiers.

• **Au terme de la concession**, le montant global des dépenses estimées à 24 402 620 euros TTC (y compris la TVA de 599 717 euros) est stable par rapport au bilan précédent, et se répartit ainsi :

9 789 352 euros TTC pour le budget foncier (40% du total des dépenses) inchangé,

1 257 135 euros TTC pour le budget études générales (5,2 % du total des dépenses) en diminution (-18 798 euros) tenant compte des études restant à mener,

10 140 318 euros TTC pour le budget travaux et honoraires techniques (42 % du total des dépenses) en légère augmentation de 15 652 euros TTC après ajustement des travaux restant à réaliser et du poste aléas,

1 572 332 euros TTC de rémunérations (6,4% du total des dépenses) en diminution de 548 euros liée à l'évolution des dépenses et des recettes,

924 552 euros TTC pour le budget des dépenses annexes (3,7 % du total des dépenses) qui est en augmentation de 13 154 euros sur notamment le poste des taxes foncières ajusté à l'échéance de la concession,

Et 119 219 euros pour les frais financiers à court terme (0,5% du total des dépenses) qui demeurent stables.

##### **Les recettes :**

• **Sur l'exercice écoulé**, les recettes d'un montant de 1 458 320 euros TTC correspondent au versement de la participation de la Métropole pour 458 320 euros au titre des équipements publics et 1 000 000 euros au titre de l'équilibre du bilan.

• **Sur l'état d'avancement** cumulé au 31 décembre 2018, les recettes s'élèvent à 23 622 890 euros TTC dont :

18 871 241 euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 100 %,

678 941 euros TTC pour les produits divers et financiers, soit 100% de ces postes,

et 4 072 708 euros TTC de participations des Collectivités soit 84% des participations totales.

• **Au terme de la concession**, les recettes globales prévisionnelles s'élèvent à 24 402 620 euros TTC inchangées par rapport au CRAC précédent et comprennent :

- les produits divers et financiers d'un montant de 678 941 euros TTC (2,7% des recettes totales) qui sont inchangés,

- les recettes de cessions d'un montant de 18 871 241 euros TTC (77,3% des recettes totales) inchangées par rapport au précédent CRAC,

- la participation des collectivités d'un montant de 4 852 438 euros TTC (20% des recettes totales) inchangée par rapport au précédent CRAC qui est répartie de la manière suivante :

1 390 388 euros versés par la Ville de Marseille avant le transfert de l'opération à la Métropole,

1 779 730 euros à verser par la Métropole au titre de la participation à l'équilibre du bilan dont 1 000 000 euros qui ont été versés en 2018, le solde restant à verser en 2019 pour 250 000 euros et en 2020 pour 529 730 euros,

1 682 320 euros déjà versés par la Métropole au titre de la prise en charge des voiries nouvelles.

#### **La trésorerie et la TVA**

La trésorerie de l'opération s'élève à 1 176 249 euros au 31 décembre 2018 en lien avec l'évolution des dépenses et des recettes.

La TVA reversée au terme de la concession s'élèvera à 599 717 euros, en diminution de 3 674 euros par rapport au précédent CRAC.

#### **Avenant à la concession**

L'avenant 24 à la concession d'aménagement T1600913CO (ex 90/108) soumis à notre assemblée a pour objet d'acter le nouvel échéancier de versement de la participation par la Métropole en 2019 et 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement passée avec SOLEAM.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Saint-Just arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2018 ci-annexé.

##### **Article 2 :**

La participation du concédant à l'opération s'élève à 4 852 438 euros, inchangée en regard du bilan précédent dont 1 390 000 euros déjà versés par la Ville de Marseille et 2 682 820 euros déjà versés par la Métropole. Le versement du solde dû par la Métropole d'un montant de 779 730 euros s'effectuera selon l'échéancier suivant :

- 2019 : 250 000 euros
- 2020 : 529 730 euros

##### **Article 3 :**

Est approuvé l'avenant 24 à la convention d'aménagement Saint-Just T1600913CO qui acte l'échéancier de versement de la participation de la Métropole à l'opération.

##### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 024-6446/19/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM de la Zone d'Aménagement Concerté du Rouet à Marseille 8ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 21**

**MET 19/10949/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la création du parc du 26<sup>ème</sup> Centenaire en 2001, la Ville de Marseille a poursuivi la requalification urbaine et la revitalisation du territoire Est marseillais et a souhaité afficher son ambition en créant le projet "Marseille Grand Est".

Le projet de ZAC du Rouet est basé sur la préservation du noyau villageois et sur la création à proximité du parc, principalement d'environ 1 100 logements, soit une quinzaine de programmes immobiliers.

Cette opération constitue un des projets de mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement approuvé en 2006 par le Conseil Municipal de Marseille.

La ZAC du Rouet, qui couvre une superficie d'environ 9,5 hectares, a pour vocation principale la construction de logements dont 20% à coût maîtrisé, avec la possibilité d'implanter des activités commerciales ou de services au rez-de-chaussée de certains immeubles.

Par délibération du 20 juillet 1998, la ville de Marseille a approuvé les objectifs d'aménagement de la ZAC du Rouet, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à la création de cette ZAC.

Le bilan de la concertation préalable a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 1<sup>er</sup> mars 1999.

La convention de concession à Marseille Aménagement (SOLEAM aujourd'hui) ainsi que le dossier de création de la ZAC ont été approuvés en séance du Conseil Municipal de la Ville de Marseille le 19 juillet 1999.

Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 17 juillet 2000.

Conformément à l'article 19 du cahier des charges de la concession n°99/410, le concessionnaire adresse chaque année un compte rendu financier au concédant (CRAC) pour approbation.

- Historique des principaux Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité initial, établi au 31 décembre 1999, a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 27 octobre 2000, avec un montant prévisionnel des dépenses à terme de 39,25 millions d'euros et des recettes s'élevant à 30,10 millions d'euros déterminant ainsi une participation de la Ville de Marseille d'un montant de 9,15 millions d'euros.

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2000 a permis d'étendre la mission de l'aménageur en matière de relogement aux propriétaires occupants, d'explicitier sa mission de relogement des locataires de porter la participation d'équilibre du bilan à hauteur de 10,74 millions d'euros, de décider d'une rémunération forfaitaire de l'aménageur pour la mission de relogement d'un montant de 297 256 euros actée par avenant n°1 à la convention de concession.

Un avenant n°4 à la convention d'aménagement a permis d'étendre aux habitants de la rue Louis Rège le dispositif particulier du relogement déjà en place pour les locataires du reste de la ZAC et d'acter l'augmentation consécutive de la participation de la Ville de Marseille à l'équilibre de l'opération (+ 718 000 euros) portant ainsi cette participation à 11,458 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2004 a augmenté la participation de la Ville de Marseille de 2,849 millions d'euros la portant à hauteur de 14,307 millions d'euros tenant compte de la hausse de l'immobilier.

Les Comptes Rendus Annuels à la Collectivité établis au 31 décembre 2005 et 31 décembre 2006 ainsi que l'avenant n°7 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 16 juillet 2007, avec un montant prévisionnel des dépenses porté à 70,363 millions d'euros, soit + 14,891 millions d'euros en raison notamment de l'actualisation du poste foncier. Les recettes, qui s'élèvent à 49,664 millions d'euros (+ 8,5 millions d'euros) déterminent une participation d'équilibre de la Ville de Marseille de 20,699 millions d'euros, soit + 6,392 millions d'euros par rapport au bilan précédent.

L'avenant n°8 à la convention d'aménagement a permis notamment de proroger jusqu'au 13 août 2012 la convention d'aménagement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2008 ainsi que l'avenant n°9 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du

5 octobre 2009 portant la participation de la Ville de Marseille à un montant de 21,55 millions d'euros en raison notamment de la hausse du poste foncier et des dépenses annexes (charges de gestion).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2011 ainsi que l'avenant n°12 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 25 juin 2012 prorogeant d'une année supplémentaire la concession et maintenant la participation de la Ville de Marseille à 21,55 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 ainsi que l'avenant n°15 ont été approuvés par délibération du 10 octobre 2014 augmentant la participation de la Ville de 328 894 euros en raison d'une augmentation du montant prévisionnel des travaux et des engagements pris par SOLEAM dans la promesse de vente d'un terrain à dépolluer.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille en date du 29 juin 2015 n'a pas modifié la participation de la Ville. L'avenant n°16 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015 a prorogé d'une année supplémentaire la durée de la concession portant son terme au 13 août 2017.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n°17 à la concession d'aménagement n° T1600904 CO (ex n°99/410) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Les Comptes Rendus Annuels à la collectivité au 31 décembre 2015 approuvé par délibération du Conseil Métropolitain en date du 17 octobre 2016 et au 31 décembre 2016 approuvé le 13 juillet 2017 ont augmenté la participation d'équilibre respectivement de 271 637 euros en raison de la modification du programme de l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5 et de 109 424 euros en raison d'une augmentation plus importante des dépenses par rapport aux recettes (création entre autres d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rétrocession des ouvrages). Dans ce cadre les avenants n°18 et n°19 à la concession

d'aménagement ont eu pour objet de modifier l'échéancier de la participation et de proroger la concession jusqu'en 2021. La convention d'avance conclue entre la Ville de Marseille et la SOLEAM pour un montant de 3 000 000 d'euros transférée à la Métropole a fait l'objet d'avenants prévoyant le remboursement de l'avance en 2018.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 a augmenté la participation d'équilibre de 405 335 euros, soit 22 665 270 euros au total. Dans ce cadre un avenant n°20 à la concession d'aménagement a eu pour objet de modifier l'échéancier de la participation et un avenant n°3 de la convention d'avance a été conclu pour un remboursement de l'avance en 2019.

### **Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 :**

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018.

Cette opération est proche de son terme avec une activité réduite du concessionnaire.

L'année 2018 a vu démarrer la mission d'AMO relative à la rétrocession des ouvrages qui a permis la prise en gestion par les services de l'éclairage, des espaces verts et des réseaux. Elle a également permis la signature de l'acte de vente du dernier terrain à bâtir à un prix supérieur au prévisionnel du fait de l'indexation (3 615 253 euros au lieu des 3 444 660 euros prévisionnels).

Pour les années à venir, il est prévu de :

- Finaliser la rétrocession des voies à la Métropole, ainsi que de réaliser la requalification de la rue Rège suite à la réalisation du dernier programme immobilier.
- Réaliser la cession du bien situé 9 rue Blanche.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2018, se présente de la façon suivante :

### **Dépenses :**

Sur l'exercice 2018 :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

- Le montant total des dépenses sur l'exercice 2018 s'élève à 137 859 euros, en diminution de 32 349 euros correspondant notamment au report des travaux de requalification de la rue Rège réalisés en fonction de l'avancement du programme sur les îlots 3.1, 3.4 et 3.5.



- Les dépenses foncières / études générales s'élèvent à 4 969 euros en augmentation de 4 729 euros correspondant notamment à des frais d'acquisitions supplémentaires lors de la fusion absorption Marseille aménagement / SOLEAM.

- Aucune dépense de travaux n'a été engagée en 2018.

- Les dépenses annexes s'élèvent à 21 408 euros, en diminution de 9 652 euros en raison notamment d'un report de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la rétrocession des voies.

- La rémunération s'élève à 111 482 euros, en hausse de 6 686 euros.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Le montant total des dépenses réalisées cumulées au 31 décembre 2018 s'élève à 67 774 513 euros ce qui correspond à un taux d'avancement de 98,8% du coût prévisionnel de l'opération.

Les dépenses pour le foncier au 31 décembre 2018 s'élèvent à 45 031 447 euros, ce qui correspond à un taux d'avancement proche de 100% du coût prévisionnel des dépenses relatives au foncier.

Les dépenses de travaux réalisées au 31 décembre 2018 s'élèvent à 10 926 465 euros, soit un taux d'avancement de 95,6% du coût prévisionnel des dépenses de travaux.

Les dépenses annexes y compris la rémunération et les frais financiers au 31 décembre 2018 s'élèvent à 11 816 601 euros, soit un taux d'avancement d'environ 97,2% du coût prévisionnel des dépenses annexes.

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est évalué à 74 317 316 euros. Il se répartit selon les postes suivants :

- Foncier : 45 031 442 euros, soit 60,6 % du coût de l'opération

- Travaux : 11 422 569 euros, soit 15,4 % du coût de l'opération

- Dépenses annexes y compris rémunération, et TVA : 15 346 653 euros, soit 20,6 % du coût de l'opération

- Frais Financiers : 2 516 653 euros, soit 3,4 % du coût de l'opération

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est en hausse de 71 155 euros en regard du dernier bilan approuvé. Cet écart se justifie par :

- l'ajout d'une provision dans le cadre des travaux de voirie qui seront réalisés autour de l'îlot restant à construire.

- La variation de la TVA sur le montant payé de la cession

### **Recettes :**

Sur l'exercice 2018, les recettes totales (hors participation) s'élèvent à 3 622 453 euros en hausse de 170 593 euros par rapport aux prévisions du dernier bilan approuvé. Il s'agit de recettes liées à la cession de l'îlot restant à construire et notamment à l'actualisation du prix de cette cession.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Le montant total des recettes cumulées au 31 décembre 2018 s'élève à 51 561 486 euros (hors participation d'équilibre), soit un taux d'avancement de 99,7% des recettes prévisionnelles de l'opération.

Les recettes relatives aux cessions au 31 décembre 2018 s'élèvent à 48 789 738 euros, soit 99,7% des recettes totales prévisionnelles.

Les recettes relatives aux participations constructeurs au 31 décembre 2018 s'élèvent à 740 960 euros, soit 100% des recettes prévisionnelles.

Les recettes en matière de produits de gestion et financiers au 31 décembre 2018 s'élèvent à 1 407 118 euros, soit 100% des recettes prévisionnelles.

Le montant prévisionnel total des recettes à terme, hors participation d'équilibre, s'élève à 51 711 486 euros, en hausse de 130 593 euros par rapport au CRAC arrêté au 31 décembre 2017.

Les recettes à terme relatives aux cessions, s'élèvent à 48 939 738 euros, soit 94,6% des recettes totales, hors participation. Ce montant augmente de 130 593 euros par rapport au CRAC arrêté au 31 décembre 2017 en raison d'une actualisation du prix de cession de l'îlot restant à construire.

Le montant prévisionnel des recettes à terme relatif aux produits de gestion et financier, s'élève à 1 407 118 euros, soit 2,7% des recettes totales, hors participation. Ce montant est maintenu par rapport au CRAC précédent.

Le solde des recettes, déjà réalisées, correspond au remboursement par le promoteur de la concertation pour le projet de l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5 pour un montant de 7 200 euros, les produits divers pour un montant de 616 470 euros et aux participations constructeurs pour un montant de 740 960 euros.

### **Participation des collectivités à l'équilibre du bilan :**

La participation des collectivités à l'équilibre de l'opération correspond à l'écart entre dépenses et recettes à terme ; elle s'élève à 22 605 830 euros, en baisse de 59 441 euros.

La participation déjà versée par la Ville de Marseille est de 21 549 981 euros, celle déjà versée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais concédant, est de 709 955 euros dont 209 123 euros ont été versés en 2018.

Le solde de la participation à la charge de la Métropole est porté à 345 895 euros qui seront versés en 2021,

#### **Solde de trésorerie :**

Au 31 décembre 2018, la trésorerie de l'opération se situe à 3 244 590 euros.

Le solde de trésorerie prévisionnel au 31 décembre 2019 est fixé à 231 616 euros.

Au vu de la trésorerie, il est prévu de rembourser l'avance de 3 millions d'euros à la Métropole fin 2019.

Le montant des emprunts contractés est de 18 897 961 euros. Ces emprunts ont à ce jour été remboursés.

Le présent rapport a également pour objet de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole un avenant au traité de concession en vue de baisser le montant de la participation et de modifier l'échéancier du versement du solde comme suit : 2021 : 345 895 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM et l'avenant n°21 à la convention de concession d'aménagement.

#### **Délibère**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la convention de concession d'aménagement n° T1600904 CO de la ZAC du Rouet établi par la SOLEAM au 31 décembre 2018 et comprenant un bilan financier prévisionnel avec un budget de 74 317 316 euros.

##### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°21 à la convention de concession d'aménagement n° T1600904 CO de la ZAC du Rouet, ci-annexé, pour acter :

- la diminution de la participation d'équilibre de 22 665 270 euros à 22 605 830 euros
- le nouvel échelonnement du versement du solde de la participation par la Métropole d'un montant de 345 895 euros en 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 025-6447/19/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 de la Concession d'aménagement de la ZAC de Vallon de Regny à Marseille 9ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Approbation de l'avenant 14 à la convention de concession et approbation de l'avenant 1 à la convention financière avec la Ville de Marseille et la SOLEAM MET 19/10948/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Située dans le 9ème arrondissement en limite avec le 10ème et entre les trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gyptis, la ZAC du Vallon Régny couvre un territoire d'environ 34 hectares.

Le projet urbain porté par la ZAC est centré sur quatre objectifs principaux :

- créer un nouveau quartier d'habitat mixte en y intégrant une fonction économique,
- constituer un cœur de quartier regroupant l'ensemble des fonctions propres à une centralité de proximité (commerces, équipements scolaires, maison de quartier),

- s'appuyer sur les axes structurants que constituent le boulevard Urbain Sud et la traverse Régný pour organiser une trame viaire classique (rues, places, mails),
- laisser une place importante au végétal dans un site très fortement marqué par la présence de grands espaces paysagers : le parc de Maison Blanche et le parc de l'hôpital Salvator.

Ce projet d'une constructibilité globale de 96 600 m<sup>2</sup> de plancher permettra notamment de développer environ un millier de logements.

Par délibération 05/0564/TUGE du 20 juin 2005, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation et la création de la Zone d'Aménagement Concertée dite «du Vallon Régný».

Par délibération 05/0840/TUGE du 18 juillet 2005, le Conseil Municipal a décidé de sélectionner un aménageur, après consultation, en vue de concéder l'aménagement de la ZAC.

A l'issue de cette consultation, l'offre de Marseille Aménagement a été retenue et le Conseil Municipal a approuvé la convention de concession par délibération 06/0205/TUGE du 27 mars 2006, avec un budget d'aménagement de 40 113 292 euros.

Le dossier de réalisation de la ZAC du Vallon Régný a été approuvé par délibération 07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération VOI/3/079/CC du 12 février 2007 a approuvé le Programme des Équipements Publics relevant de sa compétence dont le Boulevard Urbain Sud (BUS).

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n° T1600916C0.

Avancement global de l'opération :

Depuis sa création, le développement de la ZAC du Vallon Régný a été largement freiné par différents recours de la part des riverains envers les documents d'urbanisme, le dossier de réalisation ou certains permis de construire.

Par ailleurs, il a été décidé de décaler la commercialisation et la mise en œuvre des travaux d'aménagement en l'attente d'une planification des travaux relatifs à la réalisation du Boulevard Urbain

Sud permettant d'ouvrir ce futur quartier sur le reste de l'agglomération.

Seuls quelques aménagements de voiries et espaces publics ont été réalisés par l'aménageur comme l'élargissement de l'avenue Grand Pré et d'une partie de l'ancien chemin de Cassis ainsi que les espaces publics situés à proximité du nouveau Collège Gyptis (place Didier Garnier). Des aménagements visant à mieux relier la nouvelle entrée du Collège aux voies existantes ont été récemment engagés. De même, une nouvelle voie entre l'Avenue de la Grande Bastide et la Traverse Régný a été mise en service en 2016 pour permettre la desserte du nouveau centre de gérontologie.

Afin de fluidifier la circulation du secteur, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a décidé de réaliser de manière anticipée les prolongements des contre-allées entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard Paul Claudel. La réalisation de ces voiries et la maîtrise foncière ont été confiées à la Soleam par une convention de mandat lors du Conseil Communautaire du 28 juin 2013. Cette convention de mandat a été réévaluée. A la demande de la Métropole, la SOLEAM a engagé les études de conception jusqu'au stade avant-projet. La poursuite de la conception et de la mise en œuvre des travaux étant réalisés directement par la collectivité. La totalité des acquisitions foncières a cependant été réalisée par SOLEAM. Ce mandat sera clôturé en 2019.

Enfin, une refonte du projet initial, qui ne correspondait plus aux ambitions de la collectivité a été envisagée dès 2015. Dans ce contexte, la Soleam a lancé fin 2015 une consultation visant à désigner un urbaniste-conseil pour réinterroger tout le projet en intégrant les opérations en cours de développement.

C'est le groupement formé par l'Agence Nicolas Michelin et Associés, Florence Mercier et Inddigo qui a été retenu en 2016.

Au regard de ce contexte il a été acté lors de l'approbation du CRAC établi au 31 décembre 2014 de proroger de cinq années la durée de cette concession d'aménagement et de fixer son échéance au 22 mai 2023.

Par ailleurs, il est apparu nécessaire de mettre à jour le Programme des Équipements Publics de la ZAC afin de tenir compte notamment :

- des changements de maîtrise d'ouvrage liés au transfert de la concession d'aménagement à la Métropole,
- de l'ajustement de l'estimation du coût des équipements en fonction des études de maîtrise d'œuvre et des travaux menés à ce jour,
- de la modification de la répartition de la prise en charge du coût des différents équipements entre la Ville de Marseille, la Soleam et la Métropole,
- des besoins en équipements publics suscités par l'évolution prévisible de l'urbanisation du quartier aux

franges de la ZAC.

Ce Programme des Équipements Publics modifié a été approuvé par le Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

Il convient aujourd'hui que la Métropole approuve une modification de ce programme pour intégrer la réalisation d'un équipement sportif municipal à réaliser par l'aménageur, constitué de 5 courts de tennis et d'un club house, qui viendra pérenniser cette offre sportive pour le quartier ; en effet, les 4 courts de tennis actuels sont situés sur l'emprise du futur groupe scolaire à réaliser par SOLEAM sur l'ilot T1 du nouveau plan d'aménagement de la ZAC.

D'autre part, au regard de la nouvelle dynamique immobilière constatée aux abords de la ZAC, le Conseil de la Métropole a approuvé le 17 octobre 2016, un Projet Urbain Partenarial et une première convention à signer avec les sociétés VINCI Immobilier et COFFIM Méditerranée.

Cette première convention étant devenue caduque en 2018, une nouvelle convention a été approuvée lors du Conseil de Métropole du 28 juin 2018 afin de prendre en compte les modifications apportées par les promoteurs à l'opération immobilière, celles liées aux évolutions récentes du projet urbain et de ses abords ainsi que les nouvelles échéances du Projet Urbain Partenarial.

Approbation des Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) successifs par la Ville de Marseille alors concédant de l'opération :

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2006, a été approuvé par délibération 07/0720/TUGE du 16 juillet 2007 avec un prix de revient total de 45 058 883 euros.

Les CRAC arrêtés au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008 n'ont pas enregistré de variations budgétaires notables.

Le CRAC, établi au 31 décembre 2009, a été approuvé par délibération 10/1062/DEVD du 25 octobre 2010, avec une prorogation de cinq ans de la durée de la concession.

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2010, a été approuvé par délibération 11/0868/DEVD du 17 octobre 2011, avec un prix de revient total de 45 849 821 euros en baisse de 256 574 euros par rapport à l'année précédente, et un montant prévisionnel des recettes à 45 024 597 euros. Cette baisse de recettes due à la diminution du prix de cession des logements sociaux a déterminé une participation de la Ville à l'équilibre du bilan de 825 224 euros. Par ailleurs, une avance financière de la Ville à l'opération d'un montant de 4,5 millions d'euros a été consentie à l'opération avec un premier versement prévue en 2014.

Le CRAC établi au 31 décembre 2011 a été approuvé par délibération 12/0547/DEVD du 25 juin 2012. Des surcoûts ont été enregistrés par l'opération, liés aux frais de portage des dépenses en l'absence de recettes de cession. La participation de la Ville a été portée à 1 512 647 euros. Par ailleurs le versement de l'avance financière de la Ville à l'opération d'un montant de 4,5 millions d'euros a été avancé à 2012 et son remboursement a été planifié en fin de concession.

Le CRAC arrêté au 31 décembre 2012 a été approuvé par délibération 13/0474/DEVD du 17 juin 2013. La participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan est restée inchangée au regard du bilan précédent. L'échéancier du versement de la participation a été modifié.

L'avenant 6 notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL Soleam suite à la fusion-absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération 14/803/UAGP du 10 octobre 2014 avec un prix de revient total de 46 174 282 euros, en hausse de 859 116 euros par rapport au CRAC précédent et une participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan d'un montant de 1 512 647 euros inchangée au regard du bilan précédent. Un échéancier de versement de la rémunération sur dépenses de l'aménageur, prise en partie par anticipation, a fait l'objet d'un avenant n°7.

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par la délibération 15/0471/UAGP avec un prix de revient total de 53 606 857 euros. Il a été approuvé la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire prévu au Programme des Équipements Publics et la participation de la Ville à cet équipement d'un montant de 6 300 000 euros. Ont été approuvés également :

- l'avenant 8 à la convention de concession portant sur la prorogation de cinq ans de la durée de la concession, la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire et la participation de la Ville au coût de cet équipement
- l'avenant 1 à la convention d'avance de trésorerie portant sur le report de la date du remboursement en 2020 au lieu de 2018.

Par délibération 15/1016/UAGP du 26 octobre 2015, l'avenant 2 à la convention d'avance de trésorerie portant l'avance consentie de 4 500 000 euros à 9 500 000 euros a été approuvé.

Cette opération a été transférée à la Communauté Urbaine à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substitue à cette dernière pour la poursuite de l'opération. Un avenant n° 9 en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de

substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n° T1600916C0.

Egalement, un avenant 3 à la convention d'avance de trésorerie signé le 17 juin 2016 a substitué la Métropole à la Ville. Cette convention porte le n°T1600915CO.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 a été approuvé par délibération n°URB 019-1423/16/CM du 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 68 991 851 euros en augmentation de 15 384 995 euros. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille. La participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur a été approuvée pour un montant de 4 124 906 euros. L'avenant n°10 a approuvé ces modifications ainsi que le nouvel échancier de versement des rémunérations du concessionnaire sur dépenses prises par anticipation.

Le CRAC établi au 31 décembre 2016 a été approuvé par délibération n°URB 010-2349/17/CM du 13 juillet 2017 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 70 176 133 euros TTC en augmentation de 1 184 282 euros. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille. La participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur a été inchangée pour un montant de 4 124 906 euros. L'avenant n°11 a approuvé la modification de l'échancier de versement de la participation du concédant aux équipements publics ainsi que le nouvel échancier de versement des rémunérations du concessionnaire sur dépenses prises par anticipation.

Par délibération du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant n°12 à la convention de concession ayant pour objet :

- de modifier les conditions de rémunération de l'aménageur pour les missions de commercialisation, de gestion locative et de liquidation pour les mettre en conformité avec la grille tarifaire de la SOLEAM.
- de préciser l'échancier de prise de rémunération pour la réalisation des équipements scolaires

Le CRAC établi au 31 décembre 2017 a été approuvé par délibération n°URB 047-5178/118/CM du 13 décembre 2018 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 73 051 693 euros TTC en augmentation de 2 875 560 euros TTC. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015

par la Ville de Marseille. La participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur était de 5 007 761 euros soit une augmentation de 882 855 euros. L'avenant n°13 a approuvé l'augmentation de la participation de la Métropole au coût des équipements publics et les échanciers de versement de cette participation et des rémunérations sur dépenses prises par anticipation.

L'objet du présent rapport est de soumettre au Bureau de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité concernant la ZAC du Vallon Regny établi au 31 décembre 2018 ainsi que l'avenant n°14 à la convention de concession d'aménagement passée avec SOLEAM

Activité de la concession sur l'année 2018 et perspective pour les années à venir :

En ce qui concerne les acquisitions foncières : en 2018, l'aménageur a acquis la Bastide des Trembles appartenant à HMP en limite extérieure de la ZAC, en vue de sa restauration et de sa revente pour un usage qui sera défini en lien avec le nouveau projet urbain.

En ce qui concerne les études :

L'année 2018 a été consacrée à la poursuite des études urbaines, paysagères et environnementales en vue de l'approbation d'un nouveau plan d'aménagement de ZAC.

La mission confiée au groupement formé par l'Agence Nicolas Michelin et Associés, Florence Mercier et Inddigo ANMA a été soldée. Le plan guide d'aménagement a été traduit réglementairement dans une Orientation d'Aménagement et de Programmation afin d'être intégré dans le futur Plan Local d'Urbanisme Intercommunal. De même le marché d'architecte conseil avec l'Agence Nicolas Michelin et Associés relatif à l'analyse des demandes de permis de construire en frange de la ZAC a été entièrement consommé.

De plus, l'agence Depoizier-Crest associée à l'Agence Battesti a été retenue en 2018 pour concevoir le nouveau groupe scolaire (6 maternelles et 10 élémentaires) dont la livraison est prévue pour la rentrée scolaire 2021.

En ce qui concerne les travaux :

Il n'y a pas eu de travaux réalisés en 2018.

En ce qui concerne la commercialisation : 5 compromis ont été signés sur les îlots nouvellement définis dont 4 n'ont pas encore fait l'objet d'un agrément du concédant.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2018 s'établit comme suit :

## Dépenses :

Sur l'exercice 2018, les dépenses engagées s'élèvent à 1 200 616 euros TTC en baisse de 79 082 euros TTC par rapport aux prévisions. Cet écart se justifie notamment par :

- une provision trop importante au niveau des frais d'acquisitions avec un écart de -55 518 euros qui ne sera pas reporté dans les dépenses à venir,
- un écart de -72 368 euros au niveau des études préalables lié au décalage au second trimestre 2019 de la mission relative à l'animation des ateliers de co-conception, la définition des fiches de lot et du cahier des prescriptions architecturales paysagères et urbaines,
- un écart de -65 241 euros au niveau des études techniques qui ont donné lieu à un décalage de la facturation,
- un écart de -51 490 euros des dépenses annexes lié notamment au report en 2019 de l'appel d'offres pour la mission de maîtrise d'œuvre urbaine, de coordonnateur urbain et d'AMO concertation/communication,
- un écart de +161 930 euros au niveau de la rémunération du concessionnaire essentiellement lié à la rémunération sur recettes très supérieure à celle escomptée du fait de la signature en 2018 de 5 compromis de vente avec des promoteurs et d'un protocole avec la Métropole concernant la cession du foncier d'emprise du Boulevard Urbain Sud,
- une augmentation de 3 609 euros des frais financiers par rapport au montant prévu en 2018.

En ce qui concerne les dépenses relatives au groupe scolaire, elles s'élèvent à 207 169 euros TTC en augmentation de 44 513 euros TTC par rapport aux prévisions. Cet écart s'explique notamment par la réalisation d'une étude de faisabilité complémentaire et d'une fiche de lot et par le versement anticipé sur 2018 d'une partie des indemnités de concours.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 22 461 966 euros soit 30,61% du budget prévisionnel à terme. Il se répartit sur les postes suivants :

- budget études :	516	299
euros soit 44,50% de réalisation par rapport au budget prévisionnel à terme		
- budget acquisition (dont U522) :	12 876	520
euros soit 74,16% de réalisation		
- budget travaux :	5 248	152
euros soit 18,51% de réalisation		
- budget dépenses annexes:	621	602
euros soit 44,50% de réalisation		
- budget frais financiers :	879	794
euros soit 92,19% de réalisation		
- Rémunération de l'aménageur :	1 696	811 euros

soit 33,46% de réalisation	
- Groupe scolaire :	213 001
euros soit 1,50% de réalisation	
- TVA reversée	409 787
euros soit 11,16% de réalisation	

Le montant total des dépenses envisagées, au terme de l'opération s'élève à 73 520 374 euros TTC.

Il se répartit selon les postes suivants :

- Études :	1 159 966
euros soit 1,6% du coût de l'opération	
- Acquisitions (dont U522) :	17 361 097
euros soit 23,6% du coût de l'opération	
- Travaux :	28 345 874
euros soit 38,6% du coût de l'opération	
- Dépenses annexes :	1 396 829
euros soit 1,9% du coût de l'opération	
- Frais financiers :	954 259
euros soit 1,3% du coût de l'opération	
- rémunération aménageur :	5 070 498
euros soit 6,9% du coût de l'opération	
- Groupe scolaire :	15 412 484
euros soit 21% du coût de l'opération	
- TVA reversée :	3 819 367
euros soit 5% du coût de l'opération	

Le montant total des dépenses à terme est en hausse de 320 572 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cet écart se justifie essentiellement par :

- une baisse de 778 euros du budget études, non significative,
- une baisse de 46 939 euros du budget acquisitions du fait du réajustement à la baisse des frais d'acquisition,
- une hausse de 677 758 euros du budget travaux d'aménagement essentiellement liée à la réévaluation des travaux notamment sur la U522 en raison de la nécessité de reprendre les études de conception relatives à la gestion des eaux pluviales par rapport au nouveau schéma directeur. Du fait de l'augmentation du montant des travaux, les honoraires et aléas sont également en hausse,
- une baisse de 393 euros du poste Dépenses annexes, non significative,
- une baisse de 7 671 euros du poste Frais Financiers qui suit l'évolution du niveau de trésorerie de l'opération,
- une hausse de 49 313 euros du poste Rémunérations lié à l'évolution des dépenses et recettes de l'opération,
- une baisse de 350 747 euros du poste TVA reversée.

## Recettes :

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 249 249 euros avec un écart de 52 774 euros par rapport aux prévisions. Les recettes perçues correspondent au remboursement d'un dépôt de garantie relatif à un compromis de vente d'un

terrain, à la perception de loyers et de la participation du concédant pour la U522 programmé en 2018.

Concernant le Groupe Scolaire, il était prévu une participation de 209 758 euros en 2018. Le montant de la participation de la Ville de Marseille a été appelé à hauteur de 116 867 euros en novembre 2018, correspondant aux dépenses déjà engagées, mais ne sera versé qu'en 2019.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Au 31 décembre 2018, le montant des recettes cumulées hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements, s'élève à 4 567 123 euros soit un taux d'avancement de 8,93% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération. Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- Cession de charges foncières 4 438 205 euros soit 8,88% du budget prévisionnel à terme
- Produits divers : 128 918 euros soit 10,98% du budget prévisionnel à terme

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 51 112 181 euros TTC hors participation des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements, en baisse de 6 621 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération s'élève à 1 512 647 euros, inchangée par rapport au dernier CRAC approuvé au 31 décembre 2017. Le paiement de cette participation a fait l'objet d'un versement par la Ville de Marseille, précédant concédant, en février 2015.

Participations des collectivités affectées aux équipements publics :

- Participation de la Ville de Marseille aux équipements scolaires : 15 560 622 euros

Lors de l'approbation par le Conseil Municipal du 29 juin 2015 du CRAC, arrêté au 31 décembre 2014, il a été acté de faire réaliser par l'aménageur deux groupes scolaires dans le cadre de la concession.

En effet, la prise en compte des besoins générés par les opérations de logements aux abords de la ZAC nécessite de renforcer les équipements scolaires et d'envisager une première école primaire composée de 6 maternelles et 10 élémentaires pour la rentrée scolaire 2021 ainsi qu'une deuxième école composée de 3 maternelles et 5 élémentaires à plus long terme.

Au vu de l'avancement des études et des chiffrages relatifs à la première école, il est constaté que la participation globale budgétisée par la Ville de Marseille d'un montant de 15 560 622 euros affectée pour la réalisation des deux écoles ne permettra de

couvrir que le coût du premier équipement scolaire ainsi que le coût de relocalisation des terrains de tennis situés sur le terrain d'assiette de la future école.

Les modalités de versement de cette participation ont fait l'objet d'une convention financière entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole approuvée au Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 et au Conseil Municipal du 3 octobre 2016.

Il convient aujourd'hui d'approuver un avenant n°1 à cette convention pour acter que le montant de la participation de la Ville de Marseille inchangé, sera affecté uniquement à la réalisation du premier groupe scolaire ainsi qu'au coût de relocalisation des terrains de tennis situés actuellement sur le terrain d'assiette de la future école. L'avenant prévoit également de modifier le calendrier et le montant des différents versements. Cet avenant devra être soumis au Conseil Municipal de Marseille du 17 juin 2019 en même temps que la modification du programme des équipements publics correspondante.

Il conviendra que la Ville augmente sa participation si la réalisation du deuxième groupe scolaire se révélait nécessaire.

Le versement de la participation de la Ville est envisagé de la manière suivante :

2019 :	1 416 867 euros dont 116 867 euros au titre de l'exercice 2018 déjà appelés
2020 :	5 534 000 euros
2021 :	8 000 000 euros
2022 :	609 755 euros

- Participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur :

Elle s'élève à 5 334 924 euros TTC soit une augmentation de 327 163 euros TTC par rapport au dernier bilan, du fait d'une réévaluation des coûts des travaux d'aménagement de la U522 au regard des nouvelles préconisations relatives à la gestion des eaux pluviales.

325 979 euros ont été versés par la Métropole en 2018. Le solde des versements est envisagé de la manière suivante :

2019 :	325 806 euros
2020 :	819 343 euros
2021 :	1 404 588 euros
2022 :	1 404 588 euros
2023 :	1 054 620 euros

Avance :

Afin de financer un déficit de trésorerie provisoire, une première avance d'un montant de 4 500 000 euros a été versée par la Ville de Marseille en 2012. Une augmentation de cette avance d'un montant de 5 000 000 euros actée par délibération de la Ville de

Marseille du 26 octobre 2015 a été versée en 2016. Selon les principes approuvés lors du transfert de l'opération, le remboursement de cette avance sera effectué par l'aménageur à la Métropole. Ce remboursement en un seul versement prévu en 2021 a été reporté en 2023 lors de l'approbation du bilan au 31 décembre 2016 et a fait l'objet de l'approbation d'un avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie n°T1600915CO.

Rémunération sur dépenses, prise par anticipation :

La ZAC Régný a été freinée dans sa réalisation. Ceci génère une incohérence entre la prestation fournie et le niveau de rémunération pour l'aménageur. Ainsi, il a été acté lors de l'approbation du CRAC au 31 décembre 2013 de payer par anticipation une part de la rémunération sur dépenses.

La rémunération sur dépenses représente 1 548 170 euros selon le montant des dépenses prévisionnelles. Au 31 décembre 2018, l'aménageur a déjà perçu 317 352 euros de rémunération sur dépenses effectuées et 528 187 euros d'avance sur rémunération.

Un nouvel échéancier de versement des rémunérations sur dépenses prises par anticipation est envisagé de la manière suivante :

2021 : 247 447 euros

2022 : 179 588 euros

2023 : 116 600 euros

2022 : 127 200 euros

2023 : 31 796 euros

Avenant n°14 à la convention de concession d'aménagement :

Il a pour objet de :

- proroger de 4 ans l'opération du 22 mai 2023 au 22 mai 2027 compte tenu du phasage de la commercialisation des terrains entre 2021 et 2025,
- modifier le montant de la participation de la Métropole aux équipements publics d'un montant de 5 007 761 euros à 5 334 924 euros,
- d'approuver le nouvel échéancier de versement des rémunérations sur dépenses prises par anticipation.

Solde de Trésorerie :

Il est négatif au 31 décembre 2018 pour un montant de 528 448 euros.

Emprunts :

Les emprunts contractés au 31 décembre 2018 s'élèvent à 18 000 000 euros dont 12 562 500 euros ont déjà été remboursés. Le solde des remboursements s'étalera entre 2019 et 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du 17 juin 2019 du Conseil Municipal de Marseille approuvant la modification du Programme des Equipements Publics et l'avenant n°1 à la convention financière
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité relatif à la ZAC du Vallon de Régný au 31 décembre 2018, l'avenant n°14 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLÉAM, la modification du Programme des Equipements Publics, l'avenant n°1 à la convention financière entre la Ville de Marseille, la SOLÉAM et la Métropole pour le réalisation du groupe scolaire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité relatif à la ZAC du Vallon de Régný au 31 décembre 2018, et la participation à l'équilibre du bilan pour un montant de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille, précédant concédant.



## **Article 2 :**

Est approuvée la participation de la Métropole pour un montant de 5 334 924 euros TTC à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur et qui est en augmentation de 327 163 euros par rapport au dernier bilan. 325 979 euros ont déjà été versés en 2018. L'échéancier du versement du solde est prévu de la manière suivante :

2019 :	325 806 euros
2020 :	819 343 euros
2021 :	1 404 588 euros
2022 :	1 404 588 euros
2023 :	1 054 620 euros

## **Article 3:**

Est approuvé l'avenant n°14 à la convention de concession d'aménagement ci-annexé actant la prorogation de 4 ans de l'opération, l'augmentation de la participation de la Métropole au coût des équipements publics et son échéancier de versement, et le nouvel échéancier des rémunérations sur dépenses prises par anticipation.

## **Article 4:**

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention financière entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole relative à la réalisation du groupe scolaire pour tenir compte de l'affectation de la participation de la Ville, dont le montant de 15 560 622 euros reste inchangé, à la réalisation d'un groupe scolaire ainsi qu'au coût de relocalisation des terrains de tennis actuellement présents sur l'assiette foncière de la future école.

## **Article 5:**

Est approuvée la modification du programme des équipements publics ci-annexé.

## **Article 6:**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 026-6448/19/CM**

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 22**

**MET 19/10950/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Située dans le 9<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création de cette opération d'aménagement a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U. L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude. La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation comportant le plan d'aménagement de la zone, le Programme des Equipements Publics (PEP) et les modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal en date du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a ensuite approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°00/365/EUGE du 28 avril 2000, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation préalable au projet de modification de l'acte de création de la ZAC.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues sur lequel un programme de rénovation urbaine (PRU) a été contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) sur un projet global le 10 octobre 2011.

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc urbain d'environ 3 hectares ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant le périmètre de l'opération du Nord au Sud et dénommée l'Allée des Calanques.

Une nouvelle étude d'impact a été réalisée en 2014 et le programme a été traduit dans les documents d'urbanisme. La modification n°2 du PLU approuvée le 21 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis d'inscrire un

emplacement réservé sur une portion de l'avenue de la Jarre pour la réalisation de l'Allée des Calanques, ainsi qu'un emplacement réservé visant à élargir la traverse Valette.

Une convention tripartite n°15/1885 pour le versement d'une participation au bilan par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics de voiries, Allée des Calanques, portion de voie entre V6 et V7, parachèvement d'une partie de l'avenue de la Jarre, a été approuvée par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération du 23 octobre 2015.

Par délibération n°15/0843/UAGP du 26 octobre 2015, le Conseil Municipal a approuvé la modification du dossier de réalisation, le programme des équipements publics approuvé pour ce qui le concerne par le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015, la convention de financement tripartite ci-dessus mentionnée.

Par ailleurs, la Ville de Marseille s'est vue décerner en décembre 2015 le diplôme « engagé dans la labellisation » par le Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité pour l'Écoquartier du Parc des Calanques qui regroupe les quartiers en rénovation urbaine du « Secteur Hauts de Mazargues » dont la ZAC de la Jarre. Ce diplôme constitue une première étape pour créer des leviers vers la Ville durable à l'échelle de ce territoire. En décembre 2018, l'étape 3 du label « Ecoquartier livré » a été décernée à la Ville de Marseille et à la Métropole.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 18 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n°T1600903CO.

Au regard de cette substitution, la convention tripartite n°15/1885 concernant la participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics, ci-dessus mentionnée a été abrogée par le Conseil de

Métropole du 13 juillet 2017.

Par ailleurs, le Conseil de la Métropole a approuvé le 18 mai 2017 le projet de maîtriser plusieurs emprises foncières afin de terminer la réalisation des équipements publics de la ZAC de la Jarre. Il a également habilité le Président de la Métropole à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de SOLEAM. Le dossier a été déposé en Préfecture le 29 novembre 2017.

Le Conseil de la Métropole a approuvé le 18 octobre 2018 une convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille en vue du versement d'une participation financière pour la réalisation de la portion de l'Allée des Calanques située sur l'Avenue de la Jarre en bordure du futur Parc. Cette participation correspond au coût des travaux relatifs aux compétences de la Métropole.

Avancement global de l'opération :

L'aménagement est à ce jour très largement avancé.

La ZAC prévoit dans son programme global de construction la création de 500 logements individuels et collectifs dont environ 400 ont été réalisés.

L'aménageur a commercialisé 22 460 m<sup>2</sup> de surface de plancher pour la réalisation de logements ce qui représente 88,7 % de la surface de plancher de logements à céder. Le reste de cette production s'inscrit sur des terrains privés maîtrisés par les promoteurs. L'aménageur a également commercialisé environ 8 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher pour la réalisation d'activités ce qui représente 100 % de la surface de plancher d'activité à céder.

Au 31 décembre 2018, la plupart des équipements inscrits au programme des équipements publics de 1995 ont été réalisés. Les derniers aménagements achevés correspondent aux voies U545 (rue Irène Calmettes) et U590 (rue Yann de l'Ecotais). La voie U590, non prévue au PEP de 1995 a été inscrite en 2007 au document d'urbanisme pour améliorer le maillage viaire. Elle a été achevée en 2016.

Approbation des récents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) :

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), établi au 31 décembre 2011, a été approuvé par délibération de la Ville de Marseille n°12/0719/DEVD du 9 juillet 2012. Le montant de la participation de la Ville s'élevait à 4 336 000 euros en diminution de 533 000 euros par rapport à l'année précédente.

Le CRAC établi au 31 décembre 2012, a été approuvé par délibération de la Ville de Marseille

n°13/0475/DEVD du 17 juin 2013. Le montant de la participation de la Ville restant inchangé par rapport au CRAC précédent. L'avenant n°15 à la convention de concession, notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°14/0582/UAGP du 10 octobre 2014. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération était en augmentation de 503 372 euros par rapport au dernier CRAC approuvé due principalement à des dépenses à engager pour assurer la desserte d'opérations immobilières en cours de réalisation ainsi que pour compenser l'augmentation du poste «mise en état des sols».

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°15/0472/UAGP du 29 juin 2015. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération d'un montant de 4 839 739 Euros était inchangée par rapport au CRAC précédent.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 a été approuvé par la délibération du Conseil de Métropole n°16/1647/CM du 17 octobre 2016. La participation à l'équilibre du bilan était en augmentation de 211 208 euros par rapport au dernier CRAC approuvé due principalement à l'actualisation du montant de certains travaux.

Le CRAC établi au 31 décembre 2016 a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole n° 17/3923/CM du 13 juillet 2017. La participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 5 597 960 euros TTC était en augmentation de 547 013 euros TTC au regard du précédent bilan du fait de l'ajustement du coût des travaux, de la modification du programme d'intervention sur la voie V3 et d'une augmentation du poste imprévus et aléas. La participation du concédant au coût de certains équipements publics de voirie s'élevait à 1 928 518 euros TTC. Cette participation s'est substituée à celle prévue dans la convention tripartite n°15/1885 abrogée. Elle était en augmentation de 698 496 euros TTC par rapport au dernier CRAC du fait d'un ajustement du coût des travaux estimés par le maître d'œuvre concernant les ouvrages de l'Allée des Calanques et du parachèvement de l'Avenue de la Jarre ainsi que de l'intégration du coût des acquisitions nécessaires pour la réalisation de ces ouvrages.

Le CRAC établi au 31 décembre 2017 a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole n°18/7400/CM du 28 juin 2018. La participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 4 848 041 euros était en baisse de 749 919 euros par rapport au bilan précédent du fait de la valorisation du foncier nécessaire au Parc de la Jarre à céder à la Ville de

Marseille. La participation du concédant au coût de certains équipements publics de voiries d'un montant de 1 966 857 euros TTC était en hausse de 38 339 euros TTC par rapport au précédent bilan. La durée de la concession a été prorogée de deux ans et une rémunération forfaitaire supplémentaire du concessionnaire liée au foncier d'un montant de 5 000 euros par dossier d'acquisition à l'euro symbolique a été actée.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 et l'avenant n°22 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

Activité de la concession sur l'année 2018 et perspectives pour les années à venir :

Afin de maîtriser les terrains nécessaires à la réalisation des derniers équipements publics de la ZAC un dossier d'enquête préalable à la DUP a été déposé en Préfecture fin 2017. Un retour des avis et des demandes complémentaires de l'ensemble des services de l'Etat ont été reçu par l'aménageur en août 2018. Une seconde version prenant en compte les remarques de la Préfecture a été transmise en décembre 2018. L'arrêté de DUP pourrait être pris en 2019 et les arrêtés de cessibilités obtenus en 2020, permettant d'envisager l'obtention des ordonnances d'expropriation.

Des négociations foncières amiables ont été engagées et permettent d'envisager l'acquisition en 2019 : des reliquats fonciers auprès des copropriétés Trio Sud et la Madrague, d'une partie de la parcelle C19 et parcelle 20 auprès de la famille Roche-Conterno pour les besoins du parc de la Jarre, d'une emprise auprès de la copropriété Castel Arenas.

Les études pour le parachèvement de l'Avenue de la Jarre se sont terminées au 4<sup>ème</sup> trimestre 2018. Les travaux débiteront au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019. En ce qui concerne la section en ZAC de l'Allée des Calanques, les études de niveau PRO se termineront mi-2019, les travaux débiteront selon l'avancée des négociations d'acquisitions foncières amiables et selon l'avancement de la procédure de DUP.

La conception du parc de stationnement à l'Est de la ZAC est finalisée fin 2018. L'achèvement des travaux est prévu au 1<sup>er</sup> semestre 2019. Il permettra de répondre aux différents besoins du secteur dont ceux du Parc de la Jarre et des habitants.

Par ailleurs le bassin de rétention fera l'objet d'un aménagement paysager, les études de maîtrise d'œuvre seront lancées en 2019 et les travaux réalisés en 2020.

L'ilot UzjC6, à l'angle de la rue Yann de l'Ecotais et de la rue Irène Calmettes, dernier ilot à commercialiser, a

fait l'objet en 2018 d'une consultation ouverte auprès de promoteurs par la SOLEAM. Le promoteur PITCH accompagné du cabinet d'architecture OH !SOM ont été retenus. Le programme développe 2 940 m2 de surface de plancher, soit 43 logements en accession libre. Il est recherché une labellisation Bâtiment Durable Méditerranéen niveau Or ainsi qu'une certification NF Habitat HQE 9 étoiles afin de s'inscrire dans la démarche Ecoquartier à laquelle la ZAC se rattache.

Des travaux de mise hors d'eau et hors d'air de la Serre, propriété de SOLEAM située dans l'enceinte du futur Parc, ont été effectués en 2017. Parallèlement, Marseille Rénovation Urbaine en charge de la conduite du PRU a engagé un processus d'association des acteurs du quartier afin d'imaginer le devenir de ce lieu et faire émerger des propositions au plus proche des attentes de la population. Des propositions ont été remises par 14 équipes début 2017 autour de plusieurs axes qui s'inscrivent dans la démarche Ecoquartier et du renouvellement urbain du territoire : vivre ensemble, culture, économie sociale et solidaire, nature en ville.

Ce processus va se poursuivre par le lancement d'un appel à projet ouvert en 2019. La Ville de Marseille envisage de récupérer la propriété de ce bâtiment mais étudie la possibilité d'en confier l'exploitation à un opérateur sur la base d'un projet économiquement équilibré. Il est envisagé que SOLEAM formalise la rédaction d'un cahier des charges et pilote la conduite de l'appel à projet afin de sélectionner un opérateur. Dans ce cas, SOLEAM percevra une rémunération forfaitaire de 10 000 euros. Cette mission sera réalisée en étroite coordination avec les services de la Ville de Marseille.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 s'établit comme suit :

#### **Dépenses :**

Sur l'exercice 2018, les dépenses s'élèvent à 278 280 euros TTC, en baisse de 624 351 euros par rapport aux prévisions. Cet écart se justifie notamment par :

- un report des acquisitions prévues en 2018 sur l'année 2019 avec un écart à la baisse de 545 320 euros. Ces acquisitions sont relatives à des surfaces complémentaires pour les besoins du Parc de la Jarre ainsi que pour les emprises de voiries nécessaires au projet urbain,
- un écart à la hausse de 19 000 euros au niveau des études préalables lié aux études engagées par l'aménageur pour la réhabilitation sommaire de la Serre de la Jarre, la réalisation d'une étude AMO confiée à SOCOTEC concernant le projet de Permis sur UzjC6 à l'angle de la rue Irene Calmettes

et la rue Yann de l'Ecotais ; la mise à jour de diagnostics amiante relatifs au foncier du parc de la Jarre, la réalisation de documents d'arpentage et de divisions cadastrales,

- un écart à la baisse de 14 987 euros sur le poste études techniques lié au report des facturations des honoraires techniques du maître d'œuvre des travaux de voiries de la ZAC en 2019,
- un report des travaux de retournement de l'accès à la Copropriété Castel l'Arenas en 2019 générant un écart de -115 098 euros,
- une augmentation de 13 248 euros sur le poste démolitions liés à la découverte d'amiante et de terres polluées sur le terrain de l'ilot UzjC6.

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 19 593 788 euros TTC soit 70 % du budget prévisionnel à terme. Il se répartit selon les postes suivants :

- dépenses foncières : 8 612 932 euros soit 87% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses Etudes : 761 020 euros soit 93% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses travaux : 5 864 633 euros soit 48% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses démolitions : 750 938 euros soit 94% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses annexes : 542 387 euros soit 82% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses rémunération : 1 748 035 euros soit 73% du budget prévisionnel à terme,
- frais financiers : 674 556 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme,
- TVA 639 287 euros

Le montant total des dépenses envisagées au terme de l'opération s'élève à 27 908 261 euros TTC. Il se répartit entre :

- budget foncier : 9 946 699 euros soit 36% du coût de l'opération ;
- budget Etudes : 817 818 euros soit 3% du coût de l'opération ;
- budget travaux : 12 329 668 euros soit 44% du coût de l'opération ;
- budget démolitions : 795 545 euros soit 3% du coût de l'opération ;
- dépenses annexes : 660 761 euros représentant 2% du coût de l'opération ;
- rémunération : 2 371 955 euros représentant 9% du coût de l'opération ;
- frais financiers : 674 557 euros soit 2% du coût de l'opération ;
- TVA : 311 259 euros soit 1% du coût de l'opération.

Le montant des dépenses à terme est en augmentation de 1 325 208 euros TTC par rapport au

dernier bilan approuvé. Cet écart se justifie notamment par :

- une augmentation de 50 999 euros du budget études générales,
- une augmentation de 817 741 euros du budget travaux, qui résulte essentiellement d'une augmentation du poste Imprévu et Aléas permettant de provisionner des fonds sans réduire la participation d'équilibre dans le cas d'une éventuelle évolution du programme, des travaux,
- une augmentation de 57 852 euros du budget démolition liée à la découverte d'amiante et de sols pollués sur l'ilot UzjC6,
- une augmentation de 61 080 euros du budget dépenses annexes qui a été réévalué,
- une augmentation de 117 697 euros du budget rémunération qui suit l'évolution des dépenses et recettes de l'opération. Il est inclus dans cette augmentation une rémunération forfaitaire de 10 000 euros pour le lancement et le suivi d'un appel à projet relatif à la mise en valeur des bâtiments de la Serre de la Jarre.
- une augmentation de TVA de 219 839 euros

#### **Recettes :**

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 674 000 euros TTC avec un écart à la baisse de 748 763 euros par rapport aux prévisions 2018, essentiellement dues au report des différentes cessions en 2019.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Le montant des recettes cumulées hors participation de la Ville ou de la Métropole s'élève à 16 619 909 euros TTC et laisse apparaître un taux d'avancement de 79% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération.

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- cession de terrains aux constructeurs : 9 113 672 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme,
- cession à la Ville de l'emprise du parc : 2 960 000 euros soit 73 % du budget prévisionnel à terme,
- les participations des constructeurs aux équipements publics et produits divers : 4 546 237 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme étant donné qu'il n'est plus attendu de mise en œuvre d'opérations sur les terrains privés non maîtrisés par l'aménageur.

Le montant total des recettes envisagées au terme de

l'opération s'élève à 21 093 362 euros TTC hors participation du concédant, en augmentation de 1 325 208 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cette augmentation résulte de la réévaluation :

\*d'un montant de 119 208 euros TTC de la cession de la Serre de la Jarre à la Ville pour tenir compte des travaux déjà réalisés,

\*d'un montant de 1 268 400 euros TTC de la cession de l'ilot UzjC6 au regard du compromis signé avec un opérateur en 2018.

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération se décompose de la manière suivante :

- les cessions de terrains aux constructeurs et cessions diverses: 12 499 498 euros TTC (59% des recettes de l'opération),
- la cession à la Ville de Marseille de l'emprise du parc de la Jarre : 4 047 628 euros (19% des recettes de l'opération),
- les participations des constructeurs aux équipements publics, produits financiers et divers : 4 546 236 euros (21% des recettes de l'opération).

#### **Participations constructeurs :**

Le montant cumulé au 31 décembre 2018 s'élève à 4 342 308 euros TTC dont 28 129 euros TTC reversés à l'opération par la Ville et 4 314 179 euros TTC perçus directement par l'aménageur auprès des constructeurs. Il n'est pas attendu de recettes supplémentaires jusqu'au terme de l'opération.

#### **Participation du concédant à l'équilibre du bilan :**

Cette participation s'élève à 4 848 041 euros TTC inchangée au regard du précédent bilan dont 1 744 634 euros sous forme d'apport en foncier et 1 553 366 euros en numéraire versés par la Ville de Marseille.

1 550 041 euros à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont 674 000 euros déjà versés et 876 041 euros à verser en 2021.

#### **Participation du concédant au coût de certains équipements publics de voiries :**

Cette participation s'élève à 1 966 858 euros TTC inchangée par rapport au dernier bilan.

L'échéancier de versement de la Métropole Aix-Marseille-Provence au coût de ces équipements publics s'établit comme suit :

Exercice 2019 : 757 161 euros

Exercice 2020 : 1 209 697 euros

### **Solde de Trésorerie :**

Le solde est positif au 31 décembre 2018 pour un montant de 998 121 euros. Il reste positif sur les années suivantes.

Un avenant n°22 est soumis à approbation, pour acter une rémunération du concessionnaire complémentaire de 10 000 euros lié à la conduite d'un appel à projet sur la Serre de la Jarre et l'échéancier de la participation d'équilibre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 et l'avenant n°22 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

#### **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le compte-rendu annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC de la Jarre établi au 31 décembre 2018 par la SOLEAM et comprenant un

bilan financier prévisionnel.

### **Article 2 :**

Est approuvée la participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 4 848 041 euros TTC inchangée au regard du précédent bilan dont :

1 744 634 euros sous forme d'apport en foncier et 1 553 366 euros en numéraire versés par la Ville de Marseille,

1 550 041 euros à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont 674 000 euros déjà versés. et 876 041 euros à verser en 2021.

### **Article 3 :**

Est approuvée la participation du concédant au coût de certains équipements publics de voiries pour un montant de 1 966 857 euros TTC inchangée par rapport au dernier bilan.

L'échéancier de versement par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'établit comme suit :

Exercice 2019 : 757 161 euros

Exercice 2020 : 1 209 697 euros

### **Article 4 :**

Est approuvé l'avenant n°22 ci-annexé à la convention de concession d'aménagement dont l'objet est d'acter une rémunération du concessionnaire complémentaire de 10 000 euros lié à la conduite d'un appel à projet sur la Serre de la Jarre et l'échéancier de versement de la participation d'équilibre.

### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 027-6449/19/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la Concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 9ème et 10ème arrondissements passée avec la SOLEAM Approbation de l'avenant 19 MET 19/10128/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille a conduit un ensemble d'opérations de requalification urbaine autour du

projet « Marseille Grand Est » qui s'étend de la ZAC du Rouet jusqu'à la ZAC de Vallon Régny.

Une des opérations concerne la requalification des friches industrielles de la Capelette.

Par délibération n°96/450/EUGE du 22 juillet 1996, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession de la Capelette consentie à Marseille Aménagement sur un secteur de 5,7 ha.

Par délibération n°97/719/EUGE du 27 octobre 1997, la Ville de Marseille a créé la ZAC Ferrié Capelette sur une partie de cette concession d'aménagement en vue de l'implantation d'activités tournées vers le secteur automobile. Le dossier de réalisation de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°98/1006/EUGE du 21 décembre 1998 et un « village de l'automobile » est aujourd'hui en activité.

Le périmètre de la concession d'aménagement de la Capelette a été étendu une première fois en mars 1999 à 7,7 hectares (avenant n° 2 à la convention de concession approuvé par la délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°99/244/EUGE du 29 mars 1999) pour permettre des acquisitions d'opportunité, puis a été porté à 28,6 hectares en décembre 2000 par avenant n°3 pour tenir compte de l'implantation du parc du 26ème Centenaire et de l'impact de ce dernier sur les quartiers situés en bordure de cet équipement majeur.

Afin de se doter d'un outil adapté aux objectifs d'aménagement du secteur, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille par délibération n°02/1224/TUGE du 16 décembre 2002 a approuvé les objectifs et les principes d'aménagement d'une ZAC dite de la Capelette, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à sa création.

Le dossier de création de la ZAC de la Capelette, d'une superficie de 75 ha a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°04/1029/TUGE du 15 novembre 2004. Le programme des équipements publics a été validé au Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 20 octobre 2006 et au Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 9 octobre 2006.

Par ailleurs, le site de la Capelette a été retenu pour accueillir :

- Le lotissement CAP-EST, aujourd'hui terminé, portant sur un programme de 14 lots de logements, bureaux et commerces avec la création d'un groupe scolaire réalisé dans le cadre de la concession et d'une crèche.
- Le Palais Omnisports Marseille Grand Est (POMGE) qui a été ouvert au public le 11 décembre 2009.

- Un pôle de loisirs, sur une parcelle voisine du POMGE et dont le programme est en cours d'évolution.

### **Historique des précédents Compte Rendus Annuels à la Collectivité :**

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2003 par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°04/1028/TUGE du 15 novembre 2004 a permis d'étendre le périmètre de la Concession d'Aménagement compte tenu de la création de la ZAC de la Capelette, de proroger la durée de la concession jusqu'en 2011 et de préciser la participation financière de la Ville et son échéancier de versement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2006, approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°07/1237/TUGE du 10 décembre 2007, a permis de proroger la concession jusqu'en 2016 et de faire acter la participation de la Ville pour un montant prévisionnel de 56,829 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2010, approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°11/0867/DEVD du 17 Octobre 2011, a constaté la réduction de la participation de la Ville de Marseille à 51,971 millions d'euros, a modifié son échéancier, a validé le remboursement de l'avance versée en 2005 de 12,5 millions d'euros en 2016 et a complété la convention de concession en ce qui concerne la rémunération du concessionnaire pour les missions de commercialisation en conformité avec les principes relatifs à la rémunération pour l'ensemble des concessions d'aménagement.

La délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°12/0538/DEVD du 25 juin 2012 a approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2011 ; elle a validé un nouvel échéancier de la participation dont le montant reste inchangé à hauteur de 51 971 939 euros et instauré un sursis à statuer sur le périmètre de la concession.

Cette délibération a acté les nouvelles réflexions lancées sur l'entrée Est de Marseille, notamment en termes de développement des transports en commun et de création de voiries structurantes et le fait que le secteur de la Capelette nécessite d'être intégré dans cette dynamique.

Il est également apparu nécessaire de prendre en compte le maintien sur site du centre de transfert des ordures ménagères et des services associés de la Métropole, localisés sur le Boulevard Bonnefoy. Cette décision nécessite d'importants travaux d'intégration urbaine.

Ainsi, l'actuel projet urbain doit être recomposé en intégrant ces différentes contraintes, tout en améliorant son fonctionnement et son accroche au reste du territoire communal.

Le sursis à statuer précité a donc été institué sur le périmètre de la concession afin que les opérations sur le foncier non maîtrisé ne viennent pas compromettre l'évolution du projet urbain.

L'avenant n°12 notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

L'arrêté préfectoral n° 2014-36 du 1er juillet 2014 a modifié l'arrêté préfectoral n°2009-22 du 29 octobre 2009 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC de la Capelette, en ce qui concerne le bénéficiaire de la DUP (SOLEAM en lieu et place de Marseille Aménagement).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2014 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°15/1120/UAGP du 16 décembre 2015 a fait état des études et réflexions à mener pour améliorer l'urbanisation du secteur. Il présente en l'attente d'une définition plus précise des nouveaux objectifs du projet, des hypothèses d'investissements et de recettes clairement identifiées jusqu'en 2021. La Ville de Marseille a maintenu son engagement financier à hauteur de 51,972 millions d'Euros dont l'échéancier de versement a fait l'objet d'un avenant n°14, la ZAC Ferrié Capelette a été clôturée financièrement et n'apparaît plus dans les CRAC.

Cette délibération évoque également les conclusions d'une étude conduite par la Ville de Marseille en 2014-2015 : la finalisation des aménagements autour des îlots déjà construits conduit à absorber l'intégralité de la participation prévisionnelle de la Ville.

L'étude prescrit de mener l'opération sur le secteur de la Capelette en deux temps :

- une première phase de finalisation des aménagements autour des îlots déjà construits afin d'améliorer le cadre de vie en respectant l'engagement financier de la Ville de Marseille à savoir 51,97 millions d'euros.
- une deuxième phase de reprise des études de la concession et de mise en œuvre du parti d'aménagement qui sera alors acté.

Cette reprise du parti d'aménagement est également rendue nécessaire par les répercussions du futur Plan de Prévention du Risque Inondation sur l'opération de la Capelette présentées par le Porté à Connaissance du Préfet en date du 28 novembre 2014.

La Ville de Marseille a donc pris comme décision de demander à l'aménageur de concentrer ses missions sur le secteur déjà construit pour les cinq années à venir à engagement financier constant, et de lancer les études en intégrant la donnée inondabilité afin d'améliorer l'urbanité du secteur.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 15 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 approuvé par délibération du Conseil métropolitain du 15 décembre 2016 n'a pas modifié la participation de la collectivité. L'avenant n°16 approuvé par délibération du Conseil métropolitain a modifié l'échéancier de versement de la participation des collectivités.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2016 approuvé par délibération du Conseil métropolitain du 13 juillet 2017 a acté l'augmentation de la participation d'équilibre de la Métropole Aix-Marseille-Provence de 47 630 869 Euros à 48 845 067 Euros. L'avenant n°17 approuvé par délibération du Conseil métropolitain a également modifié l'échéancier de versement de la participation d'équilibre.

Afin de tenir compte aux abords de la ZAC de nouveaux projets de logements significatifs non prévus initialement, le programme des équipements publics de la ZAC a été modifié par délibérations du conseil municipal du 1<sup>er</sup> avril 2019 et du conseil métropolitain du 16 mai 2019 pour revoir le dimensionnement du groupe scolaire et la maîtrise d'ouvrage de cet équipement confiée à SOLEAM.

### **Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018**

Le CRAC établi au 31 décembre 2017 n'ayant pas été approuvé, le présent rapport permettra d'approuver le bilan au 31 décembre 2018, mais examine les activités de l'aménageur sur les exercices 2017 et 2018.



Le présent rapport a pour objet de présenter, en vue de son approbation, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2018 présenté sous une forme consolidée comprenant :

- un sous bilan du lotissement Cap Est, et du Pôle de loisirs
- un sous-bilan de la ZAC de la Capelette.

En préambule, la note de conjoncture se réfère à la nécessité de reprendre le parti d'aménagement de l'opération, comme évoqué précédemment, et évoque les études et marchés lancés par le concédant et le concessionnaire :

- une étude de définition de programmation urbaine reposant sur un diagnostic partagé et la coproduction du programme avec les habitants et usagers du secteur débutera au premier trimestre 2019.
- un marché négocié ou un dialogue compétitif lancé par le concessionnaire pour la définition du projet.

La note de conjoncture dresse également l'état d'avancement des opérations en précisant les acquisitions et cessions de terrains à bâtir, les études et les travaux réalisés en 2017 (le CRAC au 31 décembre 2017 n'ayant pas été approuvé) et 2018, et les orientations prises pour les années à venir, à savoir :

#### - Le lotissement Cap Est, le Pôle de loisirs et sportif :

Les acquisitions et cessions dans le lotissement et pour le pôle de loisirs sont terminées.

En 2017, les dépenses de travaux ont concerné le solde des travaux engagés pour le groupe scolaire Cap Est. Les dépenses ont également concerné des frais d'avocats dans le cadre du contentieux avec RFF SNCF. Les recettes ont porté sur la participation de la Ville de Marseille correspondant au solde des travaux relatifs au groupe scolaire Cap Est.

En 2018, les dépenses de travaux sont liées à des soldes de marché de terrassement et dépollution du terrain du pôle de loisirs. Les recettes ont porté sur le solde du prix du foncier du pôle de loisirs.

Pour les années à venir, les dépenses concerneront des soldes de marchés et interventions sur VRD avant rétrocession à la Métropole. Les recettes concerneront le remboursement des frais de dépollution par RFF.

#### - La ZAC de la Capelette :

- L'avancement des acquisitions foncières :

En 2017, 2018 et sur les années à venir, SOLEAM poursuivra la maîtrise du foncier nécessaire :

- à la réalisation de VRD : prolongement rue Cousinou, redressement du boulevard des Aciéries,

élargissement de la rue Curtel, au débouché de l'impasse Arnodin.

- à la réalisation du bassin de rétention (éviction commerciale et acquisition de 2 lots de copropriétés).
- au transfert d'une activité commerciale rue Gustave Eiffel libérant ainsi le cœur de la ZAC
- à la constitution d'un nouvel îlot à bâtir en cœur de ZAC

- Les dossiers en phase étude sur 2017 et 2018 ont concerné notamment :
  - les études et diagnostics pollution
  - les faisabilités pour différents projets (parking, relocalisation d'une association, mise en demeure d'acquies, construction d'un îlot, centre de transfert, desserte futur groupe scolaire).

Il est prévu de poursuivre les études liées à la desserte du futur groupe scolaire, au parking provisoire Cap Est – Fonderie, réaliser les études de maîtrise d'œuvre liées à la desserte de l'opération Bleu Capelette, les études d'AMO pour la rétrocession des équipements publics réalisés.

- Les travaux réalisés en 2017 et 2018 ont concerné :
    - les travaux d'aménagement du parc public éphémère et de ses abords, de la place Rabatau
    - Argile.
    - la réalisation de VRD correspondants à la rue Toussard d'Olbec, et la rue Cousinou.
    - les démolitions nécessaires : à la réalisation de l'îlot 8, au parking provisoire Cap Est – Fonderie, au débouché de la rue Toussard d'Olbec sur le boulevard Lazer, à l'élargissement de la rue Curtel, à l'aménagement de la place Argile - Rabatau
    - l'évacuation de terres polluées dans le cadre du réaménagement des berges de l'Huveaune
- Pour les années à venir, les travaux concerneront au-delà de la finalisation des travaux précités :
- les travaux de desserte des îlots 16 et 8, du futur groupe scolaire, des abords de l'église et le prolongement de l'impasse Arnodin.
  - les travaux du parking provisoire Cap Est.
  - des réhabilitations pour des occupations transitoires de biens acquis.
  - des travaux de dépollution relatifs à la parcelle M2 et à la réalisation des VRD.

#### - Le bilan consolidé :

- Les dépenses :

- Sur l'exercice 2018, le CRAC au 31/12/17 n'ayant pas été approuvé, les écarts entre prévisionnel et réalisé ne sont pas analysés.

Le montant total des dépenses s'élève à 3 691 951 euros, il comprend :

- les dépenses relatives à la ZAC Capelette qui s'élèvent à 3 489 674 euros.

- les dépenses relatives au pôle de loisirs qui s'élèvent à 202 277 euros.

- Le cumul des dépenses au 31 décembre 2018 :

Pour les dépenses totales : 128 136 882 Euros ce qui correspond à un taux d'avancement de 75 % du coût prévisionnel de l'opération.

- Pour la ZAC Capelette : 80 542 476 euros, soit un taux d'avancement de 66,4% du coût prévisionnel des dépenses.
- Pour le pôle Cap Est : 30 330 163 euros, soit un taux d'avancement de 99,5% du coût prévisionnel des dépenses.
- Pour le pôle de loisirs : 17 264 243 euros, soit un taux d'avancement de 91,1% du coût prévisionnel des dépenses.

- Le prix de revient total à terme est estimé à 170 761 367 euros, soit une augmentation de 18 000 774 euros par rapport au Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2016 liée notamment à l'imputation des dépenses liées à la construction du futur groupe scolaire. Cette dépense est compensée par une acquisition de l'équipement par la Ville de Marseille.

- Le prix de revient à terme de la ZAC Capelette est estimé à 121 353 099 euros, soit une hausse de 17 370 710 euros par rapport au dernier bilan. Cette hausse est la conséquence de l'imputation du futur groupe scolaire.
- Le prix de revient à terme du pôle Cap Est est estimé à 30 465 851 euros, soit une baisse de 54 119 euros par rapport au dernier bilan liée notamment à une diminution des frais de rémunération de l'aménageur.
- Le prix de revient à terme du pôle de loisirs est estimé à 18 942 417 euros, soit une augmentation de 105 399 euros par rapport au dernier bilan liée notamment à une augmentation des frais relatifs aux contentieux.

- Les recettes :

- Sur l'exercice 2018, le CRAC au 31/12/17 n'ayant pas été approuvé, les écarts entre prévisionnel et réalisé ne sont pas analysés.

Les recettes hors participations s'élèvent à 152 145 euros, il comprend :

- Les recettes de la ZAC Capelette qui s'élèvent à 799 365 euros.
- Les recettes du pôle de loisirs qui s'élèvent à – 647 220 euros (liées au contentieux RFF et aux sommes qui ont dû être remboursées).

- Le montant total des recettes cumulées au 31 décembre 2018 :

Pour les recettes totales (hors participations) : 68 578 043 euros, soit un taux d'avancement de 79,3 % des recettes prévisionnelles de l'opération.

- Pour la ZAC de la Capelette : 32 823 693 euros, soit un avancement de 74,4% des recettes prévisionnelles.
- Pour le pôle Cap Est : 27 881 163 euros, soit un avancement de 100% des recettes prévisionnelles.
- Pour le pôle de loisirs : 19 080 731 euros, soit un avancement de 89,8% des recettes prévisionnelles.

- Le chiffre d'affaire total à terme, hors participations, est estimé à 93 260 431 euros, en baisse de 10 655 096 euros par rapport au bilan précédent. Cette diminution significative s'explique notamment par une diminution des recettes de cession liée à la perte de recette sur :

- l'îlot 12 désormais affecté au groupe scolaire,
- l'îlot fonderie affecté à un parking public,
- la cession à la Ville de Marseille de l'emprise du parc Bonnefoy abandonnée suite au maintien du centre de transfert.

- Les participations constructeurs :

Le montant des participations constructeurs attendu et déjà perçu est de 20 586 311 euros.

- Les participations des collectivités aux équipements et à l'équilibre de l'opération :

Le montant global de la participation des collectivités est estimé à 75 894 549 euros en hausse de 26 049 482 euros au regard des estimations du précédent CRAC :

- 44 376 842 euros de participation à la charge de la Ville de Marseille, en augmentation de 19 000 000 euros au regard des prévisions précédentes du fait de l'intégration du futur groupe scolaire.
- 31 517 706 euros de participation à la charge de la Métropole, en hausse de 8 049 482 euros au regard des prévisions précédentes.

Au 31 décembre 2018, la participation Ville de Marseille déjà versée est de 25 376 842 euros, soit 21 076 007 euros de participation d'équilibre et 4 300 835 euros de participation d'équipement correspondant au groupe scolaire Cap Est. Il reste donc à verser la participation correspondant au montant du futur groupe scolaire.

La part de la Métropole versée est de 11 000 000 d'euros. Il reste donc 20 517 706 euros à verser.

- Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2018, la trésorerie de l'opération se situe à 571 782 euros.

- Avenant n° 19 à la convention de concession d'aménagement :

Le présent avenant a pour objet de :

- proroger la durée de la concession de deux années
- modifier le montant de la participation de la Métropole à la hausse et l'échéancier de son versement comme suit :

- 2019 : 6 000 000 euros
- 2020 : 6 023 068 euros
- 2021 : 6 253 820 euros
- 2022 : 2 240 818 euros

- intégrer la réalisation du futur groupe scolaire par la SOLEAM conformément aux délibérations du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 1<sup>er</sup> avril 2019 et du Conseil métropolitain du 16 mai 2019. Le coût de cet équipement sera mis à la charge de la Ville de Marseille. L'échelonnement de l'acquisition par la Ville de Marseille est prévu ainsi :

- 2020 : 907 020 euros
- 2021 : 7 259 150 euros
- 2022 : 6 753 319 euros
- 2023 : 4 080 511 euros

- prendre en compte une nouvelle forme de rémunération de l'aménageur sur les biens acquis à l'euro symbolique (voie Gustave Eiffel) sur la base de 5% de leur valeur vénale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 et l'avenant n°19 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la convention de concession d'aménagement n° T1600911 CO de la Capelette établi par la SOLEAM au 31 décembre 2018 et comprenant un bilan financier prévisionnel avec un budget de 170 761 366 euros.

### **Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°19 ci-annexé à la convention de concession d'aménagement n° T1600911 CO de la Capelette, pour acter :

- la prorogation de deux années de la concession,
- l'augmentation de la participation d'équilibre de 48 845 067 euros à 56 894 549 euros,
- le nouvel échelonnement du versement du solde de la participation par la Métropole selon l'échéancier suivant :
  - 2019 : 6 000 000 euros
  - 2020 : 6 023 068 euros
  - 2021 : 6 253 820 euros
  - 2022 : 2 240 818 euros
- la maîtrise d'ouvrage SOLEAM du futur groupe scolaire dont le coût sera mis à la charge de la Ville de Marseille selon l'échéancier suivant :
  - 2020 : 907 020 euros
  - 2021 : 7 259 150 euros
  - 2022 : 6 753 319 euros
  - 2023 : 4 080 511 euros
- une nouvelle rémunération pour les acquisitions à l'euro symbolique.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 028-6450/19/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement pour la Valentine passée avec la SOLEAM à Marseille 11ème arrondissement - Approbation de l'avenant 19 MET 19/10960/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de la Valentine a été créée, à l'initiative de la Ville de Marseille, par arrêté préfectoral du 12 mars 1974.

Son dossier de réalisation a été adopté par délibération du Conseil Municipal n° 78/261/U du 19 mai 1978.

Son PAZ (Plan d'Aménagement de Zone) a été approuvé par arrêté préfectoral du 30 juin 1980.

Son programme des équipements publics a été approuvé par arrêté préfectoral du 26 mai 1981.

Par convention de concession d'aménagement adoptée par délibération du Conseil Municipal 79/645/U du 28 janvier 1980 et approuvée par arrêté préfectoral du 24 juin 1981, la Ville de Marseille a confié à la SOMICA (Société Mixte Communale d'Aménagement et d'équipement), devenue par la suite Marseille Aménagement puis SOLEAM, la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Valentine.

L'avenant n°14 à cette convention notifiée le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession d'aménagement de la ZAC de la Valentine à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la suite de l'opération. Dans ce cadre un avenant à la convention de concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de la Valentine qui s'étend sur 229 ha dans les quartiers Est de Marseille (11<sup>ème</sup> arrondissement) avait pour objectif de créer une zone d'accueil d'activités économiques d'envergure afin de proposer une offre d'emplois conséquente dans un secteur géographique où celle-ci était peu développée. Le choix de cette zone a été guidé par la qualité de la desserte viaire, dans un couloir entre Marseille et Aubagne. Sa vocation était initialement à dominante industrielle et artisanale. Elle a ensuite été diversifiée en s'ouvrant aux commerces et aux bureaux.

Les objectifs en terme de production de surfaces de locaux à vocations diverses ayant été atteints, le programme de travaux quasi réalisé et les terrains propriété de l'Aménageur totalement commercialisés ou pré-commercialisés, la ZAC de la Valentine a été supprimée par délibération du conseil de Métropole du 17 octobre 2016 n°URB 019-1099/16/CM. Cette suppression est entrée en vigueur le 6 décembre 2016 à l'issue des formalités légales de publicité et d'affichage.

L'opération d'aménagement de la Valentine est quant à elle maintenue. Sa réalisation est poursuivie par le Concessionnaire en ayant recours aux procédures de droit commun prévues dans le Code de l'Urbanisme. Un avenant 17 à la convention de concession d'aménagement en date du 22 mars 2017 est venu prendre en compte les modifications intervenues et préciser les missions d'aménagement à poursuivre par SOLEAM, correspondant notamment à l'achèvement des études et travaux engagés et à réaliser les remises d'ouvrages.

#### AVANCEMENT DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DE LA VALENTINE :

##### - Maîtrise foncière :

Les emprises foncières appartenant encore à l'aménageur correspondent principalement :

- aux terrains d'assiette des voies publiques qui ont été aménagées par la SOLEAM dans le cadre du programme des équipements publics de la ZAC mais n'ont pas encore été rétrocédées à la Métropole.

- aux terrains que la SOLEAM a acquis pour l'aménagement des derniers ouvrages d'infrastructure.

##### - Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Tous les terrains constructibles et valorisables de la SOLEAM ont été commercialisés pour une surface de plancher (SDP) autorisée d'environ 70 000 m<sup>2</sup> exclusivement dédiée à l'Activité.

Plus de 80% (la majorité) des programmes immobiliers (Activité et Logement confondus) sont issus d'initiatives privées, sur du foncier non maîtrisé par l'Aménageur.

Le cumul des commercialisations engagées (surfaces de planchers autorisées dans le cadre des cessions et des conventions de participations constructeurs) représente environ 378 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

##### - Aménagement des équipements publics :

Quasiment toutes les voies publiques (y compris les réseaux) nécessaires à la desserte de la ZAC ont été aménagées et sont ouvertes à la circulation publique.

Parmi les dernières réalisations figurent la voie de desserte du "château St Antoine" et du parc d'activité "Redman" mitoyen qui a été réalisée en 2016 ainsi que la dernière phase des travaux de prolongement Est de la Montée du Commandant de Robien jusqu'à la rue de la Vallée Verte qui a été ouverte à la circulation en décembre 2017.

Il reste à réaliser des travaux ponctuels de requalification d'ouvrages existants ne répondant plus aux critères qualitatifs actuels de l'espace public, et portant sur le chemin de St-Menet aux Accates et la voie de desserte du parc d'activité de la Valentine.

#### -Réflexions en cours :

La SOLEAM a lancé une étude de déplacement / trafic / circulation, confiée à la société SCE, portant sur le périmètre de la ZAC de la Valentine élargi aux axes routiers traversant ou jouxtant la ZAC et aux connexions avec les échangeurs les plus proches de l'autoroute A50. Cette étude devrait permettre de proposer un programme d'interventions pour améliorer la trame viaire existante et ses connexions avec les axes de communication les plus proches. Les modalités de réalisation de ces travaux (concession d'aménagement actuelle, nouvelle opération, maîtrise d'ouvrage Métropole), seront précisées selon le calendrier des interventions restant à valider par la Métropole.

Pour mémoire, cette étude de déplacement / trafic / circulation a été engagée pour compléter et nourrir une étude urbaine et paysagère réalisée en 2013 par le groupement NSL Architectes / Atelier Lefevre Petrini, pour la SOLEAM. Cette étude urbaine avait débouché sur un diagnostic du secteur de la Valentine. Les aménagements de l'espace public qu'elle préconisait sont restés en attente de validation faute d'une connaissance suffisante du trafic traversant la ZAC.

Le dernier CRAC (Compte Rendu Annuel à la Collectivité) approuvé par le Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 est celui arrêté au 31 décembre 2017.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018.

#### ACTIVITÉ DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ÉCOULÉ :

##### - Maîtrise foncière :

Les acquisitions foncières ont été achevées en 2017.

##### - Commercialisation des terrains :

La commercialisation du foncier avec autorisation de

SDP est achevée depuis 2015 et aucune nouvelle commercialisation de terrain à bâtir n'est programmée jusqu'à la clôture de la concession d'aménagement.

Il reste uniquement à effectuer des cessions de terrains liées à des ouvrages hors des compétences de la Métropole (privé ou SNCF).

##### - Études :

Poursuite de l'étude de déplacement trafic.

En 2018, réalisation des études de maîtrise d'œuvre pour les travaux de requalification du chemin de St Menet aux Accates entre la route des Camoins et la traverse de la Buzine (tronçon central aménagé en liaison dédiée aux modes de déplacements doux).

##### - Travaux d'aménagement des équipements publics :

Reconnaissance des réseaux du projet de réaménagement de St-Menet aux Accates.

#### ACTIVITÉ DE LA CONCESSION PRÉVUE SUR LES PROCHAINES ANNÉES:

##### - Maîtrise foncière :

De nouvelles acquisitions foncières pourraient être budgétisées en prévision des aménagements de la desserte du terrain SBM.

##### - Commercialisation de terrains :

Cession des emprises et des ouvrages de la voie "Ouest", à Yvan Gouchon Investissement. Cette voie, aménagée par la SOLEAM, n'a plus vocation à être intégrée au domaine public routier de la Métropole, suite à l'évolution du tracé de la voie de bouclage de la Montée du Commandant de Robien à la rue de la Vallée Verte. Cette cession a fait l'objet d'un acte et le paiement est échelonné sur les années 2018 et 2019.

Cession à la SNCF des emprises foncières utilisées pour la réalisation de la 3<sup>ème</sup> voie de la ligne Marseille-Aubagne

##### - Etudes :

En 2019, finalisation de l'étude de Déplacement – Trafic - Circulation (SCE) en vue d'identifier les voies et aménagements devant favoriser le désengorgement du secteur et le développement de modes de déplacements alternatifs, dont la desserte du site SBM.

##### - Travaux d'aménagement des équipements publics :

En 2019 finalisation des études de maîtrise d'œuvre et réalisation des travaux de requalification du chemin

de St Menet aux Accates.

A l'horizon 2019-2020, en fonction de la décision de la Métropole et du calendrier retenu, étude de maîtrise d'œuvre et travaux de prolongement Sud de la voie de desserte du secteur du château St Antoine jusqu'à la rive droite de l'Huveaune et aménagement d'un ouvrage de franchissement de l'Huveaune entre le parc d'activités de la Valentine et le secteur du château St-Antoine.

En 2020, des travaux de requalification de la voie de desserte du parc d'activité de la Valentine (secteur Métro) en prévision de sa rétrocession et en coordination avec les décisions qui seront prises sur la desserte du château St-Antoine (phase2-franchissement de l'Huveaune).

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 est analysé ci-après :

#### DEPENSES :

##### • sur l'exercice 2018 écoulé :

Les dépenses réalisées s'élèvent à 453 861 euros, soit une diminution de 483 901 euros par rapport aux prévisions, due principalement au report d'un an des travaux de requalification du chemin de Saint-Menet aux Accates.

##### • état d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Le montant total des dépenses s'élève à 44 393 289 euros hors coût de la TVA résiduelle, soit un taux d'avancement de 91 % par rapport au budget prévisionnel actualisé.

Les dépenses réalisées se répartissent de la manière suivante :

- dépenses foncières : 10 250 598 euros, soit 100 % du budget foncier à terme,

- études : 1 823 104 euros soit 95 % du budget à terme,

- dépenses de travaux d'aménagement : 24 197 828 euros, soit 85 % du budget travaux à terme,

- dépenses annexes : 2 072 359 euros, soit 95 % du budget à terme,

- rémunération de l'aménageur : 3 102 899 euros, soit 90% de réalisation par rapport au budget à terme,

- frais financiers à court et long termes : 2 946 501 euros, soit 100 % du budget Frais Financiers à terme. Pour mémoire, l'intégralité des emprunts à long terme est à ce jour remboursée.

##### • Au terme de l'opération :

Le montant total des dépenses envisagées, au terme de l'opération s'élève à 48 706 546 euros TTC hors coût de la TVA résiduelle dont le montant prévisionnel s'élève à 1 706 338 euros.

Il se répartit selon les postes suivants :

- Foncier : 10 250 599 euros, soit 21% du coût de l'opération

- Études : 1 924 180 euros, soit 4% du coût de l'opération

- Travaux : 27 960 111 euros, soit 58% du coût de l'opération

- Dépenses annexes : 2 180 836 euros, soit 4% du coût de l'opération

- Rémunérations : 3 444 319 euros, soit 7% du coût de l'opération

- Frais financiers : 2 946 501 euros, soit 6% du coût de l'opération

Le montant total des dépenses à terme est en augmentation de 2 887 euros TTC. Mais on peut constater quelques évolutions différentes par poste :

- une augmentation de 48 723 euros du budget études s'expliquant par la provision de frais d'études de géomètre jusqu'à la fin de l'opération ainsi que l'augmentation du coût de l'étude de trafic et déplacement (+15 683 euros).

- une diminution de 72 595 euros du budget des travaux comprenant une diminution du montant des aléas (-85 943 euros) et une augmentation du coût des travaux sur les réseaux extérieurs (+10 943 euros) liés aux études nécessaires sur les réseaux du chemin de Saint-Menet aux Accates.

- une diminution de 18 676 euros de rémunérations de l'aménageur, liés aux ajustements des calculs

- une augmentation de 45 800 euros des dépenses annexes due à l'ajustement des dépenses de charges de gestion futures sur la base des dépenses constatées des dernières années.

- une stabilité des frais financiers.

#### RECETTES:

##### • Sur l'exercice 2018 écoulé :

Le montant des recettes perçues s'élève à 200 014 euros, soit une diminution de 274 614 euros par rapport aux prévisions. Cet écart s'explique principalement par l'allongement de l'échéancier de remboursement de la voie dite « ouest » consécutif aux actes de cession signés avec Yvan Gouchon Investissement ainsi que par le report de la signature des actes de cession de terrain à céder à la SNCF dans le cadre de l'aménagement de la 3<sup>ème</sup> voie.

##### • Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

Le montant cumulé des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 42 689 805 euros, soit 99 % du montant des recettes figurant au bilan

prévisionnel de l'opération. Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- 21 534 916 euros de cessions de terrains, soit 99 % du budget prévisionnel à terme.
- 18 943 334 euros de participations constructeurs, soit 100% du budget prévisionnel à terme.
- 2 211 555 euros de produits financiers et recettes diverses soit 100% du budget prévisionnel à terme.

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 42 964 428 euros.

Il se répartit principalement entre participations constructeurs (soit 44%), cessions de foncier (51%) et le cumul de divers postes tels que produits financiers, produits et remboursements divers (5%).

Le montant prévisionnel total des recettes est stable par rapport au bilan prévisionnel arrêté au 31 décembre 2017.

PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS

La suppression de la ZAC par délibération du 17 octobre 2016 a pour effet la suppression du régime de participations constructeurs et le rétablissement de la taxe d'aménagement.

Les dernières participations constructeurs ont été versées en 2017.

PARTICIPATION A L'ÉQUILIBRE DE L'OPÉRATION :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme est inchangée, soit 7 448 455 euros.

5 440 297 euros ayant déjà été versés par la Ville de Marseille, précédent concédant.

Le versement du solde de participation à la charge de la Métropole d'un montant de 2 008 158 euros est décalé en 2020 (1 500 000 euros) et 2021 (508 158 euros).

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2018, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 1 193 695 euros.

EMPRUNTS :

4 573 471 euros d'emprunts ont été contractés pour financer la ZAC. Ces emprunts ont été intégralement remboursés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 et l'avenant n°19 à la concession d'aménagement.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (ci-annexé) relatif à l'opération d'aménagement de la Valentine établi au 31 décembre 2018 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel avec une participation d'équilibre inchangée au regard du CRAC précédent et s'élevant à 7 448 455 euros, dont 2 008 158 euros restent à reverser.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°19 (ci-annexé) modifiant l'échéancier de paiement de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan de la manière suivante : 1 500 000 euros en 2020 (au lieu de 2019) et 508 158 euros en 2021 (au lieu de 2020).

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son

représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 029-6451/19/CM**

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement pour la Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château Gombert à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 23 MET 19/10956/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté du Technopôle de Château-Gombert a été créée par délibération du Conseil Municipal du 28 avril 1986 et son dossier de réalisation approuvé le 31 mars 1988. Cette ZAC a été créée à l'initiative du Syndicat Mixte d'Equipement du Technopôle de Château-Gombert de Marseille Provence, dénommé SME, qui a confié l'aménagement de la zone à la Société d'Economie Mixte Marseille Aménagement (anciennement SOMICA).

L'avenant n°17 à la convention notifié le 14 Mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement le 28 novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600900CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à 5 reprises par délibérations du Conseil Municipal n°97/690/EUGE du 29 septembre 1997, n° 99/0797/EUGE du 4 octobre 1999 et n° 01/0066/EUGE du 19 janvier 2001 et par délibérations du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n°URB/009-1162/07/CC du 17 décembre 2012 et n°AEC/012-401/12/CC du 29 juin 2012 pour adapter

les règles aux évolutions du contexte.

Le dernière modification du PAZ a principalement permis de clarifier la nature des constructions autorisées dans les différents zonages et les règles relatives au stationnement et d'ajuster les limites des réservations pour voiries.

La ZAC de Château Gombert a été intégrée au PLU dont la révision a été approuvée par délibération n°AEC001-377/13/CC du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole du 28 juin 2013. Les règlements des différents secteurs ainsi que le document graphique du PLU ont globalement conservé les dispositions du PAZ qui était en vigueur jusqu'alors.

La modification n°2 du PLU, approuvée par délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n°AEC 012-1597/15/CC du 21 décembre 2015, a principalement permis d'harmoniser les règles de stationnement avec les autres secteurs du PLU, d'encadrer la surface de plancher des commerces en zonage UzcgE et de corriger des erreurs d'affectation d'emplacements réservés au niveau des ruisseaux de la Grave et de la Fumade.

#### **PRESENTATION DE L'OPERATION :**

La ZAC du Technopôle de Château-Gombert a été créée avec pour objectif d'aménager un technopôle et un quartier d'habitat, sur un secteur de 180 hectares se situant entre les noyaux villageois de la Rose et de Château Gombert, dans les quartiers Nord-Est de la Ville.

Le Technopôle accueille sur un même site des universités et grandes écoles, des laboratoires de recherche, des centres de formation et des entreprises, complétés par une offre de logements pour les étudiants. Le Technopôle a généré plus de 4 000 emplois privés et publics dont environ 1 160 enseignants et chercheurs et 2856 employés dans les entreprises et services, grâce à l'implantation de plus de 170 entreprises, avec 2 636 étudiants de 3 grandes écoles d'ingénieurs (Ecole Centrale Marseille, Polytech Marseille et ISBA TP), de 2 départements UFR Sciences d'AMU (département de Mécanique et département d'Informatique), de 2 écoles d'informatique privées (Institut G4 et SUP INFO), d'une école doctorale AMU et de 8 laboratoires de recherche publique. Il est aujourd'hui doté de 708 logements dédiés aux étudiants. L'objectif est de constituer sur le Technopôle la base d'un «arc de la connaissance» qui doit permettre de développer l'accueil et la mise en réseau des activités de recherche et de formation du territoire marseillais.

La ZAC accueille plus de 1 600 logements et des équipements publics majeurs essentiellement localisés dans le secteur du plateau de la Croix-



Rouge (collège André Malraux, groupe scolaire Athéna et parc Athéna).

La réussite de ce nouveau quartier a conduit à modifier en décembre 2007 l'affectation de quelques terrains qui sont passés de l'activité économique au logement. Ce sont ainsi environ 30 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher supplémentaires qui ont permis de compléter l'offre de logements et ont concouru à la mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement.

#### **AVANCEMENT DE L'OPERATION :**

- Maîtrise foncière : SOLEAM doit encore acquérir 16 200 m<sup>2</sup> de terrains non bâtis appartenant au Conseil Départemental 13 et répartis sur le Technopôle. Le Conseil Départemental, qui a été saisi dès juillet 2014 à ce sujet, semble favorable à la cession de ces fonciers mais n'a pas encore délibéré pour approuver un protocole foncier.

#### **- Commercialisation des droits à construire :**

Au 31 décembre 2018, le cumul des constructions autorisées représente 413 000 m<sup>2</sup> sdp (soit 66 % de l'objectif de 625 300 m<sup>2</sup> sdp de la ZAC inscrit au programme global de construction).

Ils sont répartis en 208 000 m<sup>2</sup> pour de l'activité/enseignement supérieur/recherche (soit 53,5 % de l'objectif de 389 646 m<sup>2</sup> sdp activité de la ZAC) et 205 000 m<sup>2</sup> pour le logement (soit 87 % de l'objectif de 235 654 m<sup>2</sup> sdp logement de la ZAC).

-Activité : déduction faite des terrains déjà affectés à des entreprises identifiées ou en attente de signature de compromis de vente ou d'agrément et de ceux dont la cession est conditionnée par la réalisation de la voie LINEA, la ZAC ne dispose plus que d'un foncier commercialisable d'environ 32 200 m<sup>2</sup> à vocation d'activité, dont 16 000 m<sup>2</sup> (soit 49,5 %) appartiennent à la SOLEAM et 16 200 m<sup>2</sup> (soit 50,5 %) appartiennent au Conseil Départemental 13.

Ces 32 200 m<sup>2</sup> de foncier à vocation d'activité portent un potentiel constructible d'environ 14 000 m<sup>2</sup> SDP pour l'activité qui devraient permettre d'atteindre à terme 223 000 m<sup>2</sup> SDP, soit 57 % de l'objectif annoncé pour la ZAC.

-Logement : il ne reste plus qu'un terrain d'environ 1 500 m<sup>2</sup> (îlot 6 – à l'angle de la rue Robert de Roux et ch des Amphoux) portant une constructibilité estimée à 540 m<sup>2</sup> SDP, ce qui devrait permettre d'atteindre à terme 205 340 m<sup>2</sup> SDP de logement, soit 87% de l'objectif annoncé pour la ZAC.

Au global, la surface de plancher produite devrait ainsi atteindre à terme 428 340 m<sup>2</sup> SDP (activité et logement confondus), soit 68,5 % des objectifs de la

ZAC.

#### **- Travaux d'aménagement des équipements publics :**

Ils sont avancés à 75 %.

Il reste principalement à :

- requalifier les espaces publics existants du cœur du Technopôle (continuités des modes doux, mobilité, mobilier, signalétique, éclairage public, etc...),
- requalifier la rue Paul Langevin (avec création d'espaces dédiés aux modes de déplacement doux, reprise du réseau pluvial, sécurisation des abords de la crèche associative, etc...),
- réaliser les derniers travaux de VRD pour finaliser la desserte interne de la ZAC (requalification du carrefour Max Planck/allée des Cytises et de l'allée des Maraîchers),
- étudier et réaliser les cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade,
- poursuivre les travaux de parachèvement préalables aux remises d'ouvrages.

La construction d'un nouveau groupe scolaire de 16 classes (6 maternelles et 10 élémentaires) est également prévue avec une perspective de livraison pour la rentrée scolaire 2022. Une décision de la Ville de Marseille est attendue en 2019 pour définir les conditions dans lesquelles cet équipement sera réalisé. A cette fin, l'aménageur a gelé un foncier en accord avec les services de la Ville de Marseille.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018.

#### **ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE (2018) :**

#### **- Acquisitions :**

La SOLEAM a poursuivi sa démarche d'acquisitions, auprès de la Ville, du tronçon de la traverse Belin (désaffectée) en vue de son remembrement avec les fonciers mitoyens. La signature de l'acte authentique, initialement prévue en 2018 a du être reportée en 2019.

La démarche d'acquisition des 16 200 m<sup>2</sup> de terrains du Conseil Départemental 13 n'a pas pu aboutir en 2018, car ce dernier n'a pas encore statué.

- Commercialisation des droits à construire :

Sur l'année 2018, les sdp autorisées (signatures de compromis de vente et agréments du Concédant) représentent 5 450m2 dont :

- 1 590 m<sup>2</sup> sdp d'activité :

\*Société La Bastide Blanche – compromis de vente signé et agrément donné en 2018 pour une sdp de 240 m<sup>2</sup> d'activités médicales dans le volume de la bastide existante au n°25 rue Max Planck (parcelle quartier Château-Gombert section E-n°0179)

\*Restaurant à cuisson solaire « le Présage » - compromis de vente signé et agrément donné en 2018 pour une sdp de 1 350 m<sup>2</sup> d'activité/commerce ( dont, en première tranche, un restaurant à énergie solaire avec jardin démonstratif) sur une parcelle de 2 700 m<sup>2</sup> localisée à l'angle des rues Enrico Fermi et Louis Néel

- 3 860 m<sup>2</sup> sdp de logement :

\*SNI - compromis de vente signé et agrément donné en 2018 pour une sdp de 3 860 m<sup>2</sup> de logements collectifs sur les 8 000 m<sup>2</sup> de terrains « arrière SERETE » rue Augustin Fresnel

- Autres commercialisations :

\*Cession gratuite à l'Etat des 4 Ha de terrains « Becquerel » pour extension du campus de l'Ecole Centrale Marseille : l'acte authentique a été signé en 2018.

\*Cession au CD13 des emprises nécessaires à la sécurisation du parvis du collège André Malraux : la signature du compromis de vente et sa réitération par acte authentique sont intervenues fin 2018

- Travaux d'aménagement des équipements publics :

En 2018 la SOLEAM n'a pas réalisé de travaux d'aménagement d'équipements publics

- Permis de Construire : (annexe ci-jointe)

**ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE SUR LES 3 PROCHAINES ANNEES :**

- Maîtrise foncière :

En 2019 est prévue la finalisation de l'acquisition auprès de la Ville de Marseille (approbation du protocole foncier et signature de l'acte authentique) du tronçon désaffecté de l'ancienne traverse Belin.

En 2020 est prévue l'acquisition auprès du Conseil Départemental 13 de 16 200 m<sup>2</sup> de foncier constitués

de la parcelle 213879 K0010 (nécessaire au remembrement de terrains SOLEAM mitoyens, rue Néel) et de plusieurs parcelles en friche localisées dans le Technopôle.

- Prévision de commercialisation des terrains :

- Fives Pillard : en 2019 est prévue la signature d'un compromis de vente pour la cession d'un foncier d'environ 13 000 m<sup>2</sup> pour un programme d'activité d'environ 4 300 m<sup>2</sup> SDP (surfaces et programme à préciser en 2019 par Fives Pillard). La signature de l'acte authentique est prévue en 2021. L'aménagement de ces terrains, englobant le versant Ouest de la colline boisée occupée par le parc "champêtre" du Technopôle, devra respecter l'unité paysagère et la valeur patrimoniale de la colline ainsi que les usages qui y sont liés.

- Viaxoft : en 2019 est prévue la signature d'un compromis de vente portant sur environ 2 700 m<sup>2</sup> de foncier à détacher de la parcelle D 0247 (secteur « Baronne » - terrain « ex EFS »), pour une SDP autorisée d'environ 1 300 m<sup>2</sup> de bureaux

- Restaurant à cuisson solaire « le Présage » : la signature de l'acte authentique est prévue en 2020

- Les terrasses du Midi (projet extension) : un terrain de 2 100 m<sup>2</sup> (constitué des parcelles 879 K 0088 et 0089 - lot 5 – rue Max Planck) mitoyen du restaurant « les terrasses du midi » est gelé depuis plusieurs années dans la perspective d'une requalification du restaurant avec création de places de stationnement privatives. La signature d'un compromis de vente est prévue en 2019, Si ce projet n'aboutit pas, ce foncier sera remis sur le marché après remembrement éventuel avec la parcelle 879 K 0086 - lot 4 mitoyenne.

- Provepharm (projet extension) : cette société, déjà présente sur le secteur de « la Baronne » avait demandé que les parcelles mitoyennes D 0247 et 0302 (ex EFS) lui soit réservées pour permettre un projet de développement portant sur la construction d'environ 3 000 m<sup>2</sup> SDP d'activités supplémentaires. La signature d'un compromis de vente est prévue en 2020 pour la cession de ce foncier après détachement des emprises affectées à Viaxoft (environ 2 700 m<sup>2</sup>) et de celles impactées par l'emplacement réservé pour la voie LINEA.

- Sociétés KASSIOPE et Bastide Aluminium : un compromis de vente doit être signé en 2019 avec ces deux sociétés pour la vente des 1 708 m<sup>2</sup> de foncier de la parcelle H159 p1 pour des sdp de respectivement 500 m<sup>2</sup> (400 m<sup>2</sup> d'entrepôts et 100 m<sup>2</sup> de bureaux) et 250 m<sup>2</sup> (150 m<sup>2</sup> d'entrepôt et 100 m<sup>2</sup> de bureaux)

- RTM : la signature d'un compromis de vente avec la RTM portant sur la cession du solde de la parcelle

E0161, rue Paul Langevin, est prévue en 2019 sous réserve d'un accord avec Mr Ercolano sur une régularisation foncière des 1 400 m2 de terrain faisant partie de cette parcelle qu'il occupe sans droit ni titre.

- Ville de Marseille : la cession des emprises nécessaires à la construction d'un nouveau groupe scolaire - 180 rue Albert Einstein (environ 2800 m2 - surface à confirmer) est prévue en 2020-2021.

- Etat : la cession des emprises du parvis du LMA (Laboratoire de Mécanique et d'Acoustique) constituant un délaissé d'aménagement de la place « Haute » est reportée en 2020.

- En 2019, Les 1 500 m2 de foncier de l'îlot 6, sis n°26 Chemin des Amphoux feront l'objet d'un appel à projet pour la construction d'un programme de logements d'environ 542 m2 sdg

#### - Travaux d'aménagement des équipements publics :

- Amélioration des espaces publics du Technopôle :

Face au constat de difficultés de déplacements en modes actifs au sein du Technopôle (interruptions des continuités résultant d'une approche insuffisante de la topographie du site) et de l'insuffisance de l'attractivité, de la lisibilité et de la sécurité des espaces publics, le service Innovation/Enseignement Supérieur/Recherche - Direction Compétitivité du Territoire – a piloté en 2017 une étude pré-opérationnelle (confiée à un groupement de maîtrise d'œuvre représenté par le paysagiste Gilles BRUSSET, mandataire).

Cette étude a permis d'établir un diagnostic des espaces publics partagé par les usagers du Technopôle et de définir les bases d'un programme d'interventions devant permettre de requalifier plusieurs points stratégiques ciblés en prenant en compte les contraintes topographiques, la nécessité de rétablir les continuités des modes de déplacement actifs (piétons et cycles), de diversifier les modes de déplacements (introduction de véhicules électriques) et de moderniser le mobilier urbain, la signalétique directionnelle et le dispositif d'éclairage public, dans le cadre d'une démarche innovante participant à la mise en valeur du Technopôle. Un poste spécifique « équipement innovant – requalification du Technopôle » a été introduit au CRAC au 31 décembre 2018 pour un montant prévisionnel de 1 440 000 euros TTC.

La Métropole a également demandé à la SOLEAM d'assurer la maîtrise d'ouvrage d'un projet de requalification de la rue Paul Langevin afin d'y créer des espaces sécurisés dédiés aux modes de déplacement actif (piétons et cycles), d'améliorer le réseau pluvial et de sécuriser les accès de la crèche associative « Sauvegarde 13 » ainsi que les carrefours avec les rues Max Planck et John Meynard

Keynes. Ce nouveau projet sera construit sur la base de la démarche innovante engagée en 2018 pour la requalification des espaces publics du cœur du Technopôle.

Une consultation pour une mission d'AMO « innovation » a été lancée par la SOLEAM en 2018 afin de préciser le programme d'interventions à mettre en œuvre et d'en vérifier la faisabilité.

Une consultation pour désigner une AMO « BIM » (Building Information Modeling, processus intelligent basé sur un modèle 3D qui offre aux professionnels de l'architecture, de l'ingénierie et de la construction les informations et les outils nécessaires pour planifier, concevoir, construire et gérer) a également été lancée par la SOLEAM en 2018.

Sur la base de ces études préalables et après validation des principes d'aménagement par les futurs services gestionnaires de la Ville et de la Métropole AMP, les études de maîtrise d'œuvre et les travaux de requalification des espaces publics du Technopôle et de la rue Paul Langevin seront réalisés de 2019 à 2022 :

- Cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade : le démarrage des études de maîtrise d'œuvre a été reporté en 2020 dans l'attente d'un arbitrage sur la mise en œuvre de la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et de la Protection contre les Inondations) et sur la compétence relative aux modes de déplacements actifs en dehors des emprises des voies publiques. Les travaux sont programmés de 2020 à 2021.

- Réaménagement du carrefour au niveau du 14 rue Max Planck: les études ont été réalisées en 2017. Les travaux initialement prévus en 2018 sont reportés en 2019.

- Travaux de parachèvement préalables à la remise des ouvrages : les derniers travaux de parachèvement (autres que ceux programmés dans le cadre de l'opération d'amélioration des espaces publics du Technopôle) sont prévus en 2019 et 2020 pour un montant prévisionnel de 120 000 € TTC.

- Construction d'un groupe scolaire de 16 classes au niveau du n°180 rue A. Einstein : les études et travaux relatifs à cet équipement public seront inscrits au CRAC au 31 décembre 2019 sous réserve que la Ville de Marseille approuve son intégration dans le programme des équipements publics de la ZAC. Les études pourraient démarrer en 2020 dans la perspective d'une livraison pour la rentrée scolaire 2022.

**Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 s'établit comme suit :**

## **DEPENSES :**

Les principaux postes retenus pour apprécier l'évolution des dépenses sont :

- le budget Foncier (acquisitions + études)
  - le budget Travaux et Honoraires Techniques
  - le budget Dépenses Annexes (Charges de Gestion + Taxes foncières et autres taxes + Assurances + Promotion et Animation du Technopôle)
  - le budget Rémunérations (rémunération sur dépenses, sur recettes et sur Liquidation)
  - le budget Frais Financiers
  - La TVA reversée (ou résiduelle)
  - les remboursements de Financement (remboursement Emprunts + remboursement Avances)
- Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2018, les dépenses s'élèvent à 595 388 euros TTC, soit une baisse de 216 865 euros (-26,5 %) par rapport aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse de 126 972 euros du budget travaux s'expliquant essentiellement par un report en 2019 des dépenses de réaménagement du carrefour entre la rue Max Planck et la voie privée des Cytises (-240 005 euros) et la non utilisation du poste « imprévus » (-16 822 euros). Ces baisses sont partiellement compensées par une hausse du poste « raccordements programmes constructeurs » (+134 742 euros) due à la réalisation anticipée des travaux de raccordement aux réseaux des programmes d'activité HélioPolis 3 et Eurolinks.
- d'une baisse de 45 352 euros du budget Dépenses Annexes provenant essentiellement d'un niveau de charges de gestions nettement inférieur à ce qui avait été provisionné (-49 760 euros).
- d'une baisse de 43 700 euros du budget Rémunération provenant principalement de la diminution du poste « rémunération sur recettes » (-97 911 euros) en raison de reports de signatures de compromis de vente (activité) en 2019 et de la diminution du poste « rémunération sur dépenses » (-15 433 euros) proportionnel à la baisse constatée des dépenses. Ces diminutions sont partiellement compensées par une hausse du poste « rémunération sur recettes particulières » (+68 355 euros) consécutive à la signature anticipée, en 2018, de l'acte authentique relatif à la cession gratuite à l'Etat

des emprises nécessaires à l'extension du campus de l'Ecole Centrale Marseille.

### • Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 (en TTC):

Au 31 décembre 2018 le montant cumulé des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 77 940 388 euros TTC, soit 83,5 % du montant des dépenses à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC. Ce montant se répartit entre les budgets suivants:

- Foncier (incluant les études générales et particulières) : 20 655 648 euros TTC, soit 89,5 % du budget foncier à terme, les 10,5 % restants correspondant essentiellement à l'achat des 16 200 m2 de foncier du Conseil Départemental 13 et aux études restant à réaliser.

- Travaux (postes Travaux + Aménagements de sols + Honoraires Techniques) : 32 445 446 euros TTC, soit 73,5 % du budget travaux à terme. Il reste principalement à réaliser les travaux d'amélioration des espaces publics du cœur du Technopôle, la requalification de la rue Paul Langevin, l'aménagement des cheminements piétonniers en bordure des ruisseaux de la Grave et de la Fumade, les interventions de parachèvement des ouvrages de VRD devant être définitivement remis aux collectivités et la viabilisation des derniers terrains à commercialiser.

- Dépenses Annexes (Charges de gestion + Impôts fonciers + Assurances + Dépenses non rémunérables + Promotion et Animation du Technopole + TVA non récupérable) : 8 476 825 euros TTC, soit 95 % du budget dépenses annexes à terme.

- Rémunération du concessionnaire (Forfaitaire, sur Dépenses, sur Recettes, sur Participations constructeurs et sur Liquidations): 6 545 255 euros, soit 82 % du budget dépenses de rémunération à terme.

- Frais financiers à court et long terme : 5 915 519 euros, soit 100 % du budget Frais Financiers à terme, l'intégralité des emprunts étant à ce jour remboursée.

- TVA résiduelle : 3 901 695 euros, soit 111 % de la TVA reversée à terme

### • Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 93 536 976 euros TTC. Il se répartit entre budget "Foncier" (24,5%), budget "Travaux" (47%), budget "Dépenses Annexes" (9,5 %), les "Rémunérations" du concessionnaire (8,5%), les "Frais Financiers" (6,5%) et la « TVA résiduelle » (4 %).

Ce montant prévisionnel de dépenses augmente de 6 316 755 euros TTC (+7%) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2017 (87 220 221 euros). Cette hausse des dépenses résulte essentiellement :

- d'une forte hausse du budget «Travaux» (+5 306 243 euros) s'expliquant principalement par l'introduction des nouveaux postes « reprise de la rue Paul Langevin » (+3 700 000 euros) et « équipement innovant - requalification du Technopôle » (+1 440 000 euros TTC) correspondant aux équipements innovants à mettre en œuvre dans le cadre des travaux de requalification des espaces publics du cœur du Technopôle, ainsi que par l'augmentation corollaire des honoraires techniques (+414 377 euros TTC).

- d'une hausse du budget « Foncier » (+1 489 294 euros) consécutive à une réévaluation du prix d'achat des 16 200 m2 de terrains du Conseil départemental 13 (+1 167 600 euros), à l'augmentation consécutive du poste « frais d'acquisition Notaire et avocat » (+278 197 euros) et à l'augmentation du poste « études générales et particulières » (+38 496 euros) prenant notamment en compte le nouveau marché d'urbanisme conseil passé avec Conseil Urbain .

- d'une hausse du budget « Rémunération » (+339 824 euros) qui découle essentiellement de l'augmentation du poste Rémunération sur Dépenses (+299 332 euros) en lien avec la forte augmentation du budget travaux. Par ailleurs, Il est à noter l'introduction d'un poste de rémunération forfaitaire pour la mise au point et le suivi de la convention avec la RTM relative à l'occupation temporaire des emprises du parking-relai provisoire de la rue Louis Néel (+10 000 euros) .

- d'une hausse modérée du budget « Dépenses Annexes » (+11 626 euros) résultant essentiellement d'une augmentation du poste impôts fonciers consécutif au report de plusieurs cessions.

. Ces hausses de budgets sont partiellement compensées par une baisse de la TVA reversée (-830 232 euros).

## **RECETTES :**

### **• Sur l'exercice écoulé :**

Sur l'exercice 2018 les recettes totales, y compris les participations du concédant à l'équilibre du bilan, s'élèvent à 1 341 421 euros, en baisse de 238 370 euros (-15 %) par rapport aux prévisions .Cet écart s'explique principalement par :

- une diminution de 201 448 euros des recettes de cessions résultant principalement des reports de signatures des compromis de vente avec notamment Fives Pillard (-66 036 euros) et Provepharm (-46 560

euros), des reports de signatures des actes authentiques avec notamment Provepharm (-10 808 euros),Eurolinks (-630 190 euros), le CNRS pour régularisation foncière du parvis du Laboratoire d'Acoustique et de Mécanique (-21 960 euros) et la SCI Bastide Blanche (-329 500 euros). Par ailleurs, la cession de la parcelle H197 - rue Charpak (-307 200 euros) n' a pu intervenir faute de prospect et le compromis de vente signé avec Mr Bourely pour la cession de la parcelle H210 – rue Charpak - n'a pas été réitéré (-22 834 euros). Les baisses de ces postes sont partiellement compensées par la cession anticipée à la SOGIMA du foncier Allée des Maraîchers destiné à la construction de 40 logements collectifs (+1 131 731 euros). L'acompte versé par ADIM pour l'acquisition des terrains « Arrière SERETE » a été conservé, les conditions de la promesse n'ayant pas été respectées du fait de l'acquéreur (+134 755 euros).

- une diminution de 42 102 euros des recettes de Participations Constructeurs résultant principalement du non-paiement en 2018 de la participation due par M&D PRO pour la construction de locaux d'activité - procédure judiciaire en cours - (-41 917 euros) et par Mr Canicatti – permis de construire non mis en œuvre – (-17 574 euros), ces baisses étant partiellement compensées par le versement non prévue de participations constructeurs par Mrs Giacalone et Guendouzi pour la construction de 2 maisons individuelles sur le secteur Miège (+18 408 euros).

### **• Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 (en TTC) :**

Au 31 décembre 2018 le montant cumulé des recettes, y compris les participations (en numéraire et en apport foncier) du concédant à l'équilibre du bilan, s'élève à 70 489 195 euros TTC, soit 75,5 % des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC .Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- Cessions secteurs Logement: 31 442 943 euros, soit 95 % du budget cessions logement à terme,

- Cessions secteurs Activité: 16 979 428 euros, soit 71 % du budget cessions Activité à terme,

- Cessions secteurs Centre Urbain: 14 746 009 euros, soit 92,5 % du budget cessions Centre Urbain à terme.

- Participations constructeurs: 3 411 292 euros, soit 92,5 % du budget participations constructeurs à terme,

- Divers (produits de gestion locative + produits divers + produits financiers): 1 210 145 euros, soit 87,5 % du budget Divers à terme,

- Subventions : 1 325 377 euros, soit 46 % du poste à terme,

- Participations du Concédant à l'équilibre de l'opération : 1 374 000 euros versés par la Ville sous forme d'apport foncier, soit 10,5 % du budget Participations à terme qui représente 12 839 008 euros dont 1 374 000 euros en apport foncier par la Ville et 11 465 008 euros en numéraire par la Métropole.

• Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 93 536 975 euros. Il se répartit entre cessions de charges foncières (78%), participations du Concédant à l'équilibre du bilan de l'opération (13,5%) participations constructeurs (4%), subventions (3%) et produits divers dont produits de gestion locative et produits financiers (1,5 %).

Il est à noter que, depuis l'approbation du CRAC au 31 décembre 2016, le poste Cessions d'Activités prévoit la cession à la Métropole d'environ 42 000 m<sup>2</sup> de terrains compris dans les emprises de la future voie LINEA, pour un montant estimé de 1 235 160 euros TTC (soit 25 euros TTC / m<sup>2</sup> de terrain), anticipant ainsi l'hypothèse d'une maîtrise d'ouvrage métropolitaine de cette voie.

Le montant prévisionnel total des recettes augmente de 6 316 755 euros (soit +7 %), par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2017 (87 220 220 euros). Cette augmentation s'explique principalement par :

- une hausse de la participation en numéraire du Concédant à l'équilibre du bilan de 4 223 927 euros (+58,5%) permettant de compenser les augmentations des budgets « Travaux / honoraires Techniques » et « Foncier » telles que précédemment développées dans le chapitre Dépenses.

- l'introduction d'une subvention « CRET » de 1 500 000 euros sollicitée auprès de la Région pour participer au financement du volet innovation et reproductibilité de l'opération de requalification des espaces extérieurs du cœur du Technopôle.

**PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS :**

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part métropolitaine de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant et ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux

besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

A l'origine de cette décision, ces participations étaient recouvrées par la Ville de Marseille pour les reverser ensuite à l'Aménageur qui assure les dépenses d'équipement. Une convention cadre n°08/554 entre la Ville et l'Aménageur, du 16 mai 2008, a permis à l'Aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant total prévisionnel des participations constructeurs s'élève à 3 686 973 euros.

Au 31 décembre 2018 l'Aménageur a encaissé 3 411 292 euros, soit 92,5 % des participations constructeurs prévues au bilan de la ZAC. Une partie du montant des participations constructeurs encore dues au 31/12/2017 a fait l'objet d'une provision pour abandon de créances qui été intégrée dans le budget « Dépenses annexes » sous le poste Dépenses non Rémunérables.

Il est rappelé que le programme de logements sociaux pour étudiants et les équipements sportifs et lieux de vie pour étudiants projetés dans le cadre de la mise en œuvre du campus de l'Ecole Centrale Marseille, sur les 40 000 m<sup>2</sup> environ de foncier que la SOLEAM a cédé gratuitement à l'Etat en 2018, sont exonérés du paiement des participations constructeurs aux équipements publics.

**PARTICIPATION DE LA METROPOLE A L'EQUILIBRE DE L'OPERATION :**

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme représente 12 839 008 euros, en augmentation de 4 223 927 euros (+49 %) par rapport au CRAC au 31 décembre 2017 et décomposée comme suit :

- la participation en numéraire de la Métropole qui s'élève à 11 465 008 euros et augmente ainsi de 4 223 927 euros. Elle doit être versée en totalité en 2022,

- la participation en apport foncier de la Ville qui s'élève à 1 374 000 euros. La Ville a apporté gratuitement à la SOLEAM le foncier dont elle était propriétaire sur la ZAC. Cette participation, inchangée, a été versée dans son intégralité.

**SUBVENTIONS :**

L'opération doit bénéficier de 2 825 377 euros de subventions dont 1 325 378 euros ont déjà été versés par le FEDER.

Par délibération du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le CRET (Contrat Régional d'Equilibre Territorial) 2018 - 2020 passé avec la

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le CRET a retenu l'opération de requalification du cœur du Technopôle pour un montant de subvention de 1 500 000 euros sur la base d'un montant prévisionnel de dépenses de 4 200 000 euros HT. Cette subvention a été intégrée en 2018 au bilan de la ZAC.

Une nouvelle demande de subvention au titre du CRET sera déposée en 2019 pour participer au financement du volet innovation et reproductibilité de l'opération de requalification de la rue Paul Langevin.

#### **AVANCE :**

Une avance de trésorerie de 21 602 026 euros a été versée à l'Aménageur aux débuts de la concession sur la base d'un déficit prévisionnel qui ressortait alors du bilan d'aménagement. Il est prévu que l'Aménageur rembourse cette avance au Concédant, les versements se faisant quand la trésorerie de l'opération le permet.

Sur l'exercice 2018, la SOLEAM a effectué un remboursement de 1 000 000 euros à la Métropole, conformément au CRAC au 31 décembre 2017.

Au 31 décembre 2018 le montant cumulé des remboursements de l'avance à la Ville, précédent concédant, puis à la Métropole s'élève à 13 708 000 euros. Le solde de l'avance restant à rembourser à la Métropole s'élève donc à 7 894 026 euros.

La SOLEAM propose de modifier l'échéancier de remboursement de l'avance à la Métropole approuvé avec le CRAC établi au 31 décembre 2017 par délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, comme suit :

- 7 894 026 euros en 2022

Ce nouvel échéancier pourra être ajusté selon l'évolution de la trésorerie de l'opération.

#### **SOLDE DE TRESORERIE :**

Au 31 décembre 2018 le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 442 833 euros. Ce niveau de trésorerie est assez proche de celui prévu au CRAC au 31 décembre 2017 (563 229 euros).

Le solde de trésorerie cumulée prévisionnel restera positif en 2019.

#### **EMPRUNTS:**

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts à court et long terme.

Il n'est pas prévu de nouvel emprunt.

#### **AVENANT A LA CONCESSION**

#### **D'AMENAGEMENT :**

L'avenant n°23 à la concession d'aménagement permettra d'acter l'augmentation de 4 223 927 euros de la participation en numéraire de la Métropole, le nouvel échéancier de remboursement à la Métropole de l'avance versée par anticipation par la Ville de Marseille et l'introduction d'une nouvelle rémunération forfaitaire de 10 000 euros pour la mise en place de la convention de gestion RTM relative à l'implantation d'un parking-relai provisoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC «du Technopôle de Château-Gombert» établi au 31 décembre 2018 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la participation en numéraire de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à l'équilibre du bilan d'un montant de 11 465 008 euros, en augmentation de 4 223 927 euros par rapport au précédent CRAC. L'intégralité de cette participation doit être versée par la Métropole à l'échéance de la concession d'aménagement actuellement prévue pour le 27 octobre 2022.

### **Article 3 :**

Est approuvé l'avenant n°23 à la convention de concession d'aménagement n°T1600900CO ci-annexé dont l'objet est d'acter le nouveau montant de la participation d'équilibre de la Métropole et son échéancier de versement, l'échéancier de remboursement de l'avance par la SOLEAM à la Métropole et la prise en compte de la rémunération forfaitaire de 10 000 euros de la SOLEAM pour la mise en place de la convention de gestion RTM relative à l'implantation d'un parking-relai provisoire.

### **Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **URB 030-6452/19/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé à Marseille 13ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 9  
MET 19/10951/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) du Vallon de Malpassé dans le 13ème arrondissement a été signée le 28 juin 2010 par l'ANRU, la Ville de Marseille, Marseille Provence Métropole et les partenaires locaux.

Ce projet de renouvellement urbain doit permettre la mutation d'un quartier déconnecté des pôles d'attractivité, comptant un vaste patrimoine foncier public ou parapublic non exploité, constituant presque exclusivement un secteur d'habitat social vétuste.

Par délibération n°12/1164/DEVD du 10 décembre 2012, la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site des Cèdres à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°13/00019 d'une durée de 4 ans qui a été prorogée à 3 reprises par avenants portant son échéance au 31 janvier 2023.

Par avenant n°5 à la convention de concession d'aménagement n°T1600908CO notifié à la Soléam le 7 juin 2016 à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le PRU a pour objectif d'accompagner la mutation d'un quartier presque exclusivement constitué d'habitat social vétuste en accélérant la réhabilitation ou la rénovation du bâti, en apportant une offre diversifiée de logements et d'activités, en rénovant les espaces publics et privés et en créant des connexions vers les pôles d'attractivité de l'agglomération.

Dans ce cadre, la concession du Vallon de Malpassé vise, sur une surface d'environ 3 hectares, à reconstruire des logements neufs dans toute une gamme résidentielle et à réaliser des aménagements publics.

L'objet du présent rapport est de présenter au Bureau de la Métropole le compte rendu annuel de cette concession à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2018.

### **Le CRAC établi au 31 décembre 2018**

L'année 2018 est la sixième année de la concession d'aménagement.

Depuis 2013 ont été précisées les études urbaines d'aménagement, et engagées les études techniques et foncières. Les premières opérations ont été lancées, ce qui a permis en particulier de livrer à la Collectivité les jardins partagés des Lauriers, le square et la descente des collèges.

L'activité de la SOLEAM sur l'exercice 2018 et pour les années suivantes porte principalement sur :

- les acquisitions foncières et la commercialisation des lots à bâtir :

La cession du lot 3 destiné à une crèche a dû être abandonnée du fait du retrait de l'opérateur Alterna qui portait ce projet. Un nouvel opérateur ou une nouvelle destination doivent être trouvés pour ce lot.

L'acquisition à HMP et la cession du lot 2 à l'AFL doit intervenir en 2019, il s'agit d'une vente à l'euro symbolique conformément à la convention ANRU.

La négociation en vue de la pré-commercialisation des lots 4 et 6 a été plus longue qu'envisagée, elle est désormais prévue pour 2019. Cette vente sera réalisée à un coût inférieur au prévisionnel. Une renégociation avec HMP est engagée pour diminuer le prix d'achat du terrain.

La commercialisation du lot 10 sera engagée après l'acquisition des murs et fonds du centre commercial,



un dossier de déclaration d'utilité publique a été établi pour permettre l'expropriation, il sera déposé au 2ème trimestre 2019.

La commercialisation du lot 22 est conditionnée par la libération par HMP des terrains du groupe des « Cèdres sud ». Cette libération a été repoussée à 2019 par le bailleur. Cette opération fera l'objet d'un appel à projet.

- les études et les travaux

Des études de sol ont été réalisées en vue de la cession du lot 2 à l'association foncière logement pour un programme mixte d'habitations et de commerces. La cession à l'euro symbolique, conformément à la règle ANRU, est prévue pour 2019.

Les études préliminaires à la réalisation de l'ouvrage complexe de la « descente des Cèdres » ont été poursuivies, et un appel d'offre devrait être lancé en 2019 pour les travaux.

Une faisabilité a été réalisée pour la mission de parachèvement de l'esplanade des Cèdres, dont la réalisation est dépendante de l'achèvement des travaux du lot 4/6 par le promoteur. La surface de ce lot a dû être réduite pour permettre la reconstruction de l'école Bouge et l'élargissement de la rue Marathon.

Début 2018, une maîtrise d'œuvre a été désignée en vue de la réalisation de la traverse des Cyprès et du square des Cèdres, en vue d'une consultation d'entreprise en 2019.

### **Le bilan arrêté au 31 décembre 2018**

Le bilan financier de référence est le bilan établi au 31 décembre 2017 approuvé au Conseil Métropolitain du 13 décembre 2018.

### **Les dépenses :**

Sur l'exercice écoulé, les dépenses réalisées s'élèvent à 823 523 euros TTC au regard des 1 887 062 euros prévus, et se décomposent-en :

- 65 301 euros TTC d'acquisitions foncières, 52 355 euros TTC d'honoraires techniques, 37 517 euros TTC d'études, 557 140 euros TTC de travaux VRD et 27 454 euros TTC de dépenses annexes.

Ces postes sont globalement en diminution par rapport au budget prévisionnel principalement en raison du décalage en 2019 de paiements prévus en 2018 et de postes provisionnés non consommés.

- 83 756 euros TTC de rémunération forfaitaire sur dépenses, en concordance avec le budget

prévisionnel.

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2018,

Les dépenses réalisées, hors TVA reversée, s'élèvent à 3 334 242 euros TTC (23,6 % du montant total des dépenses prévisionnelles) dont :

- 116 624 euros TTC pour les études soit 98,1 % du budget total prévisionnel des études,

- 1 155 300 euros TTC pour le foncier soit 27,8 % du budget total prévisionnel du foncier,

- 1 381 476 euros TTC pour les travaux et honoraires techniques, soit 20,5 % du budget total de ces postes,

- 96 478 euros TTC pour les dépenses annexes soit 37 % du budget total prévisionnel des dépenses annexes,

- 909 euros de frais financiers soit 100 % du budget prévisionnel en frais financier,

- 583 455 euros de rémunération soit 54,2% du montant total du budget global de ce poste.

Au terme de la concession, les dépenses totales de l'opération d'aménagement s'élèveront, à 14 104 450 euros TTC en augmentation de 38 265 euros par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2017.

Ce montant global des dépenses prévisionnelles se décompose ainsi :

- 185 850 euros TTC pour le budget études (1,32 % des dépenses totales) qui est en augmentation de 8 452 euros par rapport au CRAC précédent du fait des besoins supplémentaires en études géotechniques,

- 4 975 961 euros TTC pour le foncier (34,5 % des dépenses totales), en diminution de 16 864 euros du fait de la réduction de l'emprise du lot 4 au bénéfice de l'élargissement de la voie publique mitoyenne,

- 7 610 379 euros TTC de travaux d'aménagement (démolitions, VRD, dépollution) et d'honoraires techniques (53% des dépenses totales) ; ce montant est en augmentation de 108 810 euros par rapport aux prévisions du CRAC précédent pour répondre notamment à une redéfinition des ouvrages de la descente des Cèdres, du fait de l'abandon du projet de crèche mitoyen qui devait la conforter, et de la nécessité de prendre en compte la création d'une voie publique à l'intérieur du lot 10,

- 255 358 euros pour les dépenses annexes et les frais de commercialisation (1,81 % des dépenses totales), en augmentation de 24 677 euros, du fait principalement de l'accroissement des taxes foncières

relatives au portage foncier,

- 909 euros TTC de frais financiers,

- 1 075 993 euros TTC de rémunérations (7,62 % des dépenses totales), marquée par la diminution des rémunérations sur recettes : non cession du lot 3 et reports de la commercialisation des lots 2, 4 et 6.

### **Les recettes**

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues en 2018 s'élèvent à 1 389 188 euros TTC, au regard des 1 896 149 euros TTC attendus.

Elles sont en diminution de 506 961 euros TTC par rapport au prévisionnel en raison principalement du décalage à 2019 du règlement de la subvention de la Ville de Marseille au titre du PRU (482 417 euros) et de l'abandon de l'acquisition du projet d'acquisition du lot 3 par Alterna du fait du retrait du projet de crèche (13 000 euros).

Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2018, les recettes s'élèvent à 4 056 907 euros TTC, soit 30 % des recettes globales, et correspondent :

- aux cessions constructeurs encaissées pour 209 880 euros TTC soit un taux d'avancement des cessions de 15,2 %,

- à la subvention de l'ANRU pour 600 160 euros, à la subvention Région pour 73 214 euros soit un taux d'avancement de 38,9 % des subventions attendues de l'ANRU et des collectivités partenaires,

- aux participations de la Ville de Marseille pour 210 331 euros d'apport foncier et de la Métropole pour 2 117 583 euros d'équilibre et 360 000 euros au titre de la convention ANRU, soit un taux d'avancement du versement des participations de 36 %,

- à des produits financiers et divers pour 3 312 euros.

Au terme de la concession, les recettes (hors participations du concédant) s'élèvent à un montant global de 5 402 281 euros, en baisse de 2 566 753 euros en regard du bilan approuvé l'an dernier. Ceci provient principalement des pertes de recettes attendues sur plusieurs projets immobiliers à commercialiser et de la baisse du montant attendu de la subvention ANRU du fait des retards des opérations. Elles comprennent principalement :

- les cessions de charges foncières à hauteur de 2 701 825 euros TTC, (en baisse de 1 493 760 euros)

- la participation financière des différents partenaires de la convention ANRU :

- la contribution financière de la Ville à la réalisation d'équipements publics d'un montant de 964 834 euros TTC qui a fait l'objet d'une convention de financement tripartite n°16/077 entre la Métropole, la Ville et la Soleam, signée le 23 novembre 2016. Cette participation devait être versée en deux règlements égaux de 482 417 euros TTC en 2017 et 2018, a été effectivement inscrite dans les comptes de la Soleam en 2018 pour le premier versement et le sera en 2019 pour le second.

- l'ANRU estimée à 1 000 160 euros TTC, (en baisse de 1 072 993 euros)

- la Région pour 732 139 euros TTC.

### **La participation de la Ville alors concédante**

La Ville a contribué à l'équilibre du bilan par le biais d'un apport foncier en nature à la SOLEAM d'un montant de 210 332 euros.

### **La participation de la Métropole**

• La Métropole versera à la Soleam une participation en numéraire à l'équilibre du bilan pour un montant prévisionnel de 7 543 160 euros, en augmentation de 2 341 037 euros par rapport au précédent CRAC. 2 117 583 euros TTC ont déjà été versés, les autres règlements seront versés selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 2019 : 622 819 euros TTC

- 2020 : 1 000 000 euros TTC

- 2021 : 1 000 000 euros TTC

- 2022 : 1 729 765 euros TTC

- 2023 : 1 072 993 euros TTC

• La participation liée au conventionnement ANRU prévue dans la convention tripartite passée entre la Métropole/Ville/Soleam n°16/077 d'un montant de 392 147 euros TTC sera versée à l'opération en fonction de l'échéancier suivant :

- 360 000 euros TTC déjà versés en 2016

- 32 147 euros TTC en 2022

### **Avance**

Le concessionnaire a bénéficié d'une avance de trésorerie de 400 000 euros TTC. Cette avance sera remboursée à la Métropole en 2023.

### **La TVA et la trésorerie**

La TVA résiduelle de l'opération est estimée à 556 531 euros.

La trésorerie cumulée de l'opération est positive à hauteur de 1 161 613 euros fin 2018, en lien avec le différentiel des dépenses et recettes réalisées.

### **Avenant à la concession**

L'avenant 9 à la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé T1600908CO soumis à votre approbation a pour objet d'acter :

- l'augmentation de la participation du concédant à l'équilibre de l'opération, ainsi que l'échéancier de versement des sommes dues par la Métropole à la SOLEAM au titre de cette participation et au titre du conventionnement avec l'ANRU,

- les modalités d'imputation de la rémunération sur dépenses, qui diminue de 549 821 euros à 544 644 euros, dont 261 454 euros déjà pris fin 2018, 43 262 euros à prendre en 2019, et 249 928 euros de 2020 à 2023. Cette rémunération sera prise mensuellement et recalculée chaque année en fonction de l'évolution des dépenses.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre

2018 et l'avenant n°9 à la convention de concession passée avec la SOLEAM.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement du Vallon de Malpassé arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2018 ci-annexé.

#### **Article 2 :**

Sont approuvées :

\* la participation du concédant à l'équilibre du bilan d'un montant prévisionnel de 7 753 492 euros dont 210 332 euros sous forme d'apport foncier déjà réalisé et 7 543 160 euros en numéraire en augmentation de 2 341 037 euros, dont 2 117 583 euros déjà versés.

Le solde en numéraire sera versé selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 622 819 euros TTC en 2019
- 1 000 000 euros TTC en 2020
- 3 802 758 euros entre 2021 et 2023

\* La participation liée au conventionnement ANRU d'un montant de 392 147 euros TTC, dont 360 000 euros TTC déjà versés en 2016 et un solde de 32 147 euros TTC à verser en 2022.

#### **Article 3**

Est approuvé l'avenant n°9 à la convention d'aménagement T1600909CO ci-annexé.

#### **Article 4**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 031-6453/19/CM**

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte Marthe à Marseille 13ème et 14ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 13 à la convention de concession - Approbation de l'avenant 1 à la convention financière tripartite Ville/Soleam/Métropole  
MET 19/10959/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004, la Ville de Marseille a approuvé la création de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe dans les 13<sup>ème</sup> et 14<sup>ème</sup> arrondissements.

Par délibération n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006, la Ville de Marseille a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC des Hauts de Sainte Marthe.

Par délibération n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006, le Conseil Municipal a approuvé la concession d'aménagement liant la Ville de Marseille et Marseille Aménagement pour une durée de dix ans. L'avenant 7 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte Marthe » notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013. L'avenant n°8 du 7 novembre 2014 a autorisé l'aménageur à réaliser les travaux de réfection des façades et de mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier et a modifié l'échéancier de versement de la participation de la Ville à l'équilibre du bilan.

L'arrêté déclarant d'utilité publique au bénéfice de Marseille Aménagement les travaux nécessaires à la réalisation de la zone d'aménagement concertée et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme a été délivré le 28 mars 2013. Cet arrêté a été modifié le 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour transférer le bénéfice de la DUP de Marseille Aménagement à la SPL SOLEAM.

Par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAGP, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé qu'en application de l'article L. 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevait de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, puis, suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le Conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21 décembre 2015 n° FCT 030-1585/15/CC approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015. Par conséquent, un avenant n°10 à la concession d'aménagement 06/1306 « les hauts de sainte

Marthe » en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Selon le programme global de construction du dossier de réalisation approuvé en 2006, le quartier devait accueillir 325 700 m<sup>2</sup> de constructions dont :

- 283 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP) pour des opérations de logements,

- 23 700 m<sup>2</sup> de programmes tertiaires et de commerces,

- 19 000 m<sup>2</sup> d'équipements et services publics.

- 224 000 m<sup>2</sup> d'espaces verts publics qui seront créés pour accompagner les centralités.

L'opération est située sur un site remarquable aux qualités environnementales et patrimoniales indéniables. Le secteur des hauts de sainte Marthe accueille un patrimoine bâti et paysager protégé au titre du PLU ainsi que des servitudes de monuments historiques qui illustrent l'histoire de la campagne marseillaise et de ses bastides. Les domaines de la Roserie, Tour Sainte et Montgolfier sont les témoins intacts de cette histoire et font l'objet d'une attention particulière de la Direction Régionale des Monuments Historiques (DRAC-MH) et de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF).

Les délibérations du conseil municipal des 17 juin 2013, 10 octobre 2014, 29 juin 2015, 15 décembre 2016 et 21 septembre 2017 approuvant respectivement les CRAC aux 31 décembre 2012 à 2016 actaient qu'une nouvelle stratégie d'aménagement devait être mise en œuvre sur les secteurs nord des Hauts de sainte Marthe dans l'objectif de mieux adapter le projet aux attentes citoyennes et aux qualités de ce territoire (paysagères et patrimoniales, agricole et hydrologique).

Pour mener à bien ces réflexions, il était apparu nécessaire de proroger la ZAC de cinq ans, jusqu'en 2025, par avenant n°9 à la convention de concession d'aménagement 06/1306.

La Collectivité a compilé les diverses analyses et diagnostics du patrimoine architectural, environnemental, écologique et agricole, dressant un état des lieux et évaluant les enjeux que présente le territoire restant à aménager. Il est entendu que les secteurs Nord de la ZAC, les Bessons et Santa Cruz, nécessitent une approche spécifique en lien avec le secteur hors ZAC de Besson Giraudy du fait du caractère agricole encore prégnant et de l'enjeu écologique dû à l'étendue de la zone et à la proximité immédiate du massif de l'étoile.

Il a été décidé de matérialiser les intentions de la collectivité dans les documents d'urbanisme métropolitain.

Ainsi le PADD du PLUi débattu en décembre 2016 repère ces secteurs afin d'y protéger les usages agricoles actuels et le potentiel valorisable : « préservation des espaces à potentiels agronomiques élevé », dont Sainte Marthe et Besson Giraudy. Il s'appuie sur le diagnostic agricole réalisé en 2016 dans le cadre de l'élaboration du PLUi qui identifiait sur ces secteurs un potentiel agricole de 40 ha soit le quart du potentiel de Marseille.

Le PADD vise également à conforter la trame verte et bleue et restaurer les espaces qui présentent une valeur paysagère et écologique (biodiversité notoire), notamment les corridors de liaison avec les grands massifs, dont sainte Marthe et Besson Giraudy.

Dans l'attente d'une définition précise d'un projet agricole et naturel sur ces secteurs, il a été décidé lors de l'arrêt du PLUi préalable à l'enquête publique de positionner un zonage AU fermé permettant d'annoncer clairement une volonté d'apaisement de l'urbanisation. En effet ce zonage ne permet pas la délivrance de permis de construire et requiert une modification pour autoriser les constructions, d'autant qu'il est assorti d'une trame verte et bleue nécessitant la réalisation d'études environnementales et d'une OAP de composition urbaine.

Par la suite, le PLUi devra évoluer vers un classement de ce secteur en zonages naturels et agricole permettant de sécuriser le développement de l'agriculture et de protéger l'environnement fragile.

Conformément à l'état des lieux, aux délibérations approuvant les CRAC des années précédentes et au document d'urbanisme arrêté, l'aménagement de la ZAC des hauts de Sainte Marthe ne se fera pas tel que prévu au dossier de réalisation.

En attente d'une visibilité sur le parti d'aménagement à conférer aux secteurs nord, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2017 approuvé, a présenté un bilan prévisionnel avec le détail et l'échéancier des dépenses et recettes à réaliser sur la centralité Mirabilis et les secteurs pâquerettes et Dolet-Bessons dont le projet d'aménagement est maintenu conformément au dossier de réalisation de la ZAC.

L'ensemble des autres dépenses et recettes restant à réaliser, relatives aux secteurs nord (Santa Cruz et Besson, initialement centralités 2 et 3 de la ZAC) dont le devenir est à l'étude ont été maintenues sur la base des hypothèses d'aménagement du dossier de réalisation approuvé. Elles ont été regroupées sans détail dans un nouveau poste intitulé « restant à programmer ». Ces montants ont vocation à évoluer selon le nouveau projet qui sera arrêté.

Compte tenu du parti pris ci-dessus, l'analyse de l'avancement de l'opération est principalement effectuée sur la Centralité Mirabilis, les secteurs Dolet Bessons et pâquerettes dont les hypothèses d'aménagement sont maintenues en cohérence avec le dossier de réalisation de la ZAC.

## **Avancement de l'opération au 31 décembre 2018 :**

### **- Maîtrise foncière**

La SOLEAM a acquis 325 860 m<sup>2</sup> correspondant à 67 propriétés sur un total d'environ 350 000 m<sup>2</sup>.

### **- Urbanisation**

L'aménageur a commercialisé le foncier supportant 15 303 m<sup>2</sup> de surface de plancher dont 13 539 m<sup>2</sup> de logement (hors équipement et tenant compte des nouvelles orientations), correspondant aux îlots 25H1, 25H2, 25G et au foyer de vie ARI. L'ensemble de ces commercialisations a été réalisé dans la Centralité Mirabilis.

La surface de plancher totale délivrée au titre du projet de ZAC totalise 110 288 m<sup>2</sup> dont 94 437 m<sup>2</sup> pour du logement. La majorité s'est développée sur des terrains privés, non maîtrisés par SOLEAM qui ont fait l'objet de conventions de participations avec les constructeurs.

### **- Permis de construire**

Au 31 décembre 2018, les permis délivrés ont autorisé la construction de 1 430 logements, (486 logements sociaux et 944 logements Libres) dont 1 115 sur la centralité Mirabilis.

Un permis de construire a été déposé le 28 décembre : îlot 27sud (BDP Marignan ) pour 4 862 m<sup>2</sup> de SDP pour 76 logements libres.

953 logements sont déjà construits sur cette Centralité et 315 le long de l'avenue du Merlan.

### **- Les chantiers de constructions**

Au 31 décembre 2018, 4 programmes ont été livrés (BDP Marignan : îlot 26B « Naturéa » et îlot 26C « Colline Harmonie », avenue Gabriel Audisio ; Logirem : îlot 25H1 « Domaine de la Tarasque » rue E. Dolet/ avenue Gabriel Audisio et enfin Art Promotion : îlot 25 H2 « Terre de Jade » avenue Gabriel Audisio).

Au 31 décembre 2018, il n'y a plus de chantiers de construction en cours.

### **- Travaux d'aménagement**

Entre 2009 et 2016 ont été entrepris les travaux suivants : viabilisation des premiers îlots constructibles par la réalisation d'une partie de la voie U236, dénommée Gabriel Audisio ; le raccordement au chemin du bassin, baptisé avenue Madeleine de Valmalète; la desserte des logements de BDP Marignan; l'élargissement d'une partie du chemin du four de Buze, l'aménagement du vallon du Bois

Chenu, un bassin de rétention pour un volume de 12 000m<sup>3</sup> et l'installation d'un transformateur électrique destiné à alimenter les nouveaux programmes de logements construits.

Entre 2012 et 2015 le développement opérationnel de Mirabilis a connu un ralentissement afin de mener à bien de nouvelles études permettant de répondre aux préconisations de l'ABF. Le nouveau plan masse de la Centralité a donné lieu à une évolution du document d'urbanisme intégré par mise en compatibilité dans le cadre de la procédure de DUP.

Depuis 2016, les travaux ont repris (viabilisation foyer de vie ARI, place Mirabilis et parvis école « Sainte Marthe Audisio », viabilisation de l'îlot 25 sud (en cours), aménagement des quais de bus, requalification des voies du secteur « Pâquerettes » pour la desserte du lycée « Simone Veil », aménagement de la voie U240 en limite du Parc Montgolfier).

Le montant total des travaux entrepris cumulé au 31/12/2018 s'élève à 18 135 990 euros TTC.

#### - Rétrocession et prise en gestion

Au 31 décembre 2018, aucun aménagement n'a été rétrocédé. Une nouvelle procédure est en cours entre la Métropole, la Ville et la Soleam pour procéder aux rétrocessions des ouvrages réalisés.

En 2014, des démarches ont été faites auprès de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement qui ont abouti à la reprise en gestion des réseaux créés dans le cadre de la première phase de développement de la Centralité Mirabilis.

En 2015, les premiers espaces verts créés dans la Centralité Mirabilis ont été repris en gestion par la Ville de Marseille.

En 2017, la Direction de la Propreté urbaine a repris en gestion le nettoyage des voiries nouvelles Gabriel Audisio.

En 2018, les nouveaux aménagements réalisés sur l'Avenue des Pâquerettes requalifiée ont été repris en gestion à l'exception de l'éclairage (qui avait subi un désordre après l'exécution des travaux), dont la procédure est toujours en cours au 31 décembre 2018.

#### **L'activité de la concession sur l'année écoulée**

L'année 2018 a été marquée par l'arrivée du bus, la relance des permis de construire puis des commercialisations sur l'îlot 25 en accord avec l'ensemble des partenaires, le démarrage des travaux de la voie U240.

#### - Maîtrise foncière

Au cours de l'année 2018, 2 actes authentiques ont été signés (HMP H109, CHARBONNIER E62).

#### - Commercialisation de terrains

Signature de l'acte authentique avec le promoteur « QUARTUS Résidentiel » sur l'îlot 25G.

#### - Les permis de construire

Aucun permis n'a été délivré en 2018.

#### - Travaux

Les travaux d'aménagements urbains en cours au 31 décembre 2018 concernent :

##### ☐ Secteur Mirabilis

- la viabilisation de l'îlot 25 Sud comprenant l'école et deux îlots en construction, la place mirabilis et le parvis de l'école, (en cours d'achèvement)
- la finalisation des abords de l'îlot 26C avenue Gabriel Audisio.(tranche 4)
- l'aménagement des quais du bus rue Gabriel Audisio
- la création de la voie nouvelle U240

##### ☐ Secteur Pâquerettes :

- Le réaménagement du tronçon Troènes/Pèbre d'ail (en cours de réception)

##### ☐ Bastide Montgolfier :

- Réhabilitation du clos, couvert, façades et menuiseries réceptionnée en 2018.

#### - Études, assistance et communication

Les principales activités sur l'année 2018 sont :

- la mobilisation importante de l'Urbaniste Conseil pour l'aboutissement du travail de composition urbaine du Secteur Dolet Besson et sa traduction dans le PLUi (OAP) et la finalisation du travail de recomposition urbaine du cœur de quartier Mirabilis,

- en matière de qualité environnementale, le suivi des opérations de constructions des îlots 26 B, 25 H2 et 26 C.

#### **L'activité de la concession dans les prochaines années :**

Comme indiqué dans le préambule du rapport et dans le point 3 du chapitre 2 du compte rendu annuel d'activité proposé par SOLEAM, le principal objectif sera de terminer la Centralité Mirabilis : finaliser le cœur de quartier Mirabilis, améliorer sa desserte, grâce aux travaux de la voie U240 dans le parc

Montgolfier (qui se terminent en 2019) et de la voie U236 par le secteur Dolet Besson.

L'année 2019 va voir se terminer également les travaux d'infrastructures de l'avenue des Pâquerettes et les travaux relatifs à l'îlot 25 sud (place de l'école et reprise des trottoirs sur Audisio). L'étude portant sur l'hydraulique et l'hydrologie devrait également être lancée.

L'année 2020 sera essentiellement consacrée aux travaux de viabilisation de l'îlot 25 Nord de la Centralité Mirabilis et aux études préalables à la mise en œuvre de la voie U236 d'Audisio au chemin des Bessons dont les travaux débuteraient en 2021 afin de desservir le secteur Dolet-Bessons, notamment en transport en commun).

Les dépenses prévisionnelles des honoraires et travaux sur le secteur mirabilis et pâquerettes s'élèvent 6,4M d'euros en 2019, 5,2M d'euros en 2020.

#### **Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 s'établit comme suit :**

##### **Dépenses :**

Sur l'exercice écoulé, les dépenses de la ZAC se sont élevées à 6 111 297 euros TTC, réparties comme suit :

- foncier : 477 826 euros TTC
- études (hors honoraires techniques) : 213 086 euros TTC
- travaux (dont honoraires techniques) : 4 899 832 euros
- dépenses annexes : 169 811 euros TTC
- rémunération société : 307 797 euros TTC
- frais financiers : 42 945 euros TTC

Les dépenses prévisionnelles 2018 étaient estimées à 6 240 356 euros, en baisse de 129 059 euros principalement due à un décalage de prise de rémunération.

Sur la bastide Montgolfier, les dépenses se sont élevées à 957 590 euros TTC dont la majeure partie correspond aux travaux (870 564 euros TTC). L'écart de 76 459 euros avec le montant de dépenses prévisionnelles 2018 est dû à un décalage de facturation des travaux.

##### État d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :

L'analyse de l'avancement du réalisé au regard des dépenses à terme ne serait pas objective dans la mesure où les dépenses prévisionnelles sur les deux secteurs Nord devraient évoluer en même temps que la définition du projet.

\*Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des dépenses, hors Bastide Montgolfier, s'élève à 62 388 464 euros TTC pour l'opération de la ZAC.

Le montant total TTC cumulé au 31 décembre 2018 est réparti comme suit :

- dépenses foncières : 33 065 453 euros TTC
- dépenses études (hors honoraires techniques) : 2 367 592 euros TTC
- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 20 056 799 euros TTC
- le budget dépenses « divers » ou annexes est relatif aux charges de gestion, assurances, taxes sur salaires, communication, médiation et gestion urbaine de proximité. Il s'élève à 2 006 032 euros TTC
- le budget comprenant la rémunération de la société s'élève à 3 992 845 euros TTC
- frais financiers : 899 743 euros TTC

\*Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des dépenses s'élève à 1 028 357 euros TTC pour l'opération Bastide Montgolfier.

##### A terme,

Le montant prévisionnel des dépenses de la concession d'aménagement s'élève à 157 233 766 euros TTC (TVA résiduelle comprise). Ce montant correspond aux dépenses TTC du bilan consolidé incluant les dépenses de la bastide Montgolfier détaillées dans un bilan spécifique, et les dépenses relatives aux secteurs Nord maintenues en attente de la modification des dossiers de création et réalisation de la ZAC.

Le montant total TTC se répartit entre les postes suivants :

\*Concernant les dépenses de la ZAC, hors Bastide Montgolfier, le montant prévisionnel des dépenses à terme s'élève à 156 101 604 euros TTC et se répartit comme suit :

- dépenses d'acquisitions : 36 369 006 euros, soit 23,29% du budget global,
- dépenses études : 4 023 239 euros, soit 2,5 % du budget global

- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 49 911 557 euros soit 31,9% du budget global,

- dépenses annexes (comportant le reste à réaliser sur les secteurs nord, estimé à 57Meuros) : 61 476 944 euros TTC soit 39,3% du budget global

- rémunération société : 6 501 914 euros TTC soit 4,2 % du budget global

- frais financiers : 1 168 199 euros TTC soit 0,7% du budget global.

- La TVA résiduelle qui s'élève à 3 349 254 euros.

Au budget prévisionnel au 31 décembre 2018, la TVA déductible étant supérieure à la TVA collectée, la TVA vient en déduction des dépenses (il y a un remboursement de TVA au bénéfice de l'opération).

\*Concernant les travaux de la bastide Montgolfier, le montant prévisionnel des dépenses à terme s'élève à 1 143 704 euros TTC et se répartit comme suit :

- dépenses études : 19 854 euros TTC, soit 1,75 % des dépenses liées à la bastide,

- dépenses travaux (dont honoraires): 1 067 440 euros TTC soit 94,8% des dépenses liées à la bastide,

- dépenses diverses : 14 132 euros TTC (26 032 euros en 2017) soit 2,3% des dépenses,

- rémunération du concessionnaire : 42 278 euros TTC soit 3,7% des dépenses liées à la bastide

#### Concernant les dépenses consolidées du bilan:

- dépenses d'acquisitions : 36 369 006 euros, soit 23,13% du budget global,

- dépenses études : 4 043 093 euros, soit 2,5 % du budget global,

- dépenses travaux (dont honoraires techniques) : 50 978 997 euros soit 32,4% du budget global,

- dépenses divers (comportant le reste à réaliser sur les secteurs nord : 61 491 076 euros TTC soit 39,1% du budget global,

- rémunération société : 6 544 192 euros TTC soit 4,1 % du budget global,

- frais financiers : 1 168 199 euros TTC soit 0,7% du budget global,

- la TVA résiduelle s'élève à 3 360 795 euros.

Au budget prévisionnel au 31 décembre 2018, la TVA

déductible étant supérieure à la TVA collectée, la TVA vient en déduction des dépenses (il y a un remboursement de TVA au bénéfice de l'opération).

Le montant prévisionnel consolidé des dépenses déduction faite de la TVA résiduelle, passe de 155 947 792 euros au rapport prévisionnel au 31 décembre 2017 à 157 233 766 euros TTC au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 1 285 974 euros TTC.

Cette variation résulte essentiellement de :

- l'augmentation du poste acquisitions (+1,5M d'euros TTC), liée au projet urbain de l'ilot 23 recomposé dont les terrains seront acquis en totalité par l'aménageur,

- la baisse des dépenses d'aléas de 0,25M d'euros TTC pour ajustement,

- la baisse des dépenses de 12 872 euros TTC sur la bastide Montgolfier.

#### **Recettes**

Sur l'exercice écoulé, les recettes se sont élevées à 4 872 334 euros TTC, réparties comme suit :

- Cessions : 1 662 866 euros TTC

- participation métropole à l'équilibre du bilan : 3 M d'euros TTC

- divers produits (gestion, financiers) : 209 468 euros TTC

Les recettes étaient estimées à 3 267 338 euros au bilan approuvé l'an dernier. Elles sont en augmentation de 1 604 996 euros, en raison de la signature anticipée de la cession d'un ilot.

#### Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2018

L'analyse de l'avancement du réalisé au regard des recettes à terme ne serait pas objective dans la mesure où les recettes prévisionnelles sur les secteurs Nord évolueront en même temps que la définition du projet.

Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des recettes TTC du bilan ZAC hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et participations aux équipements primaires s'élève à 17 269 461 euros TTC.

- les recettes liées aux cessions de foncier s'élèvent à 5 789 314 euros TTC,

- la recette liée à la perception des participations



constructeurs s'élève à 10 668 543 d'euros TTC,

- le reste des recettes (produits divers, etc) totalise des montants peu significatifs soit 317 604 euros TTC.

Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des recettes TTC du bilan pour la Bastide Montgolfier (hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et participations aux équipements primaires) s'élève à 100 000 euros TTC correspondant au versement de la subvention de l'Etat aux travaux (DRAC/ culture).

La trésorerie de la ZAC à fin 2018 est négative de 1 462 592 euros. La trésorerie de la bastide Montgolfier à fin 2018 est négative de 128 482 euros.

#### A terme,

Le montant prévisionnel des recettes de la concession d'aménagement, hors participations publiques à l'équilibre du bilan et financements des équipements primaires des collectivités, s'élève à 102 227 488 euros TTC.

Ce montant correspond aux recettes TTC du bilan consolidé incluant les recettes de la bastide Montgolfier détaillées dans un bilan spécifique et les recettes relatives au secteur Nord maintenues et regroupées sous la rubrique « Reste à programmer » en attente de la modification des dossiers de création et réalisation de la ZAC.

Il se décompose comme suit :

- recettes de cession de charges foncières (comportant le reste à réaliser sur les secteurs nord estimé à 73M euros) : 89 394 477 euros TTC, soit 56,8%, du budget total à terme.

- participations constructeurs : 12 367 092 euros TTC, soit 7,8 %

- recettes diverses : 465 919 euros TTC soit 2,9 % du budget total à terme.

Le montant des recettes hors participations publiques augmente de 765 730 euros par rapport au CRAC précédent, soit 0,5 %. Cette augmentation est générée par la diminution du poste de cessions de charges foncière (-543 746 euros TTC) et l'augmentation du poste participations constructeurs (+ 1,2M d'euros TTC) en raison du changement de programmation d'un îlot (23) et de la prise en compte du nouveau scénario projeté d'un secteur de la Centralité Mirabilis impactant les participations constructeurs.

#### **Participations constructeurs**

Les constructeurs réalisant une opération sur des terrains qu'ils n'ont pas acquis de l'aménageur ne sont pas redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement. Ils participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec la Métropole ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Une convention cadre n°08/554 entre la Ville de Marseille et l'Aménageur, en date du 16 mai 2008, permet à l'aménageur de percevoir directement ces participations.

Le montant des participations constructeurs est calculé sur l'assiette des dépenses engagées par l'opération mises à la charge des constructeurs proportionnellement à la surface développée par leur projet.

Au 31 décembre 2018, la participation des constructeurs au coût des équipements publics est fixée à 212 euros/m² de surface de plancher. Elle était à 208 euros/m² au bilan du 31 décembre 2017.

A terme, les participations des constructeurs totaliseront 12 367 092 euros TTC (11 086 542 euros TTC en 2017) en hausse de 1,3M euros.

10 668 573 euros ont été perçus entre 2007 et 2018, le reste devrait être perçu entre 2020 et 2022.

#### **Participations à l'équilibre du bilan :**

La participation à l'équilibre du bilan s'élève à 45 804 755 euros soit une augmentation de 558 404 euros par rapport au dernier bilan approuvé.

Une part a déjà été versée à l'aménageur par la Ville de Marseille alors concédante, à hauteur de 15,5 millions d'euros.

La participation à verser par la Métropole désormais concédante s'élève à 30 304 755 euros dont 9 000 000 euros déjà versés.

L'augmentation de la participation est expliquée par la variation des budgets suivants dans les secteurs Mirabilis et Pâquerettes :

- l'augmentation du poste acquisitions (+1,5M d'euros TTC) liée au projet urbain de l'îlot 23 recomposé dont les terrains seront acquis en totalité par l'aménageur,
- la baisse des dépenses d'aléas de 0,25M d'euros TTC pour ajustement, partiellement compensée par la diminution du poste de cessions de charges foncière (-543 746

euros TTC),

- l'augmentation du poste participations constructeurs (+1,2M d'euros TTC) en raison du changement de programmation d'un ilot (23) et de la prise en compte du nouveau scénario projeté d'un secteur de la Centralité Mirabilis impactant les participations constructeurs

L'échéancier de versement de la participation par la Métropole est fixé comme suit :

Déjà versé au 31 décembre 2018 : 9 000 000 euros

2019 : 3 000 000 euros

2020 : 5 000 000 euros

2021 et suivantes : 13 304 755 euros.

### **Financement des équipements publics**

A la participation d'équilibre s'ajoute le financement des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération et dont une part est prise en charge par la collectivité destinataire.

Cette participation publique aux équipements primaires s'élève à 8 169 362 euros TTC et se répartit ainsi :

- 3 653 222 euros TTC pour la ville de Marseille, hors Bastide Montgolfier.

- 4 083 586 euros TTC pour la Métropole. Ce montant est inchangé.

- 432 554 euros pour la Métropole au titre du financement de la requalification de la voirie des Pâquerettes pour la partie située hors ZAC. Ce montant a été ajusté.

L'échéancier de versement de la participation aux équipements primaires pour la Ville est réparti comme suit :

2019 : 267 713 euros dans le cas de travaux d'espaces verts

2021 : 3 385 508 euros

L'échéancier de versement de la participation aux équipements primaires pour la Métropole est réparti comme suit :

2020 : 432 554 au titre du financement de la requalification de la voirie des Pâquerettes et 500 000 euros en cas d'autres travaux

2022 : 3 583 585 euros

Ces participations constituent un effort conséquent de la Collectivité pour équiper et aménager ce secteur au bénéfice de l'ensemble des Marseillais.

### **Participation de la ville de Marseille à la mise hors d'eau et hors d'air de la bastide Montgolfier :**

Cette participation s'élève à 1 032 162 euros TTC. Elle baisse de 12 872 euros par rapport à celle de l'année dernière en raison de l'ajustement des dépenses.

L'échéancier de versement de la participation de la Ville de Marseille pour la bastide Montgolfier s'établit comme suit :

2018 : 799 875 euros

2019 : 232 287 euros

La DRAC apporte une contribution par une subvention de 100 000 euros.

Un avenant n°1 à la convention financière tripartite n°2018-80159 « versement par la ville de Marseille à la ZAC de Ste Marthe d'une participation aux équipements publics en vue de la réalisation de travaux primaires », approuvée lors du conseil municipal du 5 décembre 2016, est proposé à l'approbation du bureau et également soumis au Conseil Municipal de Marseille du mois de juin 2019.

### **Solde de trésorerie :**

Le solde de trésorerie de l'opération en 2018 est négatif : -1 591 074 euros.

### **Emprunts:**

Pour financer l'opération, il est prévu des emprunts à hauteur de 13,5 millions d'euros, déjà contractés.

### **Avance de trésorerie**

Une avance de trésorerie a été consentie par le concédant à hauteur de 17.5M euros.

L'échéancier du remboursement de cette avance par SOLEAM à la Métropole est le suivant :

3M d'euros en 2023,

9M d'euros en 2024

5,5M d'euros en 2025.

Il est inchangé par rapport au précédent CRAC approuvé.

## **Avenant n°13 à la convention de concession d'aménagement**

Le présent avenant proposé à l'approbation du bureau a pour objets :

- de modifier le montant et l'échéancier de versement de la participation à l'équilibre du bilan,
- de modifier l'échéancier de versement de la participation au coût des équipements primaires relevant de la compétence de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Impôts
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal n°04/1150/TUGE du 13 décembre 2004 ;
- La délibération du Conseil Municipal n°06/0893/TUGE du 2 octobre 2006 ;
- La délibération du Conseil Municipal n°06/1064/TUGE du 13 novembre 2006 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La délibération du Conseil Municipal n°15/1071/UAGP du 26 octobre 2015 ;
- La délibération n°FCT 030-1858/15/CC du 23 octobre 2015 ;
- La délibération n°FCT 010-1565/15/CC du 21 décembre 2015 ;
- La délibération du Conseil Municipal du 17 juin 2019 approuvant l'avenant n°1 à la convention financière tripartite n° 2018-80 159 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille

Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité établi au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement passée avec la SOLÉAM.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité relatif à la ZAC des Hauts de Sainte Marthe, établi au 31 décembre 2018 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 45 804 755 euros dont 30 304 755 euros à la charge de la Métropole selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Déjà versé au 31 décembre 2018 : 9 000 000 euros

2019 : 3 000 000 euros

2020 : 5 000 000 euros

2021 et suivantes : 13 304 755 euros.

Est approuvé le financement par la Métropole des équipements dont la capacité excède les besoins de l'opération pour un montant de 4 083 586 euros TTC selon l'échéancier suivant :

2020 : 500 000 euros

2022 : 3 583 586 euros

Est approuvé le financement par la Métropole de la requalification de la voirie des Pâquerettes pour la partie située hors ZAC d'un montant de 432 554 euros TTC, qui sera versé en 2020.

#### **Article 3 :**

Est approuvé l'avenant n°13 ci-annexé à la convention de concession d'aménagement n° T1600901CO.

#### **Article 4 :**

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention financière tripartite n°2018-80159 « versement par la

Ville de Marseille à la ZAC de Ste Marthe d'un participation aux équipements publics en vue de la réalisation de travaux primaires ».

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer les avenants et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **URB 032-6454/19/CM**

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Louis à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 22 MET 19/10952/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de Saint-Louis qui a été créée par délibération n°97/391/EUGE du 30 juin 1997 est une opération d'aménagement d'une superficie de 14ha située sur le vaste territoire de renouvellement urbain représentant 1 000 hectares environ dénommé Façade Maritime Nord.

La Ville de Marseille, par délibération n°97/935/EUGE du 19 décembre 1997, a approuvé une convention de concession d'aménagement à Marseille Aménagement avec entre autres missions de conduire les études relatives au dossier de réalisation.

Cette convention a été notifiée sous le n°98/055 le 3 février 1998 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n°99/298/EUGE du 29 avril 1999.

Par délibération n°06/0643/EUGE du 19 juin 2006, le Conseil Municipal a approuvé le principe d'une modification du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) afin de lancer une première opération de logements de 12 500 m<sup>2</sup> de SHON, s'inscrivant dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat, et de permettre la réalisation d'un équipement culturel.

Cette modification a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 29 juin 2007 puis la ZAC a été intégrée au PLU révisé approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en juin 2013.

La convention de concession a fait l'objet de 21 avenants portant notamment sur la prise en compte de nouvelles dispositions législatives, le transfert de la concession à la SPL SOLEAM en 2014, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement, la

modification de la participation de la Ville au coût de l'opération et la prorogation de la durée de la convention de concession dont le terme est actuellement fixé au 3 Février 2020.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600902CO (n° Ville 98/055) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saint Louis a pour objectif initial de réaliser une opération de réhabilitation du site des anciens abattoirs de Marseille à vocation de logements, d'activités, d'établissements d'enseignements et d'un lieu culturel pour une constructibilité globale de 40 000m<sup>2</sup> SDP.

La Ville de Marseille ayant résilié le bail consenti à l'association culturelle de la mosquée de Marseille par décision du Conseil municipal du 3 octobre 2016 validée par le tribunal administratif en Février 2019, il est envisagé d'orienter l'affectation du terrain concerné pour des bureaux et pour de l'activité économique.

L'enjeu de cette opération est également d'ouvrir ce territoire à la population des quartiers environnants en le réintégrant dans le tissu urbain et en améliorant les conditions d'accessibilité viaire et piétonne du site.

Ainsi le programme des équipements publics initial de la ZAC prévoit notamment un ensemble de voies nouvelles à réaliser par l'aménageur et la requalification des places des abattoirs et de l'horloge, l'aménagement d'un parking public et la création de cheminements piétons à la charge de l'autorité concédante, la Ville de Marseille puis la Métropole depuis janvier 2016.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2018 et l'avenant 22 à la concession d'aménagement.

#### **L'avancement de l'opération :**

Les implantations réalisées dans le périmètre de la ZAC comportent un ensemble immobilier de 148 logements sociaux et 19 logements en accession, un village d'entreprises, l'école de la deuxième chance, le conservatoire national des arts et métiers (CNAM), établissement d'enseignement supérieur de formation pour adultes, et une école privée catholique maternelle et élémentaire.

La Soleam a mené les études de l'ensemble des voies nouvelles de la ZAC et a réalisé la voie centrale reliant le boulevard Ledru Rollin et la place de l'horloge, qui est ouverte à la circulation depuis janvier 2017. Les tronçons de voiries et les réseaux divers qui desservent le village d'entreprises Urban Parc et l'ensemble des travaux de démolitions sont également achevés.

La Communauté Urbaine MPM a réalisé les travaux de requalification de la Place des abattoirs en 2012/2013.

#### **L'activité sur l'exercice écoulé (2018) :**

Le terrain réservé pour un parking public lié à un futur tramway est mis à la disposition temporaire du service de l'éclairage public de la Ville de Marseille dans le cadre d'un bail approuvé par la Métropole en décembre 2018 pour l'implantation d'un parc à poteaux.

Des études complémentaires ont été menées sur le programme d'aménagement du parc à poteaux et sur la pollution des terrains restant à construire. Le budget alloué pour les travaux d'évacuation des terres non inertes a été ré-évalué d'environ 40 000 euros.

Les études de maîtrise d'œuvre des travaux de voiries et réseaux divers menées en 2018 ont abouti à la passation d'un marché de travaux début 2019.

L'acte authentique de vente du terrain à ENEDIS portant sur la construction d'un poste source a été signé en novembre 2018.

#### **Les prévisions d'activité 2019 et années suivantes :**

Les signatures des actes authentiques de vente concernant les terrains destinés à la plateforme d'insertion innovante professionnelle et à un programme de bureaux et restauration ont été reportées en 2019.

Les études de pollution se poursuivront sur les terrains restant à commercialiser et une servitude d'utilité publique de la zone polluée sous la place de l'horloge sera instaurée en lien avec la DREAL.

Un diagnostic sur l'état structurel des passerelles au-dessus du bd Ledru Rollin et une étude de faisabilité

d'un cheminement piétonnier entre la passerelle Nord et le jardin de la Calade seront menés.

La Soleam réalisera début 2019 les travaux d'aménagement du terrain destiné au stockage des poteaux d'éclairage public dans le cadre du marché travaux des voiries et réseaux divers attribué au groupement SATR/GIL TP.

Les travaux de voiries et réseaux divers se poursuivront durant les années 2019 à 2021 en coordination avec les opérations de constructions afin d'achever la réalisation des voiries de la ZAC et permettre l'ouverture totale de ce site sur le quartier.

#### **Le CRAC au 31 décembre 2018**

##### **Les dépenses :**

**Sur l'exercice écoulé**, les dépenses (hors crédit de TVA de 68 864 euros) s'élèvent à 256 517 euros TTC, en baisse par rapport au prévisionnel de 331 489 euros, et se répartissent ainsi :

- 173 022 euros TTC pour des études, travaux, démolitions, honoraires techniques en diminution de 317 753 euros TTC, en raison principalement d'un décalage de travaux de voiries en 2019,
- 47 708 euros pour les dépenses annexes en augmentation de 29 662 euros par rapport au prévisionnel sous-estimé pour des interventions d'enlèvements de dépôts sauvages et de vidéo surveillance,
- 35 787 euros TTC de rémunération sur dépenses et sur recettes en diminution de 43 398 euros en lien avec la diminution des postes cessions et travaux.

##### **L'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 :**

Les dépenses réalisées (hors la dépense de TVA de 162 585 euros) qui s'élèvent à 7 888 629 euros TTC soit 80% du montant total des dépenses prévisionnelles se répartissent ainsi :

- 2 243 288 euros TTC pour le foncier soit 100% du budget total de ce poste,
- 4 369 384 euros TTC pour les études, les démolitions, les travaux VRD et honoraires techniques soit 71% du budget total de ce poste,
- 567 607 euros TTC pour les dépenses annexes soit 91% du budget total de ce poste,
- 695 991 euros TTC de rémunération soit 81% du budget total de ce poste,
- 12 359 euros TTC pour les frais financiers soit

100% du budget total de ce poste.

**Au terme de la concession**, les dépenses (hors crédit de TVA de 9 361 euros) s'élèvent à 9 876 131 euros TTC. Elles sont en augmentation de 148 127 euros (+1,5%) par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2017 et se répartissent ainsi :

- 2 243 288 euros TTC pour le budget foncier inchangé par rapport au CRAC précédent,
- 6 145 888 euros TTC pour le budget études et travaux qui présente une augmentation de 63 645 euros TTC (+1%) par rapport au prévisionnel en lien avec les études complémentaires liées à la pollution des terres et avec un ajustement du montant des travaux de VRD,
- 621 466 euros TTC pour le budget des dépenses annexes, en augmentation de 72 678 euros TTC par rapport au prévisionnel afin d'intégrer les dépenses récurrentes d'évacuation de dépôts sauvages,
- 853 129 euros TTC pour le budget des rémunérations en augmentation de 11 804 euros TTC suivant l'évolution des dépenses et recettes,
- et 12 360 euros TTC pour le budget des frais financiers inchangé.

La part de chacun des budgets ci-dessus représente respectivement 23%, 62%, 6,3%, 8,6%, et 0,1% du montant total des dépenses de l'opération.

#### **Les recettes :**

**Sur l'exercice écoulé**, les recettes perçues d'un montant de 815 732 euros TTC qui sont en diminution de 937 167 euros par rapport au prévisionnel comprennent :

- les recettes de cessions de 815 732 euros en diminution de 936 880 euros TTC par rapport au précédent CRAC en raison du décalage en 2019 de la signature des actes de vente, et en 2020 de la cession des deux derniers terrains commercialisables.

**L'état d'avancement cumulé** au 31 décembre 2018 : les recettes s'élèvent à 8 102 801 euros TTC et se répartissent ainsi :

- 4 870 353 euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 78%,
- 86 237 euros TTC de produits de gestion locative et de produits financiers, soit 36% du poste,
- 2 209 829 euros de participation concédant en apport foncier, soit 100% du poste,

- 936 382 euros de la participation Ville de Marseille versée avant décembre 2015, soit 100% du poste.

**Au terme de la concession** les recettes de l'opération (hors la participation Ville et Métropole) s'élèvent à 6 510 841 euros TTC. Elles sont en hausse de 149 723 euros et se répartissent de la manière suivante :

- 6 272 072 euros TTC de cessions en augmentation de 54 332 euros TTC par rapport au précédent CRAC en lien avec la révision de prix lors de la passation de l'acte authentique avec ENEDIS.
- 238 769 euros TTC de produits de gestion locative et de produits financiers, en augmentation de 95 391 euros TTC par rapport au précédent CRAC en lien avec le loyer que versera la Ville de Marseille pour la location du terrain aménagé pour accueillir le parc à poteaux du service de l'éclairage public.

#### **La participation du concédant :**

Elle s'élève à 3 355 929 euros, montant inchangé par rapport au CRAC précédent qui comprend :

2 209 829 euros en apport foncier de la Ville de Marseille entre 2007 et 2013,

936 382 euros en numéraire versés par la Ville en tant que collectivité concédante avant le 31 décembre 2015,

et 209 718 euros en numéraire restant à verser par la Métropole en 2019.

#### **La TVA et la trésorerie :**

Au terme de l'opération le Trésorier Payeur restituera de la TVA à la Soleam. Ainsi le montant total prévisionnel de TVA en fin d'opération est estimé à 9 361 euros contre 10 959 euros au CRAC précédent.

Le solde cumulé de la trésorerie de cette opération à fin 2018 qui s'élève à +51 587 euros est plus favorable que prévu en lien avec le report de travaux en 2019.

#### **L'avenant 22 à la convention de concession,**

Le présent avenant soumis à notre approbation prévoit de proroger de deux ans la durée de la concession portant son échéance au 3 février 2022 pour permettre à la SOLEAM de parachever les travaux de voiries en coordination avec les chantiers de construction, et de commercialiser les deux derniers terrains à bâtir.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 et l'avenant n°22 au contrat de concession passée avec la SOLEAM.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement Saint Louis arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2018 ci-annexé.

**Article 2 :**

Est approuvée la participation du concédant à l'équilibre de l'opération d'un montant de 3 355 929 euros inchangé par rapport au CRAC précédent qui comprend :

- 2 209 829 euros en apport foncier de la Ville de Marseille à l'opération effectué entre 2007 et 2013,
- 936 382 euros en numéraire, montant versé par la Ville de Marseille avant le 31 décembre 2015,
- 209 718 euros en numéraire restant à verser par la Métropole en 2019.

**Article 3 :**

Est approuvé l'avenant n°22 au contrat de concession de Saint Louis T1600902CO (n° Ville 98/055), ci-annexé, prorogeant la durée de la concession de deux ans, ce qui porte l'échéance de la convention au 3 février 2022.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 033-6455/19/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 8 MET 19/10954/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La convention pluriannuelle n°755 de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) de la Savine dans le 15ème arrondissement a été signée le 30 mars 2009 par l'ANRU, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine MPM et les partenaires locaux.

L'objectif de ce PRU est de conduire un projet sur une quinzaine d'années afin de reconfigurer progressivement un quartier plus ouvert, mieux connecté à la Ville offrant une gamme diversifiée de logements et de services avec un volet social renforcé.

Par délibération du conseil municipal du 17 octobre 2011 la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site bas de la Savine à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°11/1342 d'une durée de sept ans qui a été prorogée en 2015 par avenant n°2 (+2ans) puis en 2017 par avenant n°6 (+2ans) portant son échéance au 15 décembre 2022.

Par avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement n°T1600909CO notifié à la SOLEAM le 3 juin 2016 la Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements qui a conduit à proposer une démolition massive des constructions, l'ensemble des partenaires ont validé un nouveau projet en 2015 et signé l'avenant 3 à la convention pluriannuelle n°755 avec l'ANRU pour mobiliser les financements de la première phase de

réalisation du projet.

Cette première phase du projet à échéance de 2020 vise à assurer le relogement des habitants et à amorcer la transformation urbaine du territoire en créant une centralité au bas du Vallon des Tuves, en améliorant la desserte viaire entre le Vallon et la lisière haute du futur Parc du Canal où vont s'implanter de nouvelles constructions.

Le programme de rénovation du PNRU prévoit pour la phase 1 :

- la démolition de 172 logements supplémentaires sur le site haut de la Savine portant à 389 le nombre de logements démolis,
- la reconstruction de 389 logements sociaux répartie sur site et dans d'autres quartiers de Marseille, et la réhabilitation de la petite Savine,
- la création d'un centre urbain sur le site bas au vallon des Tuves constitué de logements, de commerces et d'équipements publics (un centre social et une crèche) autour d'espaces et voiries requalifiés,
- le réaménagement des voiries, l'aménagement du parc du canal et la création d'une voie de maillage entre le Vallon des Tuves et le plateau de la Savine au Nord du site.

La seconde phase du projet à échéance de 2026 à mener dans le cadre du NPNRU permettra de renforcer et de diversifier l'offre en logements sur un périmètre élargi au plateau de la Savine et le long du boulevard du Bosphore.

Le protocole de préfiguration du NPNRU signé fin 2017 entre l'ANRU et les collectivités prévoit la cession par la LOGIREM à la collectivité ou à son aménageur des terrains nécessaires à la réalisation de cette seconde phase.

Ainsi le conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence du 14/12/2017 a approuvé l'avenant 6 à la concession portant sur l'extension du périmètre de la concession, sur la prorogation de la durée de la concession de 2 ans portant son échéance au 15 décembre 2022 et sur l'actualisation du bilan financier.

Enfin par avenant 7 à la convention de concession approuvé par le conseil de la Métropole du 28 Juin 2018 il a été acté le montant prévisionnel et l'échéancier de versement de la participation du concédant à l'opération, le montant prévisionnel des biens de retour et le montant de la rémunération sur dépenses prise mensuellement et recalculée chaque année en fonction de l'évolution des dépenses.

L'objet du présent rapport est de présenter au bureau de la Métropole le compte rendu annuel de cette

concession (CRAC) établi au 31 décembre 2018 ainsi que l'avenant 8 à la convention de concession.

#### Le CRAC établi au 31 décembre 2018

En fin 2018 près de 75% des acquisitions de biens privés ont été réalisées et les acquisitions auprès des partenaires institutionnels (EPF, LOGIREM, concédant) sont réalisées à hauteur de 52%. Le solde est planifié en lien avec l'avancement des travaux et des commercialisations. Le budget « acquisitions » distingue les acquisitions au titre de la phase 1 du projet (PNRU) de celles prévues en phase 2 du projet (NPNRU).

Le projet d'aménagement de l'ensemble des voiries et espaces publics prévu dans la concession est finalisé en phase AVP ou en phase PRO et une première tranche de travaux de requalification du boulevard de la Savine est achevée. Les travaux engagés à fin 2018 représentent 55% du montant des travaux d'aménagement d'espaces publics.

Le bailleur social LOGIREM a livré 145 logements sociaux en lisière du parc (résidence « La Mûre » et « Couronne »).

Par ailleurs sur le site bas de la Savine la société d'HLM Immobilière Méditerranée doit engager la construction de 66 logements sociaux et de commerces au second semestre 2019. La Ville de Marseille a démarré la construction de la crèche et du centre social en octobre 2018 pour une livraison prévue en Janvier 2020.

L'activité de la SOLEAM sur l'exercice 2018 a porté principalement sur :

- la finalisation des dossiers de DUP et d'enquête parcellaire pour l'enquête conjointe DUP/parcellaire prévue en Avril 2019,

- les négociations foncières à l'amiable auprès des propriétaires privés, l'acquisition par voie de préemption d'un bien sis 9 traverse Merlin et l'acquisition d'un bien sis 2 rue de la Pagode,

- l'acquisition auprès de la Métropole de terrains situés rue de la Pagode et bd du Vallon des Tuves,

- la poursuite des études de maîtrise d'œuvre sur le secteur du parc du canal et de la voie de maillage qui ont abouti à l'attribution d'un marché de travaux,

- les travaux d'aménagement du boulevard de la Savine (tranche 1 et 2) et la déviation de réseaux.

• Les perspectives 2019 et années suivantes vont porter sur :

- la poursuite des acquisitions des biens nécessaires à la phase 1 et à la phase 2 du PRU, notamment ceux



du plateau de la Savine haute dont la libération s'échelonnera jusqu'en 2022. Sur ce site, des études de recomposition urbaine sont à mener dans le cadre du NPNRU.

Les biens qui seront valorisés ultérieurement en fonction de leur destination finale, liée au programme du NPNRU qui n'est pas arrêté à ce jour, sont identifiés dans le bilan de l'aménageur comme biens rétrocédés intégralement à la Métropole au prix d'acquisition. Le montant restant concrètement à la charge de la Métropole sera budgétisé lorsque le programme du NPNRU permettra d'émettre des hypothèses de recettes sur ces terrains.

- la poursuite des travaux d'aménagement du boulevard et du mail de la Savine (tranche 3), de la voie de maillage et du Parc du Canal. La réception des travaux du mail et boulevard de la SAVINE est prévue en 2019 et celle de la voie de maillage et du Parc du Canal en 2020. Les travaux du chemin du vallon des Tuves, de l'entrée « Tuves-Bosphore » et du boulevard circulaire vont s'échelonner entre 2019 et 2021 en lien avec le calendrier prévisionnel des opérations de démolitions et de constructions,

- la réitération des actes authentiques de cessions des lots TU01 et TU05 (I3F) et SHL07 (SEARIM) en début 2019,

- la commercialisation du lot TU02/TU03 sur le site bas destiné à un programme de logements. En 2019, la SOLEAM se rendra propriétaire de ces emprises et lancera un appel à projet,

- la recherche d'un nouveau financement ANRU dans le cadre de l'avenant au protocole NPNRU pour notamment l'aménagement du chemin du Vallon des Tuves programmé en 2020 qui pourrait bénéficier d'une subvention complémentaire à hauteur de 833 521 euros.

### **Le bilan arrêté au 31 décembre 2018**

#### **Les dépenses :**

**Sur l'année écoulée**, les dépenses réalisées qui s'élèvent à 1 939 919 euros TTC sont en diminution de 6 043 449 euros TTC par rapport au bilan approuvé et se décomposent ainsi :

60 186 euros TTC d'études, poste en diminution de 37 552 euros en raison d'études de pollution et géotechniques reportées en 2019 et d'études pré-opérationnelles surestimées,

555 150 euros TTC d'acquisitions, en diminution de 337 185 euros correspondant au report des négociations dans l'attente de la finalisation des projets (- 583 185 euros), en partie compensée par la préemption du 9 traverse Merlin (+246 000 euros),

1 101 832 euros TTC de travaux et honoraires techniques, en diminution de 5 608 266 euros par rapport au budget prévisionnel en raison d'un retard de facturation d'environ 6 mois du chantier du boulevard de la Savine et du report en 2019 du démarrage des autres chantiers,

29 223 euros TTC de dépenses annexes en diminution de 24 179 euros sur les frais de communication, de commercialisation et les charges de gestion,

193 528 euros TTC de rémunération en diminution de 35 763 euros principalement sur le poste de la rémunération sur les recettes de cessions, la rémunération sur dépenses étant versée de manière anticipée et forfaitaire.

#### **Sur l'état d'avancement** cumulé au 31 décembre 2018

Les dépenses réalisées s'élèvent à 6 691 340 euros TTC (19% du montant total des dépenses prévisionnelles) dont :

299 202 euros TTC pour les études soit 41% du budget total prévisionnel des études,

3 548 810 euros TTC pour le foncier soit 50% du budget total prévisionnel du foncier,

1 789 879 euros TTC pour les travaux et honoraires techniques, soit 7,3% du budget total de ces postes,

88 471 euros TTC pour les dépenses annexes soit 24% du budget total prévisionnel des dépenses annexes,

2 067 euros de frais financiers court terme soit 1,5% du budget prévisionnel en frais financier, et

962 911 euros de rémunération soit 51% du montant total du budget global de ce poste.

**Au terme de la concession**, les dépenses prévisionnelles totales de l'opération d'aménagement qui sont estimées à 32 625 377 euros TTC (y compris la TVA) sont en augmentation de 2 259 512 euros par rapport au dernier bilan approuvé.

Le montant des dépenses prévisionnelles se décompose ainsi :

- 736 506 euros TTC pour le budget études (2,1% des dépenses totales) qui est en augmentation (+122 059 euros) par rapport au CRAC précédent, en raison de besoins complémentaires d'études diverses (levés topographiques et détections de réseaux, géotechniques, expertise commerciale),

- 7 157 842 euros TTC pour le foncier (21% des dépenses totales) ; l'augmentation de ce budget de 391 659 euros résulte d'une acquisition d'opportunité liée à la phase 2 et à l'ajustement de la valeur des biens acquis en apport foncier auprès du concédant,

- 24 388 924 euros TTC de travaux d'aménagement (démolitions, VRD, dépollution) et d'honoraires techniques (70% des dépenses totales) en augmentation de 1 815 758 euros par rapport au CRAC précédent. Cette estimation tient compte du montant à la hausse des marchés notifiés en 2018, de la réévaluation des travaux définis en phase AVP, des travaux de dévoiements de réseaux supplémentaires et d'une actualisation de la provision sur aléas,

- 363 305 euros TTC (1% des dépenses totales) pour les dépenses annexes en légère augmentation (+48 249 euros) sur l'actualisation de la taxe sur salaires et du poste assurance,

- 138 338 euros TTC de frais financiers inchangé par rapport au bilan précédent,

- 1 899 390 euros TTC de rémunération (5,5% des dépenses totales) en augmentation de 462 680 euros en lien avec l'augmentation des dépenses (+79 841 euros), l'augmentation du poste avance sur dépenses (+350 000 euros de rémunération forfaitaire), et l'actualisation de la rémunération de liquidation.

## Les recettes

**Sur l'exercice écoulé**, les recettes perçues en 2018 d'un montant de 2 238 784 euros TTC sont en diminution de 4 089 015 euros par rapport au prévisionnel, pour les raisons suivantes :

- aucune recette de commercialisation, la réitération des actes authentiques de cession des lots Tu01/TU05 et SHI07 ayant été décalée en 2019 (-944 680 euros), en raison d'une insuffisance de commercialisation du programme d'accession sociale par le promoteur, et du report en 2019 par le promoteur des mises en chantier des lots d'habitat social,

- 38 784 euros de produits de gestion locative, en légère diminution (-8 500 euros) par rapport au prévisionnel,

- 2 200 000 euros de participation concédant, en diminution de 159 030 euros d'apport foncier en nature décalé en 2019,

- le versement de la subvention de l'ANRU correspondant au 1<sup>er</sup> acompte sollicité en novembre 2018 pour 2 584 038 euros est reporté en 2019 en raison des délais de paiements,

- la subvention de la Région d'un montant de 392 767 euros n'a pas été versée en 2018 comme prévu.

**Sur l'état d'avancement cumulé** au 31 décembre 2018, les recettes s'élèvent à 8 152 664 euros TTC, soit 25% des recettes globales, et correspondent :

- aux cessions encaissées pour 41 348 euros TTC soit un taux d'avancement des cessions de 18%, et aux produits de gestion locative et produits financiers pour 75 147 euros soit un taux d'avancement de 53%,

- aux participations des collectivités, la Ville de Marseille pour 500 000 euros, et la Métropole pour 4 930 000 euros dont 330 000 euros d'apport foncier, 3 099 098 euros pour équipements publics, et 1 500 902 euros à l'équilibre du bilan, soit un total de 5 430 000 euros correspondant à un taux de versement de 39,3%,

- à la subvention de l'ANRU pour 1 292 019 euros (15% des subventions attendues de l'ANRU),

- à la subvention de la Ville de Marseille aux équipements PRU pour 1 314 150 euros (30% des subventions attendues de la Ville de Marseille),

- **Au terme de la concession** les recettes qui s'élèvent à un montant global de 32 625 377 euros TTC (en augmentation de 2 259 512 euros) reposent sur :

- les cessions à hauteur de 2 223 655 euros TTC, en diminution (-42 286 euros) par rapport au bilan précédent, établi suivant un programme de logements libres qui reste à confirmer en regard du marché,

- les cessions des biens de retour au concédant pour 2 600 844 euros TTC en 2022, en diminution (-30 480 euros) par rapport au bilan précédent. Le montant sera actualisé lors de l'élaboration de la phase 2 du projet de rénovation de la SAVINE au titre de la programmation attendue pour le NPNRU si ces biens sont commercialisés,

- les produits financiers, produits de gestion locative et divers pour un montant de 142 618 euros TTC, montant en augmentation de 58 970 euros en raison de la prolongation de l'occupation des commerces,

- la participation des différentes collectivités et de l'ANRU, à savoir :

- la Ville de Marseille, au titre de la participation d'équilibre, pour 500 000 euros versée avant le transfert de l'opération à la Métropole,

- la Métropole, pour 13 319 349 euros TTC en augmentation de 2 273 308 euros et comprenant :

9 056 109 euros TTC de participation aux

équipements publics, montant inchangé,

3 646 590 euros TTC de participation à l'équilibre du bilan, en augmentation de 2 145 688 euros TTC, en raison de la hausse des dépenses de l'opération non compensée par des recettes de commercialisation ou par une augmentation de la participation de l'ANRU ou autres partenaires,

616 650 euros par apport foncier en augmentation de 127 620 euros d'ajustement de biens cédés par le concédant,

- l'ANRU pour 8 613 461 euros TTC, montant prévu dans l'avenant n°3 à la convention ANRU,

- la Ville de Marseille pour 3 942 450 euros TTC au titre du financement du programme des équipements publics y compris le parc du canal (montant inchangé) dont 1 314 150 euros déjà versés, 1 314 150 euros en 2019 et le solde en 2020.

- la Région pour 1 283 000 euros TTC au titre de l'aménagement et au titre de l'attractivité commerciale du Vallon des Tuves, montant inchangé.

#### **La participation de la Métropole**

La Métropole versera une participation de 9 056 109 euros TTC au titre des équipements publics de la manière suivante :

Déjà versé au 31 décembre 2018 : 3 099 098 euros TTC

2019 : 3 538 231 euros TTC

2020 : 2 418 780 euros TTC

La participation d'équilibre d'un montant prévisionnel de 3 646 590 euros a fait l'objet d'un premier versement de 1 500 902 euros TTC en 2018. Le solde d'un montant prévisionnel de 2 145 688 euros qui sera à ajuster en fonction de la nouvelle subvention demandée en fin 2018 à l'ANRU, est prévu d'être versé à l'opération suivant l'échéancier ci-après :

2021 : 842 989 euros,

2022 : 1 302 699 euros.

L'apport foncier en nature (gratuit) du concédant à la Soleam est estimé à 616 650 euros TTC et se répartit au CRAC pour 330 000 euros TTC en 2017 et 286 650 euros TTC en 2020.

#### **Le recours à l'emprunt**

La Soleam prévoit de mettre en place un emprunt en 2019 d'un montant de 3 500 000 euros.

#### **La TVA et la trésorerie**

La TVA reversée à l'opération est estimée à 2 058 928 euros.

La trésorerie brute de l'opération à fin 2018 est de 1 206 861 euros en lien avec le différentiel des dépenses, recettes.

#### **Avenant à la concession**

L'avenant 8 à la concession d'aménagement de la Savine T1600909CO (ex n°11/1342) soumis à votre approbation a pour objet :

- d'acter la participation du concédant à l'équilibre de l'opération, l'apport foncier en nature, la participation aux équipements publics, ainsi que l'échéancier de versement des sommes dues par la Métropole à la SOLEAM,

- de fixer le montant prévisionnel des biens de retour au concédant en fin d'opération,

- de modifier la rémunération en actant de la prise d'une rémunération forfaitaire de 350 000 euros basée sur un montant de 50 000 euros par an de 2012 à 2018 pour tenir compte de la complexité des missions de l'aménageur en complément des autres types de rémunération,

- et de modifier l'échéancier de prise de rémunération pour anticipation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 et l'avenant n°8 au contrat de concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement du site bas de la Savine arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2018 ci-annexé.

**Article 2 :**

Est approuvée la participation de la Métropole aux équipements publics d'un montant 9 056 109 euros TTC dont 3 099 098 euros déjà versés, et 5 957 011 euros restant à verser à l'opération suivant l'échéancier ci-après :

2019 : 3 538 231 euros TTC

2020 : 2 418 780 euros TTC

**Article 3 :**

Est approuvée la participation en nature de la Métropole par un apport foncier d'une valeur estimée à 616 650 euros dont 330 000 euros en 2017, le solde 286 650 euros en 2020.

**Article 4 :**

Est approuvée la participation du concédant à l'équilibre du bilan d'un montant de 4 146 590 euros en augmentation de 2 145 688 euros dont 500 000 euros versés par la Ville de Marseille en 2015, et 3 646 590 euros à la charge de la Métropole décomposé en :

- 1 500 902 euros versés en 2018

- 2 145 688 euros restant à verser suivant l'échéancier prévisionnel ci-après :

2021 : 842 989 euros

2022 : 1 302 699 euros

**Article 5 :**

Est approuvée la rétrocession à la Métropole des biens de retour en 2022 pour un montant prévisionnel de 2 600 844 euros.

**Article 6 :**

Est approuvé l'avenant 8 à la convention d'aménagement T1600909CO (N° Ville n°11/1342) ci-annexé ayant pour objet :

- d'actualiser et de préciser l'échéancier de paiement de la participation du concédant à

l'opération en apport foncier, à l'équilibre du bilan et aux équipements publics,

- d'actualiser le montant des biens de retour,
- d'actualiser les rémunérations sur dépenses versées annuellement de manière forfaitaire à la Soleam et intégrer une rémunération forfaitaire complémentaire de 350 000 euros.

**Article 7 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 034-6456/19/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague-Plan à Marseille 15ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan  
MET 19/10955/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du renouvellement urbain impulsé en 2003 par la Ville de Marseille sur la « Façade Maritime Nord », les quartiers de la Cabucelle et de Saint-Louis ont fait l'objet d'études urbaines pour orienter la mutation de cette zone et d'une veille foncière dans le cadre de conventions passées avec l'Établissement Public Foncier PACA.

Sur la base de ces études et compte tenu de la maîtrise foncière d'un certain nombre de terrains par la collectivité, le Conseil municipal a approuvé la convention de concession d'aménagement « Mardirossian - Madrague Plan » entre la Ville de Marseille et la SOLEAM par délibération n°10/0978/DEVD du 25 octobre 2010.

Cette opération devait redonner au secteur un caractère attractif visant le développement de l'offre en logement et des activités économiques, permettant de développer environ 90 000 m² de surface de planchers.

La concession d'aménagement d'une durée initiale de 7 ans à compter de la notification en date du 7 janvier 2011 recouvre un périmètre de 9 hectares englobant trois secteurs : Mardirossian, Madrague-Plan et le terrain situé 211 chemin de la Madrague-Ville.

Cette concession a été prorogée de 5 ans, soit jusqu'au 7 janvier 2023 par avenant n°3 approuvé par le Conseil municipal de Marseille le 16 décembre 2015.

Cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté

préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°4 à la convention de concession d'aménagement N° T1600910CO (n°Ville 11/0013) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par avenant 5 notifié en Janvier 2017 le périmètre d'intervention de la Soléam a été réduit au secteur de Mardirossian avec une modification de programme. Le bilan de l'opération a été profondément remanié et la participation du concédant à l'opération a été portée à 7 708 919 euros par avenant 7.

Par ailleurs la modification n°3 du PLU approuvée en juillet 2017 a permis d'instaurer sur ce site un zonage permettant d'implanter des activités dans un tissu urbain mixte.

L'objet du présent rapport est de présenter à la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2018.

L'opération initiale se développait sur trois sites :

- le terrain situé 211 chemin de la Madrague Ville a été acquis par la SOLEAM auprès de l'EPF PACA, puis à la demande de la Ville, a été cédé à titre gratuit en 2012 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole afin de réaliser un pôle de création d'entreprises et un pôle artisanal dans le cadre du Plan local de redynamisation avec l'État. Sur ce secteur la SOLEAM est devenue l'opérateur de MPM et sa mission dans le cadre de la concession est terminée,

- sur le secteur Madrague Plan un appel à projet lancé en 2012 a été interrompu car le terrain principal nécessaire à l'opération, situé au 287 chemin de la Madrague Ville, n'a finalement pas été maîtrisé. En effet, la décision de préemption par la Ville de ce bien a été annulée par la juridiction administrative (jugement du TA de Marseille du 22 mars 2012, arrêt de la cour administrative d'appel du 29 novembre 2012, Conseil d'État du 27 août 2014) et la Ville a été condamnée à rétrocéder le bien à l'acquéreur évincé.

Aussi l'opération d'aménagement sur ce secteur est désormais conditionnée par l'acquisition du foncier à un tiers qui pourrait s'envisager par voie d'expropriation, option qui n'est pas retenue à ce jour.

Enfin l'éviction des entreprises occupant les bâtiments (ex Baccuet) appartenant à la Ville le long du chemin de la Madrague Ville a été menée à terme et la Ville a souhaité conserver ces locaux pour y reloger des services.

- le secteur Mardirossian prévu initialement pour de l'habitat est désormais positionné pour de l'activité économique en raison du marché de l'immobilier du

logement qui n'est pas favorable dans cette zone pour de l'accession, et suite à des dispositions gouvernementales qui ne favorisent pas le logement social dans le quartier prioritaire dont fait partie le périmètre de l'opération.

La relocalisation de services municipaux et l'implantation d'entreprises du secteur privé sont encore à l'étude côté Ville de Marseille, sur les terrains libres de ce secteur acquis auprès de l'EPF pour partie par la Ville de Marseille en 2016 et par la SOLEAM en 2017.

Enfin le service propreté de la Métropole occupe des bâtiments industriels implantés sur 13 150 m² de terrain. La perspective d'une relocalisation de cette activité reste à l'étude mais la date de libération du foncier n'est pas déterminée.

Pour l'ensemble de ces raisons l'intervention de la Soleam ne porte plus que sur le secteur de Mardirossian afin d'aménager les terrains maîtrisés (démolitions et travaux de viabilité des lots cessibles), de réaliser des travaux d'élargissement de la traverse Mardirossian, et d'assurer la commercialisation d'environ 8 200m² de terrains.

#### Les événements sur l'année 2018 écoulée :

Sur ce site, la Soleam a confié une étude urbaine à l'agence KERN en vue d'étudier la faisabilité de conjuguer l'implantation d'une station-service avec les bâtiments que la Ville de Marseille souhaiterait réaliser pour relocaliser les régies communales. Cette étude a été transmise à la Ville, en attente d'une décision de cette dernière.

La SOLEAM a engagé la démolition d'anciens bâtiments et entrepôts du site fin 2018.

#### Les orientations pour l'année 2019 et suivantes

Les études de maîtrise d'œuvre pour l'élargissement de la traverse Mardirossian ont été reportées à 2019 pour une réalisation des travaux en 2020 en lien avec le calendrier de la commercialisation des terrains à la Ville de Marseille.

#### **Les éléments financiers du CRAC au 31 décembre 2018.**

##### **Les dépenses :**

##### **Sur l'exercice 2018,**

Les dépenses s'élèvent à 150 519 euros TTC. Ce montant qui est en baisse par rapport au prévisionnel (-221 954 euros) se répartit ainsi :

12 030 euros TTC pour des études, en diminution de 61 457 euros TTC en raison des études pré-opérationnelles reportées en lien avec le différé de la commercialisation des terrains,

0 euros de travaux soit une diminution de ce poste de

57 645 euros en raison du paiement en 2019 du coût des travaux de démolitions réalisés en fin 2018,

76 288 euros TTC de charges de dépenses annexes en diminution de 26 629 euros TTC en raison des charges de gestion à la baisse en lien avec la diminution des interventions sur le site,

20 001 euros TTC de rémunération en diminution de 25 874 euros TTC, les démarches pour la vente du terrain à Total n'ayant pas abouties,

42 200 euros TTC de frais financiers en diminution de 4 410 euros en lien avec la trésorerie plus favorable que prévue.

#### **Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2018,**

Les dépenses réalisées (hors crédit de TVA) s'élèvent à 7 490 764 euros TTC soit 73 % du montant total des dépenses prévisionnelles et correspondent :

- aux études urbaines et acquisitions pour 6 324 808 euros TTC, soit 98 % du budget total études et foncier,
- aux honoraires techniques et travaux pour 23 430 euros TTC soit 1,1% du budget total honoraires et travaux,
- aux dépenses annexes pour 131 891 euros TTC soit 40 % du budget total correspondant,
- à la rémunération de la Soleam pour 233 826 euros TTC soit 52% du budget total correspondant,
- aux frais financiers de 776 809 euros TTC, soit 100 % du budget total correspondant.

#### **Au terme de la concession,**

Les dépenses prévisionnelles (hors la TVA restituée) qui s'élèvent à 10 183 720 euros TTC sont stables par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2017 et se répartissent ainsi :

6 476 656 euros TTC de budget d'études et de foncier en augmentation de 72 000 euros afin de tenir compte de la requalification du régime d'acquisition par les services fiscaux soit 63,5% du coût de l'opération,

2 144 981 euros TTC de budget travaux en diminution de 52 409 euros après ajustement du coût des démolitions, soit 21% du coût de l'opération,

335 145 euros TTC de budget dépenses annexes en diminution de 33 265 euros après ajustement des charges de gestion, soit 3,3% du coût de l'opération,

450 128 euros TTC de budget rémunération en

augmentation de 18 018 euros en lien avec la rémunération plancher versée à l'opération en raison de l'activité faiblement rémunératrice en 2018, soit 4,4% du coût de l'opération,

et 776 810 euros de frais financiers en diminution de 4 410 euros par rapport au prévisionnel, soit 7,6% du coût de l'opération.

#### **Les recettes :**

##### **Sur l'exercice écoulé,**

Les recettes perçues d'un montant total de 1 000 000 euros TTC correspondent à la participation à l'équilibre du bilan versée par la Métropole.

#### **Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2018,**

Les recettes perçues à fin 2018 s'élèvent à 7 196 183 euros TTC dont 27 383 euros TTC de produits financiers et divers, et 7 168 800 euros de participation du concédant (668 800 euros en apport foncier, et 6 500 000 euros à l'équilibre du bilan).

**Au terme de la concession** les recettes prévisionnelles de l'opération s'élèvent à 9 297 802 euros TTC qui sont stables par rapport au précédent CRAC et qui comprennent :

1 560 000 euros TTC de cession de charges foncières, montant inchangé par rapport au précédent CRAC,

28 883 euros TTC de produits financiers et divers en augmentation de 1 500 euros après ajustement des produits de gestion,

et 7 708 919 euros de participation du concédant, montant inchangé qui comprend :

- la participation à l'équilibre de l'opération en numéraire, pour un montant inchangé de 7 040 119 euros,
- et une participation en nature inchangée pour 668 800 euros correspondant à un apport foncier effectué par la Ville de Marseille en 2013.

Le versement par la Métropole de la participation numéraire est échelonné de la manière suivante :

6 500 000 euros versés à fin 2018,

540 119 euros en 2019.

#### **Les emprunts, la trésorerie et la TVA reversée :**

La SOLEAM a fait un emprunt de 4 000 000 euros en 2012 avec un remboursement échelonné jusqu'en 2018.

La trésorerie brute au 31 décembre 2018 est positive et s'élève à 91 632 euros.

A la fin 2018 le bilan financier présente un crédit de TVA de 386 213 euros et la TVA reversée à terme à l'opération s'élèvera à 885 918 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité de la concession Mardirossian-Madrague Plan établi au 31 décembre 2018.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Mardirossian-Madrague Plan arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2018 ci-annexé.

**Article 2 :**

Est approuvée la participation prévisionnelle du concédant d'un montant de 7 708 919 euros, qui comprend la participation en nature par apport foncier de la Ville de Marseille en 2013 estimé à 668 800 euros, et la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan d'un montant de 7 040 119 euros dont 6 500 000 euros versés à fin 2018 et 540 119 euros à verser en 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**URB 035-6457/19/CM**

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement de la ZAC de Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan  
MET 19/10957/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de Saumaty Séon a été créée par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°87/398/UCV du 10 juillet 1987 et son dossier de réalisation approuvé le 11 mars 1988 par délibération n°88/114/UCV.

La réalisation de l'opération a été confiée par la Ville de Marseille en concession à Marseille Aménagement (anciennement SOMICA), devenue depuis SOLEAM, par délibération n°88/598/UCV du 8 novembre 1988 approuvant la convention (traité et cahier des cessions) n°89/017 notifiée le 13 janvier 1989.

L'avenant n°15 à cette convention notifiée le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement du 28 Novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 déc. 2015 par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600905CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saumaty -Séon, qui s'étend sur 60 ha dans les quartiers Nord de Marseille (13016) a pour objectif de promouvoir le développement d'activités industrielles, artisanales et tertiaires sur les friches des tuileries de Marseille localisées aux abords des noyaux villageois de St André, St Henri et l'Estaque, tout en permettant la production limitée de logements en frange immédiate de ces noyaux villageois.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à trois reprises, par délibérations du Conseil Municipal de Marseille n°91/519/U du 30 septembre 1991 et n°98/272/DUC du 20 juillet 1998 et par délibération du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n°AEC 003-482/11/CC du 8 juillet 2011.

La dernière modification du PAZ a principalement permis d'adapter ou supprimer des emplacements réservés pour espaces publics (voiries, places et cheminements piétonniers) et pour équipements publics (école, jardin, etc.) dont la réalisation n'était plus nécessaire et de modifier les zonages de plusieurs terrains pour adapter leur constructibilité à leur environnement urbain.

La ZAC de Saumaty-Séon a été intégrée au PLU dont la révision n°3 a été approuvée par délibération n° URB 021-2360/17/CM du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence en date du 13 juillet 2017. Les zonages spécifiques de la ZAC ont été remplacés par des zonages de droit commun du PLU en maintenant la répartition entre secteurs dédiés à l'activité et aux logements.

Les objectifs du programme de construction sont de 200 000 m2 SDP dont 140 000 m2 de locaux d'activité et 60 000 m2 de logement

La convention de concession a fait l'objet de plusieurs prorogations de durée. L'avenant n°20, approuvé par délibération du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 a prorogé la durée de la concession de deux années, jusqu'au 13 janvier 2021.

#### AVANCEMENT DE L'OPERATION :

Les objectifs de la ZAC sont quasiment atteints.

Les équipements publics sont réalisés à 95%.

##### - Maîtrise foncière :

La SOLEAM doit encore acquérir à titre gratuit environ 1700 m² de foncier auprès de la Métropole en vue de leur commercialisation.

Les emprises foncières appartenant encore à la SOLEAM correspondent aux terrains d'assiette de voies publiques qu'elle a aménagées au titre du programme des équipements publics de la ZAC et qui n'ont pas encore pu être rétrocédées à la Métropole et à 4 terrains restant à commercialiser.

##### - Procédures en contentieux en cours :

Résolution judiciaire de la vente à la SCI AWAL - immeuble n° 63-65 rue Condorcet : La SOLEAM doit mener à son terme la procédure, la SCI AWAL ayant fait appel du jugement du TGI du 14 mars 2017 prononçant la résolution de la vente.

Expulsion de l'association « Tapis Vert » occupant sans droit ni titre le n°1 impasse Guichard : la procédure d'expulsion engagée par la SOLEAM en 2018 n'a pu aboutir faute pour la SOLEAM d'être propriétaire du n°1 impasse Guichard. Une nouvelle procédure sera lancée en 2019, SOLEAM étant propriétaire depuis mars 2019.

##### - Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

La SOLEAM détient encore 3 400 m² de terrains à bâtir répartis entre 4 tènements fonciers de petite taille. La constructibilité de ces terrains est estimée à 2 700 m2 sdp.

Le cumul des commercialisations engagées a permis la construction d'environ 167 900 m² de surface de plancher (soit 84% de l'objectif de 200 000 m2 sdp), dont 112 900 m² pour de l'activité (soit 81% de l'objectif de 140 000 m2 sdp) et 57 628 m² pour du logement (soit 96% de l'objectif de 60 000 m2 sdp).

##### - Aménagement des équipements publics :

95% des équipements publics de la ZAC ont été réalisés, avec notamment les voies de desserte et réseaux de la zone, un stade, un parc public, une Maison pour Tous, des parkings et places publics.

Il reste à réaliser les derniers travaux de parachèvement des voies et d'aménagement nécessaires à l'amélioration de la trame circulatoire du secteur et permettant de poursuivre les remises d'ouvrages à la Métropole AMP.

Le dernier CRAC (Compte Rendu Annuel à la Collectivité), approuvé par le Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018, est celui arrêté au 31 décembre 2017.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018.

#### ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE:

##### - Maîtrise foncière :

Les acquisitions prévues, à titre gratuit, auprès de la Métropole, des terrains à bâtir du n°1 impasse Guichard et du Mail des écoles de St Henri n'ont pu aboutir en 2018.

##### - Commercialisation de terrains:

La signature de l'acte authentique relatif à la cession à la LOGIREM du terrain "Rouvière" (devant accueillir le projet d'habitat participatif porté par l'association Corail) n'a pas pu intervenir en 2018 car le permis n'était pas purgé.

##### - Etudes:

Les études de maîtrise d'œuvre relatives aux travaux de parachèvement des voies publiques du secteur « Séon » ont été poursuivies en 2018.

##### - Aménagement des équipements publics :



Les travaux de parachèvement des voies publiques du secteur « Saumaty » (traverse du Cerisier, traverse Va à la Mer, cheminement piétonnier prolongeant la traverse Saumaty et voie de liaison entre traverse du Cerisier et rue J.J.Vernazza) ont été terminés en 2018. Cependant des réserves émises lors de la réception demeurent et doivent être levées en 2019.

- Permis de Construire : (annexe ci-jointe)

#### ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE SUR LES DEUX PROCHAINES ANNEES:

- Maîtrise foncière:

La SOLEAM prévoit :

- en 2019 : les acquisitions auprès de la Métropole du n°1 impasse Guichard (500 m2) et de la bande de terrain de 86 m2 à céder au propriétaire des terrains mitoyens (parcelle I112) vendus en 2012, ainsi que l'acquisition du 63/65 rue Condorcet auprès de la SCI AWAL (au terme de la procédure de résolution judiciaire de la vente),

- en 2020 : l'acquisition auprès de la Métropole du terrain à bâtir du Mail des écoles de St Henri (1 130 m2).

- Commercialisation de terrains :

La SOLEAM projette de commercialiser en 2019 les derniers terrains à bâtir de la ZAC, d'une contenance globale de 3 400 m2 et portant une sdp potentielle de 2 700 m2 :

- signature d'un compromis de vente pour le terrain à bâtir du n°1 impasse Guichard (440 m2)

- signature d'un compromis de vente pour le terrain à bâtir de la rue Henri et Antoine Maurras (907 m2)

- signature d'un compromis de vente pour le terrain à bâtir du n°42 traverse Bruno Razzoli (932 m2)

- signature d'un compromis de vente pour le terrain à bâtir du Mail des écoles de St Henri (1 130 m2)

- Etudes:

Les études de maîtrise d'œuvre relatives aux travaux de parachèvement de la rue Henri et Antoine Maurras et de maillage de cette voie avec la contre-allée de l'Av André Roussin (secteur « Séon »), seront finalisées en 2019.

Les études relatives aux travaux d'élargissement du trottoir au niveau du carrefour Rabelais / Pelas (au droit du 1 impasse Guichard) seront réalisées en 2019.

- Aménagement des équipements publics :

La SOLEAM va réaliser en 2020 les derniers travaux de VRD et de parachèvement des voies de la ZAC :

- secteur « Saumaty » - levée des réserves relatives aux travaux de requalification de la traverse Va à la Mer / aménagement d'un cheminement piétonnier dans le prolongement de la traverse Saumaty / réfection des revêtements de chaussée et trottoirs de la voie sans nom entre la traverse du Cerisier et la rue J.J. Vernazza,

- secteur « Séon »: réfection du revêtement des trottoirs de la rue Henri et Antoine Maurras et maillage de cette rue avec la contre-allée André Roussin, élargissement du trottoir au niveau du carrefour Rabelais / Pelas (au droit du n°1 impasse Guichard)

- Travaux de démolition :

La SOLEAM va réaliser en 2020 les démolitions des constructions existantes des n°1 impasse Guichard et 63/65 rue Condorcet (après résolution judiciaire de la vente à la SCI AWAL)

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2018 s'établit comme suit :

#### DEPENSES:

\* Sur l'exercice écoulé:

Sur l'exercice 2018, les dépenses s'élèvent à 442 493 euros TTC, inférieures de 348 538 euros aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse des dépenses de travaux et honoraires techniques (- 223 981 euros) consécutive :

- ↑ au report des honoraires techniques relatifs aux démolitions de constructions et à une surestimation du montant du marché de maîtrise d'œuvre ARTELIA arrivé à son terme (-21 514 euros)

- à la non utilisation de la provision pour aménagements de sols et démolitions (-20 000 euros)

- au report des travaux d'aménagement de voiries et la non utilisation des provisions pour travaux de parachèvement avant rétrocession des ouvrages des secteurs « Saumaty » et « Séon » (-182 467 euros)

- d'une baisse du budget foncier (- 87 930 euros) en raison du report en 2019 de l'acquisition du n°1 impasse Guichard auprès de la Métropole (-80 000 euros) et du report consécutif de la provision pour frais d'acquisition correspondante (-7 740 euros)

- d'une baisse des dépenses annexes (-6 841 euros) résultant essentiellement d'une réduction des charges de gestion et d'un report d'une partie des frais de commercialisation lié au report des cessions des derniers terrains à bâtir,

- d'une baisse des rémunérations de la SOLEAM (-29 786 euros) résultant de la baisse des dépenses et des recettes par rapport aux prévisions.

\* Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 (en TTC):

Au 31 décembre 2018 le montant cumulé des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 39 532 913 euros TTC, soit 96% du montant des dépenses figurant au bilan prévisionnel de la ZAC. Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- dépenses foncières : 10 003 513 euros, soit 96,5% du budget foncier à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- dépenses travaux (honoraires techniques + mise en état des sols + Travaux): 18 338 601 euros, soit 94,5% du budget travaux figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- dépenses annexes (Charges de gestion + Impôts fonciers + Dépenses non rémunérables + Frais de commercialisation + TVA non récupérable) : 2 661 309 euros, soit 98% du budget des dépenses annexes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- rémunérations de la SOLEAM : 2 557 443 euros, soit 91,5% du budget des rémunérations figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- frais financiers : 4 263 112 euros, soit 100 % du budget des frais financiers figurant au bilan prévisionnel de la ZAC, l'intégralité des emprunts étant à ce jour remboursée,

- TVA Résiduelle: 1 708 935 euros, soit 100% de la TVA Résiduelle à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (euros).

\* Au terme de l'opération:

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 41 295 755 euros. Il se répartit principalement entre :

- budget foncier et études générales : 10 383 866 euros (soit 25%),

- budget travaux et honoraires : 19 425 202 euros (soit 47%),

- budget dépenses annexes comprenant les charges de gestion, les impôts fonciers, les dépenses non rémunérables, les frais de commercialisation et la TVA

non récupérable : 2 716 168 euros (soit 6,5%),

- budget "rémunérations de l'aménageur" : 2 801 026 euros (soit 7%),

- budget "Frais financiers" : 4 263 112 euros (soit 10,5%),

- et TVA résiduelle : 1 706 381 euros (soit 4%)

Cette répartition reste très proche de celle du bilan prévisionnel précédemment approuvé.

Les dépenses prévisionnelles augmentent de +113 999 euros, soit + 0,02%. Cette faible augmentation s'explique principalement par:

- une hausse de la TVA résiduelle (+108 106 euros)

- une hausse du budget travaux (+17 117 euros TTC) essentiellement due à l'augmentation du poste aléas mise en état des sols. Il est à noter que le montant des postes "parachèvement des ouvrages avant rétrocession" a été fixé à 306 444 euros, à un niveau proche du bilan prévisionnel du CRAC au 31 décembre 2017 (305 184 euros TTC) pour le cas où des interventions de remise en état seraient demandées par les services métropolitains gestionnaires de la voirie publique.

- une hausse du budget foncier (+2 227 euros TTC) consécutive à une augmentation du poste études générales pour prendre en compte les études à venir (faisabilité, pollution, etc...),

Ces hausses de budgets étant partiellement compensées par une baisse du budget Dépenses Annexes (-12 012 euros) en raison principalement d'une diminution du poste Taxes Foncières (-11 895 euros) et dans une moindre mesure du budget Rémunérations (-1 439 euros) en fonction de l'évolution des dépenses et des recettes.

RECETTES :

Sur l'exercice écoulé

Sur l'exercice 2018 le chiffre d'affaire s'élève à 9 720 euros, inférieur de 412 245 euros aux prévisions du bilan précédent.

Cet écart s'explique principalement par :

- une réduction du budget Cessions Logement (-215 358 euros) due au report en 2019 des signatures des actes authentiques relatifs à la cession à la LOGIREM du terrain « Rouvière » (-190 608 euros) et à la cession de « la bande de terrain Rouvière » (-24 750 euros)

- une réduction du budget Cessions Activité (-116 887 euros) due au report de la commercialisation des

terrains à bâtir traverse Razzoli, rue Maurras et n°1 impasse Guichard (-36 480 euros) et au report de la cession du lot UE25- rue Maurras à la société Vivian (-80 407 euros)

- le report en 2019 de la participation en apport foncier de la Métropole correspondant à la cession du n°1 impasse Guichard (-80 000 euros)

#### Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2018 (en TTC):

Au 31 décembre 2018, le montant cumulé des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 39 856 021 euros, soit 96,5 % du montant total des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (41 295 755 euros). Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- cessions de terrains pour créer de l'activité : 17 611 979 euros, soit 97,5 % de ce poste à terme,

- cessions de terrains pour construire de logements : 5 080 032 euros, soit 80% de ce poste à terme,

- subventions FEDER: 121 319 euros, soit 100% de ce poste à terme,

- participations constructeurs aux équipements: 169 015 euros, soit 100% de ce poste à terme,

- produits de gestion : 1 404 516 euros, soit 100 % de ce poste à terme,

- produits financiers: 303 872 euros, soit 100% de ce poste à terme,

- participations du Concédant (initialement la Ville puis la Métropole) à l'équilibre du bilan, en apport foncier et en numéraire: 14 518 544 euros, soit 102% de ce poste à terme.

#### Au terme de l'opération:

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 41 295 755 euros. Il se répartit principalement entre :

- cessions pour activités : 18 057 186 euros, soit 43,5% du montant total des recettes,

- cessions pour logements : 6 351 390 euros, soit 15,5% du montant total des recettes,

- recettes diverses : 2 170 890 euros, soit 5,5% du montant total des recettes. Les recettes diverses comprennent les participations constructeurs (0,5%), les participations autres et autres taxables (0,5%), les produits de gestion (3,5%) et les produits financiers (0,5%),

- participations de la Ville de Marseille et de la Métropole à l'équilibre du bilan de l'opération : 14 228 513 euros, soit 34,5% du montant total des recettes,

- le solde de 487 776 euros correspondant à des cessions autres déjà encaissées et à la subvention versée par le FEDER.

Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

Les recettes prévisionnelles augmentent de + 114 000 euros, soit + 0,03%, Cette faible augmentation s'explique principalement par une hausse du budget « cession Logements » consécutive à un ajustement du montant de la convention afférente à la passation d'un avenant au CCCT avec AMETIS pour le PC n° 18 00037 – boulevard Jean Labro (+100 800 euros) et à une nouvelle convention de participation signée avec la Poste (+13 199 euros).

#### PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Au 31 décembre 2018, l'aménageur a perçu auprès des constructeurs un montant cumulé de participations de 169 015 euros.

L'aménageur attend un versement de participations constructeurs de 13 200 euros en 2019

#### PARTICIPATIONS DU CONCEDANT:

La participation du Concédant, correspondant à l'écart entre dépenses et recettes, s'élève à 14 228 513 euros. Elle est inchangée par rapport aux prévisions du dernier CRAC approuvé et se répartit comme suit:

- En numéraire : 10 700 969 euros

Au 31 décembre 2018 la Ville de Marseille (autorité concédante jusqu'au 31/12/2015) a déjà versé à la SOLEAM 11 251 000 euros.

Le CRAC au 31 décembre 2018 prévoit le reversement par la SOLEAM à la Métropole d'un trop-perçu de 550 031 euros de participations.

- En apport foncier : 3 527 544 euros

L'opération étant déficitaire, la Ville de Marseille a apporté gratuitement son foncier. La participation en apport foncier de la Ville à l'équilibre de l'opération s'élève à 3 267 544 euros.

Le CRAC au 31 décembre 2018 prévoit en 2019 et 2020 un apport foncier par la Métropole estimé à 260 000 euros, inchangé par rapport au CRAC précédent.

#### CONVENTION D'AVANCE :

Il n'est pas prévu d'avance financière sur cette opération.

#### SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2018, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 323 108 euros. Ce niveau de trésorerie est inférieur à celui qui était prévu au CRAC au 31 décembre 2017 (415 742 euros).

#### EMPRUNTS :

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts à long et court terme et il n'est pas prévu de nouvel emprunt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement passée avec SOLEAM.

## **Délibère**

### Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC de Saumaty Séon établi au 31 décembre 2018 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

### Article 2:

Est approuvé le montant de la participation du Concédant qui est maintenu à 14 228 513 euros.

La participation en numéraire ayant déjà été intégralement versée par la Ville de Marseille lorsqu'elle était autorité concédante, un remboursement à la Métropole du trop-perçu estimé à ce jour à 550 031 euros est prévu en fin de concession.

En 2019, 80 000 euros seront apportés en nature et en 2020, 180 000 euros.

### Article 3:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **URB 036-6458/19/CM**

**■ Approbation du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de la concession d'aménagement opération de restauration immobilière du Centre-Ville de La Ciotat conclue avec la SOLEAM. Approbation de l'avenant N° 17 MET 19/10943/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de La Ciotat s'est engagée depuis 1997 dans une politique de réhabilitation et de requalification de son Centre ancien par la mise en œuvre d'une OPAH complexe qui associe la Commune, l'Etat et l'ANAH. En 2001, la Ville de La Ciotat a souhaité associer à cette OPAH un nouveau dispositif de nature à dynamiser le processus de réhabilitation.

A cet effet, par délibération n° 02 du 25 février 2002, le Conseil Municipal a confié à Marseille Aménagement la mise en œuvre et le suivi de l'opération de restauration immobilière du centre-Ville de La Ciotat, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement telle que prévue aux articles L.300-1 et le L.300-4 du code de l'Urbanisme.

Par délibération du 26 juin 2006 et 23 octobre 2015 n° FAG 5/5/19/CC et FCT008-1420/15CC, le Conseil de

la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.

Dans ce cadre, et compte-tenu des évolutions législatives liées aux lois n° 2014-58 du 27 Janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, l'objet de la concession d'aménagement – opération de restauration immobilière du centre-Ville de La Ciotat relevait dès lors de la compétence exclusive de la Communauté urbaine.

Aussi, par délibération n°10 du 6 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de La Ciotat a approuvé en application de l'article L 5215-20, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'opération d'aménagement relevant de la compétence de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et, suite au porté à connaissance du Préfet en date du 27 novembre 2015, le conseil Communautaire a délibéré dans les mêmes termes en date du 21/12/2015 n° FCT 030-1585/15/CC en approuvant le transfert de cette opération.

L'opération a été transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 Décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°11 à la concession d'aménagement en date du 3 Juillet 2015 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de La Ciotat en qualité de concédant.

Par avenant n°15 approuvé le 19 octobre 2017, la concession d'aménagement avec la SOLEAM a été prorogé jusqu'au 31 Décembre 2021.

#### **L'évolution de l'opération :**

Les missions initiales confiées à la SOLEAM ont été complétées dès 2002 en matière d'animation et de suivi d'OPAH ainsi que la réalisation d'études pré-opérationnelles.

A la suite, une OPAH RU I a été mise en place en 2004.

Les missions de la SOLEAM ont été étendues une nouvelle fois avec l'avenant n°6 de 2007 afin de permettre le recensement et le suivi des locaux commerciaux vacants à l'intérieur du périmètre du PRI

en vue de leur remise sur le marché dans le cadre des actions de la collectivité pour l'attractivité commerciale du centre-ville.

Une seconde opération d'OPAH RU II pour la période 2009/2014 a été instituée. Cette convention est arrivée à échéance le 19 mai 2015.

L'avenant n°9 de 2014 intègre une augmentation de 135 000 euros de la participation de la Ville de La Ciotat ainsi que la modification de la rémunération du concessionnaire.

L'avenant n°10 a quant à lui intégré de nouvelles orientations et l'augmentation de la participation publique ainsi que le versement d'une subvention d'équilibre de 9 792 600 Euros.

La durée de la concession a été prolongée de 2 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

L'avenant n°11 a approuvé le transfert du contrat à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

L'avenant n°13, approuvé par délibération n°URB 027-642/16/CM, a redéfini les missions de la SOLEAM jusqu'à la fin de la concession :

- Contrôle de la réalisation et de la conformité des travaux effectués par les propriétaires subventionnés par la Ville, l'ANAH et la Région lors des dernières années de l'OPAH RU 2; constitution des dossiers de demande de paiement auprès des organismes financeurs ;
- Commercialisation des biens ne présentant pas un intérêt stratégique pour la poursuite de l'opération: recherche de prospects, démarches commerciales, rédaction des compromis de vente, exécution de toutes démarches préalables aux réitérations par actes authentiques ;
- Poursuite de la maîtrise foncière des îlots dégradés et de leurs abords (hors procédures de DUP) ;
- Mise en sécurité des biens acquis ;
- Suivi des actes de gestion courante du patrimoine ainsi qu'une rémunération forfaitaire annuelle de 35 000 Euros afin de lui permettre de compenser ses charges que 2 ans.

L'avenant n°14 a approuvé l'augmentation de la participation financière de la Métropole Aix Marseille Provence à l'équilibre du bilan d'un montant de 413 721 euros.

L'avenant n°15 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de la Ciotat approuvé par délibération du 19 octobre 2017 a redéfini les missions jusqu'à la fin de la concession fixée au 31 décembre 2021 à savoir :

- **Sur le plan opérationnel** d'assurer la sortie opérationnelle sur les îlots :

- . CASTEL : Démolition de l'îlot et cession à un opérateur pour la réalisation d'un programme de 14 logements

- RENAN et Porte des temps : Créer une nouvelle perméabilité entre le vieux Port, le quartier à damier et la rue des Poilus. Recomposition des îlots avec réhabilitation de bâtis et construction neuves qui sera confiée à un opérateur désigné suite à un appel à projets. Réalisation par la SOLEAM des démolitions, de l'aménagement de la place publique sur une partie de l'îlot RENAN et de l'aménagement du passage sous porche sur l'îlot Portes des Temps.

- **Modifier le montant et le versement de la subvention d'équilibre**

Compte tenu de ces nouvelles opérations dans le périmètre du centre ancien de la Ciotat, le montant de la participation à l'équilibre de la Métropole, collectivité concédant, est porté à 2 953 194 Euros. Les dépenses relatives aux interventions d'aménagement sur les îlots RENAN et Portes du temps sont compensées par une participation de la Métropole aux équipements d'un montant de 1 102 000 Euros HT repartir sur la durée de la concession

L'avenant n°16 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de la Ciotat approuvé par délibération du 18 octobre 2018 a :

- Modifié le montant de la subvention d'équilibre d'un montant global de 2 733 646 euros et précisé l'échéancier du versement 409 986 euros versé en 2017 et le solde qui sera perçu en 2018 pour 1 400 000 euros et 2019 pour 923 660 euros.

Modifié le montant de la participation aux équipements publics d'un montant de 2 195 386 euros et précisé l'échéancier du versement qui sera versé en 2019 pour 332 655 euros en 2020 pour 1 397 046 euros et 2021 pour 465 685 euros.

- Ajusté de la rémunération prévue pour la réalisation des équipements publics sur la base de 5% du montant HT des dépenses pour les missions de réalisation de l'équipement public, du fait de l'ajout de l'aménagement du passage sous porche de l'îlot portes du Temps.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018.

## **Les éléments financiers du CRAC au 31 Décembre 2018:**

### **1/ Les Dépenses**

#### **A / Les dépenses sur l'exercice écoulé :**

Sur l'exercice 2018, les dépenses réalisées de 460 579 euros sont inférieures de 33 379 euros au montant prévu.

Les dépenses sur le budget **acquisition y compris pour les îlots opérationnels** sont nulles : les acquisitions seront réalisées en 2019.

Les dépenses sur le budget « **Etudes** » s'élèvent à 12 891 euros TTC et concernent les diagnostics avant démolition ou cession, et les relevés des immeubles et topographiques, des îlots opérationnels.

**Les dépenses « Travaux » hors îlots opérationnels** s'élèvent à 11 223 euros TTC, elles correspondent à des charges de gestion sur des copropriétés (appel de fond et assurances) et des travaux d'entretien pour sécuriser les accès aux locaux, avant de les céder à la Ville. Ces dépenses inférieures aux prévisions de 7 049 euros, en raison de cessions de propriétés à la Ville en juin 2018, occasionnant mécaniquement une baisse des frais de portage.

En ce qui concerne le budget sur les **îlots opérationnels (Espaces publics)**, les dépenses s'élèvent à 356 895 euros, correspondant à l'éviction commerciale réalisée par la SOLEAM au local du rez-de-chaussée du 16 rue Arnoux. (parcelle AD 248) pour 50 000 euros. Le poste le plus important de 305 529 euros concerne la démolition des bâtiments de l'îlot opérationnel Castel, incluant les confortements provisoires. Les confortements définitifs sont reportés à 2019, et feront l'objet d'un marché de travaux.

Pour le budget « **dépenses annexes** », le réalisé est de 41 750 euros, constitué par les postes divers et imprévus, qui ont occasionnés des dépenses supplémentaires à ce qui était prévu en raison du coût des référés preventifs avant démolition de l'îlot Castel, (30 385 euros). Le poste assurance est supérieur au prévisionnel en raison de l'acquisition de la salle Pelloutier en 2017. Le montant des impôts foncier est stable avec 10 308 euros.

Le budget « **Rémunération du Concessionnaire** » de 37 820 euros est comparable à celle de 2017, mais change de structure. Le poste fixe est de 25 000 euros et la partie variable (5% des dépenses HT) est inférieure au prévisionnel de 3780 euros, du fait d'un montant dépensé inférieur au prévisionnel. Elle s'élève à 12 820 euros.

Les dépenses de « **frais financiers** » sont nulles en 2018. Cela résulte d'une amélioration de la trésorerie sur 2017 et 2018.

**Ainsi, la somme des dépenses pour l'exercice 2018 représente 460 579 euros TTC, supérieures aux dépenses précisées dans le CRACL 2017, qui s'élevaient à 129 905 euros TTC.** La différence s'explique par la réalisation de la démolition des immeubles de l'îlot Castel avant la cession à l'opérateur qui aura lieu en 2019.

#### **B / Dépenses cumulées sur l'opération au 31 décembre 2018**

. Concernant le budget Foncier hors îlots opérationnel (4.6 M d'euros), les dépenses cumulées atteignent les 100%. Pour le budget Travaux hors îlots opérationnels (2.3 M d'euros), les dépenses cumulées sont à 88% par rapport aux dépenses à terme de l'opération.

. Concernant les acquisitions et travaux sur les îlots opérationnels (Espaces publics), les dépenses réalisées au 31 décembre 2018 soit la somme de 1,7M d'euros représente 33 % du montant des dépenses prévisionnelles de l'opération.

. Concernant les dépenses annexes, rémunérations et frais financiers, elles représentent la somme globale de 5 140 585 euros soit plus de 96 % du montant à terme de l'opération.

#### **C / Evolution des dépenses à terme**

La variation des dépenses concernent essentiellement le poste travaux sur les îlots opérationnels qui augmentent de 684 713 euros HT. Cette variation est dû essentiellement à l'augmentation du poste des acquisitions foncières des propriétés de l'EPF, par la prise en compte du prix de revient et des acquisitions à venir par DUP sur l'îlot Renan (près de 334 000 euros HT), des démolitions et confortements définitifs sur les îlots opérationnels (130 000 euros HT), et des travaux d'entretiens plus élevés, sur les locaux acquis (213 000 euros HT).

### **2 / Les Recettes:**

#### **A / Les recettes hors participation sur l'exercice écoulé :**

Les recettes hors participation des collectivités représentent la somme de 5 342 euros inférieure de 272 494 euros par rapport aux recettes prévues. Elles correspondent à uniquement à des recettes de gestion locative. Les deux cessions prévues ont été réalisées, mais le paiement est différé à 2019. Cela concerne la cession à la Ville de divers biens en marge des îlots opérationnels et la cession de charge foncière au promoteur de l'îlot Castel, dont l'acte

définitif sera signé après la réalisation de confortements définitifs, suite à la démolition.

#### **B / Recettes cumulées hors participation sur l'opération au 31 décembre 2018**

A la fin de l'exercice 2018, le montant des cessions réalisées représentent la somme de 5.729 Millions d'euros soit 94 % des recettes prévisionnelles à terme de l'opération.

Les recettes diverses, notamment liées aux produits de gestion locative représentent une somme de 465 366 euros soit près de 100 % des recettes attendues.

#### **C / Evolution des recettes à terme hors participation**

Les recettes prévisionnelles à terme de l'opération baissent de 236 500 euros TTC par rapport à 2017, car les recettes de charges foncière aux opérateurs ont été réévaluées à la baisse au regard des équilibres des opérations et à l'avancement de la réalisation l'opération Porte des Temps en 2018. Cependant la subvention fond SRU de 180 000 euros compense en partie cette baisse de recette, on peut envisager en 2019 une renégociation de charge foncière, notamment sur l'îlot opérationnel Renan.

### **3/ Perspectives 2019 et années suivantes:**

Sur l'îlot CASTEL, la SOLEAM a procédé en 2018 à la démolition et a réalisé des confortements des mitoyens provisoires. La cession de charge foncière a été réalisée au prix de 115 920 euros. L'acte définitif est conditionné à la réalisation de confortements définitifs prévus en 2019 pour 145 000 euros.

La SOLEAM a signé une promesse de vente en 2018 les biens en portage foncier de l'EPF pour l'îlot Porte des Temps, qui sera finalisé en 2019. En 2019, la négociation pour la vente de charge foncière se conclura avec la SAGEM, opérateur choisi lors de l'appel à projet lancé en 2017, qui réalisera 13 logements dont 4 logements sociaux. La SOLEAM réalisera l'aménagement du passage sous porche sur l'îlot porte des Temps.

En 2019 et 2020, après la finalisation de la maîtrise foncière, la SOLEAM procédera aux travaux de démolition sur l'îlot RENAN et cèdera une partie du foncier à la SAGEM, opérateur qui aura été choisi lors de l'appel à projet. La SOLEAM aménagera la place publique sur l'autre partie de cet îlot.

La négociation de la charge foncière sur ces deux îlots devra se poursuivre plus finement en 2019. Elle pourra être réactualisée en fonction de l'estimation réelle des coûts de construction.

Concernant l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et renouvellement urbain (OPAH – RU II),

cette dernière est arrivée à échéance le 19 Mai 2015. En 2019, il n'est pas prévu d'instruire les demandes de paiements des aides notifiées pendant la durée de l'OPAH RU et qui restent à solder.

Ainsi le bilan global de la concession évolue comme suit :

Le montant total des dépenses passe de 17 184 727 euros TTC en 2017 à 17 947 021 euros TTC en 2018, résiduel de TVA compris.

Le montant total des recettes passe de 6 814 804 euros TTC en 2017 à 6 754 956 euros TTC en 2018.

Le montant des participations publiques à l'opération passe de 10 451 850 euros en 2017 à 11 192 065 euros TTC en 2018.

#### **4 / Les participations à l'équilibre de l'opération :**

Le montant global de ces participations se décompose comme suit :

##### **Ville de La Ciotat :**

5 522 818 euros, inchangée

Le montant des participations publiques de la Ville de La Ciotat restant à verser au titre du Crac établi au 31 décembre 2018 s'élève à 97 872 euros. Cette participation, due par la Ville avant le transfert de l'opération à la Métropole sera versé à la SOLEAM en 2019.

##### **Métropole Aix-Marseille Provence :**

**Les participations sont de 5 669 247 euros fin 2018, au lieu de 4 929 032 euros soit une augmentation de 740 215 euros**

- La **participation à l'équilibre** passe de 2 733 646 euros en 2017 à **3 279 866 euros en 2018**
- La **participation aux équipements publics** passe de 2 195 386 euros en 2017 à **2 389 381 euros en 2018**

Le montant des participations publiques de la Métropole Aix Marseille Provence restant à verser au titre du Crac établi au 31 décembre 2018 sont les suivantes :

- pour la subvention d'équilibre de l'opération : **le solde est d'un montant global de 1 559 894 euros.** 1 719 972 euros ont été versés en 2018.
- pour la participation aux équipements publics, **la somme globale de 2 389 381 euros TTC reste à verser.**

##### **L'Avenant N° 17 à la concession**

L'avenant n° 17 à la concession d'aménagement et de restauration immobilière du Centre ancien de la Ciotat a pour objet :

- **La modification du montant de la subvention d'équilibre de 3 279 866 Euros** au lieu de 2 733 646 euros, et la modification de l'échéancier du versement à 1 013 674 euros en 2019 (dont 90 014 euros au titre de l'année 2018), et 546 220 euros en 2020.

- **La modification du montant de la participation aux équipements publics de 2 389 381 euros TTC** au lieu de 2 195 386 euros, et la modification de l'échéancier de versement de 332 655 euros en 2019, 1 591 041 euros en 2020 et 465 684 euros en 2021.

Ainsi, le montant de la subvention d'équilibre est en augmentation de 546 220 euros par rapport au précédent Crac de 2017.

Cette hausse se justifie du fait de l'augmentation des dépenses foncières liées à la réévaluation du prix de revient du foncier acquis à l'EPF pour les ilots Renan et Porte des Temps, ainsi qu'à l'augmentation des coûts de démolition et de confortement réalisés sur l'ilot Castel.

Le montant de la participation aux équipements publics est en augmentation de 193 995 euros TTC par rapport au Crac de 2017.

L'estimation du prix des travaux d'aménagement et des honoraires reste inchangée à 385 000 euros HT. La hausse est constituée par la réévaluation à la hausse du prix du foncier d'assiette des espaces publics.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

##### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du 21 décembre 2015 n° FCT 030.1585/15/CC approuvant le transfert de l'opération.



- Les délibérations des 26 Juin 2006 et 23 Octobre 2015 n° FAG 5/519/cc et FCT 008-1420/15/CC le conseil de la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a défini l'intérêt communautaire.
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019..

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'approuver une délibération portant sur l'approbation du compte rendu annuel à la collectivité de la concession d'aménagement sur l'opération de restauration immobilière du centre-ville de la Ciotat établi au 31 décembre 2018.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité ci annexé relatif à la concession – opération de restauration immobilière du Centre-ville de la Ciotat établi au 31 décembre 2018.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan d'un montant global de à 3 279 866 euros dont le solde sera versé en 2019 pour 1 013 674 euros et en 2020 pour 546 220 Euros.

#### **Article 3 :**

Est approuvée la participation de la Métropole aux équipements d'un montant de de 2 389 381 Euros qui sera versé pour 332 655 euros en 2019, 1 591 041 euros en 2020 et 465 684 euros en 2021.

#### **Article 4 :**

Est approuvé l'avenant n° 17 à la convention de concession ci annexé ayant pour objet de modifier le montant et le versement de la subvention d'équilibre, ainsi que le montant de la participation aux espaces publics, due par le concédant.

#### **Article 5 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signé cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Développement territorial, logement, centres anciens, contrat de ville"***  
 \*\*\*\*\*

**DEVT 001-6459/19/CM**

**■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Approbation du bilan de la concertation préalable aux Déclarations d'Utilité Publique nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne  
 MET 19/11540/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé en décembre 2018 une stratégie durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne qui prévoit la mise en place d'un cadre d'intervention global avec pour objectif de traiter 10 000 logements en 10 ans sur Marseille. Sans attendre la mise en place effective de ce cadre opérationnel, la Métropole a décidé d'engager sur le territoire marseillais des mesures immédiates en vue d'acquiescer les immeubles les plus dégradés par le biais de Déclarations d'Utilité Publique (DUP) concernant des interventions d'intérêt général. L'objectif est multiple : rénover les immeubles les plus dégradés, produire du logement social dans les secteurs le nécessitant, remettre sur le marché des logements vacants, produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et améliorer les conditions d'habitabilité d'îlots bâtis.

Compte tenu de cette stratégie d'intervention volontariste, et au regard du volume d'immeubles à maîtriser par le biais de procédures adaptées, une concertation publique réglementaire est nécessaire.

Par délibération n° DEVT 003-5509/19/CM en date du 28 février 2019, la Métropole Aix-Marseille Provence a défini les modalités de concertation publique conformément aux articles L. 103-2, L. 103-3 2° et L. 103-4 du code de l'urbanisme pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer d'utilité publique.

Sur la base de cette délibération, des mesures de publicité ont annoncé aux administrés l'objet, les lieux,

dates et modalités du déroulement de cette concertation.

La concertation s'est déroulée du mardi 26 mars au mardi 23 avril 2019 inclus, sous la forme d'une exposition publique dans les locaux de l'Espace Accompagnement Habitat sis 19, rue de la République (13002), avec mise à disposition d'un registre permettant au public de consigner remarques, questions et observations. Pendant ce mois de concertation, huit permanences techniques, organisées les lundis matin et vendredis après-midi, ont permis d'apporter des explications sur les projets et de répondre aux questions des visiteurs.

Huit personnes au total ont été accueillies dans le cadre de ces permanences et huit contributions écrites ont été consignées dans le registre.

Une réunion de présentation portant sur l'objet de cette concertation et sur la stratégie plus globale de lutte contre l'habitat indigne a été organisée au bénéfice des représentants des Conseils Citoyens des 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> arrondissements de Marseille, le lundi 13 mai 2019 au CCO Bernard Dubois (13001), animée par les techniciens de la Direction de l'Aménagement et de l'Habitat de la Métropole Aix Marseille Provence (Conseil de Territoire Marseille Provence).

Aujourd'hui, conformément aux articles L 103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, il est proposé d'approuver le bilan de cette concertation publique qui met particulièrement en avant l'attente des propriétaires, occupants, habitants et usagers sur les points suivants :

- demande générale des participants d'une communication plus régulière de la puissance publique sur les opérations et la stratégie menées dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne

- inquiétude des copropriétaires de « bonne foi », souvent occupants, pour faire face aux travaux d'entretien nécessaires dans des copropriétés qui manquent parfois de moyens. Ils souhaitent l'augmentation des aides publiques et la mise en place d'un accompagnement pour y parvenir.

- une crainte est également formulée par certains propriétaires de devoir mettre leur bien en vente par manque de moyens financiers pour réaliser les travaux d'entretien nécessaires et d'une potentielle « récupération » par des investisseurs qui pourraient remettre sur le marché des biens rénovés avec des montants de cession ou de loyers excessifs par rapport aux prix pratiqués actuellement.

- attention particulière à la lutte contre les marchands de sommeil demandée à la puissance publique ainsi qu'à l'ensemble des acteurs du logement et de l'habitat (ex : CAF, Etat, Justice, Anah, etc)

- souhait d'un renforcement du respect des droits et obligations de chacun des acteurs du logement et de l'habitat (puissance publique, syndics, propriétaires, notaires, gestionnaires de biens, etc.)

Enfin, des réponses aux participants ont été apportées par les techniciens lors des permanences tenues dans le cadre de la concertation.

L'ensemble des observations formulées est annexé au bilan.

Le bilan de la concertation sera mis en ligne sur le site internet de la Métropole.

Les évolutions relatives à l'avancée des procédures seront publiées régulièrement sur le site internet de la Métropole et pourront donner lieu à l'organisation d'autres rendez-vous avec les propriétaires, habitants, syndics, associations locales et autres personnes concernées dans le cadre de temps de concertation complémentaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération n°DEVT 003-5509/19/CM du 28 février 2019 approuvant les modalités de concertation publique pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer l'utilité publique ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Que le recours à des procédures de Déclaration d'Utilité Publique en vue de la maîtrise foncière par voie d'expropriation des biens les plus dégradés est nécessaire pour mettre en œuvre la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne ;
- Que la concertation publique préalable aux Déclarations d'Utilité Publique (DUP) nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne s'est déroulée du mardi 26 mars au mardi 23 avril 2019 inclus ;
- Qu'il convient d'approuver le bilan de cette concertation publique.

## Délibère

### Article unique :

Est approuvé le bilan ci-annexé de la concertation publique préalable aux Déclarations d'Utilité Publique (DUP) nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEVT 002-6460/19/CM**

#### **■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Mesures de l'ANAH pour le traitement en urgence des copropriétés dégradées MET 19/11670/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté sa nouvelle stratégie territoriale intégrée de lutte contre l'habitat indigne pour laquelle certaines actions opérationnelles sont mises en œuvre immédiatement. L'une des cibles de la lutte contre le mal logement est l'intervention dans les copropriétés privées dégradées pour aider à leur redressement pérenne.

Le 21 janvier 2017 la Métropole Aix Marseille Provence avait déjà signé avec l'État, l'Agence de la rénovation urbaine (ANRU) et l'Agence de l'habitat (ANAH) un accord partenarial pour une stratégie d'intervention dans les grandes copropriétés et un troisième protocole de lutte contre l'habitat indigne, constituant le volet « habitat privé » du protocole de préfiguration du nouveau programme national de rénovation urbaine.

Le 28 novembre 2018 le conseil d'administration de l'ANAH a délibéré la mise en œuvre du plan national Initiative Copropriétés, qui prévoit des dispositions exceptionnelles et des taux de subventions dérogatoires notamment jusqu'à 100 % du HT pour

des travaux urgents, qui pourront bénéficier aux copropriétés inscrites dans un dispositif de type ORCOD, les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de Renouvellement Urbain à volet « copropriété dégradée », ou plan de sauvegarde.

Toutefois pour bénéficier de ces mesures, une instruction du 26 mars 2019 de la Directrice générale de l'ANAH impose aux collectivités et EPCI compétent en matière d'habitat un engagement formel à :

- "participer financièrement aux travaux d'amélioration ou au déficit de recyclage de la copropriété ;
- mettre en place tous les outils disponibles d'ingénierie (y compris l'accompagnement au relogement des ménages)".

Il n'est pas exigé un chiffrage du financement.

Une délibération du Conseil Métropolitain reprenant ces engagements est donc nécessaire pour majorer les subventions de l'ANAH pour les ensembles suivants :

- copropriété Les Facultés – Aix-en-Provence,
- copropriété La Mariélie – Berre l'Etang,
- copropriétés du Parc Bellevue – Marseille,
- copropriétés du Parc Corot – Marseille,
- copropriétés du Parc Kallisté – Marseille,
- copropriété La Maurelette – Marseille,
- copropriété Plombière – Marseille,
- les copropriétés incluses dans l'OPAH RU transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille-centre » dont les copropriétés Bel Horizon, dans l'OPAH RU multisites « Grand Centre Ville » à Marseille, dans l'OPAH RU « Centre ancien La Ciotat », dans l'OPAH RU II « Centre ancien de Marignane » en cours d'approbation.

L'engagement de la subvention est conditionné à la production de cette délibération mais il est toujours possible, voire souhaitable pour leur instruction, que les dossiers de demande nous soient déposés auparavant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Le Code de la santé Publique ;
- Le Code Général des Impôts ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi Logement n°2018-1021 du 23 novembre 2018 ;
- Les délibérations n°2018-34 à 36 du Conseil d'Administration de l'ANAH du 28 novembre 2018 ;
- La délibération n°2018-41 du Conseil d'Administration de l'ANAH du 28 novembre 2018 ;
- La circulaire du 26 mars 2019 de la Directrice Générale de l'ANAH ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le cadre partenarial métropolitain signé pour lutter contre l'habitat indigne dont une large part situé dans les copropriétés fragiles ou dégradées,
- Les dispositions nationales récemment adoptées et la nécessité de se plier aux conditions de leur application précisée par circulaire de l'Agence de l'habitat.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

A travers les dispositifs partenariaux contractuels mis en place pour traiter les copropriétés dégradées, notamment les plans de sauvegarde à l'élaboration ou en vigueur sur son territoire, et les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain à volet copropriété dégradée, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, s'engage à :

- participer financièrement aux travaux d'amélioration ou au déficit de recyclage de la copropriété,
- mettre en place tous les outils disponibles d'ingénierie (y compris l'accompagnement au relogement des ménages).

#### **Article 2 :**

L'engagement formel pris à l'article 1 par la Métropole Aix-Marseille-Provence concerne toutes les copropriétés incluses dans un dispositif partenarial, à savoir :

- copropriété Les Facultés – Aix en Provence,
- copropriété La Mariélie – Berre l'Etang,
- copropriétés du Parc Bellevue – Marseille,
- copropriétés du Parc Corot – Marseille,
- copropriétés du Parc Kallisté – Marseille,
- copropriété La Maurelette – Marseille,
- copropriété Plombière – Marseille,
- les copropriétés incluses dans l'OPAH RU transitoire « Lutte contre l'Habitat Indigne Marseille-centre » dont les copropriétés Bel Horizon, dans l'OPAH RU multisites « Grand Centre Ville » à Marseille, dans l'OPAH RU « Centre ancien La Ciotat », dans l'OPAH RU II « Centre ancien de Marignane » en cours d'approbation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 003-6461/19/CM**

**■ Stratégie Territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concessions Eradication de l'Habitat Indigne - Engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 41 immeubles sur le territoire Marseillais  
MET 19/11541/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne. Cette stratégie nécessite d'intégrer les polices de l'habitat à la politique générale conduite sur le territoire en matière d'habitat et de renouvellement urbain : il s'agit de produire, construire, réhabiliter, renouveler, diversifier, et, lorsque l'intérêt général est avéré, pouvoir porter atteinte à la propriété privée. Cette politique nécessite une refonte de l'organisation locale des acteurs, un renforcement des moyens humains et financiers, et l'élaboration d'un cadre contractualisé avec l'Etat, qui sont en cours.

Sans attendre la mise en place du cadre opérationnel complet, la Métropole a décidé d'actions immédiates sur le territoire marseillais. Il s'agit de recourir aux prérogatives de puissance publique, notamment celle de l'Etat en matière d'expropriation, lorsque l'utilité publique justifie d'intervenir sur le patrimoine privé dégradé du fait de l'inaction des propriétaires ou du manque de moyens ne leur permettant pas d'assumer leur devoir.

Dans ce cas l'intervention publique vise à rénover les immeubles de manière complète et pérenne, à

produire du logement social dans les secteurs le nécessitant, à remettre sur le marché des logements vacants, à produire des équipements publics mais aussi constituer des réserves foncières pour des projets de renouvellement urbain et l'amélioration des conditions d'habitabilité d'îlots bâtis.

La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des projets poursuivis est un préalable à la maîtrise de ces immeubles privés. Elle autorise et motive le recours à l'expropriation.

Compte tenu de cette stratégie globale et au regard du volume d'immeubles à maîtriser qu'elle implique, une concertation publique, conformes aux articles L. 103-2, L. 103-3 2<sup>e</sup> et L. 103-4 du code de l'urbanisme, s'est tenue du 26 mars au 23 avril 2019. Le bilan de cette concertation est soumis au vote de notre assemblée par rapport distinct.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dans le délai le plus court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ».

La mission a été confiée par la Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière d'habitat, à deux aménageurs, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, déjà en activité dans le cadre de deux concessions d'Eradication de l'Habitat Indigne qui offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit. Par délibérations du 28 février 2019, ces concessions métropolitaines ont été prorogées jusqu'en décembre 2021 et leurs objectifs augmentés : il s'agit pour chacun des concessionnaires de procéder à la maîtrise foncière de 50 immeubles dégradés supplémentaires.

La cible principale de leur action est constituée par des immeubles isolés, ou solidaires dans les désordres, objets d'actes de polices de l'habitat révélant la carence des propriétaires privés, dont le traitement ponctuel ne remet pas en cause une restructuration à l'îlot, ou dont les désordres ne découlent pas d'une pathologie, d'ores et déjà identifiée, liée à la stabilité des sols sur un périmètre plus large.

La revente des immeubles maîtrisés est destinée en priorité à des bailleurs sociaux, et, à la marge, selon la situation, à des opérateurs privés engagés à produire du logement locatif social ou de l'accession sociale.

Dans le cadre de leur mission, et pour atteindre l'objectif assigné, les deux aménageurs travaillent sur un volant de quelque deux cents immeubles. Pour établir le projet à déclarer d'utilité publique, chaque immeuble nécessite une mise au point technique, juridique et financière : état des lieux, élaboration des

faisabilités financières et opérationnelles, vérification des états de propriété, besoins en relogements, évaluation foncière par l'administration fiscale.

Aujourd'hui une première vague de 41 immeubles est présentée pour engager les procédures d'expropriation nécessaires à la mise en oeuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne. A cette fin il s'agit d'obtenir la Déclaration d'Utilité Publique des programmes de travaux suivant :

- 40 immeubles destinés à la production de logements sociaux,

- 1 immeuble en péril grave (sis 8, rue du Capitaine Galinat – 13005) qui du fait de sa proximité immédiate avec le groupe scolaire Sainte Cécile mitoyen sera démolé et destiné à l'extension de l'équipement.

La liste de ces immeubles à soumettre aux enquêtes préalables à Déclaration d'Utilité Publique et enquêtes parcellaires conjointes est annexée au présent rapport.

A cette fin, il est proposé d'habiliter Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes préalables aux Déclarations d'Utilité Publique et des enquêtes parcellaires conjointes au profit de ses concessionnaires, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, agissant au titre de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, en vue de maîtriser ces immeubles pour mettre en œuvre les opérations d'intérêt général.

Les dossiers d'enquêtes publiques et parcellaires seront transmis en Préfecture par Marseille Habitat et Urbanis Aménagement dès leur complétude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie

- territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération n°DEVT 001-5507/19/CM du 28 février 2019 approuvant l'avenant n°22 d'augmentation des objectifs et de prorogation de la Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat à Marseille 1er, 2ème quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4ème quartiers Blancarde et Cinq avenues, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements
- La délibération n°DEVT 002-5508/19/CM du 28 février 2019 approuvant l'avenant n°21 d'augmentation des objectifs et de prorogation de la Concession d'Éradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement à Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes-Lavie, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements
- La délibération n°DEVT 003-5509/19/CM du 28 février 2019 approuvant les modalités de concertation publique pour la production de logements sociaux et pour la constitution de réserve foncière à déclarer l'utilité publique
- L'actualisation des listes d'immeubles présentée ce même jour au Conseil via les avenants 23 et 22 aux conventions de concession d'aménagement confiées à Marseille Habitat et Urbanis Aménagement ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le recours à des procédures de Déclaration d'Utilité Publique en vue de la maîtrise foncière par voie d'expropriation des biens les plus dégradés est nécessaire pour appliquer la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne ;
- Que la concertation publique préalable aux Déclarations d'Utilité Publique (DUP) nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne s'est déroulée du mardi 26 mars au mardi 23 avril 2019 inclus ;
- Que le bilan de cette concertation est présenté par rapport spécifique à l'approbation de la présente séance ;

- Qu'il convient d'approuver l'engagement des procédures d'expropriation nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne concernant 41 immeubles sur le territoire Marseillais et d'habiliter la Présidente de la Métropole à saisir Monsieur le Préfet.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'engagement des procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique, au profit de Marseille Habitat ou d'Urbanis Aménagement agissant chacun au titre d'une concession d'aménagement d'Éradication de l'Habitat Indigne, des 41 immeubles listés en annexe de la présente délibération. La maîtrise foncière de ces immeubles pour produire du logement social et permettre l'extension d'un équipement publique, s'inscrit dans la stratégie métropolitaine de lutte contre l'habitat indigne et dégradé.

**Article 2**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est habilité à demander à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône, l'ouverture des enquêtes préalables aux déclarations d'utilité publique et des enquêtes parcellaires conjointes, prévues aux articles L.110-1, R.112-4, R.131-1 et suivants du code de l'Expropriation, au profit de Marseille Habitat ou Urbanis Aménagement conformément à l'article 1 de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les bénéficiaires des déclarations d'utilité publique afférentes sont habilités à solliciter, au terme des enquêtes, l'ensemble des actes subséquents.

**Article 4 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tout document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 004-6462/19/CM**

**■ Stratégie territoriale de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé - Concessions d'Éradication de l'Habitat Indigne - Approbation des avenants 23 et 22 aux conventions de concession n° T1600918CO et n°T1600919CO passées avec Marseille Habitat et Urbanis Aménagement sur le territoire de Marseille  
MET 19/10961/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 13 décembre 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence a approuvé une stratégie territoriale durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé suite au drame de la rue d'Aubagne.

L'un des volets de l'action immédiate décidée pour Marseille est la maîtrise de 100 immeubles privés dans le délai le plus court pour contribuer à la transformation du parc « social de fait » en parc « social de droit ».

La mission a été confiée par la Métropole Aix-Marseille Provence, compétente en matière d'habitat, à deux aménageurs, Marseille Habitat et Urbanis Aménagement, déjà en activité dans le cadre de deux concessions d'Eradication de l'Habitat Indigne qui offrent la possibilité d'intervenir sur l'ensemble du territoire marseillais en maîtrisant le foncier privé dégradé à travers les procédures de droit.

Ainsi, par délibérations du 28 février 2019, approuvant respectivement les avenants n°21 et 22, ces concessions métropolitaines ont été prorogées jusqu'en décembre 2021 et leurs champs d'intervention élargi à une liste d'immeubles dégradés supplémentaires parmi lesquels il s'agit pour chacun des concessionnaires de procéder à la maîtrise foncière de 50 d'entre eux par voie d'expropriation.

Afin de pouvoir engager toutes les procédures de droit nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne, il convient d'actualiser la liste des immeubles rentrant dans le champ de ces concessions d'aménagement. Aussi, il est proposé par le présent rapport d'approuver l'avenant n°23 à la convention de concession n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat et l'avenant n°22 à la convention de concession n° T1600919CO passée avec Urbanis Aménagement.

La procédure de Déclaration d'Utilité Publique pour une première liste d'immeubles est engagée par rapport distinct au cours de la présente séance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°012-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant une stratégie territoriale durable et intégrée de Lutte contre l'Habitat Indigne et Dégradé ;
- La délibération DEVT 001-5507/19/CM du 28 février 2019 approuvant l'avenant n°22 de la concession EHI n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat fixant de nouveaux objectifs et prorogeant la convention ;
- La délibération DEVT 002-5508/19/CM du 28 février 2019 approuvant l'avenant n°21 de la concession EHI n° T1600919CO passée avec Urbanis Aménagement fixant de nouveaux objectifs et prorogeant la convention ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le dispositif « concession Eradication de l'habitat Indigne » est un outil opérationnel de lutte contre l'habitat indigne immédiatement mobilisable qui permet d'intervenir sans délais sur le parc privé dégradé de Marseille ;
- Qu'il convient d'actualiser les listes d'immeubles pouvant entrer dans le champ d'intervention des concessions d'Eradication de l'Habitat Indigne.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°23 à la convention d'aménagement n°T1600918CO passée avec Marseille Habitat ci-annexé qui actualise la liste d'immeubles entrant dans le champ de l'opération.

**Article 2 :**

Est approuvé l'avenant n°22 à la convention d'aménagement n° T1600919CO passée avec Urbanis Aménagement ci-annexé qui actualise la liste d'immeubles entrant dans le champ de l'opération.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer

ces avenants et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEVT 005-6463/19/CM**

#### **■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération "Travaux sur copropriétés dégradées"**

#### **MET 19/11018/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compte 60 000 logements privés potentiellement indignes dont quelques 12 000 appellent un traitement prioritaire.

Parmi ces logements dégradés un certain nombre se concentre dans de grandes copropriétés des années 60-70, que ce soit à Aix, Marseille, Berre ou Marignane.

La lutte contre l'habitat indigne devient une des cibles majeures de la réhabilitation.

Du fait de leur configuration, les grandes copropriétés dégradées deviennent un enjeu urbain et social.

L'Etat ne cesse de renforcer l'arsenal réglementaire contre le mal logement.

A ses côtés l'Agence Nationale de Rénovation urbaine (ANRU) et l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) apportent d'une part des aides aux collectivités et aux bailleurs sociaux pour une intervention publique directe, d'autre part des subventions aux propriétaires privés pour la requalification de leur patrimoine ainsi qu'un aide à la gestion aux syndicats.

En 2018 l'Etat a décidé d'un plan national d'intervention le « Plan initiative copropriétés » pour soutenir et accélérer les interventions de l'ensemble des acteurs. L'Anah lors de son conseil d'administration du 28 novembre 2018 a adopté un dispositif d'aide dédié à ce plan national, notamment une aide simplifiée et majorée aux syndicats de copropriété pour les travaux urgents.

Cette politique volontariste entraîne la programmation d'interventions partenariales plus rapides et plus soutenues des collectivités.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'habitat, doit réévaluer l'enveloppe sur fonds propres qu'elle accorde à cette politique pour remplir pleinement son rôle

L'opération d'investissement n°2016103800 inscrite au budget pour un montant de 5 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 161092BP du programme 09, a été révisée à hauteur de 2 128 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 128 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEVT 005-1439/16/CM du 15 décembre 2016 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement n°2016103800 « Travaux sur copropriétés dégradées » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que l'opération d'investissement n°2016103800, a été révisée à hauteur de 2 128 000 euros TTC ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 2 128 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2016103800 « Travaux sur copropriétés dégradées », rattachée au programme 09 « Politique du logement », code AP 161092BP, pour un montant de 2 128 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 128 000 euros TTC.



## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Mandaté antérieur :	357 422.33 euros TTC
Année 2019 :	556 000 euros TTC
Année 2020 :	2 000 000 euros TTC
Année 2021 :	4 214 577.67 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEVT 006-6464/19/CM**

#### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Logements d'urgence Giono MET 19/11025/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la suite des événements dramatiques de la rue d'Aubagne à Marseille et de la lutte contre l'habitat indigne, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été saisie pour réaliser la transformation du Collège Giono en hébergements temporaires. Les personnes évacuées lors des procédures de péril imminent y seront logées, pour une durée courte (un mois maximum), dans l'attente d'une solution de relogement provisoire ou définitif.

Le collège Jean Giono est actuellement désaffecté. Il est situé dans le quartier de La Rose à Marseille, au sein d'une zone pavillonnaire. Le collège est constitué d'un bâtiment ancien d'environ 1250 m<sup>2</sup> avec 3 ailes de 1 à 3 niveaux (salles de cours, réfectoire, bureaux, sanitaires) et un gymnase d'environ 150 m<sup>2</sup> dans un bâtiment préfabriqué. Le site comprend également une villa de 116m<sup>2</sup>, à priori non prise en compte dans ce projet.

Le programme comprend :

- Un espace d'accueil : bureau d'enregistrement, infirmerie, psychologue, espace d'attente avec jeux pour enfants, stockage d'objet pour besoins immédiats, espace de collation, sanitaires publics et personnels pour les agents, bureaux et salle de réunion
- Un espace de restauration : une cuisine centrale (prestataire extérieur) et un réfectoire
- Un espace d'hébergement : une zone pour célibataires (séparation hommes et femmes) et une zone pour les familles ; des sanitaires et un espace confort pour la préparation des

repas particuliers (nourrissons, en-cas rapide ou régimes alimentaires particuliers).

Les études de faisabilités ont permis de déterminer une capacité d'accueil de seize familles et dix ou trente personnes célibataires ou couple, soit 124 personnes au maximum sur l'ensemble du bâtiment.

Le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH Art. L521-3-3) définit l'obligation par le représentant de l'Etat de reloger les personnes concernées, à titre temporaire dans l'attente d'un relogement définitif, dans un logement « décent », correspondant à l'un des quatre types de logements suivants :

- Une structure d'hébergement (type accueil d'urgence, des sans-abris ou des migrants)
- Un établissement ou un logement de transition (véritables logements)
- Un logement-foyer (EHPAD, foyers de travailleurs, résidences sociales, maisons-relais, etc.)
- Une Résidence Hôtelière à Vocation Sociale (RHVS ou « Logirelais »)

La loi ne prévoit pas aujourd'hui un type de structure prévue uniquement pour le relogement temporaire en cas de procédure de péril imminent. Le cadre réglementaire retenu pour ce projet, et correspondant a priori au mieux aux besoins, serait une structure d'hébergement.

Le projet correspond à une « création de locaux d'hébergement », la référence est donc celle du logement-foyer neuf ou acquis-amélioré. La réglementation impose des chambres individuelles de 12m<sup>2</sup>, des chambres doubles de 18m<sup>2</sup>, et des sanitaires et rangements individuels pour chaque unité de vie (*Circulaire du 5 mars 2009 pour la relance relative à l'hébergement, et Annexe III de l'arrêté du 10 juin 1996*). Les locaux doivent également suivre les normes d'accessibilité PMR dans les logements, ce qui contraint les possibilités d'aménagement.

Ces travaux de réaménagement et de mise aux normes sont estimés aujourd'hui à 2 000 000 euros TTC, coût opération y compris honoraires et désamiantage.

L'opération d'investissement n°2019003000, « Logements d'urgence Giono », d'un montant de 2 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 190011BP du programme 01, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 2 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019003000 « Logements d'urgence Giono » pour un montant de 2 000 000 euros TTC, rattachée au programme 01 « Gestion de l'administration », code AP 190011BP.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2019 :	375 000 euros TTC
Année 2020 :	1 300 000 euros TTC
Années suivantes :	325 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 008-6465/19/CM**

**■ Approbation de l'expérimentation d'un budget participatif pour trois quartiers prioritaires de la Politique de la ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur les communes de Marseille et de Port-de-Bouc et création de deux comités de pilotage**

**MET 19/11049/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés regroupant 59 quartiers prioritaires situés sur 15 communes et regroupant plus de 300 000 habitants.

21 quartiers sont éligibles au Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) dont 11 Quartiers d'Intérêt National et 10 d'Intérêt Régional.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des Contrats de Ville sur les quartiers prioritaires, afin de garantir une coordination et une cohérence territoriale.

Sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville et suite à la validation lors du dernier comité de pilotage politique de la ville du 21 mars 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Cette expérimentation fait partie des actions menées par la Métropole au titre de la modernisation de son action publique en lien avec l'Etat notamment en matière de développement territorial.

Le budget participatif de fonctionnement représente effectivement l'un des outils privilégiés pour renforcer l'action publique de proximité tout en repositionnant l'habitant au cœur des dispositifs publics.

Le budget participatif de fonctionnement ainsi souhaité par la Métropole Aix-Marseille-Provence prend la forme d'un appel à projets, pour lequel la définition des besoins et des orientations, mais aussi la sélection des projets sont réalisées avec la participation des habitants.

Les habitants deviennent ainsi acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire.

En sa phase d'expérimentation, le budget participatif est envisagé sur deux territoires de la Métropole et cible deux quartiers prioritaires de la Ville de Port-de-Bouc et une partie du quartier prioritaire du centre-ville de Marseille.

Sur chaque territoire d'expérimentation, des habitants participeront à chaque étape-clé de l'opération, à savoir:

- L'établissement et l'analyse des besoins formulés par les citoyens sur les territoires concernés
- La définition des priorités et des objectifs territoriaux à atteindre
- La rédaction de l'appel à projets métropolitain, accompagnée par les techniciens de la Métropole, des communes et conseils de territoire concernés. Cet appel à projets sera ensuite diffusé sur le site internet de la Métropole. Les porteurs de projets potentiels auront à charge de proposer des actions entrant dans le champ du cadre ainsi co-construit avec les habitants.
- La définition des critères de sélection et le choix des projets
- Le suivi de la réalisation et des impacts des projets sur le territoire

Cette démarche inédite en France sur le plan de l'ingénierie technique sera placée sous la responsabilité d'un Comité de pilotage (COPIL) composé de :

Pour le quartier prioritaire du centre-ville de la commune de Marseille :

- Madame la Vice-Présidente de la Métropole, déléguée à la Politique de la Ville, Présidente du COPIL
- Monsieur le Vice-Président du Territoire de Marseille Provence, délégué à la Politique de la Ville
- Le Maire de secteur ou son représentant
- Un représentant du conseil citoyen concerné du territoire
- Des habitants du quartier prioritaire volontaires ou éventuellement désigné par tirage au sort en cas de candidatures multiples.

Pour les deux quartiers prioritaires de la commune de Port de Bouc :

- Madame la Vice-Présidente de la Métropole, déléguée à la Politique de la Ville, Présidente du COPIL
- Madame la Vice-Présidente du Territoire du Pays de Martigues, déléguée à la Politique de la Ville
- Madame le Maire de la commune de Port-de-Bouc
- Un représentant de chaque conseil citoyen du territoire concerné
- Un habitant pour chacun des quartiers prioritaires concernés, volontaire ou éventuellement désigné par tirage au sort en cas de multiples candidatures.

Chaque Comité de pilotage se réunira tout au long de la démarche sur convocation de la Vice-Présidente de la Métropole déléguée à la Politique de la Ville, et aura pour objet successivement :

- La validation du cahier des charges et de la programmation de l'appel à projet au vu des besoins et orientations exprimés par les habitants ainsi que la définition des modalités de concertation des habitants
- La sélection des projets retenus sur la base des propositions effectuées par les habitants dans le respect des critères de sélection qui auront été préalablement définis
- La validation des plans de financement des projets retenus
- L'examen du bilan de cette expérimentation

Le budget global alloué à cette expérimentation du budget participatif est de 65 000 euros sur l'année 2019.

Il est précisé que le lancement de chacun des appels à projets fera l'objet d'une délibération du Conseil de la Métropole approuvant notamment le cahier des charges correspondant, les critères de sélection des projets ainsi que les modalités de concertation des habitants.

L'attribution des subventions pour les projets sélectionnés dans le cadre de chaque appel à projets sera ensuite proposée au vote du Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil métropolitain de la Métropole à autoriser l'expérimentation d'un budget participatif sur les Quartiers prioritaires de la politique de la ville

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- Les six contrats de ville en cours sur le territoire métropolitain ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Martigues du 12 juin 2019 ;
- L'avis du conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que sur la base de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en œuvre une expérimentation autour d'un budget participatif de fonctionnement sur trois quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Que le principe de cette expérimentation a été validé au comité de pilotage de l'évaluation des contrats de ville le 21 mars 2019 ;
- Que le budget participatif de fonctionnement a pour objet de placer les habitants au cœur de l'action publique, faisant d'eux des acteurs de l'évolution des dispositifs publics en prenant part aux décisions qui concernent directement leur territoire ;
- Que ce budget participatif se traduira par le lancement d'appels à projets sur les quartiers prioritaires concernés, pour lesquels la définition des besoins et des orientations, mais aussi la sélection des projets seront réalisées avec la participation des habitants ;
- Que les projets retenus à l'issue de ces appels à projet bénéficieront de subventions métropolitaines ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le principe de l'expérimentation d'un budget participatif de fonctionnement pour trois quartiers prioritaires de la Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à savoir les deux quartiers prioritaires situés sur la commune de Port-de-Bouc et une partie du quartier prioritaire du centre-ville de la commune de Marseille.

**Article 2 :**

Est approuvée la constitution d'un Comité de pilotage (COPIL) pour le budget participatif de fonctionnement du quartier prioritaire du centre-ville de la commune de Marseille, composé de :

- Madame la Vice-Présidente de la Métropole, déléguée à la Politique de la Ville, Présidente du COPIL
- Monsieur le Vice-Président du Territoire de Marseille Provence, délégué à la Politique de la Ville
- Le Maire de secteur ou son représentant
- Un représentant du conseil citoyen concerné du territoire
- Des habitants du quartier prioritaire volontaire ou éventuellement désigné par tirage au sort en cas de multiples candidatures.

**Article 3 :**

Est approuvée la constitution d'un Comité de pilotage (COPIL) pour le budget participatif de fonctionnement des deux quartiers prioritaires de la commune de Port de Bouc, composé de :

- Madame la Vice-Présidente de la Métropole, déléguée à la Politique de la Ville, Présidente du COPIL
- Madame la Vice-Présidente du Territoire du Pays de Martigues, déléguée à la Politique de la Ville
- Madame le Maire de la commune de Port-de-Bouc
- Un représentant du conseil citoyen du territoire concerné
- Un habitant pour chacun des quartiers prioritaires concernés volontaire ou éventuellement désigné par tirage au sort en cas de multiples candidatures.

**Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, sous-politique D110, nature 65748, fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 009-6466/19/CM**

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Aides aux logements privés" - Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix  
MET 19/11151/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération a pour but d'apporter un soutien aux propriétaires et locataires dans l'acquisition, l'entretien et la réhabilitation de leurs logements afin d'en améliorer les performances.

L'opération Façades Pertuis entrant dans le même champs d'intervention, il est proposé de la clôturer et de l'intégrer à l'opération Aides aux Logements privés ; l'ensemble des soutiens financiers déjà mis en place seront réunis au sein d'une même opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° DEVT 007-5201/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Logement Privé du Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 53 200 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI735AP Aides aux logements privés afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 53 200 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI735AP Aides aux logements privés.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI735AP Aides aux logements privés pour un montant de 53 200 euros T.T.C portant le montant total de l'opération à 6 053 200 euros T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Déjà financé : 0 euros T.T.C.  
 CP 2019 (BS compris) : 1 667 264 euros T.T.C.  
 CP 2020 : 1 620 000 euros T.T.C.  
 CP 2021 : 1 540 000 euros T.T.C.  
 CP 2022 : 1 225 936 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 010-6467/19/CM**

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Aides aux logements Social public" - Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix  
 MET 19/11153/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin d'améliorer la gestion des crédits réservés aux bailleurs sociaux et de rendre plus lisible la politique publique du Territoire du Pays d'Aix dans ce domaine, il est proposé de fusionner au sein d'une seule opération les actions conduites dans le cadre de l'habitat et du droit commun et celles réalisées dans le cadre de la politique de la ville.

Ainsi l'opération DI7322AP Opération de réhabilitation GUP sera clôturée pour être intégrée à l'opération Aides au logement social public DI736AP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° DEVT 008-5201/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Logement Social Public du Territoire du Pays d'Aix ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 32 213 400 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI736AP Aides aux logements social public afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 32 213 400 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI736AP Aides aux logements social public.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI736AP Aides aux logements social public pour un montant de 32 213 400 euros T.T.C portant le montant total de l'opération à 100 713 400 euros T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

Déjà financé : 0 euros T.T.C.  
 CP 2019 (BS compris) : 10 235 000 euros T.T.C.  
 CP 2020 : 7 100 000 euros T.T.C.  
 CP 2021 : 22 000 000 euros T.T.C.  
 CP 2022 : 22 000 000 euros T.T.C.  
 CP 2023 : 22 000 000 euros T.T.C.  
 Reste à financer : 17 378 400 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEVT 011-6468/19/CM**

**■ Approbation du règlement intérieur pour l'aire d'accueil des gens du voyage de Saint Menet à Marseille**

**MET 19/11003/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM a conféré de nouvelles compétences obligatoires aux communautés urbaines dont la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage » et a créé au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence. Depuis cette date la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit cette compétence.

Une Délégation de Service Public Métropolitaine pour la Gestion des Aires d'accueil des gens du voyage a été attribuée par délibération du 16 mai 2019. Cette DSP a vocation en premier lieu à la Gestion des Aires suivantes :

- « La Garenne » : 25 places « famille » – Salon de Provence
- « Le Réaltor » : 80 Places « familles » Plateau de l'Arbois – Aix en Provence
- « La Malle » : 30 Places « famille » - Bouc Bel Air
- « Rives Hautes » : 23 Places « famille » - Fuveau

D'autre part cette DSP métropolitaine est de nature à pourvoir y inclure d'autres aires suivant les souhaits des territoires et sous réserve de leur compatibilité technique avec le contrat de DSP et son règlement intérieur.

La gestion des deux aires existantes sur le territoire de la Ville de Marseille, sises à Saint-Menet et à Mazargues, a été transférée avec un contrat de Délégation de Service Public attribué à la société « Vago » en 2013 par la Ville de Marseille et qui s'est terminé le 31 mars 2019.

L'Aire de Saint-Menet (24 places « famille ») doit faire l'objet d'une réhabilitation et mise aux normes afin de pouvoir intégrer à terme la nouvelle Délégation de Service Public Métropolitaine. Le délai global de cette opération est estimé à 3 années, la phase travaux intervenant en fin de période.

Dans une optique d'harmonisation avec la Délégation de Service Public Métropolitaine et d'une meilleure gestion de l'aire d'accueil de Saint-Menet il est proposé d'approuver un nouveau règlement intérieur et de ses annexes compatible avec le règlement Métropolitain.

Ce règlement intérieur et ses annexes comprennent la tarification des places, des fluides, des dépôts de garantie ainsi que les tarifs des pénalités en cas dégradations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 21-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le schéma départemental des aires d'Accueil des Gens du Voyage révisé du 10 janvier 2012 ;
- La Délégation de Service Public de la Société VAGO du 1<sup>er</sup> mars 2013 et son avenant du 22 juin 2017 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'adopter un nouveau règlement intérieur compatible au règlement annexé à la DSP Métropolitaine pour la Gestion de l'Aire d'accueil de Saint-Menet.

**Délibère**

**Article unique :**

Est approuvé le nouveau règlement intérieur et ses annexes de l'aire d'accueil des gens du voyage de Saint-Menet – 13011 Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Environnement,  
Développement Durable,  
Agriculture et Forêt"***  
\*\*\*\*\*

**ENV 001-6469/19/CM**

**■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'accueil du Congrès Mondial de la Nature - Délibération cadre  
MET 19/11701/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Congrès Mondial de la Nature organisée par l'ONG IUCN International tous les 4 ans dans le monde se déroulera du 11 au 19 juin 2020 au Parc Chanot à Marseille.

L'édition 2020 est portée par l'Etat Français, (Ministère de La Transition Ecologique et de la Solidarité), avec la participation au sein du comité de pilotage local des partenaires suivants : la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole, la Ville de Marseille, la Préfecture, la CCIMP, l'ARPE ARB et l'AFB, l'Office de Tourisme de Marseille, le Comité Régional Tourisme, le Parc des Calanques.

Cet évènement à forte notoriété internationale prévoit la venue de 10 000 congressistes, chercheurs, spécialistes et experts de la biodiversité de plus de 180 pays.

L'édition de 2016 à Honolulu a généré 21 000 articles de presse avec 388 journalistes sur place, 39 conférences de presse et 75 millions de personnes en contact via les réseaux sociaux.

La France met en œuvre un Plan national de mobilisation sur la biodiversité pour préserver son patrimoine naturel, jalonné de rendez-vous internationaux majeurs dont celui de Marseille. Il précède la COP15 de la Convention pour la Diversité Biologique à Pékin en octobre 2020

Cet évènement est donc pour la France le grand évènement international environnemental du quinquennat.

Les thématiques phares du Plan National Biodiversité sont les suivantes :

- Lutte contre la dégradation et l'artificialisation des sols,
- Lutte contre les pollutions sur terre et en mer,
- Agriculture et biodiversité

- Accélération de la transition de nos modèles de production et de consommation
- Renforcement du lien entre santé et environnement.
- 

Elles entrent en résonance avec les thèmes développés durant le congrès :

- Gestion des espaces pour la nature et les hommes
- Protéger l'eau pour le maintien de la vie
- Restaurer la santé des océans
- Mettre en place des solutions basées sur la nature contre le changement climatique
- Soutenir les droits et assurer une gouvernance équitable et juste
- Transformer la finance et l'économie
- Repousser les limites de la technologie et de la connaissance

Après quelques mois de fonctionnement, les partenaires, en lien avec l'équipe des Grands Evénements du Ministère de l'Ecologie et de la Solidarité, ont entamé plusieurs groupes de travail dans le cadre du processus de préparation et de pilotage mis en place (groupes de travail locaux, comité technique et comité de pilotage).

Il en ressort 2 grands types de lots de travaux et de contributions :

- Le premier est sur le champ de l'organisation, de la prise en charge d'une partie des composantes techniques (et des coûts afférents) et logistiques de l'évènement que ce soit dans ou hors les murs du Palais des congrès pour tout ce qui concerne le parcours et la prise en charge des congressistes (accueil des congressistes, organisation de visites commentées des sites de biodiversité du territoire, sélection de volontaires, propreté, collecte, tri et recyclage des déchets, facilitation de la prise en charge et des déplacements des congressistes au sein du territoire via des solutions de transports collectifs, sécurité des lieux et des personnes ...).

- Le second concerne la contribution sur le fond des sujets (mobilisation des techniciens en lien avec tous les sujets qui concernent la gestion et la préservation du vivant et de la nature) et la mobilisation des acteurs du territoire. En effet, l'objectif, en plus des 10 000 congressistes du monde entier, l'ambition du congrès est d'accueillir 100 000 visiteurs. Ce sont les acteurs du territoire fédérés autour d'un projet collectif qui rendront possible l'atteinte de cet objectif (mobilisation des acteurs de tous les secteurs culture,

agriculture, recherche, espaces naturels, milieux aquatiques, tourisme, entreprises, ONG, acteurs de l'EEDD, réseau territoires durables, acteurs de la mer...; mobilisation des jeunes par l'association de l'Académie et du Rectorat, de l'AMU,...)

Une sollicitation de chacune des institutions à hauteur de 1,5 million d'euros a été formulée par le Ministère qui, lui, alloue 20 millions d'euros au projet.

Le parti pris des institutions au plan local a été

- D'intégrer ce congrès comme un temps fort d'un dispositif plus global qui pourra mettre en avant la volonté des acteurs institutionnels de travailler le thème de la Biodiversité et de la Nature plus largement qu'en recevant un congrès sur le territoire.
- D'en faire l'occasion de pointer à la fois les sites remarquables du territoire et les acteurs qui les animent et travaillent à leur développement, tous les projets entrepris depuis plusieurs années pour la préservation « du vivant » sur le territoire, les réalisations remarquables issues de l'ensemble des groupes d'acteurs du territoire (acteurs des paysages, des forêts, de l'agriculture, de la mer...), le rôle de facilitateur des institutions partenaires.

Compte tenu de l'ampleur de l'évènement de par sa taille, sa durée, son rayonnement, plusieurs dispositifs sont envisagés par la Métropole pour contribuer à la fois aux besoins d'organisation et de logistique dans le champ des compétences métropolitaines par des apports en nature et des contributions à des actions de communication et de mobilisation du très grand public sur le territoire pour favoriser le succès populaire et l'héritage que ce grand évènement peut susciter.

Cette délibération cadre pose les principes de la participation de la Métropole et sera complétée par une série de délibérations ultérieures pour définir précisément la forme et le montant des contributions en nature ou en communication proposées ci-dessous :

- MOBILITE :

Il est envisagé :

- la fourniture de pass pour les congressistes adhérents à l'UICN (engagement de la candidature), extension d'horaires de certaines lignes de métro, bus ou navettes maritimes ou navettes aéroport,
- la gratuité de certains transports pour des segments de population (jeunes, PMR...),
- des points d'accueil et d'information voyageurs dans les Agences commerciales de la Métropole (Aéroport, St Charles, Aix en Provence, Aubagne, Salon, Martigues, Istres, Vitrolles), dans les cars des



principales lignes interurbaines métropolitaines (Lignes Aéroport vers Marseille et Aix, Lignes Aix-Marseille, Marseille-Aubagne ...), dans les principales stations de métro de Marseille (St Charles, Rond-Point du Prado et Vieux-Port),

- la valorisation des développements existants (ligne de bus électrique à Marseille) et en cours (ligne de bus électrique à Aix en Provence et GNV à Aubagne)

- PROPRETE :

Il est envisagé :

- des prestations de nettoyage renforcées aux abords du site du Parc Chanot, et sur les points de rassemblement, à l'intérieur du site,
- la mise en place d'un dispositif de ramassage des déchets par nature (verres, bois, cartons et journaux, déchets alimentaires)

- SOUTIEN A DES ASSOCIATIONS POUR LES VISITES DE SITES REMARQUABLES

Les directions concernées La Direction des paysages et des espaces naturels et la direction de la mer.

- Mise à disposition de l'espace d'affichage métropolitain

- ACTION DE COMMUNICATION ET DE MOBILISATION DU GRAND PUBLIC

Pour initier, sensibiliser et mobiliser le grand public à la question de la biodiversité il est envisagé un dispositif itinérant « de caravane » qui parcourrait le territoire à la rencontre des habitants.

Sur la base du concept «2020, Territoire Nature», il serait proposé de découper l'année en 4 saisons. Ce parcours sur le territoire pourrait avoir comme étape le 11 juin 2020, un format de fête populaire pour célébrer l'ouverture du congrès avant que l'inauguration officielle ne s'ouvre (réservées aux officiels, partenaires et congressistes).

L'ensemble de ces contributions entrerait dans une enveloppe budgétaire de 1,5 million d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le rayonnement national, international et environnemental du Congrès Mondial de la Nature,
- L'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de participer, au travers de ses compétences, à l'accueil d'un tel événement sur son territoire,

**Délibère**

**Article 1:**

Est approuvée la délibération-cadre fixant les grands principes de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'accueil du Congrès Mondial de la Nature qui se déroulera au 11 au 19 juin 2020 au Parc Chanot à Marseille.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires à la couverture des dépenses associées seront inscrits au budget primitif 2020 du budget principal de la Métropole d'une part et des budgets annexes concernés d'autre part.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 002-6470/19/CM**

**■ Approbation de la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la prise de participation au sein de la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) "Terre Adonis"**  
**MET 19/10429/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SCIC TERRE ADONIS est issue de la réflexion et de la volonté d'un groupe de travail de la SAFER et de Coop de France Alpes Méditerranée concernés par la problématique foncière et l'installation d'agriculteurs. Au travers de ce groupe de travail, et fort de relations étroites et collaboratives avec les adhérents coopérateurs de la Coop de France Alpes Méditerranée, la SAFER et la Coop de France Alpes Méditerranée ont étudié la problématique de la transmission des terres agricoles, suite au départ à la

retraite d'un exploitant agricole ou non, et de l'installation de nouveaux agriculteurs.

L'idée est donc venue de construire un projet de territoire qui implique un grand nombre d'acteurs permettant d'installer des agriculteurs en région Provence-Alpes-Côte-D'azur. L'installation agricole est un sujet qui touche de nombreux acteurs aussi bien les porteurs de projets, les cédants mais aussi les collectivités territoriales, les consommateurs, les coopératives agricoles... Ce partenariat a réfléchi à la problématique du renouvellement des générations agricoles en prenant comme point clé le foncier.

TERRE ADONIS est une société coopérative d'investissement collectif qui va acquérir du foncier et le mettre à disposition de l'agriculteur, au travers d'un bail rural. Il sera ensuite prioritaire pour l'acquérir, une fois son activité consolidée. C'est un outil d'externalisation du financement qui permet de limiter l'endettement de l'agriculteur et de rendre son projet viable.

Les statuts de la SCIC ont été approuvés en Conseil d'administration de la SAFER, le 13 novembre 2018, puis validés définitivement le 16 janvier 2019 lors du 1er Conseil Coopératif de la SCIC.

La SCIC TERRE ADONIS est une société dédiée à l'installation des nouveaux agriculteurs ainsi que la consolidation de certains agriculteurs déjà installés en région PACA avec acquisition différée du foncier.

Elle a donc pour vocation de permettre à des agriculteurs, agricultrices, personnes physiques ou morales, de pouvoir acquérir les terres qu'ils exploitent à la fin de la durée de leur bail ou en cours de bail, et ce à partir de la septième année d'exploitation au plus tôt et la quinzième au plus tard. Centrée sur l'accompagnement et le soutien aux agriculteurs en leur proposant notamment le portage du foncier, elle garantit aussi le maintien et la reconquête des espaces agricoles et en assure la pérennité.

Avec pour objectif premier la poursuite de l'intérêt général avant les intérêts particuliers de ses membres, la SCIC TERRE ADONIS s'attache à accompagner ces agriculteurs dans leur projet d'installation et ainsi concourir au développement durable des territoires ruraux, périurbain et urbain en région PACA dans ses dimensions économiques et sociales.

TERRE ADONIS vise à faire rencontrer des acteurs privés et publics qui interviennent isolément dans leur sphère de compétence. TERRE ADONIS constituera un nouvel espace où l'agriculteur porteur d'un projet d'installation ou de consolidation pourra échanger avec la collectivité mais aussi des représentants des différentes filières économiques présentes sur le territoire. Les partenaires financiers institutionnels pourront contribuer au financement de ces acquisitions de foncier mais dans une logique multi-

partenariale. Ces apports croisés entre les acteurs de la préservation du territoire et ceux des filières économiques favoriseront la construction d'un projet solide d'installation et détermineront les capacités du futur agriculteur et donc le délai dans lequel il s'engagera à acheter son outil de production. TERRE ADONIS se rapprochera de la SAFER PACA pour présenter son projet d'installation et la structure foncière qui pourrait en être le support. TERRE ADONIS pourra alors se porter candidate en tant qu'apporteur de capitaux en mettant en avant le projet d'installation du fermier bénéficiaire. La candidature de TERRE ADONIS et de son fermier sera examinée dans le respect des procédures réglementaires de la SAFER et selon les critères d'attribution définis au R.142-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Cette société est ouverte aussi bien aux projets d'installation qu'à des projets de consolidation de l'exploitation agricole pour en assurer sa pérennité, y compris les adhérents d'une coopérative agricole. Le périmètre d'action de cette SCIC SAS régionale est l'ensemble de la région PACA.

La SCIC TERRE ADONIS poursuit comme objectif principal la recherche d'un intérêt collectif dans un souci d'utilité sociale. Cet objectif se manifeste par sa volonté de contribuer à la préservation et au développement du lien social et à la défense des biens communs. La SCIC a vocation à concourir au développement durable par sa dimension participative, sa volonté de maintenir et de développer les espaces agricoles et naturels en région PACA et donc de placer l'humain au centre de l'économie.

Cet objectif se réalise notamment, de manière non limitative, à travers les activités suivantes :

- Acquisition par la société de terres agricoles ;
- Location de terres sous la forme d'un bail rural ou autres types de baux à des exploitants agricoles personnes physiques ayant des projets d'installation ou de consolidation d'installation, avec possibilité de mise à disposition d'une personne morale exploitante agricole sous réserve d'agrément de la SAFER dans le cadre de sa décision attributive ou d'une dérogation à son cahier des charges ;
- Participer au renouvellement des générations agricoles et permettre des installations pérennes sur le territoire en région PACA ;
- Ingénierie financière et juridique.
- Et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement

Pour la réalisation de cet objet, la coopérative d'intérêt collectif pourra réaliser tout investissement mobilier ou immobilier, effectuer toutes opérations directes ou indirectes, civiles, commerciales, industrielles ou de crédit, concourant directement ou indirectement à sa

réalisation, dans le strict respect des objectifs qu'elle s'est assignée.

En vertu de l'article 19 quinquies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) sont des sociétés anonymes (SA), des sociétés par actions simplifiées (SAS) ou des sociétés à responsabilité limitée (SARL) à capital variable, notamment régies par le code du commerce, qui ont pour objet la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif, qui présentent un caractère d'utilité sociale.

Forme de société récente, la SCIC se caractérise par :

- L'égalité d'ambition entre la qualité d'un service économique et des objectifs d'intérêt collectif,
- Le multi-sociétariat : la SCIC permet d'associer autour d'un même projet des acteurs multiples dont des collectivités publiques,
- Son mode d'organisation de coopérative qui repose sur des principes de solidarité et de démocratie, et sur le principe 1 associé = 1 voix, avec la possibilité de pondération des voix selon les collèges.

L'article 19 septies de la loi précitée du 10 septembre 1947 prévoit que peut être associé d'une société coopérative d'intérêt collectif, toute personne physique ou morale qui contribue par tout moyen à l'activité de la coopérative, notamment toute personne productrice de biens ou de services, tout salarié de la coopérative, toute personne qui bénéficie habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative, toute personne physique souhaitant participer bénévolement à son activité ou toute personne publique.

Pour se constituer une SCIC doit comprendre au moins trois catégories d'associés parmi lesquelles figurent obligatoirement :

- les salariés ou, en l'absence de personnes salariées au sein de la société, les producteurs de biens ou de services de la coopérative,
- et les personnes qui bénéficient habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative

Les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics territoriaux peuvent être associés d'une SCIC au titre de l'une des autres catégories d'associés prévues par les statuts de la SCIC. Dans ce cas, il est précisé que ceux-ci peuvent détenir ensemble jusqu'à 50 % du capital de la société.

Le capital social d'une SCIC est variable. Les associés ou les actionnaires peuvent décider à tout

moment de réduire ou d'augmenter le capital sans formalités d'enregistrement. Ceux-ci peuvent également sortir de la société par simple remboursement de leur part dans le capital par la SCIC.

Prise de participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la SCIC : Les statuts de la SCIC TERRE ADONIS indiquent que le capital peut augmenter soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les associés, soit par l'admission de nouveaux associés. Préalablement à la souscription et à la libération de leurs parts, les associés doivent obtenir l'autorisation du Conseil Coopératif et signer le bulletin unique cumulatif de souscription en deux originaux.

Concernant l'admission de nouveaux associés, les statuts de la SCIC prévoient que lorsqu'une personne physique ou morale souhaite devenir associée, elle doit présenter sa candidature, par le formulaire d'engagement, au Président de la société lequel la transmet au Conseil Coopératif, en précisant la catégorie de rattachement et le collège de vote auxquels elle souhaite appartenir.

L'admission d'un nouvel associé et le choix de la catégorie et du collège de vote sont du seul ressort du Conseil Coopératif.

Les parts sociales souscrites lors de l'admission d'un candidat au sociétariat doivent être libérées en totalité au moment de leur souscription.

Le statut d'associé prend effet après agrément du Conseil Coopératif, sous réserve de la libération de la ou des parts souscrites dans les conditions statutairement prévues.

Au sein de la SCIC TERRE ADONIS, il existe 5 catégories d'associés définies par les statuts, à savoir :

- les « membres fondateurs, initiateurs du projet et garants de l'éthique du projet » (la SAFER et la COOP de France Alpes Méditerranée) ;
- les « salariés de la SCIC ou en l'absence de salariés, les producteurs de biens et de services » ;
- les « bénéficiaires » directs, locataires des services de la SCIC régionale, agriculteurs candidats à l'exploitation ;
- les « collectivités publiques et leurs groupements » ;
- et les « partenaires privés et solidaires ».

Si la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence est retenue, celle-ci intégrera la catégorie d'associés « collectivités publiques et leurs groupements ». En effet, selon les statuts, peuvent entrer dans cette catégorie des structures publiques actrices du développement territorial. Il peut s'agir des communes, départements, collectivités territoriales ainsi que leur groupement, les métropoles, les

communautés de communes, les établissements publics locaux qui contribuent à faciliter le développement de la SCIC par des apports de fonds et qui souhaitent s'engager au soutien d'un projet solidaire en installation d'un agriculteur, à la préservation d'un patrimoine, au développement économique du territoire, à la création de richesses et au maintien de l'emploi. Les statuts précisent que les personnes morales de droit public apportent à la coopérative leur poids politique en tant que représentant des citoyens d'un territoire, une crédibilité quant à la démarche d'intérêt public poursuivie par la coopérative, un soutien financier pour les actions menées par la SCIC.

Il est demandé aux collectivités la souscription minimale de 2 parts pour intégrer la SCIC ; la valeur nominale de la part sociale étant fixée à 1 000 euros.

La SCIC est par ailleurs structurée en 4 collèges de vote. La Métropole appartiendra au collège C, qui regroupe la catégorie d'associés « Bénéficiaires » et la catégorie « collectivités publiques et leurs groupements » et dispose d'un droit de vote de 25% à l'Assemblée Générale des associés.

La SCIC comprend aussi un Conseil coopératif, dont les membres sont élus par l'Assemblée Générale Ordinaire. C'est un organe d'administration et de contrôle de la société, intermédiaire entre l'Assemblée Générale et le Président. Le Conseil Coopératif est composé de 6 associés au moins et de 12 associés au plus, élus à la majorité des suffrages par l'Assemblée Générale Ordinaire. Les membres du Conseil Coopératif peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce dernier cas, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent pour siéger au Conseil Coopératif. Le mandat de chaque membre du Conseil Coopératif est de quatre 4 ans.

Il est néanmoins précisé que les premiers membres du Conseil Coopératif sont désignés par les statuts et que leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération et notamment son Titre II ter ;
- Le décret n°2002-241 du 21 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la SCIC TERRE ADONIS a pour objectif d'accompagner les agriculteurs dans leur projet d'installation et de consolidation de leur exploitation agricole et ainsi concourir au développement durable des territoires ruraux, périurbains et urbains en région PACA dans ses dimensions économiques et sociales ;
- Que la forme de cette société, constituée en société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), donne la possibilité aux collectivités locales et à leur groupement d'entrer en capital et d'ainsi leur permettre, grâce à ce nouvel outil, de contribuer au développement des territoires, tout en y impliquant les habitants ;
- Que compte tenu de l'objet et de l'objectif poursuivi par la SCIC TERRE ADONIS, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite entrer au capital de cette société ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la prise de participation au capital de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) TERRE ADONIS.

**Article 2 :**

Sous réserve de l'admission de cette candidature par le Conseil Coopératif de la SCIC TERRE ADONIS, est approuvée la souscription de deux parts sociales, d'un montant de 1 000 euros chacune, auprès de la SCIC TERRE ADONIS.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à engager toutes les démarches nécessaires à la candidature de la Métropole pour son entrée au capital de la SCIC TERRE ADONIS et à signer tout document y afférent.

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le budget primitif 2019 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Chapitre 26 – Fonction 6312 – Nature 261 – Sous Politique G710.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 003-6471/19/CM**

##### **■ Grand Site Sainte-Victoire : Mise à jour de la liste des produits relevant de la grille tarifaire de la régie de recettes MET 19/11035/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En date du 12 janvier 2017, la régie de recettes « Grand Site Sainte-Victoire » a été créée par la décision n° 16/469D.

Lors du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017, la délibération n°ENV 009-1860/17/CM a pris acte de la grille tarifaire de cette régie.

Les délibérations n°ENV 003-3599/18/CM du 15 février 2018 et n°ENV 001-4217/18/CM du 28 juin 2018 adoptées par le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont pris en compte les ajustements de l'année 2018.

Pour l'année 2019, un premier ajustement a été effectué via la délibération n° ENV 003-5758/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019.

Pour la saison estivale 2019, Il convient de nouveau de mettre à jour cette grille tarifaire.

- Il est prévu d'ajouter un nouveau produit :

L'Institut Géographique National et le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône assisté du Grand Site Sainte-Victoire et de la Fédération Française de Randonnée Pédestre ont décidé de l'édition d'une nouvelle carte au 1/17 500ème, dans la série « Découverte de lieux d'exception » Loisirs de plein air, intitulée Montagne Sainte-Victoire – Massifs Concors – Grand Site de France.

Modèle 129 – Carte IGN Sainte-Victoire 1/17 500ème, prix public à 9,70 euros.

- En outre, il est nécessaire d'ajuster un tarif :

Modèle 19 – TopoGuide La Montagne Sainte-Victoire ... à pied – Grand Site de France – Edition avril 2019, prix public à 15,40 euros (en 2018, 15,20 euros)

Au vu de ces ajustements, il est proposé de modifier la grille tarifaire de la régie de recettes du Grand Site Sainte-Victoire à compter de juin 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La décision n°16/469D du 12 janvier 2017 créant la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 009-1860/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 fixant la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire ;
- Les délibérations n°ENV 003-3599/18/CM du 15 février 2018 et n°ENV 001-4217/18/CM du 28 juin 2018 prenant en compte les ajustements de l'année 2018 ;
- La délibération n°ENV 003-5758/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 approuvant la mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire de la régie de recettes.

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- La nécessité de compléter l'offre de produits proposés à la vente en relation avec la demande du public.

### **Délibère**

#### **Article unique :**

Est approuvée la mise à jour de la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire à compter de juin 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **ENV 004-6472/19/CM**

#### **■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Pépinière jeunes agriculteurs - couveuses agricoles et de son affectation - Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix**

#### **MET 19/11115/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de couveuse agricole est prévu sur le site du Terrain de l'Enfant, à Luynes. La Métropole Aix-Marseille-Provence -Territoire du Pays d'Aix, est propriétaire d'un ensemble de terres agricoles situées sur la commune d'Aix-en-Provence : Lieu-dit « L'Enfant Est » Section HL Numéro 0060 d'une surface de 9ha 09 a 08 ca. La collectivité souhaite la mise en œuvre, sur cette parcelle, d'un projet agricole (espace-test agricole) en partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône.

L'objectif de l'investissement est de lutter contre la pression foncière, remettre en culture des friches, transmettre des exploitations aux jeunes générations, développer les produits du terroir et la vente en circuits courts, préserver les paysages, la biodiversité et maintenir l'agriculture sur le territoire.

L'étude de faisabilité rendue par le programmiste évalue le coût de l'investissement direct à 1 500 000 euros.

L'investissement consiste en la réalisation d'un bâtiment d'exploitation agricole de type hangar agricole, tunnels froids et serres froides, plus logements fonctionnels modulaires.

Un avenant à la convention 2018 a été signé avec la Chambre d'Agriculture afin de permettre de définir les modalités de réalisation d'une couveuse/pépinière agricole au moyen d'un avant-projet permettant aux élus de faire les choix stratégiques qui définiront les

caractéristiques du projet pour engager ensuite la phase opérationnelle.

Sur la base de l'étude de faisabilité du programmiste, les questions à aborder seront les suivantes : accessibilité, contraintes en terme d'aménagement, activités présentes dans le voisinage et incompatibilités éventuelles, ressources en eau et électrification existante ou potentielle, contraintes liées au règlement du PLU et aux Servitudes d'Utilité Publique, classement du site dans les plans de prévention des risques, construction d'un bâtiment d'exploitation agricole (caractéristiques requises et équipements fonctionnels, aménagements).

L'opération fait l'objet de co-financements attendus du CD13 (pouvant aller jusqu'à 60% du coût de l'opération d'investissement) et de la CA13.

L'opération d'investissement DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs – couveuses agricoles d'un montant initial de 90 000 € inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI462-4A doit être révisée pour un montant de + 1 410 000 euros T.T.C,

Cette révision porte le montant de l'opération DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs - couveuses agricoles autorisation de programme DI462-4A de 90 000 euros T.T.C avant révision à 1 500 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouvertures, affectations et modifications d'autorisations de programme du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 1 410 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs - couveuses agricoles afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de +1 410 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs – couveuses agricoles.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs – couveuses agricoles pour un montant de 1 410 000 euros T.T.C.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

DI462-4A Pépinières jeunes agriculteurs – couveuses agricoles

Montant initial de l'AP : 90 000 euros T.T.C.  
Révision de l'AP : + 1 410 000 euros T.T.C.  
Montant final de l'AP : 1 500 000 euros T.T.C.  
Déjà financé : 15 860,48 euros T.T.C.  
CP 2019 (BS compris) : 260 000 euros T.T.C.  
CP 2020 : 1 224 139,52 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**ENV 005-6473/19/CM**

■ **Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Travaux pour la mise en place d'un forage pour l'irrigation de parcelles agricoles situées dans la Zone Agricole Protégée à Cuges-les-Pins" - Etat Spécial du Territoire du pays d'Aubagne**  
**MET 19/11266/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La mise en place de l'irrigation sur des parcelles agricoles situées en ZAP (Zone Agricole Protégée) de Cuges-Les-Pins permettra l'installation progressive de jeunes agriculteurs. Cela permettra la mise en œuvre un espace test qui s'inscrit dans la démarche d'accompagnement de la ZAP.

Les études et travaux comprennent un forage jusqu'à environ 100 mètres de profondeur, la pose de pompes et des ouvrages annexes adapté au débit d'utilisation agricole prévu, le raccordement au réseau électrique et les démarches administratives afférentes (déclaration de forage).

L'opération d'investissement 2018400100, Mise en place forage eau pour irrigation parcelle agricole, 50 000 € euros TTC inscrite au budget EST (Etat Spécial du Territoire) enregistré dans l'autorisation de programme 184231BP du programme 23 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 78 000 € T.T.C.

Cette révision porte le montant de l'opération 2018400100 de 50 000 € T.T.C à 78 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ENV 004-3600/18/CM du Conseil de Métropole du 15 février 2018 de création de l'opération ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 78 000 € T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 28 000 € T.T.C de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

## Délibère

### Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2018400100 et « Travaux pour la mise en place d'un forage pour l'irrigation de parcelles agricoles situées dans la ZAP (Zone Agricole Protégée) à Cuges-Les-pins » d'un montant de 28 000 euros portant le montant total de l'opération à 78 000 euros T.T.C

### Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2019 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement au chapitre 45 nature 4581184001-Code AP 18423BP du programme 23.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

Mandaté antérieur en 2018 : 4 770,67 euros TTC

CP 2018 : 4 770,67 euros T.T.C.

CP 2019 : 78 000 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## ENV 006-6474/19/CM

### ■ Approbation du principe de Délégation de Service Public pour la gestion du réseau de chaleur de Salon-de-Provence

#### MET 19/10655/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole d'Aix Marseille Provence est compétente en matière de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains. Au regard de l'échelonnement du transfert des compétences prévu par la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la Métropole d'Aix Marseille Provence exerce de plein droit cette compétence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Par

délibération ENV 001-3648/18/CM du 22 mars 2018 cette compétence est gérée à l'échelon métropolitain.

Pour rappel, antérieurement à la création de la Métropole d'Aix Marseille Provence, les communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Martigues et Salon-de-Provence ainsi que la communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile exerçaient effectivement cette compétence.

Le service public de distribution de chaud et de froid urbain est un service public à caractère industriel et commercial. A ce jour, la Métropole porte 5 réseaux de chaleur :

- Le réseau d'Aix-en-Provence qui dessert les quartiers d'Encagnagne, des Fenouillères et des Hauts de Provinces, avec deux extensions en cours, l'une vers le sud, desservant notamment le CROUS et l'autre vers le nord, desservant notamment l'hôpital d'Aix.
- Le réseau d'Aubagne qui dessert une opération d'aménagement « Terre de Garance » et le dépôt du tramway.
- Le réseau de Coudoux qui dessert une opération d'aménagement « Grand Coudoux » et des bâtiments communaux.
- Le réseau de Martigues qui dessert le quartier de Canto-perdrix ainsi que les hôpitaux le Vallon et les Rayettes.
- Le réseau de Salon-de-Provence qui dessert le quartier des Canourgues et le centre hospitalier.

Ces différents réseaux sont aujourd'hui gérés de manières diverses qui vont de la régie à la concession.

La délégation de service public du réseau de chaleur de Salon-de-Provence en vigueur depuis le 1er septembre 1970 conclu avec la SOMETH et la SEMAAS mandataire, à travers la société dédiée S.T.P.S., arrivera à échéance le 31 octobre 2020. La Métropole a réalisé une étude comparative des différents modes de gestion du service de réseaux de chaleur de Salon-de-Provence dans le cadre du schéma directeur adopté par le Conseil de la Métropole le 28 mars 2019. A l'issue de cette étude, la délégation de service public sous forme de concession apparaît comme le mode de gestion le plus adapté à répondre aux attentes et aux besoins de la Commune, du Conseil de Territoire et de la Métropole.

Il s'agit par cette délibération d'acter l'approbation du principe d'une délégation de service public pour le réseau de chaleur de Salon de Provence selon les principes du schéma directeur adopté par le Conseil de la Métropole le 28 mars 2019.

Ce travail de projection, réalisé en concertation avec la commune et les abonnés et en coordination avec



les équipes de la Politique de la ville (PNRU), a permis d'évaluer les potentiels du réseau actuel et de ses évolutions qui serviront de base au renouvellement de la DSP.

Ainsi, le schéma directeur permet de fixer les objectifs suivant au futur délégataire :

- Délocalisation de la production industrielle de chaleur hors du centre urbain
- Refonte des outils de production avec un taux d'énergie renouvelable de 70% à minima
- Extension du périmètre sur l'ensemble de la commune de Salon-de-Provence

Il est volontairement laissé une liberté sur les solutions techniques que proposeront les opérateurs candidats pour atteindre ces objectifs. Ceci dans le but de bénéficier de toute leur expertise et plus-value dans l'intérêt du territoire et des abonnés.

La délégation de service public du réseau de chaleur a pour objet de produire et de distribuer la chaleur nécessaire au chauffage et à la production d'eau chaude sanitaire.

Les principales missions assurées par le délégataire pour l'exploitation du service public de distribution de chaleur sur la commune de Salon de Provence qui lui sera délégué, seront notamment :

- la conception, le financement et la réalisation, des infrastructures et équipement à réaliser dont notamment la création d'une unité de production à partir d'énergie de source renouvelable ;
- la conception, le financement et la réalisation des extensions et de la densification du réseau pendant toute la durée du contrat ;
- l'exploitation et la maintenance de la production et distribution de l'énergie calorifique ;
- la vente de chaleur aux abonnés et potentiellement d'électricité.

Les principales missions mises à la charge du futur délégataire sont reprises dans le rapport de présentation joint en annexe et seront précisées dans les documents de la consultation transmis aux candidats admis à présenter une offre.

Le rapport ci-annexé tel que prévu par l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) présente les différents modes de gestion envisageable du service public de réseau de chauffage urbain de Salon de Provence ainsi que les caractéristiques des prestations que devrait assurer le futur délégataire. Il apparaît que le recours à une gestion déléguée sous forme de concession de service public semble devoir être privilégié.

Il convient donc aujourd'hui de lancer une nouvelle procédure de mise en concurrence permettant d'assurer la gestion du réseau de chaleur à compter d'octobre 2020.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et par les articles L3100-1 et suivants du Code de la commande publique.

Conformément aux articles L.1411-4 et L.1413-1 du CGCT La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- Le décret n° 2018-1075 du 3 décembre portant partie réglementaire du code de la commande publique ;
- Le procès-verbal n°FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération ENV 001-3648/18/CM du 22 mars 2018 portant sur l'organisation de la compétence énergie au sein de la Métropole ;
- La délibération ENV 006-5761/19/CM du 28 mars 2019 portant approbation du schéma directeur du réseau de chaleur de Salon-de-Provence ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- L'avis du Conseil de territoire du Pays Salonais du 17 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délégation de service public du réseau de chaleur de Salon-de-Provence en cours arrive à échéance en octobre 2020.
- Qu'il convient de garantir la continuité de service de fourniture de chaleur aux usagers à l'échéance du contrat concessif en cours.
- Que les travaux d'élaboration du schéma directeur démontrent la faisabilité technico-économique de l'extension du réseau et de l'usage à minima de 70% d'énergie renouvelable.
- Qu'au vu du rapport de présentation annexé et après analyse des différents modes de gestion, le recours à la gestion déléguée par voie de concession de service public apparaît comme le mode de gestion le plus adapté.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le principe d'une délégation de service public, sous forme de concession d'une durée envisagée entre 20 et 25 ans en fonction des investissements mis à la charge de l'exploitant, pour l'exploitation du service public de production et de distribution de chaud et froid sur la commune de Salon-de-Provence.

**Article 2 :**

Sont approuvées les caractéristiques principales de la délégation et des prestations du délégataire décrites dans le rapport de présentation annexé qui seront précisées et détaillées dans le dossier de consultation devant être remis aux candidats admis à présenter une offre.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à engager toutes démarches et à prendre toutes décisions utiles à l'exécution de la présente délibération, en particulier pour la mise en œuvre de la procédure de

consultation prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et aux articles du code de la commande publique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## ***Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"***

\*\*\*\*\*

**DEA 001-6475/19/CM**

**■ Budget Eau - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à l'installation de postes de chloration relais sur le réseau de distribution d'eau potable du territoire Marseille Provence**

**MET 19/11104/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Un des objectifs prioritaires de tout service de distribution d'eau potable est d'assurer une continuité de service, tant sur la quantité que sur la qualité de l'eau distribuée.

Afin de garantir la sécurité sanitaire, il est d'usage de pouvoir maintenir et contrôler en permanence la présence d'un résiduel non nul de chlore tout au long de la distribution.

Cette notion a d'ailleurs été reprise et renforcée depuis une quinzaine d'année par les consignes Vigipirate.

Or, actuellement certaines zones du réseau de distribution d'eau potable présentent un déficit de chlore, qui n'est pas dû à une pollution, mais à une disparition normale dépendant de paramètres physico-chimiques de l'eau (pH, température...), ainsi que du temps de séjour dans les canalisations.

L'amélioration de la diffusion du chlore doit permettre d'obtenir un résiduel de chlore compris entre 0,1 et 0,15 mg/l en tout point du réseau de distribution. Il s'agit du seuil de détectabilité par les analyseurs usuels de chlore.

Pour atteindre cet objectif il est nécessaire d'ajouter des points d'injection de chlore sur des lieux stratégiques du réseau, en lien avec les zones de déficits constatés.

Il convient, en complément, d'y associer des capteurs d'analyse en continu de la qualité de l'eau, afin d'accroître la connaissance sur le suivi du chlore résiduel, dans le réseau de distribution d'eau potable.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'installer des postes de chloration relais, et des capteurs de contrôle associés,
- Qu'il convient de créer et d'affecter une opération d'investissement, d'un montant de 900 000 euros HT, pour l'installation de postes de chloration relais sur le réseau de distribution d'eau potable du territoire Marseille-Provence

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération relative à l'opération d'installation de postes de chloration relais sur le réseau de distribution d'eau potable du territoire Marseille-Provence d'un montant de 900 000 euros HT.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe de l'eau du Territoire Marseille Provence: programme Eau – code AP 191120EA - Sous-Politique F170 – Opération 2019105000 - Natures 2031 et 2315.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2019 : 10 000 euros HT

Année 2020 : 16 000 euros HT  
Année 2021 : 657 000 euros HT  
Année 2022 : 217 000 euros HT

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 002-6476/19/CM**

**■ Budget Eau - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à la sécurisation du réseau AEP de Notre Dame et Pas des Lanciers via le chemin de la Vierge à Marignane  
MET 19/11220/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet se situe sur la commune de Marignane au niveau du réservoir d'eau potable de Notre Dame. Actuellement le réseau de distribution dépendant de ce réservoir est alimenté par une unique conduite de diamètre 400mm. En cas de rupture de celle-ci, tout le secteur dépendant de ce réservoir serait privé d'eau.

L'opération consiste à sécuriser la distribution d'eau dans ce secteur en créant une interconnexion avec le réseau d'eau du Pas de Lanciers

Description du projet :

Les travaux consistent en :

- La pose d'une canalisation de diamètre 400 mm sur une longueur de 910 mètres entre la conduite de la rue Galoubet et le réseau de distribution du réservoir Notre Dame
- La réalisation d'un maillage entre la canalisation DN 600mm d'adduction du réservoir par le réseau Pas de Lancier et la nouvelle conduite DN400mm
- La réalisation des raccordements aux différents réseaux et la pose des équipements nécessaires

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 800 000 € HT soit 960 000,00 € TTC répartis sur les années 2019 à 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de sécuriser le réseau AEP de Notre Dame et Pas des Lanciers via le chemin de la Vierge sur la commune de Marignane
- Que l'opération doit être créée et affectée

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération relative à la réalisation d'études et de travaux sur la sécurisation des réseaux d'eau potable de Notre Dame et Pas des Lanciers via le chemin de la Vierge sur la commune de Marignane, d'un montant de 800 000 euros H.T. soit 960 000 euros TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget Annexe Eau du Territoire Marseille Provence: Programme Eau – code AP 191123EA - Sous-Politique F160 – Opération 2019104800 - Natures 2031 et 2315.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

- Année 2019 : 30 000 euros HT ;
- Année 2020 : 70 000 euros HT ;

- Année 2021 : 700 000 euros HT.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 003-6477/19/CM**

**■ Budget Eau - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative au secours intercommunal en eau potable du Jaï sur les communes de Châteauneuf-les-Martigues et Marignane  
MET 19/11306/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le cordon littoral du Jaï sépare l'étang de Bolmon de l'étang de Berre. Il est urbanisé à ces 2 extrémités, aussi bien du côté de Marignane que du côté de Châteauneuf-les-Martigues.

Pour assurer la sécurité de l'alimentation en eau de ces deux zones, il est nécessaire de connecter les réseaux qui les alimentent. Cela permettra d'assurer un secours mutuel en cas de rupture de l'une ou l'autre des canalisations d'adduction. Cette connexion permettra, en outre, d'accroître la circulation d'eau dans ces réseaux « en antenne », ce qui favorisera une meilleure qualité de l'eau distribuée.

L'opération consiste à poser une canalisation d'environ 3 km en PEHD, le long de la plage du Jaï. Le montant global des études et des travaux est évalué à 1 750 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de créer une interconnexion des réseaux d'eau potable du Jaï entre les communes de Châteauneuf-les-Martigues et Marignane ;
- Qu'il convient de créer et d'affecter une opération, d'un montant de 1 750 000 euros HT.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération relative au secours intercommunal en eau potable du Jaï sur les communes de Châteauneuf-les-Martigues et Marignane d'un montant de 1 750 000 euros.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe de l'eau du Territoire Marseille Provence : Programme Eau – Code AP 191123EA - Sous-Politique F170 – Opération 2019106000 - Natures 2031 et 2315.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2019 : 15 000 euros HT

Année 2020 : 100 000 euros HT

Année 2021 : 1 635 000 euros HT

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 004-6478/19/CM**

**■ Budget Eau et Assainissement- Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux déménagements de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des Docks 10.8 et du Poste de Contrôle de la SERAMM vers le site de Géolide  
MET 19/11426/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du budget supplémentaire 2019, il est proposé la création et l'affectation de l'opération budgétaire relative aux déménagements de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des Docks 10.8 et du Poste de Contrôle de la SERAMM vers le site de Géolide, conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 1 000 000 euros HT sur l'année 2019.

Cette opération comprend une part de travaux pour l'aménagement des trois étages du 10.8 du site des Docks, des travaux pour l'aménagement du Poste de contrôle de la SERAMM sur le site de Géolide; et une part de fourniture informatique pour équiper la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement destinée aux déménagements de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des Docks 10.8 et du Poste de Contrôle de la SERAMM vers le site de Géolide.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération budgétaire relative au déménagement de la Direction Générale Adjointe Eau, Assainissement et Déchets vers le site des Docks 10.8 et au déménagement du Poste de Contrôle de la SERAMM vers le site de Géolide, d'un montant de 1 000 000 euros HT.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- au budget annexe de l'Eau CT1 – Programme Eau – Code AP 191120EA - Sous Politique F170 – Opération 2019105900 - natures 2183 et 2314.  
Les dépenses prévisionnelles seront les suivantes :  
Année 2019 : 900 000 euros HT
- au budget annexe de l'Assainissement CT1 – Programme Assainissement – Code AP 191110AS - Sous Politique F110 – Opération 2019105400 - natures 2183 et 2314.  
Les dépenses prévisionnelles seront les suivantes :  
Année 2019 : 100 000 euros HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 005-6479/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à la liaison en eau potable RD9 - réservoir de Sausset-Village - commune de Sausset-les-Pins - Etat Spécial du Territoire Marseille Provence  
MET 19/11222/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence a réalisé en 2017 un réseau structurant entre les communes de

Carry et de Sausset. Dans cette phase de travaux il a été posé une canalisation DN 600 mm en fonte dans l'accotement routier de la voie rapide de la Côte Bleue (RD9). A cette occasion, les réservoirs situés le long du tracé ont été connectés sur cette nouvelle canalisation.

Cependant, il reste à raccorder le réservoir de Sausset-Village qui est actuellement alimenté par une station de pompage depuis le centre-ville. Par ailleurs, cette station de pompage est elle-même alimentée par une conduite de diamètre 250 mm depuis le réseau de Carry-le-Rouet. Cette conduite est vétuste et a fait l'objet de nombreuses réparations ces dernières années.

Ce projet consiste en la mise en place d'une canalisation de diamètre 250 mm depuis la RD9, jusqu'au réservoir en passant par le chemin Des Gorges Des Aires sur une longueur d'environ 1200 mètres linéaires.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 800 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de réaliser la liaison en eau potable RD9 - réservoir de Sausset Village sur la commune de Sausset-Les-Pins
- Que cette nouvelle opération doit être créée et affectée

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération relative à la réalisation d'études et de travaux pour la liaison en eau potable RD9 - réservoir de Sausset-Village sur la commune de Sausset-Les-Pins, pour un montant de 800 000 euros HT.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget Annexe Eau du Territoire Marseille Provence: Programme Eau – code AP 191123EA - Sous-Politique F170 – Opération 2019104700 - Natures 2031 et 2315.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

- Année 2019 : 15 000 euros HT
- Année 2020 : 30 000 euros HT
- Année 2021 : 755 000 euros HT

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'État, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 007-6480/19/CM**

### **■ Budget Assainissement - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à la desserte sanitaire de la traverse des Fenêtres Rouges à Marseille MET 19/11296/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La traverse des Fenêtres Rouges est classée en zone d'assainissement collectif mais n'est pas pourvue d'un réseau d'eaux usées pour raccorder les habitations riveraines.

Régulièrement des riverains sollicitent la Métropole Aix-Marseille-Provence pour que le quartier soit doté de cet équipement public car de nombreuses installations autonomes ne sont plus conformes.

Différentes solutions de passages en propriétés privées n'ont pas abouti, il est donc nécessaire d'envisager la création d'un réseau d'eaux usées avec la mise en place de postes de refoulement, pour permettre le raccordement d'une trentaine d'habitations.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 600 000,00 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de réaliser la desserte sanitaire de la traverse des Fenêtres Rouges à Marseille 13011.
- Qu'il convient de créer et d'affecter une opération spécifique.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération relative à la réalisation de la desserte sanitaire de la traverse des Fenêtres Rouges à Marseille 13011 d'un montant de 600 000 euros HT.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille Provence: Programme Assainissement – Code AP

191111AS - Sous-Politique F110 – Opération 2019105800 - Natures 2031 et 2315.  
L'échéancier prévisionnel des Crédits de paiement s'établit comme suit :

- Année 2019 : 20 000 euros HT
- Année 2020 : 20 000 euros HT
- Année 2021 : 200 000 euros HT
- Année 2022 : 360 000 euros HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 008-6481/19/CM**

■ **Budget Assainissement - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à la desserte sanitaire de l'impasse Honorine et à la mise en conformité du boulevard du Docteur Heckel à Marseille**  
**MET 19/11235/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'impasse Honorine, de statut privé, est classée en zone d'assainissement collectif mais est dépourvue de réseau d'eaux usées.

Le boulevard Heckel, de part et d'autre de l'impasse Honorine est également dépourvu d'un réseau d'eaux usées séparatif. Les habitations riveraines sont raccordées sur le réseau pluvial qui se rejette directement dans l'Huveaune participant ainsi à la pollution de la baie du Prado et son parc balnéaire.

Pour faire cesser cette pollution de l'Huveaune, il est nécessaire d'assainir l'impasse Honorine par la mise en place de canalisations sanitaires et d'y raccorder le futur réseau du boulevard du Docteur Heckel.

Le montant prévisionnel des études et travaux est estimé à 500 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire que la Métropole réalise la desserte sanitaire de l'impasse Honorine et la mise en conformité du Boulevard du Dr Heckel dans le 11<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille
- Qu'il convient de créer et d'affecter une opération spécifique

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération relative à la réalisation d'études et de travaux pour la desserte sanitaire de l'impasse Honorine et la mise en conformité du boulevard du Dr Heckel à Marseille 13011 d'un montant de 500 000 euros HT.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille Provence: Programme Assainissement – Code AP 191111AS - Sous-Politique F110 – Opération 2019105700 - Natures 2031 et 2315.

L'échéancier prévisionnel s'établit comme suit :

- Année 2019 : 20 000 euros HT ;
- Année 2020 : 20 000 euros HT ;
- Année 2021 : 100 000 euros HT ;
- Année 2022 : 360 000 euros HT

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.



Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 009-6482/19/CM**

**■ Budget Assainissement - Approbation de la création et l'affectation d'une opération relative à l'extension de la station d'épuration de la Palun - système d'assainissement des communes de Marignane, de Gignac-la-Nerthe et de Saint Victoret  
MET 19/11192/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La station d'épuration de la Palun traite les eaux usées des communes de Gignac-la-Nerthe, Marignane et Saint-Victoret. Les performances de l'installation et par conséquent la qualité des eaux traitées sont dégradées par les intrusions d'eaux claires parasites sur le réseau qui alimente la station. En période de pluies, un dépassement de la capacité des ouvrages peut être observé plusieurs jours consécutifs.

Cette situation entraîne une pollution de l'étang de Bolmon et pénalise les perspectives de développement des communes concernées. Indépendamment des mesures de mise en conformité du réseau d'eaux usées pour réduire les entrées d'eaux claires parasites, il est proposé de débiter les travaux d'augmentation de la capacité de la station d'épuration de la Palun.

La création d'une nouvelle file d'épuration doit permettre de réduire les déversements sans traitement du réseau d'assainissement. Elle participera à terme au renouvellement partiel de l'installation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'intervenir sur les dépassements de capacité que rencontre la station d'épuration de la Palun ;
- Qu'il convient de créer et d'affecter une opération, d'un montant de six millions d'euros HT pour la création d'une nouvelle file de traitement.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération relative à l'extension de la station d'épuration de La Palun – système d'assainissement des communes de Marignane, de Gignac la Nerthe et de Saint Victoret, pour un montant de 6 000 000 euros HT.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe de l'assainissement du Conseil de Territoire Marseille Provence: Programme Assainissement - Code AP 191112AS - Sous-Politique F130 – Opération 2019105300 - Natures 2031 et 2315. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2019 :	20 000 euros HT
Année 2020 :	80 000 euros HT
Année 2021 :	2 985 000 euros HT
Année 2022 :	2 085 000 euros HT
Année 2023 :	830 000 euros HT

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 010-6483/19/CM**

**■ Budget Assainissement - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à la dilatation du réseau d'eaux usées rue Robert Schuman à Marignane  
MET 19/11265/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le réseau existant dans la rue Robert Schuman à Marignane en bordure du canal de Marseille au Rhône est de dimension et de nature disparates dont une partie en amianté ciment. Des dysfonctionnements dans sa partie la plus réduite sont observés, avec des rejets dans le milieu naturel à proximité de l'étang de Bolmon.

Il est donc nécessaire pour protéger un milieu naturel classé en espace naturel sensible et site d'intérêt communautaire Natura 2000, de faire cesser cette pollution en procédant au remplacement de la conduite existante par une nouvelle canalisation de diamètre supérieur sur environ 950 ml.

Le montant prévisionnel des études et travaux est de 1 200 000,00 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019 ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de réaliser la dilatation du réseau d'eaux usées de l'avenue Robert Schuman à Marignane.
- Qu'il convient de créer et d'affecter une opération spécifique.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération relative à la dilatation du réseau d'eaux usées de l'avenue Robert Schuman à Marignane d'un montant de 1 200 000 euros HT.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget annexe de l'Assainissement du Territoire Marseille Provence: Programme Assainissement – Code AP 191111AS - Sous-Politique F110 – Opération 2019105600 - Natures 2031 et 2315.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit ainsi :

- Année 2019 : 25 000 euros HT
- Année 2020 : 45 000 euros HT
- Année 2021 : 300 000 euros HT
- Année 2022 : 830 000 euros HT

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 011-6484/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération relative à la réhabilitation du réseau pluvial situé entre les avenues des Combattants en Afrique du Nord et Joliot Curie (communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe) - Etat Spécial du Territoire Marseille Provence  
MET 19/11221/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Des canalisations pluviales de diamètre 800 mm et 1000 mm relient un bassin de rétention amont situé sur la commune de Gignac-la-Nerthe à un bassin de rétention aval situé sur la commune de Marignane, via les avenues des Combattants en Afrique du Nord et Joliot Curie en collectant les eaux pluviales de voirie.

Il a été constaté des désordres au niveau de ces canalisations pluviales (fissures, déplacements d'assemblage, effondrements partiels, déformations). Il est donc nécessaire de réparer et consolider les tronçons dégradés. Au vu de l'implantation de réseaux sensibles de gaz et d'électricité à proximité immédiate et au-dessus des canalisations impactées, la technique de réhabilitation par chemisage sera privilégiée.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 500 000 euros H.T. soit 600 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de résoudre les problèmes structurels du réseau pluvial existant situé entre les avenues des Combattants en Afrique du Nord et Joliot Curie à Marignane et Gignac-la-Nerthe
- Que cette nouvelle opération doit être créée et affectée

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération relative à la réhabilitation du réseau pluvial situé entre les avenues des Combattants en Afrique du Nord et Joliot Curie sur les communes de Marignane et Gignac-la-Nerthe, pour un montant de 600 000 euros TTC.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget EST du Territoire Marseille Provence: Programme Pluvial – Code AP 191190BP - Sous-Politique F180 – Opération 2019105200 - Natures 2031 et 2315.

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 012-6485/19/CM**

#### **■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative aux interventions urgentes CT1 2018-2019 - Etat Spécial du Territoire Marseille Provence MET 19/11282/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du budget supplémentaire 2019, il est proposé de revaloriser le montant de l'opération budgétaire relative aux interventions urgentes CT1 2018-2019 et d'affecter cette revalorisation, conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Sous politique	Code opération	Comm une	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2018101900	CT	INTERVENTIONS URGENTES CT1 2018-2019	650 000	+ 350 000	1 000 000
<b>TOTAL F180</b>				<b>650 000</b>	<b>350 000</b>	<b>1 000 000</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 033-3341/17/CM du 14 décembre 2017 portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement destinée aux travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence ;
- La délibération à passer au Conseil de Métropole du 16 mai 2019 portant sur

l'approbation de la revalorisation et de l'affectation d'une opération d'investissement destinée aux travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence ;

- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement destinée aux travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence ;

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de la revalorisation de l'opération budgétaire suivante :

Sous politique	Code opération	Comm une	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2018101900	CT	INTERVENTIONS URGENTES CT1 2018-2019	650 000	+ 350 000	1 000 000
<b>TOTAL F180</b>				<b>650 000</b>	<b>350 000</b>	<b>1 000 000</b>

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence 2019 CT1 – Fonction 734 - Chapitre 4581 - Sous Politique F180.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP mandatés au 31/12/2018 : 2 851 889,53 euros  
2019 : 400 000 euros  
2020 : 300 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 013-6486/19/CM

**■ Approbation de l'ajustement de deux opérations d'investissement dans le cadre du budget supplémentaire - Etat Spécial du Territoire Marseille Provence  
MET 19/11284/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du budget supplémentaire 2019, il est proposé d'ajuster le montant de deux opérations budgétaires, conformément aux dispositions suivantes afin de permettre le lancement de procédures de commandes ou d'appel d'offres.

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2015118900 (ancienne 2015/00189)	CT	Travaux pluviaux GR	5 430 000	+ 2 500 000	7 930 000
F180	2015112800 (ancienne 2015/00128)	CT	Bassins de rétention – RBT part unitaire	20 165 804	-2 500 000	17 665 804
<b>TOTAL F180</b>				<b>25 595 804</b>	<b>0</b>	<b>25 595 804</b>

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération PEDD 010-1297/15/CC du 25 septembre 2015 portant sur l'approbation de l'affectation d'une opération bassins de rétention – subvention d'équipement du budget principal sur le budget annexe de l'assainissement ;
- La délibération PEDD 002-1627/15/CC du 21 décembre 2015 portant sur l'approbation de l'affectation des opérations nouvelles liées au pluvial sur le territoire communautaire ;
- La délibération DEA 001-3649/15/CM du 22 mars 2018 portant sur l'ajustement des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre de la décision modificative 1 du budget 2018 pour le Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEA 007-4226/18/CM du 28 juin 2018 portant sur l'ajustement des montants de deux opérations budgétaires dans le cadre du budget supplémentaire 2018 pour le Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 042-4498/18/CM du 18 octobre 2018 portant sur l'ajustement des

montants de trois opérations budgétaires dans le cadre de la décision modificative n°2 du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'ajustement de deux opérations budgétaires de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvés les ajustements des opérations budgétaires suivantes :

Sous politique	Code opération	Commune	Libellé d'opération	AP initiale	Ajustement d'AP	AP globale
F180	2015118900 (ancienne 2015/00189)	CT	Travaux pluviaux GR	5 430 000	+ 2 500 000	7 930 000
F180	2015112800 (ancienne 2015/00128)	CT	Bassins de Rétention – RBT part unitaire	20 165 804	-2 500 000	17 665 804
<b>TOTAL F180</b>				<b>25 595 804</b>	<b>0</b>	<b>25 595 804</b>

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Etat Spécial de Territoire Marseille Provence 2019 CT1 – Fonction 734 - Chapitre 4581 - Sous Politique F180.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

2019 : 830 000 euros

2020 : 1 670 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 014-6487/19/CM**

### **■ Approbation de la création et l'affectation d'une opération relative à la remise à niveau de la station d'épuration du Frioul à Marseille MET 19/11189/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La station d'épuration du Frioul, sur la commune de Marseille, a été réalisée en 1974. Elle se situe à l'arrière de la digue du Berry sur l'île de Pomègues. Les eaux traitées sont rejetées en mer au droit de la station, en cœur du parc national des calanques.

Face au vieillissement de l'installation, une étude de faisabilité a été réalisée en 2018 pour étudier les possibilités de raccordement de l'île au continent. La remise à niveau de la station d'épuration est ressortie comme étant la solution la plus fiable, la plus respectueuse du milieu marin et la plus économique.

La reconstruction de cet ouvrage doit permettre d'améliorer la qualité du traitement, l'intégration paysagère de l'équipement ainsi qu'une limitation des nuisances olfactives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

## **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de remettre à niveau la station d'épuration du Frioul
- Qu'il convient de créer et d'affecter une opération, d'un montant de 3 000 000 €HT, pour la réalisation de l'ensemble des travaux nécessaires

## **Délibère**

## **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une autorisation de programme pour la remise à niveau de la station d'épuration du Frioul à Marseille d'un montant de 3 000 000 euros HT.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget annexe de l'assainissement du Conseil de Territoire Marseille Provence : Programme Assainissement – code AP 191112AS - Sous-Politique F110 – Opération 2019104900 - Natures 2031 et 2315.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2019 : 30 000 euros HT

Année 2020 : 80 000 euros HT

Année 2021 : 2 047 500 euros HT

Année 2022 : 842 500 euros HT

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 015-6488/19/CM**

#### **■ Approbation du Schéma Directeur des eaux pluviales du Territoire de Marseille Provence MET 19/11385/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence va prochainement réaliser un schéma directeur des eaux pluviales sur tout son territoire. Cette compétence étant déjà exercée depuis le 4 décembre 2013 par la communauté urbaine sur le Territoire de Marseille Provence, un schéma directeur a été réalisé sur ce périmètre.

Le schéma directeur des eaux pluviales du Territoire de Marseille Provence est un outil d'aide à la décision qui permet de proposer des travaux d'amélioration du réseau, hiérarchisés et planifiés, permettant de garantir à la population une gestion des eaux pluviales satisfaisante, limitant au mieux le ruissellement et les débordements.

Ce schéma directeur permet :

- de cartographier et décrire précisément l'ensemble du réseau hydrographique sur tout le territoire et d'identifier les axes d'écoulement (ou fond de vallon)
- de mettre en évidence les dysfonctionnements existants, par enquête de terrain et modélisation numérique
- de réaliser un diagnostic du fonctionnement actuel du système de gestion des eaux pluviales et identifier les évolutions urbaines à venir
- d'élaborer un zonage pluvial, en lien avec les documents d'urbanisme et de donner des prescriptions techniques afin de dimensionner et d'optimiser les aménagements en fonction de leur contexte
- d'élaborer une programmation pluriannuelle de travaux d'amélioration et d'extension du réseau pluvial.

Le schéma directeur est :

- un outil de programmation et de gestion pour la collectivité lui permettant d'avoir une vision globale des besoins et des solutions envisageables à l'échelle métropolitaine
- un outil préalable indispensable à la réalisation de travaux structurants et au développement économique et urbain (la cohérence avec les documents d'urbanisme en cours ou projetés devant être assurée)
- un outil permettant la gestion des problèmes à l'échelle de la métropole et des territoires
- un outil adaptable en fonction de l'évolution de la situation et des choix stratégiques de la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La synthèse du Schéma Directeur des eaux pluviales de Marseille Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de mettre en place une stratégie d'investissement permettant d'améliorer le réseau et de réduire les points de dysfonctionnement sur le réseau pluvial ;

- Qu'un programme hiérarchisé de travaux à engager sur vingt ans, avec la mise en place d'un premier plan décennal doit donc être proposé ;

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le schéma directeur des eaux pluviales du Territoire de Marseille Provence dont une synthèse est jointe en annexe.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget EST du Territoire Marseille Provence 2031 et 2315, sous politique F180.

Les crédits de paiement prévisionnels s'établiront sur la base d'un investissement moyen annuel sur les dix premières années du plan de travaux de 8 455 000 euros HT soit 10 146 000 euros TTC.

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence, ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'eau, l'ADEME ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

L'investissement total sur le premier plan décennal pour le Conseil de Territoire Marseille Provence est estimé à 84 546 800 euros.

Concernant la planification des crédits de paiement, des délibérations spécifiques de création et d'affectation d'opérations seront proposées ultérieurement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 016-6489/19/CM**

### **■ Approbation de la révalorisation de l'opération relative à l'aménagement pluvial de la Zone d'Activités du Mussuguet à Carnoux-en-Provence - Etat Spécial du Territoire Marseille Provence MET 19/11180/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le point bas de l'avenue Gay-Lussac de Carnoux-en-Provence est inondé régulièrement. Cette rue est drainée par un collecteur pluvial de diamètre 800 mm qui récupère les eaux pluviales de la zone d'activités

économiques, du complexe sportif et des quartiers résidentiels (Belvédère, Hauts de Carnoux, Mussuguet, les Rimbauds, Plein Soleil).

En outre, le réseau pluvial qui draine ces quartiers ne dispose d'aucun ouvrage de traitement qualitatif et véhicule en conséquence des flottants vers l'exutoire situé dans le camp militaire de Carpiagne à l'aval immédiat de la zone d'activités.

Deux dysfonctionnements du réseau pluvial doivent être résolus :

- Désordre quantitatif récurrent engendrant la submersion de la voirie et des parcelles construites dans le talweg
- Désordre qualitatif signalé par les services infrastructures de la Défense et constaté sur site.

Les études sont à présent terminées et à la demande des services du Ministère de la Défense il y a lieu de compléter le projet d'aménagement par un bassin de rétention de 2 000 m<sup>3</sup>.

Pour permettre l'engagement des travaux, il est donc nécessaire de revaloriser l'opération délibérée par le Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 21 décembre 2015.

La délibération de création et d'affectation de programme portait l'opération pour un montant de 800 000 euros TTC.

Il est proposé de revaloriser l'opération d'un montant de 200 000 euros TTC pour la porter à 1 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° PEDD 005-1630/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'approbation de la création d'une opération pour l'aménagement pluvial de la zone d'activités du Mussuguet de Carnoux-en-Provence ;



- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de résoudre les dysfonctionnements du réseau d'eau pluvial de la ZA du Mussuguet sur la commune de Carnoux-en-Provence en y intégrant un bassin de rétention,
- Qu'il convient de revaloriser et d'affecter l'opération budgétaire.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération pour l'aménagement pluvial de la ZA du Mussuguet à Carnoux-en-Provence de 200 000 euros TTC pour la porter à un montant de 1 000 000 euros TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget Principal du Territoire Marseille Provence: Programme Pluvial – code AP 151190BP - Sous-Politique F180 – Opération 2015119000 - Natures 2031 et 2315

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

- CP mandatés au 31/12/2018 : 19 246,79 euros TTC
- Année 2019 : 55 000,00 euros TTC ;
- Année 2020 : 926 762,56 euros TTC ;

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 017-6490/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération relative à la réhabilitation du bassin de rétention pluvial des Craux - commune de Gémenos - Etat Spécial du Territoire Marseille Provence  
MET 19/11193/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le bassin de rétention pluvial des Craux, d'un volume estimé de 9 000 m<sup>3</sup>, est situé au sud de la RN 386 et à l'ouest du centre-ville de Gémenos. Il récupère les eaux pluviales de tous les réseaux aux alentours.

Lors des deux épisodes pluvieux qui ont eu lieu les 8 et 13 Août 2018 sur la commune de Gémenos, une partie du talus du bassin de rétention des Craux a été déstabilisée par l'érosion des terres. L'aire de stationnement située à proximité de containers de tri des ordures ménagères s'est affaissée d'une dizaine de centimètres. Cet affaissement a aussi affecté une aire de jeux qui a dû être fermée pour raison de sécurité.

Ces désordres peuvent notamment être liés à un défaut de mise en œuvre des remblais ou à un entraînement de fines et une érosion régressive du sol. Ils sont susceptibles de s'aggraver rapidement.

L'objectif est de consolider le talus côté nord ainsi que la plateforme de déchargement et d'augmenter le volume du bassin de rétention en réduisant la rampe d'accès.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 610 000 € H.T. soit 735 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La nécessité de résoudre les problèmes de déstabilisation du talus et de la plateforme côté nord du bassin de rétention pluvial des Craux à Gémenos,
- Qu'une nouvelle opération doit être créée et affectée.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération relative à la réalisation d'études et de travaux sur le bassin de rétention pluvial des Craux – commune de Gémenos, pour un montant de 735 000,00 euros TTC.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget EST du Conseil de Territoire Marseille Provence: Sous-Politique F180 - Natures 2031 et 2315.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

- année 2019 = 36 000€ TTC
- année 2020 = 156 000€ TTC
- année 2021 = 543 000€ TTC

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 018-6491/19/CM**

**■ Extension du périmètre de la Régie des Eaux du Pays d'Aix - Modification des statuts de la régie MET 19/11257/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière d'eau et d'assainissement, ayant eu pour conséquence un transfert des compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, en charge de la compétence Eau potable et de la compétence Assainissement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire.

Par délibération n°DEA 008-4227/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé, au 1er janvier 2019, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix » dont le siège est fixé à l'adresse suivante : 185, Avenue de Pérouse 13100 Aix-en-Provence.

Depuis cette date, la Régie a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable sur le périmètre métropolitain défini comme suit :

- Aix-en-Provence,
- Gardanne,
- Saint-Marc-Jaumegarde,
- Saint-Paul-lez-Durance,
- Saint-Estève-Janson,
- Venelles.

Elle a également pour mission d'assurer le service de l'assainissement collectif sur le périmètre métropolitain défini comme suit :

- Aix-en-Provence,
- Châteauneuf-le-Rouge,
- Gardanne,
- Saint-Antonin-sur-Bayon,
- Saint-Marc-Jaumegarde,
- Saint-Paul-lez-Durance,
- Saint-Estève-Janson,
- Venelles.

Par ailleurs, le service public de l'assainissement collectif de la commune de Fuveau (transport et traitement des eaux usées) est actuellement géré dans le cadre de deux conventions de délégation de service public :

- Une convention de délégation de service public attribuée à la Société des Eaux de Marseille avec prise d'effet le 1er janvier 2014, pour une échéance initialement prévue au 31 décembre 2018. L'objet de ce contrat est la gestion des réseaux de collecte de Fuveau. Cette durée a été prolongée au 31 octobre 2019 par avenant n°1 en date du 14 décembre 2018.
- Une convention de délégation de service public passée par l'ancien Syndicat Mixte d'Assainissement de Rives Hautes (SMARH) avec la société des Eaux de Marseille pour la gestion de la station d'épuration de Fuveau. Le contrat a pris effet le 1er mars 2006, pour une échéance initialement prévue au 31 février 2018, porté jusqu'au 30 juin 2019 par avenant N°1. Cette durée a été prolongée, à nouveau, au 31 octobre 2019 par avenant n°2 en date du 14 décembre 2018.

Suite à la dissolution du Syndicat Mixte d'Assainissement de Rives Hautes le 31 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée dans ces contrats aux droits du syndicat.

Compte tenu de l'échéance des contrats de délégation de service public et de la cohérence à intégrer ces services à la Régie des Eaux du Pays d'Aix, il est proposé d'étendre le périmètre de la régie à la commune de Fuveau pour la compétence assainissement collectif au 1er novembre 2019 et par conséquent de modifier ses statuts, notamment son article 2.

En application de l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article 33 de la loi du 26 janvier 1984, le Comité Technique a été consulté le 4 juin 2019 pour avis sur le projet d'extension de la régie.

Compte tenu de l'extension du périmètre, il est proposé également de modifier la composition du conseil d'administration comme suit :

Le conseil d'administration est composé de 34 membres, répartis de la manière suivante :

- Représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : 22 représentants
- Personnalités qualifiées : 12 personnalités es-qualités

Dès lors, il est proposé au Conseil de la Métropole de désigner 3 nouveaux membres au sein du Conseil d'administration de la Régie.

Par ailleurs, deux représentants de la Métropole ainsi qu'une personnalité qualifiée ont fait part de leur volonté claire et univoque, par lettre adressée au Président de la Régie, de démissionner de leur fonction d'administrateur.

Il convient donc de procéder au remplacement des membres démissionnaires du Conseil d'administration.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 008-4227/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant modification des statuts et désignation des membres du Conseil d'Administration ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 15 juin 2018 ;
- L'avis du Comité Technique du 4 juin 2019.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient, afin d'assurer le service public d'assainissement collectif de Fuveau, d'étendre le périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix ».
- Qu'il convient en conséquence d'approuver la modification des statuts de la Régie des Eaux du Pays d'Aix, ci-annexés.
- Qu'il convient d'adapter la composition du Conseil d'administration à cette extension et de désigner, sur proposition du Président de la Métropole, 3 nouveaux membres du conseil d'administration de la régie.
- Qu'en outre, trois membres du Conseil d'administration sont démissionnaires ;
- Qu'il convient donc de procéder à leur remplacement.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée l'extension du périmètre de la régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix », à la commune de Fuveau pour la compétence assainissement collectif au 1<sup>er</sup> novembre 2019.

#### **Article 2 :**

Sont approuvés les statuts de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ci-annexés.

#### **Article 3 :**

Sont désignés les membres du Conseil d'Administration de la Régie à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2019 comme suit :

- pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Odile BONTHOUX  
Gérard BRAMOULLÉ  
Philippe De SAINTDO  
Sylvaine DI CARO  
Jean-Jacques POLITANO  
Jules SUSINI  
Francis TAULAN  
Jacques BOUDON  
Marie-Pierre SICARD-DESNUELLES  
Stéphane PAOLI  
Roger MEI  
Arnaud MERCIER  
Régis MARTIN  
Roger PIZOT  
Michel BOULAN  
Christian DELAVET  
Hélène ROUBAUD-LHEN  
Roland GIBERTI  
Marie-Madeleine GEIER-GHIO  
Philippe GINOUX  
Didier KHELFA  
Serge PEROTTINO

- pour les personnes qualifiées :

Charlotte BENON  
Gilles DONATINI  
Noëlle CICCOLINI-JOUFFRET  
Muriel HERNANDEZ  
Sophie JOISSAINS  
Gérard DELOCHE  
Mickaël ZAZOUN  
Bernard BASTIDE  
Jocelyne ARNAL  
Alain QUARANTA  
Christian FONTANA  
Daniel GOUIRAND

#### **Article 4 :**

Sont approuvées l'affectation des biens nécessaires à l'activité assainissement collectif de la commune de Fuveau à la régie au 1<sup>er</sup> novembre 2019 ainsi que les opérations d'ordre non budgétaires y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 019-6492/19/CM**

#### **■ Approbation de l'avenant n°4 de prolongation au contrat de délégation de service public d'assainissement sur la commune des Pennes-Mirabeau MET 19/11259/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°55X08 en date du 21 février 2008, la commune des Pennes-Mirabeau a délégué par affermage son service de distribution de l'assainissement collectif.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la convention de délégation de Service Public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 10 ans, avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009 et une expiration au 31 décembre 2018.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Ce transfert a eu pour conséquence celui des contrats de délégation de service public, dont certains, comme celui objet de la présente délibération, viennent rapidement à échéance.

A noter qu'avant le transfert des compétences « eau et assainissement » au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, la commune avait déjà opté pour une gestion en délégation de service public (délibération de principe le 30/11/2017 par le conseil municipal des Pennes-Mirabeau).

La Métropole Aix-Marseille-Provence a entrepris une procédure de renouvellement du contrat de délégation de service public de distribution de l'assainissement collectif.

Toutefois, il apparaît qu'en tout état de cause, bien que le contrat ait été déjà prolongé jusqu'au 30 septembre 2019, l'organisation de la procédure et le respect de tous ses délais ne permettent pas de notifier un nouveau contrat avant le 30 septembre.

Un avis de concession a été publié le 21 mars 2019 pour une date de remise des offres le 22 mai 2019. La notification du contrat est prévue le 1er février 2020, pour un démarrage des prestations au 1er mars ; la période entre la notification et le démarrage constituant la période de « tuilage » nécessaire à la transition technique entre les deux contrats.

Le délai nécessaire à la mise en œuvre de cette procédure et à l'organisation d'une période de transition technique conduit à reporter l'échéance du contrat au 29 février 2020. Soit une prolongation de 5 mois. (planning prévisionnel de la procédure en annexe à l'avenant).

Le présent avenant a dès lors pour objet de prolonger le contrat d'une durée de 5 mois, soit une fin de contrat le 29 février 2020.

La prolongation de 5 mois a pour incidence financière une augmentation des produits du contrat de 4,43 %.

La nécessité de laisser un délai suffisant à la mise en œuvre de la procédure de choix du mode du délégataire et à l'organisation d'une période de transition technique conduit à reporter l'échéance du contrat au 29 février 2020.

Il est ainsi nécessaire d'approuver le projet d'avenant n°4 au contrat de délégation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La délibération n°2007\_A492 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 relative à l'approbation du contrat de concession ;
- La délibération approuvant le choix du délégataire du service d'assainissement collectif sur la commune des Pennes Mirabeau, le contrat de délégation et ses annexes ;

- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 23 mai 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif de la commune des Pennes-Mirabeau, pour intérêt général.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un quatrième avenant au contrat de délégation susmentionné.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif de la commune des Pennes-Mirabeau et ses annexes.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 020-6493/19/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°4 de prolongation au contrat de délégation de service public d'eau potable sur la commune des Pennes-Mirabeau  
MET 19/11260/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°121X04 en date du 28 septembre 2004, la commune des Pennes-Mirabeau, a délégué par affermage son service de distribution d'eau potable.

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la convention de délégation de service public a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1er août 2005.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1er janvier 2018.

Ce transfert a eu pour conséquence celui des contrats de délégation de service public, dont certains, comme celui objet de la présente délibération, viennent rapidement à échéance.

A noter qu'avant le transfert de compétences « Eau et Assainissement » au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, la commune avait déjà opté pour une gestion en délégation de service public (délibération de principe le 30/11/2017 par le conseil municipal des Pennes-Mirabeau).

La Métropole Aix-Marseille-Provence a entrepris une procédure de renouvellement du contrat de délégation de service public de distribution d'eau potable.

Toutefois, il apparaît qu'en tout état de cause, bien que le contrat ait été déjà prolongé jusqu'au 30 septembre 2019, l'organisation de la procédure et le respect de tous ses délais ne permettent pas de notifier un nouveau contrat avant le 30 septembre.

Un avis de concession a été publié le 21 mars 2019 pour une date de remise des offres le 5 juin 2019. La notification du contrat est prévue le 1er février 2020, pour un démarrage des prestations au 1er mars. La période entre la notification et le démarrage constituant la période de « tuilage » nécessaire à la transition technique entre les deux contrats.

Le délai nécessaire à la mise en œuvre de cette procédure et à l'organisation d'une période de transition technique conduit à reporter l'échéance du contrat au 29 février 2020. Soit une prolongation de 5 mois. (planning prévisionnel de la procédure en annexe de l'avenant).

Le présent avenant a dès lors pour objet de prolonger le contrat d'une durée de 5 mois, soit une fin de contrat le 29 février 2020.

La prolongation de 5 mois a pour incidence financière une augmentation des produits du contrat de 4,12%

La nécessité de laisser un délai suffisant à la mise en œuvre de la procédure de choix du mode du délégataire et à l'organisation d'une période de transition technique conduit à reporter l'échéance du contrat au 29 février 2020.

Par ailleurs, cette prolongation conduirait le Délégataire par application des clauses du contrat, à remplacer sur cette courte période de 5 mois les compteurs atteignant 12 années, qui sont au nombre de 2630. Un tel investissement n'étant pas susceptible d'être amorti sur la durée résiduelle du contrat, l'article

26 du contrat est modifié pour limiter l'obligation de remplacement aux seuls compteurs atteignant l'âge maximal fixé réglementairement, soit 15 ans.

L'article est par ailleurs modifié pour préciser, en application de la jurisprudence administrative, que les compteurs constituent des biens nécessaires au fonctionnement du service et par conséquent des biens de retour propriété de l'autorité délégante.

Il est nécessaire d'approuver le projet d'avenant n°4 au contrat de délégation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La délibération n°2007\_A492 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 relative à l'approbation du contrat de concession ;
- La délibération approuvant le choix du délégataire du service d'eau potable sur la commune des Pennes Mirabeau, le contrat de délégation et ses annexes ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 23 mai 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation de service public d'eau potable de la commune des Pennes Mirabeau, pour intérêt général.
- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un quatrième avenant au contrat de délégation susmentionné.

## Délibère

### Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé au contrat de délégation de service public d'eau potable de la commune des Pennes-Mirabeau et ses annexes.

### Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## DEA 021-6494/19/CM

■ **Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, « Création d'une station d'épuration d'eaux usées sur la commune de La Bouilladisse » - Budget Annexe Assainissement - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

## MET 19/11352/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence Assainissement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016. A ce titre, elle s'est substituée, suites aux lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 portant sur la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et n°2015-991 du 7 août 2015 et sur la nouvelle organisation territoriale de la République, dans les droits et obligations de l'Ex Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à qui elle a confié la gestion du service public d'assainissement collectif des communes de Cadolive, Saint-Savournin, Peypin, La Bouilladisse, Belcodène et La Destrousse, à la SPL L'Eau des Collines le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Dans ce contexte, et en déclinaison d'un plan d'action, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite lancer les études nécessaires pour engager les travaux portant sur la création d'une station d'épuration des eaux usées et à son raccordement associés au lieu-dit du Hameau du Pigeonnier sis La Bouilladisse qui est inclus dans le schéma directeur de la commune.

La Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la compétence Assainissement.

Cette opération pourra se décliner sur plusieurs crédits de paiement afin de répondre à une

programmation pluriannuelle des investissements et reprendra :

- Les études et la création d'une station d'épuration biologique d'une capacité de traitement de 350EH avec une possibilité d'extension à 550EH en fonction des perspectives inscrites au PLU,
- Le prétraitement des eaux usées, la mise en place de biodisques, d'un décanteur lamellaire et d'un ouvrage de chasse,
- La création d'une zone d'infiltration et d'un lit de séchage plantés de roseaux,
- Le redéploiement du réseau de collecte desservant le hameau avec la création de 1500ml de canalisation gravitaire et de 70 regards,
- La réalisation d'un poste de refoulement et de 200ml de canalisation de refoulement.

Il convient donc de créer l'opération d'investissement n°2017407400 « Création d'une station d'épuration d'eaux usées sur la commune de La Bouilladisse », d'un montant de 1 666 667 euros H.T soit 2 000 000 euros T.T.C au budget annexe assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 18 juin 2019.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 1 666 667 euros H.T soit 2 000 000 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017407400, d'un montant de 1 666 667 euros H.T soit 2 000 000 euros T.T.C inscrite sur le budget annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile enregistrée dans l'autorisation de programme programme 174124AS du programme 11 2 Assainissement STEP de la Métropole.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement au chapitre 21 nature 21532 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2019 : 360 220 euros H.T soit 432 264 euros T.T.C

CP 2020 : 713 457 euros H.T soit 856 148 euros T.T.C

CP 2021 : 315 212 euros H.T soit 378 255 euros T.T.C

### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 022-6495/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "DECI Compétences Transférées" sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

**MET 19/11325/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), encadrée par une convention de gestion jusqu'au 31 décembre 2019, qui implique :

- La mise en conformité des équipements existants,
- La création de nouveaux des poteaux d'Incendie pour accompagner les projets d'urbanisme et d'aménagement,
- La mise en application du schéma départemental du SDIS 13 pour une remise à niveau des zones insuffisamment équipées.

Dans l'exercice de ses missions, pour une meilleure transparence et une gestion plus efficiente de la gouvernance des investissements mise en place avec les communes au sein du Territoire, il convient de permettre à cette autorisation de programme de se décliner sur plusieurs crédits de paiement pour répondre à une programmation pluriannuelle des investissements.

L'opération d'investissement n°2019401700 « DECI Compétences Transférées » d'un montant de 210 000€ T.T.C inscrite sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile enregistrée dans l'autorisation de programme 194190BP du programme 19 0 Pluvial de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 18 juin 2019.



Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 210 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019401700 « Pluvial Compétences Transférées », 210 000 euros T.T.C inscrite sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile enregistrée dans l'autorisation de programme 194190BP du programme 19 0 Pluvial de la Métropole.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement au chapitre 45 nature 4581194017 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2019 : 70 000 € TTC

CP 2020 : 70 000 € TTC

CP 2021 : 70 000 € TTC

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 023-6496/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Pluvial compétences transférées" - Etat spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile  
MET 19/11308/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la compétence Pluviale, compétence qui est encadrée par une convention de gestion jusqu'au 31 décembre 2019.

Dans l'exercice de ses missions, pour une meilleure transparence et une gestion plus efficiente de la gouvernance des investissements mis en place avec les communes au sein du territoire, il convient de regrouper les trois opérations pluviales : « n°2019401801 Amélioration, extension et autres », « n°2019401802.- TTMO Pluvial La Bouilladisse », et « n°2019401803 – Camp Sarlier études complémentaires » sous une opération père « n°2019401800.- Pluvial Compétences transférées ». Cette opération père pourra se décliner sur plusieurs crédits de paiement afin de répondre à une programmation pluriannuelle des investissements et reprendra :

- Les travaux d'amélioration du réseau et des ouvrages de rétention qui ont été retenus suite aux différentes études hydrauliques et à la finalisation du schéma directeur pluvial.  
La programmation de ces investissements conduit à la réalisation des travaux suivants :
  - Aménagement des ouvrages de régulation et des bassins d'orage pour diminuer le risque de débordement,
  - Investissements sur les systèmes de relevage des pompes de la zone d'activités des Paluds en lien avec le parc d'activités de Gémenos,
  - Travaux de désimperméabilisation et suppression des points à risques pour éviter les débordements suite aux inondations du 09 août dernier notamment.
- Le programme de renouvellement de ces installations sur les 12 communes du Pays d'Aubagne et de l'Etoile qui a été défini comme suit :
  - Renouvellement des avaloirs et des grilles,
  - Mise en conformité des réseaux suite aux travaux d'aménagement urbain des communes (ex : Cours Louis Blanc à Saint-

Zacharie, Cours Barthélémy à Aubagne, Chemin des Marquis à Peypin, Chemin des Gorguettes à La Bouilladisse,...),

- Confortement des ouvrages existants et stabilisation des berges (ex : contre-Maire aux Paluds, Merlançon,...) et recalibrage des vallats dans la lutte contre les inondations par ruissèlement.

Il convient donc de créer l'opération d'investissement n°2019401800 « Pluvial Compétences Transférées », 2 074 380 euros T.T.C inscrite sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

##### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 2 074 380 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

##### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019401800 « Pluvial

Compétences Transférées » d'un montant de 2 074 380 euros T.T.C inscrite sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et enregistrée dans l'autorisation de programme 194190BP du programme 19 0 Pluvial de la Métropole.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement au chapitre 45 nature 4581194018 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2019 : 257 076 euros TTC

CP 2020 : 908 652 euros TTC

CP 2021 : 908 652 euros TTC

#### **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 024-6497/19/CM**

#### **■ Approbation des nouveaux statuts du Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance - SMAVD MET 19/11030/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a créé la compétence de GEstion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations, dite « GEMAPI ». Cette compétence est attribuée aux communes, mais exercée en lieu et place de façon automatique par les EPCI FP depuis le 1er janvier 2018. Les intercommunalités peuvent ensuite déléguer ou transférer tout ou partie de cette compétence à des syndicats mixtes.

Le contenu de cette compétence n'est pas défini de façon littérale dans la loi, mais s'appuie sur les alinéas

1, 2, 5 et 8 de l'article L211-7 du Code de l'Environnement, à savoir :

1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique

2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau

5° La défense contre les inondations et contre la mer

8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée au 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour la GEMAPI aux 11 communes membres du Syndicat Mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance – SMAVD.

Liste des 11 communes concernées : ST.PAUL LEZ DURANCE ; JOUQUES ; PEYROLLES ; MEYRARGUES ; LE PUY STE.REPARADE ; PERTUIS ; ST.ESTEVE JANSON ; LA ROQUE D'ANTHERON ; CHARLEVAL ; MALLEMORT ; SENAS.

Le SMAVD, est un établissement public d'aménagement et de gestion des eaux (EPAGE). Il a pour objet de participer à l'aménagement, la restauration et la mise en valeur de l'espace alluvial de la Durance et des espaces naturels associés, tant sur les sites dont il est propriétaire ou concessionnaire que sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale qui le composent et ainsi de contribuer à la mise en œuvre et au développement d'une gestion intégrée des enjeux de l'eau sur le périmètre du bassin versant de la Durance.

Depuis près d'un an, le SMAVD s'est lancé dans une démarche de révision de ses statuts.

En effet, cette évolution statutaire, rendue nécessaire par la « réforme GEMAPI », doit être effective au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Le Comité Syndical du 27 mars 2018 avait validé un calendrier et la mise en place d'un travail concerté avec l'ensemble des membres du syndicat.

Cette démarche a amené les membres à un projet de nouveaux statuts, qui a été soumis au vote du Comité Syndical du SMAVD le 25 mars 2019. Ce vote a validé le contenu des nouveaux statuts qui régiront le syndicat à compter de 2020. Suite à cette validation, chacun des membres du SMAVD, dont la Métropole AMP, a été saisi pour délibérer sur l'approbation de ces nouveaux statuts. Ces nouveaux statuts pourront

alors être entérinés par arrêté préfectoral pour une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Le projet de nouveaux statuts présenté est donc le fruit d'un travail de rédaction issu des principes validés lors des différents Comités Syndicaux tels que suit :

- Des statuts permettant la continuité de l'action du Syndicat
- Des statuts compatibles avec les évolutions législatives et l'exercice de la compétence GEMAPI
- Des statuts adaptés à l'évolution des besoins
- Des statuts robustes dans le temps
- Des statuts adaptés à la diversité des territoires
- Des statuts qui répondent à un besoin de proximité
- Une gouvernance efficace
- Un financement équitable et solidaire

Appuyé par un cabinet juridique, les discussions menées avec les élus et les services des différents EPCI dont ceux de la Métropole AMP, à l'occasion de diverses réunions (bureau élargi, comité syndical, rencontres bilatérales) ont permis de partager, d'enrichir et de faire évoluer le projet en veillant au respect des volontés politiques de chacun et de l'intérêt collectif.

Cela a conduit à des évolutions du projet initial sur les principaux points suivants :

- Des ajustements du nombre de délégués et des poids de vote ont été proposés afin de mieux correspondre à un juste équilibre entre, le besoin de représentation de chacun des membres et une cohérence avec l'implication financière de chacun.  
La répartition du nombre de délégués par EPCI est désormais prévue selon 4 catégories comme suit :
  - supérieur à 60 000 habitants riverains = 10 délégués – cas de la Métropole AMP;
  - entre 30 000 et 60 000 = 8 délégués ;
  - entre 10 000 et 30 000 = 5 délégués ;
  - et moins de 10 000 hab riverains = 3 délégués.

Les départements et la région sont dotés d'un vote plural de 5 voix par délégué. Le nombre de délégués prévu est de 5 représentants pour la région, 5 pour la CD 13, 4 pour le CD 84, 2 pour le CD 04 et 1 pour le CD 05.

- La proposition de constitution d'un collège des communes a été affinée.  
Pour garantir la représentation dans le collège des communes des différentes tailles de communes, 3 sous collèges sont

proposés : communes de < 1500 hab; communes de 1 500 à 15 000 et communes > 15 000 hab). Le collège des communes est ainsi composé de 15 délégués.

- Il a été souhaité que les statuts laissent la possibilité aux conseils départementaux d'affecter une part de leur contribution statutaire (maxi 30% de leur cotisation) à l'appui de l'exercice de la GEMAPI
- La cotisation régionale a été réajustée à la moitié de son montant actuel et il a été souhaité un affichage très clair de son affectation intégrale à la carte générale.
- Les procédures de retrait et de révision statutaires ont été précisées et uniformisées, en référence aux dispositions classiques du code des collectivités

Le Comité syndical du SMAVD a donc approuvé le 25 mars 2019 les nouveaux statuts devant régir le fonctionnement du syndicat à compter du 1er janvier 2020 (cf document annexé à la présente délibération).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-7, 5211-20, 5215-21, 5218-1 et 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « risques naturels »),
- La loi n°2010 -788 du 12 juillet 2010 portant engagements nationaux pour l'environnement ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;

- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1er janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La délibération du 25 mars 2019 du Comité Syndical du SMAVD approuvant le projet de révision statutaire du syndicat.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- La nécessité d'une gestion intégrée et concertée du grand cycle de l'eau à l'échelle du bassin versant de la Durance
- Que le SMAVD devait faire évoluer les statuts du Syndicat
- Que le syndicat a lui-même adopté les nouveaux statuts

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés les nouveaux statuts du SMAVD, annexés à la présente délibération.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les nouveaux statuts du SMAVD.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 025-6498/19/CM**

#### **■ Approbation de l'avenant n° 2 de prolongation du contrat de délégation de service public de l'eau potable pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône**

### **MET 19/11321/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce notamment la compétence dans le domaine de l'eau potable.

Au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, anciennement Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, les contrats des services publics d'eau potable ont été délégués par affermage et arrivent prochainement à échéance sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

La Métropole a confié à un groupement de sociétés la réalisation d'une étude comparative des différents modes de gestion du service de l'eau potable ainsi que les procédures de mise en concurrence des communes listées ci-dessus.

Les audits technique, financier et juridique réalisés ont mis en évidence l'opportunité de créer sous la forme d'un affermage, un service de l'eau potable unique sur les quatre communes précitées même si les contrats actuels n'ont pas la même échéance.

Aussi, la Métropole a délibéré lors du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, sur le mode de gestion le plus opportun à savoir pour ce périmètre géographique, un service délégué de type affermage.

Concernant la gestion du service public d'eau potable de Port-Saint-Louis-du-Rhône, celle-ci a été confiée à la S.E.E.R.C. du groupe SUEZ, par contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Istres le 15 décembre 2015. Il arrivera à échéance le 31 décembre 2019. Ce contrat a fait l'objet d'un premier avenant délibéré le 15 février 2018 par le Conseil de la Métropole, portant notamment sur les modalités de facturation des unités de logement et la modification du règlement du service.

A cette fin, il s'avère que la procédure d'affermage ne peut être réalisée tout en garantissant une mise en

concurrence satisfaisante avant l'expiration du présent contrat au 31 décembre 2019.

Ainsi, le projet de l'avenant n° 2 a pour objet d'approuver la prolongation de l'exploitation du service de l'eau potable durant 8 mois et 2 jours après la date initiale de fin du contrat soit jusqu'au 2 septembre 2020, en adéquation avec le contrat du service public d'eau potable des communes d'Istres et Miramas.

Cette dernière a pour incidence financière une augmentation des produits du contrat de 17,95 % conformément au compte d'exploitation prévisionnel établi sur la durée de prolongation et annexé à l'avenant.

Il est à noter que la prolongation du contrat ne produit aucune évolution de la structure de rémunération du délégataire, durant la période de prolongation, ni aucune modification tarifaire pour l'usager.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'eau potable de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône et son avenant 1 ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public du 13 juin 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Délibère**

## **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 2 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'eau potable de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **DEA 026-6499/19/CM**

#### **■ Approbation de l'avenant n° 12 de prolongation du contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif pour la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône MET 19/11329/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce notamment la compétence dans le domaine de l'assainissement collectif.

Au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, anciennement Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, les contrats des services publics d'assainissement collectif ont été délégués par affermage et arrivent prochainement à échéance sur les communes de Fos-sur-Mer, Istres, Miramas et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

La Métropole a confié à un groupement de sociétés la réalisation d'une étude comparative des différents modes de gestion du service de l'assainissement collectif ainsi que les procédures de mise en concurrence des communes listées ci-dessus.

Les audits technique, financier et juridique réalisés ont mis en évidence l'opportunité de créer sous la forme d'un affermage, un service de l'assainissement collectif unique sur les quatre communes précitées même si les contrats actuels n'ont pas la même échéance.

Aussi, la Métropole a délibéré lors du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, sur le mode de gestion le plus opportun à savoir pour ce périmètre géographique, un service délégué de type affermage.

Concernant la gestion du service public d'assainissement collectif de Port-Saint-Louis-du-Rhône, celle-ci a été confiée à la S.E.E.R.C. du

groupe SUEZ, par contrat de délégation enregistré en Sous-préfecture d'Istres le 1<sup>er</sup> janvier 1990. Il arrivera à échéance le 31 décembre 2019. Ce contrat a fait l'objet de 11 avenants successifs.

A cette fin, il s'avère que la procédure d'affermage ne peut être réalisée tout en garantissant une mise en concurrence satisfaisante avant l'expiration du présent contrat au 31 décembre 2019.

Ainsi, le projet de l'avenant n° 12 a pour objet d'approuver la prolongation de l'exploitation du service de l'assainissement collectif durant 8 mois et 2 jours après la date initiale de fin du contrat soit jusqu'au 2 septembre 2020, en adéquation avec le contrat du service public d'assainissement collectif des communes d'Istres et Miramas.

Cette dernière a pour incidence financière une augmentation des produits du contrat de 0,97 % conformément au compte d'exploitation prévisionnel (établi sur la durée de prolongation sur la base du CEP utilisé pour l'avenant n° 11 dans la mesure où le délégataire ne peut fournir les recettes réelles depuis 1990), et annexé à l'avenant.

Il est à noter que la prolongation du contrat ne produit aucune évolution de la structure de rémunération du délégataire, durant la période de prolongation, ni aucune modification tarifaire pour l'usager.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'assainissement collectif de la commune de Port-Saint-Louis du Rhône et ses 11 avenants;
- L'avis de la Commission de délégation de service public du 13 juin 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 19 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n° 12 ci-annexé au contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**DEA 027-6500/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "création d'un centre de tri transfert de déchets sur le site de la Valbarelle" - Budget annexe Collecte et Traitement des Déchets  
MET 19/11453/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin d'optimiser la gestion des déchets au sein du Territoire de Marseille Provence et atteindre les objectifs réglementaires issus de la Loi de Transition Energétique, repris par le Schéma Métropolitain des Déchets, il apparaît opportun de créer un centre de tri transfert de déchets sur le site de la Valbarelle, pour lequel il existe une réserve foncière.

L'aménagement de ce terrain permettrait de créer :

- une plate-forme pour la réception et le tri des déchets des services techniques ;
- une alvéole pour transférer vers le futur centre de tri métropolitain les déchets propres et secs issus des collectes sélective de l'Est du territoire Marseille Provence ;
- un centre de tri transfert des déchets ménagers et assimilés (en complément du Centre de Transfert Sud qui atteint sa limite de capacité).

L'opération d'investissement 2019104600 « Création d'un centre de tri transfert de déchets sur le site de la Valbarelle », d'un montant de 8.000.000 euros TTC, inscrite au budget CTD, enregistrée dans l'autorisation

de programme 191160CO du programme 16 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 8.000.000 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019104600 « Création d'un centre de tri transfert de déchets sur le site de la Valbarelle » pour un montant de 8.000.000 euros T.T.C au budget CTD rattachée au programme 16 « Déchets » Code AP 191160CO.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du Territoire Marseille Provence (3 DTDA) section Investissement 2019 et suivants, sous politique G110 Code AP : 191160CO, code et libellé du programme 16 Déchets, Natures 2031, 2312, 23138, 231538.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

2019 : 3.200.000 euros TTC  
2020 : 150.000 euros TTC  
2021 : 1.162.500 euros TTC  
2022 : 1.162.500 euros TTC  
2023 : 1.162.500 euros TTC  
2024 : 1.162.500 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 028-6501/19/CM**

##### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement " Réhabilitation du Centre de Stockage des Déchets du Mentaure " - Budget annexe Collecte et Traitement des Déchets MET 19/11456/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour cela avait été créée l'opération 2015113003 relative à la réhabilitation du centre de stockage des déchets du Mentaure (1.600.558 euros TTC), qui devait comprendre l'aménagement paysager du site, l'installation d'équipement de surveillance et la mise en place du réseau de collecte et traitement des lixiviats.

Or, compte tenu des délais de réalisation de cette opération, et dans un souci de rationalisation et d'apurement du PPI, il apparaît aujourd'hui nécessaire de clôturer l'opération citée ci-dessus et d'en approuver une nouvelle.

L'opération d'investissement 2019104400 « Réhabilitation du Centre de Stockage des Déchets du Mentaure », d'un montant de 1.600.558 euros TTC, inscrite au budget CTD, enregistrée dans l'autorisation de programme 191160CO du programme 16 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1.600.558 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019104400 « Réhabilitation du Centre de Stockage des Déchets du Mentaure » pour un montant de 1.600.558 euros T.T.C au budget CTD rattachée au programme 16 « Déchets » Code AP 191160CO.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du Territoire Marseille Provence (3 DTDA) section Investissement 2019 et suivants, sous politique G110 Code AP : 191160CO, code et libellé du programme 16 Déchets, Natures 2031, 2312, 23138, 231538.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

2019 : 155.000 euros TTC  
2020 : 300.000 euros TTC  
2021 : 300.000 euros TTC  
2022 : 300.000 euros TTC  
2023 : 300.000 euros TTC  
2024 : 245.558 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 029-6502/19/CM**

##### **■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement " Création d'un centre de transfert sur la zone Est (site Mentaure) " - Budget annexe Collecte et Traitement des Déchets MET 19/11533/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par convention n°05/1170 du 5 août 2005 signée entre la Communauté Urbaine Marseille Métropole et



la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont été fixées les modalités de dépôts et de coopération des parties en vue de la réhabilitation du site du Mentaure et de sa post-exploitation.

Pour cela avait été créée l'opération 2008112800 relative à la création d'un centre de transfert sur la zone Est (5.275.000 euros TTC), dont l'objectif était de permettre le transfert des déchets résiduels de la zone Est du Territoire Marseille Provence.

Or, compte tenu des délais de réalisation de cette opération, et dans un souci de rationalisation et d'apurement du PPI, il apparaît aujourd'hui nécessaire de clôturer l'opération citée ci-dessus et d'en approuver une nouvelle.

L'opération d'investissement 2019104300 « Création d'un centre de transfert sur la zone Est (site Mentaure) », d'un montant de 5.275.000 euros TTC, inscrite au budget CTD, enregistrée dans l'autorisation de programme 191160CO du programme 16 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 5.275.000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2019104300 « Création d'un centre de transfert sur la zone Est (site Mentaure) » pour un montant de 5.275.000 euros TTC au budget CTD rattachée au programme 16 « Déchets » Code AP 191160CO.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du Territoire Marseille Provence (3 DTDA) section Investissement 2020 et suivants, sous politique G110 Code AP : 191160CO, code et libellé du programme 16 Déchets, Natures 2031, 2312, 23138, 231538.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

2020 : 300.000 euros TTC  
2021 : 1.650.000 euros TTC  
2022 : 1.650.000 euros TTC  
2023 : 1.675.000 euros TTC

#### **DEA 030-6503/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement - Budget annexe Collecte et Traitement des déchets du Territoire du Pays Salonais  
MET 19/11175/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération FAG 067-4523/18/CM en date du 18 octobre 2018, le Conseil de la Métropole a adopté la création du Budget Annexe collecte et traitement des déchets du Pays Salonais.

Une programmation pluriannuelle des investissements est présentée comme suit :

Il est proposé la création de cinq opérations d'investissement rattachée au programme 16 Déchets Code AP 193160OM.

L'opération d'investissement 2019302100 – Equipements et installations pour la collecte des déchets – pour un montant de 1 905 594 €, a pour but d'assurer l'optimisation du réseau des points d'apports volontaires, l'acquisition de matériel roulant pour la régie de collecte, l'achat de bacs de collecte ou la requalification d'aire de lavage.

L'opération d'investissement 2019302200 – Optimisation réseau déchetterie – pour un montant de 6 069 497 €, a pour but de réhabiliter la déchetterie de La Fare les Oliviers et de requalifier celle de Rognac. Cette enveloppe finance également des dépenses

d'investissement relatives aux projets de création d'une déchetterie à Sénas et d'une deuxième déchetterie à Salon de Provence.

L'opération d'investissement 2019302300 – Travaux sur centres de transfert des déchets – pour un montant de 674 000 €, a pour but de prévoir les travaux relatifs au centre de transfert Milanis à Salon de Provence : amélioration des trémies, réhabilitation des locaux et réfection du bas de quai. Des travaux concernant le centre de transfert de Mallemort sont également prévus.

L'opération d'investissement 2019302400 – Centre d'enfouissement des déchets non dangereux Mallemort – pour un montant de 60 740€ a pour but de prévoir les dépenses d'investissement du CSDND de Mallemort.

L'opération d'investissement 2019302500 – Création d'un Centre de transfert des déchets à proximité du site de la Vautubière – pour un montant de 1 377 336 € a pour but de créer un centre de transfert sur le site du centre d'enfouissement de la Vautubière qui devra être opérationnel à compter de la fermeture administrative du site, en septembre 2022. Ce centre de transfert permettra aux déchets d'être massifiés avant d'être transférés vers le nouvel exutoire désigné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation des opérations d'investissement précitées afin de permettre leur réalisation
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation des opérations d'investissement suivantes :

- n°2019302100 – Equipements et installations pour la collecte des déchets d'un montant de 1 905 594 euros inscrite au Budget Annexe Traitement et Collecte des déchets du Territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 193160OM du programme 16 Déchets
- 
- n°2019302200 – Optimisation réseau déchetterie d'un montant de 6 069 497 euros inscrite au Budget Annexe Traitement et Collecte des déchets du Territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 193160OM du programme 16 Déchets
- 
- n°2019302300 - Travaux sur centres de transfert des déchets d'un montant de 674 000 euros inscrite au Budget Annexe Traitement et Collecte des déchets du Territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 193160OM du programme 16 Déchets
- 
- n°2019302400 - Centre d'enfouissement des déchets non dangereux Mallemort d'un montant de 60 740 euros inscrite au Budget Annexe Traitement et Collecte des déchets du Territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 193160OM du programme 16 Déchets
- 
- n°2019302500 - Création d'un Centre de transfert des déchets à proximité du site de la Vautubière d'un montant de 1 377 336 euros inscrite au Budget Annexe Traitement et Collecte des déchets du Territoire du Pays Salonais, enregistrée dans l'autorisation de programme 193160OM du programme 16 Déchets

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe Traitement et Collecte du Pays de Salonais. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

- n°2019302100 – Equipements et installations pour la collecte des déchets,
  - CP 2019 : 506 300 € -
  - CP 2020 : 456 000 € -
  - CP 2021 : 943 294 €
- n°2019302200 – Optimisation réseau déchetterie,
  - CP 2019 : 617 900 € -
  - CP 2020 : 1 470 500 € -
  - CP 2021 : 1 470 500 € -
  - CP 2022 : 1 470 500 € -
  - CP 2023 : 1 040 097 €
- n°2019302300 - Travaux sur centres de transfert des déchets,
  - CP 2019 : 556 000 €
  - CP 2020 : 118 000 €
- n°2019302400 - Centre d'enfouissement des déchets non dangereux Mallemort,
  - CP 2019 : 15 800 € -
  - CP 2020 : 44 940 €
- n°2019302500 - Création d'un Centre de transfert des déchets a proximité du site de la Vautubière,
  - CP 2019 : 342 400 € -
  - CP 2020 : 558 500 € -
  - CP 2021 : 465 720 € - CP 2022 : 10 716 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **DEA 031-6504/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement " Surveillance réglementaire du CSD de la Crau " sur le Territoire Marseille Provence - Budget annexe Collecte et Traitement des Déchets  
MET 19/11450/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Direction de la Valorisation des Déchets assure, sur le Territoire Marseille Provence, la gestion du Centre de Stockage des Déchets (CSD) de la Crau.

Ce site, qui ne reçoit plus de déchets depuis le 31 mars 2010, du fait de la mise en service du Centre de Traitement Multi-filières de Fos-sur-Mer, est soumis à une phase réglementaire trentenaire de post-exploitation (arrêté préfectoral n° 137/APC du 26.03.2010).

Pour cela, avait été créée l'opération 2015113002 « Surveillance réglementaire de la Crau » pour un montant de 1.473.005,04 euros TTC et ce afin d'assurer les travaux récurrents d'entretien et de surveillance du site tels que la maintenance des installations hydrauliques, des clôtures, des bâtiments, les travaux de voirie et réseaux divers, la réfection des fossés, le contrôle et la mise à niveau des dispositifs de sécurité...

Cette opération fait partie d'une opération père qui regroupe l'opération 2015113001 « Centre de Traitement Multifilières de Fos-sur-Mer », qui se termine en fin d'année 2019, et l'opération 2015113003 « DNL part aux investissements pour la réhabilitation et l'exploitation du CSD du Mentaure », qui sera également clôturée pour être rassemblée avec l'opération « Création d'un centre de transfert sur le site du Mentaure ».

Aussi, afin de rendre plus lisible les opérations d'investissement au sein de la Direction de la Valorisation des Déchets et d'assurer la poursuite de la surveillance du Centre de Stockage des Déchets de la Crau, il est proposé d'approuver la création et l'affectation de l'opération « Surveillance réglementaire de la Crau » pour un montant de 1.500.000 euros TTC sur les 5 prochaines années, en remplacement de l'opération 2015113002.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'assurer les travaux de maintenance et de surveillance du Centre de Stockage des Déchets de la Crau

conformément à l'arrêté préfectoral n° 137/APC du 26.03.2010 ;

- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement « Surveillance réglementaire de la Crau » à hauteur de 1.500.000 euros TTC.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération « Surveillance réglementaire de la Crau » pour un montant de 1.500.000 euros TTC.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du Territoire Marseille Provence (3 DTDA) section Investissement 2019 et suivants, sous politique G110 Code AP : 191160CO, code et libellé du programme 16 Déchets, Natures 2128, 2312, 23138, 21578.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

2019 : 215.000 euros  
2020 : 300.000 euros  
2021 : 300.000 euros  
2022 : 300.000 euros  
2023 : 300.000 euros  
2024 : 300.000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **DEA 032-6505/19/CM**

### **■ Présentation du rapport d'activités 2018 du concessionnaire pour la conception, construction et exploitation d'une installation de valorisation électrique de biogaz de décharge de l'ISDnD Arbois situé sur la commune d'Aix-en-Provence MET 19/11088/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a concédé en 2008 à la société Arbois BioÉnergie (groupement d'entreprises COFELY et FAIRTEC), l'exploitation du « gisement » de biogaz de l'ISDnD de l'Arbois via une concession d'ouvrage public dont les fondements ont été établis sur la base d'une délégation de service public.

À partir de ce gaz pauvre, résultant de la dégradation de la Matière Organique contenue dans les Déchets Ménagers Résiduels, le concessionnaire devrait produire 470 GWh d'électricité verte, pendant les 15 années du contrat. Cette production correspond à la consommation annuelle électrique d'environ 12.000

logements et permet d'éviter le rejet à l'atmosphère de 39.000 tonnes de CO2 sur toute la durée du contrat.

La société Arbois BioÉnergie a contractuellement la charge de la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance des installations. L'énergie produite est en totalité réinjectée sur le réseau ERDF, l'exploitant de l'unité de valorisation se rémunère sur la vente d'énergie électrique en contrepartie de la cession du gisement de biogaz. Le Territoire du Pays d'Aix perçoit une redevance proportionnelle à l'énergie produite.

L'objet du présent rapport est de présenter le Rapport Annuel d'Activité de l'installation de valorisation des biogaz pour l'année 2018.

### **- Bilan Environnemental**

Le bilan environnemental de l'unité est à ce jour en amélioration. En effet depuis le remplacement du fût de la torchère BG500 et l'arrêt du traitement des lixiviats sur les modules de co-génération, les teneurs en métaux lourds constatées en sortie des torchères sont désormais conformes aux valeurs limites d'émissions imposées dans l'Arrêté Préfectoral d'exploitation de l'ISDnD.

En revanche, il est à noter que les rejets atmosphériques des groupes électrogènes sont en légère dérive, en effet deux des trois moteurs ont des rejets dépassant les seuils fixés sur les NOX. Pour remédier à cette problématique, une campagne d'entretien et de réglage des moteurs suivie d'une nouvelle analyse des rejets sont programmées.

### **- Bilan Financier 2018**

L'année 2018 a été la septième année pleine en terme de fonctionnement industriel de l'installation et a permis de valoriser 12.922.946 Nm³ de biogaz, de produire une énergie totale de 20,6 GWh électrique et d'éviter le rejet à l'atmosphère de l'équivalent de 3.700 tonnes de CO2. D'un point de vue financier, ces opérations ont généré une recette nette pour le Territoire du Pays d'Aix de 679.216 euros.

Le taux de disponibilité moyenne de valorisation a été de 86% pour un engagement minimum contractuel de 85%.

La performance énergétique des installations a notamment permis au Territoire du Pays d'Aix de bénéficier du taux préférentiel pour la Taxe Générale sur les Activités Polluantes sur le Centre de Stockage à savoir 24 euros/tonne au lieu de 33 euros/tonne. Cela a représenté effectivement en 2018 une économie de TGAP d'environ 1.350.000 euros HT pour le Pays d'Aix.

En 2018, le contrat de valorisation des biogaz a permis de dégager un total de ressources financières

supplémentaires pour le Territoire du Pays d'Aix d'environ 2,03 millions d'euros.

#### - Evolution Contractuelle

Les obligations réglementaires imposées par les services de la DREAL ont contraint le territoire du Pays d'Aix à mettre en place sur le site de l'Arbois une unité d'épuration des lixiviats adaptée à la nature des effluents ainsi qu'aux contraintes environnementales du site. Ainsi, la problématique majeure de l'installation réside dans sa capacité à rejeter au milieu naturel un résidu d'épuration appelé perméat assimilable à de l'eau osmosée. Dans ce contexte et notamment en l'absence d'autorisation de rejet aqueux au milieu naturel pour une évacuation régulière et pérenne d'effluent traité, il a été décidé d'évaporer le perméat produit sur les modules de co-génération adossés à l'unité de valorisation des biogaz.

A cette occasion le Maître d'Ouvrage a élargi la réflexion sur la capacité et le process de valorisation du biogaz, afin d'une part de pérenniser le bénéfice d'une TGAP bonifiée du fait de la performance énergétique de la valorisation du biogaz (>75%) et d'autre part de sécuriser le niveau de recettes sur la durée en évaluant la pertinence de bloquer des tarifs de revente d'énergie intéressant.

Si des contraintes juridico-financières ont empêché la démarche d'optimisation économique de la concession sur la durée, en revanche un avenant cadrera continuellement l'évaporation du perméat (résidu de traitement des lixiviats) en lieu et place de lixiviats. Cette opération permettra à l'opération de continuer de bénéficier de la prime à la co-génération, la moitié des bénéfices générés seront reversés au Pays d'Aix contribuant ainsi à améliorer le bilan financier de l'opération par la perception de cette prime.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007\_A492 du Conseil Communautaire de la CPA du 14 décembre

2007 relative à l'approbation du contrat de concession ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 6 juin 2019.

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il convient de prendre acte du rapport annuel 2018 du concessionnaire relatif à la conception, la construction, l'exploitation et l'installation de valorisation des biogaz de l'ISDnD de l'Arbois.

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel 2018 du concessionnaire relatif à la conception, la construction, l'exploitation et l'installation de valorisation des biogaz de l'ISDnD de l'Arbois.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

### ***Commission "Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels"***

\*\*\*\*\*

#### **MER 001-6506/19/CM**

■ Approbation de l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille - périmètre 1 consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon  
**MET 19/10696/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en création, aménagement et gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, Le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, aujourd'hui Territoire Marseille Provence ; en outre, le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains ; 2

situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et 2 sur celui du Pays salonais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports.

Par délibération n° MER 001-4234/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL). Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1<sup>er</sup> septembre 2018 pour une durée de 10 ans.

Dans un souci d'ajustement des conditions d'exécution techniques et financières du contrat, de simplification des relations entre délégant et délégataire, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant à une modification des conditions du contrat.

En effet, cet avenant a pour objet l'ajustement de délais de transmission de documents entre le délégataire et le délégant, l'intégration de la possibilité d'une variation de 20% des tarifs pour les activités économiques, permettant d'utiliser les tarifs comme critères pour les mises en concurrence au sein du périmètre délégué, la possibilité d'une dérogation à l'utilisation des espaces de grutage et de carénage dans le cas de problèmes techniques ou fonctionnels au sein des autres espaces du Vieux-Port, ou encore de préciser les tarifs au sein de la grille tarifaire.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016, il convient de préciser que cette extension de périmètre ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis de la commission de délégation de service public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;

- Le projet d'avenant n° 1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille – périmètre 1 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019 ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire, celle-ci s'est notamment substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur le territoire Marseille-Provence
- Que la gestion et l'animation du port font partie intégrante du service public d'exploitation d'un port
- Que l'actuel contrat de délégation de service public consenti au CNTL nécessite d'être modifié par voie d'avenant pour permettre la bonne réalisation des missions de service public

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille – périmètre 1 consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon.

#### **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **MER 002-6507/19/CM**

**■ Approbation de l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille - périmètre 4 consentie à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence**  
**MET 19/10704/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence compétente, en matière de création, d'aménagement et de gestion de zones d'activité portuaire, gère 28 ports de plaisance représentant 9 200 postes à flot. Ainsi, le 1er janvier 2016, elle a intégré les 24 ports de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et le 1er janvier 2018, 4 ports communaux sont devenus métropolitains ; deux situés sur le Territoire d'Istres Ouest Provence et deux sur celui du Pays salonnais.

Parmi ses missions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi la responsabilité d'organiser la gestion de ses ports.

Par délibération n° MER 004-4237/18/CM du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a décidé de déléguer la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP). Ledit contrat de délégation de service public a pris effet au 1<sup>er</sup> septembre 2018 pour une durée de 12 ans.

Dans un souci d'ajustement des conditions d'exécution techniques et financières du contrat, de simplification des relations entre délégant, il est nécessaire de procéder par voie d'avenant à une modification des conditions du contrat.

En effet, cet avenant a pour objet l'ajustement de délais de transmission de documents entre le délégataire et le délégant, la modification de certains modèles de contrats utilisés par le délégataire, l'intégration de la possibilité d'une variation de 20% des tarifs pour les activités économiques, permettant d'utiliser les tarifs comme critères pour les mises en concurrence au sein du périmètre délégué, la possibilité d'une dérogation à l'utilisation des espaces de grutage et de carénage dans le cas de problèmes techniques ou fonctionnels au sein des autres espaces du Vieux-Port, ou encore de permettre la réalisation d'investissements prévus au sein d'une extension mineure du périmètre (100m<sup>2</sup>)..

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n°2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016, il convient de préciser que cette extension de périmètre ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis de la commission de délégation de service public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le projet d'avenant n° 1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation d'une partie du Vieux-Port de Marseille – périmètre 4 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence gère 28 ports de plaisance au sein de son territoire, celle-ci s'est notamment substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur le territoire Marseille-Provence ;
- Que la gestion et l'animation du port font partie intégrante du service public d'exploitation d'un port ;
- Que l'actuel contrat de délégation de service public consenti à la CCIMP nécessite d'être modifié par voie d'avenant pour permettre la bonne réalisation des missions de service public.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°1 de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation portuaire du Vieux-Port de Marseille – périmètre 4 consentie à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ci-annexé.

## **Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*  
***Commission "Voirie, Espaces  
Publics et Grands équipements  
métropolitains"***  
\*\*\*\*\*

**VOI 001-6508/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de  
l'opération d'investissement - " Rénovation du Mur  
d'images du PC Tunnels "  
MET 19/11243/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a en charge la coordination, l'exploitation et la maintenance des tunnels, la gestion et la coordination de la signalisation lumineuse en site urbain (feux tricolores) ainsi que la régulation du trafic.

Elle s'engage au quotidien pour améliorer d'une part la circulation sur son territoire, par des investissements financiers particulièrement conséquents dans les tunnels, et d'autre part la coordination des feux de signalisation et l'information apportée aux usagers.

La Métropole a pour objectifs d'assurer un maximum de fluidité et de limiter les fermetures des 4 tunnels qu'elle exploite (tunnel Vieux-Port, Joliette, Major et Saint Charles), en termes de durée d'intervention, de nombre d'opérations de maintenance et de sécurité programmée.

La densité de trafic s'avère très importante sur les axes autoroutiers marseillais en heure de pointe, dans lesquels les tunnels métropolitains sont intégrés. Le Poste de Commandement Tunnels surveille la circulation et la règle en temps réel. Il intervient sur tous les incidents et accidents, pour mettre en sécurité les usagers et les ouvrages tout en régulant le trafic.

Les études menées en interne et le développement de nouveaux outils technologiques permettent d'améliorer le service rendu d'année en année.

Une surveillance permanente par vidéo est effectuée dans ces tunnels grâce à l'installation de 122 caméras. Des gestions techniques centralisées (GTC) des 4 ouvrages sont intégrées sur des postes de travail banalisés. 7 postes de travail double écran (dont 3 de

secours), commandés par deux opérateurs, permettent le contrôle des actions de maintenance et de paramétrage.

Un mur d'images central composé de 2 fois 4 écrans reçoit l'ensemble des vidéos et des synoptiques en temps réel, ainsi que la vidéo des incidents détectés par le système de détection automatisé des incidents (DAI).

Afin de moderniser cet équipement et d'y intégrer la surveillance de la tranchée couverte du Boulevard Urbain Sud à l'horizon 2020, l'opération d'investissement « Rénovation du Mur d'images du PC Tunnels », pour un montant de 500 000 euros, Inscrite au budget supplémentaire de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 500 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

**Délibère**

## **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement, « Rénovation du Mur d'images du PC Tunnels » pour un montant de 500



000 euros T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 191141.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget supplémentaire 2019.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2019 : 15 000 euros TTC

CP 2020 : 485 000 euros TTC

## **Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **VOI 002-6509/19/CM**

### **■ Approbation de la révision d'opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et de la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence MET 19/11267/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à la délibération HN 56-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire Marseille-Provence, comprenant les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marnagnan, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Dans le cadre du Budget Supplémentaire de l'année 2019, sont inscrites trois opérations d'investissement qui nécessitent une révision de leurs autorisations de programme.

Tout d'abord l'opération n°2011108700 intitulée « Marseille Quartier Noailles Rue Halles Charles Delacroix » doit être révisée à hauteur de 1 630 000 euros TTC. Compte tenu d'une part de l'intégration des velums dans les dépenses de la Métropole pour les

forains de la place de Capucins, et d'autre part, d'un traitement qualitatif de cet espace avec aménagement de la rue Chateaubouff, il ressort qu'une augmentation de +700 000 euros, du financement est nécessaire.

Ensuite, l'opération n°2015118400 intitulée « Marseille – Aménagement des voies aux abords de l'accès au lycée de Marseilleveyre » doit être révisée à hauteur de 1 200 000 euros TTC, ceci en raison des montants estimés par les entreprises en réponse aux consultations engagées par la Métropole en matière de maîtrise d'œuvre, d'études complémentaires, de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) et de travaux. Cette augmentation résultant d'un agrandissement du périmètre de l'opération (intégration de l'aménagement du parvis du lycée, soit une surface supplémentaire de 1 100m<sup>2</sup>, en sus du giratoire et des parkings représentant 6 500m<sup>2</sup>). Le montant de l'autorisation de programme doit être en conséquence, réévalué à hauteur de + 350 000 euros.

Enfin, l'opération n°2019100900 intitulée « Marseille 13016 – Aménagement de la rue Rabelais » doit être révisée à hauteur de 1 000 000 euros TTC. Cette révision résulte de l'élargissement du périmètre de l'opération qui comprend désormais :

- le carrefour entre la rue Rabelais et le chemin de Saint Henri. L'intégration de ce carrefour est justifiée pour améliorer la fluidité du carrefour et éviter le stationnement anarchique.
- La fin de traitement des trottoirs et de chaussée de la rue Rabelais (sur environ 100 mètres de long) jusqu'au rondpoint avec l'avenue André Roussin du fait de tranchées présentes sur site.

Cet élargissement a pour conséquence d'augmenter les montants estimés par la Métropole de + 520 000 euros en ce qui concerne les marchés de travaux, de maîtrise d'œuvre et de CSPS nécessaires à la réalisation de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

**Article 1 :**

Est approuvée la révision des opérations d'investissement suivantes :

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision des opérations présentées ci-dessous pour un montant total de 1 570 000 euros TTC

SOUS-POL.	N° D'OPE. fils	LIBELLE	Montant de l'AP existante	Montant de la revalorisation demandée	Montant de l'AP revalorisée	MONTANT DES CREDITS DE PAIEMENT 2019
C310	2011108700	MARSEILLE – QUARTIER NOAILLES RUE HALLES CHARLES DELACROIX	930 000	+ 700 000	1 630 000	50 000
C310	2015118400	MARSEILLE – AMENAGEMENT DES VOIES AUX ABORDS DE L'ACCES AU LYCEE DE MARSEILLEVEYRE	850 000	+ 350 000	1 200 000	500 000
C310	2019100900	MARSEILLE 13016 – AMENAGEMENT DE LA RUE RABELAIS	480 000	+ 520 000	1 000 000	70 000
<b>TOTAL DES REVISIONS</b>				+ 1 570 000		

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille Provence : Opérations 2011108700, 2015118400, 2019100900 – Programme 14 – Sous programme 14 1 - Nature 2031, 21578, 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées aux budgets 2019 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Opérations 2011108700, 2015118400, 2019100900 – Programme 14 - Nature 4582 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 003-6510/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - " Marseille 13013 - Aménagement de l'accès au centre de secours situé rue de la Crédence "**  
**MET 19/11258/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence prévoit l'aménagement du chemin d'accès au nouveau centre de secours qui sera situé au début de la rue de la Crédence. L'accès à ce centre se fera par la rue de la Maurelle, entre la rue Marius Briata et le prolongement de la rue de la Crédence sur la commune de Marseille (13013).

Actuellement, cette portion de la rue de la Maurelle, représente 477 mètres linéaires pour 4 800m<sup>2</sup> de surface à requalifier.

Cet aménagement est situé dans le périmètre du NPRU du petit Séminaire. Le projet consiste à matérialiser l'existence de trottoirs sur cette partie de la rue de la Maurelle et à recalibrer celle-ci, avec intégration de pistes cyclables, de stationnements, et d'espace verts.

A cet effet, l'opération d'investissement n°2019106400 intitulée « Marseille 13013 - Aménagement de l'accès au centre de secours rue de la Crédence », pour un montant de 1 100 000 €, inscrite au budget supplémentaire de l'année 2019, enregistrée dans l'autorisation de programme 191141 du programme 14.1 de la Métropole doit être créée et affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

## **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 18 juin 2019.

## **Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 1 100 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement, n°2019106400 intitulée « Marseille 13013 - Aménagement de l'accès au centre de secours situé rue de la Crédence » pour un montant de 1 100 000 euros T.T.C rattachée au programme 14.1 Voirie Métropolitaine, Code AP 191141.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget supplémentaire 2019.

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

CP 2020 : 60 000 euros TTC

CP 2021 : 740 000 euros TTC

CP 2022 : 300 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **VOI 004-6511/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à la réfection du revêtement du parking Mont-Fleuri à Carnoux en Provence**  
**MET 19/11213/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le parking Mont-Fleuri, situé à Carnoux-en-Provence, a été construit en 1975 par la SCI immobilier et cédé à titre gratuit par la Commune de Carnoux-en-Provence à la Communauté Urbaine Marseille-Provence Métropole qui est devenue propriétaire de la dalle supérieure.

Cette dalle de béton d'une surface de 2 800 m<sup>2</sup> servant d'aire de stationnement pour 70 véhicules recouvre un parking constitué de boxes privés.

Afin de ne pas dégrader les conditions d'accueil des utilisateurs et garantir l'accès au parking, cette structure a fait l'objet de travaux de revêtement de surface en résine circulaire par les services de la Communauté Urbaine Marseille-Provence Métropole en 2003.

Seize années plus tard, l'état vétuste du revêtement nécessite d'être repris dans son intégralité.

Afin de mener à bien cette opération, la création de l'autorisation de programme correspondante d'un montant de 1 000 000 euros doit être approuvée au Conseil de ce jour, dans le cadre du vote du budget supplémentaire 2019.

Il convient dès lors d'affecter l'autorisation de programme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 18 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- qu'il s'avère nécessaire de réaliser la réfection du revêtement du parking Mont-Fleuri à Carnoux-en-Provence.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'autorisation de programme numéro 2019106200 « la réfection du revêtement du parking Mont-Fleuri à Carnoux-en-Provence » d'un montant de 1 000 000 euros TTC rattachée au programme 08 GEI hors projets spécifiques code AP 191081BP.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et suivants du territoire Marseille-Provence sur les imputations budgétaires : Nature : 4581191002 - Fonction : 851 - Sous-politique : C311.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

- Exercice 2019 : 550 000 euros TTC;
- Exercice 2020 : 450 000 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 005-6512/19/CM**

**■ Approbation d'une convention avec l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée relative à la réalisation et au financement de l'axe Cap-Pinède - Capitaine Gèze à Marseille  
MET 19/11218/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'avenue du Cap Pinède et le Boulevard du Capitaine Gèze constituent un important barreau de liaison routière métropolitaine, entre les autoroutes A55 et A7 et permet d'accéder plus à l'Est de la rocade L2.

L'avenue du Cap Pinède constitue également une importante zone de circulation piétonne entre les quartiers de la Cabucelle, du Canet et du marché aux Pucés.

La requalification de cette voirie constitue, de fait, une étape fondamentale de mutation du secteur Euromed 2 et plus largement du fonctionnement de la mobilité métropolitaine.

Après étude, conduite en commun avec les services de l'Etablissement Public d'Aménagement

Euroméditerranée (EPAEM), deux hypothèses de requalification ont été envisagées :

- Une hypothèse de dissociation du trafic de transit et du trafic local par la réalisation d'une trémie entre Cap Pinède et le pont SNCF de la gare du Canet.
- Une hypothèse, dite de mise à plat, en boulevard urbain multimodal.

Les études ont montré que la solution en trémie engendrerait des coupures urbaines très importantes, notamment au niveau de la rue des Aygalades ainsi que tout le long de l'avenue du Cap Pinède, où elle constituerait une véritable barrière infranchissable entre le nord et le sud.

Une solution en boulevard urbain présente des caractéristiques plus adaptées : voies réservées bus, pistes cyclables, plantations, traversées piétonnes, contre-allées, tout en garantissant l'écoulement de la circulation attendue.

Cet aménagement, résolument urbain, assure une véritable continuité du secteur Euromed 2 avec le quartier de la Cabucelle, au Nord. La solution de mise à plat, sans ouvrage souterrain lourd permet ainsi d'atteindre un niveau de qualité urbaine globalement bien supérieure, sur un périmètre plus étendu et ce dans des conditions techniques et financières moins complexes.

La comparaison des deux solutions conduisant à un net avantage d'une requalification en boulevard urbain, nous proposons qu'une convention liant l'EPAEM et la Métropole soit rapidement conclue en vue de lancer sans tarder la consultation des études de maîtrise d'œuvre de ce projet. Dans un souci de cohérence et conformément aux dispositions en cours du protocole financier l'EPAEM conduirait cette action en maîtrise d'ouvrage directe.

Telles sont les termes du protocole cadre de partenariat approuvé par la Métropole par délibération URB 063-5194/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018.

L'EPAEM s'est également prononcé sur cette orientation au cours du Conseil d'Administration en date du 15 mars 2019.

Dans ces conditions, la convention relative à la réalisation et au financement avec l'EPAEM relative à la réalisation de l'axe Cap-Pinède - Capitaine Gèze à Marseille est soumise à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Cette convention a pour objet d'arrêter les modalités techniques et financières de la maîtrise d'ouvrage des études dont le programme est défini dans son annexe.

Les études sous maîtrise d'ouvrage de l'EPAEM porteront sur un périmètre comprenant 4 secteurs d'aménagement :

- Secteur 1 : carrefour Cap Pinède
- Secteur 2 : avenue Cap Pinède et Boulevard Oddo
- Secteur 3 : carrefour rue de Lyon et place Gèze
- Secteur 4 : boulevard Capitaine Gèze

Les études comprenant les missions d'Etudes préalables (EPR) et d'Avant-Projet (AVP) sont évaluées à

1 932 000 euros TTC dont la présente convention définit les modalités de prise en charge financière de l'étude par la Métropole à hauteur de 1 440 000 euros TTC.

Un avenant à la convention entérinera l'engagement sur la poursuite du partenariat financier pour la suite des études de conception et les travaux d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération URB 063-5194/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 13 décembre 2018 approuvant le protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et du contrat de partenariat pluriannuel d'aménagement pour la phase 1 bis (2019-2030) ;
- La séance du conseil d'administration de l'EPAEM du 15 mars 2019 ;
- La délibération FAG 21-578/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 Juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Le caractère essentiel de l'opération Euroméditerranée pour le réaménagement de l'axe Cap-Pinède – Capitaine Gèze à Marseille.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille Provence et l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée relative à la réalisation de l'axe Cap-Pinède - Capitaine Gèze à Marseille pour un montant prévisionnel à la charge de la Métropole de 1 440 000 euros TTC correspondant aux études (EPR et AVP)..

**Article 2 :**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature 4581191002 Fonction 851 – Numéro d'opération 2013108300 Sous Politique C311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 006-6513/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement concernant les "Transferts Temporaires de Maîtrise d'Ouvrage - Carrefour des Lagets sur la commune d'Auriol" MET 19/11341/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la compétence « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale touristique, portuaire

ou aéroportuaire » encadrée par une convention de gestion jusqu'au 31 décembre 2019.

Le département des Bouches-du-Rhône souhaite réaliser un projet d'aménagement du carrefour des Lagets, à l'intersection de la RD560 et du chemin communal des Lagets. Ce giratoire viendra moderniser la route départementale, sécuriser le carrefour et améliorer la desserte de la ZAC du Pujol et de la caserne du SDIS 13.

Ce projet se développe sur le domaine public départemental et communal. Pour faciliter les travaux, il est nécessaire de les confier à un maître d'ouvrage unique. Une convention tripartite entre le Département des Bouches-du-Rhône, la commune d'Auriol et la Métropole Aix-Marseille-Provence a été conclue pour définir ce transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux, la remise des ouvrages, les modalités d'intervention et d'entretien et acter la répartition financière entre les contractants.

Une enveloppe supplémentaire est positionnée par le Territoire afin de réaliser la continuité de l'éclairage et du cheminement piéton de la ZAC du Pujol sur la nouvelle voie créée par le département.

L'opération d'investissement n°2019400800 « TTMO Carrefour des LAGETS - AURIOL », d'un montant de 250 000€ T.T.C inscrite sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et enregistrée dans l'autorisation de programme 194082BP du programme 08 2 Espace public infrastructure de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 250 000 € TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

**Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019400800 « TTMO Carrefour des LAGETS - AURIOL », 250 000 euros T.T.C inscrite sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile enregistrée dans l'autorisation de programme 194082BP du programme 08 2 Espace public infrastructure de la Métropole.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement au chapitre 45 nature 4581194008.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2019 : 100 000 euros TTC

CP 2020 : 150 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**VOI 007-6514/19/CM**

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Echangeur A8-A51" - Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix  
MET 19/11131/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'échangeur autoroutier présent entre l'A8 et l'A51 est incomplet, il est donc prévu de finaliser la liaison A8 Ouest /A51 Nord.

Ce complément comprend 2 bretelles :

- 1<sup>ère</sup> bretelle dans le sens A51 nord vers A8 Ouest

- 2<sup>ème</sup> bretelle dans le sens A8 Ouest vers A51 nord

L'opération actuelle permettrait de réaliser la première bretelle actuellement en cours de travaux.

Dans le cadre du plan de relance autoroutier, l'État a engagé la seconde bretelle pour laquelle la Métropole s'est engagée à financer 4,8 millions d'euros, il donc nécessaire d'augmenter l'AP pour pouvoir honorer cette participation.

L'opération dont le coût global est de 50 millions d'euros est portée par l'État avec 12 million d'euros des collectivités (6 millions d'euros du CD13, 4,8 millions d'euros de la Métropole et 1,2 million d'euros de la ville d'Aix), le fonctionnement sera quant à lui assuré par ASF.

L'opération d'investissement DI551AP Échangeur A8-A51 d'un montant initial de 23 000 000 euros inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, enregistrée dans l'autorisation de programme DI551AP doit être révisée pour un montant de 5 000 000 euros T.T.C,

Cette révision porte le montant de l'opération DI551AP Échangeur A8-A51 autorisation de programme DI551AP de 23 000 000 euros T.T.C avant révision à 28 000 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant intégration de la situation au 31/12/2015 des autorisations de programme et d'engagement dans la gestion de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 5 000 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI551AP Échangeur A8-A51 afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 5 000 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI551AP Échangeur A8-A51.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI551AP Échangeur A8-A51 pour un montant de 5 000 000 euros T.T.C portant le montant total de l'opération à 28 000 000 euros T.T.C.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

Déjà financé :	13 924 948,09 euros T.T.C.
CP 2019 (BS compris) :	4 190 000 euros T.T.C.
CP 2020 :	3 400 000 euros T.T.C.
CP 2021 :	2 000 000 euros T.T.C.
CP 2022 :	500 000 euros T.T.C.
CP 2023 :	500 000 euros T.T.C.
Reste à financer :	3 485 051,91 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **VOI 008-6515/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Création d'un demi-diffuseur complémentaire sur l'autoroute A7 au niveau de Salon Nord" - Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais**  
**MET 19/11422/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération consiste en la création du complément du demi-diffuseur de Salon Nord (n°27) se situant aux PR 229 / PR 231 de l'autoroute A7, sur la commune de Salon-de-Provence.

L'aménagement, visant à compléter le demi-diffuseur existant par les mouvements d'entrée et de sortie en direction du Sud, permettra de créer au nord de

Salon-de-Provence un accès direct à l'autoroute A7 en direction de Marseille et une sortie directe de l'autoroute A7 en provenance de Marseille.

Ainsi, il contribuera à :

- améliorer la desserte du territoire de Salon ;
- délester le centre de la commune du trafic de transit ;
- faciliter les trajets quotidiens entre le bassin de vie de Salon et Aix/Marseille.

La contribution attendue de la Métropole est d'un montant de 5 052 377 euros sous la forme d'une subvention d'investissement non soumise à la TVA. Cette contribution a fait l'objet d'une délibération métropolitaine TRA 014-2070/17/CM « Plan de relance autoroutier - échangeur de Salon nord - approbation d'un protocole d'accord » en date du 18 mai 2017.

Il est en conséquence, proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 08 – Grands Equipements Infrastructures spécifique à cette opération pour un montant de 5 052 377 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République.

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 5 052 377 euros de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

## **Délibère**



## **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2019302700 « Création d'un demi-diffuseur complémentaire sur l'autoroute A7 au niveau de Salon Nord » pour un montant de 5 052 377 euros rattachée au programme Code AP 193080BP.

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays Salonais. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

CP 2019 : 450 530,00 euros  
CP 2020 : 464 207,00 euros  
CP 2021 : sans objet  
CP 2022 : sans objet  
CP 2023 : 1 010 475,00 euros  
CP 2024 : 2 594 573,00 euros  
CP 2025 : 532 591,00 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

\*\*\*\*\*

## ***Commission "Culture et sport, grands événements métropolitains"***

\*\*\*\*\*

**CSGE 001-6516/19/CM**

■ **Candidature conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la ville d'Aix-en-Provence, de la ville de Marseille à l'accueil de camps de base pour la Coupe du Monde de rugby 2023**  
**MET 19/11676/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 a défini une compétence de politique sportive métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi souhaité renforcer le rayonnement du territoire métropolitain dans le domaine du sport, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques.

L'un des objectifs de cette politique sportive correspond à l'accueil et au soutien de grandes manifestations internationales à partir des critères de « valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international » et de « la dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire métropolitain et de son institution ».

La 10<sup>ème</sup> édition de la Coupe du Monde de Rugby se déroulera en France du 8 septembre au 21 octobre 2023 et la Ville de Marseille accueillera plusieurs matchs de cette compétition.

Vingt équipes se disputeront le titre. Douze équipes seront automatiquement qualifiées lors de la Coupe du Monde de Rugby au Japon en 2019, les huit autres seront qualifiées lors des matchs qui se dérouleront de 2020 à 2022.

Le GIP France 2023, organisateur de la Coupe du Monde de Rugby 2023, est chargé de recenser une liste de camps de base potentiels, conformes au cahier des charges de World Rugby. Il sera ensuite proposé à chacune des vingt équipes un choix entre trois camps de base possibles.

Diffusée dans plus de 200 pays à travers le monde, la Coupe du Monde de Rugby est suivie par un milliard de téléspectateurs. Les camps de base permettront de mettre en valeur les territoires qui les accueillent et leur patrimoine, auprès notamment des 3 000 médias internationaux et des 450 000 visiteurs étrangers attendus en France à l'horizon 2023.

Le GIP France 2023 a publié le 1<sup>er</sup> février 2019 un appel à manifestation d'intérêt pour devenir camp de base officiel de la Coupe du Monde de Rugby 2023, afin d'accueillir l'une des 20 équipes qualifiées pour la phase finale de la compétition. Les dates clés de la sélection des sites qui seront retenues pour être camps de base sont les suivantes :

- 1<sup>er</sup> février 2019 : parution du cahier des charges,
- 1<sup>er</sup> juillet 2019 : date limite de réception des dossiers,
- 30 juin 2020 : Information des camps de base retenus,
- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 : choix des camps de base par les équipes nationales.

Pour être choisi comme camp de base officiel par les équipes, chaque déclaration d'intérêt au Comité d'Organisation doit présenter les installations suivantes :

- un hôtel 5\* pour l'hébergement de l'équipe et de son staff ,
- un stade pelousé, totalement privatisé à compter du 12 juin et jusqu'au 20 octobre 2023,
- une piscine de 25m,
- une salle de musculation équipée en charges lourdes spécifiques au travail de musculation pour le rugby.

Les installations publiques mises à disposition devront obéir à des restrictions d'accès au public entre le 12

juin et le 21 octobre 2023 et offrir un usage exclusif pour l'équipe nationale accueillie du 31 août jusqu'à la fin de la Coupe du Monde. Chaque candidat devra par ailleurs compter dans son groupement un club affilié à la Fédération Française de Rugby.

Les dossiers de candidature doivent être remis au Comité d'Organisation avant le 1<sup>er</sup> Juillet 2019. Vingt camps de base, un par équipe qualifiée, seront ensuite choisis pour la durée de la phase de poule. Ils accueilleront une équipe nationale en résidence et en entraînement avant le démarrage de la Coupe du Monde et pendant toute la durée de la compétition ; les équipes seront en effet incitées à rester en France après les matchs, même en cas de défaite.

Selon le cahier des charges du GIP, deux villes du Territoire Métropolitain (Marseille et Aix-en-Provence) peuvent prétendre répondre aux critères d'accueil des équipes (hébergement et structures sportives). S'y ajoute à l'échelle départementale le territoire des Alpilles.

Il est à noter qu'en 2007, Aix-en-Provence avait déjà accueilli dans le cadre de la Coupe du Monde de rugby l'équipe des All-Blacks, qui avait effectué un certain nombre de ses entraînements sur le stade Delort à Marseille et sur le stade Carcassonne à Aix-en-Provence. Cette expérience s'était révélée très positive tant pour le territoire que pour l'équipe.

Il est aujourd'hui proposé au Conseil de Métropole que la Ville de Marseille, la Ville d'Aix en Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence portent conjointement une candidature pour accueillir plusieurs camps de base. Cette candidature sera co-portée par le Comité Départemental des Bouches du Rhône de Rugby et le Club de Provence Rugby, club d'élite de Pro D2, chef de file des clubs de rugby de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui disposera dès 2021 d'un campus d'entraînement privé à Aix-en-Provence.

Les autres villes du territoire métropolitain, si elles le souhaitent, seront associées au dispositif par des actions d'animation, de communication et des échanges sportifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° CSGE 004-3398/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une politique sportive métropolitaine.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de donner un avis favorable à la candidature conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la ville de Marseille et la ville d'Aix-en-Provence à l'accueil de camps de base pour la Coupe du Monde de rugby 2023.

**Délibère**

**Article unique:**

Est approuvée la décision de candidater conjointement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, avec la ville de Marseille et la ville d'Aix-en-Provence à l'accueil de camps de base pour la Coupe du Monde de Rugby 2023.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**CSGE 002-6517/19/CM**

**■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Réalisation d'un skate parc dans le territoire du Pôle d'Echanges Multimodal de Salon de Provence - Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais  
MET 19/11174/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour répondre, d'une part à la vétusté des installations actuelles et d'autre part, à la nécessité de relocaliser l'équipement sur un site mieux adapté, la Métropole et la ville de Salon de Provence ont le projet d'y implanter un nouveau skate parc en substitution à l'aire de jeux initialement prévue.

Le skate parc étant implanté en partie dans le périmètre du Pôle d'Echanges Multimodal de Salon de Provence, la Commune est compétente pour les travaux relatifs à la création de cet équipement et la

Métropole est compétente pour les opérations d'aménagement réalisées dans le périmètre des PEM.

Le coût financier prévisionnel de l'opération est évalué à 360 000 euros.

La répartition financière est la suivante :

- 28.5 % de la dépense est à la charge de la Métropole (soit 102 600 euros)
- 71.5 % de la dépense à la charge de la Ville (soit 257 400 euros H.T.)

Il est en conséquence, proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 06 – Urbanisme et Foncier spécifique à cette opération pour un montant de 102 600 euros sur un an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°297/15 en date du 7 décembre 2015 de l'ex Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence relative à la convention de groupement de commandes pour la réalisation d'un skate parc dans le périmètre du PEM de Salon de Provence.

**Où il le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 102 600 euros de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement 2019302600 « Réalisation d'un skate parc dans le périmètre du Pôle d'Echanges Multimodal de Salon de Provence » pour un montant de 102 600 euros rattachée au programme 06 Urbanisme et Foncier Code AP 193060BP.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal de la Métropole. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement qui s'établit comme suit :  
CP 2019 : 102 600 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

### **CSGE 003-6518/19/CM**

#### **■ Approbation des tarifs applicables à l'occupation temporaire des équipements du centre sportif de Fontainieu MET 19/10705/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental des Bouches du Rhône se sont prononcés par des délibérations concordantes du 30 juin 2016 sur le transfert de la compétence concernant le Centre Départemental Sportif de Fontainieu au titre du groupe de compétences n°7 « Tourisme en application du chapitre II du titre III du livre Ier du Code du Tourisme, Culture et Construction, Exploitation et Entretien des équipements et infrastructures destinés à la pratique du sport, ou une partie de ces compétences ».

Par la délibération n°FAG 077-1357/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé le transfert de cette compétence au 1er janvier 2017.

Le centre sportif de Fontainieu a pour vocation de mettre à disposition des scolaires et des associations sportives locales ses installations de façon récurrente ou ponctuelle. Il permet également d'accueillir le grand public en accès libre ou dans le cadre d'animations et de stages.

Les équipements mis à disposition sont les suivants :

- mur d'escalade de 18 voies
- espace de glisse (Skate Park, piste VTT)
- terrains de sports collectifs (terrain de sable, terrain de football, mini terrain, terrain multi-sports)
- salles d'activités multi-sports

- salles de formation et de réunion

En application des articles L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et L. 2331-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique donne lieu au paiement d'une redevance. Dans ce cadre, il est proposé de mettre en place une tarification concernant l'occupation liée à l'utilisation des équipements mis à disposition par le centre sportif de Fontainieu.

Ce dispositif permettra de générer des recettes et d'accompagner la démarche de développement du centre sportif de Fontainieu afin qu'il dispose d'une réelle envergure métropolitaine (diversification des activités proposées, augmentation de l'offre de salles de formation, ouverture à de nouveaux publics, multiplication du nombre de manifestations).

Cette tarification concernera la mise à disposition des salles, des équipements sportifs et du matériel pour des activités sportives récurrentes et des manifestations ponctuelles.

Conformément à l'article L. 2125-3 du Code général de la propriété des personnes publiques, la gratuité sera accordée pour :

- Les associations et structures à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général notamment en mettant gratuitement leurs ressources au service du public dans la limite de 3 heures par jour (information, accompagnement, conseil, méthodologie de projet, remobilisation), ou participant, en partenariat avec les équipes métropolitaines du centre sportif de Fontainieu, à l'organisation de manifestations sportives, sociales ou culturelles.
- Les associations —de catégorie 1 (compte d'exploitation inférieur à 10 000 euros) qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Les tarifs tels qu'annexés à la présente délibération seront applicables à compter du premier septembre 2019. Ils ont été établis par catégorie en prenant en compte le montant annuel du compte d'exploitation des associations afin de ne pas pénaliser les petites structures associatives.

Il est précisé que les tarifs ont été fixés en se basant sur ceux pratiqués pour des équipements comparables, et en tenant compte de la localisation particulière de l'équipement en zone prioritaire, et des difficultés d'accès.

L'attractivité de ces tarifs permet de garantir la pérennité de la fréquentation du centre sportif .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 062-544/16/CM du conseil de la métropole du 30 juin 2016 relative à la répartition et modalités de l'exercice par la Métropole Aix-Marseille-Provence de compétences départementales ;
- La délibération n°FAG 077-1357/16/CM du 15 décembre 2016 relative au transfert conventionnel des compétences par le Conseil Départemental des Bouches du Rhône ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 18 juin 2019.

### **Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que la Métropole est devenue le gestionnaire des équipements sportifs du centre sportif de Fontainieu à compter du 1er janvier 2017 ;
- Qu'il convient de réviser les conditions financières et de fixer une grille tarifaire applicable au titre de l'autorisation d'occupation temporaire des équipements du centre sportif de Fontainieu à compter du 1er septembre 2019.

### **Délibère**

### **Article 1 :**

Sont approuvés les tarifs applicables au titre de l'occupation du domaine public métropolitain à

compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019 conformément au barème ci-annexé.

## **Article 2 :**

Les recettes correspondantes seront constatées au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement, code gestionnaire 3SEC  
Sous-politique : B420  
Sous-politique : 70631

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **CSGE 004-6519/19/CM**

### **■ Approbation du choix du délégataire de service public relatif à l'exploitation et la gestion de la Salle de Musiques Actuelles de la Constance MET 19/11646/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : Le présent rapport concerne l'approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation de la salle des musiques actuelles de la Constance, équipement public majeur de la future ZAC de la Constance à Aix-en-Provence, opération publique d'aménagement à vocation de logements et d'activités tertiaires développées sur 100 ha environ.

Afin d'assurer la gestion de cet équipement, une procédure de consultation en vue de l'attribution d'un contrat de délégation de service public a été lancée le 9 juin 2015 avec la parution d'un avis d'appel public à la concurrence.

La procédure en cause est soumise aux dispositions de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993, dite loi Sapin codifiée aux articles L. 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

#### **• Déroulement de la procédure**

Le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a approuvé par la délibération n°2015\_A103 du 21 mai 2015, le principe de la gestion déléguée pour l'exploitation et la gestion de la salle de musiques actuelles « La Constance » par voie d'affermage, après avis favorables de la Commission consultative des Services Publics Locaux du 20 mai 2015 et du Comité Technique Paritaire du 25 mars 2015.

Par un avis publié au Bulletin officiel des annonces des marchés publics le 9 juin 2015 et au Journal officiel de l'Union européenne le 11 juin 2015, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a engagé une procédure de publicité et de mise en concurrence.

À la date limite de réception des candidatures, fixée au 16 juillet 2015 à 16 h, quatre plis ont été reçus.

- IRIS
- MAC
- LE GÉNÉRATEUR
- DUNE

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 31 juillet 2015 pour établir la liste des candidats admis à présenter une offre, et a décidé de retenir les candidatures de l'association le Générateur et de la SCIC IRIS et a décidé de rejeter les candidatures des associations MAC et Dune, au motif que ces associations n'avaient pas la capacité juridique pour candidater.

L'association MAC a déposé un référé précontractuel contre cette décision.

L'ordonnance du Juge des référés du 16 septembre 2015 ayant annulé la décision de la Commission de délégation de service public du 31 juillet 2015 au motif que le candidat MAC disposait bien de la capacité juridique, celle-ci s'est réunie à nouveau le 5 octobre 2015. Elle a décidé de retenir les candidatures de la SCIC IRIS SARL, l'association Dune, l'association MAC et l'association Le Générateur.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix.

Initialement fixée au 2 mars 2016, la date limite de réception des offres a été repoussée au 1<sup>er</sup> août 2016. Le 16 septembre 2016, les membres de la Commission de service public ont procédé à l'ouverture des offres reçues dans les délais requis des quatre candidats : SCIC IRIS SARL, l'association Dune, l'association MAC et l'association Le Générateur.

Le 7 juillet 2017, après avoir pris connaissance du rapport d'analyse des offres, la commission de délégation de service public a invité le Président ou son représentant à négocier avec les quatre candidats.

Deux séries de questions ont été adressées aux candidats, la première le 02 octobre 2017, la seconde le 13 avril 2018. Entre temps, les réunions de négociations se sont tenues le 19 février 2018 avec le même temps imparti à chaque candidat. A l'issue, les candidats ont été invités par courrier en date du 16 juillet 2018, à remettre une offre finale.

Sur la base des offres finales, reçues le 23 juillet 2018, la Métropole a pu établir un nouveau rapport d'analyse des offres prenant en compte l'évolution des propositions des candidats. Au terme de cette analyse, l'offre de l'association DUNE a été retenue. C'est donc par une délibération n° CSGE 002-18/10/18 CM du 18 octobre 2018 que le conseil de la

Métropole, a approuvé le choix de l'association Dune en tant que délégataire.

C'est dans ce contexte que la société IRIS a formé un référé précontractuel devant le Tribunal Administratif de Marseille par lequel elle contestait la régularité de la procédure de passation de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la Salle des Musiques Actuelles (SMAC) La Constance à Aix-en-Provence.

Par une ordonnance du 10 décembre 2018 rendue sous le n°1808834, le juge des référés du Tribunal Administratif de Marseille déclarait l'offre du soumissionnaire Dune irrégulière et annulait la procédure de passation à compter de l'examen des offres. Par conséquent, il a été enjoint à la Métropole de procéder à un nouvel examen des offres si elle entendait poursuivre la procédure en cause.

Cette décision n'ayant pas fait l'objet d'un pourvoi en cassation elle est aujourd'hui devenue définitive et bénéficie à ce titre de la force exécutoire des décisions de justice.

La force exécutoire qui s'attache à l'ordonnance du 10 décembre 2018 doit conduire à ce que l'autorité délégante tire toutes les conséquences de cette décision en écartant l'offre de l'association Dune comme irrégulière et en procédant à un nouvel examen des offres.

Ainsi, la Métropole, souhaitant tirer toutes les conséquences de l'ordonnance du juge des référés, a repris l'analyse des offres des soumissionnaires en portant une attention particulière aux cas d'irrégularités.

Une offre est irrégulière lorsqu'elle ne respecte pas les conditions et caractéristiques minimales indiquées dans les documents de la consultation.

Il résulte de cette analyse que les offres des soumissionnaires MAC et Le Générateur sont irrégulières dans la mesure où n'y sont pas proposées de formules d'indexation applicables aux tarifs, aux subventions de pré-exploitation et d'exploitation et à la redevance d'occupation du domaine public, contrairement aux dispositions impératives du projet de contrat. Par ailleurs ce motif d'irrégularité peut également être opposé au soumissionnaire DUNE.

Le délégant est tenu d'écarter les offres irrégulières.

C'est pourquoi seule l'offre d'IRIS a été analysée.

Cette analyse porte sur les derniers éléments d'offre transmis par IRIS le 23 juillet 2018 conformément au courrier de demande en date 16 juillet 2018. Aucune négociation n'a été ré-ouverte avec le soumissionnaire IRIS.

Le projet de contrat en annexe à la présente délibération d'approbation tient compte du recalage du

calendrier de mise en service de l'équipement prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

#### • Proposition de choix du soumissionnaire

#### Rappel des critères de jugement des offres

Conformément à l'article 11 du règlement de consultation, les critères de jugement des offres sont les suivants :

1) Pertinence projet artistique et culturel équipement

Ce critère a pour objet d'apprécier l'aptitude du projet des candidats (Projet Culturel et Projet de Mise en Réseau et d'Emergence des Musiques Actuelles) à répondre aux objectifs prioritaires du service public tels que définis à l'article 9 de la Pièce n°2 du dossier de consultation [Projet de Contrat de Délégation] hors volet tarification qui est apprécié dans le cadre du critère 4 ci-dessous.

Les objectifs prioritaires assignés par le Personne Publique au Délégataire sont les suivants :

- aboutir à un positionnement spécifique en matière d'équipements comparables par rapport à l'offre existante sur le territoire du Pays d'Aix et de la Région Provence Alpes Côte d'Azur ;
- rapprocher ce territoire d'autres agglomérations où des structures similaires permettent l'expression de choix artistiques ambitieux dans le domaine des musiques actuelles à travers ses diverses expressions : rock, jazz, musiques du monde, musiques et expressions urbaines, musiques électroniques ... ;
- rester attentif à l'émergence et la novation, tout en respectant un nécessaire équilibre dans la diversité et la pluralité des expressions et styles musicaux représentés, ceci à travers la programmation ainsi que pour toutes les activités et formes d'accueil proposés par le site ;
- intégrer une réelle part des activités de l'établissement en termes de diffusion, d'accueil comme de résidences pour ces opérateurs, à l'usage direct ou en collaboration étroite ;
- garantir l'accès du public le plus large du Pays d'Aix et de la Région Provence Alpes Côte d'Azur par la mise en place d'une politique tarifaire adaptée ;
- rechercher, par des actions significatives de communication et de médiation, l'élargissement de la base des publics

potentiels, notamment en direction du public jeune. Développer en ce sens des actions spécifiques en direction du public étudiant et de l'université.

La mise en œuvre des objectifs prioritaires doit se traduire par un minimum de 100 événements sur les deux salles dont une part significative de coproductions avec des opérateurs locaux, et un nombre d'accueil et de mise à disposition qui ne pourra être inférieur à 15% des activités de diffusion réalisées sur les deux salles.

Des locations et formules de collaboration incluant rétribution avec des producteurs privés extérieurs seront encouragées dans une proportion minimum de dix (10%) du total des manifestations proposées.

Des résidences d'artistes seront proposées dans la SMAC, ceci à travers l'usage des studios et des scènes des deux salles.

Priorité sera accordée aux artistes émergents et en particulier aux projets d'accompagnement d'artistes issus du territoire.

## 2) Qualité de l'exploitation technique de l'Ouvrage et des Equipements

Ce critère a pour objet d'apprécier l'aptitude des candidats à assumer les obligations mises à sa charge par le projet de Contrat en termes (i) d'entretien, de maintenance et de renouvellement, (ii) de sécurité et de gardiennage.

## 3) Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel et montant des contributions publiques sollicitées de la Personne Publique

Ce critère a pour objet d'apprécier la cohérence de l'approche économique des candidats s'agissant (i) de l'estimation des produits et des charges d'exploitation et (ii) de l'utilisation des deniers publics (subventions de la Personne Publique prévues aux articles 29.2.1 à 29.2.4 de la Pièce n°2 du dossier de consultation.

## 4) Pertinence des propositions tarifaires (article 30 du projet de Contrat)

Ce critère a pour objet d'apprécier la pertinence de la tarification proposée par les candidats afin de permettre l'appropriation de la SMAC par un large public d'usagers (spectateurs) et d'utilisateurs (objectif d'ouverture aux acteurs et opérateurs du tissu musiques actuelles du Pays d'Aix tel que défini à l'article 9 de la Pièce n°2 du dossier de consultation [Projet de Contrat de Délégation]).

## Présentation synthétique de l'analyse de l'offre

Au terme de la procédure, il apparaît qu'IRIS dont l'offre, seule régulière, répond aux objectifs de la collectivité tels qu'ils sont définis dans le cahier des charges de la consultation.

IRIS respecte les objectifs minimaux fixés au cahier des charges du projet culturel. Le candidat formule une offre ambitieuse présentée comme un « hub artistique et culturel » des musiques actuelles. Le projet prend en compte la diversité et la pluralité des expressions, la création, l'émergence et la novation, avec une dimension pluridisciplinaire affirmée. Les coopérations avec l'Enseignement Supérieur engagent une démarche de recherche-action qui constitue un axe original du projet. Enfin, la forte ambition artistique et créative, le niveau de la programmation et la diversité des activités répondent aux attentes du cahier des charges.

La programmation est répartie entre les deux salles et un usage conséquent du patio et du hall comme espaces de convivialité et de présentation des artistes locaux. Pour les studios le candidat propose une bonne amplitude d'ouverture et de services.

L'équipe opérationnelle, ainsi que l'équipe de direction sont bien dimensionnées.

Concernant le critère d'exploitation technique, entretien-maintenance, sécurité et sûreté des événements, le candidat avance des prestations de bonne qualité, avec une bonne traduction budgétaire, offrant toutes les garanties et les compétences requises.

La proposition tarifaire d'IRIS, est pleinement satisfaisante en matière d'accessibilité des publics aux spectacles et aux studios. Les locations des salles, malgré une complexité apparente provenant de la très grande précision apportée à définir les tarifs « en supplément », satisfont à travers les forfaits de base à la diversité des situations et aux attentes du cahier des charges.

Le candidat respecte les montants des contributions publiques exigées dans le DCE après négociations. Le montant de la subvention d'investissement demandée par le candidat est cohérent avec l'estimation réalisée par le délégué.

Considérant ces éléments, l'appréciation de l'offre du soumissionnaire IRIS est la suivante :

	<b>IRIS</b>
<b>Critère 1 : pertinence du projet artistique et culturel de l'équipement</b>	<b>Globalement très satisfaisant</b>
<b>Critère 2 : qualité de l'exploitation technique de l'ouvrage et des équipements</b>	<b>Globalement très satisfaisant</b>
<b>Critère 3 cohérence du CEP et montants des contributions publiques</b>	<b>Globalement satisfaisant</b>
<b>Critère 4 pertinence des propositions tarifaires</b>	<b>Moyen</b>

- **Économie générale de la délégation de service public**

#### **Durée de la délégation**

La délégation prend effet à compter de sa date de notification et se termine le 30 juin 2026.

#### **Modalités d'exploitation**

Le délégataire assurera l'exploitation de la salle à ses frais et risques conformément au projet d'exploitation qu'il a proposé et dans le respect des stipulations du contrat.

Les objectifs prioritaires assignés par la Personne Publique au Délégataire sont les suivants :

- Aboutir à un positionnement spécifique en matière d'équipements comparables par rapport à l'offre existante sur le territoire du Pays d'Aix et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- Rapprocher ce territoire d'autres agglomérations où des structures similaires permettent l'expression de choix artistiques ambitieux dans le domaine des musiques actuelles à travers ses diverses expressions : rock, jazz, musiques du monde, musiques et expressions urbaines, musiques électroniques, etc.
- Rester attentif à l'émergence et la novation, tout en respectant un nécessaire équilibre dans la diversité et la pluralité des expressions et styles musicaux représentés, ceci à travers la programmation ainsi que pour toutes les activités et formes d'accueil proposées par le site.
- Intégrer une réelle part des activités de l'établissement en termes de diffusion, d'accueil comme de résidences pour ces opérateurs, à l'usage direct ou en collaboration étroite.
- Garantir l'accès du public le plus large du Pays d'Aix, de la Métropole et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur par la mise en place d'une politique tarifaire adaptée.
- Rechercher, par des actions significatives de communication et de médiation, l'élargissement de

la base des publics potentiels, notamment en direction du public jeune. Développer en ce sens des actions spécifiques en direction du public étudiant et de l'université.

- La mise en œuvre des objectifs prioritaires doit se traduire par un minimum de 100 événements sur les deux salles dont une part significative de coproductions avec des opérateurs locaux, et un nombre d'accueils et de mises à disposition qui ne pourra être inférieur à 15% des activités de diffusion réalisées sur les deux salles.
- Des locations et formules de collaboration incluant rétribution avec des producteurs privés extérieurs seront encouragées dans une proportion minimum de dix (10%) du total des manifestations proposées.
- Des résidences d'artistes seront proposées dans la Salle de Musiques Actuelles, ceci à travers l'usage des studios et des scènes des deux salles. Priorité sera accordée aux artistes émergents et en particulier aux projets d'accompagnement d'artistes du territoire métropolitain.
- Pour les studios, il sera recherché une ouverture maximale en termes d'horaires, de diversité des expressions et de typologie des musiciens accueillis (des amateurs aux professionnels).

#### **Obligation en matière d'entretien et gros renouvellement**

La Collectivité assure la maintenance de niveaux 4 et 5 de la norme FDX60.000 ainsi que les grosses réparations et le renouvellement du clos et du couvert au sens de l'article 606 du Code civil. Tous les autres travaux de quelque nature qu'ils soient, seront supportés par le Délégataire à ses frais et risques.

Le Délégataire prend en charge l'ensemble des dépenses liées au renouvellement des biens mobiliers mis à disposition par la Collectivité et des biens mobiliers acquis par lui et figurant en annexe du contrat de délégation de service public. Notamment le Délégataire s'engage à supporter à ses frais, la charge des réparations de quelque nature qu'elles soient et de l'entretien de l'Ouvrage et des Équipements ainsi que le renouvellement à l'identique en termes de capacité technique de l'Ouvrage et des Équipements. Il assure l'entretien et la maintenance préventive et



corrective de l'Ouvrage et des Équipements correspondant aux niveaux de maintenance 1 à 3 de la norme FDX60.000 à l'exclusion des opérations et interventions qui relèveraient de la responsabilité des constructeurs dans le cadre des garanties légales et pendant la durée desdites garanties.

### Principaux éléments financiers

Le délégataire assume à ses frais et risques l'exploitation de la salle de spectacles et est autorisé à cet effet à percevoir les recettes auprès des usagers ainsi que les produits de subventions d'autres collectivités, de sponsoring et de mécénat privé.

Ces recettes ne permettant pas au délégataire de couvrir ses charges d'exploitation eu égard aux obligations de service public mis à sa charge et de dégager un bénéfice raisonnable, le délégant a prévu, dès le lancement de la consultation, le versement de subventions dans le respect des conditions prévues par l'article L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales et de la jurisprudence Altmark de la Cour de Justice de l'Union Européenne :

- **La subvention d'équipement** couvre les coûts d'équipement de la salle.
- **La subvention de pré-exploitation** couvre les coûts du projet avant le lancement de la première saison.
- **La subvention à la mise en réseau et à l'émergence des pratiques de musiques actuelles** participe aux missions et actions de service public liées à l'appui aux pratiques musiques actuelles, notamment pratiques amateurs et professionnalisantes, appui à l'émergence d'artistes et à la création musicales, accueil, mise en réseau, collaborations et développement en lien avec les opérateurs locaux tels associations, établissement d'enseignement supérieur spécialisés, publics scolaires, étudiants, publics éloignés, etc.
- **La subvention d'exploitation** participe aux missions et charges d'exploitation de l'établissement, permettant par là même la réalisation des objectifs du service public.

Le montant des subventions attribuées au délégataire sont récapitulées ci-dessous :

La subvention d'équipement est versée en 2019 suivant la notification du contrat de DSP pour un montant de 1 900 424 euros.

La subvention de pré-exploitation est versée en 2019 suivant la notification du contrat de DSP pour un montant de 360 000 euros.

A partir de 2020, la subvention à la mise en réseau et à l'émergence des pratiques de musiques actuelles s'élève à 150 000 euros par an, indexée annuellement jusqu'à la fin du contrat par application de la formule d'indexation prévue à l'article 31 du contrat.

A partir de 2020, la subvention forfaitaire d'exploitation s'élève à 720 000 euros. Celle-ci est indexée annuellement conformément à la formule d'indexation prévue à l'article 31 du contrat.

A partir de 2020, année de mise à disposition de l'équipement, le délégataire verse à la Personne Publique une redevance d'occupation domaniale composée :

- D'une part fixe d'un montant annuel de 120.000 euros HT ;
- D'une part variable égale à 10% de la part de résultat net comptable annuel du Délégataire excédant 50.000 euros.

La redevance sera appliquée au *prorata temporis* pour la dernière année d'exploitation.

La politique tarifaire est détaillée en annexe au contrat d'exploitation.

### Contrôle du délégataire

Compte tenu des enjeux de la délégation, un dispositif de contrôle a été précisément défini dans le contrat sur les points suivants :

Par l'institution d'un comité de suivi associant des représentants de la Métropole Aix-Marseille Provence et du délégataire.

Par la production d'un rapport annuel, comprenant un compte rendu technique, un compte rendu financier ainsi qu'une analyse de la qualité du service. Ils portent sur l'exécution de la convention sur la dernière saison écoulée et, pour le compte-rendu financier, au titre de la dernière année civile.

### Société dédiée

La SCIC IRIS, soumissionnaire au titre de la procédure de passation de la présente délégation de service public, sera la société dédiée chargée de l'exploitation de la SMAC de la Constance.

### • Pièces jointes au rapport :

- Procès-verbal de la commission de délégation de service public d'admission des candidatures du 31 juillet 2015 et 5 octobre 2015.
- Procès-verbal de la commission de délégation de service public du 7 juillet 2017 dressant la liste des candidats admis à la

négociation et intégrant le rapport d'analyse des offres initiales

- Procès-verbal de la commission consultative des services publics locaux du 20 mai 2015.
- Rapport d'analyse des offres.
- Projet de contrat de délégation de service public et ses annexes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°93-122 du 29 janvier 1993, dite loi Sapin ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la Commission consultative des services publics locaux du 20 mai 2015 ;
- La délibération n° 2014\_A227 du 14 octobre 2014 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme général et les charges prévisionnelles de fonctionnement de la Salle de Musiques Actuelles de la Constance ;
- La délibération n° 2015\_A103 du 21 mai 2015 du Conseil communautaire de la CPA approuvant le principe de la gestion déléguée pour l'exploitation et la gestion de la Salle de Musiques Actuelles ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 approuvant le règlement Budgétaire et Financier ;
- Le rapport de la Commission de délégation de service public du 31 juillet 2015 ;
- Le rapport de la Commission de délégation de service public du 5 octobre 2015 ;
- Le rapport de la Commission de délégation de service public du 07 juillet 2017 ;
- Le projet de délégation composé d'un contrat d'exploitation et de gestion de la SMAC de la Constance et de ses annexes ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de désigner un délégataire pour la gestion et l'exploitation de la SMAC de la Constance.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le contrat de délégation de service public et ses annexes pour l'exploitation et la gestion de la SMAC de la Constance.

**Article 2 :**

Est approuvé le choix de la société SCIC IRIS SARL comme titulaire de la délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de la SMAC de la Constance.

**Article 3 :**

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer le contrat de délégation de service public visé ci-dessus, ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

**Article 4 :**

Sont attribuées au délégataire au titre de l'exercice 2019 une subvention de pré exploitation et une subvention d'équipement d'un montant respectif de 360 000 euros et de 1 900 424 euros telles que prévues au contrat de délégation de service public annexé.

**Article 5 :**

Sont attribuées au délégataire au titre de l'année 2020 une subvention à la mise en réseau et à l'émergence des pratiques de musiques d'un montant de 150 000 euros et une subvention d'exploitation de 720 000 euros telle que prévue au contrat de délégation annexé. Au titre des exercices 2021, 2022, 2023, 2024, 2025 et 2026, les montants de ces deux subventions seront indexés dans les conditions prévues au contrat de délégation de service public annexé.

**Article 6 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement sur l'opération budgétaire 4581162486, nature 4581 en fonction 317 et en section de fonctionnement, LC 1636, fonction 311, nature 65748.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **CSGE 005-6520/19/CM**

### **■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération "Subvention Fondation Vasarely" - Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix MET 19/11157/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération CSGE 007-4049/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole s'est engagée dans le versement d'une subvention d'investissement à la Fondation Vasarely pour la phase B4 des travaux de restauration du bâtiment classé au titre des monuments historiques.

La phase B4 consiste à finaliser la restauration des façades du bâtiment dans le respect des normes muséales et de procéder à des travaux supplémentaires dus à des modifications de programme et des raisons techniques conformément aux notes de présentations des travaux supplémentaires.

Le montant de la participation votée est de 473 070 euros, le premier acompte de 50 % a été réglé en 2018.

Le solde de la subvention d'un montant maximal de 236 535 euros devrait être réglé en 2019.

L'autorisation de programme initiale n'a pas été correctement dimensionnée d'où la nécessité de procéder ce jour à une augmentation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant ouvertures, affectations et révisions ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de + 155 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI457AP Subvention Fondation Vasarely afin de permettre sa réalisation
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de + 155 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI457AP Subvention Fondation Vasarely
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement DI457AP Subvention Fondation Vasarely pour un montant de 155 000 euros T.T.C portant le montant total de l'opération à 783 000 euros T.T.C.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

#### **DI457AP Subvention Fondation Vasarely**

Déjà financé : 438 683,50 euros T.T.C.  
CP 2019 (BS compris) : 343 535 T.T.C.  
Reste à financer : 781,50 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

## **CSGE 006-6521/19/CM**

### **■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération "salle de spectacles d'Auriol" MET 19/11076/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Communauté du Pays d'Aubagne et de l'Étoile du 1er juin 2015 a déclaré d'intérêt communautaire le projet de construction d'une salle de spectacles et des festivités sur la commune d'Auriol.

Le Conseil Communautaire du 6 juillet 2015 a approuvé le projet de convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée au bénéfice de la commune d'Auriol pour la réalisation, sur son territoire, d'une salle de spectacles et des festivités d'intérêt communautaire et a autorisé Madame la Présidente de Territoire à signer la convention concernée et tout document s'y rapportant.

Le Bureau Métropolitain du 28 mars 2019 a approuvé un avenant numéro 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée qui a précisé les délais de l'opération et la livraison de la salle (FAG 014-5540/19/BM).

Les travaux de la salle de spectacles et des festivités sont à ce jour en cours et la programmation culturelle de l'équipement est en préparation. Il convient aujourd'hui de prendre en compte les incidences financières du calendrier de l'opération modifié ainsi que les adaptations nécessaires à la finalisation de l'opération et notamment :

- Révisions de prix : plus 120 000 euros TTC
- Adaptations des travaux (travaux supplémentaires VRD) et la modification globale de la régie et de la CTA : 80 000 euros TTC
- Equipements scéniques et mobiliers nécessaires à l'exploitation : plus 100 000 euros TTC
- Provision pour aléas : plus 50 000 euros TTC

Soit un total de 350 000 euros TTC.

Compte tenu de ces évolutions, il convient de procéder à la revalorisation de l'affectation de l'opération d'un montant de 350 000 euros TTC afin de permettre sa réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 1\_0615 du Conseil de Communauté du Pays d'Aubagne et de l'Étoile du 1er juin 2015, qui déclare d'intérêt communautaire le projet de construction d'une salle de spectacles et des festivités ;
- La délibération n° 7\_0715 du Conseil de Communauté du Pays d'Aubagne et de l'Étoile du 6 juillet 2015, qui approuve le projet de convention de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée au bénéfice de la commune d'Auriol pour la réalisation,

sur son territoire, d'une salle de spectacles et des festivités d'intérêt communautaire ;

- La délibération FAG 014-5540/19/BM du Bureau de la Métropole du 28 mars 2019 portant approbation de l'avenant 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la réalisation d'une salle de spectacles et des festivités sur la commune d'Auriol ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile le 17 juin 2019.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'avenant 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée a précisé les délais de l'opération et la livraison de la salle ;
- Que consécutivement à ces évolutions de calendrier et pour tenir compte des adaptations nécessaires à la finalisation de l'opération, il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant total de 350 000 euros TTC de l'opération afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement 2017-407-600 construction de la Salle de spectacles d'Auriol pour un montant de 350 000 euros TTC portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 6 550 000 euros TTC.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 et 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence ; Conseil du Territoire d'Aubagne et de l'Étoile - sous politique B410 - Service BAT4 - Opération 2017-407-600 - Nature 4581174076. Autorisation de Programme 154151

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

Mandaté antérieur = 2 536 743 euros TTC  
CP 2019 = 3 658 301 euros TTC  
Crédit 2020 = 354 956 euros TTC  
Montant définitif de l'AP = 6 550 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

#### **CSGE 007-6522/19/CM**

#### **■ Dénomination de la salle de spectacles et des festivités métropolitaine sur la commune d'Auriol MET 19/11248/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° CSGE 001-3395/17/CM du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 portant définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels et socioéducatifs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a déclaré d'intérêt métropolitain la salle de spectacles et des festivités sur la commune d'Auriol.

Cette nouvelle structure culturelle est unique sur le Territoire de par sa jauge et ses capacités techniques polyvalentes, mais également un outil pour les différents acteurs culturels ou économiques du territoire, que ce soit en terme d'événementiels, de création ou de diffusion culturelle.

Le parti architectural développé pour ce projet consiste en une architecture résolument contemporaine, sobre et dynamique à la fois. La volumétrie d'ensemble clairement visible depuis le cœur village, s'intégrera harmonieusement avec celles présentes dans l'environnement immédiat comme le parc de la Confluence ou le groupe scolaire Claire Dauphin.

Plusieurs configurations ont été prévues pour donner à cette nouvelle salle toute sa polyvalence et répondre à une demande variée de programmation et d'utilisation. Afin de répondre à tous les publics, le projet est partagé en plusieurs espaces qui sont à la fois complémentaires et utilisables de façon isolée :

- ✓ Une salle principale avec grande scène, deux loges, un local de rangement, un équipement son et lumière. Elle pourra à la fois être complètement sombre pour l'organisation de spectacles ou très lumineuse et ouverte sur le parc de la Confluence pour les événements festifs. Elle sera équipée d'un gradin rétractable d'une capacité de 400 places assises,
- ✓ Un grand hall d'accueil avec bar, vestiaire, toilettes... qui servira d'espace accueil et de billetterie,
- ✓ Une salle annexe de convivialité avec terrasse pouvant accueillir un maximum de 150 personnes,
- ✓ Un office (salle de préparation et de remise en chauffe de restauration), local de rangements....

Ce projet d'envergure, dont le coût prévisionnel est estimé à 5 166 667,50 euros HT, a fait l'objet d'un subventionnement auprès du Département à hauteur de 4 133 334 euros.

Le projet est en cours de réalisation avec une livraison prévue pour le second semestre 2019.

En vertu de l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales, la dénomination relève de la compétence de l'organe délibérant. La dénomination doit également être conforme à l'intérêt public local et respecter le principe de neutralité du service public.

C'est la raison pour laquelle, en vue de la réception prochaine de cet équipement, il est nécessaire de lui attribuer une dénomination.

Au regard de la proximité directe avec le projet d'aménagement paysager innovant en matière de protections des inondations et de restauration des berges de l'Huveaune, il est proposé d'attribuer à cet équipement, le nom officiel suivant : « Espace de la Confluence ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 17 juin 2019.

#### **Où il le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Qu'il y a lieu d'attribuer une dénomination à cet équipement conforme à l'intérêt public local et au principe de neutralité du service public ;

- Que cet équipement s'inscrit dans le parc de la Confluence, projet d'aménagement paysager, innovant en matière de protection des inondations et de restauration des berges de l'Huveaune.

#### **Délibère**

#### **Article unique :**

Est approuvée la dénomination de la salle de spectacles et des festivités comme tel : « Espace de la Confluence ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.